



REVUE

DES

DEUX MONDES.

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,
AD. WAHLEN ET Cie.

REVUE

DES

DEUX MONDES,

AUGMENTÉE

D'ARTICLES CHOISIS DANS LES MEILLEURS RECUEILS ET REVUES PÉRIODIQUES.

TOME SECOND. — 1843.



Bruxelles,

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES,

RUE FOSSÉS-AUX-LOUPS, N° 74.

1843

MOUVEMENT

LITTÉRAIRE

DE L'ESPAGNE.

ZORRILLA.

L'agitation politique, qui paraît au premier abord si nuisible aux travaux de l'intelligence, a eu le plus souvent, l'histoire littéraire en fait foi, des effets tout opposés. Sans parler d'Athènes et de Florence, où les lettres ont grandi au milieu des dissensions civiles, sans aller chercher dans un passé lointain d'autres exemples qui s'y trouveraient en très-grand nombre, il suffit de jeter un coup d'œil sur notre siècle pour se convaincre de cette vérité. Depuis longtemps, l'Italie, tranquille et asservie, avait cessé presque complétement de produire des écrivains, quand le général Bonaparte vint lui apporter à la fois une révolution politique et une régénération littéraire. De l'établissement de la république cisalpine date le mouvement qui a enfanté Manzoni, Monti, Ugo Foscolo, Pindemonte, Parini, Alfieri lui-même, et dans des temps plus rapprochés de nous, mais non moins agités, Colletta, Botta et Silvio Pellico. Depuis les révolutions avortées de 1820 et de 1821, l'activité littéraire s'est atténuée, et le génie italien semble s'être assoupi. En Allemagne, la grande période de Goethe et de Schiller coïncide avec l'époque des guerres de la

révolution et de l'empire, et avec les transformations violentes qui ont changé de fond en comble la vieille constitution du corps germanique. Depuis que l'ordre et la paix sont rétablis de l'autre côté du Rhin, le mouvement intellectuel s'affaiblit et ne jette plus que de rares éclairs. En Angleterre, Walter Scott et Byron sont contemporains de la grande lutte contre la France et des efforts terribles qu'a dû faire leur pays pour jeter à bas la colossale puissance de Napoléon.

En France même, il semble que nous devions à nos débats intérieurs l'éclat qui s'est attaché depuis le commencement du siècle à notre littérature. M. de Châteaubriand a écrit toute sa vie au milieu des révolutions; cette gloire si radieuse et si pure s'est levée dans les orages. Après lui, les jours les plus tourmentés de notre histoire récente ont été aussi les plus féconds en œuvres littéraires. Les dernières années de la restauration et les premières années de la révolution de juillet, si fiévreuses, si ardentes, si pleines de discordes civiles, ont vu l'apogée du succès chez tous nos écrivains vivants : MM. Guizot, Lamartine, Thiers, Cousin, Villemain, Lamennais, Victor Hugo, George Sand, Alexandre Dumas et autres. Dès qu'un repos relatif a succédé à ces agitations, l'effet en a été sensible sur la littérature. Elle vit encore de l'impulsion qu'elle a reçue il y a quinze ou vingt ans, mais cette impulsion ne se ravive plus, et nous ne voyons pas beaucoup de renommées nouvelles apparaître à l'horizon. Quelques-uns même des noms les plus éclatants hier commencent déjà à s'envelopper des ombres fatales de la décadence. Est-ce donc que l'esprit ait besoin pour créer de l'excitation que lui donne le spectacle dramatique des luttes civiles ou des querelles nationales? Est-ce que le poëte, le philosophe, l'historien, ne sont en quelque sorte que les échos du monde extérieur, et faut il que quelque grande question s'agite dans les faits, que de puissantes forces soient aux prises, que des problèmes sociaux soient posés sur la poudre des champs de bataille ou sur le pavé des places publiques, pour que le génie s'éveille et trouve des accents nouveaux?

Quoi qu'il en soit, l'Espagne est aujourd'hui le pays de l'Europe le plus travaillé par les commotions politiques, et c'est aussi celui de tous, après la France, où le mouvement littéraire est le plus actif. Pendant que l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre sommeillent, l'Espagne, profondément remuée, cherche son expression littéraire avec ardeur, en même temps que sa forme politique. Jamais, dans ce pays si engourdi pendant deux siècles, on n'a tant écrit et tant publié que depuis dix ans. Au plus fort de la querelle civile, pendant que les bandes de Gomez traversaient la Péninsule, ou que don Carlos arrivait avec son armée jusqu'aux portes de Madrid, des imprimeries se fondaient de toutes parts. On a fait, depuis 1834, plus d'éditions des classiques espagnols qu'on n'en avait fait en deux cents ans. En même temps, on a créé de nombreux journaux, des revues, des collections de documents inédits, des recueils de nouvelles, de pièces de théâtre, de biographies, des publications pittoresques comme en France et en Angleterre, enfin un immense commerce de papier imprimé. Pour alimenter toute cette activité, on traduit sans doute beaucoup de français, mais on demande beaucoup aussi à la production nationale. Une foule d'écrivains est sortie du chaos politique et social. Les uns sont arrivés à la vie littéraire par les armes, l'administration, le barreau, la diplomatie, les autres y ont été jetés d'emblée et sans préparation; presque tous se sont mêlés de gré ou de force aux rudes épreuves de la politique, et aucun ne s'en est tiré sans blessure. Ceux-ci sont déjà morts à la peine, ceux-là vivent dans l'exil et la proscription; mais toujours et partout ils ont conservé le feu sacré, et jusque dans les heures les plus

pénibles d'une vie ballottée, ils travaillent avec amour à la rénovation des lettres espagnoles. Pieux efforts qui méritent d'être plus connus, et qui ont droit au respect et à la sympathie de tous!

L'Espagne compte, en ce moment, trois générations d'hommes de lettres vivants. Les premiers sont nés dans les dernières années du XVIII[e] siècle : ce sont ceux dont la carrière est déjà longue et dont la réputation est faite aussi bien en Europe que dans leur pays. A cette génération appartiennent MM. Martinez de la Rosa, Alcala Galiano, Joaquin Mora, Angel Saavedra, duc de Rivas, Javier Burgos, le comte de Toreno, et, enfin, les deux meilleurs poëtes dramatiques que l'Espagne ait eus depuis Moratin, Breton de los Herreros et Gil y Zarate. La seconde génération s'est formée à l'ombre de celle-là ; ceux qui la composent datent des premières années du siècle présent et comptent aujourd'hui de trente à quarante ans. Moins connus que les premiers hors de leur pays, ils forment la portion militante de la société littéraire espagnole. Tels sont don Juan Donoso Cortès, don Antonio de los Rios y Rosas, don Ramon Mesonero, don Eugenio Hartzembusch, don Alejandro Mon, don Joaquin Pacheco, don Nicomedes Pastor Diaz. Deux poëtes, morts maintenant, Espronceda et Larra, appartenaient à cette génération. Enfin vient la troisième, celle des jeunes gens proprement dits. Ceux-là n'ont pas encore trente ans et n'ont commencé à écrire que depuis quelques années. De ce nombre sont don Enrique Gil, don Pedro Madrazo, don Antonio Garcia Gutierrez, et enfin le plus jeune et le plus fécond de tous, don Jose Zorrilla.

Pour faire connaître avec quelque détail la littérature espagnole contemporaine, il faudrait passer en revue les œuvres principales de ces différents écrivains. On aurait à examiner successivement les tragédies et les comédies de M. Martinez de la Rosa, son histoire de *Hernan Perez del Pulgar,* son roman d'*Isabelle de Solis* et son livre nouveau sur l'*Esprit du siècle;* l'*Histoire du soulèvement et de la révolution d'Espagne,* de M. de Toreno ; les *Légendes espagnoles,* de Mora ; les poëmes, les romances historiques et les drames du duc de Rivas, et particulièrement son beau poëme du *Moro espósito;* les œuvres politiques et oratoires d'Alcala Galiano ; les *cent trente* pièces de théâtre, originales, traduites ou imitées, de Breton de los Herreros ; les œuvres dramatiques de Gil y Zarate, et surtout sa comédie d'*un An après la noce* et son drame de *Charles II;* le *Panorama de Madrid,* suite curieuse de tableaux de mœurs, publiés par don Ramon Mesonero sous le nom d'*El Curioso parlante;* les compositions théâtrales d'Hartzembusch, et parmi elles son drame estimé des *Amants de Téruel;* la collection des admirables pamphlets politiques et littéraires publiés par Larra sous le pseudonyme de *Figaro* ; les œuvres lyriques d'Espronceda, de Ventura de la Vega, de Enrique Gil, de Pedro Madrazo, de Roca de Togores, et de tant d'autres. Pour cette fois, nous nous bornerons à faire connaître un de ces nombreux enfants poétiques de l'Espagne nouvelle, et nous avons choisi Zorrilla, non parce qu'il est le seul, comme on voit, mais parce qu'il est le plus nouveau venu, et que son talent, si souple, si varié, si divers, est le plus brillant et le plus aimé de ceux de la jeune pléiade.

Zorrilla n'a que vingt-six ans, et il a publié jusqu'ici treize volumes de poésies. Cette extraordinaire fécondité est déjà par elle-même un fait remarquable, elle est l'indication d'une impulsion très-active vers les œuvres d'imagination. En général, ce qui distingue la jeune génération de celles qui l'ont précédée, c'est son caractère exclusivement littéraire. Chez Martinez de la Rosa et la plupart de ses contemporains, la littérature n'a été en quelque sorte que l'auxiliaire de la politique.

Avant tout, il fallait donner à l'Espagne une constitution qui lui permît de se développer, et ce n'était que dans les moments de repos qu'on pouvait songer à écrire; la tâche du citoyen passait avant celle de l'historien ou du poëte. Cette nécessité n'est pas moins marquée dans la seconde génération. Presque tout entiers absorbés par la polémique quotidienne, les écrivains qui portent le poids de la chaleur et du jour ont à peine le temps de produire quelque chose en dehors de la politique. Pour les jeunes gens, au contraire, le champ est libre. Leurs devanciers travaillent pour eux à doter l'Espagne de l'organisation qui lui manque ; eux n'ont besoin que de respirer l'air et le soleil ; à l'abri des conquêtes nouvelles que chaque jour apporte, ils n'ont qu'à jouir de ce qui coûte tant de peine à d'autres ; ils ont trouvé la pensée affranchie, et ils en profitent pour se livrer sans contrainte à leur inspiration.

Telle est en effet la marche naturelle des choses dans ces temps de régénération nationale. Il n'est pas toujours nécessaire que l'écrivain contribue lui-même au mouvement qui emporte la société. Quand ce mouvement est décidément le plus fort, l'écrivain peut lui être étranger, opposé même, sans qu'il y perde rien de sa puissance et de son succès. Dans la fermentation des idées et des faits, tout se développe à la fois, même les besoins les plus contradictoires, et il vient un moment où des efforts divergents en apparence servent en même temps au progrès commun. Ce moment est venu pour l'Espagne. Zorrilla et ses jeunes amis ne sont pas hostiles à la révolution politique, mais ils pourraient l'être sans inconvénient. Ils se contentent de se tenir à l'écart. La littérature existe désormais par elle-même dans leur patrie; elle s'est dégagée de son brûlant berceau. L'aliment extérieur lui est toujours nécessaire, mais le rapport devient éloigné et cesse presque d'être visible. A mesure que la société nouvelle se constitue, la division du travail s'établit. Du sein des combats et des discordes, les âmes tendent vers les régions inaltérables de la poésie, et la soif de l'idéal est excitée par les querelles prolongées de la réalité. Tout un ordre de sentiments nouveaux, inconnus, naît et aspire à se satisfaire en dehors du monde positif. C'est à ce besoin qu'a répondu Zorrilla; c'est par là que s'expliquent et sa prompte gloire et sa merveilleuse fécondité. Il est venu à propos et comme à son heure. Il a trouvé un public tout prêt et une carrière poétique toute tracée. Sa vie n'est qu'un chant, et il a peine à suffire à cette voix de tous qui lui demande toujours, toujours, des vers. Sa première apparition a en elle-même quelque chose de fatal qui montre combien il était attendu.

Par une triste soirée du mois de février 1837, un char funèbre cheminait lentement dans les rues de Madrid. Une longue procession de jeunes gens le suivait en silence. Dans le cercueil que supportait ce char étaient les restes de don Mariano Jose de Larra, qui venait de mourir à la fleur de l'âge, frappé de ses propres mains. C'était le premier de cette jeunesse active et généreuse qui s'éteignait au milieu de ses frères désolés; la couronne posée sur son cercueil était la première que ce temps de rénovation laborieuse décernait au talent. Chacun des assistants s'honorait lui-même en suivant le funèbre triomphe du poëte expiré. Quand on fut arrivé au cimetière de la porte de Fuencarral, les amis du mort se pressèrent autour de sa fosse, et l'un d'eux prononça d'une voix pleine de larmes l'éloge de Larra. « En ce moment, raconte un des témoins de cette scène touchante, nos cœurs étaient plus profondément émus qu'il n'est possible de l'exprimer; ce que nous éprouvions nous élevait dans un autre monde; ce n'était plus la contemplation profonde de cette mort fatale, la vue de ce cimetière, l'inauguration de cette

tombe, la voix éloquente de notre ami; c'était plus que tout cela, ou plutôt c'était tout cela réuni pour nous jeter dans cet état d'inexplicable magnétisme, où un même sentiment saisissant toutes les âmes à la fois, *il semble qu'on s'aide mutuellement à se soutenir dans les nuées.* » Tout à coup, du milieu de la foule, et comme s'il s'était élancé du sépulcre même, sortit un jeune homme, un enfant, inconnu de presque tous, qui, levant vers le ciel un regard inspiré, prononça les vers dont voici la traduction :

« Cette vague clameur qui déchire le vent — est la voix funéraire d'une cloche,— vaine et dernière plainte — sur un cadavre livide et décharné, — qui dans l'immonde poussière dormira demain.

» Il acheva sa mission sur la terre, — et laissa là son existence épuisée, — comme la vierge perdue au plaisir — suspend à l'autel ses voiles profanes.

» Il vit devant lui l'avenir vide, — vide déjà de rêves et de gloire, — et se livra à ce sommeil sans souvenir, — qui nous mène à nous réveiller dans un autre monde.

» C'était une fleur que fana le soleil; — c'était une fontaine que tarit l'été; — déjà on n'entend plus le murmure de la source, — déjà est brûlée la tige de la fleur; — mais le parfum se sent encore, — et cette verte couleur de la plaine, — ce manteau d'herbe et de fraîcheur, — sont fils du ruisseau créateur.

» Car le poëte en sa mission, — sur la terre qu'il habite, — est une plante maudite— qui porte des fruits de bénédiction.

» Dors en paix dans la tombe solitaire, — et qu'il n'arrive à ton ouïe éteinte — que la triste et funèbre prière—qu'un autre poëte chantera pour toi.—Ces vers seront une offrande d'amitié — plus douce, certes, que la parole d'un homme, — pure comme la larme d'un enfant, — souvenir du poëte que j'ai perdu!

» S'il existe un ciel lointain,—demeure des poëtes,—et qu'il ne reste à la terre — que cette image glacée — de pourriture et de corruption, — c'est un digne présent en vérité — qu'on fait à la vie amère,—que d'abandonner son désert, — en lui laissant pour adieu la hideuse dépouille d'un mort!

» Si dans le *non-être* — il reste un souvenir d'hier, — et une vie comme ici, — derrière le firmament — consacre-moi une pensée, — poëte, comme celle que je garde de toi. »

Ces vers n'étaient pas un chef-d'œuvre, mais ils contenaient l'expression d'un sentiment naturel et vrai. L'auteur ne put pas les lire jusqu'au bout, tant il était oppressé par sa douleur; il fallut qu'un des assistants achevât pour lui cette pénible lecture. Chaque mot éveillait un écho dans le cœur des assistants; chaque plainte répondait à une plainte, chaque espérance à un espoir. Le succès devait être universel et profond; il le fut. « Notre enthousiasme, dit le témoin que nous avons déjà cité, fut égal à notre douleur. Dès que nous sûmes le nom de l'heureux mortel qui nous avait fait entendre une si céleste harmonie, nous saluâmes le nouveau barde avec l'admiration religieuse dont nous étions tous pénétrés; nous bénîmes la Providence qui si visiblement avait fait apparaître un poëte sur la tombe d'un autre, et les mêmes qui avaient conduit la pompe funèbre de Larra jusqu'à la demeure des morts rentrèrent dans le monde des vivants en proclamant avec transport le nom de Zorrilla. » Zorrilla avait alors vingt ans à peine. Depuis, le souvenir de cette poétique origine l'a toujours accompagné et lui a servi d'auréole. La jeune société littéraire de Madrid aime à voir en lui comme une résurrection de son cher Larra. Le génie espagnol est oriental et fataliste; il croit à la prédestination, et ce n'est pas pour lui un faible titre que cette circonstance extraordinaire. Dans

d'autres temps, une légende en serait née, on aurait vu le génie de Larra s'échapper de sa tombe sous la forme de quelque oiseau harmonieux et se poser sur son jeune successeur.

Quelques mois après cet incident, parut le premier recueil de poésies de Zorrilla, accueilli avec acclamation par le monde, peu nombreux encore, mais enthousiaste, qui s'occupe de littérature à Madrid. Il contient environ une trentaine de pièces dans le genre lyrique, et ce que l'auteur appelle un *Caprice dramatique* en deux actes. Pour un Français qui l'ouvre et le parcourt avec distraction, comme nous faisons aujourd'hui, hélas! de tous les recueils de poésies, ce volume n'offre que des imitations de Lamartine ou de Victor Hugo. On y retrouve les procédés lyriques, les coupes de strophes, les idées, les images, et jusqu'aux titres et aux sujets qu'affectionnait la dernière école poétique française. *L'Horloge, la Lune de Janvier, A Venise, Orientale, Méditation, le Soir d'automne, la Nuit d'hiver, Indécision, le Dernier jour, Elvire!* ne croirait-on pas lire la table de quelqu'un de ces recueils élégants et satinés qui naissent et meurent par milliers tous les ans chez les éditeurs de Paris? Il y a pourtant une différence immense entre Zorrilla et nos jeunes poëtes élégiaques français. Cette différence, c'est le succès. Peu de personnes répètent chez nous ces vers qui s'échappent avec abondance de tant de sources, malgré le talent réel qui brille dans la plupart; la fraîcheur et la limpidité de ces ondes ignorées disparaissent pour nous dans la monotonie de leur murmure. En Espagne, au contraire, tout le monde lettré sait par cœur de longs fragments de Zorrilla. Dans les bivouacs de la guerre civile comme dans les salons de Madrid, ses premières poésies retentirent comme un chant divin, et de toutes parts on les entendit redire avec délices.

D'où vient ce contraste dans les destinées, quand les œuvres sont si pareilles? Apparemment de la disposition différente du public français et du public espagnol. En France aussi, nous avons admiré avec transport les harmonieux accents de la muse rêveuse, mais voilà bien près de vingt ans que nous sommes bercés par leur douce et uniforme cantilène. Nous aussi, nous avons été éblouis des richesses descriptives que le poëte des *Orientales* jette à pleines mains, mais voilà bien longtemps aussi que nous avons entendu pour la première fois la cascade de ses rimes sonores. Les Espagnols sont moins blasés que nous. Zorrilla a été à la fois pour eux Lamartine et Victor Hugo. Comme le premier, il a eu le vague des sentiments, l'agitation du doute, la tristesse de l'âme; comme le second, il a eu l'éclat, l'élan, la verve, l'ivresse des beaux mots et des somptueuses images. Spiritualiste et matérialiste à la fois, croyant et sceptique, lyrique et élégiaque tour à tour, il a rassemblé en lui tous les contrastes et exprimé toutes les contradictions d'une société fortement tiraillée. Cette maladie de la mélancolie poétique qui est née en Angleterre sous les auspices de lord Byron et des *lakistes*, et qui s'est répandue en France pendant la restauration, est arrivée jusqu'en Espagne avec le gouvernement représentatif. Ce peuple si plastique, si positif, si tranché, s'est laissé gagner un moment par le vague, l'incertitude et l'ennui, et c'est à ce moment précis que Zorrilla est venu. D'autres avaient essayé, avant lui, de rendre ces sentiments si nouveaux en Espagne, mais leurs œuvres imparfaites n'avaient obtenu qu'une attention distraite et éphémère. Lui seul a saisi fortement le public; lui seul a trouvé les accents nouveaux qui répondaient directement à l'état des âmes.

En 1837, 1838 et 1839, il a publié chaque année deux volumes de poésies, et il y a prodigué avec une verve intarissable tous les trésors du genre. La langue

espagnole, naturellement si pompeuse, prête plus qu'une autre aux développements, aux énumérations, aux amplifications poétiques, procédés habituels de la muse un peu verbeuse du XIXe siècle. C'est un luxe de mots, une profusion de rimes, une opulence de descriptions, une variété de mélodies qui étonnent. Zorrilla chante les ruines. l'orgie, la nuit, l'orage, la solitude, la prière, le doute, l'amour, et ce qui revient toujours dans ses vers, c'est la vanité de la vie, du plaisir et de la gloire, soit que. peignant ces tourments d'esprit qui poursuivent de nos jours le riche dans ses fêtes comme le pauvre dans ses douleurs, il s'écrie :

Les uns meurent dans l'ivresse,
Les autres meurent de faim,
Tous se maudissent eux-mêmes,
Car ils sont tous malheureux.

Unos cayeron beodos,
Otros de hambre cayeron,
Y todos se maldijeron,
Que eran infelices todos.

soit que, s'adressant à une tourterelle, il se plaigne avec amertume de l'inutilité de ses propres chants, qui se perdent avec tout le reste dans l'impuissance universelle :

Dis, que nous servent,
O triste oiseau,
A toi tes plaintes,
Mes chants à moi?

Dime, que nos valen,
Pájaro infeliz,
A ti tus lamentos,
Mis cantos a mi?

On dira sans doute que cette poésie n'est pas originale, et on aura raison en prenant le mot *originalité* dans le sens étroit qu'on lui donne généralement aujourd'hui. La poésie de Zorrilla n'est pas plus originale en Espagne que le mouvement politique qui agite ce pays depuis cinquante ans; comme ce mouvement lui-même, elle est venue de l'étranger. Mais est-ce là un motif pour la condamner sans l'entendre, et connaît-on beaucoup de littératures au monde qui soient à l'abri de ce reproche? Le mouvement littéraire français de la restauration n'était pas plus original dans son temps que le mouvement littéraire espagnol ne l'est aujourd'hui; l'imitation de l'étranger était aussi sensible dans l'un que dans l'autre. Nos écrivains modernes ont imité lord Byron, Walter Scott, Gœthe, Schiller, et avec eux les grands poëtes passés qui leur avaient à leur tour servi de modèles, Shakspeare, Dante et Calderon. En sommes-nous moins fiers de ce que cette imitation a produit chez nous? et après avoir imité nous-mêmes, devons-nous nous montrer si dédaigneux pour qui nous imite? Notre histoire littéraire tout entière n'est-elle pas une série d'imitations? Le grand Corneille n'a-t-il pas traduit de l'espagnol la moitié de ses vers, et emprunté de l'antique la plus grande partie de l'autre moitié? Racine n'est-il pas presque tout entier dans Euripide et dans la Bible? Molière ne prenait-il pas partout où il le trouvait ce qu'il appelait son bien par plaisanterie, et qui n'était en réalité que le bien d'autrui? Hors de France, dans l'antiquité comme dans les

temps modernes, ne voit-on pas toutes les poésies s'inspirer les unes des autres? Virgile n'est-il pas le copiste d'Homère? Shakspeare n'emprunte-t-il pas ses plus beaux sujets aux conteurs italiens? et Dante lui-même est-il autre chose qu'un résumé des légendes qui avaient cours de son temps dans tout le monde catholique?

L'imitation est la mère des arts. Il est rare, et peut-être sans exemple, que le génie d'un homme ou d'un peuple ait été absolument spontané. C'est toujours du rapprochement de deux intelligences ou de deux civilisations que jaillit l'étincelle créatrice. Si l'Espagne actuelle s'inspire de la France, l'Espagne du XVI[e] siècle s'est inspirée de l'Italie du XV[e]. L'Italie elle-même n'a été, au moyen âge, la reine des lettres et des arts, que parce que le souffle antique y était resté plus puissant qu'ailleurs, et ce qui a donné le dernier essor à la grande époque de la renaissance, c'est la fuite des Grecs en Europe devant les conquêtes de Mahomet II. Les poésies qui nous paraissent originales sont celles dont la filiation nous est inconnue. Depuis qu'on y regarde de plus près, on voit que les *romances* espagnoles ont une origine plus complexe, un développement plus savant et moins naïf qu'on n'avait cru d'abord. Qui peut savoir quels ruisseaux cachés, les uns venus d'Orient, les autres d'Occident, se sont réunis pour former ce beau fleuve d'Homère? Qui peut dire quelle est la part de l'antique Égypte, quelle est celle de l'Arabie et peut-être de l'Inde, dans les traditions poétiques de la Judée? Mais à coup sûr ce qui nous paraît simple ne l'est pas. L'œil attentif devine des soudures dans ce qui semblait fondu d'un seul jet; seulement, la trace des combinaisons successives s'est perdue dans les ombres de ces temps obscurs, et il faut aujourd'hui la patience sagace de l'antiquaire pour démêler ce que les siècles ont confondu : recherches curieuses qui forcent l'unité factice à laisser voir sa multiplicité réelle, et qui nous montrent l'art et le calcul où nous n'avions cru trouver que l'instinct!

Nous voilà bien loin de l'Espagne actuelle et de Zorrilla, qui n'a certes rien de commun avec la Bible et avec Homère; mais il faudrait bien tâcher de s'entendre une bonne fois sur ce goût exclusif pour l'originalité, qui est devenu si fort à la mode. Si l'originalité, c'est la nouveauté, la manière de l'apprécier dépend du point de vue. Zorrilla n'est point original pour nous, j'en conviens, mais il est original pour les Espagnols, ce qui lui importe probablement beaucoup plus. Ce que nous blâmons en lui est précisément ce que ses compatriotes approuvent; et ses compatriotes ont-ils tort de le juger ainsi? Qui peut l'affirmer? Ils savent mieux que personne apparemment ce qui est usé pour eux et ce qui ne l'est pas. De même, si l'originalité, c'est la nationalité, nul ne sait mieux que les nationaux si un poëte est national ou non. Il y a deux manières d'être national, ou en se montrant conforme à un type idéal et distinct qui n'a eu, le plus souvent, de vérité que dans le passé, ou en répondant aux besoins actuels et immédiats, à la situation présente et réelle de son pays. Dans le premier cas, on est national pour les étrangers; dans le second, on est national pour ses compatriotes. Si Zorrilla était resté fidèle aux anciens errements de la littérature espagnole, c'est-à-dire d'une littérature qui ne répond ni aux mœurs, ni aux idées de l'Espagne actuelle, il aurait pu passer en France pour très-original, très-national, très-espagnol; mais en même temps personne ne l'aurait lu en Espagne, et il n'y jouirait pas de la popularité qu'il s'est rapidement acquise. C'est l'imitation de ce passé éteint qui aurait été un véritable pastiche, sans originalité, sans vie, sans vérité, et qui aurait mérité la plupart des reproches qu'on fera sans doute au poëte.

Il y a une sorte de puérilité à s'attacher tant aujourd'hui à la couleur locale en

littérature. Plus que jamais, l'échange dont nous avons parlé s'établit entre les peuples; ce qui était autrefois accidentel est aujourd'hui constant. Les différences nationales vont en s'affaiblissant, et il se forme peu à peu une société commune de toutes les nations civilisées. C'est là le mouvement inévitable, irrésistible, de la civilisation moderne. Or la conséquence inévitable aussi de ce rapprochement des peuples, n'est-ce pas le rapprochement des littératures? Que ce soit un bien ou un mal, c'est un fait, et il serait insensé de vouloir le détruire. Pourquoi donc estimer uniquement ce qui est destiné à disparaître? Nous entrons dans une saison générale de l'humanité; nous devons trouver naturel que tout se généralise de plus en plus, les sentiments aussi bien que les lois, et les idées aussi bien que les faits. L'Espagne était restée longtemps séparée de l'Europe; elle aspire aujourd'hui à presser le pas et à rejoindre ses sœurs plus avancées. Ce que nous avons éprouvé, elle doit l'éprouver à son tour; ce que nous avons dit, elle doit le redire, car elle est dans la même voie que nous. Quand même autre chose nous plairait mieux, nous ne devons pas lui demander autre chose. Ce n'est pas pour nous qu'elle travaille, c'est pour elle. Elle voudrait d'ailleurs se faire une autre voix et une autre figure qu'elle ne le pourrait pas. Elle est entraînée comme le monde entier dans une impulsion qui ne dépend pas de sa volonté; il faut de toute nécessité qu'elle se transforme pour entrer dans la communion universelle, et il est heureux qu'il en soit ainsi, même au point de vue littéraire. Les anciennes distinctions nationales ont donné de nombreux produits, elles sont bien près d'être épuisées; il n'y a qu'une refonte générale qui puisse amener de nouvelles combinaisons et de nouvelles formes pour le génie.

Maintenant n'exagérons rien. Quand une fois il est bien admis, bien reconnu, que la tendance nouvelle des peuples doit être avant tout dirigée vers un but général et commun, le rôle légitime des nationalités recommence. Chaque peuple doit tendre vers ce but par les moyens qui lui sont propres et dans les conditions qui lui appartiennent. Il y a dans les différences nationales quelque chose qui subsistera toujours : c'est le climat, le sol, les souvenirs, les traditions, tout ce qui constitue un fait accompli ou une circonstance immuable. Si le mouvement qui rapproche est puissant, le fait qui sépare est indestructible. De là la nécessité d'une harmonie entre les deux forces. La diversité dans l'unité, tel a toujours été, tel doit être encore le monde, mais une autre diversité et une autre unité que par le passé. Dans les anciennes nationalités, le temps fera deux parts, l'une qui n'était qu'accidentelle et qui disparaîtra avec les circonstances sociales dont elle est née, l'autre radicale, essentielle, et qui doit se combiner avec les faits nouveaux pour former les nationalités nouvelles. A ce point de vue, le goût de l'originalité nationale en littérature est parfaitement justifié, mais il faut alors avoir bien soin de ne pas confondre et de ne pas prendre ce qui est bien et dûment mort pour ce qui doit revivre. Dans le passé, le fait principal, c'était la diversité; dans l'avenir, le fait principal dominant, ce sera l'unité. L'unité de l'avenir n'exclut pas plus la diversité que la diversité du passé n'a exclu l'unité, mais les conditions de l'une et de l'autre sont différentes. Pour le moment, ce qui se fonde est surtout l'unité; toute forme incompatible avec l'unité est condamnée d'avance, tout effort qui tend à la produire est au contraire à encourager.

Ce n'est pas la première fois qu'un mouvement général de transformation s'opère dans le monde. On peut dire que ce mouvement est en quelque sorte continu depuis le commencement des âges historiques, et qu'il a de temps en temps des

moments où il éclate avec plus d'énergie et d'intensité. Nous sommes dans un de ces moments. La fondation de l'empire romain, l'établissement du christianisme, et dans les temps modernes les croisades, la féodalité, la réforme, ont été des mouvements généraux. Quand le christianisme s'est établi, les partisans exclusifs des originalités nationales auraient regretté, là le paganisme grec, ici le culte oriental du soleil ou celui des idoles sauvages de la Gaule. Il semblait que le christianisme allait établir dans le monde cette uniformité qui répugne tant à beaucoup d'esprits ; certes, si jamais tendance à l'identité fut puissante, ce fut celle-là. On a vu cependant des variétés infinies sortir de cette apparente uniformité; le christianisme a porté des fruits bien différents en Italie, en Espagne, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Orient. Toutes les diversités de l'histoire moderne se dessinent sur ce fond commun, et n'en sont pas moins fort distinctes entre elles. Sur certains points, quelque chose du paganisme a survécu et s'est mêlé à l'esprit chrétien ; sur d'autres, l'esprit local a fortement réagi et a produit des associations d'idées inattendues. Ici, le christianisme marche accompagné de l'inquisition; là, il se prête à toutes les expériences de la réforme; ici il est monarchique, là il est républicain. Mais il a fallu subir avant tout le baptême commun, et les divergences n'ont été possibles qu'après le triomphe du principe. Il en a été de même de toutes les autres révolutions humaines; il en sera encore ainsi de ce travail universel qui tend à établir partout dans le monde l'égalité, la liberté, la publicité, le gouvernement représentatif.

Il ne se passe donc rien aujourd'hui qui ne se soit passé dans tous les temps. De tout temps, l'impulsion est partie du point où est née l'idée-mère, et s'est répandue de proche en proche dans le reste de l'univers. Lors de l'établissement du christianisme, le signal a été donné par la Judée; il a été répété successivement par la Grèce, par Rome, par l'Afrique, et a fini par arriver aux dernières limites de la terre. Pour prendre des exemples moins grands et plus rapprochés de nous, le mouvement de la renaissance a commencé en Italie, et a passé de là en Espagne, en France, dans toute l'Europe. Le mouvement de la réforme a commencé en Saxe, et a pénétré peu à peu dans le reste de l'Allemagne, dans les Pays-Bas, en Angleterre, en France, et jusqu'en Espagne et en Italie, où il a produit des résultats particuliers. Le mouvement actuel est né en Angleterre, a pris, en passant en France, une largeur philosophique qui l'a profondément transformé, et se répandra de là, Dieu aidant, dans tout le monde civilisé. Chacune de ces révolutions a amené avec elle, en se propageant, son expression littéraire. Le XIXe siècle a la sienne, comme ses devanciers; bonne ou mauvaise, sa physionomie est à lui. Le centre de sa littérature est en France, comme à la fin du XVe siècle le centre littéraire de l'Europe était en Italie, et au commencement du XVIIe en Espagne. Cette littérature n'est pas complétement française, comme le principe social dont elle émane; il s'y est mêlé, surtout dans l'origine, beaucoup de formes anglaises, mais maintenant l'esprit français a prévalu, et le reste de l'Europe prend modèle sur nous. Est ce à tort ou à raison? Ce serait une nouvelle question à débattre ; cependant ce qui la simplifie d'avance beaucoup, c'est qu'on ne peut pas faire autrement, pour le moment du moins. Lorsque l'esprit nouveau aura triomphé partout, il verra ce qu'il aura à faire; en attendant, il faut qu'il s'étende.

L'Espagne est, de tous les pays de l'Europe, celui qui nous suit maintenant de plus près. Que le principe qui l'agite se manifeste avec plus ou moins de sympathie pour la France, peu importe ; au fond, il est français, c'est-à-dire qu'il procède

directement des idées nouvelles dont la France est en ce moment la plus haute expression. Il n'est donc pas étonnant que la littérature espagnole contemporaine suive la nôtre, et non-seulement ce n'est pas étonnant, mais ce n'est pas regrettable. Elle n'a pas d'autre moyen de se renouveler. Maintenant qu'en nous imitant, elle cherche en même temps à être elle-même, rien de mieux. C'est ce que nous avons fait de notre côté, c'est ce qu'elle fera sans aucun doute, si elle persévère. L'imitation n'est qu'un moyen de provoquer l'esprit national à quitter sa vieille routine et à inventer de nouveaux procédés. En imitant l'Italie de son temps, l'Espagne de Lope et de Calderon a fait certes quelque chose de très-nouveau. En imitant à leur tour les écrivains espagnols, les classiques français du siècle de Louis XIV ont fait aussi quelque chose de très-particulier. Voyez ce qui se passe en politique : de même qu'en essayant de copier le système politique de l'Angleterre, la France du XIX[e] siècle a créé un gouvernement qui diffère beaucoup en réalité du gouvernement anglais, et que l'Angleterre essaie à son tour d'imiter, de même l'Espagne, en travaillant à s'assimiler les institutions françaises, est déjà arrivée et arrivera probablement de plus en plus à en fonder qui lui sont propres. L'unité des principes et des vues n'entraîne pas nécessairement l'identité absolue des formes ; au contraire : tels moyens qui sont bons ici pour atteindre le but commun seraient là-bas détestables, et réciproquement. Ainsi de la littérature ; pourvu que le caractère général soit semblable, les détails peuvent varier à l'infini. Le tout est de trouver le terme moyen qui concilie le caractère national avec le principe de la généralité.

Les Espagnols ont-ils trouvé cette combinaison neuve? Pas tout à fait encore, mais ils la cherchent : c'est déjà beaucoup. De pareilles bonnes fortunes ne se rencontrent pas au premier essai. Il y a quelques années, l'imitation était complète, exclusive ; à mesure que l'Espagne s'est approprié le génie nouveau, elle a tenté de lui donner sa couleur. Des partis littéraires se sont formés en même temps que des partis politiques. La grande querelle du classique et du romantique s'est agitée avec chaleur comme chez nous, et cette querelle, qui paraissait absolument la même qu'en France, était au fond très-différente, parce qu'on attachait aux mêmes mots des sens différents. Le duc de Rivas, entre autres, s'est mis à la tête d'une école qui avait pour but de donner des formes essentiellement nationales aux idées modernes. Le poëme d'*el Moro espósito* et les *Romances historiques* du même auteur sont conçus et exécutés dans cet esprit. Cette école n'a pas complétement résolu le problème, mais elle y travaille. Ce qu'il y a de plus piquant, c'est que Zorrilla lui appartient. Ce poëte, que des lecteurs français ne trouveraient probablement pas assez original, veut avant tout être Espagnol, et fait ce qu'il peut pour n'être qu'Espagnol. Ses compatriotes le comparent à Calderon, dont il a retrouvé, en effet, la veine féconde, mais à qui il ne ressemble que par la facilité de la versification et les autres qualités extérieures. Dans ses préfaces, il n'exprime qu'un seul sentiment, l'orgueil d'être né dans son beau pays, de parler cette belle langue castillane, de n'avoir d'autres maîtres que les grands esprits de la cour de Philippe III et de Philippe IV. Ce n'est pas sa faute s'il est entraîné par la nécessité à être moins Espagnol qu'il ne veut, et il y aurait de l'injustice à lui en faire un tort.

Au commencement de son premier recueil de poésies, aussitôt après l'ode sur la mort de Larra, on trouve une ode à Calderon. Zorrilla s'est mis visiblement l'esprit à la torture pour reproduire, dans cette pièce, la manière du grand poëte, et il n'a réussi qu'à faire des vers entortillés, tout pleins de ce que les Espagnols appellent des *conceptos* et les Italiens des *concetti*, et beaucoup plus semblables aux jeux d'es-

prit de Gongora et de son école qu'à la poésie vive, élégante et spirituelle de Calderon. L'auteur charmant de la *Maison à deux portes*, et du *Médecin de son honneur* tombait sans doute quelquefois dans ces recherches puériles, défauts aimés de son temps, mais ce n'est là qu'un des caractères secondaires et une des taches de son talent. En accumulant les pointes et les antithèses, en comparant à la fois le génie de Calderon à un phénix et à un aigle, et en jouant sur ce bizarre parallèle pendant quarante ou cinquante vers, en louant le poëte d'avoir été le premier qui ait créé un monde après Dieu, et en insistant sur cette idée pendant plusieurs strophes, Zorrilla a fait la charge, et non le portrait de son modèle. Croit-on, par exemple, que les vers suivants, tout empreints cependant de la saveur natale, soient de nature à lui faire grand honneur ?

« Ton sépulcre est un autel ; — tu n'y descends pas, tu y montes. — Certes, tu peux être tranquille, — ta gloire a monté jusqu'aux nues, — et de là ne descendra pas. — Si dans les cieux tu n'es pas le soleil, — tu seras la lune, qui est plus belle. — Tu ne peux pas être une étoile,—car, au troisième rang comme elle, — ne peut pas être Espagnol. »

Tu sepulcro es un altar;
Y a el no bajas, que subes,
Bien puedes tranquilo estar;
Tu fama subió a las nubes,
Y de alli no ha de bajar.
Si en ellas tu no eres sol,
Luna serás que es mas bella,
Porque tu no eres estrella,
Que tercero como ella,
No ha de ser un Espanol.

Voilà pourtant où conduit le désir exagéré de la couleur locale. Heureusement que Zorrilla s'est bien vite aperçu qu'il était mal engagé, et il est revenu sur ses pas de bonne grâce. De pareils exemples sont très-rares dans ses œuvres; le plus souvent, il est au contraire remarquable par le naturel. On pourrait presque dire qu'il en a trop. Il cherche à être Espagnol par le choix de ses sujets; le nom de Tolède, de la vieille ville castillane et catholique, revient souvent, par exemple, dans ses poésies, et toujours avec succès; il s'attache aussi à donner à tout ce qu'il écrit un caractère religieux très-marqué. Son poëme sur le jour du jugement dernier, *el Dia sin sol (le Jour sans soleil)*, est un de ses plus beaux ouvrages. Un autre poëme pieux, qui a pour titre *la Vierge au pied de la croix*, est empreint d'une grâce et d'une sensibilité touchantes. Mais, même dans ses descriptions de Tolède et dans ses élans de piété catholique, l'homme du XIX[e] siècle se fait toujours sentir. Sa manière de décrire n'est pas celle des anciens maîtres nationaux; il parle de la religion autrement que les moines-poëtes des *autos sacramentales*. Son style est tout moderne, et c'est ce qui fait son succès, quoi qu'il en ait. L'antithèse traditionnelle est employée par lui avec goût, avec mesure, et presque toujours avec bonheur, comme dans ce vers sur Rome :

Fille des loups et mère des Nérons.
Hija de lobos, madre de Nerones.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de ses poésies lyriques, et il a fait bien autre

chose, vraiment. Ses poésies lyriques ont commencé sa réputation; mais ce qui a fini de donner de l'éclat à son nom, ce sont ses contes ou légendes en vers et ses pièces de théâtre. Dans ces deux genres, nous le trouverons un peu plus national, sans qu'il cesse d'être conforme au goût actuel.

Ses romances, contes, légendes ou traditions, sont déjà au nombre de plus de vingt, dont quelques-uns comptent plusieurs milliers de vers; voici les titres des principaux : *Pour la Vérité le Temps et pour la Justice Dieu,* légende; *la Surprise de Zahara,* romance de 1841 ; *A bon juge meilleur témoin,* tradition de Tolède; *le Dernier roi maure de Grenade,* poëme; *l'Honneur et la Vie qui se perdent ne se recouvrent pas, mais se vengent,* légende; *Souvenirs de Valladolid,* tradition ; *le Prince et le Roi,* romance historique; *les Deux Roses,* romance; *le Capitaine Montoya,* légende; *la Justice du roi don Pèdre,* tradition; *le Sculpteur et le Duc,* conte; *la Princesse dona Luz,* légende; *un Espagnol et deux Françaises,* légende; *Marguerite la tourière,* tradition; *la Passionnaire,* conte fantastique; *le Talisman,* légende traditionnelle. Les premiers de ces poëmes ont paru épars dans les recueils lyriques de Zorrilla; les derniers ont été publiés par livraisons, en 1841, sous le titre commun de *Chants du Troubadour.* Un recueil spécial, imprimé en 1842, sous le titre de *Veilles d'été,* contient *le Talisman* et deux autres légendes Les journaux de Madrid annoncent en outre la prochaine publication d'un nouveau volume.

Ce nom de *Chants du Troubadour* et les autres titres que nous venons de citer indiquent assez quelle pensée a inspiré les récits poétiques de Zorrilla. C'est une manifestation nouvelle d'un retour aux traditions nationales, et celle-là nous paraît un peu plus heureuse que l'autre. Le nom de *troubadour* est devenu depuis quelque temps fort à la mode en Espagne; il n'est pas précisément espagnol, mais peu s'en faut; c'est un mot emprunté à l'ancienne langue romane, qui a été commune pendant deux siècles au midi de la France et au nord de la Péninsule. Il rappelle le souvenir de la plus antique des littératures modernes, de celle qui naquit au plus fort des ombres du moyen âge, et qui fut la mère commune des muses d'Espagne et d'Italie. La nuance de ridicule qui s'attache chez nous à ce nom, par suite de l'abus qui en a été fait, n'existe pas de l'autre côté des Pyrénées. Un jeune poëte dramatique, M. Garcia Gutierrez, a fait jouer dernièrement un drame intitulé *le Troubadour,* qui a eu un grand succès littéraire. Enfin la plus récente des sociétés fondées à Madrid pour le développement des lettres et des arts, *le Lycée,* a voulu témoigner, par un hommage spécial, de son respect pour la littérature romane; elle a institué des *jeux floraux* exactement semblables, pour le nom comme pour l'esprit, à ceux qui furent fondés au XIVe siècle à Toulouse par sept troubadours provençaux, et elle distribue, comme eux, dans ces concours poétiques, des fleurs d'argent et d'or. C'est encore de l'imitation, comme on voit; les Espagnols sont dans une période où ils ne peuvent guère échapper à l'imitation, même quand ils prétendent le plus à faire du neuf. Mais cette imitation nouvelle atteint assez son but, qui est de montrer que l'Espagne moderne, tout en suivant le cours du siècle, a les yeux fixés sur ses origines.

Il en est de même des titres et des sujets de légendes de Zorrilla. Tantôt c'est un proverbe qui sert de titre, et on sait quel goût les anciens poëtes espagnols ont eu pour employer ainsi les proverbes; tantôt c'est le nom de Boabdil qui revient, ou celui du fameux roi don Pèdre, ou la qualification nationale de *romance* pour toute espèce de récit chevaleresque rimé. Zorrilla a fait plus; il a voulu que ses

poëmes fussent, par la forme du moins, essentiellement espagnols. Il les a écrits presque tout entiers dans ce fameux vers octosyllabique et *assonnant,* qui est celui de tous les romances originaux, et qui porte lui-même le nom de *romance*. On sait qu'on entend par assonnants des distiques dont les vers impairs sont blancs et dont les pairs assonnent, c'est-à-dire se terminent par les mêmes voyelles, quelles que soient les consonnes. Cette forme de vers ne se trouve qu'en Espagne. On rencontre quelquefois des poëmes entiers écrits sur la même assonnance. Il faut une grande habitude pour saisir cette rime imparfaite; mais, quand une fois l'oreille est accoutumée à son harmonie, on trouve dans sa faiblesse même et dans sa monotonie un charme particulier, d'autant plus que, le vers étant très-court, elle revient souvent. C'est quelque chose de simple et de primitif, comme nos anciens romans monorimes, auxquels d'ailleurs elle a succédé; on dirait la rime à sa naissance, et ne se rendant pas encore bien compte d'elle-même, une sorte de rime rudimentaire qui ne peut être saisie que par l'organisation fine et délicate d'un peuple méridional. Puis, ce qui distingue encore ce genre de vers entre tous les autres, c'est la facilité extraordinaire qu'il donne à l'écrivain. Avec une langue riche en voyelles comme l'espagnol, la rime complète est déjà extrêmement facile; que sera-ce de l'assonnance? Les vers assonnants couleront sous la plume du poëte avec l'abondance intarissable de l'improvisation.

Dans l'impossibilité de donner une idée de toutes les légendes de Zorrilla, nous en prenons une à peu près au hasard. C'est celle qui a pour titre : *Marguerite la tourière*. Elle remplit un volume entier de la collection, et ne compte guère moins de cinq mille vers. Le sujet n'en paraîtra peut-être ni bien neuf ni bien piquant, mais il est très-cavalièrement et très-poétiquement raconté, et le dénoûment de la première partie est charmant.

Don Juan de Alarcon, très-proche parent de tous les don Juan connus, est le vaurien le plus amoureux et le plus ferrailleur de Palencia et des deux Castilles. Son père, don Gil, l'envoie à l'université de Valladolid; mais les sérénades, les escalades et les estocades vont bientôt si bon train, que don Juan est forcé de quitter la ville. Le père entre d'abord dans un grand courroux en voyant revenir son fils; le jeune homme lui raconte si gaiement ses fredaines, que tous deux finissent par en rire. Voilà donc notre étourdi battant encore une fois le pavé de Palencia, sa ville natale, et cherchant de nouvelles aventures. Justement, il se trouve qu'en face de sa maison, est un couvent de religieuses. Un jour qu'il est allé avec son père entendre la messe à l'église du couvent, l'esprit tout plein de pensées coupables et délicieuses, il se sent tout à coup frapper sur l'épaule. « A genoux, cavalier, dit une voix argentine, on élève l'hostie. » L'impie don Juan obéit, mais non sans jeter un coup d'œil sur ce nouveau maître des cérémonies. C'est une jeune religieuse qui rougit, baisse les yeux, et baise la terre avec ferveur. « Ma sœur, dit don Juan, un mot. — Que voulez-vous? — Êtes-vous l'abbesse? — Non, je suis la tourière. — J'ai un secret à vous confier. — Un secret? — Oui, un secret pour la plus grande gloire de Dieu. » Et un rendez-vous est donné pour minuit à la grille de la chapelle.

Marguerite la tourière n'a pas dix-sept ans. Elle ne sait rien du monde qu'elle n'a jamais vu, mais elle a lu en cachette un livre de Quevedo qui est plein de bien jolies choses. Elle s'en souvient lors de son rendez-vous. — Savez-vous, cavalier, qu'il y a dans ce livre une aventure qui ressemble à la nôtre? — En quoi, ma Philis? — En ce qu'un jeune homme attend dans la rue; c'est vous; une femme vient lui

parler, c'est moi ; et.... mais à propos, pourquoi m'appelez-vous Philis? Je ne m'appelle pas Philis, mais Marguerite.—Philis est une bergerette bien gentille, de quinze ans tout au plus, qui a deux yeux noirs brillants comme le soleil, une peau plus blanche que les plumes du cygne, un corps plus svelte qu'un palmier, plus flexible que les joncs parfumés, deux mains plus belles que la nacre et le jasmin, etc., etc. — Bref, don Juan enlève Marguerite, et part avec elle pour Madrid. En passant par Valladolid, il rencontre son ami don Gonzalo, qui les accompagne dans la capitale. Six mois s'écoulent au milieu des plaisirs. Don Juan commence à se lasser de sa religieuse, don Gonzalo en est devenu amoureux. Dans une orgie chez la nouvelle maîtresse de don Juan, Sirène la danseuse, don Gonzalo demande à son ami de lui céder Marguerite.—C'est marché fait, dit l'ingrat, mais à condition que vous la remettrez dans son couvent quand elle vous ennuiera. — Comment? elle est nonne? J'ai une sœur qui est nonne aussi ; et dans quel couvent l'avez-vous prise? — Chez les sœurs de Jésus, à Palencia. — O ciel! — Qu'avez-vous donc? — Marguerite est la sœur de don Gonzalo.

Les deux amis se battent. Don Juan tue Gonzalo, et s'échappe de Madrid avec Marguerite ; puis le misérable abandonne sa maîtresse dans une hôtellerie. La pauvre Marguerite, seule, délaissée de tous, cruellement punie de ses illusions, a recours à la charité publique pour revenir à Palencia. Elle erre quelque temps devant la maison de son séducteur ; mais elle ne voit aucune lumière au balcon, elle n'entend sortir aucune voix aimée. Ce qui lui restait de son amour s'évanouit. Elle se réfugie toute tremblante dans l'église de son couvent. Il est minuit. C'est l'heure de son premier rendez-vous, l'heure aussi de son fatal départ. Elle s'arrête devant une statue de la Vierge ; tous les souvenirs de sa pieuse vie lui reviennent. Cette statue est celle qu'elle aimait à honorer, celle qu'elle parait si souvent de ses plus beaux habits, avec des joies et des larmes d'enfant ; c'est devant elle que, la nuit de sa fuite, elle adressa à la sainte mère de Dieu sa dernière prière. Ce bouquet, c'est elle qui l'a fait ; ce voile, c'est elle qui l'a brodé ; sur cette croix, elle a déposé mille et mille baisers. « O Marie, disait-elle, ne m'abandonnez pas ; souvenez-vous de moi. » Ici, il ne suffit plus d'analyser, il faut traduire.

« Le cœur pénétré d'une sainte tristesse, elle soupire pour une vie sans trouble et sans délire. Le calme de sa cellule, le saint murmure de sa prière dans le chœur, la paix de son jardin, le charme consolateur d'une vie passée seule à seule avec Dieu, loin de l'amour et du monde, tous ces souvenirs aimables passent devant elle avec un si doux sourire que, baignée des pleurs de la foi, elle s'écrie : « Hélas! qui pourrait me rendre à ma vie austère » et à un meilleur avenir? » Alors, du fond d'une nef solitaire, elle voit s'approcher d'un pas tranquille et grave une sainte religieuse ; la lumière que l'inconnue porte devant elle pour la guider ne permet pas à Marguerite de distinguer ses traits. Craignant d'être reconnue, la pauvre fille s'enveloppe si bien dans sa mante, qu'elle ne voit plus qu'à peine la religieuse, mais elle entend ses pas se rapprocher de plus en plus. Enfin elle la sent passer tout auprès d'elle, et, en la regardant, elle s'étonne de ne pas la reconnaître. « Ce sera » une novice, dit-elle, qui sera entrée au couvent depuis mon départ. »

» Cependant la religieuse s'approche des autels pour les orner ; Marguerite la suit et trouve dans toute sa personne je ne sais quoi d'étrange qui la fait paraître plus belle à mesure qu'elle la regarde. Autour d'elle, on dirait un air transparent et comme une douce lumière qui se communique aux objets qu'elle a touchés. En peu de temps, les autels qu'elle a visités resplendissent d'un éclat inexplicable, mais si vague et si faible, que le reste de l'église garde sa silencieuse obscurité. Seulement, autour de l'inconnue, la clarté mystérieuse reparaît avec des teintes légères de rose et d'azur. Malgré la distance, le parfum des

fleurs qu'elle dépose sur l'autel arrive jusqu'à Marguerite ; ou un songe ineffable enivre ses sens, ou elle entend aussi le bruit lointain d'une musique harmonieuse. Ce concert invisible, cette odeur des fleurs, ces splendeurs suaves. jettent la belle enfant dans une émotion délicieuse ; mais ce sont des impressions paisibles et calmes qui renouvellent insensiblement son être. Elle oublie ses amertumes passées et sent se réveiller dans son sein mille pensées chastes et pures. L'avenir se présente à elle entouré de mille images de bonheur, de solitude et de paix Sa vie est devenue une extase, un songe lumineux, une ivresse ravissante, un doux anéantissement où rien ne l'oppresse, où elle ne sent rien de profane et de terrestre. Il n'y a plus dans son âme qu'une pensée, qu'un sentiment, l'aspiration d'amour qui l'attire vers cette inconnue ; elle a besoin de la suivre, de la contempler, de lui parler, de lui demander des consolations...

» La religieuse prend enfin la lumière, et, traversant l'église, elle passe près de Marguerite en la touchant de sa robe. Marguerite ne peut résister au charme caché qui l'entraîne; elle l'arrête par sa manche, mais sans avoir la force de parler. — Que me voulez-vous? dit la religieuse d'une voix pleine de douceur. — Vous me laissez donc seule ainsi ? répondit Marguerite. — Si vous n'avez pas d'asile dans cette nuit orageuse, venez avec moi dans le cloître. — C'est impossible. — Si vous désirez parler à quelque sœur, veuillez revenir demain. — Oui, je voudrais parler.... — A qui ? — A vous. — Qu'avez-vous à me dire ? — Je ne sais ce qui oppresse ma voix..... Comment vous nommez-vous? — Marguerite. — Nous avons toutes deux le même nom. — Vous vous nommez ainsi? — Oui, madame, et dans un autre temps j'étais... Quel emploi avez-vous ? — Tourière. — Tourière! Depuis quand? — Depuis un an. — Un an ! — Il y en a dix que je suis dans ce couvent. — Marguerite écoute avec stupeur sa propre histoire. L'inconnue a son nom et son âge ; comme elle. elle est depuis un an tourière ; comme elle, elle est au cloître depuis dix ans. Que doit-elle penser? Enfin elle lève les yeux sur le visage de la religieuse et se reconnaît avec frayeur elle-même. Celle qui est devant elle a tous ses traits; c'est elle-même ou son image qui est restée au couvent.

» Marguerite tombe à genoux, sans volonté, sans voix, sans mouvement, le cœur et l'esprit éperdus, aux pieds de la sainte apparition ; elle y reste, le front dans la poussière, jusqu'à ce que l'accent de la voix sacrée permette à son âme purifiée de l'animer de nouveau. Alors, jetant sa mante sur la jeune fille et la couvrant de ses pieux vêtements, l'apparition lui dit de sa voix céleste : « Tu t'es placée en fuyant sous ma protection ; je ne t'ai » pas abandonnée; vois, ton cierge brûle encore sur mon autel; j'ai occupé ta place; pense » à moi. » A ces mots, le tonnerre éclate, l'éclair rapide brille, et dans l'azur serein s'élève la magnifique vision. La reine des anges fuit vers les cieux, elle sourit encore en fuyant à Marguerite prosternée, et disparaît bientôt dans les lointains infinis de l'air diaphane, laissant après elle un parfum délicieux et une traînée d'impalpable lumière. »

Ici finit la première partie de *Marguerite;* la seconde est moins intéressante et contient les dernières aventures de don Juan de Alarcon. On retrouve dans cette première partie quelques-unes des anciennes qualités des conteurs espagnols, la légèreté, la rondeur, le trait, assez bien fondues avec les qualités plus modernes du large développement descriptif. Quant au dénoûment, l'auteur dit que c'est une tradition populaire, et nous le croyons aisément au charme naïf qui le distingue. Ce n'est pas, du reste, la première fois que paraît dans les poëtes nationaux ce genre de merveilleux qui consiste à mettre une personne en face d'elle-même. Le même prodige se retrouve dans un drame de Calderon, mais avec un effet aussi tragique que celui-ci est gracieux. Un misérable, couvert de crimes et tourmenté par le remords, remarque qu'il est suivi partout par un homme vêtu comme lui et qui ne le quitte pas plus que son ombre. Il s'approche de ce surveillant mystérieux et lui demande brusquement : *Qui es-tu ?* L'homme répond : *Tu mismo* (toi-même). Jamais le sombre génie du Nord n'a inventé une plus terrible

évocation de la conscience. Zorrilla lui-même a employé encore ce moyen dans une autre de ses légendes; c'est celle qui a pour titre *le Capitaine Montoya*, et qui n'est autre que la fameuse histoire de don Juan de Marana. Montoya, sur le point d'enlever une religieuse, voit tout à coup passer devant lui un convoi funèbre; il demande à l'un des prêtres qui l'on va enterrer : *Le capitaine Montoya*, répond le moine d'une voix lugubre. Le capitaine terrifié croit avoir mal entendu; il suit le convoi, entre dans l'église, et demande encore à un prêtre le nom du mort : *Le capitaine Montoya*, répond le prêtre.

Zorrilla ne s'est pas contenté de ces visions empruntées au vieux génie catholique de son pays. Il a voulu faire encore une excursion dans le genre fantastique proprement dit. Dans la préface de son conte, *la Passionnaire*, il suppose un dialogue entre sa femme et lui. Sa femme lit les contes fantastiques d'Hoffmann, et lui demande pourquoi il ne s'essaierait pas dans ce genre. Zorrilla répond que le fantastique allemand ne convient pas à l'Espagne, et que le merveilleux espagnol doit être uniquement religieux. Sa femme insiste pourtant, et il cède. Après cette petite mise en scène, il entre en matière. Un jeune noble castillan, don Félix, aime une jeune fille des champs nommée Aurore. Le père du jeune homme envoie son fils en France pour lui faire oublier cet amour, et là don Félix devient amoureux d'une belle châtelaine qu'il épouse. La malheureuse Aurore apprend cette nouvelle, dans son pays, par un voyageur inconnu, et disparaît. Une nuit, les deux époux causent amoureusement dans leur château, situé aux bords de la Garonne. Un orage terrible éclate au dehors; le matin, don Félix et sa femme sont fort surpris de voir sur leur balcon une fleur qui est venue pendant la nuit et qui semble avoir été déposée par l'orage. C'est une *passionnaire* ou *fleur de la passion*. Un rapport intime s'établit entre la fleur magique et le jeune couple. Don Félix et sa femme s'enferment des jours entiers pour la contempler; elle-même semble se pencher vers eux et déployer ses pétales en leur présence avec un air d'intelligence et de mélancolique sympathie. Enfin, la jeune femme est atteinte d'une maladie mortelle; au moment de rendre le dernier soupir, elle demande à don Félix de cueillir la passionnaire pour la déposer dans son tombeau. Don Félix obéit, et voit aussitôt Aurore mourante lui sourire une dernière fois parmi les feuilles. Il reste seul entre les cadavres des deux femmes qu'il a aimées.

Ainsi va se manifestant de plus en plus cette duplicité forcée qui caractérise le talent de Zorrilla. Il passe de Calderon à Hoffmann, et ne peut échapper à une imitation qu'en tombant dans une autre. Mais il n'imite pas tout à fait Hoffmann, pas plus qu'il n'imite tout à fait Calderon. De même que dans *Marguerite* la vieille crudité espagnole est fort adoucie, de même dans *la Passionnaire* les imaginations fantastiques du rêveur allemand sont matérialisées de manière à perdre presque tout leur vague. Il n'y a pas si loin de l'un des deux contes à l'autre que Zorrilla lui-même paraît le croire. L'exécution, dans *la Passionnaire*, est remarquable; la peinture de l'orage nocturne est surtout fort étrange et fort belle. Quant aux autres histoires de Zorrilla, elles appartiennent aussi à ce genre mélangé qui tient à la fois du goût ancien et du goût moderne. *La Princesse dona Luz* est une des plus jolies; c'est un tableau des mœurs gothiques spirituellement tracé. *La Surprise de Zahara* est à peu de chose près un ancien *romance*. Dans *le Dernier roi de Grenade*, le chant de regret des Maures, en quittant leur ville chérie, est plein de poésie et d'éloquence. En somme, ces poëmes sont, à notre avis, ce que Zorrilla a fait de mieux. Toute la variété de son talent y éclate; et, dans un moment de tran-

sition comme celui que traverse aujourd'hui l'Espagne, quand rien n'est encore fixé, ni le gouvernement, ni les mœurs, ni les croyances, que peut-on demander de plus au poëte que la diversité? Ne doit-il pas représenter dans ses œuvres les hésitations, les tâtonnements, les expériences de toute sorte, les emprunts souvent contradictoires, la confusion des souvenirs et des espérances, toute cette marqueterie d'une société qui se décompose et qui aspire à se recomposer autrement?

Nous aimons moins le théâtre de Zorrilla, non qu'il n'y ait aussi du talent et beaucoup, mais parce qu'il nous semble moins près du but que les contes. Il est vrai qu'on ne peut guère s'en prendre à lui. De toutes les questions littéraires, celle du théâtre est la plus difficile partout, et elle se complique encore en Espagne de difficultés particulières. Le développement littéraire de l'ancienne Espagne a été surtout dramatique. Toute l'Europe a longtemps admiré, à l'exclusion de tout autre, ce magnifique théâtre, dont les productions se comptent par milliers. Vingt auteurs dramatiques, dont le moindre serait célèbre partout ailleurs, ont illustré les deux grands siècles de l'Espagne; d'autres en foule dorment encore inconnus dans la poudre des bibliothèques. Les trois quarts des pièces qui ont été jouées sur toutes les scènes étrangères sont imitées de celles-là; dans ce trésor intarissable d'esprit, d'observation, d'intrigue, de passion, de terreur, de verve comique, tout le monde a puisé à pleines mains. Or, c'est un formidable héritage qu'une telle gloire fondée sur une telle fécondité. Faire autrement que les maîtres, c'est bien hardi; faire comme eux, c'est impossible. Quand on a de pareils modèles nationaux, il est difficile de les abandonner et plus difficile encore de les suivre. Le genre de leurs œuvres n'est plus en rapport avec le temps présent, il faut du nouveau, et comment oser tenter du nouveau sur une scène encombrée de ces grands noms de Lope, de Calderon, de Moreto? Le mieux serait peut-être de ne pas écrire d'œuvres dramatiques et d'attendre que la veine épuisée se rouvre d'elle-même; mais les Espagnols sont toujours passionnés pour le théâtre, ils demandent des pièces à tout prix, et comment laisser le théâtre désert dans la patrie même du théâtre?

La plupart des auteurs contemporains se tirent d'affaire d'une manière fort simple; ils traduisent tout bonnement les pièces nouvelles du théâtre français, et ne s'inquiètent pas davantage de la gloire dramatique de leur pays. Zorrilla n'a pas voulu faire comme eux; son ambition est plus haute et plus nationale. Sa première comédie a paru au mois d'août 1839; elle avait déjà été précédée de quelques essais dramatiques publiés dans ses œuvres, entre autres une espèce de caprice dialogué assez brillant, dans le genre de ceux d'Alfred de Musset, et intitulé *Folle Vie et plus folle Mort (Vivir loco y morir mas)*. La comédie qui a été son début au théâtre a pour titre un proverbe : *Chacun son droit (Cada cual con su razon)*, comme la plupart des anciennes comédies espagnoles; le passage suivant de la préface montrera ce que Zorrilla avait voulu faire en l'écrivant : « L'auteur de cette pièce, dit-il, ne s'est jamais regardé comme un poëte dramatique; mais, *indigné de voir notre scène nationale envahie par les monstrueuses productions de l'élégante capitale de la France,* il a cherché dans Calderon, dans Lope et dans Tirso de Molina, des aventures et des personnages qui ne rappellent en rien *Hernani* et *Lucrèce Borgia.* » Voilà certes un bien bon sentiment pour un Espagnol; il aurait pu même dire, pour se donner tous ses avantages, que, *Hernani* étant lui-même une imitation très-sensible du théâtre espagnol, il ne ferait, en recourant directement aux sources, qu'éviter un détour au moins inutile. Voyons maintenant si l'idée

était aussi bonne littérairement qu'au point de vue patriotique, et si elle a été exécutée avec assez de liberté.

La pièce commence par une querelle entre deux amants. Dona Elvire est la fille du marquis de Velez; don Pèdre est un jeune cavalier qui ne connaît pas sa naissance. Dona Elvire aime don Pèdre, mais elle a un secret qu'elle ne veut pas lui confier; elle doit recevoir un homme dans son jardin le soir même, et elle ne peut dire quel est cet homme. Don Pèdre se désespère, dona Elvire pleure, mais sans rien dire de ce qu'elle doit taire. Alors don Pèdre séduit la camériste Inès et se fait cacher derrière une grille. L'inconnu arrive bientôt accompagné d'un confident; il s'assied sur un banc auprès d'Elvire, et le pauvre don Pèdre entend sa fiancée faire toute sorte de coquetteries à son visiteur nocturne. Tout à coup survient un nouvel inconnu qui entre par une porte secrète, et qui se heurte contre le confident. Comment! ils sont trois? s'écrie don Pèdre furieux; il sort de sa cachette, Elvire s'enfuit, les quatre hommes tirent leurs épées et se battent dans l'ombre. La ronde de nuit survient au bruit, et un alcade arrête les combattants. Sur une des épées qui lui sont remises, l'alcade reconnaît le blason royal. Le premier inconnu, c'est le roi don Philippe IV, qui court les aventures la nuit, comme les rois de Castille du bon temps. A ce nom, tous se découvrent. Le second inconnu veut se sauver, caché dans son manteau. La garde court après lui et le ramène, mais le roi ne veut pas savoir qui il est, et il ordonne de le laisser aller. Quant à don Pèdre, sa jalousie s'accroît quand il voit qu'il a le roi pour rival.

Ce premier acte a bien la vivacité des modèles qu'avait choisis Zorrilla; c'est bien là la vieille comédie nationale, la comédie de cape et d'épée telle qu'elle est sortie toute vivante des anciennes mœurs espagnoles. Tout y est mystérieux et imprévu, tout y arrive par coups de théâtre successifs et soudains. Le jardin, le balcon, la nuit, le rendez-vous, le duel, le roi, l'alcade, rien n'y manque. Dona Elvire est une de ces jeunes filles résolues et passionnées qui abondent dans l'ancien théâtre; don Pèdre est le jeune cavalier, brave, galant et jaloux, qui s'y retrouve également partout. Non-seulement les personnages sont identiques et les situations analogues, mais la versification est presque la même. C'est toujours ou l'ancien vers assonnant des romances, devenu encore le vers dramatique, ou plus habituellement le même petit vers de huit syllabes formant ces quatrains appelés en Espagne *redondillas*, dont le premier vers rime avec le quatrième et le troisième avec le second. L'un et l'autre de ces deux systèmes de vers sont également rapides, faciles, abondants, et donnent au dialogue beaucoup de vie. Sous ce rapport, Zorrilla ne mérite que des éloges; de plus, quand la situation s'y prête, il se jette comme ses maîtres dans les jeux de versification. Ainsi, quand Elvire attend dans le jardin la visite du roi, elle exprime ses chagrins en stances de grands vers à rimes croisées. Dès qu'elle a fini, don Pèdre, caché derrière la grille, débite à son tour un soliloque dans le même nombre de stances et sur les mêmes rimes. Ce duo de bouts rimés ne manque pas de grâce; c'est un des plus heureux emprunts que Zorrilla ait faits au vieux génie poétique de son pays.

Rien n'est charmant, le genre admis, comme ces fusées poétiques qui s'échappent par moments, dans Lope ou Calderon, du milieu du dialogue et s'épanouissent en mille éclairs. Tantôt ce sont des octaves ou des tercets en vers héroïques, tantôt c'est un sonnet finement travaillé et orné de jeux d'esprit comme de pierreries, tantôt ce sont des stances à refrain, comme celles de Sigismond dans *la Vie est un songe*, que tout Espagnol un peu instruit sait par cœur. Les croisements de rimes

les plus gracieux, les coupes de vers les plus harmoniques, les choix de mots les plus élégants, s'unissent aux plus ingénieuses subtilités de la pensée, aux plus exquises délicatesses du sentiment, aux plus riches broderies de l'imagination. La muse essentiellement lyrique des peuples du Midi se complait à ces éblouissants hors-d'œuvre. Quand il s'agit, comme dans notre ancien théâtre français, de peindre le cœur humain dans ses passions ou dans ses faiblesses, il n'y a pas de place pour de semblables écarts : tout doit être simple, calculé, pour l'effet général, tout doit marcher au but ; mais quand le poëte n'a d'autre objet que le divertissement, quand il cherche avant tout l'imprévu, quand il veut uniquement frapper, amuser et séduire, tout ce qui a de l'éclat et de l'entraînement est bien reçu. Il en est de ces élans de verve comme des brillantes cavatines que la musique italienne aime à prodiguer, et qui ne sont, elles aussi, que des ornements superflus dans le tissu du drame, mais des ornements plus chéris, plus recherchés que le fond même qu'ils recouvrent. Après tous les emprunts qu'on a faits depuis quelque temps en France aux théâtres étrangers, il est étonnant que cet usage de donner aux monologues une forme lyrique n'ait pas encore été imité chez nous. Cette forme conviendrait cependant beaucoup à M. Victor Hugo, par exemple, grand ami du monologue, comme on sait, et grand poëte lyrique en même temps. Les stances du *Cid* et de *Polyeucte* auraient dû, ce semble, encourager un poëte français à donner de nouveau cet exemple.

Mais revenons à *Chacun son droit*. Sans entrer dans le détail des deux derniers actes ou *journées*, car la pièce en a trois seulement, comme autrefois, qu'il nous suffise de dire que tout finit par s'expliquer parfaitement et par amener un dénoûment heureux. L'homme resté inconnu à la fin du premier acte, et qui était arrivé si mal à propos dans le jardin, n'est autre que le marquis de Velez, père d'Elvire, récemment échappé d'une prison d'état ; c'est pour obtenir la grâce de son père, qu'Elvire souffre les galanteries compromettantes de Philippe IV, et elle finit en effet par enlever cette grâce dans une scène un peu scabreuse, mais très-bien faite. Au moment où don Pèdre, poussé à bout par la jalousie, provoque de nouveau le roi et se bat avec lui, il apprend qu'il est le fils de celui dont il menace la vie. Le roi le fait duc d'Olmedo, lui donne la toison d'or, et le marie avec Elvire. Règle générale et sans exception, les aventuriers des pièces espagnoles sont toujours fils de rois ou de princes, et deviennent infailliblement ducs au dénoûment.

La seconde pièce de Zorrilla est du même genre que la première ; elle est intitulée *Loyauté d'une femme, ou Aventures d'une Nuit* (*Lealtad de una muger, y Aventuras de una Noche*). Elle a paru pour la première fois en 1840, c'est-à-dire un an après *Chacun son droit*. La scène de cette nouvelle comédie se passe dans un village près de Barcelone, la nuit du 12 mai 1461. Le sujet est emprunté au poëme de Zorrilla *l'Honneur et la Vie qui se perdent ne se recouvrent pas, mais se vengent*. Zorrilla a même transporté sans façon de longs fragments du poëme dans le drame ; comme nos romanciers d'à présent, il se pille lui-même. Son personnage principal est une femme. Dona Margarita Tellez a épousé le comte Perez de Peralta. Le comte est très-dévoué au roi d'Aragon Jean III ; de son côté, Margarita a conservé une très-vive amitié pour le fils du roi, le célèbre prince de Viane, avec qui elle a été élevée. Ce malheureux prince, poursuivi par son père, se réfugie dans le village qu'habite Perez de Peralta, et reçoit l'hospitalité de sa femme, qui le cache dans sa maison. De là une série d'aventures qui se devinent aisément. Dona Margarita n'ose pas dire à son mari quel est l'homme qu'elle cache si soigneuse-

ment ; le comte devient jaloux, comme tout mari espagnol de théâtre, et cherche à tuer celui qu'il croit être un galant, tandis que sa femme emploie toute sorte de ruses pour le dérober à sa colère.

Ce drame domestique est compliqué par l'intervention de Jean III, qui cherche son fils pour lui faire un mauvais parti, et par celle des habitants de Barcelone, qui étaient alors en révolte ouverte contre leur roi, suivant l'antique usage de la Catalogne, et qui se répandent dans la campagne pour courir au secours du prince. Les jeux de scène rappellent tous les anciens *imbroglios* du théâtre espagnol, si bien imités par Beaumarchais dans *le Barbier de Séville* et surtout dans *le Mariage de Figaro*. Perez de Peralta ressemble beaucoup au comte Almaviva cherchant toujours le page Chérubin et toujours trompé dans sa recherche. Le rôle favori de l'auteur, c'est celui de Margarita. Comme l'Elvire de *Chacun son droit,* c'est l'Espagnole de race pure, une de ces femmes à la tête droite, au teint animé, à l'œil brillant et fier, qui vivent encore dans les portraits de Velasquez. Il est impossible d'avoir plus d'aplomb et de ressource dans l'intrigue ; elle confond à tout instant son mari par son assurance, et c'est elle qui fait le plus souvent des querelles quand elle devrait en recevoir. Avec une actrice vive, spirituelle, hardie, à la parole rapide et au geste résolu, comme doit être la fameuse comédienne du théâtre de la Cruz, dona Barbara Lamadrid, de pareilles femmes doivent former un type très-caractérisé.

Aire recio, gesto crudo,
Alma atroz, sal espanola.
Air rude, geste cru.
Ame fière, sel espagnol.

Sal espanola surtout ; c'est le grand mot. Quand on a parlé du sel espagnol, on a tout dit. Le sel espagnol, c'est le regard assassin, le mot piquant détaché en face, le jeu d'éventail, le pied bien chaussé, la petite main nerveuse, le jarret d'acier qui se détend pour danser le *bolero* ou la *cachucha :*

On comprend là-dessous un million de mots.

Malheureusement, quel que soit l'attrait qu'a pour nous cette couleur locale, on ne peut s'empêcher de reconnaître que tout cela est bien vieux en Espagne. Le sel espagnol ne se retrouvera bientôt plus que dans le peuple, et la comédie de cape et d'épée n'amuse plus personne. Zorrilla n'a pas tardé à s'en apercevoir lui-même, et après ses deux premiers ouvrages, il a changé de direction. S'il est quelque partie de l'art qui ait besoin de suivre de près les changements de la société et de changer constamment avec elle, c'est à coup sûr le théâtre. La comédie de Calderon se rapporte à des mœurs dont le fond existe sans doute toujours en Espagne, mais dont les formes sont singulièrement modifiées. Où sont aujourd'hui ces jeunes cavaliers qui entraient dans le monde l'épée toujours au vent, la tête et le cœur pleins des belles aventures qui les attendaient dans les guerres de Flandre ou d'Italie? Où sont ces maris d'une délicatesse si excessive sur le point d'honneur et d'une rudesse de mœurs si farouche, qu'ils donnaient sans balancer la mort à leurs femmes au moindre soupçon d'infidélité? Où sont ces femmes elles-mêmes que les Espagnols appelaient *très-femmes, muy mugeres,* et qui ne reculaient devant aucun moyen quand leur passion était excitée? Tous ces types existent encore, si l'on veut, mais

très-affaiblis, et chaque jour qui fuit en emporte quelque chose. Ce que les années ont détruit surtout, c'est la société, cette antique société espagnole si romanesque, où tout était hasard, mystère, intrigue, surprise, où la liberté proscrite dans l'état s'était réfugiée dans les habitudes, et donnait aux sentiments une exaltation quelquefois absurde, mais toujours franche et pittoresque.

Il n'est certainement jamais entré dans la tête de Lope ou de Calderon de s'adresser aux mœurs de l'époque des rois catholiques, lesquelles étaient pourtant bien moins différentes de celles du règne de Philippe IV que celles-ci ne le sont des mœurs de nos jours. Ces grands hommes adaptaient leur génie au goût de leur siècle, ou plutôt ils étaient leur siècle lui-même personnifié et vivant. Ils avaient été soldats, ils étaient prêtres, ils étaient de plus gentilshommes et courtisans, c'est-à-dire tout ce qu'il fallait être alors pour se trouver en harmonie avec le temps. Pour leur ressembler véritablement aujourd'hui, il faudrait résumer en soi le présent comme ils résumaient le passé, c'est-à-dire ne leur ressembler en rien. Quand on jouait sur le théâtre espagnol du XVIIe siècle quelque histoire terrible de justice conjugale, comme *le Certain pour le douteux,* de Lope de Vega, ou *A outrage secret vengeance secrète*, de Calderon, ou *Après le roi personne,* de Rojas, le poëte n'avait fait que transporter sur la scène les passions qui vivaient dans la société. Les mœurs sont moins féroces aujourd'hui, Dieu merci ; personne n'est plus si prompt à se faire justice soi-même, et la sympathie du public pour de pareilles œuvres ne peut plus être la même. Le public a horreur aujourd'hui de ce qu'il trouvait sublime dans d'autres temps. Ce qui lui paraissait piquant lui semble fade. Qu'y faire? Chercher ce qu'il désire et le lui donner, si l'on peut.

Aussi bien tout n'est pas à changer, à réformer, dans l'ancien théâtre. La comédie de cape et d'épée n'était pas la seule forme de ces esprits créateurs; les catastrophes de la jalousie ne sont pas les seules qu'ils aient mises en scène. Ils ont tous abordé d'autres sujets, et quelques-uns avec une supériorité éclatante. Les drames héroïques et historiques abondent dans leur répertoire. C'est dans ce genre de sujets qu'on peut espérer de faire encore une large moisson. D'ailleurs, si la trop grande parité dans la couleur générale est à éviter, rien n'empêche de s'inspirer des détails, qui sont si admirables et si variés. Nous avons loué Zorrilla de son application à reproduire les mêmes procédés de versification. C'est déjà là un moyen qui peut aider puissamment à conserver au théâtre espagnol son caractère national. Il y en a d'autres. Tel ordre d'incidents qui ne peuvent plus être l'objet principal de l'intérêt peuvent être employés avec art comme d'agréables accessoires. Tel type qui a vieilli comme il est peut, avec de légères modifications, redevenir vrai et amusant. Telle donnée qui a été épuisée, en s'appliquant à une certaine espèce d'événements et de personnages, peut être ravivée en servant pour d'autres personnages et des événements nouveaux. Enfin, ce qui est à faire pour le théâtre, comme pour toute chose, c'est la conciliation du passé et du présent, de la spécialité et de la généralité. Zorrilla a tenté cette œuvre difficile dans les deux pièces qui ont suivi celles dont nous venons de parler, mais, à notre avis, sans beaucoup de succès encore. Ces deux pièces ont un titre commun, *le Savetier et le Roi*, et un héros commun, le roi don Pèdre le justicier.

On sait quelle est la prédilection des dramaturges espagnols pour ce personnage. Lope de Vega, Calderon, Moreto, le font intervenir à tout moment dans leurs comédies historiques, et toujours avec le même caractère. Par une singularité qui a été souvent remarquée, ce roi, si condamné par l'histoire, est devenu populaire au

théâtre. C'est l'idéal du roi de Castille tel que le concevait le génie sévère du moyen âge, terrible, mais juste, vengeur de l'opprimé, ennemi du coupable puissant, brave jusqu'à la folie, prompt à s'emporter, galant à l'excès, passionné pour les aventures, et surtout sourd à la pitié. On se demande comment un homme si violent et si couvert de meurtres a pu être donné comme le type évident du grand, du royal et du beau. Il en est de don Pèdre comme de don Juan, cet autre favori de l'Espagne. Tous deux sont condamnés par le ciel, mais tous deux excitent profondément l'admiration des hommes. Les idées du bien et du mal n'étaient pas bien nettes pour les Espagnols d'autrefois. Ce qu'ils aimaient avant tout, c'était l'énergie individuelle. On reconnaît dans cette contradiction de sentiments et de croyances le résultat de toute leur histoire politique et religieuse. Il fallait bien que la nation admît le despotisme des rois et des prêtres, mais elle essayait de lui échapper au moins par l'imagination. A la vertu dure et exclusive des cloîtres, elle opposait le vice brillant, insoucieux et aimé de don Juan; à l'austérité froide et triste de Philippe II et de ses successeurs, la royauté chevaleresque, aventurière et étourdie, mais toujours formidable, de don Pèdre.

La catastrophe qui doit mettre fin aux jours de don Pèdre par la main de son propre frère, achève de donner à ce personnage un caractère sombre et tragique. L'implacable fatalité plane incessamment sur sa tête, et se révèle de temps en temps par des allusions ou des prédictions poétiques. Ainsi, dans *la Fille d'Argent (la Nina de Plata)*, de Lope de Vega, quand l'infant don Henri va consulter un astrologue maure pour savoir s'il est aimé d'une femme, le noir sorcier répond à peine aux questions qui lui sont faites, et, forcé de voir dans l'avenir plus profondément qu'il n'aurait voulu, il ne peut s'empêcher d'annoncer au prince étonné le fratricide qui l'attend. Dans *le Médecin de son honneur*, de Calderon, ce funeste avertissement prend une forme plus originale et plus mystérieuse. Don Pèdre vient de chasser l'infant de sa présence pour avoir séduit la femme d'un gentilhomme castillan; le soir venu, on entend de loin dans la rue un musicien inconnu qui chante des vers satiriques sur le départ de don Henri; don Pèdre veut poursuivre lui-même l'insolent, mais il ne peut l'atteindre, et plus il se perd dans les détours obscurs de la ville, plus on entend la voix répéter son refrain dans l'éloignement. Enfin, dans *le Vaillant Justicier*, de Moreto, don Pèdre, passant la nuit près d'une chapelle, est arrêté par un fantôme qui s'empare de son poignard; don Henri passe par hasard un moment après et ramasse le poignard qu'il trouve par terre. Chacune de ces trois scènes ne se lie en rien à l'action du drame où elle se trouve, elles sont là seulement pour rappeler l'inévitable loi du destin. La dernière surtout est d'un effet terrible.

C'est cette figure originale de don Pèdre que Zorrilla a voulu ramener sur la scène de notre siècle, en l'entourant de circonstances aussi nouvelles que possible. Dans les drames de l'ancien théâtre, excepté peut-être *le Vaillant Justicier* de Moreto, don Pèdre n'intervenait d'ordinaire que comme un personnage épisodique. Zorrilla en a fait au contraire son personnage principal. Dans la première partie du *Savetier et le Roi*, don Pèdre déjoue, à force d'intrépidité, une conspiration tramée contre lui; le sujet de la seconde partie, qui s'est appelée aussi *la Nuit de Montiel*, n'est autre que sa mort tragique. Cette seconde partie a eu un grand succès en Espagne; elle contient en effet quelques scènes assez vigoureusement tracées. Cependant elle nous paraît encore loin de ce que peut et doit être le nouveau théâtre espagnol, s'il parvient à se constituer. Une grande partie du succès est due peut-être à des

circonstances extérieures. *La Nuit de Montiel* est la représentation de l'un des événements les plus populaires de l'histoire nationale; elle a de plus été jouée dans un temps où l'Espagne était fort irritée contre une prétendue intervention de la France dans ses affaires, et comme les Français commandés par Duguesclin jouent un rôle fort peu honorable dans la pièce, les allusions politiques ont dû être saisies avec empressement. Pour que le succès soit légitime et durable, il doit être obtenu par d'autres moyens. *Le Savetier et le Roi* est un progrès dans la manière de Zorrilla; il y montre l'intention louable de marier le procédé dramatique de Shakspeare à celui de Calderon, mais il a encore beaucoup à faire pour en venir à bout.

Nous dirons peu de chose de ses deux dernières pièces, *l'Écho du Torrent* et *les Deux Vice-Rois,* jouées en 1842. Toutes deux commencent assez bien, mais elles ne tardent pas à tourner au mélodrame. Le sujet de *l'Écho du Torrent* est encore emprunté à l'une des légendes de l'auteur, celle qui a pour titre *un Espagnol et deux Françaises,* et il est beaucoup mieux traité dans le poëme que dans le drame. La donnée était pourtant tragique, et pouvait fournir à des développements fortement colorés; c'est une esclave moresque qui devient amoureuse de son maître, le comte de Castille, et qui finit par se faire épouser par lui, après l'avoir amené à se défaire de sa femme, qui le trahissait. Avec les mœurs barbares de l'Espagne au xe siècle, cette esclave passionnée, ce comte jaloux, cette femme coupable. ce mélange de Maures et de chrétiens, de maîtres et d'esclaves, il eût été possible d'arriver à un grand effet de terreur. L'auteur a préféré des inventions fantasmagoriques qui rappellent par trop le goût germanique. Le sujet des *Deux Vice-Rois* était moins neuf et moins fécond, mais le lieu de la scène était heureusement choisi, et prêtait beaucoup. L'action se passe à Naples, pendant la domination espagnole, et peu après la révolution de Masaniello. L'Italie et l'Espagne se trouvaient alors en contact sur ce point, et du choc des deux peuples mis en présence pouvait sortir une foule de combinaisons scéniques intéressantes. Presque toujours, comme on voit, il y a une pensée première dans les œuvres de Zorrilla; c'est l'exécution qui est défectueuse. La scène des *Deux Vice-Rois* n'a de Naples que le nom : tout ce qu'a produit l'heureux choix du lieu, c'est un chant de pêcheurs napolitains, hors-d'œuvre aussi inutile que facile et banal.

Ce qui a toujours manqué au théâtre espagnol, même dans ses plus beaux temps, c'est le développement des caractères individuels. C'est par là, ce nous semble, que les nouveaux auteurs dramatiques devraient tâcher de se distinguer. Zorrilla l'a essayé timidement, faiblement, en homme qui n'est pas sûr de lui. En même temps que ce don indispensable à un novateur paraît lui manquer, un des côtés les plus essentiels du vieux génie dramatique espagnol lui manque aussi : c'est le comique. La patrie de Cervantès et de Quevedo est la patrie du comique moderne. Dans tout son théâtre, le rire abonde. Aujourd'hui encore, les Espagnols sont en général admirablement organisés pour saisir le ridicule de toute chose. Zorrilla, qui a plusieurs variétés de talent, n'a pas celle-là. C'est avant tout un poëte lyrique et descriptif. Il semble donc, sauf expérience ultérieure, qu'il n'est pas né pour le théâtre. Il ne faut pourtant pas se trop presser de décider; il est bien jeune encore, et le talent dramatique est un de ceux qui exigent le plus de maturité. Personne ne fait mieux que lui à Madrid; il est au contraire, qui le croirait? le plus chercheur, le plus oseur des poëtes contemporains. Nous qui sommes loin du mouvement, nous ne pouvons pas nous faire une idée des préjugés littéraires qui restent à vaincre à Madrid. Les Espagnols ont à revenir de loin, en littérature comme en politique. Ce

qui nous paraît une tentative avortée est pour eux une innovation hardie. Ils saisissent des nuances qui nous échappent, et c'est quand nous les croyons immobiles qu'ils marchent quelquefois le plus vite. Qui d'entre nous peut dire d'ailleurs quelle direction ils prendront en définitive? Il y aurait donc imprudence à rien présumer et sur l'avenir du théâtre espagnol, et sur celui de Zorrilla en particulier.

Les pièces, en attendant, se multiplient, et les tâtonnements continuent. Il ne se passe presque pas de semaine où il n'y ait une nouveauté au théâtre de la *Cruz* ou au théâtre du *Principe,* sans compter les traductions; dans ces deux derniers mois seulement, on a joué sept ou huit drames d'auteurs espagnols qui ont eu plus ou moins de succès : *Simon Bocanegra,* de don Antonio Garcia Gutierrez, est un drame à la fois historique et romanesque dont l'action se passe à Gênes au moyen âge; *Estaba de Dios (C'était écrit)* est une comédie dans le genre de Moratin, par don Manuel Breton de Los Herreros; *Cecilia la cieguecita (Cécile l'aveugle),* de don Antonio Gil y Zarate, est un mélodrame sentimental à la manière française; *la Judia de Toledo (la Juive de Tolède),* de don Eusebio Asquerino, a pour sujet la tragique histoire de la juive Rachel, maîtresse du roi de Castille Alphonse VIII, déjà mise au théâtre par La Huerta; *la Tête enchantée, ou l'Espagnol à Venise (la Cabeza encantada, o el Espanol en Venecia),* est une comédie dans le genre de Calderon, dont l'auteur n'est rien moins que don Francisco Martinez de Rosa, l'ancien premier ministre de la reine Christine. Enfin, Zorrilla lui-même a fait jouer tout dernièrement deux nouveaux ouvrages dramatiques dans la même soirée; l'un est une tragédie en un acte intitulée *Sofronia,* et l'autre un drame également en un acte, *le Poignard du Goth (el Punal du Godo).* Toutes ces pièces sont en vers.

Voilà une activité qui ne peut manquer de produire tôt ou tard quelques grands résultats; malheureusement toutes ces œuvres ont un défaut commun, elles ne sont pas assez travaillées. Il faut bien le dire en terminant : c'est là le vice de cette littérature. Elle a le nombre, sans avoir précisément le travail. Sous ce climat si facile, avec cette langue sonore, les vers se font trop aisément; l'effort manque, et sans effort, on ne crée rien de durable et de profond. Zorrilla et ses rivaux ne soignent pas assez ce qu'ils font; ils produisent trop. A cela ils peuvent opposer, il est vrai, l'exemple de Lope de Vega, mais Lope de Vega suppléait à l'incubation des idées par une composition bien autrement rapide. Quelle que soit la fécondité de Zorrilla, elle est encore bien inférieure à celle de ce prince des poëtes. « Plus de cent de mes pièces, a-t-il dit lui-même, ont été écrites en vingt-quatre heures, et n'ont pas mis plus de temps à passer des muses au théâtre. »

Pues mas de ciento eu horas veynte y quatro,
Pasaron de las musas al teatro.

Une activité de création si prodigieuse suppose une imagination perpétuellement allumée. Outre la condition préalable du génie qui est bien aussi à considérer, un tel entraînement peut donner autant et plus de force à l'esprit que la méditation. Le travail le plus persévérant ne sert le plus souvent qu'à provoquer et en quelque sorte à forcer l'inspiration; chez Lope de Vega, l'inspiration ne cessait jamais, et il ne faut pas entendre par inspiration la facilité d'improviser des vers sans couleur, mais cet état particulier où, toutes les facultés étant surexcitées, le poëte trouve spontanément des effets qu'il chercherait en vain dans les froides heures de la vie.

Il est à remarquer que les travaux d'esprit qui exigent de l'application sont géné-

ralement négligés par les Espagnols qui aspirent aujourd'hui à régénérer leur pays. L'improvisation a tenu lieu de tout. Aux cortès comme au théâtre, dans les journaux comme dans la poésie, des improvisateurs éminents se sont produits. Il n'y a à aucune tribune de l'Europe des orateurs qui parlent avec plus d'abondance et de richesse que certains orateurs espagnols. Il n'y a, dans la presse de France et d'Angleterre, aucun journaliste qui écrive plus rapidement des articles ou des brochures que les publicistes de ce pays, si nouveau parmi les pays constitutionnels. Mais nous n'avons encore vu paraître ni un historien, ni un économiste, ni un philosophe, ni même un critique de quelque renom. Tout ce qui s'écrit appartient à la littérature proprement dite ou à la polémique politique. C'est là une lacune qu'il faudra combler, pour que le mouvement intellectuel espagnol tienne tout ce qu'il promet et fournisse enfin des éléments complétement nouveaux à la littérature universelle. Si les poëtes et les orateurs sont les voix d'une époque, ce sont les œuvres sérieuses qui élaborent les idées et qui préparent des sujets à la poésie et à l'éloquence. *L'esprit sert à tout et ne suffit à rien*, a-t-on déjà dit; les Espagnols ont infiniment d'esprit, et ils usent de leur esprit comme des prodigues, sans compter; mais, quelque brillantes que soient les facultés naturelles, elles ne sont pas tout; il faut encore, pour leur faire produire de bons fruits, les féconder par l'étude et par la réflexion.

LÉONCE DE LAVERGNE.

DU MONOPOLE

DES TABACS.

I.

Chaque année, l'administration des tabacs publie un compte-rendu de ses opérations, et chaque année le chiffre toujours croissant de son bénéfice réel fait jeter des cris d'admiration à tous les journaux. On n'entend plus les plaintes que l'ignorance populaire ou les prétentions avides des spéculateurs élevaient autrefois contre un impôt que tout le monde est convenu de trouver juste et peu onéreux. Aussi nous ne venons rien ajouter à tout ce qui a été dit pour le justifier. Nous n'approuvons pas la consommation exagérée du tabac, et nous ne soutenons nullement la légitimité du système chargé de percevoir l'impôt qui pèse sur cette consommation; mais nous croyons, comme Mirabeau, qu'il « n'y a pas d'impôt plus doux ni plus équitable... Il ne frappe pas une denrée de première nécessité, et il n'a pas, à la différence des autres impôts de consommation, l'inconvénient de peser sur le chef de famille qui a le plus d'enfants, c'est-à-dire en raison inverse de ses moyens. » Quant au monopole de la fabrication et de la vente du tabac, dont l'état s'est emparé afin de percevoir l'impôt admis en principe, nous ne saurions le considérer que comme une exception dont il faut éviter la généralisation. Nous ne pensons pas, avec M. Dupin (1), que « le régime à l'aide duquel l'impôt des tabacs est perçu n'est point contraire à la charte et aux principes de notre droit public; la loi est chargée de régler les formes de tous les impôts; elle a pu adopter celle qui restreint la culture et qui confère à l'état le privilége de la fabrication et de la vente du tabac. Un droit exercé sous le contrôle des pouvoirs publics, au nom de l'état, en vertu des lois, n'est pas un monopole dans le sens habituellement attaché à ce mot, et le législa-

(1) Résolutions de la commission d'enquête de la chambre des députés, 1837.

teur peut le maintenir, si l'intérêt général le commande. » Si de telles raisons étaient valables, il n'y aurait pas d'industrie que le gouvernement ne pût confisquer sous prétexte de l'intérêt général. Que de monopoles pourraient être concentrés entre les mains du pouvoir de par la loi, qui saurait bien encore leur ôter le nom de monopoles, car l'intérêt général le voudrait ainsi! Il ne faut pas seulement considérer « les diverses questions que provoque la législation des tabacs et qui concernent la culture, la fabrication et la vente dans leurs rapports avec les intérêts du trésor, de l'agriculture et du commerce; » il faut aussi, en s'occupant quelque peu des intérêts des consommateurs, examiner si une raison majeure, dominant toutes les questions qui regardent les industries ordinaires, permet de créer une exception contre l'industrie du tabac. Cette raison est, selon nous, celle de la salubrité générale. L'usage du tabac n'est pas absolument nécessaire; le tabac n'est pas une substance dont il soit impossible de se passer, et il n'apporte pas dans la société un bien-être qui le rende digne de toute la sollicitude gouvernementale. L'usage du tabac est un vice contre lequel devait s'élever la loi, afin d'en empêcher la contagion. C'est sous ce point de vue particulier que nous approuvons le monopole du tabac, et nous ne partageons nullement l'indignation d'un membre du conseil des cinq-cents, qui s'écriait : « Il serait dégradant pour le gouvernement de se faire fabricant de tabac, et il serait odieux qu'il le devînt en obligeant les particuliers à cesser de l'être. » Mais nous ne voudrions pas que le gouvernement, devenu fabricant, cherchât à augmenter par tous les moyens possibles la consommation d'une substance nuisible, et se chargeât en quelque sorte de répandre dans le peuple une habitude vicieuse, sous prétexte d'augmenter incessamment une branche des revenus de l'état. La guerre que l'Angleterre a faite à la Chine pour la forcer à se laisser empoisonner par l'opium avait sans aucun doute un motif fâcheux, quoiqu'il soit très-désirable que l'on pénètre enfin les arcanes du céleste empire, et que ce résultat puisse ainsi faire pardonner le principe. Eh bien! le gouvernement nous vend, non pas de l'opium, mais un autre poison dont l'abus peut conduire à l'opium. En se soumettant à toutes les exigences des consommateurs, comme fait un fabricant qui a pour principal but l'écoulement rapide de ses produits, le gouvernement est entraîné dans une fausse voie. Il est dominé par un usage déplorable qui s'introduit dans la société avec son approbation et à l'abri du timbre royal. Nous ne blâmons donc que la tendance bien prononcée de l'administration à répandre l'usage du tabac. Nous croyons qu'en se substituant à l'industrie particulière, le gouvernement devait élever une digue contre l'envahissement d'une détestable habitude, et nous ne voyons pas avec la joie des financiers ministériels l'impôt des tabacs s'accroître, la consommation individuelle augmenter et tendre vers cette limite d'un kilogramme et demi par tête, qu'on croit pouvoir lui assigner.

Mais nous n'entendons nullement blâmer l'organisation de l'administration des tabacs, en tant qu'industrie destinée à rapporter le revenu le plus considérable qu'il soit possible de produire. Nous lui rendons au contraire cette justice, qu'elle a merveilleusement atteint le but qui lui a été assigné. Ainsi cette administration a porté un revenu, qui n'était que de 30 millions sous l'empire, à la somme énorme de 75 millions, somme qui s'est augmentée de 26 millions depuis 1830, et qui s'accroît chaque année encore de plusieurs millions. Il n'est pas sans intérêt d'examiner par quels moyens ce résultat a été obtenu, et nous nous proposons ici de faire connaître les rouages de cette administration laborieuse et modeste, de montrer combien est puissante à produire les meilleurs résultats l'organisation intelligente de

tout travail. Nous ne savons si on voudra bien nous suivre dans tous les détails que nous serons forcés de donner tant sur la culture que sur la fabrication et la vente du tabac, détails quelquefois arides, mais qui éveilleront peut-être la curiosité. Nous les avons puisés dans les documents officiels fournis aux chambres par l'administration, et dans l'enquête faite sur le tabac de 1835 à 1837 par la chambre des députés.

Ce fait singulier, qu'une industrie tout à fait spéciale, destinée à satisfaire un besoin mensonger, fait entrer dans les coffres de l'état le vingtième des recettes annuelles, tous frais payés, ne provient pas seulement de ce qu'un impôt considérable pèse sur le tabac. Sans la puissante constitution que la régie a reçue lors de son organisation primitive, sans la centralisation qui fait concorder les moindres décisions et les mesures les plus secondaires avec le but essentiel de son existence, la régie n'aurait certes pas doublé ses bénéfices réels dans l'espace de vingt-cinq ans. Pendant les quinze années d'essais infructueux, de tentatives timides et vaines, qui précédèrent l'établissement du monopole, l'impôt du tabac n'avait pu produire plus de 12 millions, et l'état stationnaire du revenu attestait l'impuissance du régime chargé de le percevoir. C'est à des causes particulières, tout à fait spéciales, que cette industrie doit sa situation prospère ; ce sont ces causes que nous voulons faire connaître, dans l'espoir que les autres industries pourront en retirer des enseignements profitables, dans la conviction que le gouvernement pourrait protéger toutes les industries comme il soutient et protége cette industrie spéciale, dont il s'est emparé. C'est donc la statistique du tabac que nous allons faire. On s'est souvent servi de la statistique pour entreprendre contre les lois sociales une guerre injuste, pour essayer de démontrer les paradoxes les plus étranges au moyen de chiffres équivoques assemblés et groupés avec un art trompeur ; mais lorsque les chiffres sont exacts, lorsqu'on les présente sans fausser les circonstances qui les ont produits, ils sont irréfragables et entraînent toujours la conviction, quelle que soit la prévention qu'ils excitent dans les esprits sceptiques à qui on vient parler de progrès social, de réformes, d'abus à empêcher, d'améliorations à introduire. Comme toutes les sciences qui permettent aux passions de pénétrer dans les discussions, d'y prendre la place des arguments, de troubler les équations, d'empêcher l'élimination de l'inconnue, la statistique a fait un étalage pompeux de vérités contestables, de principes douteux, de conclusions spécieuses. Elle a rendu les chiffres complaisants, comme la philosophie a souvent rendu la logique facile et peu sévère. Cependant, si tels sont ses écarts, tel n'est pas toujours son rôle. Elle peut sans contredit aider puissamment l'économie politique dans la recherche du problème si difficile, si épineux, de la balance à établir entre les recettes et les dépenses de toute industrie, du maintien des droits de l'ouvrier et du maître, le problème de la liberté du travail concilié avec la continuité et la suffisance du salaire.

Tout le monde est d'accord sur ce point, que l'esprit de conduite et la prévoyance manquent surtout à l'industrie, qu'une discipline reposant sur l'idée du devoir devrait régler les relations des maîtres et des ouvriers, que des habitudes d'ordre devraient régner parmi les derniers, et des habitudes de prévoyance parmi les premiers. Point de spéculations effrénées, point de bénéfices extraordinaires et spoliateurs, point de concurrences ruineuses parmi les grands industriels ; point de prétentions exorbitantes et point de ligues illicites parmi les ouvriers. Éviter les hostilités constantes du maître et de l'ouvrier, du producteur et du consommateur, établir une balance équitable entre les droits proportionnels de tous, tel est donc le problème qu'il faudrait résoudre.

Les corporations d'autrefois, les jurandes, les maîtrises, régularisaient jadis le travail, aujourd'hui complétement anarchique, et résolvaient une portion du problème; mais toutes ces institutions, établies plutôt en faveur du maître que de l'ouvrier, protégeaient seulement le riche contre le pauvre, et mentaient à leur véritable destination. L'ouvrier était à la discrétion du maître, et, associé forcément au travail, il n'était même pas libre de discuter les conditions du marché. Aussi une telle organisation des classes laborieuses a dû s'écrouler lorsque, après mille ans de patience, la France secoua le joug et démolit l'ancien édifice social. Malheureusement sur les ruines on n'a rien élevé, et l'anarchie qui règne parmi les classes laborieuses appelle une solution qu'on ne pourra reculer longtemps sans péril. C'est en vain qu'on attendra que le besoin éclaire la population industrielle, que l'expérience de ses misères lui apprenne ses véritables intérêts et lui donne l'esprit de conduite qui la sauverait; c'est en vain qu'on laissera aux fabricants isolés le soin de rechercher quelles spéculations ils doivent entreprendre, et quelle direction ils doivent donner à leurs entreprises. Les salaires ne seront jamais en rapport avec les besoins de l'ouvrier, car la production, devenue excessive de la part des fabricants, engendrera l'encombrement des marchandises, qui ne s'écouleront plus qu'à des prix désavantageux et pour le fabricant dont les bénéfices s'atténueront indéfiniment, et pour l'ouvrier dont le salaire diminuera dans les mêmes proportions. Il y aura ensuite, il y a déjà, interruption dans le travail, discontinuité dans le salaire, devenu insuffisant. C'est ainsi qu'on arrivera à une crise terrible, éminemment dangereuse, si on ne l'écarte par une prévoyance bien entendue, par une protection suffisante des intérêts de tous. Cette protection ne peut venir que du gouvernement.

Mais ce n'est pas en faisant dans nos habitudes, dans nos relations commerciales, une révolution qui compromettrait à la fois le gouvernement et la classe industrielle, ce n'est pas non plus en construisant un échafaudage plus ou moins solide de lois préventives, de mesures fiscales, de douanes, de prohibitions de toutes sortes, qu'on obtiendra la solution cherchée. Il faudrait, avec les éléments actuels, en profitant de toutes les ressources qui sont entre les mains du pouvoir, il faudrait reconstituer la sagesse, la prévoyance, le génie des fabricants, les aider dans leurs spéculations, les leur rendre faciles et fructueuses, mais aussi les surveiller et les arrêter quand ils se trouvent sur la pente qui mène à la ruine; il faudrait donner aux ouvriers des garanties d'un travail certain et d'un salaire convenable. Il faudrait, en un mot, empêcher la guerre continuelle que font ceux qui ont à ceux qui n'ont pas, que fait le riche fabricant à toute la société pour amasser une richesse plus grande. Si on empêchait la compression du pauvre par le riche, on pourrait éviter par cela seul cette guerre plus rare, mais plus terrible au jour de bataille, la guerre de ceux qui n'ont pas contre ceux qui ont, guerre de vengeance sanglante qui, de coalition et d'émeute, devient souvent révolution.

Où sont donc les moyens de produire de tels résultats sans rien renverser, et sans élever de nouvelles institutions, que l'on redouterait sans doute? Ils sont entre les mains du gouvernement, à qui nous ne demandons qu'un soin plus paternel des intérêts de tous. Que si nous développions en ce moment la solution que nous proposons du problème difficile que nous avons énoncé, on crierait : Utopie ! et la sentence de condamnation serait irrévocable. Mais si nous montrons que, dans une industrie spéciale, cette utopie (accordons le mot), cette utopie est réalisée par le gouvernement, si nous montrons que l'administration des tabacs ne progresse qu'en

vertu des moyens que nous voulons signaler, nous aurons repoussé cette sentence de mort, cette condamnation dont on a souvent flétri de généreux efforts.

II. — VICISSITUDES DE L'IMPOT DU TABAC EN FRANCE.

On sait que le tabac et l'usage qu'on en fait ont été transportés du Nouveau-Monde dans l'ancien par les conquérants de l'Amérique. A peine ont-ils mis le pied sur le Nouveau-Monde, que l'habitude de fumer le tabac, répandue universellement parmi les indigènes, frappe les hardis visiteurs. Lorsque Christophe Colomb aborda l'île qu'il nomma San Salvador, il chargea deux hommes de son équipage d'explorer le pays. « Ceux-ci trouvèrent en chemin, dit-il dans son journal (1), un grand nombre de naturels, tant hommes que femmes, qui tenaient en main un tison composé d'herbes dont ils aspiraient le parfum, selon leur coutume. » L'évêque Barthélemy de Las-Cases nous apprend, dans son *Histoire générale des Indes*, que le tison signalé par Colomb « est une espèce de mousqueton bourré d'une feuille sèche que les Indiens allument par un bout, tandis qu'ils hument par l'autre extrémité, en aspirant entièrement la fumée avec leur haleine. » Il nous dit que ces Indiens appellent ces mousquetons des *tabacos*, et c'est encore le nom que les habitants de la Havane donnent aux cigares.

Ce ne fut qu'en 1518 que Cortès envoya des graines de cette plante à Charles-Quint. Quarante ans après, le président Nicot, ambassadeur de France en Portugal vers 1560, ayant cultivé du tabac dans son jardin, et lui ayant reconnu de nombreuses propriétés, en présenta à la reine Catherine de Médicis. Catherine de Médicis en devint enthousiaste, le mit en vogue, et la mode s'en empara avec fureur. On supposait cette plante douée de toutes sortes de propriétés. Elle guérissait de tous les maux, de la migraine, des fluxions, de toutes les plaies, des morsures de chiens enragés, de la goutte, et que sais-je encore? On disait que les cannibales s'en servaient contre le poison dont étaient frottées leurs flèches, et que, s'en allant à la guerre, ils portaient dans un pied de cerf du poison, dans un autre du jus de l'herbe verte du tabac ou des feuilles sèches. Dès qu'ils en avaient appliqué sur une plaie, quelque grave que fût la blessure, ils étaient hors de danger. Aussi toutes sortes de noms lui sont donnés par la reconnaissance populaire : c'est l'herbe à l'ambassadeur, ou nicotiane, l'herbe à la reine, l'herbe médicée, l'herbe sainte à cause de ses grandes vertus, l'herbe de Sainte-Croix, l'herbe de Tournadon, parce que le cardinal Sainte-Croix et le nonce Tournadon en avaient fortement recommandé l'usage. Mais de tous les noms qui furent donnés à cette plante, soit en Europe, soit en Amérique, dont chaque contrée l'appela d'un nom particulier, comme *pycielt*, *petun*, *yalt*, *yoli*, *perebunnuc*, etc., il ne lui est resté que le nom de *tabaco* ou tabac, que portait l'île de Tabasco, où Cortès livra sa première bataille contre les Indiens, et où il trouva cette plante employée à une foule d'usages domestiques. On prétend même que c'est de cette île qu'elle provenait originairement, avant de s'être répandue dans les autres contrées d'Amérique. Les naturalistes seuls lui ont conservé le nom reconnaissant de *nicotiane*.

(1) « Hallaron los dos christianos por el camino mucha gente que atravesaba a sus pueblos, mugeres y hombres con un tizon en la mano, yerbas para tomar sus sahumerios que acostumbraban. »

Le tabac appartient à la famille des solanées, qui renferme tant de plantes vénéneuses. On compte un grand nombre d'espèces différentes de nicotianes, qui se distinguent les unes des autres par la forme et la grandeur de leurs feuilles, mais qui jouissent toutes des mêmes propriétés. La plante est annuelle et se compose d'une tige rameuse et cylindrique, haute de plus d'un mètre, ornée de feuilles très-grandes, et présentant aux extrémités des rameaux de grandes fleurs roses, vertes ou bleuâtres, selon les espèces. Le fruit est une capsule ovoïde, pointue, renfermant un très-grand nombre de graines très-petites, irrégulièrement arrondies.

Toutes les parties de la plante et surtout les feuilles présentent une odeur qui est loin d'être agréable, et qui ne le devient, pour les personnes accoutumées à l'usage du tabac, qu'après la fermentation que subissent les feuilles dans la fabrication. Cette odeur irritante a sans doute indiqué l'emploi de la plante qui fut d'abord essayée comme remède universel contre tous les maux. Aujourd'hui il n'y a guère que la médecine vétérinaire qui s'en serve pour en composer une pommade contre les insectes qui attaquent la peau des animaux, ou pour en faire quelques lavements irritants. Les maquignons de certaines parties de la France en administrent quelques grammes en suspension dans l'alcool aux chevaux vicieux dont ils veulent se défaire, et les plongent ainsi dans un état de somnolence qui masque momentanément leurs défauts. Cette plante renferme, en effet, plusieurs principes très-actifs que la chimie a essayé de séparer. Malgré de nombreux travaux que des chimistes de toutes les nations ont entrepris, ces principes sont loin d'être tous connus; le plus remarquable est la nicotine, que signala d'abord Vauquelin, mais dont la composition n'a été trouvée que depuis peu de temps. C'est un poison puissant qui tue avec une rapidité effrayante lorsqu'il est administré à très-petite dose, mais très-concentré, à un animal à jeun. Comme il n'entre qu'en très-petite proportion dans le tabac, l'effet de ce poison est considérablement atténué dans les usages ordinaires de la plante; il n'agit plus que comme un narcotique peu redoutable, lorsque par l'habitude on s'est prémuni contre son influence. Quant aux autres principes, ils ne sont guère connus que de nom, mais l'importance de la plante doit faire présumer qu'on ne restera pas longtemps dans la même ignorance, et que l'analyse chimique expliquera tous les effets toxiques et thérapeutiques du tabac.

Il paraît étrange, au premier abord, que l'on soit si peu fixé sur les modifications que le tabac introduit dans les fonctions animales; mais quand on réfléchit que les résultats de son action dépendent des dispositions constitutionnelles et des conditions hygiéniques des personnes qui en font usage, et des diverses doses auxquelles on l'emploie, on ne s'étonne plus des variations innombrables que présentent les faits observés souvent sans beaucoup de soin, et des difficultés qu'on rencontre à les coordonner. Quand on administre le tabac comme médicament, il engourdit par sa vertu narcotique les fonctions vitales; comme poison, il anéantit ces fonctions après les avoir violemment excitées. Nous ne dirons pas toutes les guérisons extraordinaires qui lui ont été attribuées, ni tous les accidents qu'il a pu causer. Tantôt c'est le tétanos, tantôt la paralysie, et bien d'autres maux horribles qu'il guérit merveilleusement; dans un rapport récent du directeur de l'administration des tabacs, on lui attribue la guérison de quelques cas de phthisie. Longtemps on s'est servi de lavements de fumée de tabac dans le cas d'asphyxie par immersion, pour rappeler à la vie des noyés dont les intestins avaient perdu presque toute leur impressionnabilité; celle-ci se réveillait sous l'influence d'une irritation dangereuse

dans la plénitude de la vie, mais utile dans l'état d'engourdissement qui précède la mort. On prétend que l'usage de la fumée de tabac peut préserver de la peste, mais tant de fumeurs ont succombé à ce fléau, qu'il est bien permis de douter de l'efficacité du remède; cependant on s'en sert dans toutes les salles de dissection comme principe préservateur, excuse que les jeunes gens sont heureux de faire valoir afin de satisfaire librement un goût qui pour eux est devenu un besoin.

Quant aux cas d'empoisonnement par le tabac, ils ne sont pas moins considérables que ceux de guérison; ils ont seulement le malheureux avantage d'être bien prouvés, tandis que les derniers sont si peu démontrés, qu'on a renoncé à se servir du tabac comme médicament. Santeuil mourut, comme on sait, pour avoir bu un verre de vin dans lequel on avait mis du tabac d'Espagne. En 1839, une jeune femme mourut, après une horrible agonie. pour avoir pris un lavement de tabac; en 1832, un homme fut, pour la même cause, saisi des douleurs les plus violentes, et, sans des secours bien dirigés, il eût sans doute été victime de son imprudence. Appliqué extérieurement, le tabac est d'un usage moins dangereux, quoiqu'on rapporte plusieurs cas d'affections cutanées où son emploi comme liniment causa la mort. Quant aux accidents attribués à l'action d'une atmosphère chargée des émanations de tabac, et que rapportent Ramazini, Fourcroy, Cadet Gassicourt et d'autres savants, il est probable qu'ils sont supposés, car les ouvriers des manufactures de tabac ne contractent aucune maladie particulière à leur travail, et, s'il faut en croire quelques rapports de médecins attachés aux manufactures royales, ils paraissent même se trouver très-bien de l'influence de ces émanations.

Il faut conclure de là que l'emploi médical du tabac n'est dangereux que dans des mains inhabiles, que les accidents déplorables qu'il a causés proviennent uniquement de l'ignorance de ses propriétés, et il est certain qu'appliqué convenablement il pourrait rendre des services efficaces. Mais comme c'est une substance qui se trouve entre les mains de tout le monde, et qu'elle peut devenir très-dangereuse, il faut en limiter considérablement les applications médicales, que les malades pourraient trop facilement exagérer.

Cherchons maintenant à apprécier l'influence physiologique et morale que le tabac exerce dans les usages ordinaires. On sait qu'on prend du tabac en fumée par la bouche, en poudre par le nez, en feuilles par la bouche. C'est sans doute comme moyen d'assainissement, et pour éloigner les insectes innombrables qui affligent les pays peu habités, que les sauvages du Nouveau-Monde imaginèrent de bourrer des feuilles sèches de tabac dans des roseaux et d'en aspirer ensuite la fumée pour la répandre autour d'eux. C'est du moins une explication très-plausible d'un tel usage. puisque les Lapons, par exemple, brûlent autour de leurs cases des espèces d'agarics dont la fumée écarte les insectes. Après la pipe de roseau est venue la pipe d'argile, à laquelle ont succédé toutes les pipes que les progrès de l'industrie et du luxe ont imaginées, et dont la confection occupe en France plus de six mille ouvriers.

Si l'on explique facilement l'usage de la pipe parmi les sauvages de l'Amérique, il n'en est pas de même en Europe, car l'habitude de fumer ne s'acquiert généralement qu'au prix d'un noviciat peu encourageant. La première fois qu'on fume, on est saisi de symptômes d'empoisonnement, vertiges, maux de tête, envies de vomir, vomissements, anéantissement complet de la sensibilité. Ces symptômes disparaissent peu à peu, lorsqu'on a le courage de recommencer à fumer, pour n'avoir pas la honte de céder à une difficulté, et pour obéir à la mode. On sait que Napo-

léon tenta une fois de fumer dans une pipe dont lui avait fait présent l'ambassadeur persan ou turc, et que, bientôt rebuté, il ne trouva l'habitude de fumer que propre à désennuyer les fainéants. Dans tous les cas, une fois qu'on a vaincu la première répugnance (et l'invention des cigarettes est destinée à rendre cette victoire si facile, que les femmes se hasardent à fumer), l'habitude prend une force telle qu'on voit rarement un fumeur y renoncer. Elle procure une extase des sens, un enivrement auquel on se livre avec plaisir, et qui fait passer le temps dans l'oubli des ennuis qui assiégent tout homme, souvent dans l'oubli du devoir. Nous ne croyons pas aux empoisonnements immédiats par la fumée du tabac, et nous n'avons pas assez d'observations connues pour savoir si la santé des fumeurs est altérée par cet usage, et si la vie moyenne en est diminuée. Néanmoins le tabac est bien réellement un poison; il ne peut produire que du mal, mal auquel résistent les constitutions robustes des hommes mûrs, mais qui doit avoir une action réelle sur l'enfance. Une organisation faible qui n'a pas encore assez de vigueur pour lutter contre l'influence détériorante d'une substance délétère ne saurait se développer convenablement, et prendre la force dont elle a encore besoin en s'usant au contact d'un poison. D'autre part, cet usage, n'étant pas naturel, détourne les besoins de leur voie directe, et, comme un besoin satisfait en appelle un autre, l'habitude de la pipe chez les enfants peut engendrer en eux une habitude plus malfaisante, lorsqu'ils seront devenus hommes. Déjà, pour les fumeurs déterminés, il n'est pas de tabac assez fort; qui sait donc si l'usage de l'opium ne viendra pas succéder à celui du tabac? L'exemple des Orientaux ne sera-t-il pas un jour aussi contagieux que l'a été celui des Américains? Puisqu'à l'ivresse procurée par les liqueurs fortes, on a joint l'ivresse que donne la fumée de tabac, pourquoi en si bon chemin ne cherchera-t-on pas à se plonger dans l'ivresse de l'opium? Dans tous les cas, si l'usage de la fumée de tabac, absorbée par la pipe ou par le cigare, ne nuit pas immédiatement et toujours à la santé du corps, il nuit certainement à celle de l'intelligence, dont il endort les forces. Les peuples de l'Orient, autrefois si puissants, aujourd'hui mortellement engourdis, doivent peut-être une partie de leur dégradation à ce vice, que l'on met tant en honneur parmi nous. Le tabac facilite le penchant qu'ont tous les hommes à ne rien faire, en détruisant l'idée du remords, que l'inaction complète ne manque jamais de faire naître. Il dissout les réunions de la famille, d'où les hommes s'échappent pour aller fumer. Voyez les tavernes où l'Allemand, le Flamand, l'Anglais, le Hollandais, vivent sans causer, sans penser, heureux d'être plongés dans une fumée épaisse, qui semble, avec la bière, leur procurer plus de jouissances que ne feraient les épanchements du coin du feu.

L'usage du tabac en poudre ne remonte pas moins haut que celui du tabac à fumer. On prise soit pour le seul plaisir d'aspirer une matière odorante, soit aussi pour se procurer une excitation directe et souvent renouvelée. C'est un plaisir facile à se procurer, qui ne demande aucune préparation, qui n'exige aucune perte de temps, et qui ne peut d'ailleurs causer sur l'économie animale une action aussi détériorante que ferait la fumée de tabac. Cet usage, autrefois tout à fait général, pour ainsi dire aristocratique, car les cadeaux de tabatières étaient des présents royaux, ne s'étend guère aujourd'hui comparativement à celui du tabac à fumer. Il semble qu'il ait atteint sa limite.

Si les personnes qui font usage du tabac à mâcher mâchaient réellement le tabac, et avalaient la dissolution résultante, ce serait de tous les usages du tabac le plus pernicieux; mais la chique ne fait que séjourner entre les parois internes des

joues et la face externe des dents inférieures, et elle n'a d'action que par l'effet de son séjour dans la bouche, ou par une succion très-faible. C'est une habitude réservée aux marins, parce que l'usage de la pipe leur offre trop de difficultés en pleine mer, et que d'ailleurs on ne peut, avec une pipe, paraître sur le gaillard d'arrière, ou pénétrer dans l'intérieur du vaisseau. Elle est prise aussi par les hommes du peuple, parce qu'elle est moins chère que celle de la pipe. Du reste, elle n'est pas moins persistante que les deux autres habitudes, et on ne renonce à aucun des usages du tabac une fois qu'on s'y est adonné avec quelque passion.

La plupart des gouvernements européens ne tardèrent pas à mettre un impôt sur ce nouveau genre de consommation, dont le succès promit. dès son apparition, un revenu considérable; mais le gouvernement français comprit le premier quel parti le trésor pouvait en tirer. C'est Richelieu qui, en 1621, fait tarifer à 40 sous le cent pesant la consommation du tabac. La levée de cet impôt resta placée dans les attributions de la ferme-générale jusqu'en 1697. A cette époque, la ferme du tabac fut distraite de la ferme-générale et louée à un particulier moyennant 150,000 livres, et une somme annuelle de 100,000 livres qui devait être payée à la ferme-générale pour abonnement des droits d'entrée, de sortie et de circulation. Le prix du bail s'éleva jusqu'à 4 millions en 1718 ; le bail fut repris alors par la ferme-générale, qui paya pour cette exploitation particulière un loyer toujours croissant, et qui fut porté à 32 millions en 1790. A cette époque, le prix du tabac était à peu près le même qu'aujourd'hui, c'est-à-dire que la ferme le vendait 3 livres 6 sous, et le débitant 4 livres tournois la livre. La quantité totale de tabac vendu s'élevait à sept millions de kilogrammes, et la ferme faisait un bénéfice réel d'environ 6 millions de francs.

Sous le régime de la ferme. la culture était prohibée; sept manufactures, situées à Paris, Dieppe, Morlaix, Tonneins, Cette, le Havre, Toulouse et Valenciennes, fournissaient à tous les besoins de la France. Trois provinces cependant, la Franche-Comté, la Flandre et l'Alsace, avaient le privilége de la liberté de la culture, de la fabrication et de la vente; mais elles supportaient des impôts très-lourds, dont le recouvrement se faisait au moyen des formalités les plus gênantes. Du reste, c'était aussi par des lois d'une rigueur extrême que la ferme défendait ses droits dans toute la France; on ne se contentait pas de punir la fraude par l'amende et les galères; des tribunaux spéciaux appliquaient même la mort aux coupables du crime odieux d'avoir soustrait à l'impôt quelques livres de tabac.

On pense bien que l'assemblée nationale ne laissa pas debout un régime aussi contraire aux idées libérales. Malgré l'opposition de l'abbé Maury, de Cazalès, de Barnave, de Mirabeau, elle décréta, le 24 février 1791, « qu'il serait libre à toute personne de cultiver, fabriquer et débiter du tabac dans le royaume; que l'importation du tabac étranger fabriqué continuerait à être prohibée, et que le tabac étranger en feuilles pourrait être importé moyennant une taxe de 25 livres par quintal, réduite aux 3/4 pour les navires français qui importeraient directement du tabac d'Amérique. »

C'était donc un simple droit de douane que l'on substituait au régime antérieur; aussi le revenu que le trésor retirait du tabac se réduisit presque à rien. C'est en vain que l'on diminua d'abord les droits d'entrée (décret du 5 septembre 1792) pour les rétablir ensuite en l'an v; c'est en vain que l'on décréta en l'an VI que les droits sur les tabacs venant de l'étranger seraient augmentés de manière à donner un produit de 10 millions: ce n'était pas assez de décréter un revenu en principe;

il fallait déterminer les moyens par lesquels on parviendrait à le percevoir, et d'ailleurs les besoins de l'état, toujours croissants, sollicitaient une prompte réforme dans l'administration chargée de la levée des impôts. Le 22 brumaire an VII, on décréta un droit d'entrée de 30 francs par quintal sur les feuilles étrangères importées par les navires étrangers, et de 20 fr. sur les tabacs importés par les navires français. On assujettissait en outre à une taxe de 4 décimes par kilogramme le tabac fabriqué en poudre et en carotte, et à une taxe de 24 centimes le tabac à fumer et en rôle. La culture du tabac restait complétement libre. On prenait de nombreuses précautions pour assurer le recouvrement de l'impôt ; mais, afin d'éviter les *formes vexatoires et contraires aux droits des citoyens*, on chargeait les administrations municipales de la surveillance de la fabrication et de la vente. Cette surveillance était trop indulgente, car le revenu du trésor augmentait à peine; aussi la loi du 10 floréal an X transféra cette surveillance à la régie de l'enregistrement, en même temps qu'elle augmentait les droits de fabrication, les amendes, et les précautions nécessaires pour assurer la perception. L'impôt restait encore au-dessous de 5 millions; aussi, le 5 vendémiaire an XII, intervient une loi qui décrète des licences, et pour les fabricants et pour les débitants; le droit d'entrée s'élève successivement. pour les tabacs importés par les navires étrangers, de 100 fr., où il était en l'an XII, à 200 fr. en 1806, à 440 en 1810, et, pour les tabacs importés par les navires français, de 80 fr. à 180 et 396. Il est de plus créé un droit de vente pour le fabricant, et des vignettes dont le prix est fixé à 1 centime. La culture est grevée à son tour; les planteurs sont assujettis à des déclarations de culture, à des acquits à caution, à des visites perpétuelles des employés de la régie de l'enregistrement. A la faveur de toutes ces mesures, l'impôt s'accrut, mais en l'an XII il atteignit à peine 9 millions, en l'an XIII 12 millions, en l'an XIV 16 millions, et les années suivantes il resta au-dessous de cette limite extrême. Il faut donc, pour tirer parti de ce genre de consommation, pour rendre au trésor ces 30 millions et plus qu'il rapportait autrefois, en finir avec les demi-mesures, et avoir recours à un remède énergique. L'empereur, peu habitué aux moyens-termes, ne recule devant aucune des conséquences du régime qu'il va établir. Il s'exprime ainsi dans le préliminaire du décret du 29 décembre 1810 : « Les tabacs, qui, de toutes les matières, sont la plus susceptible d'imposition, n'avaient pas échappé à nos regards. L'expérience nous a démontré tous les inconvénients des mesures qui ont été prises jusqu'à ce jour. Les fabricants étant peu nombreux, il était à prévoir que l'on serait obligé d'en réduire encore le nombre. Le prix du tabac fabriqué était aussi élevé qu'à l'époque de la ferme-générale. La plus faible partie des produits entrait au trésor, le reste se partageait entre les fabricants. A tant d'abus se joignait celui que les agriculteurs étaient à leur merci.

» Après de mûres réflexions, nous avons jugé que toutes les considérations, même les intérêts de l'agriculture, veulent que la fabrication du tabac ait lieu par une régie au profit du trésor; que la culture sera suffisamment garantie et protégée lorsque nous imposerons à la régie l'obligation de ne fabriquer les tabacs qu'avec les produits de la culture du sol français ; que, la consommation restant ainsi la même, l'agriculture ne pourra recevoir aucun dommage de l'établissement de la régie, et qu'enfin, sans augmenter les charges de nos peuples, nous acquerrons une branche de revenus qu'on évalue à près de 80 millions, ce qui nous permettra d'apporter une diminution de pareille somme au tarif des contributions personnelle et foncière. »

Ainsi, en suivant une marche timide, par des conquêtes successives sur les franchises accordées par l'assemblée nationale, l'impôt des tabacs arrive enfin au régime actuellement en vigueur. Ce régime n'est accepté par la restauration que comme mesure provisoire, et, en 1819, les chambres, saisies pour la première fois des questions qu'il soulève, le prorogent jusqu'au 1er janvier 1826. Par des prorogations successives, après des discussions très-approfondies, après une enquête faite par la chambre des députés, l'existence de ce régime, maintenu d'abord jusqu'en 1829, puis jusqu'en 1837 et 1842, est enfin assurée jusqu'en 1852. Il n'a subi, depuis son établissement, que des changements peu sérieux, car il a atteint le but qu'on se proposait; il donne un revenu de plus en plus considérable, et il va tantôt produire ces 80 millions annoncés par Napoléon. C'est ce régime que nous nous proposons d'exposer, en le prenant pour exemple d'une industrie où les mécomptes sont sagement évités, où les produits sont sûrement calculés d'après la consommation probable, où le gain de l'ouvrier n'est point successivement diminué pour augmenter outre mesure les bénéfices du capitaliste, où l'on ménage les intérêts de tous pour faire les plus gros bénéfices sans mécontenter personne : organisation de travail que nous voudrions voir imiter pour les industries privées. Ce régime a pour base la restriction de la culture, qui n'est permise qu'à certains départements moyennant des licences, et sous la surveillance incessante des employés de l'administration ; le monopole de la fabrication, exclusivement réservé à l'administration, et celui de la vente, cédé à des débitants commissionnés. En l'exposant, nous serons forcément conduit à examiner s'il tient bien compte des intérêts respectifs des citoyens et de l'état, s'il est le seul qui garantisse au trésor le revenu actuel, ou même un revenu plus considérable. Nous ne pourrons discuter toutes les questions qui se présenteront successivement que si nous avons auparavant examiné les systèmes suivis par les diverses nations étrangères.

III. — LÉGISLATION ÉTRANGÈRE RELATIVE AU TABAC.

On connaît la législation relative au tabac dans vingt-neuf états différents, dont deux en Amérique et vingt-sept en Europe.

Dans les deux états d'Amérique et treize états d'Europe, l'industrie du tabac est laissée à la libre concurrence, et ne diffère en rien des autres industries. Dans trois autres états, tout en restant facultative, elle est considérablement gênée par des lois particulières. Cinq états ont mis cette industrie en ferme, et six états en ont fait un monopole qui est exploité par le gouvernement lui-même.

Les deux pays d'Amérique dont nous avons à nous occuper sont les États-Unis et les Antilles. Dans les États-Unis, l'industrie du tabac consiste surtout dans la vente et l'exportation des tabacs en feuilles qui approvisionnent tous les marchés de l'Europe. La fabrication ne porte guère que sur les tabacs destinés à la consommation intérieure; cette fabrication et la vente ne sont soumises à aucune espèce de contrôle. Il n'en est pas de même des tabacs destinés à être exportés, car il est dans l'intérêt des divers états de donner le plus de garanties possible aux armateurs des diverses nations, et de faciliter la vente du tabac, qui fait une des principales richesses du pays. Aussi les feuilles sont-elles soumises, dans les magasins publics, à une inspection faite par des officiers jurés, payés presque tou-

jours par les états. Ces officiers dépouillent les *boucauts,* et les rompent de manière à en constater la qualité. Cette constatation n'est pas faite très-sévèrement dans la Virginie; mais, dans le Maryland, il n'en est pas de même, les tabacs sont réellement classés, et les types qui sont détachés des boucauts servent à conclure les marchés. Les tabacs reconnus non marchands par les inspecteurs sont consommés dans le pays ou expédiés en Hollande et aux villes anséatiques. L'exportation n'est d'ailleurs soumise à aucun droit.

Le nombre d'hectares cultivés chaque année en tabac s'élève environ à 60,000, ainsi répartis :

Virginie.	26,000
Maryland.	14,000
États de l'Ouest (principalement Kentucky).	20,000

La récolte s'élève à 65 millions de kilog., sur lesquels il est consommé 13 millions à l'intérieur des états, et exporté 52 millions au prix moyen de 61 fr. les 100 kilog., ce qui fait monter environ à 32 millions de francs la valeur totale de l'exportation annuelle. Les tabacs exportés se répartissent ainsi :

TABACS.

	VIRGINIE.	MARYLAND.	ÉTATS DE L'OUEST.	TOTAUX.
	kil.	kil.	kil.	kil.
ANGLETERRE. . . .	13,600,000	226,667	2,992,000	16,818,667
FRANCE.	3,400,000	226,667	272,000	3.898,667
HOLLANDE. . . .	2,720,000	7,253,333	1,904,000	11,877.333
BRÊME	2,720,000	7,480,000	1,904,000	11,704,000
ITALIE et ESPAGNE. .	1,360,000	»	2,720,000	4,080,000
PAYS DIVERS. . . .	3,400,000	»	»	3,400,000
TOTAUX. . .	27,200,000	15,186,667	9,792,000	52,178,667

Nous n'avons parlé que des tabacs exportés en feuilles. Les principales exportations de tabacs fabriqués consistent en tabacs à mâcher, dont il existe dans toute l'Amérique, et surtout dans la Virginie, renommée pour ce produit, de nombreuses fabriques. Il est d'ailleurs impossible de connaître la quantité de ces tabacs exportés, non plus que celle des cigares faits ou en tabacs indigènes ou en tabacs importés de la Havane et de Cuba.

Dans les Antilles, il règne la plus entière liberté tant pour la culture que la fabrication et la vente du tabac. Seulement l'exportation, complétement facultative, est soumise à un droit de sortie de 6 fr. 50 cent. les 46 kilog. ou le millier de cigares. Il serait à désirer qu'un contrôle fût exercé sur la fabrication de ces îles, surtout sur la fabrication des cigares, qui est concentrée entre les mains de gens dont la mauvaise foi est devenue proverbiale ; on conçoit qu'il doit en résulter pour le commerce de très-graves abus.

Le nombre de fabriques de cigares qui s'élèvent tant à la Havane que dans le reste de l'île de Cuba n'est pas connu, mais ces fabriques produisent un nombre immense de cigares. C'est de cette île et surtout de la Havane que provient la plus grande partie des cigares consommés dans le monde entier.

La Havane récolte annuellement environ 3 millions de kilog. de tabac en feuilles; elle en exporte le douzième, c'est-à-dire 250 mille. Elle exporte en outre au moins 200 millions de cigares, ainsi répartis :

États-Unis	100 millions.
Angleterre.	50
Espagne.	20
France.	10
Villes anséatiques et autres contrées d'Europe. .	20

La récolte annuelle du reste de l'île s'élève à 1,840,000 kilog. de tabacs en feuilles; elle exporte environ les 4/5 de ce produit, et en outre un nombre considérable de cigares, qui sont moins estimés que ceux de la Havane.

Porto-Ricco et la terre ferme exportent aussi une assez grande quantité de tabac; mais les planteurs y sont encore de plus mauvaise foi qu'à Cuba. Ils refusent toujours de faire droit aux nombreuses réclamations que suscitent le plus souvent leurs envois, et on ne peut mettre trop de circonspection dans les marchés que l'on conclut avec eux. C'est de la terre ferme que proviennent les tabacs de Varinas, dont on fait pour la pipe un grand usage en Hollande et en Allemagne.

Ainsi, en Amérique, le tabac est une source non pas de revenu pour les gouvernements, mais de richesse pour l'agriculture et l'industrie particulière. On y cultive le tabac non pas seulement pour la consommation intérieure, mais principalement pour l'exporter dans le monde entier. On ne cherche pas à grever d'un impôt une plante qui est un des plus beaux produits du pays et une des principales branches de son commerce. L'Europe, malgré la transplantation générale du tabac qui y a été faite, ne saurait s'affranchir complétement du tribut qu'elle doit payer à l'Amérique pour ses tabacs, dont la supériorité est incontestable. On conçoit donc que les états d'Europe n'ont pas le même intérêt que ceux d'Amérique à protéger ce genre de consommation, et on comprend qu'ils l'aient frappé d'un impôt particulier. Cependant il y a treize états d'Europe où l'industrie du tabac est laissée à la libre concurrence : ce sont le Danemark, la Suède, la Norwége, la Russie, la Hollande, la Belgique, le duché de Bade, le Wurtemberg, le grand-duché de Hesse, le grand-duché de Nassau, la Saxe, la Suisse (moins le Valais), et la Hongrie. La culture, la fabrication et la vente des tabacs n'y sont soumises à aucun contrôle ni à aucune restrictions spéciales. L'industrie du tabac y jouit des mêmes libertés et est soumise aux mêmes règlements que toutes les autres industries. Il en résulte que l'impôt ne consiste, pour ces états, que dans le chiffre total du droit d'importation et du droit de patente de profession commun à toutes les industries, et pour quelques-uns dans le droit de sortie ou d'exportation.

Dans le Danemark, la Suède et la Norwége, la culture du tabac est absolument libre, mais insignifiante à cause de la basse température de ces froids climats. Il est difficile de dire au juste quelle est la consommation individuelle dans ces états; on présume qu'elle est dans le Danemark de 1k,030, et en Norwége de 0k,530.

La Russie consomme principalement du tabac à fumer; elle récolte environ 10 millions et reçoit de l'étranger 2 millions de kilogrammes de tabac, quantités entièrement consommées dans l'intérieur de l'empire. Du reste, ces renseignements, qui remontent déjà à quelques années, ont sans doute cessé d'être vrais, car l'usage du tabac en Russie prend un très-grand accroissement.

La consommation individuelle est de 0k,680 dans le duché de Bade, de 0k,706 dans le royaume de Wurtemberg, de 1k,260 dans le duché de Nassau, de 1k,310 en Hollande, et de 2 kil. en Belgique. C'est dans ce dernier état que la consommation atteint son maximum. La Hollande récolte environ 2 millions 500,000 kilogrammes, dont elle exporte plus de 2 millions. Elle reçoit de l'Amérique 13 millions 500.000 kilog., sur lesquels elle réexporte environ 11 millions 500,000 kilog.; elle consomme donc environ 2 millions 500,000 kilogrammes. Il y existe 24 fabriques principales, qui produisent environ 3 millions de kilog., et emploient 10,000 ouvriers. Il y existe en outre un nombre infini de petits fabricants qui débitent en même temps qu'ils fabriquent. Les tabacs y sont soumis à des droits d'importation, d'exportation et de transit.

La Belgique ne récolte guère annuellement que 500,000 kilog. de tabac, elle en reçoit environ 7 millions par importation. On y compte 400 fabriques de tabac principales, mais on ne connaît pas le grand nombre de petites fabriques qui produisent surtout pour exporter leurs tabacs en France en les livrant aux contrebandiers. Les tabacs y sont soumis, comme en Hollande, à des droits d'importation. d'exportation et de transit; mais les fabricants soustraient à l'impôt une grande partie de leurs marchandises.

Jusqu'à présent, nous ne voyons réellement pas d'impôt assis sur la consommation du tabac; mais en Prusse, dans la Hesse électorale et en Angleterre, l'industrie qui s'occupe de cette marchandise, quoiqu'en restant livrée à la libre concurrence de tous les fabricants, commence à être soumise à des impôts particuliers, et partant à des lois particulières destinées à assurer la levée de ces impôts.

En Prusse et dans la Hesse électorale, aux droits d'importation et de patente de profession se joint un droit de culture par hectare assez élevé. La Hesse électorale récolte environ 480,000 kilogrammes de tabac, qui sont produits par 370 hectares appartenant à près de 3,000 planteurs, payant en moyenne 60 francs d'impôt par hectare. On y importe environ 500,000 kilog. Une partie des tabacs est réexportée dans les états de la confédération germanique, et il est payé une prime de réexportation qui consiste dans la restitution d'une partie des droits d'entrée qu'acquittent les tabacs exotiques.

L'impôt sur le tabac a subi en Prusse d'assez nombreuses vicissitudes. En 1766, Frédéric-le-Grand institua une régie des tabacs; cette régie fut abolie en 1787, mais on n'accorda d'abord le privilége de la culture du tabac qu'à un nombre restreint de planteurs. En 1798, cette culture fut déclarée entièrement libre. Tout en la laissant facultative, on la soumit en 1819 à un droit réglé d'après la quantité de tabac récoltée. Sous ce système, l'impôt sur la culture du tabac rapportait par an 1,875,000 fr. Depuis 1828, le droit de culture est réglé d'après la classe et la quantité de la terre mise en culture, au lieu de porter sur la quantité de tabac récoltée, parce que la perception des droits est beaucoup plus facile, et qu'on ne peut se soustraire à l'impôt comme cela se faisait en cachant une partie de la récolte. Le droit est en moyenne de 66 francs par hectare, le nombre d'hectares plantés en tabac est de 10,100, le nombre de kilog. récoltés de 12 millions 520.000, et les droits de culture montent à 600,000 fr. Le nombre de kilogrammes importés est de 5 millions 400,000. La consommation totale est de 17 millions 320,000 kilogrammes, ce qui fait par tête 1k,310. L'impôt produit en tout une somme brute de 2 millions 950,000 fr., somme bien inférieure à celle qu'il produisait sous Frédéric-le-Grand, malgré l'accroissement considérable de la Prusse

en territoire et en population; il donnait alors 6 millions 750,000 fr. On n'a pas de renseignements sur le nombre de fabriques, qui va toujours en croissant, car la consommation du tabac en Prusse augmente considérablement, et doit être maintenant supérieure à celle que nous venons de donner, qui remonte à 1835.

Quant à l'Angleterre, tout en laissant à l'industrie privée la libre concurrence de la fabrication et de la vente du tabac, elle retire de l'impôt assis sur cette matière un énorme revenu. La culture du tabac y est absolument interdite ; mais, outre un droit d'importation très-élevé, il y a des droits de licence, de fabrication et de débit, qui font monter le revenu total à 80 millions de francs. On pense bien qu'avant d'arriver à ce système, la législation anglaise relative aux tabacs a dû subir de nombreux changements. C'est Jacques Ier qui frappa d'abord le commerce du tabac de quelques droits de douane, pensant trouver ainsi une source importante de revenus publics. Charles Ier établit le monopole par l'état; mais les guerres civiles qui survinrent bientôt sous son règne abolirent ce régime et le remplacèrent par des droits sur l'importation, la fabrication et le débit. Ce système donna naturellement lieu à un accroissement considérable dans la culture des tabacs indigènes, qui avait été introduite dans les Iles Britanniques sous Jacques Ier, et qui n'avait pas encore pris une importance suffisante pour attirer l'attention du gouvernement. Mais, à l'abri d'un impôt considérable établi sur les tabacs exotiques, la culture du tabac devient lucrative et menace les intérêts du trésor. Pour les garantir, le gouvernement républicain a recours immédiatement à une mesure énergique, et, par un décret de 1652, il prohibe la culture d'une manière absolue. Cette mesure fut confirmée par Charles II, lors de la restauration. Cependant l'Écosse échappa à cette prohibition par une interprétation subtile, mais pourtant fondée, de son union à l'Angleterre, et George III dut, par un statut de 1785, la rendre commune à cette partie du royaume britannique. Restait encore l'Irlande, qui, jusqu'en 1830, eut le droit de planter du tabac et de l'exporter ensuite dans la Grande-Bretagne aux mêmes conditions que le tabac des colonies, grevé de droits moins considérables que ceux qui pesaient sur les tabacs étrangers. Vers 1824, la culture de l'Irlande, qui d'abord était peu considérable malgré le tarif protecteur, prit un grand accroissement, et il en résulta pour le fisc un préjudice qui attira l'attention du gouvernement. Après une enquête du parlement, l'Irlande rentra en 1830 sous la loi commune du royaume-uni.

La quantité totale de tabac consommée en Angleterre est annuellement, d'après une moyenne officielle de quatorze ans, de 10 millions 506,160 kil., ce qui fait par tête 0k,435. Cette quantité est presque tout entière fabriquée dans l'intérieur du pays, qui compte 741 fabriques employant ensemble 20,000 ouvriers environ. Le nombre des débitants est de 156,850.

Les droits d'importation sont les plus considérables; ils sont de 7 fr. 66 c. par kilog. pour les tabacs en feuilles provenant des possessions britanniques, et de 8 fr. 12 cent. pour toutes les autres espèces de feuilles. Ils produisent net 78 millions 474,085 fr.; ils s'appliquent à 8 millions 478,985 kilog. de feuilles qui produisent, par l'augmentation de poids de 25 pour 100 à laquelle donne lieu la fabrication, la quantité totale de tabac consommée annuellement. Ces tabacs proviennent en très-grande partie des États-Unis.

Les droits de licence pour la fabrication annuelle varient, suivant l'importance de la manufacture, de 126 à 756 fr., et produisent net 156,318 fr. Les licences de débit sont de 6 fr. 14 cent. par an, et produisent net 1 million 67,134 fr. Le

revenu net monte donc à la somme de 79 millions 697.537 fr., c'est-à-dire à 80 millions environ.

Outre la quantité de tabac importée en Angleterre pour la consommation intérieure, il y a encore 6 millions 328.243 kilog. qui viennent séjourner dans les entrepôts anglais, dont les principaux sont à Londres et à Liverpool. Ils sont de là expédiés soit en Europe, soit dans les Indes occidentales anglaises ; ils n'y subissent que des frais d'emmagasinage peu élevés qu'ils paient à leur entrée et à leur sortie.

Il résulte de cette revue des divers états où l'industrie du tabac est abandonnée à la libre concurrence, qu'en Angleterre seulement l'impôt qui pèse sur cette industrie rapporte un revenu considérable. Ce revenu, un peu supérieur à celui que le gouvernement français retire actuellement, est assis sur une consommation moins considérable d'un tiers que celle de la France. Cette différence provient de ce que l'impôt qui pèse sur cette marchandise est beaucoup plus fort en Angleterre qu'en France. Sans compter les droits de licence, de fabrication ou de vente, qui ne sont qu'une très-minime fraction de l'impôt total, puisqu'ils ne s'élèvent qu'à 1,200,000 francs, l'impôt s'élève en Angleterre à 8 fr. 12 cent. par kilog., et il n'est en France, comme nous l'expliquerons plus loin, que de 4 fr. 47. Le droit que paie le tabac en Angleterre est donc le double de celui qu'il paie en France. Cependant, si l'Angleterre consommait autant que la France, c'est-à-dire 15 millions de kilogrammes, l'impôt ne rapporterait que 110 millions, tandis qu'avec une taxe double l'impôt monterait en France à 144 millions. Il en résulte donc que la régie française lève l'impôt qui pèse sur le tabac avec des frais bien moins considérables qu'en Angleterre, puisque avec une taxe moitié moindre elle ferait entrer au trésor, à consommation égale, un revenu beaucoup plus considérable. La législation française est donc plus profitable à l'état que la législation anglaise; mais notre législation n'est pas moins avantageuse aux intérêts du consommateur, car la taxe que le tabac supporte en Angleterre n'en élève pas proportionnellement les prix. Ainsi ces prix sont :

	EN ANGLETERRE.	EN FRANCE.
Pour le tabac à fumer. . .	de 9 fr. 51 c. à 10 fr. 83 c.	8 et 12 fr.
Pour la poudre.	de 9 51 à 14 93	8 12

Il est juste de dire qu'en France la régie paie convenablement ses ouvriers et ses employés, et ne cherche pas à réduire constamment les salaires, comme feraient de simples fabricants, d'où il résulte qu'elle fabrique à un prix plus élevé qu'en Angleterre. Il faut ajouter aussi que les fabricants anglais introduisent dans leurs tabacs une grande quantité d'ingrédients étrangers qui ne sont pas soumis aux droits, puisque la fabrication augmente de 25 pour 100 la matière première. Dans tous les cas, le tabac est plus cher en Angleterre qu'en France, et ni le trésor, ni les consommateurs, n'ont intérêt, en France, à changer le système de l'impôt pour adopter le système suivi de l'autre côté du détroit.

Voyons maintenant quelle est la législation des autres états sur le tabac. Nous avons déjà dit que les uns ont mis l'industrie en ferme, et que les autres s'en sont arrogé le monopole.

Les premiers états sont le Portugal, le royaume de Naples, la Toscane, la Pologne et le Valais (Suisse). En Toscane et en Portugal, la culture est absolument interdite ; à Naples et en Pologne, elle est restreinte; dans le Valais, elle est interdite aux particuliers et permise à la ferme seulement. Quant à l'importation, la fabrica-

tion et la vente, elles sont absolument interdites, sauf à la ferme, dont le prix de bail constitue la totalité de l'impôt; seulement en Portugal et dans le Valais, il y a en outre un droit d'importation.

Le Portugal possède trois manufactures de tabac, employant 1,600 ouvriers et produisant annuellement 1 million 300,000 kilogrammes, dont les deux tiers sont tirés du Brésil. La ferme paie annuellement 7 millions 500,000 fr., et le montant du droit d'importation est d'environ 1 million 50,000 francs, ce qui fait monter la totalité de l'impôt à 8 millions 500,000 fr. La ferme a le droit d'approvisionner les îles adjacentes et Macao, aussi bien que tout le royaume, mais elle ne peut empêcher une énorme fraude qui la frustre d'une portion de ses bénéfices.

Dans la Toscane, il n'y a qu'une seule manufacture de tabac située à Florence; elle emploie 361 ouvriers, et produit annuellement 402,300 kilog. consommés dans le pays, ce qui fait 0k,290 par tête. La ferme paie à l'état 1 million 394,400 francs.

Dans le royaume de Naples, il y a environ 400 hectares plantés en tabac et produisant 500,000 kilogrammes; on y importe en outre 400,000 kilog. de tabac. La réexportation ne s'élève qu'à 70,000 kilog. La ferme a deux fabriques occupant 1.278 ouvriers et produisant 750,000 kilog. Cettequantité ne donne cependant pas une idée exacte de la consommation, qui peut être certainement portée à plus d'un quart en sus, à cause de la contrebande qui est fort active. Les tabacs de contrebande proviennent surtout de Bénévent, de la Sicile et de Malte. Malte fournit la plus grande partie des cigares fumés par les classes supérieures. Pour élever une barrière contre la fraude, la ferme a établi à Naples, depuis quelques années, deux magasins de vente, uniquement destinés aux tabacs des fabriques étrangères; elle en partage les bénéfices avec l'état. Outre ces bénéfices éventuels, le gouvernement reçoit de la ferme 4,048,000 francs.

La Pologne récolte chaque année environ 1 million 200,000 kilog. de tabac, et la ferme compte 5 fabriques produisant environ 1 million 600,000 kilog. qui sont en totalité consommés dans le pays, ce qui fait environ 0k,331 par tête. La ferme paie annuellement 1 million 200,000 fr. au gouvernement.

Le Valais consomme annuellement 24,000 kilog. de tabac, que la ferme fabrique et vend en payant 6,800 fr. au gouvernement.

Les six états qui appartiennent en Europe au régime du monopole ou régie par l'état sont l'Espagne, le duché de Parme. les états sardes (terre ferme et île de Sardaigne), les états romains, l'Autriche moins la Hongrie. Dans trois de ces états, l'Espagne, Parme et les états sardes de terre ferme, la culture est absolument interdite; elle n'est que restreinte dans l'île de Sardaigne, les états romains et l'Autriche. L'impôt provient, comme en France, de l'excédant du prix de vente sur le prix de revient net de fabrication.

On conçoit que durant ces dernières années les circonstances politiques ont dû considérablement diminuer en Espagne les revenus de l'impôt sur le tabac. En 1805, l'impôt produit 42 millions, et cependant, en 1834, une compagnie de banquiers de Madrid ne proposait que 21 millions pour prendre en ferme le monopole. Il est probable que l'impôt est loin d'atteindre ce dernier chiffre aujourd'hui. Malgré le grand nombre de douaniers chargés de réprimer la fraude, on peut affirmer que la plus forte partie de la consommation est alimentée par la contrebande; on ne saurait donc déterminer la consommation individuelle d'après les ventes légales, les seules que l'on connaisse.

Dans le duché de Parme, il n'y a qu'une seule fabrique, produisant environ 150,000 kilog., qui représentent un revenu brut de 600,000 fr. ; la consommation individuelle est d'ailleurs assez forte, car elle s'élève environ à 0k,800.

Dans les états sardes de terre ferme, il y a trois manufactures, situées à Turin, Gênes et Nice, produisant environ 1.500,000 kilogrammes, consommés entièrement dans le pays. On n'y importe que des tabacs d'Espagne et de l'île de Sardaigne, et des cigares de la Havane. La consommation individuelle s'élève à 0k,380, et le produit net de la recette est de 7 millions, déduction faite de tous les frais et remises aux marchands.

Dans l'île de Sardaigne, la culture du tabac est permise, et produit environ 170,000 kilog., dont 80,000 sont destinés, année moyenne, à la manufacture de Turin ; le reste est consommé dans l'île, qui ne reçoit presque pas de tabac étranger.

Dans les états romains, la culture donne une récolte d'environ 550,000 kilog., qui ne suffisent pas aux besoins de la régie, car la consommation est de 900.000 kilog., ou par tête de 0k,295, et en outre 200,000 kilog. récoltés dans la province de Bénévent sont, chaque année, livrés à la ferme de Naples, d'après un traité conclu avec le gouvernement. On compte trois manufactures, situées à Rome, Chiavadella et Bologne, qui fabriquent au moins cinquante espèces de tabac de qualités diverses, dont les prix sont très-variés, quoique assez élevés. On n'a d'ailleurs aucune donnée sur le revenu que le gouvernement tire de cet impôt, mais on présume qu'il est très-considérable, lorsqu'on compare le prix élevé du tabac fabriqué à celui de la matière première.

Dans les états autrichiens, la culture est restreinte, mais il y a une exception en faveur de la Hongrie, où la culture est absolument libre et forme l'une des principales richesses du pays. La culture produit en Autriche environ 20 millions de kilog., dont la qualité est tout à fait inférieure, de telle sorte qu'ils doivent être mêlés à des tabacs d'Amérique, du Levant ou de Hongrie, pour entrer dans les tabacs fabriqués, dont les espèces sont très-variées, et dont quelques-unes sont assez recherchées. On n'a non plus aucune donnée précise sur le revenu que le gouvernement autrichien tire de cet impôt.

Il résulte évidemment de tous les détails que nous venons de donner, malgré l'incertitude qu'ils doivent présenter dans certains cas, et quelque incomplets qu'ils soient d'ailleurs, que le meilleur moyen de prélever un impôt très-considérable sur la consommation du tabac consiste à en faire une industrie exploitée soit par une compagnie à laquelle on la donne en ferme, soit par l'état lui-même. L'histoire rapide que nous avons faite des vicissitudes subies par cet impôt en France conduit à la même conclusion, car malgré tous les efforts qu'on a faits pour concilier un revenu considérable avec un régime plus ou moins libre, ce revenu atteignait à peine 15 millions, et dès l'établissement du monopole par l'état, sans aucune transition pour ainsi dire, il s'est tout à coup plus que doublé. Nous croyons aussi que, dans l'intérêt du trésor, le monopole du tabac exploité par l'état est bien préférable à la cession qui en serait faite à une compagnie. L'état absorbe non-seulement l'impôt établi sur la marchandise, mais encore les bénéfices que feraient les industriels adjudicataires de la ferme. Ces bénéfices seraient sans doute fort considérables ; les regrets que témoignent les fabricants qui exploitaient cette industrie avant 1811, malgré la position élevée que la régie leur a donnée avec raison dans l'administration, en sont la preuve évidente. Cette industrie, abandonnée par l'état, deviendrait, comme toutes celles qui exigent des capitaux considérables, la proie de

riches spéculateurs, et le consommateur n'aurait certainement pas un produit meilleur et moins cher. Comme l'impôt du tabac est, ainsi que nous le disions en commençant, le plus juste de tous les impôts, et que l'état ne peut en retirer un revenu considérable qu'au moyen du monopole, nous soutenons ce monopole comme une exception très-raisonnable. Cependant la raison de l'intérêt du trésor n'est pas complétement suffisante pour expliquer une telle mesure, car autrement l'état devrait se faire fabricant de sucre, par exemple, et couper court ainsi à toutes les difficultés qui lui sont suscitées par les deux industries rivales des colonies et des ports de mer d'une part et des fabricants de sucre de betterave d'autre part. Il y a encore. selon moi, je le répète, une raison bien légitime à donner de la confiscation d'une industrie semblable par l'état : c'est la surveillance qu'il doit exercer sur la fabrication d'un produit nuisible, auquel la corruption de nos mœurs pourrait mélanger des produits plus nuisibles encore ; ce sont les empêchements qu'il doit apporter à sa généralisation. ce sont les entraves qu'il met par un impôt à l'adoption générale d'une détestable habitude.

IV. — DE LA CULTURE DU TABAC EN FRANCE.

La culture du tabac en France n'est autorisée que dans six départements; ce sont ceux où la culture était la plus considérable sous le régime de libre plantation, le Nord, le Pas-de-Calais, le Bas-Rhin, le Lot, le Lot-et-Garonne et l'Ille-et-Vilaine. Dans ces départements, quelques arrondissements, et dans les arrondissements, quelques cantons seulement, sont appelés à jouir du privilége de planter du tabac, sous le contrôle incessant des employés de la régie. Cependant ce n'est pas au terrain, mais bien au propriétaire du terrain, qu'est accordé ce privilége, de telle sorte que ce ne sont pas toujours les mêmes terrains qui sont plantés en tabac. Il arrive que beaucoup de propriétaires ou fermiers renoncent volontairement au privilége qui leur est concédé, soit en raison du régime arbitraire auquel ils sont soumis, soit pour des raisons personnelles, et le privilége change souvent de main.

Les autorisations de planter du tabac sont accordées par le préfet du département, qui d'ailleurs est chargé, par la loi du 28 avril 1816, de tous les arrêtés réglementaires concernant la culture. La régie fixe chaque année la quantité de tabac dont elle a besoin pour son approvisionnement, et répartit cette quantité entre les divers départements producteurs. Pour faire cette répartition, on tient compte sans aucun doute des quantités que chacun d'eux est dans l'habitude de fournir ; mais, comme tout dans le monopole du tabac par l'état est subordonné à l'intérêt de l'impôt, auquel la culture serait facilement sacrifiée, on fait en sorte de demander l'approvisionnement aux cultures dont les produits conviennent le mieux aux besoins de la fabrication, et peuvent être obtenues aux prix relativement les plus modérés. Le but du monopole par l'état est uniquement de rapporter le plus gros revenu possible, en livrant à la consommation le meilleur produit pour contenter en même temps le goût du consommateur. C'est ce principe qui doit présider à toutes les décisions prises sur la culture de chaque département par le préfet, en conseil de préfecture, après l'avis du directeur des contributions indirectes, et de deux des principaux planteurs appelés à faire valoir les droits de l'agriculture.

L'uniformité ne peut être établie entre les diverses contrées pour ce qui concerne les diverses méthodes de culture, car les différents sols ne sont pas partout également fertiles, les engrais ne sont pas partout également abondants et de même nature. L'espèce de tabac cultivé n'est pas non plus partout la même; sur certains points, la graine qu'on emploie donne des plants d'une très-grande dimension; sur d'autres points, les plants prennent une croissance beaucoup moindre, et par conséquent ont besoin de moins de place. Enfin certains départements produisent de bon tabac pour la poudre, et par conséquent doivent prendre une forte végétation; ce sont le Lot, le Nord, le Lot-et-Garonne, l'Ille-et-Vilaine. D'autres départements au contraire produisent des tabacs légers, propres surtout à la fabrication du tabac à fumer, et par conséquent on doit s'abstenir d'amender fortement les terres et d'espacer beaucoup les plants; ce sont le Pas-de-Calais et le Bas-Rhin. Ce sont ces considérations qui ont déterminé la régie à permettre 40,000 pieds de tabac par hectare, et jusqu'à quinze feuilles par pied dans certains départements, tandis que dans d'autres départements on n'accorde que 10,000 pieds par hectare et huit feuilles par pied. Dans tous les cas, la loi et les dispositions réglementaires prises en conséquence laissent au planteur la latitude d'un cinquième tant au-dessus qu'au-dessous du nombre de pieds portés dans leurs permis.

Lorsque le planteur vient livrer ses tabacs aux magasins de l'état, il les présente à l'appréciation d'experts nommés par le préfet de chaque département. Ces experts doivent être connaisseurs, n'avoir aucun intérêt dans la culture du tabac, et parmi eux doivent se trouver nécessairement le garde et le contrôleur de chacun des magasins où les tabacs sont livrés. Ils sont payés au moyen d'une retenue d'un centime par kilogramme, faite sur les prix accordés aux planteurs. La commission d'expertise classe les tabacs en trois classes, fait de plus une classe de tabacs non marchands qui sont achetés à des prix très-réduits, et une classe de tabacs rejetés que l'on brûle Les prix qui sont appliqués à chaque classe varient pour les divers départements, et sont fixés par la régie d'après la qualité relative des tabacs de divers crus, en prenant pour terme de comparaison les prix des tabacs d'Amérique de qualité correspondante.

On voit que la culture du tabac est complétement à la merci de l'administration, et les planteurs sont soumis au régime le plus arbitraire qu'il soit possible d'imaginer. Dès qu'ils ont la permission de planter, ils sont sous la dépendance de la régie, dont les employés veillent incessamment sur les champs de tabac, et punissent d'amendes considérables les moindres infractions aux règlements; les planteurs sont forcés de passer par toutes les conditions qui leur sont faites, et d'accepter les décisions de la régie et les prix qui leur sont donnés. Ces prix étaient autrefois assez considérables pour encourager l'agriculture à supporter patiemment le régime de dépendance auquel elle est astreinte dès qu'elle cultive du tabac; mais, depuis 1836, ces prix sont à peine suffisants pour indemniser le planteur de ses frais, et nul doute que l'agriculture, si les tarifs fixés à cette époque n'eussent pas été un peu augmentés, aurait bientôt renoncé, dans plusieurs départements au moins, à la culture du tabac. Cet état de choses avait été amené par cette résolution de l'enquête de la chambre des députés, que « la régie dans ses rapports avec les planteurs indigènes devra s'attacher à réduire les prix à leurs limites les plus étroites. Sur quelques points, les prix sont encore trop élevés. Le planteur doit obtenir un juste revenu de sa terre, mais il n'a pas droit à des profits extraordinaires pour une culture qui, sous un régime libre, serait loin d'offrir plus d'avantages que les autres cultures. »

L'art. 4 de la loi du 12 février 1835 laissait au ministre la faculté de fixer le tarif d'achat des tabacs indigènes, en se conformant à l'esprit de la résolution que nous venons de rapporter. L'ancien tarif, appliqué jusqu'en 1836, était déterminé sur des bases plus libérales; d'après une moyenne de treize ans, le taux moyen de 100 kilogrammes était 70 fr. 84 c., ce qui portait le revenu de l'hectare à 868 fr. 19 c. Un nouveau tarif, fixé par décision ministérielle du 17 août 1835, ne fit plus monter pendant la seconde période de quatre ans, de 1837 à 1840, le taux des 100 kilog. qu'à 60 fr. 38 c., et le revenu de l'hectare ne fut plus que de 708 fr. 87 c. Pendant cette même période, la quantité de tabac demandée à la culture française baissa de 12 millions à 10 millions, et, à cause des mauvaises conditions atmosphériques, la quantité totale de tabac livré ne fut annuellement que de 8 millions de kilogrammes. Ainsi, malgré l'accroissement constant de la consommation, la culture indigène se trouvait en décadence évidente, décadence amenée par cette décision de l'administration, que le tabac indigène n'entrerait plus dans la fabrication que pour les quatre cinquièmes, au lieu des cinq sixièmes, et qu'on ne paierait plus le tabac qu'au plus juste prix. L'administration a de plus supprimé la culture du tabac dans les cantons dont les produits n'étaient pas d'une qualité assez bonne pour convenir à ses fabrications.

Depuis 1841, le tarif a été augmenté; le prix des 100 kilogrammes a été en moyenne de 65 fr. 21 cent., et le revenu de l'hectare de 774 fr. 97 cent. La quantité de tabac demandée à la culture a été aussi portée à 12 millions, et la quantité de tabac livrée a été de 9 millions 300,000 kilog. L'agriculture a ainsi reçu 6 millions 300,000 francs de l'administration des tabacs. Cette somme ne se répartit pas uniformément entre les divers départements où la culture est permise; ceux du Bas-Rhin et du Nord absorbent toujours au moins la moitié de la somme destinée à payer le tabac indigène.

Les trois départements du Bas-Rhin, du Nord et du Pas-de-Calais, cultivent non-seulement pour la régie, mais encore pour l'exportation, qui du reste est peu considérable; elle est presque nulle dans le Pas-de-Calais, et elle n'est notable que dans le Bas-Rhin, où elle s'élève à 330,000 kilogrammes environ : elle s'élève en totalité à 500,000 kilog. Cette quantité n'est pas d'abord tout entière destinée à l'exportation; il en est une portion qui se compose de feuilles de terre, de tabacs grêlés, et d'autres tabacs non marchands qui proviennent des cultures destinées originairement à l'approvisionnement des manufactures royales. On a calculé que par année moyenne, de 1824 à 1833, il n'a été planté que 263 hectares en tabacs destinés à être exportés.

Les tableaux suivants, qui rendent compte de l'importance relative des divers départements de culture, font aussi connaître combien sont variables les revenus que cette culture rapporte par hectare. On reconnaît que, dans le département du Lot-et-Garonne surtout, l'hectare rapporte incomparablement moins que dans tous les autres départements, quoique le prix moyen auquel les tabacs y sont payés ne soit inférieur qu'à celui du Lot-et-Garonne, de telle sorte que l'état de souffrance relative de ce département ne provient pas de l'infériorité du tarif qui lui est appliqué.

TABACS INDIGÈNES RÉCOLTÉS EN 1839.

LIVRAISON DE 1840.

NOMS des DÉPARTEMENTS.	NOMBRE		QUANTITÉS		
	DES PLANTEURS.	DES HECTARES.	DEMANDÉES A LA CULTURE.	DONNANT LIEU A PAIEMENT.	EXPORTÉES.
Bas-Rhin. . .	4,628	2,149	3,800,000 kil.	3,165,312 kil.	331,888 kil.
Nord.	1,668	665	1,890,000	1,518,028	150,108
Ille-et-Vilaine .	1,069	504	950,000	668,383	»
Pas-de-Calais. .	1,439	442	630,000	698,916	3,490
Lot.	6,245	1,780	1,240,000	1,131,262	»
Lot-et-Garonne.	4,788	2,787	1,900,000	1,172,340	»
Total. . .	19,837	8,327	10,410,000 kil.	8,352,241 kil.	485,486 kil.

REVENUS DE LA CULTURE DU TABAC EN 1839.

NOMS des DÉPARTEMENTS.	SOMMES PAYÉES.	PRIX MOYEN par 100 KILOGR.	PRODUIT DE L'HECTARE	
			EN KILOGR.	EN ARGENT.
Haut-Rhin.	1,371,985 fr.	43 fr. 37 c.	1,621 kil.	684 fr. 92 c.
Nord.	1,133,058	74 64	2,508	1,771 51
Ille-et-Vilaine. . .	399,971	59 84	1,326	792 88
Pas-de-Calais . . .	413,450	59 16	1,589	936 37
Lot.	980,755	86 68	647	550 98
Lot-et-Garonne. . .	874,842	74 62	427	314 22
Total . .	5,174,061 fr.	398 fr. 31 c.	»	»
Produit moyen.	»	66 fr. 38 c.	1,653 kil.	841 fr. 81 c.

De même que le rapport de l'hectare planté en tabac est très-variable, de même les frais que nécessite la culture du tabac sont très-différents selon les diverses contrées, car la main-d'œuvre et les engrais sont à des prix différents, et la nature des terres exige des soins qui changent avec la température et l'état habituel de l'atmosphère. On ne doit donc pas s'étonner de voir les données que l'on a sur cette question fort incertaine. Aussi la commission d'enquête de la chambre des députés, ayant demandé aux divers cultivateurs de tabac et aux sociétés d'agriculture un compte détaillé des frais de la culture du tabac par hectare, reçut des documents qui présentent les plus grandes variations.

D'après ces documents les frais de culture montent jusqu'au maximum de 1,904 fr. dans le département du Nord, et descendent jusqu'au minimum de 190 fr. dans le Lot-et-Garonne, et la moyenne des vingt-neuf documents de l'enquête porte ces frais à 934 fr. 36 cent. Mais cette moyenne est beaucoup trop forte, et en la mettant à 650 fr. environ, on ne l'évaluerait pas trop bas, car on tiendrait compte encore de dépenses qui ne seraient réellement faites que par le propriétaire non cultivateur, obligé de payer en argent jusqu'aux moindres soins. Il n'en est pas ainsi pour le cultivateur. Il a son train de culture monté pour une exploita-

tion complète, et ce sont ses garçons et ses bœufs qui font le labourage de la terre où l'on doit cultiver le tabac en même temps que celui des autres terres. Il emploie le fumier qu'il fait dans les cours de sa ferme. Les membres de sa famille, même les plus faibles, trouvent dans les opérations variées que nécessite le tabac, et dont un grand nombre ont lieu en hiver, une occupation qui n'est certainement pas une dépense, de telle sorte que les journées d'ouvriers se réduisent à peu de chose. Enfin il donne dans de simples visites, faites de temps en temps, un grand nombre de soins que l'on a mis en ligne de compte dans les frais, et que cependant on ne peut guère évaluer en argent. On ne peut persister à compter tous ces frais comme réels, car le cultivateur étant souvent l'ouvrier, c'est à lui-même qu'il solderait une bonne partie des frais que l'on a supputés. D'autre part, les profonds labours que l'on a exécutés pour la culture du tabac et les engrais que l'on a prodigués, et dont un tiers au plus est absorbé, ne rendent-ils pas la terre bien plus propre aux cultures qui lui succèdent dans un système d'assolement bien entendu? Ainsi, dans le Bas-Rhin, sans autre préparation que celle d'un labour, le froment succédant au tabac donne un produit de 24 hectolitres par hectare, tandis que, après toute autre culture, il ne donne que 18 à 20 hectolitres. Il est donc nécessaire, pour se faire une idée bien exacte des avantages que peut présenter la culture du tabac, de comparer un assolement quinquennal avec tabac (c'est celui qui est le plus en usage) avec un assolement quinquennal sans tabac, en faisant de part et d'autre les mêmes calculs d'appréciation de frais de culture. La préparation du tabac exige, année moyenne, quinze mois de soins assidus. D'abord le tabac est élevé en plants dont le semis se fait dans la première quinzaine de février; le tabac est ensuite repiqué, et la récolte se fait en août et en septembre. On procède ensuite à la dessiccation, et ce n'est que dans le mois de mai suivant que le tabac est livré à la régie. Pour préparer les terres, il ne faut pas moins de trois labours à la charrue, et après la plantation il faut labourer à la bêche, rapprocher la terre des pieds, sarcler les herbes parasites, abattre les feuilles inférieures, feuilles de terre, écimer les plants et abattre les rejets. On procède ensuite à la récolte, on porte le tabac au séchoir, on fait le triage des feuilles, on les met en manoques, et on livre enfin les manoques à la régie.

En récompense de tous ces soins, de tous ces travaux, trop longs à détailler, le planteur trouve dans la culture du tabac un avantage qui se résume en un bénéfice surpassant de 270 fr. le bénéfice que lui aurait procuré par hectare un assolement quinquennal dont le tabac n'aurait pas fait partie. Une telle balance en faveur du tabac est bien faible, quand on considère qu'elle doit compenser et la chance de la perte totale ou partielle de la récolte par suite de la sécheresse ou de la grêle (car aucune plante n'est plus sujette que le tabac aux détériorations que peuvent causer les accidents atmosphériques), et l'incertitude du classement fait par des experts dévoués aux intérêts de la régie, et l'incertitude du prix qui sera alloué, et les vexations du contrôle de la régie, et les ennuis de la dépendance. Cependant il arrive que dans les bonnes années elle est plus considérable, et dans tous les cas elle est un bienfait dans les départements où la culture du tabac est permise.

Dans le département du Nord seul, cette culture assure à plus de 5,000 familles 310 journées de travail, et, dans le département du Lot, 60,000 cultivateurs n'ont pas un travail plus productif que celui que leur donne le tabac. On sait que les trois quarts de la France sont encore cultivés par des métayers ou des fermiers dont les baux sont très-courts; les petits cultivateurs sont dans la position la plus mal-

heureuse, pressés qu'ils sont d'un côté par le fisc, de l'autre par les propriétaires. Ils luttent constamment contre la faim, et, dans leur pressant besoin d'argent, c'est un grand bonheur que le privilége de planter du tabac, car à une époque fixe ils sont assurés de toucher leur revenu. Ce serait donc un malheur pour l'agriculture que la suppression de la culture du tabac, quoi qu'en disent des cultivateurs distingués. Nous savons que c'est une culture qui par elle-même épuise le sol, nous savons que la seule culture qui soit réellement digne d'encouragement est celle qui rend au sol en engrais ce qu'elle lui a pris par la végétation; mais nous concluons seulement de là qu'il ne faut pas cultiver exclusivement du tabac, et nous soutenons que cette culture doit être encouragée dans un assolement quinquennal, car de cette manière, sans appauvrir le sol, elle apporte au cultivateur cet argent que le fisc et le propriétaire impitoyables lui demandent sans cesse. Et où iraient ces 5 ou 6 millions que l'agriculture de six départements reçoit de l'état? Sur les marchés étrangers. Mais sur ces marchés, par suite de la prohibition de la culture en France, un renchérissement général se ferait sentir, et 25 millions ne suffiraient pas sans doute à racheter cet approvisionnement de 9 millions de kilog. que ne fournirait plus le marché français. Serait-il d'une bonne administration de rendre ainsi la France tributaire de l'étranger et de la priver tout à fait d'une consommation maintenant générale, dans le cas d'une guerre maritime? Que la culture du tabac continue d'être restreinte, qu'elle ne soit permise qu'aux départements qui livrent à la régie des tabacs convenant à sa fabrication et d'un prix modique, c'est garantir au trésor un revenu nécessaire, c'est empêcher la fraude, conséquence inévitable d'une culture générale, c'est empêcher l'encombrement qu'entraînerait, faute de débouché, une surabondance sans rapport avec les besoins dans les produits indigènes. Sans cette restriction de la culture, il serait impossible d'empêcher la fraude, ou le service de surveillance qu'il faudrait organiser absorberait une immense partie du bénéfice de la régie.

Le service actuel de la culture est chargé d'assurer l'exécution des règlements qui sont arrêtés chaque année par les préfets en conseil de préfecture. Les agents de ce service sont ainsi appelés à vérifier si les semis, puis les plantations remplissent les conditions voulues par les permis, à rechercher les plantations non autorisées et à assurer leur destruction, à surveiller l'écimage, à compter les pieds, puis les feuilles de chaque pied, à constater les dégâts éprouvés par les plantations pour que les cultivateurs puissent être déchargés de leurs obligations, à faire détruire après la récolte les tiges et les racines, à surveiller constamment les abus auxquels donne lieu le dépôt du tabac entre les mains des planteurs jusqu'au moment où il est remis dans les magasins de l'état, ou parti pour l'étranger, s'il doit être exporté. Enfin ils assistent à la réception des tabacs par les experts commis à cet effet. Ce service est dirigé, dans chaque département, par un inspecteur chargé en même temps de la surveillance des magasins des feuilles; 185 agents suffisent d'ailleurs à tous les soins qu'il exige, sauf au moment des inventaires. On prend alors des employés auxiliaires pour exécuter les travaux extraordinaires qui se présentent. La totalité des frais que ce service exige ne s'élève pas à plus de 361,000 fr., ce qui fait 4 fr. 20 cent. par quintal de tabac indigène livré à la régie. De cette manière, les 100 kilog. de tabac indigène coûtent en moyenne 69 fr. 41 cent.

On reconnaît que la suppression de la culture ne causerait pas, par la suppression du service de la surveillance, une économie sensible à la régie, et on ne peut invoquer cette raison en faveur d'une mesure dont nous avons d'ailleurs indiqué

les mauvais effets. Ce n'est pas à dire pour cela que nous défendions absolument le *statu quo*. Nous pensons qu'on pourrait faire quelques concessions à certains départements qui se trouvent placés, comme le Lot-et-Garonne, dans des circonstances trop défavorables, par suite des décisions ministérielles et préfectorales. Pourquoi ne pas tolérer dans ce département le nombre de feuilles sur chaque pied qu'on permet dans le département du Nord, dont les tabacs sont employés aux mêmes usages et ont les mêmes qualités? On répond que les feuilles de terre sont, dans le département du Nord, employées à la fabrication des tabacs à prix réduits. Mais pourquoi ne pas employer à un usage semblable les tabacs de Lot-et-Garonne, que l'on pourrait très-bien expédier dans les manufactures chargées de cette espèce de fabrication? Enfin, qu'on nous permette une remarque, l'administration, qui est l'unique acheteur des tabacs présentés par les planteurs indigènes, a interdit à ceux-ci d'intervenir dans le choix des experts chargés de l'appréciation des récoltes, et a choisi pour remplir cet office ses propres employés, qui ont toujours à cœur de la satisfaire; il en résulte que les planteurs n'ont plus aucune garantie contre l'erreur, et qu'ils se trouvent dans une condition pire que des ouvriers qui ne pourraient discuter leur salaire avec le maître qui les emploie. Or, la régie a reconnu elle-même la nécessité de payer convenablement les ouvriers employés dans ses manufactures; elle a compris qu'un service fait au nom de l'état ne devait pas marchander le salaire de l'homme comme une industrie particulière. Pourquoi donc renonce-t-elle à cette conduite si sage quand il s'agit des cultivateurs? Est-ce que les planteurs de tabac ne sont pas devenus ses employés salariés? Qu'importe la manière dont le salaire est acquitté? Dès que la culture du tabac n'est pas libre, dès que le planteur ne peut choisir le marché où il portera ses produits, dès que la concurrence est annulée, le gouvernement doit payer le travail du planteur comme il paie le travail de ses employés, largement sans gaspillage des deniers de l'état, généreusement sans profusion. La régie se trompe en considérant le planteur de tabac comme un cultivateur ordinaire; le planteur est devenu son fermier; elle ne peut le rançonner comme ferait un marchand qui se vante d'avoir fait un bon marché lorsqu'il a obtenu une marchandise à quelques centimes au-dessous de sa valeur. Elle lui impose ses lois, son contrôle, ses exigences minutieuses; elle ne lui laisse d'autre ressource que l'incendie de ses récoltes, s'il n'accepte pas ses conditions; elle lui doit un salaire proportionné aux chances qu'il court en lui donnant son temps, ses peines, et lui prêtant ses capitaux.

Au reste, l'administration avoue elle-même son mauvais vouloir envers la culture nationale. Tout en prétendant rechercher les moyens de ranimer la production du tabac français, elle ne veut point avoir recours à une hausse de prix dans un moment surtout, dit-elle (1), où on se procure certains tabacs d'Amérique à meilleur marché que nos tabacs indigènes. Cependant elle convient que certaines qualités du Lot et du Lot-et-Garonne sont véritablement excellentes (et ce sont précisément ces contrées que l'administration favorise le moins), et qu'elles peuvent lutter avec les meilleures feuilles de Virginie. Elle convient que rien ne serait plus facile que de stimuler la culture du tabac dans ces départements. Mais voyez l'obstacle, les exigences de la fabrication, qui trouve en France plus de tabacs pour la poudre que pour la pipe. La conclusion qu'une bonne logique tirerait de ces faits, c'est

(1) *Moniteur universel*, 1er avril 1843.

qu'on devrait demander à l'Amérique moins de tabacs propres à la poudre, et plus de tabacs propres à la pipe, et satisfaire ainsi d'une manière facile aux exigences de la fabrication. Cependant l'administration ne raisonne pas ainsi; elle veut mettre dans tous les tabacs les mêmes proportions de tabac indigène et de tabac étranger; donc elle doit réprimer la culture indigène, quelque bons que soient ses produits. En vérité, un tel raisonnement est inouï, et on n'avait jamais entendu dire qu'il ne fallait pas tirer parti des richesses que donne le sol national, sous prétexte qu'il ne donne pas toutes les richesses désirables. La conclusion du raisonnement de l'administration est qu'elle tâchera d'obtenir des produits légers et propres à la pipe, de la Corse et de l'Algérie, où elle n'aura pas besoin d'avoir un service de surveillance de culture, puisque ces contrées échappent au monopole. A la bonne heure, mais il ne fallait pas, pour arriver là, nier la possibilité actuelle de tirer la culture nationale de l'état de décadence où elle se trouve.

V. — FABRICATION DU TABAC.

Outre les 9 millions 600.000 kilog. de tabac indigène, coûtant, frais compris, 6 millions 663,000 fr., ou 69 fr. 41 c. les 100 kilog., la régie s'approvisionne annuellement avec 4 millions de tabac d'Europe coûtant 3 millions 300.000 fr., ou 82 fr. 51 cent. les 100 kil. ; 9 millions 400,000 kil. de tabacs d'Amérique en feuilles, coûtant 10 millions 600,000 fr., ou 112 fr. 49 cent. les 100 kilog.; 144,000 kilog. de cigares de la Havane, coûtant 3 millions 140,000 fr., ou 2,186 fr. 33 cent. les 100 kilogrammes.

Ces achats se font habituellement par adjudication, mais quelquefois aussi directement par l'intermédiaire des consuls. Le mode d'adjudication est préférable, parce que la régie ne court pas le risque de perdre ou partie ou totalité des livraisons par accidents. Les achats de tabacs d'Amérique se font d'une manière de plus en plus avantageuse pour le trésor. Les 100 kil. ont été payés:

	1840.	1841.	1842.
VIRGINIE.	128 fr. 03 c.	115 fr. 74 c.	99 fr. 12 c.
MARYLAND.	127 97	114 49	101 41
KENTUCKY.	117 82	104 00	83 27

Ainsi il y a eu, en 1842, économie pour le trésor de 1.296.000 fr. sur 1840. Il est vrai d'ajouter que la qualité descend d'une manière sensible, quoi qu'en dise l'administration.

En joignant aux achats de tabac environ 15.000 kilog. de tabacs fabriqués de divers crus, de tabacs saisis, etc., on trouve que l'approvisionnement total annuel de la régie s'élève à 23 millions 500,000 kilog. coûtant 23 millions 900,000 fr., ou 102 fr. 50 cent. les 100 kil. Les tabacs indigènes forment les 41 centièmes de cet approvisionnement, et ne coûtent cependant que les 27 centièmes du prix de revient total. La régie possède d'ailleurs, outre cette quantité qu'elle reçoit durant l'année, 35 millions de kilog. de tabacs soit en feuilles, soit en cours de fabrication, soit fabriqués, portés pour une valeur de 43 millions 400,000 fr. Enfin la régie possède, tant en bâtiments qu'en ustensiles, machines, mobilier et fournitures, environ 12 millions de francs.

Ainsi, en ajoutant aux tabacs achetés la quantité de tabacs possédés au commencement de l'année, la régie doit ordonner ses divers travaux et ses dépenses sur 58 millions de kilog. de tabac, ayant une valeur de 68 millions de fr. environ, et ses magasins et ses ateliers ne valent pas moins 12 millions.

Voyons quels travaux seront exécutés sur cette matière première, voyons quelles dépenses sont nécessaires, et tâchons de calculer le prix de la main-d'œuvre.

D'abord pour expertiser, recevoir, emmagasiner les tabacs achetés, pour les conserver dans les vingt magasins de l'état, pour emballer et expédier aux manufactures les tabacs dont elles ont besoin, il faut, tant en traitements qu'en frais de loyer et de main-d'œuvre, plus de 820,000 fr., ce qui fait en frais pour les matières premières 4 fr. 9 cent. pour 100 kil., somme que l'on devra ajouter au prix d'achat des feuilles pour avoir le prix de revient exact.

La régie ne livre aux travaux des dix manufactures où se fabriquent tous ses tabacs que 38 millions de kilog. Les frais de fabrication s'élèvent en traitements à 465,000 fr , et en frais de main-d'œuvre et fournitures à 3 millions 383,000 fr., ce qui fait en totalité 3 millions 849,000 fr. ; d'où il résulte que le taux moyen de fabrication est de 23 fr. 82 cent. par 100 kilog.

Les dix manufactures de la régie sont situées à Paris, Lille, le Havre, Morlaix, Bordeaux, Tonneins, Toulouse, Lyon, Strasbourg et Marseille. Elles occupent environ cinq mille ouvriers. Chaque manufacture est dirigée par un régisseur chargé de la responsabilité générale de tous les travaux qui y sont exécutés; un inspecteur préside particulièrement à la fabrication, et un contrôleur exerce une surveillance active sur toutes les opérations, sans aucun pouvoir exécutif. Ces trois employés forment le conseil supérieur de la manufacture, qui prend toutes les mesures nécessaires au besoin du service. Un sous-inspecteur est adjoint à l'inspecteur dans les principales manufactures. Un directeur-général et quatre sous-directeurs, dont deux remplissent les fonctions d'inspecteurs spéciaux et ont pour adjoints deux sous-inspecteurs spéciaux, dirigent le service général et forment le conseil supérieur des tabacs chargé de prendre toutes les décisions relatives à la culture, aux achats et à la fabrication. Le service de la fabrication se trouve ainsi composé de soixante employés, qui, depuis 1831, se recrutent parmi les élèves de l'École Polytechnique, à moins que quelque protégé, fils ou parent d'un député ou d'un employé du ministère des finances, ne parvienne à se placer dans le service à l'aide d'un examen plus ou moins sérieux sur les mathématiques, la chimie et la physique. Cet état actuel de l'administration des tabacs n'a pas été constitué sans quelques variations. D'abord elle faisait partie de l'administration des contributions indirectes; elle en a été séparée en 1831 et placée sous la direction d'un chef spécial qui vient d'être entouré du conseil supérieur dont nous avons parlé. Puis est arrivée une organisation de bureaux en trois grandes divisions : personnel, achats et fabrications, comptabilité. C'est ainsi que s'est étendue une administration qui ne formait autrefois que la moitié d'une des quatre divisions de l'administration des contributions indirectes.

Sur les dix manufactures, il y en a neuf qui fabriquent les tabacs ordinaires à priser et à fumer du prix de 7 fr. le kilog., et les tabacs supérieurs à fumer du prix de 11 fr. 10 cent. A Marseille, on ne fabrique que des cigares, soit à cause du peu d'étendue des bâtiments, soit parce que ce genre de fabrication avait pris dans cette ville, avant le monopole, un assez grand développement qu'on lui a laissé depuis. A Paris seulement, on fabrique du tabac à priser supérieur du prix de 11 fr.

10 cent. Morlaix et Tonneins fabriquent spécialement des tabacs en carotte. Enfin les manufactures de Lille et de Strasbourg produisent des tabacs à priser et à fumer d'un prix inférieur, tabacs auxquels on a donné le nom de tabacs de cantine. Ces tabacs à prix réduits ont pour objet de diminuer l'introduction frauduleuse des tabacs étrangers sur la frontière, en diminuant les avantages que les fraudeurs peuvent retirer de la contrebande.

Les manufactures expédient ensemble plus de 16 millions de kilog., quantité supérieure à celle qui est annuellement consommée, de telle sorte que la fabrication ne pourrait être surprise par quelque accident et mise en défaut. Pour fabriquer les 16 millions que les manufactures expédient, il y a dans ces manufactures 11 millions 500,000 kilog. de feuilles, et 17 millions 800,000 kilog. de matières en cours de fabrication. Cette dernière quantité de tabac, supérieure à la quantité expédiée dans l'année, doit être prête à être livrée l'année suivante, et subvenir à l'accroissement qui se manifestera dans la consommation. C'est ainsi que, par de sages calculs, la régie, sans s'encombrer d'avances qui causeraient des pertes nécessaires, arrive néanmoins à être toujours en mesure de fournir aux demandes des consommateurs.

Les diverses manufactures ne peuvent expédier des tabacs ordinaires du prix de 7 fr. que dans les départements qui les avoisinent, afin que chaque manufacture ait toujours un approvisionnement certain à desservir. Sans cette sage précaution, il arriverait que des préjugés sans consistance, car l'administration s'attache à maintenir partout le même genre et la même perfection de fabrication, amèneraient l'écoulement de tous les produits de telle ou telle manufacture, et laisseraient encombrée telle ou telle autre. Le tableau suivant fera connaître l'importance relative des diverses manufactures. Il fait voir que les manufactures de Paris et de Lille fabriquent environ la moitié des tabacs expédiés, et sont les plus importantes. On remarquera que la Corse ne figure pas parmi les départements, parce que le monopole n'y est pas encore appliqué.

MANUFACTURES.	NOMS DES DÉPARTEMENTS DESSERVIS PAR CHAQUE MANUFACTURE.	TABAC EXPÉDIÉ.
PARIS.	Aube, Cher, Côte-d'Or, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Haute-Marne, Maine-et-Loire, Nièvre, Orne, Sarthe, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Yonne. — En tout 17 départements, dont la population est de 6,504,018 âmes.	kilog. 3,758,813 en outre 94,428 cigares de la Havane.
STRASBOURG. . .	Doubs, Meurthe, Meuse, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Vosges. — 8 départements, 3,148,801 âmes.	1,988,178
LILLE.	Aisne, Ardennes, Marne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme. — 7 départ., 3,821,619 âmes.	3,572,439
LE HAVRE. . .	Calvados, Eure, Manche, Mayenne, Seine-Inférieure. — 5 départements, 2,603,209 âmes.	1,035,848
MORLAIX . . .	Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Morbihan. — 5 départ., 2,620,278 âmes.	1,553,304
	A REPORTER. .	11,908,582

MANUFACTURES.	NOMS DES DÉPARTEMENTS DESSERVIS PAR CHAQUE MANUFACTURE.	TABAC EXPÉDIÉ.
	REPORT. . .	11,908,582
BORDEAUX. . .	Charente, Charente-Inférieure, Gironde, Landes, Basses-Pyrénées, Deux-Sèvres, Vendée. — 7 départements, 2,624,731 âmes.	816,903
TONNEINS. . . .	Dordogne, Gers, Lot-et-Garonne, Hautes-Pyrénées. Vienne, Haute-Vienne.—6 départements, 1,971,967 âmes.	593,307
TOULOUSE. . . .	Ariége, Aude, Aveyron, Cantal, Corrèze, Creuse, Haute-Garonne, Hérault, Lot, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne. — 13 départements, 3,787,691 âmes.	720,470
LYON, MARSEILLE, où on ne fabrique que des cigares.	Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Ain, Ardèche, Allier, Bouches-du-Rhône, Drôme, Gard, Isère, Jura, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Saône-et-Loire, Var, Vaucluse. — 17 départements, 6,109,915 âmes.	2,165,078
	TOTAL.. . .	16,204,340

Nous avons déjà dit que les frais de fabrication étaient, en moyenne, de 23 fr. 82 cent; mais ce ne sont pas, avec ceux de magasin, les seuls dont il faut tenir compte. Il y a aussi des frais de transport, soit pour amener les feuilles des magasins aux manufactures, soit pour expédier les tabacs fabriqués des manufactures aux entrepôts. Les transports ont été adjugés publiquement à une compagnie qui s'est chargée de les effectuer par terre moyennant le prix de 2 centimes 75 centièmes par quintal métrique et par kilom., et par eau moyennant le prix de 1 cent. 45 centièmes. La dépense totale des transports s'élève ainsi à 1 million 877,000 fr., le taux moyen étant de 5 fr. 31 cent. par quintal pour les tabacs en feuilles transportés des magasins aux manufactures, et de 3 fr. 97 cent. seulement pour les tabacs fabriqués transportés des manufactures dans les entrepôts, ce qui fait une somme de 9 fr. 28 cent. par 100 kilog.

Les tabacs fabriqués se répartissent entre 357 entrepôts. Dès qu'ils sont arrivés à cette destination, les tabacs passent à la charge de l'administration des contributions indirectes. Cependant, avant d'être livrés aux débitants, ils augmentent encore de valeur, tant à cause des remises des entreposeurs que par suite des loyers et frais de magasin, et aussi à cause des traitements du personnel employé spécialement à la répression de la fraude. On remet aux entreposeurs 0,70 cent. pour 100, ce qui a fait, en 1841, 685,642 francs 86 cent.; ainsi la remise moyenne a été par entreposeur de 1,920 fr. 57 cent. Les traitements des employés de la répression de la fraude s'élèvent à 401,443 fr. 17 cent.

L'ensemble de tous ces frais, imputés sur le budget de l'administration des contributions indirectes, monte à 1 million 180,000 fr., ce qui fait 6 francs 22 cent. pour 100 kil. de tabacs propres à la vente.

En tenant compte de tous les frais que coûtent à l'état l'achat, le transport, la fabrication et la conservation des tabacs, on obtient une dépense de 31 millions environ, et la valeur réelle de 100 kilog. de tabacs fabriqués est de 146 fr. C'est

cette valeur que nous supposerons au tabac dans le chapitre suivant, pour calculer le bénéfice réel de la régie.

Tel est l'ensemble de l'administration des tabacs. Descendrons-nous dans quelques détails de fabrication? Dirons-nous comment se fabriquent telles ou telles espèces de tabacs? Quelques mots suffiront pour faire comprendre ce travail. Les matières manufacturées peuvent se diviser en deux grandes classes, tabacs à priser, tabacs à fumer. C'est surtout dans la fabrication des premiers que la régie excelle. Les feuilles de tabac destinées à cette fabrication, après qu'on les a triées, puis mouillées avec une dissolution de sel marin pour empêcher la putréfaction, sont dépouillées d'une partie de leurs côtes, puis hachées, et mises en de grandes masses où elles restent plusieurs mois à fermenter. Cette fermentation ne réussit bien que quand la masse de tabac est considérable et s'élève de 40 à 50,000 kilog. environ. La température de la masse s'élève jusqu'à 70 degrés centigrades, et elle s'élèverait plus haut encore, carboniserait complétement le tabac, si on n'y prenait garde. Le tabac est ensuite réduit en poudre par des moulins, et soumis de nouveau à une fermentation qui développe son arome. Il ne faut pas moins de seize mois pour que la poudre soit enfin livrée aux consommateurs. Lorsqu'on n'a pas de très-grandes quantités de tabac, il est impossible d'obtenir toujours un bon produit; car il arrive souvent qu'une masse en fermentation ne réussit pas, prend un mauvais goût ou se charbonne. Ce n'est pas un grand inconvénient quand on peut mélanger la masse manquée à une très-grande quantité de tabac, mais il peut en résulter des pertes considérables lorsqu'on ne peut avoir recours à ce moyen.

Quant à la fabrication du tabac à fumer, elle est guidée par des principes tout contraires; il faut que l'on évite la fermentation, et cela est souvent difficile quand on opère sur de grandes masses. On choisit les feuilles légères; on les mouille, pour pouvoir les travailler, avec une dissolution de sel marin; mais, aussitôt qu'elles sont hachées, on chasse l'eau en excès dont elles sont chargées par une chaleur de cent degrés qu'on leur applique brusquement, et on les étend ensuite sur des séchoirs. Malgré toutes les précautions qu'on peut prendre, cette espèce de tabac ne peut recevoir tous les soins que lui donnerait une petite fabrique, et c'est ce qui explique l'infériorité de sa qualité en France.

On ne fabrique en France que les cigares à 5 et 10 centimes; les autres cigares sont tirés de la Havane, dont les feuilles conviennent surtout à cette fabrication. On a essayé ces deux dernières années de faire venir des cigares de Manille et quelques autres espèces de cigares supérieurs. On ne sait pas encore si ce sera avantageux pour la régie, car peu de personnes en France peuvent payer 40 et 50 cent. un cigare. Cette consommation de luxe sera donc toujours de très-peu d'importance, quoique la régie veuille se mettre en mesure, par un approvisionnement plus considérable, de pouvoir satisfaire à toutes les demandes qui lui seront faites. Elle livrera les cigares de luxe à meilleur marché que la contrebande qui, jusqu'à ce jour, avait satisfait à cette consommation particulière.

Il y a encore une branche de produits, celle des cigarettes, que la régie commence à vouloir exploiter, et qui promet une augmentation de revenus assez considérables, puisque avec un kilogramme de scafalati de 12 fr., en tabac du Levant ou du Maryland, on peut faire 750 cigarettes, lesquelles, vendues à 5 cent. la pièce, donnent un produit de 37 fr. 50 cent., et, par conséquent, un bénéfice de plus du double de la valeur fictive de la matière première. La régie n'est arrêtée

que par la recherche du moyen d'empêcher la contrebande. Je ne sais pourquoi elle s'est imaginé qu'il fallait pour cela fabriquer du papier en tabac au moyen des côtes de tabac, qu'on incinère aujourd'hui. Il est probable qu'on ne parviendra pas à donner à ce papier la flexibilité nécessaire indispensable pour confectionner les cigarettes. Est-ce qu'un timbre sec ne suffirait pas pour empêcher toute fraude et garantir les droits du trésor? Dans tous les cas, on ne pourra pas empêcher les fumeurs de fabriquer eux-mêmes leurs cigarettes et de garder le bénéfice qu'ils procureraient à la régie en achetant celles qu'elle vendra si cher.

C'est dans nos manufactures qu'on fabrique avec des feuilles de choix le tabac à mâcher, soit ordinaire à 8 fr., soit étranger en feuilles de Virginie seulement à 11 fr.; cette consommation est aussi très-accessoire.

VI. — VENTE DES TABACS.

La vente des tabacs est actuellement confiée à 29,000 débitants spéciaux, soumis à un cautionnement fixé en raison de la population, et s'élevant du minimum de 50 fr. dans les petites localités, au maximum de 1,500 fr. à Paris. Il leur est fait une remise totale de 15 millions, de telle sorte que chaque débitant fait un bénéfice moyen de 480 fr. La garantie certaine de la bonne foi mise dans la vente des tabacs fabriqués par l'état repose tout entière sur le mode qui consiste à en charger des agents commissionnés et révocables. Il faut en effet que les débitants vendent tous au même prix une marchandise qui ait partout la même qualité; il faut qu'on puisse s'assurer que le tabac, substance qui se détériore au simple contact de l'air, soit toujours dans un bon état de conservation, reste pur de tout ingrédient étranger, comme argile ou chicorée, matières que la fraude y mêle souvent, et ne soit pas humecté; il faut aussi empêcher que les débitants puissent vendre du tabac de contrebande. C'est en vain que l'on chercherait à obtenir la réalisation de ces conditions préservatrices des droits des consommateurs et des droits du trésor, si l'on accordait le droit de vendre du tabac à quiconque présenterait certaines conditions de solvabilité et de bonne foi et paierait une licence, car la fraude présenterait trop d'avantages pour qu'on ne fût pas encouragé à lutter contre une pénalité peu rigoureuse, quand on considère surtout qu'on ne saurait plus aujourd'hui employer ces barbares moyens de répression d'autrefois, qui ne parvenaient cependant pas à arrêter la contrebande. C'est à peine si l'on pourrait soumettre les débitants libres aux visites des agents du contrôle; bientôt ces visites passeraient pour vexatoires et inquisitoriales, deviendraient odieuses, et, en supposant qu'elles pussent amener la constatation du délit de fraude, les magistrats ne sauraient appliquer une peine bien grave au marchand coupable d'avoir ajouté quelques grammes d'eau à une substance aussi peu nécessaire que le tabac. La régie, au contraire, pouvant révoquer ses agents en cas d'infidélité ou d'infraction aux règlements et leur ôter ainsi leurs moyens d'existence, exercera une surveillance tout à fait efficace.

Les bureaux de tabac, à mesure de vacances, sont généralement donnés à des veuves de militaires sans fortune, à de vieux employés inférieurs privés de ressources, sans que le titulaire précédent ait aucune influence sur la transmission de sa charge. A Paris seulement, tout débitant qui veut cesser de l'être peut se dé-

mettre en faveur d'un acquéreur, pourvu que celui-ci apporte deux démissions. Cette faculté est tolérée parce qu'en général la vente du tabac ne peut être à Paris qu'un accessoire à un autre commerce, à cause du prix élevé de location des boutiques et des frais considérables que nécessite l'établissement. A chaque mutation, le gouvernement peut néanmoins disposer d'un bureau en faveur d'une personne qui a des titres à sa bienveillance. Sans approuver les trafics électoraux que l'on a pu faire des bureaux de tabac et des bureaux de poste, on doit avouer que c'est un moyen de récompense placé très-justement entre les mains du pouvoir.

Nous avons déjà donné, par le dernier tableau, une idée de la consommation du tabac dans les différentes parties de la France, en faisant voir quelle est cette consommation dans les circonscriptions des diverses manufactures. Il ne nous reste, pour compléter les renseignements qu'on peut désirer sur cette question, qu'à parler de la consommation individuelle et à donner quelques détails, que l'on sera peut-être curieux de connaître, sur les bénéfices que fait la régie.

La France consomme actuellement 6 millions 400,000 kilog. de tabac en poudre, et 9 millions 600.000 kilog. de tabac à fumer, en tout 16 millions; ce qui fait par individu 190 grammes de tabac à priser, et 287 grammes de tabac à fumer, en tout 477 grammes. Mais cette consommation individuelle varie considérablement d'un département à un autre. Les départements où elle est la plus grande sont les suivants :

CONSOMMATION DE TABAC.

	EN POUDRE.	A FUMER.	TOUTE ESPÈCE.
Nord.	130 gr.	1,666 gr.	1,796 gr.
Pas-de-Calais. . .	168	1,398	1,566
Haut-Rhin . . .	269	909	1,178
Seine.	551	644	1,195
Bouches-du-Rhône .	300	733	1,033

Les départements où elle est la plus faible sont :

	EN POUDRE.	A FUMER.	TOUTE ESPÈCE.
Lozère.	106 gr.	38 gr.	144 gr.
Haute-Loire. . .	79	72	151
Charente. . . .	126	35	161
Tarn.	128	35	163
Lot.	143	28	171
Gers.	126	43	167
Ariége.	127	47	174

Il résulte de ce rapprochement ce fait très-remarquable que, dans les département où la consommation individuelle est la plus forte, la consommation du tabac à fumer l'emporte de beaucoup sur celle du tabac à priser, tandis que précisément le contraire se présente dans les départements où la consommation individuelle est la plus faible. C'est que l'usage du tabac à priser est celui que l'on prend le plus facilement, et doit par conséquent dominer dans les contrées où la passion du tabac n'a pas encore pénétré. Lorsqu'au contraire on a vaincu le premier effort que demande l'usage de la pipe, le goût du tabac à fumer ne tarde pas à devenir domi-

nant D'autre part, l'usage du tabac à priser est en quelque sorte le privilége de la vieillesse, et dès lors cet usage prend très-peu d'extension. L'usage du tabac à fumer, adopté par la jeunesse et l'âge mûr, se répand beaucoup plus et s'accroît surtout dans les départements industriels où se trouvent réunis un grand nombre d'hommes voués aux travaux des manufactures. C'est à peine si, dans ces huit dernières années, la consommation du tabac à priser s'est accrue de 600,000 kilog., tandis que celle du tabac à fumer s'est accrue de près de 3 millions de kilogrammes.

C'est pour 94 millions 68,056 francs que la quantité de tabac consommée en 1840, pour 97 millions 948,984 fr. que la quantité consommée en 1841, et 100 millions 714,000 fr. que la quantité consommée en 1842 ont été vendues aux débitants. Ceux-ci les ont vendues aux consommateurs moyennant 108 millions, 108,600,000 et 109 millions de francs, en faisant un bénéfice de 14 millions, de 14 millions 600,000 fr., et 15 millions. En défalquant du prix de vente la valeur réelle de la quantité de tabac consommée, on trouve que le monopole revient aux consommateurs à environ 90 millions. Ainsi les consommateurs paient 6 fr. 26 cent. ce qui ne coûte qu'un franc à l'état considéré comme fabricant. Sur ces 6 fr. 26 cent., il y a 1 fr. pour frais d'achat et d'exploitation, etc., 79 cent. pour le débitant, et 4 fr. 47 cent. pour le trésor. La régie fait donc un bénéfice moyen de 447 fr. pour cent.

On conçoit que la valeur fictive si élevée que l'impôt donne au tabac a dû être un appât bien puissant pour l'introduction en fraude du tabac fabriqué à l'étranger. Quelque sévère qu'eût été la répression de la fraude, il n'est pas douteux que la chance d'un bénéfice de plus de 400 pour 100 aurait donné lieu à d'énormes importations, si la régie n'avait diminué sur nos frontières la différence qui existe entre la valeur réelle et la valeur fictive des tabacs. Elle fait donc vendre dans ces contrées des tabacs de moindre qualité à prix réduits, dits tabacs de cantine. Elle diminue ainsi l'appât offert aux contrebandiers, qui ne laissent pas, du reste, que d'exercer leur industrie malgré cette précaution. Sur les bords du Rhin s'élèvent un grand nombre de fabriques dont tous les produits sont consommés en France. Quant aux tabacs que l'on veut importer en se soumettant à l'impôt, ils sont en très-petite quantité à cause des énormes droits auxquels on les assujettit; on n'importe guère que quelques milliers de cigares de la Havane, qui paient annuellement 90.000 fr. de droit d'entrée.

Néanmoins ce n'est pas sur les frontières seulement que se fait la contrebande du tabac. Les tabacs de cantine sont à des prix qui vont en croissant à mesure que l'on pénètre dans l'intérieur de la France. Ces prix s'élèvent successivement de 1 fr. 50 c. à 2 fr. 15 c., 2 fr. 55 c., 3 fr. 40 c. et 5 fr. 55 c.; mais, comme il existe encore une différence notable entre les prix des tabacs de cantine de diverses zones, il se fait une contrebande très-active qui a pour objet de transporter ces tabacs d'une ligne à une autre. Cela fait, un changement de vignettes suffit pour donner au nouveau paquet de tabac une valeur bien supérieure à celle qu'il avait d'abord. Cette contrebande est organisée en grand; ce sont des troupes d'enfants ou des hommes à cheval qui font passer ces tabacs. Comme les lignes sont assez rapprochées pour qu'on puisse souvent les franchir toutes en une nuit, il en résulte que le bénéfice est assez considérable pour couvrir les frais de ce commerce frauduleux. Pour y mettre un frein, on ne permet pas aux débitants de tabac de nos départements limitrophes une provision de plus de 3 kilogrammes de chaque espèce de tabac. En outre, un service de surveillance spéciale, composé de deux cent sept

employés, qu'aident d'ailleurs la gendarmerie et les employés des douanes, est chargé de la répression de la fraude dans les départements traversés par les lignes. Les lignes s'étendent à travers les départements suivants : Nord, Pas-de-Calais, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Ardennes, Doubs, Aisne, Meuse, Meurthe, Vosges, Haute-Saône, Jura, Somme et Ain. On ne peut dire si l'infiltration des tabacs de cantine s'étend beaucoup au delà de ces départements; dans tous les cas, cette infiltration remplace celle des tabacs étrangers, qui ne se fait plus que sur l'extrême frontière, et c'est un grand avantage. Du reste, la vente des tabacs de cantine est fort considérable, car elle s'élève à près de 5 millions de kilog., sur lesquels il y a plus de 4 millions de kilog. de tabac à fumer.

Je ne sais si cette vente augmente le chiffre de la consommation individuelle, car, dans les départements où elle est permise, ce chiffre varie de 254 gr. à 1776. Elle doit toutefois augmenter assez fortement la consommation dans le Nord et le Pas-de-Calais. Il est bien entendu qu'il ne s'agit que de la consommation des tabacs de régie, car on n'a aucune donnée sur celle des tabacs de contrebande. Dans tous les cas, la fraude n'a réellement pas une grande importance; elle se réduit à celle que nous venons de signaler, et à la plantation non autorisée de quelques pieds de tabac. Quant à des fabrications clandestines, il est probable qu'il n'en existe point.

Voici quels sont les prix des différents tabacs livrés à la consommation par la régie. Elle fabrique trois espèces de tabacs, le tabac dit étranger, composé entièrement avec des feuilles exotiques; le tabac ordinaire, composé de feuilles exotiques et de feuilles indigènes dans des proportions variables pour les diverses espèces de tabac, mais au plus de quatre cinquièmes de feuilles indigènes; le tabac de cantine, composé de feuilles indigènes soit marchandes, soit non marchandes, et de côtes et de débris.

	PRIX DE REVIENT DU KILOGRAMME.	PRIX DE VENTE AU DÉBITANT.	PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR.	BÉNÉFICE DE LA RÉGIE PAR KILOGRAMME.
TABACS ÉTRANGERS.				
Tabac à priser. . .	2 fr. 09 c.	11 fr. 10 c.	12 fr. » c.	9 fr. 01 c.
Tabac à fumer.. . .	2 47	11 10	12 »	8 62
Rôles à mâcher . .	2 63	9 80	11 »	7 17
Carottes à râper. .	2 03	9 50	10 »	7 47
Cigares à 10 c. . .	7 42	22 »	25 »	14 58
Cigares à 5 c. . . .	3 45	11 »	12 50	7 55
TABACS ORDINAIRES.				
Tabac à priser. . .	1 44	7 »	8 »	5 56
Tabac à fumer. . .	1 98	7 »	8 »	5 02
Rôles à mâcher. . .	1 92	7 »	8 »	5 08
Carottes à râper. . .	1 93	7 »	8 »	5 07
TABACS DE CANTINE.				
Tabac à priser. . .	1 36	5 55	6 50	4 26
	1 06	3 40	4 »	2 54
	0 95	2 55	3 »	1 60
	0 90	2 15	2 50	1 25

	PRIX DE REVIENT DU KILOGRAMME.		PRIX DE VENTE AU DÉBITANT.		PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR.		BÉNÉFICE DE LA RÉGIE PAR KILOGRAMME.	
Carottes gros rôles et tabac haché. . .	1	92	5	55	6	50	3	53
	1	69	3	40	4	»	1	71
	1	45	2	55	3	»	1	10
	0	95	2	15	2	50	1	10
	0	90	1	70	2	»	0	80

CIGARES DE LA HAVANE.

Cigares à 20 c. . . .	32	47	43	50	50	»	11	03
Cigares à 15 c. . . .	20	21	32	50	37	50	13	30

Le kilog. contenant 250 cigares, on reconnaît que la régie bénéficie de 4 c. et demi sur le cigare à 20 c., et de 5 c. sur le cigare à 15 c.

La régie vend en outre à la marine, aux hospices et aux droguistes, des tabacs fabriqués ou en feuilles, à des prix inférieurs; mais cette vente est fort peu considérable.

Il résulte de ces détails que les bénéfices que fait la régie sur les différentes espèces de tabac sont excessivement variés. Nous avons déjà dit que le bénéfice moyen s'élève à 447 fr. pour 100.

Le bénéfice réel que fait la régie se compose toujours de l'excédant de ses recettes sur ses dépenses, plus de l'augmentation qui survient dans son capital. Ce capital, qui ne s'élevait dans l'origine qu'à 25 millions 568,400 fr., s'élève actuellement à 64 millions 860,000 fr. Le bénéfice réel a subi une augmentation proportionnée, surtout depuis 1830. Voici, du reste, comment il a varié depuis l'établissement du monopole :

Six derniers mois de 1811. 1812. 1813. 1814.	93,355,842 fr.	—	1827.	46,383,633 fr.
		—	1828.	46,373,633
		—	1829.	45,632,490
		—	1830.	46,782,408
		—	1831.	45,920,930
1815.	32,123,303	—	1832.	47,751,597
1816.	33,355,321	—	1833.	49,230,280
1817.	39,182,994	—	1834.	50,843,714
1818.	41,705,861	—	1835.	51,700,181
1819.	41,412,893	—	1836.	55,629,540
1820.	42,219,604	—	1837.	59,008,112
1821.	41,950,997	—	1838.	61,682,425
1822.	41,584,489	—	1839.	66,001,841
1823.	43,129,723	—	1840.	70,111,157
1824.	44,030,453	—	1841.	72,000,000
1825.	44,993,057	—	1842.	74,000,000
1826.	45,728,983	—		

Ce qui fait un revenu total de 1 milliard 469 millions 754,000 fr. Qu'on

compare ce revenu à celui que produisait l'impôt sur le tabac pendant la période de onze années qui a été marquée par tous les essais infructueux qui ont amené cette mesure si favorable au trésor.

An VII.	3,109,313 fr.	—	An XIV.	16,392,109 fr.
An VIII.	3,509,397	—	1807.	14,519,367
An IX.	3,734,124	—	1808.	13,299,082
An X.	4,868,319	—	1809.	13,735,888
An XI.	4,026,010	—	1810	
An XII.	8,971,748	—	et six derniers	23,128,471
An XIII.	12,100,561	—	mois de 1811.	

Total, 121 millions 894,388 fr., c'est-à-dire beaucoup moins que le produit de deux années actuellement, et à peine le produit de quatre années à l'origine du monopole. Ces chiffres démontrent au delà de toute évidence l'efficacité de ce régime, qui a fait entrer dans les coffres de l'état 1,470 millions de francs en trente-deux ans, en livrant à la consommation 406 millions de kilogrammes de tabac, ayant seulement une valeur réelle de 585 millions de francs.

VII. — APERÇU D'UNE ORGANISATION DU TRAVAIL.

En résumé, l'administration des tabacs ne retire du monopole un revenu si considérable qu'au moyen de l'exclusion complète des tabacs provenant des fabriques étrangères, de l'absence de la concurrence pour l'achat des tabacs indigènes, et des adjudications pour l'achat des tabacs exotiques. Son approvisionnement est régularisé de manière à subvenir à toute augmentation dans la consommation, mais aussi de manière à éviter l'encombrement. La fabrication se fait au meilleur marché possible, mais sans frustrer l'ouvrier d'un juste salaire; l'homme de peine trouve dans les manufactures de l'état le même salaire que dans tous les travaux des marchés des villes; l'ouvrier fabricant a un salaire qui lui permet partout de faire vivre sa famille, à laquelle d'ailleurs le travail de la manufacture ne manque jamais. Le débitant fait sur le tabac qu'il vend un bénéfice raisonnable, et la concurrence des débitants est impossible, car le consommateur peut trouver chez tous au même prix le même produit, qu'ils ne peuvent altérer sans encourir la suppression de leur commerce. Enfin la régie, se pliant aux exigences de la ruse, offre ses produits à bon marché là où l'étranger pourrait lui faire une concurrence sérieuse, et augmente graduellement ses prix à mesure que cette concurrence trouve des embarras plus grands à s'établir. Ce n'est pas l'armée de douaniers qui couvre nos frontières, ce n'est pas le service spécial qui est chargé de la répression de la fraude, ce ne sont pas toutes les mesures violentes qu'on a pu imaginer, qui ont empêché la contrebande : la contrebande n'a été supprimée en partie qu'en vertu de l'annulation de l'intérêt que le fraudeur avait à s'exposer à des dangers qu'il présume toujours pouvoir éviter. Ne sait-on pas que, dans les idées de la population industrielle, frustrer l'état de l'impôt exigé, ce n'est pas voler, et que la qualification de contrebandier ne fait peser aucune infamie sur l'homme dont la vie est une lutte continuelle contre la douane et le fisc ? Sans toutes les sages mesures

qu'a prises la régie, son revenu n'aurait jamais atteint le chiffre énorme auquel il est arrivé.

Que d'autre part on considère l'état de souffrance de toutes nos industries, qu'on remonte à la source du mal, et on verra partout la concurrence illimitée engendrer l'encombrement des produits, cet encombrement amener le rabais des prix de ces produits, et partant aussi la diminution presque sans limite du salaire de l'ouvrier. Les produits deviennent moins chers de quelques centimes, mais l'ouvrier producteur ne reçoit plus qu'un franc pour un travail opiniâtre de douze heures par jour. Il se prive, il prive sa famille du nécessaire; il ne se vêt que de toile grossière, lui qui fabrique les draps les plus beaux; il couche sur la paille, il n'achète pas de mobilier, il vend au contraire le petit mobilier qu'il possède. Les produits industriels ne s'écoulent pas, et les fabricants cherchent en vain à échapper à la ruine qui les menace. Que si au contraire chaque industrie se trouvait organisée disciplinairement, de telle sorte qu'un syndicat, dans lequel entreraient par voie d'élection le maître et l'ouvrier, calculât sûrement quelle quantité de produits pourrait être livrée dans l'année à la consommation, répartit entre tous les fabricants l'approvisionnement en prenant pour base de la proportion l'importance de chaque fabrique particulière, fixât les prix auxquels les produits seraient livrés à la vente, de manière que l'ouvrier pût retirer de son travail un juste salaire, comme le fabricant de ses capitaux, de ses soins, de sa responsabilité, un juste bénéfice, indiquât des marchés placés selon les besoins des localités, marchés où les produits de telle ou telle fabrique viendraient s'écouler; que, si une mesure semblable à celle que nous ne faisons qu'indiquer était adoptée, on remédierait certainement au danger imminent d'une perturbation générale dans les classes industrielles.

Une assemblée générale où seraient appelés indistinctement tous les membres intéressés de telle ou telle branche de l'industrie ne pourrait certes pas résoudre une telle question, et elle faillirait à la mission qui lui serait confiée. Il y aurait une lutte évidente entre les intérêts avides mis en présence comme pour combattre Mais un conseil élu par tous les fabricants, maîtres ou ouvriers, et formé d'un certain nombre d'entre eux, un conseil revêtu de la confiance de tous aurait certainement la puissance de se faire entendre. L'ouvrier protégé par ce conseil suprême, auquel il aurait droit de représentation, cesserait de s'agiter convulsivement contre l'ordre établi, et de se constituer le premier ennemi de l'industrie qui le fait vivre et soutient sa famille. Le maître, contenu par la surveillance supérieure du conseil qu'il a nommé, et par la surveillance non moins efficace des ouvriers dont il devrait craindre surtout de blesser les intérêts, alors que la lumière descendrait incessamment sur ses actes, cesserait de s'élancer dans des spéculations ruineuses, sans pourtant résister au progrès. Nous ne voulons pas en effet arrêter les élans de l'industrie, dont nous connaissons toute la puissance. Nous désirons non-seulement la protection, mais encore la récompense de toute invention ; toute invention deviendrait la propriété de tous, après la rémunération pécuniaire et honorifique dûment accordée à l'homme de patience et de travail qui l'enfante avec les peines, les veilles, les sueurs que l'on sait. Le progrès alors n'entraînerait plus, comme aujourd'hui, la ruine du passé, et la récompense de l'inventeur ne serait plus prélevée sur la misère où la nouvelle invention précipite la vieille routine, dont les services ont cependant été si bienfaisants.

Le conseil spécial de chaque industrie trouverait par lui-même les éléments qui seraient nécessaires pour répartir entre tous les fabricants la somme totale des tra-

vaux et des produits demandés à cette industrie. Sa constitution lui donnerait la puissance de remplir cette mission. Ce serait au gouvernement de lui fournir les éléments où il puiserait la connaissance de cette somme totale de produits dont l'écoulement serait probable; ce serait aussi le gouvernement qui lui indiquerait dans quelles proportions les différents marchés pourraient absorber les produits. Ces éléments seraient facilement rassemblés par une administration centrale instituée auprès du ministère du commerce. et qui aurait en outre pour mission d'assurer l'exécution des règlements conformément aux intérêts de tous, commerçants, industriels, ouvriers, consommateurs.

Mais pourquoi faire intervenir, me dira-t-on, le gouvernement dans chaque industrie? Que chacun entreprenne tels travaux qu'il lui plaise d'imaginer, que chacun s'agite et trouve en soi-même les éléments de son succès ; que chacun s'enrichisse ou se ruine. qu'importe au gouvernement? Qu'importe! oh! non pas. Un père de famille, après avoir partagé entre ses fils le bien qu'il leur destinait, après avoir placé chacun d'eux à la tête de l'industrie de leur choix, n'a pas le droit de se reposer; il leur doit encore, il leur donne toujours des conseils sur la conduite qu'ils doivent tenir; il leur indique, en les mettant sur la route de la vie, et les obstacles qu'ils doivent vaincre, et les pentes qu'ils doivent éviter. Il les suit sur le chemin pour veiller à leurs intérêts. il les accompagne avec la sollicitude inquiète dont vous avez tous conservé tant de reconnaissance. N'a-t-on pas dit mille fois qu'un état forme une grande famille? Le gouvernement n'en représente-t-il pas le père? Ne doit-il pas alors veiller sur tous les intérêts des membres de cette famille, c'est-à-dire de toutes les industries? Quand le mal est consommé, quand la misère est partout, le gouvernement intervient et cherche un remède à la maladie. Le remède est souvent efficace, c'est vrai. mais souvent aussi il est tellement énergique qu'il tue, témoin le projet de la suppression de la sucrerie indigène, qui propose de détruire par une loi une industrie longtemps protégée et encouragée. Faut-il toujours que le mal soit consommé. pour que le gouvernement intervienne? et sa mission ne serait-elle pas plus belle, s'il prévoyait et empêchait les maux dont il ne cherche maintenant que la réparation? Ce que nous disons s'applique non-seulement aux intérêts industriels, mais encore aux intérêts agricoles. Est-ce que le Bordelais serait encombré de vins dont les producteurs ne savent que faire, si la production avait été calculée d'après la consommation probable? Est-ce qu'il n'appartenait pas au gouvernement de prévenir le cultivateur que, s'il continuait à propager la vigne, tandis que la consommation du vin restait stationnaire. il ne saurait recueillir le fruit de ses travaux? C'est ainsi partout; une spéculation réussit, produit un revenu assez élevé; mille imitateurs se lèvent aussitôt et veulent partager ce revenu. Divisé entre tous, le revenu ne satisfait plus les besoins de personne. Si, au lieu de dire constamment à l'industrie : Fabrique, fabrique, le gouvernement intervenait pour prévenir le mal, s'il disait à l'industrie : Ne fabrique que tant, car il ne pourra être consommé que tant; ne produis que tant, car l'excès de ta production entraînera ta ruine. il ne serait pas réduit à employer des mesures extrêmes qui le mettent dans des embarras d'autant plus cruels. qu'elles en appellent incessamment de plus extrêmes encore, car le plus souvent elles ne remédient point au mal.

On ne peut donc contester l'intervention obligée du gouvernement dans l'industrie particulière. C'est un fait, un fait tardif, il est vrai, qui ne se produit que lorsqu'il n'est plus temps, que lorsqu'il s'agit de réparer un mal presque toujours irréparable. Et quant à la possibilité de l'organisation de conseils destinés à régle-

menter l'industrie, l'institution des prud'hommes, qui répand partout sa salutaire influence. est là pour la démontrer. Seulement cette institution a encore le même vice radical que nous reprochons à l'intervention du gouvernement dans l'industrie; elle est destinée à juger les différends qui peuvent se présenter entre les industriels, et non pas à les prévenir. C'est encore un remède au mal déjà fait; l'intervention se manifeste encore trop tard.

Nous demanderions donc seulement le déplacement de cette intervention. C'est elle seule qui peut arrêter les spéculations effrénées et mettre l'équilibre entre la production et la consommation, en associant, pour ainsi dire, la libre concurrence avec les corporations privilégiées d'autrefois. Les nouvelles corporations élisant le conseil chargé de l'administration générale de chaque industrie n'auront pas d'ailleurs à craindre la surveillance trop gênante du fisc que l'on redoute toujours comme par instinct. Le gouvernement ne doit pas s'immiscer dans les affaires particulières, et les conseils spéciaux de chaque industrie se garderont bien de lui confier les secrets de chacun. Le devoir que le gouvernement a à remplir est surtout un devoir d'admonestation, devoir bien facile avec les immenses ressources que la centralisation a mises entre ses mains. Il doit donner les renseignements propres à éclairer les industriels, pour que ceux-ci ne s'élancent plus aveuglément dans leurs spéculations, et n'agissent qu'après avoir pu peser sagement leurs actes importants. Le devoir d'admonestation, de sage prévision, est imposé à l'état, quelle que soit d'ailleurs l'organisation de l'industrie, lors même qu'on ne changerait rien à l'anarchie où se trouve plongée la classe des travailleurs. Il est du devoir du gouvernement d'indiquer à tous, industriels ou agriculteurs, pauvres ou riches, petits ou grands, artisans ou artistes, car tous paient sa protection, quelle quantité de travail de toute sorte est nécessaire; il doit poser la limite du superflu. Ce n'est pas à la remorque de l'industrie que doit se traîner le gouvernement d'une nation, comme le chirurgien à la suite d'une armée pour amputer et panser les blessés le jour de la bataille, comme l'infirmier pour enterrer les morts. La place que nos gouvernants devraient ambitionner n'est pas à la queue, mais bien à la tête; leur rôle n'est pas celui de la réparation, de l'indemnisation; leur rôle devrait être celui de la direction, de la surveillance, de la protection.

Si vous rejetez l'organisation industrielle que nous proposons, parce qu'elle introduirait des changements trop profonds et trop subits dans la situation actuelle des classes laborieuses, faites au moins pour toute industrie ce que l'administration des tabacs fait avec tant de sagesse. Elle sait combien elle doit fabriquer de kilogrammes de tabac, quelles quantités elle peut vendre dans tels ou tels marchés, et partant quelle doit être l'importance des fabriques exclusivement destinées à les alimenter. Elle sait parfaitement tous les débouchés où ses produits peuvent s'écouler, et tous les lieux où elle peut renouveler son approvisionnement aux prix les plus avantageux. Faites donc que tous les industriels français connaissent aussi tous les débouchés où les marchandises encombrées dans leurs magasins pourront s'écouler. Indiquez-leur non-seulement la consommation intérieure, mais encore la consommation étrangère Que nos agents consulaires servent à la prospérité nationale en indiquant dans toutes les régions du globe les besoins de chaque peuple. Faites que tous les fabricants sachent ces choses, que l'administration des tabacs connaît si bien, et alors au moins ils ne pourront attribuer qu'à eux seuls les mécomptes qu'ils rencontreront. Sans doute, la rivalité est une puissance qui produit quelquefois de merveilleux effets; mais que la rivalité dans l'industrie s'at-

tache à doter la France et le monde entier de magnifiques produits, et qu'elle n'ait pas pour unique résultat la ruine des uns comme conséquence de la prospérité des autres. L'industrie française s'épuisera en de vains efforts si, dans ses diverses branches, il n'y a que lutte pécuniaire entre les rivaux. Il faut que chaque industrie forme un faisceau dont toutes les parties se soutiennent.

Toute puissance est faible à moins que d'être unie.

BARRAL.

DES

INTÉRÊTS FRANÇAIS

DANS L'OCÉANIE.

Les questions que semblaient pouvoir susciter nos établissements nouveaux dans l'Océan Pacifique ont perdu une partie de leur importance depuis les explications échangées dans les deux chambres du parlement anglais. Le cabinet britannique n'élève aucune objection contre l'occupation des îles Marquises et des îles de la Société; il reconnaît pleinement le droit de la France d'étendre son système de colonisation par tous les procédés conformes aux règles du droit des gens; il ne réclame, en faveur de ses nationaux, que le respect de principes inviolables et sacrés, auxquels la France ne pourrait porter la plus légère atteinte sans se mettre elle-même en contradiction avec ses lois fondamentales.

Les déclarations de sir Robert Peel et de lord Aberdeen ne nous ont par surpris. Des motifs généraux, sur lesquels il est inutile d'insister, ne permettaient pas de croire que le cabinet français se fût exposé, pour un intérêt fort secondaire, à des difficultés sérieuses, systématiquement écartées depuis deux ans au prix de sacrifices plus pénibles. Un gouvernement qui eût couru le plus léger risque d'altérer ses bons rapports avec l'Angleterre pour conquérir Nukahiva et pour exercer un protectorat à Papiti, après avoir abandonné l'Orient et l'Espagne à l'ascendant de son allié, n'eût pas été seulement le plus téméraire des pouvoirs, il en aurait encore été le plus insensé. Il y avait donc certitude morale que les entreprises de l'amiral commandant notre station dans la mer du Sud ne feraient naître aucune complication diplomatique, et que, si des clameurs étaient poussées par certains organes de la presse anglaise et dans quelques *meetings* religieux, le gouvernement prudent et habile que dirige sir Robert Peel ne s'associerait point à ces violences et à ces injures.

Ce gouvernement poursuit d'ailleurs à cette heure même près de la France des

négociations dont l'issue le préoccupe trop vivement pour qu'il se laisse entraîner par les déclamations de quelques énergumènes. Lorsqu'on croit entrevoir la possibilité d'ouvrir enfin le marché français à la fabrique anglaise, lorsqu'on médite et qu'on espère l'asservissement industriel de l'Espagne, on ne se détourne pas de ces grands et hardis desseins pour prêter l'oreille aux cris d'*Exeter-Hall*, et prendre fait et cause pour le roi Yotété ou la reine Pomaré-Vahine.

Cette conduite mesurée s'explique d'ailleurs par le caractère précaire et peu menaçant de nos futurs établissements coloniaux, et plus encore peut-être par les négociations auxquelles il est naturel de supposer qu'ont donné lieu des faits antérieurs peu éclaircis jusqu'à ce jour. Disons-en d'abord quelques mots.

On se rappelle qu'aux derniers mois de 1839 de grands projets de colonisation avaient été conçus pour la Nouvelle-Zélande. Le concours du gouvernement français dans cette opération est devenu plus manifeste encore depuis que la récente discussion de la loi des comptes a révélé au public le genre d'assistance donné aux colons embarqués à Nantes et à Bordeaux (1). C'était une prise de possession qu'on entendait évidemment consommer, c'était un établissement politique et militaire qu'on se proposait de fonder à la presqu'île de Banks.

Mais l'Angleterre savait tout ce que renferme de richesse et d'avenir ce sol fertile et salubre, et ses navigateurs comme ses missionnaires lui avaient depuis longtemps révélé l'importance de cette position maritime. Elle hésita d'abord à prendre possession officielle d'un vaste territoire sur lequel elle ne pouvait faire valoir aucun titre de priorité de découverte, de cession ni de conquête. On sait en effet que la Nouvelle Zélande, visitée au commencement du XVII[e] siècle par des marins hollandais, est divisée en une multitude de peuplades distinctes, sans aucun lien même nominal, et qu'aucun chef n'est en mesure de consentir un transfert quelque peu spécieux de souveraineté sur l'une ou l'autre des deux grandes îles. Cependant cet obstacle n'arrêta pas le capitaine Hobson, envoyé sur les lieux dans le cours de 1839, avec mission de négocier des achats partiels de territoire dans le but de faciliter la création de quelques établissements agricoles. Apprenant qu'une expédition française était sur le point d'arriver, et vingt jours seulement avant le débarquement de nos colons dans la baie des Iles, Hobson proclama audacieusement la souveraineté de l'Angleterre sur toutes les terres et îles adjacentes. La hardiesse de cette mesure, prise en violation flagrante du droit international comme de celui des indigènes, fit un instant reculer le cabinet britannique. Mais ce gouvernement ne désavoue guère les agents qui, dans les circonstances difficiles, confessent énergiquement la puissance de leur patrie. L'opinion publique était vivement excitée par les organes d'une compagnie à la tête de laquelle se trouvaient placés des capitalistes et des hommes parlementaires. Le sentiment religieux, si puissant sur cette grande race anglaise, venait d'ailleurs de s'éveiller au récit de la visite pastorale récemment faite par l'évêque d'Australie aux missionnaires épiscopaux établis sur quelques points de ces côtes abandonnées (2). Enfin, dans la douloureuse période écoulée entre le traité du 15 juillet et la convention des détroits, la France n'était pas en mesure de poursuivre aux extrémités du monde le redressement d'un grief qui affectait son hon-

(1) Ordonnance royale du 4 janvier 1840, qui attribue six canons avec leurs affûts et une assez grande quantité d'armes et de munitions à la compagnie de la Nouvelle-Zélande.

(2) *Proceedings of the church missionnary society*, 1840, p. 85. — *Polynesia including New-Zeland*, by the Right. rev. M. Russell, p. 359

neur plus que ses intérêts. Toutes ces circonstances déterminèrent le cabinet de la reine Victoria à faire un pas nouveau dans cette voie d'agrandissement colonial, qui est bien moins, depuis un siècle, le résultat d'un système que la conséquence de pressantes nécessités. Ainsi, la Nouvelle-Zélande fut solennellement proclamée colonie de la couronne, partie intégrante du domaine britannique. et siége d'une église épiscopale. Depuis 1841, des ventes de terre considérables s'y opèrent chaque année au compte du gouvernement, et la ville de Wellington s'élève comme par enchantement sur ces rivages où la France n'abordera plus désormais sans trouver un souvenir de Waterloo. La question de souveraineté a donc été tranchée, malgré des réclamations qui n'ont pu manquer d'être pressantes, et les négociations encore pendantes indiquées par M. le ministre des affaires étrangères dans la discussion des comptes de 1840 (1) ne peuvent désormais porter que sur les droits personnels de nos colons et la sécurité de leurs propriétés particulières. Nous ne concevons à cet égard nulle inquiétude; nous sommes aussi rassurés que les Anglais ont droit de l'être pour ceux de leurs compatriotes que les hasards de leur vie ou le dévouement religieux ont conduits dans les deux archipels sur lesquels flotte en ce moment le drapeau français.

Dans le cours de ces transactions, le gouvernement britannique, pour désintéresser plus facilement le nôtre. a sans doute déroulé plus d'une fois devant lui la carte de ces terres innombrables que la Providence a semées sur une ligne de deux mille lieues entre l'Amérique et l'Asie, comme autant de stations inoccupées pour le commerce et la civilisation de l'Europe. Il lui a montré, au delà de ces grandes terres désormais et à toujours anglaises, les archipels des Amis. des Navigateurs, de la Société. de Gambier, des Marquises, toutes ces belles îles de corail, les dernières œuvres de la création, les plus brillantes perles de sa couronne, terres vierges et parfumées, qui ont échappé jusqu'à ce jour au contact et à la domination du vieux monde. Il nous aura lui-même conviés à nous faire une part dans ce partage. Lorsque, par ses soldats, ses marins, ses missionnaires et ses *convicts*, l'Angleterre s'est rendue maîtresse des Indes et des principales terres australes; lorsqu'elle s'est ouvert la Chine, et s'est choisi d'inexpugnables positions dans toutes les mers; quand elle subit, sinon sans mécontentement, du moins sans murmure, la présence de la Hollande à Java, à Sumatra, à Bornéo et dans les archipels indiens, celle de l'Espagne aux Philippines et aux Mariannes, elle aurait assurément bien mauvaise grâce à s'inquiéter de quelques établissements formés par nous à l'extrémité de la Polynésie. Si c'est à cette condition que l'Angleterre a terminé l'affaire de la Nouvelle-Zélande, personne ne niera qu'elle n'ait été bien inspirée. Elle sait fort bien que nos colonies océaniennes seront des stations toutes pacifiques, de purs comptoirs renforcés, que nous ne songerons jamais à organiser pour la guerre. Ce n'est pas entre les côtes du Japon et celles de la Californie que la France concentrera ses forces et ses ressources en cas de lutte maritime. Lorsqu'il ne lui a pas été donné de conserver, à l'entrée de la mer des Indes, l'île inexpugnable qui porte son nom, elle n'épuisera pas follement ses finances pour préparer de faciles conquêtes à la puissance qui règne à Canton comme à Calcutta, et qui a jeté la chaîne sur toutes les mers du globe. Elle gardera toute son énergie pour l'attaque, et ne la dépensera pas stérilement dans une résistance lointaine et impossible. S'il est de son devoir de maintenir en état de défense ses colonies des Antilles, c'est parce

(1) Séance du 17 mars.

que leur population est d'origine française, et qu'à ce titre elle a un droit imprescriptible à la protection de notre drapeau. Mais personne, du moins nous le supposons, n'imaginera d'appliquer au fond de la Polynésie le régime caduc qui expire dans l'Atlantique, et de transporter une population européenne à Taïti, à Cimeo, à Raiatea, à Nukahiva, et dans les chétifs îlots qui en dépendent ; personne ne consentirait à recommencer le pacte colonial, et à préparer gratuitement à nos neveux des embarras analogues à ceux contre lesquels nous luttons à si grand'peine. Le gouvernement ne le veut pas, les chambres le voudraient bien moins encore.

La conquête et la civilisation de l'Algérie suffit pour tout le cours de ce siècle à nos efforts et à notre force d'expansion. Jeter un pont sur la Méditerranée, le faire franchir à nos mœurs, à notre langue, à notre foi, asseoir le christianisme et le génie français à l'autre côté du bassin qu'enlacent la côte d'Afrique et celle de Provence, recommencer et développer l'œuvre romaine, c'est là une tâche que la Providence nous a imposée par une glorieuse fatalité, et qu'elle nous interdit de cumuler avec une autre. Dans l'ordre des desseins de Dieu, l'ouverture de l'Afrique est une aussi grande chose que celle de la Chine, et la France, chargée d'initier à la vérité religieuse et à la vie sociale ces populations innombrables, n'a rien à envier à l'Angleterre. Si elle accomplit un jour cette mission, elle aura fait pour l'humanité plus que tous les peuples connus. Le théâtre de ses efforts comme de ses intérêts est là plutôt que dans l'Océan Pacifique.

Si nous applaudissons, si l'opinion publique applaudit avec nous aux deux entreprises menées à bonne fin par M. le contre-amiral Dupetit-Thouars, avec l'approbation et probablement aussi sur l'initiative du cabinet, c'est que ces entreprises ne sortiront pas, nous l'espérons, des bornes étroites où la prudence prescrit de les circonscrire sous le rapport militaire et financier. Les observations pleines de sens et de portée faites par M. le ministre des affaires étrangères à propos de l'occupation de Nosse-Bey ont rencontré dans la chambre une approbation générale, et sont le meilleur gage des vues prévoyantes du gouvernement. Préparer des points de ravitaillement et de relâche pour nos bâtiments de guerre, et surtout pour nos baleiniers, augmenter peut-être ainsi le nombre de ceux qui tenteront la pêche du cachalot, cette grande école de l'homme de mer, voilà la conséquence la plus heureuse de notre double établissement. La faible population de ces deux archipels, chaque jour diminuée par son contact avec la race blanche, ne permet pas de les envisager comme un marché de quelque importance. Personne n'ignore que ni l'un ni l'autre n'est placé sur la route commerciale de l'Amérique à la Chine et aux Indes, qui d'ordinaire se maintient au nord jusqu'à la hauteur des îles Sandwich pour se diriger ensuite vers le continent asiatique par le travers des Mariannes ou des Carolines ; chacun sait enfin que les îles Marquises et celles de la Société n'acquerront une valeur réelle comme station maritime que par l'exécution certaine, on peut le croire, mais assurément fort éloignée, du canal de Panama.

Il n'y a donc pas là pour la France un intérêt matériel d'une grande valeur ; car quelques kilomètres de terrain mis en culture au pied de l'Atlas ont pour sa puissance politique et militaire plus d'importance que les îles reculées qu'elle s'est conquises. Et cependant cette conquête est en soi un grand événement, et cet événement modifiera d'une manière profonde les destinées de l'humanité elle-même. C'est qu'il y a dans le monde autre chose que de la politique, de l'industrie et du commerce, quelque bruyante possession qu'ils affectent d'en prendre, quelque dictature qu'ils croient y exercer ; c'est qu'aux temps où les intérêts affichent le plus hautement la préten-

tion de gouverner les sociétés, ils sont eux-mêmes les aveugles instruments des plans divins qui leur échappent. Si les voies de la Providence sont moins lumineuses et plus cachées, le travail de Dieu sur l'œuvre de la création ne se poursuit pas de nos jours avec moins de suite et moins de puissance. Pendant que notre société démocratique semble se changer en un vaste rucher de laborieuses abeilles, il s'opère dans son sein un mouvement qui, pour échapper aux regards distraits de l'indifférence et de la foule, n'a ni une moindre réalité ni une portée moins sérieuse. Jamais peut-être la séve chrétienne ne circula plus abondante et plus énergique dans les profondeurs de la société française que sous l'épaisse couche de glace qui en dérobe le cours mystérieux. On étonnerait assurément la plupart des hommes qui croient connaître le mieux l'époque contemporaine, si on leur montrait dans leurs réalités intimes les œuvres de la foi et de la charité dans cette seule ville de Paris, dont la vie semble s'écouler tout entière au milieu du bruit, des affaires et des plaisirs! Que diraient-ils s'ils savaient qu'il y a aujourd'hui dans la capitale des associations de prières et d'œuvres saintes plus nombreuses peut-être qu'au moyen âge?

Que diraient les chefs de tous les partis, de toutes les factions, de toutes les écoles philosophiques, si on les invitait à percevoir sou à sou une rente annuelle de 3 millions sur leurs partisans ou sur leurs disciples? Aucun, assurément, ne tenterait une telle expérience, et ce serait sagesse. Il est pourtant réalisé ce miracle de dévouement et de foi populaire; il est réalisé au prix de *cinq centimes par semaine,* et cette association, la plus nombreuse assurément qui soit au monde, a pour organe l'un des écrits les plus saisissants et les plus dramatiques de ce temps-ci, les *Annales de la propagation de la foi* (1). Dans une de nos villes de province, quelques hommes conçoivent un jour la pensée de s'associer pour apporter l'obole de leur charité à la plus grande œuvre qui ait été entreprise sous le soleil, la conversion de tous les peuples au christianisme, l'union de toutes les civilisations et de toutes les races au sein d'une même église et d'une même foi. Reprendre l'œuvre de François-Xavier, rentrer en Chine, à Siam, au Tong-King, pour y rechercher les traces des premiers martyrs, préparer un hardi retour au Japon, où le XVIIe siècle avait vu disparaître une jeune et belle chrétienté noyée tout entière dans son sang, lutter par l'austérité du dogme et l'immutabilité de la hiérarchie contre ces myriades de sectes dissidentes que la politique autant que le dévouement, l'industrialisme autant que la foi, jettent et entretiennent à grands frais sur tous les continents conquis à l'Angleterre, sur tous les rochers auxquels elle a rivé les mailles du réseau qui enlace le monde, quelle entreprise d'une réalisation plus improbable, d'une témérité plus apparente! Cette pensée, cependant, était à peine née à Lyon, que déjà elle embrassait la France entière, et par la France l'Europe, et par l'Europe le monde.

Aujourd'hui cette ville est le siége d'une association qui compte plus d'un million de membres dans son sein. Cette association, que plusieurs de nos lecteurs entendent peut-être nommer pour la première fois, est appelée à apprécier chaque année les besoins de toutes les chrétientés de l'univers; elle consacre plus de 600,000 fr. à maintenir dans l'Orient l'influence catholique, inséparablement unie à celle de la

(1) Tirées à Lyon à plus de 150,000 exemplaires, savoir : en français, 80,000; en allemand, 20,000; en anglais, 18,000; en italien, 30,000; en espagnol, en portugais et en hollandais, environ 10,000.

France; ses secours nourrissent dans l'Inde de pauvres évêques dont la considération ne s'affaiblit pas plus que la foi devant l'opulence d'églises rivales; elle envoie au Maduré, en Chine, en Cochinchine, à Siam, en Tartarie, le morceau de pain destiné à prolonger la vie des confesseurs qui attendent à la cangue l'instant de livrer leur dernier combat. Cette association communique avec toutes les parties du globe, et chaque jour lui arrivent, d'au delà des mers, des vœux, des prières, des souvenirs sanglants et bénis de quelque lointain martyr. Elle est présente à la fois dans les grandes solitudes américaines et sur les ruines des empires de l'Asie ; vous la voyez soutenir en même temps de ses dons l'église renaissante d'Afrique, qui rapporte triomphalement à Hippone les restes d'Augustin, et l'église du Tong-King, aujourd'hui baignée dans le sang de ses catéchistes et de ses prêtres. Quatre congrégations françaises, celles des Missions Étrangères, des Lazaristes, de Picpus et des Maristes, fournissent pour cet immense et redoutable apostolat une masse de sujets sans cesse croissante. L'église devient plus féconde à mesure que s'élargit le champ de ses conquêtes, et l'ouverture de la Chine éveille en son sein de profondes sympathies, d'ardentes et mystérieuses espérances. Je voudrais connaître une autre pensée en mesure d'unir à ce point les intelligences et les âmes, et de couvrir ainsi le monde des rameaux d'une végétation soudaine; je voudrais qu'on m'indiquât en ce temps-ci une association quelconque dont le nom pût être cité après celui de l'association populaire pour la propagation de la foi !

Je respecte profondément le caractère et les vertus qu'ont développés de nos jours les communions religieuses séparées de l'unité romaine; j'accepte de grand cœur leur concours pour atteindre le but du développement intellectuel et social de l'humanité tout entière ; mais ce n'est pas injurier les membres des églises protestantes que d'adresser à la réforme le double défi de faire jamais ou des sœurs de la charité ou des missionnaires apostoliques dans la véritable acception du mot ; ce n'est pas la calomnier que de lui dénier la plénitude de cet esprit de sacrifice contre lequel elle a été une solennelle réaction, et de constater que, par la suppression du célibat religieux, elle a substitué la prudence humaine à ce que le catholicisme appela toujours et appelle encore la folie de la croix.

Le protestantisme anglo-américain a essayé sans doute des missions et beaucoup : il est travaillé d'un besoin trop sincère d'améliorer le sort de l'espèce humaine pour n'avoir pas tenté de mettre à profit et l'immense puissance politique dont il dispose dans les deux mondes, et les sommes presque incroyables recueillies pour cet objet des mains de l'aristocratie la plus riche de l'univers. Quelles conquêtes ont faites pourtant les agents de ces sociétés si puissantes dans les pays même que leur gouvernement domine? quelles populations ont-ils préparées au baptême de sang? à quelles persécutions leur œuvre a-t elle jamais résisté? Les missions protestantes ne sont et ne peuvent guère être autre chose que des oasis de civilisation au sein de la barbarie, des fermes modèles exploitées par des ménages joignant à l'exemple de leurs vertus privées celui d'un savoir agricole ou industriel fort recommandable. On entre dans les missions anglaises à peu près comme dans les consulats, pour se créer loin de sa patrie une position indépendante, et pour transmettre à ses enfants l'héritage de ses services; il n'y a rien là, rien absolument de cette ardeur dévorante qui jette le jeune prêtre catholique, seul et sans autre appui qu'une croix de bois, sur ces terres où la mort l'attend, où il l'appelle avec une inexprimable impatience, comme le couronnement prévu de ses travaux, le terme de ses plus chères espérances.

Et cependant le cœur de l'homme est ainsi fait que la folie de l'un est mille fois plus puissante sur les peuples que la prudence de l'autre. Il est démontré par une expérience réitérée qu'une mission protestante n'a jamais pu se maintenir en face d'une mission catholique sans attenter à la liberté de celle-ci. Entre le dévouement qui fait les docteurs et le dévouement qui fait les martyrs, la lutte est trop inégale ; les établissements subventionnés par les sociétés bibliques ne peuvent donc subsister qu'en restant seuls maîtres du terrain. Pour eux, la concurrence est impossible, et la liberté serait la mort. Ceci est confessé si loyalement par tous les missionnaires épiscopaux et méthodistes, qu'aucune contestation sérieuse n'est à craindre sur ce point. On comprend donc toute la portée de la question qu'a fait surgir l'établissement imprévu d'une grande puissance catholique au centre même des missions protestantes de la Polynésie. La liberté substituée à Otaïti au monopole religieux et à l'omnipotence politique et commerciale des ministres wesleyens, la concurrence organisée sous des lois égales pour tous, ce n'est rien moins que la cinquième partie du monde évidemment perdue pour la réforme et prochainement conquise par le catholicisme. Jamais conséquence ne fut pour nous plus incontestable, et jamais nous n'avions trouvé moins d'intérêt à la déguiser.

Le protestantisme, impuissant aux Indes, avait jusqu'à ces derniers temps respecté les lois terribles qui écartaient le christianisme du territoire du céleste empire. L'Océanie restait donc seule comme un théâtre privilégié pour les *exertions* de ses missionnaires. Ceux-ci ont rendu, depuis les premières années de ce siècle, à ces populations infortunées, des services que nous sommes loin de méconnaître : ils les ont arrachées à l'antropophagie et à cette dissolution qui semble le terme extrême de la barbarie, aussi bien que de la civilisation; ils ont installé les croyances, les besoins et les lois de l'Angleterre dans quelques archipels de ces mers; mais, tous les voyageurs le reconnaissent, la transition n'a été ni ménagée, ni prudente, et ces jeunes populations, tombées soudain sous la domination absolue d'un méthodisme rigide et d'une foi sans poésie, sont atteintes aux sources même de leur vie. Un marasme profond les prédispose à une sorte d'incurable rachitisme, et une incompatibilité chaque jour plus profonde se révèle entre le génie de ces peuples enfants et la raideur de leurs instituteurs religieux et politiques.

Les prodiges opérés, aux îles Gambier, par quelques prêtres de la maison de Picpus, jetés sans secours sur les côtes, voici douze ans à peine, contrastent avec le tableau que les marins de toutes les nations ont tracé des missions wesleyennes à Sandwich et aux îles de la Société. A la dépopulation imminente d'Otaïti les missionnaires français opposent l'état florissant de celle de Mangavera, cette fille aînée du catholicisme en Océanie, ce Paraguay de la Polynésie orientale. Aussi n'est-il sorte de persécution que les agents des sociétés bibliques n'aient infligé aux missionnaires et aux néophytes de l'église rivale. Depuis que la convention de l'amiral Dupetit-Thouars pour le protectorat de Taïti est connue, il n'est pas un organe de la réforme, quelle que soit d'ailleurs la libéralité habituelle de ses principes, qui ne soutienne cette thèse étrange ; que dans l'Océanie les missionnaires méthodistes ont usé d'un droit incontestable en interdisant aux faibles gouvernements qu'ils dominent la faculté de recevoir sur leur territoire les prêtres catholiques, en prescrivant au roi de Sandwich, comme à la reine d'Otaïti, l'expulsion immédiate de ces malheureux et l'extirpation du culte romain par tous les moyens dont ils disposent. On reste confondu en lisant des déclarations aussi nettes, et l'on croit rêver lorsque l'on trouve, par exemple, dans *le Semeur,* inspiré par le

principe du libre examen, des doctrines que le principe d'autorité ne rendrait à coup sûr ni plus acceptables en elles-mêmes, ni moins imprudentes dans leurs manifestations.

Le gouvernement anglais s'est peu ému de notre acquisition récente : nous avons dit pourquoi. Il n'a pas porté un intérêt direct à des missions étrangères à l'épiscopat de l'église établie, et a laissé faire à Taïti ce qu'il ne permettrait à coup sûr ni à la Nouvelle-Zélande, ni à la Nouvelle-Guinée. Cependant, si le pouvoir est resté calme, le fanatisme s'est agité : les portes de Somnauth ont trouvé leur pendant dans le traité de l'amiral Dupetit-Thouars. Des *meetings* se tiennent ou se préparent sur tous les points du royaume uni, des prières publiques sont prescrites, des brochures populaires sont répandues, et d'horribles imprécations s'élèvent contre le catholicisme et contre la France. Ce n'est pas qu'on s'inquiète du sort des missionnaires méthodistes. On sait fort bien que le traité d'occupation garantit de la manière la plus formelle le respect des propriétés et la liberté de prédication; mais c'est cette liberté même qu'on ne craint pas de présenter comme le plus odieux attentat contre le droit des gens et la civilisation. Les protestants d'Angleterre et, nous avons regret d'ajouter, les protestants de France, donnent, dans cette affaire, un déplorable exemple d'intolérance; ils rendent nécessaires des révélations qui importent désormais à la politique et à l'histoire.

Que s'est-il passé à Sandwich et à Taïti depuis dix ans? Quels attentats contre la justice et l'humanité ont imposé au gouvernement français l'obligation d'exiger enfin des réparations? Il est utile que le pays le sache pour comprendre de quel côté sont les griefs, pour être fixé sur la nature et la légitimité de ses droits.

Ce fut en 1827 que deux missionnaires catholiques abordèrent pour la première fois à l'archipel de Sandwich. Ils trouvèrent ce pays dominé par les méthodistes, dont le chef, nommé Bingham, exerçait sur les populations un despotisme incroyable. Lois politiques et religieuses, règlements de morale, d'administration et de commerce, impôts, ventes et cultures, tout émanait des missionnaires, qui avaient constitué, sous le nom de *kumucks*, ou maîtres d'écoles brevetés, un corps auquel appartenait exclusivement le maniement des affaires publiques. Cependant, les progrès du catholicisme furent rapides, et les conquêtes de MM. Bachelot et Short, le premier de la maison de Picpus, le second prêtre irlandais, alarmèrent bientôt les dominateurs du pays. Ceux-ci n'hésitèrent pas à les faire arracher de leur domicile malgré les énergiques protestations des consuls d'Angleterre et d'Amérique, et à les faire déporter, à la fin de 1831, sur une côte déserte de la Californie, qu'ils atteignirent après les plus grands périls. Apprenant qu'un changement était survenu dans le gouvernement de ces îles par la mort de la reine Kaahumanu, les courageux missionnaires se confièrent de nouveau à la Providence et se dirigèrent, en 1837, vers les terres chéries que leur parole avait déjà fécondées. D'affreuses nouvelles avaient, depuis cinq ans, aggravé pour eux les douleurs de l'exil, et les poussaient à des résolutions désespérées. Tous les navires du commerce qui abordaient au port d'Honolulu, tous les journaux américains en mesure de donner quelques nouvelles de ces lointaines contrées, annonçaient qu'une persécution générale était organisée pour anéantir le catholicisme dans les îles. En lisant le récit de ces actes des apôtres polynésiens dans les *Annales de la propagation de la foi*, on se croit en effet transporté au berceau même de l'église; ce sont les mêmes épreuves et le même héroïsme, ce sont presque les mêmes noms que dans les lettres de saint Paul, dénominations imposées par un récent baptême pour préparer ceux qui

les portent à un prochain martyre. C'est Luc, c'est Philippe, c'est Hélène, c'est Pulchérie, que vous voyez conduire en présence des méthodistes ou leurs *kumucks*, et qui, sur leur refus d'assister au prêche, sont condamnés au travail des carrières.

« On faisait cependant de continuels efforts pour séduire les confesseurs. La vieille reine alla elle-même solliciter Esther Uhète d'assister à la prière de Bingham; toutes ses instances furent inutiles. L'aveugle Didyme ne fut pas moins inébranlable ; il était toujours content, quoique ses gardes, par un raffinement de barbarie, ne permissent pas à sa mère Monique de le conduire et de l'aider dans le travail auquel il avait été condamné... Le 26 août 1832, les gardes signifièrent aux catholiques captifs que, s'ils n'embrassaient pas le culte des protestants, leurs cases seraient démolies, toutes leurs possessions confisquées, et les femmes séparées de leurs maris. Les choses en demeurèrent là jusqu'au 1er septembre. A cette époque, on voulut mettre les prisonniers aux fers, et déjà on allait commencer par la petite Marguerite, âgée de sept ans, lorsque Esther s'y opposa avec fermeté et obtint d'être conduite au chef avant de subir le nouveau châtiment. Elle partit donc suivie de Philippe, d'Hélène, et de quelques autres (1). »

Cette première persécution fut un moment arrêtée par l'énergique intervention du consul d'Angleterre, qui nourrit de ses deniers les malheureux prisonniers dans les cachots où ils étaient plongés; mais ce fut pour reprendre bientôt avec une nouvelle fureur.

« Le calme dont jouirent les fidèles de Sandwich ne fut pas de longue durée. Bingham, tout-puissant sur l'esprit de Kinau, ne cessait de l'animer contre les catholiques. D'ailleurs les méthodistes américains avaient reçu du renfort. Il se trouvait dans l'archipel, au mois de juillet 1835, cent quarante-trois de ces sectaires. Les *kumucks* ou maîtres subalternes, étaient encore plus nombreux. Dès le mois de juin, on recommença donc à inquiéter les néophytes pour les obliger à fréquenter les écoles et les temples des protestants. Luc fut un des premiers qu'on arrêta : conduit au fort et mis dans les fers, il ne sortit de prison qu'après avoir payé une amende de 25 piastres.

» Deux chrétiennes âgées, Kilina et Lahina, furent aussi jetées dans les fers pour avoir refusé d'embrasser la religion de Bingham et d'assister à la prière des méthodistes. On les contraignit de ramasser avec les mains les excréments des gardes et des prisonniers du fort, et de porter ces ordures à la mer. Pendant ce travail rebutant, elles avaient à essuyer les insultes de la populace. La plupart des indigènes auraient préféré la mort. Cependant elles obéissaient sans se plaindre, en disant que leur âme était à Dieu, et que, quant à leur corps, elles en faisaient volontiers le sacrifice pour demeurer fidèles au Seigneur. Les opinions des indigènes sont partagées à leur sujet : les uns les traitent d'idolâtres, d'autres sont édifiés de la fermeté de ces pauvres femmes. Plusieurs en ont été si touchés, qu'ils demandent à être instruits dans la doctrine catholique, malgré les dangers auxquels ils s'exposent. »

Ce fut dans ces circonstances que MM. Bachelot et Short débarquèrent d'une goëlette anglaise dans le port de Woahou, le 17 avril 1837; mais ils avaient à peine mis pied à terre, qu'ils reçurent l'ordre de remonter à l'instant à bord. En vain tous les agents consulaires intervinrent-ils en leur faveur; les méthodistes furent

(1) *Annales de la propagation de la foi*, tom. XII, n° LXX.

inflexibles, et après deux mois de négociations, les deux prêtres durent reprendre la mer pour regagner la côte de Californie. C'est à ces outrages réitérés que le gouvernement français crut devoir répondre par une expédition militaire dont l'intervention a suffi pour amener une situation plus supportable.

En changeant les noms et les dates, en substituant M. Pritchard à M. Bingham, on connaît par les événements de Sandwich ceux dont l'île de Taïti a été le théâtre, et l'on se rend un compte exact des motifs qui ont conduit tour à tour dans cet archipel M. Dumont d'Urville et le contre-amiral Dupetit-Thouars.

Ce fut dans les derniers jours de 1836, que MM. Laval et Caret, quittant l'île de Mangavera, pénétrèrent à Taïti. Après une série d'accidents et d'aventures dont le récit emprunte un charme extrême à sa naïveté même, ils furent admis près de la reine Pomaré. Cette princesse les accueillit avec bonté, et reçut les modestes présents des pauvres prêtres : c'est une sorte d'autorisation tacite de résider dans ses domaines; mais l'arrivée des prêtres français était à peine connue que les méthodistes avaient pris l'alarme. Maîtres du gouvernement et des finances du pays, ayant le monopole exclusif de son commerce extérieur, il était impossible que la reine résistât longtemps à leurs sommations menaçantes.

Les deux étrangers ayant refusé de partir, et s'étant placés sous la protection du consulat des États-Unis, les méthodistes n'hésitèrent pas à consommer un acte qui n'a pas besoin d'être qualifié Le 12 décembre, au moment où ils célébraient la messe, ces deux prêtres furent saisis dans leur domicile, agenouillés au pied de la table qui leur servait d'autel. Comme ils avaient pris la précaution de barricader les portes et les fenêtres, les agents de M. Pritchard pratiquèrent une ouverture dans le toit de bambou de cette case indienne, et ce fut ainsi qu'on pénétra jusqu'à eux. Portés de force à bord d'une goëlette anglaise et dépouillés de tout, ils furent conduits à Valparaiso. C'est là le fait qui, dans la polémique d'une feuille ordinairement mieux inspirée, est présenté comme un vain prétexte à l'intervention de la France.

Au surplus, que les dissidents se rassurent, que les tréteaux d'Exeter-Hall soient sobres d'injures contre la Babylone écarlate et l'ambition de notre gouvernement. Celui-ci n'usera pas de représailles : la France saura pratiquer la liberté religieuse à l'extrémité du monde aussi bien que chez elle. Si le méthodisme ne résiste pas à cette épreuve solennelle, il pourra sans doute le regretter, mais il n'aura en bonne justice aucun reproche à nous faire. Sans dévier jamais des grands principes de liberté que nous représentons, et qui sont notre force et notre honneur dans tout l'univers, laissons donc faire à la Providence et au temps; ouvrons un monde nouveau à la lutte des doctrines, à la concurrence des dévouements, et, quelles que puissent être nos convictions personnelles, n'oublions jamais, au point de vue politique, qu'au dehors le catholicisme, c'est la France.

LOUIS DE CARNÉ.

REVUE MUSICALE.

S'il y a un musicien au monde qui semble peu fait pour brusquer la Muse et soumettre son talent aux calculs administratifs d'une spéculation dramatique, c'est à coup sûr M. Halévy. Esprit correct et soigneux, naturellement peu doué, il ne saurait produire rien d'estimable qu'à force de patience et d'élaboration. La mélodie elle-même, lorsque par hasard vous la rencontrez, est chez lui un résultat obtenu, plutôt que le jet libre et spontané d'une imagination qui s'exalte. En bonne conscience, et pour se conformer aux lois imprescriptibles de son organisation, M. Halévy aurait dû se contenter d'écrire un opéra tous les dix ans. Au lieu de cela, que voyons-nous? A *la Reine de Chypre* succède immédiatement *Charles VI;* les partitions de M. Halévy encombrent le répertoire, et quelles partitions! bon Dieu! Jamais moins de cinq actes! Voilà certes un bien superbe défi jeté à la nature, mais dont on ne saurait envisager sans tristesse les conséquences; car, s'il est beau de voir l'homme entrer en lutte avec la nature extérieure, dompter les torrents, combler les précipices, creuser des chemins à travers les montagnes, je ne sais pas de plus désolant spectacle que celui que présente une imagination aux prises avec elle-même et s'efforçant de remuer un sol ingrat et stérile, qui, pour prix de tant de peines et de sueurs, ne lui donnera à récolter que l'insuccès et la déception. Je le répète, personne moins que M. Halévy n'était appelé à faire de la musique de commande. Une pareille besogne exige une facilité de mise en œuvre et des qualités d'improvisation qu'il n'aura jamais. Il y avait pour l'auteur de *la Juive* une autre route bien tracée. En mettant son aptitude instrumentale, sa science des moindres détails de l'orchestre, au service du peu d'imagination que la nature lui a départi, et cela sans s'épargner ni le temps ni la peine M. Halévy pouvait se maintenir dignement dans l'estime du public et produire de loin en loin, sinon des chefs-d'œuvre (qui fait des chefs-d'œuvre aujourd'hui ?), du moins de ces partitions honorables, et qui réussissent à l'aide d'un grand chanteur dont on exploite les prémices, ou mieux encore d'une procession ordonnée avec pompe. Après cela, que M. Halévy trouve plus avantageux d'entasser partitions sur partitions, qu'il soit plus selon les calculs de sa fortune de ne pas laisser son cerveau se reposer un seul jour, nous le concevons très-volontiers; seulement il nous est permis de lui dire qu'il perd à ce jeu le peu qu'il avait. En effet, en pareille matière, le dernier des maîtres italiens lui en remontrerait. Ceux-là du moins ont le génie de l'improvisation; ils savent

comment on fabrique un opéra de pièces et de morceaux, et se tirent d'affaire à force de réminiscences et d'artifices. M. Halévy, au contraire, apporte jusque dans ces débauches une pesanteur classique et une monotonie qui vous assomment; c'est une lettre que nul esprit ne vivifie, un canevas de Conservatoire où l'on sent que le musicien n'a point pris la peine de broder une pensée qui lui soit propre, en un mot le vide organisé.

On ne s'attend point à ce que nous analysions l'un après l'autre les vingt ou trente morceaux qui composent cette énorme partition de *Charles VI*, écrite au jour le jour, sans ordre, sans suite et sans conviction ; autant vaudrait prétendre discourir sur la valeur historique de ces habits rouges dont on a si naïvement affublé les soldats de Lancastre. Le musicien qui accepte une tâche du genre de celle que M. Halévy vient d'accomplir se range volontairement dans la catégorie des machinistes et des costumiers, et, comme tel, il ne nous appartient pas de le juger. M. Halévy rirait bien de nous voir prendre au sérieux ces trombones, ces tambours et ces clairons qui accompagnent pour la quatrième fois ce fameux cortége de cavaliers et de fantassins qui depuis tantôt dix ans ne se lasse pas de défiler dans tous ses opéras. D'ailleurs, pour que la critique puisse s'exercer utilement sur une œuvre, il faut que cette œuvre ait en elle des conditions essentielles et vitales que nous ne reconnaissons point à *Charles VI*. Dans sa première scène avec Odette, le vieux roi dit quelque part que pour les morts il n'est fleurs ni soleil, à quoi nous nous contenterons d'ajouter qu'il n'est pas non plus de critique. Un morceau cependant conserve le privilége d'exciter les applaudissements : nous voulons parler du duo des cartes au second acte. Ce vieux roi en démence jouant à la bataille avec une jeune fille présentait en effet une situation originale et neuve. Mais le musicien en a-t-il su tirer parti ? Il s'en faut que la phrase du début réponde à l'appel héroïque des paroles. Nous ne saurions voir là qu'un assemblage de trompettes et de tambours, qu'un véritable tintamarre des cuivres, rendu encore plus assourdissant par les cris de Mme Stoltz ; et si vous enlevez cette phrase ramenée jusqu'à trois fois, que reste-t-il à ce duo? Nous préférons de beaucoup à ce morceau la ritournelle qui accompagne l'entrée du roi, motif savamment conduit, où se trouve un trait de basses d'un beau caractère. Nous indiquerons aussi en passant le trio entre Odette, Charles VI et le dauphin, au troisième acte, non que les idées abondent davantage, mais du moins croit-on y voir percer çà et là quelques lueurs mélodieuses, auxquelles on s'attache avec cette avidité de gens poursuivant à travers le chaos et les ténèbres un pèlerinage de cinq heures. Au nombre de ces lueurs fugitives, nous citerons un passage de clarinettes d'un goût charmant, et qu'on s'étonne de ne pas voir reproduit dans le cours du morceau. D'où vient que M. Halévy l'abandonne si vite? Est-ce parce qu'il rappelle presque note pour note la délicieuse phrase de l'air d'Adolar dans l'*Euryanthe* de Weber ? Ce serait là au contraire une raison de ne point se lasser de le répéter.

Le poëme de M. Casimir Delavigne était peu fait, nous l'avouons, pour inspirer un musicien. Peut-être un homme comme Weber ou Meyerbeer, un esprit amoureux du caractère et de la couleur historique, aurait-il trouvé dans cette donnée le motif de quelque tentative intéressante et originale. Dans la musique comme dans les lettres, il y a des esprits qui aiment à creuser le fond d'un sujet, à s'inspirer plutôt de l'idée que du texte, et qui voient autre chose dans un opéra que des cavatines, des chœurs et des duos à coudre à la file les uns des autres. C'est en une disposition pareille que Weber créa son *Euryanthe*, Meyerbeer ses *Huguenots*. Mais d'a-

bord M. Halévy n'appartient point à cette famille de penseurs; ensuite le poëme de M. Delavigne, plus littéraire si l'on veut que *les Huguenots* de M. Scribe, ou que l'*Euryanthe* de Mme de Chézy, était loin d'offrir les mêmes ressources à un compositeur. Il y a dans *les Huguenots* une intelligence du drame lyrique, une habileté à distribuer les masses chorales, à manipuler, si je puis m'exprimer ainsi, les éléments que la musique anime et coordonne, dont M. Casimir Delavigne ne se doute pas; et quant à la fable si extravagante d'*Euryanthe*, elle échappait, par son extravagance même, aux conditions prosaïques et bourgeoises de la pièce de *Charles VI*, conditions anti-musicales s'il en fut. Qu'attendre en effet de cette espèce de Géronte couronné, qui va et vient dans son palais, sans cesse cramponné à la jupe d'une petite fille qu'il suit comme son ombre? La musique est un art épique, à l'Opéra plus que partout ailleurs; et quand vous nous montrez un roi de France qu'on amène à signer l'acte de déchéance de son fils, en lui confisquant pour un moment son jeu de cartes, une pareille scène touche de plus près au grotesque, à la parade, qu'au vrai drame lyrique. Pourquoi, si l'on tenait tant à mettre au théâtre un roi fou, pourquoi ne pas emprunter à Shakspeare une de ses plus magnifiques créations, pourquoi ne point prendre *le Roi Lear?* Celui-là du moins reste grand et poétique dans son infortune, et sa démence n'a rien qui blesse ou qui répugne. Il est vrai qu'avec *le Roi Lear* on était forcé de s'interdire tous ces charmants refrains de gloire et de victoire, ainsi que ces piquants défis à grand orchestre jetés à l'Angleterre, sur lesquels l'auteur des *Messéniennes* devait naturellement compter beaucoup pour le succès. Somme toute, le grand tort de l'opéra de M. Casimir Delavigne, c'est de ressembler à la première tragédie médiocre qu'il vous plaira de choisir dans le répertoire du théâtre français. J'imagine que M. Delavigne avait ébauché jadis une tragédie en bonne forme sur le sujet de Charles VI, que telle ou telle circonstance le força d'interrompre et d'oublier dans quelque carton où elle dormait du bienheureux sommeil des justes et des tragédies, lorsqu'il y a deux ans, les événements ayant amené des chances de guerre avec l'Angleterre, la mouche de l'allusion politique vint tout à coup le piquer à l'oreille, et ce fut sans doute à cette époque que le chantre de *Jeanne d'Arc* conçut l'idée de faire d'une vieille tragédie un opéra nouveau.

Il sera dieu, table ou cuvette.

Les poëtes utilisent tout. Malheureusement, des conditions fondamentales s'opposent à ces transformations, et ce serait s'abuser étrangement que de croire qu'on trouvera dans une tragédie manquée l'étoffe d'une bonne partition. L'opéra est un genre constitué, un genre peu littéraire sans doute, mais ayant sa poétique à part, sa poétique fort connue de M. Scribe, auprès duquel M. Casimir Delavigne eût bien fait de s'informer d'avance.

Mme Stoltz apporte dans le personnage d'Odette cet aplomb singulier de cantatrice et de comédienne dont elle a déjà donné tant de preuves sur le théâtre de l'Opéra. A la bonne heure, voilà du moins un rôle combiné à souhait pour mettre en relief tout son mérite, et ses prétentions doivent être comblées. En effet, pour peu que vous y preniez garde, vous vous apercevez qu'il n'y a dans *Charles VI* de musique et d'action que pour elle; à peine si les autres chanteurs osent ouvrir la bouche; Mme Stoltz réduit tout le monde au silence. Dans les cinq actes interminables de cette grande œuvre, évidemment dédiée par les auteurs à l'illustre virtuose, Duprez,

Barroilhet, Mme Dorus, n'apparaissent qu'au second rang, et jouent un peu le rôle de comparses, fort heureux encore d'être admis à donner la réplique, car après tout l'idée pouvait bien venir à Mme Stoltz de chanter des duos à elle seule. Au fait, pourquoi Mme Stoltz ne se passerait-elle pas cette fantaisie? Ne possède-t-elle pas deux voix bien tranchées, bien distinctes, une voix de contralto grave et caverneuse pour tenir l'emploi de Barroilhet, et, pour s'exercer dans les régions aériennes de Mme Dorus, une voix de soprano à rendre une fauvette jalouse? Il y a là peut-être des ressources auxquelles M. Halévy fera bien de songer pour la partition nouvelle qu'il médite sans doute déjà; de la sorte, du moins, la mise en scène ne sera point entravée, et les auteurs s'épargneront les réclamations et la mauvaise humeur de tout ce monde mécontent de se voir sacrifié aux exigences de la prima donna. Nous ne concevrons jamais qu'on puisse prendre au sérieux cette manière de chanter, qui consiste à ouvrir la bouche, et à s'en remettre ensuite au pur hasard de la justesse d'une intonation. A quelle école, bon Dieu! appartient cet art de phraser? D'où cette vocalisation excentrique nous vient-elle? On voit que Mme Stoltz a beaucoup écouté chanter Duprez, dont elle a retenu çà et là certains procédés qu'elle répète de routine, ce qui doit faire à peu près tout le fond de son éducation musicale; mais ces imitations, que nous consentirions volontiers à prendre pour d'assez amusantes parodies d'un grand chanteur, ne sauraient avoir cours sur la scène de l'Académie royale de musique, et dans un opéra affichant des prétentions sérieuses. Que dites-vous aussi de cette pantomime agaçante, de cette fureur d'aller et de venir, et de gesticuler sans relâche? Nous recommandons surtout à l'attention du public un certain mouvement de bras sur la dernière mesure de l'introduction du fameux duo de la partie de cartes, et par lequel l'illustre virtuose, à genoux sur un carreau et renversée sur elle-même, a l'air de faire signe aux bravos de descendre des combles de la salle. On annonce que Mme Stoltz va jouer prochainement la Fenella de *la Muette*, un rôle de danseuse créé jadis par Mlle Noblet; c'est sans doute pour préluder à ce nouveau caprice que Mme Stoltz s'évertue de la sorte dans *Charles VI*, et, pour rendre cette figure calme et naïve d'Odette, croit devoir s'inspirer de Mme Montessu dans *la Fille mal gardée*. Nous nous abstiendrons de parler de Duprez dans le rôle du dauphin. Évidemment il y est à la gêne, et sur un comédien qui chante par autorité de justice, la critique perd ses droits. D'ailleurs, nous respectons trop les arrêts du tribunal, pour rien oser dire qui puisse décourager Duprez, et le mettre de nouveau en rébellion vis-à-vis de son directeur. Quand il nous plaira de constater l'état où cette voix, jadis toute puissante, est désormais, nous irons l'entendre dans un rôle plus favorable, et moins fait pour soulever les répugnances d'un grand chanteur qui, tout déchu qu'il est, n'en conserve pas moins au fond de l'âme l'orgueil du premier rang, et à ce titre seul méritait mieux. Quant à Barroilhet, tel vous l'avez vu dans le Lusignan de *la Reine de Chypre*, tel vous le retrouvez dans *Charles VI*, avec cette différence toutefois, que le timbre de sa voix semble avoir souffert et perdu quelque peu de cette vibration métallique qui en constituait le charme principal. Barroilhet fera bien d'y prendre garde, et de porter toute sa sollicitude du côté de son organe, si délicat et si fragile dans sa force apparente. Il y a deux ans, nous disions, à propos des débuts de Barroilhet, que c'était là un de ces virtuoses de luxe qu'il faut, avant tout, savoir employer, un chanteur appelé à venir dire à un moment donné sa cavatine et son duo, comme Taglioni ou Fanny Elssler dansent un pas, mais incapable de tenir tête aux écrasantes conditions du grand opéra français. Nous sommes-nous trompé, et M. Doni-

zetti, qui, certes, en sa qualité de maître italien, doit se connaître en voix, ne donnait-il point raison d'avance à nos critiques, en composant tout exprès, pour le transfuge de Milan et de Naples, la partie d'Alfonse dans *la Favorite*, partie de chanteur, s'il en fut, et qui côtoie les grandes situations de l'ouvrage, à la manière des rôles que Meyerbeer écrivait dans ses opéras pour Mme Damoreau? Aussi ce rôle d'Alfonse dans *la Favorite* reste encore aujourd'hui la création la plus estimable de Barroilhet et son meilleur titre à la faveur du public. Avec son inexpérience de l'art du chant, et l'habitude qu'il a de traiter la voix humaine comme un trombonne, M. Halévy ne pouvait que méconnaître les conditions du talent de Barroilhet. Deux opéras de l'auteur de *la Juive* coup sur coup, et deux fois un rôle capital dans ces opéras, il y avait là, sans aucun doute, plus qu'il n'en fallait pour briser dans sa délicatesse une organisation d'élite; et si le mal n'est pas encore consommé, du moins doit-on en constater dès aujourd'hui les tristes progrès. Ainsi, ces ravissantes demi-teintes, ce clair obscur délicieux que Barroilhet empruntait à l'école moderne d'Italie, ont tout à fait disparu par la nécessité constante où il se trouve de lutter avec ces masses d'orchestre que M. Habeneck déchaîne sur lui à tour de bras. Heureux encore si les agréments seuls étaient à regretter; mais l'habitude de forcer la voix a amené des accidents plus graves, et vous surprenez à tout moment l'intonation en défaut. Nous reprocherons aussi à Barroilhet cette couleur uniforme et terne qu'il donne à tous ses rôles indistinctement. Personne plus que nous n'est disposé à reconnaître les rapports qui existent entre le Lusignan de *la Reine de Chypre* et le Charles VI de l'opéra nouveau. Nourrit lui-même aurait eu de la peine à créer une physionomie individuelle à chacun de ces personnages, d'un caractère également languissant et soporifique. Mais Guillaume-Tell, par exemple, n'appartient point à cette famille de rois imbéciles et moribonds, et Barroilhet, lorsqu'il aborde, à certains intervalles, l'opéra de Rossini, devrait bien se garder d'y apporter ce ton de véritable psalmodie qu'a développé chez lui un commerce déjà beaucoup trop prolongé avec les chefs-d'œuvre de M. Halévy.

La clôture des Italiens a été marquée cette année par toute sorte de petits incidents bouffes ou sérieux, comme il vous plaira, et qui sont venus remplacer avec assez d'avantage ces éternels tributs de fleurs dont le dilettantisme enthousiaste avait coutume de joncher la scène à pareille époque. Nous avons eu, entre autres divertissements, les harangues de Lablache, qui a cru devoir prendre congé du public parisien par une allocution touchante, débitée devant la rampe d'un ton moitié paterne, moitié goguenard, emprunté à ses meilleures créations. Il est donc vrai, Lablache se retire? Eh quoi! Tamburini nous menace de ne plus revenir? Voilà donc la troupe italienne en pleine dissolution. Que dire? que faire? Se peut-il maintenant qu'il y ait des gens pour se réjouir de ce qui arrive? Pourquoi pas? Certes, Lablache et Tamburini tenaient une bien large place dans la constitution du Théâtre-Italien, et nul ne songe à revenir sur des mérites si réels et de si légitimes renommées; mais ces illustres virtuoses, niera-t-on que le public les savait par cœur désormais, celui-ci avec ses points d'orgue en saccades, celui-là avec ses bouffonneries sublimes, mais un peu stéréotypées, quoi qu'on dise. Quant à nous, cet état de choses n'a rien qui nous effraie. Nous commençons par reconnaître que nous ne l'eussions point provoqué; mais, puisqu'il éclate, qu'il nous soit permis d'en prendre franchement notre parti, et d'y voir moins un péril de ruine imminente pour les Bouffes qu'une occasion de se raviver par la nouveauté. Maintenant qu'on est une fois sorti de la voie facile et commode sur laquelle il suffisait de se laisser

aller, c'est à l'administration de montrer son habileté; il y a plus d'un essai intéressant à tenter, plus d'une chance à courir. Nous ne disons pas qu'on fera mieux ; on fera autrement, et l'art ne peut que gagner à ces transformations, à ces luttes, toujours incompatibles avec les habitudes d'une troupe organisée comme l'avait été jusqu'ici la troupe du Théâtre-Italien, naturellement trop sûre d'elle-même pour s'informer de ce qui se passait au dehors. trop confiante en ses propres forces, trop gâtée du public pour ne pas s'endormir entre les succès de la veille et ceux du lendemain. D'ailleurs, cette dissolution que l'on déplore ne date pas d'hier, mais du jour où Rubini déserta notre scène. De ce jour, Tamburini et Lablache, ses deux compagnons de gloire, ses acolytes naturels, étaient restés chez nous dépareillés, un peu semblables à ces oiseaux sympathiques qui se tiennent sur leur perchoir immobiles et contristés, lorsque le coryphée mélodieux qui leur donnait la note s'est envolé aux campagnes du ciel. La première condition pour vivre, c'est de se renouveler; il n'est pas de si exquise jouissance qui ne doive finir par amener la satiété, et, quant à moi, je n'ai jamais pu comprendre comment faisaient les dieux immortels pour se repaître ainsi toute une éternité de nectar et d'ambroisie, régime monotone, s'il en fut, auquel nous défions le plus intrépide dilettante de résister plus de douze ans. Maintenant, si l'on recherche la cause de cette grande rumeur, elle est tout entière dans l'avénement de Ronconi.

Au commencement de la saison, Ronconi arrive ici, libre de toute espèce d'engagements; il venait soi-disant pour voir Paris, étudier les chanteurs en renom, observer le public et passer trois ou quatre mois qu'il voulait perdre en attendant le jour où de nouveaux engagements le rappelaient à Vienne, toutes raisons qui ne l'empêchèrent de se faire entendre dès la seconde semaine de son arrivée. On sait quel mouvement unanime il excita, d'abord à l'ambassade de Naples, et, de là, dans tous les salons, où les succès les plus flatteurs, les plus incontestés, l'accueillirent soudain. A peine Ronconi avait chanté dix fois, qu'il était à la mode pour l'hiver et qu'il érigeait contre les Italiens du théâtre Ventadour la plus dangereuse concurrence. En effet, partout on ne voulait que lui, Tamburini fut répudié, on oublia Lablache, et la Grisi vit chômer ces belles soirées où des pluies d'or tombaient à ses pieds pour une cavatine. Nous savons quelle part il convient de faire, en toute chose, au hasard de la mode, à la fortune du premier jour, en un mot à ce qu'on appelle l'engouement du public; cependant on nous accordera qu'un chanteur parfaitement inconnu la veille, et qui, sans journaux, sans coterie, sans avoir mis en œuvre aucun de ces appareils organisés au moyen desquels les succès se brassent de nos jours, s'acquiert du soir au lendemain une si unanime célébrité, doit avoir quelque valeur dans son art et mériter qu'on s'en occupe. Quoi qu'il en soit, le directeur des Italiens dut céder devant l'autorité des suffrages qui se déclaraient pour Ronconi, et force fut bien à l'administration de faire taire les répugnances qu'elle avait manifestées d'abord à l'endroit de l'engagement du nouveau baryton, répugnances peu sérieuses du reste, et qui, nous aimons à le croire, venaient moins de son propre chef que de certaines suggestions intéressées, et surtout d'une sorte d'effroi qui s'emparait d'elle au moment de porter la main sur cette espèce de *statu quo* de douze années. Ronconi une fois engagé, Tamburini quittait la place, on le conçoit; mais Lablache, qui donc l'obligeait à prendre ainsi la mouche? Le dirons-nous? Geronimo est père de famille, don Magnifico a un fils qui chante le baryton, un fils auquel il destinait, dans sa pensée, l'héritage de Tamburini, beau rêve paternel que l'avénement de Ronconi dissipait en un moment. D'ailleurs, Ronconi

chante, à ce qu'on assure, certains rôles du répertoire de Lablache, entre autres le charlatan de *l'Elisir d'Amore.* N'était-ce point assez que tout cela pour provoquer une rupture définitive entre l'illustre buffo et l'administration du Théâtre-Italien? Il ne nous appartient pas de prévoir quel effet Ronconi est appelé à produire sur notre scène, nous laisserons ce soin aux juges plus compétents qui l'ont vu tenir son emploi sur les théâtres de Milan, de Naples ou de Vienne; mais pour ce qui regarde le virtuose, le chanteur. nous pouvons dire, dès à présent, que c'est là un artiste de premier ordre, un maître tel que, depuis Rubini, nous n'en avions pas rencontré. Nous en appelons sur ce point à tous ceux qui l'ont entendu chanter l'air de *Beatrice di Tenda*, la romance de *Maria di Rudenz*, dans le genre bouffe le duo de *l'Elisir d'Amore*, et cette admirable scène de la *Calumnia,* de Rossini, qu'on lui redemandait toujours.

La manière de Ronconi appartient à cette nouvelle méthode italienne qui préconise avant tout un style large et ferme, veut une voix égale, un son pur, et n'admet que rarement les roulades, les points d'orgue, et s'éloigne autant de ce chant saccadé auquel Tamburini nous avait accoutumés, que des éternelles ondulations du style soi-disant *sostenuto.* Il existait dans le chant classique d'autrefois deux règles immuables : nous voulons parler des fameux crescendo en montant et diminuendo en descendant, formules sacramentelles dont il ne fallait pas démordre. et qui, lorsque abondaient les passages montants et descendants, produisaient à la longue une espèce de roulis à vous donner le mal de mer. L'école de Crescentini, de Bianchi. de Nozzari, de Velluti même, n'était pas exempte de ce défaut; à cela près. la nouvelle méthode italienne se rapproche de celle de Crescentini, surtout dans ce que cette méthode avait de vraiment *spianato*. Ainsi je citerai dans le cahier de solféges de Crescentini un certain exercice dans le style dit *religioso*, qui, chanté avec plus de franchise et d'un ton un peu moins ondulé, rentrerait tout à fait dans la manière de Ronconi. Sans être très-étendue, la voix de Ronconi allie aux cordes vibrantes du baryton les plus suaves et les plus molles inflexions du ténor. Du reste, dans ce qu'elle est. cette voix est parfaite; vous n'y trouverez pas à côté d'une belle note une note faible; tous les registres s'unissent et se fondent avec une égalité merveilleuse. Qu'il faille voir dans ce niveau parfait un don de la nature ou un effort de l'art, on ne saurait assez l'admirer, aujourd'hui surtout que les voix égales semblent devenir si rares, qu'on dirait que l'espèce va s'en perdre. Mais la plus belle qualité de Ronconi, celle qui constitue la physionomie originale, le vrai caractère de son talent, c'est une expression mordante, un accent d'ironie froide et perçante comme l'acier, une sorte de rage contenue (qu'on se rappelle l'admirable duo d'*Elena di Feltra*) qui donne à la voix une vibration singulière et met comme la sourdine aux cordes du larynx. Aux avantages que nous énumérons ici, on reconnaîtra facilement tout ce que Barroilhet emprunte au brillant coryphée de l'école italienne moderne. La meilleure partie des succès qui l'accueillirent lors de son arrivée, Barroilhet la dut sans contredit à sa manière tout adroite d'imiter Ronconi. C'était même là l'originalité de ce chanteur.

Maintenant oserons-nous bien nous lancer à travers cette innombrable armée de virtuoses instrumentistes qui viennent chaque hiver s'abattre sur Paris des quatre coins de l'Europe, tous plus ou moins fameux, plus ou moins *prodiges*, plus ou moins illuminés au front d'un éclair de génie, rois d'un après-midi ou d'une soirée par la grâce de leur piano, de leur basse ou de leur violon? A ce propos, je n'ai jamais pu m'expliquer comment ce monde-là faisait pour se reproduire avec une

si incroyable rapidité. D'une année à l'autre. ce sont des noms nouveaux, d'autres talents, d'autres chevelures. Cela pullule et fourmille, bourdonne et vibre, et multiplie au point que vous finissez par ne plus vous y reconnaître. Le héros d'hier se voit délaissé tout à coup pour l'heureux vainqueur d'aujourd'hui, qui, à son tour, cèdera la place au triomphateur sur qui l'étoile de demain se lèvera. Se souvient-on seulement à l'heure qu'il est du nom de certains virtuoses qu'on encensait naguère avec un fanatisme ridicule? Qui parle de M. Vieuxtemps aujourd'hui? Et M. Batta, l'angélique M. Batta, l'héritier du théorbe de sainte Cécile, se serait-il par hasard envolé vers le ciel sur les ailes du glorieux séraphin dont l'extase rayonnait dans ses traits, lorsqu'il chantait sur son violoncelle les mélodies langoureuses de Bellini? En vérité, il s'agit bien de M. Batta : nous avons aujourd'hui M. Servais ; il s'agit bien de M. Vieuxtemps : voilà Sivori, le petit Italien à l'œil de flamme, à l'archet d'or, gnome issu de l'inspiration fantastique de Paganini. Et telle est la nature éphémère de ces illustrations sans consistance, qu'elle vous frappe non-seulement chez les talents de second ordre, mais jusque dans les plus hautes renommées. Voyez M. Thalberg. Qui se serait attendu jamais à l'accueil froid et glacial qu'il a reçu cet hiver de la société parisienne? A peine s'est-on informé de lui dans le monde, et l'unique fois qu'il se soit fait entendre en public, au concert donné pour Galli, le public ne lui a témoigné qu'un assez médiocre intérêt. D'où vient cela? De pareils mécomptes ne sont-ils donc imputables qu'à l'inconstance du succès, et n'y aurait-il pas plutôt dans ces retours d'opinion un peu de la faute des virtuoses eux-mêmes? En effet, à peine le succès se déclare en leur faveur, ces messieurs ne songent plus qu'à l'exploiter au profit de leur fortune. Un morceau réussit-il, soudain ils corportent ce morceau par toute l'Europe. Ils vont de Londres à Vienne, de Vienne à Berlin, de Berlin à Saint-Pétersbourg, puis nous reviennent toujours avec cet éternel morceau *favori*, qui, pour recommencer son tour du monde, vient tâcher de reprendre un peu d'élan chez nous. Cette fois-là cependant, lorsqu'on voit que rien n'a varié dans ce jeu, que c'est toujours le même mécanisme savamment combiné, mais dépouillé du prestige des premiers jours, et dont une exploitation quotidienne a chassé l'âme, on fait pour eux comme le public de Paris a fait pour M. Thalberg; on leur dit : A quoi bon nous chanter cette vieille gamme que nous savons par cœur? Tâchez de découvrir un pays où vos procédés ne soient pas encore connus; mais, pour revenir nous voir, attendez le jour où vous aurez quelque chose de nouveau à nous dire. Du reste, M. Thalberg semble avoir compris cet avertissement, car il se propose, sitôt en quittant Paris, de s'embarquer pour l'Amérique, et d'aller chercher au delà des mers, dans le Nouveau-Monde, les succès qui l'abandonnent dans celui-ci.

Pendant que l'astre de Thalberg déclinait cette année du côté de l'Océan, nous avons vu l'étoile de Dreyschock se lever. Ici du moins, on assiste à l'élan fougueux d'une inspiration pleine de jeunesse et de séve, au travail libre et généreux d'une poétique nature qui se livre sans réserve et jette au hasard des sons ses fantaisies, ses caprices, ses rêves, en un mot tout ce qu'elle sent. J'ai rarement rencontré un talent plus essentiellement poétique, et chez lequel l'imprévu joue un rôle plus original. Sans parler de ces foudroyantes octaves et de cette puissance matérielle qu'il exerce sur son instrument, je dirai que jamais on ne vit tant de fraîcheur, de grâce, de légèreté vaporeuse, s'unir à une force véritablement herculéenne. Il y a du barbare, du sauvage du Nord dans cet homme nerveux qui s'assied au piano, frappe un coup sec, et mêle à grand bruit ses éléments dont il fait un chaos, comme pour se donner la joie de le débrouiller plus tard à loisir. Vous vous croiriez au fond d'un

bois de chênes : le vent siffle à travers les branches, la tempête gronde, mais derrière ces épais nuages noirs qui filent, emportés en si grande hâte, glisse toujours par instants ce romantique rayon de lune de la poésie allemande, cette vaporeuse lueur qui calme et qui apaise, et vient *rasserenar il cielo*, comme disent tous les finales de l'Opéra-Italien. Nous avons entendu plusieurs fois Dreyschock jouer ses deux morceaux de prédilection : *le Vallon* et *les Clochettes*, et tel est l'effet qu'il a toujours produit sur nous.

Après Dreyschock, et puisque nous sommes sur le chapitre des pianistes, il faut citer encore un virtuose qui se recommande surtout par une étude approfondie des grands maîtres. Nous voulons parler de M. Halle, l'interprète religieux de Beethoven. M. Halle a voué aux chefs-d'œuvre du sublime musicien de Bonn ce culte intelligent et généreux que le Conservatoire ne cesse de leur rendre depuis quinze ans; et pour tant de veilles et d'efforts, on peut dire que l'esprit du chantre immortel de la symphonie en *ut* a passé dans les doigts de son jeune interprète. M. Halle compose une symphonie de Beethoven, et l'exécute ensuite avec ce soin minutieux, cette exactitude profonde, cette scrupuleuse fidélité qu'on ne trouve que dans cette noble association des concerts de la rue Bergère. Son piano, c'est l'orchestre du Conservatoire en miniature, et nous ne connaissons pas de plus bel éloge à lui faire. On sait du reste quelle pénible tâche est celle-là, et comme il faut s'abdiquer soi-même pour en venir à rendre jusqu'à la dernière note, jusqu'à la plus imperceptible intention, un génie aussi exigeant, aussi entier que Beethoven. M. Liszt, avec toutes les ressources musicales et poétiques de son organisation, ou plutôt à cause même de ces ressources, ne réussit pas toujours en pareil cas, et le public de Vienne lui reprochait, au plus fort de son enthousiasme, de sacrifier Beethoven à son élan fantasque, et de mettre sa propre individualité à la place de celle du grand maître. Cette œuvre d'intreprétation exige, de la part de celui qui s'y livre, des qualités de recueillement et d'abnégation qui ne se rencontrent guère d'ordinaire chez les virtuoses accoutumés à faire la chasse au succès : qualités négatives, si l'on veut, mais en fin de compte les seules utiles, tant qu'on ne nous prouvera pas que l'art de l'exécutant ait été inventé dans un autre but que celui de traduire, pour l'édification du plus grand nombre, le texte sacré des maîtres.

Les concerts de M. Berlioz ont manqué cette année; ce complément indispensable au carnaval nous a fait défaut. A l'heure qu'il est, l'auteur de *Benvenuto Cellini* voyage en Allemagne et promène, à travers les villes et les bourgs de la Prusse et de la Bavière, le théâtre forain de ses symphonies. Au nombre des particularités amusantes qui signalent ce pèlerinage au pays de Mozart et de Beethoven, on cite un fait digne du *Roman comique*, et que nous craindrions de passer sous silence. Dernièrement, M. Berlioz donnait concert à Berlin, et, selon les habitudes hétéroclytes du musicien fantastique, il y avait deux orchestres sur la scène, un orchestre que dirigeait à tour de bras le bénéficiaire lui-même, l'autre conduit par M. Mendelsohn. Jusque-là, tout allait bien. Celui-ci avait le département des trombones et des ophycléides, celui-là menait les grosses caisses. Courage Mendelsohn! bravo Berlioz! vive le chantre de *Paulus!* gloire à l'immortel *poëte* d'*Harold aux montagnes!* L'enthousiasme grandissait avec le bruit. On se renvoya la paume à qui mieux mieux, on s'anima, on s'échauffa, on s'exalta, on fit si bien, que, sur les dernières mesures, les deux maëstri, n'y tenant plus, s'élancèrent tout ébouriffés l'un vers l'autre, et, après s'être embrassés comme deux oncles de comédie, échangèrent solennellement leurs bâtons de mesure aux yeux de tout un public qui ne

comprenait rien à ce singulier manége. Ainsi, voilà l'univers bien et dûment averti que désormais c'est avec le bâton de Mendelsohn-Bartholdy, l'auteur de *Paulus*, que l'auteur de la *Symphonie fantastique* dirigera dans la salle Musard l'exécution de ses chefs-d'œuvre, et qu'à son tour Mendelsohn-Bartholdy, l'auteur de *Paulus*, aura pour conduire *Paulus* la baguette sacro-sainte dont se servait naguère le chantre de la *Symphonie fantastique!* Les journaux allemands, qui, malgré qu'on en dise, s'obstinent à ne vouloir prendre au sérieux ni M. Berlioz, ni sa musique, se sont fort égayés de cette ridicule pasquinade. Nous citerons, entre autres, dans la *Gazette de Leipzig*, un article très-vif attribué à l'auteur des *Lettres* sur Paris. Certes, si M. Gutzkow ne se fût jamais attaqué qu'à de semblables sujets, à coup sûr personne n'eût songé à se récrier. Un Français qui parcourt l'Allemagne en y donnant des représentations tombe naturellement sous la juridiction de la critique du pays. Un concert public n'est point une invitation privée, une de ces admissions toutes de confiance où la plume de l'écrivain, à plus forte raison lorsque cet écrivain est étranger, n'a rien à voir. Si, comme on l'a prétendu, M. Berlioz voyage en Allemagne par ordre du ministre de l'instruction publique, nous demanderons de quelle utilité il peut être pour les progrès de la musique en France que la symphonie d'*Harold* soit applaudie ou sifflée à Berlin; et que signifie une semblable mission, à moins qu'elle n'ait eu pour but secret de conquérir à notre pays le bâton de mesure de M. Mendelsohn-Bartholdy?

Nous ne terminerons pas sans dire un mot d'une fondation toute méritante et faite pour intéresser au plus haut point le dilettantisme éclairé. Il vient de se former dans le monde, et sous la présidence de M. le prince de la Moskowa, une association ayant pour but de mettre en lumière les chefs-d'œuvre, fort ignorés encore chez nous, des anciens maîtres italiens, et de développer le sentiment de la musique religieuse. A une époque où la chapelle du roi a cessé d'exister en France, une pareille tentative ne saurait qu'être approuvée des gens de goût, d'autant plus que l'intelligence parfaite du directeur (il faut bien lui donner son nouveau titre), non moins que l'instinct musical des patronesses, les plus illustres voix qu'on cite dans la société parisienne, répondent d'avance des soins qui seront apportés tant dans le choix des morceaux que dans l'exécution. M de la Moskowa, qui joint aux connaissances techniques d'un compositeur l'érudition et la patience d'un archiviste, a découvert, à ce qu'on assure, de véritables trésors dans ce genre. Il ne s'agit de rien moins que de nous faire entendre ou plutôt de nous révéler Orlando di Lasso, Allegri, Scarlatti, et jusqu'à Vittoria, vieux maître espagnol dont à coup sûr vous ne vous doutiez guère. On parle déjà d'un certain cantique : *Alla Trinità*, du XVIe siècle, et sans nom d'auteur, qui aux répétitions fait merveille. Nous le dirons encore, une semblable institution trouvant ses ressources en elle-même, et dirigée avec tact et bon goût, ne peut manquer d'avoir pour la musique de très-utiles et de très-avantageux résultats. Seulement, s'il nous était permis de risquer un avis, nous recommanderions au directeur de veiller de toute son autorité à ce que l'esprit du programme soit maintenu, et d'empêcher que cette fondation pour la musique religieuse et classique ne dégénère, à la longue, en une société de concerts où Bellini et Donizetti finiraient par prendre la place d'Allegri et de Palestrina. De toute façon, en pareille matière, un peu d'exclusion ne messied pas. Ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de rester ce qu'on est, et de ne point oublier qu'il s'agit d'une institution tout aristocratique, d'une espèce d'*Almacks* musical.

H. W.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 avril 1843.

Pendant que la chambre des pairs discutait les importantes questions qui se rattachent au recrutement et à la réserve de l'armée, la chambre des députés poursuivait le cours de ses travaux sans direction et de ses boutades incohérentes. La loi sur le roulage n'a traversé l'épreuve du scrutin que grâce aux contradictions dont elle abonde, contradictions qui ont donné une satisfaction apparente aux vues les plus opposées. Cette conception informe aura l'étrange résultat de créer pour la première fois en France un pouvoir supérieur à celui de la loi elle-même, et d'investir des corps locaux du droit de détruire l'effet d'une prescription générale.

L'attitude du ministère durant le cours de ce débat a singulièrement frappé la chambre et l'opinion publique : il affectait de se tenir en dehors d'une discussion qu'il avait visiblement renoncé à diriger, disposé qu'il était à en accepter toutes les chances. Cette politique de résignation et d'indifférence fait chaque jour des progrès qu'il est impossible de ne pas signaler. Il ne se passe guère de séance où le ministère ne dépose sur le bureau force projets de loi, force demandes de crédits supplémentaires surtout ; puis, lorsque ces projets sont tombés dans le domaine d'une commission, le pouvoir renonce à toute intervention active, il se dégage de toute responsabilité, et laisse à la fortune et aux événements ce que le soin même de sa propre conservation commanderait impérieusement de leur ôter. Lorsque sir Robert Peel imposait l'*income-tax* aux vieilles répugnances des tories, il faisait une œuvre que tout cabinet conservateur vraiment digne de ce nom devrait au moins imiter en quelque chose. On ne fonde pas un pouvoir en se mettant à la queue de son parti, en courbant la tête devant tous les obstacles ; on n'est pas un ministère sérieux lorsque d'une part on abandonne sans combat le principe de l'enquête électorale aux exigences de l'opposition, lorsque de l'autre on recule sur tant de questions soulevées par le pouvoir lui-même, depuis les traités de commerce jusqu'aux ministres d'état.

Mais voici venir un autre intérêt sur lequel un ministère anglais ne capitulerait point à coup sûr, après avoir solennellement proposé une résolution aussi hardie que celle à laquelle s'est arrêté le cabinet du 29 octobre ; voici une mesure qu'on n'hésiterait pas un moment, au delà de la Manche, à imposer à ses amis comme

condition formelle de son maintien aux affaires. La commission des sucres a déposé son rapport, et cet important objet va enfin arracher la chambre à l'atonie qui l'épuise et l'énerve. On sait que la majorité, dont M. Gauthier de Rumilly est l'organe, refait de fond en comble le projet du gouvernement, et qu'elle substitue à l'interdiction de la culture indigène un maximum de production au delà duquel l'impôt s'élèverait dans une progression déterminée. De son côté, la minorité, représentée par M. H. Passy, a consigné au rapport une opinion qui ne diffère pas moins radicalement du projet ministériel, puisqu'elle réclame l'égalité d'impôt sur les deux sucres au droit de 49 fr. 50 c. dans une période de trois années. Voilà donc une commission où, par une étrange bizarrerie, M. Berryer, député de Marseille, se trouve avoir défendu seul la pensée du gouvernement et voici la chambre appelée à choisir entre deux projets également désavoués par le cabinet !

Ce fait suffit pour révéler et l'indiscipline des partis, et le peu d'autorité des hommes politiques dans les questions d'intérêts matériels, sur lesquels on affichait naguère la prétention de concentrer toute l'action gouvernementale. Nous abordons enfin de front ces problèmes redoutables : la loi des sucres est le premier pas dans une carrière vaste et nouvelle; c'est la première tentative sérieuse pour organiser ou dominer des intérêts, des industries et des habitudes opposés. Écartée de la diplomatie par la fatalité qui paralyse son action extérieure, sortie de la politique générale par le dégoût profond qu'elle lui inspire, la France va donc entrer dans cette ère toute pratique où on la convie depuis si longtemps à se confiner. Nous allons voir si le pouvoir y gagnera quelque chose en influence et en durée, et si son œuvre sera plus grande, plus facile et plus féconde.

On a triomphé successivement du compte rendu et des sociétés secrètes, des émeutes et de la coalition parlementaire. Sera-t-il aussi facile d'avoir raison des intérêts ? Nous en doutons fort, et nous attendons le pouvoir à une très-prochaine expérience.

Plus ces intérêts se sont développés dans une liberté que la loi n'a jusqu'ici songé ni à régler, ni à contenir, et plus il est devenu difficile de leur imposer des sacrifices. Il semble d'ailleurs que l'imprévoyance des divers gouvernements qui se sont succédé ait tout fait pour aggraver une situation que la libéralité même de la nature envers la France a rendue pour nous plus difficile que pour tous les autres peuples de l'Europe. Quand la grappe et l'olive mûrissent sous le soleil de la Provence, tandis que le sol humide de la Normandie et de la Bretagne ne produit que des céréales et de verts pâturages; lorsque la présence des bassins houillers et les grandes voies de communication ont concentré presque toute l'industrie manufacturière dans nos provinces de l'est et du nord, pendant que celles de l'ouest et du midi sont restées purement agricoles, il est impossible de ne pas trouver dans cet antagonisme permanent des germes d'embarras, pour ne pas dire de perturbations prochaines. La situation de la propriété, grevée d'une hypothèque de 13 milliards et menacée d'un morcellement indéfini, est connue de tout le monde, et, en exagérant quelques données incontestables d'ailleurs, M. Mauguin n'a rien ôté à la gravité de cette question. L'état de la culture vinicole est d'autant plus sérieux que les palliatifs proposés sont évidemment illusoires, car le mal vient de la concurrence chaque jour croissante des vignobles étrangers, qui restreint les débouchés de notre agriculture, comme les similaires manufacturés restreignent ceux de notre industrie. C'est en présence de ces faits et au milieu des excitations prodiguées sans mesure à l'égoïsme des localités, que va se poser le grand problème qui résume en

lui seul toutes les difficultés et tous les périls de notre situation économique.

Répétons-le : ces difficultés et ces périls sont sortis, pour la France, des conditions même de son sol, et, bien plus encore, de l'imprévoyance de ses lois. Pendant vingt ans, on a surexcité de toute manière la production du sucre de betterave; on ne s'est pas borné à continuer, durant la paix, la politique du blocus continental, on ne s'est pas contenté de départir au sucre indigène une scandaleuse exemption de toute taxe; on l'a encore admis, jusqu'en 1833, à la jouissance frauduleuse des primes accordées à l'exportation des sucres raffinés. Les chambres en étaient là lorsqu'on s'est enfin aperçu un jour, en s'éveillant comme en sursaut, que la coexistence des deux sucres soulevait de grandes difficultés. Mais par quel côté a-t-on d'abord envisagé cette affaire ? Il faut bien le rappeler, par le plus étroit de tous, par le côté purement fiscal. On a vu que l'affranchissement d'impôts accordé au sucre indigène diminuait notablement, et d'année en année, les revenus du trésor, et dans les premières combinaisons ministérielles on s'est exclusivement préoccupé du soin de remédier à cet inconvénient, grave sans doute, mais secondaire. Aucun effort sérieux n'a été tenté pour équilibrer les deux productions, pour les préparer l'une et l'autre à un régime d'égalité et de droit commun, et c'est lentement et à grand'peine que le double intérêt maritime et agricole, engagé dans ce débat, a paru se révéler aux yeux du gouvernement, de la législature et du pays. Aussi aucun principe large et fécond n'a-t-il été proclamé, et l'on s'est traîné d'expédients en expédients. Après avoir parlé d'abord d'un droit illusoire de 5 fr. par quintal métrique sur la sucrerie indigène, on a voté soudain, en 1837, l'impôt de 16 fr. 50 c., lorsque la veille encore on paraissait disposé à procéder par voie de dégrèvement; puis advenant la crise de 1838, amenée par la coïncidence de deux récoltes abondantes, on a dû, faute de pouvoir déterminer la chambre à s'occuper de la question, procéder par voie d'ordonnance, et un dégrèvement de 13 fr. 50 c. est venu réduire à 19 fr. 50 c. par hectolitre le privilége du sucre indigène sur le marché national. Mais les plaintes ne cessèrent pas plus que les embarras. A partir de cette époque, une lutte à mort s'engagea, tout au contraire, entre nos colonies et notre industrie sucrière, et, après tant d'années d'indifférence et d'irréflexion, deux systèmes absolus se produisirent pour la première fois. Les uns déclarèrent solennellement qu'il n'était plus d'autre moyen de sauver la fortune de nos compatriotes d'outre-mer, et avec elle la navigation et la puissance maritime de la France, que d'anéantir par l'interdiction de culture la plante maudite, si longtemps célébrée comme une des plus heureuses conquêtes de l'empire; les autres, dans l'intérêt de l'agriculture et de la grandeur continentale de la France, provoquèrent, par l'organe du rapporteur de la commission de 1840, une sorte d'arrêt de mort contre ces petites îles, aux habitants desquelles l'honorable général Bugeaud avait tant de peine à concéder le titre de Français parce qu'ils ne tiraient pas à la conscription.

Mais c'étaient là d'héroïques et tardifs moyens, qui n'allaient ni au tempérament des chambres et du pays ni aux embarras politiques du pouvoir, moyens inefficaces d'ailleurs, malgré leur témérité. Ce n'est pas chose aussi facile que peuvent le croire quelques agronomes du nord que d'anéantir ces chétifs îlots qui ont l'audace d'aspirer au droit commun et de trouver mauvais que deux produits nationaux ne soient pas placés sur un pied d'égalité. Ce n'est pas un acte sans importance, comme le croit M. de Dombasle, que de rompre brusquement, en prononçant l'émancipation commerciale des colonies, des relations qui assurent à notre industrie manufacturière et à nos ports une masse d'opérations de près de 100 millions de

francs. D'un autre côté, il n'est guère plus aisé, même au prix d'un détestable précédent et du dangereux principe de l'indemnité, d'anéantir une culture que tout le continent européen s'approprie aujourd'hui comme un instrument de richesse et d'indépendance commerciale, culture que l'opinion publique entoure d'une grande faveur, et qui est désormais assez puissante dans le parlement pour obtenir de prime-abord une majorité assurée au sein de toutes les commissions des sucres. Le ministère du 1er mars comprit qu'en une telle situation une transaction seule était possible, et, s'appuyant sur des calculs spécieux, sans doute, mais hypothétiques, il crut avoir équilibré les deux productions selon les prix de revient en France et aux Antilles, en frappant l'une d'un droit de 27 fr. 50 c., et l'autre d'un droit de 49 fr. 50 c., décime compris.

Il était facile de prévoir que des causes analogues à celles qui avaient déterminé la première crise en amèneraient bientôt une autre. A ces causes antérieures et permanentes est venu se joindre un élément nouveau, l'introduction d'une masse assez considérable de sucre étranger, contre lequel la surtaxe actuelle ne suffit pas pour défendre le marché français. L'admission de ce troisième concurrent pour terminer la querelle des deux autres ne rappelle pas mal la morale de *l'Huitre et les Plaideurs*. Cette admission est devenue l'idée fixe et néfaste des ports de mer, qui se préoccupent bien moins aujourd'hui de la Martinique et de Bourbon que du Brésil et de Manille. Le trésor, tout entier aux intérêts financiers qu'il représente, est entré vivement dans cette voie. La combinaison sortie de cette double pensée, et formulée dans le projet de loi proposé par le cabinet, consiste, comme chacun sait, à interdire la culture de la betterave moyennant une indemnité de 40 millions, et à approvisionner notre marché par les 80 millions de kilogrammes qu'y versent annuellement nos colonies, en s'adressant pour les 40 millions de surplus aux sucres du Brésil, de la Havane et de l'Inde, de manière à augmenter ainsi les recettes du trésor dans une proportion considérable.

Quatre intérêts distincts sont donc engagés dans cette affaire, l'intérêt des colonies, celui de la culture indigène, celui des ports de mer, représenté par l'importation des sucres étrangers, enfin l'intérêt du trésor. Dans quel ordre la justice comme la bonne politique prescrivent-elles de les classer?

En ce qui se rapporte aux colonies, leur droit à approvisionner le marché national du seul produit qu'elles soient en mesure d'y apporter se démontre avec une si irrésistible évidence, que la foi publique interdit même toute discussion à cet égard. Voici plus de deux siècles que des Français ont planté le drapeau de la patrie sur des terres lointaines; ils les ont fécondées et défendues avec courage, et, dans plus d'une occasion, avec héroïsme. En même temps que la métropole les protégeait par toute sa puissance, elle imposait à ces établissements des conditions de dépendance que les libres colonies de l'antiquité ne connurent jamais. Si les dispositions des ordonnances coloniales de 1634 et de 1727 ne sont plus exécutées dans ce qu'elles avaient de brutalement barbare, quelle modification a été apportée à leur principe fondamental? Quel droit constitutionnel ont conquis les colons? En quoi leurs intérêts commerciaux ont-ils cessé d'être subordonnés aux nôtres?

Dans une pareille situation, placer le seul produit important de la culture intertropicale dans des conditions telles que les colons cultiveraient avec la certitude de se ruiner, serait commettre un acte odieux, digne de toutes les flétrissures de l'histoire. Qu'on ne dise pas que l'industrie sucrière pourrait être remplacée aux Antilles par une autre. Le déboisement de nos colonies y a désormais rendu impos-

sibles certaines cultures florissantes en d'autres temps, et l'ouragan, ce fléau périodique des Antilles, y menace chaque jour la plantation des cafiers. Quant au droit de libre exportation, il ne sauverait pas nos possessions de l'arrêt de mort que la France prononcerait contre elles, en rendant son marché inabordable à leurs sucres, car elles ne pourraient soutenir nulle part la concurrence des sucres espagnols et brésiliens. C'est ici d'ailleurs que se produit cet intérêt maritime qui agrandit cette question, et la revêt de proportions telles que l'intérêt des fabricants indigènes disparaîtrait à coup sûr devant une considération plus décisive, s'il n'y avait heureusement un terme de conciliation raisonnable entre ces deux industries.

Pour qui connaît les allures réservées du commerce français et les causes qui influent d'une manière si désastreuse sur le haut prix de notre navigation, c'est une chose inappréciable qu'un débouché facile et sûr pour un tiers environ des transactions de la France, opérées sous pavillon national. Lorsque le transport du sucre colonial compris pour 100 à 110,000 tonneaux dans nos importations de long cours correspond au quart à peu près de nos importations générales, lorsque le commerce direct avec nos colonies et les relations indirectes que celles-ci procurent à la grande pêche mettent en mouvement la moitié de notre personnel maritime, personne, assurément, ne viendra proposer de porter à la puissance navale de la France un coup dont elle ne se relèverait pas.

La cause des colonies sera donc placée, aux yeux de la chambre et du pays, sous la double garantie d'un contrat rigoureusement obligatoire pour la métropole et d'un intérêt national du premier ordre. Dès lors, pour tout homme politique, intelligent et probe, la première donnée du problème est donc celle-ci : combiner les tarifs, eu égard aux prix de revient des diverses provenances, de manière à ce que la récolte moyenne des colonies, soit quatre-vingt et quelques millions de kilogrammes, trouve sur le marché français un placement assuré par voie de consommation ou de réexportation après raffinage.

Le libre arbitre du législateur ne commence qu'après la garantie par privilége donnée à cet intérêt hors de toute contestation, et la seule question qui puisse être légitimement débattue au sein de la chambre se réduit aux termes suivants : le marché français absorbant, exportation des sucres bruts et raffinés comprise, un total de 125 millions de kilogrammes au *minimum*, et la consommation étant en mesure d'augmenter dans une notable proportion, à qui faut-il réserver la quantité excédant les 80 millions de kilogrammes attribués à nos colonies ? Devra-t-on demander cet excédant au sucre indigène ou au sucre étranger?

On peut dire que la question ainsi posée est résolue d'avance dans la conscience publique. Personne n'ignore que, si on cédait aujourd'hui aux égoïstes exigences de quelques ports, peu d'années s'écouleraient avant qu'ils n'élevassent contre la sucrerie coloniale les objections présentées aujourd'hui contre la sucrerie indigène, objections tirées d'un prix de revient inférieur et de relations commerciales nouvelles à ouvrir avec l'étranger. D'ailleurs, il n'est pas un des arguments mis en avant par Bordeaux ou par Marseille en faveur du sucre du Brésil et du sucre de Manille, qui ne pût s'appliquer avec bien plus de raisons aux houilles d'Angleterre, aux fers de la Suède, aux bois de la Russie, ou même aux blés de la Crimée. Le trésor doit y regarder avant de s'engager en de telles voies, dans l'espérance, non de retrouver ses anciennes recettes (elles lui seront assurées par l'égalisation progressive des droits sur les deux sucres), mais d'ajouter quelques millions à son budget.

Ce serait les payer trop cher que de les conquérir au prix du principe de l'in-

demnité, si funeste dans ses conséquences, et même au point de vue fiscal, ce serait une détestable opération que de faire disparaître une culture qui élève d'une manière notable, aux lieux où elle est établie, les impôts de consommation, et ajoute une valeur de 50 millions au revenu territorial de la France. En vain prétendra-t-on que ce n'est pas là une extension réelle de la richesse publique, puisque cette culture, si elle venait à disparaître, serait remplacée par des assolements aussi avantageux. Pour que ce raisonnement fût exact, il faudrait supposer que la culture de la betterave a restreint en quelque chose celles des autres produits, lorsqu'elle ne fait tout au plus que les déplacer. La suppression de la betterave serait donc une diminution évidente dans la somme totale de la production nationale. C'est ainsi que toute l'Europe, moins l'Angleterre, a jugé la question, puisque tous les états, depuis la Belgique et l'union allemande jusqu'à la Russie, encouragent par des tarifs protecteurs la sucrerie indigène. Ces états, il est vrai, n'ont pas de colonies sucrières, mais ils sont, comme nous, en mesure de choisir, en pleine connaissance de cause et en toute liberté, entre le sucre indigène et le sucre étranger, entre l'intérêt de leur agriculture et celui de leur commerce d'exportation, et ils n'hésitent pas à préférer le premier au second. Qui ne voit d'ailleurs qu'il y a là une question politique du premier ordre, et qu'en cas de guerre maritime, la France ne peut accepter une situation de dépendance dont s'affranchissent à l'envi tous les états continentaux qui l'entourent?

Quant au mode de coexistence des deux industries et aux conditions de cette coexistence elle-même, ils sortiront des débats où les deux fractions de la commission interviendront tour à tour. Mais dès à présent on peut affirmer que la chambre ne détruira pas une industrie chère à la nation, et que les spéculateurs qui ont acheté des sucreries en faillite à un taux plus élevé que des usines en plein rapport en seront pour leurs frais, qu'une imprudente indemnité ne viendra pas couvrir.

La loi des sucres sera précédée d'un débat auquel se mêleront des passions plus ardentes. Dans les premiers jours de ce mois s'ouvrira la discussion sur l'enquête électorale. On sait que la commission conclut à l'annulation d'une seule élection, celle du député de Langres. Aucune difficulté ne paraît devoir s'élever dans la chambre sur ce point, et le ministère lui-même est disposé à y adhérer; mais on ajoute que, pour contre-balancer l'effet de cette exclusion donnée à un membre de la majorité, on tentera de grands efforts pour obtenir l'annulation de l'élection d'Embrun, que la commission propose de valider. Jusqu'à la publication des nombreuses pièces annexées au rapport, il est impossible d'apprécier la nature et la gravité des faits sur lesquels s'appuient les décisions de la commission d'enquête. Toutefois ce que nous ne saurions admettre, ce que nous considérerions comme une imputation calomnieuse, ce serait la pensée politique qui présiderait aux décisions de la chambre. En pareille matière, et lorsqu'il s'agit de l'honneur de ses membres, l'assemblée juge en grand jury d'équité ; elle doit rendre son arrêt en honneur et en conscience, et elle manquerait à tous ses devoirs, si elle se préoccupait en quoi que ce soit d'affaiblir ou de renforcer un cabinet, lorsqu'il s'agit de toute autre chose. Poser une question ministérielle sur l'exclusion ou l'admission d'un député serait un acte d'immoralité politique que la France n'aura, il faut le croire, à reprocher ni à l'opposition, ni à la majorité.

Si une telle conséquence sortait de prime-abord de l'enquête électorale, elle suffirait pour révéler à tout le monde le caractère dangereux d'une mesure adoptée

si légèrement par les uns, si faiblement combattue par les autres. L'enquête électorale est un ressort tout nouveau dans notre législation, ressort destiné à déplacer tous les pouvoirs, peut-être à confondre toutes les juridictions; c'est un remède qui aggravera, on peut l'appréhender du moins, les maux qu'il est appelé à guérir. Un tel système ne se défend pas en France, comme en Angleterre, par l'absence de toute administration organisée, et n'étant pas une nécessité absolue, n'est-on pas fondé à craindre qu'il ne devienne une redoutable superfétation?

Telle est l'opinion d'un certain nombre de membres fort éclairés du parti conservateur, et pour la nuance de ce parti qui n'accorde au ministère actuel qu'un concours précaire et réservé, le timide abandon du principe d'enquête forme un grief qui se produira, dit-on, à la tribune. Entre les conservateurs dissidents qu'on désigne comme particulièrement préoccupés de cette grande question, on cite un ancien ministre du 15 avril qui, par ses paroles à la session dernière, sa résignation d'une ambassade, et son attitude jusqu'au vote des fonds secrets, a constaté publiquement devant la chambre et le pays son désaccord avec le cabinet. L'intervention de cet honorable membre ou de ses amis dans le débat de l'enquête serait donc aussi légitime qu'honorable; elle établirait aux yeux de tous qu'il y a de véritables questions politiques là où l'on affecte souvent de ne voir que des intérêts personnels non satisfaits. Sous ce rapport, nous croyons pouvoir démentir les bruits récemment répandus sur certaines modifications ministérielles. Lorsque des dissidences ont éclaté entre des hommes politiques et un cabinet, il faut, pour faire accepter leur rapprochement, une situation nouvelle au fond de laquelle on puisse montrer au public autre chose que la conquête d'un portefeuille. D'un autre côté, les membres principaux du cabinet ne se regardent pas non plus comme assez solidement établis aux affaires pour consulter leurs amitiés en se donnant de nouveaux collègues au risque de s'isoler davantage et de se transformer en coterie : nous ne croyons donc, quant à présent, ni à l'accession de M. de Salvandy, ni à celle de M. Dumon au cabinet du 29 octobre, quelque force qu'ils fussent en mesure de lui apporter l'un et l'autre. M. le ministre des travaux publics supportera ses échecs avec résignation ; M. le ministre de la marine continuera de se bien porter par dévouement, et tout ira comme par le passé.

Les soubresauts des affaires d'Espagne appellent à chaque instant l'attention publique sur cette question, dont on fait tant d'efforts pour nous détourner, et sur laquelle la force des choses nous ramène sans cesse. L'opinion des hommes bien informés reste, malgré les opérations préliminaires du congrès, conforme à nos prévisions premières. Le régent sera maître de la nouvelle législature, et ne se trouvera pas dans le cas de faire usage de cette force militaire qu'il lui suffira de montrer en quelque sorte dans le lointain. Le projet d'adresse suggéré au sénat par un ennemi en quelque sorte personnel de la France, M. Marliani, constate que ce corps ne se refusera pas à partager même les passions les plus injustes du général Espartero. Nous ne croyons pas, quant à nous, que M. le ministre des affaires étrangères ait manqué aux égards dus à une puissance alliée en déclarant publiquement, du haut de la tribune, quelles conditions de sécurité et d'honneur il attachait dans l'avenir au maintien de cette alliance. Il n'est pas un ministre français qui pût avoir la pensée de s'en départir, et dans les affaires de la Péninsule il y a bien moins à reprocher au pouvoir d'avoir trop dit et trop fait depuis dix années, que de s'être laissé traîner à la remorque des événements sans les dominer par un système et une résolution énergique. La manifestation du sénat n'en reste pas moins un fait fort

grave, par quelque vue secrète qu'elle soit inspirée ; elle fait comprendre l'urgence de voir enfin la France représentée sur le théâtre où s'agitent tous ses intérêts de puissance, d'honneur et d'avenir. Si le cabinet n'y songeait pas, il est à croire que la session ne se terminerait pas sans une manifestation parlementaire : la chambre doit au pays et à elle-même de ne pas paraître abdiquer dans l'une des plus grandes questions du temps. Elle n'en a pas le droit, nous espérons qu'elle n'en aura pas non plus la volonté.

THÉATRES.

La quinzaine qui vient de s'écouler a été féconde en émotions littéraires. Deux événements dramatiques annoncés depuis longtemps ont eu lieu coup sur coup, une tragédie qui soulève les plus graves questions de la poétique, et une nouvelle étude de Mlle Rachel. On a joué à l'Odéon la *Lucrèce* de M. Ponsard, et aux Français la *Judith* de Mme de Girardin.

Le succès de *Lucrèce* a été complet; il est certain que, dans cette pièce, on trouve toujours de fortes études, et souvent un charme de langage auquel nulle oreille ne peut être insensible. Cette poésie antique est éternelle, et ses destinées sont merveilleuses. Toute œuvre qu'un de ses rayons anime exerce soudain un indicible attrait; c'est à celle qu'il faut donner toutes les épithètes rassemblées autour du nom de Vénus. Elle est victorieuse, elle est féconde, elle fait aimer, *victrix*, *alma*, *dulcis*. M. Ponsard a été assez heureux pour recueillir quelques gouttes du philtre dont s'enivra André Chénier. Outre la saveur précieuse qu'il doit à ce rare bonheur, son drame renferme un parfum d'honnêteté et de travail qui a été et qui méritait d'être également goûté. Oui, quelle que soit la destinée réservée à M. Ponsard, dès aujourd'hui on peut le dire, il a fait une œuvre digne de l'intérêt et de l'appui publics ; certes, c'est avec une joie sincère que nous lui donnons cet éloge. Mais autour de lui quelques enthousiasmes ont éclaté dont les élans nous sont suspects. A son sujet, l'on a prononcé légèrement des noms que doivent accompagner toujours le recueillement et le respect ; on a évoqué, pour en faire un cortége à son char de triomphe, des ombres augustes qu'il ne faut pas imprudemment déranger des demeures sacrées de leur gloire. Sans ébranler en rien nos sympathies, qui resteront inviolablement acquises à l'auteur consciencieux de *Lucrèce*, ces manifestations bruyantes nous ont fourni matière à réflexion. Est-ce bien, nous sommes-nous demandé, quand il y a de semblables engouements dans l'air, qu'un jugement impartial et sérieux peut être prononcé? Serions-nous sûrs d'échapper à des influences si vivement ressenties autour de nous?

Ce qui donne un intérêt extrême à l'apparition de M. Ponsard, mais ce qui doit en même temps mettre en garde contre ce qu'il pourrait y avoir d'excessif dans le succès de son drame, c'est la situation littéraire au milieu de laquelle il se produit. Quoiqu'elle ait fait de généreuses tentatives et certainement laissé dans nos lettres des monuments dont on appréciera un jour la réelle grandeur, la révolution roman-

tique, comme toutes les révolutions du reste, a trompé nombre des espérances qu'on avait fondées sur elle. Elle a fait quantité de mécontents, et ces mécontents se joignent aujourd'hui à ceux qui ont été ses vaincus. Avant même que la pièce nouvelle eût été jouée, les bruits qu'on avait répandus sur ses tendances lui avaient fait de nombreux partisans. Voulez-vous une preuve des enthousiasmes qu'elle avait excités d'avance, la voici. Un homme d'un esprit charmant et facile s'est avisé d'un tour qui rappelle ceux dont s'amusait la société de Grimm, de Diderot et du baron d'Holbach. Pour éprouver les admirations préconçues, il se met à écrire en se jouant une scène d'une tragédie sur Lucrèce. Un consciencieux écolier, préservé par ses professeurs du contact de la muse romantique avec autant de soin qu'en mettait Joad à sauver Éliacin du souffle de Baal, aurait certainement signé les vers échappés à cette amusante verve. Aussitôt son fragment terminé, notre homme le fait imprimer dans un journal. Alors a lieu une scène qui rappelle celle qui, au retour des Bourbons, s'est passée dans quelques petites villes royalistes : la milice bourgeoise est sous les armes, les rues sont semées de fleurs, les maisons pavoisées de drapeaux ; les jeunes filles, avec des ceintures blanches et des bouquets que l'on prendrait pour des gerbes, vont aux portes de la ville où l'on a élevé un arc de triomphe. Tout à coup un carrosse arrive; une tête se met à la portière. Voilà le roi! vive le roi ! Tous les cœurs sont émus ; quelques vieillards se souviennent d'avoir vu l'auguste personnage qu'ils ont sous les yeux. Un grand nombre de voix s'élèvent pour dire : Quelle grâce! quelle majesté! Pourrait-on méconnaître le caractère empreint sur ce visage? C'est Henri IV, c'est Louis XIV qui est devant nous. Le carrosse renferme un des valets de chambre de sa majesté Louis XVIII. Les serviteurs passionnés de la tragédie classique ont fait un accueil de cette espèce au fragment publié avant l'œuvre qu'ils attendaient. On a raconté ce tour quelque part avec une indignation puritaine d'un effet assez bizarre et surtout très-inattendu. Certes, quand l'humeur franche, généreuse et même bienveillante de celui qui a imaginé cette plaisanterie, ne serait pas fort connue, ce n'est point ce trait qui autoriserait personne à mettre en doute sa loyauté. C'est une mystification ingénieuse qu'un grand nombre de dupes a le droit de trouver mauvaise, mais que nul ne peut sérieusement blâmer. Le seul effet qu'elle pouvait produire, c'est celui qu'elle a produit sur nous, l'effet de provoquer l'attention à faire tous ses efforts pour distinguer ce qu'il y a de faux et ce qu'il y a de sincère dans les manifestations qui entourent les débuts du poëte nouveau.

Cette anecdote toute récente fait voir à quels excès de duperie les préventions peuvent conduire, elle n'a rien à démêler avec la partie sérieuse du succès et surtout avec le talent réel de M. Ponsard; en voici une plus ancienne qui, moins applicable encore à l'auteur lui-même de *Lucrèce*, continue à montrer ce qu'il y a d'éternellement chimérique et frivole dans les engouements, quelle défiance légitime ils peuvent inspirer. « Vous rappelez-vous, dit Fréron dans son *Année littéraire*, une certaine tragédie d'*Antipater* qui fit tant de bruit en 1772? L'auteur, M. Portelance, se voyait mis du premier coup au-dessus des Corneille, des Racine, des Crébillon et des Voltaire. Il y avait tous les jours vingt carrosses à sa porte; c'était à qui pourrait l'avoir à souper, on se le disputait, on se l'enlevait, on se l'arrachait. Si, dans ce délire épidémique, il eût fait imprimer son fameux coup d'essai, il en aurait peut-être vendu dix mille exemplaires; mais on lui donna le conseil perfide de le faire jouer. Un terrible coup de sifflet désenchanta l'auteur, les enthousiastes et les comédiens. »

Le dénoûment de l'histoire nous dispense de répéter combien nous sommes loin de vouloir établir un rapprochement entre M. Ponsard et M. Portelance. Mais quoique plus excusables depuis que la pièce est jouée, ceux qui font maintenant à l'auteur de *Lucrèce* une hécatombe de toutes les gloires de notre scène risquent encore de ressembler par certains points aux séides de l'auteur d'*Antipater*. Du reste, en triomphant après de pareilles explosions d'enthousiasme, la tragédie nouvelle a fait preuve d'une constitution robuste. Elle avait à supporter des embrassements qui auraient pu l'étouffer. Ainsi, de toute façon, nos premiers sentiments nous portent pleins d'espérances au-devant du poëte qui est annoncé. Nous craignons seulement de manquer nous-même d'un calme dont l'absence nous frappe chez tous les esprits. Et puis d'autres considérations nous arrêtent encore dans l'expression d'une opinion formelle. Les qualités qui recommandent la pièce de M. Ponsard ne sont pas certainement de celles qu'un premier coup d'œil permet d'apprécier. Ce qu'un homme a mis des années à écrire ne peut guère se juger en quelques jours. La grande épreuve d'une œuvre de la nature de *Lucrèce*, c'est une lecture attentive et complète : pour formuler un jugement définitif, il faut donc attendre que la tragédie de l'Odéon ait quitté la lice bruyante où on l'applaudit chaque soir pour prendre place sous la forme docte et paisible du livre sur la table de l'écrivain. Dès à présent, ce que nous croyons pouvoir dire, c'est qu'heureusement pour M. Ponsard ces gens qui répondent maintenant dans les lettres à ce qu'étaient sous la restauration certains émigrés, ces hommes qui déplorent tous les mouvements accomplis dans l'art et ne songent qu'à nous ramener en arrière, se sont étrangement trompés en le prenant pour le messie de leur religion éteinte. Le génie dont il s'est le plus inspiré, c'est celui que l'école nouvelle, même au milieu de ses écarts, n'a jamais cessé de respecter, c'est-à-dire le génie qui a produit *le Cid, Don Sanche* et *Nicomède*. Nous pensons aussi que les belles études faites sur l'antiquité par Shakspeare ont préoccupé M. Ponsard. Ce qui nous intéresse et nous plaît dans *Lucrèce*, c'est justement ce mélange dans lequel toute une école dramatique a son avenir, des pensées fortes et saines où s'alimente l'ancienne poésie française avec les pensées plus ardentes et plus orageuses d'où naissent les inspirations de notre poésie moderne. Seulement, jusqu'à quel point ce mélange a-t-il été heureux, et quelle part y a prise l'originalité du poëte, cette qualité dans laquelle réside seul le génie, c'est ce que la critique doit craindre d'affirmer prématurément, mais ce qu'il est de son devoir de chercher en conscience et de dire avec sincérité.

La pièce de Mme de Girardin n'exige point, pour être appréciée avec vérité, tant de méditations prudentes et de préparations consciencieuses. Il est permis d'avoir sur *Judith*, quand on l'a entendue une fois, l'opinion la plus arrêtée. Mme de Girardin a renouvelé la tentative de Mme Deshoulières, et cette tentative a eu, dans ce siècle-ci, le même sort qu'au XVIIe siècle. L'auteur de *Napoline* a maintenant son *Genséric* tout comme l'auteur de l'élégie sur *les prés fleuris de la Seine*. Nous croyons que toute femme qui voudra aborder le théâtre, eût-elle déployé ailleurs plus de force, sinon plus de facilité et plus de grâce que Mme Deshoulières et Mme de Girardin, arrivera aux mêmes résultats que ces deux aimables poëtes. Qu'on se souvienne de *Cosima!* Si jamais il y eut dans l'art œuvre virile, c'est la tragédie. Il faut à l'auteur tragique, avec la passion du poëte, la sagacité profonde du moraliste et la puissance de l'orateur. On sait quelle forte nature était la nature de Corneille, et par combien de laborieuses études l'âme plus molle de Racine avait été trempée. Si vous ne connaissez ni les méditations ardentes d'Alfieri, ni la familiarité

austère de Machiavel avec les grands historiens de l'antiquité, renoncez au laurier d'Eschyle. Une tragédie naît au fond d'un cabinet d'étude, entre un Homère et un Tacite, non pas dans un boudoir, entre un clavecin et un métier à broder.

Le Genséric de Mme Desboulières avait l'inconvénient de rappeler un peu le Childebrand de *l'Art poétique*. C'est un héros tiré de ce malheureux pays des Goths, auquel nul poëte dramatique ne put jamais acclimater le public des théâtres. La Judith de Mme de Girardin, pour des raisons d'une autre nature, n'était pas une héroïne moins difficile à faire accepter. Le livre de *Judith* est assurément le plus étrange de la Bible Les protestants, qui sont très-chatouilleux en matière de morale, l'ont relégué parmi les livres apocryphes. Bayle et Voltaire se sont divertis aux dépens de la veuve de Manassé; ils l'accusent d'avoir eu pour Holopherne des complaisances dont l'ombre de son époux dut être fort irritée, malgré ce qu'il y avait de sacré dans leur but. Don Calmet défend avec beaucoup de vivacité la vertu de la pieuse Israélite. Il est difficile de savoir d'une façon positive ce qui s'est passé sous la tente du général assyrien; or, par cette incertitude même, l'imagination est autorisée à supposer entre Holopherne et Judith une action qui rend presque impraticable l'introduction de ces deux personnages sur la scène. S'il faut en croire Mme de Girardin, qui s'est fondée du reste sur un verset de la Bible, on était très-léger à Ninive; les situations équivoques y faisaient naître la raillerie : on ne doit pas s'attendre à trouver moins de légèreté à Paris que dans la capitale de Nabuchodonosor. Il y a quelque chose de malencontreux dans le choix d'un sujet de tragédie qui d'avance appelle le sourire sur les lèvres. Le sourire ne doit pas être traité avec dédain; je ne sais rien qu'un poëte de bon sens doive plus hésiter à braver. Aussi, tous les auteurs dramatiques qui se sont jusqu'à présent essayés sur Judith étaient d'assez médiocres esprits. Sous ce rapport. Mme de Girardin se détache entièrement de leurs rangs; mais, dès qu'on l'oublie elle-même pour n'examiner que son œuvre, elle semble bien près d'y rentrer.

Un instant, il nous est venu une pensée à laquelle nous avons failli nous arrêter. Mme de Girardin, dont tout le monde connaît la verve facile et l'humeur enjouée, n'aurait-elle point fait par hasard quelque gageure qui expliquerait sa tragédie? N'aurait-elle point parié, par exemple, à propos de l'épigramme de Racine sur la *Judith* de Boyer, qu'elle écrirait un drame où figurerait un Holopherne vraiment digne d'être pleuré? Holopherne est le héros de sa pièce :

Il est noble, il est jeune, et son courage brille.

Il a l'horreur du sang qu'il est obligé de verser; dès qu'il est seul, il se livre à des aspirations mélancoliques vers la vie champêtre. Il aime Judith avec une tendresse plus chevaleresque encore que celle d'Orosmane pour Zaïre, je crois même qu'il en est aimé. Voici, du reste, en peu de mots, la façon dont a été comprise l'action biblique.

Judith, au premier acte, répand les consolations et les bienfaits dans Béthulie assiégée. Les chefs de la tribu ont tant de confiance en elle, qu'ils tiennent leurs conseils en sa présence. C'est à un de ces conseils qu'est amené Achior, ce chef des Ammonites dont Holopherne punit si rudement la franchise. Les discours d'Achior éveillent dans l'âme de Judith une soudaine inspiration; elle se recueille, interroge le ciel, entend la voix de Dieu qu'accompagnent même quelques roulements de tonnerre, et sort de cette ardente extase, décidée à frapper le grand coup

qui doit délivrer Israël. Guidée par Achior, ella va se rendre dans le camp d'Holopherne. Plus de vêtements de deuil; qu'on lui apporte ses parures; il faut qu'elle soit belle, puisqu'elle veut séduire. La toile se baisse sur une apostrophe qu'elle adresse au Seigneur pour lui demander d'augmenter l'éclat de ses charmes.

Au second acte, nous sommes dans un des appartements de la tente d'Holopherne, la plus élégante de toutes les tentes. Holopherne pense à Judith, car il la connaît déjà, quoiqu'elle n'ait pas encore franchi l'enceinte de son camp; toujours enclin à une rêveuse galanterie, il allait se cacher derrière des arbres pour la contempler des heures entières tandis qu'elle priait dans le jardin des Tombeaux. Lorsqu'on vient lui annoncer son arrivée, il s'élance au-devant d'elle comme un poëte de vingt ans au-devant d'une femme dont la robe blanche l'a fait rêver. Devenu tout à coup *gémissant comme un agneau perdu,* il trouve, pour exprimer son amour, des paroles si tendres, que la belle juive en est émue. On se souvient du vers de Virgile sur Didon écoutant la parole d'Énée : « La mémoire de Sichée s'effaçait peu à peu de son âme. » Manassé est bien près d'avoir le même sort que l'époux de la reine de Carthage. Aux discours de la passion la plus vive et en même temps la plus délicate, Holopherne mêle les offres les plus généreuses. Si Judith le veut, il rendra la liberté à tous les captifs hébreux, il lèvera même le siége de Béthulie. Pendant tout le cours de cet acte, la conduite du général assyrien est tellement irréprochable, que tous les spectateurs se demandent avec Judith, au moment où une seconde fois la toile est sur le point de se baisser, pourquoi faut-il donc qu'il périsse? Le troisième acte, qui est le dernier de cette tragédie, à laquelle on ne peut point refuser, par exemple, le mérite de la brièveté, renferme la partie de la pièce la plus curieusement attendue, cette fameuse scène sur laquelle la Bible a laissé tant de mystère. Mme de Girardin semble d'abord avoir franchement accepté la situation. Voici une table chargée de mets et d'amphores; Holopherne prend place à côté de Judith. Jusqu'où l'exactitude biblique va-t-elle nous conduire? C'est la question que chacun se pose, quand une pensée assez singulière, mais qui lui est peut-être inspirée par le Seigneur, s'éveille dans l'esprit d'Holopherne; il quitte la salle du festin pour se retirer dans la partie de sa tente où il repose; seulement il a soin, en s'éloignant, de faire promettre à Judith qu'elle ira le rejoindre à minuit. La farouche Israélite demande alors à son Dieu un miracle qui certainement réclame toute la puissance divine : elle lui demande de faire descendre sur les paupières d'un homme que quelques instants seulement séparent d'un bonheur qu'il paierait de sa vie, le plus épais des sommeils. Après cette prière, elle s'arme d'un glaive, puis reparaît bientôt, ce glaive teint de sang. Le prodige a eu lieu : Holopherne était endormi, elle l'a égorgé sans que ses yeux se soient rouverts.

Nous croyons que cette courte analyse nous dispense de toute réflexion sur la composition du drame de Mme de Girardin. Faut-il dire maintenant quelques mots du style? Le style n'a pas plus de force que la charpente, mais il renferme quelques détails gracieux. Mme de Girardin a fait autrefois de touchantes élégies, et l'on trouve de fort jolis vers dans son petit poëme de *Napoline*. La scène où l'on apporte à Judith sa parure est d'une versification heureuse; quelques-uns des soupirs d'Holopherne sont très-galamment rimés. Une de nos impressions rendra peut-être mieux que toutes les considérations de l'esthétique notre opinion sur cette pièce. Que de fois, en lisant *Andromaque* et *Cinna*, nous nous sommes indigné à la pensée qu'Hermione et Émilie, Auguste et Oreste, ont été, pendant plus d'un siècle, obligés de s'affubler des modes du jour et de se frayer passage sur la scène, au milieu d'une

foule de petits-maîtres : eh bien! en assistant à la *Judith* de Mme de Girardin, il nous semblait qu'il manquait à Judith un éventail, à Holopherne des canons, et au théâtre des banquettes chargées de marquis.

Cependant la scène du souper, toute musquée et tout incomplète qu'elle est, nous a fait soudainement concevoir la pensée d'un drame effrayant qu'un homme de génie pourrait exécuter peut-être, sinon pour la publicité du théâtre, du moins pour celle d'un livre. Envisagée du point de vue nouveau auquel nous venions d'être tout à coup transporté, Judith nous apparaissait comme un des types les plus frappants sous lesquels le fanatisme ait jamais pu se produire. N'est-ce pas la femme à laquelle aucun sacrifice ne coûte, même ceux contre lesquels se révoltent tous les instincts de la nature, pour obéir à la voix qu'elle croit entendre ; la visionnaire qui marche à travers la vie comme on marche à travers un songe, ne reculant devant nul obstacle, ne posant aucune question à sa conscience, se sentant poussée à des actions qui la font frémir par une puissance qu'elle n'essaie point de combattre? Imaginez toutes les scènes de banquet où les poëtes ont cherché à produire cet effet éternellement terrible de la mort et des régions d'épouvante qu'on aperçoit derrière elle avec le plaisir et les fantômes enchantés qui composent son cortége. Représentez-vous le repas auquel don Juan voit assister la statue du commandeur, ou ce festin de fiançailles raconté par la ballade allemande, dont les convives découvrent soudain qu'il y a au milieu d'eux l'habitant d'un sépulcre, et vous verrez que rien ne pourrait surpasser en mystérieux effroi une scène où Holopherne serait saisi au milieu de son ivresse par un pressentiment glacial, en comprenant tout à coup pour un instant, par une lueur soudaine de pensée, le rôle de l'être assis en face de lui, de cet être qu'il a pris jusqu'à présent pour une créature vivante, pour une femme dont la chair peut tressaillir comme la sienne, et en qui ses yeux dessillés aperçoivent maintenant l'instrument implacable et sinistre de la vengeance divine.

La tragédie qui nous est un moment apparue s'est jouée constamment sous le front de l'actrice qui remplissait le rôle de Judith. Mlle Rachel a déployé de nouveau ces qualités de composition qu'elle avait montrées déjà dans *Ariane*, dans *Marie Stuart* et dans *Frédégonde*. L'amante passionnée de Thésée s'est transformée en une veuve chaste et fière. Le visage où coulaient des larmes ardentes, mais qui disparaîtraient bientôt, on le sentait d'avance, au sourire vainqueur de Bacchus, est devenu un visage austère empreint d'une religieuse douleur. Avec Mlle Rachel, il est entré dans ce drame imprégné d'une odeur de boudoir, un véritable parfum de poésie biblique. La Judith de Mme de Girardin est une veuve à la façon des veuves de Regnard ou de Dancourt; elle pleure bien certainement quelque honnête président à mortier, dont l'ombre respectable sera conjurée par un sonnet de Clitandre ou d'Acaste. La Judith de Mlle Rachel nous a fait songer à l'homme des champs dont parle la Bible, à ce Manassé qui *mourut au temps de la moisson des orges* pour être resté trop longtemps sous l'ardeur du soleil. C'est bien la simple et grave compagne d'un de ces chefs hébreux qui tenaient comme un sceptre la faucille ou le bâton de pasteur. A la scène où elle entend Dieu qui lui commande le meurtre d'Holopherne, la tragédienne a eu de magnifiques inspirations. Il est deux mots : *j'irai* et *je frapperai* qui sont sortis de sa bouche tels qu'ils se seraient échappés des lèvres d'une visionnaire. On dirait que sa voix les crie du fond des abîmes d'un rêve.

Une tragédie de *Judith* offrira toujours, aux actrices chargées du principal rôle, un obstacle qu'un grand nombre d'entre elles ne pourront jamais surmonter. « Elle

était parfaitement belle, dit la Bible en parlant de la veuve de Manassé. » Plus loin on lit encore au verset 4 du chapitre x : « Dieu même lui ajouta un nouvel éclat. » Puis au verset 7 du même chapitre (nous tenons à rivaliser d'érudition avec don Calmet) : « Ils furent dans le dernier étonnement en la voyant, et ils ne pouvaient assez admirer son extraordinaire beauté. » Ainsi les livres saints prescrivaient à Mlle Rachel d'être belle. Nous trouvons qu'elle s'est fort bien acquittée de ces commandements. Le costume sous lequel elle paraît dans la tente d'Holopherne est digne d'avoir été composé par un grand maître. Le pinceau de Paul Véronèse n'en eût pas autrement nuancé les couleurs. Pour l'acteur ainsi que pour le peintre le costume est d'une importance extrême, car une impression morale doit naître de certains plis et de certaines nuances ; or, je ne sais point ce qu'on pourrait choisir avec plus d'intelligence, comme vêtement d'une Judith, que cette robe d'un rose vif, attrayant, radieux, comme les voiles même de l'aurore, sur laquelle est jeté, dans une pensée de contraste, un manteau d'un pourpre sanglant. Ainsi vêtue, Mlle Rachel est bien l'éclatant fantôme que Dieu envoie pour perdre Holopherne. Dès les premiers pas qu'elle fait vers lui on sent la colère céleste qui s'est incarnée dans le corps d'une femme.

Vous souvenez-vous de ce chant du *Corsaire* où le héros de Byron attend au milieu de la nuit, au fond d'une galerie silencieuse ouverte aux brises de la mer, Gulnare, sa libératrice, qui l'a quitté pour aller frapper dans son sommeil le pacha Seyd ? Quant il voit tout à coup dans l'ombre la blanche apparition qui lui apprend que le meurtre est consommé, son âme, où sont ensevelis cependant, d'habitude muets et glacés, les souvenirs de tant de crimes, s'ouvre aux mouvements soudains d'une terreur infinie. La mort ne s'était jamais montrée à lui sous cet aspect ; il s'était accoutumé à la voir entourée d'un appareil bruyant, presque d'un appareil de fête, passant auprès de lui avec le souffle du canon et les brandons de l'incendie; sous les traits d'une femme qui se glisse en silence dans les ténèbres vers une couche où le sommeil vient de descendre, elle lui inspire une indicible horreur. Mlle Rachel nous a fait comprendre les sentiments qu'exprime Byron. Rien de plus terrible que son retour de l'appartement d'Holopherne. Son pied silencieux comme un pied de spectre, son regard où brille une immobile clarté, son bras levé par un de ces gestes d'une héroïque hardiesse, que le peintre du *Jugement dernier* donne à ses archanges; tout en elle provoque l'effroi. Il semble que l'on voie marcher un funeste songe.

Ainsi donc, quoi qu'il en soit de la valeur littéraire du drame de Mme de Girardin, Judith sera pour Mlle Rachel une création digne de prendre place à côté de toutes celles que nous lui devons déjà. Maintenant, plus que jamais, nous sommes en droit d'espérer qu'il va naître enfin des œuvres en harmonie avec le talent de cette excellente actrice. Les tentatives dramatiques ne peuvent point se produire à une époque plus favorable que la nôtre. La littérature doit hériter des passions qui se retirent de la politique. Espérons que l'activité rendue aux travaux de la scène va faire redevenir vivantes et vraies ces paroles qu'on trouve dans une épître de Voltaire placée en tête de *Tancrède :* « De tous les arts cultivés en France, l'art de la tragédie n'est pas celui qui mérite le moins l'attention publique; car il faut avouer que c'est celui dans lequel les Français se sont toujours distingués le plus. »

G. DE MOLÈNES.

LETTRES

SUR LE CLERGÉ.

I.

DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE.

Vous me prenez, monsieur, à l'improviste : la question est plus embarrassante que vous ne le pensez, et il me serait impossible de répondre par *oui* ou par *non*. Mieux vaut peut-être étudier les faits ensemble ; après cet examen, la réponse deviendra moins difficile.

En me demandant s'il y a maintenant en France plus de tolérance religieuse qu'il n'y en avait avant 1789, ne craignez-vous pas de faire crier au paradoxe ? S'ils pouvaient vous entendre, ceux qui se contentent de l'apparence en toutes choses hausseraient les épaules, ils vous répondraient en citant la charte, qui abolit la religion de l'état et qui garantit la liberté des cultes. Mais quand on va plus au fond, quand on croit qu'un principe qui est gravé dans les mœurs d'un peuple est mieux établi que s'il était écrit dans ses lois, on tombe dans une grande perplexité. L'histoire peut-être nous donnera le moyen de dissiper cette incertitude ; souffrez que j'entre à cet égard dans quelques détails.

Lorsqu'on suit l'affaiblissement graduel de l'influence du clergé français, si puissant, si vénéré dans les anciens temps de la monarchie, on ne saurait s'empêcher de reconnaître que c'est surtout pour avoir à plusieurs reprises blessé le sentiment national, pour avoir trop souvent reçu des inspirations ultramontaines, qu'il a vu

décliner son autorité. Dans la grande lutte de la France contre l'Angleterre, le clergé assista avec froideur à la délivrance de la patrie; parfois même il prit parti pour l'étranger. Dirigé au xvi[e] siècle par la cour de Rome, après avoir chanté des hymnes de grâce pour la Saint-Barthélemi, il fit la ligue et bouleversa la France pour servir les projets de Philippe II. Vaincu d'abord par Henri IV, le parti ultramontain reparut bientôt; il s'allia avec la royauté pour abattre Port-Royal, et pour établir que les maximes de Sanchez et de Molina étaient préférables à la morale d'Arnauld et de Pascal. Les mœurs du cardinal Dubois, les turpitudes des abbés du temps de Louis XV, ne tardèrent pas à venger dans l'opinion de la France ces illustres victimes, et le fouet sanglant de Voltaire livra leurs persécuteurs à la risée du monde entier.

A cette époque, l'Europe suivait avec un intérêt croissant les efforts de la France pour l'émancipation de la pensée : en adoptant les idées de nos grands écrivains, les peuples devenaient nos alliés et presque nos tributaires. Le gouvernement tentait en vain de sévir contre les ouvrages les plus audacieux; à l'arrêt qui livrait l'*Émile* au bourreau, la France répondait en entourant Rousseau d'admiration, et le pape lui-même, entraîné par l'enthousiasme universel, recevait la dédicace de la plus hardie des tragédies de Voltaire. Si l'intolérance était encore dans les lois, les mœurs, plus fortes qu'elles, protégeaient efficacement la liberté des écrivains.

Malgré l'appui qu'il avait pu donner dans des temps de troubles à l'Angleterre ou à l'Espagne, le clergé aurait rétabli son autorité, s'il avait montré un sincère attachement pour les anciennes libertés de l'église gallicane, et s'il avait prouvé que, tout en respectant le chef de la religion, il savait rester Français. Mais les concessions que, depuis surtout l'établissement des jésuites en France, le clergé ne cessa de faire à la cour de Rome, éloignèrent de lui des hommes sincèrement religieux, qui s'en prirent d'abord aux disciples de saint Ignace, et qui, sans le vouloir peut-être, portèrent en même temps de rudes coups à leurs alliés; car vous le savez, monsieur, ce furent des hommes pieux qui, craignant pour la religion, dont certaines maximes leur paraissaient altérer la pureté, obtinrent une première fois l'expulsion des jésuites. Protégé par les noms de Bossuet et de Fénelon, appuyé sur la célèbre déclaration de 1682, le clergé, au xvii[e] siècle, releva son autorité ; mais bientôt les jésuites reprirent tout leur empire. En cédant, à leur instigation, sur les points les plus essentiels, l'église gallicane compromit ses plus chers intérêts, et lorsque enfin, après une banqueroute prouvée judiciairement, les jésuites furent chassés de France aux applaudissements universels, la nation confondit dans son jugement la congrégation dirigeante et les membres du clergé qui, sans trop de résistance, avaient suivi une si funeste impulsion.

Au commencement de la révolution, le sentiment religieux s'était tellement affaibli, que, malgré la persécution dirigée contre le clergé, il n'y eut, dans la masse de la nation, aucune réaction en sa faveur. Après la terreur, quand les esprits, trop longtemps comprimés, se relâchèrent, on rechercha les plaisirs et le luxe; les arts, les lettres et les sciences reprirent faveur, toutes les anciennes idées reparurent un instant, mais l'opinion publique resta muette à l'égard du clergé. Ce fut seulement lorsque Napoléon songea à se faire oindre par le pape, que le culte fut rétabli; cependant, quoique l'empereur se fût appliqué à donner au clergé une organisation nationale à l'aide du concordat, il fallut toute sa volonté pour faire accepter au peuple et à l'armée les cérémonies religieuses. Bien que soumis en apparence, le clergé, excité par la cour de Rome, ne tarda pas à s'insurger contre Napoléon. Si

cette lutte n'eut pas de plus graves suites, l'indifférence publique en matière de religion y contribua au moins autant que la main ferme du maître. Les esprits alors n'étaient nullement préparés à recevoir les lumières de la foi. La philosophie de Condillac, soutenue par Cabanis et par M. de Tracy, était généralement reçue par le petit nombre de personnes qui s'occupaient encore de ces matières, et il était difficile de faire adopter la révélation par des hommes qui ne croyaient pas à la spiritualité et à l'immortalité de l'âme. C'est à la réforme de la philosophie, aux travaux de M. de Bonald et de Maine de Biran, et principalement à l'enseignement de M. Royer-Collard, que le clergé a dû d'abord la possibilité de faire entendre sa voix. Sous la restauration, il se fit un grand mouvement philosophique dans la jeunesse, par l'influence surtout de M. Cousin; et comme toute nouveauté réussit en France quand elle est appuyée sur le talent, la philosophie spiritualiste, enseignée par un maître éloquent, prônée par des amis dévoués et par des disciples enthousiastes, ne tarda pas à prendre un développement considérable. Cette philosophie devait conduire au sentiment religieux pris dans l'acception la plus large du mot. Aux progrès de ce sentiment contribuaient à la même époque le cours de M. Guizot et les leçons de M. Villemain; car, en traitant sous différents aspects l'histoire de la civilisation, ces deux illustres professeurs avaient soin de donner toujours un caractère moral à leur enseignement. Toutefois, ce ne fut pas d'abord au profit du christianisme que s'opéra ce premier mouvement des esprits. Ces brillantes leçons remontent à une époque où le clergé, faisant cause commune avec un pouvoir pour lequel la nation éprouvait peu de sympathie, s'opposait au progrès des idées libérales, et, par sa position officielle comme par ses tendances, excitait les méfiances du pays. Il fut donc délaissé, et le sentiment religieux dont il ne savait pas s'emparer se manifesta par diverses tentatives : la plus célèbre fut dirigée par les saint-simoniens. La révolution de 1830 amena un grand changement dans l'état des idées. Après avoir aidé par des conseils irréfléchis à la chute de la branche aînée, le clergé, qui d'abord avait été l'objet de la plus vive animosité populaire, s'effaça peu à peu, et sans se décourager il sut attendre : chose si utile pour quiconque a des projets. Il y eut d'abord quelques hésitations, quelques grandes apostasies, mais bientôt il se forma un parti ultra-religieux, qui adopta une double marche dont tout le monde a pu observer le progrès. Profitant des divisions du pays, et sentant qu'il ne pouvait se fortifier et prendre racine qu'en s'appuyant à la fois sur le gouvernement et sur l'opposition, il se montra aux conservateurs comme le seul dépositaire de l'ordre et de la discipline, et il leur fit croire que la foi seule pouvait assurer la stabilité du gouvernement de juillet. En même temps, comme toute la protection dont il jouissait sous la restauration n'avait abouti qu'à susciter contre lui l'animadversion universelle, le clergé, naturellement appuyé sur les légitimistes, comprit qu'il pouvait tirer un grand parti de l'opposition en faisant cause commune avec elle, et que ses regrets pour la famille déchue devaient lui mériter les honneurs de la popularité. Il fallait beaucoup de souplesse pour remplir ce double rôle, mais les hommes qui dirigeaient la conduite du clergé n'en étaient pas à leur coup d'essai. Tandis que des ecclésiastiques fort connus proclamaient dans quatre journaux le vote universel, et, sans cacher leurs sympathies pour la branche aînée, s'alliaient publiquement avec les radicaux, d'autres, placés au sommet de la hiérarchie sacerdotale, déclaraient dans leurs mandements que tout était perdu, si l'on n'allait pas à la messe, et que les incrédules préparaient à la France un nouveau 93 plus sanglant et plus affreux que le premier. En

poussant aux réformes extrêmes, on parvenait à s'assurer le concours des journaux radicaux, à se ménager même à la chambre l'appui tacite et un peu honteux de quelques députés voltairiens dont l'élection avait été décidée par les voix du clergé, tandis que l'on savait imposer sans cesse de nouveaux sacrifices au gouvernement, en montrant la religion et le clergé comme les seuls moyens capables de le consolider et d'assurer sa durée.

Dans ce dessein si habilement conçu, ne reconnaissez-vous pas, monsieur, une direction supérieure, peu scrupuleuse dans les moyens, mais allant droit au but, une de ces pensées qui, par un miracle d'astuce, ont pu captiver la confiance de Henri IV après avoir armé d'un poignard la main de Jean Châtel? Ce n'est pas le véritable clergé français, ferme dans ses croyances, et qui a su si noblement souffrir le martyre pendant la révolution; ce n'est pas ce clergé qu'on a souvent taxé d'une excessive opiniâtreté, que l'on doit accuser de cette duplicité. Ce ne sont pas les défenseurs des libertés de l'église gallicane qui ont imaginé cette conduite tortueuse; on doit chercher la source ailleurs. Ce sont, il faut le dire, ce sont les jésuites qui ont formé un tel plan, et qui en dirigent et surveillent l'exécution.

A ce mot, vous allez peut-être vous écrier, monsieur, que je cède à une étrange préoccupation, qu'il n'y a plus de jésuites en France, et que depuis 1830 ils ne se trouvent que dans l'imagination du *Constitutionnel*. Détrompez-vous, les jésuites existent chez nous, nombreux, puissants, et plus fortement organisés que jamais. Par leurs manœuvres, ils séduisent le clergé, et, quand il fait mine de s'arrêter, ils l'effraient et ils l'entraînent par leurs journaux. S'appuyant d'un côté sur la Belgique, où ils sont tout-puissants et qui est leur centre d'action; en relation suivie avec la Suisse, où ils ont porté le trouble et le désordre; liés avec le Piémont, où ils dominent; ne rendant à Rome qu'un hommage apparent, non-seulement ils dirigent les affaires ecclésiastiques de la France, mais ils s'immiscent en toutes choses. Rien ne se fait à Paris sans qu'ils y prennent part : ils cherchent des créatures dans toutes les classes de la société; tandis qu'ils savent se ménager de très-hautes protections, ils descendent dans le peuple, et tentent de s'affilier les ouvriers; ils s'insinuent dans le boudoir des jolies femmes, et les font quêter pour eux (1). Ils augmentent tous les jours leurs biens, et, dans l'espoir d'accaparer l'instruction publique, ils fondent des établissements magnifiques. Ils ont dans la presse périodique des organes qui se distinguent par leur violence. Enfin, ils osent avouer leur existence et s'annoncer fièrement!

Ceux qui douteraient encore de la présence des jésuites n'ont qu'à lire les journaux qui s'intitulent *religieux;* ils y trouveront à cet égard les aveux les plus complets et les plus naïfs. Autrefois, on niait l'existence de la congrégation; ceux qui la signalaient au public calomniaient, disait-on, le clergé, et l'on sait combien de démentis, sous la restauration, ont été donnés à cet égard à M. de Montlosier.

(1) Des personnes bien informées affirment que ces quêtes ont produit pendant l'année dernière des sommes très-considérables. On parle de plusieurs millions que le clergé se serait procurés de cette manière. Qu'en a-t-il fait? On ne le sait pas, mais il ne serait pas impossible que ce fussent là des *fonds secrets* destinés par la congrégation à encourager ses partisans. Quand on sait qu'une association charitable, dirigée par la reine des Français, publie tous les ans le compte rendu, très-détaillé, de ses travaux, on est étonné de voir que le clergé ne songe pas à instruire le public de l'emploi des sommes qu'il reçoit. Un tel silence, contraire à toutes les règles de comptabilité, a déjà refroidi le zèle de plusieurs donateurs.

Maintenant, les rôles ont changé : les jésuites marchent la tête haute, ils s'applaudissent de s'être établis de nouveau dans cette France d'où, sous l'ancien régime, on les avait deux fois expulsés. « Des carmes, des franciscains, des capucins (dit un » journal (1) qui défend les doctrines ultramontaines, et que je devrai citer à plu- » sieurs reprises), il y en a en France, et même des bénédictins, et même des jé- » suites. Bien mieux, l'année dernière, *le Constitutionnel* a fait l'éloge d'un éloquent » prédicateur, qu'il ne savait pas être... un révérend père jésuite. »

Hâtons-nous d'ajouter que ce n'est pas là une assertion isolée. La présence des jésuites en France est avouée par toutes les feuilles catholiques, qui répètent à l'envi l'apologie de ces bons pères. Dans un ouvrage très-récent, qui résume et appuie leurs doctrines, et sur lequel je reviendrai tout à l'heure, les disciples de saint Ignace sont représentés comme les plus simples, les plus modérés des mortels, ne s'occupant que de la direction des âmes et de l'éducation chrétienne, *avec défense partout répétée de s'immiscer en quoi que ce soit, par ces différents ministères, dans la direction politique des cours et dans les raisons d'état* (2) ! Or, comme M. Guizot avait remarqué que partout où les jésuites sont intervenus avec quelque étendue, ils ont porté malheur à la cause qu'ils défendaient, et que M. Villemain a déclaré devant l'Académie française que l'esprit de gouvernement et l'esprit de liberté repoussent avec une égale méfiance cette société remuante et impérieuse, on leur a répondu, avec une parfaite urbanité, que leurs paroles ne sont que « de sottes ca- » lomnies... de la mauvaise comédie de carrefours et de tréteaux (3) ! »

Ces aveux imprudents, ces étranges colères, ne doivent pas vous surprendre, monsieur ; ce sont là, dans l'état actuel de la société, les inconvénients et les défauts inévitables du plan qu'on avait adopté. En reconnaissant tout à l'heure l'habileté des jésuites, je n'ai voulu parler que de cette adresse secondaire, de cette ruse qui fait réussir un moment l'intrigue, mais qui ne produit jamais de grandes choses, parce qu'elle manque à la fois d'élévation et de droiture; car le ciel n'a pas voulu livrer le monde aux hommes qui ne possèdent que des qualités subalternes. Le projet de s'appuyer à la fois sur le gouvernement et sur l'opposition ne pouvait réussir qu'à la condition que le public ne pénétrerait pas ce dessein, et que toute cette affaire serait conduite avec le secret impénétrable qui pendant si longtemps présida aux délibérations de la compagnie de Jésus; mais nous ne sommes plus au moyen âge, et les temps où l'obéissance passive donnait une si grande force à l'église sont à jamais passés. Pour agir sur des peuples émancipés, sur des hommes accoutumés à la libre discussion, il faut écrire, il faut parler. Sous Louis XIV, les jésuites, qui, de tout temps, ont eu l'instinct du pouvoir, savaient, pour se consolider, flatter les maîtresses du grand roi; actuellement, qu'ils veulent renverser, ils ont compris que le plus redoutable moyen de démolition, c'est la presse, et ils n'ont pas hésité à employer cet *instrument de damnation*.

L'organisation de la presse religieuse en France ne saurait être exposée ici; pour le moment, je me bornerai à vous faire remarquer, monsieur, que les organes périodiques des opinions du clergé sont fort nombreux, et qu'ils ont adopté une forme de polémique qui rappelle les plus mauvais jours de la révolution. Tout en se dévouant pour les jésuites, ces journaux n'ont pas su éviter les dangers de la publicité.

(1) *L'Univers* du 7 novembre 1841.
(2) *Le Monopole universitaire,* Lyon, 1843, in-12, p. 77.
(3) *Ibid.*, p. 86.

La presse, on le sait, a les qualités et les défauts de toutes les institutions démocratiques ; ce qui lui manque essentiellement, c'est l'ordre et la discipline. Or, ce qui n'admet pas d'obéissance passive sera toujours nuisible et opposé aux véritables intérêts du clergé, dont la discipline a fait toute la force. La presse vit d'indiscrétion, et le clergé, qui promet le secret, a besoin de faire croire qu'il sait le garder ; elle vit de liberté, elle ne se trouve à l'aise que là où elle peut se donner des airs de licence, et le clergé a besoin de cette obéissance résignée et silencieuse qui, sur un ordre du gardien, conduisait un moine à pied à cinq cents lieues de sa patrie sans qu'il osât demander le motif du voyage. Aussi qu'est-il arrivé par suite de l'intervention des journaux dans les affaires du clergé? Ne pouvant pas se laisser guider, la presse religieuse s'est partagée sur les questions les plus graves. La *Gazette de France* a tonné contre *la Quotidienne, l'Univers* contre la *Gazette;* toutes ces feuilles se sont déchirées à belles dents. L'anarchie s'est déclarée partout, le pape lui-même n'a pas été respecté dans ces discussions si passionnées. Lorsque la *Gazette de France* fut prohibée dans les états romains, au lieu de se soumettre, les journaux catholiques et légitimistes ne tardèrent pas à déclarer *que le pape avait reçu un million du gouvernement français pour interdire la Gazette dans ses états* (1). Que penser, d'après cela, de l'infaillibilité du pape? Évidemment, monsieur, le clergé ne sait pas user d'une liberté dont il n'a pas l'habitude. A plusieurs reprises, il a été parfaitement libre, et toujours il a prouvé que, lorsque les liens de la discipline venaient, chez lui, à se relâcher, il se livrait aux excès les moins pardonnables. On connaît sa conduite du temps de la ligue et l'usage que, dirigé par les jésuites, il fit alors de la liberté de la presse et de la chaire. La fougue et les emportements des prédicateurs de cette époque ne furent qu'imparfaitement imités en 1793 par les orateurs des clubs, et, d'après le portrait tracé par les historiens contemporains, Jean Boucher ne fut pas même surpassé par Marat. Rose, évêque de Senlis, qui osa dire en chaire que la palme céleste était réservée à tous les membres de la sainte ligue, *quand même ils auraient tué père, mère, frères, sœurs, et commis toutes sortes d'atrocités,* faisait des plans de campagne en débitant ses sermons, et il demandait à grands cris une autre *saignée* de Saint-Barthélemi. La prison et le pillage punissaient quiconque s'abstenait d'aller entendre ces horreurs. Le curé Aubry dénonçait alors du haut de la chaire les modérés, qu'un autre curé, Hamilton, livrait de sa main au bourreau, et il déclarait qu'il marcherait le premier pour égorger les *politiques,* c'est-à-dire les modérés. Rien ne ressemble plus à la terreur que l'état de la France sous le despotisme de ces prédicateurs. Les visites domiciliaires et les suspects sont des inventions de la ligue, renouvelées deux siècles après par la convention. Seulement, et ici la distinction est essentielle, les ligueurs recevaient des pensions des Espagnols auxquels ils livraient la France, tandis que c'est dans la vue de défendre l'indépendance nationale que la convention commit les crimes qu'on lui a justement reprochés. Si je me suis arrêté sur ce point, monsieur, ce n'est pas pour en faire la base d'une accusation contre le clergé en général, car c'est là de l'histoire ancienne, et je ne me sens pas disposé à perpétuer les rancunes. D'ailleurs, il y eut aussi à cette époque des ecclésiastiques qui surent repousser ces violences, et qui même, comme le curé Prévost, bravèrent, dans l'intérêt de la charité, le poignard des assassins. J'ai voulu seulement prouver que le

(1) Voyez un article de la *Gazette du Languedoc* reproduit par *l'Univers* le 26 octobre 1841.

clergé, appelé, par sa nature et par sa constitution, à vivre loin du monde et à ne pas prendre part aux luttes mondaines, sait bien difficilement garder la mesure dès qu'il se livre aux passions populaires. Or, la publicité, les luttes enfantées par une libre discussion, offrent un danger inévitable à des hommes qui, en toute occasion, doivent se distinguer par la modération, et dont les actions devraient toujours avoir pour guide la charité. Les succès de la chaire, d'une chaire qui devient si facilement une arène politique, la vivacité de la polémique des journaux, contrastent singulièrement avec les habitudes et les besoins du clergé. Il est vrai qu'on ne prêche plus le meurtre et le pillage : on se borne à prôner le passé; mais en louant *cette sainte et glorieuse ligue*, comme naguère encore l'a fait, dans la première église de Paris, un prédicateur fort à la mode, le clergé ne montre pas une assez grande répulsion pour les moyens employés à cette époque.

Si la ligue ne doit pas devenir le sujet d'un réquisitoire contre le clergé actuel, elle doit au moins servir d'exemple et d'avertissement pour tout le monde. L'histoire de cette époque doit prouver à la nation que l'influence du clergé n'est pas toujours, comme on l'assure, une condition de stabilité, et que les désordres les plus affligeants, les actions les plus abominables, peuvent être la conséquence funeste des passions et de l'intolérance, soit qu'elles exercent leur empire sur les prédicateurs du XVIe siècle, soit qu'elles aveuglent les membres du comité de salut public. Elle doit montrer au clergé le danger de quitter la vie contemplative pour se jeter dans le tourbillon du monde, et pour chercher la publicité. La presse est pour lui le fruit défendu : s'il en mange, il s'enivre. Il l'avait déjà prouvé au XVIe siècle, où la liberté de la presse produisit de si déplorables résultats. Les livres publiés alors par les ecclésiastiques étaient à la hauteur des prédications du temps. Ce que le clergé doit voir avant tout dans l'histoire de la ligue, c'est qu'il s'exposerait aux plus grands dangers et à une ruine inévitable, si, cessant d'être gallican, il se soumettait aux jésuites.

Mais, dira-t-on, qu'importent les excès commis au XVIe siècle? Peut-on jamais supposer qu'ils se renouvellent aujourd'hui? Ne sommes-nous pas les enfants de la révolution, et la France régénérée par les efforts victorieux des philosophes du XVIIIe siècle doit-elle craindre de nouveau d'entendre ces voix furibondes? Malheureusement, on voudrait en vain le cacher, tous ces emportements se reproduisent aujourd'hui par l'influence des jésuites. Rien n'est plus affligeant, monsieur, que ces écarts. Ce ne sont plus des enfants perdus, de pauvres jeunes gens qui, à la sortie d'un séminaire, taillent leur plume et se jettent dans la mêlée; ce sont les membres les plus graves du clergé, des évêques, des archevêques, en communication habituelle avec les journaux, écrivant sans cesse des diatribes violentes contre les institutions de notre pays, calomniant notre siècle, calomniant et insultant les individus. Il semble qu'en touchant aux journaux, ils aient été saisis de vertige. Écrire dans les feuilles quotidiennes est devenu pour eux un besoin de tous les instants; ils ont la soif du journalisme, et leurs écrits se signalent par une véhémence qui dépasse toutes les bornes. L'attaque a provoqué naturellement la réponse, et l'on s'est moqué tout doucement de leurs fureurs. Ces railleries, fort innocentes, les ont excités à un point extraordinaire, et cela devait arriver chez des hommes qui ne connaissent pas la vie réelle, et qui ne sont pas accoutumés à ce genre de luttes. Ils croyaient lancer la foudre, et il s'est trouvé qu'ils avaient fait un article de journal. Vraiment il en coûte beaucoup d'aller chercher des évêques pour les prendre à partie; mais, si on les arrache à leur retraite, c'est qu'ils l'ont bien voulu.

Au lieu de prier et de travailler à répandre les préceptes de la morale dans le peuple, ils se sont jetés dans l'arène, ils ont distribué des coups de droite et de gauche. Souvent on s'est écarté pour laisser passer ces lutteurs à cheveux blancs qu'on pouvait prendre pour des martyrs; mais, enfin, le doute n'a plus été possible, car les coups pleuvaient, et il a fallu se défendre. Le clergé aura-t-il à s'applaudir de ses provocations? Nous ne le pensons pas. Quelque chose qui arrive, il ne pourra s'en prendre qu'à lui-même, car il a commencé, et, pendant longtemps, il a continué tout seul les hostilités. Jamais le pays n'avait montré autant de tolérance et de modération.

Si l'on devait peindre l'esprit français, si l'on voulait exprimer par un mot le caractère national, il suffirait de citer le *messieurs, tirez les premiers*, de Fontenoy. C'est là, à mon avis, le mot le plus éminemment français qui ait été jamais prononcé. Le mépris de la mort et l'exaltation chevaleresque du moyen âge, la politesse exquise de la cour de Versailles, se résument dans ce mot, que les Grecs, si connaisseurs en beauté morale, nous auraient envié. Si au milieu de nos luttes politiques cette urbanité avait pu recevoir quelque atteinte, ne devait-on pas penser que les bonnes traditions se conserveraient chez des personnes qui, par leurs regrets opiniâtres, s'efforcent de rappeler un passé qui est déjà éloigné de nous? Malheureusement il n'en est pas ainsi, et tout le monde a pu remarquer que les journaux légitimistes se sont distingués entre tous par la violence des attaques comme par la crudité de l'expression, et que, parmi ces journaux, les plus emportés sont ceux qui se donnent spécialement pour les soutiens de la religion. Personne n'a été épargné : il aurait été pourtant de bon goût de montrer de la modération et de l'urbanité, car on n'ignorait pas qu'à l'occasion les jésuites savaient dire de grosses injures aux gens, et l'on aurait aimé, au moins pour la nouveauté du fait, à les entendre discuter avec calme et politesse les arguments de leurs adversaires. Loin de là, ils ont jeté les hauts cris, ils ont redoublé de colère, et, ne pouvant pas obtenir d'une génération fort indifférente à tout qu'elle s'intéressât à des questions sur lesquelles l'opinion est fixée depuis longtemps, ils se sont livrés aux personnalités les plus étranges, espérant troubler ainsi le sommeil des gens qu'ils attaquaient. La France connaît à peine ces publications, qui sont pourtant bonnes à lire, car elles manifestent les tendances des gens qui dirigent actuellement le clergé. Permettez-moi, monsieur, de vous en donner ici quelques morceaux.

Dans le nombre presque infini de ces écrits, dans cet amas incroyable d'injures et de calomnies, je dois choisir, et me restreindre pour ne pas lasser votre patience. Je vous ai déjà fait remarquer les services que la nouvelle philosophie avait rendus à la religion, et pourtant c'est contre la philosophie spiritualiste que l'on s'est surtout acharné. A mon avis, c'était là, de la part du clergé, une ingratitude et une maladresse : une ingratitude, parce que, si l'on n'avait pas essayé, il y a trente ans, d'établir que, sans être un bigot, on pouvait croire à l'immortalité de l'âme, le clergé, dans la génération actuelle, n'aurait trouvé presque personne qui voulût l'écouter; une maladresse, car il pourrait bien se faire que, dans quelque temps, l'église, pour se défendre contre le scepticisme, eût besoin d'emprunter à la philosophie spiritualiste les arguments les plus utiles. Du reste, ce ne serait pas là un fait nouveau. Vous n'ignorez pas, monsieur, qu'au commencement du XIII[e] siècle la philosophie d'Aristote, qui commençait à pénétrer chez nous, fut condamnée par un concile assemblé à Paris, et que, quelques années plus tard, l'église se faisait des œuvres d'Aristote un rempart contre ses propres ennemis. On sait quel a été au

XVII[e] siècle le sort du cartésianisme. Défendu par arrêt du parlement, persécuté par les jésuites qui voulaient l'anéantir, il fut, dans le siècle suivant, relevé par ces mêmes jésuites auxquels il fournissait des armes pour combattre la philosophie sensualiste. Quoi qu'il en soit, actuellement le spiritualisme se trouve rudement attaqué. Parmi ses plus fougueux antagonistes, il faut citer d'abord M. l'évêque de Chartres, qui a lancé contre cette philosophie des traits innombrables. L'activité de ce prélat est vraiment infatigable. Aux mandements qui se succèdent sans interruption, aux lettres qu'il adresse aux journaux, à l'ardeur de sa polémique, on croirait en vérité que M. l'évêque de Chartres n'a absolument autre chose à faire dans son diocèse qu'à s'occuper de M. Cousin et de M. Jouffroy. Il s'empare des ouvrages de ses adversaires, il y cherche avec une ardeur extrême quelques phrases hétérodoxes, et, à l'aide de certains mots qu'il interprète à sa manière et dont habituellement il dénature le sens, il accuse les philosophes de prêcher tous les crimes. De pareilles invectives ont lieu d'étonner dans la bouche d'un membre du haut clergé. Une citation fera mieux comprendre la méthode critique de M. l'évêque de Chartres (1).

« Si l'on demande, dit ce prélat en parlant de M. Jouffroy : Puis-je en conscience » enlever le bien d'autrui, piller des héritages dont je jouirais avec délices dans » ce monde, sans craindre d'ailleurs aucun pouvoir humain? — Appelez le pro- » fesseur de l'Université. il vous dira : Je ne veux pas vous donner de vains scru- » pules, car *c'est une question prématurée.* — Puis-je me plonger dans les voluptés » les plus infâmes que je goûterai en pleine sécurité? — Même réponse. — Puis-je » bouleverser la société pour m'élever sur ses ruines? Il coulera bien du sang, mais » tout me répond du succès .. — *Question prématurée.* — Enfin, dépouillant toute » affection de famille, étouffant le cri de la nature, puis-je égorger mon vieux père, » dont les jours retardent la félicité des miens? m'est-il permis de le regarder » comme une *machine* inutile et usée qu'on peut innocemment briser?... — Eh! » ne l'avez-vous pas entendu? *c'est une question prématurée.* »

Je ferais injure à la mémoire de M. Jouffroy ainsi qu'à votre bon sens, monsieur, si je croyais nécessaire de prouver que le savant professeur dont l'Université déplore la perte n'a jamais rien dit, rien écrit qui pût le faire soupçonner de légitimer le vol ou le parricide, et qu'il n'a jamais hésité un instant à flétrir les crimes dont on le fait le soutien. Dans l'écrit qu'on a cité, les mots *question prématurée* ne s'appliquent qu'à des points fort scabreux de métaphysique. C'est par des inductions injustes et violentes, et par l'emploi d'un procédé qui n'est pas nouveau dans les annales du clergé, que M. l'évêque de Chartres, oubliant que la calomnie est plus qu'un péché, a cru pouvoir lancer contre M. Jouffroy ces accusations qui seraient abominables, si elles n'avaient le bonheur d'être parfaitement ridicules.

Maintenant, doit-on penser que l'auteur de ce mandement ait voulu calomnier M. Jouffroy dans cette circonstance, comme il aurait, au dire de beaucoup de personnes, calomnié ailleurs M. Cousin, en affirmant, avec tout aussi peu de fondement, que le chef de l'éclectisme consacre le suicide, et qu'il a *souillé le code entier de la morale* (2)? Nous aimons mieux croire que ce fougueux prélat n'a pas exa-

(1) Voyez la *Seconde Lettre de M. l'évêque de Chartres sur l'enseignement universitaire*, datée du 17 mars 1842, et insérée dans les journaux.

(2) *Lettre de M. l'évêque de Chartres sur les doctrines philosophiques de l'Université*, insérée dans *l'Univers* (4 janvier 1843).

miné avec tout le calme et toute l'impartialité nécessaires des expressions qui n'étaient pas bien claires pour lui, et que, dans le doute, au lieu de s'abstenir, comme cela aurait été plus prudent, il a choisi l'interprétation la plus défavorable. Chez un membre de l'épiscopat, cette préoccupation a lieu de surprendre, car en supposant qu'il eût oublié les sentiments de charité et de bienveillance dont un chrétien, un prêtre, devrait être toujours pénétré, il ne pouvait ignorer combien les interprétations les plus naturelles en apparence étaient parfois fausses et pernicieuses. Il savait que la Bible elle-même, lorsqu'on s'en tient au sens qui paraît le plus simple et le plus clair, contient une foule de faits et de récits capables de blesser vivement les oreilles les plus aguerries, et que c'est pour cela que depuis longtemps l'église a défendu la lecture de la Bible en langue vulgaire, de crainte que cette lecture ne devînt un sujet de scandale.

Je me propose, monsieur, de repousser prochainement les attaques si vives, si injustes du clergé contre l'Université, qu'en style biblique M. l'évêque de Belley, dans son mandement sur le dernier carême, appelle une *école de pestilence*, et à laquelle M. l'évêque de Chartres prodigue charitablement tous les superlatifs de l'injure. Je reprendrai alors l'examen de certaines questions qui intéressent grandement le pays, et je prouverai, par un grand nombre de citations, qu'on a employé envers beaucoup d'autres personnes le procédé à l'aide duquel on a su calomnier les intentions de M. Cousin et de M. Jouffroy. Aujourd'hui, je dois me borner à exposer généralement les tendances du clergé, et à rechercher comment il entend la liberté des cultes et la tolérance religieuse.

Ce qui paraît avoir causé le plus d'émotion au clergé, c'est une assertion souvent répétée par des hommes graves, par des écrivains distingués. Voyant la décadence du christianisme, ils ont avancé qu'à leurs yeux cette religion n'avait plus une action morale suffisante sur la société. C'est là une opinion que l'étude de l'histoire avait fait naître dans certains esprits, et que l'examen de ce qui se passe de notre temps devait nécessairement consolider. — Comment! s'écrient avec colère les défenseurs du clergé, vous osez dire que le christianisme s'affaiblit! Vous mentez : il se relève, il prospère, il est victorieux. Voyez les jésuites, les dominicains, les trappistes, qui nous apportent de nouveau la foi et les lumières! Voyez ces néo-chrétiens qui surgissent de toutes parts! — Je reviendrai, monsieur, sur les néo-chrétiens; pour le moment, il faut remarquer qu'en ceci, comme dans sa politique générale, le clergé français a suivi simultanément deux directions fort différentes. Pendant qu'on annonçait à grand bruit au public les magnifiques succès du christianisme, on déclarait au gouvernement que la religion était gravement compromise si l'on exigeait que les professeurs des séminaires fussent bacheliers ès-lettres. *Les vocations sont rares*, dit M. l'évêque de Versailles dans la fameuse *Protestation de l'épiscopat français* (1); si vous demandez le diplôme de bachelier, nous ne trouverons plus de maîtres! L'épiscopat français déclare ainsi que cette religion triomphante et victorieuse n'inspire plus une vocation semblable à celle qu'éprouve le moindre étudiant en médecine ou en droit! Quoi qu'il en soit de la sincérité de cette objection, il est bon de s'arrêter un instant à l'examen de ce mouvement catholique dont on nous vante sans cesse la force et l'intensité. Ce néo-christianisme, que chacun entend et pratique à sa manière, devait, à ce qu'on disait il y a dix ans, assurer les

(1) *Protestation de l'épiscopat français contre le projet de loi sur l'instruction secondaire*, Paris, 1841, in-8°, p. 31.

destinées de la France et prendre sous sa protection toutes les gloires nationales. Il devait réaliser l'alliance si rare de la religion avec la tolérance et avec la liberté, rétablir l'ordre et la discipline, raffermir l'édifice social ébranlé, en lui donnant pour base la morale religieuse. Ce beau programme a-t-il été exécuté? Malheureusement, monsieur, il faut répondre *non*.

Pour comprendre comment le clergé respecte les gloires nationales, on n'a qu'à jeter les yeux au hasard sur les écrits qui émanent de cette source. On verra que ce n'est pas seulement à cause de la rareté des vocations que les évêques repoussent l'examen du baccalauréat : c'est aussi, disent-ils, parce que *les Provinciales* de Pascal (1) sont indiquées parmi les livres sur lesquels peut rouler l'examen. Ainsi, parce que Rome a défendu un livre qui honore notre littérature et que nos lois protégent, un livre universellement admiré et dont Bossuet aurait voulu être l'auteur, il ne sera plus permis de le désigner à l'attention de la jeunesse studieuse. Voilà bien l'effet du funeste ascendant des jésuites. On reconnaît là leur haine profonde contre Pascal. Nous verrons, monsieur, à chaque instant se reproduire cette prétention qu'a le clergé de se soustraire à la loi commune, et de nous courber sous le joug de la cour de Rome. Si j'avais l'honneur de connaître personnellement l'évêque qui s'est élevé si vivement contre *les Provinciales*, je prendrais la liberté de lui demander s'il a jamais entendu parler d'un ouvrage intitulé *les Proverbes de Fabbrizj*, qui fut dédié à Clément VII, et imprimé avec l'approbation et le privilége de ce pape. Ce savant prélat pourrait-il nous dire si une telle approbation le porterait à mettre entre les mains des élèves, de préférence aux *Provinciales*, le livre de Fabbrizj, qui renferme plus d'ordures et d'obscénités qu'il n'y en a dans l'Arétin. Repousser *les Provinciales* parce qu'elles sont condamnées à Rome, ce n'est pas seulement insulter aux gloires nationales ; c'est s'insurger contre la loi et vouloir actuellement forcer la France à reconnaître cette suprématie du pape, que l'église gallicane a toujours repoussée. Puisque l'on était en si bon chemin, pourquoi n'a-t-on pas déclaré qu'il fallait aussi délivrer l'examen du baccalauréat de la notion du mouvement de la terre, condamné à Rome dans la personne de Galilée, et aussi antipathique que *les Provinciales* aux jésuites du XVIIe siècle (2)? Au reste, ce n'est pas seulement Pascal qu'on repousse ainsi : on est actuellement parvenu à ce degré d'intolérance, que tous les écrivains du XVIIIe siècle (3), de ce siècle qui préparait l'affranchissement du monde, et qui assurait la suprématie intellectuelle

(1) *Protestation de l'épiscopat français*, p. 59. (Lettre de M. l'évêque de Nantes.) — Dans le *Monopole universitaire* (p. 582), *les Provinciales* sont placées parmi les livres athées.

(2) Cela viendra. Déjà M. l'évêque de Chartres déclare (*l'Univers* du 5 janvier 1843) que, quand on dit en sa présence : « *Le soleil se lève à l'orient et finit sa course à l'occident,* il » sent dans son âme une impression profonde et invincible qui exclut tout doute de son » esprit. » Dans *le Monopole universitaire,* on lit (p. 291) qu'il serait nécessaire de prouver que le système de Copernic n'est pas une *hypothèse*. Enfin, il y a peu de temps qu'à la porte d'une des paroisses les plus considérables de Paris on distribuait, au sortir de la messe, une brochure dont le titre était *l'Anti-Copernic*, et qui était rédigée par un ecclésiastique attaché à cette église.

(3) On n'épargne pas non plus les plus illustres écrivains de notre époque. Dans une ville considérable, fort peu éloignée de Paris, *nous avons vu* les ouvrages de M. de Châteaubriand mutilés par un ecclésiastique chargé de la conservation de la bibliothèque où ils se trouvaient.

de la France, sont proscrits en masse avec un acharnement inconcevable. « Que » nous importe, dit *l'Univers* (1) dans un de ses accès d'urbanité, que Montesquieu » débite de pitoyables bouffonneries... des gambades déplacées... sur cette grave » matière? » — Cet échantillon, monsieur, peut vous faire juger du reste. Je suis convaincu qu'en annonçant un beau matin que Buffon avait de la grandeur dans le style et dans les idées. que d'Alembert était un bon géomètre, que Rousseau ne manquait pas d'une certaine éloquence, que Montesquieu n'était pas un penseur vulgaire, et enfin que Voltaire avait quelque esprit et savait assez bien le français, on produirait une grande sensation parmi les néo-chrétiens par la nouveauté et par la hardiesse de ces découvertes. Et à propos de Voltaire, qui est, comme de raison, le bouc émissaire, je vous avouerai que je me sens tout aussi disposé que personne à l'accuser d'avoir abusé de la plaisanterie, et que je lui reprocherai toujours d'avoir jeté dans un poëme libertin l'admirable et pieuse figure de Jeanne d'Arc; mais d'abord il faut remarquer que peut-être Voltaire aurait montré plus de respect pour cette femme héroïque, si le clergé lui en avait donné l'exemple, et s'il n'avait vu l'évêque de Beauvais, s'associant aux rancunes des étrangers, employer les moyens les plus odieux pour la faire périr sur un bûcher. D'ailleurs, si Voltaire a pu rire beaucoup, on ne doit pas oublier qu'il sut aussi parler sérieusement, et qu'il honora sa vieillesse en élevant courageusement la voix en faveur de Calas, de Sirven, et d'autres victimes du fanatisme. De son temps, on punissait encore par d'affreux supplices le crime d'irréligion... les temps ont bien changé, mais les intentions sont les mêmes, et il n'y a pas vingt ans que le parti jésuitique arrachait à la chambre cette loi funeste qui livrait au bourreau l'homme qui avait commis un sacrilége.

Le néo-christianisme, disait-on, devait vivre et prospérer au milieu de nos lois; il devait être le gardien de l'ordre et assurer le développement de la liberté. On sait maintenant à quoi s'en tenir au sujet de ces promesses. Lisez, monsieur, les écrits qui émanent du clergé, vous verrez que tout en usant largement des droits que lui accordent nos lois, et même de cette liberté de la presse qu'il appelle un poison (2), il ne cesse de protester contre le droit commun. On dirait que la charte n'existe que pour assurer son impunité : quand il s'agit d'étendre ses priviléges, le clergé cite sans cesse le droit divin (3), les canons et le concile de Trente (4); il cite même des autorités moins respectables, et, pour donner une leçon à M. Villemain, M. l'évêque de Chartres n'a pas craint d'invoquer l'exemple des Goths et celui d'Attila (5). Ce sont, par le temps qui court, d'étranges autorités que le concile de Trente et Attila! M. Villemain n'aurait qu'à présenter une loi sur la liberté de l'en-

(1) 2 novembre 1841.

(2) On peut voir à cet égard un article de *l'Espérance* de Nancy, reproduit le 25 décembre 1841 par *l'Univers*. Il est très-curieux d'entendre des hommes qui ne font autre chose qu'écrire avec violence dans les journaux, déclamer contre la liberté de la presse.

(3) « Quelle part, dit *le Monopole universitaire*, p. 13, donne-t-elle (cette présentation) » aux évêques dans l'institution elle-même? la révocation, la suspension ou l'enseignement » des professeurs? toutes choses pourtant qui leur appartiennent de *droit divin*, qu'on ne » peut leur enlever, et dont ils ne peuvent se départir. »

(4) Voyez la *Protestation de l'épiscopat français*, p. 69, 110, 111, etc.

(5) *Ibid.*, p. 43. Quant à l'archevêque d'Avignon, il cite (p. 112) le *shah de Perse* et le *Grand Turc* à l'appui des méthodes employées dans les petits séminaires et des garanties qu'offrent les évêques!

seignement en s'appuyant sur de semblables considérants, pour être certain de réunir toutes les opinions.. contre lui.

Non-seulement le clergé ne reconnaît pas que notre droit commun date de 1789, mais il essaie de remonter encore plus haut, et il élève des prétentions auxquelles personne n'aurait sérieusement songé il y a soixante ans. Il demande qu'on oblige tous les marchands à fermer leurs magasins les dimanches, et il veut, ce qui n'est pas moins singulier, qu'on force tous les employés sans exception à aller à la messe chaque jour. Si la loi du sacrilége n'eût pas été abolie après 1830, il en demanderait aussi la stricte exécution.

On ne sait en vérité ce qu'est devenue cette liberté, cette tolérance, qui, suivant des promesses si souvent renouvelées, devait s'allier à la religion. Ce n'est pas en provoquant des révolutions, c'est en respectant d'abord les lois existantes, que le clergé assurera la liberté. La tolérance, c'est la charité, et à cet égard vous ne sauriez vous imaginer, monsieur, comment le parti jésuitique définit la charité. Lorsque des écrivains que, suivant l'usage, on avait injuriés et taxés d'immoralité ont répondu : *Quoi! vous êtes dévots, et vous vous emportez!* les champions du clergé ont répliqué que sans doute, dans les affaires personnelles, la charité prescrivait le pardon des injures, mais que, quand il s'agissait des intérêts de la religion, la charité (1) commandait la violence et la persécution. Vous voyez que les *distinguo*, si plaisamment signalés par l'incomparable auteur des *Provinciales*, se sont perpétués jusqu'à nous, et que, si Pascal revenait au monde, il saurait encore exciter la gaieté aux dépens des modernes Escobar. Cette distinction est bien subtile et bien peu rassurante, car les personnes qui l'emploient paraissent voir partout les intérêts de la religion, et il est impossible de ne pas supposer que cette charité persécutrice s'exerce aussi parfois dans un intérêt mondain, lorsqu'on voit des journaux qui prétendent tous défendre également les droits de l'autel échanger les injures les plus grossières, et la *Gazette de France* (2), dirigée par un ecclésiastique, menacer *l'Univers* de le traîner pour calomnie en police correctionnelle. Il faut avouer qu'entre gens si pieux le procédé est assez violent. Il vous étonnera moins, si vous vous rappelez ce que j'ai dit plus haut au sujet de la prohibition de la *Gazette de France* dans les états romains, et des injures dont le chef du catholicisme fut accablé à ce propos dans les journaux catholiques.

Vous pouvez imaginer par là, monsieur, ce que doivent dire ces feuilles de certaines gens qui sont un peu moins orthodoxes que le pape. Je vous ai donné un échantillon de la polémique de M. l'évêque de Chartres : il faut s'empresser d'ajouter que ces attaques si vives, si amères, n'approchent guère des formules employées par d'autres écrivains qui font l'éloge de l'inquisition, et qui paraissent appeler de tous leurs vœux le retour de cette sainte institution. Permettez-moi de vous donner ici la définition des inquisiteurs, telle que les organes du parti jésuitique l'ont formulée : elle est fort curieuse et très-significative... Les inquisiteurs, répètent à l'envi (3) les feuilles catholiques, étaient des hommes *de compréhension, de dévouement et d'amour*... qui n'apportaient dans le monde qu'*un ardent désir*

(1) Voyez à ce propos, dans *l'Univers* du 21 décembre 1841, un article où le rédacteur, parodiant la fraternité chrétienne, appelle son adversaire *frère reptile*.

(2) Lisez *l'Univers* du 8 décembre 1841.

(3) C'est dans *l'Espérance* de Nancy que parut d'abord cette singulière définition, reproduite avec empressement par *l'Univers* (23 novembre 1841) et par d'autres journaux.

d'éclairer ceux qui avaient besoin de flambeau. — Cela est-il clair? Voilà l'avenir que rêve le parti jésuitique. Voilà ce que sont pour lui l'*amour* et la charité! Il est nécessaire que le public soit averti de ce qui se passe; car les journaux de la congrégation, destinés à une classe restreinte de lecteurs, ne sont pas connus assez généralement. Dès qu'on réhabilite l'inquisition, dès qu'on s'attaque même au pape, vous pouvez penser ce qui est réservé à tous ceux qui ne font pas profession de molinisme. L'Université surtout est frappée violemment dans tous ses membres. Le moindre doute, la plus simple remarque historique, quand elle n'est pas favorable à l'église, devient l'occasion d'injures grossières. On se fait un vocabulaire à part : les mots *immoralité*, *imposture*, *pestilence*, *infâme*, *brutal*, *frénétique*, *imbécile*, *exécrable*, sont ceux qu'on emploie le plus fréquemment. Les allusions surtout sont touchantes et délicates; si M. Laroque, recteur de l'Académie de Cahors, manifeste quelques doutes sur l'éternité des peines dans l'autre monde, on lui fait entendre que ce sont là les principes de l'assassin Lacenaire (1). Si M. Villemain parle d'imagination et d'enthousiasme à propos du christianisme, on a soin de lui rappeler que ses opinions sont conformes à celles d'un homme que Capiton voulait *écarteler* et que Calvin fit brûler *tout vif* (2)! Ces injures, ces calomnies répétées mille fois dans les journaux ont été réunies et reproduites avec additions et corrections dans un livre de plus de six cents pages, qui vient de paraître à Lyon sous le titre de *Monopole universitaire*, et que j'ai déjà cité. Cet écrit anonyme, qui est l'œuvre collective de la congrégation, mais dont, à ce qu'on assure, un chanoine de Lyon, ancien officier, est l'éditeur responsable, fournit une nouvelle preuve à l'appui de cette double assertion, que les jésuites compromettent gravement le clergé, et que, malgré leurs ruses habituelles, ils manquent de l'habileté qui fait réussir les grandes entreprises. Comment ont-ils pu supposer qu'en insultant avec rage tout le monde, qu'en jetant la boue à pleines mains sur tous les hommes dont la France apprécie le talent, qu'en accusant de tous les crimes, de toutes les bassesses, des gens dont la conduite est connue du public, et qui vivent au milieu de la société, ils pourraient produire un effet favorable à leur cause? Est-ce là de la charité évangélique? Est-ce là la voix majestueuse d'un dieu irrité? Non, c'est le cri de la haine impuissante aux abois. La France subira-t-elle encore le joug de ces hommes qui nous font à tous l'honneur de nous injurier comme ils ont injurié Pascal? Est-ce en disant que M. Cousin ajoute *à l'insolente grossièreté du cocher la plate hypocrisie du valet* (3), ou en traitant de *misérable* un homme aussi généralement estimé que M. Quinet (4); est-ce en appelant M. Bonnechose un *fou furieux* (5), qu'on veut inspirer de la confiance et ramener à un culte soutenu par de tels moyens? Personne

(1) Lisez à ce sujet *l'Univers* du 16 novembre 1842. Le 28 décembre 1842, le même journal a comparé nos philosophes à des *escrocs*.

(2) *Le Monopole universitaire*, p. 457.

(3) *Ibid.*, p. 237. Ces délicatesses de langage reviennent souvent dans ce livre; en voici un exemple : « Voilà pourquoi Brutus, Marat et leurs bouchers ont toute la tendresse de » M. Cousin, et qu'ils sont placés parmi les grands hommes, avec Voltaire et Rousseau, en » attendant Vidocq, Espartero, etc. » (*Ibid.*, p. 483.)

(4) *Ibid.*, pag. 26. On dit plus loin (pag. 357), à propos de l'opinion de M. Quinet sur la création : « L'univers se compose de matière et d'esprit, d'eau et de pierres, de grenouilles » et de philosophes, de panthères et de forçats, de M. Quinet et du ver qui lui a servi » d'élément. »

(5) *Ibid.*, p. 114.

n'a pu échapper à la fureur de ces singuliers apologistes de la religion chrétienne. On a dit de M. Fauriel, dont toute la France connaît le savoir et l'aimable impartialité, que sa haine pour le clergé catholique est de la prétrophobie (1). M. Ampère, qui, dans son *Histoire littéraire de la France*, avait eu le malheur de montrer quelque penchant pour les libertés de l'église gallicane, est un *don Quichotte*, un *impie* (2), et M. Matter, dont on critique amèrement les productions, est appelé un *libertin* (3). M. Michelet, qui a su toujours donner à son enseignement un caractère particulier d'élévation, est, dit le *Monopole universitaire*, un *impur blasphémateur..... L'immoralité dans ses cours marche de pair avec l'impiété*, et l'on ajoute, à propos de quelques opinions historiques du savant professeur, cette phrase si remplie de modération : « Voilà donc l'inceste épuré par ses résultats, un diplôme » de mauvais lieu ou de déshonneur et de poignant chagrin pour la famille donné » au nom de l'Université à tous les professeurs-élèves de l'École normale ou du Collége de France, et par eux à tous les jeunes gens du royaume (4)! »

On ne finirait pas, monsieur, si l'on voulait citer toutes les personnes honorables contre lesquelles les auteurs du *Monopole universitaire* lancent leur venin. Il serait difficile de nommer un écrivain de quelque valeur, un homme connu dans les lettres, qui ne soit éclaboussé; M. Damiron, M. Dubois, M. Nisard, M. Jules Simon, M. Charles Labitte, M. de Wailly, M. Philarète Chasles, M. Magendie, M. Michel Chevalier, M. Cuvilier-Fleury, M. Caïx, M. Rossi, M. Letronne, M. Gerusez, M Charles Magnin, M. de Lacretelle, tout le monde enfin est attaqué dans ce livre. Des professeurs qui ont su toujours se distinguer par leur respect pour la religion sont, avec une insigne maladresse, aussi maltraités que les autres, et l'on dit par exemple de M. Saint-Marc Girardin que « son cours est un composé de toutes choses, d'erreurs, » de passions, de protestantisme, de philosophie, d'incrédulité, d'aversion pour » l'église et pour les rois (5). »

Les hommes politiques ne sont guère plus épargnés que les simples mortels. Je vous ai cité une des phrases les plus polies qu'on ait employées à l'égard de M. Cousin. M. Thiers, M. de Rémusat, M. de Salvandy, reçoivent par-ci par-là quelques bonnes égratignures. Quant à M. Villemain, depuis surtout qu'il a publié son rapport sur l'instruction publique, qui contient une si complète apologie de l'Université, il semble exciter au plus haut point la bile du clergé. Le jugement si nettement formulé par M. Guizot, dans son *Histoire de la Civilisation*, sur les malheurs qu'a causés partout la compagnie de Jésus, le désignait naturellement aux attaques de la congrégation : aussi n'a-t-il pas été épargné. Oubliant l'histoire, oubliant que cet ordre a été aboli par un pape, le *Monopole universitaire* répond que les jésuites étaient le *bouclier* des rois, et que, par leur chute, les catastrophes les plus effroyables ont été précipitées. « Les jésuites, dit ce livre, ont été condamnés, égorgés sans preuves, sans témoins, sans défense,... » et il conclut en disant avec son atticisme

(1) La phrase qui concerne M. Fauriel est bonne à citer, ne fût-ce que comme *specimen* du savoir grammatical de ces gens qui voudraient enlever l'enseignement à l'Université; la voici : « Pour saint Césaire et les autres, il y aura moins encore, et les conjectures et les » soupçons d'un esprit dont la haine pour le clergé catholique semble être de la prétro- » phobie, *suffira* pour autoriser la calomnie. » (*Le Monopole universitaire*, pag. 40.)

(2) *Ibid.*, pag. 415, 452.

(3) *Ibid.*, pag. 157.

(4) *Ibid.*, pag. 395, 398 et 440.

(5) *Ibid.*, pag. 116.

ordinaire que M. Guizot ne fait que du *gâchis*, qu'on ne comprendrait pas comment il aurait l'*impudence* de parler ainsi si « l'*impiété*, la *haine* de Jésus-Christ et de » son église, et la *lâcheté*... n'expliquaient tout... Il n'y a rien à répondre, ajoute- » t-on, à une ignorance ou à une mauvaise foi de cette force-là (1)! »

Je ne puis vous donner ici qu'une idée fort imparfaite de ce livre, où tant de noms sont inscrits. Dans cette longue liste de proscription, vous devez penser, monsieur, que la *Revue des Deux Mondes* n'a pas été oubliée. Les rédacteurs anciens et nouveaux de ce recueil sont traités suivant leurs mérites. M. Lerminier, M. George Sand, M. de Musset, M. Gustave Planche, qu'on confond avec l'auteur d'un dictionnaire fort connu, sont plus spécialement désignés. M. Sainte-Beuve, chargé du crime irrémissible d'avoir su nous intéresser si vivement au sort de Port-Royal, a été particulièrement attaqué par la faction jésuitique. On a eu aussi la bonté de s'occuper de moi. Je suis, si l'on en croit les auteurs de cet ouvrage, *un impie furieux*, *un fanatique d'irréligion et de haine antichrétienne*, *antimonarchique*, *antisociale;*... il paraît que ma spécialité, c'est la haine, *la haine qui verse sa bile*, *haine menteuse, ignorante, et un besoin d'insulter qui tient de la rage et de la folie* (2)! et tout cela pour avoir cru que les Arabes avaient aidé à la renaissance des lettres en Occident ! A la bonne heure ; on serait vraiment fâché de ne pas se trouver avec tant d'hommes recommandables, malgré soi on est porté à s'écrier avec Voltaire :

> Juste Aristide et vertueux Solon,
> Tous malheureux morts sans confession !

Si *le Monopole universitaire* n'est pas encore arrivé chez vous, vous pourriez, monsieur, vous en faire une idée en relisant *le Père Duchêne;* c'est le même style et presque le même langage. On y rencontre la même violence, un peu plus de haine, et les mêmes fautes de grammaire. A plusieurs égards, c'est un livre très-instructif et qui mérite d'être lu. Si j'avais l'honneur d'être grand-maître de l'Université, je le ferais réimprimer à dix mille exemplaires et distribuer dans toute la France. Ce serait là, à mon avis, la meilleure réponse qu'on pût donner aux gens qui, dans l'intérêt du clergé, demandent la liberté illimitée de l'enseignement. Toutefois, on pourrait déclarer dans un avertissement que, malgré les guillemets et l'*italique* employés à profusion dans ce livre, les citations sont presque toujours altérées ou falsifiées (3). Au reste, un tel avertissement ne serait néces-

(1) *Le Monopole universitaire*, pag. 231, 269 et 275.

(2) *Ibid.*, pag. 19 et 20.

(3) Cette accusation est grave, et pourtant tout lecteur qui voudra vérifier quelques-unes des citations du *Monopole universitaire* reconnaîtra ces falsifications. En voici quelques exemples pris au hasard. Si M. Guizot écrit dans son *Histoire de la Civilisation en Europe :* « Malheureusement il est aisé de passer du besoin de la liberté à l'envie de la domination; » c'est ce qui est arrivé dans le sein de l'église : par le développement naturel de l'ambi- » tion, de l'orgueil humain, l'église a tenté d'établir non-seulement l'indépendance, etc., » on lui fait dire (en ayant l'air de le citer textuellement) : *L'église catholique ou l'indépendance de la religion est un développement naturel de l'ambition, de l'orgueil humain.* (*Le Monopole universitaire*, p. 87.) On fait moins de façons avec Voltaire. On forge entièrement (*ibid.*, p. 117) un paragraphe qui commence ainsi : *Fénelon n'est qu'un hypocrite, un ambitieux, un incrédule*, et qu'on donne comme étant extrait textuellement du *Siècle de Louis XIV*, où on le chercherait vainement. A ce propos, on indique le chapitre XLIII de

saire que pour un très-petit nombre de personnes, car, en lisant ce français qu'on nous donne pour du Voltaire et du Rousseau, il est impossible de ne pas s'apercevoir de la falsification.

Cet ouvrage est fort divertissant; mais ce qui l'est moins, monsieur, c'est de voir quelles sont les gens qui se posent aujourd'hui comme les organes du clergé français, et qu'il n'ose pas désavouer. Non-seulement la congrégation n'a pas désavoué *le Monopole universitaire*, mais on l'a prôné partout, et l'on a trouvé excellentes les plaisanteries qu'il contient. Rira bien qui rira le dernier! On dit que M. l'archevêque de Lyon aurait préféré que cet ouvrage fût publié dans une autre ville. Ces regrets sont prudents, mais tardifs : il aurait fallu arrêter la première édition de cet écrit lorsqu'on l'insérait par partie dans les journaux religieux. Le clergé tout entier est compromis par cette publication, qu'il a prise sous son patronage, et qui est du reste parfaitement conforme à l'esprit de tous les *mandements* dont la France est inondée.

Du temps de Louis XIV, on pouvait se consoler des intrigues des jésuites en reportant les yeux sur le véritable clergé français. Aujourd'hui, où trouver des Bossuet, des Fénelon, des Massillon, des Huet, des Mabillon, capables de nous faire oublier les pères Le Tellier de notre siècle? A la place d'ouvrages immortels, on ne nous donne plus que des libelles remplis de solécismes, et pourquoi? C'est parce qu'il n'y a plus de véritable église gallicane et qu'il n'y a que des jésuites. Dès que l'on fait la moindre allusion aux libertés de l'église gallicane, les journaux catholiques s'irritent; ils crient à l'anathème, ils demandent l'oubli de ces questions (1). Et encore si toutes ces colères, toutes ces injures partaient du cœur! si elles étaient véritables et sincères! Mais, sauf quelques exceptions, on ne sait que trop à quoi s'en tenir à ce sujet. Des voltairiens, des apôtres fougueux du saint-simonisme, se brouillent un beau jour avec un journal philosophique où l'on n'aura pas voulu chanter leurs louanges, et comme avant tout il faut avoir un journal, une *tribune*, on se jette tout à coup dans la presse religieuse, et l'on y porte la même fougue, le même emportement que l'on avait dans le camp opposé. Il n'est besoin de nommer personne; toute la France reconnaîtra ces portraits.

Dès que l'on marche avec la congrégation, on appartient à l'opposition, et, à ce titre, on se ménage des appuis dans la presse; d'autre part, comme on prétend représenter le principe de l'ordre, on est accepté par le gouvernement, et l'on s'impose aux ministres. A force d'injures et de calomnies, on se fait craindre, on devient un homme important, et l'on fait ses affaires tout en parlant de celles du ciel. C'est là ce qui a fait dire dernièrement à une femme d'esprit ce mot qui a été répété : *Autrefois on servait Dieu; actuellement on s'en sert.* On fait profession de christianisme à propos de tout. L'architecture gothique, les vitraux du moyen âge, le plain-chant, les manuscrits à miniatures, sont autant de sources où l'on va puiser l'inspiration religieuse. On devient chrétien par mode et par imitation, et comme

cet ouvrage, qui n'en contient que trente-neuf; c'est un procédé fort commode pour se mettre à l'aise en citant. Pour mon compte, je serais désireux qu'on voulût bien m'indiquer dans mes écrits les endroits où j'ai pu dire que *Pascal était d'une dégoûtante malpropreté*, et que les *papes, les évêques, les grands, ne sont également que des... vendeurs d'indulgence, entourés de bûchers, traîtres, assassins, rôtisseurs d'écrivains célèbres*. Ces expressions, qu'on m'attribue dans *le Monopole universitaire* (p. 19 et 118), ne sont pas de moi. La falsification est-elle donc un péché véniel?

(1) Consultez *l'Univers* du 21 novembre 1841.

le clergé s'efforce de rendre commodes et agréables les églises, qu'il les chauffe, qu'il y fait jouer des airs de valse, qu'il y appelle de jolies dames et de bons chanteurs, il parvient à réunir les dimanches, dans les églises les plus à la mode, deux ou trois cents personnes qui se donnent là rendez-vous pour se rendre ensuite, suivant la saison, au Conservatoire ou à Longchamp. On a déjà vu le même spectacle, il y a quelques années, dans l'église saint-simonienne. Ne croyez pas, monsieur, que j'exagère ; ces remarques ont déjà été faites par M. Lemoinne, jeune et spirituel écrivain, qui, ayant raconté dans les *Débats* ce qu'il avait vu dans les églises de ces néo-chrétiens qui attaquaient si violemment les épicuriens et les sceptiques, s'attira cette singulière réponse qui parut dans *l'Univers :* « Ces griefs, disait ce » journal, sont autant de calomnies; il y a, nous le savons, dans Paris, deux ou trois » églises dorées, chauffées, tapissées : ce sont, à ce qu'il paraît, les seules où vous » alliez, probablement dans le dessein d'y admirer les actrices dont vous chantez » les louanges. Il y a dans ces églises, deux ou trois fois par an, des solennités vrai» ment sacriléges, les seules, à ce qu'il paraît, que vous daigniez honorer de votre » présence, parce qu'on y entend la belle voix de vos chanteurs; il y a deux ou trois » prêtres qui, comptant parmi vous des parents ou des amis, ont la faiblesse de » souffrir, sans réclamation, vos impertinentes réclames (1), et ce sont aussi les » seuls, à ce qu'il paraît, dont la parole ait la vertu de vous attirer; il y a aussi, » nous en convenons, quelques jeunes gens *néo-chrétiens* comme vous qui parlent » de philosophie, de morale et de religion en hommes du monde. »

Il ne manque ici que le nom de ces églises dont parle *l'Univers ;* car, comme il y a dans Paris à peu près une église pour trente mille habitants, il est en vérité fort peu charitable d'exposer une centaine de mille personnes à aller se damner ainsi dans ces deux ou trois églises où il se commet de tels *sacriléges*. Du reste, *l'Univers* se trompe : ce ne sont pas seulement deux ou trois églises qu'on chauffe et qu'on pare ainsi de fleurs et de jeunes femmes. Excepté un très-petit nombre de curés, le clergé, qui veut attirer du monde, se précipite en masse dans la même voie; mais souvent l'argent manque, et voilà ce qui arrête le bon vouloir qu'on aurait : d'ailleurs, il ne serait pas bien facile de chauffer des églises comme Notre-Dame. Les églises les mieux parées et les plus coquettes se trouvent dans les quartiers les plus riches et les plus élégants, dans ces quartiers « où (ce sont les paroles » aimables des journaux de la congrégation) les engraissés du jeu, de la fraude et » de la débauche établissent de préférence leur séjour. » Avec de telles églises et de si excellents paroissiens, on ne comprend pas, en vérité, comment le feu du ciel n'est pas encore descendu sur la Chaussée-d'Antin.

Le clergé déplore sans cesse le relâchement de la morale. Ses journaux reproduisent avec une singulière affectation les nouvelles de tous les crimes, de tous les scandales, vrais ou supposés, qui se commettent en France. Là-dessus grandes déclamations sur les calamités du temps! A quoi bon se plaindre? Pourquoi le clergé ne montre-t-il pas cette puissance qu'il s'attribue en amenant tout à coup une grande diminution dans le nombre de ces crimes? Il y a de mauvaises actions contre lesquelles les lois ne peuvent rien : c'est à la religion de les empêcher, si elle conserve encore quelque empire. Le mois dernier, deux malheureux ont expié à la barrière Saint-Jacques les crimes qu'ils avaient commis. C'était le lendemain de la

(1) M. Lemoinne avait dit qu'après le sermon les prédicateurs allaient lui demander de les annoncer dans le *Journal des Débats*. (*L'Univers* du 22 décembre 1841.)

mi-carême, jour où les masques se montrent de nouveau dans Paris. Cette année, par un beau soleil, les masques avaient abondé. Eh bien! dans la foule qui assistait à cette exécution, il y avait deux ou trois cents individus masqués, hommes, femmes et enfants! C'est là sans doute le spectacle le plus hideux que l'on puisse imaginer; mais que peut-on faire pour empêcher le retour de telles énormités? Le gouvernement présentera-t-il une loi aux chambres pour défendre désormais aux masques d'aller voir exécuter les assassins? Si la religion n'a pas d'action là où les lois se taisent, si elle est réduite à l'impuissance, on ne doit plus appeler infâmes et calomniateurs ceux qui pensent, avec Jouffroy, qu'elle n'a plus d'ascendant moral sur la société. D'ailleurs, cette religion a-t-elle empêché le peuple de démolir l'archevêché et Saint-Germain-l'Auxerrois? Nous repoussons avec horreur toutes les dévastations; mais, qu'on y prenne garde, ces manifestations populaires ne furent qu'une réaction naturelle et fatale contre l'intolérance du clergé pendant la restauration.

Je sais bien que, pour rendre à la religion toute son action, tout son prestige, le clergé demande de nouvelles lois répressives, et que les jésuites prétendent qu'ils ne sont tombés au XVIII[e] siècle que parce qu'ils ont manqué d'appui et de protection. C'est là l'idée fixe de tous les pouvoirs déchus. Cependant à qui pourra-t-on faire croire un seul instant que les gens qui ont renversé Port-Royal et qui ont dirigé les dragonnades soient tombés par excès de modération? C'est l'abus de la force qui les a perdus; ce sont leurs emportements, leurs colères, non moins que leur morale suspecte et leur hypocrisie proverbiale, qui deux fois déjà ont soulevé le pays contre eux, et qui produiraient nécessairement des effets analogues, si, par suite de quelque démonstration inconsidérée, la liberté de conscience paraissait de nouveau en péril.

Actuellement, monsieur, il n'est peut-être pas impossible de répondre à votre question. Oui, la tolérance religieuse, cette grande conquête de la révolution, est écrite dans nos lois, oui, les besoins de notre siècle en font une nécessité pour tout le monde; mais il existe un parti qui la repousse, et qui marche en aveugle à sa ruine avec une violence irrésistible. Ce parti tente de nous faire rétrograder au delà de 1789; il dit à la France : « Craignez l'enfer, ou du moins craignez nos journaux. » C'est par la peur qu'il voudrait s'imposer. Le pays est sur ses gardes, et les jésuites auraient tort de croire que l'indifférence qu'on a montrée jusqu'ici est une marque d'assentiment.

Dans tout ceci, monsieur, je vous ai parlé du clergé français, et pourtant je sens bien que le véritable clergé n'écrit pas ainsi, et qu'il ne fait pas de l'*agitation* dans les journaux. C'est une faction qui parle en son nom, qui l'opprime et l'entraîne. Des ecclésiastiques respectables blâment ces violences, mais, craignant d'être attaqués dans les journaux de la congrégation, ils n'osent pas s'y opposer. Et cependant, que le clergé le sache bien, s'il n'a pas la force de se séparer des jésuites, il se perdra avec eux. Qu'il ne se fie pas à leur réputation d'habileté. En formant Voltaire et Diderot, ils ont prouvé à l'église que cette réputation était complétement usurpée. Si, brisant avec courage les indignes liens qui le retiennent, il sait reconquérir sa liberté, le clergé retrouvera une force nouvelle. Qu'il se montre donc sincèrement attaché à nos institutions et à nos lois, qu'il repousse les suggestions étrangères, qu'enfin il redevienne gallican, et il obtiendra l'assentiment du pays. Les tentatives sérieuses qu'il fera pour rétablir la morale sans toucher à la liberté de conscience seront appuyées par les hommes de tous les partis, car la morale n'est pas l'apa-

nage exclusif d'une religion, et il serait éminemment injuste de confondre le scepticisme avec l'immoralité. S'il le fallait, l'histoire de l'église avant et après Alexandre VI fournirait des arguments irrésistibles à l'appui de cette assertion.

Mais si les jésuites devaient prendre encore un plus grand empire sur le clergé, s'ils devaient poursuivre le même système d'insulte et de calomnie, sans que le clergé en masse les désavouât, une réaction ne se ferait pas attendre longtemps. Le pays commence à être attentif, et il ne tardera pas à montrer de l'inquiétude. Le jour où l'opinion publique forcerait le gouvernement à prendre quelques mesures de précaution, il serait difficile d'empêcher que tout l'édifice religieux ne fût ébranlé. Il faut donc s'appliquer sérieusement à éviter cette secousse. Le clergé n'y est pas seul intéressé, car une telle réaction ne s'effectuerait que sous l'influence des partis extrêmes. Le gouvernement, qui peut-être ne se préoccupe pas assez de la gravité de cette question, sentira, il faut l'espérer, la nécessité de prévenir, par sa fermeté, une agitation qu'il ne pourrait que difficilement apaiser.

Il y a trois siècles qu'après avoir raconté l'infâme attentat commis par le fils d'un pape sur un évêque revêtu de ses habits pontificaux, un historien italien ajoutait :

« Bien que je sache que ce que je viens d'écrire puisse un jour m'être nuisible, » je sais aussi ce que dit Tacite, qu'un historien doit toujours préférer la vérité à » toute autre chose, même lorsqu'il s'expose à quelque danger. »

Actuellement ces paroles de Varchi ne sauraient avoir d'application, et il ne faut pas un grand courage pour dire la vérité. Tout au plus peut-on être atteint par quelques injures ou par quelques calomnies ; mais vous savez, monsieur, qu'il y a des hommes qui ne s'arrêtent pas devant un mandement, et qui n'ont pas peur d'un article de journal. Dans ma prochaine lettre, je vous parlerai des luttes du clergé contre l'Université.

G. Libri

DES PROJETS DE LOI

SUR

LES CHEMINS DE FER.[1]

Le gouvernement a présenté à la chambre des députés deux projets de loi qui ont pour but : l'un l'exécution du chemin de fer d'Avignon à Marseille, l'autre l'établissement de la double ligne qui doit mettre notre frontière de Belgique ainsi que nos ports de la Manche en communication avec Paris. Ces propositions ne seront sans doute pas les seules que M. le ministre des travaux publics aura à soumettre aux chambres dans le cours de la session. Une compagnie, formée de capitalistes anglais et de maisons françaises a déjà soumissionné, concurremment avec la compagnie qui vient de construire le chemin de fer de Paris à Orléans, la ligne de Paris à Châlons-sur-Saône, première étape de la grande ligne de Paris à la Méditerranée, et il paraît que deux compagnies se disputent en ce moment le chemin de

(1) Voir les documents suivants : *Exposé des motifs du projet de loi sur la ligne du Nord et sur la ligne d'Avignon à Marseille.—De la Politique des chemins de fer*, par M. Teisserenc.—*Lettre à M. le ministre des travaux publics sur le projet de loi des chemins de fer*, par M. Émile Pereire. — *Des Chemins de fer et de l'application de la loi du 11 juin 1842*, par M. le comte Daru. — *Observations sur l'exécution de la loi du 11 juin 1842*, par M. François Bartholony.—*Report to the chairman and directors of the south-eastern railway*, by Robert Stephenson. — *Mémoires des délégués de la ligne par Compiègne et Saint-Quentin*. — *Ligne française anglo-belge*, par Watten.—*Chambre de Commerce de Boulogne*, deuxième lettre à M. le ministre des travaux publics. — *Chemins de fer, ligne du Nord*, lettre à M. Teste, par M. le comte Roger.—*Vues politiques et pratiques sur les travaux publics*, par MM. Lamé, Clapeyron, Stéphane Mony et Eugène Flachat. — *Chemins de fer de l'Angleterre*, par M. Bineau. — *Chemins de fer belges*, rapport présenté aux chambres le 2 juin 1842, par M. Desmaizières, ministre des travaux publics.

fer entre Orléans et Tours, que l'étendue relativement secondaire de son parcours rend plus accessible à l'association des moyens et des petits capitaux (1).

Ainsi, après de longs et vains débats sur la théorie des chemins de fer, l'ère de la pratique arrive enfin. Les chambres, qui ont consacré plus de quatre années à discuter ou à voter un système général, un réseau de grandes lignes, vont avoir à se prononcer sur les réalités mêmes de l'exécution. Le pays est disposé aux plus grands sacrifices, et attend avec une vive impatience le moment où on le mettra en possession de chemins de fer qui aient une autre utilité que celle de servir de promenade aux curieux. L'Europe, qui a devancé la France dans cette carrière, nous regarde à son tour avec une défiance mêlée d'ironie, prête à dire, si nos pouvoirs publics allaient reculer, que nous n'avons pas les qualités de la pratique, et que nous ne sommes plus qu'une nation de beaux parleurs.

La presse doit donc éviter ce qu'elle trouverait mauvais de la part des chambres. Cessons d'argumenter sur les théories, et abordons les faits. La question générale des chemins de fer a été bien ou mal résolue par la loi du 12 juin 1842; peu importe. Il suffit que cette loi ait déblayé le terrain et qu'elle ait écarté définitivement une difficulté qui avait paralysé jusqu'alors l'action du pouvoir législatif. C'est là son véritable titre au respect des populations.

Sans doute, la combinaison que les chambres ont adoptée a pris, sous le feu croisé des amendements, des proportions beaucoup trop gigantesques. Il valait mieux, selon la patriotique pensée de M. Duvergier de Hauranne, concentrer tous les efforts sur une seule ligne, celle de Dunkerque à Marseille, qui traversait la France du nord-ouest au sud-est, et qui avait 300 lieues d'étendue, que d'éparpiller nos ressources sur tous les points du territoire et dans toutes les directions, en embrassant l'impossible, c'est-à-dire un réseau d'environ 1,000 lieues de chemins de fer. Évidemment encore le système d'exécution défini et décrété par la loi du 11 juin est à peu près impraticable, en ce qu'il partage entre l'état et les compagnies des travaux que lie dans l'ordre naturel des choses une solidarité absolue. Enfin, par une contradiction qui énerve le principe même de la loi, en classant au nombre des chemins que l'état doit exécuter presque toutes les lignes qui se trouvaient comprises dans le projet ambitieux de 1838, on n'a ouvert que les crédits nécessaires à la construction de quelques tronçons. De cette manière, on n'a touché en perspective à l'infiniment grand que pour se réduire, dans l'application, à l'infiniment petit.

Par bonheur, cette loi incohérente et mal conçue porte en elle-même son correctif. L'amendement de M. Duvergier de Hauranne, qui est devenu le premier paragraphe de l'article 2, donne au gouvernement la faculté de choisir telle autre combinaison qui lui assurera le concours de l'industrie privée. Une liberté entière lui est laissée quant aux moyens d'opérer cette association. La loi n'exclut ni la garantie d'un minimum d'intérêt, ni la subvention directe, ni le prêt, ni le forfait; et, comme M. Daru le fait remarquer, la loi ainsi amendée n'est plus qu'un cadre, qu'une sorte d'avant-projet.

La nouveauté de cette mesure législative, son utilité, son importance, consistent en ce qu'elle a posé et proclamé le principe de l'union entre deux forces rivales, entre l'état et l'industrie privée. Par là, on a reconnu que l'état, réduit à ses

(1) Depuis que cet article est écrit, M. le ministre des travaux publics a présenté à la chambre des députés un projet de loi pour le chemin de fer d'Orléans à Tours.

propres ressources, ne pouvait pas tout faire, et que les compagnies ne pouvaient pas aborder les grandes entreprises sans les encouragemens de l'état. Sur le degré, sur la forme de cette alliance à peine commencée, les opinions varieront peut-être; mais la nécessité en est désormais démontrée, et le législateur l'a proclamée d'une manière irrévocable; voilà ce que tous les bons esprits doivent considérer comme un progrès décisif.

Un premier effet de la loi du 11 juin, celui que l'on contestera le moins, a été de ramener vers les entreprises de chemins de fer l'esprit d'association, qui s'en était éloigné dans un moment d'effroi. Non seulement les capitaux français sortent de leur torpeur, mais les capitaux étrangers, attirés par la garantie que leur offre la coopération du trésor, viennent chercher en France un placement qui manque déjà en Angleterre, et augmentent ainsi les ressources dont nous pouvons disposer. La moitié des actions émises pour la construction des chemins de Rouen et du Havre appartiennent à des capitalistes anglais. Les banquiers de Londres, de Manchester et de Liverpool ont pris part à la soumission qui a été acceptée pour la ligne du Nord, et à celle qui vient d'être adressée au ministre des travaux publics pour la ligne de Lyon. La maison Rotschild, qui porte le poids de la principale de ces opérations, est un établissement européen qui appelle et qui réunit les capitaux de Londres, de Francfort et de Paris.

La première compagnie sérieuse qui s'est présentée pour entrer dans le cadre de la loi, a sans contredit sauvé le gouvernement de l'impuissance et du ridicule. Ce jour-là, M. le ministre des travaux publics a dû éprouver une grande joie, car pour peu que l'industrie privée lui eût tenu rigueur, tous ces magnifiques projets, dont les chambres n'avaient pas craint d'étendre la portée, allaient misérablement avorter. Il aurait fallu que l'état construisît seul les chemins de fer, comme il a construit les routes, et comme il a tenté de construire les canaux. Et comment les chambres auraient-elles envisagé sans frémir une entreprise qui pouvait entraîner une dépense de 2 milliards avec trente années de travaux (1)?

La part que le gouvernement a réservée à l'industrie privée dans les projets soumis à la délibération des chambres est-elle ce que les circonstances exigeaient de lui? En appliquant, pour la première fois le système général créé par la loi du 11 juin, de quel côté l'a-t-il fait pencher? Les avantages que les compagnies ont obtenus sont-ils insuffisants, ou vont-ils au delà de ce qui était juste et nécessaire? Graves et difficiles questions dans l'examen desquelles on doit se garder également de la complaisance et de l'envie.

Et d'abord, il n'échappera pas à un observateur attentif que la force des choses a limité et circonscrit, pour ainsi dire, le champ d'opérations dans lequel la loi du 11 juin doit s'exécuter. Lorsque cette loi fut votée par la chambre des députés, M. le ministre des travaux publics prit l'engagement de ne commencer les travaux sur aucune ligne avant d'avoir trouvé une compagnie qui se chargeât de la com-

(1) M. Daru rappelle quelques exemples de la lenteur apportée par l'état dans l'exécution des travaux qu'il entreprend. Ainsi l'on a mis trente-cinq ans à construire le canal du Rhône au Rhin, trente-quatre ans à exécuter les canaux de Bretagne, cinquante-huit ans pour le canal du Nivernais, soixante-un ans pour le canal de Bourgogne, soixante-cinq ans pour le canal de la Somme, soixante-quatorze ans pour canaliser l'Ille et le Tarn. L'exécution du canal latéral à la Loire, le dernier entrepris, a duré vingt années, et il n'est pas terminé complétement.

pléter et de pourvoir à l'exploitation. Eh bien! à l'exception du chemin d'Orléans à Tours, les seules lignes qui aient fixé jusqu'à présent l'attention des capitalistes sont précisément des sections de la ligne unique proposée en 1842 par les hommes les plus éminents dans la chambre élective, de cette ligne qui unit la Méditerranée à la mer du Nord.

Le chemin du Nord, le chemin de Paris à Châlons, et le chemin d'Avignon à Marseille, joints au chemin d'Orléans à Tours, présentent une étendue de 270 à 275 lieues. La dépense d'exécution, en la calculant à raison de 1,500 mille fr. par lieue, serait de 400 millions. Si l'on suppose que les travaux doivent durer quatre ans, et c'est là une supposition bien large, l'état et les compagnies auront à fournir ensemble 100 millions par année. M. Humann estimait à 60 millions les épargnes annuelles de la France, le fonds commun où viennent puiser le crédit public et le crédit privé. Pour consacrer chaque année 100 millions aux chemins de fer, il faudrait donc que l'étranger nous apportât annuellement, en argent prêté ou en capital souscrit, 40 millions de fr. Cela seul fait comprendre d'une part la nécessité de ne pas dissiper les fonds de l'état sur les lignes que les compagnies ont exclues jusqu'à présent, telles que le chemin de Vierzon et le chemin de Hommarting, de l'autre l'intérêt que nous avons tous à ce que l'accueil que recevront les compagnies déjà formées soit une véritable prime à la formation de compagnies nouvelles et à l'intervention des capitaux étrangers.

Dans la situation financière de la France et avec les engagements qui pèsent déjà sur le trésor, la prudence la plus vulgaire faisait un devoir au gouvernement de préférer les combinaisons qui, en associant les compagnies à sa tâche, diminueraient le plus sûrement les avances et les sacrifices de l'état. Il valait mieux leur imposer moins de charges et leur apporter moins de secours, augmenter la durée du bail ou de la concession et réduire la quotité de la subvention, donner, en un mot, plus de temps et moins d'argent.

Il semble, à voir les principales clauses des projets qui ont été présentés, que le gouvernement se soit proposé la solution inverse. D'une part, les cahiers des charges attestent, comme par le passé, les exigences intempestives et innombrables de l'administration. L'on fait essuyer aux compagnies impôt sur impôt : le droit de douane, qui double le prix des rails en France, n'est pas réduit ; le chemin de fer supporte l'impôt du dixième sur le prix des places, l'impôt foncier, l'impôt des patentes, l'impôt des portes et fenêtres ; la compagnie est tenue de transporter gratuitement les dépêches et les militaires en service, le matériel militaire, ainsi que les condamnés à moitié prix; enfin, on lui donne, sous le nom de commissaires royaux, des surveillants qui examineront ses comptes ; on crée des sinécures dont on lui fait payer les frais, et ces frais peuvent s'élever, pour le chemin du Nord, à *quarante mille francs* par an. 40,000 francs représentent, au taux courant de 4 pour 100, l'intérêt d'un million. Ainsi le gouvernement reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre, et le ministre des finances rançonne les associations que subventionne le ministre des travaux publics (1). La meilleure subvention, la plus écono-

(1) « Il y a loin de ce mode de procéder à celui que l'Angleterre, la Prusse et les États-Unis suivent en ce moment même. Ouvrez leurs lois de concessions, et vous y verrez, sous toutes les formes, des encouragements prodigués aux compagnies : exemptions d'impôts pendant un temps limité, liberté de tracés, de pentes, de courbures ; nulle pénalité, nulle déchéance. Le principe de haute protection se trouve, en un mot, partout. En France, il ne

mique et la plus digne en pareil cas, ne serait-elle pas l'exemption de l'impôt pendant un certain nombre d'années? et ne serait-il pas beau d'exécuter les chemins de fer par ce simple procédé qui a déterminé, sous l'empire, la construction d'un des plus beaux quartiers de la capitale, des rues Castiglione et Rivoli ?

La ligne du Nord, qui a 430 kilomètres d'étendue, exigera l'emploi d'environ 53,000 tonnes de rails et de 18,000 tonnes de supports ou coussinets. Or les rails, qui se paient 370 et 380 francs la tonne en France, grâce à l'inique monopole de nos maîtres de forges, valent en ce moment 180 à 190 francs dans le pays de Galles, pris à Cardiff. Le droit de douane impose donc à la compagnie une dépense additionnelle de 12 à 13 millions dont elle pourrait diminuer son capital, si l'entrée en franchise des rails et des supports lui était accordée. En outre, l'exemption d'impôt pendant trente ans lui épargnerait une dépense annuelle qui s'élèvera peut-être à 1 million, soit au dixième du revenu brut et au cinquième du revenu net. Pense-t-on que la compagnie eût besoin de la même assistance, si l'on réduisait ses dépenses et si l'on augmentait par conséquent son revenu d'un million ? Ne serait-ce pas comme si l'état lui accordait un secours de 20 millions en capital ?

Prenons l'autre côté de la question, la durée des concessions ou des baux. Le gouvernement paraît avoir travaillé à diminuer la jouissance des compagnies, dût-il augmenter d'autant les sacrifices par lesquels le trésor contribue à l'exécution. Cette politique à courte vue se révèle principalement dans l'accord qui a été fait pour le chemin d'Avignon à Marseille. Cette ligne a 125 kilomètres d'étendue, et la dépense, indépendamment des terrains à acquérir, est estimée à 50 ou 55 millions. Aux termes du projet de loi, l'état paiera 32 millions à la compagnie, qui, pour obtenir une jouissance de trente-trois années, s'oblige à fournir le reste du capital d'exécution, soit 20 à 22 millions. Il tombe sous le sens que la compagnie aurait accepté sans trop de peine une subvention beaucoup moindre, et réduite par exemple à 20 millions, si l'état eût consenti à prolonger de vingt-cinq ou trente années la durée de la concession. L'état aurait-il trouvé quelque avantage à le faire? voilà toute la question.

Il est difficile de concevoir l'intérêt que le gouvernement peut avoir à diminuer la durée des concessions. Si l'administration des ponts et chaussées devait, un jour ou l'autre, exploiter les chemins de fer et se constituer en entreprise de transports, on comprendrait encore l'importance qu'elle attache à ce que les voies nouvelles fassent retour, quelques années plus tôt, au domaine de l'état; mais l'état lui-même a proclamé son impuissance, disons mieux, son incompétence sur ce point. En 1838, lorsque le ministère du 15 avril proposait d'exécuter les grandes lignes aux frais de l'état, il annonçait en même temps que l'exploitation en serait affermée à des compagnies. « Dès qu'une ligne sera terminée d'une extrémité à l'autre, disait l'exposé des motifs, dès que les expériences faites sur les parties successivement mises en exploitation auront fourni les éléments d'un bon système d'exploitation et du tarif qu'il sera convenable d'appliquer, alors une loi spéciale viendra consacrer d'une manière définitive et ce système et ce tarif; alors surtout, l'état se trouvera en mesure de traiter en connaissance de cause avec des fermiers auxquels il

se trouve nulle part. Et cependant en France les matériaux de construction, le charbon, le fer, la fonte, sont d'un prix plus élevé qu'en Belgique, en Angleterre, en Prusse et aux États-Unis. » (M. Daru, *Des Chemins de fer et de l'application de la loi du 11 juin 1842*.)

pourra confier l'exploitation des chemins de fer pendant un certain nombre d'années, et toujours cependant pour un terme assez court pour qu'à l'expiration du bail il recouvre la faculté de modifier les tarifs et de les approprier aux besoins nouveaux, aux situations nouvelles que le temps aura pu créer. »

En effet, l'exploitation d'un chemin de fer est une entreprise très délicate, très-compliquée, exposée à des chances très-diverses, et qui exige toute la sollicitude de l'intérêt privé. L'état ne doit jamais donner à faire à ses agents que des choses simples, dans lesquelles il puisse aisément les surveiller et les contrôler. Le monopole des postes et celui des tabacs étant des opérations relativement faciles, où il ne s'agit que du plus ou du moins dans les bénéfices, on ne s'étonne pas de ce qu'il persiste à les retenir. De même pour les travaux des routes royales; la réparation de ces voies de communication n'exige de sa part aucun autre effort que l'achat des matériaux et le salaire des cantonniers quand elle se fait en régie, et la surveillance des entrepreneurs lorsque l'état n'intervient pas directement. Encore faut-il remarquer que les routes départementales, qui relèvent d'une autorité, d'un contrôle plus souvent présent que le sien, paraissent en général beaucoup mieux entretenues.

Mais, pour administrer un chemin de fer, il ne suffit pas de mettre la voie en bon état d'entretien, ni d'avoir un approvisionnement constant de matériaux. Outre la besogne de l'ingénieur, on a de plus celle de l'entrepreneur de transports; on voiture les voyageurs et les marchandises, on a la charge d'un matériel immense, locomotives et wagons à réparer et à renouveler, pour lequel on doit élever des ateliers de construction; des marchés de houille, de fer et de bois, tiennent incessamment la spéculation en éveil; des omnibus à établir dans les grandes villes, les correspondances à entretenir avec les messageries qui amènent les voyageurs des localités voisines, jusqu'à des opérations de crédit à mener à fin; tout cela suppose une habileté, une précision de calcul dont le gouvernement est incapable, et que ses agents n'auraient pas la liberté de déployer quand ils le voudraient.

La Belgique est un petit état qui s'administre comme une province, et qui, n'ayant pas des préoccupations politiques bien profondes, pouvait faire une affaire de son réseau de chemin de fer. Cependant l'expérience qu'elle a tentée ne semble pas avoir obtenu un grand succès. Il ne faut qu'avoir parcouru les lignes belges pour être pleinement édifié sur le mérite de cette administration, et, quant à la France, on se rendra compte du degré d'intelligence et d'activité que les agents ministériels portent dans l'exploitation des tronçons de Lille et de Valenciennes à la frontière belge, quand on saura que les voyageurs préfèrent suivre la route de terre jusqu'à Mouscron et jusqu'à Quiévrain.

L'état ne pouvant pas exploiter lui-même les chemins de fer, le but qu'il poursuit, en abrégeant la durée des concessions, c'est donc l'avantage de disposer plus librement des tarifs. Il veut avoir plus tôt que plus tard la faculté de réduire le prix du transport sur les chemins de fer; c'est un véritable dégrèvement d'impôt qu'il se propose au profit des voyageurs qui préfèrent ce mode de locomotion. Une pareille pensée a quelque chose de grand et de généreux qui séduit au premier aspect; elle découle d'ailleurs des précédents établis en France, qui sont la gratuité pour les routes de terre ainsi que pour les fleuves, et des tarifs peu élevés sur les canaux.

En principe, un gouvernement qui peut faire une remise d'impôt doit alléger de préférence les taxes qui portent sur tout le monde ou sur le plus grand nombre,

dégrever par exemple la viande, le sel et le vin. En est-il ainsi du péage perçu par les compagnies de chemins de fer? N'est-ce pas au contraire un impôt spécial et limité, qui affecte principalement les classes aisées de la population, et dont les classes laborieuses ont assez peu à souffrir? Les ouvriers et les paysans ne disposent pas de leur temps et partant voyagent peu. Ce sont les propriétaires, les rentiers, les commerçants et les industriels qui fréquentent les chemins de fer, et à qui profite par conséquent l'économie de temps et d'argent réalisée par ces voies nouvelles de communication. Sans doute la communauté tout entière en ressent par contre-coup les avantages : les affaires, se faisant plus vite et à moindres frais, se font mieux, et il en résulte une forte impulsion donnée au mouvement social; mais le bénéfice que les chemins de fer procurent au pays par leur seul établissement est assez grand pour que l'état n'ait pas besoin d'acheter au prix d'une dépense additionnelle une réduction dans les tarifs de transport dont le petit nombre seul pourrait jouir, car, en agissant de la sorte, on frapperait véritablement un impôt sur la société tout entière pour diminuer le poids d'une taxe que les heureux de ce monde sont principalement appelés à supporter.

Ce que les voyageurs paient pour le transport sur les chemins de fer est le prix d'un service; il n'y a pas d'impôt plus légitime ni mieux réparti. Le législateur, en fixant une limite maximum au-dessus de laquelle les tarifs ne devront s'élever dans aucun cas, les a d'ailleurs marqués d'un caractère de perpétuité qui est tout au détriment de l'entreprise et tout à l'avantage de la société. La valeur de l'argent baisse rapidement en France, si rapidement que la même somme n'achètera peut-être dans soixante ans que les trois quarts ou la moitié des denrées et des marchandises qu'elle procure aujourd'hui. L'état n'a donc pas à s'occuper bien activement de la réduction des tarifs; ils se réduiront d'eux-mêmes avec le temps, la charge qu'ils imposent au public et le bénéfice qu'ils procurent aux compagnies exploitantes ne devant plus représenter, au bout d'un certain nombre d'années, qu'une partie de leur valeur.

A ne prendre pour indice de la diminution que subit progressivement la valeur de l'argent, que le changement qui s'opère dans le rapport de l'argent à l'or, rapport qui était de 1 à 12 il y a deux cents ans, et qui est aujourd'hui de 1 à 16, on trouve qu'une rente stipulée en argent ne vaudra plus dans deux siècles que les trois quarts de ce qu'elle vaut aujourd'hui. En suivant la même progression pour les tarifs des chemins de fer, on voit que le cours naturel des choses en aura réduit, après deux cents ans, suivant le calcul le plus modéré, la charge réelle de 25 pour 100. Si l'on réfléchit que le prix du combustible et de tous les matériaux, évalué en argent, aura haussé pendant ce temps-là, et que par conséquent les frais d'exploitation se seront accrus, il devient manifeste que cette diminution de 25 pour 100 serait, en tout cas, le maximum de réduction que l'on pût espérer.

Il n'y a donc pas un grand intérêt pour l'état ni pour le pays à devancer le temps, en diminuant de gré ou de force les tarifs des chemins de fer au moment de la concession, et en leur retirant ainsi tout caractère de rémunération. Ajoutons que cette tentative aura peu de succès, les compagnies, quelle que soit la subvention qu'on leur accorde, n'accepteront pas dans le taux du péage une réduction qui corresponde à l'intérêt du capital prêté ou donné, car l'exploitation d'un chemin de fer a des résultats trop incertains pour que ceux qui l'entreprendront se placent volontairement sur la limite où le bénéfice s'arrête et où la perte peut commencer. Ce

point est démontré jusqu'à l'évidence dans l'excellente brochure que M. le comte Daru vient de publier.

« Voyons à quel rabais les compagnies pourront consentir, en raison des fonds qui leur seront fournis par le trésor.

» Dans l'exploitation d'un chemin de fer, l'entretien et la réparation de la voie et des machines, les frais payables dans tous les cas sur ses produits prélèvent, pour une circulation moyenne, pour une circulation qui donne 4 pour 100 de revenu net, au moins moitié des revenus bruts.

» Si le tarif régulateur fixé par la loi est de 8 centimes (moyenne entre 5 et 10 cent.) par kilomètre et par voyageur, 4 cent. 1/2 environ seront nécessaires pour acquitter les diverses dépenses d'exploitation. Les 3 c. 1/2 restants, destinés à payer l'intérêt et l'amortissement du capital de construction, représenteront un revenu plus ou moins élevé, au-dessus ou au-dessous de 4 pour 100, suivant que la ligne sera plus ou moins productive. L'état concourant pour moitié dans la dépense et renonçant à sa part de produits, si le rabais porte uniquement sur le tarif, pourra donc demander que les 3 c. 1/2 destinés au service de l'intérêt du capital soient diminués de moitié, c'est-à-dire réduits à 1 c. 3/4. Les droits actuels de perception pourront donc, grâce à cette intervention financière du gouvernement, être abaissés de 8 c. à 6 c. 1/2, c'est-à-dire être abaissés de 20 pour 100. C'est là le maximum de réduction auquel on puisse arriver, et il est évident que dans la pratique on ne l'atteindra jamais ; car, d'une part, lorsque les compagnies traiteront, elles feront toujours valoir, contre un abaissement aussi considérable, les chances qu'elles courent en raison de l'incertitude constante sur le mouvement futur de la circulation, et par conséquent elles voudront se réserver un peu de marge ; d'autre part, les frais divers d'entretien et de traction dépassent quelquefois la proportion que nous avons admise. »

M. Daru aurait pu ajouter que les lignes sur lesquelles les voyageurs auront à payer les tarifs les plus élevés sont précisément celles à l'exécution desquelles l'état a contribué, comme le chemin de fer de Paris à Rouen, tandis que les lignes sur lesquelles la circulation s'opère au meilleur marché sont les chemins de fer de Versailles, rive droite, et de Saint-Germain, entreprises dispendieuses et qui n'ont reçu aucune espèce de concours du gouvernement. Cela prouve que l'élévation ou la modicité des tarifs dépend de toute autre cause que du rapport à établir entre la recette et le capital d'exécution. En général, les compagnies ont fixé le prix des places au-dessous du *maximum* qui leur était assigné par la loi. D'où vient cela? M. Daru va nous l'apprendre.

« Là où la circulation déjà établie est un peu considérable, par une conséquence naturelle les moyens de transport ordinaires sont à bas prix. Or, les voies nouvelles, pour attirer à elles les voyageurs et les marchandises qui prennent habituellement les canaux ou les routes de terre, sont obligées alors forcément, et par le simple effet de la concurrence, de rester au-dessous des limites qu'elles demandent au gouvernement de leur assigner. »

Ainsi, pour le présent, la subvention donnée par l'état ne peut pas avoir pour effet d'amener une réduction très-sensible dans le péage des chemins de fer. Dans l'avenir, il est vrai, en devenant propriétaire de ces voies de communication, au moment où le capital dépensé à les construire doit se trouver amorti, le gouvernement aura la faculté d'exiger une réduction plus forte des compagnies qui les affermeront sans bourse délier. Mais cet avantage, l'état l'obtiendra dans tous les cas, les

concessions n'étant pas perpétuelles en France; reste à savoir si la perspective d'entrer plus tôt en possession vaut les efforts que l'on paraît disposé à faire dans ce but.

Dans l'opinion de tous les esprits pratiques, la subvention allouée par les pouvoirs publics, sous quelque forme qu'elle se produise, doit avoir principalement pour objet de faciliter l'exécution des chemins de fer. C'est une prime d'assurance que l'on donne aux compagnies contre les risques inhérents à ces gigantesques entreprises. Nous ne voyons pas la nécessité d'augmenter cette prime, en raison d'un abaissement à peu près chimérique qu'on se proposerait d'effectuer dans les tarifs.

Nous avons montré que le système du gouvernement, qui consiste à prodiguer l'argent aux compagnies pour épargner le temps, procédait d'une pure illusion. En suivant le système contraire, en prodiguant le temps pour épargner l'argent, on obtiendrait certainement de meilleurs résultats. Des concessions de quatre-vingt-dix-neuf ans, fortifiées, selon les circonstances, ici par la garantie d'un minimum d'intérêt, là par une subvention, ailleurs par un prêt, auraient, nous le croyons, assuré l'exécution des grandes lignes tout aussi bien que les combinaisons qui dérivent de la loi du 11 juin, et avec plus d'économie pour le pays. Puisque le ministère en a jugé autrement, examinons du moins de quelle manière il entend l'application de cette loi.

Les deux projets présentés aux chambres, l'un pour l'exécution du chemin d'Avignon à Marseille, et l'autre pour l'exécution des chemins du Nord, ne sont pas l'expression d'un seul et unique système. Dans le premier, c'est la compagnie qui entreprend à forfait, et pour une somme déterminée, les travaux que la loi met à la charge du trésor public; dans le second, l'administration s'engage à construire ces ouvrages et s'expose aux éventualités qui naissent de la construction, en laissant à la compagnie le soin d'établir la voie de fer, d'acquérir le matériel et de préparer les moyens d'exploitation. Ainsi, le principe qui domine le projet d'Avignon à Marseille, c'est l'unité d'action, la compagnie exécutant le chemin, et l'état jouant à son égard le rôle d'un simple commanditaire ou bailleur de fonds; le principe dont s'inspire le projet qui concerne les chemins du Nord, c'est au contraire la division du travail entre l'état et la compagnie. Nous ne dissimulerons pas notre répugnance pour cette dernière combinaison. Voici dans quels termes M. Daru en expose les inconvénients :

« En apparence rien de plus simple que cette organisation du travail, en réalité rien de plus compliqué.

» Un chemin de fer est une machine qui se compose de deux parties, la locomotive et le chemin sur lequel elle roule; ces deux parties sont solidaires l'une de l'autre : ce sont deux fractions d'un même tout. Le poids, les dimensions de la locomotive étant donnés, la solidité, les dimensions du chemin en résultent. La forme, l'écartement des rails, la largeur de la voie, la résistance des ouvrages d'art, toutes ces conditions premières et fondamentales de l'établissement d'un appareil à vapeur destiné à la locomotion, sont liées indissolublement entre elles, et dépendent de la nature même des matières employées.

» De là une première et grave conséquence. Mettre ces deux portions du même mécanisme dans les mains de deux constructeurs différents, c'est obliger ces deux constructeurs, pendant tout le temps du travail, à marcher côte à côte en parfaite harmonie, dans des rapports perpétuels et nécessaires. De même que, si l'on donnait à deux ouvriers à faire une même voiture, à l'un la caisse, à l'autre le train,

ces deux ouvriers seraient obligés sans cesse de se consulter, de s'entendre, pour que chaque partie de leur ouvrage commun fût faite dans un même esprit, dans une même pensée. Nous n'hésitons pas à déclarer que ce bon accord entre l'industrie et l'administration, ainsi superposées l'une à l'autre, est ***absolument impossible.***

» Le génie administratif et le génie industriel sont trop divers par leur nature, leurs tendances et leurs dispositions, pour que l'on puisse arriver à cette harmonie complète qui est une condition indispensable de succès dans l'accomplissement de pareils travaux. La lenteur hiérarchique, les formes solennelles, la raideur de l'un, contrastent trop avec la vivacité, la hardiesse, la mobilité de l'autre... Il y aura un contact trop immédiat, des relations trop fréquentes, trop intimes, pour que des conflits ne naissent pas inévitablement chaque jour de cette coexistence forcée. Tôt ou tard les traités passés entre de pareils constructeurs seront résiliés par la force même des choses.

» M. le ministre des travaux publics a reconnu, *le Moniteur* en fait foi, que le gouvernement serait amené, dans la plupart des cas, à traiter à forfait avec les compagnies fermières, pour qu'elles se chargeassent, moyennant un prix déterminé, non-seulement de l'achat des rails et du matériel, mais aussi de *la construction des travaux.* Alors les causes d'embarras disparaissent, les chances de conflits s'éloignent avec elles. *C'est le seul procédé à l'aide duquel on puisse, en effet, appliquer la pensée de la loi.* »

Ou nous nous trompons fort, ou le gouvernement est, sur ce point, de l'avis de M. Daru, de l'avis de tout le monde; mais le penchant dominateur et l'esprit de monopole qui caractérisent l'administration des ponts-et-chaussées ne permettent pas au ministère de suivre ses instincts naturels. L'administration des ponts-et-chaussées veut construire le chemin du Nord; c'est une idée fixe qu'elle a laissée apercevoir sous tous les ministères, et qu'elle poursuit avec une opiniâtreté qui fait obstacle à toute autre combinaison.

Si l'on devait céder à ces prétentions tyranniques, il aurait peut-être été préférable de charger les ponts-et-chaussées de l'exécution complète du chemin, depuis les terrassements jusques et y compris la pose de la voie, ainsi que ses dépendances en matériel. Il en eût coûté cher à l'état, car la dépense pouvait excéder les ressources disponibles, et la durée des travaux pouvait se ressentir de la lenteur proverbiale des procédés administratifs. Mais l'exécution aurait du moins été conduite avec ensemble et avec unité; on ne se serait pas exposé à ces conflits que prévoit M. Daru, qui ont peut-être déjà commencé, et qui peuvent amener l'impuissance par l'anarchie.

L'embarras du gouvernement se révèle, au surplus, dans les termes de l'exposé des motifs et jusque dans les clauses que le cahier des charges a consacrées. « La rédaction du bail, dit M. Teste, a présenté d'assez grandes difficultés. » En effet, il a fallu régler, dès à présent, les conditions auxquelles la compagnie prêterait ses rails à l'administration pour exécuter les déblais et les remblais, tout comme l'administration a dû se charger de poser le sable pour la compagnie, qui lui tiendra compte des frais. Ce n'est pas tout; comme la livraison du chemin aurait pu éprouver des retards, l'état a dû se soumettre, dans l'intérêt des capitaux qui contribuent à l'entreprise, à une pénalité, à une amende par chaque jour perdu. La compagnie encourt la même amende, si elle ne pose pas les rails et si elle ne commence pas l'exploitation dans les délais fixés. De quelque côté que l'on se tourne,

on ne voit que matière à procès, à contestation et par conséquent à fraude, car la compagnie sera faible, à oppression, car l'état sera souverain. Or, l'oppression dégrade celui qui l'ordonne autant que celui qui la subit.

Ce cahier des charges, s'il n'est pas modifié par la chambre, le sera, nous en avons la confiance, par l'administration elle-même, qui, après une courte et malheureuse expérience, se trouvera dans la nécessité de renvoyer à la compagnie l'exécution des travaux. Le forfait, en pareil cas, a pour l'état des avantages que M. le ministre des travaux publics reconnaît lui-même, lorsqu'il dit, dans l'exposé de la combinaison adoptée pour la ligne d'Avignon à Marseille : « En accordant à la compagnie une subvention égale tout au plus à la dépense qu'il serait obligé de supporter dans l'autre système, l'état s'affranchit de tous les risques attachés à des travaux d'une nature spéciale, de tous les mécomptes qu'engendrent souvent les estimations les plus consciencieuses, et il laisse *l'inconnu tout entier* à la charge de l'industrie privée. »

Si la combinaison du forfait que l'on adopte pour le chemin d'Avignon à Marseille a de tels avantages, les chambres et le public ont dû se demander pourquoi on ne l'avait pas appliquée aux chemins du Nord. C'était le cas cependant de s'affranchir de ces risques et de ces mécomptes, qui deviennent plus menaçants à proportion que l'entreprise est plus grande, et de laisser l'inconnu tout entier à l'industrie privée. Cela devenait d'autant plus facile que la compagnie avec laquelle M. le ministre des travaux publics a traité pour la ligne anglo-belge demandait à se charger de l'exécution des travaux d'art et de terrassement au prix moyen de 115,000 francs par kilomètre, ou, pour la ligne entière, de 50 millions de francs

La compagnie n'a pas dû se dissimuler apparemment que cette évaluation serait dépassée, et que les travaux estimés à raison de 115,000 fr. par kilomètre coûteraient peut-être en définitive 130 à 140,000 fr. Toutefois, en supposant qu'elle eût à dépenser, dans le système de l'exécution à forfait, un capital supplémentaire de dix millions, un pareil sacrifice pourrait passer pour un bon calcul. En effet, si le gouvernement construit, la compagnie attendra cinq ans avant que le chemin lui soit livré, et une année de plus ou six ans pour l'exploiter, et pendant tout ce temps, elle perdra l'industrie de ses administrateurs ainsi que l'intérêt de son argent. Si on lui donne au contraire la construction à forfait, elle sera maîtresse d'achever la ligne entière, les 430 kil., en trois années. Elle aura donc économisé l'intérêt de son capital pendant les trois autres années, soit à raison de 5 pour 100 sur 75 millions, 11 millions 250,000 francs.

Mais le bénéfice qui en résulterait pour le pays serait bien autrement sensible. Nous y gagnerions non-seulement tout ce que l'état aurait dépensé au-dessus des 115,000 francs par kilomètre, mais encore, mais surtout de jouir trois années plus tôt de la grande voie qui doit rapprocher Londres et Bruxelles de Paris. Cet avantage est de premier ordre, dans un moment où la France reste encore, par rapport aux chemins de fer, en arrière de tous les peuples civilisés. Ajoutons que l'on entrerait ainsi en possession de la plus-value que l'exploitation du chemin de fer doit infailliblement donner au revenu public, et qui ne peut manquer d'excéder l'intérêt du capital dépensé par l'état.

Quand nous disons que cette plus-value excédera l'intérêt des sommes dépensées, nous nous arrêtons à l'évaluation la plus modérée. Ce qui est probable, en effet, c'est que le revenu supplémentaire qui résultera pour l'état de l'exécution des chemins de fer remboursera, en quatre ou cinq ans, le capital de construction, qui se trou-

vera n'avoir constitué ainsi qu'une avance pour le trésor. « Le canal du Languedoc, dit Dupont de Nemours, voiture un commerce de 50 millions de fr. par année; il en est résulté par année 5 millions de bénéfices pour les marchands; les propriétaires de terres qui, sans lui, n'auraient pas de débouchés, ou n'en auraient qu'un mauvais, reçoivent par le service du canal une augmentation de 20 millions de revenu. L'état a touché de ces 20 millions, par les tailles et vingtièmes ou impôts équivalents, au moins 5 millions de francs tous les ans et 500 millions en un siècle. » Prenons un exemple plus voisin de notre temps. D'où pense-t-on que vienne cet accroissement colossal de l'impôt indirect qui donne aujourd'hui 200 millions de plus qu'il y a dix ans, si ce n'est de la plus-value que les routes nouvelles ont donnée à l'industrie et à la propriété?

La compagnie avait proposé une autre modification qui se recommande d'elle-même à toute la sollicitude des chambres. Le traité qu'elle a signé lui accorde quarante années de jouissance; mais, à l'expiration de ce bail, l'état doit lui rembourser, à dire d'experts, le prix de la voie de fer et la valeur du matériel. C'est là une obligation onéreuse et qui met l'état à la discrétion de la compagnie. En effet, si l'état refuse de renouveler le bail, il peut avoir 50 ou 60 millions à débourser; s'il consent au contraire à une novation du contrat, il n'en débattra pas librement les clauses, la compagnie tenant suspendue sur sa tête l'éventualité menaçante du remboursement. Quant à trouver une autre société qui prenne la place de celle qui aura créé le chemin, en payant à celle-ci la valeur des rails, des locomotives et des voitures, si le cas se présentait, l'état subirait probablement des conditions tout aussi dures que par le passé, car aucune compagnie n'exposera un capital de 50 à 60 millions sans avoir obtenu les plus fortes garanties.

Si la compagnie qui s'est formée pour exploiter les chemins du Nord consent, moyennant une prolongation de bail de dix années, à livrer gratuitement à l'état la voie de fer et le matériel d'exploitation, cela veut dire qu'elle estime, pendant ces dix années, qui seront nécessairement les plus productives, le revenu net du chemin à 5 ou 6 millions de francs. Néanmoins, comme le gouvernement, en lui substituant une compagnie nouvelle durant le même intervalle, ne pourrait évidemment se réserver qu'une part de ce bénéfice annuel, nous le croyons fortement intéressé à accepter une proposition qui ne retarde son entrée en possession que pour le dispenser d'un remboursement onéreux au pays.

Au moyen des modifications que nous indiquons ici, les deux projets de loi sur lesquels la chambre va délibérer nous paraîtraient se présenter dans des conditions beaucoup plus acceptables. Si la compagnie qui doit exécuter le chemin d'Avignon à Marseille consentait, pour prix d'une jouissance de cinquante années, à réduire de 10 millions la subvention qu'elle doit recevoir, et si la compagnie qui est appelée à exploiter les chemins du Nord se chargeait, au prix de 115,000 fr. par kilomètre, de construire la double ligne, en prenant l'engagement de livrer sans indemnité à l'état la voie de fer avec son matériel au bout de quarante-huit ans, nous croirions que l'on aurait obtenu par là un grand résultat. C'est à la commission que la chambre a investie de sa confiance de négocier ce changement dans les termes de la loi.

Mais quand les projets de chemins de fer ne devraient pas être modifiés, et ils ne peuvent l'être que de gré à gré, comme toute mesure prise en exécution d'un contrat, il nous paraît que la chambre commettrait une inconséquence en les repoussant. Les défauts que l'on y découvre appartiennent à la loi générale du 11 juin

1842, déjà sanctionnée par les trois pouvoirs, et il ne se peut pas que ceux qui ont consacré la règle reculent devant l'application. Toute autre solution eût été sans contredit préférable à celle que le gouvernement propose; mais dans l'alternative à laquelle la France est aujourd'hui acculée, après cinq années de vains débats, de renoncer aux chemins de fer de quelque étendue, ou de mettre enfin la main à l'œuvre sur un plan relativement assez mal conçu, il n'est plus possible d'hésiter. Ce serait prendre une trop grande responsabilité que de conseiller au pays de s'abstenir.

En présence de l'immense intérêt qui commande à la France de rapprocher sans délai son centre de ses extrémités, et de rendre Paris présent pour ainsi dire sur notre frontière du nord, nous tenons pour très-secondaire la question de savoir si la compagnie qui entreprend la ligne de Belgique fera des bénéfices, ou si elle ne retirera de cette entreprise que l'intérêt naturel du capital qu'elle y aura consacré (1). Il ne faut pas trop marchander avec des hommes qui apportent 75 millions pour un travail utile dans lequel les chances de perte sont, après tout, à côté des chances de profit. Souhaitons plutôt que les banquiers qui se dévouaient exclusivement jusque-là à l'industrie profitable des emprunts deviennent ainsi les agents principaux et comme les tuteurs des entreprises nouvelles de transport. Ce sera une révolution et une révolution morale dans les tendances du crédit.

Cependant il peut être utile de prémunir ceux qui n'examinent pas le fond des choses contre les calculs exagérés auxquels le chemin du Nord a donné lieu et qui ont déjà cours dans le public. Cette considération nous détermine à exposer sommairement les résultats que l'expérience a constatés jusqu'à présent dans l'exploitation des chemins de fer. De la sorte, les capitalistes qui s'engageront dans une opération aussi étendue le feront sous l'impulsion d'un sentiment réfléchi, et non pas sur la seule garantie des noms qui commandent la confiance en matière de crédit. On attendra les produits avant de donner aux actions une valeur supérieure à leur taux nominal. Une action de 500 fr. ne sera pas cotée 1,000 ou 2,000 fr. dès son apparition sur le marché, comme il est arrivé pour les bitumes et les asphaltes de toute couleur.

Un mémoire publié au mois d'octobre 1842 par le célèbre ingénieur qui a construit les chemins de fer de Manchester à Liverpool et de Londres à Birmingham, M. Robert Stephenson, est le document qui a le plus contribué à enflammer les imaginations. Il importe donc d'en contrôler les données en rapprochant les hypothèses des faits.

Pour évaluer le produit du transport des voyageurs sur les chemins du Nord, M. Stephenson a relevé le nombre des voitures de toute espèce qui parcourent aujourd'hui, soit des fractions quelconques de la ligne, soit la distance entière. Il a multiplié le nombre approximatif des voyageurs par le parcours que chacun d'eux accomplit, et il a trouvé un produit total de 112,247,985 kilomètres parcourus qui, à raison de 6 c. 1/2 en moyenne par voyageur et par kilomètre, donneraient 7,296,110 francs par an; en y joignant les voyageurs qui prennent

(1) Il paraît que tous les capitalistes ne considèrent pas comme suffisants les avantages accordés par l'état à la compagnie qui s'est formée pour entreprendre la ligne du Nord, car la compagnie d'Orléans a demandé, pour se charger de la ligne de Paris à Châlons-sur-Saône, outre ces avantages, la garantie d'un minimum d'intérêt de 4 pour 100 sur le capital qu'elle emploierait.

la voie de la poste ou de la malle-poste, le résultat s'élèverait à 8,490,219 francs.

Pour évaluer le produit du transport des marchandises, M. Stephenson a suivi la même méthode. Il a multiplié le poids des marchandises qui circulent sur les voies d'eau ou sur les routes de terre par le nombre des kilomètres parcourus, et il a trouvé, pour 550,000 tonneaux environ, un parcours de 84,524,347 kilomètres, qui produirait 12,636,740 fr. Total des recettes pour les voyageurs et pour les marchandises, 21,636,740 fr.

A la première inspection de ces chiffres, on découvre le vice des procédés d'évaluation auxquels M. Stephenson a eu recours. En effet, il a supposé, d'une part, que le nombre des voyageurs qui parcourent la ligne anglo-belge resterait stationnaire, ce qui est contredit par l'expérience de tous les chemins de fer, et, de l'autre, que le chemin de fer transporterait toutes les marchandises qui prennent aujourd'hui la voie de terre et le quart de celles qui prennent la voie d'eau, conclusion que les faits connus jusqu'à présent sont loin d'autoriser.

On peut admettre, même en tenant pour exagérée l'évaluation du nombre actuel des voyageurs telle que la donne le rapport de M. Stephenson, que ce nombre s'accroîtra en moyenne de moitié par l'effet d'une voie de communication plus rapide et d'un transport moins cher. Il est donc possible que le produit qui viendrait de cette source s'élève annuellement, pour la ligne anglo-belge, à 10 millions environ. Toutes les fractions des chemins du Nord ne seront pas également productives. Il y a telle distance, comme les dix-huit lieues de Creil à Amiens, dans laquelle on ne rencontre qu'un seul bourg de deux mille habitants Entre Amiens et Arras, la route n'est jalonnée que par des villages. Il faudrait donc que la circulation des voyageurs à toute distance fût bien active pour compléter ce vide dans la circulation à distances partielles. On sait que, sur tous les chemins de fer qui donnent des produits, le mouvement que donne le parcours partiel est de beaucoup le plus important. Dans une brochure curieuse, M. Minard l'évalue à 60 pour 100 sur les chemins belges, à 45 pour 100 sur deux chemins anglais, à 60 pour 100 sur le chemin de Lyon à Saint-Étienne, et à 40 pour 100 sur celui de Corbeil; il est de 75 pour 100 sur le chemin de Strasbourg à Bâle, de 45 pour 100 sur celui de Versailles, et de 40 pour 100 sur celui de Saint-Germain. Quant aux marchandises, il nous paraît probable que la voie de fer n'exercera qu'une faible attraction sur celles qui suivent la route comparativement moins dispendieuse des rivières et des canaux; il convient de retrancher aussi de la circulation qui est assurée au chemin de fer toutes les marchandises transportées à de courtes distances, et pour lesquelles les frais de transbordement ne seraient pas compensés par l'économie dans les frais de transport que la voie de fer leur offrirait. En réunissant ces deux éléments d'appréciation, on arrive à réduire peut-être des deux tiers l'évaluation de M. Stephenson.

Au reste, le calcul de l'ingénieur anglais, s'il avait quelque degré de certitude, renverserait de fond en comble les données que l'expérience a recueillies. Sur les chemins anglais, ainsi que M. Daru le fait remarquer, le produit du transport des marchandises est à celui du transport des voyageurs comme 1 est à 3. Sur le chemin de Liverpool, qui fait exception à cet égard, la recette qui provient des marchandises représente 40 pour 100 du produit total (1). Encore ne faut-il pas oublier,

(1) Les recettes des principaux chemins de fer anglais, en 1842, présentent dans leur décomposition les résultats suivants :

quand on veut s'expliquer le mouvement considérable des marchandises sur les chemins de fer de l'Angleterre, que les tarifs des canaux anglais étant généralement très-élevés, la concurrence devient possible, dans cette contrée, entre la voie de fer et la voie d'eau. En France, au contraire, le transport par les canaux jouit, à quelques exceptions près, de tarifs très-modérés, et voilà le pays dans lequel M. Stephenson suppose que la recette des marchandises pourra représenter 58 pour 100 du produit total! La Belgique est dans des conditions plus semblables aux nôtres, et cependant la recette des marchandises ne s'est pas élevée, sur le chemin de fer belge en 1841, à plus de 32 pour 100 (1). Le seul chemin de fer qui transporte en France des marchandises autres que la houille, la ligne de Strasbourg à Bâle, ne paraît pas devoir compter, en 1843, le produit des marchandises pour plus du cinquième de son revenu brut.

Si l'on veut évaluer d'une manière plus exacte les produits que peut rendre le chemin du Nord, on ne saurait prendre une meilleure base que le produit des chemins belges. L'exploitation du réseau belge a embrassé, en 1841, une étendue de 340 kilomètres en voie de fer, et a donné une recette brute de 6,226,333 fr. 66 cent. La ligne anglo-belge a 430 kilomètres d'étendue. En élevant la recette dans la proportion de la distance à exploiter, on trouve que le produit des chemins du Nord, s'il égalait proportionnellement celui des chemins belges, devrait être de 7,874,479 francs; mais, comme la moyenne du tarif perçu n'est que de 4 c. 1/2 par voyageur et par kilomètre en Belgique, tandis qu'elle sera de 6 c. 1/2 sur les chemins du Nord, et comme la distance est à peu près semblable entre les voyageurs et les marchandises dans les deux tarifs, il convient d'augmenter la recette brute de 4 neuvièmes, et de la porter ainsi à 11,374,247 fr. Voilà, si l'on ne donne pas trop aux hypothèses, le résultat le plus vraisemblable qu'il soit permis d'espérer.

Examinons maintenant si M. Stephenson a mis plus d'exactitude dans le calcul des dépenses que dans celui des recettes. En évaluant les frais d'exploitation sur les chemins du Nord, l'ingénieur anglais a pris pour base 50 pour 100 de la recette. Ce mode d'évaluation est à coup sûr le plus vicieux qu'on pût choisir, car il suppose également constants deux termes, dont l'un, la recette, est éventuel, et dont l'autre, la dépense, est certain. M. Stephenson énumère dans son rapport les recettes de plusieurs chemins anglais, où la moyenne des dépenses n'excède pas en

CHEMINS.	TRANSPORT DES VOYAGEURS.	VOITURES ET CHEVAUX.	MARCHANDISES.
Grand Junction.	8,070,075 fr.	»	2,167,375 fr.
Great-Western	13,149,150	»	3,578,875
Liverpool et Manchester.	3,444,495	»	2,501,025
London et Birmingham.	13,683,950	1,246,975 fr.	5,300,200
London et Brighton. . .	3,536,125	118,725	495,725
Manchester et Leeds. . .	2,935,450	10,650	2,489,425
North-Midland.	2,994,475	230,375	2,084,750
TOTAL. .	47,813,725 fr.	1,616,725 fr.	18,617,375 fr.

M. Daru porte le revenu brut de tous les chemins anglais, pour l'année 1841, à 100 millions de francs. Pour les sept lignes que nous avons citées, il a été, comme on voit, en 1842, de 68,047,825 francs.

(1) Ou 1,984,886 fr. 63 c. sur une recette de 6,226,333 fr. 66 c.

effet 50 pour 100 des revenus; mais il ne faut pas oublier que les tarifs anglais sont infiniment plus élevés que les nôtres, et doivent donner par conséquent plus de marge aux bénéfices (1). La Belgique, qui est placée, dans l'échelle des tarifs, à l'extrémité opposée, en dépit d'une circulation très-active, a vu les frais d'exploitation de son chemin de fer s'élever, en 1841, à 68 pour 100 du produit brut. En 1838, la proportion avait même été de 88 pour 100. En France, sur la seule grande ligne qui se trouve en exploitation, celle de Strasbourg à Bâle, privée, il est vrai, pour quelque temps encore de ses deux entrées, la dépense a égalé 70 pour 100 des produits.

Les dépenses d'un chemin de fer ne peuvent s'évaluer que de deux manières, d'après le nombre des kilomètres parcourus par les machines, et d'après le nombre des voyageurs ainsi que d'après le poids des marchandises à transporter, multipliés par la distance parcourue.

Les chemins du Nord ont, nous l'avons dit, une longueur de 430 kilom. En supposant la distance entière parcourue en moyenne (2) chaque jour par 4 convois de voyageurs et par 2 convois spéciaux de marchandises, ce mouvement représente 12 convois, aller et retour compris, soit un parcours quotidien de 12 $\times$ 430 $=$5.160 kilomètres, ou 1,883.700 kil. par an. Ce parcours est loin d'être exagéré, car la circulation du chemin de Birmingham, un des plus fréquentés de l'Angleterre, représente, sur une étendue de 178 kil., un parcours annuel de 1,361,152, soit pour 430 kil. 3,288,176 kil., ou 8 convois par jour au-dessus de notre estimation.

La dépense du kilomètre parcouru a été, en 1841, sur les chemins de fer belges, de 2 fr. 84 c., de 3 fr. 4 c. sur le chemin de Saint-Germain, et de 3 fr. 25 c. sur celui de Versailles. En 1842, elle a été de 3 fr. 22 c. sur le chemin de Saint-Germain, de 3 fr. 80 c. sur le chemin de Versailles, et de 2 fr. 72 c. sur le chemin de Strasbourg. On remarquera que la dépense du kilomètre est, sur ces chemins comme sur toutes les petites lignes en général, inférieure à la dépense des chemins anglais, parce que les convois étant plus nombreux, les frais fixes peuvent ainsi se répartir sur une étendue de kilomètres plus considérable.

La dépense du kilomètre parcouru ressort, pour l'Angleterre, en prenant la

(1) Nous empruntons à M. Daru la classification suivante des tarifs en usage sur les chemins de fer des diverses contrées de l'Europe, en les rapprochant du tarif demandé pour le chemin du Nord.

	PREMIÈRE CLASSE.	DEUXIÈME CLASSE.	TROISIÈME CLASSE.
Angleterre. . . .	20 c. 5 par kilom.	10 c. 5 par kilom.	» par kilom.
Allemagne. . . .	10 6	6 7	5 c.
Belgique.	7 6	5	3 4
France	10	7 5	5 4
Tarif proposé. . .	9	6	»

(2) Nous avons pris pour base du calcul des frais quatre convois de voyageurs pour l'aller et autant pour le retour ; mais comme il y aura des fractions de chemin, telles que la section de Paris à Pontoise, celle de Douai à Lille et à Roubaix, et celle de Douai à Valenciennes, qui nécessiteront cinq ou six convois montant par jour et autant de convois descendant, nous inclinons à penser que la moyenne, marchandises et voyageurs compris, sera au total de quatorze convois. La somme des frais d'exploitation s'élèverait ainsi d'un sixième ou de 1,255,800 fr. et serait par conséquent non pas de 7,534,800 fr. ainsi que nous le supposons plus haut, mais de 8,790,600 fr.

moyenne des principaux chemins, à 5 fr. 84 c. dans le premier semestre de 1840, et à 6 fr. 3 c. dans le second; à 5 fr. 36 c. dans le premier semestre de 1841, et à 4 fr. 84 c. dans le second; enfin, à 4 fr. 45 c. dans le premier semestre de 1842, et à 4 fr. 42 c dans le second (1).

Si l'on calcule à 4 fr. par kilomètre parcouru, c'est-à-dire un peu au-dessous de la moyenne des chemins anglais, la dépense des chemins du Nord, on reconnaît que les frais d'exploitation peuvent s'élever, au *minimum*, à 7,534,800 fr. par année, soit à 65 pour 100 du produit que nous avons supposé. Il ne resterait, à ce compte, que 3.839,447 fr. par année pour représenter l'intérêt du capital fourni par la compagnie, soit, pour 75 millions, un intérêt de 5 1/10me pour 100.

Veut-on suivre, pour apprécier la dépense, la même marche que M. Stephenson a suivie pour apprécier la recette, en recherchant ce que coûte un voyageur transporté à un kilomètre? D'après M. Bineau, les frais sont de 7 c. 74/100 pour le *Great-Western*, de 6 c. 3/000 pour le *Grand Junction*, et de 6 c. 91 1/2 pour le chemin de Londres à Birmingham. Cette dépense excède la moyenne du tarif que l'on accorde en France pour le transport des voyageurs. Si les compagnies voulaient déployer chez nous le luxe qui se fait remarquer sur quelques lignes anglaises, la recette ne couvrirait donc pas les frais d'exploitation, et les tarifs seraient insuffisants.

Voici quelle a été, selon les rapports publiés par ces deux compagnies, la dépense d'un voyageur transporté à un kilomètre sur les chemins de Versailles et de Saint-Germain, non compris les droits du trésor :

	1841	1842
Versailles. . .	4 c. 69	4 c. 34
Saint-Germain. .	3 10	3 48

On voit que la dépense varie, sur ces lignes, de 3 c. 10 à 4 c. 69; la moyenne est de 4 c. environ. M. Daru l'évalue, pour les chemins de France, à 4 c. 90. Or, en multipliant les 112,247,985 kil. sur lesquels M. Stephenson a basé sa recette en voyageurs, par 4 c. par kil., on trouve une dépense de 4,489,919 fr., non compris les droits du trésor et les intérêts du capital. Ce calcul, en augmentant la dépense proportionnellement au nombre additionnel de voyageurs que nous avons admis, représente, à peu de chose près, la même évaluation que nous avons déjà donnée. Ainsi disparaissent les illusions que le projet des chemins du Nord avait fait naître. La ligne anglo-belge devient une affaire ordinaire, dans laquelle les chances de bénéfice sont raisonnables, mais qui a besoin, pour produire ces résultats, d'être administrée avec intelligence et avec activité.

(1) Voici la dépense des principaux chemins de fer de l'Angleterre en 1842 :

CHEMINS.	KILOMÈTRES PARCOURUS.	DÉPENSE TOTALE.	MOYENNE PAR KILOMÈTRE.
Grand Junction.	925,184 kil.	4,558,425 fr.	4 fr. 92 1/2 c.
Great-Western.	1,790,784	6,929,875	3 87 1/2
Liverpool et Manchester.	371,404	2,817,500	7 58 1/2
London et Birmingham.	1,361,152	6,809,075	5 »
London et Brighton. . .	413,080	2,438,250	5 83
Manchester et Leeds. .	821,184	2,234,550	1 72
North-Midland.	629,491	2,254,025	3 57 1/2

Reste une dernière difficulté, celle des tracés. La loi du 11 juin, en déterminant la direction que doit suivre la ligne de Paris à la frontière belge, a laissé indécise la question de savoir de quel point de cette ligne artérielle se détacherait l'embranchement d'Angleterre, et à quel port de la Manche ou de la mer du Nord il devrait aboutir. Le projet de loi qui est devant la chambre satisfait très-incomplétement à cette nécessité. Il ne dit pas d'où partira l'embranchement, si ce sera de Douai, combinaison qui allongerait le parcours, ou plutôt d'Arras, combinaison qui abrégerait les distances à parcourir, mais qui augmenterait les dépenses d'exécution. De l'une ou de l'autre de ces villes, le tracé se dirigerait à travers les plaines de la Flandre sur le bourg de Watten, d'où il se bifurquerait vers Dunkerque et vers Calais.

L'économie du projet de loi, sous ce rapport, a soulevé de vives réclamations. En faisant passer par Amiens la grande artère des voies de fer destinées à mettre Paris en communication avec Londres et avec Bruxelles, on avait déjà immolé l'intérêt des villes situées dans la direction de Compiègne, Saint-Quentin et Cambrai, qui sont, depuis un temps immémorial, en possession du transit entre la France et la Belgique Si l'on prolonge maintenant la ligne anglo-belge dans la direction d'Arras, de Béthune, de Saint-Omer et de Calais, l'intérêt d'Abbeville et surtout celui de Boulogne vont se trouver sacrifiés.

Le sacrifice est douloureux ; nous aurions voulu cependant que le gouvernement le fît avec plus de courage et qu'il n'en rejetât pas la responsabilité sur la compagnie. L'état crée les chemins de fer dans un intérêt général, et il ne peut pas en donner à toutes les localités ; mais, lorsqu'il exclut un centre important de population ou d'industrie, il se doit à lui-même de décliner ses motifs de préférence et de les défendre publiquement. Voici les phrases embarrassées et tortueuses que renferme l'exposé du projet de loi.

« Si l'on s'occupe exclusivement des relations de la France avec l'Angleterre, de Paris avec Londres, évidemment la ligne d'Amiens à Boulogne doit être préférée ; c'est celle qui offre le tracé le plus court et le plus *économique...*

» Si, au contraire, l'on tient surtout à établir, à travers notre territoire, une double communication de la France avec l'Angleterre, et de l'Angleterre avec la Belgique, alors il n'est pas douteux que Calais ne doive obtenir la préférence : c'est, en effet, lui qui satisfait le mieux à ce double intérêt. Ostende et Anvers, au moyen de la voie de fer qui les reliera bientôt à la ligne du Rhin, tendent chaque jour à déshériter les ports français du transit de la mer du Nord sur l'Allemagne ; une voie de fer dirigée de Calais sur Lille et sur Paris et communiquant avec Dunkerque peut seule arrêter ce mouvement funeste à la prospérité de la France. Il faut donc exécuter cette voie. .

» S'il avait été possible de présenter à la fois une triple communication avec le littoral, le gouvernement aurait pris sur lui de joindre à la direction qui est l'objet du traité soumis à vos délibérations une ligne se détachant de la ligne principale à Amiens et aboutissant à Boulogne par la vallée de la Somme.... Cette possibilité n'existera que lorsqu'il se présentera une compagnie financière qui offrirait d'exploiter la section de Boulogne à Amiens ..

» Or, la compagnie avec laquelle nous avons traité a écarté cette combinaison, dont la conséquence, pour elle, aurait été l'accroissement notable de son capital... »

Nous avons lu, avec l'attention la plus recueillie, toutes les brochures qui ont

été publiées dans ce débat entre Boulogne et Calais, et nous restons convaincu que le gouvernement aurait pu avouer plus nettement les raisons qui l'ont déterminé. En effet, le tracé par Boulogne ne pouvait servir qu'aux communications de l'Angleterre avec Paris; le système du tracé de Calais fait communiquer en outre nos villes de la Flandre entre elles et rend à la France le transit des voyageurs entre l'Angleterre et le Rhin. Il faut ajouter que l'embranchement d'Arras à Calais est généralement d'une exécution facile et peut devenir d'une exploitation féconde, à cause des intermédiaires qu'il dessert, tandis que l'embranchement d'Amiens à Boulogne, se développant à travers la vallée bourbeuse de la Somme et les dunes qui règnent depuis Abbeville jusqu'au delà d'Étaples, doit encore percer les montagnes du Boulonnais. Cela fait, et après avoir établi un chemin coûteux, on ne rencontrerait que des populations clair-semées dont le transport couvrirait difficilement les frais d'exploitation.

Ce qui fait le désavantage de Boulogne, c'est qu'il est presque impossible de rattacher cette ville, par un court embranchement, à la ligne d'Arras à Calais. La nature du terrain, qui est fortement accidenté, résiste aux communications, en sorte qu'autant sa brillante population se trouve favorisée du côté de la mer, autant elle a peu d'accès vers l'intérieur. A l'égard de Boulogne comme à l'égard de Saint-Quentin et de Cambrai, le devoir du gouvernement consiste désormais à seconder toutes les tentatives de ces localités pour se rattacher aux chemins du Nord. Qu'il leur accorde des subventions dans ce but, et personne ne s'en plaindra; mais si l'intérêt local, secondé par les vices de notre système électif, allait susciter des obstacles à un projet dont l'exécution est ajournée depuis longtemps, nous croyons que ce serait un malheur public.

Voilà, au surplus, une puissante raison de regretter que l'on ne s'écarte pas davantage des bases établies par la loi du 11 juin. Si l'état intervenait moins directement dans la construction des chemins de fer, et si l'industrie particulière y prenait une plus grande part, les questions de tracé n'auraient pas acquis la gravité qu'elles ont aujourd'hui. Les compagnies choisiraient la direction la plus profitable pour elles-mêmes, et par conséquent la plus naturelle; elles traceraient les chemins de fer, non pas à travers les déserts et les montagnes, mais en suivant la pente des transports, en abordant les centres de population et d'industrie, et comme elles auraient après tout les risques de l'entreprise, on n'aurait pas le droit de peser sur leur détermination ou de la changer. Par là seraient évités, sinon les rivalités de ville à ville, tout au moins les conflits qui en naissent et qui troublent le pays.

Lorsque le gouvernement au contraire se pose, comme aujourd'hui, en entrepreneur de chemins de fer, et qu'il consacre à ces travaux les fonds de l'impôt prélevés sur les contributions de tous les départements, chacun prétend en avoir sa part. On le tiraille de tous côtés, et de ces tiraillements divers il résulte un équilibre forcé qui est l'inaction.

La créaction de grandes compagnies se consacrant à l'exécution des travaux publics aurait donc pour effet de mettre un terme aux misérables différends dont notre loi électorale est la source. Elle tendrait aussi à relever et à organiser en France l'esprit public. Ce qui fait, dans l'ordre politique comme dans l'ordre industriel, que nous restons livrés aux impressions du moment, qu'aucun parti durable ne se forme, qu'aucun principe ne descend pour y résider au fond des esprits, c'est que la surface entière du pays ne présente aucune agrégation d'hommes ni d'intérêts, et qu'en

face de l'armée administrative et du clergé, deux hiérarchies dont les branches se ramifient partout, il n'existe que des individus isolés et sans lien entre eux. Dans un pareil état de choses, nous voyons bien les germes d'une dictature, mais nous n'apercevons pas les éléments de la liberté.

Les associations financières ou industrielles créeraient chacune sa clientèle, et tout le monde en France ne relèverait plus exclusivement du pouvoir. Il y aurait dans le pays des emplois qui ne seraient pas donnés par l'état: les fonctions particulières deviendraient une carrière à côté des fonctions publiques, et l'émulation pourrait ainsi s'établir. Nous appelons de tous nos vœux le moment où la France comptera, dans l'ordre industriel, un certain nombre d'agglomérations puissantes. Organisées démocratiquement, c'est-à-dire par le mode électif, elles feront contrepoids à l'unité trop absorbante du gouvernement. Tout ce qui pourra favoriser l'avénement d'un pareil état de choses nous paraîtra un bien.

LÉON FAUCHER.

REVUE

DE

LA LITTÉRATURE ANGLAISE.

Les trois générations — Mort de Southey.
—Walter Savage Landor.—Philosophes et Économistes.—
Homère et la Bible. — M. Borrow, *la Bible en Espagne.*
— Robert Wilson. — Miss Burney. —
Le Mouvement intellectuel et littéraire.
— Tendances d'Oxford.

Les grands mouvements littéraires n'ont lieu qu'à des intervalles éloignés. Vouloir indiquer de mois en mois une modification sensible dans les produits intellectuels de chaque peuple serait une prétention ridicule. Aux révolutions importantes succèdent des époques moyennes, marquées seulement par des oscillations peu appréciables; telle est aujourd'hui la situation de l'Angleterre. Le mouvement qui sollicite les esprits, ou plutôt qui se prépare dans leur intimité, n'a pas encore passé dans les livres; à peine, avec une extrême attention et quelque sagacité, peut-on deviner les tendances nouvelles qui s'annoncent timidement et qui éclateront plus tard.

Pendant que ce travail secret s'opère avec la sûreté et la lenteur accoutumée, les vieilles gloires descendent dans le tombeau. La génération littéraire contempo-

raine de Byron et de Scott n'a plus que de rares représentants et de nobles débris; la seconde génération, celle de Bulwer, de Sheridan Knowles et de Payne Collier, commence à s'endormir dans le repos d'une célébrité acquise, et la troisième, la plus active et la plus jeune, ne se distingue point par des caractères assez précis et des théories assez spéciales pour qu'on l'isole de ses aînées.

Le polygraphe Southey vient de mourir. Depuis longtemps, son intelligence s'était affaiblie; les cordes de l'instrument s'étaient détendues, non-seulement au souffle des années et sous l'hiver de l'âge, mais fatiguées d'avoir donné trop d'accords, et comme usées sous la main de l'historien, du poëte, du philosophe et du philologue. Nous ne le connaissons guère en France que par le mal que l'on a dit de lui; personne n'a été moins épargné que cet écrivain supérieur; le scandale, la médisance et la calomnie ont escorté sa vie entière. On le rencontrait dans toutes les carrières, toujours ardent et excessif A peine, dans ces derniers temps, l'Angleterre a-t-elle rendu justice complète aux travaux de son impétueuse jeunesse, de sa virilité laborieuse, de son âge vieillissant qu'il consumait dans une solitude toujours féconde. C'est une des grandes misères des talents originaux d'étonner la médiocrité jalouse et de lui déplaire par la nouveauté même de leurs procédés, et Dieu sait ce qu'elle tient en réserve d'inventions malveillantes pour éclairer l'obscurité de cette énigme qu'elle ne comprend jamais.

Aujourd'hui l'on reconnaît enfin, dans ce même Southey, si vivement poursuivi par lord Byron, l'un des meilleurs prosateurs et des poëtes les plus remarquables de la génération qui s'éteint. Peut-être ne lui manquait-il que les qualités médiocres, la sobriété et la modération. La pureté et la solidité idiomatique de sa prose, l'audace et l'élévation de sa poésie, l'étrangeté de ses essors, les variations de ses doctrines, le radicalisme voltairien de sa jeunesse et le torysme enthousiaste de son vieil âge, la vagabonde ubiquité de son érudition, ses essais rhythmiques, le nombre et la bizarrerie de ses épopées, la finesse de ses recherches grammaticales et la sûreté de son savoir dans presque toutes les langues et les littératures de l'Europe, ne permettent de le comparer à personne, même parmi ses plus célèbres concitoyens. C'était une tête essentiellement *épique*. Il ne valait rien pour les petites choses. Ses fautes même ont de la grandeur et une certaine vaste régularité d'erreur. Ses narrations en prose, ses chroniques, ses livres de controverse et ses histoires, trop anglais pour être européens, trop imbus du levain patriotique pour que le patriotisme étranger n'ait pas quelque droit d'en rire, procèdent avec largeur et sincérité. Quelques analogies le rapprochent de Goethe; l'un et l'autre ont accompli tout ce qu'ils ont commencé; leur mission intellectuelle, prise au sérieux et comme un noble devoir, a laissé des monuments. Goethe, conseiller d'état et homme de cour, a concilié les soins de l'étiquette avec la constance du labeur, et la pauvreté primitive de Southey ne l'a pas empêché de produire des œuvres belles et complètes.

Aux épines de cette pauvreté originelle et à l'ardeur d'une fantaisie sans cesse émue par de nouveaux objets et de nouveaux désirs se joignaient les obstacles que la violence intellectuelle de Southey faisait naître sur sa route. Il soulevait autour de lui la poussière et l'orage. D'un caractère excellent, il a été fort maltraité par tous les partis; l'exagération sincère de ses opinions effrayait ou révoltait ceux que l'agrément et la sûreté de son commerce auraient séduits dans la vie privée. Byron l'a traité d'apostat, Thomas Moore l'a raillé, Walter Scott a eu peur de lui, Lamb, le doux Lamb, l'a querellé; Coleridge et Wordsworth seuls lui

sont restés fidèles. La discipline d'une étude savante lui a rapporté les notables bénéfices de l'ordre, de la concentration et de la fixité. Il a beaucoup gagné à la maturité de l'âge; la sévérité des travaux l'a épuré et agrandi, comme l'ascétisme chrétien agit sur la fougue indomptée de certaines natures. Southey s'est calmé en se soumettant au régime des chroniques en prose, qu'il composait avec habileté, et même des compilations scientifiques, qui, sous sa main, prenaient un caractère de supériorité originale. Sa jeunesse avait aspiré à toutes les libertés de la pensée et de l'utopie sociale avec une passion presque effrénée; ses élégies avaient été démoniaques et ses drames insurrectionnels; il avait fait des poëmes épiques en vers libres et des histoires en vers alexandrins. Cette débauche l'avait assoupli sans le briser; il avait gardé sa force mûrie.

Poëte et érudit, doué d'imagination et de savoir, il a essayé tous les genres, le drame et le roman exceptés. Son *Wat Tyler*, dont on a fait tant de bruit en 1820, n'est qu'un pamphlet politique, divisé en scènes. Le talent de Southey se déployait avec avantage dans les formes vastes et souples de la narration historique ou épique. Trop passionné pour pénétrer les caractères humains dans la profondeur de leurs variétés, trop impatient pour se les assimiler ou les reproduire, il aurait abordé sans succès le théâtre ou le domaine du romancier. Dans ses morceaux lyriques, dont quelques-uns sont comparables aux belles odes de Schiller par l'élévation de la pensée et la force du coloris, on sent encore le poëte épique qui se trouve gêné par les limites de l'ode, et qui transforme volontiers le sentiment en récit. Les meilleurs ouvrages qu'il laisse après lui sont une *Défense de l'église anglicane* et une bonne *Histoire de la marine anglaise*, composée sur le modèle des anciennes chroniques, et pour laquelle la connaissance et l'étude des historiens étrangers, florentins, vénitiens, espagnols et portugais, lui ont été d'une grande ressource. Le style de ce livre est facile, coloré, entremêlé de citations heureuses et de détails pittoresques. Un roman n'a pas plus d'intérêt; un beau poëme n'est pas plus fertile en émotions variées. Son *Histoire de la guerre de la Péninsule* manque d'exactitude et d'impartialité. Les poëmes épiques de Southey se distinguent par le luxe de l'imagination et la belle disposition des masses. *Madoc*, *Thalaba* et *Jeanne d'Arc* rappellent la manière de Paul Véronèse; c'est assez dire les grandes qualités qu'on y admire. Mais Southey, qui s'était annoncé comme réformateur du monde poétique et moral, était entré dans un faux système. Pour augmenter l'indépendance du rhythme anglais, déjà trop libre, il avait tenté de le briser et de l'assouplir encore; de là une poésie sans accent, une prose trop accentuée, prose *run mad*, comme disait Johnson, une *prose folle*, quelque chose comme l'*Hymne au Soleil*, par l'abbé Reyrac, ou comme cette triste parodie de la philosophie et du sublime qui a pour titre *les Incas* et pour coupable Marmontel. Cet esprit violent, toujours emporté par son ivresse naturelle, brisait les chaînes qui lui eussent été plus nécessaires qu'à tout autre.

Wordsworth, si justement célèbre, et qui a exercé une action si vive sur la littérature de l'Europe, reste debout au milieu des tombeaux de ses amis. On aperçoit encore auprès de lui quelques noms de la génération précédente, Leigh Hunt le journaliste, le poëte Robert Wilson d'Édimbourg, et Walter Savage Landor. On peut parler de ce dernier comme d'un mort, tant l'estime qu'on lui accorde est veuve d'éclat et de popularité. Au lieu de chercher la renommée, il paraît la fuir, et il y réussit. Pour s'éloigner plus sûrement des coteries, il vit loin des hommes et de l'Angleterre. Le style moderne lui déplaît, et la publicité l'effarouche. Retiré à Flo-

rence après avoir cédé la majeure partie de sa fortune à son fils, il écrit sans s'embarrasser du public, et choisit le style qui doit déplaire le plus à cette foule qu'il méprise. Dans sa jeunesse, Landor a eu maille à partir avec les journalistes anglais, auxquels il n'a jamais pardonné. Un livre qu'il publie est une voix qui sort de la tombe; la masse ne s'en occupe pas, trois ou quatre personnes le lisent, et l'œuvre va prendre doucement sa place entre Fuller et Burton, à côté des vieux classiques, dont Landor a tout à fait le ton et les allures. C'est ainsi que de son vivant une sorte de réputation posthume l'environne; on ne le discute pas, personne ne parle de lui, il n'ébranle aucun intérêt actuel. Nul homme n'est moins vivant, et l'on ne peut le juger comme un contemporain. Pour couronner tant de singularités, il est aristocrate par les goûts et radical par les opinions; enfin, c'est ce que les Anglais appellent un *non-descript*, quelque chose d'étrange que toutes les classifications repoussent.

Gebir, poëme que lord Byron admirait, les *Conversations imaginaires*, *Périclès et Aspasie*, *l'Interrogatoire de Shakspeare*, sont les principales compositions dues à cet esprit sévère et isolé. Comme poëte, son inspiration ne manque ni de grâce ni de vigueur, mais elle est courte et se soutient peu. Comme prosateur, il se place au premier rang. Rien de plus énergique, de plus vigoureux et de plus austère que son style. Il n'a pas répudié les doctrines de Jean-Jacques, et sa philosophie, mêlée de l'esprit religieux de Milton et des théories libérales de 1825, d'ailleurs arriérée et peu d'accord avec le mouvement des sociétés, a dû nuire considérablement à son crédit.

Il ne suffit plus de crier au peuple qu'il est opprimé, et de déclamer comme l'abbé Raynal. Les dithyrambes contre les tyrans portent en l'air : où sont les tyrans? La force, en Angleterre et en France surtout, appartient à la bourgeoisie et au peuple. C'est l'organisation de cette force nouvelle qui constitue le problème de la politique; c'est l'emploi de cette puissance qu'il s'agit de régler. A quoi mèneront aujourd'hui les utopies et les élégies? A irriter des passions quand il faudrait régulariser des forces, à enflammer des colères stériles chez ceux qu'il faut rappeler au sentiment de leur dignité. Il est dangereux de s'isoler dans un cénotaphe, de s'emprisonner dans sa propre méditation, et de rester toujours en face des abus détruits d'une société détruite. Walter Savage Landor s'est ainsi privé de sa naturelle puissance. Le plus grand malheur d'un homme qui écrit pour ses contemporains, c'est de n'être plus de son temps.

Quelques-unes des petites pièces de vers qu'il a semées dans ses œuvres en prose sont des chefs-d'œuvre, et doivent être placées à côté des perles poétiques qui enrichissent l'écrin de Milton et de Wordsworth, du Tasse et du Guarini. Comme ce poëte, très-peu lu en Angleterre, est encore moins connu en France, nous citerons de lui la pièce suivante, dont l'exquise délicatesse et la naïveté ingénieuse, mêlant habilement les teintes chrétiennes et la pureté des contours helléniques, rappellent à la fois l'Anthologie grecque et le *Lycidas* de Milton.

LA COQUILLE DU PÈLERIN (1).

Il était midi; sous une touffe de roses sauvages, un pèlerin détacha sa coquille et voulut s'abreuver de l'eau jaillissante d'une fontaine. C'était une tête de pierre, fruste et usée, la tête de Pan ou de Méduse; méconnaissable et sans forme, toute rongée par l'orage et les

(1) THE PILGRIM'S SHELL.
Under a tuft of eglantines, etc.

années, elle se perdait sous une chevelure épaisse de mousse et de lichen, qui l'enlaçaient comme la chevelure d'une jeune fille.

Je le regardai, et je dis dans ma pensée : — Qu'il est heureux ! Avec quelle joie sa soif brûlante va s'étancher dans cette eau pure ! — La coquille était petite, des raies concaves en sillonnaient le contour. Lui, de haute stature, il éleva sa coquille au-dessus de sa tête pour recevoir l'eau étincelante au moment où elle jaillissait; le jet vigoureux rencontre un obstacle, s'y brise, bondit avec plus de force, s'épanche de toutes parts, ruisselle sur le bras et sur le coude du pèlerin, et va mouiller le gazon à ses pieds.

Le pèlerin secoua la tête, s'assit tristement et dit : « Hélas! que mes désirs sont aujourd'hui peu de chose! et combien ils sont encore au-dessus de moi! »

On sait quel parti ingénieusement frivole Fontenelle a su tirer de l'idée de Lucien, qui faisait causer les ombres dans le Tartare en leur conservant les souvenirs de l'existence et la vivacité de leurs passions. Cette fiction usée est devenue sous la plume de l'écrivain anglais quelque chose de neuf et de piquant. Il suppose des conversations réelles entre des personnages qui, pendant leur vie, ont pu se rencontrer et se parler. Bossuet rencontre Mlle de Fontange; Voltaire, un docteur de Sorbonne; Élisabeth, Shakspeare; Henri VIII, Anne de Boleyn. Études de caractère, de mœurs et d'histoire, tableaux achevés dans leur genre, d'un coloris austère, d'une remarquable sobriété, ces trois volumes des *Conversations imaginaires* (1) prennent déjà leur place parmi les livres modèles du XIXe siècle, *the standard-books*. Elles n'offrent aucun attrait à la curiosité vulgaire; point d'incidents, de situations, de mouvements pour ainsi dire extérieurs. Ce sont des études. On voit que l'auteur, si je peux me servir de cette expression, a longtemps pensé *sa pensée*, et que rien de frivole n'était capable de le satisfaire. C'est le livre le plus diamétralement opposé à la légèreté et à la facilité commune de l'intelligence.

Landor travaille très-lentement, comme on peut le croire. Pas une de ses phrases qui ne soit sculptée curieusement, élaborée et retouchée cent fois; la double fatigue d'une pensée méditative et d'une forme peu spontanée se communique au lecteur. De temps à autre, il ajoute à ses *Conversations imaginaires* une scène nouvelle, et son talent ne vieillit pas : c'est un malheur qui n'arrive qu'à ces génies à fleur de peau et à ces verves du premier âge, dont la jeune chaleur passe vite et emporte la gloire. Dans la dernière *Conversation* qu'il ait publiée, il place vis-à-vis l'un de l'autre Kotzebue et son assassin le jeune Sand, c'est-à-dire le type de la popularité servilement captée et facilement acquise, l'homme de lettres sans principes, sans cœur et sans style, faisant pour de l'argent tout ce qui concerne son état, Russe pour l'empereur de Russie, Allemand pour les Allemands, sentimental pour les femmes, philosophe pour les philosophes, espèce d'écho vulgaire et prétentieux de tous les vents qui soufflent, de tous les bruits qui passent, et ce malheureux fou Sand, le vengeur prétendu de l'Allemagne outragée, qui s'imaginait niaisement que Kotzebue était quelque chose, et qu'en le tuant il ferait le bonheur de son pays.

KOTZEBUE, à Sand.

Les lettres de recommandation que vous m'apportez ne vous attribuent qu'un défaut, c'est d'être jeune. Vous avez vécu jusqu'ici dans la retraite d'un collége, où vous vous êtes livré, me dit-on, à des études laborieuses et surtout à celle de la philosophie.

SAND.

Vous me désapprouvez?

(1) *Imaginary Conversations*, by Walter Savage Landor.

KOTZEBUE.

Qui vous désapprouverait?

SAND.

Personne. Mais vous, qu'en pensez-vous, et qu'entendez-vous par philosophie? Ne vous rejetez pas ainsi avec impatience sur le dos de votre fauteuil; en cherchant à m'instruire auprès de vous, j'espère ne point vous blesser.

KOTZEBUE.

Jeune homme, qui dit philosophie dit la science de la vérité et du bonheur.

SAND.

Je ne vous comprends pas. Nous donne-t-elle la fortune, les emplois, le crédit, cette philosophie? Empêche-t-elle le puissant de nous persécuter, le riche de nous fouler aux pieds, le pauvre de nous mépriser, nous et nos conseils? Qu'est-ce donc que cette philosophie et ce prétendu bonheur qu'elle nous promet?

KOTZEBUE.

C'est moi qui ne vous comprends plus.

SAND.

Que la philosophie ou la sagesse conduise au bonheur dans ce monde, c'est la plus palpable des faussetés; dans un autre monde, je le veux bien : sans doute, ce monde-là est construit de matériaux qui diffèrent du nôtre. Mais ici, sur cette taupinière stérile qui croule et disparaît sous nos pas, qu'avons-nous à attendre de la sagesse? Montrez-moi, Kotzebue, montrez-moi un homme qui ait découvert une vérité ou un monde et qui n'ait pas été puni? Colomb ou Galilée? Descendons plus bas, montrez-moi un homme qui ait dénoncé une injustice, flétri une coterie, prouvé une absurdité, proclamé le bon sens, dévoilé une malversation, et qui n'ait pas été lapidé, pendu, brûlé, empoisonné, exilé, réduit à la misère. La chaîne de Prométhée est toujours là, rivée dans le roc fatal et toute prête à torturer les *oseurs* de la vérité (1)! O hommes, esclaves de la passion et lâches devant toutes les puissances!

KOTZEBUE.

J'ai peur, monsieur, que vous ne vous soyez fait sur la vérité et sur la sagesse des idées très-romanesques.

SAND.

J'en ai peur aussi.

KOTZEBUE.

Tout ce que vous me dites est puéril. Restons dans la sphère où la volonté de la Providence nous a placés, tâchons de nous y rendre utiles autant qu'il est en nous, sans aspirer ridiculement à un mieux impraticable.

SAND.

C'est le secret de votre pensée dans lequel vous m'introduisez, monsieur. Ce sont les derniers recoins de votre âme dans lesquels vous me faites pénétrer. J'y pénètre avec honte. Comme ce sanctuaire est vide, sombre et étroit!

KOTZEBUE.

C'est à moi que vous parlez, monsieur?

SAND.

A vous et à de plus grands que vous. N'avez-vous pas dit que chacun devait rester dans sa sphère? Pourquoi n'êtes-vous pas resté dans la vôtre?

(1) *Darers* of the truth.

KOTZEBUE.

Moi! j'ai écrit des drames, des romans, des voyages; j'ai été appelé auprès de la cour impériale de Russie.

SAND.

Vous avez cherché la renommée; je ne vous blâme pas. L'atmosphère épaisse de la foule convient à certaines constitutions d'esprit, comme l'air puissant de la solitude à certaines autres. Il y a des coursiers qu'on excite en battant des mains, d'autres que ce bruit fatigue. Mais revenons : qu'alliez-vous faire à cette cour impériale, et quelle est l'espèce de littérature qu'elle comprend ou qu'elle tolère?

KOTZEBUE.

Des drames.

SAND.

Des joujoux d'enfant.

KOTZEBUE.

Des voyages...

SAND.

Puérilités! Et vous avez choisi la Russie pour seconde patrie!

KOTZEBUE.

. . . .

La Russie ne m'effraie pas. Nous n'avons rien à craindre que de la France. Elle promet la liberté, mais ses promesses sont plus dangereuses que l'esclavage. Impatiente de l'une et de l'autre, éblouie par l'éclat de ses armes, elle prend la gloire pour l'indépendance, et n'est jamais plus agitée que lorsqu'elle est en paix.

SAND.

Il n'y avait qu'un moyen de la rendre unie, c'était de l'attaquer. Chacune des épées qui ont brillé contre elle a servi de conducteur à la foudre qui est tombée sur l'Europe. Pour nous, pensons à nos foyers domestiques, à nos enfants et à nos femmes....

. . . .

KOTZEBUE.

Phrases! rhétorique! Vous abusez des métaphores, monsieur Sand! Permettez-moi de vous le dire, tout cela n'est pas très-poli. Je crois que vous connaissez mieux les livres que les hommes.

SAND.

Et par qui donc sont faits les livres? Par quelque chose de moins que les hommes apparemment? Hélas! cela est trop vrai, presque tous les livres sont faits par des gens qui n'ont ni la fermeté de courage ni la constance de pensées nécessaires pour proclamer ce qu'ils savent être juste et pour le soutenir.

KOTZEBUE.

Mon cher ami, la conduite doit se modeler sur la situation et s'y conformer. Soyons patriotes, mais ne tombons pas dans un puritanisme étroit et intolérant. Le philosophe regarde le monde comme son domaine; il n'appesantit pas trop curieusement son regard sur les lignes de démarcation qui séparent les nations et les gouvernements.

SAND.

Et ces lignes de démarcation ne tardent pas à s'effacer; nous n'avons plus de patrie; etc., etc.

Ainsi se développent parallèlement les deux théories et les deux caractères de ces personnages, dont le contraste terrible éclate enfin par l'assassinat de Kot-

zebue. On ne pouvait, sans une grande force de pensée et de style, placer en regard l'ivresse des utopies et la mollesse énervée de l'indifférence, et à la folie de l'enthousiaste Sand opposer la personnalité demi-voluptueuse et demi-bavarde qui se nommait Kotzebue. Mais comment adopter les conclusions du solitaire de Florence? Comment croire à la sublimité d'un héros myope qui prend Kotzebue pour un géant, ou à la scélératesse de ce Kotzebue, si bien assorti en drame et en voyages, en vers et en prose, en élégies et en épigrammes, et qui les débitait sans autre souci? On plaint l'un, le blâme et le regret se mêlent à une douloureuse admiration pour l'honnêteté cachée au fond de ce fanatisme étourdi; on a pitié de l'autre, dont la fin tragique a relevé la vie assez peu noble. En 1780, ces exagérations pouvaient passer sur le compte de la fièvre publique; aujourd'hui, elles ne se rapportent à rien : leur danger et leur malheur sont sans excuse.

Ne vaut-il pas mieux chercher, comme tous les esprits pratiques de l'époque, les moyens d'organiser et de régulariser la société nouvelle? A quoi bon les larmes, les cris, les fureurs, et tout ce drame d'une satire exaspérée ou d'une utopie fabuleuse? La moindre enquête, la plus simple investigation du bon sens, valent mieux. J'ai parlé tout à l'heure de Southey. Diamétralement opposé à Landor, il est tombé dans le même malheur des intelligences exclusives et absolues... Si les *Conversations imaginaires* de ce dernier respirent tout l'enthousiasme libéral de 1820, les *Colloques* de Southey rappellent à beaucoup d'égards les plus virulentes attaques de M. de Maistre et de M. de Bonald contre la civilisation moderne. Southey la regarde comme un fléau, le progrès de l'humanité n'est pour lui qu'une chimère. « Les sots y croient et les habiles l'exploitent. Les classes pauvres ou moyennes, chargées de plus de travail, livrées à une envie plus jalouse et plus amère, achètent plus cher aujourd'hui des vêtements moins solides et une nourriture moins substantielle qu'autrefois. Elles sont plus ambitieuses et plus mécontentes. Leurs désirs se sont accrus en proportion de leur impuissance, et leurs haineuses propensions ont seules gagné à ce mouvement funeste (1). » De telles conclusions sont inadmissibles Dans le travail incessant des sociétés et dans les vives douleurs qui accompagnent ce travail, la rhétorique ne sert à rien; la seule philosophie acceptable est celle de l'observation pratique. Vers ce but se dirigent maintenant les grandes intelligences de tous les partis, sir Robert Peel comme lord Brougham. Quant aux déclamateurs éloquents, tels que Southey et sir Walter Savage Landor, ceux-là sont d'un autre monde. Ils parlent une langue morte, et l'on a cessé de les écouter.

Les romanciers eux mêmes et les conteurs, tels que Dickens et Marryatt, sentent la nécessité de prendre part à l'enquête universelle. Les *Notes américaines* de Dickens contiennent des détails très-exacts sur les maisons pénitentiaires de New-York et de Philadelphie. Son *Olivier Twist* fait pénétrer le lecteur dans l'intérieur des hôpitaux et des asiles pour les pauvres, établissements qu'il dissèque sans pitié. Plusieurs romans de miss Martineau donnent des notions justes sur les cantons manufacturiers et sur les causes de leur mécontentement et de leur malaise; tout cela est préférable au cri de la colère et à la stérilité de l'emphase. Parmi les philosophes observateurs qui ont tenté récemment avec une profondeur sérieuse l'analyse de la société moderne de l'Angleterre, on doit citer en première ligne un nom jusqu'ici peu connu, celui du docteur Vaughan. Déjà Chalmers avait essayé de

(1) *Southey's Colloquies, on the prospects of society*, p. 122.

classer et d'apprécier les éléments constitutifs d'une métropole, mais son point de vue était exclusivement presbytérien ; M. Vaughan reprend à son tour le même sujet, qu'il traite moins en théologien qu'en statisticien et en homme politique. Esprit ferme et distingué, d'une logique trop systématique et trop rigide peut-être pour que l'on se fie toujours à ses déductions, il est de ceux qui ne maudissent pas la société quand elle est malade, et qui ne prétendent pas l'exorciser quand elle est folle. Dans ce volume, intitulé *The Age of great cities* (l'époque des grandes villes) (1), il montre les populations tendant à s'agglomérer au lieu de se disséminer, les groupes sociaux s'élevant à des proportions gigantesques, le travail opéré sur la nature par la science et la main de l'homme exigeant un concours de forces beaucoup plus nombreuses et plus concentrées qu'autrefois. Cette tendance lui semble favorable à la moralité, à la richesse, à l'industrie, à la pacification du globe ; la cessation des guerres civiles, la suppression des infamies et des énormités féodales, l'adoucissement des codes et des mœurs, le bien-être des classes inférieures et moyennes, lui paraissent découler de cette source unique. Il compare aux filles de fermiers de l'Oxfordshire, qui ont maintenant des souliers, des boucles d'oreilles et des chemises, les dames d'honneur d'Élisabeth, qui « s'étendaient jusqu'à midi, disent les *Nugæ antiquæ* (2), sur des joncs entassés devant le feu, et sans aucun vêtement *(disencumbered of all clothing)* ; » on était forcé de leur défendre cette récréation passé midi. Il fait valoir, comme l'a déjà tenté le capitaine Hamilton, observateur très-ingénieux (3), l'importance des grandes villes pour le progrès des lumières et le perfectionnement des industries. Peut-être n'a-t-il pas apprécié avec assez de sévérité le mauvais côté de la situation. Cette agglomération d'êtres humains, tous ces intérêts pressés, toutes ces cupidités enflammées, tous ces désirs et toutes ces passions accumulées et bouillonnant dans la même cuve, ne produisent pas exclusivement du bonheur et de la vertu; la défense morale des villes manufacturières ne semble guère concluante malgré l'éloquence statistique de M. Vaughan et de son parti. Un autre philosophe pratique, M. W. C. Taylor, dans ses lettres à l'archevêque de Dublin et dans le *voyage* récent entrepris pour reconnaître la situation morale des districts manufacturiers de l'Angleterre (4), laisse échapper à ce sujet des aveux fort tristes, à l'appui desquels viennent encore les observations de M. Torrens, économiste distingué (5), et les révélations courageuses de lord Brougham. « A Colne, dit le docteur Taylor, je visitai au hasard quatre vingts logements d'ouvriers; c'était la désolation même. Pas de meubles ; au lieu de chaises, de grosses pierres brutes, et de vieilles malles servant de tables ; des lits de paille sans couverture, ou recouverts par des haillons de tapisserie usée. Ces malheureuses populations vivent d'eau de gruau et d'un peu de lait. Quinze de ces familles ne pouvaient se procurer de lait que tous les trois jours. Je vis une pauvre femme, parvenue au dernier état d'épuisement et nourrissant un enfant qui ne trouvait plus une goutte de lait dans ses mamelles desséchées. Je demandai l'âge de l'enfant ; il avait quinze mois. — Pourquoi il

(1) *The Age of great cities, or modern Society viewed in its relation to intelligence, morals and religion,* by Robert Vaughan, D. D.

(2) Harrington, p. 62.

(3) Hamilton, *On the Progress of society.*

(4) *Tour through the manufacturing districts,* by W. C. Taylor, LL. D.

(5) *A Letter to sir Robert Peel, on the condition of England.*

n'était pas sevré? — La mère n'avait plus d'aliments. Toute cette misère était horrible, mais ce n'était pas la misère du vice. Les enfants étaient en haillons, mais propres. On allait au service divin régulièrement, et les enfants à l'école de deux jours l'un. Personne ne sollicita mes secours. Je me rappellerai toujours l'agonie d'une jeune femme et son désespoir, quand elle fut forcée de vendre une horloge de bois donnée par son mari le jour de ses noces..... A Tylney, j'entrai dans le logement occupé par un jeune ménage, que je pris d'abord pour le frère et la sœur. C'étaient un mari et une femme, mariés depuis six ans, mais sans enfants. Sur une mauvaise table de bois très-propre, le dîner se trouvait servi, le seul repas qu'ils eussent goûté depuis vingt-quatre heures; il se composait d'une bouillie de farine, d'un morceau de pain de seigle, et d'un peu de thé extrêmement faible. Ces pauvres gens avaient engagé ou vendu leurs meubles et leurs vêtements pièce à pièce. Ils espéraient, disaient-ils, un meilleur temps; mais le temps meilleur était bien long à venir. Le mari aurait pu s'expatrier; il ne voulait pas abandonner sa femme à la détresse et à la mort. — Vous repentez-vous, lui demandai-je, de vous être marié si jeune ? — Il me regarda, se tut, tourna vers sa femme un regard plein de tendresse, la vit sourire avec tristesse, et, secouant la tête en laissant tomber une larme qu'il voulait cacher : — Non, répondit-il; nous avons été heureux et nous avons souffert ensemble, elle a toujours été la même pour moi. »

Ce sont ces populations infortunées, opprimées non par la tyrannie des grands ou la volonté des rois, mais par le progrès même de l'industrie, les effets de la concurrence et les crises inévitables de la production et de la consommation qui se sont soulevées récemment dans les provinces septentrionales de l'Angleterre, et qui, sous le double aiguillon de la faim et de la colère, maîtresses de la ville de Manchester, ont apporté dans leur révolte une si étonnante modération. Les partis, comme il arrive toujours, s'imputent mutuellement le crime de cette misère. C'est à la prospérité, à la grandeur démesurée et factice de cette civilisation industrielle, à la lutte prolongée de l'Angleterre pour soutenir et accroître sa richesse et son influence qu'il faut l'attribuer. Au moins ne s'aveugle-t-elle pas sur ses périls, et ses penseurs et ses philosophes, au lieu de se contenter de théories vagues et de déclamations impuissantes, ne craignent pas de soumettre à un examen attentif les parties les plus malades de la société, de descendre dans ses replis saignants, d'interroger toutes ses souffrances; c'est le seul moyen de les alléger ou de les guérir. M. Vaughan, partisan trop enthousiaste d'ailleurs de l'industrie manufacturière, avoue que le moment est grave pour son pays. « Dans l'histoire, dit-il très-bien, la période du péril moral pour les peuples n'est pas celle de leurs efforts vers l'agrandissement, mais celle qui succède à une grandeur acquise. » Il a raison. A M. Vaughan il faut joindre le capitaine Hamilton, M. Torrens et M. Chadwick, dont le rapport récent sur la condition sanitaire de la population anglaise est très-remarquable en ce qu'il prouve l'accroissement énorme de la mortalité dans les cantons manufacturiers. « Le typhus, dit ce statisticien, attaquant des personnes dans la vigueur de l'âge, tue annuellement en Angleterre et dans le pays de Galles deux fois plus d'ouvriers que les armées alliées n'ont perdu de soldats à la bataille de Waterloo (1). » Ainsi l'industrie, comme toutes les puissances nouvelles, demande non à être supprimée, mais à être réglée et organisée. D'après les exemples que présentent le canton de Neufchâtel en Suisse et les provinces florissantes de l'Angle-

(1) Report, p. 3.

terre, il semblerait que le mélange des travaux manufacturiers et des travaux agricoles fût l'un des moyens les plus efficaces de civilisation et de bien-être. Par une habile répartition des forces humaines et de leur emploi, par une organisation savante et éclairée des métiers et des salaires, on ferait plus de bien aux populations, on préviendrait plus de révolutions et d'émeutes, on guérirait plus de misères douloureuses et de plaies envenimées que par les remaniements éternels des constitutions et des lois.

C'est ce que comprennent les plus habiles et les plus sages des écrivains politiques en Angleterre; telle est leur tendance sérieuse et louable. Ils cherchent des améliorations positives et s'éloignent de la double illusion produite par la menteuse exactitude des chiffres si faciles à grouper et par la déception des utopies. Burke lui-même, pour être écouté aujourd'hui, serait forcé de quitter le trépied de la pythonisse, et Malthus ne serait plus tenté de se perdre dans le labyrinthe de ses logarithmes statistiques. Ces rapports, ces examens, ces enquêtes sévères, constituent la portion la plus importante des publications anglaises actuelles, et laissent bien loin derrière eux, pour l'intérêt et la valeur intrinsèque, les fruits, en général assez fades, de la littérature proprement dite, de la poésie, aujourd'hui épuisée, et de l'érudition classique. Dans le dernier de ces domaines, une dissertation sur Homère s'est distinguée récemment par l'incroyable bizarrerie des vues et des hypothèses. Le docteur Williams, archidiacre de Cardigan, vient de soutenir en un volume sérieux que le véritable auteur de la Bible c'est Moïse (1).

Nous savions bien que, selon Wolff, Homère n'a jamais existé, ou que, s'il a vécu, nous ne possédons qu'une contrefaçon des chants homériques, une rapsodie des rapsodes, un amas de fragments habilement recousus et tyranniquement arrangés sous les yeux et par les ordres du tyran Pisistrate. Cette théorie n'était pas tout à fait nouvelle, quoi qu'on en ait dit; il paraît que les critiques de l'antiquité en avaient eu quelque pressentiment. Mais voici une autre découverte que ressuscite tout à coup la voix de l'ecclésiastique anglais. Homère est Hébreu, cela est sûr. Crœsius s'en était déjà douté; Josué Barnes avait prouvé, il y a longtemps, l'identité d'Homère et de Salomon; Omeros, lu à rebours selon la mode orientale, équivaut à *Soremo;* grâce à la figure de rhétorique nommée *metalcpsis,* vous trouvez *Solemo,* et par conséquent *Solomo;* Homère se confond avec Salomon et Salomon se perd dans Homère. En l'année 1655, un Italien, Jacobo Ugone, soutenait que la prise de Troie représente symboliquement la prise de Jérusalem. Ces inventions des savants sont admirables; on voudrait être savant pour avoir le droit de les faire et de s'amuser gravement de soi-même et du public. Le commentaire du docteur Williams roule sur ce texte, qu'il a paré, habillé, brodé, renouvelé, rafraîchi et très-éloquemment orné de métaphores et de preuves. Agamemnon n'est autre que Josué; Hélène c'est Rahab; Nestor et Abraham ne font qu'un; Pénélope est Sarah, Évidemment le roi-jardinier Alcinoüs figurait le bon Adam, notre commun père. Ne vous émerveillez-vous pas de ces analogies si bien trouvées, et Pitt n'avait-il pas raison quand il disait que, si l'analogie passait pour preuve, « on démontrerait facilement l'identité de l'église de saint Paul et d'un palmier d'Arabie? »

Ce mysticisme anglican, qui, à force de lire et de commenter la Bible, n'aperçoit plus qu'elle dans Homère et dans l'algèbre, chez les Arabes et les Japonais, fait un peu rire l'Angleterre elle-même. C'est chose plaisante, en effet, de voir

(1) *Homerus,* by the Rev. John Williams, etc. — Edinburgh.

l'érudit archidiacre trouver dans l'Iliade un sermon calviniste en trois points et expliquer les mystères de la grâce par la moralité du poëme. Priam est *un roi impénitent, qui aime l'iniquité, que Dieu abandonne, et que rien ne sanctifie.* La terrible déesse *Até*, c'est *Satan,* ou le péché, qui visite Agamemnon et lui fait subir une expiation solennelle. Achille, au contraire, est un *élu* de Dieu. Il a péché, mais la *grâce* descend sur lui; la purification définitive lui est réservée. Il sera régénéré et commencera une vie nouvelle. Par le procédé du docteur, rien de profane ne reste dans l'Iliade; c'est une seconde Bible, un peu voilée seulement sous des allégories; elle présente une série de symboles que le docteur a le premier révélés et expliqués. Les principes de la religion chrétienne et les grands dogmes de la théologie n'ont besoin que d'être dégagés de ces enveloppes poétiques. L'auteur ne doute pas que les patriarches hébreux, pères, entre autres races, de la race grecque, n'aient transmis à leurs enfants la sagesse et les connaissances historiques de la Judée, dont les œuvres homériques ne sont qu'une ombre effacée. Troie n'a donc pas existé; les héros grecs sont des symboles, et dorénavant, si vous êtes sages, vous relierez dans un même volume la Bible comme introduction à l'Iliade, et l'Iliade comme traduction de la Bible.

Cet enthousiasme pour la Bible, auquel il faut attribuer l'étrange hallucination du docteur Williams, vient de donner naissance à l'un des plus curieux livres que l'on ait publiés depuis longtemps. *La Bible en Espagne* (1), tel est le titre de ces volumes, n'est pas seulement un voyage, mais une série d'excellents tableaux de mœurs et d'aventures, si comiques et si bien racontées, que M. Dickens, le maître actuel du roman anglais, n'a pas réussi à piquer plus vivement l'attention publique. Jamais on ne se douterait quel est ce rival d'un romancier plaisant, d'un conteur agréable, amoureux des facéties, jovialités, caricatures et menues bizarreries de la vie humaine. Dans quels rangs, dites-moi, se trouve ce nouveau peintre des gueux et des bandits, dont le pinceau vif et chaud menace de détrôner Smollett et Dickens? Son extraction est aussi bizarre que sa destinée; marquée de traits qui n'appartiennent qu'à lui, elle offre la bigarrure la plus nouvelle, et vous vous rappelez involontairement ce héros d'Hamilton, mi-partie du petit collet et du militaire, à cheval sur deux professions ennemies. Il est apôtre, voyageur, missionnaire, écuyer, professeur, érudit; il vit avec les bandits, et c'est le plus honnête homme du monde.

M. Borrow, celui dont je veux parler, a commencé, je crois, par être jockey ou maquignon, quelque chose dans ce genre; puis, une belle dévotion puritaine l'ayant saisi, il a couru le monde pour répandre la lumière évangélique sur les Grecs, les papistes, les Ottomans, les Barbaresques et les Zincalis. Gagner des âmes à Calvin, dompter des chevaux et des infidèles, et vagabonder à travers plaines, marécages et forêts, sont ses voluptés favorites. Don Quichotte au XIXe siècle, et don Quichotte anglais, il a colporté dans les Alpujarras, à Cintra, Ceuta, Merida, sur les bords du Guadalquivir et du Douro, une cargaison de Bibles : les unes en arabe, les autres en langue bohémienne, non pas de Bohême, mais de l'Hindoustan *(Hindie, Zincalie);* cherchez, si vous l'osez, quelque bizarrerie plus étrange.

Nature vigoureuse, âme bien trempée, courage peu commun, curiosité ardente mêlée d'un goût vif pour les aventures et même pour les dangers, esprit polyglotte

(1) *The Bible in Spain, or the Journeys, Adventures and Imprisonments of an Englishman, in an attempt to circulate the Scriptures in the Peninsula,* by George Borrow, 3 vol.

et qui a reçu en naissant le don des langues, M. Borrow sait le persan, l'arabe, l'allemand, le hollandais, le russe, le polonais, l'espagnol. le portugais, le suédois, l'irlandais, le norvégien et le vieux scandinave, sans compter le gaëlique, le kymri ou welche, le sanscrit et le zincali, idiome des bohémiens d'Europe (gypsies). C'est un homme athlétique de trente-cinq à trente-six ans, l'œil noir et étincelant, le front déjà couvert d'une forêt de cheveux blancs précoces, et le teint olivâtre comme s'il appartenait originairement à cette race échappée de l'Inde, dont il a été le chroniqueur et l'ami. Né à Norfolk, il se trouva, dans son enfance, mêlé, on ne sait comment et lui-même ne le dit pas, aux gypsies, maréchaux ferrants, diseurs et diseuses de bonne aventure, bateleurs, maquignons, marchands de vieux habits et truands d'Égypte, qui habitaient cette ville et les environs. De ces honorables instituteurs il reçut dès le jeune âge les premiers enseignements de l'argot, les rudiments du langage zincali, et les recettes héréditaires relatives à l'élève des chevaux et à leur entretien. Parvenu à l'adolescence, il se rendit à Édimbourg, y suivit les cours de l'université, étudia diligemment l'hébreu, le grec et le latin, et fit de fréquentes excursions dans les montagnes *(highlands)* pour y apprendre à fond le gaëlique. Que devint-il ensuite? On ne le sait pas. Il semait, disent ses amis, *son mauvais grain*, ou, comme on s'exprime en France, il jetait sa gourme. Quelques-uns prétendent que le *turf* et les occupations du jockey n'eurent pas de desservant plus zélé. Il acheta et vendit des chevaux, paria, gagna, perdit, et probablement courut à Newcastle ou à Derby. Cette portion de sa vie est restée dans l'ombre; puis il reparaît, et nous le retrouvons tout à coup converti et engagé au service de la société biblique, compagnie organisée, comme on sait, pour la propagation de la Bible. Il court le monde, à cheval bien entendu, et répand sur sa route des Bibles par milliers. Quand il a vu l'Asie et l'Afrique, il lui semble que l'Espagne et le Portugal, ces deux vieux remparts du catholicisme, sont des pays tout neufs et curieux à visiter; il s'y lance, la Bible calviniste à la main, se fait emprisonner, battre, poursuivre; il persiste, vit dans les bois avec les bandits, dans les cavernes avec les bohémiens, dans les greniers avec les *picaros*, brave les alcades, fait la nique aux curés, se moque des ministres, se lie avec les juifs, tend la main aux Arabes, n'est ni assommé ni pendu, ce qui est un grand miracle, et, après avoir accompli le plus curieux roman d'aventures dont puisse s'aviser un contemporain, ce don Quichotte sans écuyer, ce propagandiste sans fanatisme, revient à Londres tout blanc, ridé, vieilli et bronzé. Il se retire quelques mois dans un village solitaire de la côte, y écrit ingénument son voyage, le publie sans fracas, et obtient le plus beau succès littéraire de la dernière époque. Ses souffrances passionnées, ses plaisirs sauvages, ses hasards de grande route et de chemins de traverse, ont laissé leur vive empreinte dans son style; on aime cette saveur de réalité, de sincérité, qui émane de toutes les pages, et qui ressemble peu à la fabrication moderne de nos livres.

La narration chevaleresque de ce missionnaire polyglotte, qui a couru l'Espagne pour la convertir au calvinisme, est aujourd'hui « l'étoile de la saison, » comme disent nos voisins. L'amusement abonde dans ses volumes, qui ne sont pas très-bien, ou si l'on veut très-légalement écrits; mais le coloris vrai, la vie et la fraîcheur, les souvenirs et les faits, l'emportent sur les formules du style et sur les pastiches de la couleur. Notre missionnaire biblique commet plus d'un crime contre l'acception des anciens mots et les convenances reçues du langage; mais on le suit si facilement dans ses voyages! on aime tant à l'accompagner! Il vous prend en croupe sur sa phrase bondissante et galope avec vous à la cime des sierras. Il est heurté, violent,

peu habile en fait de transitions, avare d'épithètes, et peu curieux des agréments de la phrase. C'est un écrivain de hasard, qui décrit admirablement des hasards.

Les portraits de bandits, de moines, de contrebandiers, de bohémiens et de muletiers, qui ont composé la société habituelle du voyageur, sont dignes de Zurbaran : « A Evora, dit-il, je vis s'approcher de moi un personnage singulier, monté sur son âne, enveloppé de la *zamarra* rousse en peau de mouton non tannée, portant des culottes de même étoffe et les jambes nues; il semblait farouche et terrifié. Autour de son vaste sombrero circulait une couronne touffue de romarin. « Les sorcières » me poursuivent! s'écria-t-il en descendant de sa monture, et j'ai eu grand'peine » à leur échapper; voici deux lieues qu'elles crient sur ma tête. Ma femme me suit » et elle va bientôt arriver. » En effet, un autre âne ne tarda pas à nous apporter la femme, trempée de l'eau de la pluie comme son mari. Je voulus savoir ce que signifiait ce romarin prodigué sur la coiffure du contrebandier : « C'est un charme contre les sorcières de la route, » me répondit-on gravement. Le sommeil me pressait, et je n'avais pas le temps d'argumenter avec mes amis. Je me levai le lendemain à quatre heures, et je trouvai mari et femme, toujours protégés par leur romarin, endormis l'un et l'autre au coin du foyer encore allumé. Bientôt ils s'éveillèrent, la femme prépara le déjeuner, qui se composait de sardines salées, grillées sur les charbons; elle chantait, en les retournant, la vieille chanson espagnole :

A Bethléem jadis,
Pendant la nuit obscure
Les bergers endormis
Reposaient sur la dure;
Un grand chêne brûlait,
Et la vapeur montait,
Et le chêne craquait,
Et la flamme éclatait, etc.!

« Vous allez donc partir? me demanda-t-elle en interrompant sa chanson. Alors » prenez un peu du romarin de mon mari; cela vous garantira de toute espèce de » péril. » Je la laissai faire, ce dont elle fut ravie. »

A Merida, il rencontre une troupe de ses chers bohémiens, de ces zincalis, pour lesquels il ne cache pas sa prédilection, et qui la lui rendent bien. « Votre seigneurie est-elle le *caloro* (bohémien) de Londres dont on nous a parlé? me cria une voix aiguë et perçante. Le jour tombait, et, levant la tête, je ne pus apercevoir que vaguement les traits hideux, le nez pointu et l'œil terne d'une vieille femme courbée sur un bâton. — Je suis celui que vous cherchez. Et *Antonio* (son domestique bohême), où est-il? — *Curelando, curelando, baribustres curelos terela*, répondit-elle en zincali (il est à l'ouvrage, à l'ouvrage; il a beaucoup d'ouvrage à faire). *Caloro de mi garlochin* (seigneur de mon cœur), venez avec moi; venez dans mon petit *ker* (domicile), Antonio vous y retrouvera. — Je la suivis. La cité était en ruines et à moitié déserte. La vieille entra dans une rue étroite et sombre, s'arrêta devant une espèce de palais ruiné, et en ouvrit la porte. J'étais à cheval. — Vous pouvez aussi faire entrer le *gras* (cheval), j'ai une écurie pour lui. Allons, mon *chabo* (ami), ayez confiance, fils de l'Égypte. Nous traversâmes, le cheval, la vieille et moi, une cour d'honneur, et nous nous trouvâmes devant la porte de l'écurie. — Mais il y fait noir comme dans un four, la mère, et cette écurie ressemble à un puits. Apportez de la

lumière, ou je n'entre pas. — Fils de l'Égypte, il ne faut pas avoir peur Donnez-moi la *solabarri* (bride), je connais les êtres, je conduirai le *gras* à sa mangeoire, et je le panserai. Quelques minutes après, elle ressortit en s'écriant : — Il est en bonne santé, il s'est secoué *(grasti terclando)*; le voyage ne lui a pas fait de mal. » C'était pour la vieille un symptôme certain de santé que le tressaillement du cheval après le voyage. »

Il pénètre ensuite dans la chambre d'honneur de la bohémienne, vieille salle mauresque dilapidée, avec un *brasero* dans un poêlon, brillant au fond d'une alcôve, et des tronçons de colonnes arabes pour chaises et pour escabeaux. Deux personnes, un jeune homme et une jeune femme, étaient accroupis devant le brasero. « Mère des gypsies, dit Borrow à la vieille en faisant rouler du côté du brasero un fragment de pilastre, voilà une belle habitation. — Mérida est pleine de ces maisons-là, répondit-elle, et qui sont encore dans l'état où les *Korahanis* (Maures) les ont laissées. C'étaient de braves gens que ces Korahanis! » Elle lui raconte ensuite toute sa vie, roman assez curieux, et finit par l'inviter à devenir le *ro* (mari) de sa seconde fille, ne doutant pas qu'il ne pût très-bien, en sa qualité de *romani* (bohémien) dire le *baji* (la bonne aventure), *hokkawar* (voler) et s'acquitter des autres devoirs de la race.

C'est par l'intimité de ses relations avec tous les bandits et parias de la société espagnole que M. Borrow est parvenu à faire un livre tout à fait nouveau. Il a vu ce que personne ne pouvait voir. Non-seulement les zincalis, mais les juifs chrétiens, les débris mozarabes, les contrebandiers des côtes, les paysans de la Galice, sont décrits avec le même détail et la même simplicité. Une des scènes les plus amusantes de ce curieux livre, c'est celle où l'on voit un *reporter* anglais, ambassadeur de l'une des feuilles publiques de Londres, s'asseoir tranquillement avec M. Borrow dans une chambre de Madrid, la fenêtre ouverte, et suivre, la plume à la main, tous les mouvements de l'émeute de la Granja. « Vos principes sont libéraux, dis-je à mon ami le *reporter* (ainsi s'exprime M. Borrow), et vos frères d'opinion courent le risque d'être battus. Que n'allez-vous les rejoindre et leur donner quelque honnête conseil? — La large et spirituelle figure de mon ami se retourna vers moi, muette, mais riante et sardonique, comme s'il m'eût dit : Allez au diable; puis, me prenant par le bras, il me fit monter de force l'escalier d'une maison qui portait un écriteau de location. La maîtresse nous céda pour une journée une chambre qui donnait sur la rue, et là nous nous établîmes fort tranquillement, une écritoire devant nous, tout prêts à copier sur place les événements d'un drame qui promettait plus d'une péripétie et qui tint parole. Les colonnes du *Morning Chronicle* continrent, dix jours après, le détail circonstancié des scènes qui se déroulèrent devant nous. »

L'autopsie des classes inférieures de la société espagnole, telle que M. Borrow l'a donnée, enseignement bien grave pour les hommes politiques, explique mieux que ne pourraient le faire mille dissertations théoriques la difficulté de soumettre à un régime normal, uniforme et constitutionnel, ces étranges et réfractaires éléments.

Un autre livre de voyages, dont le succès est d'ailleurs soutenu par des gravures magnifiques, flatte singulièrement le patriotisme des Écossais. On sait l'amour qu'ils portent à leur patrie, amour justifié d'ailleurs par ses beautés pittoresques et par les chefs-d'œuvre qu'elle a produits ou inspirés. Dans tous les romans de Walter Scott, il n'y a qu'un seul héros, l'Écosse; un sentiment exclusif, la patrie écossaise.

Plus habile à ménager ses intérêts que l'Irlande, et unie à l'Angleterre par le sentiment religieux, l'Écosse a su conserver à la fois ce qu'elle pouvait espérer ou réclamer d'indépendance, et ce qu'elle avait d'appui à recevoir de sa puissante sœur. Au lieu de se laisser écraser par la supériorité du pays voisin et de dépenser sa force dans une lutte acharnée et une haine stérile, l'Écosse a tiré parti des circonstances avec adresse. Reléguée par la nature sur un point assez triste et assez âpre des trois royaumes, loin de la civilisation méridionale, une nation qui a produit des hommes tels que Wallace, Knox, Allan Ramsay, Walter Scott, Burns, Dugald Stewart, Ferguson, Robertson, a droit de réclamer une place glorieuse parmi les nations civilisatrices. Tout cela n'empêche pas quelques-unes des prétentions écossaises d'être réjouissantes pour les étrangers. Les compatriotes de Walter Scott ne sont pas fiers seulement de leur courage, de leur esprit, de leur poésie, de leurs lacs et de leurs forêts; ils sont persuadés que leur soleil est chaud, et que leur climat, sous ce rapport, vaut l'Italie ou l'Espagne. « Nous jouissons d'un climat très-doux et très-salubre, disait récemment la *Revue d'Edimbourg*, également éloigné des feux du tropique et des rigueurs du pôle. » Salubre, à la bonne heure; on peut ajouter même que cet air vif des montagnes d'Écosse et de la mer qui bat ses côtes trempe admirablement la constitution de l'homme et lui communique une remarquable énergie; mais il suffit d'avoir vécu quelque temps au milieu de cette population active et vigilante, il suffit d'avoir vu les terribles orages de neige qui tourbillonnent sur les monts Grampiens, et d'avoir respiré l'air brumeux des lacs écossais, pour savoir à quoi s'en tenir sur la douceur et la chaleur du climat. Quelques lignes plus bas, le même écrivain se sert, pour caractériser son pays, d'une expression beaucoup plus juste, et qui le peint d'un seul trait : « C'est une latitude *sobre*, étrangère à l'abondance comme à la gaieté et à la richesse. » Cette sobriété même fait ressortir les autres caractères du paysage, grandeur, sublimité, mélancolie, mouvement. Toute la côte écossaise est dentelée d'une ceinture de baies profondes et de rochers bizarres qui forment autour de sa pointe péninsulaire un boulevart dessiné avec la variété la plus capricieuse; autour de ce cilice hérissé de pointes de fer sont éparses de petites îles sans nom; là s'ouvrent les cavernes basaltiques, là s'élèvent ces colonnades naturelles, cathédrales que Dieu a placées au sein des flots, et dont les mille pilastres rayonnent de tous les reflets du soleil et de l'océan. Le docteur James Wilson vient de publier un curieux voyage de circumnavigation autour de ces côtes.

Le 17 juin 1841, sir Thomas Dick Lauder, secrétaire du comité de pêcherie écossaise, s'embarqua à Greenock à bord de *la Princesse royale,* cutter que le gouvernement a fait construire pour ce service particulier. Il avait pris à bord M. Wilson, célèbre par ses connaissances en histoire naturelle, et devenu l'historiographe de cette expédition pacifique. Nos voyageurs passent en revue les Hébrides, Colonsay, Staffa, la cave de Fingal, Iona, fameuse par sa vieille abbaye et sa civilisation précoce, Kerrera, et ce rocher que les paysans nomment encore *le rocher de la dame (Lady's Rock)*. Vers le commencement du XVIe siècle, un seigneur de ces lieux sauvages, Lauchlan Catenach Maclean de Duart, épousa une fille du comte d'Argyll. Le ménage fut orageux; deux fois la femme essaya d'assassiner le mari. Celui-ci la fit placer dans une barque et la conduisit jusqu'à ce rocher, que la marée basse laisse à sec et que recouvre la marée montante. Déjà entourée d'eau de toutes parts, elle allait être emportée par la lame, lorsque des pêcheurs, dont le canot passait à distance, entendirent ses cris, la sauvèrent et la ramenèrent chez son

frère, sir John Campbell. Ce dernier s'introduisit la nuit chez le mari, qu'il assassina. Toutes les légendes attachées à ces redoutables solitudes portent le même caractère. Il y a quelque cent ans, plusieurs hommes du clan des Macleods débarquèrent dans la petite île d'Eig, et insultèrent les habitants, qui les garrottèrent dans leur barque et la lancèrent en pleine mer. Recueillis par quelques-uns de leurs compatriotes, qui rencontrèrent l'embarcation, ils appelèrent à eux tout leur clan, et revinrent en force assaillir l'île. Les Eigiens, qui étaient en petit nombre, se réfugièrent, hommes, femmes et enfants, dans une caverne de deux cent cinquante pieds de long sur quatorze de large, dont l'ouverture est tellement étroite, qu'on ne peut s'y glisser qu'en marchant sur les pieds et sur les mains. Un seul habitant avait refusé ce moyen de salut, et était resté sur la cime d'un roc. Les Macleods, ne trouvant d'abord personne, brûlèrent et pillèrent les habitations; ils allaient se rembarquer, lorsqu'ils aperçurent cet habitant isolé, qui prit la fuite à leur arrivée; l'empreinte de ses pas sur la neige les conduisit jusqu'à la bouche de la caverne. Là ils entassèrent des branchages, des feuilles sèches et des mousses auxquelles ils mirent le feu; toute la population de l'île fût étouffée par la fumée. « On y voit encore, dit M. Wilson, la chevelure d'un enfant, les ossements des victimes, et le sol est recouvert d'une matière adipocireuse, dernier débris de tous ces cadavres consumés par le temps. »

Vous diriez que des hyènes sous forme humaine ont habité jusqu'aux derniers temps cette ceinture de rochers. En 1745, les Clanranalds de Glengarry, ayant à se venger des Mackenzie, mirent le feu à l'église, et y brûlèrent toute une congrégation pendant le service divin; l'église flambait, le joueur de cornemuse du clan *(piper)* dansait autour de l'incendie et jouait sur son instrument sauvage l'air de triomphe connu depuis cette époque sous le nom de *Chant des Glengarries*. On peut juger par ces détails du farouche intérêt que présentent ces deux volumes (1).

Un autre Wilson, beaucoup plus célèbre et qui appartient à la grande génération des Byron et des Scott, le docteur Robert Wilson, auteur de la *Ville de la Peste (the City of the Plague)*, vient de publier la collection de la plupart des articles de critique et de philosophie insérés par lui dans le *Magasin de Blackwood*. Il a eu raison de ne pas livrer au souffle des vents ces feuilles sibyllines. Wilson n'est assurément ni le plus pur, ni le plus concis, mais c'est l'un des plus brillants écrivains de la dernière époque. Diderot et Jean Paul, Sterne et Charles Nodier, semblent avoir contribué à former le style bizarre et heurté, mais étincelant de verve qui le distingue. Comme Addison et Steele, il attribue ses élucubrations à un personnage de fantaisie qu'il fait parler et agir, et dont l'invention est excellente. Ce symbole qui se nomme Christophe du Nord, ou, si vous voulez, *Christopher North*, et qui publie ses *Récréations* en trois volumes (2), c'est un vieillard très-blanc et très-vert, né au cœur de la vieille Écosse, goutteux et quinteux, mais, quand la goutte le laisse tranquille, aimable et jovial, causant bien, dissertant savamment, amoureux de la pêche, de la chasse, du whiskey écossais (eau-de-vie de grain qui sent la paille et la fumée), de la bonne poésie, de la gaieté, de la table, et de toutes les joies de ce monde. Il a le front haut, la chevelure rude et chenue, le teint rouge et hâlé, l'œil bleu et vif, le sourire sur les lèvres, le poing encore vigoureux, les muscles souples et forts, l'estomac sain et capace, la voix haute et ferme, le cœur généreux et l'es-

(1) *A Voyage around the coast of Scotland and the Isles*, by James Wilson.
(2) *Recreations of Christopher North*, Edinburgh.

prit très net. Grâce à ces qualités diverses, réunies sur la tête de Christophe, l'auteur parle à son aise de chasse, de grammaire, de littérature, de drame, de peinture, de poésie, de politique; il se met en colère, il disserte gastronomie, raconte des histoires, esquisse la caricature et la facétie, revient à la gravité, à la solennité, à l'élégie, et se permet des excursions sur tous les domaines. Cette manière dithyrambique et vagabonde d'exercer la critique a ses dangers; l'ingénieuse sécheresse des aperçus n'a-t-elle pas aussi les siens? Après tout, Diderot survit à Fréron; Hazlitt et Coleridge effacent les écrivains didactiques de leur époque. On préfère à cette stérile et fade gravité le livre fou de Cazotte, ou une ligne de ce docteur Mathanasius, qui certes n'a pas le sens commun? Les peuples qui encouragent l'originalité dans les œuvres de l'esprit me semblent avoir raison; la régularité ne vaut pas l'originalité. Quoi de plus irrégulier que Michel Montaigne? Est-il Gascon? est-il Romain? est-il philosophe? est-il poëte? croit-il ou doute-il? Pourquoi, dans son chapitre des *coches*, parle-t-il seulement de Jules César et de sa femme? Ce fabricant de pages bizarres et d'essais sans suite et sans fin n'en est pas moins le plus grand écrivain du XVIe siècle en France, le père nourricier de Jean-Jacques, de Pascal et de Montesquieu. Si vous espérez remplacer par la méthode seule le génie ou l'observation, vous n'arriverez qu'à des résultats misérables; voulez-vous posséder une littérature vraiment féconde, servez, encouragez, aimez le développement naïf des esprits et de leurs facultés diverses. Un livre mal fait vivra, si j'y rencontre vingt pages heureuses et fertiles, et qu'est-ce qu'un ouvrage dont tout le mérite consiste dans l'économique arrangement et la sobre disposition des matières?

Ces deux vertus ne peuvent être imputées à M. Wilson. Il divague, babille, pérore, s'égare, et quelquefois il abuse de cette charte de l'excentricité littéraire. Mais les idées neuves et les charmants tableaux abondent dans ses volumes; ses essais sur *Thomson*, *Cowper* et *Wordsworth*, *une Excursion à Grassmere*, *Christophe dans sa Volière*, et *les Bruyères d'Écosse* sont de délicieux fragments. *Les Prisonniers français à Dartmoor* offrent le mérite plus touchant encore d'une sympathie vive et d'une sensibilité noble envers des ennemis malheureux. « C'était triste, la prison de Dartmoor pendant la dernière guerre; un édifice énorme et lugubre, tout rempli de prisonniers français, et à côté d'eux une troupe de bandits ramassés sur tous les coins du globe, pirates, contrebandiers, assassins, escrocs, la lie et l'écume de ce monde. C'était triste de voir, au milieu de cette population ignoble, de braves et honnêtes soldats de la France enfermés dans le donjon qui dominait les bruyères lugubres et désertes, et condamnés à y périr captifs. Là pleurèrent, se consumèrent et moururent des milliers de ces étrangers, et quand leurs poitrines fatiguées n'eurent plus un soupir pour la patrie absente, ils s'éteignirent. J'y ai vu des jeunes gens, des héros de vingt ans, pris sur le champ de bataille, forcés de ronger le frein de la captivité, en proie aux passions du premier âge et à cette soif d'action qui ne pouvait s'étancher et qui les dévorait en les vieillissant. Ils étaient plus que centenaires déjà, bien qu'ils mourussent à la fleur de l'âge. A côté d'eux, j'ai vu descendre dans des fosses obscures, et sans larmes, de vrais vieillards, des vétérans d'armée, couverts de blessures anciennes qu'ils ne voulaient pas guérir, ou se débarrassant eux-mêmes d'une vie qui n'était plus une vie. Quelquefois l'extrême désespoir s'y transfigurait pour ainsi dire et prenait la forme de je ne sais quelle gaieté sauvage, bonheur troublé et effroyable à voir; de pauvres jeunes gens, plus pâles et plus délicats que des filles, attendaient avec anxiété, recevaient avec larmes la lettre d'un père ou d'une mère; puis, cette lettre reçue, ils partageaient l'orgie

et la bacchanale des bandits de la prison. Là, quelques êtres privilégiés s'isolaient dans les cours et se tenaient écartés de la foule, devenus peintres, sculpteurs ou graveurs, et au moyen d'un morceau de charbon ou d'un couteau atteignant ou dépassant les chefs-d'œuvre et les prodiges de l'art. Triste spectacle et qui m'a fait pleurer quand j'étais jeune! » Wilson, on le voit, est de la meilleure espèce des hommes de talent; il a du cœur et ne manque pas de génie, quoiqu'on puisse lui reprocher la diffusion, l'exagération et quelquefois l'incohérence. Espèce de Diderot du Nord, qui rappelle souvent la verve heurtée et l'humeur fantasque de notre improvisateur du XVIIIe siècle, il écrit beaucoup, et sur tous les sujets. Personne n'a su porter dans la critique anglaise un génie plus conciliant, plus sympathique, plus tolérant. L'héritage de Hazlitt lui appartient à titre légitime; mais la fantaisie de Wilson a plus d'ardeur, de vivacité et d'étendue.

Rien ne lui ressemble moins que le fécond polygraphe, l'intarissable romancier, le chroniqueur infatigable, J. P. R. James, qui vient de publier un roman assez pâle intitulé : *Forest Days*, et un recueil de *biographies politiques* traduites à peu près textuellement des écrivains étrangers. James ne pense ni bien ni mal, et n'écrit ni d'une façon illisible, ni d'une manière distinguée. C'est un de ces écrivains qui plaisent au commerce, qui ne déplaisent pas aux rivaux, qui n'effraient personne, exercent honnêtement leur industrie, livrent leurs ouvrages avec exactitude, n'ont pas d'idée ni de caprice, font le roman, le drame, l'histoire, la chronique et la critique également bien, travaillent même dans la poésie, et meurent en laissant leur boutique achalandée et florissante. Cette médiocrité a ses mérites; elle entretient le marché et consomme du papier, des caractères et de l'encre. Malheureusement la vérité n'y gagne rien, le lieu-commun se propage, le public vit de vieilleries et de frivolités retournées; la métamorphose du penseur en artisan n'est rien moins que le dernier avilissement de l'esprit.

Le recueil des discours prononcés par Lord Campbell (1), longtemps avocat et membre de la chambre des communes, puis grand-chancelier d'Irlande et *attorney-general*, mérite une mention bien autrement honorable. Comme lord Brougham, il a bâti l'édifice de sa fortune de ses propres mains, à force de laborieuse persévérance, d'activité et de talent; cela n'étonne personne en Angleterre, où les Burke, les Canning, les Peel, les Fox et les Brougham n'ont jamais été flétris du nom de parvenus. Le caractère de son talent d'avocat est la simplicité et la lucidité de l'exposition; il a fait peu d'usage de ces grands mouvements et de ces violentes hypothèses dont nos avocats se servent si volontiers, et qui, devant un jury habitué à l'exercice sincère de ses devoirs, affaiblissent une cause au lieu de l'étayer. Ce calme et cette modération sont devenus pour lui un honneur, lorsqu'il a été chargé, en sa qualité d'*attorney-general*, de poursuivre Frost et les chartistes. Aucune passion, rien de violent, de haineux, de vindicatif; une sévérité triste et cependant indulgente, mais surtout sobre d'imputations sans preuve et d'hypothèses accusatrices, fait du discours qu'il a prononcé à cette occasion un modèle, et de sa conduite un noble exemple. Au nombre des plaidoyers publiés par lui se trouve sa défense de mistriss Norton, discours d'une simplicité, d'une fermeté et d'une sagacité admirables. On sait aujourd'hui quelle trame politique se cachait sous cette attaque contre une femme distinguée; l'intérêt d'un parti conspirait avec l'envie pour perdre mistriss Norton; l'envie toute seule aurait bien pu en venir à ses fins. Il lui est si

(1) *Speeches of lord Campbell*, etc.

facile de transformer nos meilleurs penchants en vices et nos malheurs en crimes! Tous nos goûts, même les plus innocents ou les plus honnêtes, prêtent à la médisance; l'homme que l'on veut perdre est-il simple dans ses penchants, on le fait avare. Est-il ami de l'élégance, on le fait prodigue. Est-il pauvre, on le fait dissipateur. Si sa position est forte, on parvient à l'affaiblir; si elle est faible, on la ruine. Le procédé est d'une simplicité excessive et ne manque jamais son coup. Quant à mistriss Norton, elle offrait beaucoup de prise à cet ennemi sans pitié. par un mariage peu assorti, que l'inégalité d'âge et d'humeur signalait à la curiosité, et par ses talents variés. Elle était belle, poëte, aimable, alliée à ce que la société anglaise a de plus délicat et de plus raffiné. Elle avait de l'instruction sans pédantisme, de la grâce sans coquetterie, et ce genre d'esprit brillant et ferme qui peut servir d'arme comme d'ornement. On lui eût pardonné les succès de l'esprit, si elle se fût vouée à quelque coterie mesquine, ou l'éclat de la femme du monde, si elle se fût contentée de briller au parc et de donner la mode, ou l'agrément de ses salons, si la courtoisie de son accueil eût été sa seule recommandation. Mais rien n'éveille et n'aiguise l'envie comme la variété d'aptitudes ou de succès; le monstre prend alors des proportions gigantesques. Cette fois il s'appuya d'un côté sur l'esprit de parti et de l'autre sur l'hypocrisie puritaine. Il fut sur le point de ruiner complétement cette personne si distinguée, et c'est merveille qu'il n'ait pas réussi.

Le recueil des discours de lord Campbell, qui eut l'honneur de la défendre victorieusement contre de si terribles adversaires, contient des sujets de roman plus intéressants et plus dramatiques que les romans jadis célèbres de miss Burney, dont on vient de publier les mémoires. Miss Burney était devenue, comme on sait, mistriss d'Arblay, en épousant un émigré français de ce nom. Longtemps reine du roman, maîtresse de l'école à laquelle appartiennent miss Edgeworth et miss Austen, elle n'est plus aujourd'hui considérée que comme une ingénieuse imitatrice des défauts et des qualités de Richardson. Son *journal* (1), dont on a beaucoup trop parlé récemment, offre deux espèces d'intérêt et deux faces bien distinctes, l'une relative à la France, et qui est surtout amusante et curieuse par le grand nombre de personnages et d'événements français qui s'y trouvent réunis; l'autre, tout anglaise et qui se rapporte à la jeunesse de l'auteur de *Cecilia*. La portion française est la plus mal écrite, la plus obscure et la moins exacte des deux. Une fois dépaysée, miss Burney a perdu son talent; elle a voulu écrire *à la de Staël*, comme elle le dit elle-même, et ce travestissement lui a porté malheur. Rien de plus simple et de plus net que le style de miss Burney dans *Cecilia*. Rien de plus embarrassé et de plus redondant que le style de Mme d'Arblay. Cette charmante causeuse la plume à la main, dès qu'elle veut se faire muse et pédante, devient horriblement ennuyeuse. Née pour l'observation fine et la précision du détail, souvent comparable à notre spirituelle Mlle Delaunay, qui écrivait d'un style exquis ses mésaventures de dame de compagnie et ses mécomptes amoureux, miss Burney, quand elle prétend chausser le cothurne, tombe misérablement.

L'exemple de la France égara miss Burney. Alors nous étions montés sur le ton épique. La gloire légitime et victorieuse de M. de Châteaubriand brillait à côté des étincelants reflets de Mme de Staël. M. de Marchangy embouchait sa trompette, et M. Chênedollé la sienne; les plus petites muses grossissaient leur voix en suivant la marche triomphale du conquérant Napoléon. Entre la gaudriole du caveau et les

(1) *Diary of mistriss d'Arblay.*

grandes phrases des bulletins, il n'y avait pas de milieu, et l'on écrivait un almanach du ton dont Marmontel avait écrit *Bélisaire*. Le moindre sujet se gonflait de toutes les grâces de la circonlocution et de toutes les broderies de la rhétorique. La *poule au pot* de Henri IV se transformait en six vers alexandrins, de même que Du Belloy, dans un simple petit pain, avait trouvé une amplification de huit vers. M. de Marchangy décrivait dans son poëme *le bouillon aux yeux d'or qui rit dans le vermeil*, ce qui indique un excellent potage. *Corinne* même et *Delphine* ne sont pas exemptes de ce pitoyable travers, et c'est une justice à rendre aux Hoffmann, aux Feletz, aux Geoffroy, aux gens d'esprit de l'époque, qu'ils n'ont jamais épargné cette école de falbalas et de longues queues métaphoriques. Miss Burney, dont la phrase naturelle était si lestement vêtue, se laissa gâter. Rien n'est curieux à titre de monument littéraire comme la vie de son père, le docteur Burney, écrite par elle dans un patois doublement emphatique, qui rappelle à la fois le mauvais style des deux pays. Veut-elle dire que son père monta en voiture, elle raconte que *cet instrument locomotif, autrefois luxe royal, aujourd'hui l'une des nécessités de la bourgeoisie conquérante, le transporta d'un lieu à un autre.* Il s'agit d'un fiacre. — Sa description du rhumatisme paternel et des suites de ce rhumatisme ne peut pas être oubliée; l'*ithos* et le *pathos* en font un morceau merveilleux. « Mon père, dit-elle. fut assailli, pendant son voyage si rapide, par les fureurs les plus redoutables auxquelles la terrible lutte des éléments abandonne la nature pendant la saison hivernale. De mauvais arrangements domestiques et d'innombrables accidents qui s'y joignirent le livrèrent en proie aux impitoyables angoisses de ce spasme aigu que cause le rhumatisme, souffrance horrible qui lui permit à peine d'atteindre son foyer domestique, et bientôt il s'y trouva, prisonnier torturé, confiné douloureusement dans un lit de supplice. Tel fut l'obstacle imprévu qui ploya sans la dompter la naissante volupté de son esprit, ce désir d'entrer dans une nouvelle sphère de vie, dans le domaine de la célébrité littéraire. Ce fut en effet sur le lit du malade, échangeant le léger nectar d'Italie, de France et d'Allemagne contre les noires potions des apothicaires, tenaillé par des douleurs lancinantes, et voué à l'incendie de la fièvre, qu'il comprit la plénitude de cet équilibre sublunaire qui semble devoir éternellement rester suspendu au-dessus de l'accomplissement d'une félicité exquise et désirée longtemps, mais qui fuit au moment même où elle mûrissait, prête à éclore pour le plaisir. »

Cela méritait d'être cité. La première partie du journal de miss Burney est tout à fait privée de cette magnificence et renferme de curieux détails sur Johnson, mistriss Thrale, Walpole, et la vie intime de George III et de la reine sa femme. Bien que publiée récemment, cette œuvre appartient d'ailleurs à une époque littéraire très-éloignée de nous, à l'ère johnsonienne, qui a précédé l'avénement de Walter Scott et de Byron. Aujourd'hui rien ne bouge dans la littérature anglaise. Les romans sont à peu près ce qu'ils étaient il y a vingt ans. On écrit des poëmes dans le style de Wordsworth et de Tennyson. On compile des histoires à l'imitation de Southey et de Lingard. Cependant un courant de nouveaux besoins et de tendances nouvelles emporte lentement les esprits vers un monde inconnu; ce courant, on ne l'aperçoit guère dans les livres à la mode; le véritable mouvement intellectuel ne se manifeste jamais à la surface. Il faut creuser plus avant et consulter certaines publications à demi obscures, certains pamphlets de controverse et de polémique sacrée pour reconnaître de mystérieuses et bizarres agitations qui s'annoncent dans les intelligences anglaises. L'Angleterre, mère du rationalisme pur, s'ennuie un

peu de cette doctrine et de sa stérilité. Le pays de Locke produit à son tour quelques germes catholiques, et c'est à Oxford, au sein de la vieille université, qu'on les voit poindre. Comment se réglera cette tendance nouvelle? Comment se débrouillera et s'éclaircira ce nuage mystique? Il y a un docteur Arnold, mort récemment, esprit indépendant et distingué qui, dans ses essais et dans sa chaire, n'a pas cessé de prêcher et d'écrire contre l'esprit de parti qui est la vie politique de l'Angleterre. Il y a un docteur Pusey, dont les *tracts* ou traités font un assez grand nombre de prosélytes, et qui demande tout simplement que l'église anglicane se substitue à l'église romaine catholique. Il y a un docteur Sewell, qui va plus loin et qui se déclare symboliste, mystique, ennemi du jugement individuel, partisan de l'inquisition, défenseur de la foi aveugle ; il proteste contre le protestantisme et déclare qu'il ne reconnaît de christianisme légitime qu'avant la réforme! Voilà ce que l'on imprime en Angleterre, et qui pis est, à Oxford. La singulière impulsion du catholicisme protestant s'y propage avec une vivacité qui épouvante les vieux adversaires du papisme, et qui menace de détruire l'orthodoxie. MM. d'Oxford réclament pour leur église tous les droits de l'église catholique, infaillibilité, autorité, influence directe sur les intérêts temporels. Les puseyites n'attaquent plus le catholicisme dans ses théories, qu'ils acceptent au contraire ; ils veulent tout bonnement le remplacer. Qu'auraient dit Locke et de Foë, s'ils avaient prévu ce résultat? Bossuet rirait bien. Le protestantisme, fruit du jugement qui *proteste*, né de l'arbitrage personnel exercé par l'homme, renonce à sa protestation, se soumet à l'autorité et détruit la faculté du libre jugement! Nous avons nommé M. Sewell, professeur de philosophie de cette université d'Oxford, et l'un des principaux athlètes du combat, qui a scandalisé récemment les consciences par la publication de sa *Morale chrétienne* (1) ; il essaie d'y relever le principe catholique de l'autorité contre le principe du jugement individuel. Bossuet n'est pas plus impérieux ; Tauler n'est pas plus mystique.

Il faut donc se garder de confondre les mouvements purement littéraires indiqués par le style, le genre et la portée des livres, avec les révolutions intellectuelles qui couvent secrètement dans l'esprit des peuples. Il est évident qu'il s'opère aujourd'hui dans les intelligences anglaises un effort vague contre l'esprit de parti et le *cant*, effort sourd et secret, encore très-peu sensible, mais d'autant plus digne d'être remarqué, qu'il s'étend doucement à la littérature, aux mœurs, aux arts, à la science, à la théologie et à la politique. Les romans même de Dickens, et c'est ce qui fait en partie leur succès, sont remplis de protestations comiques contre le *cant* et l'affectation de la sévérité puritaine. L'Angleterre commence à se dégoûter de l'hypocrisie convenue, elle ne croit plus guère à ses journaux, et répudierait volontiers le charlatanisme des annonces. La presse quotidienne perd tous les jours de son pouvoir, dont elle a fait litière. Les sentiments et les préjugés contraires à la France s'anéantissent dans les esprits cultivés ; récemment, un des meilleurs recueils périodiques anglais ne craignait pas de faire honte à ses compatriotes et de louer à leurs dépens le libéralisme de nos lois et la sympathie facile de nos mœurs. Le retour à la généralisation des idées, un certain besoin de centre et d'autorité, une lassitude secrète de l'analyse, de la dissidence et peut-être de la liberté, se manifestent d'une manière indécise, mais assez vive.

Ainsi, dans le pays protestant par excellence, on proteste contre le principe de

(1) *Christian Morals*, by the rev W. Sewell, M. A., etc.

la critique. Dans le pays de la libre pensée, on prête l'oreille aux panégyristes de l'inquisition. Le pays rationaliste écoute le mysticisme du symbole. La bannière catholique est prête à se relever au milieu des adversaires du papisme.

Voilà, pour les penseurs, les curiosités mystérieuses de l'Angleterre actuelle. Elles éclosent à peine, on les voit poindre, toutes timides, à la surface du sol; mais elles sont pleines de séve, d'avenir, peut être de terreur. La circulation des livres n'est rien auprès du mouvement des idées.

PHILARÈTE CHASLES.

LE MONDE

GRÉCO-SLAVE.

VI.[1]

LES BOSNIAQUES.

I.

Entre les montagnes de la Grèce et la principauté autonome de Serbie, s'étendent des provinces slaves qui reconnaissent encore, du moins en apparence, la domination directe du sultan. Généralement désignées sous le nom collectif de *Bosnie,* ces provinces sont au nombre de trois : la Bosnie proprement dite, l'Hertsegovine, et la Croatie turque. La population, très faible en proportion de l'étendue du pays, ne dépasse pas douze cent mille âmes, ce qui donne à peine trois cents habitants par lieue carrée; mais elle se compose presque entièrement de pâtres indomptables, maîtres des gorges les plus inaccessibles de l'empire turc. Serbes de langue et de mœurs, les Bosniaques se distinguèrent cependant toujours de leurs compatriotes danubiens par un caractère plus énergique et plus ferme ; ils prétendent aussi l'emporter sur les autres Serbes par la noblesse et la pureté de l'origine. Connus dans

(1) Voyez les livraisons des 31 janvier, 15 juin, 15 juillet, 15 décembre 1842, et 28 février 1843.

l'histoire bysantine sous le nom de *Botsinaki*, comme les Serbes du Danube sous le nom de *Trivalles*, ils croient avoir précédé tous les autres Slaves dans l'empire d'Orient; ils parlent même de nombreux mariages contractés entre leurs ancêtres et les familles princières des tribus gothiques, auxquelles ils donnèrent des rois, tels qu'Ostrivoï et Svevlad, lorsque, du ve au viie siècle, la nation des Goths parcourait l'Europe. Un amour excessif des libertés locales ne tarda pas à nuire à l'indépendance extérieure des Bosniaques; ils se divisèrent d'eux-mêmes en plusieurs états souverains, comme le banat de Dalmatie et le royaume de Rama ou de la haute Bosnie. Les Maghiars profitèrent de ces divisions et s'emparèrent du pays, qui ne fut plus régi que par un roi vassal du souverain de la Hongrie. A la fin du xive siècle ce petit roi parvint à s'émanciper complétement; mais ses anciens protecteurs lui opposèrent aussitôt un concurrent qui le força d'appeler à son secours les Turcs de la Thrace, et le protectorat maghiar dut se retirer devant le protectorat ottoman, qui depuis lors domine la Bosnie.

La série d'événements ou plutôt d'intrigues qui avaient réduit les Bosniaques à réclamer l'intervention musulmane ne fait point honneur à la chrétienté latine. Les menées incessantes des cardinaux et des évêques d'Allemagne dans ces régions avaient fini par rendre la masse du peuple indifférente à la religion qu'il voyait si indignement exploitée par un amas d'ambitieux. L'hérésie des *bogomiles* (élus de Dieu), gnostiques qui niaient la trinité, la hiérarchie ecclésiastique et la divinité du Christ, avait déjà fortement ébranlé la foi orthodoxe en Bosnie et en Albanie. Ces bogomiles, précurseurs des réformés, appelés par les Grecs *kathareni* ou chrétiens purs, et par les chroniques latines *patareni* (mot qui n'offre aucun sens), ne contribuèrent pas moins que le schisme grec à provoquer l'intolérance des évêques allemands et à faciliter les conquêtes de l'islamisme en Bosnie Rome et le saint empire germanique n'avaient attaché à leur cause toutes les grandes familles du pays qu'en leur accordant pour prix de leur conversion des droits féodaux sur les paysans schismatiques : ces familles, instruites à voir dans la religion un moyen de domination temporelle, passèrent du pape à Mahomet, et conservèrent ainsi tous leurs droits seigneuriaux sur les paysans qui ne voulurent pas les imiter. Quant aux marchands, habitants des villes, la plupart kathaéniens, ils ne se firent aucun scrupule d'imiter l'apostasie des nobles catholiques. Dès lors il y eut en Bosnie une majorité musulmane, qui, nécessairement hostile à l'Europe, n'inspira aucune défiance aux sultans, et obtint aisément de la Porte la confirmation de tous ses priviléges.

Les missionnaires latins assurent dans leurs rapports que les musulmans bosniaques, tout comme ceux d'Albanie, tiennent fort peu au Koran, et qu'il serait facile de leur rendre la foi chrétienne. Cette assertion semble contredite par le fanatisme avec lequel les Bosniaques défendent de toute attaque leur religion actuelle; seulement l'islamisme, tel que le pratiquent les Bosniaques, se rapproche beaucoup plus du culte chrétien que l'islamisme des Turcs, et l'on a pu naturellement regarder la conversion des premiers comme moins difficile que celle des Osmanlis. Ainsi chaque famille a conservé pour patron le saint adopté par ses aïeux chrétiens; on chôme la Saint-Pierre, la Saint-Élie, la Saint-George; un père musulman dont l'enfant est malade fait dire pour lui des messes au monastère voisin; un jeune *beg* mène en secret les popes prier sur le tombeau de son père. Les Bosniaques n'ont point adopté, comme les autres musulmans, la polygamie, et ils vont, dans quelques districts, jusqu'à laisser leurs femmes sortir, comme les chrétiennes, sans

voile, ou du moins avec une partie du visage découverte. Il faut même reconnaître que ces musulmans ont en général pour leurs femmes plus d'égards que les Serbes chrétiens. Ce respect pour le sexe faible a donné chez eux, à la famille, des bases bien plus fortes que chez les Turcs. Malheureusement, dans un pays où le bas peuple, réduit à l'état de raïa, ne peut contre-balancer le pouvoir des nobles, les vertus domestiques des Bosniaques n'ont servi qu'à consolider le funeste élément aristocratique, importé chez eux par les Germains du moyen âge. Toutefois l'esprit de l'Orient a modifié profondément ces germes de féodalité.

Les mêmes liens qui unissaient dans les temps antérieurs la Bosnie au royaume de Hongrie, la rattachent actuellement à l'empire du sultan, dont elle est l'alliée plutôt que la sujette. Les Bosniaques s'administrent eux-mêmes, désignent à la Porte les pachas qu'ils veulent avoir, et qui toujours sont indigènes. Il faut en excepter le vizir, seul magistrat d'origine ottomane dans le pays : aussi son autorité est-elle sans cesse contestée, et il vit comme bloqué dans sa citadelle de Travnik, le séjour de la capitale lui étant interdit par la constitution, qu'il ne s'enhardit à violer qu'en cas de guerre civile. Comme vicaire du sultan, il a le gouvernement militaire de la province, mais sous le contrôle de deux hauts dignitaires indigènes. L'un est le grand cadi ou mollah, chef des oulémas bosniaques : tous les cadis des *nahias* relèvent de ce fonctionnaire auquel tout raïa peut en appeler des arrêts des autres juges; l'autre est le grand voïevode qui, élu par tous les capitaines, porte le titre d'*alaï-beg*, a le commandement suprême de l'armée nationale, et dirige l'exécution des sentences de tous les tribunaux bosniaques.

La capitale du pays, Saraïevo, forme, depuis plusieurs générations, une espèce de république qui a son patriciat, où sont admis, selon la coutume orientale, tous les riches marchands et même les artisans, quand ils possèdent la somme d'argent requise par l'usage. Cette organisation se retrouve, avec de moindres proportions, dans toutes les autres cités de la Bosnie. Malheureusement au-dessus de ces patriciats des villes s'est élevée une noblesse militaire, formée de tous les begs et capitaines des châteaux de la campagne. Ces *kapetani*, dont Pertuisier, l'envoyé de Napoléon, fixait le nombre à quarante-huit, avaient reçu héréditairement de leurs aïeux les petits forts dont ils se regardaient naguère encore comme les propriétaires absolus, forçant le raïa à toute sorte de corvées, et se faisant souvent entre eux de petites guerres en dépit du vizir. Toutefois ils n'ont jamais eu un grand pouvoir dans les *varochi* (villes proprement dites), où, pour nommer ses magistrats, le peuple musulman et les patriciens se rassemblent en diétines, assemblées populaires dont les Bosniaques chrétiens sont seuls exclus. Entre les *kapetani*, aujourd'hui remplacés par des *aïans*, et les différents conseils municipaux qui gouvernent les villes, il y avait autrefois une classe intermédiaire, celle des *spahis*, espèce de chevaliers possédant des *spahiliks* ou fiefs, à la condition de marcher en armes chaque fois que l'empire était menacé. Un grand nombre de begs serbes avaient déjà obtenu, sous Achmet Ier, de pareils fiefs; héréditaires à l'orientale, c'est-à-dire sans droit d'aînesse, ces *spahiliks* passaient comme propriété commune et indivisible à tous les fils du possesseur défunt, obligés d'aller ensemble défendre la patrie sous la direction de celui d'entre eux qu'ils avaient eux mêmes choisi comme leur aîné en sagesse et en vertu. Cette chevalerie bosniaque ne forme plus aujourd'hui un pouvoir dans l'état, mais elle tend toujours à reprendre son ancienne influence.

On remarque les plus grands rapports entre l'ancienne organisation des spahis et la féodalité hongroise : c'est de part et d'autre, pour les possesseurs de fiefs,

l'exemption d'impôts, l'obligation du service militaire, le devoir pour l'héritier qui entre en possession de payer une certaine somme au trésor public, enfin le droit d'exiger du paysan la dîme, et les *robotes* ou corvées pour battre le blé des dîmes, pour transporter à la ville le foin, le maïs, l'avoine, le vin. Mais il y a entre ces deux systèmes une différence qui est tout à l'avantage de la féodalité orientale. En Bosnie, le seigneur n'avait point comme en Hongrie, de château ni d'intendant sur son fief. Il habitait les villes, et n'envoyait son intendant qu'une fois l'an chez ses vassaux, pour surveiller la livraison des dîmes et de la *glavnitsa*, capitation de quelques paras pour chaque *ame* ou couple marié. Tout le reste de l'année, les raïas, ne vivant qu'entre eux, jouissaient d'une complète liberté personnelle. Loin d'être lié à la glèbe, comme le serf des pays germaniques, le paysan serbe mécontent de son spahi pouvait en chercher un autre; il pouvait vendre ses terres et émigrer avec tout ce qu'il possédait, pour aller tenter la fortune dans un district éloigné. En un mot, les paysans d'un spahilik étaient les véritables propriétaires de leurs champs, et ne devaient que des impôts réglés, au spahi comme à l'état. Aussi, dans beaucoup de villages, le spahi avait-il réussi à se rendre très-populaire. Fortement intéressé à la prospérité de l'agriculture d'où dépendait l'abondance de ses dîmes, il s'opposait énergiquement aux razzias des pachas; il regardait l'oppression de ses raïas comme faisant rejaillir sur lui-même une honteuse accusation de faiblesse; il était leur avocat, leur défenseur naturel contre les agents fiscaux, qui, ne faisant que passer dans le pays, n'étaient pas directement intéressés, comme lui, à en maintenir la prospérité. En outre, toute juridiction était enlevée au spahi sur les gens de son fief, qui nommaient leurs propres juges, en se réservant le droit d'en appeler au cadi. Le raïa était donc presque aussi libre qu'un fermier qui posséderait des terres en commun avec un habitant de la ville, et devrait lui porter en nature sa part des moissons de l'année.

Les spahis, réunis dans leurs palankes, passaient leur vie tantôt à s'exercer au métier des armes, tantôt à disserter dans les cafés sur les affaires publiques. Divisés en clubs nombreux, ces républicains suivaient avec une vigilance infatigable la marche de l'administration dans leur province, et, au moindre abus des agents du vizir, leur susceptibilité nationale éveillée demandait à grands cris une réparation éclatante. Le raïa était sûr alors qu'en temps de paix le haratch et les impôts qu'il payait à la Porte ne seraient jamais augmentés d'un para. Les fiers spahis auraient vu dans cet acte une violation de leurs priviléges. D'un autre côté, les pachas et les agents de la Porte, jaloux de faire sentir leur autorité, ne permettaient aux spahis aucun envahissement sur les droits laissés aux raïas Il y avait ainsi sur la tête des vaincus deux pouvoirs qui se contrôlaient sans cesse et s'interdisaient mutuellement les abus; ces pouvoirs rivaux établissaient une sorte d'équilibre en faveur du raïa, qui pouvait jouir d'une certaine prospérité. Aussi les raïas serbes se plaignaient si peu, que leurs frères de la Dalmatie et de la Croatie autrichienne, au XVIIe siècle, ont souvent émigré en grand nombre vers la Bosnie, trouvant le joug des spahis infidèles plus doux que celui des seigneurs chrétiens.

L'accord tacite qui régnait alors entre les Bosniaques des deux religions pour se défendre mutuellement de l'oppression ottomane ne pouvait plaire au sultan; aussi le divan impérial s'attacha-t-il bientôt à ruiner le système des spabiliks, méconnaissant la haute sagesse d'une institution qui seule pouvait faire accepter sans violence aux vaincus les résultats de la conquête. Dans son ambition jalouse, la Porte voulait réduire ses alliés à l'état de sujets; elle excita d'une part le fana-

tisme, si prompt à s'enflammer, des Bosniaques chrétiens contre leurs spahis, de l'autre elle jeta un appât à la cupidité des chefs musulmans, dont elle transforma les spahiliks en *tchiftliks*, sous prétexte de récompenser leur dévouement à la cause de l'islamisme. Les *tchiftliks* étaient des fermes dont le seigneur devenait le propriétaire absolu, comme dans la primitive féodalité. Le maître d'un *tchiftlik* avait droit non seulement aux dîmes, mais encore à la terre, et pouvait à son gré en chasser les habitants ou les pressurer arbitrairement. Partout où cet infernal système fut appliqué, il excita l'horreur des raïas et le dépit des spahis qui n'obtenaient pas de *tchiftliks*; il en résulta des luttes violentes, et une irritation extrême régna dès lors parmi les possesseurs de fiefs, qui furent entraînés à ériger de leur propre autorité toutes leurs terres en *tchiftliks*. Des *tchiftliks* privés étaient en effet le seul moyen infaillible de neutraliser l'influence des *tchiftliks* impériaux. Les raïas, foulés aux pieds, n'eurent plus d'autre propriété que celle de leur corps : tout spahi qui passait près de leurs cabanes se faisait héberger et nourrir par eux ; il pouvait employer leurs chevaux pour un jour de marche sans être obligé de les payer, il pouvait même accabler de coups le raïa, qui n'osait répondre, car, tous les musulmans étant sacrés, il y avait peine de mort pour le giaour qui aurait frappé l'un d'eux.

Cet état est encore actuellement celui des raïas de la Bosnie. Quoique les pachas aient fait, depuis trente ans, les plus grands efforts pour détruire l'organisation des spahiliks, et qu'ils y aient à peu près réussi, le sort du raïa n'en est pas allégé. Les spahis, opprimés par le Turc, se vengent brutalement sur le chrétien, qui est réduit à appeler l'Osmanli un bon maître et à l'invoquer contre ces Serbes renégats. De là le proverbe slave : *Ne' ma Tourtchina bez potourtcheniaka*, il n'y a pas de Turc (c'est-à-dire de tyran) où ne se trouve pas de chrétien *turquisé*. Ce sont en effet les descendants des renégats qui exigent avec le plus de rigueur l'accomplissement de toutes les prescriptions vexatoires que l'islamisme fait peser sur les raïas. Ces malheureux ne peuvent avoir d'élégantes demeures, ni de riches habits, ni de belles moustaches, ornement dont le Serbe est si fier. S'ils rencontrent un musulman en voyage, ils doivent descendre de cheval et lui céder le haut de la route, quand même il leur faudrait, pour cela, s'enfoncer jusqu'aux genoux dans la fange. Rarement le spahi est assez bon pour crier au raïa : *Iachi, more!* reste à cheval, pauvre diable! Le cri menaçant de *s'iachi*, descends de ta monture, est bien plus souvent proféré. Faute de pouvoir les leur arracher, on a laissé à ces paysans leurs armes, et même leurs carabines, mais ils sont tenus de les cacher, en signe de respect, sous leur manteau, au passage d'un musulman. Quand par hasard ils ont affaire aux employés de l'état, ils ne peuvent paraître devant eux qu'à genoux, et doivent rester dans cette posture tout le temps de l'audience; s'ils les rencontrent dans la rue, ils doivent ou s'enfuir ou se prosterner pour leur baiser le pied.

Les mœurs des Bosniaques sont de la plus grande sévérité. Partout les deux sexes vivent séparés; à l'église, une cloison sépare la nef des femmes de celle des hommes; dans un festin, le père de famille ne s'occupe que de ses convives mâles, et laisse sa femme servir à l'extrémité de la table les personnes de son sexe. Une jeune fille ne reçoit jamais en dot un bien-fonds, mais seulement un présent, d'ordinaire peu considérable. Quoique les chrétiens bosniaques soient durs et tyranniques pour leurs femmes, il n'est pas rare de voir dans les villes musulmanes le raïa céder lâchement sa couche au spahi, et souffrir de la part du maître des outrages qu'il punirait de mort impitoyablement, si l'offenseur était un raïa comme

lui. D'un autre côté, les spahis, si prompts à outrager les femmes chrétiennes, sont vis-à-vis de leurs propres épouses d'une susceptibilité extrême. L'homme surpris en adultère est pendu ou lapidé sur-le-champ; l'épouse infidèle meurt d'ordinaire dans d'affreux supplices, et son mari ne pourrait lui-sauver la vie quand même il en aurait le désir Du reste. les crimes de ce genre sont extrêmement rares, car, ne se mariant que par amour, et après s'être assurés de leur penchant mutuel, les époux bosniaques sont naturellement attachés l'un à l'autre, et la monogamie, à laquelle ils s'astreignent sans égard pour les maximes relâchées du Koran, leur est un gage certain de bonheur domestique. Parmi les familles, soit chrétiennes, soit même musulmanes. qui vivent retirées sur des plateaux abruptes, sans contact avec les réformateurs à la franque, il en est dont la vie privée abonde en traits admirables, et on ne peut observer ces mœurs simples et généreuses sans être surpris et presque effrayé de tout ce qu'une civilisation factice enlève à l'homme de vertus et de calme.

Les Bosniaques allient une bravoure extrême à un culte obstiné pour leurs vieilles coutumes; cet entêtement les porte quelquefois à des actes de dissimulation et de cruauté qui ne sont nullement dans leur nature. En outre, ils aiment l'argent plus qu'on ne devrait s'y attendre ; mais ils s'en servent pour acheter de beaux et riches costumes, et surtout des armes ornées d'éclatantes ciselures. Nés pour la poésie et la guerre, ils dédaignent la mollesse et le luxe; briller sur la terre par l'épée et par le chant, voilà leur ambition; la vie sans héroïsme, ils ne peuvent la comprendre. Toutefois, malgré ces grandes qualités. le Bosniaque est inférieur en intelligence au Slave du Danube et de l'Adriatique, il est moins éclairé, plus crédule, et souvent il discerne mal ses propres intérêts. Aussi l'élan d'enthousiasme religieux et patriotique qui enflamma les autres Serbes dans leurs luttes admirables contre les Turcs et révéla en eux les Espagnols de l'Orient, n'a remué que faiblement la Bosnie.

La nourriture habituelle des Bosniaques est presque la même que celle du Polonais et du Russe méridional. Pour les uns et les autres, peu importe la qualité des aliments pourvu qu'ils soient abondants. Le maïs et le blé noir se broient avec une petite meule à main, et de la farine, mêlée avec du lait, on fait une soupe nommée *koulia*, qui, si elle est préparée au gras, s'appelle *kouveliane ;* le plus souvent le potage n'est qu'un simple *kacha* ou gruau d'avoine Le pain, de forme ovoïde et très-mince, appelé *pita* ou *tanka*, se cuit sous la cendre, immédiatement avant le repas, dans des vases de terre ou sur des plaques en fonte; le luxe des fours et des boulangeries n'existe que pour les villes. La viande se rôtit en plein air dans des broches de bois; toute la vaisselle est également en bois. L'hiver, on n'a que des viandes salées et une espèce de choucroute fermentée dans des tonneaux. La pomme de terre, qui offre tant de ressources pour la mauvaise saison, est méprisée des musulmans comme un aliment vil, une *nourriture des Francs.* Après s'être servis tout l'hiver d'aliments échauffants, l'été ils ne se nourrissent presque plus que de melons d'eau, de citrouilles, de concombres, de betteraves et d'énormes navets, qu'ils mangent le plus souvent crus. Chrétiens et musulmans boivent la *slivovitsa* (eau de-vie de prunes), comme on boirait de l'eau. Tout le terrain autour des villages est planté de pruniers destinés à la préparation de ce breuvage, qui remplace le vin, refusé par la nature aux rudes montagnes de la Bosnie. Les enfants n'ont d'autre breuvage que l'eau, bien qu'elle soit très-froide dans ce pays et donne de violentes coliques.

Les maladies sont ordinairement inflammatoires, et presque toujours elles viennent de refroidissements Dans ce dernier cas, le Bosniaque se fait saigner, boit de l'eau-de-vie brûlante mêlée de poivre ou de poudre à fusil, puis s'enveloppe dans ses peaux de mouton et tâche de transpirer. Il y a bien en Bosnie quelques docteurs européens à la solde des pachas, mais on leur préfère généralement les esculapes indigènes. Ces *guérisseurs* accompagnent leurs cures de procédés bizarres. Ainsi, pour rendre l'ouïe à un homme menacé de surdité, ils lui mettent dans l'oreille le bout d'un cierge creux en cire jaune, et allument le cierge par l'autre bout; ils le laissent brûler tout entier pendant que la tête du malade est enveloppée le plus chaudement possible; cette opération se renouvelle jusqu'à parfaite guérison. Souvent ces sorciers, comme les astrologues grecs, tirent l'horoscope de leur patient. Ils écrivent en slave son nom, celui de son père, enfin ceux de sa famille et de sa tribu; puis, comme chaque lettre slave représente une quantité numérique, ils additionnent tous ces nombres, divisent, multiplient, découvrent quels sont les astres amis et les planètes ennemies du malade; enfin, d'après ces données, ils fixent le traitement. Ces sorciers sont aussi chirurgiens, et des médecins très-éclairés reconnaissent qu'ils les ont souvent vus guérir radicalement des blessures qui, traitées à l'européenne, auraient nécessité l'amputation. En revanche, ils sont impuissants contre les maladies internes : aussi, quand un Bosniaque souffre d'une de ces maladies, la famille se hâte-t-elle de le mettre sur un cheval et de le conduire au couvent le plus voisin, où les moines lisent tranquillement l'Évangile sur sa tête pendant qu'il tremble la fièvre. Les prières du vladika des Monténégrins sont considérées dans ce cas comme le plus puissant de tous les remèdes; mais, comme il pourrait être dangereux, surtout en temps de guerre, d'aller réclamer du fond de la Bosnie l'assistance du prélat favori de Dieu, on se contente de lui envoyer le manteau du malade, afin qu'il répande sur ce vêtement ses précieuses bénédictions.

Les demeures des Bosniaques ne sont ordinairement que de grandes huttes en argile et en bois, couvertes de chaume et d'écorce de tilleul, et composées de plusieurs petites pièces qui toutes s'ouvrent sur un appartement central. Cette chambre commune est la *salle de la famille*, dont elle renferme l'âtre, qui est chez le pauvre un vaste cercle creusé dans la terre au milieu de la chambre. Là se cuisent les repas, là tous, frères, sœurs et parents, s'assoient sur des bancs pour les causeries du soir; ils entourent le grand-père ou l'ancien de la famille, qui, avec sa vieille compagne, est le gardien naturel du foyer. Chez les riches et dans les villes, cette salle est ordinairement placée au premier et unique étage de la maison ; elle offre un élégant divan entouré de fenêtres et jeté en saillie sur la rue qu'il domine. Le seul meuble qui dans ces demeures rappelle l'Europe, ce sont les poêles allemands en terre cuite et vernie, massifs, presque aussi hauts que la chambre, et qu'on nomme *baboura*. Ces demeures ne servent guère que pendant la saison froide; dès que l'été approche, le Bosniaque se hâte de dresser dans son jardin, sur le chemin ou en plein champ, des tentes de feuillage pour y prendre ses repas et y passer la nuit. Son dédain pour les commodités de la vie est sans bornes; il rougirait d'avoir besoin d'un lit pour dormir; son manteau lui sert de couverture; il s'étend sur un peu de paille de maïs en hiver, et en été sur l'herbe des prairies. On conçoit qu'avec de telles mœurs le bagage d'une armée soit facile à transporter : aussi voit-on des corps de vingt à trente mille hommes se réunir comme par enchantement et voler avec la rapidité de l'éclair d'une frontière à l'autre de la Bosnie. Cet état de choses, à la

vérité, est sur le point de disparaître devant la discipline européenne ; aux mouvements spontanés des guerriers indigènes succède la marche réglée du *nizam;* l'obéissance passive tend de plus en plus à remplacer une liberté anarchique. Toutefois, en dépit des pachas, les *faïdas* entre capitaines et les exploits des haïdouks servent encore de thème favori aux chansons populaires. Quelques fragments des *piesmas,* composées sur l'un des plus célèbres haïdouks des derniers temps, Tomitj Miiat, achèveront de donner une idée complète de la vie sociale des Bosniaques. La première de ces piesmas décrit la *moba*, réunion d'hommes de corvée occupés à recueillir les moissons du spahi.

LA MOBA.

« L'intendant de Mourat-Beg, l'avare kiaia Koptchitj, pousse au travail cent faucheurs et deux cents moissonneurs, et leur dit : — Celui qui arrivera demain ici après le lever du soleil recevra trois cents coups de bâton, et je le jetterai au fond d'un cachot d'où il ne sortira qu'au retour de Mourat-Beg. Or, le beg ne reviendra de l'armée que dans sept ans. — Toute la moba tremblante se trouva le lendemain avant l'aube au rendez-vous du travail : Tomitj Miiat resta seul en arrière, et, d'un air décidé, arriva après le lever de l'aurore, sa longue carabine sur l'épaule, et tenant à la main sa faux avec sa pierre à aiguiser.

» A sa vue, le kiaia s'écrie : — Ce que j'ai promis, je le tiendrai ; tu recevras, Miiat, trois cents coups de bâton, puis je te jetterai dans un cachot, d'où tu ne sortiras qu'au retour de notre beg, qui ne reviendra que dans sept ans. En entendant ces menaces, le jeune Miiat jette sa faux au kiaia, et fuit vers la vaste montagne. Il y rôde, cherchant des compagnons, et dès qu'il en a trouvé sa première course est contre le cruel kiaia Koptchitj.

» Ayant rencontré Ali, l'un des bergers du kiaia, Miiat lui demande dans quelle partie du konak loge et dort l'épouse du beg. — Elle loge, répond le berger Ali, dans la plus haute tour au fond de la cour pavée ; c'est là qu'elle prend ses repas et qu'elle dort, sous la garde de douze *delis* qui, armés de fusils luisants, veillent à la porte de fer. — Eh bien ! dit le haïdouk, apprends que je suis le *harambachi* Miiat. Rassemble tes moutons, tue vite un bélier, et va servir aux douze delis un vin généreux qui les enivre et me permette d'aborder plus facilement la koula, dont je veux enlever les richesses. Nous partagerons avec toi le butin dans la montagne.

» Le berger obéit, et, en apportant aux douze gardiens leur repas du soir, il leur servit un vin si fort, qu'ils tombèrent tous ivres, et endormis pêle-mêle comme des morts sur un champ de bataille. A minuit, Tomitj Miiat arrive avec douze compagnons ; il s'avance vers la porte de fer, et, prenant une voix de jeune fille, il se met à pousser des plaintes comme ferait une pauvre esclave sans maîtres : — N'est-ce pas ici le palais de Mourat-Beg? Ne pourrai-je ici passer le reste de mes jours ? Ne pourrai je ici reposer mes os?

» Le jeune fils du kiaia l'entend et répond : — Pauvre fillette, on t'ouvrira ; mais ne te plains pas si haut, car tu éveillerais notre bonne maîtresse. Toute servante doit savoir filer doucement et joliment broder, tisser avec vitesse et faire un tissu fin, et dénouer habilement la ceinture de la maîtresse. Cependant la dame, du haut de son pavillon, entendit les plaintes de la mendiante, et dit à son esclave Koumria d'aller ouvrir ; mais la légère suivante répondit : — Princesse, je n'ose descendre ; je

crains qu'il n'y ait sous le portique quelque beg endormi. La dame s'irrite : — Fille impure, chienne d'esclave, quel beg oserait venir dormir sous les portiques, au pied de ma blanche tourelle? Dans sa fureur, elle donne à Koumria un soufflet si violent, qu'il fait tomber sept dents à l'infortunée; et la méchante princesse, s'élançant, va elle-même ouvrir la porte de sa koula. Mais, au premier coup d'œil qu'elle jette dans sa cour de marbre, elle la voit hérissée de cuirasses et de fusils. Vainement la dame remonte avec précipitation dans sa haute tour; Miiat la poursuit, et, lui prenant la main : — Belle cadine, tu ne peux m'échapper. Dis-moi vite où l'avare kiaia cache son coffre-fort ? En quelque lieu qu'il soit, je veux m'en emparer. La cadine répond : — Le trésor est dans la chambre des begs, qui a trois portes, et aux trois portes pendent autant de cadenas énormes. Dans cette chambre est gardé le manteau de conseiller, dont le beg se revêt pour les séances du divan, ou quand il doit paraître devant l'empereur. Ce manteau a trente boutons, dont chacun est formé de trente ducats. — Tomitj va droit aux portes du trésor, les enfonce et en enlève toutes les richesses, et jusqu'au manteau du conseiller des begs, fruit des rapines exercées sur les raïas. Ainsi la force reprend ce que la force a conquis.

» En quittant la cruelle cadine, Miiat lui enlève son collier de perles, ses bracelets d'or, ses bagues de diamants et jusqu'à sa pipe d'ambre; puis il s'en va sur la verte montagne partager le butin entre ses compagnons. Là les étoffes précieuses se mesurèrent non à l'aune, mais d'un sapin à un autre sapin; et Miiat dut se servir de son *kalpak* comme d'un boisseau pour mesurer les ducats d'or. Pendant ce temps, la cadine écrivait et envoyait à Miiat, sur la montagne, une lettre ainsi conçue : « Mon frère en Dieu, renvoie-moi mon collier, mes bagues, mes bracelets et » ma pipe; sinon, quand Mourat-Beg reviendra de l'armée, il dira non pas que tu » m'as dépouillée, mais que tu m'as embrassée, et il ne voudra plus me regarder. » Miiat galamment répond à la cadine : « Je te rendrais volontiers tes parures, si elles » étaient encore en mon pouvoir : mais le sort les a données en partage à mon » neveu Marianko ; et comme il les destine à une jeune beauté dont il est amou- » reux, il ne me les rendrait pas sans combat. »

UNE ORGIE D'HIVER.

« Aux derniers jours d'automne, le haïdouk Miiat, avec trente compagnons, s'en va en quartier d'hiver à Saraïevo chez son pobratim Evendi-Cadi, qui le traite splendidement à son arrivée. Et, après s'être bien repus de vin et de viande, les gais haïdouks s'en vont chantant par la ville. Le secret de leur retraite est ainsi découvert; les Turcs de Saraïevo délibèrent et envoient prévenir le vizir de ce qui se passe. Le vizir ne savait quel parti prendre, lorsque enfin son delibachi Khouso promit à l hospodar qu'avec soixante delis il lui amènerait mort ou vif le terrible Miiat. Khouso partit donc avec soixante delis pour Saraïevo, entra chez Evendi-Cadi, qui était absent, et se mit à maltraiter ses deux blanches cadines, pour qu'elles lui découvrissent où se cachaient les haïdouks. Aux cris de ces femmes, Miiat accourt avec les siens : alors, dissimulant leur projet, les delis turcs se mettent à boire paisiblement avec les haïdouks, servis par les deux *boulas*. Enfin les Turcs eux-mêmes s'enivrent, et leur langue se délie ; le delibachi Khouso boit en disant : — Non à toi, Tomitj Miiat, ni à moi, mais à notre vizir, au vizir impérial de Bosnie, dont je vais exécuter les ordres. — La coupe de vin passe de l'un à l'autre, jusqu'à ce qu'elle arrive au

neveu de Miiat. Marianko, qui s'écrie : — Non à toi, delibachi, ni à ton vizir, mais à mes deux pistolets, qui vont racheter ma tête et celle de mon oncle. — Et jetant la coupe, il fit feu sur Khouso, qu'il tua. Alors les haïdouks s'emparèrent des delis ivres, leur lièrent les mains et les enfermèrent dans la cave du cadi; puis ils se couvrirent des vêtements de leurs prisonniers, montèrent leurs chevaux, et traversèrent, ainsi déguisés, les rues de Saraïevo, au milieu de la foule des Turcs, auxquels Miiat se donnait pour l'envoyé du vizir contre les haïdouks. Les sentinelles turques lui ouvrirent respectueusement les portes de la ville, et en sortant le prétendu Khouso invita trente agas à le suivre chez le visir de Bosnie, auquel il allait porter les têtes des trente haïdouks de Miiat. Trente agas s'élancèrent légèrement sur leurs grands coursiers et partirent pour le camp du vizir; mais arrivés dans la plaine, les trente haïdouks se font reconnaître, tombent sur les agas, et les sabrent jusqu'au dernier. »

CE QUE COUTE LE PLAISIR.

« Le pacha de Zvornik écrit à Nicolas, knèze de la ville de Zmiale; il lui ordonne de tenir prêtes pour son passage trente brebis avec trente jeunes filles, voilées et couronnées, qui ne sachent pas encore ce qu'est un homme, et de plus sa propre femme Hélène, dont lui, pacha, prétend jouir à son aise. Ayant lu cette lettre, Nicolas fond en larmes et apprend à sa femme son malheur. Mais Hélène imagine une ruse : elle conseille au knèze d'écrire à Tomitj Miiat, de l'inviter à venir avec ses haïdouks pour être parrain et tenir au baptême deux fils jumeaux qui viennent de naître. Le knèze écrit; Miiat, avec trente compagnons, descend de la montagne et se rend à Zmiale, où Nicolas le traite de son mieux. Enfin, ne voyant point paraître les deux jumeaux, Miiat dit à Hélène : — Ma commère dorée, où sont donc tes deux nouveau-nés? Me les caches-tu, ou bien as-tu ensorcelé mes yeux? Hélène ne répondit que par un éclat de rire. — Rassure-toi, frère en Dieu, les vieilles femmes n'ont plus d'enfants; mais elles ont quelquefois de grandes douleurs! Et elle lui remet la lettre du pacha. Miiat, l'ayant lue, dit à sa sœur adoptive : — Pauvre sœur! Appelle vite un barbier, pour qu'il nous rase la barbe et les moustaches, et apporte-moi trente couronnes avec autant de robes de fiancées pour en parer mes trente haïdouks.

» Hélène obéit en hâte, et procura au protecteur tout ce qu'il demandait. Le rasoir des barbiers ayant rempli ses fonctions, les trente haïdouks, parés de fleurs, semblèrent de fraîches et vigoureuses jeunes filles. A chacun d'eux on confia une brebis grasse, et ils allèrent reposer sous les tchardaks. Miiat lui-même prit les habits d'Hélène, et, enveloppé de ses longs voiles, se coucha d'un air langoureux sur le divan de la chambre conjugale. La nuit commençait à peine, quand le beg de Zvornik arriva, précédé de trente formidables delis. Il dispersa ses hommes sous les trente tchardaks où il voyait les jeunes filles couchées, et lui même se rendit droit à la chambre d'Hélène, où Miiat travesti le reçut le plus galamment possible. Bientôt le pacha saisit amoureusement la prétendue Hélène, qu'il fait asseoir sur les coussins de soie en lui disant : Belle amie, ôte ma ceinture! Miiat lui dénoue doucement sa ceinture et suspend à la muraille ses armes meurtrières. Alors le pacha l'embrasse sur la joue et mord les épaules de la belle, qui, s'échappant de ses bras, lui répond par d'autres agaceries. Il veut découvrir son sein; elle s'y refuse

en rougissant. — Mon maître, fume d'abord, dit-elle au pacha ; le reste de la nuit sera pour les caresses.

» Heureux de sa conquête, l'infidèle enfin veut en jouir ; mais en cherchant les douces mamelles, sa main rencontre la dure cuirasse du haïdouk. Glacé d'effroi, il veut fuir ; c'est en vain. Tomitj Miiat l'arrête d'un bras solide : — Infâme pacha, qui croyais facile de t'approprier les femmes d'autrui, il faut que tu perdes ici ton pachalik. — Et d'un coup de sabre il lui abat la tête. Presque en même temps l'écho répète trente coups de pistolet, et le lendemain à l'aurore les trente haïdouks, portant le costume des dames de Zmiale, et chacun avec une tête de Turc à la main, se réunirent autour de la koula d'Hélène. L'épouse du knèze les combla de présents, donna à son compère Miiat une pomme d'or, et tous s'en retournèrent aux neigeuses montagnes de Roustene, où ils continuèrent à vivre fraîchement et à redresser les torts. »

LA JUSTICE DES HAÏDOUKS.

« Sous les sapins verts des montagnes, trente haïdouks, conduits par deux harambachis, Tomitj Miiat et Vouk Jeravitsa, se partagent leur butin. Ils décernent à Miiat le staréchinat avec le droit de juger, et lui jettent la plume dorée, signe du pouvoir suprême. Mais Jeravitsa proteste : — C'est à moi qu'appartient la plume du staréchinat ! — La plume à toi, brigand ! s'écrie Miiat, non ! Je garderai, moi, le commandement en chef. — Jeravitsa courroucé appela Miiat en duel, et les deux chefs se battirent. Miiat, dégaînant le premier, coupa la ceinture de soie du iounak, mais n'atteignit pas la chair. Laissant tomber sa ceinture et ses pistolets, Jeravitsa frappe à son tour son adversaire, et lui perce le flanc, d'où s'échappent ses noires entrailles : Miiat épuisé tombe sur l'herbe.

» Les haïdouks se lèvent en hurlant ; mais Jeravitsa se lamente encore plus haut : — Malheur à moi qui ai blessé mon frère adoptif ! Ne meurs pas, cher pobratim, je cours te chercher un médecin. — Miiat ne lui répond rien, et se tourne vers ses deux neveux, Malenitsa et Marianko, qui le prennent et le transportent au village de Bobovo, chez le knèze Élie. L'épouse de ce knèze, qui était la commère de Miiat, et connaissait à fond l'art de guérir, pansa les plaies du blessé, le soigna durant deux mois, et lui rendit toutes ses forces. Alors Miiat dit à son compère Élie : — Knèze, va au bazar de Saraïevo acheter du vin, de la poudre et du plomb de haïdouks, car je veux aller chercher compagnie et me réconcilier avec Jeravitsa. — Élie part pour la ville.

» Pendant ce temps arrivait en Bosnie un firman du tsar turc qui mettait à prix la tête de Miiat, offrant trois sacs d'or et trois beaux spahiliks à quiconque irait le prendre dans la montagne. Ceux qui entendaient lire le firman feignaient de ne point l'écouter et parlaient d'autre chose, tant Miiat inspirait de terreur à tous les Turcs. Enfin un capitaine arabe, ancien ami de Miiat, s'engage à le livrer vivant. Il prend son sabre de Damas et sa longue carabine, et monte son cheval rapide pour aller chercher le proscrit à travers les défilés. Chemin faisant, il rencontre le knèze Élie, qui rapportait de la ville deux charges de vin : — Y a-t-il chez toi un repas de deuil ou un banquet joyeux auquel tu destines ces provisions ? — Il n'y a point de deuil dans ma maison, répond Élie, mais il y a joie, car Miiat et ses trente compagnons souperont ce soir chez moi. — Au nom d'Allah, s'écrie l'Arabe, livre-moi vivant ce grand haïdouk pour que je lui coupe la tête, et je te donnerai en retour

trois sacs d'or. — Le knèze se laissa séduire, il accepta l'offre, et dit au noir d'Arabie de se présenter chez lui à l'heure du souper; puis ils se séparèrent. et Élie revint au village.

» En le voyant arriver dans sa cour, Miiat vole au-devant de son compère et cherche la provision de poudre; il n'aperçoit que des outres pleines de vin, et le knèze lui déclare qu'il n'a trouvé au bazar que de la mauvaise poudre, dont ne peuvent se servir les haïdouks : Miiat ne soupçonne rien. Le soir venu, les amis se mettent à table. Miiat buvait gaiement, lorsqu'il sentit sur son front tomber des larmes, et aperçut derrière lui sa commère debout qui pleurait en lui versant à boire. — Douce Marina, s'écria-t-il, d'où viennent tes larmes? Crains-tu que je ne te paie pas les soins et les frais que t'a coûtés ma guérison? — Oh! je ne veux point, reprit Marina, que tu me paies les frais de ton séjour ni mes soins. Je pleure à la pensée qu'il faut nous séparer, et que d'affreux tourments t'attendent, car Élie veut te livrer à l'Arabe. — Miiat, à ces mots, regarde vers la porte; dans ce moment même entrait le noir capitaine. et des coups de fusil partis du dehors abattirent le pauvre haïdouk.

» Mais un neveu de Miiat, Marianko, s'élance armé par la fenêtre, et s'échappe vers la montagne, où il tire un coup de carabine. Le coup retentit au loin et va réveiller sur les verts sommets Vouk Jeravitsa, qui, à ce bruit, appelle les siens. — Gloire à nous, chers compagnons, voilà que Miiat est guéri! Au nom de Dieu, je vous conjure d'aller le trouver, et de me réconcilier avec lui! — Aussitôt les haïdouks descendent; mais ils rencontrent Marianko tout meurtri, qui leur apprend la trahison du knèze de Bobovo, et comment l'Arabe et les soldats turcs boivent avec Élie du vin frais dans sa koula. Jeravitsa pleure à chaudes larmes la mort de Miiat, tous les haïdouks poussent des hurlements lugubres; tous, brûlant de venger leur infortuné camarade, viennent se poster dans le sanglant défilé qui commande le village et par où doivent passer les Turcs. Ils les voient bientôt paraître, conduits par le noir d'Arabie, qui emportait la tête de Miiat. A cette vue, Jeravitsa, saisi d'une douleur amère, ajuste le capitaine et le frappe droit au cœur. Ses trente haïdouks tirent en même temps, et les trente Turcs tombent mourants sur l'herbe; puis les vainqueurs entrèrent à Bobovo, épargnèrent la bonne et fidèle Marina, mais saisirent le knèze perfide : dans leur fureur, ils lui coupèrent les jambes et les bras, lui arrachèrent les dents, lui crevèrent les yeux, et enfin le brûlèrent vif dans sa koula. Telle fut la récompense du traître. »

D'autres piesmas racontent la résistance victorieuse opposée par les haïdouks aux attaques des vizirs de Bosnie. L'un de ces chants a pour sujet la prise et l'évasion de Jeravitsa. Ce terrible successeur de Miiat rançonnait toutes les caravanes qui allaient de Novibazar à Stambol. Voyant un jour du haut des rochers un corps de cavalerie turque déboucher dans la plaine de Kossovo, il s'élança pour le disperser. Les Turcs l'enveloppèrent avec les siens et le firent prisonnier. Conduit au vizir, Jeravitsa lui promit pour sa rançon une somme énorme; le vizir, gagné, allait lui donner sa grâce, quand les veuves turques vinrent hurler dans la cour du pacha, menaçant, s'il ne livrait pas au bourreau le meurtrier de leurs époux, d'aller en personne se plaindre au tsar de Stambol, qui saurait bien faire tomber la tête de son déloyal vicaire. Le vizir, effrayé, tira de prison le haïdouk pour le faire exécuter; mais, profitant du tumulte qui régnait sur son passage, Jeravitsa heurta le vizir, le renversa de cheval, monta lui-même sur l'animal fougueux, et s'en-

fuit, traversant la foule qui, au lieu de le saisir, applaudit à son audacieuse évasion.

C'est ainsi que la population bosniaque arrête dans leur exécution toutes les mesures administratives de l'autorité ottomane, en soutenant indistinctement tous les rebelles, et même les brigands, lorsqu'ils sont indigènes. Elle croit soutenir en eux les défenseurs de la patrie contre l'oppression étrangère. Tels sont les tristes résultats de la conquête. Les vizirs de Bosnie sont incessamment occupés à faire poursuivre les haïdouks par leurs *pandours*, ou gendarmes; mais ces hommes de police voient leurs recherches entravées par les habitants des villages, qui presque toujours cachent et nourrissent les proscrits Quand un de ces pauvres brigands est saisi, le vizir le fait ordinairement expirer sur le pal; aussi, plutôt que de se rendre, ils préfèrent tous combattre jusqu'au dernier moment. La piesma de Christitj Mladene peint avec énergie la résistance de trois de ces braves traqués par les pandours et obligés de se retrancher au fond d'une caverne.

«... Trois jours entiers, Christitj Mladene, avec ses deux fils et leur mère, reste sans aliments couché dans la caverne. Chaque fois qu'ils veulent en sortir, cent carabines s'ajustent sur eux; ils n'ont pour boire qu'un peu d'eau croupissante restée dans le creux du rocher; la soif les dévore au point de gonfler et de noircir leur langue. Au bout de trois jours, la pauvre mère des haïdouks, épuisée, s'écrie : « Enfants! que Dieu ait pitié de vous et qu'il vous venge de vos ennemis! » et elle rend le dernier soupir Christitj regarda le cadavre d'un œil sec, mais les deux fils versaient des larmes quand le père ne les regardait pas. Le quatrième jour parut, et le soleil tarit la dernière goutte d'eau du rocher. Alors l'aîné des enfants de Christitj devint fou; il mit la main sur son yatagan et fixa sur le cadavre de sa mère deux yeux ardents comme ceux d'un loup affamé. A cette vue, son jeune frère, saisi d'horreur, se perça le bras avec son poignard, et, se tournant vers l'insensé : « Désaltère-toi avec mon sang et ne commets pas un crime. Quand nous serons tous » morts de faim, nos mânes reviendront manger le cœur de nos ennemis! » Christitj alors se lève et crie : « Enfants, debout! mieux vaut périr par les balles que par la » faim. » Ils s'élancèrent de la caverne comme des lions; chacun reçut dix balles dans la poitrine, mais, avant de mourir, chacun tua dix ennemis, et, quoique coupées, leurs têtes effrayaient encore les pandours, qui les emportaient en triomphe sans oser les regarder, tant avaient été redoutables Mladene et ses deux fils! »

II.

La Bosnie est, avec l'Albanie centrale, le pays le moins connu de la Turquie d'Europe. La population de cette province est en majorité musulmane, mais ses deux annexes, l'Hertsegovine et la Croatie, sont chrétiennes, l'une de rite grec, l'autre de rite latin. Comme tout pays serbe, la Bosnie est partagée en *nahias*, qui se subdivisent en *knéjines*. Quoique des révolutions de tout genre aient profondément altéré les mœurs bosniaques, on y retrouve cependant une foule de traces du moyen âge. Les villes possèdent encore des *confréries*, et les campagnes des *tribus*. Celles de ces tribus qui se sont le moins fondues avec la masse de la nation sont : les Vassoïevitj, les Biratch, les Semberias, les Spretchi, les Glasinats. Le système de la tribu s'est surtout conservé en Hertsegovine; là fleurissent, dans

toute la vigueur d'une jeunesse encore indomptée, les Bielopavlitj. les Grahoves. les Plechivtses, les Popovi, les Nikchitj. les Tares, les Bratonojitj. les Pives, les Rovatses, les Drobniaks, les Moratchi. Chacune de ces tribus possède d'ordinaire une vallée, un torrent, ou des plateaux de difficile accès qui, en écartant les étrangers, ont préservé ses mœurs de toute altération.

Les persécutions des Turcs contre les Bosniaques musulmans, et celles des Bosniaques musulmans contre leurs frères chrétiens, ont eu pour résultat d'isoler les fidèles des deux cultes et d'en faire comme deux peuples distincts, campés chacun dans ses districts respectifs. Par exemple, les pachaliks de Novibazar et de Zvornik sont presque tous chrétiens, tandis que les musulmans occupent presque seuls le pays de Saraïevo et les vallées qui séparent la Serbie du Monténégro Autant le voyageur se hâte. plein d'une sombre inquiétude, en traversant les vallées des musulmans, autant il se repose avec une douce confiance dans ce qu'on pourrait appeler les solitudes chrétiennes; là, tout étranger portant le costume européen est bien reçu, même parmi les brigands qui gardent si souvent les avenues des monastères. Mais il faut absolument avoir avec soi ses provisions. car les villages sont tous. comme en Serbie, plus ou moins cachés loin des routes, et il n'y a d'autres voies de communication que d'imperceptibles sentiers. Dans ces vastes forêts. où la richesse de la végétation le dispute à celle des déserts américains, on peut chevaucher des journées entières sans voir autre chose que les colonnades confuses des vieux chênes. Au dessus de votre tête montent vers les nuages des guirlandes de mélèzes et de sapins qui laissent percer, à travers leurs rameaux, de noires aiguilles de granit. En marchant sous ces voûtes de verdure, où le moindre bruit est répercuté par mille échos, le Bosniaque aime à entonner quelque piesma de haïdouk, dont l'air monotone fait rêver le cavalier et hâte le pas du cheval. Ici un pont ogival, hardiment jeté sur un torrent ou sur un précipice, se présente tout à coup, mais si étroit, pavé de cailloux si aigus, que les chevaux du pays peuvent seuls le franchir sans broncher. Plus loin, au milieu d'un morne silence, de noirs *karbounari* vous apparaissent dans une clairière, fabriquant, au milieu d'un nuage de fumée. leur charbon, ou la potasse, dont la Bosnie fait un assez grand commerce.

Deux mots, *planina* et *livada*, montagne boisée et prairie arrosée de ruisseaux. résument le caractère pittoresque de ce pays, et de tous ceux qu'habite la race serbe. La nature, abandonnée à tous ses poétiques instincts, crée à chaque pas dans ces déserts les plus merveilleux points de vue. C'est là qu'un artiste pourrait errer des mois sans se lasser de l'isolement; c'est là que l'on conçoit la vie libre du poëte et du guerrier primitifs. Muni de vivres, l'étranger plante sa tente sur un de ces plateaux qui sont la propriété commune de l'indigène et du voyageur; il laisse paître en liberté dans la montagne son petit cheval bosniaque, accoutumé à revenir comme un chien fidèle au moindre coup de sifflet de son maître. La nature a si bien adapté la constitution physique de ces patients animaux aux solitudes de l'Orient, qu'on n'a presque pas à s'inquiéter de leur nourriture : l'herbe des pâturages leur suffit la plus grande partie de l'année Ce sont les chameaux de la Turquie d'Europe.

La Bosnie et ses annexes n'offrent d'un bout à l'autre qu'un entassement de montagnes. qui. aboutissant vers la Macédoine et l'orient aux pics géants du Chardag (l'ancien Scardus), se terminent à l'occident par la chaine du mont Kozara en Croatie, et les cimes hertsegoviniennes du Tserna-Gora, bien distinctes du Monténégro, et qui sont l'Orbelus des géographes. D'innombrables chaînes subalternes

descendent en outre des Alpes grecques, se prolongent jusqu'au Danube, et s'abaissent peu à peu sans cesser d'offrir, même en Serbie, plusieurs cimes aplaties où la neige ne fond jamais. Beaucoup de ces montagnes, en Bosnie comme en Serbie, portent des noms qui indiquent qu'on en tirait autrefois des métaux : *Srebernitsa* signifie l'argentière; *Zlatibor* et *Zlatovo* désignent des mines d'or, *Roudnik* et *Maïdan-pek*, des mines de cuivre, et *Jeleznik*, des mines ferrugineuses. Les Tsiganes nomades sont encore à présent les seuls hommes chargés de l'exploitasion métallurgique de ces montagnes, et ils se contentent de traîner des toisons dans le lit des torrents pour en retirer les paillettes d'or, qui se trouvent partout, disent ils, en abondance. Mais les progrès de la civilisation ne permettront pas longtemps aux chefs serbes et bosniaques de se contenter de ce mode primitif d'exploitation. Déjà éclairé par le voyageur Herder sur l'importance et le gisement des principales mines de sa principauté, le prince Miloch avait passé un marché avec des mineurs saxons, et pris des mesures pour s'approprier le monopole de l'exploitation, lorsqu'en 1839 les plans de l'avare s'évanouirent avec sa puissance. Le vizir de Bosnie s'est fait de même indiquer par un Allemand, le docteur Schulz, les plus importants dépôts de minerai de sa province. Il sait maintenant où l'argent se cache sous l'apparence du plomb; on lui a même indiqué une riche mine de mercure, et les pauvres raïas, qui, appréhendant les résultats de ce voyage scientifique, maudissaient tout haut le docteur allemand, ne tarderont pas en effet à être plongés comme esclaves dans les mines par les nouveaux pachas, élevés à l'européenne.

Les rivières de la Bosnie sont nombreuses, mais rarement navigables; la faute en est à l'inertie des gouvernements qui ont successivement exploité ce malheureux pays. La principale est la Drina, qui, coulant du sud au nord-ouest, divise le territoire en deux longues lisières jusqu'à ce qu'ayant dépassé Zvornik, elle forme la limite entre les terres bosniaques et la principauté serbe. Elle reçoit dans son sein la Lim, et va se jeter dans la Save, où aboutit également la Bosna, rivière centrale de la Bosnie. Tous ces cours d'eau sont encaissés dans des vallées profondes; en général, les plaines manquent aux pays serbes, où les espaces qu'on appelle de ce nom ne sont que des bassins entourés de tous côtés par des sommets granitiques. Telle est la fameuse plaine de Kossovo, où se décida toujours le sort du peuple, et qu'on pourrait nommer les Thermopyles de la Bosnie; tels sont encore les plateaux de Kioupris et de Livno. Ce labyrinthe confus de montagnes ne s'ouvre que sur la Serbie, au nord-est et à l'est : au nord est, par une large et superbe vallée, où la grande Morava coule vers le Danube; au nord, par la plaine de la Matchva, dont la fécondité extraordinaire est due au limon bienfaisant de la Save. Cette rivière, comme le Nil, inonde périodiquement ses rives; mais aussi quelquefois elle couvre la Matchva jusqu'aux bases du mont Tser, et plonge sous les eaux l'immense forêt primitive du Kitog.

Rien encore en Bosnie n'a dérangé, pour la perfectionner, l'économie de la nature. Les îles désertes de la Save abritent toujours, dit-on, d'industrieuses républiques de castors. Le pays abonde en oiseaux de toute espèce; la race des faucons chasseurs du moyen âge s'est conservée dans ces solitudes, où elle continue d'exercer pour son compte sa profession chevaleresque. Les cerfs, les loups, les renards, les chevreuils, sont très-nombreux. On tue les ours par centaines chaque année jusqu'auprès de Poretch, dans la principauté serbe, et en plus grand nombre encore dans la Bosnie, qui n'est presque tout entière qu'une sauvage et impéné-

trable forêt. Les noyers, les sorbiers, les châtaigniers, croissent partout sans culture. Les lianes, s'enlaçant aux touffes de coudriers, aux frênes, aux troncs blancs des bouleaux, aux peupliers gigantesques, interceptent souvent le passage dans les plus larges vallées, et les transforment en un taillis épais. Le bois ne peut être cher dans un tel pays, et en effet on l'a pour rien; à Belgrad, en Serbie, il s'achète un *zvanzigar* (1 fr. environ) la charretée. Mais le nombre et l'étendue des forêts ont une mauvaise influence sur le climat, qui est en Bosnie et en Serbie notablement plus froid qu'ailleurs, à la même latitude; le printemps y est extrêmement pluvieux, et l'année, dans les parties basses du pays, ne compte pas plus de trois ou quatre beaux mois, de juin à novembre. L'Hertsegovine, aride et dépourvue de grands bois, jouit seule d'un climat assez chaud pour que les vignobles et même l'olivier y prospèrent mais c'est au préjudice des céréales, que l'Hertsegovinien est forcé de demander au Bosniaque, comme le Bosniaque demande à son voisin l'olive, le vin, l'orange. Ainsi les deux provinces se complètent l'une par l'autre.

Parmi les productions de la Bosnie, on estime surtout le millet. Les forteresses en ont conservé, dit-on, des sacs dans leurs magasins durant quarante-deux ans, sans qu'il perdît rien de ses qualités nutritives. Le maïs monte ici à une telle hauteur, qu'un cavalier peut se perdre parmi ses tiges au temps de la moisson. Toutes les autres céréales croîtraient dans ce pays; le riz, le tabac, les diverses espèces de melons, y abondent. Quoique la Bosnie soit naturellement et doive rester un pays de forêts, le sol, presque partout végétal à une grande profondeur, pourrait nourrir une population triple de celle qui l'occupe aujourd'hui; seulement, il faudrait que les habitants renonçassent à la vie pastorale, pour laquelle ils ont une sorte de passion.

Le Bosniaque avait autrefois hérissé son pays de forteresses, qui subsistent encore pour la plupart, mais ces étroits carrés à douves et à tourelles, pareils aux donjons de notre Europe féodale, ne méritent plus aujourd'hui le nom de citadelles. Zvornik, Prichtina, Novibazar, Travnik, Mostar et autres places célèbres dans l'histoire des croisades, restées ce qu'elles étaient au moyen âge, ne sont plus fortes que par leur position. Beaucoup de chefs-lieux, que nos géographes décorent toujours du nom de villes, ne sont plus que des groupes de huttes en argile, ou des bazars (marchés en permanence) à rangées de barraques dressées des deux côtés d'une chaussée, qui se perd sous l'herbe à quelques toises de la porte d'enceinte. Les grandes villes ont en guise de rues un méandre tortueux de sentiers dont l'habitant du lieu connaît seul les issues, barrées par des centaines de petites portes qui s'ouvrent au loquet, et donnent d'une cour ou d'un jardin dans un autre. Souvent, outre ce labyrinthe de ruelles, il y a encore des conduits souterrains où les raïas poursuivis se jettent pour gagner la campagne quand ils n'ont plus d'autre ressource que de se faire haïdouks. Le grand nombre de ces maraudeurs a rendu de tout temps le plat pays si peu sûr pour les Turcs, qu'on ne rencontre aucune mosquée dans les campagnes; elles se trouvent toutes à l'intérieur des forteresses. Les spahis seuls ont quelquefois osé bâtir leurs villas d'été dans des bourgades chrétiennes; ces villas sont des cabanes qui ne se distinguent de celles du raïa que parce qu'elles sont badigeonnées en blanc et entourées de bosquets verts et de chapelles sépulcrales où dorment les aïeux du spahi.

Les Bosniaques ont quatre villes principales : Travnik et Zvornik, qui ne comptent plus chacune que cinq à six mille habitants, Novibazar, qui en a encore dix à douze mille, et la grande Saraïevo ou Bosna-Seraï, qui eut autrefois cent mille

citoyens, et en compte encore plus de quarante mille. Saraïevo est pour les Bosniaques la cité idéale ; si vous leur parlez de Paris, ces fils des forêts vous répondent : Paris surpasse t-il donc en beauté Saraïevo? On ne peut nier que cette capitale n'offre un aspect des plus imposants au voyageur qui, sortant des gorges étroites des montagnes, la découvre tout à coup au fond d'un vaste bassin ou plutôt d'un jardin délicieux arrosé par mille ruisseaux. Ses tours, ses minarets en tuiles vernies et de couleurs variées, ses kiosques, ses bazars à coupoles de plomb, se groupent en amphithéâtre autour d'un vaste fort quadrangulaire bâti en 1270. Ce fort, flanqué de douze énormes tours, et dont les remparts ont deux toises d'épaisseur, s'élève à pic du fond de la vallée, dominé par la montagne, au versant de laquelle il s'appuie Malgré son mauvais état, il offrirait à des vaincus, par son escarpement, un refuge précieux. Le prince Eugène, qui pénétra jusqu'à Saraïevo avec l'armée autrichienne, ne put forcer cette citadelle, et comme on ne possède point la Bosnie tant qu'on n'a pas Saraïevo, le héros victorieux dut rétrograder jusqu'à la Save, de peur d'être cerné. La population de Saraïevo se partage entre trois communions religieuses : musulmane, schismatique grecque et catholique latine. Malgré sa décadence, elle fait encore un commerce important, les manufactures d'armes et d'orfévrerie continuent d'y prospérer, et de cette ville à Stambol, des caravanes circulent constamment. Il faut regretter qu'elle ne se trouve pas sur une rivière navigable. Le torrent écumeux de la Migliaska, qui la traverse malgré ses nombreux ponts de pierre à élégantes arcades, est inutile pour l'industrie; au sortir de la ville, il redevient sauvage comme avant d'y être entré, et roulant dans les solitudes, sous l'ombre des sapins gigantesques, il n'arrose que des ruines de châteaux où se retirent l'hiver les bergers et les brigands.

Dans cette turbulente Bosnie, Saraïevo est resté une république autonome qui a son sénat, élit ses magistrats, et peut même renvoyer le gouverneur impérial quand il déplaît au peuple. La constitution du pays ne permet que trois jours de résidence par an dans cette ville au vizir de Bosnie. Quoiqu'il s'intitule *vizir de la Hongrie, begler beg* (prince des princes) et gardien suprême de tous les pays serbes, ce vicaire de Mahomet *in partibus infidelium* est réduit à se tenir clos dans le *grad* de Travnik, qu'il a tâché depuis quelque temps de fortifier à l'européenne. Baignée par la Laskva et entourée d'une immense nécropole musulmane, la citadelle de Travnik est un quadrilatère perché sur un roc entre deux ravins ; tout est en ruine dans l'intérieur, et le sérail même du vizir a l'air d'une grande métairie. Environnée de gorges, au fond desquelles la Bosna roule ses eaux vertes, cette place est à vingt lieues de Saraïevo : sur la route qui unit ces deux villes se trouve le village de Vitez, dont le nom rappellera longtemps aux Bosniaques la terrible défaite qu'ils y essuyèrent en 1840.

On se rend de Travnik, par la petite ville catholique de Chepsié, à la citadelle de Zvornik, dont l'enceinte, naguère formidable, n'offre plus que des tours dévastées, qui menacent de s'écrouler sur le *varoch* (ville marchande). Bâtie, disent les spahis, par Zvonimir, père des Serbes, mille ans avant l'hégire, le grad aérien de Zvornik est le seul rempart des Bosniaques contre les Serbes de la principauté, qui l'ont pris et pillé maintes fois. On se rend de Saraïevo à Zvornik en trente-deux heures, par la vallée de la Spretsa, où paissent de magnifiques troupeaux, et qui aboutit au bassin de la Drina. Ce pachalik est la partie la moins peuplée et la plus sauvage de toute la Bosnie. La sinueuse Drina, qui se rend à la Save, dessine à travers les forêts son cours en sens inverse de la Bosna. Cette direction de la Drina

est avantageuse aux Serbes de la principauté, qui peut s'introduire jusqu'au cœur de la Bosnie, depuis que cette rivière est devenue la limite des deux pays. Le dernier retranchement des Turcs dans ces déserts est Biélina, qui vit éclater la révolution de 1829.

Pour se rendre de Saraïevo à Novibazar. il faut traverser les montagnes les plus abruptes; partout des caps de rochers s'inclinent sur la route, partout aussi on rencontre les sites les plus délicieux, rafraîchis par mille cascades, dont le doux murmure est trop souvent interrompu par les coups de carabine des haïdouks. Si ces brigands pouvaient s'organiser, ils trouveraient un sûr asile dans le district, long de dix lieues, qui s'étend de Priepol à Siénitsa, que la nature a pris soin de fortifier elle-même contre l'invasion par des obstacles de toute sorte. De Siénitsa, petit fort à quatre tours qui domine une vaste plaine, on traverse également jusqu'à Novibazar dix lieues d'un pays inégal, à collines et à plateaux arides, entièrement abandonnés au parcours des bestiaux. La riante vallée de la Rasca, habitée par une population entièrement chrétienne, est la seule partie un peu cultivée de ce pachalik, dont le sultan a d'ailleurs ratifié le démembrement en faveur du prince de Serbie. La rivière de Rasca, d'où a tiré son nom la belliqueuse tribu des Ratses qui désigne souvent dans l'histoire la nation serbe tout entière, coule au milieu de ces défilés et arrose la grande ville de Novibazar. Cet antique chef-lieu de la Rascie, pris et dévasté par l'armée de George-le-Noir, mais qui se relève de ses ruines, sert de point d'embranchement à plusieurs routes commerciales très-importantes. Novibazar fait communiquer le golfe grec de Salonik, d'un côté avec Belgrad et le Danube, de l'autre avec l'Adriatique et Raguse, où les Bosniaques envoient des bestiaux, des laines, du miel, dont leur pays abonde, pour obtenir en échange le sel, qui leur manque presque totalement; car ce qu'on appelle en Bosnie *Velika-Touzla* (la grande saline) n'est qu'un amas de soixante-dix à quatre vingts sources salées, dont l'exploitation ne donne qu'un résultat insignifiant.

A la Bosnie se rattache l'Hertsegovine ou l'ancienne Chelmie, qui, pour être un pays de vignes et d'oliviers, n'en est pas moins misérable, et que les envahissements continuels des Monténégrins séparent de plus en plus de la Turquie. On ne peut s'expliquer que par l'ambition autrichienne, et les jalouses susceptibilités de toutes les puissances, l'odieux démembrement qui a séparé la Dalmatie de l'Hertsegovine et de la Bosnie. Ces deux pays, privés ainsi de leurs côtes, n'ont plus aucun débouché maritime. Mais, en dépit des diplomates, la nature a doué la Bosnie et l'Hertsegovine d'avantages stratégiques tels que l'occupation de ces contrées, sans le concours des indigènes, est impossible. La Narenta et la plupart des rivières tracent dans leur cours des demi-cercles rentrants, comme pour écarter l'ennemi de l'intérieur, et les chaînes de montagnes offrent la même disposition. Le seul point par où l'invasion en Bosnie offrirait des chances de succès est la Croatie turque, province attenante à la la Croatie autrichienne, et en majorité catholique. Les montagnes de Croatie, s'inclinant vers la Save, ouvrent à l'Allemagne des vallées assez larges pour le passage de l'artillerie, et les Croates sont d'ailleurs, par leurs opinions religieuses, portés à désirer leur incorporation avec l'Europe. Catholiques latins, ils ont, dans la plupart des révoltes, soutenu le parti contraire à celui des Serbes schismatiques. Appuyés d'abord par Venise, et maintenant par l'Autriche, ils ont étendu leur propagande jusqu'à Novibazar, au fond de la Bosnie. Leur qualité de catholiques latins et de coreligionnaires des Francs leur assure des priviléges refusés de tout temps par les Turcs à leurs raïas schismatiques; ils ont pu bâtir

de nombreux couvents pour leurs moines minorites et franciscains, et ils possèdent dans les villes de belles églises, tandis que les pauvres chrétiens de rite grec sont souvent forcés d'aller célébrer en plein air, sous l'abri des forêts et dans les cavernes, leurs cérémonies religieuses. Mais, au milieu de ces catacombes nouvelles, la prière a toute la ferveur des temps primitifs de l'église; l'inconcevable ignorance des popes serbes de Bosnie peut seule troubler l'impression que produit toujours sur le voyageur l'élan d'une piété sincère. Pourquoi faut-il que le fanatisme vienne égarer ces consciences si simples, et armer ces frères les uns contre les autres? Pourquoi les moines des deux églises rivales refusent-ils d'unir leurs efforts quand il s'agit de ranimer une patrie commune, et de détruire des préjugés barbares qui scindent un peuple généreux en deux castes ennemies? Ce serait aux plus éclairés d'entre eux, aux moines romains, de donner les premiers l'exemple de la conciliation, en laissant leurs ouailles s'unir, pour tout ce qui est d'intérêt temporel, avec leurs frères schismatiques.

III.

Les luttes étranges qui remplissent l'histoire moderne des Bosniaques forment un problème dont l'Europe ne soupçonne pas même l'existence. Les hommes de cabinet s'imaginent en général connaître suffisamment l'histoire des populations de l'empire turc, pour peu qu'ils aient lu l'énorme compilation des chroniques ottomanes que le savant M. de Hammer a publiée. Mais ces chroniques n'offrent que la vie des sultans et de leurs serviteurs; en dehors de ce mouvement de politique centrale, il y a la vie intérieure des provinces d'Orient, dont le tableau tout entier reste à faire, tableau plein de drames palpitants, surtout depuis que les vieilles nationalités abattues se relèvent dans toute l'énergie d'une jeunesse reconquise, et se ferment ou s'ouvrent à la civilisation européenne, suivant la diversité de leurs intérêts. Une puissante poésie s'attache à ces luttes acharnées, à ces éléments si vierges, à ce chaos d'une vie nouvelle, qui fermentent dans un tombeau. Nulle part, cette fermentation ignorée n'est plus ardente que chez les Bosniaques; seulement, exploitée par un fanatisme rétrograde, elle dévore le peuple au lieu de le ranimer. L'âpre nature de ces montagnes a fait de la Bosnie la *Vendée* de l'empire turc. C'est là que les réformateurs, ennemis de l'ancien régime musulman, trouvent, depuis cinquante ans, leurs plus furieux adversaires.

Au XVI[e] siècle, l'aristocratie bosniaque s'était, comme la noblesse d'Albanie, convertie à l'islamisme, dans le seul but de conserver ses richesses et ses droits; elle avait donc stipulé qu'elle resterait maîtresse chez elle. A l'aide de ces priviléges et soutenue au besoin par les sultans, elle avait peu à peu soumis à sa direction toutes les provinces serbes de l'empire. Cette population de renégats, d'abord peu nombreux et devenus des conquérants dans leur terre natale, s'augmentait d'année en année par l'enlèvement des enfants chrétiens et par l'attrait puissant que la vue de sa prospérité exerçait sur les Slaves raïas. Ses colonies s'étendaient de plus en plus autour de ses montagnes; en Serbie, en Albanie en Macédoine, elle envahissait, soit par voie d'alliances et de mariages, soit par confiscation violente, les plus riches terrains, qu'elle enlevait aux communes chrétiennes pour en faire des spahiliks. Ces fiefs s'élevaient au nombre de douze mille dans la seule Bosnie, et leurs spahis ou *koulouks*, en temps de guerre, menaient à l'armée quarante mille vassaux. Au-

cune autre province de l'empire ne pouvait réunir un pareil contingent; celle de Kourdistan, qui fournissait le plus de soldats après la Bosnie, n'en envoyait que trente mille. Aussi, les Bosniaques jouissaient-ils de la plus grande faveur auprès de la Porte, qui leur a dû des ministres célèbres. Tels sont les grands-vizirs Kiouprili-le-Victorieux, Khousrev et Redchep sous Murat IV, Achmet-le-Hertsegovinien sous Soliman Ier, le Croate Roustem, Murat, le restaurateur de l'empire sous Achmet III, enfin Moustapha le-Monténégrin et son rival dans le grand-vizirat, Méhémet Sokoli de Trebinié, élevé comme *djak* (étudiant ecclésiastique) au couvent de Saint-Sava, puis amené comme esclave à Stambol, où le Bosniaque Sinane ne tarda pas à l'associer au gouvernement de l'empire, dont il était le soutien. Tous ces grands hommes ont élevé haut le nom serbe en Orient, et ont obtenu à leurs compatriotes des priviléges considérables.

Les sultans avaient dû confier aux Bosniaques eux-mêmes la police de la Bosnie et le prélèvement des impôts sur tous les pays serbes. Ces tributs des chrétiens étaient emportés chaque année par les galères du grand-seigneur, qui avaient remonté le Danube jusqu'à Belgrad. C'était un beau jour pour les spahis, que celui où la flotte impériale jetait l'ancre et alignait ses poupes dorées le long des quais de la *ville blanche*; mais cette époque de fête pour les vainqueurs était pour les vaincus une époque de deuil et de désespoir. car les raïas devaient fournir l'élite de leurs jeunes gens. comme rameurs, à la flottille. Ce n'était qu'après la rentrée des galères dans le Bosphore qu'on renvoyait ces jeunes gens dans leur pays. Dénués de tout secours, la plupart mouraient le long des chemins en songeant à leur ville blanche, chantée avec tant d'amour dans toutes les poésies serbes, à ce Belgrad. d'où on les avait chassés, mais où ils étaient convaincus que leurs compatriotes sauraient rentrer un jour. Ils ne se trompaient pas; les descendants de ces martyrs, héritiers d'une si belle constance, devaient un jour enfin reconquérir Belgrad

La Porte elle-même concourut à hâter l'époque de ce triomphe. Ayant à lutter dans ses propres foyers contre la démocratie turque de Constantinople, elle se sentit trop faible pour lutter en même temps au dehors contre la forte organisation militaire de l'aristocratie bosniaque. Déjà cette aristocratie avait envahi jusqu'aux balkans bulgares; déjà les sultans n'osaient plus laisser un vizir séjourner longtemps en Bosnie, de peur qu'il ne se liguât avec les indigènes. Enfin, impatients des obstacles que ces musulmans slaves opposaient à leurs projets de centralisation gouvernementale, les sultans conçurent la machiavélique pensée de protéger les raïas contre leurs spahis, comme ces tyrans du moyen âge qui, au nom de la liberté, excitaient les serfs contre leurs seigneurs. Jusqu'alors les Ottomans avaient apparu comme ennemis aux raïas serbes, qui voyaient dans les spahis leurs protecteurs naturels. Les rôles ne tardèrent pas à changer complétement.

Dans l'ignorance de ces menées, l'aristocratie bosniaque soutint encore, par ses exploits chevaleresques, l'honneur de l'islamisme durant la longue guerre que l'Autriche et la Russie coalisées firent au colosse ottoman, de 1737 à 1744. Pendant les sept années que dura l'insurrection des raïas serbes, on vit cette noblesse, conduite par son vizir Mehmet-Begovitj, se porter rapidement, tantôt sur le Danube, tantôt sur l'Adriatique; elle seule, par sa présence sur tous les points menacés, empêcha le Monténégro d'unir ses forces à celles des Serbes danubiens, et sauva ainsi l'empire d'un démembrement convenu dès cette époque entre l'Autriche et la Russie.

Dans cette longue guerre, les Autrichiens avaient dû leur triomphe aux Serbes.

Cependant l'empereur d'Autriche, suivant l'usage des princes occidentaux, sacrifia aux Turcs les chrétiens schismatiques, dont tant de milliers étaient morts pour sa cause. Ces malheureux, ainsi livrés à la vengeance des spahis, eurent à subir les plus affreuses cruautés. L'instant parut favorable à la Porte pour jeter le masque; elle ordonna à ses vizirs de Belgrad et de Bosnie d'agir désormais en protecteurs particuliers des raïas. Les spahis bosniaques ne tardèrent pas à s'apercevoir que ce nouveau système administratif tendait à leur ruine, et une coalition générale de tous les begs serbes s'organisa sous la direction d'Ali-Vidaïtj, beg de Zvornik. Le feu de la révolte se communiqua de la Bosnie aux spahis du Danube, qui, aidés par le Bulgare Pasvan-Oglou, s'emparèrent de Belgrad, où les Bosniaques établirent aussitôt le centre de leurs opérations et le siége de leur gouvernement provisoire.

Le pouvoir exécutif de cette république serbo-musulmane se composait de cinq membres : Vidaïtj, Aganlia, Koutchouk-Ali, Mollah-Ioussouf et Fotchitj-Mehmet. Vidaïtj, avec ses janissaires, parcourait les villages bosniaques, faisait saisir et enchaîner les raïas, et exigeait qu'ils se vendissent à lui comme esclaves, ou bien sur leur refus il les torturait cruellement. Les quatre autres chefs se livraient, sur la Save et en Serbie, à des violences non moins atroces. Dans chaque village chrétien, ils substituaient aux knèzes raïas un soubachi musulman avec douze janissaires pour rendre la justice et lever les impôts. Les knèzes ayant osé adresser leurs plaintes au vizir, les spahis, pour se venger, se mirent à parcourir les nahias, souillant les églises et enlevant les ornements sacerdotaux, afin d'en faire des caparaçons pour leurs chevaux arabes. Dans leurs haltes, ils rassemblaient toutes les jeunes filles du lieu, les forçaient à danser devant eux le *kolo* parées de leurs plus beaux vêtements, puis ils les déshonoraient et les renvoyaient nues dans leurs chaumières. L'armée de ces bandits se grossissait incessamment de janissaires serbes que les réformes européennes du divan décidaient à quitter Constantinople pour rentrer dans leurs foyers. Le quart de la Turquie d'Europe était aux mains de ces révoltés, qui exerçaient les plus horribles déprédations. Vidaïtj avait rempli son château héréditaire de Zvornik d'un prodigieux amas de dépouilles. Ses quatre associés du Danube, devenus célèbres en Orient sous le nom de *daïs* ou *dahis*, luttaient de rapacité avec Vidaïtj, et entassaient des tonneaux d'or dans leurs quatre palais de Belgrad, ce qui n'empêchait pas ces étranges républicains de poser en principe l'égalité complète de tous les fidèles et la communauté des biens.

Bravant la mort qui les menaçait à toute heure, les knèzes s'assemblèrent, en 1803, autour d'un monastère, et eurent le courage de signer et d'envoyer une pétition au sultan.—Les janissaires, disaient-ils dans cette requête, nous ont tellement dépouillés, que nous sommes réduits à nous vêtir d'écorce; de plus, nous ne pouvons défendre nos femmes et nos temples du dernier outrage : es-tu encore notre empereur, sauve-nous des mains de ces scélérats; et si tu ne le peux, dis-le-nous, pour que nous allions, cherchant le dernier repos, nous jeter dans les rivières. — Le sultan indigné fit dire aux spahis que, s'ils ne cessaient leurs brigandages, il enverrait contre eux une armée qui ne serait pas musulmane, et, par conséquent, ne les épargnerait pas. Les Bosniaques se demandèrent : quelle peut être cette armée? russe ou autrichienne? Impossible! Ce seraient donc les raïas commandés par leurs knèzes? Eh bien! tuons d'avance tous ces knèzes! — C'était en février 1804. Les soubachis reçurent ordre, dans toutes les nahias, de commencer les exécutions. Les premières victimes furent Hadchi-Gero, igoumène du couvent de Moravtsi,

Marko Tcharapitj, Stanoïé de Beglavitsa, puis les deux chefs chrétiens de la nation, Rouvim, archimandrite du couvent de Bogovadia, qu'Aganlia fit périr dans d'horribles tortures, et Alexa Nenadovitj, l'obor-knèze de Valiévo, que Fotchitj décapita lui-même. Le massacre ne s'arrêtait point, des knèzes il s'étendait aux kmètes, et le peuple crut à la fin qu'on voulait l'exterminer tout entier. Un spahi bosniaque, le capitaine de Gradachats, emprisonna, sans aucune exception, tous les raïas de son district : chaque vendredi, en revenant de la prière à la mosquée, il faisait amener devant lui un certain nombre de ces captifs, et s'amusait à les couper en deux d'un coup de cimeterre. Ce bourreau d'une force gigantesque ne tomba qu'en 1807, sous les coups d'une troupe de raïas furieux.

Le vizir de Bosnie, Khousrev Mehmet, se voyait contraint de fermer les yeux sur ces horreurs A Belgrad, le père d'un des quatre dahis, Fotcho, vieillard âgé de cent ans et dont la longue barbe blanche descendait jusqu'à la ceinture, opposait d'impuissantes prières aux cruautés de ses fils. Mais le sang de tant de victimes n'avait pas arrosé en vain le sol des provinces serbes, et bientôt on les vit produire des héros. Les bandes des haïdouks chrétiens n'avaient pu heureusement être détruites : ce furent elles qui sauvèrent les raïas. Sortant de leurs cavernes et de leurs forêts, sous la conduite de Tchourdja, les haïdouks bosniaques s'élancèrent contre le beg Vidaïtj, brûlèrent sa citadelle de Zvornik, et soulevèrent tous les raïas des bords du Iadar et de la Radjevina. Le knèze Savitj, Antoine Boghitjevitj, et un Serbe de Zvornik nommé Mehmet, appesanti par soixante-dix hivers, mais soutenu par ses cinq fils, organisèrent ces esclaves enfin révoltés, et qu'animait toute l'énergie du désespoir. Ali-Vidaïtj fut successivement chassé de tous ses châteaux. Les nahias du Iadar et de la Radjevina furent les premiers districts émancipés. La liberté la plus complète récompensa leurs courageux efforts : le vizir, en faisant la paix, accepta pour clause qu'aucun corps de troupes turques ne pourrait désormais traverser les vallées affranchies, et que les spahis n'y paraîtraient plus qu'isolément, une seule fois chaque année, pour recueillir leurs dîmes.

La nouvelle de ce premier succès des chrétiens de Bosnie se répandit bientôt dans tous les pays serbes, et alla porter dans Belgrad un coup mortel à la puissance des spahis. On ne craignit plus de chanter, même à leurs oreilles, une longue piesma que venait de composer l'Homère bosniaque de cette époque, le célèbre aveugle Philippe, et dont le prologue commence ainsi :

« Quels prodiges viennent d'avoir lieu! il était donc décrété dans le ciel que le peuple serbe devait renaître. Les knèzes ne s'en doutaient pas, ils n'avaient plus d'espoir; mais malgré eux les pauvres raïas se levèrent, ne pouvant plus souffrir un joug si dur. Ils se levèrent comme les élus de Dieu au temps fixé pour la guerre sainte, dont le ciel même donnait le signal par des météores effrayants qui traversaient l'horizon de la terre serbe. De la Saint-Triphon à la Saint-George, la lune s'éclipsa toutes les nuits pour dire aux Serbes de se lever en armes; mais ils n'osaient encore bouger. Les saints donnèrent un autre signal : de la Saint-George à la Saint-Dimitri, des nuages sanglants passèrent et repassèrent dans le ciel, pour dire aux Serbes de courir aux armes; mais les Serbes n'osaient pas même lever la tête. Les saints donnèrent un troisième signe : contrairement aux lois de la nature, ils firent tomber la foudre au milieu de l'hiver; le jour de fête du bienheureux Sava, des coups de tonnerre ébranlèrent l'Orient, pour dire aux Serbes de se lever en armes, et pourtant ils craignaient de se révolter. Enfin apparut un dernier signe :

par un jour clair le soleil s'obscurcit; trois fois il trembla et s'évanouit vers l'Orient. A cette vue, les chefs musulmans de Belgrad descendent de la forteresse, enveloppés de leurs manteaux de pourpre; en contemplant le ciel, leurs yeux roulent des larmes. Allah! frères, quels augures pour nous, quels funestes pronostics! Pleins d'angoisses, ils vont au Danube, remplissent de son eau leurs coupes, et les portent ainsi au haut de la tour *Neboicha* (1). Pendant que les étoiles qui éclairent l'horizon serbe se miraient dans les coupes dorées, les chefs des pays serbes s'y mirèrent eux-mêmes; mais ils se virent sans tête! Épouvantés de ce présage, les chefs brisèrent les coupes et en jetèrent les débris dans le Danube. »

Dans ces coupes dont le fleuve écumant emportait les débris vers la mer Noire, les princes des spahis pouvaient voir un autre présage de leur ruine prochaine : bientôt réduits à fuir, ils se confieraient en vain au Danube, qui ne recevrait que leurs cadavres mutilés. Animés par le pope Louka Lazarevitj. les raïas de la Save et de la Koloubara s'insurgent et mettent à leur tête Jacob Nenadovitj, ancien officier au service autrichien. En même temps se lèvent dans la Choumadia les deux frères Marko et Vasso Tcharapitj. et sur la Morava les deux inséparables pobratims, Milenko de Klichevats et Pierre Todorovitj de Dobrinia. Mais les knèzes des villages, vieillards amis de la paix, condamnaient hautement l'audace des jeunes gens; il fallut que les haïdouks parcourussent en personne les hameaux pour forcer tous les hommes à les suivre. En vain les quatre dahis avaient député vers les rebelles le métropolite Leonti pour les ramener au devoir : cet évêque, odieux aux Serbes non moins que les Turcs eux-mêmes, avait reçu pour réponse qu'on parlerait de paix quand les dahis seraient exterminés. Les janissaires bosniaques quittèrent donc Belgrad avec Aganlia pour aller châtier les auteurs de cette insolente réponse. De son côté, Ali-Vidaïtj sortit de Zvornik pour ravitailler Chabats, que bloquaient les troupes de Jacob Nevadovitj : il fut repoussé vigoureusement. Le fougueux Bosniaque Tchourdja. dont chaque coup de carabine abattait un ennemi, parut dans ce combat, portant l'étendard devant le knèze Jacob. Habile comme tous les haïdouks à briser un joug abhorré, mais ignorant l'art d'organiser un pays après la victoire, Tchourdja avait laissé les districts émancipés par ses efforts se donner des lois et se choisir leurs knèzes et leurs juges; puis, courant avec ses frères d'armes à d'autres exploits, il s'était élancé des monts bosniaques vers la Save. Vainqueur de Vidaïtj, il apprend qu'un nouveau corps de mille spahis d'élite, sous le beg Notjina, s'avance vers Chabats. Quoiqu'il n'ait que deux cents haïdouks, Tchourdja va les attendre au monastère de Djokechina. Ces braves, dont chacun s'était fait un rempart d'un arbre ou d'un rocher, défendirent le défilé durant quinze heures; ce ne fut que quand ils eurent épuisé leurs dernières cartouches que l'ennemi put les envelopper et les tailler en pièces. Tchourdja échappa seul, et quand Jacob arriva au secours des deux cents haïdouks, il ne trouva que des cadavres; mais des mille Bosniaques il ne restait plus debout que quelques hommes qui prirent aussitôt la fuite. Cet héroïque exploit détermina la reddition de trois places importantes, Chabats, Smederevo et Pojarevats, d'où les spahis, pressés par la faim, se retirèrent pour concentrer toutes leurs forces dans Belgrad.

N'espérant plus aucun secours de leurs frères de Bosnie, dont ils se trouvaient séparés par les districts affranchis de Zvornik et de la Save, les quatre dahis se

(1) Prison d'état de Belgrad.

donnèrent au tyran de Vidin, à Pasvan-Oglou, et reçurent dans Belgrad mille volontaires appelés *kerdchalis*, avec leur capitaine Gouchants. Approvisionnés par les bateaux du Danube, ils auraient pu soutenir le siége pendant des années; mais ils perdirent courage quand ils virent le sultan prendre parti pour les raïas qui les bloquaient, et envoyer au secours des assiégeants le vizir même de Bosnie, Bekir, avec trois mille Ottômans. Ces auxiliaires inattendus furent accueillis par les Serbes chrétiens avec des hourras et des salves de toutes leurs armes, qui jetèrent parmi les assiégés de Belgrad un morne désespoir. Bientôt, se croyant trahis par Gouchants, les dahis s'enfuirent vers la Bulgarie, et les raïas serbes, ayant à leur tête le vizir de Bosnie, entrèrent triomphants dans l'ancienne capitale de leur race.

Quel affreux spectacle Belgrad offrait alors? Les quatre palais des dahis s'élevaient seuls sur un vaste amas d'infectes ruines, peuplées d'esclaves décharnés, meurtris de coups, et qui, depuis des années, ne soutenaient plus leur vie languissante qu'avec les restes d'aliments laissés par les valets, souvent même par les animaux domestiques des kerdchalis.

Un témoin de ces scènes lugubres vit encore actuellement à Belgrad : c'est la veuve d'Aganlia, l'un des quatre dahis. La vieille dame se rappelle toujours avec attendrissement ce beau temps de sa fraîche jeunesse, où, adorée par un prince, elle avait sous elle plus de cent femmes soumises à tous ses caprices. Le sérail moresque de son mari, devenu aujourd'hui l'imprimerie de l'état, était rempli de cavaliers superbes chargés d'escorter la jeune cadine dans ses promenades, et leurs chevaux arabes, rapides comme l'aquilon, frappaient du pied les raïas qui ne pouvaient s'écarter assez vite. De tels souvenirs sont chers à cette femme, que les spahis avaient proclamée la reine des belles, et dont tous les désirs étaient des lois. Mais qui peut se flatter d'enchaîner la fortune? L'épouse d'Aganlia vit tomber la fleur de la noblesse bosniaque sous les coups des vils raïas, les dahis même périrent; la belle veuve, saisie, fut baptisée de force; un voïevode serbe, ravi de ses charmes, l'épousa également par contrainte, non sans exciter le dépit des autres chefs, qui étaient sur le point de se battre entre eux pour cette nouvelle Hélène. Obligée de renoncer à la religion de son cœur et de ses sens, l'infortunée cachait sa rage et attendait pour s'enfuir le jour où les Turcs reprendraient Belgrad. Les Turcs revinrent et reconquirent les provinces émancipées; mais la néophyte mal convertie avait été emmenée par son nouvel époux, et conduite en Russie, d'où elle n'est revenue qu'au temps de Miloch. Maintenant, ses espérances se sont évanouies avec sa beauté, elle n'attend plus rien des Turcs, et âgée de soixante-dix-huit ans, la Vénus des Bosniaques s'est enfin résignée à mourir renégate chez les ennemis du Koran.

L'union du vizir de Bosnie avec les insurgés chrétiens n'avait été que momentanée. Quand les chrétiens, après la mort des dahis, demandèrent au chef musulman des droits civils comme garantie contre les tyrans futurs, le vizir, indigné, quitta Belgrad, et regagna tristement son pachalik, décidé, quoi qu'en pût dire le sultan, à soutenir les Bosniaques musulmans, bien loin de les combattre, et à diriger leurs forces vers un but commun, celui de punir les outrages faits par les raïas à l'islamisme. Une persécution affreuse s'alluma alors contre les chrétiens de Bosnie ; elle sévit surtout durant l'année 1805, où le cruel et fameux séraskier Kouline-Kapetane, à la tête des spahis, marcha contre George-le-Noir, pillant et brûlant, même dans son propre district, tous les villages chrétiens placés sur sa route, et réduisant leurs habitants en esclavage. La Bosnie vit alors un de ses knèzes, l'héroïque

Ivane, vendre tous ses biens pour racheter de la servitude un grand nombre de ses compatriotes. En récompense de cette belle action, les spahis le forcèrent à fuir le sol natal : il dut passer en Serbie, où il combattit bravement avec Miloch jusqu'à la conclusion de la paix. Devenu prince, Miloch n'a pas daigné penser à Ivane, et, donnant pour prétexte à son ingratitude l'ivrognerie du vieux knèze, il l'a laissé durant tout son règne mendier dans Belgrad, où on le voyait encore en 1840. Les Bosniaques seuls se souviennent de lui et le chantent dans leurs piesmas avec le haïdouk Tchourdja, qu'attendait une fin plus prompte et non moins triste.

Ce terrible guerrier, qui avait donné le signal de l'insurrection et remporté les premiers triomphes, après avoir aidé quelque temps les autres voïevodes au siége de Belgrad, les avait abandonnés Trouvant indigne d'un Bosniaque de se soumettre à la discipline autrichienne, que George-le Noir prétendait introduire dans l'armée serbe, il était retourné vers ses montagnes de la Radjevina. Mais les montagnards avaient reconnu l'autorité civile de Jacob Nenadovitj, dont Tchourdja se disait l'égal. Le haïdouk s'obstina dans cette prétention malheureuse; cité pour ses brigandages au tribunal de Jacob, il fut condamné à mort, et, après s'être défendu comme un lion contre les *momkes* nombreux envoyés pour l'exécuter, il succomba, première victime des discordes civiles enfantées par l'ambition chez les raïas émancipés.

Cependant, malgré les nouvelles persécutions exercées par les Turcs sur les chrétiens, l'affranchissement poursuivait son cours. Chassés de toute la Serbie, les janissaires bosniaques ne tenaient plus que dans deux villes, Oujitsa et Karanovats. George-le-Noir fondit sur cette dernière place, mais le pacha de Novibazar venait d'envoyer secrètement à la garnison de Karanovats de tels renforts, que les chrétiens furent mis en pleine déroute et essuyèrent une perte énorme. Heureusement Jacob ne tarda pas à venger George-le Noir par des succès éclatants. Aidé par Meleti, archimandrite du couvent de Ratcha, et par le voïevode Milane Obrenovitj, il marcha avec trois mille hommes d'élite sur Oujitsa, dont le commandant, effrayé, envoya une députation de vingt vieillards demander la paix. Ces vieux spahis à la barbe blanche ne pouvaient croire que les raïas eussent vraiment avec eux des canons; les ayant vus de leurs yeux, ils pensaient qu'ils étaient de bois bronzé; enfin, les ayant touchés et s'étant convaincus, ils se mirent à pleurer et dirent à Jacob : — Quels temps affreux sont arrivés! Raïa du tsar turc, pourquoi vas-tu canonner les forteresses de ton empereur?—Hourra au tsar turc! s'écria Jacob ; à bas seulement ses ennemis! — S'élançant sur Oujitsa à la tête de ses troupes, il s'en empara et y mit le feu le 20 juillet 1805. Les marchands turcs obtinrent seuls, en donnant 50,000 piastres et quatre-vingts étalons arabes, la permission de rester dans les ruines de cette ville; quant aux spahis, ils furent tous passés au fil de l'épée.

Tant de défaites firent sentir aux Serbes musulmans la nécessité d'une coalition plus générale contre leurs frères chrétiens. Le vizir même de Skadar, Ibrahim, par ordre du sultan, se ligua avec le vizir de Bosnie, leva quarante mille Albanais, tant Serbes que Chkipetars, et envahit avec eux la Serbie par sa frontière bulgare, tandis que quarante mille Bosniaques l'envahissaient par sa frontière du midi, ou la Drina et la Matchva Sans égard pour la supériorité numérique des Bosniaques, le haïdouk Stoïane Tchoupitj de Notjaï assaillit leur avant-garde au moment où elle débouchait de la forêt du Kitog dans la plaine de Salatch, et l'extermina presque tout entière, malgré la bravoure du vieux Mehmet et d'Osmane-Djoura, qui la commandaient. Tchoupitj fut depuis lors surnommé par les siens le dragon de Notjaï. Le gros de l'armée bosniaque, sous le cruel séraskier Kouline-Kapetane, apprenant le mas-

sacre de son avant-garde, résolut d'éviter toute bataille rangée, et se divisa en petits corps pour ravager la Matchva et faire une guerre de détail ; les Albanais, sur d'autres points du territoire, suivirent cet exemple ; les pachas de Bulgarie les soutinrent. Plus de cent mille guerriers se ruaient en ce moment sur une population d'insurgés qui, en y comprenant les enfants et les femmes, ne comptait pas trois cent mille têtes. Désespérés de voir accourir d'autant plus d'ennemis qu'ils en tuaient davantage, les révoltés voulaient se soumettre : Jacob Nenadovitj envoya à Kouline son neveu Prota et Tchoupitj pour parlementer ; Kouline retint ces deux braves prisonniers et se refusa à toute négociation. Dès lors les paysans commencèrent à déserter, la Save se couvrit de fuyards, qui passaient en Autriche avec leurs femmes et leurs enfants ; ceux qui restaient, voulant se rendre propice le farouche Kouline, apportaient sur la route des vivres à son armée, en appelant les Bosniaques leurs sauveurs ; les chefs de l'insurrection étaient réduits à se cacher dans les forêts. La Serbie allait être subjuguée sans les haïdouks. Accoutumés à braver la mort, n'ayant rien à perdre et tout à gagner à la liberté, les haïdouks voulaient encore la guerre, et bientôt ils prouvèrent quels services des brigands patriotes peuvent rendre à un pays menacé du joug. Joyeux de mourir en défendant leur patrie, ces hommes de fer occupaient tous les défilés, chassaient des villages ceux des spahis bosniaques qui s'y étaient installés en maîtres, empêchaient la fuite des paysans, et les forçaient de les suivre sur les montagnes où George-le-Noir, seul voïevode qui ne désespérât pas de la victoire, ralliait les fugitifs. George était fortement secondé par son pobratim Katitj, Serbe de Hongrie, qui, pour venir le joindre, avait renoncé à sa pension de capitaine en Autriche. Avec quinze cents haïdouks, Katitj se mit à harceler Kouline de mille manières, défit entièrement à Petska le corps de Hadchi-Beg, descendu de la forteresse de Sokol, et obligea enfin l'armée ennemie à se rapprocher de Chabats, d'où elle pouvait encore dominer le cours de la Save. George-le-Noir voulut lui interdire à tout prix cette dernière position ; il vint lui barrer la route avec sept mille fantassins et deux mille cavaliers (août 1806). Se fiant sur la supériorité numérique de ses troupes, Kouline le somme de rendre ses armes : — Viens les prendre, lui répond le chef serbe, sans se douter qu'il répétait un mot classique. Pendant deux jours, les Bosniaques assaillirent en furieux le camp retranché des chrétiens ; enfin, la troisième nuit de cette lutte acharnée, George-le-Noir envoie secrètement sa cavalerie dans la forêt voisine, avec ordre de prendre à dos l'ennemi quand il commencerait son troisième assaut. A l'aurore, les musulmans attaquent de nouveau ; les begs les plus illustres de la Bosnie, à la tête de leurs vassaux, portaient eux-mêmes en avant leurs bannières féodales, glorieusement transmises de père en fils depuis le moyen âge. Les Serbes chrétiens les laissèrent arriver sous les canons de leurs carabines, pour abattre d'une première décharge toute cette rangée d'*immortels ;* il n'en resta pas un debout En même temps la cavalerie, s'élançant de ses fourrés, se jeta sur les derrières des assaillants. Cette bataille décida du sort de la noblesse bosniaque, dont la fleur fut moissonnée. Parmi les morts furent le mollah de Saraïevo et les deux pachas Mehmet de Zvornik et Sinane de Derventa. Les fuyards, en se précipitant vers la Drina, furent cernés dans la forêt du Kitog par les paysans et les haïdouks, qui en exterminèrent un nombre considérable. Là le jeune Miloch Stoïchevitj, voïevode de Potserie, délivra sa mère que l'ennemi emmenait comme esclave, poursuivit le général en chef Kouline, le tua de sa propre main, et s'empara de son sabre, que tous les Serbes croyaient enchanté.

Sur un autre point du pays, les chrétiens n'étaient pas moins heureux. Les quarante mille Albanais commandés par le pacha de Skadar avaient, en quittant Nicha, suivi la Morava bulgare, qui, pour aller se jeter dans la Morava serbe, forme une large vallée, unique ouverture des montagnes de Serbie du côté de l'orient. Pour garder cette clef du pays, Pierre Dobriniats avait élevé à la hâte les retranchements de Deligrad ; il s'y défendit six semaines contre toutes les forces albanaises. Ses continuelles sorties étaient combinées avec les attaques des haïdouks de Glavach et de Mladene, qui tombaient chaque jour comme une nuée d'oiseaux de proie des montagnes voisines sur les assiégeants. Enfin. totalement désorganisée et réduite à quelques milliers d'hommes, l'armée d'Ibrahim se débanda.

Ayant ainsi repoussé deux formidables invasions, les Serbes chrétiens, en 1807, purent aller demander aux Bosniaques musulmans, dans leurs propres foyers, un compte sévère de leurs déprédations. Cette guerre de représailles fut longue et terrible. La lugubre année 1813 rendit aux spahis une partie des avantages qu'ils avaient perdus. Livrés à la Porte par la Sainte-Alliance, les Serbes chrétiens se soumirent. Le gouverneur Sima, cédant aux instigations du consul russe, évacua, en dépit de ses voïevodes, toute la frontière, de la Drina à la Koloubara. Pierre Molar, assiégé par les spahis dans Loznitsa, dut se résoudre à capituler. Le frère et l'héritier de Miloch de Potserie eut dans cette circonstance la faiblesse de se fier à l'évêque bosniaque de Zvornik, qui l'attira dans le camp des spahis, auxquels il rendit honteusement le fameux sabre de Kouline, que les Bosniaques regardent comme un de leurs palladiums. Ce chef imprudent fut ensuite promené par toute la Bosnie, et on finit par l'envoyer chargé de chaînes à Stambol, d'où il n'est plus revenu.

Exaltés par leurs succès, les musulmans serbes débordèrent de nouveau sur la Serbie chrétienne, et reprirent tous les spahiliks, toutes les palanques, d'où on les avait chassés. Il se passa alors d'horribles scènes, auxquelles présida le cruel Soliman, pacha de Skoplie en Hertsegovine, devenu vizir de Belgrad. Miloch, adopté par le vizir, qui l'avait reconnu comme obor-knèze, servit pendant deux ans, avec un dévouement à toute épreuve, ce bourreau des Serbes chrétiens. Mais en 1815 Miloch, s'apercevant que ses services devenaient importuns aux conquérants bosniaques, et qu'on voulait se débarrasser de lui, passa brusquement du côté de ses coreligionnaires. Appelant au combat tous les Serbes chrétiens, il attaqua à la fois les Turcs et les Bosniaques, qui furent partout vaincus. Le kiaia ou lieutenant de Soliman périt dans une déroute. Bientôt il ne resta plus aux musulmans que Karanovats, où, bloqués par les bandes chrétiennes, ils n'attendaient que l'arrivée de l'obor-knèze pour capituler avec honneur. Miloch, non-seulement les renvoya sains et saufs, mais encore leur donna des présents pour Adem, pacha de Novibazar, avec des explications de sa conduite et des excuses sur sa révolte forcée. Ses instincts machiavéliques lui avaient fait deviner que, pour venir à bout des Bosniaques, il fallait prendre contre eux le parti du sultan; cette politique lui réussit complétement. Le nouveau vizir impérial de Bosnie, Kourchid, content des protestations de fidélité de Miloch, se garda de marcher au secours des spahis abattus. Il resta, avec son armée, campé sur la Drina, en spectateur complétement neutre, pendant que les Serbes chrétiens s'acharnaient sur leurs frères musulmans. En faisant décimer ces tribus les unes par les autres, l'astucieux vizir espérait parvenir à les soumettre toutes également au joug du sultan. Bientôt, des nombreux chefs bosniaques il ne resta plus en Serbie que le jeune Ali Sertchesma, pacha de

Nikchitj. Cet audacieux capitaine s'obstinant à garder le défilé de Doublié, dans la Matchva, Miloch marcha sur lui en personne, et eut pour la première fois le courage d'attaquer les Bosniaques en plein jour. Le pacha Ali, complétement battu, fut fait prisonnier et amené dans la tente de l'obor-knèze, qui le régala de son mieux, lui servit le café et le tchibouk, et, le faisant asseoir sur son plus beau cheval, le renvoya au vizir de Bosnie avec des propositions de paix. Ali, en partant, lui promit de tout faire pour l'aider à devenir prince de Serbie.

Le vizir Khourchid feignit d'accéder aux demandes de Miloch, et l'invita à une entrevue sur la Drina. Miloch, avec les autres knèzes, se hasarda dans le camp turc; mais le vizir, n'ayant pu obtenir des knèzes la reddition des armes, pensait à retenir Miloch comme otage. L'obor-knèze fut tiré de ce mauvais pas par Ali Sertchesma, qui, en l'introduisant dans le camp, lui avait juré de l'en faire sortir sain et sauf, et voulut tenir son serment. Cette loyauté, jointe à quelques autres complaisances des capitaines bosniaques envers Miloch, augmenta encore l'aversion vouée aux spahis par Khourchid et les Turcs. Le divan se persuada de plus en plus que ces musulmans de Bosnie étaient des traîtres, des giaours mal convertis, et que l'empire ne serait tranquille que quand on les aurait dépouillés de tous leurs priviléges. L'exécution de ce plan n'offrait plus de difficultés sérieuses : les boulevards extérieurs de l'aristocratie bosniaque étaient détruits; ces avant-postes qu'elle avait jetés au loin, sous le nom de spahiliks, à travers la Serbie et l'Albanie, jusque sur les balkans bulgares et macédoniens, se trouvaient au pouvoir soit du divan impérial, soit des chrétiens insurgés. Dans le but d'achever la ruine des spahis, le sultan Mahmoud revêtit du vizirat de Bosnie le moine Dchelaloudine, homme inflexible, qui avait ordre d'étouffer toute résistance par la terreur des supplices. Sans cour et sans harem, portant dans le vizirat les austérités de son couvent, l'étrange ascète sut imposer par sa piété extérieure aux fanatiques bosniaques. Parcourant le pays sous mille déguisements, il surprenait tantôt les marchands dans leurs bazars, tantôt les raïas et les spahis dans les églises et les mosquées, et s'instruisait ainsi des plus secrètes pensées du peuple. Affectant la plus sévère justice, il soutenait les raïas, sans rien laisser deviner de son antipathie pour les spahis, et, à force de dissimulation, il parvint à s'assurer parmi les spahis eux-mêmes des partisans de ses réformes. La famille Dchindjafitj, de Saraïevo, se déclara la première pour le vizir *philosophe*. Cette conquête en entraîna d'autres. Enfin Dchelaloudine, levant le masque, osa faire égorger les membres les plus redoutables de l'opposition, en commençant par Fotchitj-Achmet, de Saraïevo; et par les begs de Derventa et de Bania-Louka; puis, ayant emporté d'assaut les forteresses de Mostar et de Srebernik, il en massacra les capitaines. La république de Saraïevo, unie par les liens les plus intimes à l'*odchak* (conseil de famille des janissaires de Constantinople, auquel elle fournissait plus de recrues qu'aucune autre ville, lui adressa les plaintes les plus véhémentes contre le nouveau vizir, et l'odchak se hâta de l'accuser près du sultan. Mahmoud joua l'indignation et prononça la destitution du vizir; mais on n'envoya aucun successeur à Dchelaloudine, qui, ne faisant sans doute qu'exécuter les ordres secrets de son maître, ne se relâcha en rien de ses rigueurs. Cette circonstance ne devait pas manquer d'ouvrir enfin les yeux aux Bosniaques, et de les éclairer sur les vraies intentions du divan. Aussi, lorsqu'en 1820 l'insurrection des Grecs ouvrit une ère nouvelle pour les Gréco-Slaves, le peuple bosniaque, par son inertie inaccoutumée, prouva à la Porte de quelles dispositions il était désormais animé envers elle.

Les Monténégrins crurent le moment favorable pour tomber sur cette population démoralisée, et se mirent à ravager la Bosnie dans tous les sens. Pressés entre un tyran intérieur et l'ennemi du dehors, les malheureux Bosniaques se décidèrent enfin à s'unir à Dchelaloudine, qui mena une forte armée contre le Monténégro ; mais les spahis se battaient à regret, et le vizir les ayant entassés dans les défilés de la Moratcha, ils furent complétement défaits. Alors leurs sarcasmes sur la fuite précipitée de Dchelaloudine furent si amers, que l'ascète vengea la Bosnie en s'empoisonnant de ses propres mains (janvier 1821). A la mort de leur vizir, ceux des Bosniaques qui avaient embrassé la cause de la réforme et du sultan durent ou émigrer ou s'armer pour se défendre. Le pays tomba dans une affreuse anarchie; les tribus, les cités, souvent les familles, se battirent entre elles ; le chaos social et l'acharnement des partis devinrent tels, qu'on ne connaît pas même de nom l'impuissant vizir qui succéda à Dchelaloudine.

IV.

La Bosnie était arrivée à ce point de dissolution morale que le machiavélisme turc attendait depuis longtemps. L'entière extermination de cette aristocratie indisciplinée pouvait enfin se justifier vis à-vis de l'empire et même de l'Europe. Le sultan *niveleur* ne fit pas attendre sa sentence; elle ne s'étendit d'abord qu'aux janissaires de Constantinople. en majorité Bosniaques, et qui, par leurs révoltes continuelles, n'avaient que trop mérité d'être punis. Mais la justice dégénéra cette fois en une atroce vengeance ; aussi tous ceux des janissaires que moissonna l'artillerie de Mahmoud furent-ils regardés comme de saints confesseurs, et ceux qui purent échapper, s'étant réfugiés en Bosnie, y devinrent l'objet de la vénération populaire. Les nouveaux régiments dressés à l'européenne portaient les ceinturons du sabre et de la giberne à la française, c'est-à-dire croisés sur la poitrine ; or, en dialecte bosniaque, croiser (*kerstiti*) signifie aussi baptiser. « Quoi ! disaient les Bosniaques, nous laisser baptiser ! Dans ce cas, à quoi bon un sultan ? le tsar russe ou le césar de Vienne seront pour notre baptême de meilleurs parrains qu'un fils d'Othman. » L'indignation était si universelle, que le vizir Hadchi-Moustapha et tous les commissaires turcs alors en Bosnie furent honteusement chassés, et durent s'enfuir par la Save à Belgrad sans aucun cortége.

En 1827, Mahmoud éleva au vizirat de Bosnie le pacha de Belgrad Abdourahim. Cet homme d'une constitution maladive, mais d'un dévouement et d'une audace à toute épreuve, aidé par son ami le futur prince Miloch, arma quelques centaines de momkes, et entra avec eux en Bosnie, où il réussit à gagner à sa cause le jeune Vidaïtj, rentré après la guerre dans sa capitainerie héréditaire de Zvornik. Une fois introduit dans cette place, clef de la Bosnie du côté du nord, le vizir lança hardiment la proclamation suivante : « Mahométans bosniaques, je vous apporte de loin le baiser de la paix et de l'unité fraternelle. Oubliant vos folies, et désirant ouvrir vos yeux à la lumière, je viens vous faire connaître les ordres sacrés du plus puissant des maîtres. Si vous vous montrez obéissants, j'ai le pouvoir de pardonner vos fautes. Choisissez donc entre la vie et la mort ; réfléchissez mûrement, pour ne pas avoir à vous repentir. »

Toutes les réflexions des spahis bosniaques étaient faites ; depuis le massacre

des janissaires, ils lisaient clairement dans leur avenir. Aussi les réformistes et les amis de Dchelaloudine, rentrés dans le pays avec le nouveau vizir, furent-ils partout reçus à coups de carabine. Alors les amis les plus influents d'Abdourahim, les frères Dchindjafitj, s'avancèrent avec un corps de troupes turques, disciplinées à la franque, pour reprendre possession de leurs foyers à Saraïevo. En vain les spahis et leurs clients se battirent tout le jour aux portes et dans les rues de la ville avec une fougue désordonnée; les réformistes triomphèrent par leur tactique nouvelle, et les spahis, bloqués sans vivres dans la forteresse, durent se rendre. Sept de leurs principaux chefs furent aussitôt envoyés à Zvornik, où Abdourahim les fit décapiter; puis le vizir triomphant entra dans Saraïevo, et, quoique les hati-chérifs ou constitutions de la province lui défendissent de séjourner plus de vingt-quatre heures dans cette capitale, il s'y établit comme un conquérant ou plutôt comme un bourreau. Trente begs périrent dans une seule nuit; la proscription s'étendit à presque tous les pères de famille, qui furent décapités par centaines. Le raïa seul fut épargné, et on ne lui demanda que des contributions de guerre.

La réforme européenne s'installait en Bosnie sur des monceaux de cadavres: Abdourahim n'épargnait pas même ses partisans. Au nom de l'égalité, tous les possesseurs d'un fief quelconque étaient condamnés à mort. Enfin les anti-réformistes les plus déterminés vinrent se jeter aux pieds du vizir, se déclarèrent convertis aux *mœurs franques*, et, avec un enthousiasme habilement simulé, tout ce qui restait de spahis revêtit l'uniforme *croisé* du nizam. Cette triste comédie, qui succédait à un drame de terreur, dura près d'une année. Enfin l'espoir fut rendu aux Bosniaques dans l'été de 1828 par la marche de l'armée russe sur le Danube: les renforts que le vizir devait fournir contre l'invasion moscovite allaient le livrer presque sans défense à leurs coups. Pour prouver son dévouement au sultan, le vizir Abdourahim se hâta en effet de réunir trente mille hommes, qu'il envoya sous la conduite de son kiaïa et de son mollah contre les Russes; mais, arrivés à la frontière de Serbie, ils demandèrent en vain à Miloch le passage par la principauté; et, au lieu de prendre la route de Novibazar qui était leur chemin le plus direct contre les Russes, les mercenaires d'Abdourahim restèrent campés sous Biélina, dans la grande plaine d'*Orlovo-Polié* (le champ des Aigles), pendant que les troupes serbes, postées sur l'autre rive de la Drina, les observaient dans une attitude menaçante. Miloch n'ignorait pas que les pillards bosniaques, une fois dans son pays, ravageraient le territoire; il obéissait donc à son propre intérêt en interdisant aux troupes du vizir le passage de la Drina; s'il eût écouté le patriotisme, il ne se fût pas borné à ce rôle passif, il eût franchi lui-même sa frontière, et eût porté aux raïas chrétiens de la Bosnie le secours fraternel qu'ils réclamaient de lui contre la nouvelle révolution qui allait les livrer encore à la vengeance des spahis. Ces derniers en effet, profitant de la concentration de toutes les forces du vizir sous Biélina, vinrent le bloquer lui-même dans Saraïevo, où il n'avait gardé que deux mille hommes. Abdourahim voulut d'abord effrayer les rebelles encore indécis, en faisant saisir quelques-uns des meneurs pour les décapiter; mais toute la population de la ville se souleva, et des troupes de janissaires, secrètement réunies dans Visoko, à six lieues de la capitale, étant arrivées, on chargea sur tous les points où elle était disséminée la faible garnison du vizir, qui, au bout de trois jours, fut presque entièrement exterminée. Le lendemain du massacre, Abdourahim demanda et obtint d'évacuer la citadelle. Il se retira avec ses canons sur Biélina, où il eut la douleur de voir ses trente mille mercenaires bosniaques se débander en criant: « Liberté et an-

cêtres ! » Privé ainsi des troupes qu'il avait convoquées, le vizir dut s'en aller presque seul à la guerre contre les Russes.

Le sultan envoya à la place d'Abdourahim l'ex-pacha de Philippopoli, homme plus doux, mais qui ne fut pas plus heureux que son prédécesseur. Il arriva en Bosnie au printemps de 1829, alors que le chef des Bouchatlis, Moustapha, vizir de Skadar, cédant en apparence aux prières de la Porte, se mettait en route avec trente-cinq mille Albanais pour arrêter Diebitch. Moustapha était parvenu à établir parmi ses troupes la plus sévère discipline; pour le moindre vol, le soldat était puni de mort. Quand les envoyés de Miloch vinrent féliciter ce pacha serbe à Nicha, ils trouvèrent dans son camp des suppliciés exposés avec une poule ou un morceau de pain au cou, signe du larcin qui avait motivé leur condamnation à mort. Ces cruautés du Bouchatli n'avaient cependant pas pour objet de mettre ses troupes en état de lutter contre les Russes. Moustapha était trop habile pour compromettre son armée dans une lutte inégale; il savait que le cordon vert du martyre l'attendait après la déroute pour le punir de ses révoltes antérieures. Loin de prêter aide au sultan, il songeait à le renverser. Aussi, Diebitch passa-t-il le Balkan sans rencontrer le moindre obstacle, pendant que le vizir anti-réformiste de Skadar marchait rapidement sur Constantinople pour y détrôner le sultan, qui n'apparaissait plus aux musulmans que comme un apostat, adepte de l'Europe. Mais l'audacieux Bouchatli rencontra sur sa route le corps russe du général Geismar, qui le força à la retraite. La Russie sauvait à son insu, des tentatives de ses propres sujets, le souverain qu'elle attaquait.

Moustapha, vaincu, se replia sur Philibé, dont les Bosniaques, ses alliés, étaient les maîtres; de concert avec eux, il épuisa par ses contributions de guerre toute la Romélie. Le sultan Mahmoud jugea alors que ses ennemis les plus dangereux n'étaient pas dans le camp moscovite, et il se hâta de conclure la paix avec la Russie. Cette détermination soudaine, dont l'Europe a si mal compris les motifs, réduisit Moustapha à retourner vers Skadar, et les capitaines bosniaques à rentrer dans leurs montagnes, non sans y rapporter un immense butin.

Les serbes musulmans d'Albanie et de Bosnie avaient trop puissamment favorisé l'invasion russe pour que le divan ne cherchât pas tous les moyens de se délivrer de ces ennemis intérieurs. Considérant combien Miloch était resté strictement neutre durant les deux campagnes moscovites, le sultan Mahmoud penchait de lui-même à confier à ce prince chrétien le soin de le venger des spahis; il n'opposa donc qu'une faible résistance à la demande que fit l'ambassadeur russe d'un démembrement de la Bosnie en faveur de Miloch. Ce démembrement, masqué sous le titre de restitution des anciennes frontières de Serbie, fut accordé dès 1830, et, au printemps de l'année suivante, des commissaires turcs arrivèrent de Stambol à la cour de Miloch pour commencer, de concert avec les géomètres serbes, la délimitation des confins entre la Bosnie et la principauté. On était convenu de commencer ce travail par la Drina. Les commissaires et les géomètres partirent donc tous ensemble pour Zvornik; mais, plus patriote que le sultan, le pacha de cette ville, le jeune Ali-Vidaïtj, protesta contre toute concession de territoire, fit jeter les commissaires en prison, et ne consentit à les relâcher que quand ils lui eurent juré qu'ils ne mettraient plus le pied dans son pachalik. Miloch et le sultan Mahmoud se contentèrent donc, les années suivantes, de faire dresser par des émissaires déguisés la carte de toutes les frontières en litige, et, une fois rédigées, ces cartes furent envoyées à Pétersbourg sans que la cour même de Stambol en ait, dit-on, gardé copie.

Vidaïtj, beg héréditaire de Zvornik, déjà destitué par Mahmoud à la fin de 1829, était resté dans sa forteresse. La Porte, qui ne pouvait l'en chasser à force ouverte, le séduisit par de brillantes promesses, et le décida enfin à échanger le château de ses pères contre un nouveau pachalik, celui de Srebernik. Vidaïtj quitta Zvornik pour aller prendre possession de son poste officiel; mais, arrivé devant la forteresse, il la trouva occupée par Memich-Aga, qui avait armé en sa faveur les musulmans et les chrétiens du district, et força son antagoniste à battre en retraite. Revenu à son château de Zvornik, Vidaïtj en trouva également les portes fermées; un de ses parents, Mahmoud, ami de Memich-Aga, y avait pris sa place. Le proscrit, toutefois, parvint à s'introduire dans la ville au moyen de ses partisans; il y combattit de rue en rue ses ennemis et allait les expulser, quand le capitaine de Gradachats, Vouseïne, apparut, amenant un renfort aux conjurés. Attaqué par devant et par derrière, Vidaïtj se renferma dans son konak, où il lutta en désespéré jusqu'à ce que Vouseïne et Mahmoud, mettant le feu au palais, forcèrent enfin le héros à se rendre prisonnier.

La Porte, qui très-probablement avait ourdi ce complot pour désorganiser la Bosnie, n'obtint point de sa perfidie le résultat qu'elle en attendait. Loin de maltraiter son captif, le jeune Vouseïne l'embrassa et le choisit pour son pobratim, et dès lors les deux héros inséparables n'agirent plus que comme un seul homme. Fils du capitaine Osmane, dont les piesmas célèbrent la vaillance et la sage équité. Vouseïne, déjà populaire, fut bientôt regardé par tous les Bosniaques comme le défenseur de leurs priviléges; l'anarchie céda peu à peu devant l'autorité du nouveau chef, et, devenus forts par leur union, les Bosniaques se levèrent contre le *sultan giaour*. Parmi les piesmas bosniaques composées sur cet événement, celle d'un aveugle chrétien de Novibazar, nommé Pavel-Tchourlo, mérite d'être citée :

« Dieu clément, tout ce que tu fais est bien! Comme ton soleil illumine l'Orient et envoie ses éclairs jusqu'en Occident, de même le tsar de Stambol, en ouvrant les yeux, embrassa le monde, et vit tout ce qui s'y passait; et s'apercevant de toutes les injustices auxquelles les janissaires prêtaient leur appui, il foula avec indignation leur odchak, leva son cimeterre contre ces soldats coupables, et en fit périr soixante mille dans l'espace de six jours. Puis il lança un firman qu'il envoya dans toutes les provinces, pour annoncer l'établissement du nizam. Des peuples nombreux obéirent, de Stambol à Prichtina, patrie de Pletikosa-Pavel, et à Voutchitern, où naquit l'héroïque Voïno... Mais deux puissants vassaux résistèrent, l'un en Albanie, l'autre en Bosnie, l'un nommé Moustapha, descendant d'Obren-Beg, chef de la race des Bouchatli, l'autre appelé capitaine Vouseïne, issu de ce Vouk Brankovitj, qui trahit l'empire serbe à Kossovo.

» S'inquiétant peu du tsar et de ses firmans, Vouseïne a déclaré que, dût la foudre du ciel le dévorer, rien n'obtiendra de lui obéissance au nizam. Le vizir de Skadar a la même pensée, et presse par ses lettres son ami Vouseïne de convoquer pour la guerre les quarante capitaines et les douze grands voïevodes de Bosnie. Aussitôt l'ardent Vouseïne rassemble ses agas et tous les capitaines dans la verte vallée, au pied de son fort de Gradachats. Ils s'assoient en un vaste cercle sur la prairie, et Vouseïne leur fait distribuer à la ronde le vin et le raki. Les héros boivent à longs traits, et, la coupe en main, discourent sur l'état des nahias et des grads escarpés, sur leurs bonnes et luisantes armes, sur les coursiers et les iounaks; ils s'informent qui d'entre eux a fait les derniers exploits, a enlevé le plus de

têtes aux Monténégrins, ou conquis en tcheta sur les ouskoks le plus riche butin.

» Tout à coup Vouseïne se lève et dit : Capitaines, il y a une proie nouvelle que je veux vous signaler, elle est un but digne de votre courage. Au nom d'Allah et de notre race, abattons le nizam ! Sans rien répondre, les quarante capitaines baissèrent les yeux d'un air distrait, rêvant au mystère qui fait croître les fruits des jardins et les mamelles des jeunes filles. Mais trois braves ne rêvaient pas : c'étaient le pacha Vidaïtj, le beg Philippovitj, et le capitaine Novine du blanc grad de Novino. Ils ne baissèrent point la tête; regardant le capitaine dans les yeux, la coupe en main, ils lui dirent : Vouseïne, épée de la Bosnie, nous le jurons par nos biens et le saint jeûne du ramazan, aussi longtemps que notre tête tiendra sur nos épaules, nous n'entrerons pas dans le nizam. A ces mots, Vouseïne bondit de joie ; il prend la main des trois chefs, et à la manière des iounaks les baise sur les deux yeux.

» Alors, sentant qu'il est devenu le dragon de la Bosnie, Vouseïne prend la plume, et écrit sur ses genoux cette lettre au vieux Gazi-Memich : « Aïan de Srebernik, vieux gardien de nos frontières, monte sur ton cheval blanc, appelle ton bariaktar (1) Bekir, et suivi de tes bandes, viens nous joindre au plus vite, car nous voulons exterminer le nizam, et avec l'aide d'Allah rétablir la pureté du Koran. » Cette lettre causa au vieillard un tel bonheur, que tout son corps en tressaillit; il appela son bariaktar : — Cher Bekir, déroule notre bannière, va la planter au haut du tertre dans la plaine, et fais entendre le coup de canon d'alarme, pour que tous nos braves accourent, et qu'avec eux nous nous mettions en marche contre le nizam. — Le porte-drapeau obéit, éleva le grand étendard sur la prairie, tira le canon d'appel, et soudain la plaine se trouva couverte de guerriers ardents, dont les pas faisaient surgir un nuage poudreux, où se croisaient les éclairs jaillissant des aigrettes de pierreries et des étincelantes cuirasses.

» L'armée marcha contre le vizir, qui n'osa pas résister. Quoiqu'elle eût pu s'emparer de sa personne, l'ayant surpris sans défense, elle le laissa s'enfuir avec neuf capitaines hertsegoviniens, qui le conduisirent à Stolats. Vouseïne se borna à prendre possession du palais viziral et de ses richesses... Bientôt par toute la Bosnie, de Novibazar à Mostar, il ne resta plus un cadi, ni un aga, ni un seul capitaine du parti turc ; la renommée s'en répandit à toutes les frontières, et provoqua l'enthousiasme des braves qui les gardent »

La piesma ne donne qu'une faible idée de la vive sympathie avec laquelle toutes les populations restées sincèrement musulmanes accueillirent le plan héroïque des Bosniaques. Il n'y avait qu'une seule voix : A bas le sultan giaour et les idées de l'Europe ! Ces idées, en effet, entraînaient une révolution complète dans le vieil édifice de l'islamisme, elles contredisaient les mœurs, les droits établis, tout ce qui avait eu puissance jusqu'à ce jour en Orient. Ce fut alors qu'on commença enfin à voir l'antithèse morale établie par les temps modernes entre notre Occident, avide de nouveautés et de réformes, et le vieux monde oriental, où la haine des innovations est le sentiment le plus populaire. Ici les novateurs, les hommes de progrès, sont les princes, qui imposent forcément l'oubli des vieilles mœurs aux peuples, conservateurs obstinés du passé. En Europe, au contraire, les princes soutiennent le *statu quo* et les antiques traditions contre l'esprit des peuples, avides de change-

(1) Porte-drapeau.

ments. Outre l'antipathie religieuse que les réformes européennes soulevèrent chez tous les Orientaux, même chrétiens, la Bosnie musulmane avait contre ces réformes une antipathie politique d'autant plus prononcée, qu'elle voyait dans le triomphe des idées occidentales l'asservissement futur des spahis aux raïas. Pour échapper à cet avenir menaçant, les villes de Saraïevo, Belgrad et Nicha réhabilitèrent publiquement l'ordre des janissaires. Au commencement de 1831, conduits par Vouseïne, les Bosniaques allèrent au nombre de plusieurs milliers surprendre le vizir dans son grad de Travnik, lui firent déposer l'uniforme franc pour reprendre l'ancien costume des fidèles, le forcèrent à se laver comme un homme souillé, et à réciter publiquement des prières expiatoires ; puis ils l'emmenèrent avec eux pour se servir de l'autorité de son nom dans leur marche hardie vers Stambol, où ils voulaient aller proclamer un nouveau sultan. Mais pendant les fêtes du ramazan, le vizir prisonnier parvint à s'échapper, fut reçu dans Stolats, et de là se réfugia en Autriche, d'où il regagna par mer le Bosphore.

L'insurrection s'étendit presque en même temps de la Bosnie dans les Albanies, où quarante mille guerriers slaves et chkipetars se levèrent avec le Bouchatli Moustapha pour appuyer les vingt-cinq mille Bosniaques de Vouseïne dans l'attaque qu'ils avaient résolue contre Constantinople. L'avant-garde de ces rebelles, sous la conduite de Kara-Teisia, envahit la Bulgarie en y semant l'incendie et la mort. Ces nouveaux kerdchalis, ayant pris d'assaut Sophia la livrèrent à toutes les horreurs du pillage. Stambol était dans la désolation : déjà le sultan songeait à demander le secours des Russes ; mais le grand-vizir Rechid sut gagner des traîtres parmi les insurgés, et bientôt contraignit Moustapha à rétrograder vers Skadar. En même temps le prince Miloch menaçait le chef des Bosniaques de marcher contre lui s'il avançait, et offrait, s'il s'arrêtait, d'intervenir en sa faveur auprès du grand-vizir. Le fier Vouseïne, qui signait toutes ses dépêches du nom de *Zmaï od Bosna,* dragon de la Bosnie, n'écrivit en réponse à Miloch que ce peu de mots : « Esclave affranchi, borne-toi à manger le peu de nourriture qui se trouve devant toi ; moi, j'ai renversé mon plat, et je ne veux point de ton intervention auprès du grand-vizir. Approche, si tu l'oses ; je suis prêt à te recevoir ; mon sabre coupait déjà les têtes avant que le tien fût forgé. » Et les vingt-cinq mille Bosniaques défilèrent le long de la Serbie, défiant Miloch de venir les attaquer. En approchant de la fameuse plaine de Kossovo, ils chantaient cette strophe, pleine d'un mélancolique héroïsme :

« Nous marchons, tous frères, vers les champs de Kossovo, où nos pères ont perdu et leur gloire et leur foi. Là, nous pouvons à notre tour perdre aussi notre gloire et notre religion ; mais si Allah le permet, nous les sauverons et reviendrons victorieux en Bosnie. »

La rapsodie qui raconte cette campagne s'ouvre par une description tout homérique des corps de troupes des différentes nahias. Le rendez-vous général est dans la grande prairie qui entoure Novibazar :

« Les vertes bannières s'y déroulent innombrables, et flottent au gré du vent comme dans le ciel roulent les nuées d'orage. En tête de tous les capitaines brille Djoul-Aga de Saraïevo, qu'entourent douze mille guerriers. Plus loin se distinguent Mourat-Phalé, de la bonne ville de Bania-Louka ; Vidaïtj, hospodar et pacha du

grad de Zvornik; Novine, commandant de la place frontière de Novino, et puis le dragon de feu, le capitaine de Touzla .. A l'arrière-garde sont postés avec leurs bandes les deux Bekirovitj... le capitaine Klimma, dont on plaisante comme d'un guerrier sans valeur, mais Klimma est la première épée de la Bosnie;.... puis Daoud, hospodar du grad menaçant de Pekine à la frontière, et Kozlo, le plus bouillant des capitaines bosniaques.

» Avant de partir, tous ces braves se réunissent aux portes de la belle cité de Novibazar, forment un grand cercle autour de Vouseïne, et, vidant à la ronde la coupe de vin, ils se jurent les uns aux autres qu'il n'y aura pas de fuyard à Kossovo. Ensuite ils montent sur leurs bons coursiers et se mettent en route à la grâce de Dieu, chantant, faisant caracoler leurs chevaux, tirant en l'air leurs pistolets sonores, en réponse aux salves d'adieu que leur envoient les canons de la ville. Vouseïne les mena en avant jusqu'à la plaine de Rogozna, sous le fort de Zvetchani, où l'armée bivouaqua. Le lendemain, à l'aurore, elle alla donner l'assaut à Bania, dont la prise lui coûta douze braves, et où elle fit dix-huit Turcs prisonniers. La ville d'Ipek, en face de Doukagine, opposa plus de résistance. A la fin du troisième jour, le pacha Vidaïtj, impatient, va trouver dans sa tente son frère d'armes Vouseïne; ils boivent le moka et la vapeur du tchibouk; puis le pacha dit au général en chef : — Ami, laissons cette bicoque, et allons livrer bataille. — Pacha, sabre de l'empire, lui répond Vouseïne, ne risquons pas de perdre notre armée, et assurons-nous un refuge en cas d'échec. — Au même instant arrive une lettre de Rasak, pacha de la citadelle assiégée, qui, loin de crier *aman*, les menace de faire sur eux feu de son artillerie. Vouseïne, indigné, appelle tous ses faucons : — A l'assaut! leur crie-t-il; Allah soutient notre cause dans le divan céleste. — Et tous, sautant à cheval, assaillirent la palanque d'Ipek, ils la franchirent comme un éclair; arrivés au pied du grad, ils y laissèrent, il est vrai, beaucoup de morts, mais parvinrent à en escalader les remparts, et en emportèrent un énorme butin.

» Poussant alors leurs coursiers par la vallée de Drenitsa, les vainqueurs ne descendirent plus de cheval que dans la plaine de Kossovo où ils campèrent sous Prichtina et restèrent quelques jours en repos. Puis trois cents gardiens de frontière, braves à qui la mort sourit, partirent avec Memich-Aga pour aller défier le nizam. Ils maraudent dans la campagne, demandant partout où est le nizam impérial. Une bonne fortune le leur fait rencontrer au gros village de Lipliani, où, dirigé par le pacha de Prisren, il élevait un retranchement pour y placer des batteries et défendre Kossovo. Aussitôt Memich-Aga expédie un des siens pour porter cette nouvelle à Vouseïne; puis, à l'heure du *saba* (prière de l'aurore), tous crièrent : Malédiction au sultan! et la lutte s'engagea.... Elle dura jusqu'à ce que tout le nizam eût été broyé, et que ses canons, ses caisses d'argent, ses tentes, ses provisions de guerre et de bouche, fussent tombés au pouvoir des Bosniaques. »

Le grand-vizir Rechid, qui se tenait alors à Skopia en Macédoine, envoya contre les vainqueurs les pachas Khor-Ibrahim et Hadchi-Achmet avec une nouvelle armée, composée principalement de mercenaires arnautes Les Arnautes, en passant au parti de Vouseïne, lui valurent un nouveau triomphe. Si les Bosniaques eussent marché en avant, ils se seraient emparés de Skopia et du grand-vizir, et auraient peut-être mis fin au règne de Mahmoud; mais leur général n'était qu'un héros. Étranger aux ruses diplomatiques, il se laissa tromper par l'adroit Rechid, qui s'engagea à rendre à la Bosnie tous ses anciens priviléges, et de plus à lui donner

pour vizir un indigène, qui serait Vouseïne lui-même. L'armée ne pouvait rejeter de telles propositions; elle les accepta et rentra en Bosnie, commettant la faute énorme d'abandonner son vieil allié Moustapha, et de le laisser bloqué dans Skadar. Pour couronner ses heureuses machinations, Rechid promit en secret au capitaine de Touzla qu'il le ferait vizir à la place de Vouseïne, dont la jeunesse portait mal le poids d'une telle dignité. Le vieux guerrier se laissa séduire et prit publiquement le parti de la réforme, avant même que l'armée se fût dissoute. Devinant en lui un traître, Vidaïtj voulait l'attaquer et le tuer; mais Vouseïne retint le bras de son ami. Dès lors le gouverneur de Touzla ne fut plus occupé qu'à miner sourdement la popularité du héros.

La retraite des Bosniaques était tout ce que le grand-vizir désirait. Ayant ainsi assuré ses derrières, il envoya soixante mille soldats dévaster le nord de l'Albanie, et Moustapha, cerné dans sa forteresse de Skadar, dut se rendre après avoir soutenu un bombardement qui dura trois semaines.

Débarrassé de Moustapha, Rechid tourna contre les Bosniaques l'action dissolvante de ses intrigues. Il vint en personne établir son camp à Voutchitern, dans la plaine de Kossovo, d'où il pouvait dominer et menacer à la fois la Bosnie et les Albanies. Cependant Vouseïne, qui se croyait le vizir légal des Bosniaques, s'était formé une cour vizirale à Travnik, et se faisait nommer non plus le *dragon*, mais le *héros* de la Bosnie. La secrète jalousie que les autres chefs lui portaient avait été soigneusement fomentée par l'astucieux Rechid. L'inébranlable amitié de Vouseïne pour Ali-Vidaïtj lui avait aliéné le rival et le successeur d'Ali dans Zvornik. Le pacha de Touzla et les nahias du nord étaient réformistes; celles du midi, sans cesse menacées par les chrétiens libres et les ouskoks d'Hertsegovine, penchaient aussi pour le sultan. Enfin la ville même de Saraïevo, sentant que son commerce est étroitement lié à celui de Constantinople, ne resta pas sourde aux insinuations du grand-vizir. Alors un firman impérial vint tout à coup frapper d'effroi Vouseïne, en nommant, à sa place, vizir de Bosnie, un étranger, Kara-Mahmoud, qui se rendit à son poste avec 30,000 hommes, dont 12,000 appartenaient au nizam. Quoique naturellement doux, Vouseïne avait dû faire exécuter récemment à Saraïevo plusieurs agas séditieux; les ennemis, exploitant cette circonstance, le peignaient au peuple comme un tyran, et il ne put envoyer que 2,000 volontaires à la rencontre de son rival.

Les deux avant-gardes se rencontrèrent sous le grad de Kossovo, qui semble destiné fatalement à voir s'accomplir dans sa plaine toutes les luttes décisives entre les Serbes et les Turcs. Mais cette fois les Osmanlis combattaient quinze contre un; après une résistance acharnée, les Bosniaques succombèrent, et ceux, en petit nombre, que le nizam fit prisonniers furent envoyés dans les bagnes de Stambol. Le mousselim de Priépolié, Hadchi-Mouï, un des plus ardents champions de Vouseïne et de l'ancien régime musulman, osa encore défendre le pont de la Lim avec deux canons et quelques centaines de spahis; mais il fut enfin saisi et promené sur un âne, le visage tourné vers la queue de sa monture, à travers la ville dont il avait été le juge. Décidé à mourir, Vouseïne quitta avec ses amis Saraïevo, et alla se retrancher à cinq lieues de cette capitale, sur les versants du Vitez, qui est pour le pays une espèce de mont sacré. Touchés de son héroïsme, les Bosniaques vinrent l'y joindre en foule, et quand le nouveau vizir Kara-Mahmoud arriva sur le Vitez, il y trouva rangés vingt mille combattants. Mais beaucoup d'entre eux étaient des raïas que leurs maîtres avaient eu l'imprudence d'armer : la bataille engagée, ces

raïas refusèrent de lutter pour des spahis qui les opprimaient, et la discorde fit encore une fois triompher les impériaux. Vouseïne culbuté ne parvint à rallier ses derniers braves que sous les murs de Saraïevo, où, soutenu par Vidaïtj, il fit des prodiges de valeur pour interdire aux Turcs l'entrée de la capitale. Ce jour-là, huit chevaux périrent sous lui. Désespérant de réduire de tels hommes, malgré la supériorité énorme de ses forces, Kara-Mahmoud songeait à la retraite, quand sa bonne fortune fit tout à coup arriver à son secours le terrible aga de Stolats, Ali, à la tête des raïas et ouskoks hertsegoviniens, tous pleins d'ardeur, tous ayant à faire expier aux spahis de longues vexations. Ces guerriers chrétiens prirent les Bosniaques en flanc et achevèrent de les exterminer. N'ayant plus de soldats, le *dragon* Vouseïne, avec son pobratim Vidaïtj et deux cents begs, se fit jour à travers l'armée turque, et exécuta une admirable retraite jusqu'à la frontière d'Autriche.

Kara-Mahmoud, entré dans Saraïevo, s'y conduisit noblement; il fit respecter les personnes et les biens, mais refusa d'aller demeurer à Travnik, et s'érigea un konak et des casernes sur la butte de Goritsa à un quart de lieue seulement des murs de la ville. Quant aux begs héréditaires des différents châteaux, il sut, par l'ascendant de son caractère et sans recourir à aucune promesse, les amener les uns après les autres à se rendre, et peu à peu il les envoya tous à Constantinople, où le divan les fit garder à vue. De simples aïans et des mousselims, révocables par le vizir, remplacèrent les begs de Bosnie Les citoyens de Saraïevo, qui voyaient avec indignation Kara-Mahmoud demeurer près de leurs murs, contrairement à la constitution bosniaque, assaillirent le mont fortifié du Goritsa pour en expulser le nizam; mais ils furent battus et repoussés, et cette nouvelle révolte n'eut d'autre résultat que de faire peser plus lourdement sur les vaincus la domination ottomane.

Obligé de quitter la Macédoine pour aller combattre les Arabes en Syrie, le grand-vizir Rechid donna une dernière preuve de son habileté prévoyante en accordant à tous les begs bosniaques réfugiés en Autriche une amnistie complète. Presque tous, jusqu'à Teisia-le-Ravageur, ancien général des kerdchalis, rentrèrent dans l'empire; Vouseïne et Vidaïtj refusèrent seuls de croire aux promesses d'un homme qui les avait si cruellement trompés; mais pour tout véritable Oriental l'exil en Europe est un si affreux supplice, qu'il devint bientôt intolérable aux deux bannis. Quoiqu'il possédât d'immenses richesses et qu'il vécût librement à Essek, en Hongrie, avec toute la pompe d'un vizir, entouré de cent delis aux armes superbes, ayant des chevaux arabes couverts de harnais d'or, Vouseïne implora comme un criminel la clémence du sultan Vers la fin de 1832, le firman qui le graciait étant arrivé à Zemlin, le proscrit se rendit dans cette ville avec son brillant cortége, et, s'appuyant sur son pobratim Vidaïtj, il écouta, en présence de l'état-major autrichien, la lecture du firman. La clémence du tsar turc était sévère : enlevant au héros ses titres, ses biens, ses espérances, elle ne lui laissait que la liberté personnelle; encore devait-il se choisir un lieu fixe d'où il ne sortirait plus, et ce lieu ne devait pas être en Bosnie. A cette déclaration désolante, Vouseïne ne put cacher sa douleur, un torrent de larmes s'échappa de ses yeux; il invoqua sa chère Bosnie, et regretta de n'être pas mort en combattant pour elle. Cependant préférant un exil obscur, même au fond de l'Asie turque, à une riche et libre existence chez les infidèles d'Europe, il s'embarqua humble et résigné pour Belgrad, et de là se rendit à Constantinople.

Le divan impérial n'avait dompté les Bosniaques qu'à l'aide des raïas, il était na-

turel qu'il se fiât désormais aux chrétiens plus qu'aux spahis; et comme les chrétiens tendaient à se réunir aux Serbes du Danube, le sultan se hâta de publier un hati-chérif qui démembrait la Bosnie au profit de la principauté serbe, et réglait les dispositions relatives à l'évacuation par les musulmans des six districts cédés à Miloch. Ces six districts étaient la Kraïna, y compris Kloutch. la Tserna-Rieka avec Gourgousovats, Banïa et Sverlik, la nahia d'Alexinats avec Paratjine et Rajnia, le pays de Krouchevats, une partie du Stari-Vlah (vieille Valachie), en y comprenant la fraction du pachalik de Novibazar appelée Bervenik, et enfin le district de la Drina, composé de la Radjevina et du Iadar.

La fixation de ces nouvelles frontières ne s'accomplit pas aussi paisiblement qu'on l'espérait. En vain les deux pachas de Belgrad et de Vidin, Hussein et Vedchi, envoyèrent leurs commissaires Tjakhif et Abdoul-Aga pour seconder les commissaires serbes Velkovitj et Iosif Milosavlevitj; en vain le sénateur George Protitj parcourut tous les confins en litige pour s'assurer que les Turcs ne gardaient rien de ce que le hati-chérif adjugeait à son pays ; malgré toutes ces mesures, quand on voulut faire évacuer aux populations musulmanes les chaumières de leurs aïeux. elles poussèrent des cris de désespoir et se défendirent avec fureur. Sept villages voisins de Krouchevats, dont les forêts et les prairies communales étaient cédées à la Serbie, voulurent en interdire l'approche aux pâtres serbes. Les troupes de Miloch survinrent et battirent les anciens propriétaires. Affectant alors quelque compassion, le kniaze accorda un sursis aux Bosniaques dépossédés, pour qu'ils pussent recueillir et emporter dans l'exil leur dernière moisson de maïs. Mais la moisson faite, quand on voulut les arracher à leurs pénates, les infortunés, ne pouvant se résigner à l'exil, appelèrent à leur secours les *golatchanes* (enfants nus). Ces soldats vagabonds, licenciés par la Porte, vinrent au nombre de plusieurs milliers, et, après avoir culbuté les avant-postes de Miloch, se portèrent sur Klissoura et se mirent à incendier les villages serbes, dont ils emmenèrent les femmes comme esclaves.

Néanmoins les Bosniaques ne pouvaient accepter qu'à contre-cœur l'appui de ces *golatchanes*, sans-culottes et communistes de l'Orient, qui nient la propriété et le mariage, parce qu'ils se voient violemment réduits à la misère et au célibat. De pareils *prolétaires* inspiraient trop d'horreur aux spahis pour que ces *nobles* ne cherchassent pas d'autres auxiliaires. Ils conjurèrent les pachas voisins de leur envoyer des troupes disciplinées, qui les aidassent dans leur lutte inégale; mais le pacha de Stolats, l'ambitieux Ali, écouta seul leurs prières. Oubliant qu'il devait son élévation au secours des ouskoks chrétiens, et qu'il avait contribué plus qu'aucun autre à briser la puissance des spahis en 1831, il prit la défense de ces mêmes hommes dont il avait causé la ruine, et déchaîna en leur faveur ses bandes hertsegoviennes, qui ravagèrent avec le fer et le feu le Stari-Vlah. Pendant ce temps, Mitchitj de Rouina, que Miloch avait nommé gouverneur de cette province, plantait des croix tout le long de la nouvelle frontière, et, sur les points où elle traversait des forêts, il abattait les arbres pour établir des corps-de-garde. Il était encore occupé à ce travail quand une pauvre orpheline, échappée au massacre des raïas de Mokra-Gora, vint lui apprendre les ravages commis par les Bosniaques. Aussitôt Mitchitj vola avec ses momkes au secours des victimes; mais il ne trouva plus que des cadavres et des cendres. Les cinq cents Bosniaques musulmans qui avaient détruit Mokra-Gora pour ne pas voir passer ce village intact aux mains de leurs rivaux, s'étaient portés sur Zaovina, autre commune éloignée de deux lieues, et

qu'ils ravageaient également. Leurs chefs étaient Arif, beg de Vichegrad, Sali, beg de Roudog, Alaï-Tchenghitj, Moustaï et Sertchitj, begs de Zagora, de Priboïé et de Gorajda. Ces hommes naguère opulents, qui se voyaient réduits à la misère, s'étant abouchés avec Mitchitj, lui dirent que les terrains concédés appartenaient en propriété à leurs familles et à leurs tribus, que le sultan ne pouvait les aliéner sans s'entendre auparavant avec eux, et qu'en conséquence ils avaient droit de les défendre, jusqu'à ce que la supplique envoyée par eux au divan obtînt satisfaction. Mitchitj ne répondit qu'en présentant les ordres de Miloch, et, à la tête de trois cents momkes, chargea les begs, qui, après lui avoir tué ou blessé grièvement une vingtaine d'hommes, se replièrent sur le défilé qui défend les abords de Vichegrad et s'y retranchèrent. Renonçant à les forcer, Mitchitj alla donner l'assaut à Mokra-Gora, occupé par trois cents Bosniaques, qui, après un combat de trois heures, se retirèrent, laissant leurs morts, et entraînèrent dans leur retraite sur Vichegrad un renfort de deux cents spahis qui accouraient à leur secours.

Miloch reçut la nouvelle de ces tristes scènes dans sa résidence de Kragouïevats, située à cinquante lieues de la frontière de Bosnie. Il réunit aussitôt quatre mille guerriers d'élite et les confia à son frère Iovane, le chargeant d'aller tirer une éclatante vengeance des infidèles, pour leur apprendre à mieux respecter les ordres de leur sultan. Cette petite armée se dirigea sur Vichegrad, où les spahis dépossédés avaient concentré leurs forces; mais, à l'approche des Serbes chrétiens, les malheureux begs s'enfuirent en tumulte au delà de la Drina, avec leurs femmes, leurs enfants, leurs chariots. Ils étaient chassés pour toujours! Quand les derniers Maures quittèrent Grenade, bannis par les Espagnols, il se passa un drame plus poétique peut-être, mais non plus attendrissant que celui dont le Stari-Vlah fut le théâtre au printemps de 1834. Ici on voyait non pas, comme en Espagne, deux peuples différents, mais un seul et même peuple, divisé en deux fractions, chrétienne et musulmane, dont l'une, se croyant, dans son fanatisme, ennemie irréconciliable de l'autre, la renvoyait sans pitié du territoire obtenu par les traités. On voyait des Serbes, la croix en main, chassant des Serbes leurs frères des cabanes où ils étaient nés. Le faible dépouillé et le spoliateur se maudissaient dans la même langue; des troupes de mères éplorées, d'enfants à demi nus et sans abri, remplissaient les chemins. « Avec nos champs, vous nous enlevez notre pain, nous mourrons de misère! » disaient les proscrits aux nouveaux maîtres. « Qu'importe! vous êtes des *chiens d'infidèles!* » criaient les gens de Miloch. Ainsi on voyait ces hommes récemment arrachés à l'esclavage se faire un jeu de la liberté d'autrui.

La *Gazette d'état de Serbie,* en racontant ce triste événement, cache avec soin la douleur des populations expulsées; elle donne à croire que leur résistance a été provoquée par les intrigues du turbulent Ali, pacha de Stolats; les ravages des begs dans le Stari-Vlah passent pour une invasion en Serbie La *Gazette* ajoute que Miloch va réclamer de la Porte un dédommagement pour les frais de la campagne. Elle raconte plusieurs traits d'héroïsme des raïas serbes, notamment celui du pope de Zaovina, nommé George Djouritj, qui, avec trois de ses paroissiens, défendit pendant plusieurs heures son presbytère contre quatre cents Bosniaques. Appuyés par les pachas turcs, ceux qui avaient vaincu dans cette guerre facile revinrent enfin à Kragouïevats, où leur prince les fêta splendidement. On évalue à quatre cents lieues carrées l'étendue des six districts concédés à la Serbie, et on croit que leur population s'élevait à deux cent mille âmes avant l'expulsion des habitants musulmans.

Le kniaze serbe ayant envoyé un de ses ministres remercier le sultan de ses bienfaits, Mahmoud dit à l'envoyé ces remarquables paroles : « Je suis très-satisfait de la conduite de Miloch-Beg. J'espère qu'il restera dévoué à mes intérêts comme aux siens propres. Je sais d'ailleurs qu'il adhère par sympathie à mon gouvernement, j'ai appris combien il a puissamment aidé mon grand-vizir Rechid à dompter les rebelles bosniaques et albanais. Je lui recommande de continuer de veiller sur la Bosnie et l'Albanie, et d'entretenir avec leurs pachas des rapports amicaux et une correspondance assidue... Il ne doit pas douter de ma bienveillance, et il me fera même plaisir s'il vient me voir en personne, pour que je puisse le récompenser en empereur de ses services. » Les proclamations et la *Gazette* officielle de Serbie ne cessèrent pendant longtemps de revenir sur ces éloges et sur les faveurs accordées au kniaze par le sultan; mais elles se gardaient de laisser voir que ces faveurs étaient achetées au prix de l'asservissement des autres Slaves de la Turquie. Miloch connaissait en effet tous les complots formés par ces Slaves, dans le but de leur émancipation, et il dévoilait ces complots à la police turque en même temps qu'aux agents russes, s'assurant ainsi un appui dans les deux cours rivales. Le nouveau vizir de Bosnie, Daoud, qui avait espéré calmer les Bosniaques bannis des champs paternels en leur témoignant quelque sympathie, ne réussit qu'à leur rendre, par cet appui officiel, le courage de la vengeance. Dépouillés par les chrétiens libres, ils se jetèrent avec fureur sur les chrétiens raïas. Les frères et enfants des capitaines persécutés les années précédentes prirent hautement la défense de ces maraudeurs musulmans, et les raïas de Bosnie se virent soumis à mille tortures. Vainement ils invoquèrent Miloch et le sultan, qui, ayant causé par leurs actes tyranniques cette persécution nouvelle, auraient dû se hâter d'y mettre un terme : ni Mahmoud ni Miloch ne s'inquiétaient de leurs victimes.

A la fin de 1834, les raïas, poussés à bout, se soulevèrent contre leurs spahis, et mirent à leur tête un pope nommé Iovitsa. Aussitôt Miloch leur fit exprimer son mécontentement; quelques bandes de iounaks étant allés de Serbie au secours de leurs frères bosniaques, le prince les rappela et les punit sévèrement. L'insurrection ainsi contrariée fut vaincue; Iovitsa lui-même, après s'être longtemps défendu dans les forêts, dut passer dans la principauté, où Miloch ne tarda pas à le faire incarcérer. Du fond de son cachot de Belgrad, l'infatigable patriote bosniaque ourdit une nouvelle conjuration, et au printemps de 1835, deux mille raïas, sous la conduite du knèze Pavel, recommencèrent la lutte dans les vallées de la Drina. Ces malheureux schismatiques virent alors pour la première fois les missionnaires catholiques de Bosnie s'intéresser à leurs souffrances, et leur envoyer comme auxiliaires l'élite de leurs ouailles. Mais catholiques et schismatiques ne se battaient qu'avec des instruments de labourage : comment auraient-ils pu dompter ces terribles spahis dont la vie tout entière n'est qu'une étude passionnée des exercices militaires? Ils furent encore vaincus, et le malheureux Iovitsa se vit livré par Miloch, comme l'auteur principal de ces troubles, au pacha de Vidin; ce ne fut que sur un ordre exprès du sultan que le captif recouvra enfin sa liberté.

Le vizir de Bosnie, Daoud, n'était pas d'un caractère assez ferme pour faire triompher dans ce pays, même avec l'appui de Miloch, les réformes de Mahmoud. Vers la fin de 1835, le divan lui donna donc pour successeur un Turc d'Anatolie, l'énergique Vedchi, qui était alors pacha de Belgrad. Les courtisans de Miloch escortèrent Vedchi jusqu'aux confins de la principauté, et avant de se quitter, chrétiens et musulmans dînèrent ensemble à l'asiatique, les jambes croisées, sous des tentes

aux riches couleurs. Ainsi, pendant qu'au mépris des tendances européennes de son peuple, Miloch, comme un satrape d'Asie, rétablissait chez lui les mœurs et les institutions turques, en Bosnie, au contraire, il intervenait, au nom de la civilisation d'Occident, chez un peuple à qui cette civilisation est odieuse. Le tyran serbe aidait de tout son pouvoir le sultan *giaour* à étouffer les antiques libertés orientoslaves, garanties aux Bosniaques par tous les tsars musulmans. N'ayant pour guide que son intérêt propre, Miloch relevait d'une main ce qu'il abattait de l'autre; il imposait aux Bosniaques les réformes dont ils ne voulaient pas, et refusait ces mêmes réformes à ses propres sujets, qui les demandaient à grands cris. N'était il pas juste que ce despote fût enfin renversé? Cependant à mesure que sa puissance s'écroulait en Serbie, il s'élevait en Bosnie une puissance nouvelle. Les raïas, que Miloch avait trahis, se tournèrent dans leur désespoir vers le vizir Vedchi, qui, préludant au hati-chérif de Gulhané, leur parlait d'égalité devant une loi unique, commune à tous les rangs, à tous les cultes. Quoiqu'ils comprissent peu de chose à ces théories occidentales, les raïas devinèrent qu'elles pouvaient les venger de leurs spahis; il n'en fallut pas davantage pour assurer l'appui de la population chrétienne à Vedchi, qui devint bientôt pour les Bosniaques un maître absolu.

Vaincue dans tant de combats, l'aristocratie bosniaque ne résistait plus par les armes; il s'agissait de la vaincre jusque dans ses mœurs, en déclarant abolis tous les fiefs, toutes les dignités héréditaires, depuis les spahiliks jusqu'aux grandes capitaineries, et en les remplaçant par des emplois temporaires. Cette révolution, qui avait pour but officiel de substituer aux droits de l'hérédité les droits de la capacité, s'annonça en 1837 par la destitution des principaux capitaines de la Croatie turque. Vedchi les remplaça par des aïans nommés à vie; Bania-Louka fut la première ville qui accepta ce nouvel état de choses. Toutefois le vizir, n'ayant point d'armée, n'osait encore pénétrer dans la capitale de la Bosnie, et se bornait à expédier de sa citadelle de Travnik les ordres impériaux; mais les spahis lui obéissaient par crainte, car Vedchi avait pour lui les raïas. Depuis le derviche Dchelaloudine, aucun vizir n'avait joui dans ce pays d'un pouvoir aussi étendu. Tout à coup le sultan Mahmoud fut enlevé à l'empire; les musulmans bosniaques saluèrent avec une joie indicible la mort de ce souverain qui, durant son long règne, n'avait cessé de saper leur puissance par tous les moyens. Les partisans de l'ancien régime voulurent remuer, mais Vedchi leur imposa silence. L'aristocratie des spahis était désormais trop affaiblie, divisée en trop de factions rivales, pour pouvoir réclamer efficacement ses priviléges. Quant au bas peuple musulman, la terreur le contenait. Aussi, lorsque les ministres d'Abdul-Medjid, loin de retourner en arrière, eurent cru pouvoir étonner l'Europe par un *coup d'état* inattendu en promulguant le hati-chérif de Gulhané, le vizir réformiste, Vedchi, se trouva dans une position des plus fortes au milieu des raïas serbes.

La puissance du vizir de Bosnie était telle, que le prince Miloch, déposé du trône, ne crut pouvoir remettre le soin de sa vengeance en de meilleures mains que celles de Vedchi. Des lettres qu'il expédia à ce vizir et aux autres pachas bosniaques leur léguèrent comme une proie son ingrate et indocile Serbie. Peut-être espérait-il, par cette mesure, abattre ce qu'il appelait le parti russe, et réaliser violemment la concentration de toutes les tribus de race serbe sous la suprématie d'un seul vizir. On conviendra qu'il y avait au moins un machiavélisme bien cruel dans le choix des moyens employés pour arriver à ce but. Les deux pachas de Zvornik et de Novibazar, avec cinq ou six mille musulmans d'avant-garde, parurent à la frontière

serbe, tout prêts à l'envahir. Heureusement, les vizirs de Bosnie et de Bulgarie envoyèrent à ces pachas défense, sous peine de mort, d'attaquer la principauté que garantissaient deux empereurs. ils leur ordonnèrent de se rendre aussitôt à Nicha. Ces chefs y portèrent, pour se justifier, la lettre d'appel de Miloch, où on lisait que, las de régner sur des rebelles, le prince remettait sa patrie aux Turcs comme à ses maîtres légitimes. Cette lettre, envoyée à Belgrad, fut lue devant la skoupchtina serbe, qui fit remercier Vedchi de sa prudente modération.

Le vizir avait d'ailleurs sur les bras de trop sérieuses affaires pour penser à venger son cher Miloch en inquiétant la Serbie. Le vieux pacha de Skopia, Osmane, au concours et à la sagesse duquel il devait tous ses succès, avait été envoyé comme vizir en Asie : l'absence de ce vieillard laissait un grand vide dans le conseil de Vedchi. Bientôt les begs de Saraïevo, indignés des manières *franques* et des vexations fiscales du représentant de Vedchi dans leur ville, le chassèrent ignominieusement. Le vizir, qui avait eu le temps de former son jeune nizam aux manœuvres européennes, et qui se fiait dans cette force nouvelle, ne craignit pas de sommer les begs et sénateurs de la capitale de venir à Travnik se justifier devant lui. Le corps des begs et des spahis, dont une paix assez longue avait cicatrisé les blessures, accepta le défi, et après avoir invité le sultan à juger dans leur cause et à les recevoir *sous son ombre,* n'obtenant qu'une réponse évasive, ils marchèrent, en août 1840, au nombre de vingt mille, sur Travnik. Le vizir fut chassé de sa résidence, et dut fuir dans les montagnes ; mais, sans se laisser abattre, il rallia vite autour de lui tout ce qu'il avait de troupes régulières dispersées dans la province, marcha contre les rebelles, et quoique son nizam ne fût composé que de quatre mille hommes, il n'hésita pas à engager, au village de Vitez, une action générale. Les spahis, après quatre heures d'un combat désespéré, se retirèrent, laissant mille morts sur la place, et allèrent s'enfermer à Saraïevo, que le vizir investit aussitôt. La ville, dénuée d'approvisionnements, dut se rendre à son terrible vainqueur, qui, resté sous sa tente, cita devant lui le principal chef de la révolte, le décapita de ses mains, et fit exécuter aux portes même de la ville les huit ou dix voïevodes les plus coupables à ses yeux. Tous les begs épouvantés prirent la fuite, et se réfugièrent, les uns dans les forêts, les autres chez les ouskoks d'Hertsegovine ; les plus riches passèrent en Autriche, et Raguse accueillit, entre autres hauts personnages, l'inspecteur général des mosquées de Saraïevo. Pour punir les intentions hostiles qui animaient cette émigration, Vedchi brûla tous les konaks des émigrés, et, en outre, imposa d'énormes amendes aux chefs restés dans le pays. Pendant que quinze cents hommes du nizam, envoyés par ce vizir dans la Croatie turque, achevaient d'anéantir les derniers restes de l'insurrection, lui-même, après avoir accablé d'avanies Saraïevo, laissait mille Albanais pour surveiller cette ville du haut du Goritsa, et s'en retournait tranquillement dans son fort de Travnik. La vue des capitaines prisonniers envoyés par Vedchi à Constantinople et le récit de sa brillante victoire provoquèrent l'enthousiasme du divan, qui lui décerna un sabre d'honneur et le combla d'éloges publics.

La fortune de Vedchi fut de courte durée. Les Bosniaques opprimés envoyèrent au sultan une députation suppliante, et présentèrent leur vizir comme un tyran si cruel, qu'ils aimaient mieux, disaient-ils, se faire chrétiens, s'il le fallait, que de rester sous sa domination. Un haut commissaire impérial partit pour aller en Bosnie s'enquérir des griefs du peuple et de la conduite de son chef. Le résultat de cette enquête fut une sentence de déposition que le divan prononça à huis clos,

selon son usage. Le pacha de Belgrad, Hosrev, se chargea d'exécuter l'arrêt et d'en recueillir les fruits. Nommé vizir de Bosnie, il partit pour Travnik, arriva le soir au sérail de Vedchi, qu'il combla de félicitations et de témoignages d'amitié; le lendemain, dès l'aurore, il faisait circuler parmi la garnison et lire à haute voix dans toutes les rues de la ville le firman qui déposait Vedchi et le rappelait à Constantinople. Forcé de partir en hâte, le maître déchu laissa sous le scellé ses papiers, ses effets, toutes les riches dépouilles qu'il avait enlevées aux Bosniaques. Ses principaux partisans, arrêtés comme lui au moment où ils s'y attendaient le moins, furent tous envoyés devant le conseil du sultan à la grande joie des Bosniaques, tant musulmans que chrétiens. Un profond mystère plane encore sur les causes de la disgrâce de Vedchi. Avait-il conspiré avec une cour voisine pour livrer la Bosnie aux étrangers? Cherchait-il, nouveau Miloch, à fonder, à l'aide des raïas serbes, sa propre souveraineté? Ou bien était-il révolté des mesures intempestives du divan impérial, et, se sentant un génie supérieur, voulait-il, comme le vice-roi d'Égypte, diriger la réforme sociale dans un sens plus conforme à la nature de l'islamisme et aux vrais intérêts des Osmanlis? Ce sont autant de questions auxquelles on ne peut encore répondre. Ce qui paraît clair, c'est que, dans l'insurrection domptée par ce vizir, les Bosniaques musulmans ont pour la première fois entrevu comme possible leur retour à la religion du Christ et leur coalition avec des chrétiens. De plus en plus opprimés, ils tournent leurs regards vers les régiments serbes de Hongrie, et souvent, dans leurs piesmas, ils les appellent à leur secours. Appel inutile! la diplomatie autrichienne est trop habile pour se permettre en Bosnie une intervention prématurée qui donnerait aux Russes des raisons plausibles d'envahir le Danube. La désorganisation des Bosniaques ne profitera donc pour le moment à personne, si ce n'est aux Turcs d'une part et de l'autre aux ouskoks alliés des Monténégrins. C'est un curieux épisode dans l'histoire moderne de l'Orient, que la formation de ces tribus d'ouskoks, hommes libres de l'Hertsegovine qui, retranchés dans leurs montagnes et habitant des villages ou plutôt des camps inaccessibles, défient la puissance ottomane, dont ils attaquent incessamment les petites garnisons dans leurs marches d'une forteresse à l'autre. Plusieurs de ces tribus libres font remonter leur indépendance à la fin du XVIII[e] siècle. Ayant reçu de la Porte des firmans qui ratifiaient les droits conquis par leur épée, un certain nombre de capitaines ouskoks se sont réconciliés avec les pachas, et forment une espèce d'armatole, milice chrétienne qui se charge de la police des montagnes et des défilés. Ces corps francs remplacent peu à peu dans leurs fonctions guerrières les spahis, dépossédés de leur ancienne puissance. La prudence même fait un devoir aux pachas de ménager ces hommes audacieux, qui ne craignent point de se mesurer avec le nizam, et qui ont, depuis 1840, battu à plusieurs reprises le puissant pacha de Mostar. Avec leur secours, les tribus des Vassoïevitj, avant-garde du Monténégro, étendent leurs conquêtes en refoulant de plus en plus les Bosniaques *turquisés* vers Saraïevo. Ainsi, partout la tribu chrétienne, restée à l'état primitif et naturel, se rajeunit et apparaît comme héritière de la vieille cité musulmane, réduite à une vie factice et en proie à des réformes que renie la conscience populaire.

Effrayés des progrès que fait en Bosnie la démoralisation sociale, les ministres ottomans, pour rendre à ce pays un peu de ferveur musulmane, ont renvoyé dans son sein tous ses anciens chefs du temps de Vouseïne. Beaucoup d'entre eux sont ainsi rentrés, comme mousselims ou comme aïans, dans les grads dont ils étaient autrefois les capitaines héréditaires. Il en est résulté de nouvelles persécutions

contre les chrétiens de la part de ces fanatiques défenseurs du vieux régime. En 1842, la position des raïas était devenue affreuse, et l'Autriche, intéressée à noircir encore le sombre tableau de leurs souffrances, insérait dans ses journaux des plaintes déchirantes sur les réactions et les vengeances que les ultra-musulmans se permettaient contre les chrétiens, pour les punir d'avoir *ensorcelé* le sultan et provoqué le fatal hati-chérif de Gulhané. Au commencement de 1843, ces malheureux, poussés à bout, se sont encore révoltés, et, armés de pioches, de massues, de poignards, ils ont marché, dit-on, au nombre de 8,000, contre le vizir de Travnik, qui leur a opposé son nizam et les a dispersés. Tel est l'état actuel de la Bosnie. Le seul fruit que les raïas retirent des réformes européennes, c'est de voir tripler leurs impôts. Quant aux spahis, ils entrent peu à peu dans le nizam, et adoptent la discipline militaire autrichienne, mais sans modifier leurs convictions. Ce sont toujours les mêmes préjugés, et sous leur nouveau costume franc ces hommes se montrent oppresseurs comme au temps où ils portaient les *tokas* dorées et le lourd manteau national.

V.

Jusqu'à ces derniers temps on a vu la Bosnie former un état à part dans l'empire turc. Son aristocratie toute guerrière commence par transformer le pays en une immense place d'armes, dont les avant-postes, jetés bien loin du corps de place, atteignent le Danube et jusqu'au fond de la Macédoine; puis, attaqués en 1804, ces boulevards extérieurs sont peu à peu démolis par les sultans et les raïas, qui viennent enfin livrer assaut à la place proprement dite en 1832. Cet assaut, soutenu d'abord avec gloire par le dernier héros national, Vouseïne, a duré jusqu'en 1840, année qu'on peut regarder comme la dernière de l'état bosniaque. Depuis ce temps, il n'y a plus en Bosnie ni fiefs, ni places héréditaires; tous les chefs reçoivent leur nomination directement de la Porte. Ce sont ces chefs seuls qui, fidèles ou parjures à leur serment, font aujourd'hui la paix ou la guerre dans le pays.

L'empire du sultan a-t-il gagné à cet état de choses? Ceux qui regardent l'intimidation et l'obéissance apathique des sujets comme une garantie de puissance pour les couronnes, trouveront que l'empire qui s'est *régénéré* par l'extermination des janissaires a sagement agi en écrasant aussi la fière nationalité de la Bosnie, cette pépinière du janissariat. De telles mesures ont certainement rendu l'administration centrale plus facile; mais, en violentant les croyances et les mœurs, on a poussé les populations à l'indifférence. Victimes de tant de réformes, les unes prématurées, les autres antinationales, les peuples finissent par se considérer comme des troupeaux stupides que des pasteurs couronnés font paître, qu'ils tondent, et qu'ils échangent entre eux à leur gré. Maintenant les Bosniaques ne combattront plus avec enthousiasme ni les Autrichiens, ni les Russes. A leurs yeux, le *Turak*, le *Schvabo* et le *Moskov* sont égaux. Pour quelle cause se passionnerait désormais le Bosniaque? Depuis les réformes franques, il n'a plus ni religion ni patrie, et la Bosnie n'est plus traitée que comme une province ottomane, quoique les habitants ne sachent pas le turc et ne puissent jamais devenir des Ottomans. Il n'en était pas ainsi il y a cinquante ans : les spahis bosniaques étaient alors le plus ferme

appui du trône de Stambol; stimulés par l'amour d'Allah, ils s'élançaient au premier appel contre quelque ennemi que ce fût, menant au camp impérial des contingents bien plus nombreux que ne l'exigeait l'étendue de leurs spabiliks. Aujourd'hui beaucoup de capitaines dépossédés attendent de l'intervention russe leur réintégration dans les châteaux de leurs pères. D'autres se tournent vers l'Autriche. Me prenant pour un *Schvabo*, quand je traversais leurs villes, ils me disaient : — O *niemats* (1), que tout est bien dans ta patrie! Chez toi, chacun pratique en paix ses usages, et le *maître* ne coupe pas, comme ici, la tête à ceux qui ont *la langue trop longue*. Puissions-nous être bientôt tes concitoyens! — Et à mon départ ils me serraient tendrement la main, quelquefois avec les larmes aux yeux. Ce sont là les sentiments des vieux begs; les jeunes gens vont beaucoup plus loin; il n'est pas rare de les entendre entre eux souhaiter l'arrivée d'une armée chrétienne pour pouvoir *se faire giaours*.

De tels propos se tiennent à la face même des Osmanlis, qui, ne comprenant pas le dialecte bosniaque, se trouvent constamment en Bosnie dans la situation d'étrangers; aussi n'y font-ils guère que passer, et on peut dire qu'ils y sont à peu près aussi rares qu'en Serbie, ce qui rend absurde le système de terreur par lequel ils prétendent y régner. La terreur du conquérant ne peut réussir que quand elle s'appuie, comme en Pologne, sur une force capable d'enlever à toute nouvelle révolte privée de secours étranger l'espoir bien fondé du succès, ce qui n'est point le cas en Bosnie. L'empire turc ne s'est donc point fortifié par la ruine des spahis; seulement, en flattant les raïas, il a ranimé leurs espérances, il leur a fait relever la tête, et maintenant il y a une population chrétienne impatiente du joug là où ne se voyaient naguère que des esclaves résignés. On peut enfin entrevoir, dans le lointain, le jour heureux où les Bosniaques musulmans, lassés des persécutions de leurs coreligionnaires turcs, accepteront la réforme, mais plus complétement que ne le veulent les novateurs de Stambol, et se réuniront franchement à leurs frères de Serbie. Quand même des incidents politiques retarderaient ce moment, il n'en est pas moins évident que dans aucun cas la Bosnie ne peut ni rester tout entière à la Turquie, ni former un état indépendant. Ceux qui rêvent le rétablissement d'une royauté bosniaque se laissent fasciner par la diplomatie autrichienne, qui tend à former partout de petits royaumes, sans nationalité et sans esprit public, pour pouvoir plus aisément les amener sous son joug. Un royaume bosniaque ne serait qu'une ridicule fiction. Dans le chaos actuel de la Bosnie, il n'y a d'élément possible d'administration que l'élément musulman; or la Bosnie musulmane ne peut se maintenir séparée des Turcs. En outre la Bosnie chrétienne contremine incessamment sa rivale. Privé d'unité nationale, ce pays ne peut trouver de remède contre l'anarchie que dans un démembrement qui partagerait son territoire entre les Turcs, les tribus monténégrines, la Serbie, et peut-être enfin l'Autriche elle-même; car cet empire, possédant déjà une partie de la Croatie, tend à s'approprier le reste de cette province, toute catholique latine, et par conséquent sympathique à l'Europe occidentale.

Il est probable que l'Autriche, qui soutient avec tant de zèle ses missionnaires croates, espère, par leur influence, se créer un parti dans toute la Bosnie. Cette conduite lui est imposée par sa situation même : séparant la Dalmatie de la Slavonie hongroise, la Bosnie s'enfonce dans l'empire d'Autriche comme un coin, comme

(1) *Niemats*, expression slave qui désigne les Allemands.

une hache toujours prête à fendre l'arbre des Habsbourgs, dès qu'il se trouvera en Orient un pouvoir capable de seconder la nature. Il est donc tout simple que l'Autriche veuille s'approprier une position si menaçante pour ses provinces du sud; aussi l'a-t-elle déjà plusieurs fois envahie, alors même qu'elle ne possédait pas Kataro; à plus forte raison doit-elle la convoiter aujourd'hui que la plus grande partie de ses ports se trouvent être les seuls débouchés de la Bosnie. Il suffirait que cette riche province cessât tout d'un coup d'approvisionner les marchés dalmates, pour que le commerce autrichien fût aussitôt livré à de graves perturbations. Malgré tant de considérations puissantes, l'Autriche se gardera bien d'attaquer les Bosniaques tant qu'elle verra se prolonger leur état d'irritation : comme le sanglier blessé à mort, ils pourraient faire payer cher à l'agresseur son audace, surtout si le sultan leur rendait dans ce moment critique tous leurs privilèges. Ces hommes sont invincibles dans leurs montagnes, tant que les Serbes du Danube ne se joindront pas à leurs ennemis. L'Autriche ne pourra jamais faire contre eux qu'une guerre de détail, avec cinquante mille hommes au plus, divisés en une cinquantaine de bandes, qui se dissémineraient sur tous les points du territoire pour y lutter chaque jour, et chaque jour s'épuiser sous les coups imprévus d'un peuple entier de haïdouks. Le pays n'offrirait aux envahisseurs aucune ressource alimentaire; les soldats seraient réduits à transporter sur leur dos même leurs provisions de bouche, et cette guerre, comme celle des Russes au Caucase, pourrait se prolonger indécise pendant un demi-siècle, car on n'emportera pas les citadelles de Travnik, Saraïevo, Mostar, Zvornik, Livno-Chepisé, Bania-Louka, si l'on n'a que de l'artillerie de montagne; une armée qui voudrait traîner, ne fût-ce que des pièces de 12, à travers tant d'abîmes, s'exposerait à être détruite ou mise en pleine déroute par quelques milliers de montagnards.

Le seul moyen de dominer ce pays est donc de se créer un parti parmi les indigènes : l'Autriche le sait, et soutient tacitement les spahis; mais la Russie, plus zélée pour la cause du christianisme, est venue prendre contre les spahis le parti des raïas de Bosnie. Tandis que sa diplomatie à Stambol intervient en leur faveur avec une énergie capable de désespérer le cabinet aulique, des moines quêteurs du mont Athos parcourent les vallées de la Drina, en y chantant les louanges de la Russie, et les moines franciscains envoyés par l'Autriche ne réussissent pas toujours à contre-balancer l'action des caloyers d'Orient. L'Angleterre a été jusqu'ici la seule puissance qui ait songé à faire surveiller toutes ces intrigues politiques cachées sous le froc monacal; mais l'agent qu'elle avait chargé de cette mission, et qu'elle installa en 1837 comme son vice-consul à Novibazar, était complétement incapable d'un rôle sérieux. Cet homme, un des knèzes de la grande tribu des Vassoïevitj, qui à la faveur d'un vain jeu de mots et d'une traduction arbitraire du mot knèze se faisait appeler prince par les Européens, et affectait des prétentions souveraines, fut chassé par les indigènes en décembre 1838. Depuis lors, l'Europe n'a plus, que nous sachions, d'agent officiel en Bosnie. Cependant Novibazar est un point de transit important; les Ragusains du XVIIe siècle y avaient un comptoir et une colonie opulente : alors le voyageur Montealbano disait que le fer s'y vendait meilleur marché que dans aucun autre lieu du monde. Avant la circulation des bateaux à vapeur, la Bosnie recueillait les profits d'un commerce d'échanges très-considérable entre Trieste et Salonik : quelques légers pyroscaphes lancés sur la Drina rendraient à ce pays les avantages qu'il a momentanément perdus. Il est à regretter que l'anarchie qui y règne ne permette le développement d'aucune industrie

autre que celle des forges et des fabriques d'armes. Quelques années de paix suffiraient pour ranimer ce peuple, et les juifs de Saraïevo, de Novibazar, de Travnik, usuriers qui prêtent à 10 pour 100 par mois, se trouveraient bientôt sans clientèle, car les Bosniaques ne sont rien moins qu'apathiques. On les voit, sur tous les points de la Turquie d'Europe, diriger leurs convois de bêtes à cornes, qu'ils vendent aux Anglais et aux Grecs, tandis qu'ils livrent à d'autres leurs moutons et leurs chèvres.

Le commerce bosniaque, grâce à la nature de ses produits et à la position de ses marchés, pourra difficilement être accaparé par l'Europe. L'Angleterre elle-même ayant échoué dans son plan de se créer un comptoir à Novibazar, quelle autre puissance oserait espérer d'y réussir? La France ne peut arriver aux Bosniaques qu'en traversant les vallées monténégrines. La question d'influence commerciale et politique en Bosnie se résume ainsi pour nous en question d'influence au Monténégro. Or, l'installation d'un agent accrédité au Monténégro rencontrerait les plus grandes difficultés. La France doit donc renoncer à agir d'une manière officielle et diplomatique dans ces contrées; mais l'action de notre commerce, si elle s'y étendait jamais, pourrait y devenir d'autant plus irrésistible que la France apparaîtrait aux Bosniaques comme complétement désintéressée, et ne leur enverrait que des messagers de paix et de civilisation. Il faudrait que des hommes indépendants, initiés à l'histoire des factions intestines qui divisent la famille serbe, se proposassent pour but d'amener peu à peu, par la discussion de ses vrais intérêts, cette race à la tolérance complète des trois grands cultes, musulman, grec schismatique et catholique latin, qui, de la Bulgarie jusqu'à l'Adriatique, arment les tribus serbes les unes contre les autres. Une fois que les membres de ces communions diverses se regarderaient comme amis, le pas décisif pour la recomposition de l'unité nationale serait accompli, et ce peuple de guerriers, fort de plus de quatre millions d'hommes, destiné à être, comme la Hongrie, un champ d'asile entre deux mondes politiques et religieux, se lèverait avec toute sa force pour appuyer dans son propre intérêt le vieil empire du croissant, et donner à l'équilibre européen de nouvelles garanties de stabilité.

CYPRIEN ROBERT.

PAYSAGE.[1]

Montagne à la cime voilée,
Pourquoi vas-tu chercher si haut,
Au fond de la voûte étoilée,
Des autans l'éternel assaut?

Des sommets triste privilége!
Tu souffres les âpres climats;
Tu reçois la foudre et la neige
Pendant que l'été germe au bas.

A tes pieds s'endort sous la feuille,
A l'ombre de tes vastes flancs,
La vallée où le lac recueille
L'onde des glaciers ruisselants.

Tu l'enveloppes de mystère,
Tu la tiens dans un demi-jour,
Comme un appas nu de la terre
Que couve ton jaloux amour.

(1) Nos lecteurs se souviennent, sans doute, d'une charmante pièce de vers improvisée par M. de Lamartine, *le Coquillage,* que nous avons publiée l'année dernière. On sait que M[me] de Lamartine fait tirer chaque année, chez elle, une loterie au profit d'un établissement de charité qu'elle a fondé à Paris. Beaucoup d'artistes distingués concourent à cette bonne œuvre par l'envoi de leurs ouvrages. Le célèbre paysagiste de Genève, Calame, a envoyé cette fois un beau paysage représentant une cime des Alpes couverte de neige, avec une vallée et un lac dans le lointain. M. de Lamartine, chargé de mettre une inscription autographe à ce tableau, a écrit au bas les vers qu'on va lire.

Ah ! c'est là l'image sublime
De tout ce que Dieu fit grandir !
Le génie à l'auguste cime
S'isole ainsi pour resplendir.

Le bruit, le vent, le feu, la glace,
Le frappent éternellement,
Et sur son front gravent la trace
D'un froid et morne isolement.

Mais souvent caché dans la nue,
Il enferme dans ses déserts,
Comme une vallée inconnue,
Un cœur qui lui vaut l'univers.

Ce sommet où la foudre gronde,
Où le jour se couche si tard,
Ne veut resplendir sur le monde
Que pour briller dans un regard.

En le voyant, nul ne se doute
Qu'il ne s'élance au fond des cieux,
Qu'il ne fend l'éther de sa voûte,
Que pour être suivi des yeux !

Et que, du sein de la tempête,
Il ne se penche que pour voir
Les neiges de sa blanche tête
Luire, ô lac! dans ton bleu miroir.

A. de Lamartine.

Paris, 29 mars 1842.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mai 1843.

L'ouverture des deux grandes lignes de chemins de fer est venue jeter quelque diversion dans la monotonie d'une saison politique languissante et stérile. La chambre, déjà lasse d'elle-même et comme humiliée d'une impuissance que trop d'hommes considérables semblent prendre plaisir à entretenir, est montée avec bonheur dans les waggons qui, à travers de fraîches campagnes, l'ont transportée à Orléans et à Rouen. Mieux vaut pour tout le monde respirer le grand air dans de vertes prairies, et suivre le cours sinueux d'un beau fleuve, que de s'épuiser au Palais-Bourbon en conversations énervantes et en conjectures presque toujours mal fondées sur les paroles de tel homme politique et le silence de tel autre. Durant cette éclipse du gouvernement représentatif, péril plus grand qu'on ne le soupçonne pour les hommes qui ont contribué à l'amener, il ne reste aux députés, comme aux autres citoyens, qu'à s'enquérir de la floraison de leurs vignes et de leurs pommiers, qu'à remplir leur triste mandat de commissionnaires-apostilleurs et à faire leurs affaires privées, heureux lorsqu'ils ne recherchent pas, pour faire valoir les intérêts dont ils acceptent le patronage, ces positions parlementaires qui obligent les ministres à compter avec eux.

C'est un bonheur véritable que de se soustraire pour deux jours à de telles misères, de traverser la vallée d'Étampes, et de courir à vol d'oiseau le long de la Seine. A Orléans, les nombreux voyageurs ont trouvé une population un peu froide, un peu étonnée, et comme inquiète de tout ce bruit et de ce grand changement dans des habitudes séculaires. Cette population semblait se demander ce que lui rapporterait un rapprochement dont le besoin est moins vivement senti dans une ville sans industrie, qui, malgré sa proximité de Paris, a conservé des mœurs éminemment provinciales. A Rouen, au contraire, le chemin de fer était un hôte longtemps attendu, et dont l'arrivée a été accueillie avec transport. C'était comme le complément même de cette vie laborieuse où le temps est de l'argent, selon le proverbe anglais. Aussi rien de plus énergique et de plus vrai que l'enthousiasme des populations normandes à la vue du prince qui, suivi de l'élite de la société parisienne, venait inaugurer parmi elles ce puissant instrument de locomotion. Une gaieté intelligente et de bon aloi était peinte sur toutes ces figures, qui saluaient l'avenir

avec confiance et bonheur. Sous la blouse du cultivateur et sous l'habit du garde national, elles formaient la haie au passage du solennel convoi; et lorsque celui-ci est entré dans la capitale de la Normandie, il s'est trouvé en présence d'un spectacle vraiment incomparable. La milice de 89 voyant flotter derrière ses rangs, sur d'innombrables étendards, les vieux et symboliques insignes des corporations industrielles, les populaires souvenirs d'un autre âge évoqués pour cette fête le jour même où Versailles étalait dans ses salles nouvelles les blasons étincelants et les bannières armoiriées des croisades, quel plus authentique témoignage que cette poétique évocation du passé pouvait donner la société moderne de sa victoire et de sa pleine sécurité ?

Mais la chambre était à peine rentrée à Paris, qu'elle mettait en oubli ses impressions de la veille, pour se plonger dans les plus froides et les plus pénibles réalités. L'enquête électorale était à l'ordre du jour, et il fallait faire aboutir ce travail herculéen. On a été sévère pour la commission, peut-être même a-t-on été injuste. N'hésitons pas à reconnaître que le principe de l'enquête électorale admis, et cette enquête une fois ordonnée par le parlement, il était à peu près impossible d'éviter les conséquences auxquelles est arrivée la commission. Lorsqu'un pouvoir souverain se trouve dans le cas d'entreprendre une procédure, il répugne au bon sens de lui refuser les droits dont sont investies les plus modestes juridictions correctionnelles. Comment ne pas citer des témoins, et comment ne pas consigner par écrit leurs témoignages, lorsqu'il s'agit de faits que la chambre s'est refusée à juger sur procès-verbaux, et pour lesquels la preuve testimoniale est dès lors la seule possible? et, les témoignages une fois recueillis, comment ne pas les imprimer, comment éviter de les distribuer à la chambre? Une commission a-t elle, dans l'esprit de notre règlement parlementaire, une autre mission que celle de préparer les décisions législatives? Peut-elle s'ériger en tribunal et rendre des décisions souveraines, elle qui n'est appelée qu'à les éclairer? Qu'importe que des révélations douloureuses arrivent au public; n'est-ce pas la conséquence de toutes les procédures faites au grand jour, la salutaire et virile condition d'un régime de liberté? Il est impossible de méconnaître qu'on a systématiquement et fort injustement attaqué les opérations de la commission, lorsqu'il eût été plus équitable de s'en prendre au principe même en vertu duquel elle avait agi. N'avoir pas eu assez de fermeté pour contester le droit d'enquête en matière électorale, et faire une querelle sans bonne foi aux honorables membres qui l'ont appliqué, c'est un double tort que nous regrettons d'avoir à imputer à la majorité et au ministère lui-même.

C'était au mois d'août qu'il fallait devancer par la pensée les résultats nécessaires d'une telle procédure, et les faire comprendre au parlement. C'était alors qu'il fallait lui exposer les motifs qui autorisaient peut-être à dénier un droit dangereux autant qu'inutile, et qui ne s'était pas exercé une seule fois depuis 1789. A quoi bon, en effet, le droit d'enquête lorsque la confection et la pureté des listes électorales sont protégées par l'intervention des tiers et par une double juridiction administrative et judiciaire? A quoi bon le droit d'enquête lorsque le secret du vote est garanti par la loi, et que l'omission d'une seule des formalités sacramentelles de l'élection en entraîne la nullité radicale? S'agit-il de faits de violence ou de corruption, d'attentats à la liberté matérielle de l'électeur, ou de tentatives de vénalité ? Mais ces faits sont qualifiés crimes ou délits par des lois spéciales : des pénalités graves les atteignent directement, et tout pouvoir qui, sur la dénonciation des parties intéressées ou sur la clameur publique, se refuserait à les poursuivre, s'expose-

rait à la plus sérieuse responsabilité constitutionnelle. Des protestations annexées aux procès-verbaux ne peuvent-elles suffire à éclairer la chambre, et ne vaut-il pas beaucoup mieux annuler quelques élections de plus que de donner au pays le spectacle qu'il vient d'avoir sous les yeux ? Dans tous les cas, pour qui admet le droit d'enquête, il n'y a pas à reculer devant ses conséquences logiques et inévitables, et nous ne saurions nous associer, à cet égard, à des agressions peu réfléchies. La commission a fait son devoir, la chambre aussi a fait le sien. Elle n'a pas eu deux poids et deux mesures : elle a su frapper un candidat patroné par l'opposition aussi bien qu'un candidat appuyé par le pouvoir, et elle ne s'est montrée indulgente que pour la probité pauvre luttant contre la corruption effrontément organisée. C'est là un bon résultat au point de vue moral, mais il ne compense pas, à nos yeux, les périls d'une telle mesure, et les irritations locales qu'elle ne peut manquer de susciter. Il est des conquêtes politiques stériles, comme il en est de fécondes, et nous n'oserions placer le droit d'enquête au nombre de ces dernières.

La discussion des sucres a commencé, et, dans des discours peu écoutés, parce qu'ils n'ont révélé aucun fait nouveau, la chambre a vu se produire les diverses solutions sur lesquelles nous nous arrêtions il y a quinze jours avec détail. Il faudra choisir entre l'interdiction de la culture indigène et les tentatives essayées pour amener l'égalisation des charges entre les deux sucres nationaux. Il n'est plus d'atermoiement possible, et l'équilibre par les prix de revient est devenu une impossibilité reconnue par tout le monde. Procédera-t-on à l'égalisation par l'élévation progressive de l'impôt sur le sucre indigène, comme le réclame la minorité de la commission, ou par voie de dégrèvement sur le sucre colonial, ainsi que l'a demandé un orateur qui porte un nom entouré de brillants souvenirs? Telle est la question principale dans ce débat. La chambre, encore fort incertaine, paraît néanmoins incliner vers l'amendement de MM. Passy, Dumon et Muret de Bord. L'état grave de nos finances interdit toute expérimentation incertaine et ne permet pas d'essayer un dégrèvement trop faible dans ses effets pour affecter la consommation et pour l'éteindre. Quant au projet de la majorité de la commission, il s'est produit d'une manière trop soudaine pour être accepté par la chambre, qui n'en saisit pas clairement le mécanisme. L'avis de la minorité reste donc seul en présence du remède héroïque proposé par le gouvernement. M. de Lamartine a prétendu concilier la concession de l'indemnité avec le maintien facultatif de la sucrerie indigène, et n'a pas compris qu'il ôtait ainsi à un principe désastreux par lui-même sa seule excuse politique, celle d'une solution définitive et sans appel. L'expropriation pour cause d'utilité publique pourrait seule permettre d'écrire ce mot funeste d'indemnité dans notre législation industrielle. Quant à nous, peu ébranlés par les motifs produits jusqu'ici, et conservant nos convictions pleines et entières, nous espérons encore que la chambre repoussera la mesure qui lui est si tardivement proposée, et qu'elle réservera son marché aux deux sucres nationaux en les plaçant dans des conditions égales. En agissant ainsi, elle ne rencontrera l'approbation enthousiaste ni des colonies ni des manufacturiers alléchés par les 40 millions; mais elle fera un acte de haute prévoyance politique, et elle obtiendra, dans un prochain avenir, les sympathies qui lui seront aujourd'hui refusées. Lorsque deux intérêts égoïstes sont en présence, ne satisfaire complétement personne est le moyen le plus sûr pour faire les affaires de tout le monde.

Une grande question récemment résolue vient de projeter un jour nouveau sur la situation des cours européennes. La Russie a obtenu un triomphe complet dans

les négociations ouvertes à Constantinople sur les affaires de Servie. Cédant à l'impulsion nationale qui agite les provinces chrétiennes de l'empire ottoman, la Servie s'était débarrassée, par une insurrection triomphante, d'une dynastie impopulaire, et avait appelé à sa tête le fils du premier libérateur de son territoire, l'expression du génie serbe dans son énergie et sa pureté. C'est cette résurrection d'une nationalité indépendante qui a offusqué le cabinet de Saint-Pétersbourg, c'est à cette manifestation qu'il a cru devoir s'opposer en arguant de son protectorat et des droits qui lui sont assurés par les traités. Celui d'Andrinople, confirmé par un acte organique de 1839, consacre en effet, pour la principauté de Servie, le principe d'une élection populaire selon des formes déterminées, et l'on ne saurait méconnaître que ces formes constitutionnelles n'ont pas été respectées dans le mouvement révolutionnaire dont Belgrade a été le théâtre. La Russie pouvait donc, jusqu'à un certain point, argumenter de la lettre des traités, et c'est ce que paraît avoir fait très-habilement M. de Boutenieff. Mais si l'Europe avait été disposée à suivre l'impulsion que sir Strafford Canning parut d'abord vouloir imprimer à l'action de ses représentants à Constantinople, il ne lui aurait pas été difficile de trouver dans la lettre et l'esprit de ces mêmes traités des arguments à opposer aux exigences de la Russie. Si elle ne l'a point essayé, c'est qu'elle a reculé devant l'ascendant chaque jour mieux établi en Orient du cabinet impérial, c'est que M. de Metternich ne veut pas s'exposer à une collision que la Russie se déclarait prête à affronter, et que l'Angleterre est bien moins éloignée qu'on ne le suppose des voies du 15 juillet 1840. L'attitude et les procédés sont différents; mais il y a dans cette politique russe un côté que le parti tory accepte sans hésiter, et dont la France ne parviendra point à détourner le cabinet britannique. Celle-ci s'est donc trouvée seule encore une fois entre la timidité de l'Autriche et l'égoïsme de l'Angleterre. Si elle a sagement fait de ne pas entamer, à l'occasion d'un intérêt fort secondaire pour elle, une campagne diplomatique qui ne pouvait avoir une heureuse issue, elle aurait grandement tort, si l'issue de cette affaire ne lui servait de révélation sur les dispositions intimes des grandes cours. La France est seule, malgré la prétendue reprise de l'alliance anglaise, et le cabinet britannique n'oubliera jamais ce qui lui a été révélé en 1840, qu'il y a deux politiques à faire en Orient : avec la France, une politique de conservation ; avec la Russie, une politique de complicité. On dit l'ambassadeur d'Angleterre près la Porte ottomane profondément affligé de l'issue de cette affaire. Comment ne l'a-t-il pas prévue? Comment pouvait-il croire que son gouvernement, avec ses finances compromises, l'hostilité imminente des États-Unis et l'état de l'opinion publique en France, s'engagerait dans une querelle sérieuse avec la Russie? Voici d'ailleurs l'Irlande qui agite de nouveau ses haillons et ses bras nus, voici le cri du *repeal* qui retentit dans toutes les vallées de la verte Érin. M. O'Connell a quitté son siége à Westminster pour commencer une nouvelle campagne d'agitation et reprendre les errements de 1825, oubliés depuis l'avénement du ministère whig et la réforme parlementaire. C'est là cependant, nous le croyons, un mouvement beaucoup moins profond que celui de l'association catholique et des jours de l'émancipation. Aujourd'hui, les grandes conquêtes législatives sont faites, et les positions dont l'Irlande est maîtresse suffiraient pour la faire bientôt admettre à la plénitude du droit commun et de l'égalité entre les deux royaumes; le rappel de l'union est plutôt une menace qu'un vœu populaire, c'est moins un plan politique qu'une arme de guerre, et M. O'Connell le premier ne quitterait pas sans regret la chapelle de Saint-Étienne, d'où sa voix plane sur les destinées du

monde, pour venir faire à Dublin les affaires d'un état de second ordre et d'une population de huit millions d'âmes. Néanmoins, malgré le caractère d'abord factice de ce mouvement, il prend, depuis quelques mois, des proportions qui ne sauraient échapper à personne. L'Irlande est tellement organisée pour l'agitation depuis un demi-siècle, qu'elle est devenue comme l'état normal de ce pays ; l'Angleterre n'est donc libre d'en détourner ni son attention ni ses forces, car, après une trève de dix ans, M. O'Connell vient de rattacher au pied de sir Robert Peel le boulet redoutable que tous les cabinets anglais ont porté tour à tour. Sous ce rapport, l'agitation pour le rappel est un événement des plus graves dans la politique générale de l'Europe.

La mauvaise humeur que doivent causer à l'Angleterre les dispositions chaque jour plus prononcées de nos chambres contre un traité de commerce, dispositions que la discussion actuelle sur les sucres a plus d'une fois révélées, n'a pas empêché le cabinet britannique de signer avec le nôtre une convention postale qui ne doit pas passer inaperçue. Cet acte, dont la complication des intérêts rendait la conclusion si difficile, exercera une heureuse influence sur les relations des deux pays. Les taxes internationales sont considérablement abaissées et dans une proportion à peu près égale des deux côtés. Des sacrifices mutuels réduisent également les taxes qui grevaient la correspondance en transit ou d'outre-mer, et grâce à des dispositions heureusement combinées, une accélération remarquable se trouve établie dans les correspondances échangées entre toutes les parties du monde.

C'est depuis 1836 seulement que les journaux quotidiens publiés en France et en Angleterre peuvent être envoyés d'un pays à l'autre par leurs postes respectives aux conditions déterminées par les lois des deux états. A la faveur de cette faculté si tardivement accordée, l'Angleterre envoie aujourd'hui en France à peu près sept cent trente mille journaux quotidiens par an, et la France en fournit à l'Angleterre environ trois cent cinquante mille

Les vives et persévérantes résistances opposées par l'office des postes anglaises au transport des *revues* n'ont pu être complétement levées, malgré les efforts éclairés du négociateur français, M. Dubost, qui, dans cette circonstance, s'est acquis des titres réels à la reconnaissance du pays. Ce n'est que vers la fin de la négociation qu'on est parvenu à faire poser le principe de l'admission et de l'échange, entre les deux pays, des ouvrages périodiques publiés sous forme de brochure. On sait que les recueils périodiques ne sont pas expédiés en Angleterre par la poste, et celle-ci craignait de voir des publications, presque innombrables au delà de la Manche, envahir et encombrer ses moyens de transport, déjà débordés souvent par les journaux quotidiens, qui ne s'élèvent pas, au départ de Londres, à moins de cent cinquante mille par jour. D'après l'art. 74 de la convention postale, tout ouvrage pesant au-dessus de trois onces anglaises et n'excédant pas quatre onces paiera 8 pence ou 80 centimes; ce prix sera augmenté de 2 pence ou 2 décimes par once au-dessus de 4, et jusqu'au nombre de 16, limite de l'admission. Ces dispositions portent le prix d'affranchissement de la *Revue*, pour l'Angleterre, à 1 fr. 80 c. par numéro, soit 43 fr. 20 c. pour frais de poste de l'année entière. Cette somme, ajoutée à celle de 56 fr., prix de la souscription jusqu'à Calais, élève l'abonnement, pour la Grande-Bretagne, à 99 fr. 20 c. Cette situation est loin d'être satisfaisante, mais il est juste de l'accepter comme un progrès, et d'attendre de l'expérience et des lumières de l'administration anglaise, des modifications qui importent aux communications intellectuelles entre les deux pays. Nous ne doutons pas

que notre direction générale des postes ne se fasse, de son côté, un devoir d'exécuter dans le sens le plus libéral un traité aujourd'hui ratifié.

L'Espagne a terminé sa crise ministérielle comme il est d'usage dans ce pays, par la solution la plus inattendue. M. Cortina et M. Olozaga semblaient seuls pouvoir rallier les éléments d'une majorité d'ailleurs problématique : le régent a choisi M. Lopez après d'habiles manœuvres pour entraver les négociations du député de Séville. Ce n'est là, du reste, qu'une solution provisoire qui ne lève aucune des difficultés du présent et de l'avenir. Le sénat a voté son projet d'adresse au milieu de l'indifférence publique. Les pensionnaires de l'Angleterre feront de vains efforts pour persuader à ce grand pays que son indépendance est menacée par la France. Cela peut s'insinuer dans un paragraphe et s'imprimer dans des journaux; mais le bon sens public n'accepte pas de telles imputations, qui retombent de tout leur poids sur leurs auteurs. Ce n'est pas la première fois qu'on affecte la pruderie pour cacher sa corruption.

Il est une question non moins sujette que celle d'Espagne aux alternatives les plus contraires et aux vicissitudes les plus soudaines : on comprend assez que nous voulons parler de celle de l'Algérie. Elle occupera la chambre sitôt après la loi des sucres, car la commission du budget s'est déclarée dans l'impossibilité de terminer son travail avant qu'un parti ait été pris sur ce grave intérêt national. Les nouvelles qui circulent depuis trois jours ont porté une sorte de découragement dans le monde politique. On s'épouvante de cette guerre dont les limites reculent sans cesse, de ces réapparitions soudaines d'un ennemi mille fois vaincu, et si l'on est disposé à faciliter au gouverneur de l'Algérie l'achèvement de la campagne aujourd'hui commencée, c'est sous la condition expresse que cette campagne marquera enfin le terme d'un système aussi rigoureux dans ses moyens que stérile dans ses résultats définitifs. L'idée d'un gouvernement civil fait de grands progrès dans la chambre et dans l'opinion, et les prochains débats ne peuvent manquer de la développer.

La *Revue* venait à peine de signaler l'intolérance et les empiétements du parti ultrà-religieux, que déjà devant les chambres on parlait de la liberté de conscience, et que cette liberté était discutée dans les écoles. A propos d'un acte du gouvernement des hommes dont l'opinion a une grande influence sur l'esprit public ont élevé la voix en faveur des protestants. Nommer M. le duc de Broglie, M. de Gasparin, M. Delessert, c'est montrer l'importance de la question, car le désir seul de prévenir de plus sérieuses difficultés a pu porter des hommes aussi considérables à donner ce premier avertissement. Le gouvernement, qui a reçu d'eux tant de gages d'affection et de dévouement, entendra leurs vœux. Si, après un débat approfondi, la chambre des pairs a passé à l'ordre du jour sur la pétition du consistoire protestant, c'est qu'elle a cru le ministère suffisamment averti. La discussion, au surplus, doit bientôt se reproduire devant la chambre des députés.

Dans les écoles, devant un auditoire plus jeune, le débat s'est animé davantage. Le parti ultramontain n'aura pas à se féliciter d'avoir attaqué des hommes de talent et de courage, connus pour leur modération, et qui n'avaient jamais cessé de répandre les idées morales dans leur enseignement. Pourquoi contraindre M. Ampère, M. Philarète Chasles, M. Michelet. M. Quinet, à rappeler dans leurs cours certains

traits de l'histoire des jésuites devant une génération qui l'avait un peu oubliée? Les néo catholiques ont fait quelques essais de protestation, mais ces tentatives maladroites et inconvenantes ont été étouffées sous les applaudissements. D'après un bruit qui circule dans le public, on aurait formé le projet de troubler l'ordre dans tous les cours où les questions historiques et philosophiques sont traitées avec indépendance. Ce qui peut donner de la consistance à ce bruit, c'est que les mêmes tentatives ont été renouvelées ces jours-ci au cours de M. Barthélemy Saint-Hilaire, quoique ce professeur, qui traite de la philosophie de Platon, n'ait pas fait la moindre allusion aux discussions actuelles. C'est avec une véritable indignation que l'on a entendu un ecclésiastique vociférer contre le professeur et essayer de lui répondre à la fin du cours. Qu'aurait dit le clergé, si, pendant le carême dernier, lorsque des prédicateurs comparaient, dans certaines églises de Paris, l'Université à une *prostituée*, quelque professeur se fût tout à coup avisé de siffler ? Qu'on tâche donc de ne pas provoquer de si faciles représailles.

Nous le répétons, la question est grave; elle mérite toute la sollicitude du gouvernement. La France veut les conquêtes de la révolution; elle veut, avant tout, que la liberté de conscience, achetée au prix de si grands sacrifices, ne puisse recevoir la plus légère atteinte. Ce qu'elle veut, elle l'aura. Si le pouvoir montrait quelque hésitation à cet égard, le pays ne tarderait pas à s'inquiéter et à se souvenir des luttes dangereuses de la restauration.

M. Adolphe Dumas vient de tenter au théâtre de la Porte-Saint Martin une épreuve qui ne lui a guère mieux réussi que *le Camp des Croisés*. Quel que soit le sentiment pénible qu'on éprouve à voir échouer les espérances d'un esprit honnête et laborieux, il n'en faut pas moins convenir que M. Adolphe Dumas, par la nature même du sujet dont il avait fait choix, s'était préparé un avortement inévitable. Prétendre mettre à la scène l'histoire de Louis XIV et de Mlle de Lavallière, grouper autour de ces royales amours, si charmantes, si simples, si parfaitement dénuées de tout ce qui constitue dans le fait l'élément dramatique, des personnages tels que Molière et Bossuet, il y avait là sans doute de quoi épouvanter un homme de génie; l'auteur du *Camp des Croisés* n'a point hésité. Voyez-vous maintenant Bossuet sous les traits de M. Jemma, l'homme des *Oraisons funèbres* faisant de son anneau épiscopal un de ces vulgaires moyens à l'usage de toutes les inventions théâtrales! A tout prendre, j'aimais mieux le Bossuet de l'Ambigu Comique, car l'Ambigu-Comique posséda, lui aussi, son Louis XIV et sa Mlle de Lavallière; rien n'est nouveau sous le soleil du lustre, et M. Adolphe Dumas n'a pas même le mérite d'avoir découvert un sujet impossible au théâtre. Du moins ce Bossuet-là n'ouvrait la bouche qu'une fois dans le courant de la pièce, et encore avait-il le bon esprit d'emprunter aux *Oraisons funèbres* les quelques paroles qu'il lui arrivait de prononcer. A la fin du second acte, une alcôve s'ouvrait, et vous entendiez l'aigle de Meaux s'écrier du milieu d'un groupe de femmes en alarmes : *Madame se meurt, madame est morte!* après quoi tout rentrait dans le silence, et le rideau tombait sur un de ces tableaux que le public de l'endroit affectionne à si juste titre. Tout au rebours de ce personnage du mélodrame vraiment pathétique et sublime dans son geste muet, le Bossuet de M. Adolphe Dumas ne fait que parler et discourir sur toute chose;

les alexandrins coulent de sa bouche par centaines et les tirades ne lui coûtent rien. Il faut avouer aussi que Molière lui tient tête à ravir. Tout ce que M. Adolphe Dumas pense de la constitution de l'église et de la royauté absolue, du clergé gallican et de la société des gens de lettres, Bossuet et Molière sont là pour nous le dire; durant cinq actes, l'auteur du *Discours sur l'Histoire universelle* et l'auteur du *Misanthrope* se renvoient la paume à qui mieux mieux, et de temps en temps, pour que rien ne manque à la partie, le parterre a la satisfaction de voir Louis XIV intervenir. Cependant, à travers tant de rimes oiseuses et de scènes incohérentes, au milieu de tant d'inexpérience et de mauvais goût (pour citer un exemple, vous représentez-vous ce vers dans la bouche de Mlle de Lavallière :

Je prendrai mon congé, puisqu'on me congédie)

on trouve çà et là d'heureuses rencontres, des intentions louables qu'il faut saisir au vol, de peur qu'elles ne vous échappent; j'indiquerai entre autres, au troisième acte, une scène d'amour fort délicatement touchée. Versificateur plutôt que poëte, M. Adolphe Dumas s'est acquis, à force de confectionner des hexamètres, une facilité déclamatoire qui, jointe au peu d'entente qu'il paraît avoir des moyens dramatiques, s'opposera toujours, nous le craignons, à ce qu'il réussisse au théâtre. Du reste, on peut le dire hardiment, cette fois la nature du sujet était telle que de plus forts eussent échoué. Jamais figure humaine ne répugna aussi ouvertement à toutes les conditions de la scène que cette auguste figure si mélancolique, si doucement contemplative de Molière. Quant aux amours de Louis XIV et de Mlle de La Vallière, évidemment rien au monde n'appartient moins au drame. Que peuvent donc avoir à faire les combinaisons de la mise en scène et tout l'attirail matériel d'une pièce de théâtre dans cet aimable roman du cœur, où tout est prévu d'avance, qui commence sous les ombrages de Versailles et finit aux Carmélites, sans autre péripétie que des larmes, des soupirs et des sanglots, entremêlés d'aveux charmants et de baisers? Et puis il y a dans ces héroïnes du grand siècle, dans leurs divines faiblesses et leurs tendres souffrances, une grâce cachée, une délicatesse exquise que jamais ne sauront reproduire les hommes de ce temps-ci. Au fait, pourquoi le chercheraient-ils? Ces trésors de grâce exquise et de sensibilité contenue n'ont-ils pas eu pour sublime interprète la poésie de Racine?

POLITIQUE COLONIALE

DE L'ANGLETERRE.

II.

LE TERRITOIRE DE L'OREGON.

Les brillantes destinées que l'avenir garde aux îles et aux continents de la mer Pacifique dans le monde politique et commercial ne pouvaient échapper à la pénétration des hommes d'état de l'Angleterre. Déjà, dans l'Australasie, le flot de l'émigration habilement dirigé jette les fondements de vingt colonies prospères. Mais c'est dans ses entreprises sur la côte occidentale de l'Amérique du Nord qu'il faut admirer le génie créateur et l'ambition active, persévérante de la Grande-Bretagne. Ces entreprises se rattachent à la politique suivie au Canada, et qui avait son principe dans la pensée, conçue par le gouvernement anglais, de fonder dans les vastes contrées voisines, au nord et à l'ouest, du territoire de l'Union, un puissant empire capable de contre-balancer les développements énormes des États-Unis. Des obstacles de toutes sortes entravèrent pendant longtemps les efforts de l'Angleterre pour conquérir, transformer à son profit la colonie française établie sur les deux rives du Saint-Laurent; il y avait néanmoins une population devenue presque indigène, habituée à obéir, et qui n'avait besoin que d'un régime plus libéral pour rivaliser de force et de prospérité avec les colonies anglaises du littoral de l'Atlantique; le pays depuis longtemps exploré offrait tous les éléments d'une excellente colonisation. Il n'en était pas de même à l'ouest des grands lacs et des Montagnes Rocheuses;

des contrées immenses, inconnues, point de population qu'un petit nombre de tribus indiennes féroces et indisciplinables, une mer lointaine et jamais visitée. De plus grandes difficultés encore s'opposaient à la réalisation des desseins de l'Angleterre. Des titres incontestables à la possession du littoral et de l'intérieur de ce territoire interdisaient à l'Angleterre de l'occuper ouvertement et d'y appeler des colons. comme elle faisait pour le haut Canada. La ruse est venue à son aide; elle a caché ses tentatives sous le masque des opérations d'une compagnie pour le commerce des fourrures. Toujours prudente, sachant être tour à tour timide et hardie, elle a commencé par reconnaître qu'elle n'avait et ne pouvait faire valoir aucune prétention sur le territoire de l'Oregon, car c'est de l'Oregon qu'il s'agit. Elle s'est faite humble et petite, mais bientôt les concessions qu'elle avait obtenues par surprise, elle les a érigées en titres. et les a considérées comme des droits acquis. Le jour est venu où elle a fièrement demandé de partager le pays où elle n'avait été admise que par une maladroite condescendance, et aujourd'hui enfin, cela ne lui suffisant plus, elle prétend demeurer maîtresse absolue, en droit comme en fait, des contrées dont elle a usurpé la domination au détriment de leurs véritables possesseurs, les États Unis.

Entre la Californie et les établissements russes, c'est-à-dire entre le 42° et le 54° 40′ de latitude nord (1), s'étend sur le littoral de la mer Pacifique, à l'ouest des Montagnes Rocheuses, le territoire de l'Oregon, ainsi appelé du nom donné par les Indiens à la rivière Columbia. La surface de cette contrée ne présente, dans une étendue de trois cents lieues de long sur deux cents de large, qu'une suite de fertiles vallées interrompues par des collines qui s'élèvent comme des gradins successifs des bords de l'Océan jusqu'aux Montagnes Rocheuses. On y distingue pourtant deux chaînes de montagnes presque parallèles qui partagent le territoire de l'Oregon en trois régions à peu près égales en superficie, mais différentes par le climat, la nature du sol et les productions; toutes trois sont coupées du nord au sud et de l'est à l'ouest par la Columbia, dont le cours large et profond, grossi de mille affluents, est le seul moyen de pénétrer du côté des États-Unis à travers cette contrée montagneuse, dans laquelle la main de l'homme n'a pas encore tracé les voies de communication que lui a refusées la nature.

Le caractère le plus remarquable de ce pays est la douceur et l'égalité de la température. Quoique sous la même latitude, on ne connaît pas dans le territoire de l'Oregon les hivers rigoureux et les chaleurs étouffantes de l'été, non plus que les brusques et capricieux changements atmosphériques de la vallée du Mississipi et du littoral de l'Atlantique. Cet heureux climat ne peut être comparé qu'à celui de nos belles provinces de l'intérieur et du midi de la France. Dans la région du littoral, les étés sont secs, mais l'ardeur du soleil est modérée par les brises de mer; en revanche, il y pleut sans interruption depuis le mois d'octobre jusqu'au mois d'avril. Presque avec la même température, les conditions atmosphériques de la seconde

(1) La limite entre la Californie et le territoire de l'Oregon a été fixée par le traité de 1819 entre l'Espagne et les États-Unis, et confirmée par une convention entre les républiques mexicaines et les États-Unis. Quant aux établissements russes, il a été convenu, dans un traité conclu à Pétersbourg entre la Russie et les États-Unis le 17 avril 1824. qu'aucun établissement ne pourrait être formé par les citoyens américains sur la côte nord-ouest de l'Amérique septentrionale, ni dans aucune des îles adjacentes au nord du 54° 40′ de latitude; la Russie s'engageait, de son côté, à ne jamais dépasser cette limite. Une convention exactement semblable fut conclue l'année suivante entre la Russie et la Grande-Bretagne.

région sont bien différentes; à mesure que l'on approche des Montagnes Rocheuses, les pluies diminuent et finissent par disparaître, si l'on peut parler de la sorte, car elles ne durent dans toute l'année que quelques jours, au commencement de l'automne et du printemps. Le froid s'y fait à peine sentir, et, même dans les parties les plus élevées, la neige fond en tombant. Néanmoins, grâce à d'abondantes rosées, la terre est humide et toujours couverte de verdure, et des vents légers rafraîchissent l'air durant les plus grandes chaleurs de l'été. Ce n'est qu'au pied des Montagnes Rocheuses que le climat devient plus rigoureux, et que tout semble se mettre en harmonie avec le caractère grave et sévère de cette chaîne qui doit sa naissance aux feux souterrains; sur ce sol aride, les bois et les pâturages sont rares, médiocres, ce qui forme un contraste plein de tristesse avec la riche et plantureuse végétation des deux versants.

C'est une chose étrange que le long temps qu'ont mis les nations d'Europe à découvrir, à reconnaître et à explorer les côtes et l'intérieur de cette partie du continent américain. Cependant à peine les Espagnols furent-ils devenus les maîtres du riche empire du Mexique, qu'ils pénétrèrent jusqu'à la mer Pacifique. Fernand Cortez, qui dirigea la première expédition, reconnut le golfe de Californie et le Rio Colorado. Mais bientôt les troubles et les dissensions des Espagnols dans cette partie du monde, et les embarras politiques de la cour de Madrid en Europe, arrêtèrent cette ardeur de découvertes, et ce ne fut qu'en 1543 que Bartolomé Ferrelo poussa jusqu'au 43° de latitude nord. Un demi-siècle plus tard, Juan de Fuca découvrit et explora le détroit qui porte son nom, vers le 48° de latitude, et quelques années après Vizcaino visita de nouveau les côtes découvertes par Ferrelo.

Depuis lors jusque vers la fin du dernier siècle, la plus profonde obscurité enveloppa cette contrée. Cependant, en 1763, un Américain, Jonathan Carver du Connecticut, qui avait fait un long séjour au milieu des tribus indiennes du haut Missisipi, avait révélé l'existence d'une grande rivière, nommée Oregon, ou rivière de l'ouest, par les Indiens, à qui il en avait entendu parler, et qui se jetait, disait-il, dans la mer Pacifique, vers le prétendu détroit d'Anian. Ce fait passa presque inaperçu; mais, par un concours singulier de circonstances, dans le même temps les Espagnols reprenaient l'idée de s'assurer la possession de la Californie et de toutes les côtes nord-ouest Ce projet, qu'avaient inspiré à l'Espagne les craintes que faisaient naître les entreprises des Russes sur la côte la plus voisine du pôle, fut réalisé en partie par les établissements formés en 1770 et dans les années suivantes à Monterey, vers le 36° de latitude, et dans la baie de San Francisco, aussi bien que par une suite d'expéditions maritimes. En 1774, Juan Perez, qui commandait la première, n'alla pas au delà du 54°, mais il explora avec soin la côte jusqu'au 49°, et découvrit une baie considérable nommée par les naturels Nootka, et à laquelle il donna le nom de San Lorenzo, qu'elle n'a pas conservé. L'année suivante, don Bruno Heceta reconnut l'exactitude des découvertes de Juan de Fuca, que l'on mettait en doute, et signala l'embouchure de la large rivière dont Carver avait parlé. Dans le même temps, d'autres navires espagnols, sous le commandement de Bodega, remontaient jusqu'au 57° de latitude, et prenaient possession de toute la côte au nom du roi d'Espagne.

C'est ici qu'apparaissent deux nouveaux acteurs, l'Angleterre et les anciennes colonies d'Amérique devenues indépendantes, les États-Unis, qui par une bizarre rencontre semblaient s'être entendus pour explorer en concurrence, la première par terre et les autres par mer, le territoire de l'Oregon, mais dans un but purement

commercial. Ainsi, tandis qu'en 1792 le capitaine Robert Gray, envoyé par des négociants de Boston, découvrait l'embouchure de l'Oregon et remontait jusqu'à une certaine distance cette rivière, à laquelle il donnait le nom de Columbia, que portait son navire, une expédition anglaise partait du Canada à la recherche de la rivière dont Carver avait signalé l'existence, et devait surtout examiner les avantages que pouvait offrir le pays qu'elle traversait au commerce des fourrures et des pelleteries

Depuis plus d'un siècle, l'Angleterre était activement engagée dans cette branche du commerce transatlantique par la compagnie de la baie d'Hudson, dont l'établissement se rattache aux mauvais jours de la restauration anglaise, car ce fut une concession faite, au détriment des entreprises privées, par la prérogative royale à la cupidité et à la soif de spéculations mercantiles et commerciales qui dévorait les courtisans de Charles II. L'acte qui instituait cette compagnie lui donnait en toute propriété les mers, baies, détroits, lacs et rivières, et toutes les terres adjacentes à la baie d'Hudson qui n'étaient pas occupées par des sujets anglais ou par les sujets d'une autre puissance chrétienne. Pendant bien longtemps, grâce à ce monopole exorbitant et à la prohibition des fourrures et des pelleteries du Canada la compagnie de la baie d'Hudson prospéra; bien que son existence n'eût pas été ratifiée par un acte du parlement, et que tous les sujets anglais eussent la liberté de s'établir et de faire le commerce sur le territoire immense qui lui avait été concédé, les difficultés inhérentes à ce genre de commerce et les obstacles qu'y mettaient les agents de la compagnie rendaient impossible toute concurrence sérieuse. Cet état de choses cessa quand le Canada fut devenu une possession britannique.

On sait que tant que dura la domination française sur les bords du Saint-Laurent, le commerce des fourrures et des pelleteries fut la principale et même la seule ressource du Canada. Le caractère léger et entreprenant de notre nation s'était façonné à merveille aux habitudes que demande ce genre de trafic et aux mœurs des sauvages avec lesquels il se faisait. Ce fut là même l'obstacle invincible contre lequel se brisèrent toutes les tentatives sérieuses du gouvernement français pour fonder dans le magnifique territoire que baigne le Saint-Laurent une colonie durable et prospère. Chaque année, on voyait, à une certaine époque, les *coureurs des bois* abandonner les villes et les bourgades, et remonter, sur de légers canots chargés d'armes, de munitions de guerre et d'objets d'échange, les innombrables cours d'eau qui coupent le haut Canada; ils allaient à la poursuite des tribus indiennes. Les sauvages aimaient ces hardis aventuriers, qui, en échange des produits de leur chasse, les initiaient à de nouvelles jouissances. La communauté de goûts, de plaisirs, d'habitudes, effaçait les répugnances de races Les Français passaient de longs mois au milieu des Indiens, partageant leur manière de vivre, adoptant leur costume et leurs mœurs, et prenant des femmes parmi eux. Les négociants anglais, que vexait le monopole de la compagnie de la baie d'Hudson, mirent cette race intelligente au service de leur expérience commerciale; mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que, malgré leur habileté et leurs capitaux, la compagnie empruntait du principe de l'association une force qui maintenait sa supériorité. Tant d'entreprises isolées ne pouvaient s'entendre entre elles, et, sans trop songer à la ruine de la compagnie, elles se faisaient une concurrence dangereuse. C'est ce qui décida les principaux intéressés dans le commerce des fourrures et des pelleteries à former une société, en 1783, sous le titre de compagnie du nord-ouest, et dès lors la compagnie de la baie d'Hudson vit s'évanouir son antique prospérité.

Habilement dirigés, soutenus dans leur audace, les Canadiens obtinrent des résultats surprenants; on en vit s'aventurer jusqu'à plus de douze cents lieues au delà de Montréal. Cependant ces succès ne pouvaient satisfaire les négociants anglais. Le champ des spéculations était vaste, fécond, mais il pouvait s'épuiser; ce n'était pas assez de jouir du présent, il fallait songer à l'avenir. Derrière les contrées parcourues par les *coureurs des bois* s'étendaient d'immenses solitudes inconnues; la compagnie du nord-ouest entreprit de les faire explorer. Mackensie, qui était un de ses agents, fut mis à la tête d'une expédition, et chargé de sonder ce vaste territoire et de rechercher la rivière dont Carver avait appris l'existence. Ce hardi voyageur ne remplit qu'en partie sa mission. N'étant guidé par aucune notion précise, errant à l'aventure, il n'atteignit la mer Pacifique que cent cinquante lieues au nord de l'embouchure de la Columbia, dont il avait inutilement cherché les sources et le cours, et longtemps après l'exploration de Robert Gray. Ces faits sont évidents; ils ressortent du récit de cette expédition, publié et écrit par Mackensie lui-même (1). Cependant les Anglais, malgré ce témoignage formel, n'ont pas craint d'affirmer que Mackensie a le premier découvert et exploré le cours supérieur de la Columbia. Quelques mots suffiront pour faire justice de cette prétention.

Mackensie arriva, le 7 décembre 1792, à un lieu propice à l'hivernage qu'il projetait, situé, comme il le reconnut par des observations réitérées, sous le 59° 9′ de latitude nord, et le 117° 35′ 15″ de longitude à l'ouest de Greenwich. C'était sur les bords de la rivière de la Paix, qui prend sa source dans les Montagnes Rocheuses vers le 55° de latitude, coule du nord à l'est, et se jette dans la rivière de l'Esclave, sous le 59° de latitude; par conséquent, tout le cours de cette rivière est à l'est des Montagnes Rocheuses. Il quitta ce lieu le 9 mai 1793, remonta la rivière de la Paix, et se trouva le 17 du même mois en vue des Montagnes Rocheuses. Après les avoir traversées, il arriva, dit il, sur les bords d'une rivière large et profonde qu'il essaya de descendre dans de grossiers canots construits à la hâte; mais, découragé par les obstacles que présentait le lit de la rivière, il se décida à atteindre par terre la mer Pacifique. C'est ce qu'il fit en s'avançant à l'ouest et suivant une ligne droite, et il arriva sur les bords de la mer le 22 juillet 1793, vers le 52° 23′ 43″. Or, le livre de loch du navire de Robert Gray porte qu'il entra dans la Columbia le 11 mai 1792, c'est-à-dire un peu plus d'un an avant que Mackensie eût traversé les Montagnes Rocheuses. Voilà la question de la priorité de découverte résolue incontestablement en faveur du capitaine américain. Mais la rivière que Mackensie essaya de descendre vers le 56° de latitude était-elle la Columbia? Cela n'est pas possible, car la source la plus septentrionale de la Columbia n'est pas au-dessus du 54°. De plus, cette source est éloignée de l'océan Pacifique d'au moins cent cinquante lieues, et il n'est pas probable que l'expédition de Mackensie eût pu traverser en dix-huit jours, du 4 au 22 juillet, une aussi vaste contrée, dans laquelle il est difficile de se frayer une route rapide et directe. Ainsi, il est évident que non-seulement Mackensie n'a pas aperçu la Columbia, mais même que cela lui était absolument impossible. On aurait tort d'ailleurs d'attribuer cette prétention à Mackensie, car il reconnaît de très-bonne foi l'avantage obtenu sur lui par Robert Gray. Quoi qu'il en soit, les rapports du voyageur anglais donnèrent une nouvelle activité aux entreprises de la compagnie du nord-ouest, et ses

(1) La relation des voyages de Mackensie, publiée à Londres en 1801, a été traduite en 1802 par Castera.

postes les plus avancés furent portés jusqu'au voisinage des Montagnes Rocheuses.

Tandis que les sujets de la Grande-Bretagne faisaient ainsi de rapides progrès vers l'occupation de ces solitudes, les États-Unis étaient sortis des embarras de tout genre suscités par l'établissement du gouvernement fédéral. La politique et la prospérité du pays réclamaient de nouvelles voies commerciales. La cession de la Louisiane par la France avait livré aux pionniers américains les riches vallées du Mississipi et du Missouri; mais le cours supérieur de ces deux fleuves, le pays qu'ils traversent, étaient inconnus. On ignorait complétement la topographie et la valeur de l'immense territoire qui séparait de la mer Pacifique les anciennes colonies anglaises. C'est alors que le congrès ordonna l'expédition de Lewis et Clarke. Jefferson, qui était alors président, en avait le premier conçu le projet; il en dressa le plan et rédigea les instructions remises à ces courageux explorateurs. Ils devaient remonter le Missouri jusqu'à sa source dans les Montagnes Rocheuses, traverser cette chaîne, rechercher les sources et les affluents de la Columbia, et explorer le cours de cette rivière jusqu'à son embouchure. Cette mission fut remplie avec beaucoup de zèle et d'intrépidité par Lewis et Clarke. Leur journal de voyage, publié par les soins de Jefferson, renferme les renseignements les plus curieux et les plus précis sur la géographie, les mœurs des tribus indiennes, les animaux, les plantes et les minéraux de ces contrées. Ils passèrent les Montagnes Rocheuses au commencement d'octobre 1805, descendirent dans des canots jusqu'à sa jonction la rivière Lewis, qui est une des branches les plus considérables de la Columbia, et suivirent le cours principal jusqu'à son embouchure, qu'ils atteignirent le 14 novembre. Ils élevèrent des cabanes sur le bord de la mer et sur la rive méridionale de la Columbia, et construisirent une espèce de fort pour se prémunir contre les agressions des Indiens. Après avoir passé l'hiver à explorer le pays environnant et à faire des observations scientifiques, ils se remirent en route pour retourner dans les États-Unis au commencement du printemps.

Les faits recueillis par Lewis et Clarke sur l'abondance et la beauté des fourrures qu'on pouvait se procurer aisément dans les contrées avoisinant les Montagnes Rocheuses, et les avantages que l'on retirerait de comptoirs d'échange avec les Indiens, éveillèrent l'attention des Américains, qui se livraient à ce commerce. Les premières tentatives de ce côté furent faites par une société de marchands de Saint-Louis, qui s'était formée, en 1808, sous le nom de compagnie de fourrures du Missouri. Elle était dirigée par un Espagnol fort entreprenant, Manuel Lisa, qui établit plusieurs comptoirs, non-seulement auprès des sources du Missouri, mais au delà des Montagnes Rocheuses sur les bords de la rivière Lewis, que les attaques des Indiens et la difficulté de s'assurer des moyens de subsistance forcèrent d'abandonner en 1810.

Malheureusement de telles entreprises n'étaient pas en état de lutter contre la compagnie du nord-ouest qui, par des relations déjà anciennes avec les Indiens, s'était emparée de tout le commerce des pelleteries et des fourrures des grands lacs jusqu'aux Montagnes Rocheuses. C'était vainement que les Américains essayaient de lutter avec elle, car la compagnie de Saint-Louis pouvait à peine soutenir la concurrence sur les rives même du Missouri et dans le territoire des États-Unis. Alors se présenta un homme capable, non pas tant par sa fortune, qui était énorme, que par son génie plein de ressources, de lutter avec la compagnie du nord-ouest, et qui résolut de conquérir au profit de ses compatriotes une industrie qui enrichissait les Anglais et les Canadiens.

Jean-Jacob Astor était né dans un petit village des environs de Heidelberg sur les bords du Rhin. Un concours de circonstances singulières l'amena, jeune encore, à Londres, à la fin de la guerre d'Amérique. Un de ses frères aînés s'était établi depuis plusieurs années dans les États-Unis. Astor profita de la paix, et s'embarqua, vers la fin de l'année 1783, pour le rejoindre à Baltimore, avec une petite pacotille de marchandises. En mettant le pied sur le continent américain, le hasard fit rencontrer à Astor un de ses compatriotes engagé dans le commerce des fourrures et des pelleteries, qui lui apprit l'importance et la pratique de ce commerce. L'imagination aventureuse d'Astor s'enflamma, et, au lieu d'aller rejoindre son frère, il suivit cette nouvelle connaissance à New-York, où il échangea contre des fourrures les marchandises qu'il avait apportées d'Angleterre. Il repartit aussitôt pour Londres, vendit avec un grand bénéfice ses fourrures, et retourna dans la même année aux États-Unis, déterminé à s'y établir et à s'appliquer à ce trafic. Ses opérations, minimes d'abord, s'agrandirent bientôt à force de travail, d'économie et de probité, et en peu d'années il s'était assuré une position très-avantageuse.

A son arrivée aux États-Unis, cette branche de commerce existait à peine. C'était du Canada que l'on tirait la plus grande partie des fourrures et des peaux de castor qui servaient à la consommation de l'Europe et même de la Chine. Dans les premiers temps, Astor, bien qu'il fût établi à New-York, était obligé d'aller chaque année à Montréal acheter les fourrures qu'il expédiait en Angleterre, car cette colonie ne pouvait faire de commerce qu'avec la métropole. Le traité de 1794 changea cet état de choses. Astor passa alors un contrat avec la compagnie du nord-ouest pour avoir le monopole du marché américain, ce qui ne l'empêchait pas de faire des expéditions à l'étranger. Mais ce même traité avait rendu aux États-Unis Oswego, Niagara et quelques autres points importants qui, à cause du voisinage des grands lacs et des tribus indiennes, étaient des centres du commerce des fourrures. C'est alors que cet homme entreprenant résolut de déposséder les Anglais et les Canadiens d'une partie de ce commerce, et de la faire passer dans les mains des Américains. D'abord il essaya de lutter avec les comptoirs des compagnies particulières établis sur la frontière des États-Unis. N'ayant pu y réussir, il forma le projet d'exploiter l'immense territoire en deçà et au delà des Montagnes Rocheuses parcouru par Lewis et Clarke, d'occuper tout le pays arrosé par la Columbia, de la Californie jusqu'aux établissements russes, et de s'emparer du commerce des fourrures que les Anglais importaient en Chine, en faisant des îles Sandwich un grand entrepôt. Pour exécuter ce projet, qui reçut l'approbation du gouvernement fédéral et la promesse secrète d'un appui efficace, il fonda en 1809, à New-York, une société en commandite pour le commerce des fourrures et des pelleteries, au capital de 5 millions de francs. Cette somme avait été entièrement fournie par lui, car les directeurs et les actionnaires dont les signatures avaient figuré sur l'acte de société n'avaient fait que prêter leurs noms; Astor avait voulu couvrir ses projets de la considération qui s'attache ordinairement aux compagnies. Sa première opération fut d'anéantir, avec le concours de plusieurs des actionnaires de la compagnie du nord-ouest, une société pour le commerce des fourrures, dont le siége était à Michilimakniac, et qui pouvait entraver l'exécution de ses plans. Il ne s'agissait de rien moins que de relier le territoire de l'Oregon avec les États-Unis par une ligne de postes et de comptoirs, et de couvrir tout le littoral de la mer Pacifique de forts et d'établissements commerciaux.

En conséquence, un navire portant vingt canons et soixante hommes partit de New-York dans l'année 1810, doubla le cap Horn, et arriva au commencement du mois de mars 1811, à l'embouchure de la Columbia. Un établissement fortifié fut élevé à peu de distance de la mer, sur la rive sud de cette rivière, et reçut le nom d'Astoria. Des relations d'amitié furent aussitôt nouées avec les Indiens du voisinage; des détachements furent envoyés pour explorer l'intérieur du territoire et établir des postes sur tous les points importants. Dans le même temps, une expédition, forte de cent hommes éprouvés, était partie de Saint-Louis Elle n'atteignit Astoria que dans les premiers mois de 1812, après des fatigues inouïes; elle avait traversé les Montagnes Rocheuses, institué des comptoirs d'échange, et formé des relations de bonne intelligence avec toutes les tribus indiennes qu'elle avait rencontrées.

Aussitôt que la compagnie du nord-ouest avait eu connaissance des projets d'Astor qui devaient lui causer tant de préjudice, elle avait fait partir une expédition destinée à devancer l'arrivée des Américains à l'embouchure de la Columbia; mais cette tentative échoua. La compagnie s'adressa alors au gouvernement anglais, lui demandant d'intervenir au nom des intérêts britanniques, et il l'eût fait assurément sans la crainte de compliquer sa situation, déjà si difficile. Mais, dès que la guerre eut éclaté entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, un navire de la compagnie du nord-ouest, suivi d'une frégate et d'un sloop envoyés par le gouvernement anglais, se présenta au commencement d'octobre 1813 devant Astoria, laissé sans défense par des malentendus et le naufrage des deux bâtiments destinés à le protéger, et le 16, l'agent à qui M. Astor avait confié la direction de cet établissement se hâta de le vendre, ainsi que les cinq postes sur la Columbia et ses affluents, avec tout ce qu'ils renfermaient, à la compagnie du sud ouest, pour la somme de 40,000 dollars, qui ne représentaient pas la moitié de la valeur des fourrures qui y étaient entreposées. En récompense de sa trahison, il reçut une place dans la compagnie anglaise, et mit à son service tous les renseignements qu'il possédait sur l'exploitation de cette contrée.

Au rétablissement de la paix générale, Astoria, ou plutôt le Fort-George, car les Anglais lui avaient donné ce nom, fut rendu aux Américains, en vertu de l'article 1er du traité de Gand, qui stipulait la restitution immédiate de tout territoire, places et possessions quelconques pris par l'une ou l'autre des deux puissances. Malgré les pertes énormes que la non-réussite de ses projets avait occasionnées à M. Astor, il offrit au gouvernement américain de les reprendre et d'en poursuivre l'exécution avec son concours. Cette offre ne fut pas acceptée, et, au lieu de rentrer en possession de son établissement, il céda ses droits à la compagnie du nord-ouest pour une faible somme, car, dans l'intervalle qui s'était écoulé depuis la restitution, un incendie avait détruit Astoria. Les Américains disent que cet incendie fut allumé par les Indiens à l'instigation des Anglais. Ainsi la compagnie du nord-ouest demeura maîtresse sur les deux rives de la Columbia, et, grâce à l'insouciance inexcusable du gouvernement des États-Unis, non seulement elle ne restitua pas les postes créés dans l'intérieur du pays par les agents de M. Astor, comme cela découlait du traité, mais encore elle conserva un petit fort sur les bords de la mer, à peu de distance des ruines d'Astoria, et forma un établissement considérable, le fort Vancouver, sur la rive nord de la Columbia, à trente lieues environ au-dessus de son embouchure, dans une position importante.

Malheureusement pour la compagnie du nord ouest, de si grands succès avaient réveillé la compagnie de la baie d'Hudson de sa longue inertie. Ne lui cédant dès

lors ni en ressources ni en activité, cette dernière lui fit désormais une concurrence dangereuse, et prétendit reprendre le monopole qui lui avait été autrefois concédé. Pendant plusieurs années, on vit les deux compagnies rivales se disputer l'empire de ces solitudes, et bien souvent elles en vinrent aux mains. Une telle lutte pouvait compromettre l'importance de ces nouvelles acquisitions de l'Angleterre. Le gouvernement le comprit, et en 1821 un acte du parlement réunit les deux compagnies en une seule, sous le titre de compagnie de fourrures de la baie d'Hudson, lui accorda le monopole de tout le commerce, dans les termes de la concession faite par Charles II, lui attribuant de plus la juridiction civile sur tout le pays occupé par elle.

Aujourd'hui cette compagnie a couvert le territoire de l'Oregon de comptoirs et de postes militaires, qui servent d'entrepôts et de lieux de ralliement aux Indiens et à ses agents. Le centre de l'administration est placé dans le fort Vancouver. Malgré le nom pompeux de fort, ce n'est à vrai dire qu'un carré long de 750 pieds sur 450 de large, entouré d'une palissade et d'un fossé, et dans l'intérieur duquel se trouvent les habitations des agents principaux de la compagnie et des ouvriers européens, au nombre de trente environ, attachés à l'établissement. A peu de distance sont situées les cabanes des cultivateurs de la ferme attenante au fort, qui n'a pas plus de 3,000 acres de bonne terre, et qui occupe environ 100 travailleurs, Canadiens et Iroquois. A six milles au-dessus du fort, on a établi une scierie desservie par une trentaine d'ouvriers, la plupart naturels des îles Sandwich. Presque tous les habitants de Vancouver sont mariés, ou ont pris une femme parmi les Indiens; et comme ils ont tous de 2 à 3 esclaves, car l'esclavage existe dans toutes les tribus indiennes, on peut évaluer la population du fort à 800 âmes. Il y règne le régime le plus sévère. Les hommes d'origine européenne. Canadiens ou Anglais, attachés au service de la compagnie, sont engagés pour cinq ans, au prix d'environ 400 fr. par an. Ils reçoivent en outre par tête une ration de huit gallons de pommes de terre et huit saumons chaque semaine pendant l'hiver, en été des pois et du suif, mais jamais du pain ni de la viande. Le produit de la chasse et de la pêche de leurs esclaves leur appartient.

Les agents de la compagnie sont intéressés aux bénéfices. Les uns, placés à la tête des comptoirs, et ils sont en très-petit nombre, ont droit à un quart d'action, ce qui représente un bénéfice net de 15 à 20,000 francs par an; les autres, qui servent d'intermédiaires entre ceux-ci et les Indiens, n'ont qu'un huitième d'action. Les uns et les autres ne jouissent de cet intérêt dans les profits de la compagnie que viagèrement, et ne peuvent en disposer en aucune manière. Chaque année, les principaux agents se réunissent, à une époque déterminée, à l'établissement central d'York, sous la présidence du gouverneur de la compagnie, pour recevoir les ordres des directeurs de Londres, examiner les rapports des agents secondaires, discuter les plans d'exploration, déterminer le chiffre probable des dépenses et des produits, et s'entendre sur les ordres à donner aux trappeurs; car, si la compagnie ne se fait aucun scrupule de détruire les animaux dans les districts de l'état de l'Union où elle peut pénétrer, elle veille très-soigneusement à ce qu'on laisse les castors repeupler les cantons où sa domination est incontestée, et où leur nombre paraît diminuer : elle a fait même accepter, parmi les tribus indiennes qui lui sont soumises, une loi qui punit de mort le meurtre d'un castor au printemps ou dans l'automne. Dans le district de Columbia, le prix d'une peau de castor est à peu près de 10 francs. Chaque peau pèse environ une livre et demie, et la livre se vend, à

Londres ou à New-York, 5 dollars, c'est à dire plus de 25 fr.; et comme la compagnie achète les peaux de castor avec des marchandises sur lesquelles elle gagne au moins 50 pour 100, on peut juger de l'énormité de ses profits.

Chaque année, au printemps, un navire arrive de Londres à Vancouver chargé de gros draps, de toiles, d'objets grossiers de quincaillerie et de coutellerie qui servent aux échanges avec les Indiens, de tissus de coton et autres articles des fabriques anglaises qui se glissent, sans payer de droits, par des caravanes à travers les Montagnes Rocheuses, dans les états de l'ouest, où ils font concurrence aux produits des manufactures des états de la Nouvelle-Angleterre. Il apporte tous les articles nécessaires au gréement des navires de la compagnie qui parcourent la côte, de la Californie aux établissements russes. Cette petite marine se compose, depuis quelques années, de deux bricks, d'un schooner, d'un sloop et d'un bateau à vapeur de 150 tonneaux muni de deux machines de la force de trente chevaux; tous ces navires sont armés en guerre, et leur équipage est formé de marins anglais engagés pour cinq années au prix de 24 liv. st. par an (600 francs). Le navire de Londres dépose sa cargaison, prend un chargement de bois et de farine pour les îles Sandwich, et retourne, au mois d'août, prendre les fourrures et les peaux de castor qui ont été apportées au fort Vancouver des comptoirs situés à l'intérieur ou recueillies sur les côtes. On évalue ce chargement à plus de 2 millions de francs, et, si l'on y joint les bénéfices sur les marchandises introduites dans les États-Unis par contrebande, les profits faits sur les échanges avec les Indiens, et les revenus des établissements de la baie d'Hudson, on ne sera pas surpris que les actions de la compagnie soient cotées, à la bourse de Londres, à 150 pour 100 au-dessus du taux primitif.

On s'étonnera sans doute que les Américains n'aient pas tourné de ce côté l'esprit d'entreprise qui les distingue, et qu'ils ne se soient pas appliqués à enlever à la compagnie de la baie d'Hudson le monopole d'un commerce qui a longtemps formé une des branches les plus lucratives de leurs importations en Chine. Ils l'ont tenté bien des fois, mais toujours sans succès. Les partis de chasseurs et de trappeurs qui, dans ces dernières années, ont osé s'aventurer au delà des Montagnes Rocheuses (car les castors et les animaux à fourrure précieuse ont disparu presque entièrement du territoire des États-Unis) ont succombé sous les coups des Indiens, qui pourtant respectent les agents et les émissaires de la compagnie anglaise. Cependant, à côté même des opérations des Anglais, il y avait pour les Américains d'énormes profits à espérer. En 1829, un brick de New-York entra dans la Columbia, et en neuf mois de séjour il s'était procuré un chargement de fourrures et de peaux de castors évalué à 96,000 dollars, près de 500,000 francs. Depuis lors, les agents de la compagnie de la baie d'Hudson ont pris des mesures pour éviter une aussi dangereuse concurrence, et ils ont soin que les Indiens livrent presque immédiatement les produits de leur chasse. Aujourd'hui les Américains sont obligés d'aller acheter sur les marchés de Québec et de Montréal les fourrures et les pelleteries nécessaires à la consommation intérieure, et ils y trouvent des conditions si désavantageuses, qu'ils ont entièrement abandonné ce genre d'importations en Chine, qui, de 142,000 dollars qu'il était en 1821, est descendu graduellement à 2,368 dollars en 1840.

De la sorte, les Américains, par le fait de l'occupation de la compagnie de la baie d'Hudson, se trouvent en quelque sorte exclus du territoire de l'Oregon. C'est à peine s'il a été permis à quelques missionnaires méthodistes de s'y établir. Dispersés sur ce vaste territoire, ils ont formé çà et là des centres de culture et de

défrichement qui ne demanderaient qu'un peu d'encouragement de la part du gouvernement des États-Unis pour devenir le noyau d'importantes colonies agricoles. Aujourd'hui ces intrépides apôtres de la civilisation chrétienne sont réduits à jeter dans l'esprit des Indiens qui les entourent quelques germes de christianisme. Les résultats qu'ils ont obtenus prouvent que leurs efforts pour convertir ces populations peuvent être un jour couronnés de succès. Malheureusement les Indiens semblent condamnés à disparaître bientôt de la surface du sol qui appartenait à leurs pères. L'intempérance et les maladies les déciment avec une effrayante rapidité. C'est à peine si aujourd'hui on compterait vingt mille Indiens dans tout le territoire de l'Oregon; mais, si petit que soit ce nombre, leurs anciens exploits ont laissé dans l'esprit des Américains des sentiments de crainte et de terreur qui ne sont que trop fondés. Si les lumières du christianisme n'adoucissaient leurs mœurs féroces, ces tribus seraient encore pendant longtemps un obstacle au défrichement des contrées qui s'étendent des Montagnes Rocheuses jusqu'à la mer Pacifique. Contenus aujourd'hui par le respect qu'a su leur inspirer la compagnie de la baie d'Hudson, ils portent leurs dévastations sur les rives du haut Missouri et de l'Arkansas, et cette direction donnée aux incursions des Indiens n'est pas un des moindres motifs de la jalousie avec laquelle les Américains considèrent l'occupation du territoire de l'Oregon par une compagnie anglaise. En effet, il a toujours été dans la politique de l'Angleterre de tenir à sa disposition les tribus indiennes pour s'en faire un terrible instrument de guerre, autrefois contre les établissements français du Mississipi et du Canada, depuis contre les États-Unis. On connaît la fameuse protestation de lord Chatham. Dans les négociations du traité de Gand, les Américains proposèrent, comme ils l'avaient déjà fait bien des fois, de convenir réciproquement de la neutralité perpétuelle des Indiens. L'Angleterre refusa, et depuis elle n'a pas cessé, dans la prévision d'une rupture plus ou moins prochaine, de les entretenir dans un état d'hostilité à l'égard des Américains, qui, de leur côté, les ont toujours considérés comme des ennemis qu'il fallait, non pas gagner ou civiliser, mais anéantir.

Si hautement exprimées et si sincères que soient les craintes qu'inspirent les Indiens, elles ne sont cependant qu'un prétexte, elles ne servent qu'à couvrir le mécontentement profond causé aux Américains par l'établissement des Anglais dans une contrée si voisine de l'Union, et qu'ils s'étaient accoutumés à regarder comme leur propriété. En effet, les progrès de l'Angleterre dans l'Amérique du Nord sont de nature à inspirer aux Américains des craintes bien autrement sérieuses que les dévastations des Indiens. Il est évident que le territoire de l'Oregon ne suffit pas à l'ambition de l'Angleterre, qui aspire à devenir maîtresse absolue dans la mer Pacifique. Pour n'avoir pas à redouter la concurrence de la Russie sur les marchés de fourrures de la Chine, la compagnie de la baie d'Hudson vient de prendre à bail pour dix ans, moyennant un loyer de 150,000 francs par année, tous les établissements russes de l'Amérique du Nord. Il est impossible de ne pas reconnaître dans cette opération, qui veut paraître purement mercantile, la main du gouvernement anglais. Suivant sa tactique accoutumée, l'Angleterre se fait humble aujourd'hui pour gagner par surprise ce que la force et une guerre heureuse ne lui auraient peut-être pas donné. Dans dix ans, si elle n'est pas en état d'imposer sa volonté, elle renouvellera le bail; les sacrifices ne lui coûteront pas, et un jour, quand sa domination sera fondée sur l'habitude, elle se proclamera maîtresse : les prétextes ne lui manqueront pas assurément.

Tandis qu'au nord elle écarte toute rivalité commerciale et s'apprête à établir son empire, elle tente au sud de s'introduire dans la Californie. Ce pays n'a pas, il est vrai, de riches fourrures, ses produits se réduisent à du suif et à des peaux de bœufs; mais, outre que la Californie peut devenir un jour un important débouché, elle possède la plus magnifique rade de la mer Pacifique, et, en attendant que la baie de San Francisco devienne dans cet océan ce que sont dans l'Atlantique Québec et Halifax, c'est-à-dire un arsenal militaire et maritime, des négociants anglais établissent, sous le patronage du gouvernement, des comptoirs sur les points les plus importants du littoral, car c'est toujours à l'abri du commerce que se glisse la domination anglaise. La possession de la Californie compléterait, pour l'Angleterre, un magnifique empire; par là, elle contiendrait les développements du commerce américain dans la mer Pacifique, et contre-balancerait au dedans les progrès de la race anglo américaine, qui marche rapidement vers la conquête des anciennes possessions espagnoles dans l'Amérique centrale. Certes, ce n'est pas elle qui doute de la réalisation de la prophétie de Jefferson, et au besoin ce qui s'est passé dans le Texas depuis vingt ans dissiperait toute inquiétude à cet égard.

Les Américains ont donc de justes motifs de s'effrayer de ces desseins, qui menacent autant leur puissance que leur prospérité commerciale, et dont l'occupation du territoire de l'Oregon est le plus éclatant indice. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les hommes d'état de l'Union ont jugé nécessaire de mettre un terme aux progrès de l'Angleterre sur le domaine des États-Unis. Dès 1824, M. Monroe, dans son dernier message présidentiel, indiquait au congrès l'urgence d'établir un poste militaire à l'embouchure de la Columbia, pour sauvegarder les intérêts américains dans la mer Pacifique et sur la côte occidentale du continent américain. L'année suivante, M. Adams, à son avénement à la présidence, conseillait, dans son premier message, l'adoption de la mesure proposée par son prédécesseur, et recommandait d'établir une station maritime sur le littoral de la mer Pacifique. Plusieurs fois la chambre des représentants a examiné les moyens d'assurer la domination des États-Unis sur le territoire de l'Oregon, en 1821, en 1826 et en 1839; en 1838, cette même question fut discutée dans le sénat. Malheureusement le défaut d'unanimité dans les avis a toujours fait ajourner l'adoption de mesures efficaces. Récemment le congrès a examiné, avant de se séparer, ce problème, que les années ont rendu plus grave. Les États-Unis opposent aux prétentions de l'Angleterre des droits et des titres qu'il importe d'examiner.

Trois choses, selon le droit public reconnu par tout le monde civilisé, constituent un droit de possession sur les pays non occupés : la découverte, un premier établissement, et le voisinage. C'est en invoquant ces principes, en vertu desquels la plupart des peuples de l'Europe ont formé des établissements dans toutes les parties du monde, que les États-Unis réclament la possession exclusive du territoire de l'Oregon.

L'Espagne a découvert et exploré la première la côte nord-ouest du continent américain. C'est donc elle seule qui pourrait prétendre à l'occuper. Elle y a prétendu, en effet, et l'Angleterre elle-même a, par la convention de Nootka signée à Londres en 1790, reconnu la justice de ses prétentions. Mais ce droit de possession, l'Espagne l'a cédé aux États-Unis par le traité de la Floride conclu à Washington le 22 février 1819. Par ce traité, le roi d'Espagne a transmis aux États-Unis tous ses droits, réclamations et prétentions sur le pays découvert en son nom au nord du 42° de latitude, et y a renoncé à tout jamais pour lui et pour ses successeurs.

Après avoir proclamé son indépendance, le Mexique, devenu partie dans ce traité, l'a confirmé par une convention signée à Mexico le 12 janvier 1828, et a reconnu pleinement la cession faite aux États-Unis par l'Espagne. Ce titre, dans les mains des Américains, emprunte une plus grande valeur à la découverte et à l'exploration faites en 1792, par le capitaine Robert Gray, de l'embouchure et d'une partie du cours de la Columbia, et au voyage entrepris en 1805, au nom et aux frais du gouvernement fédéral, dans l'intérieur du territoire de l'Oregon, par Lewis et Clarke.

A l'égard du titre qui découle de l'occupation première, les Américains se l'attribuent exclusivement en vertu des établissements formés par les Espagnols sur différents points de la côte, et surtout en vertu des postes et des comptoirs placés à l'embouchure de la Columbia, sur le littoral et dans l'intérieur du territoire de l'Oregon, par Lewis et Clarke, par la compagnie du Missouri et par les agents de M. Astor, antérieurement à toutes les entreprises des Anglais au delà des Montagnes Rocheuses.

Reste le droit exercé par toutes les puissances d'étendre leur domination sur les pays non occupés contigus à leurs propres possessions. Trois nations, l'Espagne, l'Angleterre et la France, auraient pu prétendre à l'exercer à l'égard du territoire de l'Oregon ; mais toutes trois ou se sont interdit par des traités la faculté d'étendre leurs possessions au delà de certaines limites, ou ont cédé leurs titres aux États-Unis. L'Espagne est dans ce dernier cas par le traité de la Floride. En acceptant pour limite, entre les possessions britanniques à l'ouest du Canada et les établissements français sur la rive droite du Mississipi, le 49e degré de latitude nord qu'avaient fixé les commissaires nommés par les deux puissances en vertu de l'article 10 du traité d'Utrecht, l'Angleterre s'était abstenue d'étendre sa domination au-dessous de cette ligne de démarcation, et par conséquent elle était destituée de tout droit sur la partie septentrionale du territoire de l'Oregon au sud du 49e degré de latitude. Par le traité de 1763, qui confirmait cette limite, l'Angleterre avait abandonné implicitement le droit d'occuper tout le pays à l'ouest de ses colonies du littoral de l'Atlantique, en reconnaissant formellement les titres de la France sur toutes les contrées à l'ouest du Mississipi depuis sa source, ou plutôt depuis la ligne de démarcation fixée au 49e degré de latitude nord, jusqu'à sa jonction avec la rivière Iberville. C'était admettre que la France avait seule la faculté de s'étendre à l'ouest du Mississipi jusqu'aux Montagnes Rocheuses, et au delà de cette chaîne, sauf à concilier ce droit avec les prétentions de l'Espagne, maîtresse du littoral de la mer Pacifique. Or, ce titre incontestable de la France, qui, joint à celui de l'Espagne, exclut absolument la Grande-Bretagne de toute réclamation sur le territoire de l'Oregon compris entre le 49e degré de latitude nord, la mer Pacifique, le 42° de latitude, et les Montagnes Rocheuses, est en possession des États-Unis depuis le traité de 1803, par lequel la France a cédé aux États-Unis toutes ses possessions dans l'Amérique du Nord.

Les États-Unis réunissent donc tous les titres qui résultent de la découverte, du premier établissement, et du droit de s'étendre sur les pays contigus non occupés. Voilà sur quelles bases les Américains fondent leurs prétentions à la propriété exclusive du territoire de l'Oregon, et tout esprit impartial ne pourra s'empêcher d'en reconnaître la justice. La conduite même de l'Angleterre, son long silence, la marche tortueuse et obscure de ses empiétements, la restitution d'Astoria, le vague et l'incertitude de ses réclamations, en sont une confirmation éclatante. En effet, on dirait que le gouvernement anglais n'a pas su déguiser, dans la manière dont il a

soutenu son occupation du territoire de l'Oregon, combien il sentait la faiblesse de ses titres. Dès que les rapports de Mackensie et les progrès de la compagnie du nord-ouest lui eurent révélé l'importance du littoral de la mer Pacifique, il forma le projet de s'en rendre maître; mais il adopta la route qu'il suit toujours quand il n'a pas confiance dans la justice de sa cause : toutes ses démarches furent dissimulées, et il s'en fia plus à son adresse et à la voie détournée des négociations qu'à la bonté de son droit pour renverser les obstacles qui s'opposaient à ses empiétements.

Le premier était la limite du 49e degré de latitude nord posée entre les possessions anglaises et les possessions françaises, et qui, d'après les traités, s'étendait au delà des Montagnes Rocheuses *indéfiniment* à l'ouest, c'est-à-dire jusqu'à la mer Pacifique. Prenant prétexte de cette expression vague, l'Angleterre s'occupa de faire déterminer cette limite à son avantage. L'occasion s'en présenta dans la négociation d'un traité de frontières qui se discutait en 1803 à Londres entre M. Rufus King et lord Hawkesbury. Le plénipotentiaire anglais proposa de conserver pour ligne de démarcation entre les États-Unis et le Canada l'ancienne limite établie, à la suite du traité d'Utrecht, jusqu'au lac des Bois, et de tirer de ce point une ligne droite jusqu'à la rencontre du Mississipi. Cette frontière ne nuisait en aucune façon aux États-Unis, et le gouvernement anglais se flattait qu'ils l'accepteraient aisément. Mais il ignorait que les Américains négociaient à Paris la cession de la Louisiane et de toutes les possessions françaises dans la vallée du Mississipi, et que dès lors ils étaient intéressés à maintenir dans toute leur intégrité les droits de la France, auxquels cette nouvelle ligne de démarcation pouvait être préjudiciable. Aussi M. Jefferson, alors président, repoussa-t-il le traité, sans même le communiquer au sénat, souverain arbitre dans les questions diplomatiques. Quatre ans plus tard, en 1807, de nouvelles négociations s'ouvrirent à Londres entre M. Monroe et M. Pinkney pour les États-Unis, et lord Holland et lord Auckland pour l'Angleterre. Cette fois ci le gouvernement anglais adopta une autre marche, tout en poursuivant le même but. Acceptant la conservation de l'ancienne limite du 49e degré, il se contenta de demander qu'on fît disparaître l'expression vague des premiers commissaires français et anglais, et qu'on arrêtât la frontière aux Montagnes Rocheuses. Les plénipotentiaires américains consentirent volontiers à ce sacrifice, dont ils ignoraient la valeur. Ce traité eut le sort du précédent. M. Jefferson refusa de le ratifier, parce qu'il ne renfermait pas une renonciation explicite au droit de presse, que les Anglais voulaient exercer sur les navires des États-Unis. A Gand, la même concession fut demandée et accordée; mais, comme les Anglais exigeaient qu'elle fût accompagnée du droit de libre navigation sur le Mississipi, l'article qui la renfermait fut omis, et la question des limites fut laissée à une négociation particulière, qui s'ouvrit à Londres en 1818.

Jusque-là, jamais l'Angleterre n'avait fait entendre la plus légère réclamation sur le territoire de l'Oregon. Ce n'est que dans cette négociation, comme cela est prouvé par les instructions de M. Adams, secrétaire d'état, aux plénipotentiaires américains M. Rush et M. Galatin, que les Anglais prétendirent avoir des droits par les découvertes du capitaine Cook et les achats de terres faits par Drake aux Indiens au sud de l'embouchure de la Columbia. Sans apporter aucune preuve à l'appui de ces allégations, ils proposèrent d'entrer en compromis pour la possession de tout le territoire de l'Oregon, et de prendre la Columbia pour limite entre les possessions respectives des deux puissances au delà des Montagnes Rocheuses. On comprend

aisément quel fut l'étonnement des plénipotentiaires des États-Unis à cette étrange prétention.

Sur quel fondement l'Angleterre pouvait-elle élever cette réclamation dont on n'avait pas encore ouï parler? Assurément, si un droit était incontestable, c'était le droit de l'Espagne cédé aux États-Unis. Nous avons vu que plusieurs navigateurs espagnols, dans des expéditions entreprises pour explorer la côte nord-ouest de l'Amérique du Nord. avaient découvert les points les plus importants du littoral, et que particulièrement don Bartolome Ferrelo avait, en 1543, poussé jusqu'au delà du 43° de latitude nord. Ce ne fut que trente-cinq ans après que Drake parut dans la mer Pacifique. Dans quel but? Était-ce dans le dessein de découvrir de nouveaux continents, de doter son pays de nouvelles possessions? Non, assurément; Drake n'était alors, comme chacun sait, qu'un hardi aventurier que l'amour du gain seul poussait dans ces mers lointaines. Craignant d'être rencontré à son retour par les vaisseaux qui s'étaient mis à sa poursuite pour le punir de ses pillages et de ses méfaits, il résolut de revenir par le cap de Bonne-Espérance; seulement, avant de se mettre en route, il remonta vers le nord et s'arrêta quelque temps vers le 38° de latitude, dans une rade sûre et commode, qui est aujourd'hui le golfe San Francisco, pour se ravitailler et faire reposer ses équipages. Mais qui jamais, avant ces négociations, avait entendu dire que Drake eût fait des acquisitions de territoire sur la côte occidentale de l'Amérique?

Deux siècles après, le capitaine Cook parut dans les mêmes mers. Il était chargé de découvrir une route de l'Inde plus directe que celle du cap de Bonne-Espérance ou du cap Horn par un passage que l'on croyait exister entre les deux océans. Les instructions du conseil de l'amirauté prouvent que tel était l'unique objet du voyage de Cook. Elles lui recommandent de se hâter d'arriver dans le nord le plus tôt possible, de ne point perdre de temps à explorer les côtes et à découvrir de nouvelles terres, et de ne s'arrêter que pour renouveler sa provision d'eau et de bois. Ce n'est qu'après être arrivé au 65° de latitude nord qu'il lui sera permis de prendre possession, avec le consentement des naturels, des pays qu'il aura découverts, pourvu qu'ils n'aient pas déjà été visités par des Européens. Cook arriva le 7 mars 1778 en vue du continent américain, vers le 44° de latitude nord. Après avoir durant plusieurs jours longé la côte, il aborda le 19 dans le golfe de Nootka, dont Perez avait déjà pris possession au nom de l'Espagne en 1774, c'est-à-dire quatre ans auparavant. Il vit dans les mains des Indiens des instruments de fabrique européenne: mais, comme il ignorait que des Espagnols eussent visité récemment ces parages, il imagina que ces objets leur étaient venus par terre du Mexique. Après n'être demeuré que le temps nécessaire pour faire du bois et de l'eau, il remit à la voile, et vers le 61° de latitude, il découvrit l'embouchure d'une rivière qui a reçu son nom, et un pays dont il prit possession. C'est la seule acquisition faite par Cook dans sa longue et infructueuse traversée. Il ne paraît pas que l'Angleterre ait cru bien sérieusement à la valeur de ce titre de possession, car elle n'a fait aucune difficulté d'abandonner, par la convention de 1825, cette découverte à la Russie, qui la revendiquait.

Ce n'était pas sur des allégations aussi dénuées de fondement que les plénipotentiaires américains pouvaient admettre les prétentions de l'Angleterre au partage du territoire de l'Oregon. Après de longues discussions infructueuses, on convint de laisser indécise la question de possession : c'était tout ce que désirait l'Angleterre. L'article 3 de la convention du 20 octobre 1818 fixa le 49° de latitude nord

pour ligne de démarcation entre les territoires respectifs des deux puissances contractantes, depuis l'extrémité nord-ouest du lac des Bois jusqu'aux Montagnes Rocheuses. Toujours entraînés par une imprévoyance impardonnable, les plénipotentiaires américains, non contents de consentir à effacer la continuation de cette limite jusqu'à la mer Pacifique, ce qui était un obstacle aux desseins de l'Angleterre, agirent comme s'ils eussent voulu les favoriser. Le même article porte, en termes formels, que le territoire en litige, non pas seulement jusqu'à la Columbia, mais tout le pays jusqu'à la frontière de la Californie compris entre les Montagnes Rocheuses et la mer Pacifique, sera, avec ses havres, ses baies et ses rivières, libre et ouvert, pendant les dix années qui suivront la signature de la présente convention, aux navires, citoyens et sujets des deux puissances. Tout ce qu'ils exigèrent pour la sûreté des droits des États Unis, c'est qu'il fût inséré dans le même article que les termes de cette convention ne préjudicieraient en rien aux prétentions que l'une ou l'autre des deux parties contractantes pourrait avoir sur une portion du territoire de l'Oregon ; mais les Anglais y ajoutèrent ce correctif, qu'ils n'affecteraient pas non plus les réclamations que pourrait vouloir y exercer une autre puissance, le seul objet des deux parties contractantes étant de prévenir les différends et les disputes entre elles.

Cependant, par une contradiction inexplicable, l'Angleterre, en restituant au même moment les établissements fondés dans le territoire de l'Oregon par les agents de M. Astor, semblait reconnaître virtuellement les titres des États-Unis. Lord Castlereagh, ministre des affaires étrangères, admettait, comme l'écrivait le 18 février 1818 M. Rush à M. Adams, le droit incontestable des États-Unis à être remis en possession des établissements dont la compagnie du nord-ouest s'était emparée durant la guerre. Il est vrai que lord Bathurst, dans son ordre de restitution, et lord Castlereagh, dans ses instructions au ministre anglais à Washington, n'admettaient pas que cette restitution constituât la reconnaissance du droit absolu et exclusif de domination que réclamaient les États-Unis ; mais, d'après le droit public, l'établissement d'un fort dans des pays inhabités, inoccupés, n'a-t-il pas toujours indiqué une prise de possession de tout le territoire qui l'entoure ? Or, dans ce cas, les Américains avaient un droit incontestable de propriété, car les agents de M. Astor avaient établi, outre Astoria, des postes dans l'intérieur du pays ; ces forts étaient au nombre de cinq, tous placés sur la Columbia ou sur ses affluents, dans des positions importantes. Leur existence ne pouvait être contestée, car ils sont désignés fort exactement dans le prétendu acte de vente d'Astoria. On est forcé ici de prononcer un blâme sévère sur la légèreté et l'imprudence des plénipotentiaires américains. Non seulement ils ne firent pas valoir ce titre de possession, cette occupation de tout le territoire de l'Oregon, qu'avait reconnu par cet acte la compagnie du nord-ouest elle-même ; ils abandonnèrent encore aux Anglais les établissements de M. Astor, qu'ils s'étaient engagés à restituer. Astoria fut rendu, mais aussitôt le fort Vancouver fut élevé, et les cinq postes qui étaient à l'intérieur restèrent dans les mains des Anglais, qui par là demeurèrent maîtres du pays et de toutes ses ressources.

Les Américains firent, en cette circonstance, une grande faute dont ils subissent aujourd'hui les conséquences. Avec plus de prévoyance, le cabinet de Washington eût réclamé l'exécution entière des stipulations du traité de Gand ; l'Angleterre y était disposée, comme le prouvent les paroles de lord Castlereagh ; les Américains seraient alors rentrés, sous la protection de leur gouvernement, en possession des

postes les plus avantageux, et ils auraient recueilli le fruit non-seulement des efforts de M. Astor, mais encore des habitudes données aux Indiens par les Anglais ; et, si le gouvernement fédéral eût accepté les propositions de M. Astor en 1818, ils seraient aujourd'hui les seuls propriétaires en fait comme en droit de la côte occidentale de l'Amérique du Nord.

Non contents des avantages qu'ils avaient tirés de l'impéritie des États-Unis, les Anglais, s'apercevant de la faiblesse des titres qu'ils avaient invoqués, se tournèrent d'un autre côté. Comme la convention n'avait que la durée très-limitée de dix années, les négociations pour un arrangement définitif étaient toujours pendantes. A deux reprises, en 1824 et en 1826, le gouvernement américain, mieux avisé, proposa de rétablir la ligne de démarcation fixée à la suite du traité d'Utrecht et si maladroitement abandonnée, c'est-à-dire de continuer au delà des Montagnes Rocheuses la limite du 49e degré de latitude nord. Le cabinet britannique pouvait difficilement admettre cette proposition. Il offrit d'accepter pour limite une ligne tirée depuis les Montagnes Rocheuses, au point où s'arrêtait la démarcation reconnue, jusqu'à la source la plus proche de la Columbia, et de suivre le cours de cette rivière jusqu'à son embouchure. C'était précisément ce que les plénipotentiaires américains avaient refusé d'admettre en 1818. Cette fois le cabinet anglais n'invoquait plus seulement à l'appui de ses prétentions les achats de Drake et les découvertes de Cook, mais il affirmait que les premiers postes établis au delà des Montagnes Rocheuses l'avaient été par la compagnie du nord-ouest, et cela lui suffisait pour que son titre valût celui des États-Unis, qu'il reconnaissait par là implicitement comme incontestable. Voici les termes de la note présentée par le gouvernement anglais à l'ambassadeur des États-Unis en 1826 : « En réponse aux allégations des États-Unis que leur droit sur le territoire de l'Oregon (comme héritiers du titre de l'Espagne et de celui de la France) est fortifié et confirmé par la découverte des sources de la Columbia, et par l'exploration de cette rivière jusqu'à son embouchure par Lewis et Clarke, la Grande-Bretagne affirme et peut nettement prouver que sinon avant, au moins dans *les mêmes années et les années suivantes*, la compagnie anglaise du nord-ouest avait fait établir par M. Tompson des postes au milieu des tribus indiennes auprès des sources ou sur la principale branche de la Columbia, qu'elle étendait graduellement sur tout le cours de cette rivière. De la sorte, la Grande-Bretagne a, pour la question de premier établissement aussi bien que pour celle de la découverte de l'embouchure de la Columbia, faite par Vancouver, dans le temps même que Robert Gray y entrait, un titre sinon antérieur, au moins égal à celui des États-Unis, de posséder le territoire de l'Oregon. »

Avant de réfuter par des dates précises ces assertions si nettes et pourtant dénuées de toute preuve, remarquons que dans cette note on voit le gouvernement anglais réclamer pour la première fois le privilége de la découverte de l'embouchure de la Columbia et l'attribuer à Vancouver au détriment de Robert Gray. Vancouver avait, il est vrai, précédé le capitaine Gray dans ces parages ; mais qui croire sur ce point, de Vancouver ou du cabinet anglais? Vancouver déclare expressément dans le récit de ses voyages, publié par lui-même, qu'il avait passé, en se rendant au golfe de Nootka, devant l'embouchure de la Columbia sans l'apercevoir, et qu'il dut la connaissance de cette rivière et du havre dans laquelle elle se jette à un capitaine de navire américain, Robert Gray, de Boston. Ce premier point décidé, examinons maintenant ce que signifient les *mêmes années et les années suivantes* de cette note. Lewis et Clarke, avons-nous dit, arrivèrent le 15 novembre

1805 sur les bords de la mer Pacifique après avoir suivi le cours de la Columbia depuis sa source la plus occidentale jusqu'à son embouchure. Or, depuis l'expédition de Mackensie, ce fut dans les premiers mois de l'année 1806 qu'un agent de la compagnie du nord-ouest, M. Frazer, s'aventura pour la première fois au delà des Montagnes Rocheuses. Il les traversa vers le 56e degré de latitude nord, et établit un comptoir deux degrés plus au sud, sur les bords d'un lac qui a pris son nom, situé au pied du versant occidental de ces montagnes. C'est là que s'arrêtèrent les plus lointaines explorations des Anglais jusqu'au milieu de l'année 1811, où M. Tompson, astronome de la compagnie, partit de ce poste pour devancer, sur les bords de la mer Pacifique, l'arrivée des agents de M. Astor, et leur établissement à l'embouchure de la Columbia.

On admire comment des assertions aussi légères, et dont il était si facile de prouver l'inexactitude, ont pu être avancées comme des faits irrécusables dans une pièce diplomatique. C'est ce que le cabinet anglais reconnut bientôt. Aussi, quand les négociations furent définitivement reprises en 1827, MM. Huskisson et Addington, chargés de défendre les intérêts de l'Angleterre, présentèrent au ministre américain, M. Galatin, un mémoire dans lequel, abandonnant tous les titres invoqués précédemment, ils fondaient la justice des prétentions de la Grande Bretagne sur la convention du golfe de Nootka. « Dans cette convention, disaient-ils, les droits de la Grande-Bretagne ont été enregistrés et définis : ils embrassent le droit de naviguer dans toute l'étendue de la mer Pacifique, de s'établir sur tous les points du littoral, et de faire le commerce avec les naturels et les habitants. Ces droits ont toujours été exercés sans contestation depuis la date de cette convention, c'est-à-dire depuis 1790, et c'est sous cette convention que des intérêts considérables pour l'Angleterre ont pris naissance et se sont développés dans cette partie du monde. »

Le capitaine Cook avait relâché, on le sait, dans le golfe de Nootka. Durant son court séjour, il avait pu apprécier tous les avantages que cette contrée offrait au commerce des fourrures et du *ginseng*, deux articles fort demandés sur les marchés de la Chine. Sur ce qu'il en avait rapporté, une société de négociants de Londres entreprit, en 1785, d'établir un comptoir dans ce golfe. Deux navires furent d'abord expédiés, et les profits énormes des armateurs les engagèrent à renvoyer sans retard dans les mêmes mers deux autres navires, sous le commandement des capitaines Douglas et Meares. Ce dernier acheta sur la côte du golfe de Nootka, de la tribu indienne qui l'habitait, l'autorisation d'élever un bâtiment qu'il entoura d'une palissade, et sur lequel il planta le pavillon britannique. De nouveaux navires apportèrent des ouvriers d'Europe et environ soixante-dix Chinois, avec tout ce qu'il fallait pour fonder un établissement commercial. Les Indiens s'empressèrent d'apporter des fourrures et des pelleteries, et toutes choses prospéraient, lorsqu'un jour deux vaisseaux de guerre espagnols, partis d'un port du Mexique, entrèrent dans le golfe de Nootka, saisirent les navires anglais au nom du roi d'Espagne, mirent aux fers les officiers et les équipages, prirent possession des bâtiments élevés sur la côte, et remplacèrent le pavillon britannique par celui d'Espagne, sous le prétexte que toute la côte occidentale du continent américain, depuis le cap Horn jusqu'au 60e degré de latitude nord, appartenait à sa majesté catholique.

La nouvelle de cet acte de domination, exercé au milieu d'une paix profonde, fit une grande sensation en Angleterre. L'ambassadeur d'Espagne à Londres, le marquis del Campo, s'empressa d'offrir la restitution des navires saisis, pourvu

que le gouvernement anglais reconnût le droit de souveraineté réclamé par son maître sur toute la côte nord-ouest de l'Amérique. Cette satisfaction ne pouvait suffire à la Grande-Bretagne, blessée dans son honneur et dans ses intérêts. Aussi le chargé des affaires de l'Angleterre auprès de la cour de Madrid reçut-il l'ordre de demander non-seulement la reddition des navires saisis, mais de plus une indemnité pour les pertes occasionnées aux parties intéressées, et une réparation éclatante de l'injure faite à des sujets anglais commerçant et naviguant sous le pavillon britannique dans des mers où ils avaient un droit incontestable de commercer, de naviguer et de pêcher librement, de s'établir sur les côtes avec le consentement des naturels, partout où ne flottait pas le drapeau d'une autre nation européenne.

Dès le premier moment, l'Espagne s'était montrée prête à soutenir par les armes ses prétentions. L'Angleterre fit de même : le parlement vota des subsides extraordinaires; des communications furent faites à la Hollande et à la Prusse, qui promirent leur concours, comme elles y étaient engagées par des traités. Cela se passait au commencement de l'année 1790, tandis que dans toute l'Europe on était en proie aux sentiments de crainte ou de sympathie qu'avait excités le début de la révolution française. M. de Montmorin, craignant que la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne ne fît éclater un bouleversement général, offrit la médiation de la France, qui fut refusée. Dans ces conjonctures, un ambassadeur anglais fut envoyé à Madrid. Ses instructions lui enjoignaient d'exiger, comme préliminaires de toute négociation, des réparations pour les dommages éprouvés par les parties intéressées, et une déclaration des motifs de cette concession. Il devait, par-dessus toutes choses, éviter d'entrer dans des discussions sur le point de droit; mais, s'il y était forcé, il fallait qu'il déclarât nettement que l'Angleterre n'admettrait pas que les Espagnols eussent des droits sur un pays qu'ils n'avaient jamais possédé ni exploré, non plus que le privilége de faire le commerce et de naviguer dans la mer Pacifique, sur les côtes de l'Amérique; enfin, il lui était enjoint de soutenir que l'occupation, faite de bonne foi, sur la côte du golfe de Nootka, par des sujets britanniques, constituait une prise de possession, et leur conférait le droit d'y faire le commerce, à moins qu'il ne fût prouvé que l'Espagne en avait la possession antérieure. La cour de Madrid reçut avec beaucoup de fierté ces impérieuses prétentions. Elle renouvela l'offre de restituer les navires saisis et de donner une indemnité, puisqu'il y avait eu bonne foi; mais elle maintint qu'elle possédait, en droit comme en fait, toute la côte découverte par elle du continent américain, depuis la Californie jusqu'aux établissements russes.

Entre ces prétentions également absolues, il n'y avait pas d'arrangement praticable. Cependant, des deux côtés, on redoutait une déclaration d'hostilités qui pouvait mettre en feu toute l'Europe : l'Espagne était faible et sentait son infériorité; l'Angleterre se préoccupait surtout du mouvement de la révolution française. Enfin, après bien des alternatives, une convention, qui laissait intactes les prétentions de la cour de Madrid, et favorisait légèrement les intérêts commerciaux et maritimes de l'Angleterre, fut proposée et signée à Londres le 28 octobre 1790. L'Espagne restituait tout ce qui avait été saisi aux Anglais, et leur accordait une indemnité, qui fut fixée ultérieurement à un million de francs. Les sujets respectifs des deux puissances contractantes, y était-il dit, ont un droit égal de naviguer, de faire le commerce et de pêcher dans tout l'océan Pacifique, d'aborder sur les côtes non occupées, et de s'y livrer à des échanges avec les naturels; mais les Anglais

ne pourront qu'élever des huttes, ou bâtiments temporaires, pour les besoins de la pêche ou du commerce.

Telle était la convention à l'abri de laquelle l'Angleterre voulait cacher la prise de possession du territoire de l'Oregon. Les États-Unis, ayant succédé aux droits de l'Espagne, étaient liés par les stipulations de ce traité, qui laissait ouvertes aux sujets britanniques, pour commercer et fonder des établissements, les côtes non occupées, qui abrogeait tous les droits préexistants de l'Espagne, et laissait indécise la question de souveraineté.

A cela le plénipotentiaire américain répondait que cette convention n'était et ne pouvait être considérée que comme un simple traité de navigation et de commerce, qui ne préjudiciait en rien aux droits de l'Espagne à la possession du golfe de Nootka, et partant de toute la côte nord ouest de l'Amérique du Nord; que dans aucun temps les Espagnols ni les Anglais ne l'avaient entendu autrement, qu'ils n'y avaient vu autre chose qu'une concession favorable aux intérêts maritimes et commerciaux de l'Angleterre qui ne portait aucune atteinte aux droits de l'Espagne. A l'appui de cette interprétation, il invoquait une pièce importante, dont les termes avaient été acceptés et sans doute approuvés par les Anglais eux mêmes : c'était la lettre écrite par le comte Florida Blanca, le 12 mai 1791. « Vous donnerez des ordres, y était-il dit au commandant de l'escadre espagnole mouillée dans le golfe de Nootka, pour que l'officier de sa majesté britannique qui vous délivrera cette lettre (c'était Vancouver) soit immédiatement mis en possession des bâtiments et des parcelles de terres qui étaient occupés par les sujets anglais au mois d'avril 1789, aussi bien dans le port du golfe de Nootka que dans un autre appelé port Cox, situé à seize lieues du premier vers le sud. » Il est évident par cette pièce que la cour de Madrid ne soupçonnait pas que l'on pût seulement mettre en doute l'intégrité de son droit de domination absolue, et qu'elle excluait jusqu'à la présomption que la Grande Bretagne pût réclamer autre chose que les petites portions de territoire achetées par Meares aux Indiens et les cabanes qu'il y avait fait élever.

Les débats du parlement sur cette convention prouvent, ajoutait M. Galatin, que les Anglais l'entendaient dans le même sens que la cour de Madrid. Dans cette question, whigs et tories, M. Fox et M. Pitt, parlèrent le même langage, et tous déclarèrent unanimement que l'Angleterre n'avait rien acquis par cette convention, qui ne contenait que la reconnaissance du droit de pêcher et de faire le commerce dans la mer Pacifique, qu'on lui contestait, avec cette différence, que les adversaires du cabinet soutenaient que cette convention n'était ni honorable ni avantageuse aux intérêts de la Grande-Bretagne. « Depuis le commencement de cette discussion, disait M. Fox, je n'entends que des rodomontades sur ce que nous avons acquis; on ne nous entretient que de nouvelles branches de commerce, de nouvelles entreprises, de nouveaux océans et de nouveaux continents ouverts à l'activité de nos spéculateurs et au courage de nos marins. De telles fleurs de rhétorique sont assurément de très-belles choses, également propres à donner de la force aux arguments et à en déguiser la faiblesse; mais est-il vrai que cette convention nous ait ouvert des sources nouvelles de prospérité, ou que nous ayons fait la moindre acquisition? Un honorable préopinant a posé la question précisément comme elle doit l'être; il a prouvé que nous n'avons rien acquis, mais seulement obtenu des garanties pour ce que nous possédions déjà. Voilà tout ce que nous avons gagné... Quelle était l'étendue de nos droits avant la convention, et jusqu'à quel point nous sont-ils assurés aujourd'hui? Nous possédions la libre navigation de

l'océan Pacifique, sans restrictions et sans bornes; nous avions le droit illimité de faire le commerce et de pêcher dans ces mers. L'admission d'une partie de ce droit est tout ce que nous avons obtenu. Il reste à savoir ce que cela nous a coûté. Nous avions auparavant le droit de nous établir partout sur la côte nord-ouest de l'Amérique, dans tous les points qui n'étaient pas déjà occupés; maintenant, nous sommes forcés de nous borner à certaines places, et encore avec bien des restrictions. Notre droit de former des établissements n'était pas comme maintenant le droit d'élever seulement des cabanes, mais de fonder des colonies, si cela nous convenait. Assurément, ce ne sont pas là des acquisitions, et cependant si nous écoutons le langage emphatique et presque triomphant de certains orateurs, ce seraient de grandes et importantes concessions... Nous n'avons rien gagné, mais nous avons renoncé au droit de nous établir d'une manière permanente sur toutes les côtes occidentales de l'Amérique, où la possession n'est pas même définie. Ce que nous avons acquis dans le golfe de Nootka ne nous sera pas même restitué. »

Tel était le sentiment de toute l'Angleterre en 1790; et que l'on ne croie pas que ces paroles n'exprimassent que les opinions de l'opposition. Le chef du gouvernement, M. Pitt, pensait à cet égard comme ses adversaires : « Nous avions avant ce traité, disait-il, le droit de naviguer, de pêcher et de faire le commerce dans toute la mer Pacifique et sur les côtes nord-ouest du continent américain. Cela est vrai, mais ce droit non-seulement n'était pas reconnu, il était même disputé, et son exercice rencontrait de la résistance. Par la convention, il nous est assuré, et, si ce n'est pas un nouveau droit, c'est un nouvel avantage. »

La lettre de ce traité, son esprit, tel qu'il était interprété et par les Espagnols et par les Anglais, autorisaient donc le plénipotentiaire américain à repousser les prétentions de l'Angleterre, et à soutenir que cette convention n'entamait en rien l'intégrité des droits de l'Espagne, laissait subsister dans toute leur force les titres préexistants, puisqu'il constatait que l'Angleterre ne pouvait faire valoir aucun titre de possession sur le territoire des côtes nord-ouest, et qu'il ne leur accordait que des priviléges fort restreints.

Les États-Unis repoussant énergiquement tout compromis, et refusant d'admettre les prétentions de la Grande-Bretagne, on tenta vainement de concilier d'une manière définitive les droits réclamés par les deux parties, et on convint de demeurer dans les termes du traité de 1818. C'est ce que marquait nettement le protocole du 16 décembre 1826 : « La Grande-Bretagne, y était-il dit, ne prétend pas à la souveraineté exclusive d'aucune partie du territoire de l'Oregon. Toutes ses prétentions se réduisent à l'occuper en commun, conjointement avec d'autres états. » De leur côté, les États-Unis, tout en soutenant l'intégrité de leurs droits, stipulaient qu'ils ne prétendaient nullement exclure la Grande-Bretagne, non plus que les autres nations, du droit de s'établir dans le territoire dont ils réclamaient la possession absolue. Comme on ne pouvait trancher les difficultés présentes, et que de part et d'autre on cherchait à gagner du temps et à ajourner une détermination définitive, on dressa d'un commun accord une convention nouvelle, qui fut signée à Londres le 6 septembre 1827. Elle maintenait en vigueur l'art. 3 de la convention de 1818, avec cette nouvelle réserve que l'une et l'autre des parties contractantes avaient le droit de l'annuler en prévenant douze mois à l'avance, dans les formes accoutumées. Il y avait seulement cette différence, que les États-Unis, n'ayant pu faire accepter l'ancienne ligne de démarcation du 49e degré de latitude des Montagnes Rocheuses jusqu'à la mer Pacifique, déclaraient qu'ils se

croyaient autorisés à réclamer la possession entière du territoire de l'Oregon, c'est-à-dire depuis la Californie jusqu'aux établissements russes.

C'est sous l'empire de cette convention que s'est développée la situation présente. Depuis cette époque, des négociations ont été pendantes et n'ont amené aucun arrangement définitif. Aujourd'hui les Américains paraissent las de cet état de choses qui consacre leur infériorité et le mépris de leurs droits. Dans toutes les parties de l'Union, et surtout dans les états de l'ouest, voisins des Montagnes Rocheuses, les progrès de l'Angleterre ont excité une vive inquiétude; l'orgueil national, une juste et honorable susceptibilité, ont réclamé, d'abord sourdement, aujourd'hui avec violence, contre ces empiétements qu'une nation libre et fière ne peut tolérer sans déshonneur. On se demande si les titres des États-Unis ont perdu de leur valeur parce qu'on n'a pas encore pu s'entendre sur leur étendue. Les prétentions sont d'autant plus exagérées, qu'elles sont moins définies, et le gouvernement fédéral ne peut, sans s'exposer à de justes ressentiments, tarder davantage à résoudre cette grave et difficile question, et à satisfaire aux exigences qu'elle a fait naître.

Telles sont les nécessités qui ont commandé au président d'appeler l'attention du congrès sur ce sujet dans son dernier message. C'est pour obéir à ces sentiments impérieux que la commission des affaires militaires dans la chambre des représentants, dont M. Pendleton, de l'Ohio, était l'organe, proposait, le 4 janvier 1843, d'assurer aux États-Unis la possession de tout le territoire de l'Oregon par une mesure efficace, l'établissement de postes militaires depuis les Montagnes Rocheuses jusqu'à la mer Pacifique. Exprimant l'opinion plus ardente du parti démocratique, M. Linn, du Missouri, a présenté dans le sénat un bill destiné à changer immédiatement les conditions présentes de force et de faiblesse des Anglais et des Américains dans cette contrée. Une ligne de postes garnis de dragons établirait assurément l'empire des États-Unis; mais l'exploitation des ressources du territoire de l'Oregon n'en appartiendrait pas moins à la compagnie anglaise. Le projet émis par M. Linn tend au contraire à lui créer une concurrence formidable qui l'anéantirait avant peu de temps. Il ne s'agirait de rien moins que de concéder dans le territoire de l'Oregon, compris depuis la limite de la Californie jusqu'aux établissements russes, entre la mer Pacifique et les Montagnes Rocheuses, six cent quarante acres à tout individu mâle âgé de dix-huit ans et au-dessus qui irait s'y établir, à la condition de les cultiver durant cinq années consécutives, sept cents acres s'il est marié, et cent soixante acres pour chacun de ses enfants âgés de moins de dix-huit ans ou qui naîtront durant ces cinq années. Cette loi adoptée pousserait immédiatement dans ce territoire le flot des émigrations qui se porte incessamment vers l'ouest, et les États-Unis remettraient ainsi l'établissement de leur domination à cinquante mille *riflemen* de l'Ohio, du Missouri ou du Tennesse.

L'importance de la mesure proposée par M. Pendleton s'est effacée devant le bill de M. Linn, qui a rencontré dans les deux chambres du congrès des partisans et des adversaires également passionnés. Ces derniers soutenaient, non sans quelque apparence de raison, que l'adoption immédiate d'une pareille loi violait la clause de la convention de 1818, maintenue dans la convention de 1827, qui pose que tout le territoire de l'Oregon sera libre et ouvert aux citoyens et aux sujets de la Grande-Bretagne, comme aux citoyens des États-Unis, aussi longtemps que l'une des deux parties contractantes n'aura pas prévenu, douze mois à l'avance, qu'elle désire rompre cette convention. Le gouvernement des États-Unis peut-il donner force de

loi, avant que cette formalité ait été remplie, à une mesure dont l'objet est d'exclure les sujets de l'Angleterre de la plus grande partie du territoire de l'Oregon ?

Oui reprenaient M. Linn et ses amis, cette mesure viole la convention de 1818 et de 1827; mais qui, des États-Unis ou de l'Angleterre, y a le premier porté atteinte ? cette convention assurait le territoire de l'Oregon aux sujets de la Grande-Bretagne, tout en maintenant les droits des États-Unis. C'était une concession de bonne amitié. Qu'est-il résulté de cette condescendance ? La ligne de démarcation du 49°, abandonnée par faiblesse, a été dépassée; la compagnie de la baie d'Hudson a pris possession de tout le cours de la Columbia, depuis ses sources jusqu'à son embouchure ; elle a établi sur tous les points importants des postes fortifiés qui commandent le pays. C'est au péril de leur vie que les chasseurs américains se hasardent aujourd'hui au delà des Montagnes Rocheuses. L'embouchure de la Columbia est ouvertement un entrepôt de marchandises anglaises, qui inondent les états de l'ouest, au grand détriment du trésor et des manufactures indigènes. Gardez-vous de croire que la compagnie de la baie d'Hudson ne soit qu'une société de particuliers, agissant uniquement dans son propre intérêt. Ne nous y trompons pas. La compagnie de la baie d'Hudson, c'est l'Angleterre cachant ses desseins sous le masque du commerce ; c'est l'Angleterre établissant son empire et prenant possession du territoire de l'Oregon, le soumettant à la juridiction des agents de la compagnie et aux cours d'appel du Canada. N'est-ce pas là une violation de la convention ? Il est temps de mettre un terme à un état de choses aussi pernicieux à l'honneur qu'aux intérêts des États-Unis.

Il est vrai, répondaient à leur tour les adversaires du bill, l'Angleterre a usé de la convention à notre détriment; elle a abusé de l'imprévoyance de notre gouvernement, qui n'a pas prévu les conséquences de cette concession. Il est vrai qu'à l'ombre de cette convention et sous le manteau de la compagnie commerciale, l'Angleterre prend possession d'un pays qui nous appartient ; qu'elle l'occupe, et que si nous tardons davantage, quelque valeur qu'aient nos titres, nous ne serons pas reçus à en faire la preuve, et qu'alors même que l'Angleterre reconnaîtrait la justice de nos réclamations, elle aurait jeté dans ce pays les germes d'une colonie qui entraverait l'exercice de nos droits. Mais il n'en est pas moins vrai que le bill de M. Linn viole la convention, et que, si l'Angleterre a abusé de la liberté accordée à ses sujets, ce n'est pas elle que nous en devons rendre responsable : nous ne pouvons en accuser que notre propre erreur et notre propre folie. Quels qu'aient été ses desseins cachés, le gouvernement anglais ne nous a pas donné sujet par ses actes publics, les seuls que nous puissions juger, d'user de représailles si violentes. Au contraire, autant sa conduite secrète tendait à la ruine de nos droits, autant ses actes et ses sentiments publics ont gardé l'apparence de la bonne foi et de la justice, comme le prouve l'acte qui a réuni la compagnie du nord-ouest à la compagnie de la baie d'Hudson, dans lequel les droits et immunités des citoyens des États-Unis sont expressément sauvegardés. Nous voulons autant que vous le résultat que M. Linn s'est proposé par la mesure dont il est question, mais nous le voulons par des moyens plus conformes au droit public et à l'équité. La voie des négociations n'est-elle pas plus naturelle ? n'est-il pas plus simple de demander l'annulation de la convention, et d'attendre pour adopter la proposition de M. Linn, que le délai d'un an stipulé par la convention soit expiré ? Cette marche est légale, elle est ouverte à notre gouvernement, et il peut la suivre. Cependant il en est une préférable. Souffrez encore un peu de temps le *statu quo*, et ouvrez des négociations

pour terminer pacifiquement ce différend, au lieu de courir la chance d'une guerre entre deux nations dont le plus grand intérêt est de demeurer en bonne intelligence.

Tel a été le langage des whigs dans le sénat et dans la chambre des représentants. Peut-être, en scrutant soigneusement les motifs de ces prudents conseils, trouverait-on des sentiments peu désintéressés. Représentant les états du littoral et de la Nouvelle-Angleterre, les whigs n'ignorent pas que l'adoption des mesures proposées par les démocrates de l'ouest entraînerait une rupture, immédiate peut-être, avec la Grande-Bretagne, dont les résultats porteraient d'abord sur ces états, engagés presque exclusivement dans le commerce et l'industrie. Mais, quel qu'ait été le premier motif de leur langage, leur modération a été partagée par le congrès. Dans le sénat, la proposition de M. Linn n'avait été perdue qu'à deux voix de majorité : la chambre des représentants l'a repoussée à la presque unanimité, sur les conclusions du rapport de M. Adams. Aujourd'hui, le congrès est dissous, les élections générales se préparent, les nouvelles chambres exprimeront le vœu du pays, et il est probable que dans la prochaine session, qui ne s'ouvrira pas avant le mois de décembre, nous verrons en présence le sentiment national et le résultat des négociations déjà ouvertes entre les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Quoi qu'il arrive, les États-Unis ne laisseront pas les Anglais s'établir impunément sur le territoire de l'Oregon. Le sentiment naturel de conservation, qui est aussi inhérent aux états qu'aux hommes, leur commande d'empêcher l'Angleterre de prendre possession de ce territoire. S'il est impossible de prévoir les conjonctures qu'amèneront les événements, il n'est pas douteux que le mouvement qui porte les Américains à occuper tout le continent de l'Amérique septentrionale secondera puissamment les mesures que sera forcé d'adopter le gouvernement fédéral. Est-il possible d'imaginer que ce flot de population qui s'avance vers l'ouest, sur une ligne de plus de trois cents lieues, depuis les grands lacs jusqu'au golfe du Mexique, avec une progression fatale, dans la proportion d'un demi-degré de longitude chaque année, s'arrêtera devant les Montagnes Rocheuses? Non assurément. Les ressources agricoles, commerciales et industrielles, que renferme le sol du territoire de l'Oregon, tenteront tôt ou tard la cupidité des Américains. Le besoin de richesses, qui dévore toutes les classes de citoyens dans les États-Unis, ne s'arrêtera pas devant une barrière imaginaire, et ce ne seront ni les Indiens ni les trappeurs de la compagnie de la baie d'Hudson qui opposeront un obstacle à l'invasion des *riflemen* qui ont conquis l'Arkansas et le Missouri. Il est permis de croire sans témérité que cette fois la politique de l'Angleterre sera en défaut, et qu'elle trouvera dans la race anglo-américaine, qui a hérité de ses qualités les plus heureuses, des adversaires dignes d'elle et capables de lui poser des bornes. Les Peaux Rouges, les agents anglais, les castors et les bêtes sauvages s'effaceront devant les progrès des Américains, car les pionniers apporteront avec eux, non pas seulement les armes qui donnent la mort aux timides et inoffensives créatures de ces solitudes, mais ces instruments bien autrement irrésistibles, je veux dire la hache et la charrue, qui défricheront ce sol vierge, et y feront lever, en même temps que des moissons dorées, une noble, forte et libre population, fille du travail et de la civilisation nouvelle des bords de l'Atlantique.

P. Grimblot.

VOYAGE

AUTOUR DU MONDE

DE M. ABEL DU PETIT-THOUARS.[1]

OCCUPATION DES ILES MARQUISES ET DES ILES DE LA SOCIÉTÉ.

Les mers du Sud viennent d'acquérir pour la France une importance nouvelle. Depuis que notre pavillon y a été déployé, ce n'est pas seulement à titre de curiosité et d'intérêt romanesque qu'il faut songer à ce vaste océan, parsemé d'archipels. L'honneur de nos armes est désormais engagé dans ces lointains parages ; il n'y a plus à discuter la position qu'on nous y a faite, il ne reste qu'à l'affermir.

A voir les choses froidement, peut-être les groupes que notre marine a récemment occupés d'une manière immédiate ou médiate n'étaient-ils pas ceux qui méritaient cette préférence. La possession d'îles dépourvues d'articles d'échanges et placées hors du rayon actuel de l'activité commerciale et maritime est une charge qui ne promet pas, même pour l'avenir, de bien sérieuses compensations. La Nouvelle Zélande, sur laquelle des colons français ont commencé une exploitation, offrait de tout autres avantages et de tout autres ressources. Là du moins un sol étendu et fertile, des produits riches et variés, le voisinage de marchés importants,

(1) Sur la frégate *la Vénus*. 3 vol. in-8°, librairie de Gide, rue des Petits-Augustins.

auraient permis d'entrevoir le terme des sacrifices d'une occupation et le remboursement des avances que la métropole y aurait consacrées. Sur les deux archipels qui reconnaissent aujourd'hui notre suprématie, rien de pareil à attendre ; le territoire est trop borné, les distances sont trop considérables, pour que ces îles puissent jamais devenir le siége de relations fructueuses et suivies.

Est-ce une raison pour condamner l'initiative qui nous en a rendus ou les protecteurs ou les maîtres ? Non, certes. Aux empiétements successifs de l'Angleterre il convenait d'opposer un acte qui eût à la fois le caractère d'une protestation et d'un commencement de représailles. La témérité du ministère est allée jusque-là. et il faut l'en féliciter. La raison financière pourrait avoir à y reprendre, mais la politique l'absout. Quand on ne devrait y voir qu'une diversion au grand débat sur la police des mers, il serait encore habile de l'avoir créée et surtout de l'avoir fait accepter par l'amirauté anglaise. Tout ce que l'on peut regretter à cet égard, c'est que notre gouvernement n'ait pas répondu à des exigences voisines par une démonstration moins lointaine, et que la concession obtenue du cabinet britannique ne porte pas sur un territoire d'une valeur plus réelle. En fait de dédommagements, on ne pouvait pas se montrer plus modeste, et l'acte est plus significatif en lui-même que dans son objet.

Divers motifs conseillaient d'ailleurs de fonder dans ces mers un établissement militaire, un mât de pavillon, pour ainsi dire. Nos nationaux y étaient en butte à des outrages et à des dangers de plusieurs sortes. Les navires que nos ports de commerce expédiaient à la pêche du cachalot et de la baleine avaient eu plusieurs fois à essuyer d'horribles catastrophes sur ces bords inhospitaliers. *Le Jean-Bart* du Hâvre, *la Joséphine* de Bordeaux, disparurent ainsi, l'un devant les îles Chatam, l'autre aux îles Viti, et l'on sut depuis que les équipages avaient été dévorés jusqu'au dernier homme par des tribus de cannibales. D'un autre côté, les missionnaires méthodistes ou épiscopaux, dont l'influence est souveraine sur tous les groupes de l'Océanie, s'étaient livrés à d'indignes voies de fait envers les premiers apôtres catholiques qui avaient mis le pied sur ces rivages. A ce double titre, des réparations pour le passé, des garanties pour l'avenir, étaient devenues nécessaires. La France ne pouvait laisser impunis ni le meurtre de ses équipages de commerce victimes d'abominables festins, ni l'intolérance d'un clergé qui ne reculait pas devant la violence pour s'assurer le monopole des travaux apostoliques. Tels sont les motifs qui ont amené l'occupation des îles Marquises et le protectorat des îles de la Société.

Le voyage de *la Vénus* est comme le prélude de ces deux démonstrations décisives. Avant d'arborer le drapeau national sur ces terres éloignées, M. du Petit-Thouars les avait parcourues de 1837 à 1839. Sa mission intéressait principalement nos pêches lointaines : il s'agissait de montrer notre pavillon dans des parages où il était peu connu et d'en imposer le respect à des peuplades promptes à l'insulte; il s'agissait en outre de prêter main-forte à nos capitaines contre l'indiscipline et la turbulence de leurs équipages : double mandat difficile à remplir et qui exigeait autant de modération que de fermeté. Cette intervention armée était d'ailleurs urgente. Sur les points où abordaient nos baleiniers, ils ne rencontraient qu'un accueil fort équivoque, tant les missionnaires protestants avaient su propager parmi les insulaires des mers du Sud le mépris de notre puissance ; et, livrés pour ainsi dire à eux-mêmes pendant deux ou trois années de navigation, les équipages partis du Hâvre, de Nantes ou de Bordeaux, donnaient dans ces eaux éloignées le spec-

tacle d'une insubordination qui allait parfois jusqu'à la violence, et qui, dans tous les cas, était indigne d'une nation civilisée. Un intérêt de protection vis-à-vis des autres, de police vis-à-vis des nôtres, appelait donc notre marine militaire dans une zone de croisières trop délaissée par elle. C'est ce qui motiva l'expédition du capitaine du Petit-Thouars.

Il n'y a pas lieu d'appuyer sur les premières relâches de *la Vénus;* cette partie de l'itinéraire se rapporte à des contrées trop connues et en relations journalières avec l'Europe. La frégate toucha à Rio de Janeiro, d'où, à la suite d'un court séjour, elle remit à la voile pour doubler le cap Horn. A la hauteur du détroit de Lemaire parurent les oiseaux qui habitent les latitudes élevées du pôle austral, les pingouins si curieux dans leurs habitudes apathiques, l'albatros dont les larges ailes ont jusqu'à quinze pieds d'envergure, le damier qui a pris ce nom de son plumage noir et blanc, enfin le fou, le pétrel et toute cette famille d'oiseaux à pattes palmées qui décrit dans le ciel des spirales sans fin ou se laisse mollement bercer par la vague. On ne chasse pas ces animaux, on les pêche. A l'aide d'une ligne amorcée, on prend autant de damiers qu'on le veut : une fois sur le pont, ils rejettent les aliments qu'ils ont dans l'estomac, et, quoiqu'on les laisse libres, ils ne peuvent plus s'envoler. Dans ces mers, comme dans tout le cours du voyage, les officiers de *la Vénus* exécutèrent des sondes de température à de grandes profondeurs et avec des fatigues infinies. Peut être y a-t-il aujourd'hui quelque puérilité dans l'importance que l'on accorde à ces expériences toutes variables et souvent contradictoires. Un instant, l'Académie des Sciences a eu l'espoir d'y trouver les éléments d'un système complet : cette attente ne s'est pas réalisée. A bord de *la Vénus,* rien de concluant ne fut obtenu. Près des Marquises, l'observation donna le même degré de température à huit brasses de profondeur qu'à deux cents. Aux environs du cap Horn, et par 57 degrés de latitude, on envoya une sonde à deux mille deux cent quatre-vingt-dix brasses, sans fond. Le plomb mit quarante-cinq minutes à descendre, et la pression de l'eau brisa le thermométographe. Il fallut pour le retirer employer soixante hommes et plus de trois heures. Le lendemain, on sonda de nouveau, et on alla jusqu'à deux mille cinq cents brasses. La mer était belle ; un calme plat favorisait l'expérience ; cependant l'instrument fut encore brisé. La pression à cette profondeur de plus d'une lieue était de 871,600 livres par pied carré de surface.

Après avoir visité divers ports du Chili, la frégate mouilla devant Valparaiso, où se tiennent habituellement nos stationnaires. L'escadrille française se composait alors de la frégate *la Flore*, la corvette *l'Ariane* et le brick *le d'Assas*. Cette relâche se prolongea pendant un mois, qui suffit à un ravitaillement complet, après quoi *la Vénus* vint jeter l'ancre dans la baie du Callao, qui sert de port à la ville de Lima. Un trajet de quelques lieues sépare ces deux résidences. Pour arriver à la capitale du Pérou, on franchit une avenue de très-beaux peupliers d'Italie entremêlés de saules pleureurs. A droite et à gauche de la route s'étendent des jardins où l'oranger a le port et la grandeur des chênes. Souvent on y voit sur la même branche le bouton, la fleur et le fruit. L'air est rempli de parfums; la vue se repose sur une végétation prodigue de belles nuances. Des conduits dans lesquels coule une eau limpide bordent le chemin et y entretiennent la fraîcheur. Cette avenue de Lima est vraiment pleine de grandeur et de charme; elle est digne de la ville des rois, comme on la nommait dans les beaux jours de l'occupation espagnole. Dans ce parcours d'un mille et demi environ, on trouve trois ronds-points entourés de bancs

sculptés : le troisième aboutit à la porte de Lima, morceau d'une belle architecture. Malheureusement l'intérieur de la ville ne répond pas tout à fait à cette apparence extérieure. On voit que la guerre civile a passé par là. Les rues sont mal entretenues et se dégradent, les maisons sont à demi ruinées; presque toutes n'ont qu'un rez-de-chaussée, à cause des tremblements de terre. Une cour intérieure sépare les bâtiments, et c'est là qu'aux premières secousses se réfugient les familles. Les logements sont disposés autour de cet espace ; les chambres à coucher en garnissent les côtés, les salons occupent le devant et sont de plain-pied avec la rue ; ils prennent jour par des portes cochères qui ne se ferment qu'à l'heure des repas, de sorte que la vie domestique a peu de secrets pour le public.

Lima est dans une grande décadence ; jusqu'ici l'émancipation ne lui a pas porté bonheur. C'est du reste une fatalité attachée à toutes les colonies d'origine espagnole que cette agitation dans l'impuissance et ce désordre dans la torpeur. Depuis que l'impulsion métropolitaine ne les anime plus, elles se consument sur place et ne semblent avoir d'activité que pour se nuire. Il n'y a là ni assez d'éléments de sagesse pour organiser la liberté, ni assez d'éléments de soumission pour fonder la dictature. Au milieu de cette anarchie qui dévore le pays, Lima se dépeuple d'une manière effrayante, et la misère y gagne chaque jour du terrain. En 1820, on y comptait près de soixante mille habitants; il n'y en a guère aujourd'hui plus de quarante mille, en y comprenant les métis et les noirs. La ville occupe un site pittoresque au débouché d'une vallée que forme la chaîne des Andes et qu'arrose le Rimac, rivière torrentueuse ; sa forme est celle d'un croissant ; une muraille de huit mètres de hauteur l'enveloppe et la protége. Comme toutes les villes espagnoles, elle est divisée par *quadras* qui ont cent vingt-cinq mètres de côté; les rues ont dix mètres de largeur; celle du faubourg de Malambo en a vingt. En général, les places sont prises sur l'aire de la *quadra*, et la plus grande de toutes, que l'on nomme la Place du Palais, occupe une *quadra* tout entière. C'est là que se trouvent l'archevêché et la cathédrale.

Les femmes de Lima ont une grande réputation dans le monde des voyageurs, et le capitaine de *la Vénus* n'est pas des derniers à leur rendre justice. Petites en général, elles ont des traits d'une finesse extrême, de très-beaux yeux, des dents d'une blancheur parfaite, des chevelures noires, soyeuses, touffues, et tombant jusqu'à terre. Le pied est petit et bien fait, le bas de la jambe fin et élégant, la taille pleine de grâce. Le teint seul pourrait prêter aux objections ; comme celui des filles du Soleil, il tire sur le jaune et n'a qu'un éclat mat et sans couleur. Cependant cette complexion a un charme auquel on se dérobe difficilement; la volupté y est empreinte et le désir y respire. Ces femmes semblent faites pour le plaisir ; toute occupation leur répugne, tout art d'agrément les trouve indifférentes. Il en est peu de musiciennes, peu qui s'occupent de travaux d'art et d'aiguille. Jeunes ou vieilles, toutes n'ont que le cigare pour passe-temps ; seulement, à mesure qu'elles avancent en âge, il augmente en dimension, et les matrones fument des cigares gros comme des bougies. Il est vrai qu'elles ne les achèvent pas en un jour et reviennent plusieurs fois à la charge.

La mise des femmes de Lima est très-recherchée. Dans la société élevée, les modes françaises dominent, quoique tempérées par le goût espagnol. Ainsi les élégantes sont toujours coiffées en cheveux avec des fleurs naturelles ; elles ne portent que des bas de soie et des souliers de satin, dont elles font une consommation ruineuse. Sous ce costume, elles ne sortent qu'en voiture ; quand elles veulent aller à

pied, soit pour se rendre à l'église, soit pour faire les visites du matin et courir les marchands, elles y ajoutent un vêtement très-caractéristique et qui a acquis une certaine célébrité. Il se nomme la *saya* ou *saya y manto,* et se compose de deux pièces principales. L'une, qui est la jupe, prend la taille à la ceinture et descend jusqu'à la cheville. Cette pièce est en soie plissée et froncée du haut en bas de telle sorte que, tout en dessinant exactement les formes, elle conserve cependant quelque élasticité. Le bas de la jupe se rapproche des jambes, et les comprime au point qu'en marchant il faut faire un effort et profiter du jeu que les plis donnent au vêtement. L'autre pièce de ce costume est la mante, toujours en soie noire : elle part également de la taille, revient par derrière au-dessus de la tête, qu'elle enveloppe, ainsi que la partie supérieure du bras, et partage la figure de manière à ne laisser voir qu'un œil. Dans cet étrange accoutrement, les femmes ne peuvent pas être reconnues; c'est pour elles une sorte de masque auquel elles tiennent à cause des franchises qu'il comporte. A les voir ainsi empaquetées, on dirait de ces figurines que l'on trouve dans les tombeaux de l'ancienne Égypte, et c'est évidemment là une tradition que les Espagnols ont empruntée aux Maures. Du reste, il est impossible de n'être pas frappé, en débarquant à Lima, de la singularité et aussi de l'indécence de ce costume. Le jeu des formes s'y laisse voir tout entier : comprimées dans cette espèce de sac, les femmes ne peuvent marcher qu'à très-petits pas, et à la condition que leurs moindres mouvements se dessinent.

Comme toutes les villes qui reposent au pied des Andes, Lima est sujette à de fréquents tremblements de terre. Rien ne les annonce, rien ne les précède; ils arrivent en toute saison et se renouvellent souvent. Quand un phénomène de ce genre se déclare, un cri se fait entendre d'un bout de la ville à l'autre, et à l'instant la foule émue se précipite hors des maisons. Les rues, ordinairement solitaires, se remplissent d'habitants qui fuient devant le danger, et quand l'accident a lieu la nuit, on conçoit quel bizarre spectacle il en résulte. C'est à qui se mettra en règle avec sa conscience; les uns se jettent à genoux et frappent la terre de leur front, d'autres font la confession publique de leurs fautes et s'administrent dans la poitrine des coups de poing sonores; d'autres, plus aguerris, profitent de ce moment de trouble pour dévaliser les logements. En des occasions moins graves et plus fréquentes, une scène tout aussi curieuse s'offre à l'étranger. Au milieu de la promenade la plus animée, de la fête la plus bruyante, il est étonné de voir que tout s'arrête à l'instant, comme par magie. Les voitures ne roulent plus, les promeneurs suspendent leur marche; les sayas, les hommes du peuple, les femmes, les enfants, les animaux, tout est frappé d'immobilité; les cris cessent, les conversations aussi; aux bruits d'une grande ville succède le silence du désert. C'est que l'*Angelus* vient de sonner. Au premier tintement de la cloche, la vie est pour ainsi dire supprimée; il faut se recueillir et prier jusqu'aux derniers coups de la sonnerie. Alors tout recommence brusquement, l'agitation et le bruit, les cris et les entretiens.

La Vénus quitta le Callao de Lima vers le milieu de juin, et, servie par la brise et l'état de la mer, elle arriva en vue des îles Sandwich après trois semaines de navigation paisible. La première terre qui frappa le regard fut celle de Mawi, où des cascades éblouissantes se précipitent dans la mer du haut de falaises escarpées. La frégate ne fit que longer cette côte, et le lendemain elle laissa tomber l'ancre sur l'île d'Oahou et dans la baie d'Honoloulou, qui passe pour la capitale de cet archipel. Rien n'est plus triste à l'œil que l'aspect de ce rivage du côté du vent : point de végétation apparente, partout le rocher nu Les montagnes sont découpées

en cannelures qui, de loin, ressemblent à des tuyaux d'orgue, et sur plusieurs points les pierres sont noires comme si elles avaient subi l'action d'un feu récent. Tout le groupe, d'origine ignée, porte la même empreinte de dévastation; à peine découvre-t-on çà et là quelques vallons que décorent de beaux tapis de verdure.

L'archipel des Sandwich a été trop souvent décrit pour qu'il soit utile de s'y étendre; il faut se borner à raconter ici l'épisode principal du passage de *la Vénus*, et les circonstances curieuses qui l'accompagnèrent. Le hasard voulut qu'au moment où une frégate française mouillait devant cette île, un de nos compatriotes eût précisément besoin d'un appui contre le fanatisme local. Deux prêtres catholiques (1), l'un Français, M. Bachelot, l'autre Irlandais, M. Short, après un séjour de quatre ans aux Sandwich et un apostolat fructueux, en furent chassés en 1831 par l'influence de missionnaires wesleyens qui s'étaient emparés de l'esprit de la reine. Comme les proscrits se refusaient à obéir, on les déporta de force sur une goëlette appartenant au roi du pays, et on les jeta sur une plage déserte du golfe de Californie. Les deux prêtres ne se rebutèrent pas. Avec cette persévérance qui caractérise les défenseurs de la foi, ils profitèrent d'un changement de règne pour reparaître, vers la fin de 1836, aux îles Sandwich, où leur petit troupeau les attendait. *La Clémentine*, brick-goëlette appartenant à M. Dudoit, notre agent consulaire à Honoloulou, les ramena dans ce port, et à leur débarquement ils reçurent de ce fonctionnaire l'hospitalité la plus empressée. On devine à quel point ce retour exaspéra les wesleyens, qui avaient alors pour chef un homme d'un sombre puritanisme. De nouvelles intrigues s'ourdirent. Le roi des Sandwich, Tamea-Mea III ou Kaui-Keaouli, était entièrement gouverné par sa sœur, la princesse Kinau, et celle-ci par le missionnaire Bingham. Les deux prêtres catholiques étaient donc condamnés d'avance. En effet, peu de jours après leur arrivée, on leur signifia, de la part du roi, qu'ils eussent à se rembarquer sur *la Clémentine*, et, sur leur refus d'obéir, on employa de nouveau la violence pour les conduire à bord. En vain M. Dudoit résista-t-il et fit-il amener le pavillon de son navire; l'ordre d'exil fut maintenu, et il allait être exécuté quand *la Vénus* parut sur la rade d'Honoloulou. La présence d'un bâtiment de ce rang changeait la face des choses.

Il faut rendre cette justice au consul anglais, qu'il avait pris parti pour les victimes contre les persécuteurs. Le consul américain lui-même n'approuvait pas Bingham, quoiqu'il fût son compatriote; mais le wesleyen bravait toutes les animosités, et ne prenait conseil que de lui-même. Il voulait régner seul aux Sandwich, et ne supportait pas l'idée qu'une autre communion que la sienne pût y prendre racine. Son zèle ne reculait même pas devant la persécution et la violence; il condamnait au fouet et aux travaux publics les indigènes qui persévéraient dans la foi catholique. Ainsi, la partie était engagée entre le fougueux méthodiste uni aux grands chefs d'une part, et de l'autre le capitaine du Petit-Thouars, arrivé si à propos, et s'appuyant sur tous les représentants des puissances civilisées. Par une heureuse coïncidence, une corvette anglaise, le *Sulphur*, sous les ordres du capitaine Belcher, venait de mouiller dans le port.

A peine instruit de ces faits, M. du Petit-Thouars se rendit à terre, où il s'aboucha avec les divers résidents. Le roi Kaui-Keaouli était alors absent; il habitait Mawi, l'île voisine. Le commandant français se présenta chez la princesse Kinau,

(1) M. Adolphe Barrot a déjà parlé, dans cette *Revue* (août 1839), de ces deux missionnaires et de leurs aventures. Les faits commencent ici au point où il les a laissés.

qui gouvernait par interim, et, après lui avoir vivement reproché la conduite qu'on avait tenue à l'égard des prêtres catholiques, il demanda d'une manière formelle que M. Bachelot fût autorisé à séjourner à Honoloulou jusqu'à ce qu'il eût trouvé une occasion convenable pour se rembarquer. Le missionnaire Bingham, présent à cette entrevue, dictait à la reine des réponses à l'aide de quelques gestes; sous cette influence, elle refusa, et, avant d'employer des moyens plus efficaces, on résolut d'écrire au roi pour le rappeler à Honoloulou. Ce prince vint en effet dix jours après, accompagné de tous les gouverneurs des îles voisines, ramenant sa petite escadre composée de goëlettes armées, et déployant tout l'appareil de sa grandeur. Il fut convenu que l'audience solennelle aurait lieu le lendemain.

Les choses se passèrent avec une certaine étiquette. Les personnages de la cour étaient tous en grand costume, ainsi que le roi, c'est-à-dire revêtus d'uniformes anglais. Dans l'enceinte extérieure et dans la galerie du palais se rangeaient les gardes d'honneur du souverain, qui avaient poussé la tenue jusqu'à se vêtir de pantalons. M. du Petit-Thouars parut, accompagné de deux officiers de la frégate; le capitaine Belcher et quelques officiers de son état-major, les consuls d'Angleterre et des États-Unis, complétaient le nombre des personnes admises à l'audience. L'un des officiers du roi les introduisit dans la salle de réception, tapissée de nattes qui occupaient presque toute l'aire du palais. Ce palais était tout simplement une maison couverte en paille, et l'ameublement répondait à l'aspect du dehors. D'un côté, un grand divan formé de nattes et élevé d'un demi-mètre au-dessus du sol, de l'autre un canapé et quelques chaises, voilà à quoi se réduisait le luxe de la résidence royale. Sur le divan se tenaient le roi, la reine, la sœur du roi, les princesses, les gouverneurs et les grands officiers. Toutes les dames de la cour étaient couchées à plat ventre sur les nattes, et ne changèrent pas de position tant que dura l'entrevue. Les capitaines et les résidents s'assirent sur les chaises et le canapé.

La conférence s'ouvrit : la sœur du roi s'était placée derrière son frère, de manière à pouvoir lui dicter les réponses qu'il devait faire, et le missionnaire Bingham, assis auprès de la sœur du roi, lui suggérait à son tour ce qu'elle avait à dire. On ne pouvait pas jouer plus ouvertement la comédie. Le capitaine du Petit-Thouars demanda au roi pourquoi il avait traité M. Bachelot d'une manière si inhumaine; à quoi Kaui-Keaouli répondit qu'il n'avait fait que maintenir un décret rendu pendant sa minorité; puis il ajouta que, les missionnaires américains ayant les premiers porté la civilisation dans ce groupe, il était juste de les laisser jouir des fruits de leur œuvre, à l'exclusion de toutes les autres sectes. La discussion, portée sur ce terrain, embarrassait le commandant; il n'avait pas d'instructions à ce sujet, et craignait d'engager son gouvernement dans une querelle religieuse. De là un échange de pourparlers qui n'amena aucun résultat dans le cours de la première audience. Avant de renvoyer les conférences au lendemain, M. du Petit-Thouars remit au roi une note que celui-ci repoussa d'abord, et qu'il ne reçut ensuite qu'avec un sentiment de frayeur mal déguisé. Enfin, le jour suivant, les choses s'arrangèrent. Le roi consentit à autoriser le séjour de M. Bachelot à Honoloulou, jusqu'à ce qu'il trouvât l'occasion de s'embarquer, et, de son côté, M. du Petit-Thouars se rendit garant que le missionnaire catholique ne chercherait pas de vains prétextes pour reculer indéfiniment son départ. Par un dernier accord, il fut entendu que désormais les sujets français seraient traités aux Sandwich sur le pied de la nation la plus favorisée, et qu'un égal avantage était acquis à ceux des indigènes qui voudraient visiter la France.



Évidemment, en tout ceci. M. du Petit-Thouars avait pris beaucoup trop au sérieux cette royauté sauvage; il ne s'était pas ménagé assez de garanties et eût mieux fait de mener les choses plus militairement. Les événements le prouvèrent. Quatre mois après le passage de *la Vénus*, M. Bachelot, alors malade, et l'un de ses confrères, M. Maigret, qui était venu des îles Gambier pour l'assister dans son pieux ministère, furent transportés de vive force à bord d'une petite goëlette qui fit voile pour le groupe de Pounipet, et les déposa sur ce rivage. M. Bachelot n'eut pas la force de résister à cette nouvelle persécution ; les fatigues de la traversée l'achevèrent : il mourut et fut inhumé à Pounipet. Les choses n'en pouvaient pas rester là sans compromettre l'autorité de notre pavillon. La frégate *l'Artémise*, qui achevait alors sous les ordres du capitaine Laplace une exploration dans l'Inde, reçut à ce sujet des instructions précises et se disposa à les suivre (1).

Après le départ de M. Bachelot, une sorte de persécution, organisée par les wesleyens, vint épouvanter la petite église catholique des Sandwich. Il y eut des martyrs, il y eut des confesseurs parmi ces tribus à peine civilisées. Bingham poussa l'égarement du zèle jusqu'à des violences déshonorantes. Il fit enfermer dans le fort ceux qui lui résistaient, chercha à les séduire par des offres d'argent ou à les intimider par des menaces. On s'accorde à dire que beaucoup d'entre eux persévérèrent dans leur foi et que les séductions échouèrent comme les sévices. Tout l'odieux de cette conduite retomba sur la mission wesleyenne, qui fut dès lors un objet de mépris, même pour les protestants anglais et américains. Les résidents se séparèrent de ces hommes qui interprétaient ainsi l'Évangile et traitaient des catéchumènes comme l'auraient fait des proconsuls romains. On vit là-dessous plus d'ambition que de ferveur et moins de fanatisme que d'avidité. Ce fut dans ces circonstances que *l'Artémise* fit une apparition sur ces côtes, deux ans après que le capitaine du Petit-Thouars les eut quittées. Le capitaine Laplace conduisit la négociation de la manière la plus ferme et la plus résolue. Le 10 juillet 1839, *l'Artémise* mouillait dans la baie d'Honoloulou en dehors des récifs. La vue d'un bâtiment de guerre déployant les couleurs françaises fut pour la population un sujet d'émotions diverses; les chefs et les missionnaires en ressentirent une vive frayeur, les résidents une joie extrême. Ceux-là ne récapitulaient pas sans appréhension les griefs que la France avait à faire valoir contre eux, la violation des accords signés avec M. du Petit-Thouars, la déportation et la triste fin de M. Bachelot, les persécutions exercées contre la petite église catholique; ceux-ci voyaient avec plaisir que l'on donnât enfin une leçon aux sectaires qui faisaient peser sur l'île le joug d'une dévotion intolérante et poussée jusqu'à l'hébêtement. Des deux parts, les passions étaient fort animées, et l'on attendait avec autant de curiosité que d'inquiétude la suite des événements. Le capitaine Laplace ne tint pas longtemps les esprits dans l'indécision.

Aussitôt que la frégate avait été signalée, l'agent consulaire français s'était rendu à bord; deux heures après, des salves d'artillerie annoncèrent le départ de ce fonctionnaire en compagnie d'un officier qui devait demander au roi des Sandwich comme ultimatum : 1° le libre exercice de la religion catholique; 2° un terrain pour la construction d'une église; 3° l'élargissement des catholiques incarcérés; 4° une somme de 20 000 piastres fortes, à titre de garantie. Soixante douze

(1) Le contre-amiral Laplace n'ayant encore publié que les deux premiers volumes de son intéressante relation, j'emprunte la suite de ce récit à des notes fort exactes qui m'ont été confiées par un officier de l'expédition.

heures étaient accordées pour adhérer à ces conditions; la somme fixée devait être portée à bord de la frégate, pendant que le fort d'Honoloulou saluerait le pavillon français de vingt-un coups de canon. A l'appui de son ultimatum, le capitaine Laplace écrivit aux divers consuls pour leur en notifier le contenu, en offrant aux résidents des diverses nations civilisées un asile à bord de la frégate dans le cas où il faudrait en venir à l'emploi de la force. La lettre au consul des États-Unis contenait le passage suivant, qui eut un effet décisif : « Je ne comprends pas parmi vos nationaux, monsieur, les individus qui, quoique natifs des États-Unis, font en réalité partie des chefs de cet archipel, dirigent son gouvernement, influencent sa conduite, et sont les véritables instigateurs des insultes faites à la France. A mes yeux ils passent pour de véritables indigènes, et ils doivent subir les conséquences de la guerre qu'ils auront attirée sur ce pays. »

Telle était la réparation que le commandant français exigeait du roi polynésien; on ne pouvait se montrer plus catégorique. Le consul était chargé d'ajouter verbalement qu'en tout état de cause l'équipage de *l'Artémise* descendrait en armes le dimanche 14, pour assister à une messe qui serait célébrée au consulat.

Quand cette pièce parvint au palais du gouvernement, la consternation y fut grande. Cependant un sentiment de résignation parut dominer les esprits. Le roi étant absent, il fallut demander quelques jours de délai; le capitaine Laplace ne les accorda qu'en exigeant un otage. On lui envoya le commandant du fort, personnage très-influent; il se nommait Kanaïna, et passa quelques jours à bord de la frégate. Cet homme paraissait émerveillé de ce qu'il voyait et ne cherchait pas à cacher sa surprise. Les wesleyens avaient, à l'aide d'habiles mensonges, si bien déprécié la France aux yeux des insulaires, que Kanaïna pouvait à peine croire que cette puissance eût autant de canons et de mousquets. Quand on eut déroulé sous ses yeux une carte, et qu'on lui eut fait juger de l'étendue du territoire français, comparé à celui des Sandwich, sa terreur n'eut plus de bornes; il demandait si vraiment notre roi était fort courroucé contre le sien, et s'il ne pousserait pas plus loin les représailles. On rassura cet enfant de la nature qui portait le plus plaisamment du monde la culotte et les bas de soie; on lui dit que, si les indigènes reconnaissaient et réparaient leurs torts, s'ils repoussaient désormais les conseils des missionnaires, la chose n'aurait pas pour eux des suites fâcheuses. L'insulaire écoutait tout cela avec intérêt, et chaque soir il rendait compte à la régente de ce qu'il avait vu et appris dans la journée, des manœuvres du bord, de l'exercice à feu qui lui paraissait exécuté à merveille et dont il ne perdait pas un détail.

A terre, les choses suivaient leur cours. Les résidents étrangers, hostiles aux missionnaires, avaient pris la résolution de s'armer en cas d'une rupture, et d'appuyer de toute leur influence des réclamations dont la justice était incontestable. Ainsi le droit et la force se réunissaient en faveur de la même cause. On croyait d'abord que Bingham, dont l'énergie sombre était connue, ne désarmerait pas sans combat; mais la prudence eut le dessus. Les missionnaires wesleyens, au lieu de lutter, prirent le parti de fuir devant l'orage; ils quittèrent tous Honoloulou avec leur famille et leurs effets les plus précieux, et gagnèrent l'intérieur de l'île. Les chefs indigènes furent dès lors abandonnés à leurs inspirations et à leurs lumières. Le premier effet de cette retraite fut l'élargissement de soixante naturels, détenus dans le fort pour cause de religion : les bons traitements succédèrent aux outrages, on alla même jusqu'à leur offrir de l'argent comme indemnité. Évidemment la réaction s'opérait.

Enfin le samedi, veille du jour de grâce et terme du délai, le gouvernement des Sandwich s'exécuta en tout point. Une double pirogue venait d'arriver de Mawi et d'apporter le consentement du roi à toutes les conditions posées par le capitaine Laplace. Il était deux heures de l'après-midi quand le fort hissa le pavillon français en le saluant de vingt-un coups de canon. Immédiatement ce salut fut rendu par les batteries de la frégate, et les compagnies prirent les armes pour recevoir le gouverneur de la ville, mari de la régente, qui apportait en personne le traité signé par les chefs, et des caisses contenant les 20,000 piastres de garantie. Le gouverneur était revêtu d'un bel uniforme anglais que rehaussaient la culotte et les bas de soie, tenue de rigueur aux îles Sandwich; il s'avança avec calme et dignité vers le commandant, qui l'attendait avec tout son état-major au pied du mât d'artimon. M. Laplace prit le traité des mains du représentant du roi, et crut devoir terminer cette négociation par quelques paroles sévères. La bonne harmonie étant ainsi rétablie, le gouverneur visita la frégate, passa l'inspection du matériel et du personnel sous les armes, et, à son départ, fut salué par treize coups de canon.

Le lendemain dimanche, le roi arriva de Mawi avec une escadrille de trois goëlettes, et se rendit à la résidence royale. Le jour même devaient avoir lieu la cérémonie et le spectacle que le commandant français avait promis à Honoloulou. A dix heures du matin, une compagnie de débarquement descendit sur le môle et s'y forma en colonne par sections pour marcher vers l'église. Exécutant d'avance l'une des clauses du traité, le roi avait mis à la disposition des prêtres une fort belle case, qui devait servir à la célébration du service divin. C'est de ce côté que l'équipage de la frégate se dirigea; la foule était immense. Pour mettre un peu d'ordre au sein de cette multitude, le roi avait envoyé tous les soldats de sa garde, disposés en haie le long du chemin, et contenant les curieux à grands coups de fouet. Ces moyens de police suffisaient à peine pour maintenir le passage libre. On arriva ainsi dans le local qui allait servir de chapelle. Le roi avait eu soin de le faire garnir de belles nattes, et les résidents y avaient envoyé des chaises et des fauteuils. Une assemblée nombreuse remplissait l'enceinte; des familles protestantes étaient accourues, attirées par la curiosité. Le service divin fut célébré par le jeune abbé Walsh, missionnaire d'origine irlandaise, mais appartenant à la maison de Picpus. La musique de la frégate exécuta pendant l'office divers morceaux religieux, et un grand *Te Deum* termina la cérémonie.

Les jours suivants furent employés à la conclusion d'un traité de commerce. On devine sans peine qu'il fut dicté par le commandant français : le gouvernement des Sandwich n'était plus en mesure de se défendre, même sur ce terrain. M. Laplace se contenta des conditions que le capitaine anglais Russel avait obtenues pour ses nationaux, et entre autres stipulations il imposa celle de l'admission, au droit de 5 pour 100, des esprits et des vins, jusque-là rigoureusement interdits par les missionnaires. Peut-être aurait-il fallu tenir cette taxe plus élevée, afin qu'un brusque changement de régime ne répandît pas trop rapidement dans ces îles l'usage des spiritueux, si funeste aux peuples enfants. Le roi ne fit d'ailleurs aucune objection; il souscrivit à toutes les demandes. Il se montrait enchanté que tout fût fini, et se plaisait à se montrer à nos Français dans son bel uniforme de feld-maréchal, présent du roi d'Angleterre. Sa tournure n'était point empruntée; il portait fort bien cet habit. Un peu ramassé dans sa taille, il avait une physionomie pleine d'intelligence et un visage moins cuivré que celui de ses sujets. Les officiers de sa cour étaient revêtus de fracs de diverses coupes, français, espagnols et anglais. On ne

saurait se faire une idée du maintien aisé et des manières décentes de ces hommes, hier sauvages. Il y a en eux un tact et un sentiment des convenances qui étonnent. Le roi vint visiter la frégate, et y accepta une collation offerte par le commandant. Jamais on ne l'avait vu aussi heureux, aussi gai; on eût dit qu'il respirait plus à l'aise loin du joug des missionnaires. Il examina en connaisseur les détails d'armement et d'installation, fit sur ces divers objets des observations fort justes, et ne quitta le bord qne vers quatre heures du soir.

Pendant le séjour du roi sur la frégate, les marins de *l'Artémise* eurent tout le temps d'admirer la double pirogue qui l'avait amené, et qui se livrait à des évolutions brillantes autour du bâtiment de guerre. C'était une magnifique barque longue de quarante-cinq pieds et montée par quarante naturels couronnés des plumes jaunes de l'*ivi*, oiseau charmant, et qui de jour en jour devient plus rare. Les officiers de la pirogue, en uniformes européens, se tenaient à cheval sur une planche garnie de belles nattes qui règne sur toute la longueur. Ce contraste des deux costumes était d'un effet singulièrement pittoresque, et le mouvement cadencé des pagaies rappelait les procédés de navigation que Bougainville et Cook ont si bien décrits. Les extrémités de la barque, en queue de poisson, étaient ornées de nacre de perle et de sculptures à jour. L'ensemble se distinguait par un goût délicat, et cette élégance n'excluait pas la solidité. Cette pirogue ramena rapidement le roi au débarcadère, et peu de jours après *l'Artémise* quitta cette côte où elle venait de laisser un souvenir durable de notre puissance.

Pour terminer l'histoire de la crise catholique qui a agité l'archipel des Sandwich, il nous a fallu abandonner un instant *la Vénus* et son itinéraire. Nous retrouvons cette frégate au Kamtschatka, et mouillée dans la baie de Pétropawlowski, vers les premiers jours de septembre. Les sites qui entourent ce bassin ont le charme particulier aux paysages du Nord. Sur une côte fort inégale apparaissent tantôt des promontoires escarpés, tantôt des anses tranquilles qui aboutissent à de jolis vallons. A cette époque de l'année, une végétation magnifique couvre les reliefs et les pentes du terrain. Un ou deux plans de collines verdoyantes semblent s'adosser, à l'horizon, à des sommets volcaniques que couronnent la neige et la fumée. Rien de plus vaste, rien de plus sûr que cette rade; toutes les flottes du monde y tiendraient à l'aise. Cependant la solitude seule règne dans cet espace; au mouillage, pas un navire; à terre, pas une hutte, pas une maison, si ce n'est le village où réside le gouverneur-général du Kamtschatka. C'était alors M. Shakoff, qui se montra animé, vis-à-vis de nos officiers, d'une bienveillance extrême. A peine *la Vénus* reposait-elle sur son ancre, qu'elle reçut de la part du gouverneur deux veaux, un bateau chargé de saumons, et une grande quantité de légumes de son jardin. Ces procédés ne se démentirent pas, et, pendant le séjour qu'elle fit dans cette baie, l'expédition n'eut qu'à se louer des attentions de toutes les autorités russes.

De ce point du mouillage que l'on nomme la baie d'Avatscha, il était impossible d'apercevoir Pétropawlowski, la capitale du Kamstchatka; elle était cachée par la presqu'île qui ferme le port. Le mot de capitale est du reste bien ambitieux pour un groupe de petites maisons en bois, couvertes d'herbes sèches et entourées de cours et de jardins palissadés. Une église d'un effet pittoresque occupe le fond même du vallon : elle est desservie par un évêque ou protopope. La ville n'a que trois rues dignes de ce nom, et la plus spacieuse aboutit au palais du gouvernement, qui ne se distingue des autres demeures que par son étendue. Les maisons, construites sans alignement suivi, sont toutes en bois et sans étages; elles sont

faites de troncs d'arbres liés par des entailles et superposés de manière à former les côtés de la maison; on les recouvre en bardeaux, que l'on tapisse ensuite de joncs. Au milieu de l'aire des habitations, on bâtit en terre ou en briques un énorme poêle qui en chauffe tout l'intérieur au moyen de quelques dispositions ingénieuses. Ces demeures sont divisées en trois ou quatre pièces, l'une pour les filets et les ustensiles de pêche, l'autre qui sert de salon et de salle à manger, les autres de chambre à coucher. Les appartements reçoivent le jour par une ou plusieurs fenêtres à double châssis garnis de carreaux de verre ou de talc. Une forte odeur de poisson séché, qui envahit jusqu'aux rues, trahit l'occupation des habitants. Pétropawlowski est en effet habité par des pêcheurs ou des chasseurs, et ces deux industries y forment la base des échanges. Le poisson sec, les martes et les autres fourrures y ont cours comme la monnaie, les marchands du pays comptent par queues de saumons, par peaux de martes, de loutres ou d'hermines, comme ailleurs on compterait par roubles. Du reste, la population ne s'élève guère qu'à six cents personnes, sur lesquelles un tiers se compose d'employés du gouvernement. On y voit aussi des condamnés politiques que la proscription a jetés sur ces tristes plages. Il est aisé de les reconnaître, car leurs visages portent les traces des plus odieux traitements : les lobes du nez sont fendus avec des ciseaux ou arrachés avec des tenailles. Les Kamtschadales ne semblent admis dans la ville qu'à titre de domestiques ou de miliciens. Au nombre de soixante, ils forment la garnison de Pétropawlowski, et ils ont en outre l'instruction nécessaire pour servir de charpentiers, de forgerons, de marins et d'artilleurs.

Le gouverneur, M. Shakoff, vint, quelques jours après l'arrivée de *la Vénus*, visiter la frégate et inviter l'état-major à assister aux cérémonies qui devaient consacrer l'anniversaire du couronnement de l'empereur Nicolas. La fête fut aussi belle que le comportait la localité, et la présence de nos officiers en grande tenue lui donna un intérêt de plus. A la suite d'une revue de la garnison, on se rendit à l'église, où le service se fit avec une grande pompe et un grand luxe d'ornements sacerdotaux en drap d'or et d'argent. La journée s'écoula en surprises et en plaisirs. La fille du gouverneur, à qui le français est familier, fit avec une grâce parfaite les honneurs de sa maison. On parcourut d'abord le jardin, qui descend en pente douce vers le port; un ruisseau le traverse et dans sa course forme plusieurs bassins sur lesquels voguaient des cygnes du Japon que distinguent leurs crêtes charnues. Un monument élevé à la mémoire du navigateur Behring occupe la partie inférieure de l'enclos. Là on présenta à nos officiers deux chefs de Kamtschadales ou *taïons* dont le type était caractéristique. Ils avaient la figure large, carrée, les yeux petits, les pommettes saillantes, le nez épaté, la bouche grande, les cheveux noirs, plats et fournis. Ces figures, sans être belles, avaient une certaine finesse. Le costume de ces hommes, simple et décent, se rapprochait de celui des Russes; l'un d'eux portait, sur une redingote verte, un sabre monté en argent, don de l'empereur; il remit au gouverneur un rapport, ce qui prouve qu'il savait lire et écrire. On les fit parler : leur langage, quoique guttural, n'a rien de rude. Ils dirent en kamtschadale qu'on se souvenait avec reconnaissance dans leur pays que Lapérouse avait le premier fait connaître le sel aux indigènes.

Bientôt un spectacle d'un caractère tout local fut offert à nos marins. C'était un élégant équipage de voyage attelé de six beaux chiens. Un Kamtschadale en costume d'hiver, le bâton ferré à la main, se tenait prêt à partir. Quand on eut examiné l'attelage, il monta sur une selle revêtue de peaux d'ours et donna le signal

en criant : *khâ! khâ!* A ces mots, les chiens s'élancèrent de toute leur vitesse, parcoururent une rue inclinée, puis coupèrent une autre rue à angle droit, enfin, après divers détours, remontèrent la colline et revinrent au point de départ. C'était une scène charmante et pleine de nouveauté. Un officier de la frégate ayant témoigné le désir de faire une course, un autre traineau fut amené et attelé d'une nouvelle meute. Les chiens dressés à cet usage ressemblent aux chiens-loups de nos bergers ; ils ont les oreilles courtes, en forme de cornets, toujours dressées, ce qui leur donne un air éveillé et farouche; ils sont très-hauts sur leurs pattes, leur queue est très-développée, le poil est long et touffu ; la couleur la plus commune est fauve ou blanche à reflets jaunes. Ces animaux vivent toujours en plein air, attachés deux à deux, et ils font dans la terre des trous où ils logent une partie de leur corps ; on les nourrit de poisson salé, souvent pourri, qui leur est distribué deux ou trois fois par jour. Aucun service n'est plus précieux que le leur ; en voyage, ils font six milles à l'heure, et près de soixante milles dans leur journée. Dans ce cas, on ne leur donne à manger qu'une seule fois et lorsque la course est finie. Pour une longue route, il faut plusieurs attelages, afin que ces animaux puissent se reposer un jour sur deux. Les équipages des traîneaux se composent de cinq, dix et jusqu'à vingt chiens ; le prix du loyer est de quatre centimes par attelage de cinq chiens et par chaque verste de parcours pour les courriers du gouvernement, et de huit à douze centimes pour les autres voyageurs. Les chiens sont ordinairement attelés deux par deux ; quelquefois on en place un en volée; le mode d'attelage est un collier en lanières de cuir assez léger pour ne pas gêner les mouvements. Lorsqu'un équipage est attaqué par un ours, il suffit de dételer les chiens pour qu'ils viennent à bout de l'agresseur, mais, gênés par les harnais, quelquefois ils succombent. Quant aux traîneaux, ils sont de diverses formes et de différentes grandeurs, les uns pour une personne, d'autres pour deux, trois, quatre et jusqu'à six personnes; d'autres, enfin, ne sont destinés qu'au transport des marchandises. A l'aide du bâton dont il est armé, le conducteur dirige le tout, change de direction ou imprime des mouvements obliques. Cette manière de voyager est la seule qui soit usitée dans la partie méridionale du Kamtschatka ; les attelages de rennes ne se trouvent que plus au nord, et ici, d'ailleurs, les chiens les remplacent avec beaucoup d'avantage.

Ainsi se passa le séjour de *la Vénus* dans les eaux de Pétropawlowski, au milieu de prévenances et de fêtes. Le capitaine du Petit-Thouars ne voulut pas être en arrière de politesse, et reçut à son tour à bord de la frégate le gouverneur, l'état-major russe et les chefs kamtschadales. On se mit à table, et pendant le repas la musique exécuta quelques airs des opéras nouveaux Deux toasts furent portés : l'un à l'empereur de Russie, l'autre au roi des Français, et une salve de vingt-un coups de canon les salua tous les deux. Après le repas, les chefs kamtschadales demandèrent à être introduits; chacun d'eux apportait son présent, l'un un bois de renne, l'autre des cornes d'argalis; en retour, le commandant français leur donna des instruments aratoires et à chacun un fusil à deux coups. Ces cadeaux les comblèrent de joie, et le plus jeune crut devoir témoigner sa reconnaissance en exécutant une danse nationale qui divertit beaucoup les convives. Ce prince kamtschadale était vêtu d'une robe de fourrure de peaux de rennes qui tombait à mi-jambe ; des manches longues et un capuchon s'adaptaient à ce vêtement, orné à toutes les extrémités d'une bordure artistement tissue et brodée en poils de diverses couleurs ; une ceinture décorée de la même manière et fixée par une agrafe en ivoire de lion

de mer complétait cet ajustement ; des bottes en peau de renne, remontant au-dessus des genoux, lui servaient à la fois de pantalon et de chaussure. Ainsi accoutré il se mit à exécuter sa pantomime, qui figurait une scène d'amour entre deux ours. Il paraît que c'est une danse de caractère fort appréciée dans le pays. Du reste, le prince indigène s'en tira au mieux ; son vêtement prêtait à l'illusion ; les gestes, les grimaces, les contorsions, les poses, achevaient de rendre la scène plus bouffonne.

Ces Kamtschadales sont de très-hardis chasseurs ; ils poursuivent au milieu des neiges les rennes et les argalis, les ours, les renards et les loups dans les contrées moins froides. Ils expédient chaque année leurs pelleteries et leurs fourrures sur les marchés de Moscou et de Saint-Pétersbourg, ou dans les ports de la Chine les plus voisins. La bête la plus abondante, c'est l'ours; on en trouve peu de noirs, mais beaucoup d'un brun fauve à reflets jaunes ou blancs. Les ours vivent sur le bord des rivières, et dans des marais, où ils se nourrissent de poissons qu'ils savent pêcher à merveille. Quand le poisson est gros, l'ours le poursuit et parvient à le happer ; mais, s'il faut en croire quelques récits, l'animal use vis-à-vis du frétin d'un stratagème fort singulier. Il se place sur l'un des bords de la rivière, le corps plongé à demi dans l'eau, en ayant soin de hérisser ses poils. Trompés par l'apparence, les petits poissons croient voir de longues herbes, et viennent se loger dans les fourrures de l'animal. Quand l'ours suppose que sa nasse est garnie, il se retire doucement pour ne pas effaroucher sa proie, secoue vivement sa robe et jette ses hôtes sur la plage, où il les dévore. Ce procédé ressemblerait à celui qu'emploient le fourmilier, l'iguana et le crocodile, quand ils offrent leur langue comme un appât à des légions d'insectes, pour la retirer au moment où elle est suffisamment chargée. Cependant la pêche de l'ours est encore plus extraordinaire, et peut-être faut-il se tenir sur la réserve jusqu'à vérification plus complète.

La chasse de l'ours est l'une des passions des habitants de Pétropawlowski. C'est le long des rivières et dans les endroits marécageux qu'on en rencontre le plus. On va s'y mettre à l'affût, ou bien on suit la bête à la piste, qui est fort aisée à reconnaître. Les chasseurs sont ordinairement armés de deux fusils à un coup qu'ils ajustent sur une fourche, afin de rendre le tir plus assuré Si cette double décharge ne suffit pas, il ne reste plus au chasseur qu'à attendre la bête, qui revient toujours sur lui quand elle est blessée. Alors tout dépend de la manière dont l'homme se servira de la crosse de son fusil : s'il a l'adresse de frapper violemment l'ours sur le museau, celui-ci tombe mort ou étourdi, et il est facile de l'achever; mais, s'il manque cet endroit vulnérable, l'animal se précipite sur son agresseur, et entame une lutte corps à corps qui se termine presque toujours par la mort de l'homme. Cependant on cite des Russes qui sont sortis mutilés, mais victorieux de ces combats terribles. C'est toujours un moment fort dur à passer, et il est plus prudent de ne pas courir une telle chance.

L'hiver est très-rigoureux au Kamtschatka, et cependant c'est l'époque où les communications sont le plus actives, car la neige rend le traînage possible. Le gouverneur profite de cette saison pour faire ses tournées et envoyer des officiers en inspection ; le protopope se met aussi en route et va rendre visite aux membres de son clergé. Avant d'entreprendre ces voyages, les Kamtschadales examinent le temps avec un soin particulier, et se trompent rarement sur les pronostics. Sans ces précautions, ils risqueraient d'essuyer ces tempêtes de neige si redoutables dans les hautes latitudes. Quand ils sont surpris par une de ces tourmentes, ils s'arrêtent et

se laissent enterrer en se garantissant de leur mieux. La bourrasque une fois passée, ils se dégagent et poursuivent leur route; mais souvent ils périssent enfouis et surpris par l'engourdissement. Dans ces ouragans, la ville de Pétropawlowski disparaît quelquefois tout entière; la neige s'élève jusqu'au sommet du clocher de l'église. Pour rétablir les communications et aérer les logements, il faut pratiquer d'énormes tranchées. Quand cette neige fine commence à tomber, les habitants ne peuvent marcher qu'en se garnissant les pieds de larges raquettes, qui par leur surface les empêchent de s'abîmer et de disparaître.

Après une station de trois semaines, *la Vénus* quitta ces parages pour gagner le port de Monterey en Californie Chez quelques matelots, des plaies provenant d'accidents avaient pris un caractère scorbutique, et pour les guérir il fallait l'air du rivage. C'est à Monterey qu'on les soigna dans une maison qui servit à la fois d'ambulance et d'observatoire. La frégate manquait de biscuit; on mit les bras du pays à contribution, on alla à la recherche des farines, même dans des fermes éloignées, pour obtenir un ravitaillement incomplet. Pour avoir de l'eau, il fallut affréter un petit navire qui alla en charger dans un établissement voisin. Telle était la situation de Monterey, capitale de la haute Californie. Des révolutions successives ont ruiné ce comptoir, jadis florissant Aujourd'hui, il se compose de quarante ou cinquante maisons blanchies à la chaux, véritables huttes couvertes de joncs et de branches d'arbres. Autour de ces habitations point de jardins, point de cultures, le sol y est encore ce que la nature l'a fait; l'indolence des naturels et l'inertie des gouvernements laissent en friche un territoire qui ne demanderait qu'à produire. Quand *la Vénus* mouilla à Monterey, la haute Californie, bouleversée de fond en comble par soixante ou quatre-vingts aventuriers américains ou espagnols, *riflemen* ou *rancheros*, venait de se déclarer indépendante du Mexique, et telle est la force de l'état mexicain, que le pouvoir central avait dû s'incliner devant le fait accompli. Un ancien employé des douanes nommé Alvarado était gouverneur de Monterey. Il se montra fort empressé vis-à-vis de l'expédition, et envoya quelques paniers de raisin à bord de la frégate. Du reste, dans tous les troubles du haut Mexique et de la haute Californie, il faut voir la main des États-Unis, qui cherchent à s'assurer quelques ports et quelques comptoirs sur l'océan Pacifique. Les aventuriers ouvrent la marche; mais le gouvernement les appuie avec cette persévérance qui caractérise la race des Américains du Nord. C'est ainsi que se forment peu à peu de nouveaux états qui prennent place à leur tour dans cette vaste fédération républicaine. Déjà les colonies d'origine espagnole ne savent plus se défendre contre ces empiétements; les Russes seuls se maintiennent dans l'établissement de la Bodega, et convoitent, avec celui de San-Francisco, le riche bassin qui s'étend sur les deux rives du Sacramento.

Les deux Californies comptaient autrefois des missions d'Indiens organisées dans le genre de celles du Paraguay, et dont plusieurs avaient atteint un haut degré de prospérité. Aujourd'hui, toutes ces fondations ont disparu ou sont en complète décadence. La plus florissante était celle de San-Carlos, que M. du Petit-Thouars visita pendant son séjour à Monterey. La solitude des lieux et l'état de ruine des constructions y attristent maintenant le regard. La campagne environnante, jadis couverte de riches moissons, offre le spectacle d'une stérilité complète. Par l'aspect des bâtiments, on peut se faire une idée de l'importance qu'avait autrefois cette exploitation. Ils se composent d'une vaste cour bordée sur trois côtés de logements à l'usage des travailleurs : l'église est dans l'un des angles; les

granges, les greniers et les magasins occupent le reste du pourtour. Tout cela est en grande partie abandonné; les chambres sont sans portes et sans toitures, les greniers sont sans récoltes. Deux ou trois familles d'Indiens habitent seules les masures qui entourent la mission; ils vivent de coquillages et de glands de chênes qu'ils écrasent entre deux pierres, et dont ils font une espèce de pain. D'autres Indiens sont moins heureux encore; errant sur le rivage de la mer, ils se nourrissent de coquillages, entre autres de l'haliotis géant, dont la chair savoureuse est renfermée dans une belle écaille diaprée, et de larges patelles qui abondent sur les roches de cette côte. Quand la pêche ne suffit pas, ces nomades ont recours à la chasse, et y emploient mille stratagèmes ingénieux. Voici celui qu'ils ont imaginé pour chasser les daims. Ils se revêtent d'une peau de cerf garnie de son bois, et se rendent dans des clairières où l'herbe de moutarde est parvenue à une certaine hauteur. Là, cachés à demi, ils agitent les bois qui surmontent la dépouille de l'animal, imitent à s'y méprendre les mouvements du cerf au pâturage, et vont jusqu'à en contrefaire le cri avec une grande vérité. Les troupeaux de cerfs et de daims accourent, et bientôt se trouvent à une petite portée des flèches. Le chasseur les ajuste alors un à un, et le grand talent consiste à toucher la bête au cœur, de manière à ce qu'elle tombe raide morte, et ne trouble en rien la sécurité des autres. Quand on la blesse seulement, elle fuit et entraîne la bande entière.

Les officiers de *la Vénus* trouvèrent chez les habitants de Monterey un fort aimable accueil. Un bal fut donné en leur honneur; les notabilités du lieu se firent un devoir d'y paraître. Cette population est d'ailleurs vive, enjouée et bienveillante; un sentiment profond d'égalité y domine : point d'étiquette, point de distinction de classes. Il serait difficile, en effet, au milieu du croisement des familles, d'établir la moindre catégorie. Parmi les deux cents âmes qui peuplent Monterey, il y a des créoles issus d'Espagnols et de femmes indigènes, des étrangers venus de tous les points du globe, des Écossais, des Irlandais, des Américains, des Français, qui ont pris là des femmes métisses ou blanches, et ces races se sont croisées de telle sorte, qu'aujourd'hui l'identification en est complète. C'est ce qui compose à Monterey la société de la *gente de razon*, les gens raisonnables, comme il faut; viennent ensuite les Indiens convertis que l'on nomme *christianos*, et les Indiens idolâtres qui sont les *gentiles*. Le bal qui fut donné aux officiers de la frégate se composait des personnes de la *gente de razon*. Les femmes de cette classe sont d'une taille moyenne, ont le teint brun, de belles dents, de magnifiques cheveux noirs. Elles ont adopté, pour leur costume, les modes européennes, modifiées par le goût espagnol. Les hommes ont en général un air de distinction, et dans les traits cette régularité qui appartient au type espagnol. Quant aux Indiens, ils ont des figures repoussantes, le teint fuligineux, des cheveux noirs et plats, les pommettes saillantes, la bouche énorme, enfin une intelligence à peine au-dessus de celle de la brute. Leurs compagnes ne sont pas mieux partagées sous ce rapport, et les deux sexes ajoutent à cet ensemble de dons extérieurs une saleté repoussante. La principale industrie de ces indigènes consiste dans la fabrication de paniers d'un tissu si serré, qu'ils tiennent l'eau; ils s'en servent pour faire cuire leurs aliments. Ils travaillent aussi avec un art infini des coupes élégantes qu'ils revêtent de coquillages nacrés, et qu'ils ornent des plumes noires choisies dans les huppes de la perdrix de Californie. Les Indiens excellent de leur côté dans la préparation des arcs et des flèches. Ils renforcent l'arc par un nerf de cerf très-artistement uni au bois, et tendent l'arme dans le sens opposé à la courbure. En guise de carquois,

ils se servent d'étuis faits en peaux de lièvres et de renards, qu'ils ornent toujours de grains de verre et de petits coquillages.

Après diverses relâches dans les ports de la haute et basse Californie, *la Vénus* parut au mouillage de Mazatlan, dont la destinée forme un contraste complet avec celle de Monterey. Pendant que ce dernier comptoir allait dépérissant, Mazatlan réalisait en très-peu d'années une belle fortune commerciale. En 1828, on y voyait à peine quelques huttes misérables habitées par des pêcheurs; aujourd'hui c'est devenu une ville de cinq mille âmes, un entrepôt important. C'est là que viennent déboucher désormais une grande partie des richesses minérales du Mexique, l'or, l'argent et le cuivre de huit districts, enfin des bois de teinture qui font l'objet d'une exploitation récente. Les habitations de Mazatlan ne sont pas à la hauteur de sa situation actuelle; il est aisé de voir que la prospérité a pris cette ville au dépourvu. A peine peut-on citer sept ou huit habitations de quelque importance; le reste ressemble aux chaumières d'un hameau. Celles qui bordent la plage reposent sur le sable, et pour aller de l'une à l'autre, comme pour arriver à la rue principale, on est obligé de marcher dans une arène mouvante. Le comptoir n'en est pas moins riche et florissant; des maisons importantes s'y sont fixées et en ont fait le siége de vastes opérations. Cette population, d'origine espagnole, est mêlée de quelques négociants étrangers. Elle fit à *la Vénus* un accueil qui laissa chez nos marins de longs souvenirs. Les bals, les fêtes, les réunions, les dîners se succédaient sans relâche. Pour répondre au vœu des habitants, il avait fallu rapprocher la frégate du port et la conduire au mouillage de l'île de Creston. Elle y reçut des visites qui ne cessèrent qu'au jour du départ.

Il est impossible de suivre *la Vénus* dans toutes les échelles du Mexique : à San-Blas, ville en décadence et ravagée par des fièvres intermittentes; à Acapulco, où arrivait autrefois le célèbre galion des Philippines, et dont la baie est une des plus sûres qui existent dans cette zone. La frégate revit encore le Pérou et le Chili, où elle procéda aux grosses réparations dont elle avait besoin. A Valparaiso, le capitaine du Petit-Thouars fut invité à une chasse au condor, ce destructeur des troupeaux, et il donne de curieux détails sur ces parties de plaisir.

Le condor, le plus grand des oiseaux de proie, est originaire des Andes et se tient ordinairement au-dessus de la limite extrême de la végétation. Au Chili, il a de quinze à vingt pieds d'envergure; son plumage est noir, la peau de sa tête a un aspect hideux; elle est ridée, ainsi qu'une partie du cou, et couverte d'un poil noir et rare; un collier d'un beau duvet blanc la sépare de la partie emplumée du cou. Le bec du condor est terrible; ses serres sont puissantes, mais pas au point de pouvoir enlever des bestiaux, comme l'ont prétendu quelques voyageurs. Le condor recherche les animaux qui viennent de naître, les tue et les dévore, si la mère ne veille pas sur eux. Lorsque la curée est belle et la besogne difficile, ils se mettent plusieurs pour l'achever. Ainsi on raconte que, sur les Andes, un veau de cinq à six mois fut attaqué par trois condors. Ils fondirent sur lui d'une manière furieuse : deux le prirent de front, tandis que l'autre l'inquiétait par derrière. A coups de bec, les premiers lui crevèrent les yeux, et l'animal tomba ; ils l'achevèrent à coups d'ailes, et le firent disparaître avant qu'on eût pu venir au secours du pauvre animal.

On conçoit quel intérêt ont les éleveurs de bestiaux à diminuer le nombre de ces oiseaux féroces ; mais comment s'y prendre? Les condors nichent sur des rochers escarpés où il est impossible d'aller détruire leurs œufs, et ils ne se laissent

jamais approcher à portée de fusil. Il ne reste donc plus qu'à organiser contre eux des battues. Voici quels moyens on emploie. Sur un lieu élevé et préparé à l'avance, on dépose le corps d'un cheval écorché. Autour de ce cadavre est construite une enceinte circulaire de six mètres de rayon, bordée de pieux que l'on enfonce en terre très près les uns des autres, en ménageant une porte d'un mètre de largeur sur autant de hauteur. Quand la proie commence à entrer en putréfaction, on peut apercevoir des bandes de condors planer autour de l'enceinte. C'est le moment pour les chasseurs de se rapprocher du lieu de l'action. Une cabane recouverte de ramée a été préparée; ils s'y tapissent en se dérobant aux regards. De là on peut, pendant des heures entières, voir ces hideux oiseaux, dont le nombre augmente à chaque instant, décrire dans le ciel des cercles infinis, attirés vers le cadavre par l'odeur qui s'en exhale, et s'en éloignant à cause de l'appareil suspect qui l'entoure, partagés entre le désir de faire un bon repas et la crainte que ce plaisir ne leur soit fatal Ils descendent ainsi presque jusqu'à terre et se relèvent au plus haut des airs, toujours excités et toujours contenus. Enfin peu à peu l'odeur les enivre, et dès qu'un des leurs, moins expérimenté ou plus affamé que les autres, s'est abattu sur la proie, les autres le suivent à l'instant même. On ferme alors la porte de l'enceinte au moyen d'une corde qui a été disposée à cet effet, et tout le bataillon se trouve ainsi prisonnier. Il n'est pas rare de voir jusqu'à trente condors traqués et rassemblés dans un pareil piége.

Une fois qu'ils ont commencé leur festin, on peut s'approcher sans crainte; l'oiseau est tout entier à sa besogne, il ne s'effarouche pas ; il se contente de fixer sur les curieux son œil noir et perçant et ne songe pas à quitter ce charnier. Il ne le pourrait pas d'ailleurs dès qu'il s'est gorgé de nourriture : pour reprendre son vol, il faudrait qu'il pût courir pendant quelques pas, et les pieux l'en empêchent. La porte de l'enceinte lui fournit seule une issue, et c'est là que les chasseurs l'attendent. Armés de bâtons ferrés et disposés sur deux rangs, ils assomment les condors qui se présentent au passage; d'autres chasseurs attendent plus loin avec des fusils ceux qui pourraient s'échapper. La porte est entr'ouverte de manière à n'en laisser sortir qu'un ou deux à la fois, et, quand ceux-ci sont expédiés, on passe à d'autres. Tous y succombent, mais non sans faire une vigoureuse résistance. Les condors se défendent à coups de bec et à coups d'ailes, et, si l'on manque d'agilité ou d'adresse, on peut recevoir une blessure grave et ne sortir de là qu'avec un membre brisé. Les dames assistent parfois à cette chasse; mais elles ont le soin de se tenir à l'écart. C'est d'ailleurs une véritable tuerie, et, à la fin de la journée, le champ est jonché de morts. Les fermiers qui élèvent des bestiaux multiplient ces expéditions et se délivrent ainsi de leurs terribles ennemis.

Dans la zone qu'embrassait alors la croisière de *la Vénus* se trouve l'île de Pâques, limite extrême du monde océanien, et que visitent fort peu de navigateurs. La frégate s'y rendit pour exécuter quelques relèvements à la voile. Quand on jette un coup d'œil sur la carte et qu'on y voit cet écueil isolé sur une mer presque sans bornes, on se demande par quels moyens il a pu se peupler, et si c'est bien à l'aide de leurs frêles pirogues que les naturels ont affronté l'immensité de l'Océan. La moindre distance du continent est de six cents lieues, et du côté des groupes polynésiens on en compte quatre cents. Encore n'existe-t-il dans cette direction que d'autres îlots sans importance, derniers satellites du groupe de Pomotou, tels que Pitcairn, Ducie et les Gambier. Cependant l'île de Pâques renferme une population évidemment d'origine polynésienne. L'aspect du sol accuse une origine ignée, mais

des sommets arrondis et une grande étendue de terrains meubles assignent une date ancienne à ces bouleversements. Avec des lunettes d'approche, on pouvait distinguer les monuments étrangers et plusieurs fois remarqués de cette île. Ils consistent en blocs d'une couleur foncée et à forme pyramidale, et couronnés par des chapiteaux en pierre blanche. Ces blocs, disposés régulièrement, ont été évidemment érigés par la main des hommes, et ont servi sans doute à indiquer des sépultures. Aujourd'hui cette tradition semble tout à fait perdue, et les naturels ne savent rien au sujet de la destination de ces informes monuments. Tout le rivage de cette île offre des débris semblables. Le plus remarquable est une sorte de temple que l'on découvre sur la côte occidentale, avant d'arriver à la baie de Cook. Il consiste en une plate-forme en pierre, sur laquelle reposent quatre statues rouges symétriquement placées, dont les sommets portent encore des blocs d'une blancheur éclatante. Sont-ce là des temples ou des cippes? Il est difficile de s'en assurer.

Pendant que la frégate exécutait ces évolutions autour de l'île, cinq pirogues se détachèrent du rivage; dix insulaires les montaient, et dans chacune d'elles se trouvait une femme. Tout ce monde s'élança fort hardiment sur le pont, et comme des personnes habituées à de pareilles aventures. Gais et familiers, les visiteurs se mirent sur-le-champ à danser, à exécuter une foule de gambades. Les hommes demandèrent à être rasés, et on leur rendit ce service : ils n'avaient pour tout vêtement que le *maro*, témoignage de pudeur que l'on trouve chez les peuples les plus sauvages. On fit cadeau à l'un d'eux d'une casquette et d'un col; il s'en para sur-le-champ et se promena fièrement sur le pont, en s'admirant comme s'il eût été richement habillé. Du reste, ils ne voulurent ni boire ni manger, et parurent faire peu de cas des couteaux et des ciseaux ; ils préféraient les miroirs et les mouchoirs de couleur. Au bout de quelques minutes de séjour à bord, les instincts de vol se réveillèrent parmi eux, et l'un d'eux déroba avec une adresse toute particulière une cravate rouge qui appartenait à un matelot. Lorsqu'on la lui fit rendre, il ne témoigna ni humeur ni surprise d'être découvert, et recommença un instant après son entreprise, espérant être plus heureux.

Les femmes qui montèrent à bord de la frégate étaient toutes très-jeunes. Plus petites que les hommes et un peu plus blanches, elles avaient une physionomie agréable, des yeux vifs, de belles dents, et de longs cheveux assez malpropres qui flottaient sur leurs épaules. Elles étaient d'ailleurs, comme les hommes, dans le costume le plus simple : leur toilette consistait en une ceinture en cheveux, roulée comme une corde, et servant à fixer un bouquet d'herbes qui couvrait à peine leurs charmes les plus secrets. Les hommes étaient tatoués à la façon polynésienne ; les femmes l'étaient également autour de la bouche, sur le front, près de la racine des cheveux ; sur le devant des cuisses, ce tatouage avait toute l'apparence d'un tablier bleu. Ces beautés sauvages avaient évidemment été amenées à bord pour un trafic galant, et tout prouve qu'elles ont contracté l'habitude de ce commerce, exercé au large, avec les équipages des baleiniers qui passent devant l'île. La tenue sévère d'un bâtiment de guerre leur prouva qu'elles en seraient cette fois pour leurs avances, et ce désappointement fit naître parmi elles un embarras qui n'était ni sans pudeur ni sans grâce. Pour les mettre plus à l'aise, on leur demanda une danse, et elles exécutèrent avec leurs compagnons une sorte de menuet qui était fort léger de dessin et de caractère. Après ce divertissant spectacle, la frégate, qui avait un instant suspendu sa marche pour opérer quelques relèvements, déploya de nouveau sa

voilure, et il fallut donner congé aux visiteurs. Le mouvement de retraite se fit le plus simplement du monde; tous, hommes et femmes, se jetèrent à la mer, et regagnèrent leurs pirogues à la nage.

Ces insulaires venaient de partir, et la frégate faisait route à l'ouest avec une très-grande vitesse, lorsque des cris s'élevèrent du sein de la mer. On regarda : c'étaient deux hommes qui semblaient se soutenir avec peine sur l'eau au moyen des débris d'une barque brisée, et qui se dirigeaient vers le navire. On envoya un canot pour les recueillir ; mais quelle fut la surprise de nos marins lorsque, arrivés à une moindre distance, ils reconnurent que ces sauvages se promenaient à cheval sur un rouleau de joncs de la forme d'une gerbe de blé, et apportaient à bord de la frégate des bananes, des patates et des ignames, enfermés dans des roseaux ! Une fois sur le pont du bâtiment, ils se livrèrent au même manége que ceux qui venaient de le quitter, et insistèrent pour que l'équipage vînt les visiter dans leur île, où l'attendaient toutes sortes de provisions et des femmes charmantes, dont ces proxénètes proposaient les faveurs à l'aide d'une pantomime qui ne laissait pas de prise à l'équivoque. On eut beaucoup de peine à se débarrasser de ces nouveaux hôtes ; ils se riaient des menaces, et ne se décidèrent à partir que lorsqu'on eut jeté leurs paquets de joncs à la mer. Alors ils prirent le même chemin que leurs nacelles, et, après les avoir de nouveau enfourchées, ils se dirigèrent vers leur île.

La Vénus allait ainsi d'une terre à l'autre, cherchant partout des observations à faire, des renseignements à recueillir. Une belle étude sur les Galapagos, groupe assez peu connu, se rattache à cette époque du voyage; mais il faut se hâter de franchir cette série de travaux pour arriver aux îles Marquises et aux îles de la Société, qui désormais intéressent la France d'une manière directe. Ce fut au mois d'août 1838 que le capitaine du Petit-Thouars se présenta devant l'île Magdalena, la plus méridionale des Marquises. Il eut avec les indigènes quelques communications à la voile, et dès l'abord il fut facile de voir que, dans leur contact avec les baleiniers, ces peuples avaient perdu presque toute l'originalité de leur caractère. Plusieurs d'entre eux parlaient un fort mauvais anglais, et montraient, avec un certain orgueil, des certificats qui leur avaient été délivrés par des capitaines marchands. Rien n'est plus hideux que la nudité à demi cachée sous des guenilles ; mieux vaut le sauvage que cette espèce de demi-civilisé. Déjà l'on peut juger quels ravages a faits parmi eux l'influence de maladies que les navigateurs y ont importées; presque tous les naturels qui parurent le long de *la Vénus* étaient couverts de tumeurs scrofuleuses et d'ulcères d'un aspect repoussant. Cette première impression n'était pas à l'avantage des îles Marquises, et ne justifiait guère le nom que Mindana leur a donné, il y a près de trois siècles.

La frégate ne fit que passer devant les îles Hood, San-Pedro, et la Dominica. Près de cette dernière île, des pirogues vinrent encore accoster le bâtiment pour offrir aux équipages, suivant l'usage polynésien, des provisions et de jolies femmes. Ces insulaires avaient à peine un vêtement complet entre eux tous ; l'un portait un fragment de chemise, l'autre un méchant pantalon, celui-ci une casquette, celui-là une veste, quelques-uns une cravate, d'autres enfin le maro, l'indispensable vêtement. Sur la frégate se trouvaient deux missionnaires catholiques, MM. Devaux et Borghella, qui se rendaient aux Marquises avec l'intention de s'y fixer. Les naturels offrirent de les conduire sur l'île Dominica, la plus importante et la plus fertile de l'archipel. Il y eut chez les deux prêtres un instant d'hésitation ; mais ils pensèrent qu'il valait mieux suivre la frégate jusqu'au mouillage, afin de profiter de l'as-

cendant qu'exercerait notre pavillon sur les tribus voisines. On cingla donc vers la baie de Madre-de-Dios, sur l'île Christina ou Tahou-Ata, et à l'aide de deux pilotes anglais, Robinson et Tom Collins, *la Vénus* y laissa tomber l'ancre le jour suivant. A peine les premières dispositions étaient-elles prises, que l'on vit arriver le roi. Il se nommait Youtati ou Yotété. C'était un vrai sauvage, presque noir, nu et tatoué des pieds à la tête, d'une taille colossale. Les guerriers qui l'accompagnaient étaient, comme lui, tatoués à plusieurs couches, et ne lui cédaient en rien pour la puissance des formes. Yotété se présenta d'une manière fort naturelle et comme un homme habitué au commerce des Européens. La frégate parut l'intéresser beaucoup, et, quand on lui annonça qu'il serait honoré à son départ d'un salut de quatre coups de canon, il parut enchanté de cette marque de déférence; seulement il insista pour que les salves eussent lieu devant lui, et il fallut le satisfaire à moitié, en tirant deux coups avant, deux coups après son embarquement. Quant au premier ministre, il eut aussi un caprice, celui de mettre le feu aux canons; on procura ce plaisir à son excellence.

Dès ce moment, les relations les plus familières s'établirent entre le roi Yotété et le capitaine du Petit-Thouars. Sa majesté fit élection de domicile sur la frégate. Elle arrivait le matin de fort bonne heure, déjeunait avec le commandant, retournait à terre après son repas, et revenait très-ponctuellement à l'heure du dîner. Cela faisait désormais partie des prérogatives de la couronne. Le premier ministre croyait de son devoir de ne pas abandonner son souverain dans l'exercice de ses fonctions, et il paraissait chaque jour en même temps que lui, s'asseyait à la même table, se livrait aux mêmes occupations. Ainsi M. du Petit-Thouars eut constamment pour convives ces deux géants tatoués, complétement nus, et doués l'un et l'autre d'un appétit remarquable. Le commandant se prêta gaiement à ce rôle d'amphitryon, et ne négligea rien pour laisser dans l'esprit de ces sauvages une bonne idée de l'hospitalité française. Le roi ayant demandé un nouveau salut d'artillerie, l'officier s'y prêta et y ajouta quelques fusées et chandelles romaines, qui eurent un prodigieux succès. De son côté, le digne souverain prodiguait les témoignages de bienveillance; il voulut que, selon l'usage polynésien, il y eût entre le capitaine et lui un échange de noms : ainsi du Petit-Thouars fut Yotété, Yotété fut du Petit-Thouars, et parmi les droits attachés à ce troc figurait en première ligne celui de disposer de la reine. Le commandant n'abusa pas de ses priviléges : il opposa une discrétion exemplaire à une telle générosité. Cependant la reine semblait toute prête à subir les conséquences de la transaction qu'avait passée son noble époux; elle se rendit à bord dans un costume qui trahissait des projets de séduction Ses cheveux avaient été relevés avec soin sous une espèce de réseau en étoffe de *tapa* qui avait la finesse d'une gaze; une robe de mérinos vert-pomme lui donnait un air conquérant, quoique les jambes et les pieds fussent nus, et un manteau de tapa jeté négligemment sur le tout complétait cette merveilleuse toilette. C'était, du reste, une grosse femme, à qui des habitudes sédentaires rendaient la locomotion difficile; elle paraissait avoir de l'embarras à se tenir debout, et peut-être se fût-elle mieux tirée d'affaire à quatre pattes que sur ses deux jambes. Le roi avait aussi, pour ce jour-là, endossé son grand costume. Il portait les cheveux liés en touffes sur le sommet de la tête; un immense *maro*, dont les bouts pendaient jusqu'à terre, lui couvrait la ceinture et les hanches; les épaules et le buste étaient drapés dans un manteau de molleton, qu'il portait avec une certaine dignité. Dans cette visite d'apparat, le capitaine offrit à sa majesté quelques cadeaux qui parurent lui faire un grand plaisir,

entre autres un sabre à fourreau doré, dont le ceinturon se trouva être d'une dimension trop petite pour faire le tour du colosse. La reine eut aussi son présent : un rideau ponceau, en cotonnade croisée, fut pour elle une bonne fortune; elle y ajouta un pain qu'elle déroba en passant devant le four, et s'en retourna heureuse comme un souverain qui n'a pas perdu sa journée.

Durant son séjour dans cette baie, M. du Petit-Thouars voulut pourvoir à la sécurité des deux missionnaires qu'il allait déposer sur le rivage, et il entama à ce sujet des négociations. Le roi accueillit cette ouverture avec empressement; il offrit un terrain et un emplacement pour bâtir une case aux missionnaires, et mit en attendant à leur disposition une partie de son palais. Malgré les dangers réels qui les menaçaient au sein d'une peuplade connue par sa cupidité et sa perfidie, MM. Devaux et Borghella se décidèrent à tenter la conversion de ces insulaires; ils acceptèrent ce que Yotété leur proposait. On trouva une maison suffisamment grande et en assez bon état; des cocotiers, des arbres à pain. l'entouraient; le jardin était vaste, et on eut soin de le clore par un mur en pierres sèches. M. du Petit-Thouars remit aux deux prêtres une collection de plantes potagères; on sema du café, on planta de petits orangers apportés du Chili; enfin on chercha à installer la mission naissante aussi commodément qu'on le put. Il existait sur le même point une église rivale, fondée sans succès et sans résultat apparent par la société biblique de Londres. Les apôtres catholiques espéraient être plus heureux. Ils ne parlaient pas la langue du pays, mais l'île était pleine de déserteurs de toutes les nations et d'Européens établis; les interprètes officieux ne pouvaient pas leur manquer.

Le roi Yotété allait ainsi au-devant des désirs de son hôte; il voulut également lui faire les honneurs de son village et de son palais. Le village se compose de trente ou quarante cabanes dispersées sur la plage et renfermant une population de cent cinquante âmes. Quant au palais, c'est une grande case de vingt mètres de long sur quatre ou cinq de large, élevée sur une plate-forme rectangulaire. Construite en bambous et située près du rivage, cette habitation jouit à la fois de la brise de mer et de la fraîcheur des grands arbres qui l'ombragent. Le chef sauvage se montra, à cette occasion, en fonds de générosité, et offrit au capitaine un diadème en plumes de coq d'un fort joli goût; en même temps il le fit saluer de toute son artillerie, qui consiste en une caronade à demi enterrée sous le sable. C'était faire royalement les choses; il est vrai qu'en homme avisé il sut se ménager des dédommagements. En effet, le soir même Yotété alla dîner à bord de la frégate, et, avec la finesse qui caractérise ces races, il parla d'un bel uniforme à grosses épaulettes, qu'il avait reçu du capitaine anglais Bruce. « Celui-là, ajouta le rusé sauvage, je le réserve pour monter à bord des vaisseaux de la Grande Bretagne; je n'en ai donc point que je puisse revêtir pour me rendre convenablement à bord des bâtiments de guerre français. » L'argument était puissant et direct; M. du Petit-Thouars s'exécuta : il offrit un uniforme à son ami Yotété; mais les rois des îles Marquises n'estiment pas les présents incomplets, et, pour rendre sa majesté tout à fait heureuse, il fallut y ajouter une chemise et un pantalon. Alors le noble souverain ne se posséda plus; il se promena fièrement, se regarda dans toutes les glaces, fit venir son premier ministre pour lui donner la satisfaction de l'admirer, se montra à l'équipage pour voir quel effet produisait son nouveau costume. On ne saurait se faire une idée de la vanité de ce vieil enfant: c'était le plus singulier et le plus amusant spectacle que l'on pût voir. Pour compléter l'espèce de rafle qu'il exerçait ce jour-là, Yotété voulut avoir un pavillon. Un grand chef comme lui devait arborer des couleurs! Le com-

mandant lui donna à choisir; il prit un damier à carreaux rouges et blancs et le fit immédiatement flotter au-dessus de sa case.

A peine *la Vénus*, prenant congé du roi Yotété, avait-elle quitté les îles Marquises qu'une autre expédition française parut dans cet archipel; c'était celle du commandant d'Urville, qui revenait alors du pôle austral avec ses deux corvettes. Seulement, au lieu de mouiller sur l'île Christina, M. d'Urville porta sa reconnaissance un peu plus au nord et vint s'établir sur l'île de Nouka-Hiva, dans la baie de Taïo-Hae. La scène la plus animée signala les premières heures de la relâche, et en lisant ce récit on se reporte aux descriptions gracieuses qui accompagnent les voyages de Cook et de Bougainville. A l'arrivée de nos deux corvettes, la rade se couvrit d'un essaim de femmes qui se rendaient à la nage le long du bord, tout en babillant et folâtrant. A cette vue, pour prévenir un premier moment de désordre, les capitaines firent déployer ce que l'on nomme les filets d'abordage, sorte de barrière à grandes mailles qui rend impossible l'accès des bâtiments. Ces néréides ne se laissèrent pas rebuter par un pareil obstacle, à l'aide de ce qui pouvait faciliter l'escalade, elles grimpèrent autour des corvettes et les entourèrent bientôt d'une guirlande de beautés dans l'état de nature. Ce n'était pas un tableau sans ombre : des maladies cutanées et des ulcères assez nombreux gâtaient le charme de l'exhibition; mais pourtant, dans le nombre, il y avait quelques créatures vraiment attrayantes, jeunes et belles. Plus blanches que les autres Polynésiennes, ces femmes ont les pieds et les mains forts petits, les formes heureuses, les yeux vifs et pleins d'expression. Aussi les matelots désiraient-ils voir tomber la barrière transparente qui les séparait de ce harem improvisé. Les capitaines fermèrent les yeux, et au coucher du soleil les communications furent permises.

Le caractère dominant de ces peuples est la rapacité. On a vu quel génie le roi Yotété sait déployer au besoin pour obtenir les objets qu'il convoite. Ses sujets et ceux de Temo-Ana, le roi actuel de Nouka-Hiva, n'y mettent pas tant de scrupules. Ils dérobent tout ce qui leur tombe sous la main. Faute de pouvoir rien trouver de mieux, on a vu des naturels plonger dans la mer pour y arracher le cuivre du bâtiment, les ferrements du gouvernail et jusqu'aux clous des bordages. Les femmes songent au larcin, même dans les moments où tout s'oublie; on les a surprises détournant les hardes des marins et les petits objets placés à côté de leurs hamacs. Du reste, aucun instinct, aucun sentiment de pudeur n'existe chez ces créatures. Les jeunes filles disposent librement d'elles-mêmes; elles quittent souvent, avant l'âge nubile, la case paternelle pour se livrer à leurs fantaisies. Le mariage n'existe pas à l'état d'institution; c'est à peine une coutume. On se prend et on se quitte sans autre formalité qu'un consentement mutuel. Quelques hommes ont deux femmes, mais le plus souvent une femme a plusieurs hommes. Le plaisir est la grande affaire de ces tribus, presque la seule; la débauche est un titre d'honneur.

Ces îles sont d'origine ignée; les accidents du terrain portent ce caractère, et la charpente offre les reliefs élevés qui se rencontrent dans cette formation. Les crêtes sont nues; sur les coteaux même, on ne voit guère que quelques hibiscus ou des arbres à pain, mais les versants et le fond des vallées présentent une belle végétation. De là des guerres sans fin entre les tribus; on se dispute la jouissance des gorges fertiles, des bois de pandanus, des ruisseaux abondants, des bras de mer poissonneux, et cette guerre dure de temps immémorial. Mindana en fut témoin en 1595, Porter en 1813, Waldegrave en 1830. On s'est toujours battu aux îles Marquises, et, sans la France, la lutte n'était pas près de finir. Le régime de ces

tribus, c'est une anarchie complète. Elles ont des chefs et des grands chefs, les premiers investis d'un titre héréditaire, les seconds élevés à cette dignité par leurs services. Plus d'une fois on a expliqué dans ce recueil ce que c'est que le *tabou*, loi d'interdiction qui gouverne les peuplades polynésiennes. Le tabou se retrouve aux îles Marquises; les chefs n'ont pas d'autre pouvoir. Ils sont à peine obéis quand ils conduisent leurs hommes au combat : aussi s'occupent-ils moins à diriger l'action qu'à faire preuve de bravoure personnelle. Le grand but de la guerre est de faire des prisonniers afin de les rôtir et de les dévorer. S'il n'en tombe qu'un entre les mains du vainqueur, on l'offre en sacrifice au dieu, puis on le dépèce; si le nombre des captifs est grand, un festin solennel couronne le triomphe et le complète.

Les îles Marquises n'offrent pas des ressources très-variées sous le rapport de la subsistance. L'aliment principal est le *poï-poï*, préparation fermentée que l'on obtient avec le fruit de l'arbre à pain, le taro *(arum esculentum)*, les patates, les ignames, les cocos et les bananes. Le poisson est fort abondant, et le cochon se multiplie, tant à l'état domestique qu'à l'état sauvage. D'ailleurs, nulle industrie et nulle activité. Une indolence apathique règne parmi ces insulaires; la culture est négligée, et à peine ont-ils l'énergie nécessaire pour songer au soin de leur nourriture. De là une dépopulation graduelle que la guerre empire chaque jour et un abâtardissement très-sensible dans la race. Aussi pour se tenir dans un chiffre sérieux, ne doit-on pas élever à plus de quinze mille le nombre des naturels qui peuplent l'archipel. Les hommes paraissent conserver mieux que les femmes la vigueur et la beauté des formes que les premiers navigateurs attribuaient à cette race, mais chaque jour les avantages du type s'effacent en même temps que le nombre décroît. C'est là d'ailleurs un fait général pour toutes les îles de l'océan Pacifique que la civilisation européenne a visitées. Partout elle a été funeste, partout elle a fait des ravages. Les îles Sandwich n'ont pas aujourd'hui le quart de la population qu'elles nourrissaient lors de la découverte; les îles de la Société n'ont plus que huit mille âmes, au lieu des cent cinquante mille que Cook y comptait. Jamais destruction plus rapide ne fut opérée en moins de temps. On dirait qu'une loi fatale fait peu à peu disparaître de la surface du globe les peuples enfants pour les remplacer sur tous les points par une race plus virile. La civilisation procède par couches; ce qui s'en va sert de litière à ce qui arrive.

L'expédition aux ordres du commandant d'Urville rejoignit *la Vénus* aux îles de la Société, où les deux officiers français allaient poursuivre en commun une réparation analogue à celle qui avait été obtenue du roi des Sandwich. Cet épisode a été raconté dans cette *Revue* (1), et quelques détails sommaires suffiront. L'histoire est d'ailleurs la même, quoique avec d'autres personnages. Le missionnaire Bingham s'appelle ici Pritchard, et les noms de MM. Laval et Carret doivent être substitués à ceux de MM. Bachelot et Short. Il y a également déportation violente, proscription et même enlèvement nocturne. Le consul des États-Unis, M. Moërenhout, veut s'opposer à cet acte arbitraire; il est attaqué de nuit dans sa maison, frappé par un assassin et laissé pour mort. Deux fois les prêtres catholiques cherchent à débarquer pour remplir les devoirs de leur ministère; deux fois, en violation du droit des gens, on les chasse avec une brutalité inouïe. Tels étaient les griefs qui amenaient *la Vénus* dans le port de Papeïti, capitale des îles de la Société et résidence de la souveraine. L'affaire fut très vivement conduite : après quelques négo-

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes*, août 1840.

ciations évasives, la reine Pomaré et son intermédiaire Pritchard consentirent à payer deux mille piastres d'indemnité et à écrire une lettre de réparations au roi des Français. Dans cette occasion et sur ce point encore, *l'Artémise* eut six mois plus tard à compléter l'œuvre de *la Vénus*. Dès que cette dernière frégate eut quitté l'île, tout fut remis en question. Pomaré avait rendu une loi qui assurait à tous les cultes le libre accès de ses états; cette loi fut révoquée. Il fallut menacer de nouveau et exiger un emplacement pour la construction d'une église catholique. La reine résista d'abord, mais la crainte l'emporta sur l'influence des missionnaires : elle céda.

Du reste, avec de pareils peuples et des gouvernements aussi dérisoires, aucun accord n'est définitif, aucune transaction n'a de valeur. Ce sont des enfants qui se soumettent quand on les châtie et qui se révoltent quand la terreur ne les contient plus. Les conditions imposées par le commandant de *l'Artémise* n'ont donc pas été mieux tenues que celles qu'avait dictées le commandant de *la Vénus*, et ainsi est née la situation nouvelle qui vient d'aboutir à un protectorat. Il paraît que la petite église des Gambier, premier foyer des missions catholiques dans l'Océanie, avait essayé de détacher sur les îles de la Société quelques-uns de ses prêtres, et qu'ils ont encore trouvé chez le missionnaire Pritchard la même intolérance et le même esprit de persécution. D'un autre côté, M. Moërenhout, devenu notre consul à Papeïti, est parvenu à réunir peu à peu autour du nom de la France un faisceau de sympathies et de témoignages de confiance. Depuis longtemps le gouvernement des missionnaires protestants était odieux à ces peuples; la reine elle-même s'accommodait mal d'un fanatisme qui proscrit les plaisirs dont elle est avide. Il n'est donc pas surprenant qu'à la première occasion la souveraine et les chefs de l'île se soient jetés dans les bras d'une puissance européenne, pour se délivrer d'un régime frappé d'impopularité. Si l'empire échappe aujourd'hui aux missionnaires protestants, ce sont les femmes qui le leur enlèvent : le culte réformé est trop rigide pour leurs cœurs et trop sévère pour leurs faiblesses.

C'est ici que doit prendre place un ordre de faits plus récent qui complète ce récit. De retour en France, le capitaine du Petit-Thouars rendit compte de sa mission, et, dans l'intérêt de notre influence, la création d'un poste militaire fut résolue. Il était naturel de confier le soin de l'entreprise à celui qui en avait conçu l'idée. M. du Petit-Thouars, alors contre-amiral, quitta donc les côtes de France vers la fin de 1841, sur la frégate *la Reine Blanche*, se fit reconnaître à Valparaiso comme chef de la station navale dans l'océan Pacifique, et remit à la voile presque aussitôt en se dirigeant sur le groupe des Marquises. Le 28 avril, il aperçut l'île Christina, ou Tahou-Ata, où il devait retrouver le roi Yotété et la mission catholique fondée en 1838. Cette mission avait reçu de nouveaux apôtres, et, sous la direction de M. François de Paule, elle semblait prospérer. Quant au souverain du pays, il était alors livré à une inquiétude extrême. Cédant à une de ces inspirations de piraterie dont les sauvages se défendent mal, il avait pillé des naufragés américains qui s'étaient réfugiés sur cette plage, et il tremblait que des représailles ne vinssent l'atteindre. M. du Petit-Thouars profita de cette disposition d'esprit; il promit à Yotété l'appui de son artillerie s'il consentait à reconnaître la souveraineté de la France et à prendre notre pavillon. Sous l'empire d'une première alarme, Yotété consentit à tout, et le 1er mai l'occupation de son île eut lieu avec une certaine solennité. A la suite de cette cérémonie, l'état-major se rendit chez le roi, où l'acte de reconnaissance fut dressé et signé. Le jour même, et sans perdre de temps,

on fixa, de concert avec Yotété, le lieu de la baie où l'établissement serait fondé : les ouvriers mirent la main à l'œuvre, et les marins de la frégate rivalisèrent d'activité avec ceux qui devaient rester dans l'île pour y tenir garnison. Après trois semaines de travail, le logement des troupes, les magasins des vivres et des munitions, le four et quelques constructions accessoires étaient entièrement terminés. Les autres détails d'installation pouvaient se poursuivre avec plus de lenteur et avec moins de bras.

Pendant qu'on procédait à cette organisation préliminaire, M. du Petit-Thouars opérait une descente sur la grande île de la Dominica, ou Hiva-Hoa. Sur ce point eut lieu une nouvelle scène de reconnaissance, à laquelle concoururent les principaux chefs. D'eux-mêmes ils demandèrent un pavillon et une garnison, comme leurs voisins de l'île Christina; mais le contre amiral n'accorda cette faveur qu'à la condition que les naturels construiraient une grande case pour recevoir les troupes, et trois tribus se mirent sur-le-champ à l'œuvre pour satisfaire à cette demande. De tous les côtés, les négociations prenaient donc une tournure favorable, lorsqu'on acquit la preuve que Yotété n'agissait pas, dans cette affaire, avec une bonne foi complète. Deux ouvriers européens, que M. du Petit-Thouars avait appelés des îles voisines, venaient d'être insultés et maltraités par un homme qui passait pour l'émissaire du roi. Des explications furent demandées, et, pour s'épargner l'embarras d'y répondre, Yotété se tint caché pendant plusieurs jours : il ne reparut que sur les instances du supérieur de la mission, et se borna à fournir quelques satisfactions illusoires. Le contre-amiral insista ; il exigea qu'on lui remît le coupable, et retint à bord le fils du roi comme otage. Yotété aima mieux voir emmener son fils que livrer son favori, et, après deux jours d'attente, *la Reine Blanche* appareilla pour le groupe du nord, sans avoir eu raison de cette résistance. C'était une faute: avec les sauvages, il convient en pareil cas de recourir sur-le-champ à l'emploi de la force, et de ne jamais se payer de mauvaises raisons. Si l'on eût fait alors un exemple, quelques mois plus tard deux officiers de notre marine, un capitaine de corvette et un lieutenant de vaisseau, n'auraient pas péri victimes d'un abominable guet-apens. A défaut de révolte ouverte, on avait à craindre des surprises et des assassinats isolés. La population de la Christina n'est que de huit cents âmes, mais des relations journalières avec les baleiniers y ont introduit l'usage des armes à feu, et chaque insulaire a aujourd'hui au moins un mousquet. De là résultait la nécessité de placer le pays sous l'empire d'une crainte salutaire. On eût ainsi prévenu des attentats qu'il a fallu plus tard sévèrement châtier.

De l'île Christina, où elle avait laissé une garnison, *la Reine Blanche* cingla vers le groupe nord-ouest des îles Marquises. Le supérieur de la mission catholique prit passage à bord de la frégate afin de s'assurer par lui-même du sort de quelques prêtres qu'il avait envoyés à Houa-Poua. On mouilla dans l'une des baies de cette île, et l'on apprit que les missionnaires, en butte à de mauvais traitements, avaient été contraints d'abandonner cette résidence; un petit troupeau d'indigènes convertis y restait comme un témoignage de leurs efforts. La frégate passa outre et vint jeter l'ancre dans la baie de Taïo-Haë, sur l'île de Nouka-Hiva, lieu désigné pour devenir le siége du gouvernement des îles Marquises. Le roi auquel obéissait cette plage se nomme Temo-Ana; il descend de chefs que l'Américain Porter avait connus, et dont il parle dans sa relation. Sur le premier appel qui lui fut fait, ce souverain se rendit à bord de *la Reine Blanche*. C'est un tout jeune homme d'assez bonne mine, mais dont l'autorité ne semble pas solidement assise, même sur ses

propres tribus. Quelques mois auparavant, sa femme lui avait été enlevée par un chef voisin, et ce rapt était demeuré impuni. Le contre-amiral offrit à Temo-Ana d'intervenir dans sa querelle, s'il consentait à reconnaître la souveraineté du roi des Français. Temo-Ana accepta la proposition avec empressement, et les chefs des deux baies, consultés à leur tour, y accédèrent. La reconnaissance eut lieu avec la même solennité que sur l'île Christina. Le pavillon français fut hissé sur le mont Tuhiva, qui domine la petite baie d'Hakapéhi, et l'acte de possession, dressé après la cérémonie, fut signé par tous les chefs qui y avaient assisté. On leur distribua quelques présents et on leur donna un drapeau, dont ils se montrèrent très-fiers. Ainsi finit cette seconde journée, qui terminait les formalités préliminaires de l'occupation.

Depuis ce jour, les travaux du nouvel établissement furent conduits avec une grande ardeur. On traça le plan du fort, on commença la construction d'une case de vingt mètres de long sur sept à huit de large. Les indigènes offrirent leurs bras et fabriquèrent de la chaux; on découvrit une argile propre à faire des briques, on suppléa par des moyens ingénieux au manque d'outils et d'instruments. Peu à peu des renforts et des ravitaillements arrivèrent. Des corvettes de l'état et des bâtiments de commerce apportèrent des vivres, des munitions, des objets de toute nature, même des couples d'animaux qu'on devait naturaliser sur ces plages. Pendant ce temps, le capitaine du Petit-Thouars s'acquittait de sa promesse envers Temo-Ana, et intervenait comme médiateur dans sa querelle conjugale. Un intérêt majeur se mêlait à cette affaire; la reine tenait, par sa famille, à une puissante tribu, et la rendre à son époux, c'était assurer à ce dernier la souveraineté de l'île entière. La négociation fut longue; M. du Petit-Thouars y échoua d'abord, mais M. François de Paule fut plus heureux et amena une explication intime entre les deux principaux intéressés. La tribu poussa un cri de joie, ce qui signifiait que le raccommodement était complet. Il faut dire que le prêtre et l'officier de marine jouaient là un singulier rôle; mais la religion et la politique les excusaient. Temo-Ana se montra d'ailleurs plus loyal et d'un commerce plus sûr que Yotété. Un uniforme rouge avec des épaulettes de colonel, des pantalons et quelques chemises suffirent pour le gagner à la France. Il se montra heureux sous ces vêtements et les porta avec aisance; il s'habitua même à nos chaussures. La reine, à son tour, renonça à son léger costume de feuilles d'hibiscus, et consentit à se couvrir d'une robe.

Quelques mois après ces événements, l'archipel de la Société devenait le théâtre d'une petite révolution en faveur de la France. Le hasard y joue un rôle, mais pas aussi grand qu'on l'a cru : une main habile se cache là-dessous. Est-ce celle de notre consul, M. Moërenhout, ou celle de M. du Petit-Thouars? Est-ce l'une et l'autre? Ont-ils tous deux suivi leur impulsion plutôt que des instructions précises? Il est plus facile de se poser ces questions que d'y répondre; c'est le secret de l'occupation, et, même en le pénétrant, il convient de le respecter. Le fait est que la situation de ces divers archipels, désormais fréquentés par les navires européens, devenait de plus en plus intolérable. Nulle police, nulle sécurité; l'arbitraire sous mille formes, religieuses, commerciales, politiques; partialité révoltante pour certains pavillons, exclusion et rigueur pour d'autres; partout anarchie complète, confusion de pouvoirs, lutte entre les résidents ecclésiastiques et civils, combats des divers cultes, oppression et exploitation des indigènes. Il était temps de substituer à ce régime intolérant et irrégulier un régime empreint de quelque géné-

rosité et de quelque justice. Probablement les deux grandes puissances maritimes de l'Europe ont agité et résolu cette question par les voies diplomatiques. L'Angleterre, habituée à se faire la part du lion, a occupé la Nouvelle-Zélande presqu'au même instant où la France s'emparait des îles Marquises, et prenait les îles de la Société sous son patronage. Il y a dans ces faits l'indice d'une résolution commune: on a voulu mettre un terme à la baraterie maritime dont cet océan est le théâtre, créer une surveillance et une police là où régnaient le désordre et les abus de tout genre. Sans doute les îles Sandwich sont aussi comprises dans cette organisation de l'Océanie, et si les Américains du Nord, éloignés par système de toute entreprise coloniale, n'y substituent pas leur autorité et leur responsabilité au fanatique empire des missionnaires wesleyens, il faudra nécessairement qu'une autre puissance se charge d'y fonder la franchise des pavillons et la liberté des croyances.

Quoi qu'il en soit, cette révolution est aujourd'hui accomplie pour les îles de la Société, l'un des archipels polynésiens les plus avancés dans les voies de la civilisation. Quelques mois après l'occupation des Marquises, M. du Petit-Thouars fut appelé par notre consul, M. Moërenhout, pour demander une réparation de nouveaux griefs dont nos nationaux avaient à se plaindre. Le contre-amiral, arrivé à Papeïti, exigea de la reine Pomaré une indemnité de 10,000 piastres fortes. C'était une faible somme et à peine une compensation suffisante pour des dommages considérables. La reine consulta les chefs, et soit que la contribution de guerre parût trop onéreuse, soit qu'on cherchât un autre moyen de conjurer les hostilités, ils hésitèrent quelques jours. Une occasion meilleure ne pouvait s'offrir de secouer le joug des missionnaires; cette considération l'emporta et domina les négociations. Au lieu d'une indemnité on offrit à M. du Petit-Thouars, stipulant pour la France, le protectorat des îles de la Société. La proposition était avantageuse et honorable; le contre amiral l'accepta. Il alla plus loin, il fit acte provisoire de suzeraineté, modifia le pavillon taïtien en l'écartelant d'un yacht tricolore, et institua un commissaire royal près du gouvernement indigène, avec un personnel d'officiers chargés de l'assister dans ces fonctions délicates. Une requête, signée par les principaux chefs de l'île, explique cet événement et en précise le caractère.

Aujourd'hui commence, pour les deux archipels qui relèvent de l'autorité française, un régime sérieux, un gouvernement stable. Au prix de quelques sacrifices, nous allons fonder dans les îles de l'Océanie centrale la plus précieuse des libertés, celle des consciences, et répandre une civilisation moins intolérante, moins exclusive que celle dont les missionnaires anglais ou américains sont les représentants. De nos jours, l'autorité religieuse a besoin d'être tempérée et limitée; les rêveurs seuls peuvent songer à réunir dans les mêmes mains les intérêts du ciel et ceux de la terre. Le règne du protestantisme dans les mers du Sud peut servir, à ce point de vue, de leçon et de témoignage. Maîtres souverains de tribus naguère sauvages, les missionnaires n'ont su ni les gouverner ni les rendre heureuses. L'exploita-apostolique n'a pas été moins lourde que l'exploitation séculière; elle a manqué de dignité et de désintéressement. La religion doit tenir une grande place dans les sociétés humaines; mais, pour l'honneur du culte comme pour le bien des âmes, il ne faut pas que cette influence s'étende plus loin que les choses du sanctuaire. Si le catholicisme devait, à l'ombre de la puissance que va lui donner notre pavillon, engager la lutte des croyances et opposer fanatisme à fanatisme, la France aurait rendu un triste service aux tribus polynésiennes en y introduisant sur une grande échelle la guerre des religions. Ce serait préparer de graves soucis à cette occupation lointaine, et

nous exposer à des embarras européens. Qu'on ne s'y trompe pas, la ligne de conduite sera difficile à tenir en présence de deux cultes rivaux, dont l'un posséde l'influence et l'autre aspire à la posséder. Il faudra, dans le fonctionnaire que le gouvernement a investi du pouvoir, une grande modération unie à une grande fermeté. Celui qui a été choisi, M. le capitaine Bruat, possède l'une et l'autre, et un zèle à la hauteur de ses lumières. Du reste, la question a été parfaitement établie dans l'exposé des motifs de la loi que le ministre de la marine vient de présenter aux chambres; il ne reste plus qu'à faire passer dans les esprits cette réserve que la politique commande, et à contenir dans de justes limites les manifestations du zèle religieux.

Il convient de ne pas se bercer d'illusions; la mission que nous avons acceptée dans les mers du Sud est une mission de dévouement. Elle est digne de la France, elle a un caractère de grandeur, et c'est ainsi qu'elle se justifie. Nous ne sommes pas assez connus au loin et nous ne pouvons que gagner à l'être davantage. Ces considérations suffiraient, quand même nous ne serions pas engagés de manière à ne pouvoir reculer sans faiblesse. Il faut donc passer outre résolument, entrer dans l'esprit de notre rôle, et surtout écarter des fictions dangereuses. La première fiction serait de croire que notre commerce retirera un avantage immédiat ou tout au moins prochain de cette prise de possession. En dehors d'une protection plus efficace pour nos baleiniers, il n'y a rien dans les archipels de la mer du Sud qui puisse intéresser notre mouvement commercial. Les pronostics que l'on peut tirer pour l'avenir ne changent pas même à cet égard la situation de la métropole. Dans des temps fort éloignés, il se peut que l'océan Pacifique ait une activité qui lui soit propre. Si les anciennes colonies espagnoles parviennent à trouver une assiette, si les ports du Mexique, du Pérou, du Chili, des deux Californies, acquièrent l'importance que l'avenir leur réserve, si les pionniers descendus des Montagnes Rocheuses fondent sur la côte nord-ouest de l'Amérique des colonies florissantes, si la Russie complète cette chaîne de comptoirs qui s'étend du Kamtschatka à la Bodega en passant par les îles Kouriles et Aleutiennes, si la Chine et le Japon renoncent au système d'isolement qui les frappe d'inertie, si de vastes territoires aujourd'hui à demi peuplés ou livrés à des races impuissantes comme la Nouvelle Zélande et l'intérieur de l'Australie, la Nouvelle-Guinée, la Nouvelle-Louisiade, la terre des Papous, les îles Viti, les Nouvelles-Hébrides, la Nouvelle-Calédonie, enfin si les nombreux archipels dont cette vaste étendue d'eau est semée deviennent le siége d'une civilisation industrieuse et d'une exploitation intelligente, il est évident que les îles de la Société et les îles Marquises, comprises dans ce rayon d'activité, participeront aux bienfaits de cette existence nouvelle, et ne seront ni les moins heureuses ni les moins favorisées de ces Cyclades océaniennes. Nulle part la nature, en secouant les plis de sa robe, n'a répandu plus de germes puissants qui ne demandent qu'à être fécondés. Mais, en supposant que tout ceci s'accomplisse, il ne reste toujours à la France que la gloire d'avoir créé au loin une richesse indépendante de la sienne et qui ne gravite pas dans la même orbite. L'ouverture de l'isthme de Panama ne suffirait pas pour rattacher vigoureusement les groupes français de la mer du Sud à l'activité de la métropole. La question des distances dominerait toujours celle des relations. C'est ce que le ministre de la marine a fort bien compris en demandant pour les établissements nouveaux la liberté des échanges. A six mille lieues, il n'y a pas de pacte colonial possible : il ne faut songer qu'à des ports francs ouverts à tous les pavillons.

La seconde fiction à écarter est celle du maintien de l'état mixte que l'on a désigné sous le nom de protectorat. En acceptant cette situation, le gouvernement français a cru qu'il lui serait possible de naturaliser dans l'archipel de la Société un régime qui fonctionne dans l'Inde sous les Anglais, et dans les îles de la Sonde sous les Hollandais. Ce régime est celui des princes que l'on nomme *médiatisés*, et qui règnent sous le bon plaisir des deux puissances protectrices. Il y a peut-être là-dessous une illusion fâcheuse. Si les Anglais et les Hollandais ont recours à ce patronage indirect, c'est que l'étendue des territoires soumis ne leur permet pas d'exercer partout la souveraineté directe. Ils y voient un pis-aller, rien de plus. D'ailleurs, les princes auxquels ils délèguent le pouvoir sont des hommes habitués au commandement et qui l'exercent d'une manière sérieuse. Ils ont une milice, une clientèle, une fortune qui sert de garantie; souvent même ils fournissent des otages. Dans l'archipel de la Société, on ne voit rien de pareil. En premier lieu, partager le pouvoir sur un territoire aussi étroit, est-ce possible? Ensuite quelles garanties se promettre de ces chefs sans autorité, de cette reine sans conduite, de cette cour qui ne songe qu'au plaisir et qui ne connaît pas la valeur d'un engagement? Évidemment tout régime mixte sera impuissant, fâcheux, sujet à d'interminables conflits. Ce que fera l'autorité médiate, l'autorité immédiate le défera. De deux choses l'une, ou l'action du protectorat absorbera celle du gouvernement, et alors il est inutile de maintenir un mensonge, ou l'action du gouvernement balancera celle du protectorat, et il y aura lutte, rivalité, anarchie. Il est difficile d'échapper à ce dilemme, et sur les lieux il aura une force telle que l'occupation directe et entière en sera avant peu la conséquence obligée.

La tâche est assez rude d'ailleurs pour qu'on évite de la compliquer par des difficultés de forme. L'archipel de la Société est peuplé d'une race indolente qu'il faut assouplir au travail, à qui les déréglements de tout genre sont familiers, et qu'il faut ramener à des mœurs moins dissolues, à qui manquent l'esprit de suite, le sentiment du devoir, et qu'il faut rendre à ces bons instincts. Comment entreprendre ces réformes, si l'on n'a pas un point d'appui solide, et si l'on est préoccupé de questions de compétence et d'attributions?

On l'a vu, aux îles Marquises comme aux îles de la Société, la dépopulation suit une marche rapide. Voici plus de trente ans que les missionnaires ont pris dans ce dernier archipel une position presque souveraine, et, loin d'arrêter ce symptôme fâcheux, ils l'ont aggravé par des interdictions ridicules et nuisibles. C'est là le premier mal à combattre; sous l'empire des lois actuelles, la Polynésie ne serait bientôt plus qu'une suite d'îles désertes. Aux Marquises et dans le groupe de la Société, il faut mettre le mariage en honneur, réprimer la prostitution précoce et l'infanticide, qui y est habituel. Les menaces, les rigueurs déployées par les missionnaires n'ont pas suffi pour amener ce retour à la vie de famille; d'autres moyens seront plus efficaces, et peut-être conviendra-t-il de prendre cette race par l'intérêt, par les jouissances de l'épargne, par les raffinements de la civilisation. C'est une étude à faire sur les lieux, mais elle est urgente, elle doit passer avant tout. Quels que soient les projets que l'on puisse imaginer pour les îles polynésiennes, l'essentiel est d'avoir des bras; la conservation de la race se lie à toutes les combinaisons et les domine.

Le soin des cultures est également un objet essentiel. Aux Marquises, le sol est presque tout en friche; à peine y récolte-t-on quelques ignames et quelques patates douces. Aux îles de la Société, les champs offrent un meilleur aspect, quoique leur

rapport ne soit pas encore ce qu'il devrait être. Sur les deux points, il y a un élan, une impulsion à donner, une initiative à prendre. Aux environs de Papeïti et dans la presqu'île de Taiarabou, à Eimeo et dans les autres îles de la Société, à Nouka Hiva, à la Dominica et dans tout le groupe des Marquises, des terres fertiles n'attendent que des bras et des soins. Le premier effort doit être porté sur la culture des vivres. afin d'épargner au trésor français les approvisionnements coûteux que l'on devrait tirer du Mexique, du Chili et du Pérou. Surtout point d'essais de cultures commerciales ou industrielles avant que le service des subsistances ait été assuré. La part des objets d'échange viendra ensuite, et déjà les îles polynésiennes en comptent plusieurs qui trouvent un écoulement dans un rayon assez rapproché, tels que l'arrow-root, le bois de sandal, les holothuries, l'huile de coco, les nacres de perle, et enfin les perles de l'archipel de Pomotou.

Tels sont les premiers devoirs du gouvernement français. Il a entrepris au loin une tâche difficile ; il doit en sortir à son honneur. Dans les premiers moments, l'emploi de la force sera souvent commandé. et plus d'une trahison est à craindre. Déjà, on le sait, deux de nos officiers sont tombés victimes d'une embuscade dressée par le roi Yotété, si aimable envers M. du Petit-Thouars. Des exemples seront nécessaires, et avec les sauvages ce sont les chefs qu'il faut frapper. Comme moyens de police, un mélange de douceur et de force; comme moyens de civilisation, l'initiative du travail et la surveillance éclairée des mœurs : ainsi se réalisera la marche de ces peuples vers un état social digne de ce nom. Quand la France n'aurait fait, en s'emparant de ces positions, que rendre ce service à l'humanité, et laisser cette empreinte sur cette partie du globe, ce titre serait digne d'envie, et du moins cette entreprise ne porterait pas le cachet d'intérêt personnel qui accompagne toutes les colonisations anglaises.

Ces considérations nous ont éloigné de *la Vénus*, qui d'ailleurs n'a plus à parcourir que des pays familiers aux lecteurs de cette *Revue*. En quittant l'archipel de la Société, la frégate se dirigea sur la Nouvelle-Zélande, et de là sur Sydney dans la Nouvelle-Galles du sud. Déjà le bruit de la première réparation obtenue de la reine Pomaré était parvenu dans cette résidence, et les journaux de la localité, inspirés par les amis du missionnaire Pritchard, en parlaient dans les termes les plus injurieux. Le gouverneur anglais s'en émut, et il crut devoir adresser à M. du Petit-Thouars une lettre ambiguë à laquelle celui-ci répliqua d'une manière ferme et digne. Le séjour de *la Vénus* dans cette colonie pénale offrit au commandant l'occasion d'étudier le régime qui y est en vigueur. On venait alors d'introduire à la Nouvelle-Hollande l'institution du jury, dans lequel étaient admis des hommes notoirement vicieux et même d'anciens libérés. Ces gens-là, interprétant ces fonctions à leur manière, acquittaient tous les prévenus indistinctement, même les assassins. M. du Petit-Thouars cite une affaire où douze *convicts* étaient convaincus d'avoir traqué dans une hutte vingt-huit naturels, de les avoir fait rôtir à petit feu et massacrés à la suite d'horribles tortures. Ils parurent devant un jury qui rendit un verdict d'acquittement. Entre bandits c'est ainsi qu'on se rend justice ; ce dernier trait manquait à l'histoire des colonies pénales.

Enfin *la Vénus*, après une campagne marquée par d'utiles travaux, tourna sa proue vers Bourbon et le cap de Bonne-Espérance. Elle était sur le grand chemin de l'Europe; sa mission pouvait être regardée comme finie. Peu de temps après, elle reprenait à Brest le mouillage qu'elle avait quitté trente mois auparavant. Outre l'intérêt qui s'attache à de pareils voyages, celui-ci a un titre qui lui est parti-

culier. Il a préparé les voies à l'occupation des îles Marquises et à l'attitude que la France vient de prendre dans les parages polynésiens.

Quoique *la Vénus* n'eût pas une mission scientifique proprement dite, de nombreuses et importantes observations signalèrent son itinéraire. En dehors du calcul des montres, on prit à bord des distances lunaires toutes les fois que les circonstances le permirent, et les résultats obtenus coïncidèrent avec les indications des meilleurs chronomètres. L'hydrographie ne fut pas négligée; vingt-un plans ou cartes témoignent du zèle de l'ingénieur et des officiers de la frégate. La météorologie, les températures sous-marines, la direction des courants, la hauteur des vagues, la phosphorescence de l'eau, les observations sur le magnétisme terrestre, occupent une place importante dans les opérations du voyage, à côté des études ethnographiques et des travaux de triangulation. Des collections considérables, rapportées de différents points du globe, ont enrichi nos musées d'échantillons curieux et d'espèces rares, qui forment la part de la géologie et de l'histoire naturelle. Ainsi, les sciences n'ont pas été négligées dans le cours d'une navigation qui avait surtout pour objet la protection et la surveillance de nos pêches lointaines.

A ce dernier point de vue, la relation de M. du Petit-Thouars devient un véritable traité. Tout ce qui touche aux armements des baleiniers y est examiné avec étendue et dans les moindres détails; les hommes spéciaux consulteront avec fruit cette partie de l'ouvrage. Quant au récit en lui-même, il a les qualités et les défauts qu'on doit attendre d'un marin, la franchise, la simplicité, la rondeur, unies à la prolixité et à l'incorrection; mais, dans l'ensemble, c'est une lecture qui plaît et qui attache. Le nom de l'auteur est d'ailleurs un de ceux qui réveillent le plus de souvenirs glorieux et qui se lient avec le plus d'éclat à notre histoire navale. Involontairement on se rappelle, en le voyant, l'un des derniers faits d'armes de nos escadres, le combat que soutint en 1814. et quand la paix était signée, un oncle du capitaine de *la Vénus*, le brave George du Petit-Thouars, qui, pendant cinq quarts d'heure, résista, monté sur *la Sultane*, au feu de deux frégates anglaises, et, secouru ensuite par sa conserve, les contraignit à la retraite; on se souvient aussi de la triste journée d'Aboukir et de ce vaillant Aristide du Petit-Thouars, autre oncle du contre-amiral, qui, voyant la bataille perdue, fit clouer son pavillon au mât du vaisseau *le Tonnant*, et, blessé à mort, criait encore à son équipage : « Ne vous rendez pas! Coulez bas plutôt! » Ce sont là pour une famille des titres qui obligent; si l'occasion s'en présentait, M Abel du Petit-Thouars ne l'oublierait pas. Dans sa dernière campagne des mers du Sud, il s'est montré résolu et entreprenant au point d'engager le ministère plus peut-être qu'il ne l'aurait voulu. C'est une hardiesse bien rare de notre temps, et à ce titre elle mérite d'être signalée.

LOUIS REYBAUD.

LE ROMAN

DANS LE MONDE.

Dans cette déchéance momentanée que l'envahissement de l'esprit industriel a fait subir aux lettres depuis quelques années, c'est, personne ne le niera, le roman qui a surtout souffert. Rien n'était plus naturel : si aucun genre, pour être amené à sa vraie perfection, ne demande peut-être un don plus réel, un talent plus exercé, cette forme, en revanche, semble plus qu'une autre encourager l'inexpérience et appeler le métier. C'est là surtout que l'abus du talent est possible; c'est là que l'improvisation hâtée vient le plus facilement obéir aux avides exigences Quoi de plus commode? On n'a qu'à laisser courir sa plume, on n'a qu'à suivre au hasard les fantaisies d'une imagination rompue à la production comme à une besogne quotidienne. Le temps sans doute est la première loi de l'art, et plus d'un maître a cru naïvement que la composition, que le style, avaient leurs veilles nécessaires. Mais ce sont là des susceptibilités et des scrupules dont il est facile de se guérir. Si les vanités sont exigeantes, elles ont aussi leurs illusions : il suffit de prendre les profits du labeur pour les échéances de la gloire, et les annonces des journaux complices pour les échos de la popularité. Une question seulement reste à vider, c'est de savoir si le public, un instant leurré, est resté de la partie. Il faudrait être bien aveugle pour ne point s'apercevoir du dégoût presque universel qu'ont suscité tant de maladives productions, du discrédit marqué dans lequel tombe de plus en plus la littérature du jour.

Mais suffit-il à la critique de signaler ce qui meurt, de montrer cette décrépitude précoce et significative comme le châtiment mérité de tant d'excès intellectuels? Il semble qu'une tâche plus douce lui soit assignée en même temps, une tâche que la fréquence assurément ne rend pas importune. Au milieu de la lassitude générale, et comme contraste à tant de débordements divers, quelques symptômes heureux se manifestent çà et là, qu'il importe d'accueillir et de mettre en lumière. Ce n'est pas seulement dans la jeune littérature militante que se sont

récemment produites des tentatives curieuses, et qu'un mouvement, dont on ne saurait prévoir les conséquences, commence à éclater en des œuvres qui peuvent ne pas atteindre à la perfection, mais qui ont au moins l'idéal généreux de l'amour de l'art. Sur une scène moins bruyante, dans les salons (et le public en doit tenir compte, puisque ce n'est là, après tout, que l'élite même du public), on aurait à noter tout un retour vers les choses littéraires, toute une réaction de bon goût et qui ne tire vengeance des retentissantes prétentions d'à présent que par des essais calmes, sobres, vraiment distingués. Ainsi ont pris naissance plus d'un roman agréable, plus d'un récit digne du regard, et qui, de la lumière discrète du foyer, pourraient passer, sans trop y perdre, à l'éclat de la publicité. Sans doute les gens du monde ont toujours plus ou moins écrit, sans doute il y a toujours eu une littérature en quelque sorte inédite. L'art n'est-il pas, après tout, la plus noble des distractions, un but donné aux loisirs, un refuge toujours prêt contre les tristesses? mais pourquoi, quand cette littérature élégante n'est d'ordinaire qu'un écho, souvent affaibli, de la littérature courante et active, se présente-t-elle aujourd'hui avec un autre caractère, avec le caractère d'une protestation par le contraste?

Cela tient à bien des causes, la plupart tristes, où les personnes même sont trop souvent mêlées pour qu'on y insiste; cela tient surtout à la persistance fatale des écrivains d'imagination, qui, malgré les avertissements de la société, se sont obstinés dans des routes où la foule a de plus en plus cessé de les suivre. Chacun était fatigué de ces déportements de toute sorte, de ce dévergondage des idées, traduit ici par une forme tourmentée, là par un style à peine suffisant. En un mot, le public avait le désir du simple et comme le regret du naturel. Au lieu de répondre à ces instincts des lecteurs, au lieu de céder à temps à ce dégoût du bizarre, à ce désenchantement de l'extraordinaire, qui éclataient de toutes parts, on a résisté, on a outré encore les moyens factices qui donnaient la victoire hier, qui font la défaite aujourd'hui. Plus que jamais on a entassé les combinaisons étranges, on a compliqué l'action et comme égaré les personnages dans ces trames interminables qui semblent indiquer ou l'absence ou la fatigue absolue de l'imagination; plus que jamais la main du peintre a prodigué les contours difformes, les tons faux et chargés; on a fini par verser la palette sur le tableau. Ce procédé est plus commode, et surtout il est plus prompt, ce qui ne laisse pas d'avoir son avantage, quand il faut jeter chaque jour les lambeaux de son œuvre comme une pâture au feuilleton. Le feuilleton fut une sorte de panacée dernière, de remède *in extremis* pour le roman aux abois. On servit en morceaux au public ce qu'il avait rejeté en bloc, et le public (cette comédie pouvait-elle durer?) parut se laisser prendre. Cependant il s'aperçut bientôt qu'on le traitait sans gène : il ne voulait plus de romans industriels; ces romans se glissèrent jusqu'à lui sous le couvert du journal, et il lui fallut les retrouver encore, ici enflés en volumes dans les cabinets de lecture, là découpés en actes de mélodrames sur les scènes du boulevard; il lui fallut les subir enfin imagés et illustrés, sous toutes ces formes puériles où se complaît et s'épuise l'aveugle concurrence des éditeurs. C'était à lasser la plus robuste patience, et, on le sait, ce n'est point là précisément la qualité distinctive du public français.

Il est arrivé ainsi que le roman, ce cadre charmant qui correspondait si bien à tous nos penchants littéraires, s'est compromis de plus en plus aux yeux de ceux qui lisent, et qu'à cette heure il tend à devenir un genre secondaire, si des mains propices et jeunes, si à leur tour les maîtres de l'art contemporain, réfugiés dans un silence fatal, ne lui rendent bientôt son rang et sa vraie place. Il faut pour cela

que non-seulement le roman se dégage des honteuses entraves de la spéculation et de l'atelier, mais qu'il revienne à être une peinture vraie de la vie, mise en œuvre par l'imagination. Or, cette condition essentielle manque chaque jour davantage aux écrits des romanciers de profession.

En serions-nous donc arrivés à ces tristes âges où l'on écrit par habitude, par état, et non plus pour satisfaire à un besoin du cœur, où la poésie n'est plus un écho et comme une traduction éloquente de ce qui s'agite dans l'âme? Faudrait-il croire que dorénavant il ne devra plus y avoir de place que pour les enfantillages du caprice et les banalités du rêve? Quand une littérature est vraiment active et vivante, quand elle se développe dans ses conditions véritables, ce qui en fait le fonds, n'est-ce pas surtout le tableau des passions humaines. des sentiments éternels de notre nature, saisis et fixés sous les nuances contemporaines? L'imagination alors n'est qu'un cadre, la scène où viennent se produire avec bonheur les créations du génie, qui ne sont autre chose, après tout. que les types et comme les résumés, l'expression dernière de ce que fournit à l'observation l'étude profonde du cœur dans l'homme, de l'homme dans le monde. C'est là l'époque de virile jeunesse où l'art tient de près à la vie, où la vie, par ce contact fécond, se communique à l'art et lui imprime la durée. Plus tard, quand on arrive à ces époques douteuses où un changement est devenu imminent, où une transformation s'annonce, à ces époques d'où peuvent dater également la fin d'une période glorieuse ou le début d'une ère nouvelle, on hésite ; des pressentiments de rénovation. des craintes de décadence, s'entre-mêlent et se succèdent. C'est l'heure de choisir, c'est l'heure de se décider. Qui passera d'abord dans l'art, qui sera maître, ou du sentiment ou de l'imagination? Là est la question véritable.

Si l'imagination devient exclusivement souveraine, il faut tout attendre de son despotisme : elle n'aura plus la règle qui fait sa force, le frein qui la tient dans les hautes sphères, et vous la verrez, vagabonde, s'égarer jusqu'aux dernières limites de l'impossible, pour retomber ensuite aux plus grossières trivialités du réel. Par malheur, l'imagination entraîne avec elle, dans cette course aventureuse, le sentiment, qu'elle subjugue et qu'elle transforme, dont elle fait son esclave et presque son jouet. C'est ainsi qu'à la suite de l'imagination, et dans ce vasselage humiliant, le sentiment, si on l'ose dire, devient imaginaire. Alors se produit ce monde de convention où tout est grossi et altéré, où la vertu a perdu sa grâce et le vice sa laideur, où les passions ne correspondent même plus aux caractères; en un mot, ce monde sans vérité et sans nom, le monde de tant de romanciers de notre époque.

Ce n'était pas assez encore de fuir les régions sereines où se complaît la muse des âges vraiment littéraires. A mesure qu'on se séparait davantage de la société, à mesure qu'on se perdait dans les extases solitaires de l'orgueil, on ajoutait en même temps à ses exigences envers cette société qu'il eût suffi d'amuser en la peignant. et que plus d'un avait la singulière prétention de réformer sans la peindre. De là ces aberrations vaniteuses, ces rêves de royauté poétique, cette prétention au sceptre universel qui se montrait plus impérieuse au moment même où elle devenait moins légitime. Et tandis que, dans l'enivrement de l'amour-propre, on visait à je ne sais quel rôle de *maréchal littéraire*, il se trouva qu'à ce jeu on avait risqué son talent, que les grades en quelque sorte s'y étaient perdus, et qu'on n'était plus qu'un soldat égaré de la milice confuse du feuilleton. Cependant le monde protestait, et la critique (là où le roman-feuilleton n'avait pas établi ses compagnies d'assurance) ne ménageait point ses avertissements; mais au lieu d'écouter ces sages con-

seils, la vanité ne sut que montrer du dépit. Ici, elle crut avoir raison du dégoût que manifestait le monde contre ses folles exagérations en les outrant encore, en s'enfonçant plus que jamais dans les voies mauvaises. Là, elle crut avoir raison de la critique par de honteuses caricatures, par de prétendues scènes de la vie des publicistes littéraires qu'on aurait pu prendre aussi bien pour de médiocres parodies de la vie des romanciers. Puisqu'en définitive le jugement suprême appartenait au public, était-ce là un moyen sûr de gagner sa cause? Et qu'importent ces détails à la foule? La foule, ne voyez-vous pas qu'elle est prête à vous quitter, que déjà elle vous quitte? Si, à défaut de concurrents, vous la retenez une dernière fois, c'est par la curiosité; si vous l'intéressez un instant encore, c'est par le scandale. Moyens extrêmes, ressource dangereuse! Que cédant aux entraînements d'une popularité passagère, des organes, jusque-là graves, colportent sous leur couvert vos récits éhontés, le lecteur peut s'y arrêter en passant, comme il ferait une visite à Bicêtre ou à Toulon; êtes-vous bien sûrs de l'y ramener deux fois?

Ainsi il serait bon d'y prendre garde : le monde peut vous lire encore, mais quand il écrit, quand il met la main pour sa part aux œuvres de l'intelligence, il ne vous imite plus; ses productions, même les plus légères, se trouvent être une piquante critique de vos procédés factices, de votre manière convenue, de cette débauche que vous avez introduite dans l'art. Ce sont là à notre sens des symptômes tout à fait significatifs et qu'il est bon de constater; c'est une opposition spirituelle et de bon goût, comme le monde en sait faire, une opposition de convenance, où l'épigramme, pour être indirecte, ne frappe pas avec moins de sûreté. Malheureusement, la vanité fait bonne garde sur les frontières qui séparent la littérature d'avec la société, et l'on ne se doute guère, dans l'étroite arène où naît, s'enferme et meurt le roman de chaque jour, que non-seulement il y a un désir général de quitter cette atmosphère viciée pour un milieu plus sain, mais que l'accueil est partout souriant à ce qui ne sent pas la fatigue et la fabrique, à ce qui a un air d'honnêteté. Ce n'est pas tout, ce n'est même point là ce qui nous frappe le plus. Le monde en effet ne se contente point de désirer et d'accueillir; voyant qu'on le peint si mal, qu'on ne le peint plus, il écrit des romans, il prend le parti de se peindre lui-même, et assurément, si l'on ne juge que par le contraste, on peut dire qu'il réussit quelquefois. Ce mouvement, en quelque sorte intérieur et secret, ne pourrait, on le comprend, être traduit au grand jour de la publicité, sans perdre tout aussitôt son caractère et sa séduction, sans faire des salons ce qu'ils ne veulent pas être, une sorte de succursale de la littérature des journaux. C'est donc avec une réserve extrême, et seulement comme une disposition curieuse et notable de l'esprit public, que nous voulons signaler, sans y mettre d'insistance, cette intervention nouvelle et continue de la société polie dans la culture littéraire.

Il y a eu cet hiver un grand nombre de lectures dans les salons les plus distingués de Paris; des hommes politiques, qui savent remplir l'intervalle des affaires par les lettres, des femmes spirituelles que le monde occupe, mais qui trouvent encore le temps d'apporter au monde, comme une distraction, le poétique tribut de leurs loisirs, enfin bien des écrivains aimables qui n'oseraient pas se donner pour auteurs, ont contribué au charme de ces réunions intimes. Les femmes, comme toujours, ont eu la meilleure part dans ces offrandes de la muse discrète : on a entendu d'elles plus d'un roman délicat et fin, plus d'une nouvelle attendrissante, où la sensibilité et l'observation venaient se fondre dans les nuances de la grâce.

N'est-ce pas là, à le bien prendre, le vrai, le seul rôle littéraire qui convienne

aux femmes, un rôle qu'elles n'ont jamais abdiqué en France depuis deux siècles? Si, dans ces dernières années, la critique a dû quelquefois protester contre ces déclamations humanitaires, contre ce vulgaire byronisme, qui paraissent si étranges sur des lèvres faites pour dire les mots d'amour et les paroles de pitié, il serait souverainement injuste de méconnaître les traditions d'élégance, les enseignements de tendresse et d'émotion, tout ce qui s'échappe de poésie dans le sourire de l'amante ou dans les larmes de la mère. On serait donc mal venu à contester la précieuse influence des femmes, qui plus d'une fois déjà a su, par la mesure et la délicatesse, par une certaine pudeur qu'elles apportent dans l'art, maintenir son autorité au bon goût, et corriger à propos les âpretés par la politesse, les exagérations par la convenance. Si jamais cette bienfaisante influence a semblé plus particulièrement désirable, si l'on a invoqué à bon droit ce sceptre qui ne pèse pas, si l'esprit poétique enfin a eu besoin de s'abreuver à ces sources épurées, et d'en retenir la salutaire fraîcheur, c'est assurément aujourd'hui.

Par là, nous ne voulons pas dire le moins du monde qu'une révolution littéraire se prépare, dans les salons, qui va ouvrir à l'art des horizons nouveaux. En réalité, c'est quelque chose de beaucoup plus simple et où la prétention n'entre pour rien. Que s'est il passé depuis quelques années? N'a t-on pas vu (et on ne saurait trop le déplorer), par dégoût, par découragement, les voix aimées se taire, les maîtres se réfugier dans le silence? Partout, au lieu de combattre, on a attendu. C'est ainsi que l'arène est restée ouverte aux ambitions sans frein de ces écrivains bruyants qui ont mis peu à peu leur imagination en coupe réglée, et qui en sont venus à calculer les produits de leur intelligence, comme s'il s'agissait d'une usine ou d'une banque. Eh bien! voilà qu'un fait nouveau se produit, un fait qu'il importe d'enregistrer, car il en sortira peut-être une situation nouvelle. Aujourd'hui, la curiosité du public est saturée, et cette attention que le monde avait laissé se détourner un moment sur tant de compositions convulsives, il est prêt à la rendre sans partage aux représentants véritables de l'art contemporain. Maintenant il suffit aux maîtres de vouloir. Nous en avons pour garant le goût chaque jour plus vif des salons pour ce qui est simple et de bon aloi, nous en avons pour gage les essais littéraires auxquels se complaisent les personnes du monde, simples essais qui ressemblent fort peu aux tristes épopées des feuilletons, et qui montrent qu'on a retrouvé la pente du franc et du naturel.

Les lectures de cet hiver auraient convaincu les plus incrédules. Il n'y avait point là en effet la plus petite tradition de ces fatuités des grands seigneurs d'autrefois, qui voulaient bien condescendre aux lettres et déroger jusqu'à l'Académie. La première marque au contraire de ce retour, de ce goût nouveau, qui sont de plus en plus manifestes dans la haute société parisienne, c'est sans aucun doute la sincérité. On se trouve charmé et ému par des histoires que le cœur seul a dictées, et l'on ressent, dans ces confidences des heures de loisir, quelque chose des jouissances pures que donnent les lettres cultivées pour elles-mêmes. Plus d'un ensuite s'en retourne imprégné du léger parfum, et en vient presque à se demander si cet air de négligence, qui ne messied pas, ne vaut pas mieux après tout que le métier, et si la vie littéraire n'est pas dans ce cercle qui applaudit avec réserve et qui sourit avec discrétion tout aussi bien que dans les éloges assourdissants des journaux.

Entre ces ouvrages inédits et confiés par la lecture à des oreilles amies, nous pourrions assurément indiquer plus d'une composition vraiment touchante, plus d'un récit finement observé; mais ce serait trahir des secrets qui ne sont pas les

nôtres, et les convenances nous forcent à taire ce que nous serions tenté de révéler. Le silence cependant ne nous paraît pas imposé au même degré pour un rare et splendide volume provenant de la même origine, et dont les salons déjà avaient mystérieusement consacré le succès. Dès l'abord, le livre que nous avons sous les yeux n'était même pas destiné à la publicité fort restreinte qu'il vient de recevoir contrairement aux vœux de l'auteur. On a dû s'adresser à sa charité pour vaincre sa modestie, et encore a-t-il fallu qu'une royale voix parlât, et dans une de ces tristes circonstances où le devoir dit de céder. Ce volume, sorti des presses de l'imprimerie royale et tiré à un très-petit nombre d'exemplaires, a été, par ordre de la reine, vendu à haut prix pour les victimes de la Guadeloupe, dans une de ces exhibitions du Palais-Royal où le luxe s'est fait bienfaisant et où la charité s'est déguisée sous l'élégance. Ainsi naguère l'*Ourika* de Mme de Duras dut également le jour à une bonne œuvre. C'est, au surplus, ce qui se comprendra mieux par les lignes même qu'on lit en tête de l'ouvrage, et que voici : « Ces pages devaient toujours rester ignorées. La charité royale, inépuisable dans sa pitié pour ceux qui souffrent, n'a pas dédaigné même les plus humbles moyens de venir à leur secours. De loin, elle a bien voulu penser à ces faibles essais, et, devant un généreux désir, il ne restait qu'à s'incliner avec respect, soumission et reconnaissance. » Ce n'est pas à nous qu'il appartient de dévoiler un anonyme qui se cache si délicatement dans l'ombre : seulement il nous sera permis de dire qu'on désigne bien bas une personne du monde qui compte des alliances illustres, une personne dont la réputation d'esprit et de grâce est faite auprès de tous ceux qui ont l'honneur de l'approcher.

Le volume qui est tombé entre nos mains contient trois nouvelles où au talent de raconter simplement et d'émouvoir par les choses du cœur viennent s'ajouter encore le tour heureux de l'invention et le charme du bien dire. Ce qui nous frappe surtout dans les deux premières, c'est l'originalité de l'idée principale, de l'idée hardie autour de laquelle l'auteur (si le mot d'auteur peut s'appliquer à une œuvre si dénuée d'ambition) sait grouper ses personnages et lier sa narration. — On joue quelquefois au Théâtre-Français une agréable comédie qui s'appelle *le Portrait vivant :* quoiqu'une donnée bien différente et toute contraire ait servi de canevas à *Madeleine*, il semble que cette émouvante histoire eût pu aussi s'appeler du même nom. Bien souvent on a mis en scène des jumeaux qui se ressemblent, et c'est un lieu commun que les quiproquos des *Adelphes*. Rien de pareil ici. Bien qu'il y ait deux jumeaux, deux frères dont la figure et la voix se pouvaient confondre, deux frères qui sont loin l'un de l'autre, un médecin dévoué à la science qui vit en reclus dans une solitude voisine de Paris, et un officier de marine dont le vaisseau quitte brusquement les côtes de Bretagne au moment où il allait épouser Madeleine, ne craignez aucune de ces confusions plaisantes ou cruelles auxquelles on s'est complu depuis Térence jusqu'à Lope. C'est dans le cœur d'une enfant aimante que le drame se passe tout entier, et les mystères de cette ressemblance ne s'échapperont qu'avec la mort de l'âme brisée de la jeune fille. Quand l'orage aura englouti le vaisseau qui portait son amant, elle se dépouillera de l'héritage du fiancé, elle viendra secrètement, dans la dernière des conditions, comme une humble servante, chercher un asile auprès de ce frère qui reste comme une image du frère absent; elle viendra, contemplant ce portrait animé de celui qui n'est plus, reconstruire en imagination l'idéal sacré du souvenir. Mais Madeleine est belle, et cette passion qu'elle ressent, elle la donne; ce feu qui brûle en elle, comme l'holocauste à la mémoire d'un mort, elle le communique à celui qui vit, à celui dont elle a

fait imprudemment la source renouvelée de ses émotions. On imagine toutes les angoisses, toutes les luttes qui suivent : placée entre ce nouvel amour, qui l'obsède et qu'elle plaint, et ce souvenir vivant qui est devenu sa vie nécessaire, elle n'a qu'à mourir en laissant échapper le secret qui lui pèse. On devine les scènes vraies et attendrissantes qu'une plume souple et tendre a su tirer de cette situation originale et difficile.

Dans *une Vie heureuse*, l'amour encore reparaît avec les atteintes profondes qu'il porte aux âmes bien nées. Ce n'est pas la mort cette fois qui a pris son fiancé à Hélène; mais les engagements du cœur ont été violés, et la religion a béni les serments faits à une autre. A ce coup fatal, la raison d'Hélène n'a pas résisté : elle est devenue folle, et sa folie, c'est de croire en tout au bonheur. Rien n'est plus triste, rien n'est mieux saisi que ce contraste. Combien la vie semble plus amère encore quand Hélène n'y voit que la joie et le sourire! combien le soleil d'hiver se montre avec des teintes plus sombres quand Hélène parle des rayons dorés et du jeu de la lumière ! Toutefois la figure vraiment frappante et qui reste gravée dans le souvenir, c'est la marquise d'Erigny. Il s'échappe du cœur de cette mère qui, perdant son fils, a la force de cacher un tel malheur à sa fille, et de ne rien troubler à tant de bonheur ou plutôt à tant de folie ; il s'échappe, dis-je, de ce cœur ulcéré des accents d'une naturelle et forte éloquence. Le souvenir de Niobé n'est jamais sans grandeur.

Le dernier récit, pour se passer dans une sphère moins dramatique, dans la région simple des sacrifices ignorés et des dévouements obscurs, ne nous paraît pas touché avec moins de bonheur ; mais il vaut mieux que le lecteur lui-même devienne juge : si, en insérant au long ce morceau, nous pouvons craindre d'effaroucher une noble modestie, nous sommes sûr au moins que le public ne nous trouvera pas indiscret.

RÉSIGNATION.

Je vais raconter simplement une chose que j'ai vue. — C'est un des souvenirs mélancoliques de ma vie. — C'est une de ces pensées vers lesquelles l'âme se reporte avec une douce tristesse quand vient l'heure du découragement. — Il s'en exhale je ne sais quel renoncement aux trop vives espérances de ce monde, je ne

sais quelle abnégation de soi-même qui apaise ce qui murmure en nous, et nous appelle à une silencieuse résignation.

Si jamais ces pages sont lues, je ne voudrais pas qu'elles fussent lues par ceux qui sont heureux, complétement heureux. — Il n'y a là rien pour eux, ni invention ni événements. — Mais il y a des cœurs qui ont un peu souffert, beaucoup rêvé, et qui sont aptes à une facile tristesse. Qu'en passant ils entrevoient une souffrance quelconque, ou qu'un son qui ressemble à un soupir frappe leur oreille, ils s'arrêtent, écoutent et plaignent. A eux je puis parler, presque au hasard, et raconter une histoire, simple comme tout ce qui est vrai, touchante comme tout ce qui est simple.

Il y a dans le Nord, près de la frontière belge, une toute petite ville obscure, ignorée. — Les éventualités de la guerre l'ont fait entourer de hautes fortifications, qui semblent écraser les chétives maisons qui se trouvent au centre. — La pauvre ville, étreinte par un réseau de murs, n'a pu, depuis lors, laisser égarer une seule maisonnette sur la pelouse qui l'entoure. Sa population augmentant, elle a diminué ses places, entravé ses rues, elle a sacrifié l'espace, la régularité, le bien-être. — Les maisons, ainsi entassées les unes auprès des autres, et étouffées par les murs d'enceinte, n'offrent aux regards, d'un peu loin, que l'aspect d'une grande prison.

Le climat du nord de la France, sans avoir des froids extrêmes, est d'une morne tristesse : l'humidité, le brouillard, les nuages et la neige obscurcissent le ciel et glacent la terre pendant six mois de l'année. —Une épaisse et noire fumée de charbon de terre, s'élevant au-dessus de chaque habitation, ajoute encore à la sombre apparence de cette petite ville du Nord.

Je n'oublierai jamais la froide impression de tristesse que j'éprouvai en franchissant les ponts-levis qui lui servent d'entrée. — Je me demandai avec effroi s'il y avait des êtres qui fussent nés là et qui dussent y mourir, sans rien connaître du reste de la terre. — Il y en avait, en effet, dont telle était la destinée. — Mais la Providence, qui a des bontés cachées jusque dans les privations qu'elle impose, a donné aux habitants de cette ville la nécessité du travail, le besoin d'acquérir le bien-être qui leur manque, et. par ces moyens. ôta à ses pauvres enfants déshérités le temps de regarder si le ciel était gris et privé de soleil. — Ils oublient ce qu'ils n'ont pas. — Mais moi, en entrant dans cette ville sombre et enfumée, j'évoquai le souvenir de tous les jours de soleil qui avaient rempli ma vie. de toutes les heures passées en liberté avec un ciel pur au-dessus de ma tête et de l'espace devant moi. —En cet instant, je pensai à remercier de ce que j'avais jusqu'alors regardé comme des dons faits à tous les hommes : — la lumière, l'air, l'horizon.

J'habitai dix-huit mois cette petite ville, et j'allais peut-être murmurer contre cette longue captivité, lorsque voici ce qui m'arriva.

Pour gagner une des portes des fortifications. il me fallait chaque jour, à l'heure de la promenade, descendre une petite ruelle semblable à un escalier. le sol étant creusé en forme de marches. pour rendre la pente d'un accès plus facile. — En traversant cette étroite et obscure ruelle, pendant longtemps, mes pensées devançant mes pas, je ne songeai qu'à la campagne que j'allais chercher; mais un jour, par hasard. mes yeux s'arrêtèrent sur une pauvre maison, qui seule paraissait habitée. Elle n'avait qu'un rez-de-chaussée, deux fenêtres; entre elles, une petite porte; au-dessus, des mansardes. — Les murs de la maison étaient peints en gris foncé, les fenêtres avaient mille petits carreaux d'un verre épais et verdâtre. — Le jour ne

devait pas pouvoir franchir cet obstacle pour éclairer l'intérieur de cette demeure. La rue était trop étroite, d'ailleurs, pour que jamais le soleil y parût. — Il régnait là une ombre perpétuelle et il y faisait toujours froid, quelle que fût, du reste, la chaleur du jour

L'hiver, quand la neige était gelée sur les marches de la petite rue, on ne pouvait faire un pas sans risquer de tomber : aussi était-ce un chemin désert que moi seule, peut-être, je traversais une fois par jour. — Je ne me souviens pas d'y avoir rencontré un passant, ou d'y avoir vu un oiseau se poser un instant sur les crevasses des murs. — J'espère, me disais-je, que cette triste maison n'est habitée que par des personnes arrivées presque au terme de leur vie, et dont le corps vieilli ne peut plus ni s'attrister, ni regretter. — Ce serait affreux d'être jeune là !

La petite maison restait silencieuse : aucun bruit ne s'en échappait, aucun mouvement ne s'y faisait remarquer. Elle était calme comme un tombeau, et chaque jour je me disais : — Qui peut donc vivre ainsi?

Le printemps vint. Dans la ruelle, la glace se changea en humidité; puis l'humidité fit place à un terrain plus sec; puis quelques herbes poussèrent au pied des murs. — Le coin du ciel que l'on pouvait à grand'peine entrevoir devint plus clair. — Enfin, même dans ce passage obscur, le printemps laissa tomber une ombre de vie. — Mais la petite maison restait toujours sans bruit et sans mouvement.

Vers le mois de juin, je me rendais, comme de coutume, à ma promenade de tous les jours, lorsque je vis (qu'on me pardonne cette phrase), lorsque je vis, avec une profonde tristesse, un petit bouquet de violettes placé dans un verre sur le bord d'une des fenêtres de la maison.

— Ah! m'écriai-je, il y a là quelqu'un qui souffre!

Pour aimer les fleurs, il faut, sinon être jeune, du moins avoir conservé quelques souvenirs de jeunesse; il faut n'être pas absorbé entièrement par la vie matérielle; il faut avoir la douce faculté de ne rien faire sans être oisif, c'est-à-dire de rêver, de se souvenir, d'espérer. — Dans la jouissance qu'apporte le parfum d'une fleur, il y a une certaine délicatesse d'âme. C'est un peu d'idéal, un peu de poésie qui se glisse au milieu des réalités de la vie. Quand, dans une existence pauvre et laborieuse, je vois aimer les fleurs, je pressens qu'il y a lutte entre les nécessités de la vie et les instincts de l'âme. — Il me semble que je sais parler, que je pourrais presque causer avec quiconque cultive une pauvre fleur près du mur de sa cabane. — Ce jour là, ce bouquet de violettes m'attrista; il disait : — Il y a là quelqu'un qui vit en regrettant l'air, le soleil, le bonheur; — quelqu'un qui sent tout ce qui lui manque; — quelqu'un de si pauvre en fait de jouissances, que je suis une joie dans sa vie, moi, pauvre bouquet de violettes!

Je regardai ces fleurs avec mélancolie; je me demandai si l'obscurité et le froid de la petite rue n'allaient pas les faire bien vite se faner, si le vent ne pouvait pas les atteindre. — Je leur portais intérêt. — J'aurais voulu les conserver longtemps à celui qui les aimait.

Le lendemain, je revins. — Les fleurs avaient souffert de ce jour d'existence de plus. — Elles avaient vieilli, et leurs pétales décolorés se recourbaient sur eux-mêmes. — Cependant elles avaient encore un peu de parfum, et l'on avait pris soin d'elles. — En m'avançant, je vis que la fenêtre était entr'ouverte. Un rayon, je ne dirai pas de soleil, mais de jour, pénétrait dans la maison, et faisait une traînée lumineuse sur le plancher de la chambre ; mais à droite et à gauche l'obscurité n'était que plus profonde, et mes yeux ne purent rien distinguer.

Le lendemain encore, je passai; — c'était presque un jour d'été — tous les oiseaux chantaient, — tous les arbres se couvraient de bourgeons, — mille insectes bourdonnaient. Tout brillait au soleil. — Il y avait de la vie partout, — presque de la joie partout.

Une des fenêtres de la petite maison était toute grande ouverte.

Je m'approchai, et je vis une femme assise, travaillant près de la fenêtre. — Le premier regard que je jetai sur elle ajouta à la tristesse que m'avait inspirée l'aspect de sa demeure. — Je n'aurais pu dire l'âge de cette femme. — Elle n'était plus très-jeune, elle n'était pas jolie, ou n'était plus jolie. — Elle était pâle, — malade ou triste; je ne pouvais le définir. — Ce qu'il y avait de sûr, c'est que ses traits étaient doux, que cette absence de fraîcheur pouvait venir d'un chagrin aussi bien que du nombre des années, que cette pâleur, si elle n'eût attristé le cœur, eût paru avoir quelque charme à côté du noir mat des cheveux. — Elle était inclinée sur son ouvrage; — elle était mince — ou maigrie. — Ses mains étaient blanches, mais un peu osseuses, allongées. Elle portait une robe brune, un tablier noir, — un petit col blanc, — tout uni ; — et le bouquet qui avait fleuri deux jours sur la fenêtre, presque caché dans un pli de son corsage, était là pour que rien ne fût perdu de ses derniers parfums.

Elle leva les yeux et me salua ; — je la vis mieux. — Elle était jeune encore, — mais elle était si près du moment où l'on cesse de l'être, que ce dernier adieu de la jeunesse attristait à regarder. — Évidemment elle avait souffert, — mais probablement sans lutte, sans murmure, — presque sans larmes. — Il y avait sur sa physionomie silence, résignation et calme; — mais c'était ce calme qui succède à la mort. — Je m'imaginai qu'elle n'avait dû éprouver nulle secousse, que son âme avait langui longtemps, puis s'était éteinte; qu'elle ne s'était pas brisée, mais inclinée, — courbée, — puis était tombée à terre, sans bruit, sans déchirement.

Oui, le regard, la physionomie, l'attitude de cette femme, disaient tout cela. — Il y a des personnes qui vous parlent rien qu'en vous regardant, et dont on se souvient pour avoir passé une seconde auprès d'elles.

Chaque jour, je la retrouvai à la même place. Elle me saluait; puis, avec le temps, elle ajouta un triste et doux sourire à son salut. — Voici ce que je pus entrevoir de l'existence de cette femme que je voyais constamment assise près de sa fenêtre.

Le dimanche elle ne travaillait pas. — Je crus qu'elle sortait ce jour-là, car le lundi il y avait le petit bouquet de violettes sur la fenêtre. — Mais il se fanait les jours suivants, et n'était remplacé qu'après la fin de la semaine. — Je pensai encore qu'elle était presque pauvre, et qu'elle travaillait en secret pour vivre, car elle brodait sur de belles et riches mousselines, et je ne lui voyais jamais que la plus humble simplicité dans sa toilette. — Enfin elle n'était pas seule dans la maison, car un jour une voix un peu impérieuse appela « Ursule! » et elle se leva précipitamment. — Cette voix n'était pas celle d'un maître, — Ursule n'avait pas obéi comme une servante obéit. — Il y avait eu je ne sais quelle bonne volonté de cœur dans la précipitation avec laquelle elle se leva, — et cependant la voix n'avait eu nulle expression affectueuse. — Je pensai qu'Ursule, peut-être, n'était pas aimée de ceux avec qui elle vivait, — qu'elle en était même rudoyée, — tandis que sa triste et douce nature s'était attachée à eux. sans rien recevoir en échange.

Le temps s'écoulait, et chaque jour je m'initiais davantage à l'existence de la

pauvre Ursule. — Cependant, pour deviner ses secrets, je n'avais d'autre moyen que de passer une fois par jour devant sa fenêtre ouverte.

J'ai déjà dit qu'elle souriait en me regardant; bientôt, pendant ma promenade, je me mis à cueillir des fleurs, puis un matin, timidement, avec un peu d'embarras, je les déposai sur la fenêtre d'Ursule. — Ursule rougit, puis sourit plus doucement encore que de coutume. — Chaque jour, depuis lors, Ursule eut un bouquet; peu à peu aux fleurs des champs je mêlai quelques plantes de mon jardin. — Il y eut des touffes de fleurs sur la fenêtre, des fleurs à la ceinture d'Ursule. Enfin, il y eut un printemps, un été, pour la petite maison grise.

Il advint que, rentrant dans la ville un soir, une pluie d'orage commença à tomber comme je passais dans l'étroite ruelle. — Ursule s'élança vers la porte de sa demeure, l'ouvrit, me prit par la main, me fit entrer, et, quand nous fûmes dans le corridor qui précède la chambre où elle se tenait habituellement, la pauvre fille saisit mes deux mains, et avec un regard presque humide de larmes : — Merci! me dit-elle. — C'était la première fois que nous nous parlions. — J'entrai.

La chambre où travaillait Ursule voulait être le salon de la maison : des carreaux rouges y glaçaient les pieds, des chaises de paille étaient les seuls siéges de cette chambre, deux vieilles consoles en ornaient les extrémités. Cette pièce longue, étroite, n'ayant de jour que par la petite fenêtre donnant sur la rue, était obscure, froide, humide.

Oh! comme Ursule avait raison de s'asseoir près de la fenêtre, de chercher un peu d'air, un peu de lumière pour vivre! — Je compris alors la pâleur de la pauvre fille : ce n'était pas une fraîcheur perdue, c'était une fraîcheur qui n'avait pas existé. — Elle était étiolée comme les plantes qui ont poussé à l'ombre.

Dans un angle obscur du salon, sur deux fauteuils plus commodes que les autres, je vis deux personnes que l'obscurité m'avait d'abord empêché d'apercevoir. — C'étaient un vieillard et une femme presque aussi âgée que lui. — Cette femme tricotait loin de la fenêtre, sans y voir : elle était aveugle. — Le vieillard ne faisait rien; il regardait en face de lui, d'un regard fixe, sans intelligence. — Hélas! il avait dépassé les limites habituelles de la vie, et son corps seul existait; il était impossible de regarder ce pauvre vieillard sans comprendre qu'il était tombé en enfance.

On dirait souvent que, lorsque la vie se prolonge, l'âme, comme irritée de sa trop longue captivité, cherche à se dégager de sa prison, et, dans ses efforts, brise les liens qui établissaient l'harmonie. — Elle trouble sa demeure. Elle n'est pas encore partie, mais elle n'est plus où elle devrait être.

Et c'était là ce que cachait la petite maison grise, avec son isolement, son silence, son obscurité. — Une femme aveugle, un vieillard imbécile, une pauvre jeune fille flétrie avant le temps, parce que sa jeunesse avait été opprimée, écrasée par les vieillesses qui l'entouraient, par les vieux murs qui la retenaient captive!

Encore, si le ciel eût fait d'Ursule une intelligence bornée, une ménagère active, absorbée par les travaux de la journée, heureuse de ses fatigues, agitée par les petites choses, et parlant pour ne rien dire! Mais, dans cette maison, il avait oublié une mélancolique jeune fille, rêveuse, exaltée, devinant la vie, entrevoyant ses bonheurs, aimant jusqu'à ses tristesses; il avait fait de son âme un instrument dont toutes les cordes auraient pu rendre un son délicieux; puis, il les avait toutes condamnées à un éternel silence.

Hélas! le sort d'Ursule était encore plus triste que je ne l'avais supposé, lorsqu'à

voir sa pâleur et son abattement je la croyais souffrante d'un malheur ; il n'y avait rien eu dans sa vie.... rien!

Elle avait vu le temps emporter jour à jour sa jeunesse, sa beauté, ses espérances, sa vie; et rien, toujours rien, le silence et l'oubli!

Je revins souvent voir Ursule, et voici à peu près comment, un jour, assise avec elle auprès de la fenêtre, elle me raconta sa vie.

— Je suis née dans cette maison, je ne l'ai jamais quittée; mais ma famille n'est pas de ce pays : nous y sommes étrangers, sans liens, sans amis. Mes parents étaient déjà âgés quand ils se sont mariés. — Je ne les ai jamais connus jeunes. — Ma mère devint aveugle Ce malheur attrista son caractère; aussi la maison paternelle fut-elle toujours bien austère. je n'y ai jamais chanté Personne n'y a été heureux; mon enfance fut silencieuse; on ne m'a jamais permis le plus léger bruit. — On ne m'a donné que de bien rares caresses. Mes parents m'aimaient cependant, mais ils ne m'ont jamais dit ce qu'ils sentaient; j'ai jugé leur cœur d'après le mien, je les ai aimés, et j'en ai conclu qu'ils m'aimaient aussi Cependant ma vie n'a pas toujours été aussi triste qu'elle l'est en ce moment, j'avais une sœur...

Les yeux d'Ursule se mouillèrent de larmes; mais ces larmes ne coulèrent pas : elles avaient l'habitude de rester cachées dans le fond du cœur de la pauvre fille. Elle reprit :

— J'avais une sœur aînée, elle était un peu silencieuse, comme ma mère, mais elle était compatissante. douce, affectueuse pour moi. Nous nous sommes bien aimées.... Nous nous partagions les soins à rendre à nos parents. Jamais nous n'avons eu la joie de nous promener ensemble, là-bas, dans les bois, sur le haut de la colline.—L'une de nous restait toujours à la maison pour soigner notre vieux père; mais celle qui était sortie rapportait quelques branches d'aubépine, cueillies sur les haies, parlait à sa sœur du soleil, des arbres, de l'air. — L'autre croyait aussi avoir quitté la maison, et puis, le soir, nous travaillions ensemble près de la lampe. Nous ne pouvions causer, car nos parents sommeillaient à côté de nous, mais du moins, en levant les yeux, chacune de nous rencontrait sur le visage de l'autre un doux sourire; nous montions ensuite nous coucher dans la même chambre, ne nous endormant qu'après qu'une voix amie eût souvent répété : « Bonsoir! dors bien, ma sœur! »

Dieu aurait dû nous laisser ensemble, n'est-ce pas?... Je ne murmure pas cependant; — Marthe est heureuse là-haut!

Je ne sais si c'est le manque d'air, d'exercice, ou bien encore le manque de bonheur, qui donna à Marthe les premiers germes de sa maladie, mais je la vis s'affaiblir, languir, souffrir. — Hélas! moi seule m'inquiétais pour elle; ma mère ne la voyait pas, et Marthe ne se plaignait jamais.—Mon père commençait à entrer dans l'insensibilité que vous lui voyez aujourd'hui.—Ce ne fut que bien tard que je pus décider ma sœur à appeler un médecin.

Il n'y avait plus rien à faire; elle languit encore quelque temps, puis mourut.

La veille de sa mort, elle me fit asseoir près de son lit, prit une de mes mains dans ses mains tremblantes :—Adieu. ma pauvre Ursule! me dit-elle.—Je ne regrette que toi sur la terre. — Aie bon courage, soigne bien notre père et notre mère; ils sont bons, Ursule, ils nous aiment, quoiqu'ils ne le disent pas toujours. — Ménage ta santé pour eux; tu ne peux mourir qu'après eux. — Adieu, ma bonne sœur; ne pleure pas trop; prie Dieu souvent..... et au revoir, Ursule!

Trois jours après, on emportait d'ici Marthe, couchée dans son cercueil, et je restai seule près de mes parents.

Quand j'appris à ma mère aveugle la mort de ma sœur, elle jeta un grand cri, fit quelques pas au hasard dans la chambre, puis tomba à genoux. — Je m'approchai d'elle, la relevai et la ramenai à son fauteuil. — Depuis lors elle n'a plus ni crié ni pleuré; seulement elle est plus silencieuse encore qu'elle n'était, et je vois plus souvent que de coutume les grains de son chapelet rouler entre ses doigts.

Je n'ai presque plus rien à vous raconter. — Mon père tomba tout à fait en enfance; nous perdîmes un peu de la petite fortune qui faisait notre bien être — Je voulus que mes parents ne s'en aperçussent pas; les tromper était bien facile : l'un ne comprend rien, l'autre n'y voit pas. Je me mis à travailler et à vendre en secret mes broderies. — Je ne cause plus avec personne depuis que ma sœur est morte. — J'aime la lecture, et je ne puis lire : il faut que je travaille. — Je ne prends l'air que le dimanche ; je ne vais pas bien loin, car je suis seule.

Il y a quelques années, lorsque j'étais plus jeune, j'ai beaucoup rêvé, là, à cette fenêtre, en regardant le ciel. Je peuplais ma solitude de mille chimères, qui abrégeaient la longueur du jour. — Maintenant une espèce d'engourdissement alourdit mes pensées : je ne rêve plus.

Tant que j'ai été jeune et un peu jolie, j'ai espéré, au hasard, je ne sais quel changement dans ma destinée. — Maintenant j'ai vingt-neuf ans ; la tristesse a, plus encore que les années, flétri mon visage. — Tout est dit!..... je n'attends plus, n'espère plus; j'achèverai ici mes jours isolés.

Ne croyez pas que j'aie tout de suite accepté cette amère destinée avec résignation. Non, il y avait des jours où mon cœur se révoltait de vieillir sans aimer. — N'être pas aimé, cela encore est possible ; mais ne pas aimer, cela tue! — Vous l'avouerai je? j'ai murmuré contre la Providence; j'ai eu contre elle de coupables pensées de révolte et de reproches.

Mais ce tumulte intérieur a passé aussi comme mes espérances. — Je songe aux douces paroles de Marthe : « Au revoir, ma sœur! » et il ne reste plus en moi qu'une passive résignation, qu'une humble abnégation de moi-même. Je prie souvent, je ne pleure plus que rarement. — Et vous, vous êtes heureuse?

Je ne répondis pas à la question d'Ursule ; parler du bonheur devant elle, c'eût été comme parler d'un ami ingrat devant ceux qui sont oubliés de lui.

Par une belle matinée d'automne, à quelques mois de là, j'allais sortir de chez moi pour me rendre chez Ursule, quand un jeune lieutenant du régiment en garnison dans la petite ville que j'habitais, vint me voir ; me trouvant prête à sortir, il m'offrit son bras et se dirigea avec moi vers l'étroite ruelle d'Ursule. — Le hasard me fit parler d'elle, de l'intérêt que je lui portais; et, comme le jeune officier, que j'appellerai Maurice d'Erval, semblait prendre plaisir à cette conversation, je marchai plus lentement. — Quand nous atteignîmes la maison grise, je lui avais raconté toute l'histoire d'Ursule. — Il la regarda avec intérêt et pitié, la salua et s'éloigna. — Ursule, interdite par la présence d'un étranger, quand elle s'attendait à ne voir que moi, avait légèrement rougi. — Je ne sais si ce fut à cause de cet instant d'animation de son teint, ou si ce fut seulement par le désir que j'en avais, mais la pauvre fille me parut presque jolie.

Je ne pourrais dire quelles vagues pensées traversèrent mon esprit : je regardai longtemps Ursule, et puis, absorbée par mes réflexions, sans lui parler, je me levai, je passai mes mains sur les bandeaux de ses cheveux je leur donnai une forme plus

baissée sur ses joues pâles. — Je détachai un petit velours noir, noué autour de mon cou, pour le passer au sien. et je pris quelques fleurs pour les mettre à sa ceinture. — Ursule souriait sans comprendre. Le sourire d'Ursule me faisait toujours mal : il n'y a rien de si triste que le sourire des personnes malheureuses. — Elles semblent sourire pour les autres et non pour elles.

Il se passa bien des jours avant que je revisse Maurice d'Erval, bien des jours encore avant que le hasard me ramenât avec lui près de la maison grise. — Mais enfin cela arriva. C'était au retour d'une promenade faite joyeusement par plusieurs personnes ensemble. — En entrant dans la ville, chacun se dispersa ; je pris le bras de Maurice d'Erval pour me rendre chez Ursule. — C'était dénué de raison, mais j'éprouvais involontairement une vive émotion; je ne parlais plus, je formais mille rêves — Il me semblait impossible que le jeune officier ne devinât pas mes pensées. Je croyais, j'espérais presque qu'il comprenait mon trouble intérieur; mais, hélas! peut-être n'en était-il rien... Il y a tant de choses qui ne se disent qu'avec les paroles!

C'était le soir, un de ces beaux soirs d'automne, où tout est calme et reposé; pas un souffle d'air n'agitait les arbres, que coloraient les derniers rayons du soleil couchant. Il était impossible de ne pas se laisser aller à une douce rêverie en présence de cette belle nature, qui endormait à cette heure-là tout ce qui avait vie dans son sein, hors l'homme, qui veillait pour penser. C'était un de ces moments où l'âme s'attendrit, où nous devenons meilleurs, où nous sommes prêts à pleurer, sans chagrin cependant.

Je levai les yeux; du bout de la ruelle, j'aperçus Ursule. Un dernier rayon de soleil glissait sur la fenêtre et brillait sur la tête d'Ursule. — Ses cheveux noirs en recevaient un lustre inaccoutumé. — Un peu de joie passait dans ses yeux en me regardant, et elle souriait de ce triste sourire que j'aimais tant. — Sa robe noire, à longs plis tombants, ne laissait entrevoir de toute sa personne que l'endroit où la ceinture marquait la taille. Cette taille, la maigreur la rendait bien mince, bien souple, et non dépourvue de grâce. — Des violettes, ses fleurs favorites, étaient attachées à son corsage.

Il y avait dans la pâleur d'Ursule, dans sa robe noire, dans ses fleurs aux tristes couleurs, dans ce rayon de soleil couchant qui l'éclairait, quelque chose qui s'alliait harmonieusement avec la beauté de la nature ce soir-là, avec la douce rêverie que nous éprouvions.

— Voilà Ursule! dis-je à Maurice d'Erval en appelant son attention sur la fenêtre basse de la petite maison. — Il la regarda, puis marcha, les yeux toujours fixés sur elle. — Ce regard déconcerta la pauvre fille, encore timide comme on l'est à quinze ans, et, quand nous arrivâmes près d'elle, les plus belles couleurs animaient son teint. Maurice d'Erval s'arrêta, échangea quelques paroles avec nous, puis s'éloigna. — Mais, depuis ce jour, il rentra souvent dans la ville par la ruelle d'Ursule ; — il en arriva à lui dire bonjour. — Enfin, une fois, il entra chez elle avec moi.

Il y a des âmes si désaccoutumées de l'espérance, qu'elles ne savent plus comprendre le bien qui leur arrive. — Enveloppée dans sa tritesse, dans son découragement de toutes choses, comme dans un voile épais qui lui cachait le monde extérieur, Ursule ne voyait rien, n'interprétait rien, ne s'agitait de rien. — Elle resta sous les regards de Maurice comme elle avait été sous les miens, abattue et résignée.

Quant à Maurice, je ne savais pas clairement ce qui se passait dans son cœur. — Il n'avait pas d'amour, je le crois du moins; mais la pitié que lui inspirait Ursule allait jusqu'à l'affection, jusqu'au dévouement. — L'âme de ce jeune homme, un peu exalté et rêveur, aimait l'atmosphère de tristesse qui régnait autour d'Ursule. Il venait là, près d'elle, dire du mal de la vie, blasphémer contre ses bonheurs, ne parler que de ses mécomptes, sans s'apercevoir que, dans cet échange de tristesses, s'exhalait de ces deux âmes, jeunes encore, une douce sympathie qui allait ressembler au bonheur, dont elles niaient l'existence.

Enfin, quelques mois après, un soir encore, sur la lisière d'une forêt, marchant au milieu de landes incultes, à quelques pas de nos amis communs, Maurice me dit :

— Le bonheur le plus positif de ce monde n'est-il pas de faire celui d'un autre?... N'y a-t-il pas dans la joie que l'on donne une immense douceur ?... — Se dévouer à qui sans vous n'aurait connu que les larmes de la vie, n'est-ce pas un bien préférable aux destinées les plus brillantes? Faire renaître une âme qui se meurt;—mieux que Dieu, peut-être, lui donner la vie.... n'est-ce pas là un beau rêve?

Je le regardai avec anxiété. Une larme brilla dans mes yeux.

— Oui ! dit-il, demandez à Ursule si elle veut m'épouser !

Un cri de joie fut ma réponse, et je me précipitai vers la demeure de la pauvre fille.

Lorsque j'arrivai chez Ursule, elle était, comme de coutume, assise, travaillant, somnolente. La solitude, l'absence de tout bruit, le vide de tout intérêt, avaient réellement endormi cette âme. — C'était là une des premières bontés de Dieu. Elle ne souffrait plus. Les autres seuls s'apitoyaient encore sur cette immobilité d'une existence qui n'avait pas eu sa part de vie et de jeunesse. — Elle sourit en me regardant. — C'était là le plus grand mouvement de cette pauvre âme paralysée.— Je ne craignis pas de donner une violente secousse à toute cette organisation souffrante, de la frapper d'une brusque commotion de bonheur : je voulais voir si la vie n'était qu'absente ou définitivement éteinte.

Je m'assis sur une chaise devant elle, je pris ses deux mains dans mes mains, et, fixant mes yeux sur les siens :

— Ursule, lui dis-je, Maurice d'Erval m'a chargée de vous demander si vous voulez être sa femme.

La pauvre fille fut comme frappée de la foudre : à l'instant, des larmes jaillirent dans ses yeux; son regard, à travers ce voile humide, étincela ; son sang, si longtemps arrêté, précipita son cours, répandit sur toute sa personne une teinte rosée et couvrit ses joues des plus éclatantes couleurs ; sa poitrine se souleva, livrant à peine passage à sa respiration oppressée ; son cœur battit avec violence, ses mains pressèrent convulsivement les miennes.—Ursule n'était qu'endormie, elle se réveillait. — Comme la voix d'un Dieu avait dit à une jeune fille morte : « Lève-toi et marche ! » ainsi l'amour disait à Ursule : « Réveille-toi ! »

Ursule aima subitement; peut-être avait-elle aimé jusqu'alors en secret d'elle-même et des autres; en ce moment, le voile se déchira, et elle vit son amour.

Au bout de quelques secondes, elle passa la main sur son front, et dit à voix basse : — Non, ce n'est pas possible !

Je ne fis que répéter la même phrase : — Maurice d'Erval demande si vous voulez devenir sa femme, — afin d'accoutumer Ursule à cet assemblage de mots, qui, ainsi que des notes harmonieuses forment un accord, formait pour la pauvre fille une mélodie inconnue.

— Sa femme! répéta-t-elle avec extase, sa femme! — Et, se précipitant vers le fauteuil de sa mère : — Ma mère, entendez-vous? dit-elle; il me demande d'être sa femme!

Ma fille, répondit la vieille aveugle en cherchant à prendre la main d'Ursule, ma fille bien-aimée, Dieu devait tôt ou tard récompenser tes vertus.

— Mon Dieu! s'écria Ursule, qu'est-ce qui m'arrive donc aujourd'hui? — *Sa femme!* — *Ma fille bien-aimée!*

Elle se jeta à genoux, les mains jointes, le visage inondé de larmes.

En ce moment, des pas se firent entendre dans le petit corridor.

— C'est lui! s'écria Ursule. O mon Dieu! ajouta-t-elle en posant ses deux mains sur son cœur, voilà donc la vie! ..

Je sortis par une porte dérobée, et je laissai Ursule, belle de larmes, d'émotion, de bonheur, recevoir seule Maurice d'Erval.

Depuis ce jour, Ursule fut métamorphosée. Elle se releva, se ranima, se rajeunit sous la douce influence du bonheur. — Elle retrouva bien plus encore que la beauté qui s'était enfuie : il y eut en elle je ne sais quel rayonnement intérieur, qui donnait à son visage une expression indéfinissable de joie voilée. — Son bonheur prenait en elle quelque chose de sa première nature; il était recueilli, silencieux, calme, exalté avec mystère. — Aussi Maurice, qui avait aimé une femme assise à l'ombre, pâle et désenchantée de la vie, n'avait rien à changer aux couleurs du tableau qui lui avait plu, quoique Ursule fût heureuse.

Ils passèrent l'un à côté de l'autre de longues soirées dans le petit salon du rez-de-chaussée, sans autre clarté que les rayons de la lune, qui descendaient jusque sur la fenêtre ouverte. — Ils se parlaient un peu, se regardaient beaucoup et rêvaient ensemble.

Ursule aimait avec candeur, avec simplicité. Elle disait à Maurice : — Je suis heureuse; je vous aime, je vous remercie.

Leur bonheur ne chercha ni le soleil, ni le grand air, ni l'espace. La petite maison grise en fut le seul témoin. Ursule travaillait toujours, et restait près de ses parents. — Mais si sa personne occupait, immobile, la même place qu'auparavant, son âme s'était envolée, libre, ressuscitée, radieuse; — les murs de cette étroite demeure ne la contenaient plus : elle avait pris son essor. Ainsi la douce magie de l'espérance non-seulement embellit l'avenir, mais encore s'empare du présent, et, par son prisme tout-puissant, métamorphose l'aspect de toutes choses! — Cette pauvre maison était toujours morne et sombre comme depuis vingt ans... Mais une seule pensée, glissée au fond du cœur d'une femme, en a fait un palais! — O rêves d'espérance! dussiez-vous fuir toujours, comme les nuages dorés s'enfuient dans le ciel, passez, passez dans notre vie!..... Celui qui ne vous a pas connus est mille fois plus pauvre que celui qui vous regrette...

Ainsi s'écoula pour Ursule un temps bien heureux.

Mais un jour arriva où Maurice, en entrant dans le petit salon, dit à sa fiancée :

— Mon amie, hâtons notre mariage; le régiment va changer de garnison : il faut nous marier pour que vous partiez avez moi.

— Allons-nous loin, Maurice?

— Êtes-vous donc effrayée, ma chère Ursule, de voir un nouveau pays, un autre coin du monde? Il y en a de plus beaux que celui-ci!

— Ce n'est pas pour moi, Maurice, mais pour mes parents; ils sont bien vieux pour faire un long voyage!

Maurice resta immobile devant Ursule. — Quoique le voile épais que le bonheur met sur les yeux eût empêché Maurice de réfléchir, pourtant il savait bien qu'Ursule, pour partager sa destinée errante, devait se séparer de ses parents. — Il avait prévu sa douleur; mais, confiant dans l'amour qu'il inspirait, il avait cru que cet amour dévoué aurait la puissance d'adoucir toutes larmes dont il ne serait pas la source. — Il fallait enfin éclairer Ursule sur son avenir. — Et, triste de l'inévitable chagrin qu'il allait donner à sa fiancée, Maurice la prit par la main, la fit asseoir à sa place accoutumée, et lui dit doucement :

— Mon amie, il est impossible que votre père et votre mère puissent nous suivre dans notre vie errante!... Jusqu'à présent, Ursule, nous avons aimé, pleuré ensemble; nous avons fait de la vie un rêve, sans aborder aucune question qui eût rapport à ses détails positifs. — Le moment est venu de parler de notre avenir. Mon amie, je suis sans fortune, je ne possède que mon épée. Encore au début de ma carrière, mes appointements ne s'élèvent qu'à quelques cents francs, qui nous imposent à l'un et à l'autre une vie toute de privations. — J'ai compté sur votre courage. — Mais vous seule devez me suivre. — La présence de vos parents dans notre intérieur amènerait une misère impossible; nous n'aurions pas de pain!

— Quitter mon père et ma mère ! s'écria Ursule.

— Laissez-les avec le peu qu'ils possèdent dans cette petite maison; confiez-les à des mains sûres, et vous, suivez votre mari.

— Quitter mon père et ma mère!... répéta Ursule ; mais vous ne savez donc pas que ce qu'ils possèdent ne peut suffire à leur existence? que, pour payer le loyer de cette triste demeure, je travaille à leur insu? que depuis vingt ans ils n'ont reçu d'autres soins que les miens ?

— Ma pauvre Ursule, reprit Maurice, il faut se soumettre à ce qui est inévitable. — Vous leur avez caché la perte de leur petite fortune; qu'ils l'apprennent maintenant, puisque cela est nécessaire. — Réglez leurs habitudes sur le bien qui leur reste; car, hélas! mon amie, nous n'avons rien à leur donner.

— Partir sans les emmener !.... c'est impossible! Je vous dis qu'il faut que je travaille pour eux!

— Ursule, mon Ursule! reprit Maurice en serrant dans ses mains les mains de la pauvre femme, je vous en conjure, ne vous laissez pas égarer par les élans de votre cœur généreux; réfléchissez, regardez la vérité en face. — Nous ne refusons pas de donner; nous n'avons rien à donner. — Nous ne pouvons vivre que seuls, et encore parce que vous et moi nous aurons du courage pour souffrir.

— Je ne puis les quitter!..... reprit Ursule avec déchirement en regardant les deux vieillards endormis dans leurs fauteuils.

— Ne m'aimez-vous pas, Ursule? dit Maurice à sa fiancée.

La pauvre fille ne répondit que par un torrent de larmes.

Maurice resta longtemps encore près d'elle. Il lui dit mille douces paroles de tendresse; il lui expliqua cent fois leur position, amena dans son esprit la conviction que ce qu'elle avait rêvé était impossible, entra dans les détails de l'existence future de ses parents, puis la quitta, après lui avoir prodigué mille noms affectueux. — Elle l'avait laissé parler sans lui répondre.

Ursule, restée seule, appuya sa tête sur sa main et demeura immobile des heures entières. — Hélas! le tardif bonheur qui était venu briller un instant sur sa vie s'enfuyait! — Les doux rêves, ces amis de toutes les âmes jeunes, absents pour elle depuis si longtemps, n'étaient revenus que pour partir encore! L'oubli, le silence,

l'obscurité reprenaient possession de cette existence que le bonheur leur avait un instant disputée ! — La nuit s'écoula ainsi. Que se passa-t-il dans l'âme de la pauvre fille? Dieu l'a vu. — Elle, elle n'en a rien dit sur la terre.

Aux premières lueurs du jour, elle tressaillit, ferma la fenêtre, restée ouverte depuis la veille au soir, et, pâle, tremblante de froid et d'émotion, elle prit du papier, une plume, et écrivit :

« Adieu, Maurice! — Je reste auprès de mon père et de ma mère. — Ils ont » besoin de mes soins et de mon travail. — Les abandonner dans leur vieillesse, » ce serait les faire mourir. — Ils n'ont plus que moi dans le monde ! — Ma sœur, » à son heure dernière, me les a confiés et m'a dit : « Au revoir, Ursule ! » — Je ne » la reverrais pas, si je ne remplissais pas mes devoirs.

» Je vous ai bien aimé! je vous aimerai toujours! — Ma vie ne sera plus qu'un » souvenir de vous. — Vous avez été bon, généreux; mais, hélas! nous sommes » trop pauvres pour nous marier. — Je l'ai compris hier... — Adieu!... — Il faut » bien du courage pour écrire ce mot-là!... — J'espère que votre vie sera douce. » — Une autre femme, plus heureuse que moi, vous aimera..... Cela est si facile » de vous aimer! — Pourtant, n'oubliez jamais tout à fait la pauvre Ursule. — » Adieu, mon ami! — Ah ! je savais bien, moi, que je ne pouvais pas être heu- » reuse !

» URSULE. »

J'abrége ce récit. — Ursule revit Maurice, me revit. — Mais toutes nos prières, nos supplications furent inutiles ; elle ne voulut jamais quitter ses parents. — Il faut que je travaille pour eux! disait-elle. — En vain, ayant de l'égoïsme à sa place, je lui parlai de l'amour de Maurice, de son bonheur à elle. En vain, avec une sorte de cruauté, je lui rappelai son âge, l'impossibilité de retrouver une chance quelconque de changer sa destinée... Elle pleurait en m'écoutant, mouillant de ses larmes l'ouvrage qu'elle ne voulait pas interrompre. — Puis, la tête baissée sur sa poitrine, elle répétait à voix basse : — Ils en mourraient ; il faut que je travaille pour eux ! — Elle exigea de nous que sa mère ne fût pas instruite de ce qui se passait. — Ceux pour qui elle se sacrifiait l'ignorèrent toujours. — Un pieux mensonge les trompa sur les causes de la rupture du mariage de leur fille .. — Ursule reprit sa place près de la fenêtre, recommença ses broderies, travailla sans relâche, immobile, pâle, brisée.

Hélas ! Maurice d'Erval avait une de ces âmes sages et mesurées qui assignent des limites même au dévouement, et qui ne savent pas entreprendre de sublimes folies. — Son cœur, comme sa raison, admettait des choses impossibles. — Si le mariage d'Ursule eût eu lieu sans obstacle, peut-être eût elle pu, jusqu'à son dernier soupir, croire à l'amour *sans bornes* de son époux. — Il y a des affections qui ont besoin d'un chemin facile. — Mais une barrière à franchir vint, comme une fatale épreuve, mettre en pleine lumière, aux yeux même de Maurice, l'amour qu'il éprouvait : il en vit les limites !

Maurice supplia, pleura longtemps, puis enfin se blessa, se découragea, et s'éloigna.

Un jour vint où, tandis qu'Ursule était assise près de sa fenêtre, elle entendit de loin passer une musique militaire, et des pas lourds et mesurés retentirent à son oreille. — C'était le régiment qui partait, musique en tête. — Les fanfares du

départ venaient, comme un triste adieu, résonner, puis s'éteindre dans la ruelle qu'Ursule habitait. — Tremblante, elle écouta. — La musique, d'abord éclatante et tout près d'elle, bientôt s'adoucit et s'éloigna. — Puis, de loin, elle ne parvint plus à ses oreilles que comme une rumeur incertaine; puis, de temps en temps, le vent seul en apporta jusqu'à elle un son isolé, puis, enfin, un silence complet succéda à tous ces chants que l'espace emportait.—La dernière espérance de la vie d'Ursule semblait attachée à ces accords qui résonnaient au loin... elle fuyait, — s'éloignait, — s'éteignait avec eux! — La pauvre fille laissa tomber sa broderie sur ses genoux, et cacha sa figure dans ses mains. — A travers ses doigts, quelques larmes coulèrent. — Elle resta ainsi, tant que l'on entendit le bruit des pas et de la musique du régiment; puis elle reprit son ouvrage..... Elle le reprenait pour toute sa vie !

Le soir de ce jour d'éternelle séparation, de ce jour où le grand sacrifice fut consommé, Ursule, après avoir donné à ses parents les soins qui terminaient chaque journée, s'assit au pied du lit de sa mère et se pencha vers elle, fixant sur elle un regard que l'aveugle ne pouvait voir humide de larmes. Lui prenant doucement la main, la pauvre fiancée abandonnée murmura d'une voix émue :

— Ma mère! vous m'aimez, n'est-ce pas? Ma présence vous fait du bien? Mes soins vous sont doux, ma mère? N'est-ce pas, vous souffririez de me quitter?

L'aveugle tourna la tête du côté de la muraille, et dit :

— Mon Dieu, Ursule, je suis fatiguée; laisse-moi donc reposer!

Ce mot de tendresse, qu'elle était venue demander comme unique récompense de son douloureux dévouement, il ne fut pas prononcé. La vieille aveugle s'endormit en repoussant la main que sa fille lui tendait. — Mais entre les deux rideaux de serge verte de l'alcôve, il y avait un christ en bois, bruni par le temps. Ses pauvres mains, que nul ami ne voulait presser sur la terre, Ursule les tendit vers son Dieu, et, s'agenouillant près du lit de l'aveugle, elle pria longtemps.

Depuis lors, Ursule devint plus pâle, plus silencieuse, plus immobile que jamais. — Ces nouvelles larmes emportèrent les dernières traces de sa jeunesse et de sa beauté. — Elle vieillit en quelques jours. — A personne maintenant elle ne pouvait plaire; mais, l'eût-elle pu, Ursule ne l'eût pas désiré! — « Tout est dit! » était une phrase qu'elle avait déjà prononcée; cette fois-là, elle avait tristement raison, tout était dit pour elle!

On n'entendit plus parler de Maurice d'Erval. — Ursule lui avait plu, comme un gracieux tableau dont la mélancolie avait ému son âme; en s'éloignant, les couleurs du tableau pâlirent, puis s'effacèrent. — Il oublia!

O mon Dieu, que de choses s'oublient dans la vie! Pourquoi le ciel, qui a permis que, pour bien des cœurs, l'amour s'éteignît par l'habitude de se voir, n'a-t-il pas du moins accordé à ceux qui se séparent la faculté de se pleurer longtemps? — Mon Dieu! la vie que tu as faite est souvent bien triste!

Un an après ces événements, la mère d'Ursule tomba malade. — Son mal n'était pas du genre de ceux pour lesquels il existe des remèdes; c'était la vie qui s'en allait sans secousses, sans déchirements. — Ursule veilla, pria, près du lit de sa mère, puis reçut son dernier soupir avec sa dernière bénédiction. — « A ton tour, Marthe, dit Ursule, notre mère est près de toi maintenant ! conduis-la vers Dieu! »

Puis, elle vint s'agenouiller près du vieillard qui restait seul. — Elle lui fit prendre le deuil sans qu'il parût s'en apercevoir; mais le deuxième jour après la mort de la pauvre aveugle, quand on eut enlevé le fauteuil où elle était restée assise

tant d'années près de son vieux mari, le vieillard se tourna vers la place vide et cria : — « Ma femme! » — Ursule lui parla, essaya de le distraire, il répéta : — « Ma femme! » — Et deux larmes roulèrent sur ses joues. — Le soir, on lui porta sa nourriture; mais il tourna la tête, et d'une voix triste, les yeux fixés sur la place vide, il dit encore : — « Ma femme! »

Ursule, au désespoir, essaya tout ce que sa douleur et son amour purent lui suggérer... le vieillard idiot resta penché vers l'endroit où était le fauteuil de l'aveugle, et, refusant toute nourriture, les mains jointes, il regardait Ursule en répétant, comme un enfant qui supplie pour obtenir ce qu'il désire : — « Ma femme! »

Un mois après, il se mourait.

A ses derniers instants, quand le prêtre appelé près de lui essaya de le faire penser à Dieu, son créateur, un moment vint où il crut avoir ranimé cette intelligence mourante, car le vieillard joignit les mains, regarda le ciel; mais une dernière fois il s'écria : — « Ma femme! » — comme s'il l'avait vue planer au dessus de sa tête.

Au moment où l'on emporta de la petite maison grise le cercueil de son père, Ursule murmura : « Mon Dieu, j'avais mérité qu'ils vécussent plus longtemps! »

Et Ursule resta seule pour toujours.

Tout cela s'est passé il y a bien des années.

Il m'a fallu quitter la petite ville de ......, quitter Ursule. — J'ai voyagé. — Mille événements se sont succédé dans ma vie, sans effacer de mon souvenir l'histoire de cette pauvre fille. — Mais Ursule, comme ces âmes brisées qui refusent toute consolation, se fatigua de m'écrire. — Après de vains efforts pour la porter à pleurer de loin avec moi, j'ai perdu sa trace.

Qu'est-elle devenue? existe-t-elle? est-elle morte?

Hélas! la pauvre fille n'a jamais eu de chances heureuses; je crains qu'elle ne vive encore!

Quelle que soit l'impression laissée par les pages qu'on vient de lire, on sera unanime à y reconnaître je ne sais quelle fraîcheur tendre, je ne sais quelle fleur furtive du cœur qui repose les yeux de tant d'éclats mensongers. Si c'est une obligation pour la critique de protester contre les femmes qui ne craignent pas de se jeter dans les plus aventureux hasards de la vie littéraire, il semble que ce soit aussi un devoir pour elle de produire et de louer les talents modestes auxquels suffiraient les encouragements de l'amitié et les sympathies des cercles intimes. Les salons ont eu de tout temps leur place et leur influence utile dans notre littérature. Aussi, à mesure que les priviléges se dispersent à jamais sous la main du temps, à mesure que les institutions du passé tombent en ruines, il n'en faut maintenir qu'avec plus de rigueur à l'élite de la société sa part dans la direction du goût. Nous avons tous en nous l'impérieux besoin de l'égalité; mais, s'il est un lieu où l'aristocratie soit utile encore, où elle soit surtout peu dangereuse, c'est assurément en littérature. Ne craignons pas trop que l'esprit mondain n'amène à sa suite la négligence et le laisser-aller. La grâce châtiée d'Hamilton se peut citer à

côté de la facilité incorrecte du prince de Ligne. Ici, au surplus, il ne s'agit que du roman, de ce roman surtout qui semble propre à notre littérature française, et qui est le triomphe des femmes : compositions charmantes où la sensibilité s'allie si bien à la grâce; genre heureux qui, chez nous, a eu ses maîtres inimitables, et qui compte encore plus d'un livre aimé entre ces deux chefs-d'œuvre, que tant d'années séparent, *la Princesse de Clèves* et *Adèle de Sénange*. Ce sont là des modèles précieux, et en quelque sorte un idéal toujours présent pour ces personnes du monde, chaque jour plus nombreuses, qui chaque jour s'éprennent d'un goût plus vif pour les lettres, un moment délaissées.

Le mouvement qui s'est manifesté cet hiver dans les salons ne s'arrêtera pas sans doute : il ne saurait trop se rattacher à ces traditions de sentiment et d'élégance qui, on peut le dire, étaient devenues nationales. Plus d'une œuvre délicate en sortirait peut-être à laquelle le public, à la fin initié, ferait assurément bon accueil. Nous serions heureux, pour notre part, d'y contribuer en quelque chose et de révéler de nouveau la poésie qui s'ignore ou le talent qui se cache.

F. DE LAGENEVAIS.

CALCUTTA.

L'embouchure des grands fleuves présente toujours des dangers à la navigation : ici ce sont des roches sous-marines jadis recouvertes d'une épaisse couche de terre balayée par les flots, là des bancs et des grèves chaque année déplacés par les débordements, tour à tour entraînés et formés de nouveau par les courants et les marées, ailleurs une barre limoneuse qui est comme la ligne de démarcation entre les eaux douces et l'Océan. Grossi par vingt-une rivières considérables qui se gonflent elles-mêmes périodiquement à la saison des pluies, à la fonte des neiges, le Gange, malgré les huit bouches par lesquelles il se jette dans le golfe en arrosant et inondant parfois son delta, roule une si puissante masse d'eau, que son lit, à l'entrée principale, est inégal et capricieux comme celui d'un torrent. Aussi, lorsque, dans une nuit sombre et pluvieuse de juillet, un navire poussé vent arrière par la brise du sud ouest arrive sur les brasses, sa position n'a rien de rassurant jusqu'à ce qu'il ait à bord le pilote que lui envoie, dans une chaloupe montée par douze *lascars* intrépides, l'un des bricks toujours en croisière devant cette côte menaçante. Entre une longue ligne de récifs célèbres par plus d'un naufrage, sur lesquels mugit à marée basse la vague furieuse, et des bancs de sable mêlés de vase sur lesquels le plus gros trois-mâts tournoie et disparaît englouti, le navigateur, battu par les rafales d'un vent lourd et chargé de pluie, inondé par les eaux du ciel et par les lames écumantes, ballotté sur une mer courte et clapoteuse à cause de son peu de profondeur, n'a pour se guider que le plomb de la sonde et les feux éclatants qu'à chaque demi-heure on brûle à la poupe des pontons mouillés, selon la saison, plus ou moins loin du rivage.

Ces feux de Bengale produisent un effet fantastique; quelquefois ils illuminent soudainement les voiles gonflées d'un grand navire qui disparaît de nouveau comme un fantôme dans les ombres de la nuit; quelquefois, vus de loin, ils ressemblent à une étoile détachée des cieux qui tremble un instant sur le sommet de la vague avant de s'éteindre dans les abîmes de l'Océan. C'est à bord de ces bâtiments stationnaires, exposés à toutes les intempéries de la mousson, aux brûlantes ardeurs d'un soleil tropical, que les apprentis pilotes passent de longues années à s'initier aux caprices du golfe, aux difficultés de ces routes changeantes à travers lesquelles ils doivent un jour guider les vaisseaux.

Quand on a franchi ces brasses périlleuses, le fleuve se déploie non dans la sereine beauté de ses rives, mais dans les effrayantes solitudes de ses *Sunderbands*. Avant d'arriver aux belles forêts du Mississipi et de ses affluents, il faut traverser ces prairies mouvantes que le voyageur, tout d'abord désappointé, contemple avec tant d'ennui; avant de rencontrer les paysages auxquels nous ont accoutumés les *oriental annuals* et les *keepsake,* il faut côtoyer l'île de Sagor et des pays d'alluvion inhabitables. Ces Sunderbands (*soundarivana,* forêts d'arbres soundari, *heritiera minor* ou *robusta*) sont une vaste étendue de terrain boisé qui termine le delta du côté de la mer, sur une longueur de cinquante-cinq lieues. Excepté dans la partie qui avoisine immédiatement le grand bras du Gange, les mille ruisseaux et rivières qui forment à travers ces terres désolées un inextricable labyrinthe sont tous salés; le sol est composé de sable et de terre noire disposés en couches régulières, mais rebelles à toute culture, comme l'ont prouvé les inutiles tentatives auxquelles les planteurs semblent avoir renoncé depuis une trentaine d'années. Ainsi cette plage, que suivent de si près tous les Européens en arrivant au Bengale, est encore de nos jours une solitude déserte, un rivage de mort sur lequel règnent en maîtres les bêtes féroces et particulièrement le tigre.

On sait quelle terreur extraordinaire inspire aux Bengalis ce roi de leurs forêts; cependant trois classes d'individus s'aventurent parfois dans les Sunderbands : le bûcheron, qui aime par instinct à se plonger au plus épais des fourrés, à retourner à la vie sauvage; l'ascète hindou, que les retraites solitaires et inhabitées invitent à la contemplation, et le faquir musulman, qui, armé de talismans et d'amulettes, croit pouvoir dompter la férocité des tigres. Exaltés par un fanatisme puisé à des sources opposées, ces saints personnages entrent en communication avec la divinité qu'ils servent, la voient en songe, apprennent de sa bouche en quel lieu elle acceptera les prières ou les offrandes. En retour des vivres que leur apporte le bûcheron, ils lui découvrent les endroits où il fera retentir la cognée sans éveiller l'hôte terrible de ces bois. Le roucoulement de la tourterelle perchée sur les arbres voisins, le cri du paon qui court dans les sentiers frayés autour de la hutte, le vol fantasque des perroquets qui semblent rire en traversant les airs, l'aspect d'une nature tranquille augmente encore la sécurité de ces hommes retirés du monde ; dans la gazelle timide qui fuit à peine devant eux, dans les troupes de singes gambadant à la cime des arbres, ils voient, ceux-ci des créatures soumises à la puissance du talisman, ceux-là des esprits de la forêt, des êtres comme eux, qui reprendront un jour la forme humaine, et ils vivent dans ces illusions jusqu'à ce qu'ils s'éveillent de leur rêve entre les griffes d'un tigre. D'ailleurs, parvînt-on à purger cette partie basse du delta des bêtes féroces et des hideux reptiles qui l'infestent, l'insalubrité d'une plage tour à tour inondée et brûlée par le soleil la rendrait inhabitable encore.

Cependant, au bruit sourd de la lame retombant sur elle-même succède le mugissement plus sonore de la vague battant la rive On voit la terre de chaque côté, on flotte sur le fleuve. Une barque allongée s'accroche à la poupe du navire, une douzaine de Bengalis sautent à bord, saluant à la ronde, se prosternant devant tous les Européens, capitaine ou passagers, groupés derrière le grand mât. Ce sont des matelots supplémentaires dont l'équipage harassé a grand besoin; les vieux marins poussent familièrement par l'épaule et distribuent à leurs postes ces humbles Hindous, qui leur obéissent comme à des supérieurs; le mousse ouvre de grands yeux, et, se rappelant les récits entendus sur le gaillard d'avant pendant les nuits de calme sous la ligne, il comprend qu'il a touché ce fabuleux pays où il se promè-

nera lui-même à terre dans un palanquin porté par quatre noirs. Le navire se couvre de voiles; le vent est bon, la marée favorable; les dangers sont passés; le pilote n'a plus cet air grave et soucieux qui se réfléchissait naguère sur tous les visages. D'une voix solennelle, il appelle son domestique, se rase et change de linge, car le pilote du Gange n'a rien de commun avec ceux de nos ports que l'on voit, coiffés du chapeau ciré, vêtus de pantalons goudronnés, affronter dans de petites barques les tempêtes de la Manche, les bourrasques des côtes de Bretagne, ni même avec ceux des États-Unis qui arrivent lestement à bord sur leurs jolies goëlettes, portant habit bleu et breloques sonores, comme les *farmers* du New-Jersey : *arkati saheb* (monsieur le pilote) du Bengale est un personnage plus important payé par l'*honorable compagnie*, et non un mercenaire; sa calèche l'attend sur le quai de Calcutta; il est *gentleman;* la preuve, c'est qu'il refuse généreusement toute gratification... au-dessous de trois cents francs.

A mesure qu'on avance et quand on a dépassé cette partie si large du fleuve où les deux rives semblent étrangères l'une à l'autre, on rencontre de grands bateaux plats qui, sortis des petites rivières tributaires du Gange, remontent à la voile vers Calcutta, descendent à l'aviron aidés par le courant. Ce sont des arches immenses, habitées, comme les jonques chinoises, par des familles entières, recouvertes d'un toit en galerie comme les cabanes du rivage. Là, tout rappelle encore l'industrie primitive de la contrée; la voile est faite avec les fibres de l'hibiscus *(tiliaceus)* qui croît en abondance dans les terrains humides; un bambou coupé dans le marais et emmanché d'une palette de bois forme les rames; le pilote, vieux marin à barbe blanche, est juché sur une cage de bois d'où il peut voir les *dinguis* (petites barques) qu'il renverserait au passage. Abrité contre un soleil trop ardent par un parasol en feuilles de palmier, le nautonnier bengali conduit patiemment sa chaloupe, et du haut de son perchoir il distingue par-dessus les digues, ici les champs de riz inondés, là le laboureur qui dirige sa charrue attelée d'un seul buffle. Quand la brise faiblit, quand le flot cesse de lui être favorable, il laisse tomber son ancre de bois, formée de deux madriers pointus, mis en croix et chargés de quelques grosses pierres. Il y a loin de cette paisible navigation aux rapides *steamers* qui remorquent les grands navires avec le fracas de leurs roues puissantes.

Durant les premières années de l'établissement définitif des Anglais au Bengale, en qualité de maîtres du pays (et la date n'en remonte pas au delà de 1765), les canaux des Sunderbands, les bouches du Gange, les criques voisines, étaient infestés comme les grands fleuves de la Chine, par des pirates nommés *Dacoits*, désormais détruits ainsi que leurs confrères des Antilles, des îles du Cap-Vert et de l'archipel grec. Ces *Dacoits* formaient une tribu, une caste pareille à celle des *Callers* ou voleurs du Coromandel, et à la grande corporation des *Tugs*, dont l'Hindoustan eut à souffrir si longtemps. Brigands par vocation, par état, par religion même, ils servaient leurs divinités en détroussant et égorgeant les navigateurs avec une parfaite tranquillité de conscience. Maintenant les bateaux circulent librement sans être armés; ces pirates exterminés sont un fléau de moins pour les habitants des bords du Gange inférieur, qui n'ont plus qu'un ennemi à combattre, mais un ennemi terrible et indomptable, le climat. C'est malheureusement une loi de notre globe, qu'il faille expier les bienfaits d'une végétation bénie par les influences maudites d'un air insalubre. Aussi aborde-t-on avec un serrement de cœur ces villages cachés sous les cocotiers, ces cabanes couvertes d'ombre, bâties le long de ruisseaux prêts à déborder, sur lesquels flottent des barques chargées de riz, ces anses si

fraîches, ces magnifiques touffes de bambous au feuillage si flexible, ces rizières à demi baignées où le héron se promène en attendant que la perdrix vienne nicher sous les épis mûrs. Quelle moisson fera la mort, dans les derniers mois de sécheresse, parmi les enfants qui vont s'ébattre joyeux sous ces grandes fleurs auxquelles il ne sera pas donné à beaucoup d'entre eux de survivre !

La station la plus importante qu'on dépasse sur le Gange est Diamond-Harbour, où les navires de la compagnie, d'un trop grand tirant d'eau pour remonter jusqu'à Calcutta, débarquaient et embarquaient leurs cargaisons. Ce lieu est encore ce qu'il était alors, l'Eldorado des marins, quelque chose de pareil, moins la poésie, à cette île de délices que Camoens fait sortir des eaux autant pour varier ses stances pompeuses que pour reposer les héros portugais. Le village de Negueli sur le Nil n'a pas plus d'almées que Diamond-Harbour ne compte de bayadères de bas aloi ; elles viennent au-devant des chaloupes qui touchent la rive avec un empressement égal à celui que mettaient les jeunes Otaïtiennes à ramer vers les vaisseaux de Cook. Les bayadères ne rougissent guère de cette partie honteuse de leur profession ; autorisées par les prêtres de Vichnou, bien qu'elles soient hors caste, ces femmes initiées à la littérature, à la poésie épique de leur pays, étudient sérieusement, dans des livres infâmes, l'art corrupteur qu'elles exercent, tant le paganisme, dans sa complaisance pour les faiblesses humaines, est habile à mettre sous la protection de ses dieux les abus qu'il serait impuissant à combattre.

Plus on approche de la grande ville, et plus les deux rives du fleuve paraissent habitées, couvertes de culture ; on sent que cette population est assise aux bords du Gange, comme au bord d'un grand chemin, pour vivre de ceux qui passent. La plupart des villages échelonnés à droite et à gauche ressemblent aux tavernes qui tentent et invitent le voyageur à l'extrémité des faubourgs ; ce sont des bazars où les laboureurs viennent étaler leurs fruits, les ananas, les limons, les pamplemousses, les mangues, les bananes, tous les produits d'une terre fertile et forte où l'homme seul paraît déchu et languissant. D'autres hameaux appartiennent à des gens moitié agriculteurs, moitié marins ; durant la belle saison, ils naviguent dans le golfe, de Balassore à Chittagong, du Pegou à Madras ; quand le premier nuage annonce la mousson et ses brises violentes, ils rentrent au gîte, halent sur la prairie leurs navires désemparés, bricks et sloops, les rangent symétriquement comme des chariots, et les abandonnent pendant quatre mois aux corbeaux qui nichent sur les hunes. Cette habitude de revenir à la manière des oiseaux au même point, et de désarmer à l'époque des gros temps, commune aux anciens peuples navigateurs de l'Orient, les Arabes, les Persans, les Birmans, les Hindous, les Chinois et les Japonais, n'a-t-elle pas été un obstacle aux voyages de découverte, aux perfectionnements de l'art nautique, dont ces diverses nations possédaient plus ou moins les éléments essentiels ? ne constate-t-elle pas ce besoin de repos inconnu à l'infatigable Occident, ce quiétisme représenté par la sieste de chaque jour et la morte saison de chaque année ? A bord de la chaloupe qui suit le navire, les Bengalis, pauvres rameurs, vivent avec autant d'ordre, je dirais presque de discipline, que les religieux des couvents les mieux organisés. A huit heures, après les ablutions, chaque marin trouve sur son banc, près de son aviron, le riz éclatant de blancheur dressé sur un plat de cuivre aussi brillant que les caronades d'une corvette. Après le repas, seconde ablution ; le narguilé circule à la ronde, et ce repos est accompagné d'une conversation à laquelle ne se mêlent guère les grossières interjections, les interpellations brutales, si fréquentes dans la bouche des matelots européens.

Sous cette résignation, qui doit être le caractère extérieur d'un peuple divisé par castes, l'Hindou cache un esprit actif, souple, persévérant surtout; voué par sa naissance à une condition dont il ne peut ni ne veut sortir, chaque homme s'efforce au moins de tirer le meilleur parti du métier qu'il exerce. Le navire signalé d'avance par le sémaphore devient immédiatement le point de mire d'une foule de petits industriels qui s'élancent à sa rencontre. En vain défend-on l'approche du bord à ces bateaux empressés : ils s'éloignent, mais pour revenir furtivement, et tout à coup un *banyan* décemment vêtu, coiffé du turban de mousseline blanche, venu on ne sait d'où, tombe debout sur le pont et s'incline devant le capitaine, qu'il a reconnu d'un coup d'œil, en lui offrant ses services. Souvent, pour toute réponse, il reçoit l'ordre de sauter dans sa barque, et sans murmurer il se retire, mais si lentement et avec tant de *salams,* qu'on l'oublie; d'ailleurs sa barque est loin, le banyan sait qu'on ne le jettera pas à l'eau, et il se cache derrière un canon, dans un groupe de matelots. Une demi-heure se passe ; un second bateau paraît, portant écrit sur sa cabine le nom de tous les navires de la même nation qui l'ont employé ; un second banyan se glisse aussi sur la dunette et murmure à l'oreille du capitaine, qui ne l'a pas même aperçu, ces salutaires avis : Défiez-vous de l'autre, c'est un grand voleur!.... Quant à moi, vous pouvez voir la preuve de la confiance.... Et il récite les noms inscrits sur sa barque, longue kyrielle interrompue par la réapparition du fournisseur calomnié, qui a guetté son rival et sort de sa retraite juste à temps pour donner la réplique.

Presque toujours il arrive que les deux plaideurs se traitent de telle façon qu'ils perdent l'un et l'autre leur procès devant le capitaine, car un troisième *bazardier* (fournisseur) se présente muni d'une lettre de bienvenue dépêchée par le consignataire, qu'il remet triomphalement avec des fleurs et des fruits, petit cadeau à l'orientale offert en son propre nom. Mais les deux banyans éconduits ont profité du temps pour établir des relations particulières avec les voyageurs et les gens de l'équipage; lorsque l'ancre tombe devant le quai, ils se mettent en campagne à travers les bazars, laissant la place vide aux tailleurs, aux barbiers, aux marchands de coquillages, de foulards, d'éventails, qui tous trouvent quelque garde-robe à remettre à neuf, quelque menton à raser, quelque naïf badaud à exploiter. Grâce à une subdivision infinie de métiers, tout le monde parvient à s'employer, à gagner la poignée de riz qui suffit au sobre habitant de ces contrées.

Avant de nous mêler aux bruits d'une capitale si peuplée, jetons un regard sur les abords des faubourgs, assurément plus attrayants, plus gais surtout que la ville elle-même, sur ces maisons de campagne où le riche Européen, entouré d'un luxe asiatique, jouit des aises de la vie mieux encore que le nabab qu'il a dépossédé. Les premières lueurs du jour éclairent d'élégants pavillons, isolés au milieu d'un boulingrin, loin de ces grands et beaux arbres qui attireraient trop les moustiques par la fraîcheur de leur feuillage. La cigogne (*argala*) à tête chauve s'élance des plus hauts toits de la ville, du sommet des pagodes, et vient s'abattre dans les allées de ce jardin silencieux, qu'elle parcourt attentivement d'un pas mesuré, le bec incliné vers le gazon, cherchant sur le sol humide de rosée sa pâture du matin. Le *mali* (jardinier), après avoir salué les quatre points cardinaux, descend vers le Gange par un large escalier, pour y faire ses ablutions, et s'en va de bosquets en bosquets, côte à côte avec la cigogne familière, cueillir les fleurs qu'il place en bouquets dans les vases de Chine posés sur la table du salon, afin de réjouir l'œil du maître. Les fenêtres s'ouvrent, l'air pur du matin circule dans les chambres spacieuses, et

toute la famille éveillée s'empresse de se répandre au dehors avant que le soleil force chacun à rentrer; il se fait autour des galeries un grand mouvement de serviteurs. La calèche emporte les *ladyes*, toujours un peu romanesques, vers des sites choisis qu'elles rapporteront un jour en Angleterre, dûment esquissés sur l'album ; les jeunes gens, déjà en selle, s'élancent à travers les chemins au grand trot, car le galop et le pas sont des allures naturelles au cheval trop peu en harmonie avec la raideur du cavalier anglais; l'enfant de trois ans chevauche au milieu des allées sur un petit *poney* birman, soutenu par son laquais et sa gouvernante, heureux petit prince que l'on berce et que l'on baigne comme les *chahazadas* (fils de roi) des contes persans. Quand les maîtres ont pris leur essor, une porte dérobée laisse passer à son tour le *dog-boy* (le valet de chiens), qui va promener tristement au bout d'un faisceau de cordes une meute variée, depuis le bull-dog, assez courageux pour se battre chaque nuit contre les chakals, jusqu'au roquet, dont le rôle est de débarrasser la maison des rats musqués qui l'infestent. Mais ces instants de trêve que laissent à l'Européen la chaleur et les affaires sont vite écoulés; le seigneur de cette magnifique villa songe surtout au moment où il la quittera pour retourner dans les brouillards de son île, car on n'habite guère l'Inde par goût, par plaisir, et vers dix heures, tous ces heureux mortels reprennent leurs travaux, reparaissent au comptoir, au conseil, sur le siége du juge, dans le cabinet du gouverneur, pour administrer les cent millions de sujets que la conquête a confiés à leurs soins.

Calcutta occupe le long du Gange un espace de deux lieues, et renferme avec ses faubourgs une population qu'on peut, sans exagérer, évaluer à plus d'un million, en fixant à six cent mille le nombre des habitants *intra muros;* avec les villages adjacents, on aurait le chiffre extraordinaire de deux millions d'individus, réunis sur une étendue de vingt milles, c'est-à-dire moins de sept lieues. En 1717, cette ville monstrueuse était représentée par une forêt très-sauvage, très-solitaire, éclaircie aux bords du Gange par des mares, de petits lacs, au milieu desquels s'élevaient deux hameaux; les cabanes, groupées sans ordre comme des tentes, suivant l'inégalité d'un sol marécageux, étaient habitées par des cultivateurs et des bateliers. Dans ces temps-là, Dehli attirait vers l'intérieur toutes les richesses, tous les produits de l'Inde soumise; quand la capitale de ce vaste empire fut Londres, la population active et industrieuse dut descendre au-devant des nouveaux maîtres. Dès l'an 1517, des navires portugais avaient paru dans le Gange, car ce fut le Portugal qui se chargea, durant tout le XVIe siècle, de préparer les voies à l'Europe, de la faire connaître, respecter et craindre, depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'à Diu, depuis Aden jusqu'à Malacca, glorieux antécédents dont l'Angleterre particulièrement semble avoir perdu le souvenir. Lorsque Mahmoud-Shah voulut secouer le joug, il appela à lui les Portugais, qui remontèrent une seconde fois le fleuve (1536) avec neuf vaisseaux; mais ce secours arriva trop tard : le Bengale était redevenu une dépendance de Dehli.

En 1634, un firman de l'empereur Shah-Jehan permit aux Anglais de trafiquer, non pas sur le Gange, mais à Pipley, ville de l'Orissa comprise dans la vice-royauté du Bengale; c'est dans cette cité aujourd'hui à moitié envahie par les eaux qu'ils établirent leur factorerie. Vingt-deux ans auparavant, en dépit des Portugais dont ils suivaient tous les errements, les navigateurs de la Grande-Bretagne avaient à Surate un comptoir rival de celui de Lisbonne, et à Bander-Assi une factorerie inquiétante pour les marchands de Goa. Balassore, ville florissante jadis, située au fond d'une anse, non loin des bouches du Gange, tenta M. Day, qui venait

de créer des établissements à Madras et sentait le besoin d'ouvrir, par le moyen d'un grand fleuve, des relations plus directes avec l'intérieur du pays. Ceci se passait en 1642, et à la même époque les Anglais venaient à leur tour prendre une place à Hoogly, au milieu des Portugais, des Hollandais, des Français et des Danois, qui depuis plus d'un demi-siècle y formaient successivement des comptoirs. On connaît ce mot du nabab qui disait en mourant à son fils : « Regardez ces comptoirs des Européens comme autant de ruches d'abeilles dont vous recueillerez le miel; mais, si vous troublez leur travail, craignez leurs piqûres! » Il ne se doutait guère, le confiant nabab, que ces abeilles se changeraient bientôt en frelons empressés de piller les ruches voisines. Dès 1632 eut lieu la première rupture entre les Européens et les Mogols qui les avaient accueillis; les Portugais firent des propositions de paix que l'ennemi rejeta; la ville fut enlevée, les assiégés périrent dans les eaux du Gange en fuyant à la nage vers les vaisseaux. Sur le plus grand navire de la flotte s'étaient réfugiées près de deux mille personnes; les Mogols arrivèrent en masse pour les attaquer, et le capitaine, désespérant de pouvoir résister, se fit sauter avec tout son monde. Les Portugais n'avaient pas encore perdu les traditions de ce courage chevaleresque dont Albuquerque et João de Castro avaient donné à l'Asie de si magnifiques exemples.

Une dispute qui éclata dans le bazar d'Hoogly entre des soldats et les *péons* du nabab, en 1686, fut le signal d'une seconde guerre. Plus heureux que leurs devanciers, les Anglais battirent les Mogols; mais bientôt ils évacuèrent cette ville ouverte, impossible à défendre, et descendirent le Gange jusqu'à Chuttanuttee (Calcutta), à vingt-six milles plus bas. Cette station devait être plus définitive. Durant la seconde moitié du XVIIe siècle, les Hollandais occupaient Chinsurah, les Français Chandernagor; lors de la rébellion du vice-roi Souba-Sing, la position des Européens devint si critique au Bengale, qu'ils demandèrent et obtinrent la permission de se fortifier. Le Grand-Mogol, tout occupé de réduire ses trop puissants soubabs, s'inquiéta peu de voir des remparts enceindre les comptoirs menacés.

Un auteur anglais reproche à ses compatriotes d'avoir généralement moins bien choisi l'emplacement de leurs villes dans l'Inde que les autres Européens; mais la raison en est que les Anglais vinrent les derniers, et peut-être ce fut cette circonstance peu favorable qui les obligea à faire de plus grands efforts pour compenser l'infériorité de leur position. Comme nous l'avons dit, en 1717 Calcutta n'était qu'une misérable ville environnée de marécages, de forêts, et faiblement défendue par un petit fort, puisqu'en 1742 il fallut creuser un fossé pour prévenir l'attaque des Mahrattes. Ce peuple belliqueux, séparé en deux nations par la double usurpation du premier ministre Balajee Bajerow et du trésorier Bagojee Boonsla (qui, refusant obéissance au prince Ram Radja, s'étaient fixés l'un à Poonah, l'autre à Nagpour), obéissait à une foule de petits chefs, à peu près indépendants les uns des autres, mais toujours prêts à s'unir contre l'ennemi commun. La puissante confédération des Mahrattes (1) venait d'enlever Salsette et la forteresse de Bassein aux Portugais, de soumettre tout le pays de l'Indus au Gange, comme pour indiquer d'avance aux Anglais que, pour être maîtres de l'Inde entière, il fallait s'appuyer sur les deux grands fleuves qui sont ses limites naturelles.

Bientôt arriva cette crise terrible qui décida du sort de la province et la fit pas-

(1) Elle a subsisté jusqu'en 1812; le traité conclu à Bassein, le 31 décembre de la même année, lui porta le dernier coup.

ser sous le joug anglais précisément en mettant la colonie à deux doigts de sa perte. Calcutta enlevé par le soubab Chiragi-el-Doulab, le fort pris, les factoreries livrées au pillage (1), la garnison détruite ou prisonnière, les malheureux colons entassés sur les navires, sans asile et sans vivres, telle fut la catastrophe qui appela le colonel Clive et l'amiral Watson dans les eaux du Gange. Six mois après, en janvier 1757, Calcutta était repris ; Hoogly se rendait au futur lord Plassey, qui se vengea sur les Mogols comme la compagnie, fidèle aux principes du plus habile de ses généraux, vient de se venger sur les Afghans. Mais les Français de Chandernagor, oubliant, ainsi que les Hollandais de Chinsurah, toute considération de rivalité, étaient venus en aide aux Anglais réfugiés à bord des navires ; le colonel Clive s'empara de notre établissement, rasa les fortifications, et déporta les habitants. Peut-être crut-il payer assez le service rendu en s'abstenant de passer au fil de l'épée, comme des Mogols, ses trop généreux voisins! Aussi, quand le jeune nabab revint se faire battre à Plassey, près de Mourchid-Abad, le 23 juin 1757, avec cinquante mille fantassins et cinquante pièces de canon, il se trouvait dans les rangs de son armée quarante fugitifs français, qui formaient, dit un auteur anglais, au milieu de ce ramassis, le seul corps sur lequel on pût vraiment compter.

Ce fut donc lord Clive qui fonda de nouveau Calcutta, commença le fort William, acquit à la compagnie le Bengale, le Bahar, l'Orissa, et donna l'exemple d'une politique peu loyale que l'on blâma d'abord, puis qu'enfin l'on jugea utile d'adopter, de suivre sans remords et sans scrupule.

Le fabuleux accroissement de Calcutta s'explique par les conquêtes successives qui ruinèrent toutes les capitales assises sur le Gange et sur ses affluents ; ce sont les grands fleuves qui font les grandes villes commerciales. De plus, Calcutta est alimenté par des canaux, par tout un système de navigation intérieure, avantage immense dont Madras est absolument privé, et que Bombay compense par son heureuse position à l'entrée d'un golfe, au milieu d'une côte immense dont cette ville est la capitale, jusqu'à ce que les bouches de l'Indus reçoivent les fondements d'un port rival. Le grand canal *(oriental canal)* qui tombe dans le Gange au pont de Chitpoor est comme l'embouchure artificielle de tous les cours d'eau qui se divisent à l'est de Calcutta, et sur lesquels flottent les innombrables barques du Jessore, ce district préféré des planteurs d'indigo. A l'époque des débordements, cette contrée si basse est presque entièrement inondée ; les bateaux, entraînés par un courant rapide, se brisent sur les troncs d'arbres, et le brahmane voyageur, auquel il est défendu de faire cuire son riz au feu des mariniers, gens de basse caste, cherche parfois durant tout le jour un lieu sec où il puisse préparer son repas. C'est à cette abondance de rivières et de ruisseaux, à ces inondations, que Calcutta doit la fertilité de ses environs et aussi l'insalubrité de son climat ; une excessive agglomération d'habitants sur un si petit espace ne détruit-elle pas en partie les salutaires effets des assèchements qui tendent à assainir la ville? Malheureusement aussi, les pluies de la mousson (2), qui tombent avec tant de force du 15 juin au 15 octobre,

(1) On connaît cette tragique histoire de cent quarante-six soldats de la garnison jetés dans l'obscur cachot (*the black hole*) dépourvu d'air, où cent vingt-trois moururent dans la nuit, asphyxiés et collés à l'ouverture, vers laquelle ils se pressaient pour respirer.

(2) Dans les grandes pluies, il tombe par jour trois, quatre et cinq pouces d'eau, ce qui donne une somme de soixante-dix à quatre-vingts pouces pour toute la saison. A Bombay, cent trois jours de mousson avaient donné, en 1832, cent quatre pouces ; un seul jour de juin entrait pour sept pouces trois lignes dans ce total.

c'est-à-dire au milieu de l'été, rendent trop brusque la transition d'une température brûlante et sèche à une humidité étouffante, et avant les fraîcheurs de l'hiver l'évaporation des eaux cause des fièvres terribles, presque aussi redoutées que le choléra dans les mois d'avril et de mai. Mais un fait curieux, c'est que l'accumulation des terres d'alluvion est si considérable au-dessous même de l'emplacement de Calcutta (1), que l'on arrive à la profondeur de cent quarante pieds sans trouver de sources. En creusant un étang, on a découvert à soixante pieds sous terre de massifs troncs d'arbres tout debout avec leurs branches; ailleurs, à cinquante-trois pieds, on rencontra une fine couche de charbon et d'argile bleuâtre. Heureux Anglais! sans le savoir, ils bâtissaient par instinct leur capitale asiatique sur un sol qui peut se transformer en combustible pour les bateaux à vapeur.

Une ville moderne à tous égards, plantée le long d'une grande rivière, ne peut offrir un coup d'œil bien pittoresque. Cependant, vue de la rive droite, et surtout de la pointe derrière laquelle se cache le jardin de botanique, Calcutta se déroule avec une certaine majesté, grâce à la largeur du Gange, lorsqu'au soleil couchant l'ombre des arbres qui se reflète sur le premier plan dans ses flots profonds, recule vers une perspective fuyante et bien éclairée les quais, l'esplanade, où fourmille la foule, les lignes de navires appuyés gravement sur les chaînes de leurs ancres, ces belles eaux blanches qui se perdent dans un horizon incertain, sillonnées de barques élégantes et rapides, ou traversées lentement par les lourds bateaux dont les rames retombent comme les pattes du crabe. Mais c'est particulièrement dans les détails de sa vie privée qu'il faut étudier cette société mêlée, où chacun garde la couleur qui lui est propre; car l'Inde est ainsi faite, que le Malabar et le Bengali ne se transformeront que quand le Godaveri et le Gange auront cessé de couler. Voyez le réveil matinal de cette population qui commence volontiers sa journée par un acte religieux. Tout le long du rivage, les Hindous, hommes et femmes, se plongent dans les eaux sacrées de leur fleuve : ni le mouvement du quai déjà plein de travaux, ni celui des barques et des canots qui ont peine à se faire jour à travers ces masses compactes, rien ne dérange les baigneurs. La jeune fille dénoue ses cheveux et les trempe dans les flots avec autant de gravité que le vieil ascète qui lave sa barbe blanche et frotte sa peau ridée. Pour tous, ce bain est une prière, une ablution du corps et de l'âme après laquelle les membres assouplis semblent se mouvoir plus respectueusement au gré d'une intelligence purifiée. A ceux qui ne peuvent descendre aux bords du fleuve, de dévots personnages apportent le *Gangai tirtham* (l'eau sainte du Gange) dans des cruches suspendues aux deux extrémités d'un bambou; ils passent rapidement à travers les rues, se dirigeant sur tous les points de la ville et des faubourgs. La brahmanï emporte aussi sur sa tête l'amphore allongée remplie de cette eau dont elle aura besoin pour tous les travaux du ménage; d'un pas solennel, elle marche enveloppée du long vêtement humide et diaphane à travers lequel le soleil horizontal dessine des formes belles et nobles que les poëtes hindous savent peindre avec des voiles plus légers encore. Mais les femmes de ces contrées, surtout celles des hautes castes, rachètent par la dignité de leur allure et la décence de leurs mouvements la trop grande simplicité du costume. Au sortir de l'eau, l'Hindou va s'asseoir sous de petits hangars surmontés d'un drapeau planté au bout d'une perche. Là, il livre son front à l'artiste, qui lui applique, au moyen de couleurs rouges et bleues dans lesquelles trempe le pinceau,

(1) Hamilton, *East India Gazetteer*.

la marque de sa secte; alors sa toilette est faite : il peut jusqu'au soir vaquer aux travaux de sa caste.

Pendant ce temps, les gens de la campagne, hommes et femmes, apportent au marché les fruits et les légumes dans des paniers placés sur leurs têtes, et c'est en courant toujours l'espace de plusieurs milles qu'ils arrivent ainsi, dans la crainte que le soleil, les surprenant en route, ne fane les produits du jardin. Les boutiques s'ouvrent; le marchand accroupi derrière son comptoir regarde avec joie la foule qui grossit. Les bazars sont vite encombrés; cent voix interpellent dans sa langue le riche Asiatique ou Européen qui passe en palanquin; vingt brocanteurs assiégent les portières et lui offrent, tout en trottant à ses côtés, des livres dépareillés, des boîtes chinoises incrustées de cuivre, des porte-cigares, des bonnets de mandarins. Les porteurs crient, les palanquins se heurtent au tournant des rues; les voitures qui conduisent à leurs affaires les négociants et les employés de la compagnie soulèvent une poussière étouffante. Mille fiacres informes, traînés par deux *tatoos* (chevaux du pays), transportent des faubourgs au quartier du commerce les innombrables écrivains qui tiennent dans les deux langues les livres de compte, les registres de vente, et sont l'indispensable milieu par lequel l'Européen communique avec une population étrangère. Les charrettes à bœufs, lentes dans leur marche, entravent çà et là les rapides évolutions d'une foule à laquelle se mêlent les cigognes affamées toujours en embuscade sur les toits et les balcons, d'où elles se laissent tomber, les pattes tendues, au milieu des rues les plus animées, les corneilles, qui pillent hardiment et à grand bruit tout ce qui s'échappe d'un panier, d'un chariot, et les milans, aussi voraces, mais plus sauvages, effleurant de l'aile pendant une heure le poisson qu'ils convoitent sur l'étal du marchand. Quels cris, quel assourdissant tapage! Autant le musulman est calme, autant l'Hindou est remuant et criard quand le travail l'excite, comme tous les peuples serviles, blancs ou noirs, libres ou esclaves. De plus, l'Hindou aime les querelles en paroles, mais craint les coups. Sa loi lui défend les jeux, les paris, les combats de béliers et de coqs, tout ce qui tend à jeter l'esprit dans un paroxysme violent; l'ivresse est pour lui plus qu'un déshonneur, c'est presqu'un crime capital. Quand un Européen (et ce cas n'est pas très-rare malgré les *temperance societies*) traverse les rues dans cet état d'ivresse absolue que l'eau-de-vie procure aux matelots anglais, l'Hindou a le sentiment de l'infériorité momentanée du coupable à un si haut degré, que la foule s'ameute et le poursuit de ses huées. Si l'ivrogne irrité fait tête aux assaillants et lance sur eux les pierres, les briques, que le hasard met sous sa main, le peuple s'enfuit terrifié; on dirait qu'un tigre s'est échappé de sa cage; le champ de bataille reste à l'ivrogne. Puis tout à coup, quelques gardes de police survenant, les plus poltrons reviennent sur lui, le serrent, le pressent et l'entraînent en lieu de sûreté, triomphants et heureux d'avoir délivré la cité de l'ilote privé de raison, du fou furieux qui l'épouvantait. Ce n'est pas à dire pour cela que l'Inde, où l'on fabrique l'opium, où l'on fume le *banja*, où l'on boit le jus du palmier et l'eau-de vie de dattes, soit entièrement exempte de ce vice honteux, si blâmé par Mahomet et par Manou; mais là l'ivresse n'a guère d'autre effet que de faire courir un peu plus vite le porteur de palanquin, de faire chanter plus haut le pèlerin et le rapsode; et quand le faquir musulman, criant à tue-tête, les yeux à demi fermés, répète dans les bazars son allocution lamentable : *Allah ke nam ko païssa dé baba!* donnez-moi un sou au nom d'Allah! le Persan de Chiraz, le moullah de Bombay, ne délient pas moins le cordon de leur bourse pour jeter une aumône dans la main

du pauvre, à qui une contemplation trop assidue des perfections divines a sans doute donné ce regard terne et incertain, cette démarche mal assurée.

Une grande partie de la ville se compose de bazars, car on appelle de ce nom à peu près tous les quartiers à boutiques. On en distinguerait volontiers trois sortes : la première comprendrait les véritables marchés, les lieux couverts ou non couverts, halles ou places publiques, destinés à la vente des menus objets du ménage asiatique, des fruits, des poissons secs, des épices, des friperies et ustensiles, toutes choses où l'Européen n'a rien à voir, à moins qu'il ne s'amuse à surprendre dans l'intimité de sa vie une population si différente de celle de nos villes. Il y a de ces bazars qui se tiennent la nuit, à la clarté des lampions ; on dirait une de nos foires de France, car on y voit des chanteurs récitant des hymnes, des infirmes qui se traînent sur les mains et poussent des cris assourdissants, des marchands de gâteaux dont les boutiques fumantes attirent, par une violente odeur de beurre fondu, les gourmands de tous les âges; là se vendent les marchandises volées et se volent aussi les objets qu'on revendra le lendemain; la caste des jongleurs travaille la nuit aux dépens de ceux qu'elle amuse le jour. Ici, une porte ouverte laisse voir une chambre tendue de nattes; sur l'estrade placée à l'entrée, garnie de coussins, se tient assise, les genoux au menton, la bayadère, vêtue de ses mousselines à paillettes qui brillent à la lumière des flambeaux. Immobile, la joue sur sa main ornée de bagues, le pied nu sortant de dessous la robe, juste assez pour montrer les anneaux qui entourent la cheville, la danseuse fume nonchalamment son houkka sans adresser au passant d'autre provocation qu'un regard rêveur et souvent triste, si bien qu'on croirait la sagesse du côté de l'almée quand on entend à l'autre coin du bazar la voix glapissante de quelque vieux philosophe occupé à psalmodier dans sa hutte enfumée, à la lueur d'une lampe vacillante, des vers religieux qu'il épelle dans un manuscrit huileux et indéchiffrable à faire à la fois le bonheur et le désespoir d'un savant d'Europe.

Dans la seconde catégorie, on rangerait volontiers ces rues marchandes et populeuses où affluent les produits de la terre entière et les trafiquants de tout le globe. Là, vous reconnaîtrez le Juif d'Alep à son turban aplati, l'Arabe de Moka à son *aba* (manteau), qu'il laisse flotter comme un doliman ; là, vous verrez le Grec en fustanelle; l'Arménien des bords de l'Euphrate, Européen par la blancheur de sa peau, Asiatique par l'ampleur de son costume; le Chinois vêtu de sa jaquette longue, de ses courtes et larges culottes, type à part auquel ne se rapporte aucun de ces visages si variés, si ce n'est, de bien loin, celui du Malais, moins blanc, moins tartare surtout, et, de plus loin encore, les traits singuliers du Birman, aux pommettes saillantes, au regard animé, aux jambes robustes et bien tournées. Tous les peuples de la haute Asie, Boukariens, Cachemiriens, Thibetains et Népalais, sont représentés aussi dans cette masse changeante qui offre toutes les nuances de la couleur asiatique, depuis les côtes de la Syrie jusqu'à celles de la mer Jaune. Tout ce monde est arrivé là par l'océan et par le désert, à travers les fleuves et les montagnes; ceux-ci par caravanes, bien armés, sur des chameaux ou des chevaux fringants, ceux-là avec le bâton de pèlerin, à pied, de pagodes en pagodes, ou blottis sous le pont d'une barque hospitalière ; les uns pour apporter à cette foire permanente les riches produits de leurs pays et les convertir en or, ceux-là pour mendier la poignée de riz, l'invisivible aumône tombée de la bourse du banyan.

Enfin, on classerait dans la troisième espèce de bazars les quartiers, les rues

consacrés à une seule industrie, comme cela se faisait en France au temps des corporations. Ainsi, il y a telle rue dans laquelle on ne fabrique rien que des stores, des nattes, telle autre où l'on ne vend que des *pagris* (turbans) tout disposés. Qui ne connaît à Calcutta cette longue rangée de boutiques occupées par des cordonniers chinois? Là le maître, assis sur un siége élevé, nu jusqu'à la ceinture, la queue retroussée autour du front, trône au milieu des Bengalis, ses apprentis et ses ouvriers. Sur l'enseigne on lit : *King-Kouang boot and shoemaker for ladies and gentlemen;* dans le fond de la boutique, on voit les images de Kong-fou-tseu, de Lao-tseu et de Fo, entourées d'une légende en caractères chinois. S'il porte lui-même de ces souliers étranges, à peu près triangulaires, faits selon la tradition du céleste empire, l'artisan de Canton et de Nanking, singulièrement habile à imiter le travail européen, sait comprendre le goût des peuples occidentaux. Le voilà qui revêt sa tunique, met sous son bras le parasol de bambou, sur sa tête le chapeau pointu, et s'en va porter des escarpins, impatiemment attendus, à quelque dame portugaise d'une couleur douteuse, dont les ancêtres viennent plutôt de Goa et de Macao que de Lisbonne.

Les Chinois sont, on le sait, d'intelligents et tranquilles travailleurs, exerçant de père en fils la même profession ; ils excellent particulièrement dans les métiers de menuisiers et charpentiers en navire. Malgré le prix élevé de leurs journées on les emploie à bord de tous les *country-ships* (bâtiments du pays) et même de tous les bâtiments anglais naviguant en Asie, parce que, grâce à leurs outils plus perfectionnés, à l'assiduité d'un travail non interrompu par les mille distractions d'une paresse héréditaire, les Chinois font deux et trois fois plus de besogne que les Bengalis, habitués à se partager dans ses moindres détails et à attaquer en masse le plus simple ouvrage, non comme de sages ouvriers, mais comme des enfants tumultueux. Ces sujets du céleste empire, coupables de désertion à l'étranger, ne peuvent plus rentrer dans leur patrie. Ils s'en consolent en vivant plus libres, en gagnant plus d'argent, en fumant, à l'abri de la colère impériale, l'opium de Patna, dans de petites pipes en métal. Parfois, le soir, vous verrez un vieux Chinois, chauve et ridé, faire planer dans les airs, au bout d'une ficelle presque invisible, un cerf-volant en forme d'oiseau, si parfaitement imité, que les milans eux-mêmes y sont pris, et jusque dans ce divertissement puéril se trahit la grande différence qui existe entre les Chinois et les Hindous. Ceux-là, artisans ingénieux, positifs, se plaisent à voir voler l'image d'un oiseau, à imiter, à copier la nature et rien de plus : ceux-ci, dominés en toute chose par l'imagination, font flotter aussi, à de grandes hauteurs, leurs *patangs* (cerfs-volants), mais ce sont des serpents de gaze à la gueule effrayante, des poissons fantastiques empruntés à la mythologie, et dont ils s'épouvantent volontiers eux mêmes quand le soir, effaçant le fil à travers l'espace, laisse voir encore le grand reptile, le monstre aérien qui se déroule, s'agite et frémit avec un bruit strident à cent pieds au-dessus de la cime des arbres.

Cependant, malgré ces nombreux bazars, il est presque impossible à l'Européen de rien acheter par lui-même; il lui faut le *dobashi*, l'interprète, le *baboo,* l'homme d'affaires, qui s'interpose entre son compatriote et l'étranger, réduisant les prétentions de l'un et prélevant son bénéfice sur l'inexpérience de l'autre. Qui voudrait, d'ailleurs, pour les achats considérables, courir tout le jour dans des ruelles infectes où sont emmagasinées les marchandises de cargaison, chercher dans la foule, dans la cohue d'une bourse en plein air, le courtier hindou couché dans un palanquin et qu'on reconnaîtra peut-être à ses porteurs comme une voiture aux chevaux qui la

traînent? Le *baboo* est donc le plus important personnage d'une maison de commerce, soit qu'en qualité de commis il dirige toutes les affaires du dehors, et passe les marchés suivant son intérêt particulier, soit qu'en qualité de banquier, il accorde ou refuse à son gré, selon les chances de succès, l'argent qui lui est demandé par le négociant qu'il alimente. Il a fallu du temps pour que les Hindous s'habituassent à prendre une part active au commerce européen ; mais ils paraissent s'en être bien trouvés, et d'opulents baboos, magnifiquement établis dans de vastes hôtels, témoignent, par le luxe de leurs équipages, des gains énormes réalisés dans des spéculations qu'on regardait naguère comme hasardeuses et téméraires.

Bien que Calcutta possède des chapelles protestantes, des églises catholiques, grecques, arméniennes, une synagogue, un temple seik, des pagodes, des mosquées, on n'y voit ni clochers, ni minarets, ni dômes remarquables. Les vastes péristyles de la Monnaie *(the Mint)*, les colonnes ioniques et doriques du palais du gouverneur, sont de froides copies de ces édifices soi-disant grecs auxquels les architectes modernes ne nous ont point encore habitués. Les belles maisons du fashionable quartier de Chowringhee (bâti sur l'emplacement de la forêt qui bornait Calcutta au commencement du dernier siècle) sont maladroitement ornées de colonnes revêtues de stuc, de portiques trop vastes par lesquels le soleil entre avec toute la pompe de ses rayons, malgré les nattes sans cesse arrosées que l'on tend devant toutes les ouvertures. A ces cases plus ou moins prétentieuses et peu pittoresques, qui ne préférerait cette mosquée à peine achevée, bâtie par les neveux de Tippoo-Saheb, jeunes princes fort ennuyés de galoper sur l'esplanade, d'avoir Calcutta pour prison et un major anglais pour geôlier ? Cette mosquée élégante, plantée au coin de la grande place d'une ville ennemie, sera, avec un fastueux tombeau, le seul monument de cette dynastie musulmane du Mysore qui succomba en appelant la France à son secours !

L'esplanade bordée par les hôtels de Chowringhee et les eaux du Gange, plus spacieuse encore que celle de Madras, mais moins ombragée, s'étend depuis le *Government-House* jusqu'au fort William, colossale forteresse destinée à défendre la route unique par laquelle on arrive au cœur de l'Inde. Il a coûté à construire deux millions sterling, vous diront les Anglais qui savent presque aussi bien que les Américains le prix d'une église, d'une citadelle et d'un chien de chasse ; il est octogone, régulier du côté de la terre où l'on ne redoute aucune attaque, mais les trois côtés faisant face au Gange présentent des angles saillants qui menacent tous le cours du fleuve. Entre ces angles sont dressées de grosses batteries dont le feu remplacerait immédiatement celui des parties avancées que l'ennemi aurait pu esquiver en s'approchant droit devant la citadelle ; des bastions forment encore une défense respectable de ce même côté. L'intérieur est aéré, planté d'arbres, découpé en boulingrins, et ne contient que les logements indispensables des officiers et de la garnison. On y caserne ordinairement deux régiments d'infanterie, un d'artillerie, et quelques compagnies d'ouvriers pour l'arsenal ; à ces troupes blanches on ajoute douze cents cypaies pris au camp de Barackpoor, et qui font le service du fort durant un mois, à tour de rôle. Cette citadelle, la plus forte de toute l'Inde, bâtie d'après les principes modernes, et si basse qu'on passerait devant sans la voir, rappelle celle du Callao, où l'armée de Rodil bravait les indépendants du Pérou ; mais quel désappointement éprouve le voyageur qui, à ce mot de forteresse, évoque dans ses souvenirs le château aérien de Québec, les bastions étagés de Malte, ou même les murailles soudées par des tours qui couronnent les montagnes du pays mahratte !

Malgré son admirable construction et à cause de l'étendue de son plan, le fort William a un inconvénient bien grave, c'est qu'il a besoin de dix mille hommes pour être complétement défendu. Pendant un blocus, ce serait une armée difficile à nourrir.

Le soir, entre l'heure de la fermeture des bureaux et celle du dîner. la population choisie de Calcutta doit faire une promenade sur l'esplanade, surtout pendant la saison moins brûlante qu'on appelle l'hiver. Là, on se trouve transporté en Europe, aux Champs-Élysées, à Hyde-Park; à voir ces riches voitures, ces équipages splendides, on comprend que la compagnie, en rétribuant avec munificence ses employés, s'est attachée à en faire comme autant de nababs qui s'attirent le respect des indigènes. On exerce par le luxe un ascendant remarquable sur des populations serviles, habituées à obéir, et le caractère aristocratique des Anglais se plie à ravir aux exigences de ce rôle. Avec quelle précaution le *civilien*, le militaire même, évite de se mêler aux gens nés dans le pays, à ceux qu'une couleur tant soit peu douteuse exclut des hauts emplois et des grades élevés! Par là, l'administration, la direction des affaires, reste entre les mains d'une classe inaltérée, qui se recrute toujours en Europe, et l'infériorité dans laquelle vivent les *country borns* (fils du pays) éteint chez eux toute velléité d'indépendance, de rivalité même. Au reste, cette société privilégiée a fondé dans l'Inde, et surtout à Calcutta, une foule d'établissements utiles; elle garde généralement la tradition du décorum et des belles manières européennes, que la mollesse asiatique tend à corrompre. Sans parler des écoles pour les orphelins et autres fondations moins désintéressées, puisqu'elles sont destinées à secourir les enfants de ceux qui sont morts au service de la compagnie, nous citerons les colléges ouverts aux indigènes, et dans lesquels ceux-ci puisent des connaissances dont un jour ils pourraient bien ne pas faire usage dans l'intérêt des maîtres. Ces *natives schools* ont pour but de former surtout des *law officers*, des licenciés en droit qui sont plus tard juges de paix, juges civils (1), et, jusqu'à un certain point, juges criminels. En 1830, on dépensa au Bengale seulement la somme de 30,000 livres sterl. pour la *native education* (2). et le nombre assez considérable de journaux rédigés dans les langues du pays (il était en 1830 de quatorze à Calcutta) est une preuve que l'instruction se généralise parmi le peuple hindou. Ce fut lord Minto qui, durant son gouvernement, de 1810 à 1815, prit à cœur de répandre parmi les indigènes les principes d'un enseignement trop négligé.

Les deux établissements scientifiques les plus importants de Calcutta sont la société asiatique *(asiatic society)* fondée par sir William Jones et instituée en 1785. et le jardin de botanique. On sait quels services la société a rendus aux études

(1) Calcutta est le siége d'une cour suprême, composée d'un *senior judge* et de deux *puisnés judges*, nommés par le roi. « Dans les procès entre *natifs*, dit Hamilton, les juges doivent, d'après un acte du parlement, respecter les usages du pays. Quand il s'agit d'héritage ou de contrat, la règle est de suivre la loi reconnue par les parties; si l'un des plaideurs est musulman et l'autre Hindou, on suivra la loi reconnue par le défendeur. Quant aux affaires criminelles, elles sont jugées par un jury exclusivement composé de sujets britanniques. »

(2) La présidence de Madras a été longtemps arriérée sous ce rapport; on n'y trouva pas un seul musulman capable d'enseigner le droit arabe. On fit venir le professeur du Bengale, mais les élèves manquaient : il fallut d'abord les payer. Une fois l'élan donné, les écoles de Madras devinrent bientôt florissantes, et proportion gardée, elles rivalisent avec celles des autres provinces.

orientales; par elle furent recueillis les manuscrits d'ouvrages dont le nom était à peine connu, les monuments d'une langue morte, source de la plupart des idiomes modernes; par elle fut formée cette magnifique bibliothèque hindoue et musulmane que des brahmanes et des moullahs attachés à l'établissement soignent et défendent contre les ravages du temps et ceux, plus rapides encore, des fourmis blanches. Dans ces dernières années, M. Prinsep (qui abandonna l'Inde jeune encore, accablé de fatigues et de travaux, débarqua en Angleterre privé de raison et mourut quelques mois après à Londres) dirigeait la publication du *Mahabharata,* la plus capitale épopée qui soit sortie d'un cerveau humain. C'est à cette société que les résidents près des diverses cours de l'Inde adressent le résultat de leurs recherches et le trésor des livres recueillis dans des contrées fermées aux voyageurs, et, grâce à sa libéralité, les corps savants de l'Europe ont part aux conquêtes qui se font aux extrémités de l'Asie. La science ne servît-elle qu'à unir par l'intelligence les peuples dont les intérêts sont incompatibles, elle serait encore bonne à quelque chose. A cette bibliothèque est jointe comme appendice une remarquable collection d'armes et ustensiles birmans, javanais et malais, du choix le plus rare, et digne d'être étudiée; les armes offensives et défensives d'un peuple trahissent son caractère et ses penchants; il y a tel coutelas court et large emmanché dans le poignet qui donne l'idée d'un incontestable courage, tandis que certain *karga* à la lame flamboyante ne peut être manié que par un guerrier sauvage et sanguinaire. Au rez-de-chaussée, entre une galerie d'anatomie et un cabinet d'histoire naturelle, parmi des échantillons minéralogiques et géologiques (dont un beau morceau de grès pliant, *flexible sand stone,* est la plus grande rareté), sont rangés de remarquables fragments de sculpture hindoue, des statues bactriennes, des bas-reliefs bouddhiques, de précieux débris de l'art asiatique à ses diverses périodes. Faut-il que le manque d'espace oblige à laisser en plein air, exposés au soleil et aux pluies, tant d'autres restes d'un travail si naïf et si perfectionné, qu'on y retrouverait volontiers les quatre phases de la sculpture chrétienne, depuis la raideur byzantine et la ferveur romane, jusqu'à l'épanouissement de l'art gothique, et au raffinement presque païen de l'époque suivante!

Quant au jardin de botanique, c'est bien la plus délicieuse retraite qu'on puisse choisir, car il est plus doux encore de vivre parmi les arbres et les fleurs que parmi les souvenirs souvent si tristes du passé. Pour bien goûter le charme d'une pareille promenade, il faut sauter d'un quai plein de poussière à bord d'un de ces jolis bateaux à deux voiles latines, où l'on trouve une cabine spacieuse et des divans. Après s'être dégagé, non sans péril quand le courant est fort, du milieu des navires, des câbles, des bouées, on côtoie l'esplanade d'assez loin pour la bien voir; on dépasse Koulee-Bazar, où sont mouillés le bateau de plaisance du gouverneur, belle barge dorée, petit palais flottant remorqué par un steamer, et les confortables chaloupes dans lesquelles les planteurs remontent le Gange. A mesure qu'on s'éloigne de la ville, il se fait un silence qui paraît toujours rassurant et solennel au sortir d'un grand tumulte; une fois la pointe doublée, les maisons disparaissent, et l'on retrouve les arbres baignés par les eaux à marée haute. Arrivé devant une grille de fer, on débarque; deux péons à turbans rouges se lèvent en saluant l'étranger. Ce jardin a l'air aussi d'une volière, tant les oiseaux y gazouillent; bientôt on entre sous la plus régulière voûte gothique que des arbres dans leur croisement ogival puissent former, sous une merveilleuse allée de sagoutiers, dont le fruit, disposé comme celui du dattier africain, en grappes plus abondantes encore, retombe si gracieusement sous

le dôme de feuilles ; là aussi s'élance l'arékier, le plus svelte, le plus hardi de tous les palmiers. A l'extrémité de ce vaste enclos long de deux milles, et non loin de la charmante maison qu'habite le docteur Wallich, l'heureux directeur de ce jardin, un gardien spécial montre au visiteur un figuier multipliant dont les tiges recourbées vers la terre où elles ont pris racine embrassent une circonférence de quatre-vingt-dix pas; c'est toute une forêt partie du même tronc. Là aussi le gouvernement essaie de naturaliser le teak, cet arbre si précieux pour la construction des navires par l'éternelle durée de son bois, et qui croît en abondance sur les collines du Malabar ; mais l'acclimatation paraît difficile sur un terrain si humide et avec une température aussi extrême.

Les serres chaudes de Paris présentent, dans la proportion d'une goutte d'eau à un lac, des fragments de paysage de l'île Bourbon et de la Nouvelle-Hollande; le jardin de Calcutta, toujours chauffé par le soleil à la température de ces pavillons vitrés, offre, dans la proportion d'un lac à une mer, le tableau à peu près complet des richesses du règne végétal en Afrique et en Asie; il y a même des instants où l'on y retrouverait à l'état sauvage plusieurs des hôtes redoutés de nos ménageries, reptiles et quadrupèdes; car dans l'Inde, au Bengale surtout, la nature se soustrait à la domination de l'homme. Si, tenté par la sereine clarté de la nuit, vous voulez jouir pleinement de ces heures précieuses, restez sur le Gange. Quand les lumières se sont éteintes derrière les fenêtres de la ville et des faubourgs, sur les navires et sur les barques, des cris étranges, et d'autant plus terribles qu'ils semblent passer d'un rire convulsif à une plainte déchirante, s'élèvent sur les deux côtés du fleuve. Tantôt ces voix s'éloignent comme les aboiements de la meute qui a relancé la bête, tantôt elles partent d'un buisson, d'une grève voisine, si près du bateau, que vous frémissez involontairement; puis tout se tait, jusqu'à ce qu'un glapissement solitaire venant à troubler ce silence passager, un hurlement général lui réponde des quatre points de l'horizon, grossissant bientôt comme une clameur. Ce sont les chakals (1) qui se mettent en campagne, qui se réunissent et s'appellent pour chasser en petites troupes ; ils parcourent en grand nombre les rues et les places, attirés par la viande que les domestiques hindous, fidèles à leur loi religieuse, jettent sur les fumiers sans la goûter, après les repas des maîtres. Dès que la grille du grand square, de cette belle place plantée d'arbres, rafraîchie par un étang encadré dans un escalier de pierre, s'est fermée sur le dernier promeneur, dès qu'il se fait un peu de silence sur les trottoirs, on est sûr d'entendre le chakal qui s'éveille et glapit là où une foule de peuple se pressait il y a une heure. D'autres chakals suivent le cours du fleuve et attendent patiemment que le flot jette sur les vases du rivage quelques-uns des cadavres auxquels le Gange sert de sépulture. L'usage est de brûler les corps, mais les pauvres qui ne peuvent suffire à la dépense du bûcher funéraire abandonnent aux eaux sacrées du fleuve le mort, auquel ils attachent, comme symbole de la cérémonie prescrite, un bouchon de paille. Dès qu'un malade est à l'extrémité, ses parents, ses amis, le portent sur leurs épaules, roulé dans un linceul, aux bords du Gange, et, après lui avoir frotté la bouche avec cette eau qui enlève les souillures de l'âme, ils le veillent pour le défendre contre les attaques des cha-

(1) Ceci n'est pas une exagération. A l'époque des grandes eaux surtout, quand les jungles sont inondés, les chakals font un tel vacarme, que, selon un auteur anglais, ces animaux rendent par leurs hurlements les nuits hideuses (*by their howling make the nights hideous*).

kals jusqu'à ce qu'il ait rendu le dernier soupir ; alors ils lancent vers la mer celui qui vient de partir pour l'éternité : mais le cadavre, avant d'arriver au golfe, est dévoré par les quadrupèdes affamés ou par les crocodiles énormes qui rôdent à l'entrée des ruisseaux dans les Sunderbands. Toute grande cité a son côté lugubre.

Notre intention n'est pas de décrire. à propos de Calcutta, les dix-huit grandes fêtes du calendrier hindou ; nous nous bornerons à celles qui empruntent à la nature des lieux et à la richesse de cette capitale une solennité particulière. Les cultes divers, tous également tolérés, célébrant alternativement leurs cérémonies, il en résulte qu'une partie des habitants est presque toujours en chômage. Tantôt, durant toute une semaine, on entend retentir chaque nuit les chants des juifs, qui illuminent leurs terrasses recouvertes de branches d'arbres en forme de tonnelles ; tantôt, pendant quinze soirs de suite, on voit briller au-dessus de la demeure des musulmans la lumière suspendue dans une lanterne à l'extrémité d'un long bambou. Pour les Hindous, les deux principales fêtes sont celles qui se célèbrent en l'honneur de la déesse Parvati, femme de Siva, sous ses deux manifestations de Kalî la noire et de Dourgâ la terrible, tant il est vrai que le paganisme est surtout pieux envers les dieux qu'il redoute. La première tombe en avril. Une foule considérable arrive des villes voisines pour assister à l'édifiant spectacle des cruautés révoltantes que les dévots exercent sur leurs propres corps. Bien que le gouvernement anglais ait forcé les indigènes à reculer hors de la ville le théâtre de ces barbares cérémonies, combien d'Européens, attirés par le bruit des instruments, les flots mêlés d'un peuple en habits de fête et le désir honteux de voir souffrir, s'empressent autour de ces bascules où un pénitent enivré d'arack et d'opium se suspend par les côtes à un croc de fer pour jeter à l'assemblée, qui frémit de joie, les fleurs de sa triste couronne ! Hâtons-nous de dire, à la réhabilitation de l'esprit humain, que la loi de Manou, sévère à l'endroit des jeûnes et des expiations, ne prescrit aucune de ces pénitences odieuses, pratiquées surtout dans le sud de l'Inde, loin du berceau de la foi brahmanique.

Le Dourgâ Poudja, s'il ressemble plus à un carnaval qu'à une cérémonie religieuse, n'offre au moins aucune de ces scènes affligeantes. La solennité est si grande, que pendant huit jours la douane et tous les établissements publics sont fermés. Ce temps est employé par les fidèles à diverses pratiques (1), dont la dernière consiste à fabriquer avec de la farine de riz bien pétrie une image de la déesse avec ses quatre bras, sa tiare. son collier de têtes de morts ; autour de Dourgâ on place en manière de cortége quelques autres figures, par exemple celles de ses deux fils, l'oiseau Kartikéya, dieu des armées célestes, et Ganéça à tête d'éléphant, dieu de la sagesse. que l'on invoque à la première ligne de tous les manuscrits. La veille du dernier jour, au soir, chaque famille se livre aux réjouissances ; les palais des riches radjas, illuminés avec luxe, s'ouvrent à la foule. Hindous, musulmans, chrétiens, tous sont admis, régalés même de bonbons et de friandises. A voir les lignes de lampions, la sentinelle debout aux portes, les cavaliers et les voitures, à entendre les cris de la populace. on se croirait transporté en Europe à l'anniversaire de quelque grande journée. Mais passons sous le péristyle : un serviteur, le sabre en main, le bouclier sur l'épaule, annonce au maître la visite des *Firanguis* (des

(1) En 1840, quelques riches Hindous achetèrent un beau tigre pour l'immoler à Kalî ; mais la police s'y opposa, craignant avec raison que les rôles ne vinssent à changer, et que la victime, rompant ses liens, ne prît la place du sacrificateur.

Francs). *Houska pochak dekho,* vois leur costume, leur tenue, répond le radja ; *saheb log,* ce sont des messieurs, murmure le portier avec une révérence, et l'on entre dans une vaste salle ornée de deux rangs de galeries. Dans une niche séparée du public, tout au fond, on voit l'idole et le groupe de figures dressées à ses côtés; à sa gauche est assis, les jambes croisées, le *pourohita,* prêtre de la famille; vêtu seulement d'un pagne, frotté de sandal, le desservant, fier comme un premier ministre auprès de son roi, jette sur l'assemblée un regard superbe, et ne sort de son immobilité que pour arroser la statue d'huile et de parfums liquides. Le radja, couvert de sa longue tunique blanche serrée par une ample ceinture, l'aigrette au front, fait les honneurs de son palais à ceux qu'il y a admis. En face de l'idole dansent des bayadères cachemiriennes et bengalies, tantôt seules, tantôt par deux, alternativement. Les éventails somptueux s'agitent en cadence derrière la danseuse, que son orchestre accompagne pas à pas et ranime pour ainsi dire par les *crescendo* et les *agitato* du tambour et du rebec, à mesure qu'elle s'en va promenant ses strophes et sa pantomime tout le long des divans, où de beaux jeunes hommes nonchalamment couchés fument dans des narguilés d'or et d'argent. Aux danses succèdent, comme intermèdes, des tours de force et d'adresse exécutés par des enfants habillés en femmes. Un de leurs exercices favoris, c'est de tourner sur eux-mêmes comme des tontons, et, quand l'élan est le plus rapide, ils tirent deux sabres du fourreau, en appliquent la pointe sur leurs paupières fermées, et pirouettent avec plus de force que jamais, jusqu'à ce qu'enfin ils remettent, sans s'arrêter, la lame dans la gaîne : bien entendu qu'au moindre choc, au plus léger étourdissement, les deux pointes crèveraient les deux yeux du jongleur.

Le lendemain, dans l'après-midi, mille processions s'acheminent au bruit des instruments vers le Gange. Selon la richesse du chef de famille, il y a derrière l'idole un nombre plus ou moins grand de serviteurs soutenant le dais ou l'escortant avec de petits drapeaux. Il s'agit de promener sur l'eau et de noyer ensuite dame Dourgâ. La statue est posée sur une litière, entre deux bateaux dont l'un porte l'orchestre et les brahmanes, l'autre le donataire et son monde. Qu'on se figure la foule se ruant vers le Gange, les cigognes surprises s'élevant au-dessus des toits, battant de l'aile au milieu de ces flots de peuple, les corbeaux, tournoyant dans les airs avec des cris assourdissants, le bruit des tambours et des tam-tams, le son des cloches qu'on fait retentir devant la procession! A mesure qu'une dourgâ flotte en quittant la rive, un hourrah la salue; bientôt le Gange, couvert de barques et d'idoles, agité par des milliers de rames, s'émeut à cet épouvantable vacarme; les navires sont chargés de spectateurs ; les turbans, les écharpes, les tuniques de toutes couleurs s'agitent sur la rive aussi loin que le regard peut s'étendre. Le *pourohita,* animé par l'esprit de la divinité, exécute devant elle, avec force contorsions, des danses obscènes. Dans des barques couvertes circule toute la population mêlée, les femmes surtout, que le désordre de la fête attire sur les eaux, car les classes infimes, même parmi les chrétiens séparés de l'Europe depuis plusieurs générations, prennent une part presque active à ces solennités grossières, les seules auxquelles elles soient convoquées. Les bateaux sur lesquels flotte l'idole se séparent aux cris des assistants, et Dourgâ s'abîme dans les flots, emportant avec elle les injures et les malédictions de ses adorateurs, qui proclament ainsi l'impuissance de la divinité sortie de leurs mains. Ainsi finit la fête, aux derniers rayons d'un soleil d'octobre difficile à supporter, et qui ramène le beau temps et la sécheresse jusqu'à la prochaine mousson.

En voyant ce peuple ainsi subjugué par l'éclat de ses fêtes mythologiques, on se reporte malgré soi aux solennités de l'ancienne Grèce, avant le siècle de Périclès, et surtout à celles que l'Égypte célébrait sur le Nil ; seulement ici il y a plus de fougue et de désordre dans l'expression des sentiments qui agitent les masses. Mais, à ceux qui accuseraient les Hindous de barbarie, on objecterait le perfectionnement extraordinaire de la langue hiératique d'une part, et de l'autre l'étonnante quantité d'écoles dirigées par des brahmanes (indépendamment des colléges dont nous avons parlé). Presque tout le monde sait lire; il n'est pas rare de voir un simple domestique. un porteur de palanquin, employer ses heures de repos à étudier des hymnes, des fragments de légende sacrée copiés de sa main. L'Inde a toujours eu ses écoles de philosophie et de poésie, je dirais presque son académie de Bénarès; plus tard, à Dehli, la réunion de quelques poëtes musulmans donna au pays un mouvement littéraire qui se communiqua partout où l'on parlait l'idiome né de la conquête. Les provinces nouvellement soumises à l'Angleterre ont encore leurs improvisateurs et leurs rapsodes; les grands poëmes qui se récitaient jadis dans les assemblées religieuses, au temps où l'Inde était intacte, se chantent aujourd'hui par lambeaux, à travers les rues. sur cette terre partout entamée. L'occupation anglaise a jeté, il est vrai, une certaine perturbation dans les études anciennes; elle les a fait, pour ainsi dire, refluer vers leurs sources, comme un courant qui en rencontre un autre moins rapide. Ainsi, d'abord, les brahmanes, gardiens des vieux textes, cachèrent le dépôt confié à leurs soins; mais, plus tard, quand ils se sont vus encouragés par le gouvernement, qui craignait leur influence, ils sont sortis un peu de ce silence obstiné; ils ont consenti, non à adopter les idées de l'Europe, mais à aider quelques savants dans l'intelligence de leurs livres, à les guider dans la lecture des inscriptions, qui sont l'histoire écrite sur les monuments, dans la rédaction des dictionnaires. Ils se sont décidés enfin à envoyer leurs enfants dans les colléges ouverts pour eux. Ces jeunes gens, fort avides de feuilleter nos livres et d'étudier les sciences, paraissent cependant chercher dans le travail de la pensée un exercice à la curiosité de leur esprit plutôt qu'un enseignement; sur beaucoup de points, ils semblent vouloir s'abstenir de raisonner, dans la crainte de heurter inconsidérément la base de leurs propres dogmes. Ainsi, tout en tirant une étincelle de la machine électrique, le brahmane regarde en haut avec anxiété s'il ne verra pas Indra attaquer au milieu des nuées les villes invisibles dont il brise les portes avec ce bruit que nous appelons la foudre; tout en étudiant l'astronomie, il reste astrologue et récite la légende du démon qui ronge la lune quand nous la croyons éclipsée. En général. les Hindous de bonne famille viennent apprendre dans ces colléges juste ce qu'il leur faut pour s'utiliser, pour être employés dans les bureaux et les administrations, pour faire partie des sociétés savantes où l'on s'occupe des langues et de l'antiquité de leur pays. Le respect humain les retient d'ailleurs; chacun de ces jeunes gens craint d'encourir par les hardiesses de son esprit les anathèmes de sa caste : il est donc impossible de constater les progrès qu'ont faits les connaissances européennes parmi les hautes classes de cette société; seulement il est permis de supposer que l'exemple et l'expérience produiront ce que n'a pu faire encore l'enseignement.

Quant aux journaux publiés par les indigènes. ils n'ont guère l'importance qu'on leur supposerait; peuvent-ils, osent-ils avoir et exprimer une opinion contraire à celle des maîtres? D'ailleurs, le nabab qui nourrirait des sentiments hostiles à la compagnie se garderait bien de les faire connaître; il sait ce qu'il en coûte aux

petits princes hindous assez hardis ou assez imprudents pour trahir leur impatience du joug qui les opprime. L'opposition, quand elle se manifeste dans les journaux de l'Inde, attaque parfois les coutumes et les mœurs anglaises dans les individus ; ses thèmes favoris sont les questions religieuses et philosophiques; elle reproduit dans sa polémique les ouvrages de controverse que les Hindous, les musulmans surtout, impriment dans les diverses provinces, en réponse aux petits livres et aux bibles que distribuent largement les missionnaires réformés. A la politique extérieure, les Hindous n'entendent rien ; les journaux anglais dans l'Inde affectent une très-grande indifférence pour tout ce qui se passe d'intéressant hors de l'empire britannique, et c'est dans leurs colonnes que puisent les feuilles écrites en bengali et en persan. Aucune gazette n'est mieux informée du nombre exact des soldats que nous perdons à Alger et plus silencieuse sur nos succès que certains journaux spécialement destinés à l'armée, et les indigènes, qui voient dans l'Inde la France représentée par des comptoirs démantelés, privés de troupes blanches, conclut de tout cela que les nations existent en Europe comme dans cette partie de l'Asie, par la permission de l'Angleterre. Dans les abrégés historiques qu'on met entre les mains des écoliers hindous, la France disparaît en 1815 comme un vaisseau qui sombre; il est plus difficile de soustraire à la connaissance des indigènes le voisinage encore fort lointain de certaine puissance sauvage et barbare, leur dit-on, qui s'appelle la Russie. et se montre parfois vers Khiva sous la forme d'un cosaque, comme l'éclair avant l'orage. Toutefois admirons chez les Anglais cet esprit national plus vif dans l'Inde que partout ailleurs, parce qu'il y est aussi plus nécessaire ; leurs gazettes de Bombay, de Madras, d'Agra, de Calcutta, renferment parfois des attaques assez violentes contre les gouverneurs, mais non contre le gouvernement ; les sujets de la Grande-Bretagne tiennent à montrer qu'ils sont libres, mais, avant tout, ils craignent de se déconsidérer aux yeux d'un peuple immense qu'ils dominent par le prestige de la dignité personnelle. C'est ainsi qu'ils sont venus à bout de s'assimiler une armée immense toute composée d'indigènes aveuglément soumis aux volontés de la compagnie, aux ordres de leurs chefs. Jusqu'ici, le peuple hindou n'a donc pu, en s'éclairant, acquérir d'autre conviction que celle de la supériorité de ses maîtres; il en sera ainsi tant qu'il ne communiquera avec l'Europe que par l'intermédiaire de la nation à laquelle il obéit.

Le Gange est, comme on l'a vu, le motif dominant de toute la contrée, de toute la partie de l'Inde dont il est l'artère principale; le bras qui arrose Calcutta, nommé par les Européens Hoogly, par les indigènes Bhaghiraty, est particulièrement sacré aux yeux de ces derniers. Selon leur légende, il coulait jadis dans les cieux; l'océan ayant été avalé d'un trait par l'ascète Agasti, les innombrables fils d'un roi nommé Sagara (la mer) périrent dans ces plaines desséchées à la recherche du cheval lancé par leur père en qualité de souverain absolu de toute la contrée. C'était l'usage, après avoir conquis un royaume, de lancer un cheval qui pût errer partout sans que personne osât l'arrêter; à son retour, on immolait l'animal; cette cérémonie capitale s'appelait *açvameda*, sacrifice du cheval. Un descendant de Sagara, Bhaghirata, eut pitié de ses grands oncles gisant dans les abîmes sans sépulture, et un saint personnage lui conseilla d'aller sur le mont Kaïlassa, l'un des pics les plus élevés de la chaîne de l'Himalaya, prier le dieu Mahadéva de faire descendre sur la terre le grand fleuve qui pût remplir l'océan, et surtout de vouloir bien lui-même soutenir dans sa chute la *Ganga*, dont le poids eût ébranlé la terre. Mahadéva céda aux prières et aux austérités du roi ; « alors elle tomba du ciel, la Ganga, fille des

montagnes, roulant en larges et fiers tourbillons ; et le dieu supporta dans sa chute la rivière, ceinture des cieux, qui se précipita comme un collier de perles délié du haut de son front. Elle se divisa en trois bras dans son cours sinueux vers l'océan; ses eaux étaient couvertes de flocons d'écume pareils à des troupes de cygnes; tantôt se repliant avec effort, tantôt comme si elle sautait d'un flot rapide, tantôt encore couverte d'une fine enveloppe de mousse, comme ivre de plaisir, elle s'élança joyeuse jusqu'à l'océan, qu'elle remplit. »

Pour les Européens, le Gange est une source non moins sacrée de richesses immenses; la rivière, fille des montagnes, leur apporte, avec ses flocons d'écume, les produits de l'intérieur dans des bateaux montés par une population de mariniers qu'on estime être d'environ trente mille personnes; par elle aussi viennent les marchandises de la Chine, de l'Arabie, de l'Europe et de l'Amérique. Après Londres et New-York, aucun port peut être n'offre un coup d'œil plus animé que celui de Calcutta, surtout lorsqu'au retour du beau temps, après les débordements causés par les pluies, qui doublent la force du courant et arrachent les navires de dessus leurs ancres pour les jeter pêle-mêle en travers sur les grèves, arrivent par centaine les gros bâtiments arabes de Moka, de Mascate, de Djedda, chargés de sel et de café. A côté de ces navires on en voit se ranger d'autres environnés d'une fine vapeur blanche qui se dégage à mesure que le soleil prend de la force. Ce sont des américains de Boston ; ils viennent débarquer, à un endroit choisi exprès, les énormes blocs de glace recueillis sur les lacs et les rivières du Vermont et du Rhode-Island.

Le fort William, placé au-dessus de la ville, est plutôt une défense toute prête contre une attaque par mer, c'est-à-dire contre une armée européenne, qu'une bastille destinée à contenir la plus inoffensive, la plus soumise des nations jusqu'à ce jour. Quelques gardes de police, armés d'un sabre et d'une masse de bois avec laquelle ils se plaisent à frapper les matelots ivres en les poussant à la geôle, suffisent durant la nuit à surveiller une population qui, par son nombre, est presque un peuple. Le parc d'artillerie établi à Dumdum, séjour favori de lord Clive, à deux milles au nord-est du fort, et le camp permanent de Barrackpoor, à quinze milles sur le Gange, complètent les moyens d'attaque et de résistance dont dispose Calcutta. Le village de Barrackpoor (ville des casernes, mot barbare, anglais et hindou) est une des plus agréables stations de l'Inde ; à peine a-t-on dépassé les dernières maisons de la capitale, les cabanes un peu tristes ombragées de palmiers sauvages dont les vautours noirs brisent les feuilles à force de s'y tenir perchés tout le jour, à peine est-on hors de la portée des odeurs repoussantes qui s'élèvent de l'enclos où l'on brûle les morts, triste enceinte littéralement couverte de cigognes, de milans et de corbeaux, qu'on trotte dans une magnifique allée, entre des champs de riz et des terrains bas remplis de joncs. Les *barracks* sont de confortables cabanes bien alignées, parfaitement tenues et adaptées aux goûts des cypaies, auxquels le camp est affecté ; les officiers logent à part, dans de jolies maisons de campagne, avec enclos et jardins; on dirait une ville champêtre plutôt qu'une station militaire. D'ailleurs, les cypaies hindous et musulmans ont presque toujours leurs femmes aux cantonnements; la vie militaire n'exclut pas entièrement pour eux la vie de famille. C'est ce qui a lieu surtout pour les officiers européens, ainsi qu'on l'a vu récemment dans les désastres de Caboul, où des femmes dévouées à leurs maris subirent si fatalement les conséquences de cette campagne.

Pour égayer encore ce village de Barrackpoor et ne pas isoler les soldats du maître auxquels ils obéissent, les gouverneurs ont bâti là leur maison de plaisance,

leur Versailles, ou plutôt leur Trianon, car le parc, coupé de ruisseaux, planté de bosquets et d'arbres verts, ressemble beaucoup à ce jardin modèle. C'est dans cette retraite que j'ai vu lord Auckland se promener un peu soucieux lorsque l'armée se dirigeait sur Caboul et la flotte sur Pé-King. Les rois et les gouvernants ne sont-ils pas souvent ceux qui jouissent le moins des magnificences que nous leur envions? Le gardien ouvre volontiers la porte du parc aux visiteurs et les laisse examiner à loisir la volière peu remarquable, la ménagerie assez mal disposée, dans laquelle se trouvaient alors deux ours noirs du Kutch, pareils à ceux que le jardin de Paris a perdus, un jeune rhinocéros très-familier, et surtout un tigre du Bengale de la plus belle venue, long de huit pieds, superbe animal dont nos petits jaguars ne sont qu'une miniature. Presque en face de la grille s'élèvent de hautes barraques; elles servent de casernes aux éléphants attachés au service de l'armée et des officiers. Les moins dociles sont liés par un pied au tronc des gros arbres avec une corde énorme; quand le soleil les incommode, ils se couvrent le dos d'un tas de foin et restent immobiles, comme assoupis, évidemment satisfaits d'être à l'abri de la piqûre cuisante des gros insectes qui s'introduisent dans les gerçures de leur peau; le roi des animaux lui-même a son invisible ennemi qui le poursuit. Malgré moi, j'éprouvais une certaine frayeur à traverser ce double rang de monstrueux quadrupèdes, dont aucun cependant n'interrompait son souper à mon approche; on leur avait servi une herbe tendre arrachée dans des terrains fraîchement inondés, et il fallait voir avec quelle délicatesse chaque éléphant secouait sur son genou la racine remplie de terre avant de porter à sa bouche la gerbe appétissante. On sait que cet animal ne produit jamais en captivité; ceux que nous voyions là venaient tous des forêts de Dakka. Madras recrute les siens dans les solitudes qui avoisinent le golfe de Manabar, et l'on s'étonne que la race n'en soit pas éteinte quand on songe qu'une seule chasse, faite en 1840, vers la pointe de la presqu'île, amena la capture de plus de soixante-dix éléphants.

Le parc du gouverneur est bordé par les eaux du Gange; vis-à-vis les fenêtres du palais, sur la rive droite, s'étend Serampoor, jolie ville danoise, tout européenne d'aspect, jadis florissante, au temps où Chandernagor était autre chose qu'un comptoir démantelé. Je ne pense pas que, depuis bien des années, aucun navire soit venu de Copenhague à Serampoor. Maintenant qu'elle n'a plus pour s'enrichir le commerce facile qu'elle faisait durant nos guerres, grâce à sa neutralité, cette petite factorerie est devenue le centre des missions *baptistes,* la grande *officine* des bibles traduites dans toutes les langues de l'Asie. Croirait-on qu'il y a vingt ans des pirates du Gange attaquèrent le comptoir danois, défendu par trente cypaies, triste combat, le dernier sans doute que verra jamais ce pavillon du nord sur le sol de l'Inde? Hélas! ce n'est pas à nous de rire de la décadence de ceux qui s'installèrent les premiers sur le territoire du Grand Mogol. En nous avançant au milieu du fleuve, nous verrions presque flotter nos couleurs sur les rues désertes de Chandernagor. Mais est-il besoin d'aller jusque-là pour constater que nos établissements dans l'Inde sont désormais des ruines et rien de plus? Laissons, puisqu'il le faut, cette partie de l'Asie aux Anglais; mais profitons de leur exemple, comme ils ont, là même, profité de celui de leurs devanciers, pour porter dans d'autres contrées notre civilisation, qui peut-être vaut bien la leur.

THÉODORE PAVIE

ÉCRIVAINS

MORALISTES

DE LA FRANCE.

X.

LE COMTE DE SÉGUR.[1]

Les écrivains polygraphes sont quelquefois difficiles à classer : s'ils se sont répandus sur une infinité de genres et de sujets, sur l'histoire, la politique du jour, la poésie légère, les essais de critique et les jeux du théâtre, on cherche leur centre, un point de vue dominant d'où l'on puisse les saisir d'un coup d'œil et les embrasser. Quelquefois ce point de vue manque; le jugement qu'on porte sur eux s'étend alors un peu au hasard et demeure dispersé comme leur vie et les productions mêmes de leur plume. Mais on est heureux lorsqu'à travers cette variété d'emplois et de talents, on arrive de tous les côtés on revient par tous les chemins au moraliste et à l'homme, à une physionomie distincte et vivante qu'on reconnait d'abord et qui sourit

C'est ce qui doit nous rassurer aujourd'hui que nous avons à parler de M. de

(1) Ses *OEuvres* historiques et morales, chez Didier, quai des Augustins, 35.

Ségur. Sa longue vie, traversée de tant de vicissitudes, serait intéressante à coup sûr, peu aisée pourtant à dérouler dans son étendue et à rassembler : lui-même, en la racontant, il s'est arrêté après la période brillante de sa jeunesse. Ses ouvrages littéraires sont nombreux, divers, nés au gré des mille circonstances : ses œuvres dites complètes ne les renferment pas tout entiers. Mais à travers tout, ce qui importe le plus, l'homme est là pour nous guider et nous rappeler; il reparaît en chaque ouvrage et dans les intervalles avec sa nature expressive et bienveillante, avec son esprit net, judicieux et fin, son tour affectueux et léger, sa morale perpétuelle, touchée à peine, cette philosophie aimable de tous les instants qui répand sa douce teinte sur des fortunes si différentes, et qui fait comme l'unité de sa vie.

Ses *Mémoires* nous le peignent à ravir durant les quinze dernières années de l'ancienne monarchie jusqu'à l'heure où éclata la révolution de 89. Né en 1753, il avait vingt ans à l'avénement de Louis XVI au trône. Lui le vicomte de Ségur son frère, La Fayette, Narbonne, Lauzun, et quelques autres, ils étaient ce que Fontanes appelait les *princes de la jeunesse*. C'est toujours une belle chose d'avoir vingt ans; mais c'est chose doublement belle et heureuse de les avoir au matin d'un règne, au commencement d'une époque, de se trouver du même âge que son temps, de grandir avec lui, de sentir harmonie et accord dans ce qui nous entoure. Avoir vingt ans en 1800, à la veille de Marengo, quel idéal pour une âme héroïque! avoir vingt ans en 1774, quand on tenait à Versailles et à la cour, c'était moins grandiose, mais bien flatteur encore : on avait là devant soi quinze années à courir d'une vive, éblouissante et fabuleuse jeunesse.

M. de Ségur nous fait toucher en mainte page de ses *Mémoires* la réunion de circonstances favorables qui rendait comme unique dans l'histoire ce moment d'illusion et d'espérance. La littérature du XVIII[e] siècle avait été presque en entier consacrée à établir dans l'opinion les droits des peuples, à retrouver et à promulguer les titres du genre humain. Les classes privilégiées avaient, les premières, accepté avec ardeur ces doctrines grandissantes qui les atteignaient si directement : c'était générosité à elles, et l'on aime en France à être généreux. La jeune noblesse, en particulier, se piquait de marcher en avant et de sacrifier de plein gré ce que nul en fait ne lui contestait à cette heure et ce que cette bonne grâce en elle relevait singulièrement. Elle manifestait son adoption des idées nouvelles par toutes sortes d'indices plus ou moins frivoles, par l'anglomanie dans les modes, par la simplicité du *frac* et des costumes : « Consacrant tout notre temps, dit M. de Ségur, à la » société, aux fêtes, aux plaisirs, aux devoirs peu assujettissants de la cour et des » garnisons, nous jouissions à la fois avec incurie et des avantages que nous » avaient transmis les anciennes institutions, et de la liberté que nous apportaient » les nouvelles mœurs : ainsi ces deux régimes flattaient également, l'un notre » vanité, l'autre nos penchants pour les plaisirs.

» Retrouvant dans nos châteaux, avec nos paysans, nos gardes et nos baillis, quel» ques vestiges de notre ancien pouvoir féodal, jouissant à la cour et à la ville des » distinctions de la naissance, élevés par notre nom seul aux grades supérieurs » dans les camps, et libres désormais de nous mêler sans faste et sans entraves à » tous nos concitoyens pour goûter les douceurs de l'égalité plébéienne, nous voyions » s'écouler ces courtes années de notre printemps dans un cercle d'illusions et dans » une sorte de bonheur qui, je crois, en aucun temps, n'avait été destiné qu'à nous. » Liberté, royauté, aristocratie, démocratie, préjugés, raison, nouveauté, philoso-

» phie, tout se réunissait pour rendre nos jours heureux, et jamais réveil plus » terrible ne fut précédé par un sommeil plus doux et par des songes plus sédui- » sants. »

Ainsi on ne se privait de rien en cet âge d'or rapide; on était aisément prodigue de ce qu'on n'avait pas perdu encore; on cumulait légèrement toutes les fleurs. Les gentilshommes faisaient comme ces princes qui se donnent les agréments de *l'incognito,* certains d'être d'autant plus reconnus et honorés. Au sortir d'un duel où l'on avait blessé un ami, on arrivait au déjeuner de l'abbé Raynal pour y guerroyer contre les préjugés; on était le soir du quadrille de la reine après avoir joui d'une matinée patriarcale de Franklin; on courait se battre en Amérique, et l'on en revenait colonel, pour assister au triomphe des montgolfières ou aux baquets de Mesmer, et mettre le tout en vaudeville et en chanson.

Ce qu'il faut se hâter de dire à la louange de ces hommes aimables, de ces courtisans-philosophes si élégants et si accomplis, c'est que, quand vinrent les épreuves sérieuses, ils ne se trouvèrent pas trop au-dessous : la fortune eut beau s'armer de ses foudres et de ses orages, elle échoua le plus souvent contre leur humeur. On sait l'attitude inaltérable de Lauzun au pied de l'échafaud, celle de Narbonne au milieu des rigueurs fameuses de cette retraite glacée. Sans avoir eu à se mesurer à ces conjonctures tout à fait extrêmes, les deux frères Ségur, le comte et le vicomte, avec les nuances particulières qui les distinguaient, surent garder, eux aussi, leur bonne grâce et toutes leurs qualités d'esprit, plume en main, dans l'adversité.

Ce que ne gardèrent pas moins, en général, les personnages de cette époque et de ce rang qui survécurent et dont la vieillesse honorée s'est prolongée jusqu'à nous, c'est une fidélité remarquable, sinon à tous les principes, du moins à l'esprit des doctrines et des mœurs dont s'était imbue leur jeunesse; c'est le don de sociabilité, la pratique affable, tolérante, presque affectueuse, vraiment libérale, sans ombre de misanthropie et d'amertume, une sorte de confiance souriante et deux fois aimable après tant de déceptions, et ce trait qui, dans l'homme excellent dont nous parlons, formait plus qu'une qualité vague et était devenu le fond même du caractère et une vertu, la bienveillance.

Mais ne devançons point les temps; nous sommes à ces années d'avant la révolution, lesquelles toutefois il ne faudrait pas juger trop frivoles. Pour M. de Ségur, cette époque peut se partager en deux moitiés séparées par la guerre d'Amérique. A son retour, il entre dans la vie déjà sérieuse et dans la seconde jeunesse. Jusqu'alors il n'avait fait qu'entremêler avec agrément les camps et la cour, cultiver la littérature légère, et arborer les goûts de son âge, non sans profiter vivement de toutes les occasions de s'éclairer ou de se mûrir au sein de ces inappréciables sociétés d'alors, qu'il appelle si bien des écoles brillantes de civilisation. C'est ce sérieux dissimulé sous des formes aimables qui en faisait le charme principal, et dont le secret s'est perdu depuis. On en retrouve le regret en même temps que l'expression en plus d'une page des *Mémoires* de M. de Ségur; car combien, sous cette plume facile, d'aperçus historiques profonds et vrais! Le lecteur amusé qui court est tenté de n'en pas saisir toute la réflexion, tant cela est dit aisément.

M. de Ségur, au retour de sa campagne d'Amérique, rapportait en portefeuille une tragédie en cinq actes de *Coriolan*, qu'il avait composée dans la traversée à bord du *Northumberland*, et qui fut jouée ensuite par ordre de Catherine sur le théâtre de l'Ermitage. Quelques contes, des fables, de jolies romances, de gais couplets, lui avaient déjà valu les encouragements du duc de Nivernais, du chevalier

de Boufflers, et les conseils de Voltaire lui-même, au dernier voyage du grand poëte à Paris. Ce gracieux bagage de famille et de société (1) offrait à la fin son étiquette et comme son cachet dans une spirituelle approbation et un privilége en parodie qui étaient censés émanés de la jeune épouse de l'auteur, petite-fille d'un illustre chancelier :

D'Aguesseau de Ségur, par la grâce d'amour,
L'ornement de Paris, l'ornement de la cour,
A tous les gens à qui nous avons l'art de plaire,
C'est-à-dire à tous ceux que le bon goût éclaire,
Salut, honneur, plaisir, richesse et volupté,
Presque point de raison et beaucoup de santé.
Notre époux trop enclin à la métromanie, etc., etc.
. . . .
A ces causes voulant bien traiter l'exposant,
. . . .
Nous défendons à tous confiseurs, pâtissiers,
Marchands de beurre ainsi qu'à tous les épiciers,
De rien envelopper jamais dans cet ouvrage,
Quoiqu'à vrai dire il soit tout propre à cet usage;
Ou bien paieront dix fois ce qu'alors il vaudra,
Modique châtiment qui nul ne ruinera.
Voulons que le précis du présent privilége
Soit écrit à la fin du livre qu'il protége;
Que l'on y fasse foi comme à l'original,
Et que les gens de bien n'en disent point de mal.
Ordonnons à celui de nos gens qui sait lire
De bien exécuter ce que l'on vient d'écrire;
De soutenir partout prose, vers et couplets,
Nonobstant les clameurs, nonobstant les sifflets :
Tel est notre plaisir et telle est notre envie.
Fait dans notre boudoir, bureau digne d'envie,
Le premier jour de l'an sept cent quatre-vingt-un,
Et de nos ans un peu plus que le vingt et un.

Signé D'AGUESSEAU, comtesse de SÉGUR.

Et plus bas, LAURE de SÉGUR.
(C'était la fille de l'auteur, âgée alors de moins de trois ans.)

Pourtant les dépêches écrites par M. de Ségur durant sa campagne d'Amérique avaient donné de sa prudence et de sa finesse d'observation une assez haute idée, pour qu'au retour M. de Vergennes songeât à le demander au maréchal son père, et à le lancer activement dans la carrière des négociations. Le poste qu'on lui destinait au début était des plus importants : il s'agissait de représenter la France auprès de l'impératrice Catherine. Les études sérieuses et positives auxquelles dut se livrer à l'instant le jeune colonel devenu diplomate, témoignaient des ressources de son esprit et marquèrent pour lui l'entrée des années laborieuses. Ces années furent bien brillantes encore durant tout le cours de cette ambassade, où il sut se concilier la faveur de l'illustre souveraine et servir efficacement les intérêts de la France. Profi-

(1) Une partie se trouve dans les *Mélanges*, et le reste dans le *Recueil de Famille*, volume qui n'a eu qu'une demi-publicité.

tant de l'aigreur naissante qu'excitait contre les Anglais la politique toute prussienne et électorale de leur roi, usant avec adresse de l'accès qu'il s'était ouvert dans l'esprit du prince Potemkin, il parvint à signer, vers les premiers jours de l'année 1787, avec les ministres russes, un traité de commerce qui assurait à la France tous les avantages dont jusqu'alors les Anglais avaient exclusivement joui. Ce succès fut, en quelque sorte, personnel à M. de Ségur, qui, dans ses *Mémoires* et dans ses divers écrits, a pu s'en montrer fier à bon droit. Effacé à son arrivée par les ministres d'Angleterre et d'Allemagne, il n'avait dû qu'à lui-même, à cet heureux accord de décision et de bonne grâce qui ne se rencontre qu'aux meilleurs moments, de se conquérir de plein-pied une considération dont l'effet s'étendit par degrés jusque sur ses démarches politiques. Si quelque intérêt s'attache aujourd'hui pour nous à cette négociation, il tient tout entier, on le conçoit, à la façon dont le négociateur nous la raconte, et au jeu subtil des mobiles qu'il nous fait toucher. La bizarrerie capricieuse du prince Potemkin ne fut pas le moindre ressort au début de cette petite comédie. Il était grand questionneur, se piquant fort d'érudition, surtout en matière ecclésiastique. Ce faible une fois découvert, M. de Ségur n'avait qu'à le mettre sur son sujet favori, qui était l'origine et les causes du schisme grec, et, l'entendant patiemment discourir durant des heures entières sur les conciles œcuméniques, il faisait chaque jour de nouveaux progrès dans sa confiance. Les autres personnages de la cour ne sont pas moins agréablement dessinés. « En s'étendant un peu longuement sur ce séjour en Russie, écrivions nous il y a plus de quinze ans déjà, lors de l'apparition des *Mémoires*, l'auteur, ou mieux le spirituel causeur a cédé sans doute à plus d'un attrait : là où lui même a rencontré tant de plaisirs et de faveurs qu'il se plaît à redire, d'autres qui lui sont chers ont recueilli dans les dangers d'assez glorieux sujets à célébrer. Il y a dans ce rapprochement de famille de quoi faire naître plus d'une idée et sur la différence des époques et sur celle des manières littéraires. En se rappelant les éloquents, les généreux récits du fils, on aime à y associer par comparaison les mérites qui recommandent ceux du père, la mesure insensible du ton, ce style d'un choix si épuré, d'une aristocratie si légitime, et toute cette physionomie, si rare de nos jours, qui caractérise dans les lettres la postérité, prête à s'éteindre, des Chesterfield, des Nivernais, des Boufflers (1). »

Prête à s'éteindre! ainsi pouvions-nous écrire il y a quelques années encore. Le temps depuis a fait un pas, et cette postérité dernière est à jamais éteinte aujourd'hui.

Une partie intéressante des *Mémoires* de M. de Ségur est consacrée aux détails du voyage en Crimée où l'ambassadeur de France eut l'honneur d'accompagner Catherine. Ce voyage romanesque et même mensonger, tout rempli d'illusions et de prestiges, eut des résultats positifs et des effets historiques. Potemkin n'avait songé, en le combinant, qu'à ses intérêts de favori ; il voulait, à l'aide de cette marche triomphale, enlever sa souveraine à ses rivaux, la fasciner et l'enorgueillir par le spectacle d'une puissance imaginaire, l'*enguirlander*, c'est bien le mot, je crois. Mais ce motif unique et tout particulier ne fut pas compris de loin ni même de près; on en supposa d'autres plus graves. Les cabinets étrangers, et même les ambassadeurs qui étaient de la partie, crurent voir des intentions menaçantes sous ces airs de fête, et à force de craindre une agression des Russes contre la Porte, on la fit

(1) *Globe*, 16 mai 1826.

naître à l'inverse de la part de celle-ci. M. de Ségur sait nous intéresser à ce jeu dont il nous montre au doigt point par point le dessous; il en ranime à ravir dans son récit le divertissement et les mille circonstances.

Est-ce avant, est-ce après ce voyage, qu'il eut à poser lui-même une limite dans les degrés de cette faveur personnelle qu'il avait ambitionnée auprès de l'illustre souveraine, faveur précieuse et qu'il ne voulait pourtant pas épuiser? Je crois bien que ce fut avant le voyage et dans l'été qui précéda la signature de son traité de commerce. On sait que la glorieuse impératrice n'avait pas seulement des pensées hautes, et qu'elle conserva jusqu'au bout le don des caprices légers. Aimable, jeune, empressé de plaire, il était naturel que M. de Ségur traversât à un moment l'idée auguste et mille fois conquérante. Lorsqu'on le questionnait en souriant là-dessus, il répondait par un de ces récits qui ne font qu'effleurer. Il avait été invité par l'impératrice à une des résidences d'été, Czarskozélo ou toute autre, et divers indices, jusqu'au choix de l'appartement qu'on lui avait assigné, semblaient annoncer ce qu'avec les reines il est toujours un peu plus difficile de comprendre. Or M. de Ségur, chargé d'une mission délicate qui était en bonne voie, tenait apparemment à y réussir sans qu'on pût attribuer son succès à une habileté trop en dehors de la politique. Il avait de plus quelques autres raisons sans doute comme on peut supposer qu'en suggère aisément la morale ou la jeunesse. Mais comment avertir à temps et avec convenance une fantaisie impérieuse qui d'ordinaire marchait assez droit à son but? Comment conjurer sans offense cette bonne grâce imminente et son charme menaçant? Chaque après-midi, à une certaine heure, dans les jardins, l'impératrice faisait sa promenade régulière : deux allées parallèles étaient séparées par une charmille; elle arrivait d'ordinaire par l'une et revenait par l'autre. Un jour, à cette heure même de la promenade impériale, M. de Ségur imagina de se trouver dans la seconde des allées au moment du détour, et de ne pas s'y trouver seul, mais de se faire apercevoir, comme à l'improviste, prenant ou recevant une légère, une très-légère marque de familiarité d'une des jolies dames de la cour qu'il n'avait sans doute pas mise dans le secret. — Au dîner qui suivit, le front de Sémiramis apparut tout chargé de nuages et silencieux; vers la fin, s'adressant au jeune ambassadeur, elle lui fit entendre que ses goûts brillants le rappelaient dans la capitale, et qu'il devait supporter impatiemment les ennuis de cette retraite monotone. A quelques objections qu'il essaya, elle coupa court d'un mot qui indiquait sa volonté. — M. de Ségur s'inclina et obéit; mais, lorsqu'il revit ensuite l'impératrice, toute bouderie avait disparu; la souveraine et la personne supérieure avaient triomphé de la femme. C'est plus que n'en faisaient aux temps héroïques les déesses elles-mêmes : *Spretæque injuria formæ* (1).

Lorsque M. de Ségur rentra dans sa patrie après cinq années d'absence, la révolution de 89 venait d'éclater : un autre ordre d'événements et de conjonctures s'ouvrait au milieu de bien des espérances déjà compromises et de bien des craintes déjà justifiées. Pour la plupart des hommes de la période précédente, les rêves

(1) S'il est vrai, comme on l'a dit, que plus tard, les circonstances européennes étant changées, Catherine, pour mieux déjouer la mission de M. de Ségur à Berlin, ait envoyé au roi de Prusse les billets confidentiels dans lesquels l'ambassadeur de France avait autrefois raillé les amours de ce neveu du grand Frédéric, elle ne fit en cela sans doute que suivre les pratiques constantes d'une politique peu scrupuleuse; mais elle put bien y mêler aussi tout bas le plaisir de se venger d'un ancien dédain. Il y a de ces retours tardifs de l'amour-propre blessé.

éblouissants allaient s'évanouir; les rivages d'Utopie et d'Atlantide s'enfuyaient à l'horizon: les voyages en Crimée étaient terminés. Les *Mémoires* de M. de Ségur finissent là aussi, comme s'il avait voulu les clore sur les derniers souvenirs de sa belle et vive jeunesse. Son rôle pourtant en ces années agitées ne fut pas inactif; il suivit honorablement la ligne constitutionnelle où plusieurs de ses amis le précédaient. Nommé au mois d'avril 91 ambassadeur extraordinaire à Rome en remplacement du cardinal de Bernis, la querelle flagrante avec le Saint-Siége l'empêcha de se rendre à sa destination. Il refusa bientôt le ministère des affaires étrangères qui lui fut offert à la sortie de M. de Montmorin ; mais il accepta de la part de Louis XVI une mission particulière à Berlin auprès du roi Frédéric-Guillaume. Il ne s'agissait de rien moins qu'après les conférences de Pilnitz, de détacher doucement le monarque prussien de l'alliance autrichienne, et de le détourner de la guerre. Dans un intéressant ouvrage publié en 1801 sur les dix années de règne de Frédéric-Guillaume, M. de Ségur a touché les circonstances de cette négociation délicate où il crut pouvoir se flatter, un très-court moment, d'avoir réussi. Les *Mémoires d'un Homme d'État* sont venus depuis éclairer d'un jour nouveau et par le côté étranger toute cette portion longtemps voilée de la politique européenne ; les milles causes qui déjouèrent la diplomatie de M. de Ségur, et qui auraient fait échouer tout autre en sa place, y sont parfaitement définies (1). Le moment était arrivé où, dans ce déchaînement de passions violentes et de préventions aveugles, il n'y avait certes aucun déshonneur pour les hommes sages, pour les esprits modérés, à se sentir inhabiles et impuissants.

Les événements se précipitaient ; M. de Ségur et les siens demeurèrent attachés au sol de la France lorsqu'il n'était déjà plus qu'une arène embrasée. Son père le maréchal fut incarcéré à la Force, et lui détenu avec sa famille dans une maison de campagne à Châtenay, celle même où l'on dit qu'est né Voltaire. Le volume intitulé *Recueil de Famille* nous le montre, en ces années de ruine, plein de sérénité et de philosophie, adonné aux vertus domestiques, égayant, dès que le grand moment de terreur fut passé, les tristesses et les misères des êtres chéris qui l'entouraient. Son esprit n'avait jamais plus de vivacité que quand il servait son cœur. Chaque événement, chaque anniversaire de cette vie intérieure était célébré par de petites comédies, par des vaudevilles qu'on jouait entre soi, par de gais ou tendres couplets qui parfois circulaient au delà : quelques personnes de cette société renaissante se rappellent encore la chanson qui a pour titre : *les Amours de Laure*. En même temps, dès qu'il le put, M. de Ségur reprit son rôle de témoin attentif aux choses publiques; de Châtenay il accourait souvent à Paris; il voyait beaucoup Boissy-d'Anglas et les hommes politiques de cette nuance. S'il ne fut point lui-même à cette époque membre des assemblées instituées sous le régime de la constitution de l'an III, s'il n'eut point l'honneur de compter parmi ceux qui, comme les Siméon, les Portalis, luttèrent régulièrement pour la cause de l'ordre, de la modération et des lois, et qui, eux aussi, suivant une expression mémorable, faisaient alors au civil *leur campagne d'Italie* (2), il la fit au dehors du moins et comme en volontaire dans les journaux. Plus d'une fois, m'assure-t-on, dans les moments d'urgence, il prêta sa plume aux discours de Boissy-d'Anglas et de ses autres amis. En 1801 enfin, il contribua au rétablissement des saines notions historiques et au redresse-

(1) *Mémoires tirés des papiers d'un Homme d'État*, tom. I, pag. 180-194.
(2) *Éloge de M. Siméon*, par M. le comte Portalis, pag. 21.

ment de l'opinion par deux publications importantes et qui méritent d'être rappelées. *La Politique de tous les Cabinets de l'Europe* sous Louis XV et sous Louis XVI. contenant les écrits de Favier et la correspondance secrète du comte de Broglie, avait déjà paru en 93 ; mais M. de Ségur en donna une édition plus complète, accompagnée de notes et de toutes sortes d'additions qui en font un ouvrage nouveau où il mit ainsi son propre cachet. La politique extérieure de la France avait subi un changement décisif de système lors du traité de Versailles (1756), au début de la guerre de sept ans : de la rivalité jusqu'alors constante avec l'Autriche, on avait passé à une étroite alliance en haine du roi de Prusse et de sa grandeur nouvelle. Les principaux chefs et agents de la diplomatie secrète que Louis XV entretenait à l'insu de son ministère, étaient très-opposés à cette alliance, selon eux décevante et inféconde, avec le cabinet de Vienne, et ils ne cessaient de conseiller le retour aux anciennes traditions où la France avait puisé si longtemps gloire et influence. Ils n'avaient pour cela qu'à énumérer, comme résultats du système contraire, les pertes de la dernière guerre, le partage honteux de la Pologne, et à constater une sorte d'abaissement manifeste du cabinet de Versailles dans les conseils de l'Europe. D'une autre part, il était incontestable que d'habiles ministres. tels que M. de Choiseul et M. de Vergennes, avaient su tirer de cette situation nouvelle, l'un par le pacte de famille, l'autre à l'époque de la guerre d'Amérique, des ressources imprévues qui avaient balancé les désavantages et réparé jusqu'à un certain point l'honneur de notre politique. Élevé à l'école de ces deux ministres, M. de Ségur oppose fréquemment ses vues modérées et judicieuses aux raisonnements un peu exclusifs du comte de Broglie et de Favier, et il en résulte d'heureux éclaircissements. Il nous est toutefois impossible de ne pas admirer la sagacité et presque la prophétie de Favier, quand il insiste sur les inconvénients constants de cette alliance autrichienne qu'on a vue depuis encore si fertile en erreurs et en déceptions : « Il faut, écrivait-il en » faisant allusion au mariage du dauphin (Louis XVI) et de Marie-Antoinette, il » faut avoir peu de connaissance de l'histoire pour croire qu'on puisse en politique » se reposer sur les assurances amicales qu'on se prodigue, ou au moment de la » formation d'une alliance, ou à celui d'une union faite ou resserrée par des ma- » riages. La prudence exige de n'y compter qu'autant que les intérêts communs s'y » trouvent, et l'expérience de tous les siècles apprend que ces liaisons de parenté » sont souvent plus embarrassantes qu'utiles quand les intérêts sont naturellement » opposés. » — Un des soins de M. de Ségur dans ses notes est de rejoindre, autant que possible, la morale et la politique, et de ne plus les vouloir séparer. Vœu honorable, mais qui est plus de mise dans les livres que dans la pratique, même depuis qu'on croit l'avoir renouvelée! De telles maximes, d'ailleurs, qui n'ont pas pour principe unique l'agrandissement, avaient peu le temps de prendre racine au lendemain du grand Frédéric et au début de Napoléon.

Une autre publication de M. de Ségur, qui date de la même année (1801), est sa *Décade historique*, ou son tableau des dix années que comprend le règne du roi de Prusse Frédéric-Guillaume II (1786-1797). Sous ce titre un peu indécis, l'auteur n'avait sans doute cherché qu'un cadre pour retracer l'histoire des préliminaires de notre révolution, ses diverses phases au dedans et ses contre-coups au dehors jusqu'à l'époque de la paix de Bâle. On peut soupçonner toutefois qu'en y rattachant si expressément en tête le nom assez disparate du roi de Prusse, en serrant de près avec une exactitude sévère le règne de ce champion si empressé de la coalition, qui fut le premier à rengaîner l'épée et à déserter dans l'action ses alliés compromis,

M. de Ségur prenait à sa manière, et comme il lui convenait, sa revanche de la non-réussite de Berlin. Si ce roi eut avec lui des torts de procédé, comme on l'a dit et comme vient de le répéter un écrit récent, il les paya dans ce tableau fidèle : une plume véridique est une arme aussi. M. de Ségur ne l'a jamais eue si ferme, si franchement historique. Ici d'ailleurs comme toujours (est-il besoin de le dire?) et soit qu'il jugeât les affaires du dehors, soit qu'il déroulât les crises révolutionnaires du dedans, il usait d'une équitable mesure. Marie-Joseph Chénier, en parlant de cet écrit en son *Tableau de la Littérature*, lui a rendu une justice à laquelle ses réserves même donnent plus de prix. Placé à son point de vue modéré et purement constitutionnel de 91, l'auteur eut le mérite d'exposer les faits intérieurs et de faire ressortir ses vues sans trop irriter les passions rivales. Quant au point de vue extérieur et européen, ce livre d'un diplomate instruit et qui avait tenu en main quelques-uns des premiers fils, commençait pour la première fois en France à tirer un coin du voile que les *Mémoires d'un Homme d'État* ont, bien plus tard, soulevé par l'autre côté. M. d'Hauterive, l'année précédente, avait publié son ouvrage de l'*État de la France à la fin de l'an VIII.* Au sein de cette régénération universelle d'alors qui s'opérait simultanément dans les lois, dans la religion, dans les lettres, les publications de MM. de Ségur et d'Hauterive eurent donc leur part : elles contribuèrent à remettre sur un bon pied et à restaurer, en quelque sorte, la connaissance historique et diplomatique contemporaine.

Un gouvernement glorieux s'inaugurait, avide de tous les services brillants et des beaux noms : la place de M. de Ségur y était à l'avance marquée. Successivement nommé au Corps législatif, à l'Institut, au Conseil d'état et au Sénat, grand-maître des cérémonies sous l'empire, nous le perdons de vue à cette époque au milieu des grandeurs qui le ravissent aux lettres, mais non pas à leur amour ni à leur reconnaissance : une élégie de Mme Dufrenoy a consacré le souvenir d'un bienfait, comme il dut en répandre beaucoup et avec une délicatesse de procédés qui n'était qu'à lui. Il aimait, en donnant, à rappeler ces années de détresse, ces journées d'humble et intime jouissance où lui même il avait dû au travail de sa plume la subsistance de tous les siens. La première restauration traita bien M. de Ségur : Louis XVIII, étant comte de Provence, avait voulu être pour lui un ami, que dis-je? un *frère d'armes* (1). Dans les Cent-jours, M. de Ségur n'eut d'autre tort que celui de croire qu'il pourrait revoir en face l'empereur et se délier. Lorsqu'on veut rompre avec une maîtresse impérieuse et longtemps adorée, il ne faut pas affronter sa présence : sinon, un geste, un coup d'œil suffisent, et l'on a repris ses liens. La seconde restauration se vengea avec dureté, et durant trois années M. de Ségur, dépouillé de ses dignités, de ses pensions, de son siége à la Chambre des pairs, dut recourir de nouveau à sa plume qui ne lui fit point défaut. C'est alors qu'il composa son *Histoire universelle*, simple, nette, instructive, antérieure à bien des systèmes et à bon droit estimée. Dans une *lettre à mes enfants et à mes petits-enfants*, placée en tête du manuscrit de cette histoire tout entier écrit de la main de Mme de Ségur, on lit ces paroles touchantes :

Paris, ce 1er décembre 1817.

« Je n'ai pas de fortune à vous léguer; celle que je tenais de mes pères m'a été enlevée par la révolution, et j'ai été privé par le gouvernement royal de presque

(1) On peut voir dans les *Mémoires* l'anecdote du bal de l'Opéra.

toute celle que je devais à mes travaux et aux services rendus à ma patrie...

» Je vous lègue ce manuscrit : il est tel que je l'ai dicté du premier jet, sans ponctuation, sans correction; le public a l'ouvrage tel que je l'ai corrigé. Mais j'ai voulu déposer dans vos mains ce manuscrit comme je l'ai dicté, et je désire que l'aîné de ma famille le conserve toujours religieusement

» C'est un legs précieux, honorable, sacré... J'avais perdu par une goutte sereine un œil dans la guerre d'Amérique; de longs travaux avaient affaibli l'autre; les médecins me menaçaient de le perdre, si je l'exerçais trop. Cependant la ruine de ma fortune me rendait le travail indispensable; je me décidai à écrire cet ouvrage; et pour me conserver la vue, ma femme, votre tendre et vertueuse mère,... élevée dans toutes les délicatesses du grand monde, âgée de soixante ans, presque toujours souffrante,... me servant de secrétaire avec une constance et une patience inimitables, a écrit de sa main, d'abord toutes les notes qui m'ont servi à rédiger, et ensuite tout ce livre : ainsi toute cette *Histoire universelle* a été tracée par sa main... »

Cette *Histoire universelle* qui aboutissait à la fin du Bas-Empire avait pour suite naturelle une *Histoire de France,* et M. de Ségur se décida à l'entreprendre : il l'a poussée jusqu'au règne de Louis XI inclusivement. En louant les qualités saines de jugement, de composition et de diction qui ne cessent de recommander ce long et utile travail, nous n'essaierons pas de le discuter par comparaison avec tant d'autres plus modernes qui ont eu pour but et même pour prétention de renouveler presque tous les aspects d'un si vaste champ. Mais ce nous est un vif regret que l'auteur, eût-il dû courir sur certains intervalles, n'ait pu mener son œuvre jusqu'à travers le XVIIIe siècle; nul n'était plus désigné que lui pour retracer la suite et l'ensemble politique de ce temps encore neuf à peindre par cet aspect; il s'y fût montré original en restant lui-même.

M. de Ségur se délassait de ces travaux sévères par des morceaux plus courts, par des essais d'observation et de causerie qui, insérés d'abord dans plusieurs journaux, ont été recueillis sous le titre de *Galerie morale et politique* (1817-1823) : cet ouvrage, où l'auteur apparaît aussi peu que possible et où l'homme se découvre au naturel, était aussi celui des siens qu'il préférait. Nous partageons de grand cœur cette prédilection. M. de Ségur prend là sa place au rang de nos moralistes les plus fins et les plus aimables; on a comme la monnaie, la petite monnaie blanche de Montaigne, du Saint-Évremond sans afféterie, du Nivernais excellent. Je ne sais qui a dit de Nicole qu'il réussissait particulièrement dans les sujets moyens qui ne fourniraient pas tout à fait la matière d'un sermon. M. de Ségur réussit volontiers de même dans quelques-uns de ces petits sujets qui feraient aussi bien le refrain d'un couplet philosophique et qui lui fournissent un essai : — *Rien de trop!* — *Arrêtez-vous donc!* — On est embarrassé avec lui de citer, parce que cette causerie plaît surtout par sa grâce courante et qu'elle s'insinue plus qu'elle ne mord. Son frère le vicomte, avec moins de fond, avait plus de trait et de pointe : M. de Ségur est plutôt un esprit uni, orné, nuancé; il ne sort pas des tons adoucis. N'allez rien demander non plus de bien imprévu, de bien surprenant, à la morale qu'il propose; Horace, Voltaire et bien d'autres y ont passé avant lui; c'est celle d'un Aristippe non égoïste et affectueux. Il ne croit pas pouvoir changer l'homme, il ne se pique même pas de le sonder trop à fond; mais il le sent tel qu'il est, et il tâche d'en tirer parti. Il sait le mal, mais il y glisse plutôt que d'enfoncer, et il vous incline au

mieux, au possible. Sa morale est surtout usuelle. A côté des exemples à la Plutarque dont il l'autorise, et qui feraient un peu trop lieu-commun en se prolongeant, arrive un souvenir d'hier, un mot de Catherine, une de ces anecdotes de XVIIIe siècle que M. de Ségur conte si bien; on passe avec lui d'Épaminondas à l'abbé de Breteuil, et le tout s'assaisonne, et l'on rentre en souriant dans le réel de la vie. Un des essais nous le résume surtout et nous le rend dans sa physionomie habituelle et dans l'esprit qui ne cessait de l'animer; c'est le morceau sur la *Bienveillance :* « Il est une vertu, dit-il, la plus douce et la plus éclairée de toutes, un sentiment généreux plus actif que le devoir, plus universel que la bienfaisance, plus obligeant que la bonté... » Qu'on lise le reste de l'essai, on l'y trouvera tout entier. La bienveillance, comme il l'entend, n'est autre que la *charité* sécularisée, se souvenant et se rapprochant de son étymologie de *grâce,* telle qu'il l'avait entrevue dans sa jeunesse chez Mme Geoffrin, telle qu'il l'eût pu désigner non moins heureusement par un nom plus moderne de femme dont c'est le don accompli et l'immortelle couronne.

Ces pages agréables et sensibles de la *Galerie* eurent leur récompense que les livres de morale n'obtiennent pas toujours. Si elles firent alors plaisir à beaucoup, elles firent du bien à quelques-uns. L'indulgence pratique et communicative qu'elles respirent ne fut pas toute stérile. Un jour, en avril 1822, M. de Ségur reçut une lettre timbrée de Montpellier dont voici quelques extraits :

« MONSIEUR LE COMTE,

« Souffrez qu'un inconnu vous rende un hommage qui doit au moins avoir cela » de flatteur pour vous, que vous y reconnaîtrez, j'en suis sûr, le langage de la vé» rité. Jouet d'une basse et odieuse intrigue... (et ici suivent quelques détails par» ticuliers)..., — le temps me vengera, me disais-je; c'est inévitable, et je brûlais » du désir de voir ce temps s'écouler, et mon âme se livrait à un sentiment hai» neux, à un espoir, à un désir de vengeance qui troublaient toutes mes facultés mo» rales, qui minaient, qui consumaient toutes mes facultés physiques .. j'étais mal» heureux, bien malheureux. J'eus occasion de lire votre *Galerie morale et politique :* » bientôt un peu de calme entra dans mon sein ; je suivais avec intérêt le voyageur » que vous guidez dans l'orageux passage de la vie; j'aurais voulu l'être ce voya» geur, je le devins. Je reconnus aisément avec vous que les maladies de l'âme, » plus cruelles que celles du corps, nous ôtent toute tranquillité, je ne l'éprouvais » que trop. Bientôt vous m'apprîtes qu'il *était douteux que ma haine fît à mes en» nemis le mal que je leur souhaitais, que ce qui était seulement certain était le mal » qu'elle me faisait à moi-même.* Vous m'exhortâtes à pardonner, à rendre le bien » pour le mal, à *montrer à ceux qui me haïssaient leur injustice, en leur prou» vant mes vertus, à les forcer ainsi à l'admiration, à la reconnaissance,* et vous » m'assurâtes du plus beau triomphe qu'une âme généreuse pût souhaiter... J'eus le » bonheur de pleurer et bientôt le courage de combattre. Ce combat ne fut pas long, » ni même bien pénible... Je l'ai remporté ce triomphe, il est complet. La sérénité » rentrée dans mon âme se peignit bientôt dans mes regards, et je vois déjà dans » les yeux de ceux que j'appelais mes ennemis un étonnement et un sentiment de » regret, de honte et de compassion bienveillante qui va presque à l'admiration » et au respect . je suis heureux, bien heureux. Un seul regret eût encore un peu » altéré ce bonheur; ma reconnaissance pour mon guide, pour mon bienfaiteur, » m'eût pesé, si je n'avais pu la lui faire connaître... »

Rentré à la Chambre des pairs au moment où M. Decazes usait de sa faveur pour ramener du moins quelque conciliation entre tant de violences contradictoires, M. de Ségur passa les onze dernières années de sa vie dans un loisir occupé, dans les travaux ou les délassements littéraires entremêlés aux devoirs politiques, que les circonstances d'alors imposaient à tous les hommes d'un libéralisme éclairé. Le succès de ses *Mémoires* fut grand et dut le tenter à une continuation que tous désiraient : ce fut peut-être bon goût à lui de laisser les lecteurs sur ce regret et d'en rester pour son compte aux années brillantes et sans mélange. Ce fut à coup sûr une noble action que de se refuser à quelques instances plus pressantes; le libraire-éditeur ne lui demandait qu'un quatrième volume qu'il aurait intitulé : *Empire*. La somme qu'il offrait était telle que le permettaient alors les ressources opulentes de la librairie et le concert merveilleux de l'intérêt public : trente billets de 1,000 fr. le jour de la remise du manuscrit. M. de Ségur n'hésita point un moment : « Je dois tout à l'empe- » reur, disait-il dans l'intimité; quoique je n'aie que du bien personnel à en dire, il » y aurait des faits toutefois qui seraient inévitables; il y en aurait d'autres qui » seraient mal interprétés et qui pourraient actuellement servir d'arme à ses en- » nemis et tourner contre sa mémoire. — Oh! plus tard, je ne dis pas. »

M. de Ségur mourut au lendemain du triomphe de juillet. Quinze jours auparavant, un matin, sur son canapé, quatre vieillards étaient assis, lui, le général Lafayette, le général Mathieu Dumas et M. de Barbé-Marbois ; le plus jeune des quatre était septuagénaire; ils causaient ensemble de la situation politique et de leurs craintes, des révolutions qu'ils avaient vues et de celle qu'ils présageaient encore. C'était un spectacle touchant et inexprimable pour qui l'a pu surprendre, que cet entretien prudent, fin et doux, que ces vieillesses amies dont l'une allait être bien jeune encore, et dont aucune n'était lassée.

Mais j'aime mieux finir sur un trait plus humble, plus assorti à la morale familière dont M. de Ségur n'était un si fidèle et si persuasif organe que parce qu'il la pratiqua. Sa bonté de cœur attentive et délicate ne se démentit pas un seul jour au milieu des souffrances souvent très-vives qui précédèrent sa fin. Un jour qu'il dictait selon sa coutume, son secrétaire distrait peut-être, ou entendant mal la voix déjà altérée, lui fit répéter le même mot deux et trois fois; à la troisième, un mouvement de vivacité et d'humeur échappa. La dictée continuant, M. de Ségur eut soin d'adresser à plusieurs reprises la parole au jeune homme, comme pour couvrir ce mouvement involontaire; mais il put deviner, à l'accent un peu ému des réponses, l'impression pénible qu'il avait causée. La dictée s'achevait et le secrétaire finissait d'écrire, lorsque tout d'un coup il aperçut le vieillard de soixante-dix-huit ans qui s'était levé du canapé où il reposait et qui s'approchait de lui en tâtonnant : « Mon ami, je vous ai fait tout à l'heure de la peine, pardonnez-moi. » Ce furent ses paroles. Le secrétaire, bien digne d'ailleurs d'un tel témoignage, ne put que saisir cette main vénérable qui le cherchait, en la baignant de larmes. Je ne sais si je m'abuse, mais un tel trait bien simple, si on l'omettait quand on en a connaissance, ferait faute au portrait du moraliste, et l'on n'aurait pas tout entier devant les yeux l'auteur de l'essai sur la *Bienveillance*.

Sainte-Beuve.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 mai 1843.

C'est l'état de l'Espagne qui est l'affaire du moment. Chaque jour, on attend des nouvelles, non plus de Madrid, mais de la Catalogne, car c'est là probablement que se décidera l'issue de la crise actuelle; c'est Barcelone que le régent a choisie pour théâtre de la lutte. Bien que sa conduite semble très-déterminée, Espartero n'a peut-être pas encore des desseins bien fixes; une insurrection armée peut le conduire à l'établissement d'une dictature militaire, mais il n'est pas certain qu'il en cherche l'occasion. Ce qui fait le plus grand danger de la situation, c'est qu'il est absolument au bout de la voie constitutionnelle; il ne peut plus faire un pas sans en sortir, et quand les ressorts sont tellement tendus, il est presque inévitable qu'ils se brisent. Le régent est donc placé sur la dernière limite qui le sépare des coups d'état. La dépassera-t il? Nous avouons que nous en doutons encore. Le vent n'est pas aux grandes choses, ni en bien ni en mal. Pour qu'il se fasse dictateur, il manque à Espartero deux choses : la santé et la volonté. Les décrets du 26, qui ont accompagné l'ordonnance de dissolution, sont assez caractéristiques de la situation. On voit que le régent ruse avec l'esprit de la constitution, sans oser en attaquer la lettre. En même temps qu'il dissout les cortès, il donne une sorte de satisfaction à l'opinion par l'amnistie; en acceptant la démission de M. Lopez, il lui prend la moitié de son programme, et le premier acte du nouveau cabinet est la restitution de la contribution arbitraire imposée à Barcelone. Ces décrets sont une suite d'agressions et de concessions, de pas en avant et de pas en arrière. Par la dissolution, le régent provoque la révolte, et il en écarte les occasions les plus immédiates en rendant l'impôt facultatif. Pour dernier trait, Linage, dont M. Lopez demandait la destitution, est révoqué de *la moitié* de ses fonctions.

Il n'y a là, jusqu'à présent, rien qui sente le Bonaparte; mais s'il est vrai qu'Espartero n'ait pas des intentions bien arrêtées de 18 brumaire, comment se fait-il qu'il ait poussé les choses à une telle extrémité? Évidemment, il compte sur la désunion de la majorité, et sur l'antagonisme des provinces. Dans la lutte électorale qui va s'engager, le régent aura pour lui l'avantage qu'a toujours le pouvoir exécutif, celui de l'initiative et de l'unité d'action. Pendant trois mois, il va agir seul, sans le concours des chambres. L'opposition pourra-t elle agir avec le même ensemble? Les éléments de la majorité, une fois dispersés, se réuniront-ils dans les

mêmes conditions? En France, cela ne ferait pas question; mais en Espagne, l'unité, la centralisation de l'esprit public, n'existent pas encore. L'Espagne est toujours un royaume de provinces; Cadix, ni même Sarragosse ne veulent pas tout ce que veut Barcelone. Ainsi, cette fameuse loi sur les cotons, qui livre à l'Angleterre l'industrie de la Catalogne, ne soulèvera dans tous les cas que la Catalogne. Aussi tout l'effort de la répression a-t-il été dirigé vers les provinces du nord. Espartero, qu'on nous passe le mot, en a fait son deuil; il ne s'est occupé que de les contenir et de les dompter, et il était si sûr de leur hostilité, qu'il ne s'est pas inquiété d'y donner une cause de plus. A ce projet de loi sur les tarifs, il est aisé de reconnaître la main du nouveau ministre des finances, M. Mendizabal. La réapparition de cet homme dévoué à l'Angleterre ne peut qu'augmenter la défiance de la France à l'égard du gouvernement actuel de l'Espagne, et le souvenir de ses antécédents ne peut inspirer non plus une parfaite confiance dans l'honnêteté de ses opérations financières. On se rappelle encore comment, en 1836, un emprunt de 100 millions, créé et autorisé pour opérer la conversion de 1834, fut employé, sous le ministère de M. Mendizabal, à d'autres usages non autorisés. M. Mendizabal ne paraît pas avoir renoncé à ses anciennes habitudes, car on annonce qu'il va employer le produit de la ferme des mines d'Almaden à subvenir aux nécessités pressantes du moment. Or, M. Calatrava, l'avant-dernier ministre des finances, avait pris l'engagement de consacrer cette portion du revenu à servir les intérêts du 3 pour 100, et M. Ayllon, son successeur pendant vingt quatre heures dans le ministère de M. Lopez, avait ratifié cet engagement. Nous verrons comment l'Angleterre, si bien disposée pour M. Mendizabal, prendra cette nouvelle.

M. Mendizabal a encore pris une autre mesure plus singulière; il a supprimé l'impôt sur les octrois. C'est se priver bien volontairement d'un revenu de 60 millions de réaux que cet impôt rapportait au trésor, mais c'est se populariser aux dépens des municipalités ou *ayuntamientos*, qui constituent le parti bourgeois opposé au parti militaire, et leur ôter en même temps une source considérable de revenu, et par conséquent d'influence. Maintenant, où M. Mendizabal trouvera-t-il de l'argent? C'est ce que personne ne sait, c'est peut-être ce qu'il ne sait pas lui-même. Il a fallu l'assurance imperturbable de ce célèbre financier pour se charger du trésor de l'Espagne en ce moment. Il ne serait pas étonnant que l'impossibilité absolue de faire face aux besoins publics eût été pour beaucoup dans la répugnance que M. Cortina, M. Olozaga et M. Lopez ont successivement montrée pour prendre le pouvoir.

Ces événements, et surtout la pensée des malheurs et des catastrophes sanglantes qu'ils peuvent amener, occupent exclusivement les esprits. A l'intérieur, la quinzaine a été peu féconde. La chambre des députés a terminé la discussion sur la loi des sucres, et elle s'est prononcée pour le système de l'égalisation progressive de l'impôt sur les deux sucres. Cette loi a été discutée et votée au milieu d'un ennui assez général. Le ministère a soutenu mollement son projet; il l'avait proposé pour se débarrasser des importunités et pour satisfaire tout le monde, les colons de la betterave en leur donnant une indemnité, les colons de la canne en supprimant l'industrie rivale. La majorité de la chambre, privée de direction, cherchait une boussole, et elle a pris au passage l'amendement de M. Dumon, principalement parce qu'il a été le mieux expliqué. La majorité a voté ce qu'elle a le mieux compris; elle n'avait d'opinion bien arrêtée que sur un point, sur celui de l'indemnité. C'est ce précédent dangereux qu'elle n'a point voulu consacrer en principe, car une fois engagé dans cette voie, où et comment s'arrêter? Chaque industrie supplantée

par une industrie nouvelle aurait réclamé l'indemnité comme un droit; les maîtres de postes, ruinés par les chemins de fer, ou toute industrie de main-d'œuvre remplacée par des machines, auraient revendiqué l'application du principe que la chambre a sagement fait de ne pas poser.

Le parti légitimiste a jugé à propos d'exposer aux yeux du public ses affaires de ménage. Sérieusement, nous trouvons que le gouvernement de juillet doit des remercîments à la *Gazette de France,* car il est impossible de faire mieux que la *Gazette de France* les affaires de la royauté nouvelle. Si le parti légitimiste a jamais eu quelque force, cette force lui était donnée par les idées d'ordre, de conservation et de tradition qui s'attachent à la propriété territoriale, et dont on pouvait supposer qu'il avait gardé le dépôt. Par une singulière fatalité, ce parti n'a trouvé, pour représentant de ses idées, qu'un journal qui les a prises à rebours, espèce de *Marseillaise* en prose chantée par un prêtre. La séparation qui existait entre les véritables opinions du parti et le langage de son principal organe a été consommée par la création d'un nouveau journal à bon marché appelé *la Nation,* succursale de l'église paroissiale de M. de Genoude, fondé pour dire ce que la *Gazette* elle-même n'osait pas toujours dire. Les hommes sérieux du parti ont refusé d'aller aussi loin; la *Gazette de France,* voyant qu'ils refusaient de se soumettre à sa dictature au petit pied, a essayé du système de l'intimidation, et a engagé une guerre en règle contre ce qu'elle appelle les *influences* et les *importances,* en d'autres termes contre M le duc de Noailles et M. Berryer. La tentative a eu peu de succès. Le parti a senti que les *importances* avaient bien leur mérite à la tribune, et le comité légitimiste s'est hâté de publier une adresse de condoléance à M. Berryer, laissant la *Gazette* se consoler avec l'assentiment unanime de *la Nation*. Malheureusement il n'y a rien de tel que les querelles de ménage pour les indiscrétions, et, de part et d'autre, on s'est trouvé entraîné à parler plus qu'on ne l'aurait voulu peut-être. Tous ces débats ont élargi la brèche. On dit, ce n'est pas nous qui le disons, que du côté des *influences,* il se forme peu à peu un parti qui veut, en rétablissant la base électorale par la création d'électeurs à mille francs, en rétablissant l'hérédité de la pairie, en reconstituant enfin l'élément aristocratique, reprendre sa place dans la direction des affaires, et forcer le gouvernement nouveau à compter avec lui. M. de Sémonville et après lui M. Mounier avaient, dit-on, soigneusement caressé cette idée, dont la tactique éminemment conciliante de la *Gazette* ne peut que hâter la réalisation. C'est là ce qui a été appelé la conspiration des *en cas.*

La *Gazette,* tant soit peu délaissée et se plaignant amèrement des tentatives souterraines faites pour lui enlever ses écrivains, dans le style d'une personne sur le retour qui se plaint qu'on lui prend ses amants, s'est mise à demander le rétablissement de la congrégation de l'Oratoire. Cette simple proposition a l'apparence d'une innocence qu'elle n'a pas. C'est encore une façon détournée de chercher de la popularité. La compagnie de Jésus et la congrégation de l'Oratoire n'ont jamais été cousines, comme chacun sait. Or, comme depuis quelque temps la *Gazette* a entendu la voix du peuple, qui est la voix de Dieu, s'élever de nouveau contre les jésuites, elle a trouvé le moyen d'y faire écho sans trop manquer à la confraternité de l'habit, en demandant à la chambre des députés le rétablissement des oratoriens.

Cette controverse est, nous le croyons, moins sérieuse qu'elle n'a l'air de l'être. La forme y emporte le fond. De l'autre côté de la Manche, les questions théologiques *mordent* plus avant dans l'esprit public; les passions de secte sont dans les

mœurs, et le peuple proprement dit les partage. Un grand événement, une vraie révolution dans le sens spéculatif du mot, vient de s'accomplir en Écosse. C'est un chapitre que Bossuet, si Bossuet vivait encore parmi nous ailleurs que sur le théâtre de la Porte-Saint-Martin, pourrait ajouter à l'*Histoire des variations du protestantisme;* c'est une subdivision de plus à ajouter à toutes les divisions qui ont déjà éparpillé, et, pour ainsi dire, émietté les églises et les sociétés issues du grand mouvement de la réformation.

Cet événement nous a pris comme par surprise; la nouvelle en est tombée parmi nous comme un aérolithe. Dans la France philosophique, dans la France sortie du XVIII[e] siècle, on a vu avec un étonnement inimaginable cette résurrection, soudaine en apparence, des luttes religieuses que l'on croyait éteintes, ou du moins assoupies pour longtemps. En ce qui concerne la situation actuelle de l'église d'Écosse, cet étonnement était, du reste, assez naturel. Il nous était bien permis de rester étrangers et indifférents à ce qui se passait depuis quelques années dans les assemblées générales d'Édimbourg, quand, en Angleterre même, on ne s'en préoccupait que médiocrement. Nous n'avons sans doute pas besoin de rappeler que l'église d'Écosse n'a rien de commun avec l'église d'Angleterre, et que les deux pays ont chacun une église nationale et tout à fait distincte. Il y a même entre ces deux églises une séparation plus profonde encore que celle qui existe entre l'église anglicane et l'église catholique, car celles ci ont une organisation hiérarchique presque semblable et reconnaissent mutuellement un chef visible, tandis que l'église presbytérienne d'Écosse ne reconnaît pour chef que Jésus-Christ. Cette situation, jointe au souvenir des efforts tyranniques tentés à plusieurs reprises par les souverains anglais pour introduire en Écosse le système épiscopal, a créé entre les deux pays une séparation religieuse telle qu'en général le peuple d'Angleterre s'occupe très-peu des affaires de l'église d'Écosse. Les causes qui ont amené le schisme qui vient de se déclarer sont donc peu connues, et il ne sera peut-être pas inutile de les exposer en peu de mots.

A l'époque de la réformation, l'église, en Angleterre, fut changée par le roi, en opposition avec le peuple, et elle devint monarchique; mais en Écosse, elle fut changée par le peuple, en opposition avec la couronne, et elle devint républicaine. Toute l'histoire de l'église d'Écosse, jusqu'à la révolution de 1688, est une série de triomphes sur l'autorité séculière, qu'elle finit par vaincre complétement. Quand les Écossais offrirent le trône de leur pays au roi Guillaume et à la reine Marie, la reconnaissance de l'église presbytérienne comme église nationale fut expressément stipulée, et aujourd'hui encore, le roi ou la reine de la Grande-Bretagne, en montant sur le trône, prête le serment de maintenir l'église d'Écosse dans tous ses droits, priviléges et immunités. Le seul contrepoids à cette tendance républicaine et théocratique du presbytérianisme était dans la loi du patronage qui donnait à l'état ou aux propriétaires le droit de présenter les ministres aux charges vacantes. Le roi Guillaume ne put pas même conserver ce dernier recours de l'autorité séculière, et il fut obligé de laisser la nomination du ministre entre les mains de la congrégation.

Cependant, peu à peu le pouvoir temporel reprit du terrain, et une loi de la reine Anne rendit aux propriétaires le droit de patronage. Le patronage pouvait, en effet, être considéré comme une propriété particulière, puisque les propriétaires payaient les ministres. Ce fut une première réaction du pouvoir séculier contre la domination du pouvoir spirituel. L'église conservait néanmoins de nombreuses garanties. Le

ministre présenté par le patron était soumis à un examen et à une enquête de la part du clergé, et n'était admis qu'après cette épreuve. Le droit de patronage fut exercé assez paisiblement jusque dans ces dernières années, où l'église presbytérienne manifesta la résolution de ressaisir son ancienne suprématie exclusive. En 1834, l'assemblée générale, qui est une assemblée élective, passa un acte connu en Écosse sous le nom de *veto act*. D'après cet acte, les presbytères, ou cours inférieures ecclésiastiques, devaient, avant de prononcer sur la capacité d'un ministre présenté par un patron, le soumettre à l'élection de tous les chefs de famille de la paroisse. Le *veto* de ce jury était absolu. C'était mettre le droit du patron ou propriétaire à la merci de l'élection populaire. Les cours civiles refusèrent de reconnaître la légalité de cet acte. La question fut portée devant le tribunal suprême, la chambre des lords, qui se prononça pour les cours civiles contre les cours ecclésiastiques. Les ministres nommés par les patrons, et confirmés par la chambre des lords, furent à leur tour suspendus de leurs fonctions par l'assemblée générale de l'église, et ce fut ainsi que s'établit la lutte.

Ces détails nous ont paru indispensables pour bien faire comprendre ce qui s'est passé ces jours derniers, et ce qu'on a pu lire à cet égard dans les journaux. Le parti qui revendiquait la suprématie de la juridiction ecclésiastique prit la dénomination de *non-instrusioniste*, et il déclara que, si la chambre des lords maintenait comme une loi générale la décision qu'elle venait de porter, il se séparerait de l'état, renoncerait à tous ses bénéfices, et demanderait au zèle volontaire de ses coreligionnaires les secours qu'il ne pourrait plus consciencieusement accepter des patrons. On sait comment s'est accomplie cette séparation. Le 18 mai, les non-intrusionistes se sont retirés solennellement de l'assemblée générale, ayant à leur tête les hommes les plus illustres et les plus respectés de l'Ecosse, et ne laissant derrière eux que le squelette d'une église dont ils étaient le souffle et la vie. Depuis l'époque de la réformation et celle de l'union législative, aucun événement n'avait si profondément remué l'Écosse. Dans ce pays, l'église nationale est essentiellement populaire; elle l'est par sa constitution, elle l'est par son histoire. C'est le peuple qui l'a fondée; il l'a vue grandir au milieu du sang, des larmes et des révolutions, et les souscriptions qui abondent de toutes parts pour l'entretien de l'église séparée attestent assez combien le schisme actuel a rencontré de sympathies. Il y a deux siècles, de pareils événements auraient engendré des guerres sanglantes; aujourd'hui ils ne remuent que les esprits. Du reste, on peut déjà apercevoir qu'il y a encore quelques chances de réconciliation. Ainsi, et sur ce point le parti protestant en France semble s'être mépris, les chefs de l'assemblée libre n'ont pas entendu, en se séparant, repousser le principe de l'union de l'église et de l'état. L'homme célèbre qui a guidé le mouvement, le docteur Chalmers, a énergiquement répudié le principe du *volontarisme*, qui mettrait l'église nationale dans la même condition que les sectes dissidentes, et le discours qu'il a prononcé lors de son installation comme chef de la nouvelle assemblée, semble laisser une porte ouverte aux propositions que voudrait faire le gouvernement. Ce discours a été extrêmement curieux. C'est d'un bout à l'autre une sortie éloquente contre la démagogie, contre le désordre, contre la république dans l'ordre civil. Et cependant le docteur Chalmers est le principal chef d'une église républicaine; en ce moment là même, il était le promoteur d'un mouvement essentiellement démocratique. Malgré son influence, malgré ses efforts, malgré son éloquence, il est bien probable qu'il n'arrêtera pas ce mouvement sur sa pente. Dans de pareilles questions, l'équilibre

n'est pas possible ; rien n'est absolu comme les doctrines. Or, au fond, c'est véritablement une question de suprématie qui est agitée, la question de l'infaillibilité et de l'irresponsabilité du pouvoir spirituel. Quand l'église libre d'Écosse aura secoué le frein que lui impose encore la grande renommée du docteur Chalmers, elle ira jusqu'au bout de son principe, parce que cela est dans la nature des choses, et elle consacrera la séparation absolue de l'église et de l'état. Le jour où le schisme s'est déclaré, le lord commissaire de la reine tenait un lever dans le palais de Holyrood. Un portrait du roi Guillaume, qui était suspendu dans la salle de réception, tomba et roula par terre. C'était le roi Guillaume qui avait conclu l'acte connu en Écosse sous le nom de règlement de la révolution, et qui reconnaissait l'église nationale. Ce puéril accident fut saisi comme un présage, et une voix s'écria : « Ah ! voici le règlement de la révolution qui s'en va ! »

L'état de l'Irlande empire de plus en plus, et l'agitation, régulièrement organisée par M. O'Connell, a pris un développement qui a appelé l'attention sérieuse du parlement anglais. Dans une de ses harangues passionnées, M. O'Connell disait : « On se moquait en Angleterre du cri du rappel, nous les avons bien forcés à s'occuper de nous. » On s'était, en effet, habitué à voir l'Irlande plus paisible depuis cinq ou six ans. Les whigs, et c'est une justice qu'on ne peut leur refuser, avaient presque réconcilié l'Irlande avec l'Angleterre. Leur politique libérale et impartiale avait à moitié fermé ces plaies saignantes de la conquête qui se rouvrent aujourd'hui. Ils rendaient, autant qu'il était en leur pouvoir, au parti irlandais dans son pays, l'appui qu'ils recevaient de lui dans le parlement, et de cette manière l'Irlande prenait patience, et attendait de meilleurs jours. En voyant, moins de deux ans après l'avénement d'un ministère tory, l'Irlande presque tout entière se soulever de nouveau, et le cri du rappel retentir encore dans toutes les montagnes, dans toutes les vallées et sur toutes les places publiques, on serait tenté d'accuser le parti tory d'un changement aussi subit, et de croire qu'il est retombé dans les excès qui ont rendu sa mémoire si odieuse en Irlande. Cette supposition serait injuste. Les hommes qui composent aujourd'hui le cabinet britannique ne sont point des tories de l'ancien régime; ils sont des hommes de leur temps, aussi libéraux et plus éclairés que les whigs. Il ne faut pas oublier que le duc de Wellington et sir Robert Peel sont les auteurs de l'acte d'émancipation des catholiques, que lord Stanley et sir James Graham ont été membres du ministère de la réforme. Aussi sir Robert Peel est-il arrivé au pouvoir avec la résolution bien arrêtée de suivre, à l'égard de l'Irlande, le système de ses prédécesseurs, un système de conciliation et d'impartialité. Ses premiers actes ont témoigné de ce bon vouloir. En confiant la direction des affaires de l'Irlande à deux hommes très-modérés, lord Elliot et lord de Grey, il a suffisamment caractérisé la politique qu'il se proposait de suivre, et, dans le parlement, tous les mesures libérales qui avaient été prises par les whigs ont été continuées et renouvelées par le gouvernement conservateur.

Comment se fait-il donc, si le système du gouvernement n'a pas été changé, que l'état du pays soit subitement devenu si différent? Cela tient à plusieurs causes. Et d'abord, le changement de personnes y a été pour beaucoup, bien qu'il n'y eût pas changement de système. Dans les whigs, les Irlandais avaient des amis; dans les tories, ils n'ont que des neutres. Il n'y a pas eu aggravation de maux, mais il y a eu temps d'arrêt dans les améliorations; il n'y a pas eu réaction, mais l'action a cessé. Tant que lord John Russell était au pouvoir, les Irlandais prenaient patience, parce qu'ils savaient qu'ils pouvaient compter sur lui, et, s'ils n'avaient pas le jour,

ils attendaient le lendemain. Mais dès que sir Robert Peel a pris en main le gouvernement, ils ont perdu la patience avec l'espoir, parce que, pour eux, s'arrêter c'était reculer. La constitution même du gouvernement empêchait sir Robert Peel d'exécuter pleinement ses intentions libérales. Il y a, pour l'Irlande, deux branches distinctes d'administration, un secrétaire d'état résidant à Londres, et un vice-roi résidant au château de Dublin. En Angleterre, où la diffusion des lumières, l'habitude des affaires, et l'esprit de tolérance, qui est toujours inhérent à une civilisation très-avancée, émoussent et adoucissent les passions de parti, le gouvernement et la législature se montraient bienveillants à l'égard de l'Irlande; mais de l'autre côté du canal Saint-George, les animosités religieuses et politiques, les inimitiés héréditaires, reprenaient leur empire, et le gouvernement local de Dublin retombait sous l'influence des protestants et des orangistes. En Irlande, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de partis mixtes. Les orangistes sont toujours en face des catholiques; les Saxons, comme on y nomme les Anglais, sont toujours en face des indigènes, et les souvenirs ineffaçables de la conquête et de l'oppression planent sur tous les partis. Le vice-roi, lord de Grey, a donc subi, en arrivant en Irlande, les nécessités de cette situation; les magistrats, qui sont en communication incessante avec le peuple, ont été choisis, comme on devait s'y attendre, dans le parti vainqueur, et il s'est établi au château de Dublin une sorte de *camarilla* protestante qui a blessé tous les instincts et réveillé toutes les passions du pays.

Une autre cause, qui tient à la situation anormale de l'Irlande vis-à-vis de l'Angleterre, a aussi contribué au réveil de l'agitation. La première condition de la vérité du gouvernement représentatif, c'est que tous les grands intérêts, toutes les opinions considérables, aient une voix et une part d'influence dans la législature. Ce principe s'applique, du reste, à tous les gouvernements parlementaires. L'existence d'une opposition est indispensable à la complète réalisation du système représentatif; elle y est une nécessité salutaire. Quand des intérêts qui ont une force réelle dans le pays ne sont pas représentés dans la législature, ne fût-ce qu'à l'état de minorité, il arrive qu'ils cherchent en dehors des limites constitutionnelles la part d'action qui leur est refusée dans la sphère de la légalité. Il est moins paradoxal qu'on ne le pense de dire qu'un gouvernement perd quelquefois à être trop fort. C'est la balance des partis qui fait le libre jeu du système parlementaire; quand les minorités perdent tout espoir d'être réformistes, elles se font révolutionnaires.

C'est ce qui est arrivé pour l'Irlande. Pendant les dernières années du règne des whigs, le parti irlandais, dans la chambre des communes, avait formé l'appoint de la majorité ministérielle. M. O'Connell, en possession d'une influence légale, en usait légalement, et il avait fait trêve à sa propagande en faveur du rappel de l'union, lorsque les élections générales le réduisirent à l'impuissance et à l'inaction. Faites contre lui autant que contre l'esprit de réforme, elles le rejetèrent en dehors du parlement. Il apparut deux ou trois fois dans la chambre des communes; mais quand il essaya d'y jeter encore son vieux cri de « justice pour l'Irlande, » au lieu d'expressions de sympathie, il n'y rencontra que des exclamations injurieuses, et, après cette courte reconnaissance de la place, voyant qu'il n'avait rien à y faire, et que le temps de sa domination était passé, il sortit de la chambre en secouant la poussière de ses pieds, et en lui jetant pour adieu cette apostrophe menaçante : « L'extrémité de l'homme fait l'opportunité de Dieu! »

Alors, en face du parlement légal, il organisa un parlement libre. Il alla siéger

au milieu de ce peuple dont il est le roi, le maître, presque le pontife, et en moins d'une année il reconstitua sur tous les points de l'Irlande un système d'agitation semblable à celui qui avait arraché à l'Angleterre l'acte d'émancipation de 1829. A l'heure qu'il est, cette agitation est dans tout son feu. Le libérateur, comme on dit en Irlande, parcourt son royaume dans une marche triomphale, et des centaines de mille hommes se pressent sur ses pas. L'Angleterre a pris peur, non pas pour sa sûreté, car elle est et elle se sent la plus forte, mais pour la tranquillité d'une partie de son empire, et elle envoie régiment sur régiment en Irlande. Les ministres, dans le parlement, ont cru devoir réitérer solennellement, au nom de la reine, la déclaration faite par le dernier roi, de sa résolution inébranlable de maintenir l'union législative entre les deux pays, et ils se préparent à prendre des mesures énergiques de répression.

Le caractère le plus grave que présente l'agitation actuelle, c'est l'adhésion du haut clergé catholique. Si le clergé inférieur, peu éclairé, il faut le dire, mais qui rachète ce défaut de culture par beaucoup de zèle et de dévouement, était déjà rallié à la cause du rappel, les évêques avaient, en général, tenu jusqu'à présent une conduite plus politique, et, dans des déclarations collectives, ils avaient recommandé à leurs prêtres de ne point se mêler à des mouvements qui auraient un but politique. Aujourd'hui, une partie des évêques a suivi M. O'Connell, et, dans tous les cas, pas un d'entre eux ne se déclare publiquement contre le rappel.

Maintenant, le rappel de l'union entre l'Irlande et l'Angleterre est-il praticable? est-il réellement dans les intentions de ceux qui le demandent à si hauts cris? Nous en doutons beaucoup. Le rappel ne pourrait s'effectuer qu'à l'aide d'une révolution; or, l'Irlande n'a pas la force, elle n'a peut-être pas même la volonté de la faire. Il faut s'en rapporter, sur ce point, au caractère de M. O'Connell lui-même. Si quelque chose doit étonner dans cet homme célèbre, ce n'est pas tant l'énorme puissance qu'il a su se créer que la manière dont il en règle et en modère l'usage. M. O'Connell est tribun, dictateur, poëte, acteur, tour à tour grandiose, trivial, pathétique et bouffon; mais il est par-dessus tout avocat. C'était son premier métier; il en a gardé une connaissance approfondie des lois, il sait le moment précis où il faut s'arrêter pour ne pas transgresser la limite de la légalité. Il est trop habile, et, servons-nous de ce mot sans lui donner une acception blessante, il est trop roué pour se laisser prendre en flagrant délit, et il a aussi trop d'intelligence pour ne pas voir que, dans une lutte ouverte, il perdrait tous ses avantages. Toute sa politique, c'est de mettre le gouvernement en défaut, c'est d'être un embarras dont on ne puisse se délivrer sans devenir un ennemi qu'on ait le droit de réprimer. Sa tactique est d'acculer ses adversaires jusqu'aux frontières de la loi pour les forcer à en sortir les premiers. Rien n'est plus curieux que de le voir lancer et retenir à volonté les flots du peuple, et leur dire, comme Dieu aux flots de la mer : « Vous n'irez pas plus loin. » Quand il tient ses *meetings* de deux cent mille hommes et qu'il voit les soldats postés au milieu de cette foule pour y maintenir l'ordre, il les nargue et leur dit comme il le disait l'autre jour : « Je n'ai pas besoin de vous, car je n'ai qu'à lever la main pour les faire taire. »

On sait toute la latitude que les mœurs politiques de la Grande Bretagne laissent à la liberté de la parole, à celle de la presse, et à celle des associations. M. O'Connell peut impunément, et en face de la loi, rassembler ainsi tous les éléments d'une révolte; il n'aurait qu'à ouvrir la main pour les laisser éclater. L'ouvrira-t-il? On peut dire à coup sûr que non. Il s'est toujours contenté, et il se contentera proba-

blement encore de harceler le gouvernement, et de s'insurger jusqu'à la limite du *riot act* et des sommations *exclusivement*. Un homme trop connu parmi nous disait un jour : « Je vous montrerai ce que c'est qu'un prêtre; » M. O'Connell pourrait dire à son tour : « Je vous ferai voir ce que c'est qu'un légiste. »

D'une semaine à l'autre, les affaires de la Servie se sont successivement arrangées et dérangées. La semaine dernière, tout était réglé à l'amiable. Le prince élu par la révolution, Alexandre Kara-Georgevich, consentait à abdiquer et à se soumettre à une élection régulière, et ses deux ministres, qui avaient dirigé le mouvement, obéissaient à l'ordre du sultan qui les rappelait à Constantinople. Mais, cette semaine, on apprend un changement de scène. Il paraît que le peuple serbe, qui a fait la révolution, et qui l'a faite sérieusement, ne veut point laisser disposer de sa destinée sans son consentement. Il ne veut pas permettre que son nouveau prince abdique, et il se dispose, dit-on, à la résistance. C'est ce qui pouvait arriver de plus fâcheux. Dès qu'il a été bien arrêté que l'Autriche, la France et l'Angleterre abandonnaient cette affaire à la discrétion de la Russie, ce qu'on pouvait désirer de mieux, dans l'intérêt même du peuple serbe, c'était qu'une résistance inutile ne fournît pas de prétexte à une intervention armée. La Porte n'étant pas en état de la faire elle-même, c'est naturellement la Russie qui s'en chargera, et qui établira sa prédominance dans les principautés slaves d'une manière plus exclusive que jamais.

DES

FEMMES PHILOSOPHES.

I. — ESSAI SUR LA FORMATION DU DOGME CATHOLIQUE.

II. — ÉTUDES SUR LES IDÉES ET SUR LEUR UNION AU SEIN DU CATHOLICISME.

Philosopher est un effort de l'esprit. C'est une laborieuse entreprise que de contempler le monde physique, le monde moral et soi-même pour trouver les lois qui régissent l'homme, les sociétés et la nature. Considérons les forces qui se donnent carrière autour de l'homme; nous leur trouverons à toutes un développement direct et facile. Les fleuves coulent librement, les arbres croissent sans effort, et c'est sans fatigue que l'aigle fend les airs. Tout ce qui appartient à la nature extérieure se meut, circule, grandit, rayonne aisément : la peine est pour l'homme. Afin de vivre, il a besoin d'un travail persévérant et dur. La sueur de son front et de ses membres brisés est le prix du pain dont il se nourrit et des murs qui l'abritent. Les lois et les institutions indispensables aux associations humaines sont les fruits lents et parfois amers d'études difficiles et d'une expérience douloureuse.

Cependant l'homme est ainsi fait qu'après avoir agi, qu'après avoir pourvu tant par ses bras que par sa pensée à la conservation physique et morale de lui-même et de ses semblables, il ne se repose pas, et cherche de nouveaux sujets d'inquiétude et de travail. Il ne se contente pas d'avoir des idées, il veut savoir d'où elles lui

viennent ; il ne lui suffit pas de penser, il veut faire un retour et méditer sur les pensées qu'il a conçues : ce n'est plus le monde, ce ne sont plus les autres, c'est lui qu'il prend pour matière de sa curiosité. Il descend en lui-même comme dans un labyrinthe souterrain et infini.

Ce nouveau travail est, au premier aspect, si extraordinaire et si ingrat, que plusieurs l'ont appelé folie. Chez les hommes qui agissent plus qu'ils ne pensent, chez ceux aussi dont l'imagination est plus ardente qu'élevée, un pareil jugement n'a rien qui doive beaucoup surprendre. Il serait plus étrange de voir des savants, qui se sont appliqués à l'observation du monde physique, mépriser l'emploi que l'homme fait de sa pensée, quand il s'étudie lui-même. Au surplus, ce dédain ferait plus de mal à ceux qui ne craindraient pas de le montrer qu'aux études et aux idées qui en seraient l'objet : ce dédain témoignerait en effet que, dans l'esprit de ces contempteurs inattendus, il y a des bornes que peut-être on n'eût pas soupçonnées, s'ils eussent gardé le silence, et il ne déterminerait pas l'humanité à rejeter la philosophie.

C'est la destinée de l'homme de se prendre à partie et, pour ainsi parler, de s'acharner sur lui-même pour se connaître. Cette étude qui fait son tourment et sa grandeur le soumet à de rudes épreuves : c'est une contrainte, une gêne. Au lieu de s'élancer en avant, l'homme doit se replier et se recueillir pour être à lui-même son propre spectacle. Chaque observation interne est le prix d'une réflexion qui doit pouvoir se prolonger sans se fausser et sans faiblir. Il faut que la pensée soit aussi subtile et aussi profonde que l'objet qu'elle étudie, et cet objet, c'est elle. Cependant l'homme qui s'est regardé lui-même est-il bien sûr d'avoir porté dans cet examen une clairvoyance réelle? L'instrument dont il s'est servi avait-il toute la justesse et la portée nécessaires? Sa raison était-elle assez libre, assez pure, assez puissante? car enfin si l'observateur, en croyant prononcer sur la nature humaine des jugements vrais, avait obéi, sans le savoir, à certains préjugés, tout son travail serait inutile, et même pourrait égarer ceux qu'il devait instruire. Nous ne pouvons nous cacher que nous vivons au milieu de mille chances d'erreur d'autant plus redoutables qu'elles se confondent souvent avec les sources de toute lumière. L'homme n'est rien sans l'éducation, mais son éducation a pu être défectueuse ; la science ne lui arrive que formulée en systèmes, et ces systèmes sont incomplets et erronés ; les passions sont aussi nécessaires à l'homme que l'air qu'il respire ; elles l'animent, l'exaltent et le fortifient, mais aussi elles l'asservissent et l'aveuglent. Ainsi le penseur est obligé de se défier perpétuellement de ses inévitables points d'appui : il faut qu'il jette un œil sévère et soupçonneux sur l'éducation qu'il a reçue, pour être en mesure à la fois de s'en servir et de s'en défendre : les systèmes qu'il a traversés doivent être dominés par lui de telle façon qu'ils ne puissent offusquer sa vue ; enfin, au milieu des passions qui le remplissent, il doit rester maître et les épurer sans les éteindre. Qu'est-ce à dire, si ce n'est que, dans l'inspection sérieuse de la nature humaine, l'homme doit, à chaque pas, revenir sur ses observations, armé d'une critique vigilante, éprouver ce qu'il a pensé, juger ses jugements, et remettre en délibération les décrets de son intelligence? Et encore, dans cette prudence, il est des écueils : il peut arriver qu'une application trop constante à un même objet blesse et obscurcisse la vue de l'esprit. « Telle est la raison humaine, a dit Pope quelque part, qu'elle s'égare également pour penser trop et pour penser trop peu. » C'est effectivement la vertu du génie de sentir le moment où son œuvre se trouve consommée, et c'est ce tact parfait qui constitue les artistes et les penseurs.

Il est une autre manière de philosopher, c'est de chercher la vérité non plus

seulement dans la connaissance intérieure de l'homme, mais dans la contemplation du monde moral, dont nous sommes à notre tour les acteurs. L'histoire a pour matière et pour base les idées et les passions humaines : les principes fondamentaux de notre nature y sont en jeu, quand même l'historien, comme dans l'antiquité, ne s'attache qu'aux faits les plus sensibles, aux faits extérieurs. L'esprit des modernes a été plus loin : il ne s'est plus contenté du spectacle des événements et des actes; il a cherché les causes et non-seulement les plus immédiates et les plus aisées à reconnaître, mais les plus difficiles à voir et les plus mystérieuses. C'est alors qu'on a commencé d'écrire l'histoire des religions et l'histoire de la philosophie : on a compris que ces tableaux étaient comme des miroirs où le génie humain se réfléchissait et pouvait saisir sa physionomie. L'histoire est devenue quelque chose d'abstrait et d'idéal, et comme la contre-épreuve de l'étude de nos facultés. Pour la traiter ainsi, il ne faut pas une vigueur moindre que pour observer directement la conscience humaine. Savoir assigner aux systèmes et aux institutions leur véritable origine, en observer les progrès, les altérations, les défaillances, les résurrections, sous les analogies distinguer les différences, et reconnaître les contradictions sous les ressemblances spécieuses, suivre le cours d'une idée dans ses ramifications les plus lointaines et ses déguisements les plus habiles, comprendre les mystères, traduire les symboles, dévoiler les images, ne jamais perdre de vue, à travers les capricieux dédales de l'imagination du genre humain, l'éternelle identité de sa pensée, voilà qui demande de la force, et dans cette force autant de souplesse industrieuse que d'infatigable énergie. Dès qu'une fois on entre dans l'histoire humaine avec la prétention non-seulement d'en décrire les scènes pittoresques, mais d'en expliquer les raisons et les lois, il faut pouvoir l'explorer tout entière, dans tous les sens et à fond. Ne vous engagez pas dans cette carrière infinie, si une longue pratique de la réflexion n'a pas mis votre jugement à l'abri des illusions et des méprises, si vous ne disposez pas en maître de vos matériaux et de vos idées. C'est ici que doit éclater la puissance de la méthode, qui seule sait faire porter tous leurs fruits à la science et au génie.

Il est donc donné à peu d'hommes de satisfaire à toutes les conditions de la méthode philosophique, soit qu'il s'agisse de saisir et d'analyser les principes des choses, soit qu'il faille comprendre et dérouler l'histoire du genre humain. Les grands métaphysiciens sont rares; les véritables historiens de l'humanité ne le sont pas moins. Même avec des dons remarquables, beaucoup d'hommes ont failli dans la carrière qu'ils avaient cru pouvoir fournir. On en a vu qui, avec un esprit plus vif que fort, ont mis à la place des faits leurs imaginations; d'autres ont apprécié les choses et les ont représentées avec des préjugés où la passion dominait : ils ont plus senti que pensé. Il serait infini d'énumérer les illusions dont ceux qui poursuivent la vérité sont si souvent le jouet, et, quant à dresser la liste de ces naufragés célèbres, ce serait écrire la plus grande partie de l'histoire des religions et de la philosophie.

Puisque dans les travaux philosophiques tant d'hommes ont succombé, il est permis de se demander si les femmes peuvent y réussir. Quelle que doive être la réponse que nous nous trouverons obligé de faire à cette question, nous ne croyons pas que l'amour-propre des femmes en puisse raisonnablement souffrir. Leur organisation peut être différente de la nôtre sans être moins riche. Ce qu'un poëte a écrit pour caractériser les poëtes est vrai surtout des femmes; ce sont bien elles qui peuvent dire :

La sensibilité fait tout notre génie.

Elles ont en effet une complexion particulière, grâce à laquelle elles sentent la vie d'une manière plus pénétrante et plus profonde que nous, et c'est de là que viennent cette finesse charmante, ce tact divinatoire auxquels ne peuvent atteindre les hommes avec leur énergie grossière. Aussi, toutes les idées qu'inspirent les passions, les femmes les auront en abondance, et elles pensent surtout en aimant.

Voyez cette femme qui pendant de longues heures reste solitaire et immobile à la même place; on dirait la statue de la Méditation, on croirait voir l'image de la Science contemplative Détrompez-vous, cette femme ne songe pas aux idées, mais à celui qu'elle aime; elle se souvient des plaisirs passés, elle rêve à ceux qui l'attendent, elle s'abreuve avec lenteur de ce que le souvenir et l'espérance peuvent lui apporter d'émotions ardentes et douces. Alors, si dans cette solitude enflammée l'âme sent le besoin de se répandre au dehors, si la femme veut peindre pour elle-même et pour un autre les sensations qui l'agitent, il arrivera que, sans étude, sans ambition d'esprit, elle trouvera d'adorables accents, inimitables même pour les efforts d'un génie viril.

C'est presque toujours l'amour qui conduit les femmes aux raffinements de la religion. La dévotion est pour elles une phase nécessaire dans leur vie passionnée. Plus le contraste est vif, plus il leur plaît; d'ailleurs, la contradiction n'est qu'apparente, car, au fond, c'est toujours l'amour qui occupe leur âme : cette fois seulement, il va plus haut que l'homme, et il épure ses ardeurs en les élevant à Dieu. L'amour divin est pour les femmes une source inépuisable de forces nouvelles : nous ne parlons plus ici seulement de la dévotion ordinaire, mais des élans d'un mysticisme exalté et subtil. Quand elle s'est tournée vers ces hautes régions de la spiritualité, c'est avec délices que la femme se plonge dans la solitude et s'y oublie; elle s'y met sous la main de Dieu, elle croit l'entendre, elle le voit, elle le sent. C'est alors que l'extase produit tous ses miracles, c'est alors que, dans les étreintes et les transports de ce céleste hyménée, la femme est ravie jusqu'au ciel, et pour quelques instants son corps ne touche plus à la terre. L'âme encore pleine des souvenirs de cet état divin, la femme peut écrire, les paroles ne lui manqueront pas; elle aura pour raconter ses visions des traits d'éloquence, des lueurs de poésie qui seront comme l'éclatant témoignage du bonheur glorieux qu'elle a goûté.

Mais si la femme peut vivre longtemps seule quand elle se nourrit des affections d'un amour terrestre ou de l'amour divin, nous la croyons peu faite pour la solitude de la science, pour ces délibérations intérieures où l'intelligence pèse le pour et le contre des questions difficiles avec lenteur, avec impartialité. Les femmes ont surtout de la force dans l'esprit quand leur âme est exaltée et satisfaite; elles ont besoin d'être soutenues par un sentiment énergique, par une foi vive que n'ébranle pas le doute. Aussi, en face des axiomes de la science, des abstractions, des principes des choses, leur attention faiblit, leur esprit se lasse vite. Il faut une longue patience dans la poursuite de la vérité, et les femmes, si patientes quand elles agissent, quand elles se dévouent à leurs devoirs ou à leurs passions, le sont fort peu quand elles se mettent aux prises avec la pensée spéculative. Leur imagination les emporte : elles abandonnent rapidement un objet pour passer à un autre; malheureusement, la sévérité de la science ne s'accommode pas de cette aimable inconstance. La passion, d'ailleurs, suit encore les femmes même dans les études où il faudrait que la raison régnât seule : une idée les séduit, et sur-le-champ cette idée

devient pour elles la source de toute vérité, sans examen approfondi, sans comparaison avec tout ce qui pourrait contredire et rectifier un premier jugement. Abstraire et généraliser sont deux opérations dont la justesse ne peut être que le fruit d'un labeur opiniâtre. Les sciences philosophiques, les sciences physiques, l'érudition, la politique, l'histoire, demandent de longues veilles, un travail infatigable et toujours renaissant. Or, de bonne foi, est-ce au fond d'une bibliothèque, dans un cabinet solitaire, le visage pâli par de nocturnes assiduités, que nous aimons à nous représenter une femme? Non, là n'est pas sa place, là n'est pas sa vie, et la nature l'appelle ailleurs.

C'est dans ce que l'existence humaine a de plus réel et de plus pratique que la femme déploie ses meilleures aptitudes : son véritable atelier de travail est l'intérieur de sa maison. C'est là que, comme épouse, comme mère, elle traite souvent les affaires de la vie avec une supériorité véritable, et fait preuve d'une connaissance instinctive de la nature humaine qui peut effrayer des philosophes de profession. Si les femmes trahissent leurs faiblesses dans la combinaison des idées générales, elles sont merveilleuses dans le jugement qu'elles portent sur les individus, et sur les faits particuliers à mesure qu'ils se produisent. Aussi elles ont une dextérité rare; qui mieux qu'elles connaît l'art d'aplanir les obstacles, de tourner les difficultés? Les hommes s'emportent, se découragent; la femme observe, attend et réussit. Ce n'est pas tout : cette adresse dans la vie devient, pour les femmes, une source de gloire littéraire Il est naturel qu'elles excellent dans le commerce épistolaire, puisqu'elles savent si bien dire à chacun ce qui lui convient. Comment n'écriraient-elles pas des *mémoires* pleins d'intérêt et de charme, elles qui jugent les scènes et les acteurs de la vie avec une si spirituelle promptitude? Enfin il est une forme de l'art, un genre dans la littérature pour lesquels les femmes ont une vocation attestée par de nombreux chefs-d'œuvre : c'est le roman, ce tableau des destinées et des passions individuelles. Il est aussi naturel de voir des femmes composer des romans que de voir des hommes écrire l'histoire et bâtir des systèmes.

Et ne disons-nous rien de l'art de causer? Le salon est la tribune des femmes. Elles doivent à la flexibilité de leurs organes, à la vivacité si mobile et si riche de leurs impressions, la facilité de tout exprimer avec une justesse qui émeut et qui charme. En causant, les femmes auront, sur les choses les plus diverses auxquelles auparavant elles avaient à peine songé, des aperçus heureux : elles comprennent vite, il est vrai qu'elles oublient de même. En les voyant courir à travers les sujets les plus disparates avec une si gracieuse légèreté, on dirait la Camille de Virgile effleurant à peine dans son vol les fleurs et les épis. Pour les femmes, la parole est à la fois une excitation et un aliment; c'est en conversant qu'elles pensent le plus : elles ont besoin de recevoir et d'échanger le plus grand nombre d'impressions possible. Cette sensibilité les inspire si bien, que les hommes dont l'intelligence est la plus forte peuvent beaucoup apprendre auprès d'elles : ils ambitionnent aussi leurs suffrages, et il se trouve qu'une réunion de femmes brillantes devient un aréopage dont les plus graves esprits ne songent pas à décliner la juridiction.

La conversation occupe donc la plus grande partie de la vie des femmes. Or, la conversation dissipe l'esprit, et il n'est donné qu'au travail et à la solitude de ramasser, en les doublant, toutes les forces de l'intelligence. Beaucoup parler empêche souvent de penser fortement et de bien écrire. Après des conversations multipliées et longues, on se trouve vide, on se sent appauvri. Dans cet état, l'âme n'a plus cette altière vigueur nécessaire à l'écrivain, à l'artiste, et avec la fatigue que peut-on

créer? Les occupations et les triomphes de salon défendent donc aux femmes de s'engager dans ces entreprises épineuses où les efforts opiniâtres d'une pensée sévèrement recueillie en elle-même sont à peine des garanties suffisantes contre de dangereux écueils. Ici c'est la force des choses qui prononce, les facultés humaines ont leurs limites et leurs applications diverses. Aussi les femmes, qui charment tout ce qui les entoure par les dons naturels de l'esprit et de la beauté, peuvent se tenir pour satisfaites d'un pareil partage, et elles ne doivent pas aspirer à donner au genre humain des leçons sur les sujets les plus difficiles.

En tranchant ainsi la question que nous avons posée plus haut, nous n'oublions pas que nous avons à entretenir nos lecteurs de deux livres fort sérieux dont deux femmes sont les auteurs. C'est à dessein qu'avant d'aborder l'examen de ces deux productions, nous avons donné les raisons générales qui nous paraissaient former comme une fin de non-recevoir contre l'ambition philosophique des femmes. Entre autres mérites, les raisons générales ont celui de n'avoir rien qui puisse blesser qui que ce soit ; elles s'adressent à tous et ne tombent sur personne. D'ailleurs ce procédé avait ici un autre avantage. En effet, si les deux livres dont nous allons parler ont une valeur véritable, l'honneur qui doit en revenir à leurs auteurs sera d'autant plus grand, qu'on pourra considérer ce succès comme une exception à l'ordre naturel des choses. Si, au contraire, nous sommes, bien à regret, obligé de reconnaître que dans ces tentatives il y a plus de témérité que de bonheur, les traits de la critique se trouveront déjà sensiblement amortis, puisque ses décisions seront en partie comme une conséquence inévitable d'observations générales. En nommant les deux dames qui viennent d'aborder les plus hauts problèmes de philosophie religieuse, nous ne commettons pas d'indiscrétion; on a parlé de leurs ouvrages dans tous les salons, et leur nom n'est plus un mystère. C'est de la part de ces dames un scrupule plein de délicatesse de n'avoir pas elles-mêmes inscrit leur nom sur les livres qu'elles nous donnent; mais la critique fera son devoir, et témoignera de son respect pour les intentions sérieuses des deux auteurs, en contribuant à leur procurer cette notoriété que les écrivains, quels qu'ils soient, désirent toujours avec ardeur, même en paraissant la fuir.

Comment s'est formé le dogme catholique? Poser cette question, c'est se placer entre deux mondes pour expliquer la chute de l'un et la naissance de l'autre. Dans la civilisation qui précéda le christianisme, le polythéisme satisfaisait l'imagination de l'homme, et la philosophie, sa raison. C'étaient deux ordres de choses parfaitement distinctes. L'inépuisable poésie de la religion divinisait la nature ainsi que les idées, les passions et les vertus du genre humain. Tout était image, enchantement ; tout, dans le culte antique, provoquait l'homme à la poursuite du bonheur, au développement de la force. Que de belles fables! que de fictions attrayantes! Cependant la raison avait aussi son aliment : les écoles et les systèmes des philosophes lui expliquaient les principes des choses. La science se développait avec indépendance, et elle offrait à la pensée un champ aussi vaste que le culte à l'imagination. Longtemps la philosophie et la religion fleurirent ainsi en présence l'une de l'autre; mais elles ne purent échapper à la destinée des choses humaines, elles s'altérèrent. Le polythéisme s'égara dans des créations monstrueuses; la satiété, le dégoût, suivirent, et le culte dégradé tomba dans le mépris. La philosophie passa de la pratique du bon sens, de la culture d'une science saine et forte, à des exagérations, à des subtilités, à des rêveries qui compromirent son autorité. C'est au milieu de cette double défaillance du culte et de la science antiques que parut le christianisme.

Quel moment dans l'histoire du monde! L'humanité va changer de manière de sentir et de voir. Une doctrine nouvelle, prenant son point de départ dans la morale, dans la prédication de la fraternité humaine, se produit au milieu d'une société que tout fatigue, ses dieux, ses philosophes et ses empereurs; elle y pénètre, elle y circule comme un dissolvant. D'abord elle jette sourdement l'anathème et le mépris sur les croyances et les idées qui semblent régner encore; elle travaille à changer les cœurs et les esprits, à leur faire adopter d'autres affections et d'autres principes. D'une part, elle a tout à nier; de l'autre, elle a tout à construire. C'est ici qu'il importe de redoubler d'attention pour saisir comme en flagrant délit l'esprit humain poussant sa fortune par un double travail. Le fond des idées et des sentiments des hommes a été et sera toujours le même; seulement l'ordre, la forme et la mesure dans lesquelles se développent ces sentiments et ces idées varient. Le christianisme n'a rien apporté de nouveau, mais il a donné à telles affections, à telles pensées, une application plus puissante. Il est curieux d'observer le procédé des chrétiens occupés à élever l'édifice de la religion nouvelle: ils proscrivent toute la sagesse humaine qui a précédé la prédication de l'Évangile, et en même temps ils s'en servent. Il leur arrive souvent de construire leur théologie avec des idées empruntées à la philosophie grecque et orientale. Transformations inévitables, assimilations nécessaires dans le développement du genre humain

On ne peut donc exposer et faire comprendre la formation du dogme catholique sans écrire une histoire comparée des idées humaines. C'est une œuvre philosophique s'il en fut jamais, car ici les hommes et les événements disparaissent pour laisser la première place aux idées, dont il faut embrasser le cours, non-seulement dans un espace circonscrit, mais à travers toute l'histoire. Sans cette étendue de coup d'œil, la vérité échappera toujours. Comment comprendre les hérésies anciennes, si on ne leur compare pas les hérésies modernes, qui furent une reproduction des luttes des premiers siècles de l'église? Pour se dérouler tout entières, les idées ont besoin des siècles. C'est seulement en lisant Spinoza qu'on comprend vraiment ce que voulaient Arius et Sabellius. Ainsi sagesse antique, théologie et débats des premiers siècles de l'église, hérésies et philosophie modernes, voilà les trois termes de la question pour l'historien du dogme catholique.

Quelle n'a pas été notre surprise en trouvant que l'*Essai sur la formation du dogme catholique* se composait d'une série de biographies, d'extraits tirés de quelques ouvrages des pères de l'église, de récits ou de citations empruntées aux historiens des premiers temps du christianisme, tels que Socrate, Eusèbe, Théodoret, enfin de quelques analyses des lois civiles des Longobards et des Germains! En deux mots, voici la marche du livre : saint Irénée ouvre la série des biographies; viennent derrière lui saint Clément d'Alexandrie, Origène et Tertullien, et nous arrivons à saint Athanase après une peinture fort superficielle du christianisme et de l'empire romain jusqu'à Constantin. Trois notices sur saint Ambroise, saint Jérôme et saint Augustin, nous conduisent au pape saint Léon, et l'ouvrage se termine par l'histoire des Longobards et de la papauté, des Germains et de Charlemagne. Ainsi, au lieu d'un livre sur les idées même qui constituent la religion chrétienne, nous n'avons qu'un résumé des événements extérieurs. La métaphysique et la théologie devaient faire le fonds de l'ouvrage, et c'est la biographie qui domine. Entre ce que le livre annonçait et ce qu'il nous donne, le contraste est tel qu'il n'a pu échapper à l'auteur lui-même. « Nous craignons bien, dit Mme de Belgiojoso en arrivant au terme de son résumé historique, nous craignons bien de n'avoir pas exposé d'une manière

satisfaisante les premiers progrès de la pensée catholique, d'avoir maladroitement mêlé les choses aux hommes et permis quelquefois aux unes d'occuper l'attention que nous aurions voulu reporter sur les autres. » On ne peut mieux se juger soi-même, et la critique est vraiment heureuse de se trouver d'accord avec une femme d'esprit sur la valeur de son ouvrage.

Puisque la perspicacité que Mme de Belgiojoso a tournée avec tant de courage contre son œuvre nous y autorise, nous dirons, sans plus de détours, que le dessein de son livre est manqué. Pas une question n'a été abordée de front ni menée jusqu'au bout. Le dogme chrétien n'est ni pénétré dans son essence, ni suivi à travers les siècles. Cependant le premier problème que doit résoudre l'historien du dogme catholique est de discerner et d'établir ce qui vraiment constitue le christianisme. C'est seulement quand il aura édifié soi-même et les autres sur cette question capitale, qu'il pourra comprendre la nature, la portée, les causes, les analogies, les différences des hérésies depuis les premiers temps jusqu'à nos jours. Pour un esprit sérieux qui contemple le développement du christianisme, il y a trois choses fondamentales à distinguer : d'abord le christianisme en lui-même, tel qu'il a été conçu et posé par Jésus-Christ et par saint Paul, puis l'orthodoxie catholique successivement élaborée par les pères et les conciles, enfin les hérésies, dont le christianisme réformé du XVIe siècle est comme le couronnement. Ce n'est qu'après avoir, en connaissance de cause, pris un parti sur l'essence du dogme, qu'on peut d'un pas sûr avancer dans l'histoire. Autrement tout est incertitude, objet de méprise, cause d'erreur, et au lieu de jugements graves et solides, ce ne sont que solutions arbitraires et capricieuses.

La princesse de Belgiojoso aurait-elle parlé de saint Augustin comme elle l'a fait, si, par une longue méditation de saint Paul, elle eût été au fond des véritables principes du christianisme? Elle nous dit que saint Augustin était *plus curieux que profond, plus froid que grave, plus raisonneur encore que convaincu, plus infatigable que fort*. Avons-nous bien lu? Saint Augustin n'était pas profond! Cependant Bossuet disait que dans tel de ses ouvrages, *la Doctrine chrétienne,* il y avait plus de principes pour entendre sainement l'Écriture sainte, qu'il n'y en a dans tous les autres docteurs. L'écrivain africain est froid! Eh! c'est précisément son génie de mêler à la subtilité théologique des mouvements et des cris de passion qui entraînent le lecteur et le font tressaillir. Saint Augustin n'était pas assez convaincu! Mais sa conversion vient se mettre dans l'histoire à côté de celle de saint Paul, et elle a contribué à convertir le monde. Enfin nous entendons peu comment l'évêque d'Hyppone serait plus infatigable que fort, car d'ordinaire c'est parce qu'on est fort qu'on se trouve infatigable. Entre les premiers siècles de l'église et les temps modernes, entre l'esprit oriental et le génie de l'Occident, saint Augustin, comme un autre Atlas, porte et soutient tout le christianisme. C'est à lui qu'aboutissent les pères des premiers siècles de l'église, et c'est de lui que procèdent les grands hommes qui dans les temps modernes ont été la gloire du christianisme, saint Thomas, Luther, Calvin et Bossuet. Nous ignorons si Mme de Belgiojoso avait résolu d'avance de trouver une victime parmi les pères de l'église, mais le choix a été malheureux. Il est des colosses contre lesquels il n'est permis à personne, pas même à une femme, de lever la main.

Par une sorte de compensation, il est un hérésiarque qui a été traité par Mme de Belgiojoso avec une faveur toute particulière : c'est Nestorius. L'union de la nature divine et de la nature humaine en Jésus-Christ fut, pendant les premiers siècles de

l'église, l'objet d'explications et d'hérésies sans cesse renaissantes. C'était le travail de beaucoup d'esprits de chercher à ce divin mystère une interprétation rationnelle. Arius avait reconnu l'union du Verbe avec la nature humaine, mais il niait sa consubstantialité avec le père. Le fils est consubstantiel au père, avait dit Apollinaire, mais quand il est venu sur la terre, il s'est uni au corps humain sans avoir une âme humaine; cette âme aurait été inutile, puisque le Verbe en tenait lieu et en faisait les fonctions. Pour combattre Apollinaire, on imagina une autre doctrine. Plusieurs soutinrent que non-seulement Jésus-Christ avait une âme humaine, mais ils distinguèrent cette âme du Verbe. Selon eux, le Verbe habitait dans l'homme, comme dans un temple, vivant avec l'âme humaine dans une sorte d'union qui n'était pas la confusion complète, qui n'était pas l'identité. Nestorius fut le plus célèbre entre les chrétiens qui répandirent cette doctrine dont les conséquences étaient considérables. En effet, en niant l'union *hypostatique* du Verbe avec la nature humaine, on arrivait à conclure que la Vierge n'était plus la mère de Dieu, mais seulement la mère du Christ. Nestorius ne craignait pas d'accuser ceux qui ne pensaient pas comme lui de renouveler la folie des païens, qui donnaient des mères à leurs dieux. Entre lui et saint Cyrille, une polémique furieuse s'éleva : après bien des persécutions, Nestorius mourut dans la Thébaïde sans s'être rétracté. Le nestorianisme détruisait le fondement merveilleux de la religion chrétienne, car il niait l'union du Verbe avec l'humanité, en distinguant dans Jésus-Christ deux personnes. Cependant Mme de Belgiojoso déclare qu'après avoir étudié la doctrine de Nestorius dans tous les documents qui nous en restent, elle ne voit pas sur quel point essentiel cette doctrine diffère de la doctrine catholique. Nous ne pouvons que l'engager à faire encore sur ce sujet de nouvelles études, et surtout à consulter des catholiques vraiment orthodoxes. Mme de Belgiojoso doit connaître de graves théologiens : ils lui diront, nous en sommes convaincu, que ne pas reconnaître dans Marie la mère de Dieu, et distinguer deux personnes en Jésus-Christ, c'est nier une partie essentielle de ce dogme dont elle a eu la prétention d'écrire l'histoire. Elle peut d'ailleurs regarder autour d'elle : elle comprendra, aux honneurs, aux adorations que le culte catholique prodigue à Marie, que de nos jours comme au temps de saint Cyrille, l'église dit anathème à la théologie de Nestorius.

L'auteur de l'*Essai sur la formation du dogme catholique* déclare que ses opinions, renfermées dans les limites que l'église a posées, ne se maintiendraient pas un seul instant devant les arrêts que l'église pourrait rendre encore. Nous ne croyons pas qu'on assemble un concile pour juger les doctrines de Mme de Belgiojoso, mais nous doutons que les catholiques fervents trouvent dans son livre un sujet d'édification. Tout en professant une soumission officielle aux décisions de l'église, Mme de Belgiojoso laisse éclater souvent une singulière disposition au scepticisme. On s'aperçoit qu'elle a entendu discuter devant elle les opinions les plus diverses; elle a causé tour à tour avec des théologiens, avec des philosophes, avec des historiens. C'est ainsi qu'elle a pu ramasser sur les choses des indications positives ; mais aussi ces influences contradictoires ont donné à sa pensée cette indécision qui toujours rend la pensée stérile. L'auteur a porté dans ses recherches une incertitude raisonneuse qui lui fait prendre contre l'orthodoxie un air boudeur sans lui donner le courage de l'indépendance philosophique. C'est pourquoi on ne trouve dans l'*Essai sur la formation du dogme catholique* ni les ardeurs de la foi ni les élans de l'intelligence : les croyants pourront être scandalisés, et les philosophes ne seront pas satisfaits.

Cependant ce livre a ses mérites. Il est remarquable qu'une femme se soit donné la peine de lire ou de parcourir tant de documents historiques, de les analyser, ou d'en faire faire des extraits sous ses yeux. Le style des biographies et des notices dont se compose l'*Essai* a de la correction, de l'élégance, parfois une précision qui tend à s'élever à la gravité de l'histoire. C'est surtout dans le récit des événements et des faits politiques que l'auteur a une marche plus ferme : toutefois, là encore nous pourrions signaler d'étranges erreurs. Voici comment, en traitant de l'église et des Germains, Mme de Belgiojoso s'avise de juger le droit romain et les lois barbares : « Le droit romain est un beau monument de l'intelligence humaine livrée à ses propres moyens, arrangeant dans un ordre admirable des principes quelquefois faux et souvent vulgaires ; les lois barbares sont l'expression de la volonté royale plutôt que le développement d'un système. » Nous ne retrouvons pas là la justesse d'esprit dont plus haut nous avons félicité les femmes sur les choses même qu'elles savent le moins. Comment le droit romain serait-il un beau monument de l'intelligence humaine, si ses principes sont souvent vulgaires? Le droit romain vulgaire! On lui a adressé beaucoup de reproches; on a pu en critiquer les sévérités dans la pratique et les subtilités dans la théorie; jamais on n'avait imaginé d'attacher la qualification de vulgaire au droit romain : demandez à Vico, à Leibnitz, à Cujas, à M. de Savigny. Mais sans avoir recours à ces grandes autorités, qui pourraient effrayer l'auteur de l'*Essai*, nous le renverrons à un livre fort connu : Mme de Belgiojoso n'avait qu'à ouvrir Gibbon, elle aurait trouvé sur le droit romain et sur les lois barbares un jugement qui l'aurait avertie de la témérité du sien. « Par un concours de circonstances extraordinaires, a écrit l'historien de *la décadence et de la chute de l'empire romain*, les Germains formèrent leurs institutions dans un temps où le système compliqué de la jurisprudence romaine était arrivé à sa dernière perfection. On peut, dans les lois barbares et les Pandectes de Justinien, comparer ensemble les premiers éléments de la vie sociale et la pleine maturité de la sagesse civile. » Gibbon ne disait pas, comme l'auteur de l'*Essai*, que les lois barbares n'étaient que l'expression de la volonté royale ; il y reconnaissait l'empreinte des mœurs naïves des sociétés naissantes, mœurs qu'il comparait, avec une judicieuse impartialité, aux raffinements de la jurisprudence la plus savante. Il n'hésite même pas à penser que dans cette comparaison la réflexion accordera toujours aux Romains les avantages non-seulement de la science et de la raison, mais aussi de la justice et de l'humanité. Nous ne songeons nullement ici à approfondir cette thèse : nous avons voulu seulement montrer par un exemple combien, même pour une femme instruite, les matières d'érudition sont remplies d'écueils.

Les *Études sur les idées et sur leur union au sein du catholicisme* forment avec l'*Essai sur la formation du dogme catholique* un contraste complet. Pendant que la princesse de Belgiojoso se perdait dans d'interminables analyses sans aboutir à une conclusion, Mme la vicomtesse de Ludre cherchait à s'élever à ce que l'esprit de synthèse peut avoir de plus dogmatique. Cette dame part du principe que les idées qui semblent contraires ne sont que parallèles et mitoyennes, et elle professe que le catholicisme, qui les embrasse toutes, est la vérité même. Pour elle, en d'autres termes, *tout est en tout ;* à ses yeux, les différences n'existent pas, il n'y a que des analogies traduisant l'identité de la vérité dans toutes les religions et dans tous les systèmes. Mme de Ludre se dit, comme Mme de Belgiojoso, fille obéissante de l'église, et c'est pour la plus grande gloire de l'église qu'elle a sincèrement travaillé. Mais il s'est fait dans son esprit une confusion singulière des principes du catholicisme

avec quelques idées mal comprises de la philosophie moderne, et de cette confusion est sorti un panégyrique de la religion chrétienne, qui pourra plus d'une fois faire sourire les incrédules.

Oui, la doctrine de l'identité des idées à travers l'espace et le temps est vraie, et elle est le fondement de la philosophie contemporaine tant en Allemagne qu'en France. Mais à quelle condition peut-on l'appliquer d'une manière légitime et efficace? A la condition de ne reconnaître que le génie de l'humanité pour cause créatrice des religions. Pour le philosophe, les développements seuls constituent les différences, et il reconnaît l'identité des pensées et des affections humaines sous les variétés du costume et de la forme. Aussi il aura pour le christianisme une vénération réfléchie, parce qu'il y retrouvera, dans une plus puissante mesure, une sagesse déjà connue.

Mais autant cette manière de voir est naturelle chez les philosophes, autant, pour ceux qui ambitionnent d'expliquer et de défendre le catholicisme, il serait dangereux de fonder leurs explications et leur apologie sur la doctrine de l'identité. L'auteur des *Études sur les idées* ne s'est pas aperçu qu'à force de vouloir concilier toutes les opinions il anéantissait l'individualité du christianisme : quand on a lu son livre, on croit beaucoup moins à la nécessité de la révélation. En effet, il nous montre l'humanité presque déjà chrétienne avant la venue du Christ; Platon a écrit, s'il faut en croire Mme de Ludre, en se rapprochant le plus possible du point de vue catholique; elle nous dit encore qu'il ne manquait à Caton que le nom de chrétien, et que son cœur renfermait les vertus de l'Évangile. Si Caton est chrétien, il ne faut plus désespérer de personne. Il semblait cependant que ce fier païen, qui se sauva par une mort volontaire de l'amnistie de César, ne possédait pas cette vertu que le christianisme se glorifie d'avoir donnée au monde sous le nom d'humilité. Le zèle de Mme la vicomtesse de Ludre l'a emportée trop loin; en voyant partout le christianisme, elle l'annule. Si, comme elle cherche à le démontrer, l'Évangile, saint Augustin, Fénelon, concordent sur les idées fondamentales avec les Védas, avec Lao-Tseu, avec Socrate, avec Platon, avec Zoroastre, on se demande ce que devient la divine originalité de la parole du Christ. Le christianisme n'est plus qu'une sorte de récapitulation, une espèce d'éclectisme venu à propos. C'est ce que nous dit à peu près Mme de Ludre quand elle nous montre l'église intervenant entre toutes les idées pour les unir, et ayant pour mission de mettre d'accord Épicure et Leibnitz, Pythagore, Virgile et Kant. Dans son amour de la paix, l'auteur des *Études sur les idées* a imaginé un moyen de pacification que nous recommandons à tous les partis. D'où proviennent les discussions? De l'habitude où l'on est de dire ceci *ou* cela est. Or, si l'on disait désormais ceci *et* cela est, si on mettait *et* à la place de *ou*, on couperait court à tous débats, tout existerait parallèlement, ce serait une harmonie générale. Pour arriver à un si beau résultat, il ne faudrait pourtant que substituer, comme dit Beaumarchais dans *le Mariage de Figaro*, la conjonction copulative *et*, qui lie les membres de la phrase, à la conjonction alternative *ou*, qui les sépare.

Mme la vicomtesse de Ludre a beaucoup lu, elle a composé la plus grande partie de son ouvrage avec les extraits de ses lectures, puis elle a intercalé entre ces innombrables citations des développements où l'on sent toute la diffusion incohérente d'une conversation. Tout ce que l'auteur a appris, tout ce qu'il a pu dire, tout ce qu'il a pu entendre en conversant sur les sujets les plus disparates, se trouve jeté pêle-mêle dans deux volumes où sont évoquées tour à tour l'histoire, la philoso-

phie, la religion, la littérature, la musique. Ainsi nous apprenons que M. Donizetti, *dont le génie est moins vaste que celui de Mozart* (en vérité!), a peut-être le don de mieux parler au cœur. Goethe serait un très-grand homme si *Faust* lui appartenait, mais *Faust* est une création populaire; quant à Voltaire, il est stérile. Le style philosophique de Cicéron est sans ordre et sans couleur. Dire de ces choses dans son salon, c'est déjà bien imprudent; mais les écrire!

Néanmoins les *Etudes sur les idées* dénotent un certain mouvement dans l'esprit, et surtout une véritable élévation d'âme. Les intentions de l'auteur sont respectables. L'auteur voudrait attirer au sein du catholicisme tous les penseurs, et, pour arriver à ce but, il a entrepris de dresser une espèce de concordat qui pût être accepté tant par l'église que par la philosophie.

L'église et la philosophie sont deux puissances qui ratifient difficilement les transactions qu'on croit pouvoir dresser en leur nom. Ici d'ailleurs la qualité des négociateurs est bien faite pour éveiller de légitimes défiances. Nous avons vu deux femmes d'esprit, se jetant étourdiment dans les questions les plus ardues, aller souvent contre le but qu'elles se proposaient d'atteindre : nouvel exemple des dangers dont est semée pour les femmes la carrière philosophique.

Dans le choix des occupations littéraires, les femmes ne sauraient mettre trop de coquetterie. Il y a des choses qu'elles font mieux que les hommes, il y a des genres auxquels les destine la finesse de leur organisation; c'est là qu'elles peuvent sans témérité se montrer entreprenantes. La part que leur fait la nature n'est-elle pas assez belle? Connaissance du cœur humain, études des passions, peinture des mœurs, poésie, surtout celle que l'amour révèle, voilà, ce nous semble, d'assez puissantes attributions. La nature s'est chargée elle-même d'opérer une sorte de division du travail entre les femmes et nous ; il est dans l'intérêt de tous de ne pas la contredire. Atteindre l'originalité dans les matières scientifiques est pour les femmes un accident très-rare ; tout ce qu'elles peuvent faire, c'est de comprendre et d'exposer les idées que d'autres ont conçues, et même dans ce travail, elles échouent souvent. Si elles écrivent sur la philosophie et la politique, on les verra défigurer les doctrines par des exagérations qui trahiront leur faiblesse. Elles se tromperont sur la nature des principes, elles en méconnaîtront la valeur, elles en confondront les rapports; enfin, en commentant d'un style déclamatoire des thèmes usés, elles croiront écrire des choses nouvelles.

Rien d'ailleurs de nos jours ne sollicite les femmes à s'exposer à de pareils naufrages. Nous ne sortons pas de la barbarie ; nous ne sommes pas à ces époques de renaissance où l'on a vu les femmes, s'associant au réveil de l'esprit humain, disputer aux hommes les palmes de l'érudition et de la science. Au moyen âge, des femmes ont été docteurs en droit et professeurs de physique; beaucoup savaient le grec et l'hébreu. A l'époque de la renaissance, un pareil spectacle n'avait rien de ridicule; alors l'esprit humain avait besoin de toutes ses forces; il ne pouvait y avoir trop de travailleurs. Il fallait que le monde moderne fût dégrossi le plus vite possible. Mais *d'autres temps, d'autres soins*. Quand la civilisation intellectuelle de l'Europe fut solidement assise, les femmes durent abandonner les travaux scientifiques pour s'en tenir aux choses de l'imagination et du cœur. C'est ce qu'a compris si bien Molière quand il fit *les Femmes savantes*. Ce grand esprit estima qu'il était ridicule à des femmes de vouloir se signaler dans la philosophie, la physique et la géométrie, quand Descartes, Pascal et Fermat étudiaient la nature de l'homme et les lois du monde. Sûr de ne pas se tromper en jugeant ainsi les choses,

Molière fut hardi dans l'exécution; il savait aussi qu'en attaquant les *savantes*, il aurait pour lui toutes les femmes spirituelles et belles qui faisaient l'ornement de Versailles et de Paris.

Au reste, la nature des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons est peu faite pour attirer aujourd'hui les femmes aux matières philosophiques. Ne semble-t-il pas que la guerre doive recommencer entre la philosophie et l'église? C'est du moins ce qu'on pourrait craindre, s'il fallait voir dans certains hommes les mandataires avoués de l'intérêt religieux. Mais, en vérité, on ne comprend pas l'avantage que trouverait l'église à provoquer des collisions fâcheuses. La guerre! Et pourquoi? L'église pourrait-elle, avec quelque fondement, être mécontente de sa situation? La société la respecte, le gouvernement l'honore et quelquefois la flatte. Il y a un retour sensible vers la pratique et le goût des choses religieuses. Sincérité chez beaucoup. calcul chez plusieurs, esprit d'imitation chez d'autres, quelles que soient les causes de ce retour, il est réel, et chacun s'en préoccupe. Tout ce que demande l'église à l'administration civile, pour accroître ses ressources et étendre son influence, elle l'obtient. Que peut-elle vouloir de plus? Mon Dieu, presque rien. si l'on doit en croire quelques-uns; une misère. Mais encore? Eh bien! l'église désirerait l'anéantissement de la philosophie.

Anéantir la philosophie dans la patrie de Descartes et de Voltaire, proscrire en France le droit souverain de la pensée! Vers la fin du siècle dernier, avant 1789, Turgot écrivait ces paroles : « La société peut choisir une religion pour la protéger, mais elle la choisit comme *utile* et non comme *vraie*. et voilà pourquoi elle n'a pas le droit de défendre les enseignements contraires. » La charte a été rédigée en vertu de cette maxime de Turgot. En proclamant que la religion catholique est professée par la majorité des Français, en allouant des traitements à ses ministres, la charte déclare implicitement que les croyances et les doctrines de cette religion sont *utiles* au corps social, mais elle n'y reconnaît pas la vérité absolue, car au même moment elle pose en principe l'égale liberté des autres cultes et des autres opinions. Ainsi la philosophie existe en France au même titre que l'église catholique. Les choses auraient donc bien dévié, s'il peut paraître nécessaire et même hardi de rappeler des principes aussi simples? L'église y réfléchira ; il y aurait de sa part une véritable imprudence à réveiller des querelles qui n'auraient même plus l'excuse du fanatisme. Mieux avisée, elle comprendra qu'elle affermira plus encore sa légitime influence par la paix que par la guerre. Jamais l'esprit philosophique n'a été plus impartial et plus tolérant; songe-t-il à troubler la religion dans l'exercice de son ministère social? Seulement il a en partage le culte de la science, et il n'y souffrirait pas la moindre atteinte. La philosophie a son droit de cité en France aussi pleinement que la religion, et elle y exercera toujours un impérissable empire.

LERMINIER.

POÈTES ET ROMANCIERS

MODERNES

DE LA GRANDE-BRETAGNE.

VII.

THOMAS MOORE.

Vers la fin du dernier siècle et dans les premières années de celui-ci, la littérature anglaise subit une transformation complète. Depuis la restauration des Stuarts, en 1660, jusqu'à la mort de George II, en 1760, les poëtes de la Grande-Bretagne ne cessent d'obéir à une influence étrangère. On néglige Shakspeare, on l'accuse de manquer de goût, et on ne ressent d'admiration que pour l'école française. On est en plein Louis XIV. Parmi tous les hommes célèbres de cette époque, à commencer par Dryden, à finir par Olivier Goldsmith, en comptant Pope, Addison, Collins, Thomson et Gray, on ne découvre pas une idée originale, pas une idée franche. Comme dans toutes les périodes vouées à l'imitation, on retrouve des rimeurs faciles, des *faiseurs* curieux, des puristes, des pédants, des écrivains, mais pas un seul poëte. Le talent déborde, mais le génie se retire, et, derrière les nuages épais qui l'enveloppent, travaille à l'enfantement de merveilles futures. Cowper, de la pointe de sa plume, fit une petite piqûre au gros ballon vide de la boursouflure

académique, et l'antiquité mythologique céda la place aux événements de la vie domestique et réelle. L'auteur du *Table Talk* ouvrit le chemin à Wordsworth et aux *lakistes*. Cependant la grande révolution, la véritable renaissance, ne devait s'accomplir que quelques années plus tard, avec les premières ballades de Scott, les premières poésies de Byron, les premiers chants de Moore. C'est alors qu'à l'élément classique et compassé, étranger à l'essence même de la langue britannique, succéda tout à coup l'élément romantique, et que, ceint d'une triple couronne, le génie septentrional s'assit en vainqueur sur les débris d'un passé infécond. Ces trois hommes, Scott, Moore et Byron, sont non-seulement la plus énergique expression de l'époque à laquelle le dernier seul a légué son nom, mais encore les deux premiers personnifient en quelque sorte le pays qui les a vus naître. Il est impossible de ne pas remarquer la frappante analogie qui, dans l'un et l'autre cas, existe entre l'individu isolé et la masse nationale, entre les sentiments, les passions, les instincts populaires, et l'œuvre plus réfléchie qui les reproduit sans cesse; de ne pas observer avec intérêt combien le poëte attire, rassemble, concentre et absorbe en lui les rayons partis des limites du cercle insaisissable qui l'entoure. On dirait que l'Irlande et l'Écosse tenaient à faire valoir leurs droits littéraires et à changer en triumvirat la dictature menaçante de l'Anglo-Normand. Pendant que Scott publiait *Marmion, Waverley* et *Rob-Roy,* pendant qu'il s'appliquait à relever des ruines, à glorifier la monarchie, la féodalité, la tradition, à ranimer de son souffle puissant le grand cadavre du moyen âge, l'auteur des *Mélodies irlandaises* s'élançait avec avidité vers l'avenir, et faisait retentir les trois royaumes du cri de la liberté *politique.* En ceci, chacun des deux poëtes n'a fait en quelque sorte que reproduire l'histoire morale de son pays. L'Écosse de tout temps fait ses révolutions en arrière, et la révolte qui aujourd'hui, au nom de Robert Bruce, ira menacer les Plantagenets sur leur trône, se fera écraser demain à Culloden, en cherchant à replacer une couronne sur le front du dernier des Stuarts. L'Irlande, au contraire, pour s'assurer sa place si rudement disputée parmi les nations, marche en avant, haletante, le front en sueur, l'œil en feu, hardie, infatigable.—En avant! c'est le cri à la fois de son espérance et de son désespoir. Pour les deux peuples, l'Anglais demeure presque au même degré un objet de terreur et de haine; *le pâle Saxon,* comme l'appellent les deux langues, réveille à peu de chose près les mêmes antipathies chez le *highlander* de Glencoe que chez le batelier de Killarney; l'un et l'autre tournent leurs regards vers la France, mais chacun avec une idée bien différente. Tandis que l'Écosse implore l'aide de la France monarchique, et que Holyrood et Versailles se renvoient réciproquement leurs rois, l'Irlande se jette dans les bras de la France révolutionnaire, ouvre ses ports à Hoche et appelle le vainqueur d'Arcole. Ce qui dans l'Angleterre blesse les susceptibilités nationales des Écossais, c'est ce manque de respect pour les antiques coutumes, cette allure insolente de parvenue enrichie qu'affecte quelque peu l'indépendante Albion, tout au rebours de l'Irlande, qui ne reproche à sa voisine que sa trop grande illibéralité et l'exercice d'une tyrannie passée de mode de nos jours. L'une se plaint de trop, l'autre de trop peu d'innovations. Les causes de cette situation sont faciles à saisir. L'Écosse, réunie en 1603 seulement à la couronne britannique, apportée à l'Angleterre, pour ainsi dire, en *don du matin* par un roi écossais, ne put être envisagée comme une conquête; néanmoins, tout en gardant son rang, elle perdait sa royauté; on la traita en sœur, mais en sœur cadette. L'orgueilleuse Calédonie s'en blessa profondément, et l'Europe put contempler le spectacle assez singulier d'une nation à laquelle chaque

liberté que l'on accordait enlevait un trésor, une illustration, un privilége, un souvenir. L'Irlande, au contraire, qui, si loin qu'elle regardât en arrière et de quelque côté qu'elle se tournât, ne découvrait autour d'elle que désolation et misère, l'Irlande, pauvre, gémissante, abandonnée, proscrite, que pouvait-elle rêver sinon l'avenir, ce qui n'était pas, ce qui n'avait jamais été? L'Écosse, entichée de sa noblesse, féodale en son âme, même de nos jours, quoiqu'elle eût peut-être gagné sous le point de vue matériel, voulut reculer pour saisir le mieux. L'Irlande, seule au monde, sans pain pour ses enfants, sans autels pour son culte, sans passé, sans présent, l'Irlande se jeta dans l'inconnu pour en arracher le bien que malheureusement elle attend encore.—C'est comme les représentants de ces deux tendances opposées qu'il faut envisager Scott et Moore.

Cependant au-dessus des franchises partielles ou spéciales restent les franchises de l'intelligence, au-dessus des intérêts les passions, au-dessus des hommes l'homme; c'est là qu'il faut chercher Byron. Moins national que Moore ou Scott, il appartient par cela même davantage à l'humanité, et, tandis que ses deux contemporains représentent un peuple, lui se fait le symbole d'une idée. « J'ai toujours aimé et honoré le talent de Pope de toute mon âme, bien que de ma vie je n'aie su l'imiter (1), » écrit l'auteur de *Childe-Harold* en 1820. Ces paroles évidemment ne révèlent que l'artiste épris de la forme, et qui, malgré lui, se laisse charmer à l'aspect de la ligne correcte et pure; car pourquoi une opinion aussi prononcée se trouve-t-elle démentie par les actes d'une vie entière? Pourquoi le génie hardi et libre de Byron répudie-t-il d'une manière aussi énergique (et qui va même parfois jusqu'au sacrifice de la forme) le style harmonieux et limpide, le vers ciselé et parfait de Pope? Pourquoi ce classicisme qu'il admire si ardemment ne parvient-il pas un seul instant à réprimer les élans fougueux de sa muse indomptable? Pourquoi cette contradiction manifeste, si ce n'est que le barde de Newstead obéissait à son insu à une influence irrésistible, et qu'il lui était ordonné de suivre la voie pénible que venaient d'ouvrir les *Confessions* et *Werther?* Rousseau, Goethe et Schiller le précédèrent; où trouver assez de place pour nommer tous ceux qui l'ont suivi? Et par cela je n'entends nullement agrandir le mérite de Byron, qui ne m'apparaît que comme le Luther de cette réforme littéraire, devenue inévitable par la force des choses, et préparée par des têtes bien plus puissantes que la sienne. Le principal mérite de Byron, selon moi, est de n'avoir pas fait défaut aux circonstances. C'est à cela qu'il doit son titre de chef d'une école où d'autres avant lui avaient professé les mêmes doctrines, mais dont la chaire, lorsqu'il parut, se trouvait vide. J'ai dit que Byron manquait de cette nationalité qui distingue Scott et Moore : par le mot nationalité, je n'entends pas cet étroit esprit de conservation égoïste qui s'attache bien plus aux produits et aux avantages du sol qu'au sol même, et peut-être serait on en droit de trouver que par ce défaut de patriotisme poétique Byron ne fait que mieux personnifier un peuple dont deux races ennemies se disputent le berceau, qui vient au monde cosmopolite, et pour qui le premier besoin est de sortir de chez lui. L'essentielle différence qui existe entre Byron et Moore gît tout entière dans celle qui sépare leurs sources d'inspiration. Le chantre de *Lara*, orgueilleux réprouvé, s'inspire de lui-même, c'est-à-dire du cœur humain, chante ses propres douleurs, c'est-à-dire celles de l'humanité, et entretient la génération contemporaine des inquiétudes, des doutes, des aspirations vagues, du malaise étrange, qui les dévorent

(1) Lettre à d'Israëli.

tous deux. Rien ne s'entend mieux que deux malades qui souffrent de la même maladie; aussi le siècle ne tarda-t-il pas à s'engouer de Byron. Moore, au contraire, reçoit son impulsion d'une idée moins étendue et plus spéciale, l'Irlande. L'amour de son pays est la flamme à laquelle son enthousiasme a pris feu; homme ou poëte, tout l'être est là-dedans. « Les *Mélodies irlandaises,* disait Byron, vivront dans la postérité tant que vivront l'Irlande, la musique et la poésie. » Le patriotisme, la haine de l'oppresseur, l'exécration du traître, l'espoir de la vengeance, le culte de la liberté, voilà les éléments de la poésie de Moore. On le voit bien, ce genre de talent devait nécessairement exercer une action moins universelle que celui de Byron. Les nations opprimées et esclaves pouvaient seules comprendre les souffrances de la malheureuse Erin; les peuples riches et puissants ne s'en préoccupaient guère, et trouvaient une foule de bonnes raisons pour ne pas s'en émouvoir. Mais la prédiction de Byron est strictement vraie : tant que durera l'Irlande, tant qu'une poignée de ses fils vivront encore pour ressentir le poids de leur honte et de leur misère, qu'ils soient captifs, exilés, mourants, qu'ils gémissent dans le *far-west*, ou que dans les plaines brûlantes de l'Inde ils combattent sous le drapeau d'un maître abhorré, on trouvera sur leurs lèvres une chanson de Moore et dans leur cœur une bénédiction pour son nom. Moore s'est élevé par le patriotisme au niveau des hommes politiques. Certes, le poëte qui a consacré son imagination à l'Irlande n'a pas moins fait pour elle que ceux qui lui ont donné leur vie. O'Connell, O'Gorman Mahon, Sheil, Curran et Grattan, tous ces courageux et nobles défenseurs d'Erin, saluent du nom de frère l'auteur des *Mélodies*, dont à cette heure les sentiments restent aussi chauds, aussi inébranlables que dans les temps de sa plus ardente jeunesse. Dans les rares et misérables aumônes qu'elle se laissait arracher en faveur de sa conquête, la hautaine Angleterre ne cédait peut-être pas plus au langage énergique dont retentissaient les murs des deux chambres du parlement qu'aux murmures sourds de l'opinion publique, entraînée par la voix du poëte à la mode.

Si la force ou la grâce prédomine chez Moore, c'est là une question que l'on n'a guère pris la peine d'examiner, ébloui qu'on était par l'éclat d'un autre génie dont l'énergie formait le caractère distinctif. Byron a exercé une action sociale trop vaste et trop féconde pour que de son temps on ait pu le juger sainement comme artiste ou comme penseur; maintenant que cette première effervescence s'est calmée, il serait peut-être possible de démontrer que d'autres poëtes, ses contemporains, privés d'une popularité aussi exagérée par le but moins sympathique aux passions humaines qu'ils avaient poursuivi, savaient déployer, pour atteindre à ce but, des moyens aussi vrais et aussi grands que le poëte qui dans sa gloire a pu se croire sans rival (1).

On découvre chez Moore deux individus, deux talents différents, d'où naissent deux réputations également distinctes, et dont l'une absorbe l'autre. Il est arrivé à

(1) Il existe, sous la date du 15 mars 1820, une lettre très-curieuse de lord Byron à M. d'Israëli, dans laquelle, en parlant de Southey, qui l'accusait d'être envieux, il se sert des expressions suivantes, où perce cet incroyable orgueil que lui inspiraient sa position et son immense célébrité : « Que peut-on envier à Southey? Est-ce sa naissance, son nom, sa renommée, ou ses vertus que je dois envier? Je suis né dans l'aristocratie qu'il abhorre, et descends, par ma mère, de rois antérieurs aux aïeux de ceux auxquels il a vendu ses chants Ce ne peut donc être sa naissance. Comme poëte, pendant les huit années qui viennent de s'écouler, *il m'a été impossible de redouter quelque rival que ce fût*. Quant à l'avenir, il reste ouvert à tous. »

Moore ce qui arrive à bon nombre des écrivains qui obtiennent un grand succès de vogue ; il est devenu principalement célèbre par ses qualités secondaires. Né à Dublin, en 1780, il fit paraître sa traduction d'Anacréon en 1800, avant d'avoir atteint l'âge de vingt ans, et publia l'année suivante les *Poëmes de Little*. Dès ce moment, le siècle assigna une place définitive au poëte ; il devint tout de suite le lion à la mode ; on chanta ses chansons et on les lui fit chanter ; on le fêta, on le choya, on le combla d'attentions, mais le comprit-on bien? Tout en appréciant ce que renfermait de charmant, de gracieux, de raffiné, ce remarquable talent, on ne reconnut pas assez ce qu'il contenait de fort et de viril ; dans ses productions, qui se distinguent avant tout par leur énergie, on se plaisait à admirer le sujet, le *story*, comme disent les Anglais, les brillantes images, la perfection du vers, et *Anacréon Moore* fut le nom dont ses contemporains persistèrent à décorer l'auteur de *Lalla Rookh*.

Pour bien apprécier le talent de Moore, il est nécessaire de diviser ses ouvrages en deux classes, de placer d'un côté les œuvres sérieuses, les chants inspirés qui lui assurent une célébrité durable, de l'autre les mille petites créations élégantes et spirituelles qui lui valurent les applaudissements et les caresses de son temps. Parmi les premières, il faut nommer *Lalla Rookh*, les *Mélodies irlandaises*, certaines odes et épîtres, et les *Rimes sur la route*. Aux secondes appartiennent les *Poëmes de Little*, les innombrables épigrammes et ballades, les chansons érotiques, les chansons de table, les *Fables de la Sainte-Alliance*, et les autres satires, tableaux parfaits de mœurs contemporaines. Comme les odes d'Anacréon, à titre de traductions, n'entrent point dans les inspirations originales de Moore, elles ne doivent être considérées que du point de vue de l'exécution pure, et, quant au poëme célèbre des *Amours des Anges*, on éprouve un très-grand embarras à lui trouver une place. Trop frivole pour être classé parmi les œuvres sérieuses, et trop sérieux pour se ranger parmi les poésies légères, ce poëme est d'une nature aussi intermédiaire que son sujet, et, comme les anges, semble destiné à flotter incessamment entre les deux sphères.

Le patriotisme de Moore est un fait individuel, isolé ; loin de se présenter comme la conséquence nécessaire de ses idées philosophiques ou politiques, il s'en écarte et ressemble bien plutôt à l'amour que ressentent certains hommes pour une seule femme, tandis que le sexe en général ne leur inspire que de l'aversion. Moore aime l'Irlande comme une maîtresse ; tout ce qu'elle demande et tout ce qu'elle veut, il le veut et le demande. Il ne voit qu'elle au monde, et ce n'est pas lui qu'on accuserait jamais de sacrifier au sentiment cosmopolite, ou de perdre un seul instant de vue les intérêts de son propre pays, pour se plonger dans des rêveries plus ou moins stériles sur les besoins et les destinées de l'humanité. Lui-même l'a dit, le seul reproche que pourront lui adresser les ennemis de l'Irlande sera d'avoir, comme Othello, — « aimé non point sagement, mais trop bien. » On se persuade trop facilement, en lisant certaines poésies de Moore, que l'homme qui les a écrites appartient au parti ultra-radical, erreur qui a causé plus d'un mécompte parmi certains esprits exaltés. Il y a chez le barde d'Erin une élégance innée, *a native elegance*, comme disent nos voisins d'outre-Manche, qui s'oppose instinctivement aux mœurs républicaines, et c'est encore un trait distinctif du caractère irlandais, qui, au milieu des complots, des émeutes et de tous les plus funestes excès d'une guerre civile continuelle, trouve moyen de conserver toujours ses allures chevaleresques, cette insouciance de grand seigneur qui ont fait si souvent comparer l'Irlande et

la France. Tant et si bien existent chez Moore ces goûts aristocratiques, cet éloignement pour les aspérités et les *incorrections*, si je puis employer le mot, d'une société primitive, que lorsqu'en 1803 les whigs lui donnèrent la place de régistrateur de l'amirauté aux Bermudes, le séjour qu'il fit aux États-Unis, avant de se rendre à son poste, ne lui laissa que des souvenirs pleins d'amertume et de dégoût. L'aspect de ce peuple enfant, de cette nationalité ébauchée, ne le frappa par aucun de ses côtés vraiment grands ; il en saisit toutes les imperfections et les vices, comme plus tard mistriss Trollope en a saisi les incohérences et les ridicules : « J'allai en Amérique, dit Moore dans la préface des *Odes et Épitres*, publiées en 1806, sans aucune prévention défavorable ; au contraire, je me livrais à certaines illusions touchant la pureté du gouvernement et le bonheur primitif du peuple.... Mon attente fut entièrement trompée, et j'avais envie de dire à l'Amérique comme Horace à sa maîtresse : *Intentata nites.* » On devine à ce début le ton que prendra Moore plus tard vis-à-vis de « cette race factieuse, pauvre d'esprit et prodigue de paroles, née pour être esclave et ambitieuse du pouvoir. » Oubliant sans doute que l'Amérique était la sœur légitime de l'Irlande, qu'elle s'était courbée sous le même joug et qu'elle l'avait secoué, qu'elle avait souffert les mêmes injustices et qu'elle venait de les venger; oubliant enfin que, si le peuple irlandais avait su en profiter, la capitulation de York-Town ouvrait à la malheureuse Erin le chemin de la liberté, Moore, dans la VIII[e] épître adressée à M. Spencer, s'exprime de la manière suivante sur la patrie de Washington : « Tout ce que la création éternellement variée contient de grand ou d'aimable fleurit et se développe ici ; les montagnes s'élèvent avec fierté, les jardins s'épanouissent dans leur éclatante richesse; de beaux lacs s'étendent, de grands fleuves roulent leurs ondes victorieuses. L'âme *(the mind)*, l'âme seule, sans laquelle le monde n'est qu'un désert, l'homme que de la boue ; l'âme, l'âme seule, enfouie dans un repos stérile, ne fleurit ni ne s'élève, ne s'épand ni ne brille ! Prenez-les tous, chrétiens, mohawks et démocrates, depuis le *wigwam* jusqu'à la chambre du congrès, depuis l'homme sauvage (esclave ou libre) jusqu'à l'homme civilisé, moins apprivoisé que lui, ce n'est partout que même chaos ténébreux, que même lutte inféconde entre la vie à moitié civilisée et à moitié barbare, où tous les maux de l'ancien monde se mêlent à toutes les grossièretés du monde nouveau, où tout pervertit, bien que peu de choses séduisent, et où du luxe rien n'est connu que le vice. »

A côté de cette répugnance pour l'état social en Amérique éclate une admiration sans bornes pour les beautés de la nature inanimée. Moore doit à son voyage au delà de l'Atlantique quelques-unes de ses descriptions les plus brillantes, quelques-unes de ses pages les plus vivement colorées. Ainsi je signalerai l'ode appelée *la Chute d'Hébé* comme une création les plus parfaites dans son genre. Il y a de l'Anacréon là-dedans, il y en a même beaucoup, mais ce n'est point imité, c'est *repensé*, ainsi que le voulait Goethe en pareille circonstance. Du reste, le séjour du poëte irlandais aux Bermudes a dû nécessairement entrer pour quelque chose dans le choix qu'il fit plus tard d'un sujet de poëme oriental. Il est à croire que le pays de Miranda et d'Ariel (1) a fourni plus d'une fleur, plus d'un parfum, plus d'une perle, aux pâles héroïnes du royal Feramorz.

Parmi les critiques qui ont le plus et le mieux étudié Moore, il en est pourtant

(1) On sait que *l'île déserte* dans laquelle Shakspeare a placé la scène de *la Tempête* n'est autre qu'une des îles Bermudes.

beaucoup qui ne voient dans *Lalla Rookh* qu'un poëme oriental, aussi plein de diamants et de perles, aussi propre, en un mot, à réjouir le cœur d'un bijoutier que les *Mille et Une Nuits* elles-mêmes, partant admirable sous le rapport de la couleur locale, supérieur sous ce point de vue au *Giaour* et à *la Fiancée d'Abydos,* et bien au-dessus du *Thalaba,* du *Kehama,* de Robert Southey. Vaut-il la peine de dire qu'il n'en est rien, et que Moore ne demande à l'Orient qu'une forme pour cacher une idée, qu'un voile de Bénarès pour couvrir un poignard? Je ne prétends pas dire que ce choix de l'Orient, comme théâtre d'action pour son œuvre, fût tout à fait un acte prémédité, indépendant de toute tendance involontaire et spontanée, ou que Moore demeurât étranger au mouvement de la renaissance orientale auquel prenaient part Goethe, Byron et tant d'autres esprits illustres de l'époque. Sa seule qualité d'Irlandais le portait involontairement vers le monde asiatique (1), et le caractère particulier de son talent l'en rapprochait encore davantage. « Personne, disait Sheridan, ne met autant de son cœur dans son imagination que Tom Moore; son âme semble une étincelle de feu échappée du soleil, et qui toujours s'agite afin de retourner vers la grande source de lumière et de chaleur. » Jugement aussi vrai que poétique, et que les lignes suivantes, tirées de *Lalla Rookh* même, confirmeraient au besoin : « Lumière bénie du soleil! glorieuse puissance! quelle douceur, quelle vie apporte ton rayon ! A te sentir, il y a un bonheur si réel, que le monde ne renfermât-il d'autre joie que celle-ci, — de pouvoir se reposer et se *soleiller* en paix, — ce serait un séjour trop délicieux, trop charmant, pour que l'homme pût l'échanger contre l'obscurité, l'ombre froide du tombeau! »

Il serait difficile, ce semble, au plus indolent lazzarone du Môle, au plus voluptueux buveur du soleil de Mysore, de mieux exposer les doctrines de sa philosophie sensuelle. Mais bien que tous les trésors de l'Asie se soient épanchés sur quelques pages de *Lalla Rookh,* bien que les parfums de l'Arabie vous enivrent, que les tissus de l'Inde vous éblouissent, et que vous vous trouviez transporté dans le monde merveilleux de Krishna et de Kamadéo, *Lalla Rookh* n'est rien moins qu'un poëme oriental. *Lalla Rookh* n'est qu'un magnifique cadre persan qui renferme un calvaire, et où le croissant cache la croix; c'est la coupe de rubis de Giamschid remplie de *morat* (2) jusqu'aux bords, un brillant symbole derrière lequel le poëte

(1) Les Irlandais se vantent de leur origine orientale, et il faut avouer que le caractère national en certaines choses, et la langue par sa construction et sa surabondante richesse métaphorique, semblent plaider en faveur de cette opinion. Lord Byron, en dédiant *le Corsaire* à Thomas Moore, lui écrivait : « On dit parmi vos amis, et j'espère pour ma part qu'on est fondé à le dire, que vous composez un poeme dont l'action se passera en Orient; personne n'est plus naturellement appelé à traiter un pareil sujet. Les injures de votre propre pays, l'esprit ardent, exalté de ses fils, la beauté et la tendresse de ses filles, peuvent se retrouver là. Collins, lorsqu'il nommait ses *Églogues orientales* ses *Églogues irlandaises,* ne savait pas combien était vraie une partie au moins de son parallèle. Votre imagination créera un soleil plus vif et un ciel moins nuageux; mais la sauvagerie (*wildness*), la tendresse et l'originalité forment quelques-uns de vos titres nationaux à une descendance orientale, et vous-même jusqu'ici, vous avez prouvé les vôtres bien plus clairement que le plus zélé antiquaire de votre pays. » Le poëte Collins, auquel Byron fait allusion, publia, dans la première moitié du dernier siècle, des poëmes sous le nom d'*Églogues orientales.* Plus tard, atteint d'un découragement profond, il blâma sans réserve ses productions juvéniles, et, pour exprimer combien il trouvait mal écrites les *Églogues orientales,* il les surnomma ses *Églogues irlandaises.*

(2) Liqueur que buvaient les anciens rois irlandais.

se retranche pour mieux foudroyer l'oppresseur de sa religion et de sa patrie.

Lalla Rookh se compose, comme on le sait, de quatre poëmes distincts, amenés et liés ensemble par une narration en prose : forme essentiellement orientale, qui souriait fort aux vieux conteurs méridionaux, descendants immédiats des poëtes de l'Asie, à la tête desquels il faut placer Boccace, et que l'on peut, en y cherchant bien, retrouver d'aventure dans les *tales* des nouvellistes primitifs de la Grande-Bretagne.

Le puissant empereur Aurungzèbe marie sa fille, Lalla Rookh, au prince Aliris, fils du roi de Bucharie. Pendant le voyage que fait la princesse de Delhi à Cachemire, où doit être célébré son mariage, un jeune poëte, nommé Feramorz, trouve le moyen de se glisser dans la nombreuse suite de Lalla Rookh, et, à l'excessif déplaisir du grand chambellan Fadladeen, parvient à diminuer pour la princesse les ennuis de la route, en lui récitant des poëmes dont il est l'auteur. Feramorz réussit si bien à distraire la royale fiancée, que, arrivée à Cachemire, la seule idée d'y trouver son futur époux lui cause un chagrin mortel. Pâle et abattue, Lalla Rookh va au-devant du jeune roi, et lorsque, émue par le son d'une voix bien connue, elle relève sa tête mélancolique pour mieux voir celui qui lui parle et lui offre un trône, elle tombe sans connaissance à ses pieds. Dans Aliris, la fille d'Aurungzèbe reconnaît Feramorz, le beau jeune homme qu'elle aime : dénoûment quelque peu occidental à ce que l'on voit, et qui trahit son origine. En revanche, les détails brodés sur ce canevas romanesque sont dignes du *Touti-Nameh,* et sauf une individualité trop prononcée donnée aux caractères féminins, une certaine inquiétude rêveuse trop souvent décelée, et qui parfois flotte comme une vapeur nébuleuse sur les horizons si clairs et si accusés de la nature orientale, sauf ces petites marques traîtresses, cet *accent étranger,* la narration en prose de *Lalla Rookh* pourrait à bon droit réclamer une paternité persane ou hindoue.

Mais c'est par les quatre récits de Feramorz qu'il faut juger l'œuvre, et pour tous ceux qui ont appris à connaître l'Orient autre part que dans les poëmes et les romans faits à son image en Europe, il doit être évident que les trois premiers chants de *Lalla Rookh* appartiennent à l'école romantique, et se rattachent au génie occidental. L'amour individuel et romanesque avec tous ses combats, ses inquiétudes et ses sacrifices, l'amour de tête, qui remplit les pages du premier et du troisième récit, ainsi que la morale sentimentale contenue dans le *Paradis et la Péri,* ressemblent aussi peu aux produits de la nature orientale que les *Vergissmeinnicht* et les bouleaux. *René* et *Werther* y ont plus de part que Mejnoun et Ferdousi. Non-seulement l'intervention constante du poëte dans son œuvre, mais les passions qu'il dépeint, les raisonnements dont il se sert, l'action incessante de la conscience personnelle qu'il n'a garde d'oublier, tout cela accuse une origine européenne, plus encore, chrétienne. L'âme, l'essence du poëme entier, est occidentale, romantique, sentimentale. D'un autre côté, l'enveloppe extérieure, le corps de cette âme, se pare de toutes les couleurs, de tous les rayons de l'Asie, et, sous ce point de vue, le poëme de Moore nous apparaît comme une espèce de bal travesti. Dans un théâtre dont les brillants décors imitent à s'y méprendre les jardins de Delhi ou les mosquées d'Iran, erre une foule étincelante des riches costumes d'Orient ; mais, sous les plis du cafetan, battent des cœurs pleins des incertitudes, des vagues désirs de notre hémisphère du Nord, et Mahomet n'a rien à démêler avec ces yeux d'un bleu limpide dont le regard intelligent et rêveur perce à travers le voile d'or qui les cache. Si l'on demande comment Moore a pu composer et coordonner son œuvre de telle

sorte que le contraste des deux éléments distincts qui la constituent ne nuisît point à l'ensemble, on en trouvera la raison dans l'entente profonde de la forme. Moore possède au suprême degré le secret de cette forme élégante et souple, également éloignée de la redondance orientale et de la sécheresse du Nord, et qui attire les éléments les plus extrêmes, les plus opposés, pour les assimiler, les unir et les confondre dans son milieu tempéré. Il n'existe peut-être aucun poëte auquel on puisse mieux appliquer le mot inventé par Goethe d'oriental-occidental. Quant au quatrième récit : *la Lumière du Harem*, bien qu'il nous apparaisse au premier abord comme une création animée du pur souffle asiatique, certaines restrictions sont encore nécessaires; au milieu d'une sobriété de détails et d'un éclat de coloris vraiment orientaux, la conduite plutôt lyrique qu'épique du sujet rattache ce conte charmant au monde européen.

On s'est beaucoup amusé, surtout en Angleterre, à comparer entre eux Moore et Byron, et à trouver que le poëte de *Lalla Rookh* sentait et traduisait bien plus fidèlement l'esprit de l'Orient que le chantre du *Giaour*. Peut-être, en l'examinant, trouvera-t-on que cette opinion, comme beaucoup d'autres fort généralement acceptées, manque de justesse, et que l'inverse de la proposition approcherait davantage de la vérité. Je suis loin de vouloir soutenir l'exactitude de la couleur locale dans les créations orientales de Byron, ou de prétendre que Gulnare, Leïla, Zuleïka et Médora ne soient pas autant de Marys(1) musulmanes; mais il me semble que, pour l'Orient qu'il a voulu peindre, il l'a incontestablement mieux peint que Moore, dont le premier soin devait être de masquer des pensées beaucoup trop nationales. Il y a Orient et Orient, et on n'en est pas quitte pour enturbanner son héros, et le faire crier : *Allah il Allah!* Les peuples du continent asiatique et africain diffèrent entre eux par les croyances, le caractère et les mœurs, tout autant que ceux de l'Europe. L'Orient a son antiquité classique, ses grandes lignes, comme aussi son romantisme, sa période de mouvement inquiet. L'Inde, la Perse, l'Arabie, forment le terrain classique dont l'Himalaya est l'Olympe, les Védas et les livres des mages, l'Iliade. De l'Arabie inférieure part l'idée nouvelle; elle passe par l'Égypte et va trôner dans le temple du Christ. Un ou deux siècles plus tard, une horde de barbares venue des confins de la mer Caspienne s'abat sur la Morée, et finit par s'établir dans la ville de Constantin. Les disciples de Mahomet, dès le commencement, savaient la doctrine chrétienne, et, par suite des croisades et de la fondation des principautés franques en Syrie, ne pouvaient manquer de perdre insensiblement quelque peu de leur ancien caractère. Quant à la race turque, son origine tartare touche de bien près à celle des Huns, et peut-être pourrait-on trouver entre Othman et Attila un certain degré de parenté lointaine. La constitution du monde politique et commercial au moyen âge amenait nécessairement une collision constante entre l'Occident et une partie de l'Orient. Une portion de l'Espagne obéissait aux Maures; les républiques italiennes, quand elles ne se battaient pas contre les infidèles, faisaient avec eux un commerce considérable; les Français, dans la Morée, ne pouvaient éviter certains rapports avec les Turcs, que l'Allemagne, d'un autre côté, avoisinait par la Hongrie.

Tous ces rapprochements avec les peuples de l'Europe produisirent chez les descendants du prophète certaines modifications que l'on chercherait en vain chez

(1) On sait que le premier amour que ressentit Byron fut inspiré par miss Chaworth, qui se nommait Mary.

les habitants de la haute Asie. Or, il est à remarquer que lord Byron choisit tous ses personnages parmi cette grande famille mahométane dont le sang s'est mêlé plus ou moins à celui des Espagnols, des Grecs et des Franks. Tous ses héros appartiennent à ces races turbulentes et vagabondes qu'il a pu voir lui-même autour du vieux pacha de Janina, et dont les instincts aventureux et quelque peu bohêmes ne sont peut-être pas si mal rendus dans les pages du noble lord. Avec Moore, le cas est tout autre : il ne sort pas du haut Orient, de la Perse et de l'Inde, du Candahar et du Khorassan. Il place toutes ses scènes dans le pays même de Brahma et de Zoroastre, dans l'Orient mystique, contemplatif et grave, dont les volumes sacrés étaient, il n'y a guère plus de cent ans, encore vierges de tout regard indiscret ou profane. *Lalla Rookh,* d'un bout à l'autre, se joue au sein de l'Hindostan, dont, à dire vrai, l'islamisme est la religion d'état, mais un islamisme aussi éloigné du fanatisme guerrier de la Mecque que les cérémonies sans faste d'une église scandinave peuvent l'être des pompes de la chapelle Sixtine. Il y a dans cette vieille terre de l'Inde, où la nature remplace Allah et où le panthéisme se retrouve au fond de tous les cœurs, quelque chose de vaste, de solennel et de mystérieux qui résiste aux sollicitations de la muse européenne. C'est un monde coulé en bronze que l'on voudrait imiter en cire. Cette retenue au milieu du débordement, ce calme au sein du tumulte, cette surabondance de vie dans la nature inanimée, ce repos impassible chez l'homme, cette philosophie profonde, cette superstition brutale, cette douceur majestueuse, cette sévérité inflexible, tant d'éléments ennemis, du choc sonore desquels jaillit dans ses proportions colossales la poésie indienne, sont si loin de se retrouver dans l'œuvre de Moore, que cela seul, à défaut d'autres raisons, me persuaderait que lui-même ne cherchait nullement à les reproduire. Ceux qui de ce point de vue mettaient Moore au-dessus de Byron ne voulaient en aucune façon lui faire un compliment; ils entendaient seulement célébrer chez le traducteur d'Anacréon la grâce aux dépens de la force. C'est cette opinion qu'il importe de combattre. En remettant l'auteur de *Lalla Rookh* sur son propre terrain, en dégageant son talent des préjugés de son temps, en l'examinant sous son vrai jour, nous essaierons de faire ressortir cette vérité, que ce n'est pas à l'élégance ou à l'éclat du style, mais à la dignité et à l'élévation des idées, que Moore doit une place éminente parmi les poëtes contemporains. Loin de se distinguer surtout par sa facilité gracieuse, c'est à son énergie virile que le poëte des *Mélodies* doit de pouvoir marcher près de Byron. Il faut ôter à Moore la guirlande de pampre et de roses que lui a jetée, au milieu d'une fête, une folle bande d'amis joyeux, et la remplacer sur son front par la feuille plus sombre, mais immortelle, que sans nul doute lui réserve l'avenir. Ainsi que nous l'avons déjà dit, pour apprécier le poëte chez Moore, il est nécessaire de comprendre l'homme. Il convient, avant tout, de l'envisager comme patriote, comme Irlandais. Lorsqu'on s'est bien pénétré de cette idée, que tout chez lui se rapporte à la conviction politique, que tout part de là et que tout y retourne, lorsqu'on a bien saisi le point inspirateur, tout le reste en découle forcément et peut à merveille se passer de commentaires.

Comme presque tous les poëmes de longue haleine, *Lalla Rookh* présente de grandes inégalités. On ne peut songer à mettre au même rang les deux premiers récits du royal trouvère et le chant inspiré des *Adorateurs du feu,* ou ce charmant conte de fées, *la Lumière du Harem.* C'est surtout par la composition que pèche *le Prophète voilé de Khorassan.* L'intérêt languit, et l'ensemble se trouve trop souvent sacrifié à des détails qui, bien qu'ayant leurs beautés propres, retardent l'ac-

tion et étouffent la vie du sujet. Une idée donnée, toute création a deux formes, l'une *conceptive*, l'autre *exécutive*. La conception pure est une forme, elle aussi. qui, pour ne point se manifester, n'en existe pas moins dans le monde invisible des idées. Cette dualité se retrouve partout, et c'est du complet accord, je dirais volontiers de l'identité absolue de la forme subjective (espèce de cadre que pose l'intelligence et que remplit le travail) avec la forme objective, que résulte la perfection d'une œuvre littéraire. Or, c'est de cette harmonie même que l'on sent l'absence dans le poëme dont nous parlons. Les proportions du contenant ne répondent pas à celles du contenu. et, tout en admirant le travail fini, la ciselure exquise de certains détails isolés, l'œil expérimenté découvre à chaque instant, entre le tableau et le cadre qui l'entoure, des vides qui détruisent tout l'effet de l'ensemble. On croit sentir, en lisant *le Prophète voilé*, que l'auteur a voulu faire autre chose que ce qu'il a fait, et cela s'explique par le choix du sujet qui, du reste, ne manque pas de ressemblance avec le *Mahomet* de Voltaire. Le fanatisme religieux est une passion qui se laisse plus facilement combattre en prose qu'en vers, et jusqu'ici je ne connais guère d'œuvre poétique dans laquelle la raison remporte la victoire sur l'enthousiasme, sans qu'en même temps la poésie ait à souffrir une rude défaite. Dans ce premier récit de Feramorz, toute l'imagination du poëte, toute son ardeur, se concentrent sur des descriptions brillantes d'objets inanimés, tandis que les principaux sujets du drame se trouvent relégués dans une espèce de demi-jour.

La corde patriotique de Moore commence à vibrer sourdement dès le second chant de Feramorz. On sent déjà que l'auteur respire plus à son aise, lorsqu'il fait dire à sa péri que, « s'il y a un don cher au ciel par-dessus tous les autres, ce doit être le sang du héros mort pour la liberté. » Au surplus. le grand reproche que pourrait s'attirer cette larmoyante exilée du paradis de Mahomet serait de ressembler beaucoup trop à un ange du ciel chrétien.

Je voudrais pouvoir citer d'un bout à l'autre *la Lumière du Harem*. Tous les bulbuls et toutes les roses de la vallée de Cachemire n'ont pas dans leurs gentils gosiers ou parmi leurs feuilles amoureuses un plus ravissant concert d'harmonie et de parfums. Cela étincelle et rayonne, cela gazouille et murmure, cela vous attire, vous éblouit, vous charme, vous enivre et ne vous laisse à la fin qu'un regret, celui de l'avoir fini. Qu'elle est difficile à peindre, cette adorable Nourmahal ! et que sa capricieuse et coquette beauté ressemble peu à la beauté régulière et parfaite dont aucune ombre n'adoucit l'éclat !

Shining on, shining on, by no shadow made tender.

On ne s'étonne point que plus tard Jéhanguire ait changé le nom de Nourmahal en Nourjehan (*la Lumière du Harem* méritait bien qu'on l'appelât *la Lumière du Monde* (1)), mais on s'explique moins facilement d'abord ce qui peut amener au milieu de la nuit cette sultane adorée, dans la tristesse et dans les larmes, aux pieds de la magicienne Namouna. « Hélas ! dit le poëte, une cause si légère réveille parfois la dissension entre deux cœurs, et l'amour que les orages ont vainement éprouvé faillit souvent dans une heure de calme et de soleil. » Une de ces « causes légères » a banni Nourmahal de la présence de son royal époux. On est à l'époque de la fête des roses. L'empereur, entouré d'une brillante cour, se rend dans le vallon de Cachemire, sous les frais ombrages duquel il oubliait autrefois si volontiers les ennuis

(1) Nourjehan veut dire *lumière du monde*.

de la royauté près de sa belle maîtresse. Mais Nourmahal n'est plus là, et malgré lui Jéhanguire la cherche. A travers les jasmins de la croisée ouverte, la lune de minuit pénètre dans une chambre où se trouvent deux femmes, dont l'une conte à l'autre son amoureuse peine : « C'est l'heure, dit l'enchanteresse, de cueillir certaines fleurs sur lesquelles a passé le souffle de la lune, et qui sont d'une telle vertu, que, portées par celle que son amant délaisse, elles attirent dans un songe les invisibles esprits et enseignent le moyen de regagner... » Nourmahal l'interrompt : « A moi ces fleurs! à moi! s'écrie-t-elle impatiente; tressez-m'en une couronne! » Et aussitôt, légère comme une biche, elle s'élance dans le jardin, d'où elle rapporte des corbeilles pleines de fleurs qu'elle verse sur les genoux de son amie. « Avec quelle joie l'enchanteresse contemple ces bourgeons naissants, baignés de la rosée et des rayons de cette heure suprême! Son regard exprimait un plaisir surhumain, lorsque dans le ravissement d'une sainte extase, penchée sur ces trésors odorants, elle s'inclinait pour boire leur haleine embaumée, comme si elle eût voulu mêler son âme à leur âme. Et c'était vraiment de l'arôme qui s'échappe des fleurs et de la flamme parfumée que se nourrissait son existence enchantée, car nul ne la vit jamais toucher à la chair mortelle, ni baigner sa lèvre vermeille dans un élément terrestre, hormis dans la rosée matinale. »

Je ne connais rien de plus délicieux que cette scène. D'un côté, la grande ombre de la devineresse Namouna, mystérieuse créature dont nul homme ne se rappelle la naissance, et que le temps ne semble toucher que pour l'embellir; de l'autre, la figure de Nourmahal agenouillée, les mains jointes, la poitrine haletante d'émotion, l'œil en pleurs et brillant d'une curiosité ardente : adorable enfant qui se repent d'une bouderie! Ajoutez à cela les accessoires si riches de la nature orientale : la lune suspendue comme une topaze de feu dans l'azur profond du ciel, les ineffables senteurs sous le doux fardeau desquelles l'aile oppressée du vent ne s'agite qu'avec effort; tous ces murmures confus, tous ces bruits indistincts, plaintes de la végétation éternellement en peine; le cri lugubre du chacal, le frémissement de la feuille sous le pas de la panthère, le sifflement rauque de la couleuvre, le murmure des insectes, cette présence immédiate de la mort dans la vie, qui fait que, partagée entre la volupté et la crainte, la nuit elle-même sous les tropiques ne dort point. Disposez tout cela avec art autour des deux figures principales, et vous conviendrez que le tableau ne manque pas de grandeur.

La sultane, parée de la guirlande, s'assoupit, et le génie auquel commandent les fleurs de Namouna lui apprend dans un songe la chanson magique qui doit ramener à ses pieds l'amant qu'elle adore. Le lendemain au soir, Jéhanguire, « espérant chasser l'amour de son âme par le plaisir, la musique et le vin, » donne un festin somptueux au palais impérial « Toute forme jeune et agréable à voir se rassemble là d'orient et d'occident, excepté, excepté!... oh! Nourmahal! toi, la plus belle, la plus chère de toutes! tu n'y étais point! » Le sultan boit à longs traits du vin de Shiraz, comme si du Koran il n'était question, et écoute d'un air distrait les chants d'une belle Géorgienne qui lui vante les plaisirs les moins orthodoxes Le morceau fini, une autre voix s'élève, et sur le même air chante des paroles différentes. A cette voix divine, tout le monde, frappé d'admiration et de stupeur, se tait; le couplet achevé, on s'écrie de toutes parts : « C'est la jeune fille masquée, c'est l'Arabe, » et le royal fils d'Akhbar, trop ému pour pouvoir parler, fait signe à la musicienne de continuer. Elle s'approche et recommence : mais laissons au poëte le soin de conter le dénoûment de sa gracieuse comédie.

« Il y avait une tendresse plaintive dans ce chant, qui, sans l'aide de la magie, eût trouvé aussitôt le chemin du cœur brûlant de Sélim (1); mais unie à des sons si vibrants, si divins, à des sons si étrangers aux enfants de la terre, c'en était trop. Soudain il jeta loin de lui la coupe pleine, que pendant toute la durée de cet air délicieux sa main avait oublié de porter à ses lèvres, et nommant celle que depuis si longtemps il n'avait nommée, celle que depuis si longtemps il n'avait plus revue, il s'écria avec passion : O Nourmahal ! ô Nourmahal ! si c'était toi qui chantais ainsi, je pourrais tout oublier, te pardonner tout, et ne jamais quitter ces yeux adorés ! Le masque est ôté, le charme opère, et Sélim presse sur son cœur en délire, plus belle que jamais et rougissante, sa Nourmahal, la lumière de son harem ! »

Cette réconciliation, due à la puissance de la voix humaine, avait de quoi tenter Moore, qui toute sa vie a professé un culte exalté pour la musique. Du reste, quoique *la Lumière du Harem* soit un des plus charmants bijoux de cette riche cassette, il ne faut pas non plus s'en exagérer l'importance. Il y a bien des personnes qui pourraient trouver que lui-même en a fait la meilleure appréciation dans ces paroles de Fadladeen : « Cette production légère, dit le grand chambellan, ressemble à ces bateaux chargés de parfums, de fleurs et de bois de senteur que les habitants des îles Maldives mettent à l'eau tous les ans en offrande à l'esprit de la mer ; un joujou doré et sans consistance, livré sans gouvernail aux vents et aux flots. »

Le personnage de Fadladeen est d'une heureuse invention et conduit d'un bout à l'autre avec une rare adresse. Caricature spirituelle des courtisans et des critiques, son pédantisme s'exerce aux dépens du poëte même ; il fallait donc le maintenir constamment à côté du ton et le faire chanter faux sans que cela dérangeât l'harmonie de l'ensemble, ce qui ne laissait pas que d'être d'une difficile exécution. Moore a tiré de ce personnage un excellent parti. Avec sa gourmandise, son emportement et sa suffisance, avec sa sainte horreur des hérétiques bayadères, sa dévotion pour les altesses, et son amour pour les mangues de Mazagong, Fadladeen est d'un comique véritable et ne manque pas d'un certain faux air de don Magnifico. Il possède surtout à ravir ce *portentoso* bouffon auquel sied si bien la robe de chambre à grand ramage. Que l'on se figure les anathèmes que lui arrache le principal chant de Feramorz, *les Adorateurs du feu !* Nulle part l'esprit de révolte, la haine de l'oppresseur, n'éclatent avec une plus rude franchise, avec une plus sombre violence. Je ne puis me défendre de penser que *Lalla Rookh* tout entière trouve sa raison d'être dans ce poëme, où il n'est pas jusqu'au nom de la contrée que le poëte donne pour patrie à son héros qui ne rappelle l'image de la verte Erin (2). En lisant cet épisode de la guerre des Guèbres avec les musulmans, il est impossible à ceux qui connaissent l'Irlande de ne pas la voir se dresser devant eux vivante à chaque ligne. Ce passage dans le portrait de Hafed : *Noble descendant des antiques rois dont les veines s'emplissent du sang de Zal et de Rustam*, qu'est-ce autre chose sinon une concession aux idées aristocratiques des Irlandais, idées si enracinées dans le cœur de ce peuple étrange, qu'O'Connell lui-même, qui possède bien son

(1) Nom que portait l'empereur Jéhanguire.

(2) Dans tout le troisième récit de Feramorz, Moore n'appelle la Perse que par son nom d'Iran. On sait que l'Irlande doit le sien au mot *Yr*, qui, en langue runique, signifie un *arc*, arme dont les Irlandais se servaient avec une grande dextérité. Beaucoup de gens, en remarquant la consonnance des deux premières syllabes dans les deux mots *Ir-an* et *Ir-lande*, ont cru à une coïncidence pour le moins étrange.

public, s'est vu forcé de se vanter d'une descendance royale? Je me suis servi du mot portrait : certains traits dans le caractère du chef des Guèbres rappellent une illustre et touchante victime dont l'Irlande n'oubliera la mort qu'en la vengeant (1). Et ce portrait n'est point le seul; il ne serait pas impossible que plus d'un homme d'état du siècle dernier trouvât dans les vers du troisième chant de *Lalla Rookk* une immortalité plus certaine que désirable, et il ne m'est pas prouvé, en l'examinant de près, que les Clare, les Castlereagh et les Richmond y échappassent. On dirait même parfois que les sanglantes allusions du poëte désignent une tête plus haute que celle d'un vice-roi. Qui ne reconnaît dans les vers suivants, qui se comptent parmi les plus énergiques du poëme, la malédiction lancée par l'Irlande entière contre le misérable Reynolds (2)?

« Des paroles! des paroles pour maudire l'esclave dont la trahison, comme un air fatal, a soufflé sur le conseil des braves et les a frappés à leur heure de puissance! Que pour lui la coupe amère de la vie se remplisse de perfidies jusqu'au bord, d'espérances qui n'allèchent que pour décevoir, de joies qui s'évanouissent en les goûtant, comme ces fruits de la mer Morte qui tentent les yeux, mais se changent en cendres sur les lèvres! Fléau de son pays, honte de ses enfants, paria de la vertu, de la paix, de l'honneur, puisse-t-il à la fin, la lèvre enflammée, mourir haletant sur le sable du désert, pendant que le flot trompeur (3) qui le leurrait s'abîme comme le glorieux espoir qu'il a détruit! Et lorsque de la terre son esprit s'envolera, juste prophète! que l'âme du damné demeure en vue, en pleine vue du paradis, et que de l'enfer il contemple le ciel! »

Tout le monde sait avec quelle indignation les Irlandais repoussaient le nom de rebelles que leur appliquait le gouvernement anglais, et quelles voix puissantes s'élevèrent en leur faveur pour démontrer la différence qui existe entre une nation libre qui réclame ses droits et un peuple esclave qui se révolte. On pense bien que là-dessus Moore ne garda pas le silence, et les vers suivants des *Adorateurs du feu* vinrent résonner peu agréablement à la sourde oreille de l'Angleterre :

« Rébellion! mot vil et déshonorant, qui d'une flétrissure injuste a si souvent souillé la cause la plus sainte que parole ou épée d'homme ait jamais perdue ou gagnée! *Combien de nobles cœurs formés pour le bien ont succombé sous l'infamie du nom de rebelle, qui, s'ils avaient enchaîné le succès un seul jour, une seule heure, auraient conquis une gloire éternelle!* »

Il est certains sentiments qui plus que d'autres exigent une intime conviction chez celui qui les peint. Le patriotisme est de ce nombre, et il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ce fût le principal motif qui eût empêché Goethe d'écrire le *Guillaume Tell*. Le Jupiter de Weimar, dans son calme olympien, prenait trop en pitié les misères de ce monde, et savait trop à fond la valeur de toute chose, pour se laisser aller à l'enthousiasme en quelque occasion que ce fût; néanmoins on se tromperait étrangement si l'on croyait qu'il en méconnût tout le prix au point de vue esthétique. Que si l'on m'objecte que Goethe a fait *Egmont*, je répondrai que l'élément de cette tragédie est le patriotisme d'un prince, sentiment conventionnel, or-

(1) Lord Edward Fitzgerald, mort en 1798.

(2) Reynolds, en 1798, vendit au gouvernement anglais, pour des sommes considérables, les secrets de l'association des *Irlandais unis*, dont il était membre, et dont les principaux chefs l'honoraient malheureusement d'une confiance sans bornes.

(3) Le mirage.

gueilleux et froid, plein de vanité et d'ambition, et qui ne ressemble en rien aux aspirations passionnées vers un idéal inconnu, à l'amour brûlant, effréné de la liberté, qui consument le sang et la vie d'un peuple que l'oppression a réduit au désespoir. Dans le premier cas, le poëte peut très-bien faire agir ses personnages en dehors de lui-même; dans le second, il faut, pour nous entraîner, son intervention constante et chaleureuse, il faut qu'il s'identifie avec son sujet. On conçoit dès lors à quels éclatants succès étaient réservées certaines poésies de Moore, et de combien la subjectivité même qui les caractérise devait augmenter la puissance de leur effet. Nul doute que ce ne soit à l'enthousiasme réel de l'auteur que le troisième chant de *Lalla Rookh* doive son intérêt extrême. On sent que tout y est vrai, que Hinda, Hafed, Al Hassan, vivent, aiment, se dévouent, souffrent, prient, luttent et meurent, et qu'il ne s'agit plus d'un conte fait pour nous divertir et dont les personnages et le sujet nous laissent également froids, mais d'un récit, hélas! trop fidèle, de désastres épouvantables qui se passaient il y a peu d'années sous nos yeux, et qu'il suffirait d'une imprudence pour reproduire aujourd'hui.

La conclusion du poëme est d'une grande habileté, car la situation présentait une difficulté extrême. Le récit ne s'arrêtant point à la mort du héros et à l'extermination des Guèbres, comment le continuer sans affaiblir l'impression produite sur le lecteur, et sans le laisser indifférent à la fin? Moore s'en est tiré à merveille par la mort de Hinda, qui, loin de vous apparaître comme un détail explétif, espèce de catastrophe obligée cousue au bout d'une pièce, vous semble d'une nécessité tout à fait impérieuse, et se lie aussi intimement, aussi inséparablement à tout ce qui la précède que la vibration au son, l'ombre à la substance. Pendant que les Guèbres combattent dans le défilé, la fille de l'émir vogue vers l'Arabie :

As a young bird of Babylon
Let loose to tell of victory won
Flies home, *with wing, ah! not unstain'd*
By the red hands that held her chain'd (1).

Soudain une lueur rouge teint les flots de la mer. Au milieu des flammes qui jaillissent de la montagne, un seul instant une forme humaine se dessine sur le ciel. « C'est lui! » s'écrie Hinda, que ne saurait tromper l'instinct si sûr de son cœur, et aussitôt elle se précipite dans la vague empourprée. Il y a quelque chose d'essentiellement poétique dans ce dénoûment, car il est à remarquer que Hinda, dans son délire, ne voit point la mer et ne cherche que la flamme. Sa mort est presque une profession de foi, un élan vers le dieu qu'adorait son amant.

Si je me suis étendu sur *Lalla Rookh*, si j'ai signalé avec soin ce qui m'en paraissait constituer les défauts et les beautés, c'est que, bien que ce ne soit pas là son titre le plus sûr à l'admiration de la postérité, la grande renommée de Moore repose sur ce poëme. Quant au genre adopté (je serais tenté de dire inventé) par le poëte dans ses compositions orientales, c'est un genre exceptionnel, à part, qui n'a pu former d'école, que l'on peut admirer, à cette condition pourtant qu'il s'identifiera avec une individualité éclatante. Il n'y a presque pas d'homme de génie qui n'ait au moins une fois imprimé le cachet de son nom à une chose médiocre en soi;

(1) « Comme une colombe de Babylone, messagère de victoire, vole vers son pays, l'aile souillée par les mains rouges qui la tenaient enchaînée. »

mais plus une pareille œuvre s'entoure de lumière, plus elle devrait servir de phare aux imprudents qui tenteraient de s'en approcher. Schiller a fait ses *ballades*. Scott ses *poésies*, et que sont devenus, en vérité, les imitateurs de *Marmion* et de *Fridolin?* Le style tantôt déclamatoire, tantôt psychologique de Schiller, est aussi contraire à la nature même de la ballade que le vain cliquetis de mots dont se sert si habilement Scott convient peu au récit sérieux d'événements historiques. et pourtant ces *lieds* et ces *lays* ont un charme, une puissance que peu de monde contestera. Du reste, nous n'entendons point ici aborder la question épineuse du beau excentrique (il y aurait, de nos jours surtout, trop à dire là-dessus); mais laissons à ceux qui en ont possédé le secret le soin de défendre ces créations de fantaisie, ces variétés littéraires un peu parasites de leur nature, et qui rappellent de loin le fameux guy druidique sur les rameaux luxuriants du grand chêne de l'art.

Le style oriental-occidental de *Lalla Rookh* se retrouve dans *les Amours des Anges*, dont un verset du sixième chapitre de la Genèse inspira l'idée à Moore. en même temps qu'il suggérait à Byron le motif d'un poëme. Le *mystère* de lord Byron *(Heaven and Earth, a mystery)* parut le premier, et, quoi qu'en disent Jeffrey, Wilson, Heber, Milman, et tous les critiques de l'époque, on ne saurait. à mon sens, voir dans cette fantaisie antédiluvienne autre chose qu'une tentative avortée, une excursion oiseuse dans le chaos de Milton et de Klopstock. Peu de temps après. Moore publia *les Amours des Anges* (dont parurent presque aussitôt deux traductions françaises), et ne puisa pas dans son sujet des inspirations plus heureuses que n'y avait trouvées son *formidable rival,* comme il appelle dans sa préface le chantre de *Manfred*. Je ne sais si c'est un tort, mais il m'a toujours été impossible de lire l'exposition de ce poëme sans sourire. A la vue de ces trois anges, —brossés, peignés et parfumés ainsi qu'il convient à des séraphins comme il faut, —qui se rencontrent un beau soir sur le versant d'une colline, et se rcaontent mutuellement l'histoire de leur chute « parlant bien un peu du ciel, mais plus encore des beaux yeux qui les ont perdus, » on pense malgré soi à des choses fort terrestres; on se rappelle mainte joyeuse causerie. mainte réunion intime, féconde en confidences et en indiscrétions aimables, où à travers les vapeurs du nectar et de l'ambroisie ces trois fils du ciel eussent fait bonne figure. Du temps où nous vivons, on est fort peu disposé à prendre au sérieux les anges. Goethe le savait bien lorsqu'il écrivit le *Faust,* et les cyniques railleries de Mephisto ont singulièrement nui à la gravité des personnages séraphiques. Moore, d'après ce qu'il dit dans sa préface, a voulu faire une allégorie. chose qui, pour être ennuyeuse, n'en est pas moins difficile, et il est tombé dans un défaut presque inévitable à toute composition de ce genre. Il est devenu précieux comme un habitué de l'hôtel de Rambouillet. Rien de moins original surtout que le fond de ces trois récits angéliques, dont le premier devient tout au plus amusant par la spirituelle vengeance que tire à la fin l'Éternel d'un « esprit léger trop enclin à recevoir les empreintes de la terre. » Le second, raconté par Rubi, chérubin dont la science et l'orgueil fourniraient de nouveaux arguments à Tertullien lui-même, a le tort de se trop rapprocher de cette délicieuse fable de Jupiter et de Sémélé, que l'on ferait mieux de laisser tout entière à la mythologie païenne. Non content de ressembler à Jupiter, le doctoral Rubi affecte en même temps je ne sais quel faux air de Saint-Preux; et sous le bandeau lumineux qui ceint les tempes du dieu, on aperçoit quelque chose comme la perruque poudrée du maître d'école amoureux de la nouvelle Héloïse. Que dire de *Zaraph et Nama,* le dernier épisode du poëme, sinon qu'il n'était pas besoin d'aller cher-

cher dans la sphère des anges d'aussi bourgeoises amours, et que, pour finir à la manière des plus innocents contes de fées, ce n'était pas la peine de remuer toute la légende hébraïque? Nous savons quelle admiration excentrique a suscitée chez les traducteurs des poésies de Moore cette œuvre d'un si mince mérite. Là où il n'y avait que des mots, ils ont voulu voir des idées, et ils ont pris pour de la richesse d'imagination ce qui n'était que les écarts froidement fantasques d'un esprit mal à l'aise dans les limites de son sujet. Du reste, si aujourd'hui nous nous occupons d'un poëte que tout le monde croit parfaitement connu, la faute en est à ceux qui se sont chargés de le faire connaître. Il nous a semblé impossible d'accepter comme définitives les singulières traductions qu'on nous a données des ouvrages de Moore, et encore moins les commentaires destinés à les expliquer. Une traduction sérieuse et intelligente du poëte anglais reste encore à faire, et par traduction sérieuse je n'entends point ce que l'on appelle vulgairement *traduction complète*. Loin de vouloir qu'on trouve dans la langue française l'équivalent de chaque ligne bonne ou mauvaise qu'ait écrite Moore, je désirerais que l'on s'appliquât surtout à interpréter ce qu'il y a de grand, de fort et d'admirable dans le barde d'Erin, ce qui enfin constitue son originalité. Lorsqu'un écrivain, lorsqu'un poëte est réellement supérieur, ce qu'il y a de complet dans ses œuvres, c'est ce qu'il y a de beau. Tout le reste ne sert, au contraire, qu'à le décompléter en quelque sorte, qu'à rompre l'unité de son talent. Il y a une déplorable tendance chez certaines gens à prendre toujours le fait pour le principe, et à transporter dans le monde matériel ce qui jamais n'aurait dû sortir du libre domaine de l'esprit. Les faiseurs habituels de traductions *complètes* sont de ce nombre, et ressemblent pour la plupart à ce peintre qui, devant copier les traits de Cromwell, chercha la ressemblance non pas dans les reflets que jette l'âme sur le visage, mais dans la reproduction exacte de chaque bouton et de chaque ride. Encore si, lorsqu'on cherche à faire connaître un poëte étranger, on voulait se contenter de le traduire et s'abstenir de fourvoyer l'opinion sur son compte! Qu'on reproduise tout ce qu'a pu écrire un homme de talent, soit! mais au moins qu'on ne mutile pas ce qu'il a fait de meilleur pour s'incliner devant ce qu'il a fait de plus médiocre! — Est-il concevable, par exemple, que *les Amours des Anges* et *l'Épicurien* comptent déjà trois traductions françaises, tandis que la moitié des *Mélodies irlandaises* demeurent encore inconnues, et que des *Odes et Épîtres* à peine sait-on le nom? Quant à *l'Épicurien*, ce n'est autre chose qu'un travestissement peu ingénieux des *Mystères d'Isis*, que la mise en prose d'un livret d'opéra. Il est singulier que Moore, passionné comme il a toujours été pour la musique, ait pu se laisser tenter par un pareil sujet, car, en vérité, que voulez-vous que devienne la *Zaüberflœte* sans Mozart? Que diront les étoiles sans la *reine de la nuit*, et sous les voûtes de granit du temple égyptien privées des harmonies sublimes du grand maître, quelles voix prendront jamais ces sacrées solitudes pour révéler leurs terribles et divins secrets? Du reste, loin de chercher sur de pareilles œuvres à juger des forces d'un auteur, on y doit voir seulement un caprice, une distraction poétique qu'il faut passer à Moore, d'autant plus que lui-même en a offert la meilleure apologie dans les vers suivants tirés des *Irish melodies :*

« Ne blâmez pas le poëte, lorsqu'il fuit vers les ombrages où le plaisir se cache et sourit nonchalamment à la gloire ; il était né pour un destin meilleur, et dans une heure plus heureuse peut-être son âme eût-elle brûlé d'une plus sainte flamme. Mais, hélas ! l'orgueil de sa patrie n'est plus, et ce cœur est brisé qui ne voulut point fléchir ; ses fils ne peuvent soupirer

sur sa ruine qu'en secret, car c'est trahison que de l'aimer, mort que de la défendre..... Ne blâmez donc pas le poëte si dans les doux rêves du plaisir il essaie d'oublier le mal qu'il ne peut guérir; oh! ne lui donnez qu'un espoir! qu'une seule échappée de lumière se découvre dans cette nuit profonde, et voyez alors ce qui se passera en lui!...

Je ne sais trop si Moore a pu nourrir quelque peu de cet espoir qu'il invoque ici, ou s'il lui a semblé découvrir à l'horizon un rayon de lumière si pâle qu'elle fût; mais il commença dès 1807, conjointement avec sir John Stevenson, la publication des *Mélodies irlandaises* Il faut se rappeler la position de l'Irlande à cette époque pour bien comprendre l'intérêt qu'excitèrent dès leur apparition ces chants nationaux. Dix ans ne s'étaient point écoulés depuis l'insurrection de 1798; quatre années n'avaient pas suffi pour faire oublier la mort de lord Kilwarden et l'exécution de Robert Emmett. L'union s'était accomplie, et tandis que Grattan, devenu membre du parlement anglais, réveillait les échos de Saint-Stephens, John Philpot Curran, le plus fougueux des Irlandais, faisait retentir de ses éloquentes plaidoiries les murs du *Rolls Court* de Dublin. C'est autour de Curran, resté Irlandais et demeurant en Irlande, que se groupait tout ce que la malheureuse Erin possédait de patriotes et d'hommes de génie. C'est à Raffarnham, maison de campagne située à trois ou quatre milles de Dublin, que l'illustre *master of the Rolls* attirait ses amis. Artistes, poëtes, hommes politiques, tout ce qui aimait l'Irlande ou cultivait les arts venait là s'inspirer de l'ardente éloquence de Curran, et de l'enthousiasme non moins véhément de ses deux filles, Amélie et Sarah. Du sein de cette délicieuse et sauvage retraite, la muse de Moore prit son premier élan patriotique, et dans plus d'un de ses premiers essais on reconnaît l'habitué du cottage de Raffarnham, l'enfant de vingt ans qui s'était laissé entraîner par la parole éclatante du hardi tribun, et qui s'enivrait aux sons divins de la voix de Sarah Curran. Cette noble jeune fille joue en quelque sorte en Irlande le rôle de Flora Macdonald en Écosse, et la courageuse amie de l'infortuné Charles-Édouard ne s'associe guère plus intimement au roman historique de son pays que ne le fait la chanteuse inspirée de Raffarnham. Il y a je ne sais quoi de vague et de triste dans la figure si poétique de Sarah Curran, qui ressemble à l'incarnation d'une idée abstraite; à la voir pâle et mélancolique, penchée sur sa harpe et chantant de sa voix merveilleuse quelque chant national, on dirait le génie d'Erin appuyé sur sa lyre. Parmi les jeunes patriotes qui entouraient son père, Sarah de bonne heure en choisit un, le plus beau de tous, et l'Irlande entière salua en elle la fiancée de Robert Emmett. Peu de temps après eut lieu l'assassinat de lord Kilwarden. Emmett fut saisi comme un des chefs de la révolte, et expia sur l'échafaud ce que les Anglais nommèrent son crime. Dès lors Sarah Curran était plus que la fiancée d'un patriote, c'était la veuve d'un héros, et le peuple irlandais, en partageant sa douleur, en faisait presque un objet d'adoration et de culte. Elle mourut quelques années plus tard en Sicile; mais Moore l'avait déjà immortalisée par ces vers qui se retrouvaient alors dans toutes les bouches :

« Elle est loin de la terre où dort son jeune héros et bien d'autres soupirants l'entourent; mais froidement elle évite leurs regards, et pleure, car son cœur repose dans le tombeau de son amant.

» Elle chante le chant étrange de ses chères plaines natales dont vivant *il* aimait tant chaque note. Ils sont loin de penser, ceux qui l'écoutent ravis, que le cœur de la chanteuse se brise.

» Il vécut pour sa bien-aimée, il mourut pour sa patrie; elles seules l'attachaient à la vie, et les pleurs de sa patrie seront lents à sécher, et sa bien-aimée ne tardera pas à le rejoindre.

» Oh! creusez-lui une tombe sous les feux du couchant, lorsqu'ils présagent un lendemain glorieux; qu'ils éclairent son sommeil comme un sourire d'occident qui vient de sa chère île de douleur. »

Pas un événement, pas un sentiment national qui ne se trouve fidèlement retracé dans les *Mélodies irlandaises.* Tout y est, depuis les guerres de Brien Borombe jusqu'aux stupides cruautés de lord Castlereagh, depuis la première invasion des Anglais sous Henri II jusqu'à la vente définitive et honteuse de l'Irlande par elle-même, achevée sous le règne de ce vénérable père de famille et roi têtu, George III. Les *Mélodies* eurent une action d'autant plus grande qu'il n'existait contre elles aucun moyen de répression. On avait pu jeter lord Cloncurry dans la Tour de Londres, on avait pu à chaque instant arrêter *(on suspicion)* des individus dans les rues de Dublin; mais il eût été impossible, sans s'exposer aux plus graves conséquences, de toucher au poëte populaire. Moore fut le barde des *Niebelungen* celtiques, l'Homère de cette Iliade irlandaise, et le peuple, qui aimait en lui son dernier espoir, ne se lassait pas de répéter ses refrains menaçants aux oreilles du « Saxon au cœur froid. » Combien de fois n'a-t-on pas vu rentrer vers le soir, dans les villes d'Irlande, des troupes de moissonneurs, beaux, vigoureux et pittoresques comme ceux de Léopold Robert, et qui, en passant devant un poste anglais, s'arrêtaient, appuyés sur leurs longues faux, pour entonner devant leurs oppresseurs quelque chant comme celui-ci :

« Que le glaive étincelant et vengeur d'Erin tombe sur celui qui trahit les vaillants fils d'Usna (1)! et pour chaque bel œil dans lequel il a appelé une larme, qu'une goutte du sang de son cœur vienne couler sur le fer!

» Par le nuage rouge qui planait sur le toit de Conor (2) lorsque les trois champions d'Ulad (3) dormaient dans leur sang, par les flots de carnage qui si souvent portèrent nos héros à la victoire,

» Nous jurons de les venger! Nous ne goûterons nul plaisir, la harpe sera muette, la jeune fille sans époux; dans nos vastes salles, nulle voix ne résonnera, et nos champs demeureront incultes jusqu'à ce que la vengeance ait atteint la tête du meurtrier!

» Oui, monarque, bien que les souvenirs de nos foyers nous soient doux, et douces les larmes versées par la tendresse; bien que chères nous soient nos amitiés, nos espérances, nos amours, la vengeance sur un tyran est ce qu'il y a de plus doux et de plus cher! »

On ferait l'histoire de l'Irlande, surtout celle du dernier siècle, rien qu'avec les *Mélodies* de Moore. Lord Edward Fitzgerald, Grattan, le duc de Wellington, le prince régent, Sarah Curran, Emmett, Flood O'Connor, tous ont posé devant le hardi poëte; et soit qu'il pleure sur le tombeau solitaire du descendant des Leinsters, soit qu'il jette l'insulte à la face de l'oppresseur, et demande « comment

(1) Moore fait allusion à la trahison de Conor, roi d'Ulster, qui assassina les trois fils d'Usna. Cette légende est une des plus tragiques et des plus populaires de l'histoire d'Irlande.

(2) Dans *la Chanson de Deïrdri*, traduite du gaëlic par M. O'Flanagan, et sur laquelle est fondée la *Darthula* d'Ossian, il est parlé d'un nuage *glacial* couleur de sang (*a chilling cloud of blood tinged red*) qui semble envelopper le palais de Conor.

(3) L'ancien nom du royaume d'Ulster.

des mains si viles ont pu vaincre des cœurs si braves, » on retrouve partout et toujours, dans l'invective comme dans la plainte, la même conviction, le même courage. Moore aida considérablement d'ailleurs au succès de ses ballades par la manière dont il les chantait; bien qu'il n'eût presque pas de voix. il mettait une expression si chaleureuse et si vraie dans sa façon de déclamer ses poésies, que même dans les salons de Londres, où certes le public ne sympathisait guère avec les idées et les sentiments de l'auteur des *Mélodies,* rien n'excitait un plus vif enthousiasme que Moore chantant ses propres vers, adaptés assez souvent (il était fort bon musicien) à des airs composés par lui.

Non-seulement les opinions politiques de Moore ne pouvaient trouver d'écho dans le monde anglais, mais encore ses tendances religieuses n'avaient rien qui fût en harmonie avec le protestantisme sévère et guindé de Londres. Le poëte de *Lalla Rookh* a beau être membre de l'église réformée, « époux d'une femme protestante et père de deux ou trois petits enfants protestants, » ainsi qu'il le dit lui-même dans la préface du *Two penny post bag :* il n'en est pas moins vrai que la nature même de son talent est incontestablement, essentiellement catholique. L'exaltation de ses idées, l'ardeur de ses convictions, cette présence constante du cœur dans l'imagination que signalait Sheridan, tout cela l'entraînait par le fait, et malgré lui, loin de ce dogme prosaïque qui s'oppose à tout enthousiasme, et étouffe dans son premier germe tout sentiment de poésie ou d'art. Le patriotisme aussi venait s'allier à ces tendances involontaires, et c'était presque le devoir de tout Irlandais aimant sa patrie de défendre cette religion proscrite comme elle, et dont, jusqu'au commencement du siècle actuel, on ne célébrait les divins mystères que dans l'ombre et le silence. Le dévouement passionné, l'amour à toute épreuve des Irlandais pour leur culte, ont plus d'une fois inspiré les chants de Thomas Moore. Je ne sache pas qu'il ait jamais traité avec plus de bonheur ce sujet si important pour l'histoire morale de son pays que dans l'allégorie touchante intitulée : *Le Paysan irlandais à sa maîtresse.* Il conviendrait peut-être de traduire le mot *peasant* par le mot *serf,* et au lieu de voir dans celui qui adresse les vers suivants à la religion catholique la personnification d'une certaine classe du peuple, il faudrait y voir le pays entier, esclave et serf de l'Angleterre.

« A travers peines et dangers, ton sourire a égayé mon chemin, au point que l'espérance semblait fleurir sur chaque épine de ma route. Plus notre fortune devenait *sombre,* plus notre amour brillait d'un pur éclat, et la honte se fit gloire, et la peur se convertit en zèle. Oh! tout esclave que j'étais, dans tes bras, mon âme se sentait libre, et bénissait les chagrins qui te la rendaient plus chère.

» On honorait ta rivale, et l'on te couvrait de mépris; ta couronne était d'épines, tandis que l'or ceignait son front; elle m'invitait dans des temples, et toi, tu te cachais dans des antres; ses amis sont tous des grands, les tiens hélas! ne sont qu'esclaves ; mais, sous la terre froide, j'aimerais mieux m'étendre à tes pieds qu'épouser celle que je n'aime pas, ou détourner de toi une seule pensée.

» Ils te calomnient cruellement, ceux qui disent que tes serments sont fragiles. Si tu étais perfide, ta joue serait moins pâle. Ils disent aussi que depuis si longtemps tu portes tes chaînes pesantes, que jusque dans les profondeurs de ton cœur se trouve leur avilissante empreinte. — Oh ! ne les crois pas, nulle chaîne ne pourra jamais subjuguer cette âme.— Là où brille ton esprit, là brille aussi la liberté! »

En relisant quelques-unes des *Irish Melodies,* et en songeant à l'époque terrible dans laquelle elles virent le jour, il est difficile de concevoir comment Moore a pu

échapper aux persécutions d'un gouvernement jaloux; c'est là encore une preuve du superbe dédain que l'Angleterre oppose à toute espèce d'idée qui se traduit autrement que par un fait. Elle laisse parler et écrire qui veut, et aux utopies des philosophes, aux injures des poëtes, elle se contente de hausser les épaules et de dire avec un sourire de pitié son mot sacramentel de *non-sense,* sauf à mettre sur pied tous ses *constables* à la moindre démonstration réelle et à lire le *riot act* avec accompagnement d'artillerie. Grâce à ce système qui, en laissant subsister la cause, s'en tient à punir les effets, il a été permis au chantre d'Erin de flétrir avec toute sa verve et son énergie la conduite à jamais odieuse du gouvernement britannique; il lui a été permis d'exprimer hautement des vœux que l'orgueilleuse Angleterre écoutait avec son calme habituel, mais qui n'en ont pas moins trouvé un écho chez plus d'un peuple esclave. Qu'on juge d'après la pièce suivante, connue sous le nom de *Parallèle,* de l'espèce de franc-parler qu'avait adopté Moore dans ses chants nationaux :

« Oui ! désolée de Sion (1)! si te ressembler dans ta honte et dans ta douleur, si boire à longs traits de la même coupe amère pouvait nous faire tes enfants, tu serais notre aïeule.

» Comme toi, notre nation est vaincue, humiliée, et de sa tête est tombée la couronne royale; dans ses rues, dans ses temples, la désolation a parlé, et son soleil s'est couché pendant qu'il était encore jour.

» Ses pauvres exilés, comme les tiens, rêvant le retour, meurent loin de cette terre dont le seul aspect rend la vie; ainsi que tes fils, ses fils, dans leurs jours de deuil, se rappellent la gloire et le bonheur d'autrefois.

» Ah ! que bien nous la pouvons nommer comme toi *la répudiée!* Ses plus braves sont vaincus, ses plus fiers sont esclaves, et les harpes de ses bardes dans leur chants les plus joyeux ont des accents lugubres comme le murmure du vent parmi les tombes.

» Mais tu as eu ta vengeance, et le lendemain est venu, le jour qui succède enfin à la plus longue et ténébreuse nuit; et, semblable à un roseau, tu as vu briser devant toi le sceptre qui t'avait frappée d'esclavage et de douleur.

» Tu as été vengée lorsque cette coupe amère que l'orgueilleuse Babylone, la *cité toute d'or,* avait remplie pour d'autres, abreuva ses propres lèvres, et, *lorsque le monde qu'elle foulait aux pieds entendit sans pitié les lamentations dans ses palais et les cris dans ses vaisseaux.*

» Tu as été vengée lorsque la malédiction dont le ciel frappe les arrogants est tombée sur la tête de ses *marchands rapaces, de ses gouvernants injustes, et que, ruine hideuse, couverte de vermine, la « dame des royaumes » gisait dans la poussière.* »

Les *Mélodies irlandaises*, comme les chansons de Béranger, s'inspirent tour à tour du patriotisme et de l'élément épicurien, avec cette différence pourtant que l'élan patriotique du poëte français se manifeste par des chants de gloire, tandis que les refrains nationaux du barde d'Erin ne sont que les chants de la captivité. Certains esprits, possédés par la manie de toujours trouver en face d'un grand talent un autre talent auquel le comparer, ont cru voir dans Moore un Béranger irlandais; mais il suffit de la moindre étude pour voir combien cette prétendue ressemblance est superficielle. S'il y a chez tous deux la même forme exquise, le même soin minutieux de la rime, la même perfection dans chaque vers, la même apparente facilité, il manque au traducteur d'Anacréon le ton goguenard, la fausse bon-

(1) Moore fit ces vers après avoir lu un traité écrit par M. Hamilton pour prouver que les Irlandais étaient des descendants d'Israël.

homie, l'esprit plutôt moqueur que satirique, le grain de sel gaulois enfin, qui percent à travers chaque ligne du chantre du *Roi d'Yvetot*. Le caractère distinctif de Moore est une conviction profonde; on peut voir dès lors quel rapport serait à établir entre lui et un génie railleur, sceptique s'il en fut. La muse de Moore ressemble à Sardanapale; vaillante autant que voluptueuse, elle quitte le banquet splendide sur les bords de l'Euphrate pour voler sur la brèche et défendre Ninive, et, au sein même de la mêlée où l'entraîne une noble ardeur, on sent de la blonde chevelure qui échappe à son casque d'or s'exhaler l'encens et les parfums de l'Ionie. Nul doute que ce ne soit dans les *Mélodies irlandaises* que l'on doive chercher le vrai génie de Thomas Moore. C'est là qu'il a mis tout ce qu'il possédait d'imagination, de chaleur, de verve et de puissance, et c'est par là qu'il a conquis, comme le disait Byron, son droit à une impérissable gloire. Parmi les chants nationaux de tous les peuples, j'en connais peu qui soient aussi énergiquement beaux et surtout d'une aussi imposante simplicité que ceux de Moore. Les *romances muy dolorosos* que la perte du royaume de Grenade inspirait aux Maures orphelins de leur patrie, et dans lesquels figure presque toujours ce solennel vieillard à barbe longue et blanche *(un Moro viejo de barba crecida y cana)*, ont, malgré tout leur pathétique, une certaine boursouflure qui empêche qu'on ne sympathise avec la douleur qu'ils expriment. A coup sûr, le seul Abencérage avec lequel on ait pleuré la perte de l'Alhambra et du Généralife est l'Abencérage de M. de Châteaubriand, et tous les *suspiros* qui se sont exhalés des poumons mauresques depuis Boabdil sont impuissants à gonfler une seule poitrine européenne. Un des chants populaires qui peuvent avec le plus d'avantage se comparer aux *Mélodies* de Moore est certainement le *Scots wha hae (Bruce devant ses soldats à Bannockburn)*, de Robert Burns. C'est là un magnifique jet, un élan sublime, de forme inculte, presque sauvage dans son énergie, et qui porte bien les traces de la profonde émotion que ressentit Burns en écrivant ces héroïques strophes (1). Mais les *Mélodies* de Moore sont en réalité supérieures encore au terrible cri de guerre du poëte de Dumfries. Ne le sont-elles que parce que toute vraie poésie naît d'une douleur vraie, et qu'aucun autre pays sur la surface du globe n'a tant et si longtemps souffert que la malheureuse Irlande? Il l'a bien dit, celui qui aime mieux sa patrie « dans sa désolation, sa honte et ses larmes, que tout le reste du monde dans sa splendeur et sa gloire. »

« Tes chaînes qui te meurtrissent, ton sang qui s'écoule, ne te rendent que plus douloureusement chère à tes fils, dont les cœurs, comme la couvée de l'oiseau du désert, boivent l'amour dans chaque goutte qui s'échappe de ton sein. »

Malgré l'ardeur qu'il met à défendre l'Irlande, malgré l'audacieuse persévérance avec laquelle il réclame son indépendance et accable d'injures l'Angleterre, Thomas Moore n'est rien moins qu'un esprit libéral ou ami du progrès. Tout en prêchant les doctrines politiques les plus subversives, il est le plus zélé partisan de l'ordre moral.

(1) Burns s'était égaré un jour dans la sombre vallée de Glen-Ken, lorsque l'orage le surprit. A travers le vent et le tonnerre, il lui arrivait à l'oreille les sons lointains d'une cornemuse jouant l'air national de *Hey tuttie tattie*. Il n'en fallait pas davantage à l'ardent fils de la montagne. « La tradition raconte (écrit à ce sujet Burns à son ami M. Thompson) que cet air servit de marche aux troupes de Robert Bruce le jour de la bataille de Bannockburn. Cette pensée me jeta dans un tel paroxysme d'enthousiasme à propos de la liberté et de l'indépendance nationales, que je fis aussitôt sur cet air une espèce d'ode que je supposais

Auteur de poésies dont le seul nom fait rougir les matrones de la Grande-Bretagne, il se distingue par son respect pour la vertu féminine. Ses vers, même les plus libres, ne sont jamais qu'un jeu d'esprit et n'attaquent en aucune façon l'honnêteté des principes ; bien au contraire, le barde d'Erin met à célébrer la vertu, la pudeur, surtout chez les femmes, une verve que peu de sujets lui inspirent au même degré. Il y revient, il s'y étend avec complaisance, c'est un sujet qu'il aime à parer de toute la grâce de son talent. Après cela, je n'entends point m'aventurer trop loin; il se pourrait qu'il n'y eût à voir là-dedans qu'une recherche de plus, qu'un raffinement exquis. La nature poétique de Moore lutte sans cesse contre les préjugés et les notions étroites léguées par l'éducation première. C'est un membre de la société de tempérance qui s'enivre, un don Juan qui va à la messe, un rebelle qui respecte la loi. Il n'éprouve aucune sympathie pour les grands esprits que le génie égare, il ne trouve aucune excuse à leurs erreurs, et les condamne sans tenir compte de leurs tentations ou de leurs souffrances. Moore visite les Charmettes, où tout, hormis le lieu même, lui inspire une horreur profonde; il s'indigne de l'espèce de vénération avec laquelle la plupart des voyageurs s'approchent de la demeure de Jean-Jacques, et je doute même que la petite pervenche bleue trouvât grâce devant lui : « C'est trop absurde, s'écrie-t-il, c'est honte et faiblesse que cette adoration de la renommée, que ce sacrifice de tout ce qui est pur et décent dans la vie sur l'autel de la première idole venue. Non! que le génie obtienne tout ce qu'il peut rêver dans sa plus folle ambition, qu'il soit adoré pour ses attributs les plus nobles, les plus dignes; mais loin de lui ce culte abject qui sanctifie ses qualités les plus basses et les plus viles! » Moore va plus loin; il déclare ne pouvoir jouir à son aise de tout ce qui l'entoure, obsédé qu'il est « par le souvenir des liens grossiers » qui profanaient autrefois cette délicieuse retraite. Il termine ensuite cette page que je tire des *Rimes sur la route*, en disant qu'il préférerait être « un de ces misérables pâtres errants à l'entour avec tout juste assez d'esprit pour reconnaître le soleil au firmament, plutôt que de posséder un génie malfaisant et maudit, dépourvu de cœur, et d'être à la fois tout ce qu'il y a de plus brillant et de plus pauvre, de plus sublime et de plus vil dans la création. » Comparez cette sortie pleine d'une moralité conventionnelle et de puritaines préventions avec les pages si lumineuses, si belles d'indulgence, que Byron, dans le troisième chant de *Childe-Harold*, a consacrées à Rousseau. Les deux manières d'envisager le caractère de Jean-Jacques indiqueraient au besoin suffisamment la différence qui existait entre Moore et son illustre ami. Ces préjugés du jeune âge, ces superstitions du berceau, devaient du reste reparaître plus tard avec un redoublement de force. Le traducteur d'Anacréon, l'auteur de tant de poëmes pour le moins équivoques, a fini, comme bien d'autres, par abjurer ses péchés dans le sein de l'église. Lorsqu'au milieu du festin inachevé la statue s'est dressée devant lui, le convive surpris et chancelant n'a pas osé dire *non!* au solennel *repens-toi* sorti de ses lèvres de pierre. Ces retours vers la religion sont fort ordinaires parmi les poëtes de la Grande-Bretagne, et je pourrais citer plus d'un exemple où un mariage de raison avec l'orthodoxie est venu terminer une vie passée tout entière dans les orages des plus hérétiques amours. Une seule corde vibre encore chez Moore avec toute son antique puissance : le patriotisme. « A l'heure qu'il est, il n'existe pas sur la surface du globe de meilleur Irlandais que Tom

pouvoir être adressée par le *vaillant royal Écossais* (*gallant royal Scot*) à ses héroïques guerriers au matin de ce jour mémorable. »

Moore, » me disait l'an passé O'Gorman Mahon. Et certes l'éloge a bien son prix, car l'homme hardi qui avant l'adoption du *bill* de l'émancipation osa envoyer au parlement de Londres un député catholique n'est point de ceux qu'on satisfait aisément en matière de dévouement national (1). Mais la harpe du barde d'Erin est muette depuis longtemps; « elle pend encore aux branches des saules. » ainsi qu'il le dit lui-même, et nous ne pensons pas que sa main soit destinée à en réveiller les accords. Le chantre d'Innisfail (2) s'est retiré depuis quelques années de son centre d'activité, et, dans la dernière et complète édition de ses œuvres, publiée il y a huit ou dix mois (3), nous n'avons retrouvé que de vieilles connaissances. Au cottage de Sloperton, terre qu'il possède dans le Wiltshire et qui avoisine le château de Bow-wood, où réside son ami lord Lansdowne, Moore vit entouré de sa famille et dans la pratique constante d'une dévotion plus qu'exemplaire. Les *Chants sacrés*, publiés dès 1824, datés de Sloperton et dédiés à un archidiacre, doivent être regardés en quelque sorte comme l'expression poétique de cette ferveur religieuse. Peut-être y aurait-il à ce sujet une comparaison intéressante à faire avec les *Mélodies hébraïques* de l'auteur de *Lara*. Plus d'une fois, comme on voit, les deux amis se sont rencontrés sur le même terrain, mais à coup sûr l'individualité de leur talent n'a rien perdu à ce contact. Moore a pu s'abîmer dans la contemplation de ce génie splendide, sans jamais, même involontairement, lui emprunter un seul rayon.

On a beaucoup parlé de Moore à propos de la prétendue suppression d'une partie des mémoires de lord Byron, et il s'est élevé dans la presse de presque tous les pays une polémique violente à cet égard. Les gens du monde, désœuvrés, amateurs de scandale, criaient comme des vautours auxquels on enlèverait leur proie légitime, tandis que les puritains applaudissaient à tour de bras à ce qu'il leur plaisait de désigner sous le nom de concession à la morale publique. Cependant en face des pièces du procès, et lorsqu'on lit les mémoires même, on se demande de quoi les uns se plaignent, et quel motif ont les autres d'être si contents. En vérité, il est difficile de concevoir ce que le scandale pouvait désirer de plus ou ce que la morale pouvait obtenir de moins, et, dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres, le public, qui a perdu son temps à s'en préoccuper, me paraît avoir été la seule dupe. Lord Byron donna ses mémoires à Moore pendant le voyage que fit celui-ci en Italie en 1819, et, en parlant plus tard de ce dépôt, il assura que, sans exprimer aucun désir que le manuscrit fût tenu secret, il avait demandé seulement qu'on ne le laissât *imprimer* qu'après sa mort. « Les mémoires ont été lus par plusieurs amis de Moore, ajoute le noble poëte, et notamment par lady Burghersh, qui les transcrivit d'un bout à l'autre. » On raconte que plus tard cette copie fut brûlée par l'aimable lady elle-même, et depuis lors M. Kinnaird ne cessa de tourmenter Byron afin qu'il reprît possession de son manuscrit, ce à quoi l'illustre auteur de *Childe-Harold* se refusa constamment. « Cela m'est bien égal, écrit-il à un de ses amis, que le monde sache ce que contient ce livre. Il y a fort peu d'aventures licencieuses

(1) C'est O'Gorman Mahon, alors âgé de vingt-trois ans, qui, en 1828, envoya (*returned*) O'Connell au parlement anglais comme représentant du comté de Clare. « C'était un coup hasardé, dit-il lui-même en racontant cette circonstance, mais il n'y avait que cela à faire; je l'ai fait, et cela a réussi. »

(2) Un des anciens noms de l'Irlande.

(3) En dix volumes à Londres et en un seul à Paris, chez Galignani.

qui se rapportent à moi, ou d'aventures scandaleuses qui concernent les autres. C'est commencé dans l'enfance, c'est fort incohérent, et écrit dans un style très-négligé et très-familier. La seconde partie pourra servir de bonne leçon aux jeunes gens, car elle parle de la vie irrégulière que je menais dans un temps, et des conséquences fatales de la débauche. Il y a bien peu d'endroits que ne *doivent* pas lire les femmes, aucun qu'elles ne liront pas » Ce jugement de l'auteur lui-même sur son manuscrit est-il bien différent de celui que porterait tout esprit libéral sur les mémoires imprimés tels que nous les possédons, et en conscience était-ce la peine de faire à ce sujet tant de bruit pour rien ? On trouve du reste dans les *Rimes sur la route* de Thomas Moore une pièce de vers écrite à Venise, en 1819, au moment où il venait de recevoir les documents précieux que lui confiait son ami. On a tant parlé des mémoires de lord Byron, qu'il ne sera peut-être pas tout à fait sans intérêt de voir quelle impression produisit sur le dépositaire la première vue de ces feuilles sacrées. C'est pour ainsi dire sous le même toit que Byron, dans cette Venise que son génie parait de fugitives splendeurs, en face de l'Adriatique, dont chaque vague murmurante jetait son nom au rivage, que l'ami de l'illustre exilé se prépare à pénétrer les plus intimes secrets, les plus profonds mystères de cette étrange et vagabonde existence. Aussi, pénétré de la gravité. de la sainteté de sa mission, Moore se recueille devant ce livre solennel, et, avant de l'interroger, il s'écrie :

« Laissez-moi un instant calculer combien ils sont de milliers sur la terre qui, à cette heure, donneraient volontiers de longues nuits sans sommeil pour courber leurs fronts, ainsi que je le fais, sur ces feuilles précieuses.

» Comme tous ceux qui ont obéi aux charmes divers et puissants réunis dans le cercle magique de cette intelligence splendide brûleraient de savoir quand la vive lumière éclaira pour la première fois de ses rayons sa jeune âme, et si cette clarté précoce, cette aurore du génie, entraîna après elle souffrance ou volupté !

» Quel trésor aussi pour ceux qui, à travers les pensées amères dont abonde sa riche fantaisie, sauront suivre pas à pas un esprit poussé par les hommes vers la haine, mais des mains de Dieu sorti tendre et généreux ! Avec quelle impatience tous ceux qui ont suivi dans ses chants ces tendances, ces efforts d'une belle âme flétrie, demanderaient ici, de ses nobles lèvres même, quel désespoir immense, quelles sanglantes injures, avaient pu plonger dans les ténèbres cette royale nature !

» Volume mystérieux ! quels que soient les courses lointaines, les aventures étranges, hardies, les douleurs, les faiblesses trop franchement racontées, les amours, les dissensions que retracent tes pages, si la vérité nous dévoile à moitié aussi promptement ses vertus que ses erreurs, nous y trouverons le souvenir d'affections gravées comme dans le roc et d'inimitiés effacées comme la neige au soleil *(enmities, like sun touch'd snow resign'd)*, de dévouements inaltérables chez ceux qui l'ont servi dans sa jeunesse et qui le servent encore, de secours généreux, prodigués avec cette délicatesse qui jamais ne blesse la fierté, à plus d'un cœur souffrant, d'actes... Mais non, ce n'est pas à lui qu'il faut demander le récit des beaux traits de sa vie.

» Pendant que tant d'autres, comme le nuage de Milton, présentent à la foule leur doublure d'argent (1), cet être sublime, s'enveloppant d'une nuit profonde, tient caché tout ce qui adoucit, humanise et orne sa nature, et ne répand que son ombre sur un monde qu'il méprise. » *(Turns his darkness on a world he scorns.)*

Les relations intimes de Moore et de Byron, relations nées de la polémique et qui s'établirent définitivement au milieu des orgies de la vie fashionable de Lon-

(1) « Un nuage noir présente sa doublure d'argent à la nuit...... » *(Did a sable cloud turn forth her silver lining on the night.)* Milton, *Comus*.

dres. nous amènent naturellement à ce que j'appellerais les qualités poétiques secondaires de Moore. Après avoir (en 1800) dédié la traduction d'Anacréon au prince de Galles, jeune encore, l'auteur des *Poésies de Little* ne put s'empêcher, quelque douze ans plus tard, de prendre pour but de ses satires le régent, dont les vices et les ridicules lui offraient, à vrai dire, un sujet peu ordinaire et fait pour tenter. Lorsqu'en 1812 ce prince, infidèle à toutes ses promesses, au lieu d'appeler au pouvoir un ministère whig, réorganisa, à l'aide de M. Perceval, un cabinet tory, lord Moira accepta, au grand déplaisir de tout son parti, la dignité de gouverneur-général dans l'Inde Les tories offrirent à Moore un poste auprès de son ancien ami; mais le poëte irlandais, avec cette noble indépendance qui le caractérisa toujours, refusa péremptoirement, et déclara dès lors une guerre acharnée aux hommes du gouvernement. Les journaux de l'opposition regorgeaient tous les jours d'attaques et de plaisanteries dirigées contre cette cour licencieuse et immorale, où trônaient, en même temps que le prince, ses favoris, lord Yarmouth (1), George Brummell, le marquis de Headfort, le colonel Mac-Mahon et le baron Géramb; ses ministres, lord Castlereagh, lord Eldon, lord Westmoreland, lord Liverpool, et sa maîtresse en titre, la marquise de Hertford, femme du marquis de ce nom et mère de lord Yarmouth, dont les favoris roux servirent de thème à plus d'un *skit* (2). Caricatures, pamphlets, brochures, chansons, parodies, bons mots, satires, invectives, il en tombait une grêle à chaque instant dans Londres, et tout ce que l'Angleterre a jamais possédé d'esprit semble s'être dépensé à cette époque en *jokes* (jeux de mot) contre le futur roi George IV et son entourage. Byron et Moore prirent part au combat. En 1812 parut un petit volume intitulé : *les Lettres interceptées ou le Sac du Facteur (Intercepted letters or the Twopenny post bag),* signé du nom de *Thomas Brown,* pseudonyme sous lequel on devinait facilement le poëte irlandais. Ce livre contenait un recueil de huit lettres qu'on supposait être écrites par la princesse Charlotte à lady Barbara Ashley, par le prince régent à lord Yarmouth. par le colonel Mac-Mahon à sir John Nichol, etc.; en moins de dix-huit mois, on en fit quatorze éditions. Deux ans plus tard, en 1814, tout le monde apprenait par cœur la fameuse adresse de condoléance *(condolatory address)* de lord Byron à la belle Sarah, comtesse de Jersey, dont le régent, dans un accès de mauvaise humeur, venait de bannir le portrait de sa galerie des beautés contemporaines à Carlton-House. Du reste, si le « vain vieillard, héritier de la couronne et de l'esprit de son père (3), » ainsi que l'appelle lord Byron, ne pardonna jamais au barde de Newstead ces vers trop célèbres, en revanche la noble comtesse, femme supérieure à tous égards, ne négligea aucune occasion de témoigner sa vive amitié à celui dont le génie l'avait rendue immortelle. A peu près en même temps que cette ode, un trait non moins acéré tomba de la plume empoisonnée de Byron : *le Prince régent entre les cercueils de Charles Ier et de Henri VIII dans le caveau royal de Windsor* (4). On répétait encore partout

(1) Lord Yarmouth, depuis marquis de Hertford, est mort il y a environ deux ans.

(2) Épigramme de journal.

(3) Après la publication des satires du docteur Wallcott (connu sous le nom de *Peter Pindar*), on adopta assez volontiers dans les cercles de Londres une opinion peu flatteuse de l'esprit du vieux roi, opinion erronée s'il en fut : George III manqua souvent de loyauté et de grandeur d'âme, mais jamais d'intelligence ou d'astuce.

(4) Par suite des réparations de la chapelle Saint-George à Windsor, les cercueils de Charles Ier et de Henri VIII furent déterrés; on les ouvrit par ordre du prince, qui voulut

cette insulte au fils des Guelfes, lorsque Moore vint réclamer toute l'attention du public, les *Fables de la Sainte-Alliance* à la main. Ici non-seulement le régent, ses maîtresses et ses amis, mais le tzar et le maréchal Blücher, le roi de Prusse et les Bourbons, tous les membres de la sainte-alliance, sans en excepter même le duc de Wellington, avaient leur bonne part de coups de bec et de griffes. Le succès fut complet, et la popularité de Moore s'en accrut encore.

Un homme que l'auteur des *Mélodies* poursuivait surtout de sa haine, c'était le vicomte Castlereagh. « Trois *C*, dit-il, furent désignés dans les livres sibyllins comme dangereux pour la paix et les libertés de Rome (Cornelius Sylla, Cornelius Cinna et Cornelius Lentulus), et trois *C* jouiront d'une triste célébrité en Irlande, tant que Camden et la cruauté, Clare et la corruption, Castlereagh et le mépris (en anglais *contempt*), seront unis par l'allitération et l'à-propos. » Dans *la Famille Fudge à Paris,* collection de lettres satiriques qu'il publia en 1817, après avoir exprimé le plaisir que ressent malgré lui un Irlandais en entendant sur toute l'étendue du continent maudire le nom de l'Angleterre, Moore, sous le nom de Phélim Connor, jeune patriote exalté, termine ainsi la quatrième épître :

« Angleterre ! ennemie déclarée de la liberté et du vrai partout où ils se trouvent ! si t'entendre flétrir ainsi est un bonheur pour la vengeance, il y a encore une joie plus douce que celle-là : la joie de penser que c'est un esprit, un cœur irlandais, qui t'a faite la chose dégradée et souillée que tu es, et que, comme le centaure mourant donna, pour torturer son vainqueur, sa veste empoisonnée, nous t'envoyâmes Castlereagh ! — Comme des monceaux de cadavres ont causé la mort de leurs meurtriers par l'odeur pestilentielle qu'ils répandaient, ainsi notre pays, pour ternir ta gloire, pour saper ta force, pour te pourrir corps et âme, a exhalé ses pires infections condensées dans cet homme ! »

D'autres fois ses attaques prennent une tournure plus plaisante, et je ne sais si les plaisanteries ne furent pas plus terribles que les injures. Byron aussi ne reste point en arrière sur ce sujet, et on connaît sa fameuse épigramme sur le suicide du ministre : « Quoi ! il s'est enfin coupé la gorge ! — Lui ! qui donc ? Mais l'homme qui depuis si longtemps avait coupé la gorge à sa patrie. » La facilité de Moore dans ce genre était quelque chose de réellement merveilleux. Un matin (c'était en 1816), il arrive chez Scrope Davies, l'ami de cœur de Byron et celui auquel il a dédié la *Parisina :* « J'ai un sujet, dit-il, mais je voudrais l'écrire tout entier en argot et je n'en sais pas le premier mot. Aidez-moi. » Un *boxing-match* (combat à

assister à cette cérémonie, et on trouva les deux rois (mais surtout Charles Ier) dans un état de conservation remarquable. On prétend même que, lorsque le prince prit par les cheveux la tête du monarque décapité et l'ôta du cercueil, il en tomba une goutte de sang. Cette exhumation royale suggéra à lord Byron des vers dont voici la traduction :

« Fameux tous deux par la honteuse violation de liens sacrés, voyez Charles sans tête à côté de Henri sans cœur ; entre eux se tient aussi *une chose qui porte le sceptre (another scepter'd thing).* Cela remue, cela règne ; hormis le nom, un roi !

» Charles pour son peuple, Henri pour sa femme, en lui le double tyran ressuscite ; la justice, la mort, ont foulé en vain leur poussière ; chaque vampire royal renaît à la vie. A quoi servent donc les tombes, puisque celles-ci vomissent le sang et la poussière de leurs deux hôtes pour faire *un George!* »

Byron trouva lui-même l'épigramme un peu *farouche* (c'est sa propre expression) ; « mais, ajoute-t-il à ce propos, mes saillies n'ont pas trop l'habitude d'être plaisantes. » (Lettre à Moore, 12 mars 1814.)

coups de poing) devait avoir lieu le jour même à dix milles de Londres, entre Jack Randal et Ned Turner, deux boxeurs célèbres. M. Davies proposa d'y conduire Moore, en compagnie de Jackson, le plus fameux professeur dans l'art de *boxer* dont Londres puisse se vanter. Ils partirent tous les trois en chaise de poste, Moore se faisant endoctriner par Jackson le long de la route ; puis, après avoir assisté au combat, ils revinrent, et la leçon recommença. Trois jours après, Moore avait écrit le *Mémoire de Tom Crib au congrès* (1), contenant le récit d'une lutte sanglante entre *Long Sandy* (l'empereur Alexandre) et *George le Marsouin* (le régent). Non-seulement cette pièce est une des plus spirituelles productions, une des plus impitoyables satires qui nous restent de ce temps où l'on en faisait un si grand nombre ; mais, au dire des connaisseurs (du *fancy*), on ne saurait trouver un plus parfait modèle de style et d'argot.

On a souvent surnommé l'auteur des *Poésies de Little* un Tibulle moderne. Il semble que Byron l'ait mieux jugé lorsque dans les *Bardes anglais et critiques écossais* il s'écrie : « Little! jeune Catulle de nos jours! » Bien que dans certaines des compositions un peu libres de Moore on retrouve la manière correcte et pure, la muse gracieuse et facile de l'élégant amant de Délie, on est frappé de la ressemblance infiniment plus grande qui existe entre le spirituel bourreau du prince de Galles et l'auteur des poétiques invectives *in Cœsarem*. — « Venez demain à quatre heures, nous ferons des bouffonneries tous les deux, vous serez Catulle, le régent sera Mamurra, » écrit Byron à Moore en 1813, pour lui proposer d'aller ensemble voir Leigh Hunt, emprisonné à Horsemonger-Lane pour délit politique (2). Certes, le traducteur du chantre de Téos, aussi joyeux convive que son classique prototype, n'eut garde de manquer à pareille fête, et, quant aux bouffonneries dont parle son illustre ami, l'aimable satirique nous a assez montré de quelle façon il les entendait. Quelques jours après cette visite, le marquis de Headford donna un banquet splendide auquel assistait le régent ; aussitôt dans les *Lettres interceptées* parut cette plaisante épître intitulée *G. R. au comte de Yarmouth*, où le prince est supposé donner à son favori une description du dîner en termes dignes de Pantagruel.

Ce qui rendait Moore surtout terrible à la cour, c'est qu'il était toujours parfaitement informé. Lié avec tout ce qu'il y avait de distingué ou d'élégant à Londres, rien de ce qui se passait dans les plus hautes régions ne pouvait lui échapper ; il vivait malgré eux dans l'intimité de ceux qu'il poursuivait de ses attaques. Sheridan, jusqu'à sa mort le favori et le commensal du régent, était aussi l'ami de cœur, le frère politique de Byron et de Moore : il déjeunait avec l'un, il soupait avec les autres, et après s'être grisé le matin avec le *claret* royal, il passait la nuit à se griser encore dans quelqu'un de ces orageux festins au sortir desquels Byron sentait si profondément la nécessité du *soda water* (3). D'une façon ou d'une autre, rien

(1) Tom Crib était un boxeur de si grand renom, que sa vie durant il a toujours conservé le nom de champion de l'Angleterre. Moore composa ce morceau à l'occasion du congrès d'Aix-la-Chapelle.

(2) Leigh Hunt était le rédacteur en chef du journal radical le *Sunday's Examiner*, et subissait en prison la peine d'un article qu'il plaisait à lord Ellenborough, président de la cour du banc du roi, et au jury de surnommer un libelle. Dans cet article, qui eut un très-grand retentissement, Hunt appelait le régent « un vieux libertin criblé de dettes. »

(3) Le premier chant du *Don Juan* commençait originairement par une stance dans laquelle, après avoir parlé des choses les plus sérieuses, Byron s'écrie : « Je me suis tellement grisé ce jourd'hui, qu'il me semble marcher sur le plafond. Ainsi, laissons là l'avenir,

ne demeurait caché à ceux qui avaient intérêt à tout savoir. Le prince inventait-il un nouveau système de corset, découvrait-il une eau merveilleuse pour teindre ses favoris, ou une soixante-unième espèce de perruque, ou bien commandait-il sous le plus absolu secret un bas élastique qui lui rendit moins affligeante la jarretière obligée : tout se disait, tout se rimait, tout se chantait. Aucun moyen de se soustraire aux regards importuns, aucune possibilité de vieillir sans qu'on s'en aperçût, aucun refuge contre les mille pointes que lançait une main aussi bardie que sûre. Ni les murs de Carlton-House, ni les factionnaires à ses portes, ne parvenaient à faire respecter la vie privée du régent; le vieux coupé jaune de lady Hertford même ne pouvait le dérober à ses persécuteurs. Voyez plutôt.

EXTRAIT DU JOURNAL D'UN HOMME POLITIQUE.

« *Mercredi.* — Tout à l'heure, un petit temps de galop à travers Manchester-Square (1); rencontre du *vieux coupé jaune.* Je fis un salut profond, pensant que c'était loyal et poli; j'obtins un regard. — Ugh! noir comme le diable! quel malheur! Il se promenait incognito; et moi donc, imbécile! il a fallu que j'allasse le dépister! — (*Mem.* La première fois que je passerai devant le vieux coupé jaune, me rappeler que rien de royal ne s'y trouve.) »

On remarque entre les satires de Byron et celles de Moore la même différence qui existe entre leurs œuvres plus sérieuses : chez Byron, l'attaque s'adresse à l'individu même; chez Moore, elle prend aussitôt une forme politique. Dans le régent, lord Byron ne paraît envisager que l'homme, l'être moral avec les vices et les faiblesses qui lui sont propres; il met à le poursuivre un acharnement qu'on a peine à s'expliquer, et à voir l'outrageuse violence de ses paroles, on dirait presque la haine d'un rival. Moore, au contraire, obéissant à ses instincts nationaux, en veut au système politique dont le prince, depuis 1811, était devenu le représentant et le chef. Il ne se sert des fautes et des ridicules du roi futur, que pour mieux faire ressortir ceux du gouvernement, et l'on aperçoit toujours, et jusque dans ses moindres jeux d'esprit, la rancune profonde de l'Irlandais qui se rappelle ces mots du plus célèbre et du moins patriotique parmi les grands hommes de son pays (2) : « On ne gouvernera jamais l'Irlande que par l'épée. » Des paroles comme celles-là (et combien n'en a-t-on pas prononcé!) se retrouvent au fond de plus d'une pièce de vers dans laquelle on s'habituait à ne voir d'abord qu'une plaisanterie, et qui pour la plupart du temps renfermait des épigrammes sanglantes.

Du petit groupe d'hommes illustres qui vers le commencement du siècle jetèrent un si brillant éclat sur la littérature anglaise, il ne reste guère aujourd'hui que Thomas Moore. Byron, le dernier venu, a le premier quitté la scène de ses luttes et de son triomphe. Scott l'a suivi; l'auteur de *Christabel,* le philosophe Coleridge, n'a pas tardé à les rejoindre, et Southey vient de s'endormir du sommeil éternel.

et pour l'amour de Dieu, donnez-moi du vin du Rhin et du soda-water *(and so, for God's sake, Hock and soda-water)!* »

(1) Lady Hertford habitait le grand hôtel, dans Manchester-Square, qu'occupe maintenant l'ambassade française.

(2) Le duc de Wellington.

Il est arrivé ce qui arrive toujours : après l'effort, l'épuisement ; après l'éclair, les ténèbres. L'Angleterre, fatiguée par l'enfantement de tant d'intelligences d'élite, est tombée dans un anéantissement déplorable sous le point de vue littéraire. Je ne vois pour succéder à Walter Scott que sir Edward Bulwer, à Byron que Mme Norton, et aux *lakistes* que cette foule insignifiante et monotone, rimeurs de *keepsake,* poëtes d'Almacks qui encombrent les *magazines* et les salons de Londres. Pour Thomas Moore, son genre exceptionnel a trouvé jusqu'ici peu d'imitateurs et pourrait bien à l'avenir en rencontrer encore moins. Le patriotisme ne semble guère de mise dans la poésie à l'heure qu'il est, et, lorsqu'on voudra réveiller les sentiments populaires, n'a-t-on pas là toutes prêtes les *Mélodies irlandaises?* Qu'est-il besoin d'en refaire? Quant aux poésies légères du traducteur d'Anacréon, elles tenteront, je crois, bien peu les beaux esprits de la Grande-Bretagne, et, pour apprécier tout ce qu'elles contiennent d'élégant et de raffiné, il faudrait une société autrement constituée que celle qui se nomme aujourd'hui la *bonne société* d'Angleterre.

Bien plus qu'à ses travaux sérieux et aux œuvres qui lui assurent avec le plus de certitude l'admiration de la postérité, Moore a dû son succès contemporain, la vogue immense dont il jouissait, à ces productions mortes aujourd'hui, et qui, au plus beau moment de leur éphémère existence, n'étaient guère autre chose que des futilités brillantes Les *Poésies de Little* eurent un succès de fruit défendu ; la prude Angleterre, nouvelle Ève, mordit en plein dans cette pomme dorée, tout en imitant le geste coquet de certaines belles hypocrites, qui, lorsque d'une main prudente elles voilent leur regard blessé, entr'ouvrent en même temps les doigts pour mieux voir. Même dans ces pièces dont l'idée trahit le plus le culte passionné de l'auteur pour l'antique, Moore conserve une pureté de forme, une délicatesse d'expressions si perfides, si merveilleuses, que la plus austère puritaine en les lisant court le risque de se voir transportée en pleine Lesbos sans qu'elle s'en doute. On conçoit facilement quelle devait être la renommée du poëte ingénieux qui trouvait le moyen d'enivrer bon gré mal gré tout le monde de ce breuvage païen, de cet élixir du diable, dont, en dépit de la *propriety* et du *cant,* on brûlait de savourer le parfum. Il n'y a rien d'extraordinaire, rien d'injuste surtout, dans le succès qu'obtint Moore à cette époque ; on ne saurait voir là qu'une preuve nouvelle de la pruderie de parade, de la moralité de moine qui distinguent la société anglaise Seulement, il aurait fallu séparer deux genres absolument opposés, et surtout ne point vouloir établir la gloire d'un poëte de premier ordre sur les minces mérites d'un habile chansonnier. Célèbre dans un temps par ses rimes faciles, Moore a bien d'autres raisons de compter sur l'avenir. Ce sont deux hommes, ce sont deux gloires, il s'agit de ne les point confondre ni comparer entre eux, mais de les apprécier tous deux, et d'admirer l'heureuse organisation qui a pu les réunir.

Nous l'avons dit, il ne faut pas chercher Moore en dehors de l'Irlande et de ses convictions politiques. C'est à la constante vibration de la fibre nationale que le chantre de *Lalla Rookh* doit la grandeur, la puissance et la vérité de son talent. « Si je pouvais, écrit Moore lui-même dans une petite pièce charmante, intitulée *Mon Jour de naissance,* retracer le tableau imparfait de ma vie, si je pouvais ajouter, retoucher, effacer les lumières et les ombres, modérer tout, et joies et peines, combien peu il resterait du passé! combien je désirerais que tout s'effaçât, tout, excepté cette indépendance d'âme qui m'était plus chère qu'honneurs et richesses! » Le vœu est certes modeste, mais le barde d'Erin avait bien raison de l'émettre, car, en conservant son *indépendance d'âme,* il conservait son génie, qui n'est autre chose

que le reflet des sentiments de son cœur. Du reste, Moore est peut-être un poëte trop national pour l'intérêt de sa propre gloire, et il ne me semble pas prouvé que Byron, en prédisant l'immortalité des *Mélodies irlandaises,* ait prédit l'immortalité de leur auteur. Il pourrait bien en être de ces poésies comme de tant d'autres chants nationaux dont on ignore l'origine aujourd'hui. On les chantera, on les redira autour du foyer, on les répétera de père en fils, de génération en génération; elles s'imprimeront sur les drapeaux de plus d'un parti, elles serviront de cri de guerre à plus d'une révolte, et qui sait si, dans quelque mille ans d'ici, un Niebuhr à venir ne démontrera pas jusqu'à l'évidence que Thomas Moore est un mythe, qu'il n'exista jamais, et que ses chants sont l'œuvre collective d'un peuple entier?

R... S.....

DE LA SITUATION

DU

THÉATRE EN FRANCE

A PROPOS

DE LA TRAGÉDIE DE LUCRÈCE.

J'ai toujours pensé, et je pense plus que jamais, qu'un grand succès au théâtre (pourvu qu'il soit sincère et loyal) est un de ces événements glorieux et rares qu'il convient de saluer avec joie et d'étudier sous toutes les faces. N'est-ce pas une chose pleine d'intérêt que d'assister aux premiers pas d'un nouveau talent, d'entendre les premiers sons d'une jeune lyre? N'est-il pas heureux et encourageant pour tous de sentir que, dans ce siècle que l'on dit si blasé, il existe encore assez de séve admirative et de poésie latente au cœur de la foule, pour pouvoir, à un moment donné, répondre par une explosion d'enthousiasme à un grand et sérieux effort? — Je vais plus loin. L'adhésion populaire donnée à une œuvre d'art est le plus sûr et le plus délicat indice des changements survenus dans le goût, c'est-à-dire dans la raison et dans l'imagination des peuples; c'est la révélation et la mesure actuelle des nouveaux instincts poétiques qui se développent sourdement au sein des masses; c'est la remise en question de plusieurs problèmes qu'on avait pu croire définitivement résolus; en un mot, c'est une occasion sérieuse et solennelle pour l'art et pour la critique de se replier sur eux-mêmes, de se rendre compte de leur position et de faire, avec courage et bonne foi, un examen de conscience complet

et sincère. Oui, tout succès qui se lève à l'horizon littéraire est comme une étoile éclatante qui perce les nuages et qui permet à la poésie, voguant vers l'idéal, de reconnaître le chemin qu'elle a parcouru, d'estimer au vrai la dérive, et de régler avec justesse sa direction pour l'avenir.

Malheureusement, les chefs de l'école poétique actuelle, qui auraient plus que personne intérêt à recueillir ces utiles indications, rejettent par système tout avis venant de la foule, et se piquent, à la façon des conquérants, de ne suivre d'autre étoile que celle de leur génie. *Odi profanum vulgus et arceo* est la devise qu'ils ont conservée du cénacle. — Qu'ils y prennent garde toutefois! Cette maxime à la Byron, plausible quand on l'applique à certaines branches de poésie, qu'on peut appeler aristocratiques, devient fausse et funeste dès qu'on veut l'étendre à un genre de productions tel que le drame, dont les racines plongent profondément dans le sol populaire. Une ballade, une élégie, un sonnet, sont les fruits d'une fantaisie toute personnelle (on serait tenté de dire égoïste), laquelle cherche avant tout dans l'art sa propre satisfaction. Les œuvres de cette nature sont d'indépendants monologues dans lesquels le poëte élégiaque ou lyrique a le libre choix des sons, des formes, des images, de toutes les sensations, en un mot, qu'il lui convient d'éveiller, à peu près comme dans une voluptueuse retraite un sensuel épicurien couronne solitairement sa coupe des vins et des fleurs qui lui agréent. Le poëte dramatique, au contraire, en présence de cet invité parfois incommode, mais toujours désiré, qu'on nomme *le public*, est tenu de montrer la noble déférence d'un hôte disposé à s'oublier lui-même, et à faire prévaloir, dans une juste mesure, les goûts de ses convives sur les siens propres. C'est qu'en effet un drame est une œuvre collective dans laquelle le public a une part de coopération active et nécessaire, que le génie du poëte peut bien s'efforcer de restreindre, mais qu'il ne lui est pas donné d'abolir.

Je suis bien éloigné, en tenant ce langage, de vouloir abaisser en rien la hauteur de la mission sociale et civilisatrice que s'attribuent dans leurs manifestes les maîtres de notre scène, mission d'ailleurs qu'ils pourraient souvent mieux remplir. En ce siècle si dénué de tout enseignement moral, il est bon que ceux qui sont en possession du théâtre se regardent comme les instituteurs nés de la multitude, et reconnaissent qu'eux aussi ont charge d'âmes. Seulement, je crois qu'ils seraient plus complétement dans la vérité si, en apportant chaque soir des leçons mêlées de plaisir à ce *quelqu'un* qui a parfois plus d'esprit que Voltaire, ils songeaient qu'ils peuvent en retour recevoir de leur ingénieux *partner* plus d'un avertissement profitable. Au théâtre en effet (et c'est là ce qui fait sa vie et sa puissance), il s'établit entre le poëte et la foule un échange électrique et continuel de pensées et d'émotions, de plaisir et de conseils : l'enseignement est réciproque, il descend et il remonte; poëte et peuple sont tour à tour maître et disciple, modeleur et modèle, créancier et débiteur, et jamais le poëte n'est plus sûr du triomphe que quand il reporte au public les leçons qu'il en a reçues.

On me prêterait d'ailleurs une idée qui n'est pas la mienne, et l'on aurait mal compris ce qui précède, si l'on s'imaginait que je regarde les applaudissements, les couronnes, la popularité en un mot, comme la mesure exacte et certaine du mérite littéraire et poétique. A Dieu ne plaise ! Je ne sais guère mieux que Chamfort combien il faut réunir de... *gens d'esprit* pour constituer le public en jury infaillible. Je n'oublie pas que l'histoire du théâtre se compose au moins autant des bévues du parterre que des erreurs des poëtes. Je n'oublie pas cette multitude de succès extravagants et de chefs-d'œuvre éphémères ou médiocres dont il nous serait si facile

de dresser une liste à la fois bouffonne et déplorable, à commencer par la *Mariane* de Tristan-l'Hermite et à finir par *le Siége de Calais* de De Belloy. Je sais la part qu'il convient de faire à la mode, à l'envie, à l'engouement, aux passions de toutes sortes. Aussi n'ai-je l'intention d'établir qu'un point, à savoir que les grands succès au théâtre ont, comme toutes choses, leur raison d'être, qu'ils ne sont pas, eux non plus, des effets sans causes ; qu'ils ont presque toujours un sens profond, et que lors même, comme il arrive souvent, qu'ils ne méritent point d'être reçus comme arrêts, ils n'en doivent pas moins être pris en grande considération comme symptômes. Cela, d'ailleurs, ne semble devoir blesser aucune prétention. Recommander au navigateur d'avoir l'œil à la boussole, et, quand le temps le permet, d'observer le ciel étoilé, ce n'est certes pas, j'imagine, nier le génie de Christophe Colomb ni de Magellan. — Je passe à l'application.

Tout le monde sait le grand événement littéraire du mois dernier. Trois drames de l'ordre le plus élevé, quoique d'une valeur fort inégale, *les Burgraves, Judith* et *Lucrèce,* ont été, à moins de cinq semaines de distance, soumis au jugement du parterre. Leur fortune a été diverse, et le verdict a dû étonner, sinon déconcerter, toutes les prévisions. Malgré les transcendantes beautés de tous genres qui abondent dans *les Burgraves,* le public est demeuré, devant cette composition si originale et si grandiose, indécis et partagé. La balance pourtant a penché, comme il était juste, mais plutôt par un effet de la réflexion que par un attrait instinctif. *Judith,* malgré la double séduction de deux noms qui présageaient un double enthousiasme, n'a reçu qu'une approbation calme et réservée. *Lucrèce,* au contraire, ouvrage d'un poëte inconnu, a été accueillie par d'unanimes acclamations ; le succès a été complet, triomphant, universel. Voilà les faits ; nous les exposons en historien. A présent qu'en faut-il conclure? La tragédie de *Lucrèce* est-elle le drame depuis si longtemps attendu, le drame du XIXe siècle? Est-ce un pas rétrograde? Est-ce un progrès ? Ce qui est certain, c'est qu'il y a plus de dix ans qu'aucune manifestation publique aussi éclatante n'a donné plus à penser. Il importe donc de soumettre à un examen attentif, non-seulement la pièce, mais le succès lui-même, et de tâcher d'en déterminer exactement la signification et la portée.

Sans doute, et nous le reconnaissons de grand cœur, la principale raison de l'enthousiasme que la tragédie de *Lucrèce* a excité est l'incontestable et saisissant mérite de plusieurs de ses parties. Cependant ce mérite qui suffirait, et au delà, pour expliquer un succès ordinaire, ne nous paraît pas rendre complétement raison de l'étendue de celui que *Lucrèce* vient d'obtenir. Après avoir vu et lu ce drame, et y avoir admiré plusieurs morceaux et même plusieurs scènes d'une belle, forte et classique facture, nous ne pouvons pourtant admettre, avec quelques critiques trop oublieux ou trop partiaux, qu'on n'ait rien entendu d'égal au théâtre depuis vingt-cinq ans. L'auteur, par le choix d'un sujet dénué d'action, sans nœud, sans péripétie, et qui n'admet que dans une situation unique et prévue l'emploi très-modéré de la terreur et de la pitié, a fait moins une véritable tragédie qu'il n'a tracé une bonne étude tragique. Libre à d'innocents aristarques de célébrer dans le succès de *Lucrèce* la résurrection de la défunte tragédie de 1810. Ni les beautés ni les défauts de la nouvelle pièce n'offrent un retour à cette forme ruinée et démantelée dès 1827. Les unités de lieu et de temps, même l'unité plus essentielle des mœurs et du style, n'y sont pas observées. Shakspeare et André Chénier ont laissé leur empreinte, l'un dans la naïve familiarité de plusieurs scènes d'intérieur, l'autre dans l'atticisme de quelques détails de versification et de langage. Ce n'est donc point à

titre de tragédie jetée dans l'ancien moule que *Lucrèce* s'est concilié de si ardentes sympathies. Si pourtant on insistait, et qu'on voulût à toute force compter l'auteur de la tragédie nouvelle parmi les partisans de l'ancien régime littéraire, nous renverrions les obstinés à l'opinion textuelle que M. Ponsard a consignée, il y a trois ans à peine, dans un article de littérature inséré dans une revue provinciale et intitulé : *De Mademoiselle Rachel, de Corneille, de Racine et de Shakspeare.* Si le jugement qu'on va lire sur les poëtes de l'école impériale ne paraît ni bien neuf ni d'un tour bien délicat, il a, du moins à nos yeux, le mérite d'être net et péremptoire : « Il y a, disait M. Ponsard, quelque chose de tué à tout jamais ; c'est la fri-
» perie du bagage littéraire de l'empire, vieux galons dédorés, paillettes prétentieuses,
» mais sans éclat, ramassées par Chenier dans la facture flasque du vers de Vol-
» taire, quand il n'était pas soutenu par le sentiment, et léguées encore plus usées
» par Chénier à ses continuateurs, jusqu'à ce qu'elles se soient ensevelies dans l'*Ar-*
» *bogaste...* (1). »

On voit par cette citation que ce ne saurait être comme continuateur, encore moins comme admirateur des poëtes de l'empire, que M. Ponsard a mérité d'être élevé sur le pavois. Il faut donc chercher à cette ovation un autre motif. — Ne serait-ce pas qu'on a cru voir dans *Lucrèce* le premier ou le plus habile essai de transaction entre les deux écoles? Il y a plus de vérité dans cette assertion que dans la première. Le mélange des deux manières est manifeste d'un bout à l'autre de la pièce nouvelle. Nous ajouterons que la théorie du critique viennois concorde ici à merveille avec l'œuvre du poëte. On lit la déclaration suivante dans l'article cité plus haut :

« .... Il serait beau qu'un poëte surgît qui corrigerait Shakspeare par Racine, et
» qui compléterait Racine par Shakspeare. En ce sens, l'école de M. Hugo a rendu
» à l'art d'importants services. Je ne parle pas des plats imitateurs qui sont tou-
» jours à la queue de toute création puissante... Sans doute on est allé trop loin,
» mais les excès sont inséparables de l'ardeur d'une révolution. Il fallait un coup
» de vigueur exagéré pour secouer les esprits engourdis. L'ébranlement a été donné,
» puis viendra la réaction, si elle n'est déjà venue; puis la littérature, longtemps
» oscillante, se reposera dans les bienfaits de l'éclectisme. »

Nous ne voulons pas épiloguer sur les détails ni rechercher à quel point *le repos* est un régime *bienfaisant* pour la littérature. La seule chose que nous voulions induire de ce passage, c'est que la recherche d'un *juste milieu* poétique est depuis longtemps la préoccupation et le rêve de M. Ponsard. Faut il attribuer à la mise en œuvre de cette théorie l'étonnante fortune de *Lucrèce?* En partie sans doute. Néanmoins, bien avant que cette idée illuminât M. Ponsard, beaucoup de tentatives avaient été faites dans cette voie et exécutées avec plus ou moins d'habileté par plusieurs poëtes contemporains, notamment par Népomucène Lemercier, et plus récemment par MM. Soumet, Lebrun, Ancelot et Casimir Delavigne. La critique de l'époque se montra peu favorable à l'introduction de ce genre composite. On nous pardonnera de rappeler sommairement ici les principales objections que nous opposâmes alors dans *le Globe* à ces essais de conciliation poétique : « Ce qu'on nomme éclectisme en philosophie, disions-nous à peu près, est une méthode large et de bon sens, qui, dans tous les systèmes, cherche le vrai et le met en saillie. L'éclectisme en critique est cette heureuse impartialité qui goûte le beau sous toutes les formes;

(1) *Revue de Vienne*, tome III, août 1840, p. 491.

c'est ce cosmopolitisme d'intelligence qui admire à la fois Aristophane et Molière, Sophocle et Shakspeare, Homère et l'Arioste, Richardson et Rabelais, Michel-Ange et Callot; c'est cette souplesse d'imagination qui se plaît à la lecture d'un roman chinois, d'une ballade allemande, d'une satire romaine ou d'un conte arabe. Chercher le beau, soit pour en jouir, soit pour mesurer le mérite en ce genre de chaque contrée, de chaque siècle, de chaque artiste, tel est l'éclectisme de la critique, ou plutôt, en ce sens, l'éclectisme est la critique même. Mais ce procédé, si favorable à la découverte du vrai et à la jouissance du beau, doit-il être recommandé comme méthode de création? Emprunter partie d'un système et partie d'un autre, marier, par exemple, la grâce parée de Racine à l'énergique nudité de Dante, tempérer les turbulentes et fantastiques bouffonneries d'Aristophane par la gaieté mélancolique de Molière, purifier la licence de Dancourt et de Collé par la chasteté de Térence, serait-ce une entreprise sensée et désirable? L'éclectisme dans l'art, en aspirant à la fusion d'éléments hétérogènes, risque de n'opérer qu'une soudure imparfaite entre des qualités qui s'excluent ou se neutralisent. L'originalité implique l'unité. Toutes les grandes époques de création, tous les grands monuments de l'art nous l'attestent. C'est de l'homogénéité des œuvres que naît leur poésie et leur grandeur. Le Parthénon et l'Alhambra, les pyramides et la colonne trajane, *le Cid* et *Othello, les Nuées* et *le Misanthrope*, l'*Andrienne* et le *Songe d'une nuit d'été,* ne se touchent presque par aucun point. Que l'on admire les uns et les autres comme des jets francs et hardis de deux sources puissantes, rien de mieux; que l'on goûte même les uns à l'exclusion des autres, passe encore. Mais qu'on ne nous demande pas d'admiration pour une poésie métisse et équivoque, privée de tout caractère propre, pour une poésie qui n'est qu'un double amoindrissement, et dont tout le secret consiste à abaisser deux grandes poésies pour les mettre à la portée d'une société qui s'affaisse. »

Cependant, malgré les protestations de la critique, plusieurs ouvrages, de valeur diverse, composés dans ce genre hermaphrodite, continuèrent à capter les suffrages des deux partis, faisant valoir auprès de l'un leur mâle énergie, auprès de l'autre leur pudique réserve. Quelques-unes même de ces tentatives se recommandèrent par d'incontestables mérites : *Marino Faliero* et *Louis XI,* par exemple, sont encore justement applaudis, et néanmoins ces deux pièces elles-mêmes n'ont pas causé, à leur apparition, un ébranlement comparable à celui que *Lucrèce* vient de produire. — Nous sommes donc forcés de chercher à l'enthousiasme qui a salué cette pièce une cause qui s'applique à elle d'une manière plus spéciale.

Je ne pense pas que la raison de ce prodigieux succès réside dans la création des caractères ni dans l'invention des incidents, et, en parlant ainsi, ce n'est point un reproche que j'entends adresser à l'auteur. Au contraire. Je le tiens pour très-louable d'avoir compris qu'ayant à transporter sur la scène le fait simple et sublime de la mort de Lucrèce, cet austère épisode de la belle épopée populaire où Rome naissante imprima toute la gravité de son génie, il devait se bien garder de troubler par l'introduction d'incidents superflus la sévère ordonnance du vieux bas-relief romain. M. Ponsard n'a jeté dans l'ancienne et poétique légende qu'une invention qui lui appartienne, et quoique ingénieuse à plusieurs égards, cette fiction du poëte entraîne pourtant après elle d'assez fâcheux inconvénients. Nous l'avons dit ailleurs : on ne peut toucher, sans un grand péril, à ces poëmes tout faits que nous a légués l'antiquité. Rien n'est plus attrayant au premier coup d'œil, et, au fond, rien n'est plus difficile que de remanier et d'allonger pour la scène moderne les admirables

et courtes légendes que le génie antique a consacrées. Ce qui fait le charme de ces sortes de sujets, leur grandeur morale et leur beauté poétique, est précisément ce qui les rend rebelles et ingrats comme matière de drames. Pourquoi? C'est que leur perfection ne laisse place à aucun nouveau travail d'imagination. L'art a beaucoup à ajouter, beaucoup à retrancher, pour élever à la poésie un événement encore prosaïque, tel qu'était, par exemple, avant Schiller, la mort de don Carlos ou celle de Wallenstein; mais quand on se prend à un sujet que la poésie antique, et, à plus forte raison, que la poésie populaire a déjà élevé à l'idéal, il ne reste plus rien à inventer : le type existe; il est immuable; il est complet. En y portant la main, on a toujours à craindre de briser au lieu d'agrandir, de détruire en croyant créer. — M. Ponsard n'a pas entièrement évité cet écueil.

A la matrone laborieuse et pudique de l'ancienne Rome, à Lucrèce, il a opposé une femme livrée à la mollesse et aux désordres. Sextus (1), fatigué de l'amour de Tullie, convoite la conquête de Lucrèce, et, par cette double injure, il cause la mort de toutes deux. Jusque-là l'idée est belle, le contraste frappant : de plus, la jalousie. la honte, le désespoir de la faible femme délaissée jettent du mouvement, de l'intérêt, de la passion dans le drame; mais par une complication que je ne puis approuver, l'auteur a fait de l'épouse infidèle la femme de Junius Brutus, et a altéré ainsi, comme à plaisir, la beauté traditionnelle de cette noble et sévère figure.

Forcé d'ajouter un épisode au récit de Tite-Live, pour atteindre la mesure voulue des cinq actes, M. Ponsard a pensé, et avec raison, qu'il valait mieux faire porter les altérations sur le personnage accessoire de Brutus que sur celui de Lucrèce, figure principale et sacrée dans laquelle résident toute la grandeur et toute l'originalité du sujet. Plusieurs des prédécesseurs de M. Ponsard ont pensé autrement. M. Arnaud, entre autres. avait cru pouvoir donner à Lucrèce une passion secrète et romanesque pour Sextus, suivant en cela une des plus fausses idées qui soient sorties de la tête de Jean-Jacques Rousseau. car le commensal de M[me] d'Épinay avait, lui aussi, rêvé une *Lucrèce*. L'atteinte que l'auteur de la pièce nouvelle a portée au caractère de Brutus nous paraît d'autant plus regrettable qu'elle était moins nécessaire. N'y avait-il pas moyen, en effet, d'obtenir le contraste entre Lucrèce et Tullie, sans faire de celle-ci la femme de Brutus? Le moindre défaut de cette conception est de rendre impossible cette autre belle tragédie qui est dans toutes les mémoires, cette tragédie qui complète et couronne celle de *Lucrèce*, la mort des enfants du consul. L'auteur, en prenant ce parti, n'a probablement eu d'autre dessein que de ménager une grande et noble scène conjugale entre Brutus et Tullie; mais les reproches si amèrement dédaigneux que Brutus laisse tomber sur Tullie n'auraient rien perdu, ce me semble, de leur poignante ironie, si, au lieu de les adresser à sa femme, Brutus les eût adressés à une personne dont l'honneur lui eût été également sacré, à sa sœur, par exemple. Enfin, les traits principaux de la physionomie de Brutus ont-ils été bien fidèlement reproduits par M. Ponsard? Le contraste de la folie simulée et de la raison a-t-il été bien rendu? Brutus n'est-il pas, durant toute la pièce, trop parfaitement et surtout trop clairement raisonnable? Pour ne pas apercevoir une aussi évidente sagesse, ne faudrait-il pas que Sextus fût lui-même insensé? Ces clairs et imprudents apologues que Brutus décoche à tout propos, et qui lui donnent l'air d'*Ésope*

(1) Je ne sais pas pourquoi M. Ponsard ne dit pas Sexte au lieu de Sextus, puisqu'il dit Brute pour Brutus.

à la cour, ne sont-ils pas, pour ses projets politiques, un masque d'une bien dangereuse transparence? Enfin, dans la grande scène du dénoûment, quand Brutus, saisissant le poignard, jure sur le corps de Lucrèce l'expulsion des Tarquins et révèle tout à coup Junius, sa transformation est-elle assez visible, sa métamorphose assez complète? Le passage subit de l'imbécillité à la raison sublime, ce prodige qui souleva le peuple de Rome, et qui lie si étroitement le nom de Brutus à celui de Lucrèce, cette résurrection soudaine d'un esprit supérieur est-elle accusée par le poëte avec assez d'éclat et de vigueur? Nous ne le pensons pas.

Aux yeux de plusieurs critiques, le principal mérite de M. Ponsard est d'avoir eu la volonté et le talent de peindre l'ancienne Rome avec des couleurs vraiment romaines, et d'être parvenu à évoquer le génie intime et familier du vieux Latium. Je ne puis m'associer à cet éloge que dans une mesure fort restreinte. Oui, la tragédie de *Lucrèce* offre dans la simplicité du plan, dans la sévérité du style, dans la sobriété des ressorts, un caractère assez frappant d'antiquité. On sent que M. Ponsard a vécu dans une certaine intimité de la poésie ancienne, qu'il a foulé depuis l'enfance une terre à demi romaine, où le génie du peuple-roi est demeuré vivant et debout dans d'impérissables ruines; on sent que l'auteur s'est studieusement exercé à prendre l'accent attique et latin. Nous trouvons la preuve de ces efforts honorables dans un assez grand nombre de pièces de vers un peu faibles, élégies, églogues, etc., imitées des anciens et insérées dans la *Revue de Vienne*. Nous avons surtout remarqué une pièce assez heureuse adressée à M. Delorme, le bibliothécaire, sur les monuments de la ville. Certes c'était là une excellente préparation pour M. Ponsard que cette vie laborieuse et retirée dans une tranquille province, au sein d'une petite colonie lettrée, tout occupée de vers et d'archéologie. Cependant, sauf un certain parfum général d'antiquité, nous ne trouvons dans *Lucrèce* qu'un bien faible sentiment historique. D'abord l'idée de faire revivre la société et la famille antiques, comme Walter Scott a fait revivre le moyen âge, cette idée n'appartient pas à M. Ponsard; elle n'appartient même pas, autant qu'on l'a dit, à notre siècle. Racine dans *Britannicus* se montre aussi grand peintre que grand poëte, et Corneille dans *les Horaces,* sans aucune prétention archéologique, et par le seul accent de son mâle langage, nous transporte dans une Rome qui, bien qu'on en ait dit, n'est pas du tout *castillane*. M. Alexandre Dumas a tenté, il y a quelques années, la résurrection de la Rome impériale dans le drame de *Caligula*. Voilà pour la priorité. Quant à la justesse de l'exécution, elle est dans *Lucrèce* presque toujours fort imparfaite. L'auteur nous transporte, il est vrai, dans une atmosphère latine, mais ce n'est presque jamais dans celle des premiers siècles de Rome. Les mœurs qu'il peint, les arts qu'il suppose, les voluptés qu'il décrit, se rapportent à une civilisation de trois ou quatre cents ans plus récente En voyant cette esclave *venue d'Ionie* qui charme les veillées de la femme de Collatin, on se croirait au temps des Métellus et des Sylla. Lisez les vers suivants, et dites si cette poésie n'est pas l'écho de Catulle, d'Ovide et de Properce, plutôt qu'une conversation antérieure de trois siècles à Ennius :

SEXTUS.

Sans doute il convient mieux.....
De savoir discerner le plus fort à la lutte,
Le danseur le plus souple, et la meilleure flûte,

D'être la plus adroite au jeu de l'osselet,
De se blanchir le teint par l'usage du lait,
Afin d'entendre dire à la foule empressée
Qu'auprès l'ivoire est pâle et la neige *effacée*,
De sourire à propos à tout ce qui se dit,
Le corps demi-couché sur les coussins d'un lit,
Appelant le zéphir par les plumes mouvantes
Qu'autour de leur maîtresse agitent les servantes,
Et les cheveux livrés aux porteuses de fleurs,
Instruites dans le soin d'assortir les couleurs;
Et je *n'en* connais point dans ce genre de gloire
Qui vous puisse, Tullie, enlever la victoire.

TULLIE.

Mais vous parliez jadis de tout autre façon.
Si je m'en souviens bien, vous traitiez d'âmes viles
Celles qui s'occupaient à des travaux serviles;
Vous vouliez qu'une femme à vos regards charmés
Parût plus belle encor par des bains parfumés,
Par des tresses de fleurs nouant sa chevelure,
Par les attraits choisis d'une riche parure,
Et, laissant la quenouille à des doigts plébéiens,
Vécût pour les *concerts* et les gais entretiens.
Vous-même à vos discours ajoutant votre exemple,
La ceinture plus lâche et la robe plus ample,
Les cheveux oints, le front de myrte couronné,
Vous vous faisiez honneur du nom d'efféminé.
Vous goûtiez moins alors les mœurs de l'ancien âge...

Certes, voilà des vers d'une facture heureuse et savante, des vers tout parfumés de l'élégie à demi grecque du siècle d'Auguste; mais les mœurs que ces vers dépeignent et supposent sont les mœurs de Rome subjuguée par les délices de l'Asie. Il n'y a pas là un trait, pas un mot applicable au rude et grossier *oppidum* de l'an 245. Le caractère entier de Sextus, ce jeune voluptueux, j'ai presque dit ce petit-maître romain, est taillé sur le patron des Gallus, des Jules César, des Marc-Antoine. Ce caractère est un anachronisme d'autant moins pardonnable, qu'il nous prépare moins à la brutalité sauvage de la catastrophe. Nous devons encore ajouter que M. Ponsard a évidemment emprunté l'idée de son Sextus à l'élégant Sabinus de M. Alexandre Dumas; mais, dans *Caligula*, Sabinus est de son siècle, tandis que le sybarite Sextus est une impossibilité dans le sien. — Ce n'est donc pas, comme vous voyez, la vérité de la couleur historique qui a pu concilier à *Lucrèce* les suffrages des juges éclairés.

Enfin, nous arrivons à une partie de l'ouvrage qu'on a louée presque unanimement, au style. Plusieurs critiques, faisant bon marché de la contexture du drame, de la peinture des caractères, de la vérité historique, ont concentré toute leur admiration sur la langue et la poésie. Il est vrai qu'il y a dans *Lucrèce* de belles et frappantes qualités de style. Du premier coup, M. Ponsard a pris un rang distingué parmi nos écrivains en vers. Sa langue a de la netteté, de la précision, de la fermeté; son vers est plein et flexible. On a dit à tort que sa versification formait un contraste avec celle que l'école actuelle a établie sur la scène. Il n'en est rien. M. Pon-

sard profite au contraire, et même très-habilement, de toutes les libertés restituées à l'alexandrin par André Chénier, et transportées plus tard, avec tant de peine, dans le drame par MM. Alfred de Vigny et Victor Hugo. L'enjambement et la césure mobile sont très-fréquents dans *Lucrèce* et y produisent le plus ordinairement de très-heureux effets. Je cite au hasard :

— . . . . O calme que j'ai fui,
Qui donc vous a fermé mon cœur? n'est-ce pas lui?

— Tu peux retraverser tes mers, ô Pythonisse!

— Je l'ai reçu. C'était un hôte. O malheureuse!

— Je m'éveille; il avait une épée, et me dit.

Et ces vers, les derniers que prononce Lucrèce :

— *Vous verrez à* punir Sextus, et je l'approuve.
Moi, j'ai dit n'avoir pas craint la mort; je le prouve.

Veut-on d'heureux exemples d'enjambements?

— Je n'aperçus plus rien alors..... Mon assassin
Avait fui, me laissant un poignard dans le sein.

— Quand il sera besoin, à tes destins prospères
J'offrirai tout le sang que je tiens de mes pères :
J'offre ma patience en attendant. Reçois
Cette libation des affronts que je bois.

Et ce beau dialogue :

Je serai roi, vous dis-je, et vous, Lucrèce, vous
Reine.

LUCRÈCE.

Je serai, moi, fidèle à mon époux.

Quelquefois M. Ponsard va jusqu'à séparer par un vers l'adjectif de son substantif C'est peut-être la coupe contre laquelle on s'est le plus récrié :

. . . . O puissant
Jupiter!

Comme mécanisme de versification, je n'ai, pour ma part, que des éloges à donner à *Lucrèce;* mais, je dois le redire, sous ce rapport, l'auteur de la tragédie nouvelle n'a rien innové, rien modifié même. L'honneur d'avoir rétabli dans la langue ce vers perdu depuis Régnier revient tout entier à M. de Vigny, à M. Hugo, à M. Sainte-Beuve, à MM. Émile et Antony Deschamps.

Quant aux qualités générales du style de *Lucrèce,* nous avons dit qu'elles sont fort recommandables : nerf, précision, sobriété, ce sont là de grands mérites. Deux défauts, néanmoins, déparent ces avantages, l'absence d'unité et l'incorrection. Le style de *Lucrèce,* en effet, est un composé de deux trames distinctes, double emprunt fait, l'un à Corneille, ou, pour ne pas trop prodiguer les grands noms, à Rotrou, l'autre à la jeune muse d'André Chénier. Une partie de la pièce est écrite dans le rhythme rude et concis de l'école archaïque; l'autre, au contraire, dans le mode élé-

gant et souple de l'auteur de *la Jeune Captive*. On chercherait vainement entre deux un style qui fût celui de M. Ponsard. Je ne vois dans sa diction qu'un double pastiche, qui souvent, il est vrai, rappelle avec bonheur la manière de ses deux modèles.

Quant aux incorrections, elles sont nombreuses et, en général, de la nature la moins pardonnable. Nous demandons aux lecteurs les moins puristes ce qu'ils pensent des vers suivants :

Collatin vous *ouvrit son seuil* hospitalier
Et vous fit prendre place au *foyer familier*.
CEUX CHERS à mon mari me sont chers à moi-même.

— La maison d'une épouse est un temple sacré
Où même le soupçon *ne soit* jamais entré,
Et *son* époux absent est une loi *plus* forte
Pour que toute rumeur *se taise vers* sa porte.

— Lucrèce consumait, au sein d'obscurs travaux,
Un lustre de beauté qui n'a point de *rivaux*.

— Un feu qui semble mort couve sous *une* cendre.

— Il se tait, et chacun frémit dans *une* attente.

— N'importe *en quel objet* vous l'ayez résolu.

— . . . . . C'était assez des fers de votre hymen,
Sans *attacher* le cœur comme *le fut* la main.

— Une telle grandeur sied à votre courage :
Lucrèce, prononcez, et *je vous la partage*.

— . . . . Par ce sang,
Le plus pur qui jamais coula *chez* une femme.

— Et toi, Rome, que j'aime et que souvent j'*invoque*,
Rome, *à qui je médite* une *fameuse* époque.

— . . . . Tarquin a déserté,
Comme un mauvais soldat, le camp qui le réclame,
Pour venir *s'assurer* des beaux yeux d'une femme.

Ce sont là purement et simplement des fautes de grammaire et de langue. Voici d'autres passages ou à l'incorrection se joint la trivialité :

. . . . Vous avez la gloire
D'affamer l'ennemi mieux qu'aucune victoire ;
Car vos repas guerriers sont *conçus* de façon
A *couper* vaillamment *le vivre et la boisson*.
Le courage à ce compte a dérangé son centre,
Et le cœur aujourd'hui se loge dans le ventre.

— . . . Le sénat, ce vieillard impuissant,
Est purgé des humeurs qui lui *chauffaient* le sang.

— Si bien que nos cerveaux, *chauffés* à l'unisson,
Moitié par les discours, moitié *par la boisson*.

Encore *la boisson!* c'est un terme de cabaret.

D'un objet plus pressant mon âme est toute pleine,

Et ton zèle y sera bien mieux *utilisé*
Qu'à poursuivre le fil d'un complot supposé.

M. Ponsard crée aussi quelquefois de nouvelles acceptions :

. . . . . . Eh ! laissez là mon nom,
N'en prenez pas souci quand j'en fais abandon.
Vous en aviez jadis l'âme moins occupée,
Et vous ne l'invoquez que comme *une échappée.*

Une échappée! apparemment pour dire un *moyen évasif!* Serait-ce une expression provinciale?

La rime amène aussi des locutions bien impropres :

Ces abus de pouvoir sont les plus odieux ;
Car, d'un même danger instruisant tous les yeux,
Révoltant de chacun les *entrailles intimes,*
Ils forcent tous les rangs à plaindre leurs victimes.

— . . . . Vos esclaves
Filent pour votre époux des *robes laticlaves.*

Jamais *le laticlave* des sénateurs romains n'a été employé comme adjectif.

Faut-il donc que vos yeux s'usent toujours baissés
A suivre dans vos doigts le fil que vous *tressez?*

Tresser n'indique point l'action à laquelle on nous montre Lucrèce occupée. Elle ne tresse ni ne tisse ; elle filait, *nebat,* comme a si bien dit Ovide dans les *Fastes.*

. . . . *Habitués aux cieux,*
Un amour *souterrain* n'attire pas vos yeux.

Cette inversion est tout à fait contraire au génie d'une langue privée, comme la nôtre, du lien des désinences.

Nous pourrions aisément allonger cette liste; mais à quoi bon? M. Ponsard montre, sans contredit, d'heureuses qualités de style. Nous n'avons nulle envie de le contester. Seulement, il est encore bien loin, comme on voit, de posséder, je ne dis pas la pureté classique, mais la stricte correction grammaticale.—Ce n'est donc pas dans la perfection extraordinaire du langage que se trouve, comme on l'a dit, la raison de la mystérieuse fortune de cette pièce.

Cette fois enfin nous touchons au terme de notre tâche. Nous avons discuté, une à une, toutes les causes intérieures et directes qui semblent avoir déterminé la faveur passionnée du public pour *Lucrèce*, et aucune de ces causes, après mûr examen, ne nous a paru suffire pour expliquer ce que cet événement offre de singulier. Nous avons examiné avec le même soin les raisons extérieures que quelques critiques ont mises en avant, et nous ne les avons pas trouvées mieux fondées. Nous avons remarqué avec plaisir que les applaudissements prodigués à *Lucrèce* ne remettent nullement en question les libertés de forme acquises au drame moderne, non plus qu'aucune des modifications savantes qui nous ont rendu, en le perfectionnant, le libre et souple alexandrin du XVI[e] siècle.

Après avoir successivement éliminé les insuffisantes solutions du problème que

nous nous sommes posé, le moment est venu de dire quelle est, suivant nous, la grande, la principale raison de l'événement qui nous occupe. Voulant être utiles, nous serons francs et clairs. Il nous semble donc qu'en cette circonstance le sentiment public ne s'est prononcé avec tant d'énergie que parce qu'il a rencontré dans le sujet, dans l'esprit général et dans l'exécution de la tragédie de *Lucrèce*, une sorte de contraste inattendu avec les défauts qui le blessent dans la plupart des drames de l'école actuelle. C'est une réaction, non contre la liberté, non contre la forme, mais contre l'esprit et les tendances du drame moderne.

En effet, la vieille légende de Lucrèce qui, en toute autre circonstance, n'aurait paru qu'un thème de tragédie étroit et usé, s'est trouvé offrir à M. Ponsard l'inappréciable avantage de former le contraste le plus complet avec les passions, les incidents, les combinaisons qui pèsent sur la scène depuis dix ans, et dont le public commence à se fatiguer. Dans *Lucrèce,* action, mœurs, caractères, tout est simple, régulier, naturel ; l'impression que le spectateur emporte de la représentation est honnête, probe, élevée; on assiste à une catastrophe de famille, terrible, mais fortifiante et exemplaire; l'enseignement qui en ressort est clair, sans ombre, sans équivoque. Rien (il est triste de le dire) ne diffère davantage des impressions que produisent généralement les convulsions du drame moderne.

J'admire profondément la force et la hardiesse empreintes dans les principales compositions des maîtres de la nouvelle école ; mais je regrette en même temps, pour eux et pour nous, qu'ils semblent s'être voués exclusivement à la peinture des mœurs, des passions, des caractères exceptionnels. Ce qu'ils se plaisent à reproduire, ce n'est pas, comme tous les grands dramatistes de tous les pays, comme Sophocle, comme Shakspeare, comme Plaute, comme Schiller, la vie humaine dans son développement simple et régulier; ce n'est pas l'homme tel que nous le montrent le monde et l'histoire : ce qu'ils recherchent, ce qu'ils affectionnent, c'est l'irrégularité, la singularité, l'exception. Ce qu'ils nous offrent sans cesse, ce sont des anges, des démons, des géants, jamais nos frères, jamais nos semblables. Certes le temps, la liberté, la faveur publique, n'ont pas manqué au drame moderne. Depuis plus de dix ans, il occupe la scène en souverain. Déjà cette école a produit, non pas, à Dieu ne plaise ! tout ce qu'on est en droit d'espérer d'elle, mais une partie notable des œuvres qui doivent établir sa place dans l'avenir. *Hernani, Marion de Lorme, Antony, le Roi s'amuse, Chatterton, la Tour de Nesle, Angèle, Lucrèce Borgia, Marie Tudor, Mademoiselle de Belle-Isle, Ruy-Blas* (je réunis et mêle à dessein des œuvres de mains et de valeur diverses), forment un imposant ensemble dont la valeur esthétique et morale est dès à présent appréciable. Eh bien ! je le demande, dans laquelle de ces pièces l'homme et la société sont-ils peints d'après les lois régulières et constantes de leur nature? Tous ces drames, en y comprenant même le plus simple et le plus naturel de tous, *Chatterton,* reposent ou sur des faits, ou sur des passions, ou sur des caractères, ou sur des situations de la nature la plus anormale. Je sais que M. Alexandre Dumas se félicite avec une parfaite bonne foi, dans une de ses préfaces, d'avoir fait dans *Antony* une *œuvre de sentiment,* et dans *Angèle* un *tableau de mœurs;* mais, au risque d'avoir l'air de revenir d'un autre monde, je ne puis admettre qu'au milieu de la société où nous vivons une jeune fille dans la situation d'Angèle soit autre chose qu'une infiniment rare exception. D'ailleurs je ne suis pas assez peu sensible aux délicatesses de l'art et au mérite littéraire pour ne pas rendre pleine justice à tout ce qu'il a fallu de souplesse d'esprit et de ressources pour rendre acceptables au théâtre des données aussi sca-

breuses et heureusement aussi en dehors de la vérité commune que celles d'*Antony*, d'*Angèle*, de *Teresa* et de *la Tour de Nesle*. Il est bon, sans doute, comme gymnastique dramatique, que quelques-unes de ces pièces aient été faites ; cependant, comme système définitif, il serait profondément regrettable (et le public paraît commencer à être de cet avis) que des écrivains d'une aussi grande puissance scénique, et qui ont devant eux encore tant d'avenir, n'appliquassent pas leurs larges facultés à un genre d'observation plus élevé, plus général, et, si on l'ose dire, plus humain.

Je comprends et j'admire l'idée dans laquelle a été conçue *Marion de Lorme*. Montrer que l'amour est un sentiment d'une essence si vivifiante et si sublime, qu'il suffit pour purifier et réhabiliter même une courtisane, c'est là une magnifique et touchante hyperbole. Toutefois c'est encore là un cas bien particulier, bien étranger, même à la vie passionnée; c'est une situation tout exceptionnelle et mystérieuse, à laquelle on ne peut croire et compatir que sur la foi de l'imagination ou le témoignage du poëte. Au reste, le seul reproche que je fasse à *Marion de Lorme*, c'est d'avoir été pour M. Victor Hugo le point de départ et le germe d'une théorie qu'il a portée aux dernières limites dans *le Roi s'amuse*, dans *Lucrèce Borgia*, dans *Ruy-Blas*, mais dont il est heureusement sorti dans *les Burgraves;* je veux-dire l'accouplement dans un même personnage de deux éléments contraires, dont l'un est destiné à illuminer l'autre, et qui souvent tous deux s'entr'obscurcissent. Ainsi M. Hugo voulant, dans *le Roi s'amuse*, atteindre à la plus haute expression possible de la paternité (comme, dans *Marion de Lorme*, il avait cherché la plus sublime expression de l'amour), prend dans la lie de la société la créature la plus difforme, la plus dégradée, la plus vile; puis il lui jette une âme, lui donne un cœur de père, et, par le développement le plus vrai, le plus entraînant, le plus poétique du sentiment paternel, s'efforce de faire que l'être petit devienne grand, que l'être hideux devienne beau, que Triboulet enfin devienne sublime. M. Hugo a-t-il opéré ce prodige? Plusieurs le nient; moi, je l'accorde, au moins en partie. Oui, rien n'est plus éloquent, plus passionné, plus touchant que Triboulet devant sa fille, belle et chaste enfant d'abord, puis perdue, puis morte. L'effet, pourtant, est-il proportionné à tant de labeurs ? Le sublime, au lieu d'avoir grandi, n'a-t-il pas décru, par le contact de l'ignoble? La difformité du bouffon n'a-t-elle pas rejailli sur la beauté du père? Que n'auriez-vous pas accompli de parfaitement beau avec la moitié seulement de la force que vous avez dépensée dans cette lutte ingrate! Et, en fin de compte, Triboulet, si beau que la paternité le fasse, espérez-vous qu'il demeure un de ces types de l'amour paternel sur lequel la pensée de l'avenir se reposera, comme la nôtre aime à se reposer, après deux mille ans, sur OEdipe et sur Antigone? Lucrèce Borgia sera-t-elle jamais l'idéal de la maternité? Avec dix fois moins de dépense de talent, vous pouviez créer des types mille fois plus beaux, parce qu'ils eussent été uns et complets, des types dignes de se placer, dans l'imagination des hommes, entre OEdipe et Niobé, Cordelia et le roi Lear.

Mon Dieu! je ne demande pas au poëte l'unité de type complète et absolue. Ce serait, je le sais, vouloir revenir aux pures abstractions classiques. Mais entre l'unité nuancée et les stridentes antithèses que nous déplorons, il y a un monde. Est-ce que tous les grands types de beauté dont l'art conservera éternellement le souvenir ne sont pas conçus dans un système d'unité? Voyez Chimène, Pauline, Phèdre, Ophélia, Desdémona, Juliette, Marguerite, Hamlet, Rodrigue, Roméo. N'est-ce pas l'unité de ces figures qui les a gravées si aisément dans toutes les âmes? Je vois dans

la nature, et j'admets dans l'art, le voisinage de la laideur et de la beauté; j'accepte le grotesque à côté du sublime, Ariel auprès de Caliban; mais je souffre quand je vois ces contrastes associés violemment dans un même personnage. Mêlez Ariel à Caliban; qu'en sortira-t-il? Assurément ce ne sera pas un être humain. Dans le nombre infini des types créés par Walter Scott, j'en vois bien quelques-uns formés par le procédé des contrastes; seulement, le grand artiste use toujours de ce mode de création avec mesure et ne place guère de telles figures au premier plan.

O Poëte! vous avez la religion de votre art : vous voulez que la poésie au théâtre soit une haute leçon, une voix puissante, une conseillère auguste. C'est bien : mais prenez garde; vous courez, malgré vous, le risque d'avilir le sentiment noble en l'associant au sentiment bas. Vous n'avez pas profané l'amour en nous le montrant accessible au cœur de Marion; non, j'en conviens. Cependant êtes-vous bien sûr de n'avoir pas, malgré vous, ajouté une fleur pudique au bouquet de la courtisane? Je n'oserais, pour ma part, affirmer que l'amour maternel n'ait pas perdu quelque chose de sa sainte beauté en passant par l'âme exécrable d'une empoisonneuse, en touchant au cœur de Lucrèce Borgia. Il y a péril pour tout sentiment pur à être exposé à de tels contacts. En nous montrant, dans *Ruy Blas*, un laquais aux genoux d'une reine, avez-vous ennobli le laquais? Cela est douteux; il est plus certain que vous avez abaissé la femme et la reine. Doué, comme vous l'êtes, d'aussi énergiques facultés pour émouvoir les masses, d'où vient que, devant vos plus admirables créations, l'âme du public s'ouvre rarement tout entière? d'où vient qu'elle hésite à se livrer? Pourquoi la moitié de la salle bat-elle des mains pendant que l'autre moitié se tait ou murmure? C'est que vous avez voulu que votre pensée eût presque toujours deux aspects; c'est qu'une des deux moitiés de vos personnages nuit à l'autre; c'est que vous aimez à employer à la fois le mors et l'éperon ; c'est que vous nous lancez et nous retenez en même temps. Vous faites sans doute, en agissant ainsi, preuve de grande vigueur, cavalier puissant et volontaire! mais aussi ne vous étonnez pas si parfois le coursier se cabre et regimbe. — Voyez un peu ce qui se passe à *Lucrèce*.

Devant cette page presque aussi simple qu'un tableau de David, devant cette peinture antique d'un dessin froid et sévère, devant cette action que l'on sait par cœur depuis l'enfance, devant ces conversations longues, calmes, mais naturelles et sensées, devant ce drame sans complication, sans mystère, et, pour tout dire, sans beaucoup d'âme ni beaucoup d'art, le public s'émeut cependant; il semble respirer avec joie un air salubre; il semble se plaire à voir agir et penser devant lui des créatures de son espèce; il éprouve une satisfaction naïve à quitter les ronces du sentir obscur, les pierres de la route de traverse; il est heureux de rentrer dans la grande et large voie de l'art et de l'humanité.

Le succès de Lucrèce n'a pas d'autre sens.

M. Alexandre Dumas, il y a quatre ou cinq ans, nous a montré aussi, dans *Caligula*, des Romains, et même des Romains beaucoup plus de leur pays et de leur temps que ceux de M Ponsard. Il les a encadrés dans une action intéressante et bien conduite. Cependant *Caligula* n'a eu qu'un succès modéré. C'est qu'en choisissant pour la principale figure de son drame le premier des empereurs frappé de cette épidémie de démence qui devint depuis le mal impérial, M. Dumas ne sortait pas du cercle des types excentriques et des passions forcenées. Caligula, c'était toujours Antony, toujours Buridan; c'était toujours le monstrueux, toujours le surnaturel, jamais la vérité, jamais l'homme.

Que l'école nouvelle ne se fasse donc point d'illusions : ce qui se passe chaque soir au parterre de l'Odéon est un commencement d'émeute, un essai de rébellion. Cette demi-hostilité de la foule doit donner à réfléchir à qui de droit. Plus le motif, ou plutôt le prétexte de l'émotion est faible et peu grave en soi, plus le pronostic est alarmant. Quelqu'un a eu tort, en 1812, de ne pas tenir plus de compte des facilités que rencontra l'échauffourée de Mallet. Il n'y a pas dans l'art de légers indices : l'œil du poëte doit être aussi clairvoyant que celui des augures à qui suffisait le vol d'un oiseau.

Il résultera encore du succès de M. Ponsard une leçon et un exemple, qui seront utiles, nous l'espérons, à cette foule de jeunes et présomptueux écrivains qui, pressés d'escompter les premiers germes de talent qu'ils sentent en eux ou qu'ils y supposent, s'abattent par volées sur Paris, cet immense atelier de romans, de feuilletons, de traductions, de drames, espérant prendre, en se jouant, leur part de la curée à laquelle l'industrialisme convie la littérature. Peut-être cette jeunesse spirituelle et fourvoyée, en voyant un ouvrage sérieux, conçu loin du tourbillon parisien et exécuté dans le silence d'une ville de province, s'élancer de prime saut à une vogue populaire, et dominer, d'une incommensurable hauteur, leurs frivoles improvisations, leurs ébauches hâtives, leurs volumes faits aux ciseaux, peut-être, dis-je, en comparant les résultats de ces deux procédés comprendront-ils qu'ils n'ont pas fait le meilleur choix, et qu'il y a folie à demander à l'art de grands succès sans préparation et à l'esprit de vrais chefs-d'œuvre sans travail. Pour moi, ce qui me fait bien augurer de l'avenir poétique de M. Ponsard, ce sont précisément les études longues et diverses qu'il s'est courageusement imposées. Outre des pièces assez nombreuses dans le mode de l'élégie ancienne, nous trouvons en feuilletant *le Viennois* et la *Revue de Vienne* des essais dans les genres les plus opposés : *Pierre et Marie,* nouvelle; *la Rose blanche*, autre nouvelle; *une Clef d'or n'ouvre pas toutes les portes*, proverbe; *Cogi-Hassan ou la princesse Bredoul-Badoul,* conte persan, et d'autres opuscules, qui ne sont pas des chefs-d'œuvre, mais dans lesquels M. Ponsard cherchait laborieusement sa vocation. Nous trouvons aussi des tirades imitées de Shakspeare, entre autres, la scène des adieux de *Roméo et Juliette.* Et ce n'est pas tout : M. Ponsard avait voulu lutter contre le dernier barde de l'Angleterre ; il avait traduit en vers le *Manfred* de lord Byron ; il avait même fait imprimer ce travail qui devait paraître chez le libraire Gosselin en 1837, lorsque, par un scrupule bien honorable et bien rare de nos jours, le jeune poëte craignit de n'avoir pas fait assez bien et ne permit pas la publication. Nous avons pourtant sous les yeux un exemplaire du livre et nous devons déclarer que *Manfred* laissait pressentir plusieurs des qualités que nous avons retrouvées dans *Lucrèce.* La partie lyrique, il est vrai, n'est pas exempte de sécheresse; mais le grand vers offre souvent les deux principaux mérites de M. Ponsard, la clarté et la simplicité. Dans une pièce de vers recueillie par la *Revue de Vienne*, M. Ponsard a célébré cette dernière qualité du style. Nous pensons qu'on ne lira pas sans plaisir les derniers vers de ce morceau, où l'auteur expose la théorie à laquelle il s'est noblement conformé :

Le fard peut rajeunir la vieillesse ridée,
Mais il déflorerait la jeune et fraîche idée :
En elle tout est beau de sa propre beauté ;
Elle n'a pas besoin d'ornement emprunté.
Quand Phidias sculptait ses divines statues,

Il ne les drapait pas, mais il les faisait nues.
L'homme était sans parure au temps de sa grandeur;
C'est en quittant l'Éden qu'il apprit la pudeur.
Ainsi la poésie. Alors qu'on la fait grande,
Il ne faut pas couvrir son corps d'*une guirlande*.
Les fleurs, sans les orner, cacheraient ses appas :
Quand on veut les cacher, c'est qu'ils n'existent pas.
A mon avis, enfin, les grands mots et l'emphase
Ne sont que faux brillants sous lesquels on l'écrase.
Si c'est par cet endroit qu'un auteur doit briller,
Cette gloire est facile au plus mince écolier.
Le vrai génie est simple et *sa* muse se pique
Moins de l'expression que du sens poétique.

O sainte poésie! ô ma divinité!
Je ne montrerai plus ta chaste nudité.
Je garderai pour moi désormais ton idole,
Sans l'exposer aux yeux de la foule frivole.
Si j'avais eu ma force égale à mon désir,
A ton culte j'aurais consacré mon loisir.
J'aurais voulu te mettre, idole bien-aimée,
Plus haut que tout nuage et que toute fumée;
Mais plutôt que de voir un ignorant mépris,
J'aime mieux te briser et cacher tes débris.

Nous ne savons si M. Ponsard ne fait pas, dans ces derniers vers, allusion à la suppression volontaire de son poëme de *Manfred*.

CHARLES MAGNIN.

SPINOZA.[1]

Le monde a-t-il commencé, ou est-il éternel? A-t-il une cause, ou subsiste-t-il par sa propre force? Au delà de ces phénomènes et de leurs lois, la pensée peut-elle saisir un être tout-puissant et infini qui répand partout l'existence et la vie et sème les mondes à travers l'espace? Il n'est point d'engourdissement si profond des sens et de la matière que de telles questions ne puissent secouer. Sorti de l'éternel et nécessaire enchaînement des causes, ou appelé par la Providence, l'homme, intelligent et libre, se sent dépositaire de sa destinée. Avant d'arriver à ce terme où les générations s'engloutissent, il faut bien, chacun à notre tour, nous mettre en face de ce redoutable *peut-être,* et toucher à ces questions suprêmes qui contiennent dans leurs profondeurs, avec le secret de notre destinée à venir, la sécurité et la dignité de notre condition présente. Userai-je de ma liberté au hasard? Non; comme il n'y a point de hasard dans l'univers, il ne doit pas y en avoir dans la vie. Autour de moi, tout s'enchaîne, tout conspire dans une parfaite et constante harmonie, et moi qui réagis librement sur le monde, moi qui le comprends dans ma pensée, miroir vivant de l'harmonie universelle, je n'apporterais pas ma part dans ce concert! Je n'aurais pas aussi ma destinée, unie par d'indissolubles liens à la destinée du monde! Je n'aurais pas une étoile! Cette force qui m'est à charge dans le repos, cette lumière qui me conduit, cet inépuisable amour dont je porte en moi le foyer, tout me répond de mon avenir et m'assure d'une immortalité que je dois conquérir par le travail. Je trouverai Dieu par delà la vie. Quel Dieu? Cet être abstrait, incompréhensible, impuissant, sans cœur et sans entrailles, qui ne saurait m'aimer ou penser à moi sans se dégrader, Dieu inutile pour lequel le monde n'est rien et qui n'est rien pour le monde? ou cette éternelle substance qui sans raison ni volonté, par la loi de son être, produit au-dedans d'elle-même tout ce monde et ses lois, avec ce flot de la mort et de la vie dans lequel je suis emporté : substance aveugle et nécessaire qui ne peut vivre qu'aux dépens de ma propre vie, et dont la réalité admise fait de moi un pur néant? Réduire Dieu à l'existence absolue, qui n'est pas l'absolu véritable, mais une abstraction morte, le confondre et l'identifier avec la

(1) Œuvres de Spinoza, traduites par M. E. Saisset. — 2 vol. in-18, Bibliothèque Charpentier.

nature, ou le nier : trois philosophies profondément différentes, qui aboutissent toutes les trois par des chemins opposés à une même conséquence fatale. Les panthéistes ont beau se plaindre et transformer Spinoza en mystique ivre de Dieu : c'est la logique qui leur répond, et qui au bout de leur système leur montre inexorablement la morale des athées.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les écoles ont commencé à se jeter l'une à l'autre l'accusation de panthéisme. Les éternels ennemis de la philosophie, qui n'ont pas épargné le nom d'athée à Descartes et à Leibnitz, n'ont pas, à l'heure qu'il est, de meilleure machine de guerre que cette accusation de panthéisme qu'ils ont rendue banale. Ce n'est pas qu'ils connaissent à fond la nature de cette triste philosophie dont Spinoza est le héros. Ils ont autre chose à faire que de suivre les Parménide, les Plotin, les Spinoza dans leur longue et pénible route. Il suffit que le panthéisme déshérite l'humanité de ses espérances immortelles : plus il est obscur et inconnu dans son principe, mieux il convient à leur secrète pensée. De ces mystérieux problèmes sur la substance et la création, ils se font un épouvantail pour inspirer aux faibles une crainte salutaire de la liberté de penser et de la raison. On a beau leur crier qu'on a défendu avant eux la cause sacrée de l'immortalité de l'âme et de la responsabilité morale ; que leur importe d'avoir calomnié, pourvu que la calomnie leur profite, et que le problème soit trop obscur et trop difficile pour que la défense de la philosophie, portée devant le public, ait la chance d'être entendue? Après tant de protestations inutiles, une chose restait à faire à l'école de Descartes, de Malebranche et de Leibnitz : c'était d'apprendre à ses ennemis et au public ce que c'est que cette doctrine panthéiste, objet de tant de démonstrations aventureuses. M. Saisset s'est dévoué à cette tâche. Il nous donne aujourd'hui, pour la première fois, les ouvrages de Spinoza traduits en français. Il nous les donne accompagnés d'une introduction étendue où le système de Spinoza est exposé depuis ses principes les plus élevés jusqu'à ses dernières conséquences politiques, religieuses et morales, discuté avec impartialité, mais avec une logique inexorable. Après cette publication, si les diffamateurs persistent à accuser de panthéisme tous les philosophes contemporains, ou si quelques esprits égarés, qui prennent pour de la métaphysique de vagues et incohérentes rêveries, continuent à invoquer sans intelligence le nom de Spinoza, il ne restera plus d'excuse aux uns ni aux autres.

Spinoza, inconnu pendant sa vie, l'est encore plus après sa mort. Cette longue malédiction qui s'attache à sa mémoire a sauvé son nom de l'oubli sans populariser sa doctrine. Rejeté par sa nation, traité en ennemi public, maudit par son siècle, il n'a pas trouvé plus de justice dans la postérité, et malgré la pureté et le désintéressement de sa vie, malgré son sincère et puissant amour pour la vérité, malgré son courage, malgré son génie, les fatales conséquences de son système pèsent sur sa renommée, et dans la proscription de la philosophie panthéiste on enveloppe le nom de Spinoza.

Né à Amsterdam, le 24 novembre 1632, d'une famille de juifs portugais, à quinze ans il embarrassait la synagogue par la hardiesse de ses objections et son opiniâtreté à les soutenir. Doué d'une ardeur infatigable, d'un génie vif et pénétrant, soustrait sans effort et comme par le bénéfice de sa nature à l'influence des préjugés, il avait dévoré en un instant les langues et la théologie, et s'était livré tout entier à la philosophie et aux ouvrages de Descartes. Il se sentait là dans son pays, et il se trouvait lui-même en apprenant de son nouveau maître qu'on ne doit jamais rien recevoir pour véritable qui n'ait été auparavant prouvé par de bonnes

et solides raisons. Déjà fermentait dans son esprit cette philosophie redoutable, qui changeait la condition de la nature humaine et ne laissait pas de place à la religion de ses pères. Spinoza ne connaissait point les ménagements; ce qui lui semblait la vérité, il le disait simplement, sans emphase, dans son style concis et puissant, comme s'il eût obéi à une nécessité aussi bien reconnue par les autres que par lui-même. Les rabbins le souffraient au milieu d'eux avec peine; mais ils sentaient qu'une fois sorti de la synagogue, il ne garderait pas de mesure. Il fallait le contenir ou le perdre. Une pension de mille florins lui fut offerte. Un soir, en sortant de la synagogue, il voit à côté de lui un homme armé d'un poignard; il s'efface et reçoit le coup dans son habit. A quelque temps de là, l'excommunication fut prononcée. Spinoza quitta les juifs chargé d'anathèmes et menacé jusque dans sa vie. « A la bonne heure, dit-il quand on lui porta la sentence de son excommunication : on ne me force à rien que je n'eusse fait de moi-même, si je n'avais craint le scandale; mais, puisqu'on le veut de la sorte, j'entre avec joie dans le chemin qui m'est ouvert, avec cette consolation que ma sortie sera plus innocente que ne fut celle des premiers Hébreux hors de l'Égypte, quoique ma subsistance ne soit pas mieux fondée que la leur. Je n'emporte rien à personne, et je me puis vanter, quelque injustice qu'on me fasse, qu'on n'a rien à me reprocher. »

Il est faux qu'il ait jamais embrassé le christianisme et reçu le baptême. Après cette rupture violente avec les siens, il n'appartint plus à personne. Aucune religion, aucune école ne le recueillit. Ce qui paraissait de ses principes soulevait aussitôt des cris d'horreur dans toutes les communions. On prenait la plume, moins pour le réfuter que pour l'accabler d'injures. Le docteur Musæus le traite d'esprit infernal, et l'appelle ambassadeur de Satan. Des portraits circulaient avec cette inscription : *Benoît de Spinoza, prince des athées, portant jusque sur sa figure le caractère de la réprobation*. Dès qu'il s'agit de Spinoza, les esprits les plus modérés se changent en fanatiques. Bayle aimerait mieux « défricher la terre avec les dents et avec les ongles que de cultiver une hypothèse aussi choquante et aussi absurde. » Les cartésiens surtout se montraient d'autant plus acharnés qu'ils voyaient la doctrine de Spinoza plus rapprochée de la leur. Quand Dortous de Mairan, tout jeune, enflammé d'ardeur pour la philosophie et sortant de lire Spinoza, qui l'a presque convaincu, s'adresse au père Malebranche pour se défaire de cette conviction qui l'épouvante, Malebranche consent à peine à se laisser arracher quelques mots ; il ne veut pas entrer en discussion avec les doctrines de *ce misérable;* il dit à Dortous de Mairan : « Je prierai pour vous! » Peut-être se rappelait-il alors avec effroi cette phrase de ses *Méditations :* « Je me sens porté à croire que ma substance est éternelle, que je fais partie de l'être divin, et que toutes mes diverses pensées ne sont que des modifications particulières de la raison universelle. » Voltaire disait en parlant de lui quelques années plus tard, avec sa verve et sa légèreté ordinaires, que si ce savant prêtre de l'Oratoire n'était pas spinoziste, il servait du moins d'un plat dont un spinoziste aurait mangé très-volontiers. Cette coïncidence frappait tout le monde, les ennemis surtout, et Spinoza n'était pas leur moindre argument contre Descartes. « Spinoza n'a lu que deux livres, écrivait un père jésuite, *l'un dangereux*, l'autre exécrable, Descartes et Hobbes; » et Leibnitz dit aussi dans une lettre à l'abbé Nicaise que « Spinoza n'a fait que cultiver certaines semences de la philosophie de M. Descartes. » Ainsi, chez les uns une horreur trop bien justifiée par la philosophie panthéiste, des frayeurs lâches et cruelles chez les autres, traçaient autour de Spinoza un cercle qu'il ne pouvait plus franchir. Lui-

même ne s'abusait pas à cet égard, car voici ce qu'on lit dans une lettre de lui à Oldenburg : « Ces *imbéciles cartésiens* qu'on croit m'être favorables, pour écarter ce soupçon de leurs personnes, se sont mis à déclarer partout qu'ils détestaient mes écrits. » Il ne se fit jamais d'illusion sur cet isolement absolu ; il avait accepté de gaieté de cœur la situation étrange que ses opinions devaient lui faire (1) ; on peut presque dire qu'il l'a choisie avec un courage qui tenait moins à son caractère qu'à la nature de son esprit; poursuivi, calomnié, maudit, il s'est suffi à lui-même, et s'est contenté d'une philosophie dont les promesses ne dépassaient pas cette vie humaine ; paisible parmi tant d'orages, mais armé du plus fier dédain, il n'a songé ni à l'influence ni à la gloire, et peut-être, dans une entreprise et dans une vie si nouvelles, n'a-t-il jamais senti en lui-même ni doutes sur sa philosophie, ni hésitation sur ses principes et sur sa conduite.

Il s'était d'abord retiré chez un ami, entre Amsterdam et Auwerkerke. Il se rendit ensuite à Leyde, puis à la Haye, où il se fixa. Spinoza gagnait sa vie en fabriquant des verres de télescope, et il partageait son temps entre ses études et ce métier, dans lequel il excellait. Quelques amis qui le venaient voir et pour lesquels il était plein d'affabilité, la conversation de son hôte et de son hôtesse, c'étaient là tous ses plaisirs. Il passa une fois jusqu'à trois mois sans sortir de sa maison. Quand il était fatigué du travail, son divertissement consistait, dit l'honnête et exact Colerus, « à fumer une pipe de tabac, ou bien, lorsqu'il voulait se relâcher l'esprit un peu plus longtemps, il cherchait des araignées qu'il faisait battre ensemble ou des mouches qu'il jetait dans la toile d'araignée, et regardait ensuite cette bataille avec tant de plaisir, qu'il éclatait quelquefois de rire. » L'histoire ne doit rien négliger de ce qui peut jeter du jour sur cette âme solitaire. Nous avons les comptes qu'il tenait de ses dépenses avec une exactitude scrupuleuse; une pinte de vin lui durait un mois; du lait, du gruau faisait le fond de sa nourriture ; cela lui coûtait quatre sous, quatre sous et demi, selon les jours. Ce n'est pas qu'il fût ennemi par principes des plaisirs et de la bonne chère; mais ses goûts et son tempérament ne lui faisaient pas d'autres besoins. « Il est d'un homme sage, dit-il dans son *Éthique*, d'user des choses de la vie, et d'en jouir autant que possible, de se réparer par une nourriture modérée et agréable, de charmer ses sens du parfum et de l'éclat verdoyant des plantes, d'orner même ses vêtements, de jouir de la musique, des jeux, des spectacles, et de tous les divertissements que chacun peut se donner sans dommage pour personne. » Jamais cet ennemi de Dieu, comme on l'a si souvent appelé, ne prononça le nom de Dieu qu'avec respect. Son hôtesse lui demanda un jour s'il pensait qu'elle pût être sauvée dans sa religion : « Votre religion est bonne, lui répondit-il, vous n'en devez pas chercher d'autre ni douter que vous n'y fassiez votre salut, pourvu qu'en vous attachant à la piété, vous meniez en même temps une vie paisible et tranquille. »

Le désintéressement de Spinoza fut sans bornes. Il abandonna à ses sœurs l'hé-

(1) « J'ai vu à la fenêtre d'un libraire le livre qu'un professeur d'Utrecht a écrit contre moi et qui a paru après sa mort. Le peu que j'en ai parcouru m'a fait juger qu'il n'était pas digne d'être lu, ni, à plus forte raison, réfuté. J'ai donc laissé en repos le livre et l'auteur, pensant en moi-même, et non sans rire, que les ignorants sont partout les plus audacieux et les plus prompts à faire des livres. Il paraît que ces messieurs que vous savez vendent leurs marchandises à la façon des brocanteurs, qui montrent d'abord aux chalands ce qu'ils ont de pire. Ces messieurs disent que le diable est extrêmement habile; mais, à dire vrai, leur génie passe le diable en méchanceté. » (Lettre 21.)

ritage de son père. Simon de Vries veut le reprendre pour héritier au préjudice de son propre frère, il n'accepte qu'une pension; le frère de Simon veut donner 500 florins, Spinoza n'en reçoit que 300, qui suffisent à sa subsistance. Il devait, en outre, à la glorieuse amitié de M. de Witt, une pension de 200 florins. Le prince de Condé l'appela à Utrecht, mais Spinoza n'y trouva plus, en se rendant aux ordres du prince, que M. de Luxembourg et les officiers de l'armée, et, quelque faveur qu'on lui promît, il se hâta de retourner dans sa solitude. Il mettait au-dessus de tout le bonheur de philosopher en liberté. Le célèbre Fabricius lui ayant offert, au nom de son souverain, la chaire de philosophie de Heidelberg, Spinoza ne fut pas seulement tenté : en vain promettait-on de lui laisser la liberté la plus ample; le voisinage d'une cour ne lui allait pas; il se défiait de cette liberté qui ne devait, disait-on, recevoir aucune limite, pourvu qu'elle se mît d'accord avec la religion et avec l'état.

La première publication de Spinoza est une exposition sous forme géométrique de la philosophie de Descartes. Cet ouvrage, dicté en partie à un jeune homme dont il dirigeait l'éducation philosophique, parut avec une préface de Louis Meyer, l'un des plus chers amis de l'auteur, qui prit le soin d'avertir expressément que Spinoza expose dans ce livre les opinions de Descartes et non les siennes. Le *Traité théologico-politique* parut ensuite avec une fausse indication d'imprimeur, et circula clandestinement sous divers faux titres, destinés à donner le change à l'autorité, sous celui-ci, par exemple : *OEuvres chirurgicales de Fr. Henriquez de Villacorta* Cet ouvrage de Spinoza était, jusqu'à M. Saisset, le seul qu'on eût traduit dans notre langue. L'auteur de cette traduction informe, M. de Saint-Glain, la fit répandre aussi sous diverses dénominations, telles que *la Clé du sanctuaire, ou des Cérémonies superstitieuses des Juifs tant anciens que modernes,* ou encore *Réflexions curieuses d'un esprit désintéressé sur les matières les plus importantes au salut tant public que particulier.*

Le but du *Théologico-politique* est de séparer la philosophie et la religion, et de montrer quels doivent être leurs rapports entre elles et avec l'état. Spinoza ne pense pas, comme la plupart des cartésiens, que tout le rôle de la philosophie est d'établir sur l'autorité de la raison les mêmes doctrines que la religion impose au nom de la tradition et des prophéties. La religion n'est à ses yeux qu'une règle pratique, et tout son rôle en ce monde est de pacifier les âmes et de gouverner les mœurs Il prend l'Écriture elle même, et les livres sacrés à la main il discute chaque prophétie, chaque miracle, pour faire voir qu'il ne s'agit nulle part de science, mais partout et toujours de morale. Suivant lui, c'est se moquer que de prendre l'Écriture pour un corps de doctrines bien ordonné; entendue en ce sens, elle n'offre que contradictions et disparates. L'Écriture n'est qu'une œuvre collective, œuvre d'ailleurs purement humaine, et s'il y a en elle quelque chose de divin, c'est que partout elle respire l'amour de Dieu et tend à nous élever vers lui. Spinoza tire deux conclusions de ces principes : la première, que l'état doit dominer et administrer les choses religieuses; la seconde, que la philosophie qui s'applique à des réformes pratiques doit être également soumise à l'état, quoique la spéculation proprement dite et la science des principes soit supérieure à toute autorité, et ne relève que d'elle même.

Les autres écrits de Spinoza n'ont été publiés qu'après sa mort. Il y a d'abord l'*Éthique*, son ouvrage principal; le *Traité politique*, auquel Spinoza n'avait pas mis la dernière main, et dont les conclusions sont en faveur d'un gouvernement

républicain avec prédominance de l'élément aristocratique; *de la Réforme de l'entendement,* inachevé; un recueil de *Lettres,* la plupart très-importantes, surtout les lettres à Oldenburg sur la théologie, et les lettres à Louis Meyer sur la métaphysique; enfin la *Grammaire hébraïque,* que M. Saisset n'a point traduite, diverses lettres inédites, et un fragment *sur le diable,* également inédit.

L'*Éthique* est en réalité une métaphysique complète, quoique le but apparent de Spinoza soit seulement de résoudre le problème de la destinée humaine. Il commence par développer sa théorie sur la nature et les développements de la substance; puis, quittant le principe pour la conséquence, il explique la nature des corps et celle des esprits, fait ressortir leurs rapports entre eux et avec la substance d'où ils émanent, et nous montre ainsi le monde entier contenant son principe et sa fin et se suffisant à lui-même par l'éternelle distinction et l'éternelle union de la substance et des phénomènes. Les âmes qui se développent au sein de Dieu ont pendant leur apparition une sorte d'existence propre, des appétits, des passions, des désirs. Spinoza décrit minutieusement tout ce mécanisme, mais il le décrit sans le regarder, comme un algébriste déduit tout de sa formule, sans daigner descendre jusqu'à calculer; il trace tour à tour le tableau d'une âme soumise aux passions dégradantes, et celui d'une âme pleine de bonnes pensées, pliée à la discipline, sanctifiée par la méditation de la substance et des vérités éternelles, et il conclut par la démonstration de l'immortalité de l'âme, non pas, il est vrai, de cette immortalité à laquelle nous avons foi, qui reste solidaire de la vie humaine, conserve la conscience et le souvenir, et nous fait jouir ou souffrir sous notre forme propre, mais de cette immortalité de substance, qui profite à l'être sans bénéfice pour la personne, et dont avant Spinoza les Alexandrins et tous les mystiques ont voulu se contenter.

On sait que Spinoza affecte dans cet ouvrage la forme géométrique. Cette forme sévère, rigoureuse, convenait en effet à la trempe de son esprit, et surtout à la méthode déductive, à laquelle il fut si fidèle. Descartes, Leibnitz, y avaient eu plus d'une fois recours. Au fond, cela ne vaut rien d'emprisonner la philosophie dans ces formules. Elle doit se développer librement, sans entraves, revenir quand il faut sur ses pas, s'écarter même, rassembler des conséquences lointaines, et sur sa route semer çà et là des germes féconds. Rattachée à Dieu par son principe, cette origine doit faire circuler partout une sorte d'enthousiasme poétique qui résulte de la démonstration, loin de la gêner. Les théorèmes et leurs corollaires ne vont bien qu'aux abstractions, et, s'ils forcent la pensée à suivre une ligne droite, ils favorisent souvent le sophisme en mettant à la place du bon sens et de la netteté une régularité toute formelle. Spinoza, du reste, n'est pas un écrivain ordinaire; s'il ne cherche ni les ornements ni le trait vif et profond, il le rencontre plus d'une fois, et ces formules d'une apparence si sauvage renferment souvent en quelques mots toute une puissante théorie. On peut en juger maintenant, grâce à M. Saisset, qui s'est inspiré de la langue de Descartes pour traduire Spinoza. Rompu à toutes les difficultés de la métaphysique, il s'est emparé complétement de la pensée de l'auteur, et il l'a rendue dans une langue qui a toute la souplesse, toute la fermeté, toute la précision dont la philosophie a besoin. Cette édition rendra un service immense. Quoi qu'on en dise, la philosophie de Spinoza n'est pas dangereuse, ou plutôt elle n'est dangereuse que de loin, quand on se laisse séduire par la nouveauté et la hardiesse de son principe sans regarder aux conséquences. Si l'on s'avisait de publier Berkeley, qui soutient que les corps n'existent pas, on ne courrait

pas grand risque de lui gagner des partisans; Spinoza ne fera pas plus d'adeptes en attaquant l'individualité et la liberté humaines. M. Saisset, dans une introduction qui est à elle seule un important ouvrage, concentre avec force et précision tous les raisonnements de Spinoza, et, faisant ensuite un appel à l'expérience et au sens commun, il montre dans le principe tout ce qui rend fausse cette philosophie, et tout ce qui, dans la conséquence, la rend détestable. Autrefois on brûlait les philosophes dissidents, ou tout au moins leurs écrits ; à présent on les publie et on les réfute. C'est la différence de la liberté et du despotisme ; on a mis la persuasion à la place de l'obéissance.

Spinoza dut au pays où il était né de n'être persécuté que dans sa réputation et son honneur. On a dit qu'étant venu en France, il apprit qu'on allait le mettre à la Bastille, se sauva en habit de cordelier et mourut de peur. Spinoza ne mit jamais les pieds en France ; il mourut dans son lit, à l'âge de quarante-cinq ans, après une courte maladie dont on ne prévoyait pas une telle fin. Il conserva sa connaissance jusqu'au dernier moment, se leva même, et mangea de bon appétit le jour de sa mort. Ce jour-là et les jours précédents, il ne vit que ses hôtes et son médecin; le peintre chez lequel il logeait, ne concevant pas d'inquiétude pressante, le quitta dans la matinée pour assister avec sa femme à l'office du dimanche; à leur retour, ils trouvent Spinoza mort, et le médecin déjà reparti pour Amsterdam. Ce qu'on a débité sur les précautions qu'il avait prises pour écarter de lui tout le monde, sur le suc de mandragore qu'il voulait boire pour s'étourdir, et sur ces paroles qu'on lui attribue : « Mon Dieu ! ayez pitié de moi, misérable pécheur! » tout cela est controuvé.

Ainsi mourut Spinoza à quarante cinq ans. Aucun lien de famille, de religion et d'école ne fut rompu par sa mort. Il avait donné peu de gages à cette vie. Il eut pourtant quelques amitiés solides. Son temps s'écoula dans l'obscurité, sans bruit, sans grandes passions ; mais il laissait un nom célèbre, et des écrits qui devaient perpétuer après lui les haines dont il avait souffert. Il est hors de doute qu'il mourut dans toute la ferveur de ses convictions ; sa mort n'en fut pas moins paisible. Il était, comme tous les esprits systématiques, enchanté par ses théories, et il essaya plus d'une fois de montrer que, si sa doctrine était suivie, la morale publique serait réparée, les mauvaises passions vaincues, les âmes relevées et rassurées. On ne vit jamais en lui cette chaleur de cœur et cet enthousiasme des mystiques, mais une conviction pleine et raisonnée qui le rendit calme dans la vie et dans la mort. Comme il avait cherché dans toutes ses méditations la réalité de la substance, il bornait aussi son désir à posséder au delà de cette vie la plénitude de l'être, et ne donnait pas un regret à la forme particulière qu'il avait revêtue et qu'il était sur le point de quitter. Cet esprit dont la raison était l'unique loi, et qui ne procédait que méthodiquement, arrivait à travers ses formules et ses théorèmes à la même conclusion que les mystiques, et il aurait dit comme Plotin à son lit de mort : « Je cherche à dégager en moi le divin. »

Il n'est pas aisé de donner en quelques pages une idée nette de la philosophie de Spinoza, quoique le travail de M. Saisset que nous avons entre les mains rende aujourd'hui cette tâche moins difficile. Si cependant on veut bien nous suivre avec quelque attention, nous ne désespérons pas de renfermer dans une très-courte analyse les traits principaux du système.

Il faut d'abord bien comprendre la méthode de Spinoza. Spinoza est rationaliste ; seulement il ne procède pas comme Platon, qui arrive aux idées en partant des

sens, traverse les idées inférieures, et remonte de degré en degré toute l'échelle des êtres jusqu'à ce qu'il s'arrête à l'idée de Dieu. Spinoza s'empare d'emblée de cette idée suprême, et de là il redescend jusqu'à nous. Au fond, la différence n'est pas aussi grande qu'on le croirait au premier coup d'œil. Le dialecticien qui s'avance vers Dieu à la suite de Platon ne cherche qu'à vérifier et à rendre plus précise une idée dont il est déjà en possession. L'amour n'est-il pas le principe de la dialectique? Et qu'est-ce que l'amour, sinon l'inquiétude philosophique qui pousse les âmes à la recherche de Dieu, et dont la réminiscence, c'est-à-dire une idée plus obscure de Dieu, est le principe? La faute des dialecticiens, dont Spinoza fut préservé par la différence de son point de départ, c'est qu'ils réalisent toutes leurs abstractions, et se persuadent que chaque généralisation nouvelle leur livre un être nouveau. Platon a semé de créations imaginaires le chemin qui le conduit à Dieu, et Aristote, qui n'a vu dans la dialectique que ses excès, a cru détruire la dialectique quand il n'avait détruit que le monde des idées. Spinoza, par un vol plus hardi, partant de Dieu lui-même et soufflant sur cette armée d'intelligibles, a pu être rationaliste comme Platon et nominaliste comme Aristote.

Il est vrai que, pour les esprits superficiels, Spinoza, en partant de l'idée de l'infini, semble partir d'une hypothèse. Spinoza sait bien, au contraire, qu'il s'appuie sur le plus solide fondement que la science humaine puisse recevoir, et, sans s'arrêter à démontrer l'autorité de la raison, il la prend sur-le-champ pour acceptée. Pour lui comme pour Descartes, ce scrupule dont l'école critique a fait tant de bruit, et qui la pousse à demander une autorité supérieure à la raison, pour juger la portée objective de la raison, ce scrupule est une maladie de l'esprit. Spinoza aurait dit à Kant ce que Descartes disait au père Bourdin : « Avec ceux qui contestent la lumière naturelle de l'évidence, je ne discute point. »

C'est donc au nom de la raison que Spinoza prononce d'abord cette parole d'où son système entier doit sortir : il existe un être parfait. Il appelle cet être la substance, et il définit la substance ce qui est en soi et peut être conçu par soi. S'il démontre ce premier principe, c'est seulement pour l'inculquer avec plus de force; car il sent, il voit qu'il n'a pas besoin de démonstration. « La perfection, dit-il, n'ôte pas l'existence; elle la fonde. » Et c'est aussi ce que disait Bossuet : « La perfection est-elle un obstacle à l'être? » L'être au contraire est un des caractères, et pour ainsi dire une des perfections de la perfection, et concevoir que le parfait n'existe pas, c'est concevoir que le parfait est imparfait : on comprendrait aussi bien une montagne sans vallée. D'où vient à mon esprit cette idée de la substance? Si c'est de moi, ou de quiconque n'est pas parfait, je la tiens du néant, car elle surpasse sa cause : il n'en est rien ; la pensée ne peut concevoir plus que la nature ne saurait fournir. Prouver Dieu par un raisonnement, c'est prouver le principe par la conséquence; et le prouver en partant des données sensibles, et par cette sorte d'argument qu'on appelle preuve à posteriori, c'est apporter l'expérience en témoignage de la raison. Spinoza ne va point à Dieu par ce chemin, et il ne donne pas pour fondement à la connaissance ferme et claire ces vagues et incertaines lueurs que les sens transmettent à l'esprit.

Cette substance, qui est Dieu, est unique et éternelle par la même raison qui la fait être, par la raison de sa perfection, et par la même raison aussi, elle ne saurait être produite. En effet, il n'y a pas deux manières d'être parfait. Quiconque possède en soi le caractère de la perfection le possède pleinement par la nécessité de sa nature, et n'en dégénère par aucun endroit. Les deux substances, s'il y en a deux,

sont donc de même attribut, c'est-à-dire qu'elles sont identiques et indiscernables; par conséquent chacune d'elles aurait suffi, et chacune empêche l'autre d'être nécessaire. Donc la substance est unique. Donc encore elle ne saurait être produite, car par qui le serait-elle? Par un être absolument différent d'elle-même? Cela ne se peut. Par un être semblable? Un tel être est impossible.

Il n'y a qu'une substance, ou, pour traduire en langage ordinaire cette expression de Spinoza, il n'y a qu'un Dieu. Cette conclusion n'a rien que de juste; mais Spinoza va plus loin, et c'est ici que le caractère de sa philosophie se déclare. A ses yeux, il n'y a que trois formes possibles de l'existence : la substance, l'attribut et le mode; la substance, suivant lui, c'est Dieu, rien que Dieu. Ainsi, tout ce qui n'est pas Dieu est un de ses attributs ou un de ses modes; Dieu épuise absolument la notion de l'être, et rien ne peut exister en dehors de lui. Il ne faut pas dire, dans le système de Spinoza, que Dieu est l'être par excellence, mais qu'il est l'être unique; il ne faut pas dire que tout le reste n'est que par sa volonté, mais que tout le reste n'est rien. Quand Platon s'écrie que Dieu seul existe et que le monde est un non-être, il exagère son expression pour l'égaler autant que possible à la grandeur de Dieu: mais si le monde ne fait point partie de Dieu lui-même, il est un non-être pour Spinoza, selon toute l'inexorable signification de ce mot. Saint Paul disait que nous sommes en Dieu, que nous vivons et que nous nous mouvons en lui : forte et puissante image pour exprimer notre dépendance absolue; elle cesse pour Spinoza d'être une métaphore, et nous sommes en Dieu selon lui, comme la couleur est dans la chose colorée, ou le mouvement dans le mobile.

Supposez, en dehors de Dieu, un être. Cet être sera imparfait, puisqu'il ne peut y avoir qu'un Dieu. Il sera cette œuvre imparfaite de Dieu, que nous appelons le monde. De quoi Dieu a-t-il fait le monde? Pourquoi l'a-t-il fait? — De quoi? Il l'a fait de rien. — Pourquoi? Il l'a fait sans motif. Mais tirer quelque chose de rien, cela est impossible, et faire quelque chose sans motif, cela est dégradant. Donc il n'y a rien en dehors de Dieu, et comme il est le seul Dieu, il est le seul être.

Oui, si Dieu a fait le monde, il l'a fait de rien; car excepté lui, rien ne peut exister sans cause. Et qu'est-ce que le néant? Est-ce un être? est-ce une idée? Et quelque chose peut-elle sortir de ce qui absolument n'existe pas? Dire que Dieu emploie le néant à la création, c'est prononcer des mots qui n'ont point de pensée. Pour qu'une chose soit produite, il faut une cause productrice sans doute; mais il faut aussi un élément dans lequel cette cause imprime son action; que cet élément soit le néant, ou qu'il n'y ait pas d'élément, où est la différence? Il y a un être; c'est Dieu : ce n'est pas un être imparfait : non; c'est un être qui possède pleinement toutes les perfections possibles; qui les possède, dis-je, autant qu'elles peuvent être possédées, car sans cela quelque chose manquerait à sa perfection. Parmi les perfections infinies qu'il possède est l'existence, et il la possède infiniment, et par conséquent il n'y a point d'autre existence possible que la sienne. Créer, c'est-à-dire tirer le monde du néant, c'est-à-dire faire que cela commence d'être qui absolument n'était pas, c'est-à-dire encore former un être qui n'est pas possible, ou bien ajouter à l'être après que l'être est complet et achevé, et lorsque de toute éternité il possède pleinement, parfaitement, tout ce qui est compris dans la notion d'être, créer est un mot qui n'exprime pas une idée.

Mais quand par impossible Dieu pourrait tirer du néant ce que le néant ne contient pas, pourquoi usera-t-il de ce pouvoir? Dieu a-t-il donc besoin du monde? Éprouve-t-il, comme nous, des désirs? Étrange perfection d'un Dieu qui ne se suffit

pas à lui-même, que son éternité fatigue, et à qui le monde fait défaut ou pour son bonheur ou pour sa gloire! Faudra-t-il qu'il place si fort au-dessous de lui-même l'objet de son désir, et qu'il descende à aimer si bas? Ou s'il crée sans désir et sans amour, est-ce par nécessité, est-ce par caprice? Abaissement pour abaissement, le caprice serait préférable; il le dégraderait moins; mieux vaut agir au hasard que de subir une loi, et cependant, c'est nécessité et non caprice, car il ne pouvait accomplir sa tâche autrement qu'il ne l'a fait. Que parle-t-on de choix et de liberté? La cause est-elle donc sans rapport avec l'effet, qu'il n'y ait pas entre deux volitions la même différence qu'entre leurs produits? Si Dieu avait fait le monde différent de ce que nous le voyons, Dieu lui-même n'aurait-il pas été différent? Et ce même incompréhensible pouvoir qui aurait appelé l'être des entrailles du néant n'aurait-il pas du même coup modifié et altéré la nature immuable de la substance divine? Doctrine absurde s'il en fut jamais, dit Spinoza. Donc la création est aussi impossible que la pluralité des substances; donc le monde est en Dieu et Dieu est dans le monde, et le monde et Dieu ne font qu'un.

Voilà dans sa force le principe du panthéisme, et nous n'avons plus qu'à en suivre les conséquences, pour nous donner le spectacle d'une série de déductions rigoureuses qui font sortir d'un seul principe et développent sur une seule ligne droite la science divine et humaine tout entière. En rejetant le dualisme et la création, Spinoza a banni du même coup le choix, la liberté, la volonté même, et avec la volonté, ce qui en est le défaut ou la faiblesse, le hasard et le caprice. Désormais tout doit s'enchaîner par des liens nécessaires; il ne s'agit plus de faits, mais de droit. Arrêtons notre pensée sur cette substance unique, immuable, éternelle, qui n'enferme ni variété, ni pluralité; qui ne s'écoule pas à flots comme les objets des sens, mais qui demeure dans son immobile éternité, et pour laquelle tout est présent à la fois. De la contemplation de cette substance, Spinoza va tirer tous les attributs et tous les modes, jusqu'à la description de ce monde où nous sommes, jusqu'à la révélation des derniers secrets de notre propre nature humaine, de nos joies et de nos tristesses; et telle est sa paix profonde et son inaltérable conviction, qu'il dédaignera même de regarder ensuite à côté de lui et au-dedans de lui, pour vérifier si l'expérience est d'accord avec toute cette géométrie.

La substance est indéterminée, parce qu'elle n'admet ni négation ni limites; mais elle est nécessairement déterminée en ce sens qu'elle a des attributs, car elle n'est pas un pur abstrait. Elle est l'objet de l'intuition immédiate de notre raison, et non le produit imaginaire de notre faculté d'abstraire et de généraliser. La substance infinie ne peut être exprimée que par un nombre infini d'attributs, car si le nombre est limité, l'infinité de la substance n'est pas complète; et chacun de ces attributs est infini dans son espèce, car si la pensée de la substance ou son étendue n'étaient pas infinies, la substance elle-même serait limitée. La substance et les attributs, voilà ce qui s'appelle, dans la langue de Spinoza, la *nature naturante*. Mais qu'est ce qu'un attribut, s'il n'a des modes? c'est-à-dire, qu'est-ce que la pensée sans idée ou l'étendue sans figures? Chaque attribut est donc exprimé par des modes qui sont finis sans doute dans leur nature, puisque les attributs sont chacun d'une espèce particulière et déterminée, mais dont le nombre doit être infini, puisque les attributs sont infinis dans leur espèce. Les modes sont ce que Spinoza appelle la *nature naturée*, et il donne lui-même la formule de son système en disant : « Il est de la nature de la substance de se développer nécessairement par une infinité d'attributs infinis infiniment modifiés. »

Connaissons-nous cette infinité d'attributs? Tant s'en faut, nous n'en connaissons que deux, la pensée et l'étendue. La pensée, en tant qu'on l'attribue à Dieu, ne doit pas être considérée comme la totalité des idées, mais il y a entre la pensée de Dieu et l'entendement divin ou la totalité des idées la même différence qu'entre l'éternité de la substance et la durée sans commencement ni fin du monde des phénomènes. C'est qu'en effet rien de multiple ou de divisible ne peut convenir à la nature naturante, et l'entendement divin, si on l'attribue à Dieu, dit Spinoza, ne ressemble pas plus au nôtre, que le chien, signe céleste, ne ressemble au chien animal aboyant. De même Dieu est à la fois étendu et indivisible. En effet, comment serait-il divisible, c'est-à-dire corporel ? Un corps n'est que le mode fini de l'étendue infinie. Il ne faut pas s'effrayer de voir ainsi Spinoza attribuer à la substance et aux phénomènes des propriétés opposées. Ce qui est vrai de la partie peut ne pas l'être du tout; ce qui appartient à l'effet peut ne pas convenir à la cause, quoique la cause et l'effet soient indissolublement attachés dans l'unité d'un même être. C'est ainsi, par exemple, que, dans notre conviction bien opposée à celle de Spinoza, notre âme est une substance simple, inséparable de ses attributs multiples et de ses phénomènes éphémères.

On a dit et répété de Spinoza qu'il avait connu la substance et n'avait point connu la cause, et que c'était là le fondement principal de ses erreurs. Cela est vrai, Spinoza n'a point connu la cause, s'il s'agit de la cause créatrice, et il est à peine nécessaire de le dire, puisque Spinoza est Spinoza. Cela est encore vrai si l'on parle de la cause que nous sommes, car pour celle-là il l'a niée très-ouvertement et l'a rejetée parmi les fantaisies et les caprices de l'imagination ; mais la substance, telle qu'il l'entend, est si éloignée de la substance passive des scolastiques et de Descartes lui-même, qu'elle ressemble plutôt à une monade de Leibnitz, si cette monade était unique et que ses attributs fussent infinis. La substance est la cause de tous ses développements ; à proprement parler, tout développement est une action ; être étendu pour Dieu, c'est produire l'étendue. Le dieu de Spinoza n'est pas cause comme celui des chrétiens qui tire le monde du néant, il ne l'est pas comme le sculpteur qui produit une statue dans un bloc de marbre ; il est cause comme nous le sommes nous-mêmes, quand nous produisons en nous nos pensées et nos volitions. Spinoza va jusqu'à soutenir qu'il est une cause libre : étrange liberté sans doute que celle d'un être nécessaire qui se développe nécessairement, et produit en soi toutes les modifications possibles. Mais c'est précisément à cause de cela que Spinoza l'appelle une cause libre Il ne regarde pas comme une perfection cette prétendue liberté que nous nous attribuons, et qui consisterait à choisir entre deux actions ; car pour celui-là même qui choisit la meilleure, n'est-ce pas, dit-il, une infériorité d'avoir pu se déterminer à la pire? Et par quel renversement d'idées arrive-t-on à croire que l'on s'élève d'autant plus qu'on participe davantage du hasard? Serait-ce donc une plus grande perfection de Dieu, s'il pouvait penser ou ne pas penser, penser d'une façon parfaite ou d'une façon imparfaite? Il pense parfaitement, et il agit parfaitement, en vertu de sa nature propre ; et, parce qu'il obéit à sa nature et à nulle autre, et que le développement de son activité résulte, comme son existence, de la nécessité absolue de son essence, c'est pour cela qu'il possède la liberté, ou, comme Spinoza l'appelle une fois, la *libre nécessité*.

Il nous reste à nous chercher nous-mêmes dans le monde qui résulte de cette théorie, à démêler dans le sein de la nature unique ce qu'une suggestion de notre orgueil nous fait appeler la nature humaine. Un corps est un mode de l'étendue

divine; une âme est une idée de la pensée divine qui contient une suite d'autres idées. L'un et l'autre sont des modes de la substance unique: ils diffèrent en ce qu'ils expriment d'une façon différente la substance, ils sont identiques en ce qu'ils représentent un seul et même moment du développement éternel de l'activité infinie. Ainsi à tous les degrés le corps et l'idée diffèrent et sont réunis; l'univers entier est animé; tous les individus qu'il enferme ne sont que des collections de modes. Il n'y a en moi ni substance particulière, ni force ou faculté quelconque. Je suis une idée, collection d'idées. L'entendement, la volonté, sont des êtres de raison. Des idées, voilà tout mon entendement; des désirs, voilà toute ma volonté. Spinoza accumule contre la liberté de l'homme tous les arguments ordinaires du scepticisme, et cet acharnement qu'il déploie était inutile, car il est trop évident qu'il n'y a pas de place dans sa théorie pour la liberté humaine, et qu'il n'aurait pu l'admettre qu'en foulant aux pieds tous ses principes. Aussi n'a-t-il pas hésité : « Tout ce que je puis dire à ceux qui croient qu'ils peuvent parler, se taire, en un mot agir en vertu d'une libre décision de l'âme, c'est qu'ils rêvent les yeux ouverts. » Voilà toute l'audience qu'il donne aux réclamations de la conscience. Ne reconnaissez-vous pas celui qui a dit : « J'analyserai les actions et les appétits des hommes, comme s'il était question de lignes, de plans et de solides. »

Si mes idées sont les idées de Dieu, et mes actions ses actions, mes erreurs et mes fautes seront aussi en lui, et alors que devient sa perfection? Spinoza n'est point troublé de cette conséquence; il ne s'agit, selon lui, que de bien entendre ce que c'est qu'une erreur ou une faute. Une erreur n'est rien de positif, car alors elle serait nécessairement en Dieu; elle n'est pas l'absence de la connaissance, car on ne dit pas d'un corps qu'il se trompe, ni l'ignorance, car celui qui n'a jamais entendu parler de l'empereur de la Chine ne se trompe pas à son sujet. L'erreur est un mélange de connaissance et d'ignorance, une idée incomplète qui n'embrasse qu'une partie de son objet, une idée *inadéquate*. C'est donc un mode inférieur de la pensée, et voilà tout. Il en est de même de la faute. L'idée que nous avons du mal résulte de la comparaison que nous faisons d'un être inférieur à un être plus parfait. Nous construisons dans notre esprit un certain idéal de la perfection humaine, et nous appelons mauvais tout ce qui nous paraît s'en écarter; c'est pour cela que nous blâmons dans un homme ces ruses, ces jalousies, ces colères que nous admirons dans les animaux. Dès que nous savons qu'il n'y a point d'humanité, mais seulement des individus, et que les termes généraux ne sont que des conceptions abstraites de l'esprit, le charme disparaît, et dans ces prétendus crimes nous ne voyons plus que des degrés inférieurs de réalité. Le péché est donc une pure privation, ce n'est pas le mauvais emploi d'une puissance, et les criminels sont inférieurs aux gens de bien, non par leur faute ni par celle de Dieu, mais par la nécessité des lois de la nature.

Il n'y a donc ni mérite ni démérite; le bien et le mal sont des notions toutes relatives et individuelles, comme le chaud et le froid, et l'unique règle de mes actions, c'est l'intérêt. S'ensuit-il que je puisse accuser Dieu de mon malheur, si mon corps est infirme ou mon âme impuissante? Autant vaudrait que le cercle se plaignît de ce que Dieu lui a refusé les propriétés de la sphère. Il n'en résulte pas davantage qu'on doive supprimer les lois et tolérer tous les crimes, parce que les criminels sont excusables. Ils sont excusables en effet, car ils sont entre les mains de Dieu comme l'argile entre les mains du potier, mais ils n'en sont pas moins à craindre ni

moins pernicieux. « Celui à qui la morsure d'un chien donne la rage est excusable, et pourtant on a le droit de l'étouffer... »

Il semble après cela que toute la morale doive être contenue dans un code pénal, et que pour le reste il n'y ait plus qu'à livrer la vie humaine aux caprices des passions brutales. Il n'en est rien cependant; Spinoza a sa morale, il a sa sagesse pratique comme Épicure et Thomas Hobbes. Il faut sacrifier le moindre intérêt à l'intérêt plus élevé et plus durable; notre véritable intérêt, c'est d'augmenter notre être, et le moyen de l'augmenter, c'est de nourrir notre pensée des belles connaissances. Descartes avait dit avant Spinoza : « Les bêtes brutes, qui n'ont que leurs corps à conserver, s'occupent continuellement à chercher de quoi le nourrir; mais les hommes, dont la principale partie est l'esprit, devraient employer leurs principaux soins à la recherche de la sagesse, qui en est la vraie nourriture. » Ce sont là de belles et nobles pensées assurément, et quand Spinoza s'écrie que penser à Dieu c'est l'aimer, que la philosophie la plus vraie renferme le salut, et que la plus belle spéculation philosophique est aussi la plus belle œuvre, on croit entendre résonner au fond de son âme la douce et majestueuse parole de Platon. Mais quoi! cet amour de Dieu n'est qu'un raffinement de l'amour de soi; cette morale ne s'élève si haut qu'après avoir détruit l'obligation et la règle, et nous avoir livrés en proie à toutes les passions! Ce qui reste sous cette enveloppe si pure et si brillante, c'est l'intérêt, l'intérêt de cette vie passagère; car de nous contenter du bonheur que Spinoza nous promet après la mort, et de prendre pour immortalité ce retour à l'âme universelle par la destruction de la limitation et du souvenir, c'est ce qu'aucun sophisme ne gagnera jamais sur la conscience de l'humanité. Placez l'intérêt où vous voudrez ; s'il se résout dans les joies de ce monde, et s'il est l'unique fondement de la morale, en vain parlerez-vous de vertu et d'amour de Dieu ; vous ne produirez qu'une illusion, et ce sera un danger de plus.

Faut-il maintenant, suivant le précepte de Platon, juger la morale de Spinoza par sa politique et contempler la même doctrine sur une plus grande échelle? Il nous présente d'abord l'état de nature, et voici la description qu'il en donne : « Les poissons sont naturellement faits pour nager, les plus grands pour manger les petits, et conséquemment, en vertu du droit naturel, les plus grands mangent les petits. » L'état ne peut avoir d'autre origine que la coalition des intérêts, et prenez-y garde, la conséquence de Hobbes est tout près : c'est que le mal caché et impuni cesse d'être un mal. Enchaînerez-vous l'homme à un serment? dit Spinoza. Folie! Il n'y a qu'un secret pour s'assurer de sa fidélité; faites qu'elle lui profite. Avec l'intérêt mis à la place du droit, la société n'a plus qu'une ressource, c'est d'armer le pouvoir d'une autorité despotique et absolue. Spinoza n'y manque pas; si l'idée de la tyrannie traverse un instant sa pensée, il se rassure aussitôt en songeant que le dépositaire du pouvoir, par l'abus même de son autorité, en compromettrait la durée. L'intérêt du souverain à se conserver, voilà donc la seule sauvegarde qui reste à la liberté. Spinoza détruit ici les droits du citoyen comme il en a détruit les devoirs. Il dit au souverain : « Votre droit n'a d'autre limite que votre puissance ; vous avez donc le droit de disposer, selon vos caprices, de la propriété, de la vie, de l'honneur de vos sujets, mais vous ne pouvez exercer ce droit qu'à condition de la diminuer, de détruire votre puissance; donc ce droit lui-même, vous ne l'avez réellement pas. » Spinoza dit ensuite à l'individu : « La nature vous donne le droit de tromper, de dépouiller vos semblables, puisqu'elle vous en donne la puissance; mais en agissant de la sorte, vous vous nuisez à vous-même, vous vous diminuez, vous

détruisez votre puissance, source et limite de votre droit. Soyez donc honnête et sincère, pour être vraiment fort et puissant. » A coup sûr, si un tel langage révèle une intention honnête dans une intelligence égarée, il trahit en même temps une singulière ignorance du cœur humain. Le tyran, l'homme fourbe, prendront votre précepte à la lettre, et n'en écouteront pas le correctif. Ils recevront de vos mains le brevet d'innocence que votre imprudence leur livre, et, contents du principe, ils en affronteront les conséquences.

Spinoza traite la liberté politique comme il a traité la liberté morale. La liberté morale consiste, suivant lui, à dépendre uniquement des lois de sa propre nature, et la liberté politique, à participer soi-même au pouvoir que l'on subit : « Si tout le monde participe du pouvoir, dit-il, tout le monde est libre, quelle que soit la rigueur des lois. » Oui, libre, de cette libre nécessité qu'il donne à son Dieu, et qui exclut la possibilité de choisir.

Voilà donc les conséquences de cette philosophie géométrique : la morale et la politique de l'intérêt, point de liberté, nulle espérance d'une vie à venir; voilà, par tant d'efforts et de peine, où cette profonde métaphysique nous conduit. C'est ici qu'il faut écouter Schleiermacher s'écrier, dans son enthousiasme pour la pure morale du spinozisme : « Sacrifiez avec moi une boucle de cheveux aux mânes du saint et méconnu Spinoza! Le sublime esprit du monde le pénétra, l'infini fut son commencement et sa fin, l'universel son unique et constant amour. Vivant dans une sainte innocence et dans une humilité profonde, il se mira dans le monde éternel, et il vit que lui aussi était pour le monde un miroir digne d'amour; il fut plein de religion et plein de l'esprit saint : aussi nous apparaît-il solitaire et non égalé, maître en son art, mais élevé au-dessus du profane, sans disciples et sans droit de bourgeoisie ! »

Cet enthousiasme de Schleiermacher pour Spinoza n'est point un fait isolé dans l'Allemagne contemporaine, un caprice tout individuel; ces élans sympathiques, cette exaltation dont la ferveur nous étonne, paraissent très-naturels au delà du Rhin. Par ses philosophes, par ses théologiens, par ses poëtes, l'Allemagne, depuis cinquante ans, est tout entière à Spinoza. C'est l'auteur vénéré de *Nathan-le-Sage,* l'illustre Lessing, dont la parole fut si puissante, dont la mémoire est restée si chère à nos voisins, qui donna le branle aux imaginations inquiètes et commença la réhabilitation du spinozisme. Cette âme généreuse et passionnée s'indignait, en lisant l'*Ethique,* de la longue réprobation qui pesait encore sur ce livre immortel et sur l'homme de génie qui le composa. « Jusqu'à ce jour, dit-il énergiquement à Jacobi, *on a traité Spinoza comme un chien mort*. Il est temps d'apprendre aux hommes la vérité. Oui, Spinoza avait raison : *un et tout,* voilà la philosophie. » Répété par Jacobi, ce mot de Lessing, en dépit des réclamations de Mendelsohn, fait le tour de l'Allemagne. Jacobi lui-même l'accepte, le développe, non pour s'y arrêter, comme Lessing, mais pour en faire son plus puissant argument contre l'esprit de système et briser le dogmatisme contre cet écueil. En vain, Fichte, Schelling, dans leurs spéculations hardies, prétendent échapper au panthéisme; Jacobi ne veut voir dans ces tentatives nouvelles, dont l'originalité lui est suspecte, qu'un prolongement ou un déguisement peut-être des principes de Spinoza. Entre l'école critique de Kant, qui, partant de la pensée humaine, s'y enferme et s'y concentre si bien qu'elle n'en peut plus sortir, et le dogmatisme absolu de Spinoza, qui, partant de la substance infinie, tombe fatalement dans le panthéisme, Jacobi ne voit de salut pour la philosophie que dans le sentiment et l'intuition immédiate. Hégel n'échappe

pas plus que son maître; que dis-je? il reçoit de son maître lui-même, au moment où il l'abandonne, le reproche d'être panthéiste. C'est qu'en effet sa philosophie porte plus que toute autre la trace de Spinoza. S'il conteste cette filiation dans la métaphysique et ne veut pas reconnaître dans l'*Éthique* sa propre théorie de l'idéal et du réel, n'est-il pas évident du moins que dans un ordre d'idées différent, quoique analogue, cette exégèse hégélienne, dont la hardiesse s'égare avec Strauss au delà de toute limite, proclame hautement comme sa devancière la critique philosophique à laquelle Spinoza soumit pour la première fois les saintes Écritures?

En même temps que Spinoza inspire les philosophes et les théologiens de l'Allemagne, son influence atteint les poëtes. Ce géomètre hérissé de formules séduit l'imagination de Goethe et de Novalis, et devient le père d'une littérature panthéiste. « Ne pourrait-on pas, disait Herder, persuader à Goethe de lire un autre livre que l'*Éthique* de Spinoza? » Goethe faisait ses délices et sa consolation de ce livre si longtemps proscrit. « Je me réfugiai dans mon antique asile, l'*Éthique* de Spinoza, » dit-il quelque part. C'est aussi là que l'enthousiaste Novalis allait puiser des inspirations sublimes, et, comme il le dit lui-même, s'enivrer de Dieu. La poésie ne descend pas dans le fond d'un système pour en mettre à nu les vices cachés; elle ne le suit pas dans sa marche pour en peser les dernières conséquences au poids de la morale et de la justice. Ce Dieu-nature qui anime tous les êtres, cette vie universelle et puissante qui circule au sein des choses, cette échelle infinie de formes variées que revêt et qu'abandonne tour à tour un même principe impérissable, à la fois un et multiple, identique et divers; ce Dieu de Schelling, qui, encore endormi dans la nature morte, tressaille sourdement dans la plante, rêve dans l'animal, se réveille dans l'homme et se ressaisit enfin lui-même tout entier après avoir traversé tous les degrés de l'existence : voilà sans doute de quoi remuer puissamment une imagination de poëte, de quoi expliquer le prodigieux engouement qu'a excité Spinoza au delà du Rhin, à une époque où le criticisme desséchant de Kant avait laissé les âmes vides et tourmentées, et chez un peuple où la raison ne tient pas toujours l'imagination en bride.

N'est-ce pas une des plus grandes merveilles de cette bizarre destinée de Spinoza qu'il se soit éteint sans école et sans postérité philosophique pour renaître ainsi au commencement du XIX[e] siècle sur les ruines du kantisme? Jusque-là son influence avait sommeillé. Au XVII[e] siècle, la France est chrétienne et cartésienne, et Spinoza, comme théologien et comme philosophe, n'y rencontre que des adversaires. Voltaire, qui plus tard se servit de lui, ne chercha pas à le comprendre, et lui emprunta des arguments pour une cause qui ne leur était pas commune. Au temps de Spinoza comme aujourd'hui, comme toujours, l'Angleterre appartient à Bacon et à Locke, et les grandes entreprises spéculatives n'atteignent point ces esprits tout pratiques, amoureux de l'expérience, affamés de réalités. On ne peut nier l'extrême analogie de la politique de Spinoza avec celle de Hobbes (1); mais cette analogie est toute dans les conséquences, et l'on ne saurait assigner d'autre terme de comparaison

(1) Spinoza s'explique ainsi sur ce point dans une de ses lettres : « Monsieur, vous désirez que je marque la différence qu'il y a entre les sentiments de M. Hobbes et les miens sur la politique. Elle consiste en ce que je conserve toujours dans ma doctrine le droit naturel dans son intégrité, prenant dans chaque état, pour mesure du droit du magistrat sur les sujets, le degré de puissance ou de supériorité qu'il possède à leur égard. » Pour apprécier la valeur de cette différence que Spinoza signale entre le système de Hobbes et le sien, il faut se rappeler ce qu'il a fait du droit naturel.

entre ces deux systèmes qui reposent, l'un sur la négation de la création, et l'autre sur la négation de l'infini. D'ailleurs, si l'un des deux a suivi l'autre, c'est Spinoza; et qu'est-ce que la part de la politique dans cette philosophie? La politique de Spinoza n'a ni portée ni originalité. Sa véritable influence n'a donc commencé que de nos jours, et le mal ou le bien qu'il pouvait faire, c'est notre siècle qui l'a éprouvé.

La plupart des contemporains de Spinoza qui l'ont réfuté se sont bornés à discuter l'une après l'autre toutes les conséquences de sa doctrine, et à rétablir contre lui la liberté, l'immortalité, la Providence. On a dit que le plus grand nombre d'entre eux ne l'ont pas compris, et quoique rien ne soit plus certain, j'oserais presque dire qu'ils l'ont bien réfuté sans le comprendre. Il y a des idées que la conscience du genre humain repousse par une sorte d'intinct, et le panthéisme est de ce nombre. On peut n'en pas démêler le sophisme et ne pas apprécier la force et la grandeur des hypothèses dont il cherche à s'étayer; mais on voit bien que la morale est en péril, et que quelqu'une de ces grandes vérités que l'humanité conserve de siècle en siècle comme un dépôt sacré et inviolable est audacieusement menacée.

D'ailleurs Spinoza ne laissait rien à faire à la sagacité métaphysique de ses lecteurs. Il avait tiré lui-même toutes les conséquences de ses principes. Sa philosophie entraînait la destruction des religions positives; il n'a pas hésité à le reconnaître et à le démontrer. Ses attaques contre l'Écriture suffisaient pour le perdre sans sa philosophie. Avant le *Théologico-politique*, il n'y avait pas d'exemple d'une exégèse aussi hardie, et les plus grands ennemis de la foi ne parleraient pas aujourd'hui, en pleine liberté, en l'absence de l'inquisition et des bastilles, avec l'audace et le sang-froid de Spinoza écrivant au XVIIe siècle. Non-seulement il nie la possibilité des miracles, ou les explique par des causes naturelles; non-seulement il attribue le don de prophétie à l'imagination des prophètes; non-seulement il réduit toutes les religions à la morale, et ne voit dans les cérémonies que des moyens de dompter les volontés et de façonner les hommes au joug de l'autorité religieuse, mais on dirait quelquefois qu'il s'efforce de rendre son expression méprisante pour insulter à la foi qu'il veut combattre. « Je prends comme vous au sens littéral, dit-il à un catholique, la passion, la mort et l'ensevelissement de Jésus-Christ; c'est seulement sa résurrection que j'interprète au sens allégorique. » Selon lui, prétendre que Dieu ait revêtu la nature humaine, c'est un langage aussi absurde que si l'on disait qu'un cercle a revêtu la nature du carré. Quand il écrit à un nouveau converti, il faut voir avec quel dédain il lui parle de « ce Dieu qui devient la pâture de votre corps, qui séjourne dans vos entrailles, et que Chatillon à Tienen donna impunément à manger à ses chevaux. » Voltaire a emprunté à un chapitre de Spinoza son article sur les miracles On peut dire en un sens très-véritable que le précurseur et le chef des encyclopédistes, c'est Spinoza plutôt que Voltaire. S'il ne fut pas avoué et reconnu pour chef par cette pléiade de philosophes de la fin du siècle dernier qui avaient, pour ainsi dire, la destruction pour unique but, c'est que l'austérité de sa manière écartait de lui ces lecteurs superficiels. Spinoza, dans cette attaque des livres saints où il a devancé le XVIIIe siècle, se distingue de ses successeurs par trois importants caractères : il ne raille jamais, il est profondément érudit, et, tout en attaquant les religions positives, il est et demeure religieux.

Oui, Spinoza est religieux, religieux d'intention, religieux par conviction et par nature. Novalis voit en lui un mystique ivre de Dieu, et de nos jours on a trans-

formé ses arides théorèmes en soupirs d'amour divin. C'est aller bien au delà de la vérité; mais quoique le Dieu de Spinoza, confondu avec la nature, ne conserve aucun droit à nos respects et à notre adoration, Spinoza a respecté et adoré son Dieu, et le confondre, avec les athées, lui dont toute la doctrine repose sur l'idée de l'infini, c'est confondre comme à plaisir les opinions et les systèmes. Écoutons-le lui-même défendant avec énergie la sincérité de sa croyance : « Il importe peu, dit-on, de savoir de quelle race je suis, et quelle est ma manière de vivre. Je crois que, s'il l'avait connue, il ne se serait pas si aisément mis dans l'esprit que j'enseigne l'athéisme; car c'est la pratique ordinaire des athées de rechercher avec excès les honneurs et les richesses, choses que j'ai toujours méprisées, comme le savent parfaitement tous ceux qui me connaissent. Pour en venir peu à peu à ses fins, l'auteur du libelle ajoute que je ne suis point un esprit médiocre, et cet éloge a pour but, sans doute, de persuader plus aisément que c'est par pure adresse et par astuce que j'ai soutenu dans les intentions les plus détestables la cause des théistes. Cela ne fait voir qu'une chose, c'est que ce critique n'a pas entendu mes raisonnements; car où est l'esprit assez subtil, assez astucieux, assez dissimulé, pour établir par tant de solides raisons une doctrine qu'il estimerait fausse? Et quel écrivain passera donc pour sincère aux yeux d'un homme aussi défiant, s'il croit qu'on peut démontrer des chimères aussi solidement que des vérités. Au surplus, rien de tout cela ne me surprend. C'est de cette façon que Descartes a été traité par Voët, et chaque jour on agit de même à l'égard des plus honnêtes gens. » Le père Lami s'exprime ainsi dans sa réfutation de Spinoza, entreprise, comme on sait, à la prière de Bossuet : « Ne reconnaître qu'un être universel indistingué de toute la nature et de l'assemblage de tous les êtres, un être sans liberté et sans providence, et qui sans but et sans fin, sans choix et sans élection, soit emporté par une nécessité aveugle et inévitable en tout ce qu'il fait, ou plutôt qui ne fait rien, mais à qui toutes choses échappent aussi nécessairement et aussi indélibérément qu'un torrent échappe à la source d'où il sort, si cela peut s'appeler reconnaître un Dieu, je ne sais pas, pour moi, ce qui s'appelle n'en reconnaître point. » Lami se trompe; nier Dieu, c'est nier l'infini. Spinoza ne l'a pas nié, il l'a méconnu, et ce serait entreprendre une longue liste d'athées que d'y inscrire tous ceux qui conçoivent Dieu autrement que nous. Mais c'était, à cette époque, l'erreur ou l'injustice commune de transformer Spinoza en athée; Bayle l'appelait un athée de système, et qui ne connaît ces vers de Voltaire ?

Alors un petit Juif, au long nez, au teint blême,
Pauvre, mais satisfait, pensif et retiré,
Esprit subtil et creux, moins lu que célébré,
Caché sous le manteau de Descartes son maître,
Marchant à pas comptés, s'approcha du grand Être :
« Pardonnez-moi, dit-il en lui parlant tout bas,
Mais je crois, entre nous, que vous n'existez pas.
J'ai de plats écoliers et de mauvais critiques,
Jugez-nous. » A ces mots tout le globe trembla;
Et d'horreur et d'effroi saint Thomas recula...

Voltaire ne fait que railler suivant sa coutume, et Bayle se hâte d'accuser Spinoza d'athéisme, peut-être parce qu'il y avait pour lui quelque danger à ne pas le faire. Si l'on avait réfuté Spinoza avec modération, on se serait rendu suspect. Les

théologiens avaient donné le ton les premiers. Leur colère traverse le système de Spinoza pour atteindre sa personne, et l'on voit bien, à cette violente explosion de haine, qu'ils combattent pour leurs foyers et pour leurs autels. Spinoza ne répondait pas, il ne doutait pas non plus; ce n'était pas une âme qu'on pût ébranler. S'il souffrait, c'est un secret entre lui et Dieu, car on fouillerait vainement dans sa vie et dans ses écrits pour y trouver une plainte. Aujourd'hui, on peut réfuter le système et rendre justice à l'homme. Spinoza ne fut ni athée, ni impie. Sa vie est pure, et, il faut le dire enfin, puisqu'il a été tant calomnié, elle est héroïque. Pourquoi s'est-il condamné à la haine, aux persécutions? Ce n'est ni pour la richesse, ni pour les honneurs, ni pour la gloire. L'amour seul de la vérité l'a conduit; il n'a pas connu la vérité, mais il l'a cherchée toute sa vie, et ce fut son unique amour. Théologien érudit, philosophe profond, dialecticien d'une incomparable vigueur, il est au premier rang par le savoir et par le génie dans toutes les branches des connaissances humaines qu'il a abordées. Son style même, qu'il ne songe pas à orner, se ressent de l'énergie de sa pensée. Jamais l'indépendance philosophique ne fut poussée plus loin. On dirait qu'il ne s'aperçoit pas de son propre courage, et qu'il fait sans effort ces entreprises qui l'ont écrasé. Il a le caractère le plus expressif de la modération; il détruit sans colère. Spinoza est un homme simple, son système est tout d'une pièce, sa vie aussi et son style. Il s'est trompé sur son principe; s'il ne s'était pas trompé du premier coup, il poussait la philosophie plus loin qu'aucun autre. Tel est Spinoza, solitaire dans sa vie et dans sa destinée; disciple de Descartes, mais s'attachant à une erreur et la poursuivant jusqu'à l'absurde, plein de vues originales et profondes, mais mettant toute sa force au service d'une idée fausse, religieux, quoique trompé sur la nature de Dieu, vertueux jusque dans ses fautes, également respectable par la force de sa pensée, par la pureté de sa vie et par son malheur.

Parmi les diverses réfutations qu'on a faites du panthéisme de Spinoza, trois seulement sont célèbres, celle de Bayle, celle du père Lami, celle de Fénelon. Dans cette guerre à l'ennemi commun, Bayle apporte cette dialectique animée et pressante dont on voudrait que la sincérité égalât toujours la pénétration, le père Lami les ressources de son érudition scolastique et de son bon sens, Fénelon les hautes lumières d'une métaphysique puisée au plus profond du dogme chrétien; mais au travers de leurs différences, Bayle, Lami, Fénelon, ont toutefois un point commun : ils viennent de Descartes, de qui vient aussi Spinoza. De là, dans les principes premiers qui dominent toute la discussion, un accord secret entre Spinoza et ses adversaires qui frappe leur argumentation d'impuissance. De nos jours, la philosophie, plus mûre, éprouvée par un plus long usage de la liberté, peut voir plus clair dans Spinoza et démêler d'un coup d'œil plus sûr les véritables défauts de son système, presque invisibles à ses plus pénétrants contemporains.

Si je voulais faire du système de Spinoza la réfutation la plus forte et la plus complète, je ne chercherais pas à montrer dans l'enchaînement de ses diverses parties des erreurs, des lacunes. J'insisterais bien plutôt sur l'incontestable rigueur qui unit toutes les conséquences entre elles et avec leur principe; et quand il ne resterait plus de doute, et qu'on verrait bien que la philosophie de Spinoza est exacte et régulière dans toutes ses déductions, en sorte qu'il faut l'accepter ou la rejeter tout d'une pièce : venez maintenant, dirais-je à tous les panthéistes et à ceux qui se sont étourdiment déclarés disciples de Spinoza avant de savoir où les conduisait ce logicien impitoyable; prenez votre parti de nier la liberté, la loi mo-

rale, la vie future, et jusqu'à votre propre existence individuelle. Condamnés par votre principe à n'être plus que le mode transitoire d'une vie éternelle dans laquelle la vôtre doit s'abîmer, enivrez-vous un jour de votre système pour rentrer demain dans le néant par la dissolution de vos parties, et si vous croyez sauver quelque chose de vous-mêmes parce que la substance ne périt pas, dites-nous ce que c'est que cet avenir sans aucun lien avec le passé, et cette sourde et inutile existence d'où la conscience est absente!

M. Jouffroy, dans son *Cours de Droit naturel,* reproche à Spinoza de n'avoir interrogé que la raison, à l'exclusion de l'expérience. C'est en effet sa véritable faute. Il a voulu construire le monde et se mettre en quelque sorte à la place de Dieu. Tant d'orgueil était inutile; le monde est là, l'œuvre est accomplie : il n'y avait qu'à l'observer. Spinoza s'est trop souvenu du mot célèbre de Descartes : « De la matière et du mouvement, et je ferai le monde! »

S'il avait eu recours à l'autorité de la conscience, il aurait vu clairement le fini à côté de l'infini. Il se serait connu lui-même. Il aurait senti vivre et se mouvoir sous l'œil de la conscience cette force libre que Descartes a méconnue, et que Leibnitz a restituée, tout en la resserrant dans des bornes trop étroites. Débarrassé de ce préjugé cartésien que la pensée et l'étendue coexistent dans un même sujet sans agir l'une sur l'autre, il n'aurait pas été contraint de recourir à l'intervention divine pour expliquer l'empire de l'âme sur le corps et la réaction du corps sur les facultés de notre âme. Toutes les erreurs de Spinoza s'enchaînent : c'est parce qu'il a méconnu notre liberté qu'il n'a pas su que nous étions de véritables causes, et par conséquent des substances.

A ce vice de méthode déjà signalé par M. Jouffroy, M. Saisset ajoute avec raison que Spinoza s'est trompé sur la nature de Dieu. Spinoza convient que Dieu est parfait; mais il ne lui donne pas d'existence individuelle! Il ne lui donne pas la liberté, et il veut que nous l'aimions! Il lui refuse jusqu'à la pensée, puisqu'il lui ôte la conscience, et il ne voit pas que, si quelque part, dans ce monde qui s'échappe à flots pressés du sein de la substance éternelle, une faible lueur d'intelligence s'allume un instant pour périr, c'est assez de cet éclair pour qu'il y ait quelque chose au-dessus de Dieu!

Un Dieu parfait sans intelligence et sans liberté n'est pas la seule contradiction du système. M. Saisset aurait pu ajouter que le principe de contradiction ne subsiste pas si l'on admet le panthéisme. Dans cet être unique de Spinoza, l'éternité et le temps, le repos absolu et le mouvement sans limites, l'identité substantielle et la division à l'infini coexistent. C'est en vain que Spinoza se rejette sur l'opposition radicale de la substance et des phénomènes. La contradiction n'est pas là; on comprend que la substance reste éternelle, une et identique sous la multiplicité et la variété de ses phénomènes; mais Spinoza ne s'en est pas tenu à ces deux termes, la substance et les phénomènes, parce qu'en effet ils ne lui suffisaient pas pour rendre compte de toutes les conceptions nécessaires de la pensée. En méditant sur la nature de l'infini, nous trouvons qu'il implique des caractères inconciliables avec la nature des phénomènes, et qui néanmoins ne peuvent être attribués à la substance prise comme substance. Ainsi la pensée, par exemple, ne fait pas partie intégrante de la substance, quoiqu'elle lui appartienne, selon Spinoza, comme un de ses attributs nécessaires. Or, qu'est-ce que la pensée, qui n'est pas la substance même, mais un attribut nécessaire de la substance? Ce n'est pas, il importe de le constater, le pouvoir de penser, car Spinoza n'admet point de faculté distincte de

la substance productrice et de l'effet produit. Il semble donc que ce soit la totalité de ces effets, c'est-à-dire la totalité des idées que la substance conçoit nécessairement en se développant. Cependant, qu'on y prenne garde, cette totalité, par cela même qu'elle est une collection, est divisible, successive; donc la substance éternelle, c'est-à-dire l'infini, possède un attribut collectif et par conséquent successif et divisible. Spinoza admettra-t-il une telle conclusion, lui qui, dans son argumentation contre le dogme de la création, montre un si souverain mépris pour ce Dieu mobile qui réfléchit, qui délibère, qui commence, achève et finit, et se fatigue à la peine comme un ouvrier? Il ne le peut sans se contredire, sans contredire la raison elle-même, qui ne permet pas d'attribuer directement à l'infini la mobilité et la divisibilité. Dans cet embarras, Spinoza introduit entre la substance et la totalité des phénomènes ce qu'il appelle un attribut, également distinct de l'une et de l'autre. Ce que nous disons de Dieu, il l'applique à cet attribut ; ce que nous disons du monde, il l'applique à la totalité des phénomènes. Mais c'est bien là qu'on peut dire qu'il s'évanouit dans ses pensées. Quelque effort qu'il puisse faire, ces attributs, qui ne sont ni la substance, ni les phénomènes, ni une faculté productrice, ne sont que de pures abstractions, et même des abstractions impossibles tant qu'on ne donnera pas aux attributs d'une part et de l'autre à la totalité des phénomènes deux substances séparées.

Même contradiction pour l'autre attribut de Dieu que nous connaissons, l'étendue. On pardonnerait peut-être à Spinoza de dire que la substance n'a pas d'étendue, quoiqu'elle produise des phénomènes étendus. Il ne le dit pas; ce n'est pas là sa doctrine Il donne l'étendue à la substance infinie comme un de ses attributs nécessaires, et cette étendue, qui appartient directement à l'infini, est par conséquent infinie elle-même et indivisible. Qu'est cela, une étendue indivisible? est-ce l'espace? L'espace n'est pas l'étendue réelle, mais l'étendue possible; cette étendue n'est donc pas l'espace, elle n'est rien. Passons sur cette première contradiction. L'étendue infinie et indivisible se développe nécessairement en une infinité de figures, c'est-à-dire qu'elle produit en elle-même une autre étendue, également infinie, mais cette fois divisible. Or, je le demande, cette dernière étendue n'est-elle pas la seule possible et la seule réelle? Et peut-on voir dans l'attribut distinct de sa substance et de son développement autre chose qu'une abstraction qui fait illusion à Spinoza lui-même et qui joue dans ses discours, sinon dans la nature, le rôle d'une réalité?

Spinoza sentait bien qu'il y a opposition réelle entre ces deux ordres d'idées, que les unes sont le développement de la notion du fini, tandis qu'il y a dans les autres la trace et comme le sceau de l'infinité et de la perfection. Il insiste lui-même sur ces différences, il les fait ressortir et les démontre avec rigueur. Pour tout autre que lui, une opposition si complète entre les propriétés entraînait la séparation des substances; mais ayant démontré dès le commencement que la substance est unique, et ne pouvant pas attribuer à la même forme d'existence des propriétés contradictoires, toute sa ressource est d'introduire ces idées intermédiaires et de masquer une contradiction véritable sous une distinction toute nominale et artificielle.

La plus redoutable attaque qu'ait jamais essuyée l'autorité souveraine de la raison, c'est la dialectique de Kant, armée des *antinomies,* qui l'a dirigée contre elle. L'illustre auteur des *Leçons sur la Philosophie de Kant* résout toutes les contradictions signalées par l'école critique en rétablissant dans les choses la distinc-

tion des deux natures, et dans l'homme la distinction des deux facultés, la raison et l'expérience. Mais qu'aurait pu répondre Spinoza, qui n'admet qu'une seule nature, et ne reconnaît que la raison?

Si le monde était nécessaire, s'il se suffisait à lui-même, toute la philosophie consisterait à l'expliquer, et on ne chercherait rien au delà. Le monde est contingent; donc la pensée le dépasse et cherche au delà des phénomènes la cause qui les produit. Assigner une cause à un effet, si on n'explique pas en même temps pourquoi cet effet est produit par cette cause, c'est résoudre seulement la moitié du problème. Les panthéistes, il est vrai, donnent au monde une cause nécessaire; mais, libre ou fatale, pourquoi cette cause produit-elle le monde? Ils ne sauraient le dire, à moins de démontrer que, pour que l'infini soit parfait, il faut y ajouter encore quelque chose, à savoir l'imperfection. Ils ont beau nous opposer que, quand même Dieu pourrait produire le monde au dehors, on ne comprendrait pas qu'il voulût le produire : comprend-on davantage qu'il le produise au dedans et qu'il ne puisse s'en passer? Spinoza n'a rien démontré, car ce n'est pas démontrer son hypothèse que de réfuter tous les autres, ni prouver la légitimité d'un principe que de l'attacher solidement à ses conséquences; il n'a simplifié aucun problème, car il est plus aisé de concevoir deux êtres différents que deux natures différentes dans un même être. Sa gloire est d'avoir créé un système plein de puissance et de génie, auquel il ne manque rien que de ne pas reposer sur une erreur.

Il faut en venir à cette conclusion : il y a un Dieu, et au-dessous de Dieu est le monde, qui existe hors de Dieu et par la volonté de Dieu. Le monde a été créé, c'est-à-dire que Dieu l'a fait librement et l'a fait de rien. On s'écrie que la création n'est pas intelligible. J'en conviens, et j'ajoute que toute autre théorie est contradictoire.

Ou le monde se suffit à lui-même, ce que personne ne soutient; ou il ne fait qu'un avec Dieu, ce qui est le système de Spinoza; ou la substance lui appartient en propre, et il ne reçoit de Dieu que ses phénomènes et leurs lois, ce qui est le fond du manichéisme; ou enfin Dieu produit les phénomènes et leur substance, c'est-à-dire qu'il est créateur.

S'il existe un préjugé inintelligible, c'est la peur de certains esprits pour ce mot de création. Ils croient pouvoir nier à la fois la création et la nécessité du monde. Ils ne savent pas que, si le monde est nécessaire aujourd'hui, il l'a toujours été; que, s'il est contingent aujourd'hui, aujourd'hui même il est créé, c'est-à-dire qu'il est à cette heure tiré du néant, et qu'enfin, s'il y a quelque différence entre créer le monde une première fois et le créer une seconde, cette différence n'est pas dans l'acte créateur, mais dans l'opinion que s'en forme notre esprit. Descartes était plus conséquent; ne voulant être ni panthéiste ni manichéen, il a admis la création, et la création continuée.

Le panthéisme a des partisans en Allemagne; il n'en a jamais eu en France, ou du moins jamais de sérieux. La raison en est toute simple : il a le bon sens contre lui.

Suis-je éveillé? ai-je conscience de moi-même? Non, non, ce n'est pas une illusion; je me sens, je me vois, je me possède. Je suis un être distinct et séparé, qui a ses facultés, ses besoins, ses espérances, qui réagit sur les autres êtres, qui leur résiste, qui en triomphe, qui améliore sa propre nature, et ne doute ni de son passé ni de son avenir. Je n'ai en moi nulle idée plus ferme et plus claire que celle de ma propre vie; il n'en est point à laquelle je puisse la sacrifier et la soumettre; je

pourrais aussi bien arracher ma vie et mes entrailles et la jeter loin de moi, que de renoncer à mon individualité propre, malgré le cri de ma conscience et l'évidence de ma raison. En présence d'une conviction aussi ferme, les déductions les plus rigoureuses ne sont plus que des sophismes. Elles ne m'ébranlent pas. Ce Dieu dans lequel vous voulez me confondre n'est ni le Dieu de mon esprit ni le Dieu de mon cœur. Je serai récompensé ou puni dans la forme que Dieu m'a donnée : voilà ma foi; c'est la foi de l'humanité. Spinoza, malgré son génie, ne m'arrachera pas à moi-même.

JULES SIMON.

L'ILE DE TINE.

De toutes les îles de l'archipel grec, Tine est peut-être la moins connue; sa position la met en dehors de tous les itinéraires. Aucun reste précieux des temps passés ne la recommande à l'archéologue, aucun grand souvenir au poëte, aucun attrait commercial à la cupidité mercantile; aussi, savants, rêveurs et marchands se contentent-ils de jeter en passant un regard à la silhouette bleue de ses rochers. J'allais sans doute en faire autant, lorsqu'une circonstance particulière, peut-être aussi ma bonne étoile, en décidèrent autrement. En partant de Malte pour faire dans le Levant un long voyage, j'avais eu l'intention de me rendre directement à Athènes, mais je fus arrêté à Syra par un obstacle imprévu. Le paquebot qui m'avait amené allait à Constantinople, celui sur lequel j'avais compté pour atteindre le Pirée venait d'Égypte, il était en quarantaine, et, si je mettais le pied à son bord, j'étais condamné, sinon à la peste, du moins à huit jours de prison. Force me fut de débarquer et d'attendre une occasion meilleure.

Je m'inquiétai peu d'abord de ce contre-temps ; Syra était fort triste, me disait-on, mais Syra n'était-ce pas déjà la Grèce, et pouvais-je voir assez tôt cette patrie de mes rêves? Malheureusement, dès le soir même, j'avais pris en haine cet odieux rocher; pour la première fois depuis mon départ, le désenchantement était venu, et l'ennui le suivait. Plusieurs jours s'écoulèrent lentement dans une attente inutile. Mon seul délassement était de m'accouder à ma fenêtre et de regarder la mer, cette mer Égée si admirable, si souvent chantée par les poëtes. Les yeux perdus au loin, je passais de longues heures à compter les îles qui se détachaient à l'horizon comme des opales sur un lac d'or, d'azur et de lumière. C'étaient Serpho, Délos, Naxia, Mycone, Tine, Paros, Anti-Paros; ces noms harmonieux, que je répétais sans cesse, ranimaient en moi le souvenir du temps où j'avais appris à les prononcer, et, ramenée au pays du passé, ma pensée y suivait curieusement l'enchaînement des circonstances à la suite desquelles j'arrivais, jeune homme, dans cet archipel fortuné dont mes livres d'étude m'avaient tant parlé dans mon enfance.

Un matin, j'étais comme de coutume à mon observatoire, et mes regards cherchaient à pénétrer un nuage de vapeurs roses qui flottait encore autour de l'île de Tine. Bientôt, à l'aide d'une excellente lunette, je distinguai, tant l'air était transparent, des groupes de maisons blanches qui étincelaient au soleil comme de petits diamants. Il y a, pensai-je, dans ce coin du monde que personne ne connaît, dont

le nom même est presque ignoré, des hommes que certainement je n'aurais jamais vus si *l'Eurotas* n'avait été en quarantaine. Je serais curieux de savoir quels peuvent être ces inconnus. Cette curiosité était facile à satisfaire. Je réveillai mon compagnon de voyage; notre hôte nous fréta un caïque; il le paya d'avance, afin de nous éviter tout démêlé avec les matelots grecs. Une heure après, nous sortions du port de Syra.

Les caïques grecs sont fort effrayants pour les étrangers. Extrêmement longs et légers, ils n'ont pas de bord, et voguent pour ainsi dire à fleur d'eau. Les moindres vagues submergeraient ces caïques, si les matelots n'élevaient une sorte de petit bastingage de toile qui rompt la lame et ne la laisse entrer qu'à moitié. Pour plus de sûreté, ils leur font porter une misaine grande comme celle d'un vaisseau de guerre, et placent sur l'avant un petit mât qu'ils surchargent de toute la toile qui est en leur possession. Au moindre souffle, ces étroites embarcations se couchent tout à fait sur le côté, courent sur leur mince bordage, et vous vous trouvez suspendu exactement au-dessus de la mer. Mais les Grecs sont de fort adroits marins, la voilure tombe au premier signe, et les accidents sont rares, malgré la fréquence des coups de vent. Nous n'avions d'ailleurs que cinq lieues à faire, et, pour arriver à Tine, disaient nos matelots, deux heures devaient nous suffire. Il en fut tout autrement. A peine sortis des îlots qui entourent Syra, nous trouvâmes un vent de nord-est très-violent et presque contraire. Il fallut commencer à courir de longues bordées. Le vent, comme toujours, alla fraîchissant tant que monta le soleil; la mer se gonfla peu à peu, les vagues grandirent, se couronnèrent d'écume, se brisèrent en mugissant, et notre caïque, poussé au milieu de cette bourrasque par son immense voilure, ne se contenta plus bientôt de filer avec une effroyable rapidité : il se mit à bondir d'une lame à l'autre, sautant sur toutes celles qui ne sautaient pas sur lui. Quatre hommes avaient peine à vider l'eau qui nous envahissait à chaque minute. Par bonheur nous étions habitués à la mer. A midi, nous n'avions pas fait encore la moitié du chemin, et notre courage fut bientôt mis à une nouvelle épreuve. Parce que nous avions mal dîné la veille, ce n'était pas une raison pour ne pas déjeuner le matin, et nous étions partis à jeun, comptant sur l'hospitalité de certains capucins de Tine dont on nous avait parlé. L'air vif de la mer et les rudes cahots du caïque nous avaient rendu cette abstinence fort pénible. A trois heures, Tine était encore loin, et, pour la première fois de ma vie, je commençai à souffrir véritablement de la faim. Ma curiosité diminuait fort, et mon avis fut de retourner à Syra. Mais comment expliquer notre intention aux matelots? Nous ne savions pas prononcer un mot de leur langue, après avoir dépensé à l'apprendre tant de belles années! Nous eûmes recours à la pantomime. Malheureusement nos *caïdji* avaient été payés, ils étaient de Tine et voulaient retourner chez eux. Ils feignirent de ne pas nous comprendre. Nous nous fâchâmes en italien, nous jurâmes en français; tout fut inutile. Il fallut regarder le ciel en soupirant et prendre patience; pourtant, d'heure en heure, le mal empirait.

Tout à coup une idée me vint : nos hommes avaient peut-être des provisions. J'interpellai l'un d'entre eux. Malgré le peu de succès d'une première tentative, j'eus encore une fois recours au langage des signes. Je me posai en face du matelot et lui exprimai mes souffrances et mon désir par un geste fort simple, qui consistait à introduire dans ma bouche, toute grande ouverte, le doigt indicateur de la main gauche. Le Grec sourit d'un air si intelligent, que j'en tressaillis d'aise; il tira de sa poche un grand cornet de papier, y prit une poignée de tabac, en bourra une

longue pipe dont je m'étais muni, après quoi il battit le briquet, et me la présenta tout allumée. Mon compagnon se mit à rire, et, faute de mieux, je me décidai à fumer.

Vers le soir, le vent faiblit, quoique toujours contraire; la mer se calma; les *caïdji* parèrent leurs avirons. Alors, plus rassurés et nous sentant moins rudement secoués, nous éprouvâmes tous les deux cet invincible besoin de dormir qui accompagne toujours le besoin excessif de manger. Je me couchai dans mon caban à l'arrière du caïque, et, bien que mouillé jusqu'aux os par cette eau de mer qui a la propriété de ne jamais sécher, je m'endormis d'un sommeil lourd et agité. Je conservais dans cet état les perceptions de la vie active, et j'écoutais, il m'en souvient, malgré moi, avec une impatience fiévreuse, un chant d'une monotonie insupportable que nazillait, en ramant, un de nos marins. Quand je m'éveillai, j'étais écrasé de lassitude Le soleil touchait à l'horizon, et nous pouvions distinguer les arbres de Tine. Toutefois, pendant trois mortelles heures encore, nous louvoyâmes en vue de l'île. Il était complétement nuit lorsqu'une dernière bordée poussa notre caïque contre la misérable jetée d'un pauvre village.

Nous débarquâmes sur ce petit môle désert. Nos Grecs nous mirent nos sacs sur les bras, nos pipes à la main, puis ils amarrèrent leur caïque, plièrent leurs voiles, et quand cette opération fut terminée, sans nous rien dire, sans plus s'inquiéter de nous, ils s'en allèrent en sifflant chacun de son côté. Lorsque le bruit de leurs pas se fut perdu dans la nuit, nous nous trouvâmes seuls, chancelants de faiblesse et grelottants de froid dans nos habits trempés. Toutes les maisons du village étaient fermées, on ne voyait aucune lumière, et l'on entendait seulement quelques chiens aboyer dans le lointain. Interdits tous les deux et ne sachant que devenir dans ce pays inconnu, nous nous regardâmes en silence, nous interrogeant de l'œil; puis d'un commun accord nous nous mîmes en marche et suivîmes à l'aventure une des petites rues du village.

Nous n'avions qu'un seul espoir. Je savais qu'à Tine était un Grec qui portait le titre d'agent consulaire de France. Mais où habitait-il? à qui nous adresser et comment nous expliquer? Toujours marchant et de plus en plus inquiets, nous étions arrivés au bout de la ruelle sans avoir rencontré un être humain. Mon courage m'abandonnait. C'était une perspective peu attrayante que de passer la nuit en plein air, couché sur le pavé, exposé au froid, après vingt-quatre heures de jeûne, et dans un pays où des fièvres terribles punissent le voyageur de la moindre imprudence. J'allais toutefois m'y résoudre, lorsque mon regard fut attiré par un rayon de lumière imperceptible qui se glissait à travers la fente d'un contrevent. Je courus coller mon œil à cette fenêtre, et m'assurai que la maison était éclairée intérieurement. Alors sans plus de façon je poussai la porte; elle céda, et nous nous trouvâmes vis-à-vis d'un homme portant l'habit européen. Il lisait devant une petite table; en nous voyant entrer si brusquement, le pauvre diable se leva d'un air fort effrayé.

— *Signore, parlate italiano?* lui dis-je. Il répondit affirmativement; nous nous crûmes sauvés.

— Nous ne sommes pas des voleurs, monsieur, continuai-je, mais de pauvres voyageurs français, et dans une position fâcheuse, je vous assure. Existe-t-il une auberge dans les environs?

— Non, monsieur

— Mais l'on nous recevra sans doute au couvent des capucins?

— Le couvent est fermé, le supérieur est absent, et le frère est malade.

— Mais les Français ont ici un agent consulaire, repris-je.

— *Il signor Spadaro.* Oui, monsieur.

— Soyez assez bon pour nous faire conduire chez lui.

Mon interlocuteur s'était peu à peu rassuré. Il appela un petit Grec à calotte rouge qui dormait dans un coin, le chargea de nos sacs; puis, nous regardant encore une fois avec étonnement, il nous dit de le suivre. Après avoir traversé plusieurs petites rues, nous arrivâmes en face d'un grand mur blanc; un escalier que nous montâmes nous conduisit sur une terrasse toute couverte de fleurs. Une porte était ouverte; sur le seuil se tenaient un petit vieillard coiffé d'un chapeau rond et une grosse matrone de quarante ans, ayant sur les épaules une veste et sur la tête une sorte de turban fait avec les larges tresses de ses cheveux. C'étaient les maîtres de la maison; ils étaient sortis au bruit de nos pas. L'arrivée de deux étrangers couverts de grands manteaux, à cette heure de la nuit, était chose presque miraculeuse dans cette petite île oubliée du monde. Je m'avançai ma casquette à la main.

— *Sta qui il signor Spadaro?* — Le petit vieillard s'inclina en nous regardant.

— *Favoriscano,* nous répondit gracieusement la matrone.

Nous entrâmes dans une grande pièce à murs tout blancs, décorée de plusieurs petits miroirs à cadres noirs, éclairée par deux chandeliers de cuivre supportant, au lieu de bougies, deux globes de verre pleins d'huile. C'est le lumignon le plus ordinaire en Grèce. On nous fit asseoir sur un long divan couvert de cotonnades vertes. Dans le premier instant, nous promenâmes les yeux autour de nous avec curiosité; nous venions d'ôter nos manteaux, et les maîtres de la maison nous regardaient avec quelque surprise. Le petit Grec entra et déposa nos deux sacs au milieu de la chambre, préparant ainsi l'exorde de mon discours. J'expliquai à M. Spadaro qui nous étions et la position fâcheuse dans laquelle nous nous trouvions; après quoi je lui demandai hypocritement si le couvent était bien éloigné et où nous pourrions trouver un asile pour la nuit. Il me répondit que le couvent était fermé, que dans l'île il n'y avait pas de *locanda*, mais qu'il nous priait d'accepter l'hospitalité que lui, notre agent, était heureux de nous offrir. Nous acceptâmes de grand cœur, comme on le pense. Nos hôtes échangèrent à voix basse quelques paroles. La matrone, qui, dans son *favoriscano*, avait prononcé le seul mot italien de son répertoire, nous quitta; M. Spadaro prit place à côté de nous. Aussitôt il se fit un mouvement dans la maison. Je commençais à trouver qu'il y avait beaucoup d'imprévu et de couleur locale dans la scène que nous avions sous les yeux, et je songeai à Télémaque arrivant chez Nestor ou chez Ménélas; il ne manquait, pour que notre réception fût pareille, que de brunes jeunes filles qui nous menassent au bain et nous couvrissent des habits les plus fins.

Tout à coup une porte s'ouvrit, et une charmante Grecque entra; elle vint gracieusement nous saluer et s'assit en face de nous. Je me frottai les yeux; les divers incidents de cette soirée repassèrent devant moi, et je me demandai si j'étais réellement éveillé. Maria Spadaro, car c'était la fille de notre hôte, pouvait avoir seize ans. Sa taille était souple et élancée; ses beaux cheveux châtains, nattés en longues tresses, enroulés d'un châle rouge, entouraient sa tête, et mon regard, attiré d'abord par cette coiffure nouvelle, se fixa charmé sur les traits de la jeune fille. Son profil avait toute la pureté des lignes grecques; ses longs yeux clairs, humides, étaient frangés de longs cils noirs, et l'éclat méridional de ses regards, ainsi voilé,

répandait de l'animation sur tout son visage sans lui rien ôter de sa délicieuse candeur. Ajoutez à cela un teint éblouissant, des lèvres roses, souriantes, des dents d'une blancheur et d'une grâce irréprochables; mettez-vous à la place de deux voyageurs harassés, tombés à l'improviste, la nuit, dans une maisonnette, au milieu d'une île que nul étranger ne visite, et vous aurez une idée de l'apparition qui s'offrit à nous et du ravissement qu'elle nous causa. La jeune Tiniote, avec une simplicité modeste aussi éloignée de la gaucherie que de l'affectation, nous exprima assez difficilement, en français, que nous étions les bien-venus dans la maison de son père, et qu'au nom de toute sa famille, elle nous priait de la considérer comme la nôtre. Accueillir des Français était, nous dit-elle, un bonheur pour les habitants de la Grèce, et, si une chose les affligeait, c'était de ne pouvoir pas nous recevoir aussi bien qu'ils le voudraient. La façon de donner vaut, dit-on, mieux que ce que l'on donne; on pourrait ajouter que la façon de dire vaut mieux que ce que l'on dit. Tout était séduisant dans cette jeune fille, le timbre si pur de sa voix, son attitude, son costume pittoresque, et jusqu'à l'embarras qu'elle éprouvait à parler notre langue, embarras dont elle souriait elle-même en rougissant. Je ne pouvais assez admirer comment, n'étant sans doute jamais sortie de son île, Maria Spadaro avait acquis tout naturellement cette grâce si recherchée des femmes chez lesquelles elle n'est pas innée, et cette aisance charmante si éloignée de la raideur et de la gêne qui rendent trop souvent ridicules, dans certaines parties du monde, les jeunes personnes, même les plus soigneusement élevées. Trois sœurs cadettes, jolies comme leur aînée, entrèrent à leur tour et furent suivies d'un tout petit garçon, le plus drôle et le plus mutin du monde, qui voulut absolument sauter dans nos jambes malgré les représentations de son père.

Je n'ai de ma vie rien vu de plus gracieux que cette jeune famille, qui s'assit en cercle autour de nous. Cependant la conversation continuait avec notre hôte; établi à nos côtés, il nous traitait en vieilles connaissances, nous demandait des nouvelles de la France, des détails sur notre voyage, sur nos intentions, sur nous-mêmes. A ces diverses questions je ne répondais, malgré toute ma bonne volonté, que par monosyllabes; j'avais une idée fixe dont je ne pouvais m'écarter; enfin, mettant de côté toute circonlocution oratoire, je déclarai au consul de France que je mourais de faim. M Spadaro se prit à rire et m'annonça que l'on nous préparait quelque chose à manger. En effet, la porte qui avait donné accès à tant de jolies apparitions s'ouvrit de nouveau. Une servante parut qui portait un plateau. La belle Maria se leva, alla prendre le plateau, qui était d'argent ciselé, d'un luxe hors de proportion avec la simplicité de la maison, et nous le présenta. Je jetai sur la jeune fille un regard effaré, — c'étaient deux verres de limonade. Il m'arriva de réfléchir à l'extrême sobriété des Levantins, et je me demandai avec inquiétude : Serait-ce là le dîner qu'on nous a préparé ? J'avalai mon verre de limonade avec toute la résignation dont j'étais capable. Mais bientôt je fus délivré de mes craintes. Mme Spadaro rentra, ses filles s'empressèrent, l'aînée reçut des mains de la servante une petite table qu'elle dressa devant nous, une autre apporta du linge, la troisième des assiettes. Pendant ces apprêts comme durant le repas, je remarquai que jamais les domestiques ne nous servaient directement ; ils semblaient n'être là que pour faciliter le service à leurs jeunes maîtresses. Chacune d'elles épiait nos moindres désirs, courait, donnait des ordres, et venait se ranger auprès de nous. Quelle différence de cet accueil avec celui que nous aurions trouvé dans des pays plus civilisés! Ce n'était pas de la politesse seulement que nous témoignaient ces pauvres Grecs,

c'était presque de l'affection. Sachant à peine qui nous étions, ils nous traitaient en frères par cela seul que nous étions étrangers et que nous avions besoin d'eux. Je traduisis mes pensées et les exprimai en mon meilleur italien, tandis que nous dévorions, avec une voracité qui réjouissait fort nos hôtes, ce qu'ils avaient placé devant nous. Le repas se composait de croquettes de riz faites de diverses façons; des pigeons rôtis leur succédèrent; des dattes, des figues sèches et des oranges terminèrent, avec un flacon de vin de Samos, cette collation, qui nous ranima. La table fut ensuite transportée dans un coin de l'appartement, et nous nous réinstallâmes sur le divan.

La belle Grecque au turban rouge avait remarqué nos pipes, elle nous les apporta. L'une de ses sœurs nous présenta pour les allumer un charbon et une pincette d'argent. Puis arriva le café. Il nous fut offert sur le plateau ciselé, dans de petites tasses de porcelaine bleue contenues elles-mêmes dans des coquetiers d'argent élégamment travaillés. En Grèce comme en Turquie, au sein des familles les plus pauvres, l'étranger est souvent étonné de la recherche qu'il aperçoit dans tous les objets destinés à son usage; on met à le servir une certaine coquetterie, et ces bonnes gens prennent sur leur propre *confort* pour augmenter celui de leur hôte. Le café, fait à la manière turque, épais et écumant, était délicieux; toute la famille en prit avec nous. Nous fumions depuis un instant, causant avec le père, lorsque Maria fit un signe à l'une de ses sœurs, et toutes les deux passèrent sur la terrasse. Elles laissèrent la porte ouverte. La nuit était superbe au dehors; un rayon d'une clarté douce et vive se projeta dans la salle et fit pâlir les lampes; un courant d'air frais entra tout à coup, chassa la fumée de nos pipes, et nous apporta, au milieu du bourdonnement causé par les ébats du petit garçon, le murmure lointain de la mer. Mes regards, qui suivaient encore les jeunes filles, restèrent fixés, lorsqu'elles eurent disparu, sur un pan de ce ciel de Grèce, si clair, si calme pendant les belles nuits, si lumineux, si brodé de diamants, et qui n'a son pareil en aucun pays Les beaux yeux de la jeune Grecque, peut-être aussi le vin de Samos, avaient mis mon imagination en éveil ; je ne pus m'empêcher de tressaillir lorsque sur le seuil, devant le fond éclatant du ciel, je vis reparaître les deux sœurs, joyeuses, montrant leurs dents blanches et portant chacune un gros bouquet d'œillets rouges. Elles arrivèrent à nous et nous les offrirent. Il y avait dans tous leurs mouvements une grâce, une gentillesse, une naïveté charmantes. Mais Maria surtout attirait mes regards. Sur son beau visage si pur, dans ses longs yeux adorables d'innocence, on lisait je ne sais quelle suave poésie. Je songeais en la regardant à ces femmes au front d'ange qu'évoque un cœur de seize ans et qui viennent se pencher sur nos premiers rêves. Ah! jeunes filles, me disais-je tout bas, vous êtes vous-mêmes des fleurs plus fraîches que celles que vos mains cultivent. Toute idée de galanterie et de remercîment banal était loin de moi; détachant une fleur du bouquet, je dis à Maria que celle-là serait rapportée en France et conservée dans ma famille en souvenir d'elle et de son île, où l'on nous recevait si bien. Maria traduisit aussitôt à ses parents ce que je venais de lui dire.

Cependant la nuit s'avançait, je m'aperçus que quelque chose contrariait nos hôtes; ils avaient ensemble des conférences à voix basse. Les jeunes filles regardaient leur mère, Mme Spadaro interrogeait son mari. Croyant devoir intervenir dans cette discussion inintelligible pour moi, mais dont je devinai que nous étions le sujet, je leur déclarai que nous ne les voulions gêner en rien, et que la pensée de leur causer le moindre embarras troublerait le plaisir que nous aurions à rester

parmi eux. Si c'était des lits qui leur manquaient, qu'ils ne s'en inquiétassent pas: nous étions des voyageurs endurcis, habitués à fort bien dormir sur le plancher. Alors M. Spadaro m'avoua qu'en effet leur embarras était grand : ils étaient forcés de nous faire coucher tous les deux dans la même chambre; il nous en demandait mille fois pardon.

— *Che volete,* nous disait-il, *che volete, carissimi signori, il cuor è grande, ma la casa è piccola e tengo molta famiglia.*

On nous conduisit dans notre appartement, c'était celui des maîtres de la maison. Les jeunes filles allumèrent deux lampes, nous demandèrent si rien ne nous manquait, et toute la famille nous salua en nous souhaitant une bonne nuit. Je me trouvai en possession du lit nuptial de Mme Spadaro, grand lit gothique dont les colonnes torses et les ais d'olivier sculptés eussent fait l'admiration d'un antiquaire moins fatigué. Je n'accordai ce soir-là à ces curieux ornements que fort peu d'attention; mais, plus tard, voyageant encore dans l'Archipel, j'eus lieu plus d'une fois de me désespérer à la vue de plusieurs meubles de la même époque, condamnés par leur poids à rester éternellement en Grèce, et dont les exquises ciselures étaient des chefs-d'œuvre ignorés d'artistes inconnus. A tous les voyageurs qui iront à Pathmos, je recommande surtout un bahut et un dressoir oubliés dans un grenier du couvent de Saint-Jean. En fait d'orfévrerie sur bois, je n'ai jamais rien vu d'aussi merveilleusement fouillé, d'aussi délicatement fini. D'où viennent ces meubles? Je ne sais. A Paris, ils feraient la gloire du cabinet de l'amateur le plus scrupuleux; en Grèce, ils sont employés à conserver des oignons.

Un gai rayon de soleil qui tombait droit sur mes yeux me réveilla le lendemain. Je regardai autour de moi avec surprise. Où étais-je? Comme il arrive souvent après un repos profond, j'avais complétement perdu le sentiment du lieu où je me trouvais; les souvenirs de la veille me revinrent graduellement. Je me levai avec empressement, ayant hâte de revoir au grand jour nos nouveaux amis. Comme je m'habillais, on entr'ouvrit doucement la porte; c'était la signora Spadaro; elle guettait notre réveil pour préparer le café, qu'elle nous apporta immédiatement. La jeune famille était fraîche et gracieuse plus encore que la veille. Maria, avec ses yeux limpides, avait un teint de rose blanche. Ses longues tresses et le châle rouge qui avait mérité nos compliments entouraient toujours sa tête. La bonne mère s'était parée d'une veste gris perle ourlée d'une petite broderie d'or. Le signor Spadaro lui-même avait endossé une belle redingote bleue et un gilet jaune qui sans doute n'avait jamais vu que le soleil des dimanches. Il vint nous serrer la main, et chacun s'empressa de nous demander de nos nouvelles. La veille, nous avions manifesté le désir de visiter l'île; tout était préparé pour notre excursion : trois mulets nous attendaient. S'excusant de ce que son grand âge et ses rhumatismes l'empêchaient de nous accompagner, notre hôte nous présenta un de ses parents qui, plus jeune, quoique déjà voûté, se chargea de nous conduire; des tapis furent placés sur les bâts de nos montures, nous nous installâmes par-dessus le tout, et promîmes en partant d'être de retour pour le dîner.

Sept heures sonnaient à la pendule de bois de notre hôte, lorsque nous nous mîmes en marche, suivis d'un domestique qui courait prestement à pied, malgré l'ampleur démesurée de son pantalon de toile verte, vêtement adopté par tous les marins des îles. Notre guide nous précédait; je ne pus m'empêcher de soupirer à la vue de son accoutrement. En Grèce, comme ailleurs, toute originalité disparaît, l'habit national y devient de plus en plus rare, et notre costume disgracieux s'y

multiplie. A Athènes, le roi Othon essaie en vain de lutter contre l'invasion du chapeau de castor et du pantalon à sous-pieds, en portant toujours le fez rouge et la fustanelle albanaise; son exemple n'est pas suivi; tout au contraire, on assure qu'en adoptant ce costume, le roi n'a pas peu contribué à le faire abandonner de ses sujets bien-aimés. La reine, malgré toute sa jeunesse, sa grâce charmante et son extrême beauté, n'a pu, non plus, maintenir à sa cour le *taktycos* brodé d'or et la tunique de Smyrne. Les modes de M[lle] Baudran y règnent en souveraines, et la reine elle-même, après avoir longtemps résisté, a dû les subir. Aux fêtes solennelles seulement, on voit reparaître quelques-uns de ces habits si riches et si élégants. Les uniformes des troupes, dont la tenue est d'ailleurs remarquable, sont coupés selon l'ordonnance de Munich. Un seul régiment, et celui-là est magnifique, a conservé la guêtre et la veste de palikare aux couleurs de la Grèce. Encore le goût bavarois a-t-il cru devoir enter sur cette veste bleue de ciel, brodée d'argent, dont la légèreté fait la grâce, un large collet rouge avec agrafes et galons, ridicule on ne peut plus et parfaitement incommode pour le soldat pendant les grandes chaleurs. Dans les îles, même les plus éloignées, tout ce qui appartient à la classe aisée a adopté la mode continentale. Notre guide, pour nous faire honneur sans doute, portait un habit bleu barbeau orné de boutons de métal larges comme des patères; son pantalon, de couleur lilas, soumis à une tension trop forte, avait rompu toute entrave, et à chaque mouvement du mulet il remontait, laissant voir de plus en plus deux longues jambes couvertes de bas chinés, et terminées par deux escarpins à rosettes. La tête du parent de M. Spadaro, coiffée d'un chapeau bien luisant, était haut-guindée sur une cravate de couleur douteuse, et emprisonnée dans un de ces cols gigantesques que l'on pardonne si difficilement aux épiciers de la rue Saint-Denis, et qu'on voudrait ne pas retrouver dans le pays où vécut Alcibiade. Les deux pointes acérées de cet instrument de torture se dressaient fièrement, menaçant les yeux du pauvre homme chaque fois qu'il tournait la tête, coupant ses joues et comprimant odieusement son honnête figure. Tel est ou à peu près le costume actuel d'un dandy dans les Cyclades.

Nous suivions un chemin raide et pierreux qui se dirige en droite ligne vers une montagne assez élevée, point culminant de l'île, que couronnent les ruines d'un château fort du moyen âge. Parvenus à une certaine hauteur, nous eûmes à lutter contre un vent très-violent dont nous garantissaient fort peu les murs à hauteur d'appui qui bordaient le chemin. Ces vents de nord-est, qui soufflent régulièrement pendant tout l'été, assainissent les îles, en chassent les miasmes dangereux, et il est à remarquer que, dès qu'ils cessent, les fièvres commencent; mais il faut aussi attribuer, en grande partie, à la violence de ces vents l'infertilité des Cyclades. Tine est l'une des plus vertes; elle est cultivée presque entièrement, avec opiniâtreté, en dépit de la nature. A défaut de terre, on y laboure les pierres, et nous pûmes voir que des champs de blé ou d'orge chétifs et un assez bon nombre de figuiers récompensent le travail des habitants. Ce jour-là, ils faisaient leur récolte. Ces pauvres Grecs, coupant avec peine la paille rabougrie qui croît dans leurs petits champs entourés de murailles, nous faisaient tristement songer à nos belles moissons de France, si animées et si joyeuses. Au bout d'une heure, le chemin étant devenu impraticable pour nos montures, nous les confiâmes au domestique grec, et ayant continué à pied notre route, nous arrivâmes à un village tout à fait abandonné et tombant en ruines. Rien de plus triste que ces maisons fermées, dont les propriétaires sont morts, et qui, autrefois pleines de mouvement, n'entendent maintenant

que le bruit des pierres que le vent ou le temps détachent de leurs murs. Sur la porte de l'une de ces maisons, je remarquai une plaque de marbre portant un écusson armorié. Sans doute elle avait été habitée par le descendant de quelque grand de Venise ; mais aujourd'hui, quoiqu'en apparence moins pauvre que les autres, elle est également déserte et silencieuse. Je ne sais si je suis seul à penser ainsi, mais les restes d'une petite tour isolée, les débris d'un pauvre fief inconnu, parlent plus vivement à mon âme que les ruines les plus grandes et les plus célèbres. Les monuments de l'antiquité que tout le monde admire ont leurs chroniques; l'histoire à la main, on peut, jusqu'à un certain point, les reconstruire en imagination, les ranimer, y replacer les personnages qui les habitèrent, se figurer les scènes dont ils furent le théâtre, tandis que, pour ces pauvres débris que nous rencontrons çà et là, tout est incertitude et mystère. Rien ne parle de leur vie d'autrefois ; le nom de leurs habitants est depuis longtemps oublié, et l'on ne peut s'empêcher de donner un soupir à ces existences qui n'ont laissé aucune trace, à ces destinées inconnues retombées dans le néant, à ces pierres qui s'écroulent, présageant au voyageur ce qu'il adviendra de la maison paternelle et de lui-même.

Cette maison, qui portait encore l'écusson de ses anciens maîtres, me frappa plus que toutes les autres : je crois la voir encore. Je m'imaginai que, dans ces murs délabrés, quelque drame tendre s'était jadis accompli, dont nul ne gardait souvenir. Par un rapprochement d'idées bizarres, tout en rêvant à la jeune fille de ce roman inconnu, je pensai à Maria Spadaro, dont je lui donnai les traits, et à l'héroïne de Bernardin de Saint-Pierre, dont je lui prêtai l'histoire. Je me rappelai ces deux masures, voisines des Pamplemousses, auprès desquelles le poëte de l'île de France alla s'asseoir un jour, et ce vieillard qui, devant les cabanes détruites de ses anciens amis, lui conta ce triste et doux poëme qu'on nomme *Paul et Virginie*.

Au delà du village, le chemin est tellement raide, qu'il fallut grimper en nous aidant des mains. Nous arrivâmes aux ruines du château. Ces débris, enveloppés d'une brume épaisse et froide, me parurent d'un intérêt médiocre, mais un souvenir important s'y rattache.

Depuis l'an 1207, Tine était au pouvoir de la république de Venise, lorsque, en 1714, les Turcs, tant de fois battus, reprirent courage et envoyèrent une armée en Grèce. La flotte traversa l'Archipel et s'arrêta devant Tine. La situation de cette île la rendait un poste fort important. Tine était bien fortifiée, et les Vénitiens avaient pu s'y maintenir, malgré de fréquentes attaques, pendant toute la guerre de Candie. Par malheur, la défense de la forteresse était alors confiée au provéditeur Bernardo Balbi, homme sans courage et sans résolution. Il s'effraya à l'apparition des vaisseaux turcs, et, malgré les prières et les larmes des habitants qui, à grands cris, demandaient à se défendre, il se rendit à la première sommation. On le laissa s'embarquer avec sa garnison, et il arriva à Venise, où il fut condamné à passer en prison le reste de sa vie. Ce fut une juste punition de sa lâcheté, mais la république n'en perdit pas moins une île importante, et les malheureux Tiniotes furent livrés à la rigueur de leurs nouveaux maîtres, qui déportèrent plus de deux cents familles sur la côte d'Afrique. Les Turcs vainqueurs se dirigèrent vers la Morée, et leur marche fut une suite de triomphes En peu de mois, presque sans coup férir, ils reprirent successivement Corinthe, Argos, Napoli de Romanie, Modon, tout le Péloponèse enfin et la plupart des îles. En cinquante ans, combien les Vénitiens n'avaient-ils pas dégénéré ! Comment reconnaître, dans ces armées qui n'osent pas même attendre l'ennemi, les fameux défenseurs de Candie et les hardis

marins qui tant de fois avaient détruit les flottes ottomanes! La reddition de la forteresse de Tine par Bernardo Balbi est la dernière page de l'histoire des débris que nous avions sous les yeux.

Notre cicerone nous assura que, par un temps clair, la vue était admirable de cet endroit, et embrassait presque tout l'archipel; mais, comme pour le moment la vue s'étendait à peine à deux pas, et que le froid devenait de plus en plus piquant, je fus d'avis de rebrousser chemin. Pour retrouver sa route, notre homme cherchait à terre la trace de nos pas, et. malgré la facilité que lui donnait pour cette opération son dos courbé en faucille, il nous égara. En notre qualité de montagnards, nous nous crûmes obligés de guider notre guide; il nous suivit à regret; pourtant nous nous retrouvâmes bientôt dans le hameau abandonné.

Alors seulement le parent de M. Spadaro nous apprit que dans ces ruines vivait un vieil ermite. Curieux de voir un homme qui n'était pas épouvanté d'une pareille solitude, nous priâmes notre cicerone de nous conduire vers sa retraite. Il nous mena devant un long bâtiment ayant l'aspect d'un couvent, et délabré comme toutes les maisons du village. Le toit tombait en ruines; l'herbe croissait sur le seuil; rien n'annonçait le passage d'un être humain. Un mauvais contrevent pendait à demi détaché à l'une des ouvertures; le vent le faisait battre par moments, et il criait en tournant sur ses gonds. Nous frappâmes; personne ne répondit. Notre guide ouvrit une porte voisine, nous fit entrer dans une chapelle pauvre, mais propre et tenue. dans sa misère, avec un soin remarquable. Il frappa à une porte latérale; cette fois presque aussitôt un bruit de pas se fit entendre, et une voix demanda en grec qui nous étions. Le cicerone se nomma, et la porte s'ouvrit. Nous vîmes un vieillard vert encore, qui, sur quelques mots de recommandation prononcés à voix basse, nous salua fort gracieusement et nous pria d'entrer. Après nous avoir fait suivre un long corridor, l'ermite, qui parlait italien, nous introduisit dans sa cellule. Elle était des plus pauvres; le mobilier consistait en une méchante table et deux bancs de bois chancelants, sur lesquels nous nous assîmes. Tout en expliquant au solitaire le motif innocent de notre visite, je le regardais avec curiosité. C'était un homme d'une soixantaine d'années; son visage était beau et distingué, il ne portait pas de barbe. Son front large, à peine garni de quelques cheveux blancs, était jaune et poli comme le vieil ivoire. Sa soutane de serge noire, pareille à celles de nos prêtres catholiques, était de la plus grande propreté. Peu à peu la conversation s'engagea: l'ermite m'apprit qu'il était Polonais, établi depuis quinze ans dans cet ancien monastère, où il vivait seul. Un enfant venait chaque matin servir sa messe et lui apporter les vivres de la journée. C'était du pain ordinairement, quelquefois un peu de riz; cette nourriture frugale ne l'empêchait pas, nous disait-il en frappant sur sa large poitrine, de se porter à merveille. Il nous demanda d'où nous venions et ce qui se passait dans cette Europe dont il n'avait pas de nouvelles depuis tant d'années. En France, Louis-Philippe régnait-il encore? Le solitaire paraissait aimer fort peu notre gouvernement actuel; lui aussi s'inquiétait donc de politique! — Êtes-vous catholiques? reprit-il. Sur notre réponse affirmative, il nous parla avec plus de confiance. Il avait beaucoup voyagé dans sa jeunesse; il avait servi, il était allé en France, mais quand? et qui était cet homme? pourquoi avait-il quitté sa patrie, sa famille, ces affections qui nous font vivre? par quel sentier était-il arrivé à ce triste monastère? Tout à l'heure j'avais cherché un mystère dans les ruines d'une pauvre maison: quelle histoire bien autrement curieuse ce vieillard devait avoir dans ses souvenirs! que de questions j'aurais voulu lui adresser! J'essayai plu-

sieurs fois, mais toujours il me répondit vaguement et détourna la conversation avec le tact exquis d'un homme parfaitement élevé. Cette distinction qui perçait dans ses moindres paroles, dans son geste, dans le son de sa voix, me surprenait plus que tout le reste. Après de nouvelles tentatives, infructueuses comme les précédentes, je cessai, par discrétion, de l'interroger sur son passé; nous causâmes des choses de ce monde. Il parlait bien et volontiers, nous questionnait avec esprit et bonne grâce. C'était un de ces vieillards qui font plaisir à voir. Ses grands yeux bleus exprimaient une sérénité si douce, que je le crus sur parole lorsqu'il m'assura que les plus heureuses années de sa vie étaient celles qu'il avait passées dans sa solitude. « Vous faites bien de voyager, nous dit-il; mais, dans les pays que vous parcourrez, dans les hommes que vous rencontrerez, tâchez de ne voir que ce qu'il y a de bon : le mal est le même partout. Faites en sorte que, de retour dans vos familles, vous puissiez sans crainte regarder la route que vous aurez suivie. » Il n'y avait rien de doctoral dans les discours du vieillard, et l'expression de sa voix était singulièrement touchante Nous ne pûmes entendre sans émotion ces conseils paternels qui venaient nous chercher sur cette montagne si éloignée de notre pays, dans ce vieux monastère lézardé, au bruit du vent qui pleurait dans les corridors en ruines.

Une heure s'écoula rapidement à écouter les exhortations du vieillard. Lorsque nous nous levâmes pour partir, il nous accompagna jusqu'à sa porte.

« Chers enfants, nous dit-il en nous quittant, vous êtes les seuls étrangers que j'aie vus depuis quinze ans; je vous remercie, votre visite m'a fait du bien. Dieu a voulu que nous nous rencontrions sur ce rocher, qui n'est ni votre pays ni le mien : espérons que nous nous retrouverons là-haut, c'est la commune patrie. » Et du geste il nous montra le ciel éclatant où s'éleva son regard; ensuite il nous tendit la main; je lui demandai de prier Dieu pour moi, et nous nous quittâmes. Après avoir fait quelques pas dans les décombres, je me retournai au moment de perdre de vue l'ermitage. Le vieux prêtre était toujours debout sur le seuil de la porte ouverte; il nous suivait du regard. Je lui dis encore une fois adieu; il me salua de loin, puis je le vis passer la main sur ses yeux comme s'il eût essuyé une larme; presque aussitôt il se retourna, et la porte se ferma brusquement derrière lui. Il était rentré dans sa solitude, où nul peut-être ne viendra jamais. Un matin, l'enfant grec le trouvera couché sur son banc de bois; son âme sera partie pour le ciel, et avec elle le secret de sa vie. N'est-il donc pas sur la terre un foyer où la place de ce vieillard soit restée vide, où, le soir, l'on se demande ce qu'il est devenu? N'est-il pas une bouche qui prononce son nom, pas un cœur qui garde son souvenir? Ces tristes questions se pressaient en moi, tandis que je marchais dans la route pierreuse. Nous arrivâmes bientôt à l'endroit où nous attendaient nos mulets, et nous reprîmes place sur nos tapis

Pendant notre visite au solitaire, le vent avait balayé les brouillards du matin; lorsque nous nous remîmes en marche, le ciel était magnifique; un soleil resplendissant, un soleil de Grèce, éclairait la campagne. Tine (l'ancienne Ténos) est creusée circulairement en forme d'entonnoir très-évasé. On n'y voit plus trace des grandes forêts qui la couvraient autrefois au dire des anciens, et rien ne subsiste du beau temple, témoignage de la reconnaissance des habitants, délivrés jadis par Neptune d'une population de reptiles qui envahissait l'île et menaçait d'y dévorer toute la population humaine. Les serpents ont disparu comme le temple, et les habitants actuels, ignorant le fléau qui épouvanta leurs ancêtres et l'origine du nom de leur île,

qui remonte à ce fléau, ne se doutent pas non plus que les savants des pays civilisés s'inquiètent de savoir si le nom de Tine dérive du mot grec τῆνος ou du mot phénicien *tannoth* (serpent, dragon). Sans trop se soucier d'où il vient, ils le prennent pour ce qu'il est, le prononcent Tino, et cela leur suffit.

A défaut de forêts, les coteaux sont revêtus d'un grand nombre de figuiers et de mûriers qui, sans atteindre jamais une haute croissance, n'en donnent pas moins un ton vert et riant au paysage. Une soixantaine de villages blancs à toits plats, et d'églises avec leurs clochers en forme de minarets, qui annoncent l'Orient, se dressent au milieu de ces arbres et se détachent vigoureusement sur leur sombre feuillage. Un ruisseau, pompeusement nommé *fiume*, traverse l'île et la féconde. Au lever d'un beau soleil de mai, tout cela était éclatant de lumière et de verdure; la mer entourait ce frais paysage de son grand cadre d'azur; et nous pouvons, puisque nous sommes au pays des pierreries et du langage figuré, nous servir d'une comparaison de Mahomet, en disant que, par cette belle matinée, l'île de Tine semblait une émeraude enchâssée dans un immense saphir.

Toutefois, il faut bien le dire, si la fertilité de Tine frappe vivement le voyageur et appelle de si orientales comparaisons, c'est moins par ce qu'elle est réellement que par le contraste qu'elle oppose à la désolation des îles voisines; son éclat n'est que relatif. Cette végétation phénoménale dans l'Archipel serait en France moins qu'ordinaire. Les Cyclades, que les poëtes nous dépeignent si riantes, sont en général d'une aridité désespérante pour l'imagination. Que d'illusions s'envolent quand on arrive en Grèce! Lorsque, venant d'Europe, quelques heures après avoir, pour la première fois, entrevu dans un vague lointain la terre du Péloponèse, le voyageur double enfin le cap Matapan, il éprouve un premier mécompte; on lui désigne à droite, sous le nom de Cerigo et comme habité par six soldats anglais, un rocher chauve et aride comme les côtes de Provence. Cerigo n'est autre que cette île des amours dont le climat était si énervant, dont les myrtes, les citronniers fleuris, exhalaient de si suaves parfums au temps où elle se nommait Cythère, où Vénus était sa souveraine. Puis vous rangez Milo, Anti-Milo avec son turban de nuages qui la couvre perpétuellement comme une ombrelle, Paros, Anti-Paros, Syra; partout la même désolation. Si vous poussez plus loin votre voyage, vous retrouvez encore, à l'autre bout de l'Archipel, la même stérilité, et, jusqu'à Nicaria et Pathmos, la plupart des îles ne sont que des masses de rochers non-seulement sans végétation, mais sans apparence de terre végétale. Cependant nier que ces îles aient été cultivées serait contredire un trop grand nombre de témoignages. Autrefois, assurent les anciens, elles étaient couvertes de forêts. Il faut croire alors que la destruction de ces forêts est la cause de la stérilité actuelle des Cyclades, c'est du moins la seule raison qu'on en puisse donner. En général ces îles, au lieu d'être, comme Tine, creusées intérieurement, se dressent en forme de pyramides ou s'arrondissent en dômes, et, du côté de la mer, présentent dans tout leur pourtour des falaises plus ou moins rapides, plus ou moins élevées. En couvrant de terre ces rochers coniques, la nature, toujours prévoyante, y avait jeté des graines qui, devenues arbres, donnèrent au sol l'abri de leur feuillage et le soutien de leurs racines. Les arbres détruits, le sol se trouva mis à nu, et la terre, desséchée, pulvérisée, réduite en cendres par un ardent soleil, attirée par la pente, entraînée d'ailleurs par son propre poids et soulevée par les vents, fut emportée peu à peu dans la mer; rien alors ne resta de ces îles sans doute trop embellies par la fable, rien que le squelette de pierre. Quelques observations viennent à l'appui de cette con-

jecture, que nous croyons la seule acceptable. De toutes les Cyclades, celles précisément qui offrent au regard la pente la plus rapide, comme Anti-Milo, Nicaria, Pathmos, sont aussi les plus arides. Dans celles au contraire où un pli du sol, une déchirure de rochers a permis à la terre de se maintenir, la terre est restée (il y a donc eu de la terre), et quelques buissons rabougris y végètent de leur mieux. Tine, qui ne présente point la conformation des autres Cyclades, a un aspect verdoyant et nourrit en partie ses habitants. Cos, la patrie d'Hippocrate, également aplatie par la nature dans sa partie méridionale, produit un platane gigantesque célèbre dans tout le Levant. Rhodes, dont les abords sont taillés en pente très-douce, est la fertilité même. Il me semble voir encore son merveilleux rivage couvert de bois immenses embrasés par le soleil couchant, et le souvenir de Scio, dont la surface est suffisamment aplanie, m'arrive encore tout imprégné de la senteur de ses forêts d'orangers. Il va sans dire que, si l'on excepte Tine, Naxia, Négrepont et Poros, qui touchent presque au continent, la Turquie a pris sous sa protection toutes les îles productives.

Les rochers, les rochers seuls, appartiennent maintenant à la Grèce, et c'est pour elle un grand malheur. S'il nous était permis d'aborder une question aussi grave, nous dirions que peut-être c'est à la perte de plusieurs îles, autrefois attenantes à son territoire, de Candie surtout, que l'on doit attribuer l'état d'appauvrissement dans lequel végète ce malheureux pays. Obtenir des Turcs la cession de l'ancienne Crète, à l'époque de l'organisation du gouvernement grec actuel, était peut-être le seul moyen de le rendre viable ; les prêts ne lui donnent pas une condition réelle d'existence, et, chose fort remarquable, la nation désapprouve l'emprunt fait aux trois puissances. « L'état s'est endetté, dit le peuple grec, et quel bien en est-il résulté pour nous? Comment a-t-on employé les millions empruntés? Avec une partie de la somme, on a construit un palais inutile ; avec le reste, on le meublera. On a soldé à prix d'or des fonctionnaires allemands qui, une fois enrichis, ont regagné leur pays. Est-il juste que la Grèce se ruine au profit de la Bavière? Que les compatriotes du roi, venus avec lui à Athènes, y jouissent de nos priviléges, nous le voulons bien ; mais alors qu'ils soient comme nous sujets grecs et non pas des étrangers venant chercher fortune; qu'ils s'associent aux destinées du pays, qu'ils y achètent des propriétés et nous les donnent à cultiver. Puis, ajoutent naïvement les Grecs, si jamais l'on était obligé de restituer cet emprunt, comment ferait-on? On prendrait nos maisons, nos bateaux, nos récoltes. » Telle est la défiance qu'inspire un gouvernement qui, n'ayant pas su s'identifier avec la nation, confondre ses intérêts avec les siens, est considéré par les Hellènes non pas comme un pouvoir régénérateur, mais comme une colonie étrangère, à charge au pays et imposée par les circonstances.

Les habitants de la plupart des îles grecques, ne pouvant être agriculteurs sur leurs rochers stériles, où la terre manque, où la culture est impossible, se font presque tous marins et cherchent leur vie dans le négoce. Leur pays ne fournissant pas les éléments d'échange nécessaires, ils sont forcés de s'expatrier; grâce à leur excessive sobriété, ils trouvent à vivre misérablement dans les ports de l'Adriatique, sur la côte d'Italie, à Marseille, en Espagne même, et surtout en essayant de lutter contre l'envahissement du commerce autrichien dans la mer Noire. Cette désertion est ruineuse pour le pays. Il en serait tout autrement si l'on rattachait Candie au royaume grec. La situation de cette île, rempart naturel du Péloponèse du côté du sud, son excellent port de la Suda, sa position intermédiaire entre

l'Afrique et la Grèce, son excessive fertilité, lui assureraient une immense importance. Ses huiles seules suffiraient à l'activité des commerçants et retiendraient dans le pays les marins émigrants dont le nombre augmente tous les jours. En outre, les Candiotes sont Grecs, et ils ont prouvé, il y a deux ans, par leur révolte, combien est vif leur désir d'être réunis à la mère-patrie. Ce désir s'explique plus facilement par l'amour national que par l'intérêt matériel. La domination turque n'est pas pour eux sans avantages. Soumis à la Porte, les Candiotes vivent, il est vrai, dans un état de vasselage, mais par leur activité ils se sont rendus indispensables, et ont acquis une puissance qui rend illusoire celle de leurs maîtres. Légalement ils ne possèdent pas, puisque dans les pays turcs les Turcs seuls sont possesseurs, et que les rayas n'ont ni le droit d'avoir ni le pouvoir d'acquérir; par le fait cependant, ils ont tous les avantages de la propriété. D'abord tributaires et du pacha qui les gouverne et du propriétaire pour lequel ils exploitent, ils s'affranchissent plus tard de la redevance, et l'impôt seul reste à leur charge. Les baux sont ainsi faits que la rente qu'ils doivent payer, eux rayas, au Turc leur maître ou à la mosquée qui les occupe (car les mosquées, comme autrefois les couvents en France, ont, en Turquie, de grandes possessions), va diminuant tous les ans et s'éteint au bout d'un certain laps de temps, en sorte que, sans devenir propriétaires du terrain qu'ils cultivent, ils en acquièrent tout le revenu. Les Turcs, ne travaillant pas par eux-mêmes, sont forcés de subir les conditions de leurs rayas, si onéreuses qu'elles soient, sous peine de laisser leurs terres incultes et de n'en retirer aucun rapport. Aussi dans les pays turcs voit-on les rayas hériter de la fortune de leurs maîtres, et les Grecs s'enrichir au fur et à mesure que les musulmans s'appauvrissent. Seul, le pouvoir arbitraire du pacha peut contrarier cet ordre de choses. Préposé à l'administration d'une île ou d'une province, il s'est fait, pour ainsi dire, le fermier du gouvernement et a pris à bail cette île ou cette province. Souverain absolu, ne relevant que d'une autorité éloignée et peu soucieuse de ses actes, il prélève, par tous les moyens qui lui paraissent convenables, le tribut dû au sultan, et quelquefois, par des exactions cruelles, un second tribut pour lui-même. Mais si des pachas ont fait à leur profit des razzias dans leurs provinces, on doit ajouter que ces exemples de barbarie sont devenus excessivement rares depuis la publication du hatti-scheriff, et les rayas n'ont guère à souffrir maintenant de leur avarice, ni de leur despotisme. Les îles grecques, au contraire, régies par un préfet ayant le titre de gouverneur, sont administrées comme nos départements; la propriété y est reconnue. Malheureusement la pauvreté du trésor, l'administration défectueuse des finances, les dépenses mal entendues du gouvernement, ont amené jusqu'à présent une augmentation successive dans les impôts, dont le poids est tel aujourd'hui et la répartition si mal faite, que l'on voit, chose pénible à dire, les habitants de quelques-unes de ces îles, moins bons patriotes que ceux de Candie, regretter la domination des Turcs!

Si sauvages et si arides qu'ils paraissent d'abord au voyageur, les rochers des Cyclades n'en forment pas moins un *horizon à souhait pour le plaisir des yeux*. Nus, dépourvus de tous les dons de la nature, n'ayant pour ainsi dire pas même de couleur, ils se parent merveilleusement de toute la richesse du climat, de toute la beauté de l'atmosphère, et revêtent les teintes splendides que le ciel leur envoie. Ce sont des prismes admirables établis sur la mer pour refléter le soleil et reproduire, plus belles encore, les nuances, changeantes à chaque heure, de l'horizon oriental. Le matin, avant le lever du soleil, au milieu de cette mer unie et blanche comme un

lac de mercure, les îles se colorent d'un bleu tendre, délicieusement fondu, impossible à définir, qui n'est pas l'indigo et qui n'est pas l'azur, mais qui souvent m'a rappelé cette couleur d'un instant, qui, aux heures de rosée, s'attache comme une poudre légère aux prunes sauvages de nos haies et disparaît plus tard à la chaleur. Le soleil levé, la mer s'enflamme, les rochers se dorent et scintillent comme des topazes. Le soir, ils subissent dans toute sa splendeur l'incendie du couchant, et plus tard rendent dans toute leur transparente pâleur les teintes roses qui lui succèdent. La nuit enfin, au clair des étoiles, on croirait voir d'immenses coupoles bleues, gouachées, par la lune qui se lève, d'un large reflet blanchâtre et entourées d'une ceinture d'argent par la mer qui se brise.

En quittant la maison de l'ermite, nous suivîmes un chemin qui n'était pas un chemin, mais une échelle de pierres. Heureusement nos mulets se sentaient chez eux, ils connaissaient depuis longtemps ces périlleux échelons, qu'ils descendirent avec une agilité de chamois. Notre guide nous apprit que nous allions chez l'évêque. Arrivés au hameau habité par *son éminence*, nous mîmes pied à terre devant l'église métropolitaine, qui n'est en vérité qu'une grande chapelle. Une rue étroite et fangeuse nous conduisit à un petit escalier de fort modeste apparence. Sous la première marche, une truie était couchée, allaitant quelques marcassins. A notre approche, cette progéniture s'effraya, se mit à geindre, se rua dans nos jambes; nous dûmes livrer un assaut pour gagner l'escalier du père spirituel de l'île. Enfin, nous entrâmes dans une petite chambre blanchie à la chaux, entourée de divans, et décorée de lithographies représentant, dans ses différentes phases, l'arrestation du pape Pie VII. L'évêque est un vieillard d'une physionomie douce et grave. Il portait le simple costume de prêtre. Nous le trouvâmes assis devant une petite table chargée de livres. Il se leva et nous fit l'accueil le plus gracieux. Les visites sont trop peu communes à Tine pour n'y pas causer toujours une vive sensation. Nous voyant assis, le vieillard appela une servante, laquelle, par parenthèse, était fort jolie et n'avait sûrement pas la moitié de l'âge requis pour servir un évêque. Elle reçut un ordre, sortit, et presque aussitôt reparut, portant sur un plateau, suivant l'usage levantin, un grand verre d'eau et une coupe de cristal pleine de confitures de roses. Si bonnes que fussent ces confitures, nous n'en avalâmes, selon l'étiquette, qu'une seule cuillerée, puis une gorgée d'eau, et nous nous apprêtions à répondre aux questions que l'évêque nous faisait sur Rome qu'il avait habitée et d'où nous venions, lorsque la jeune servante reparut apportant le café. Quand nous eûmes vidé nos tasses, le prélat nous exprima le regret de n'avoir point de pipes à nous offrir. Je lui demandai s'il fumait; il me répondit que cela lui arrivait quelquefois. Je n'avais garde de perdre cette occasion, unique peut-être dans ma vie, de voir fumer un évêque : tirant de ma poche un étui garni de cigares de Malte, je le lui présentai, il accepta, et bientôt j'eus la satisfaction de voir quatre petites colonnes de fumée s'élever en spirales vaporeuses vers le plafond de la demeure épiscopale. La connaissance étant ainsi faite, la conversation s'établit. L'évêque, qui est le pape de son île, m'apprit que, de toutes les Cyclades, Tine est la plus catholique. Sur une population de moins de vingt mille habitants, il comptait, me dit-il, plus de huit mille fidèles, établis la plupart dans la partie septentrionale de l'île, tandis que les Grecs (1) occupent au contraire le côté du sud. Il avait fondé chez lui une

(1) Dans l'archipel, le nom de Grec se prend ordinairement dans l'acception religieuse. A cette question : Êtes-vous Grec ? on vous répond souvent : Non, je suis catholique.

sorte de petit séminaire où il faisait instruire les jeunes gens destinés à la prêtrise. — Et en France, me demanda-t-il d'un ton de tristesse, où en est la religion? Dans tous les pays que j'ai parcourus, j'ai vu que les Français, reconnus à juste titre pour les hommes les plus aimables de la terre, passaient en même temps pour de véritables païens, ne croyant ni à Dieu ni au diable, et débauchés jusqu'à la folie. — J'essayai, trop inhabile défenseur d'une si sainte cause, de ramener le vieil évêque à une opinion plus juste. Je l'assurai que nous valions infiniment mieux que notre réputation, et que les mœurs, proclamées si légères en France, y étaient peut-être, au contraire, plus sévères qu'en tout autre pays. Je dois avouer que mon discours ne parut aucunement persuader l'évêque de Tine; il avait à notre égard une opinion toute faite. Au demeurant, il me sembla un excellent homme. Je n'oubliai pas, comme on le pense bien, de lui parler de l'ermite. Un instant j'espérai apprendre de lui le mot de cette étrange destinée. — *Il Polonese!* me dit l'évêque, et il me conta ce que je savais de lui; mais quand je voulus le presser de questions, lui parler du passé de cet homme, lui demander qui se cachait sous cette vague dénomination de *il Polonese,* le prélat, soit qu'il ne s'en fût jamais inquiété, ce qui n'est guère probable, soit qu'il n'en eût rien appris ou qu'il feignît de n'en rien savoir, me répondit, en soufflant gracieusement un nuage de fumée, que c'était un saint homme et un bon chrétien. Il me fut impossible d'en apprendre plus. Personne n'a su m'instruire à ce sujet, et maintenant encore, chaque fois que ma pensée se reporte au triste couvent de l'île de Tine, elle en revient plus que jamais préoccupée de son hôte mystérieux.

Après avoir quitté l'évêque, notre cicerone nous fit successivement parcourir plusieurs villages; il paraissait assez flatté d'être notre guide, sa physionomie était pleine de gravité. Les gens que nous rencontrions s'arrêtaient-ils étonnés de voir nos figures étrangères, il se rengorgeait dans sa cravate, se dressait sur son mulet, et les regardait d'un air d'importance sans répondre à leur muette interrogation. Il nous présenta à toutes ses connaissances. Après six visites faites dans le même village, nous entrâmes dans plusieurs maisons isolées. C'étaient celle du docteur, personnage fort considérable, celles des consuls d'Angleterre, de Russie, d'Espagne, etc. Toutes ces bonnes gens sont, bien entendu, consuls *in partibus* sans appointements, sans fonctions aucunes; mais ils en ont le titre, et c'est bien quelque chose dans l'île; c'est bien quelque chose aussi d'avoir le droit de hisser au-dessus de sa maison un grand pavillon bariolé chaque fois que passe en mer un vaisseau de guerre. La plupart ne parlaient pas l'italien, et, je l'ai dit, nous ne parlions pas le grec; la conversation était donc naturellement fort languissante. A l'intérieur, les maisons étaient toutes semblables, blanchies à la chaux, fort proprement meublées et entourées de divans. Elles différaient seulement par le choix des lithographies coloriées qui décoraient les murailles. L'arrestation du pape était remplacée, chez un habitant plus profane, par les aventures lamentables de Mathilde et de Malek-Adel. Ici le *solitaire* avec sa barbe, Ipsiboë avec son écureuil, et quelques autres personnages de M. d'Arlincourt, dépossédaient les héros éplorés de Mme Cottin. Partout le café fut de rigueur; le refuser est une grave impolitesse, de sorte que durant cette matinée, avant de rentrer pour dîner, nous en avions avalé chacun quatorze tasses, par pure politesse, c'est-à-dire à nous deux la ration de vingt-huit Parisiens. Mais il faut ajouter que le café turc, moins brûlé et plus parfumé que le nôtre, broyé et non moulu, bouilli dans l'eau et servi avec son marc, est moins une boisson qu'un délicieux manger qui n'agite pas le moins du monde.

Avant de revenir chez notre hôte, nous nous arrêtâmes au couvent de l'Annonciation. Ce couvent est sans contredit le plus beau monument moderne que j'aie vu en Grèce. Ce n'est pas beaucoup dire. Il est construit en marbre blanc tiré des carrières de l'île. L'architecture ne manque pas d'élégance, bien qu'elle ne soit pas du goût le plus pur. L'église surtout, mélange des styles byzantin et turc moderne, hérissée de sveltes minarets, précédée d'un magnifique escalier, est d'un aspect plein d'originalité. Elle est, à l'intérieur. fort richement décorée et surchargée de dorures, selon la coutume grecque. Ce déploiement de luxe, assez singulier dans une pauvre île, s'explique par une légende. On a, dit-on, découvert dans les fondements de cette église une statue de la madone qui a fait les prodiges les plus extraordinaires. C'est une histoire qui a beaucoup de rapports avec celle de sainte Rosalie de Palerme; mais à Tine s'est établi un pèlerinage bien autrement méritoire que celui du mont Pellegrino. Les croyants grecs ne peuvent pas, comme les croyants siciliens, accomplir leurs dévotions ou leurs vœux rien qu'en faisant une petite promenade; ils ne viennent pas de la ville voisine : c'est de toutes les îles de l'Archipel, de tous les coins de la Grèce et de l'Asie mineure, qu'arrive tous les ans à Tine, après une périlleuse navigation, une foule pieuse et éclopée. Aux uns la vue manque, ils demandent à voir clair; d'autres sont boiteux, ils viennent prier la madone de les faire marcher droit. Quelques-uns, plus désintéressés, se rendent à Tine pour prier seulement. Du couvent de l'Annonciation, leur voix, disent-ils, sera mieux entendue que du coin du monde où Dieu les fit naître. L'église n'occupe qu'une seule aile du long bâtiment; le reste est une grande galerie divisée par cellules. A son arrivée, chaque famille de pèlerins entre en possession de l'une de ces cellules. On lui donne les quatre murs, le toit et un petit fourneau, cela gratis; il est vrai que chacune de ces familles apporte de nombreux présents. Les pèlerins n'ont donc à s'inquiéter que de leur nourriture; ils achètent leur bois, leurs provisions. leur *roba* enfin. Le mobilier d'un Levantin n'est pas considérable : le jour il rêve assis sur un tapis. la nuit il dort couché sur ce tapis. Le couvent est pour eux une fort commode habitation; ils y peuvent rester tout le temps qui leur plaît. Ce pèlerinage est la grande richesse de Tine; cet accroissement de population donne pendant un mois beaucoup de mouvement à son marché et d'ouvrage à ses marins. En outre, les présents offerts à l'église par la piété des fidèles ne laissent pas que d'avoir leur importance. Ils sont de différente nature. Les riches donnent des lampes d'or ou d'argent, des ornements magnifiques, des pierres précieuses; j'ai vu dans l'église de superbes diamants. Les pauvres apportent le produit de leurs champs, les œufs de leurs poules, et jusqu'à leurs pipes. Ces objets sont vendus à l'encan, et le total de cette vente s'est élevé jusqu'à cinquante mille drachmes (1) pour une seule année. Une partie de cette somme demeure au couvent, le reste va grossir le trésor de l'île. Ainsi donc, quand même il ne serait pas une fondation religieuse, ce pèlerinage resterait toujours une excellente spéculation administrative. La chose a été parfaitement comprise par tous les insulaires de l'Archipel; ils sont fort jaloux de ce privilége de Tine. Il y a peu d'années, les habitants d'une île voisine, ceux de Naxie, je crois. prétendirent qu'ils avaient, eux aussi, trouvé une statue de la madone. C'était une Minerve peut-être, mais ils assurèrent que c'était une madone, et qu'elle était capable de faire des miracles tout aussi bien que celle de Tine. En conséquence, ils demandaient à ce qu'on les aidât à construire un couvent;

(1) La drachme vaut environ 18 sous.

il leur fut répondu que c'était assez de madones comme cela, et qu'on n'en voulait plus.

Quoique le temps du pèlerinage fût passé à l'époque où nous visitâmes le couvent de l'Annonciation, quantité de cellules étaient encore habitées, et comme ces pèlerins étaient des hommes du peuple qui n'avaient pas, ainsi que notre guide, de prétentions à l'élégance, nous pûmes observer une variété de costumes fort curieuse. C'étaient des Albanais avec leurs guêtres brodées, leurs vestes pailletées, leurs blanches fustanelles, leurs tailles de guêpes et leurs ceintures garnies de pistolets à crosses d'argent; des femmes hydriotes avec leurs beaux yeux et leurs coiffures en forme de ruches; d'élégantes Smyrniotes portant coquettement sur l'oreille le tactykos brodé d'or; des Grecs de toutes les îles, avec leurs larges pantalons verts et leurs fez rouges à houppes bleues. Notre cicerone semblait fort mécontent de nous voir visiter ce couvent avec intérêt. C'est à peine s'il nous permit de regarder la pierre où fut découverte la prétendue madone. Il avait des sourires voltairiens. Forcé d'entrer avec nous dans l'église, il ne le fit qu'avec une extrême répugnance, comme s'il eût craint de voir s'écrouler sur lui ces murs profanes. Dans sa jalousie de catholique, il jetait à la dérobée des regards moqueurs sur le bonnet rond du prêtre grec qui nous conduisait, il accueillait toutes ses paroles avec des haussements d'épaule accablants d'ironie et d'incrédulité, et je pus remarquer, en cette occasion comme dans beaucoup d'autres, l'extrême froideur, on pourrait dire l'aversion, qui existe à Tine et dans les autres îles entre les catholiques romains et les schismatiques grecs. Dans la vie habituelle, ils n'ont entre eux presque pas de relations, et j'ai toujours cru voir, je dois le dire, que l'intolérance existait surtout du côté du catholicisme. A Tine, cette intolérance est telle que je ne la puis mieux qualifier qu'en la comparant à notre manière d'être, en France, vis-à-vis des juifs.

A deux heures, nous étions de retour chez M. Spadaro. Le couvert était mis dans la grande salle, et je vis qu'en notre honneur il allait y avoir grand gala. Les conviés étaient rassemblés; notre hôte vint au-devant de nous avec une joyeuse bonhomie. Il nous présenta au curé du village, puis à ses frères, anciens marins qui avaient passé leur vie à faire un petit commerce entre Smyrne et Alexandrie. Ensuite arrivèrent avec leurs maris ses deux filles aînées, demi-sœurs de Maria. Le petit vieillard a eu deux femmes et dix-sept enfants.

M. Spadaro avait envoyé, dès le matin, prévenir de notre arrivée tous les membres de sa famille, et tous arrivaient de leurs différents hameaux pour l'aider à nous faire les honneurs de sa maison. Maria vint nous demander si nous ne trouvions pas bien laide sa pauvre île, nous qui avions vu tant et de si beaux pays? Je ne sais ce que je lui répondis. Chaque fois que cette jeune fille me parlait, j'écoutais le son de sa voix sans me rendre compte du sens de ses paroles, tout en contemplant ses grands cils noirs, ses sourcils droits et ses longues tresses brunes. On servit le dîner. Mon compagnon et moi fûmes placés au haut bout de la table. Au temps d'Homère, c'était la place d'honneur. Auprès de nous étaient d'un côté la maîtresse de la maison, et de l'autre sa fille. Elles semblaient nous dire, en se plaçant ainsi, qu'elles ne voulaient confier à personne le soin de nous servir. Je ne sais ce que notre code de civilité peut opposer à cet usage, mais il me semble à moi bien autrement hospitalier que le nôtre. Avant le repas, le prêtre prononça à haute voix une courte prière, à laquelle tous les assistants répondirent, et que nous écoutâmes inclinés.

Le dîner était, dans sa profusion, d'une simplicité primitive; on en avait banni toutes les futilités dont nous embarrassons nos tables. En guise de fleurs et de surtout, un mouton à la palikare, c'est-à-dire un mouton bourré d'herbes aromatiques, rôti tout entier, et servi avec sa tête, sa queue et ses quatre jambes, gisait au milieu de la table, flanqué de pyramides de volailles. Deux montagnes de riz complétaient ce menu digne d'Ajax, fils de Télamon. La conversation fut naturellement animée et toujours intéressante. Nous avions à faire mille questions, et obligés les uns et les autres de traduire nos pensées dans une langue qui n'était pas la nôtre, nous surveillions chacune de nos paroles. Avant d'être exprimées, nos idées avaient subi, dans le travail même de la traduction, une sorte de triage, et nous n'avions garde d'énoncer tous ces riens qui viennent à l'esprit et qu'engendre, dans les conversations ordinaires, une trop grande facilité de langage. Le malvoisie de M. Spadaro était excellent. Des toasts furent portés et rendus; nous trinquâmes comme au bon vieux temps, et bientôt régna dans la salle une de ces naïves gaietés comme les aimaient nos pères. Il y avait dans cet intérieur quelque chose de patriarcal, et à la simplicité antique de ces bonnes gens s'alliait je ne sais quelle douceur chrétienne.

Après le repas, Maria nous conduisit à une vieille aiguière de bronze, et nous présenta pour essuyer nos mains une serviette du lin le plus blanc. Nous étions en pleine Odyssée; puis, comme la veille, les deux sœurs allèrent cueillir deux gros bouquets de roses et d'œillets rouges, qu'elles nous offrirent. Ce n'était pas leur beauté, quelque parfaite qu'elle fût, qui rendait si charmantes ces jeunes filles ; c'était l'absence de toute coquetterie : elles semblaient ignorer qu'elles fussent belles, et conservaient toute la naïveté de l'enfant après avoir acquis toute la grâce de la jeune fille; en un mot, elles étaient arrivées à cet âge, si vite écoulé, où l'on ignore tout encore, mais où l'on pressent déjà quelque chose. A voir leurs yeux pleins de soleil, on devinait quels éclairs devaient en jaillir au premier choc de la passion, et de quelle molle langueur ils pourraient se voiler aux premières heures de tristesse; mais leurs sens dormaient encore, et, semblables à ces fleurs qui ne doivent s'épanouir qu'aux rayons du jour, leurs cœurs attendaient pour s'ouvrir à la vie un rayon de cet amour qui est le soleil de l'âme.

La journée se passa doucement. La maison avait repris son train accoutumé : les enfants jouaient sur le plancher, les femmes tricotaient de ces gants de soie indigène dont on fait un grand commerce en Grèce. Nous recevions des visites; les Tiniotes voulaient tous nous voir et causer avec nous. Aux arrivants, M. Spadaro faisait les honneurs de nos personnes avec une importance qui nous amusait beaucoup. Il nous considérait comme sa propriété, et, quoique nous ne lui fussions pas d'un grand rapport, il croyait, en nous bien exploitant, tirer de nous un certain parti.

Notre séjour dans cette île, ces mœurs si simples, cette hospitalité si cordiale, m'avaient déjà vivement intéressé ; mais je devais faire encore une nouvelle rencontre. Le soir de ce jour, je sortis de la maison pour me retrouver un instant seul avec moi-même, et aussi pour regarder ce beau ciel d'Orient que je ne pouvais me lasser d'admirer. Je marchai quelque temps au bord de la mer, et bientôt j'arrivai à cette petite jetée où nos matelots nous avaient débarqués. Là, je m'assis sur le plat bord d'une embarcation échouée. Quand je vins à songer à l'embarras où nous nous étions trouvés la veille à cette même place, je ne pus croire que vingt-quatre heures seulement se fussent écoulées depuis cet instant. Je m'étais si bien impa-

tronisé dans la maison de notre hôte, tant d'incidents étaient survenus, un si grand nombre d'idées nouvelles étaient nées dans mon cœur, qu'il ne me semblait pas possible d'avoir tant vécu en si peu de temps.

C'était une de ces soirées merveilleuses qui font croire à toutes les féeries des *Mille et une Nuits.* Le vent était tombé avec le jour, et l'air était d'une douceur infinie. Un grand ciel étincelant couvrait le monde de sa voûte de saphirs et de diamants, et la mer, comme un autre ciel mouvant, roulait dans ses petites vagues les étoiles qui se reflétaient dans son miroir. La couleur du ciel, de l'indigo le plus foncé au zénith, allait pâlissant par degrés, et, dans le lointain, sa nuance affaiblie se fondait si doucement avec la nuance de la mer, que l'on n'apercevait plus la ligne de l'horizon. Le regard, que rien n'arrêtait plus, errait au hasard dans l'espace, se perdait dans l'immensité, et le cœur s'épouvantait devant cette image de l'infini. Autour de moi, je n'entendais aucun bruit; les maisons du village, avec leurs toits plats et leurs murs sans fenêtres, éclairées par une pâle lueur, étaient blanches et muettes comme des tombeaux. Tout semblait endormi; la mer seule, qui ne dort jamais, murmurait dans le lointain ses éternelles tristesses, et une molle brise passait en pleurant. Qui de nous pendant ces belles soirées d'été n'a pas écouté avec ravissement ces longs soupirs du souffle de la nuit? qui de nous n'a pas cru reconnaître le son d'une voix aimée dans ces notes plaintives? J'ai quelquefois pensé que ce vent du soir, en passant sur la terre, recueillait les plaintes et les prières de ceux qui aiment ou qui prient, et confondait les murmures de toutes les âmes dans un même murmure, comme les parfums de toutes les fleurs dans un même parfum, pour les porter à Dieu. Bientôt, au milieu de cette harmonie mélancolique et de son magnifique cortége d'étoiles, la lune, reine de la nuit, s'éleva lentement dans toute sa splendeur méridionale. Je vis se projeter sur la mer une traînée lumineuse, scintillante, répercutant au centuple tous les rayons du ciel.

Tout ce qui m'entourait, c'était donc la Grèce; c'était sous ce ciel qu'avaient vécu les hommes immortels dont les noms résonnaient dans ma mémoire; c'était le ciel d'Homère. Je voyais une de ces nuits chantées par l'auteur des *Martyrs* et de l'*Itinéraire.* Je me souvins que M. de Châteaubriand, allant d'Athènes à Smyrne, était, un soir, venu dans le port de Tine Ainsi, il y a trente-cinq ans, par une nuit semblable, le caïque de l'auteur de *René* était amarré à ce même rivage, et nul dans l'île ne connaissait son nom, nul ne se souvenait de lui.

Longtemps je restai assis à cette même place, regardant le ciel, écoutant la mer, respirant avec bonheur l'air parfumé de la nuit, et prenant en grande commisération mes amis de Paris, qui, au même moment, promenaient leur ennui sur les boulevards éclairés au gaz de notre excellente capitale. Puis mes yeux, errant au hasard comme mes pensées, s'arrêtèrent machinalement sur cette constellation qu'on nomme la *grande-ourse;* elle était presque au-dessus de ma tête, et cette vue réveilla en moi un ancien souvenir : je me rappelai un temps, bien éloigné déjà, où je regardais, du perron d'un vieux château, la *grande-ourse,* qui se trouvait chaque soir, à cette heure, au-dessus d'un grand frêne voisin du castel. Je saluai du regard ces étoiles amies qui venaient me parler des jours d'enfance déjà si loin derrière moi, et de mon pays, dont j'étais séparé par une distance si grande : il me semblait que ces petits astres me protégeaient ; n'éclairaient-ils pas au même moment le grand frêne et le toit paternel ?

J'en étais là de mes réflexions, lorsqu'un homme passa devant moi. Dans le premier moment, je l'aperçus à peine, mais le promeneur nocturne étant, à diverses

reprises, venu me regarder, comme s'il voulait m'interroger, je l'examinai plus attentivement; c'était un homme d'une soixantaine d'années, il était habillé à l'européenne, portait de longues moustaches grises, et tenait entre ses dents une de ces pipes de terre baptisées par nos soldats du nom de *brûle-gueule*. Cette particularité me frappa. Comment un habitant de Tine était-il en possession d'une pipe qui n'avait sans doute pas sa pareille à quatre cents lieues à la ronde? Comme je m'adressais cette question, il me vint au visage une bouffée de ce tabac national âcre et odieux si judicieusement nommé *caporal*. La curiosité me prit, je me levai et marchai droit vers l'inconnu, qui s'était arrêté à quelques pas de moi.

— Pourrais-je sans indiscrétion, monsieur, lui dis-je en italien, vous demander d'où vous vient cette pipe?

— De France, monsieur, me répondit-il en bon français; j'y suis resté dix ans. Mais vous, monsieur, n'êtes-vous pas un des voyageurs français arrivés hier au soir?

Je répondis affirmativement.

— Quel bonheur! s'écria mon interlocuteur; je craignais que vous ne fussiez reparti. Je savais que vous étiez descendu chez M. Spadaro; mais comme il est catholique, et que je suis grec, il ne me voit pas d'un très-bon œil, et je n'osais vous aller chercher chez lui. Cependant je voulais absolument vous rencontrer. Faites moi l'honneur de venir chez moi, monsieur; comme ma femme va être heureuse de vous voir!

— .... Va être heureuse de me voir? répétai-je me mettant en marche et songeant aux sultanes des *Mille et une Nuits*.

— Ma femme est votre compatriote, monsieur; j'ai servi en France du temps de Napoléon, et je m'y suis marié.

— Du temps de Napoléon, calculai-je rapidement; alors la sultane date au moins d'un demi-siècle. Mon pas se ralentit. — Je serai fort heureux, ajoutai je, de voir une compatriote. — Nous arrivâmes bientôt à la maison de M. Lambre. Il m'avait appris son nom chemin faisant. Cette maison touchait à celle dans laquelle nous étions, la veille, entrés si brusquement. Quelle eût été notre surprise si, poussant au hasard cette porte, nous étions tombés dans un ménage français!

Le calcul approximatif que je m'étais permis de faire à propos de l'âge de Mme Lambre était encore galant. Le XIXe siècle est né quelques années plus tard qu'elle. Mme Lambre est de Melun. Elle habitait paisiblement sa ville natale, sans se douter de la nouvelle patrie que le sort lui destinait, lorsque M. Lambre, alors brillant sous-officier aux memeluks de la garde, lui plut et l'épousa. Après les cent jours, il emmena sa jeune femme dans son pays, c'est-à-dire à Tine. Mme Lambre, qui a conservé en Grèce le bonnet rond que les femmes portaient en France il y a trente ans, me parut être une excellente personne, fille sans doute d'un bon bourgeois de Melun, et ayant reçu une éducation analogue à son origine. Elle habite une jolie petite maison, grecque quant aux murailles, mais toute française à l'intérieur. J'envoyai chercher mon compagnon de voyage, et je laisse à penser quelle fête ce fut pour elle de causer avec nous dans sa langue naturelle et de nous entendre parler de sa ville, que nous connaissions. Seulement elle avait peine à comprendre ce que nous lui disions de la France. Elle s'obstinait à voir notre pays à travers ses souvenirs, vieux de trente ans. « En vérité, nous disait-elle, on peut aller de Melun à Paris et revenir en un jour? Comment donc sont faits ces chemins de fer? Et vous dites que l'on va de Paris à Marseille en quatre jours par les diligences? Quand nous avons fait cette route, M. Lambre et moi, nous avions loué une vieille calèche

jaune et deux chevaux efflanqués, il nous a fallu tout un mois. Et vos barbes, pardon si je suis indiscrète, mais vos barbes.... est ce donc la mode en France de porter des barbes si longues ? » La bonne femme ne trouvait rien de séduisant dans cette parure des jeunes gens de notre époque (et toutes les bonnes femmes de cet avis ne sont pas en Grèce). « Que des Turcs, disait-elle, soient ainsi barbus, personne n'y trouve à redire, mais des Français... cela a l'air si sale, si négligé ! Autrefois personne ne s'avisait d'avoir le menton ainsi hérissé. Tout est bien changé en France depuis 1815, n'est-il pas vrai ? mais vous êtes trop jeunes pour vous souvenir de ce temps-là. » A propos de toilette, Mme Lambre nous parla des femmes grecques et nous les dénonça comme étant d'une insigne coquetterie. Elle nous apprit qu'elles poussaient jusqu'au merveilleux l'art de s'ajuster, qu'elles n'avaient pas d'autre pensée, pas d'autre occupation ; qu'elles savaient se *préparer,* c'était son expression, d'une manière tout à fait inconnue en France ; que la plus pauvre, avant de songer à avoir du pain, achetait du rouge pour ses joues, du bleu pour le tour des yeux, du noir pour les sourcils, et des pommades de toute espèce ; que toutes portaient de faux cheveux, et que ces belles nattes qui faisaient notre admiration étaient le plus souvent des nattes de *pendu*. Aussi avait-elle ces dames en grande aversion De son antipathie et de ses critiques, elle exceptait cependant les filles de M. Spadaro, qu'elle trouvait, ainsi que nous, charmantes. C'était d'elle que Maria avait appris un peu de français, mais elle ne la voyait plus que rarement. Je compris que quelque différend s'était élevé entre les deux maisons, et je m'expliquai le silence qu'avait gardé le petit consul à l'égard de notre compatriote. M. Lambre est un de ces vieux soldats bronzés en Égypte, gelés en Russie, martyrs des pontons d'Angleterre, blessés en Espagne, écharpés en Italie, laissés pour morts en Prusse, dont l'ardeur s'est éteinte et dont le caractère guerrier s'est complétement effacé. A part ses longues moustaches, il n'a dans la physionomie rien de militaire ; son allure est des plus pacifiques, et rien en lui ne rappelle le hardi mameluk qui séduisit la jeune fille de Melun. Autrefois amant de la gloire, il n'aime plus maintenant que sa tabatière, ses pantoufles, sa femme et le tabac français, qu'il trouve incomparable, et que lui vendent à Syra les matelots des bateaux à vapeur. Intrépide dans sa jeunesse, il est devenu douillet dans ses vieux jours, et il se préoccupe d'une infinité de petits détails domestiques qui paraîtraient puérils à beaucoup, mais qui, pour lui, composent un bien-être qui lui fait apprécier le souvenir des privations autrefois souffertes. Enfin, revenu dans son île après de rudes campagnes, il y passe sa vie comme le font beaucoup de ses anciens compagnons retirés maintenant dans leurs provinces, se promenant a petits pas, ramassant les nouvelles, devisant avec quelque vieux compère et guettant l'arrivée des caïques au moment où les autres vont voir passer la diligence. O vieillesse ! notre arrivée à Tine est un événement dans la vie de cet homme qui a vu les Pyramides et le soleil d'Austerlitz ! Je demandai à Mme Lambre si elle voudrait revoir la France ? Ses yeux se remplirent de larmes ; elle me confia que c'était son plus grand désir, son seul rêve ; ses parents sont morts, ses amis l'ont oubliée, toutes ses affections sont en Grèce, et pourtant elle pleure rien qu'en songeant à la patrie absente.

Souvent l'on s'est étonné de la rapidité avec laquelle arrivent les mauvaises nouvelles et de la façon presque miraculeuse dont elles se propagent : nous en eûmes à Tine un singulier exemple. M. Lambre, qui était sans contredit l'homme le mieux informé de l'île, nous apprit que dans la journée le bruit s'était répandu d'un grand malheur arrivé en Allemagne ; une ville dont on ignorait le nom avait

été, disait-on. brûlée presque entièrement. D'où venait cette nouvelle? A notre départ de Syra, il n'en était pas question ; depuis notre arrivée, la violence du vent n'avait laissé aucun caïque aborder l'île, et cependant rien n'était plus vrai ; à notre retour à Syra, nous apprîmes dans tous ses détails l'incendie de Hambourg.

Ne nous attendant pas à un si gracieux accueil, nous étions arrivés à Tine avec l'intention de n'y rester qu'un seul jour. La journée s'était passée sans que nous eussions même songé au départ ; mais le lendemain, craignant de gêner notre hôte en prolongeant notre séjour et de manquer le paquebot si le vent nous contrariait encore, nous annonçâmes qu'il nous fallait partir. Ce fut dans toute la maison un hourra général. Les jeunes filles nous regardèrent avec une surprise mêlée de tristesse, leur mère nous fit demander si nous nous trouvions mal chez elle ; quant à M. Spadaro, il entra dans sa plus grande colère, et, reprenant toute la vivacité de sa jeunesse, il nous déclara que l'on ne traitait pas les gens de la sorte, que l'on ne venait pas se faire aimer pendant un jour seulement pour partir le lendemain ; que d'ailleurs le vent rendait le voyage de Syra fort dangereux, sinon impossible. — Mais, lui disais-je, si nous ne partons pas, le bateau autrichien partira sans nous, et nous n'arriverons pas ce mois-ci à Athènes. — Et si vous vous noyez d'ici à Syra, en arriverez-vous plus vite à Athènes? N'avez-vous jamais entendu parler, en France, du vaisseau *le Superbe?* Il était cent mille fois plus fort qu'aucun caïque, et pourtant il a péri, il n'y a pas déjà si longtemps, entre Andros et Parros? Si vous êtes jeunes et fous, moi, je suis un vieillard ; vous me devez obéissance. Vous êtes mes hôtes, je vous considère comme étant sous ma responsabilité, et je crois, en l'absence de vos familles, devoir veiller sur vous. Vous ne partirez pas, puisqu'il y a danger à partir, et comme j'ai quelque autorité dans l'île, je défendrai, s'il le faut, à tout caïque de vous prendre.

Nous nous laissâmes facilement persuader et nous restâmes, à la grande satisfaction de tout le monde, et, je dois le dire, des jolies Grecques plus particulièrement. Deux jours se passèrent ainsi à faire ce que bon nous semblait, à aller, à venir, à recevoir et à rendre des visites. Au retour de nos promenades, nous trouvions des visages souriants, une cordiale poignée de main, et les longs yeux, surtout les longs yeux de Maria ; que fallait-il de plus? Je me serais volontiers arrangé de cette douce existence. Plus d'une fois l'idée me vint de laisser là le Parthénon les platanes de Smyrne, les minarets de Constantinople, et tous les itinéraires tracés d'avance, afin de me fixer, pendant quelques mois du moins, au milieu de cette bonne famille. Pour me détourner de ce projet, mon compagnon, plus grave, fut forcé de recourir à ses meilleurs raisonnements. Il n'était pas possible de transiger ; il fallait ou rester tout l'été ou partir sans attendre la saison des chaleurs et de la fièvre. Je me laissai convaincre ; il fut convenu que, si le temps le permettait, notre départ aurait lieu le troisième jour ; c'était le 25 mai 1842.

La veille seulement, M. Spadaro me parla de ses affaires particulières. — Voici ce qu'il me conta. — Je demande la permission d'entrer ici dans quelques détails. M. Spadaro a depuis fort longtemps le titre d'agent consulaire de France. Ce titre, on le sait, ne rapporte jamais rien, mais il peut coûter fort cher dans certaines circonstances. Lors de la révolution grecque, M. Spadaro, tout dévoué à la France et docile aux ordres qu'il en recevait, se conduisit si noblement, qu'il reçut à diverses reprises du ministère des lettres de félicitation fort gracieuses ; mais il

n'en reçut que des lettres, et il avait dépensé de l'argent (1). Plus tard il a réclamé; malheureusement, peu fait au de la comptabilité gouvernementale, il ne sut pas fournir de comptes réguliers. Le gouvernement ne peut pas se payer de bonnes raisons, ni même de la parole d'honneur d'un honnête homme. Le baron Rouen, alors ministre à Athènes, oublia ou négligea, au milieu d'intérêts plus grands, les demandes du consul de Tine. Depuis cette époque, M. Spadaro a adressé au ministère plusieurs autres réclamations : il n'a jamais reçu de réponse. Un seul espoir lui restait. M. de Rigny, lorsqu'il était simple capitaine de vaisseau, avait passe plusieurs mois à Tine; il avait été témoin de la noble conduite de notre agent; il avait vécu intimement chez lui comme nous-mêmes. Plus tard il devint ministre de la marine. Le second fils de M. Spadaro, voulant embrasser la seule profession qui soit lucrative dans le Levant, était à Paris, où il étudiait la médecine. Il se présenta au ministère en toute confiance, croyant presque retrouver dans le ministre un ancien ami; mais son excellence reçut avec tant de hauteur le jeune étudiant, que celui-ci n'osa plus jamais lui demander une audience, et le ministre ne promit rien ou fit peu de chose pour son père. Cependant sa mémoire seule pouvait suppléer aux papiers qui manquaient.

Le lendemain, jour fixé pour notre départ, le vent, terrible dans la matinée, se calma vers le milieu du jour. On nous annonça qu'un caïque partirait, et avec lui M. Theoteky, gouverneur de Tine. Nous allâmes faire une visite à ce haut fonctionnaire, qui ne touche pas moins de 200 drachmes d'appointements par mois, ce qui, honneur à part et pécuniairement parlant, assimile sa position de gouverneur en Grèce à celle d'expéditionnaire, en France, dans une administration quelconque, ou de sous-lieutenant dans l'armée. Le comte Theoteky est un homme plein de distinction; il nous reçut fort gracieusement, et il fut convenu que nous partirions ensemble. Cette importante affaire décidée, nous revînmes chez nos amis, voulant passer avec eux tout le temps qui nous restait. La famille entière nous attendait; il y avait de la tristesse sur tous les visages. Mme Spadaro nous fit dire par sa fille que nous avions tort de les quitter, que nous pourrions être heureux chez elle, et que bien volontiers elle nous garderait pendant des années. Je remerciai, dans toute la sincérité de mon cœur, la charmante interprète.

A midi le gouverneur vint. L'embarcation était prête; toute la famille nous accompagna jusqu'à l'embarcadère; j'étais tout attristé. — Je suis fâché de vous avoir connu, dis-je à M. Spadaro, et si j'avais pu prévoir la peine que j'éprouve en vous quittant, jamais je ne serais venu à Tine. Le bonhomme me sauta au cou et m'em-

(1) M. Spadaro me prouva, pièces en main, que sur l'ordre de plusieurs commandants de navire, de M. de Rigny en particulier, il avait avancé, pour habiller des matelots, pour des fournitures de navire, pour des secours donnés, par ordre du gouvernement, à des réfugiés grecs, une somme enorme pour lui, 12 500 francs. C'étaient toutes les économies qu'il avait péniblement amassées pendant sa jeunesse. M. Spadaro a encore douze enfants, et ce prêt a détruit complétement son aisance. On me pardonnera si je cite les noms propres. La position de notre pauvre consul m'a vivement touché. Je m'étais promis de n'épargner aucun effort pour lui être utile; malheureusement je me suis aperçu que je ne pouvais rien, sinon répéter ici ce qu'il m'a dit. A l'appui de ces explications, les seules preuves qu'il me soit possible d'invoquer sont les noms propres; je les donne, espérant que ces lignes auront l'honneur de passer sous les yeux de plus puissants que moi, et qu'en rappelant à l'intérêt du gouvernement le nom de Michel Spadaro elles pourront servir à lui faire rendre justice.

brassa les larmes aux yeux. — Vrai cœur de Français! s'écria t-il; un Anglais ne dirait jamais une chose comme celle-là.

Les jeunes filles avaient préparé de petits gâteaux et fait une provision d'oranges dont elles remplirent nos poches. — C'était, nous dirent-elles, pour le voyage. J'aurais de grand cœur embrassé ces jolies pourvoyeuses; en France, je l'eusse fait sans doute, mais en Orient les usages sont plus sévères ; j'allai même peut-être plus loin que ne le permettaient les convenances en prenant la main de Maria et en la serrant dans les miennes. En cet instant, je songeai que, selon toute probabilité, je ne reverrais jamais cette charmante personne, et mon cœur se gonfla malgré moi. « Là peut-être serait le bonheur. » pensai-je, et mon cœur, qui voulait rester, cherchait à persuader ma raison, qui commandait de partir. Mon compagnon m'entraîna. Déjà le gouverneur était embarqué. Dès que nous fûmes auprès de lui, on largua la grande voile. Le caïque se coucha sous le vent, bondit sur les vagues, et partit comme une flèche. Une minute plus tard, nous n'apercevions plus que des mouchoirs qui s'agitaient sur le rivage. Nous saluâmes d'un dernier regard ce rocher où le hasard nous avait poussés, et nous jetâmes, du fond du cœur, un dernier adieu à ces amis d'un jour que nous ne devions plus revoir.

ALEXIS DE VALON.

MARIA.

. . . . Incomtum Lacænæ
More comam religata nodum.
HORACE.

A M. DE LURDE.

Sur un front de quinze ans la chevelure est belle ;
Elle est de l'arbre en fleurs la grâce naturelle,
Le luxe du printemps et son premier amour :
Le sourire la suit et voltige alentour ;
La mère en est heureuse, et dans sa chaste joie
Seule en sait les trésors et seule les déploie ;
Les cœurs des jeunes gens, en passant remués,
Sont pris aux frais bandeaux décemment renoués ;
Y poser une fleur est la gloire suprême :
Qui la pose une fois la détache lui-même.

Même aux jeunes garçons, sous l'airain des combats,
La boucle à flots tombants, certes, ne messied pas :
Qu'Euphorbe si charmant, la tête renversée,
Boive aux murs d'Ilion la sanglante rosée,
C'est un jeune olivier au feuillage léger,
Qui, tendrement nourri dans l'enclos d'un verger,
N'a connu que vents frais et source qui s'épanche,
Et, tout blanc, s'est couvert de fleurs à chaque branche ;
Mais d'un coup furieux l'ouragan l'a détruit :
Il jonche au loin la terre, et la pitié le suit.

Quand une vierge est morte, en ce pays de Grèce,
Autour de son tombeau j'aperçois mainte tresse,
Des chevelures d'or, avec ces mots touchants :
« De l'aimable Timas, ou d'Érinne aux doux chants,
La cendre ici repose : à l'aube d'hyménée,
Vierge, elle s'est sentie au lit sombre entraînée.
Ses compagnes en deuil, sous le tranchant du fer,
Ont coupé leurs cheveux, leur trésor le plus cher. »

Et que fait parmi nous, dans sa ferveur sacrée,
Héloïse elle-même, Amélie égarée,
Celle qui, sans retour, va se dire au Seigneur,
Que fait-elle d'abord que de livrer l'honneur
De son front virginal au fer du sacrifice.
Pour être sûre enfin que rien ne l'embellisse,
Que rien ne s'y dérobe à l'invisible Époux ?
Du rameau sans feuillage aucun nid n'est jaloux.
Or, puisque c'est l'attrait dans la belle jeunesse
Que ce luxe ondoyant que le zéphyr caresse,
Et d'où vient jusqu'au sage un parfum de désir,
Je veux redire ici, d'un vers simple à plaisir,
Non pas le jeu piquant d'une boucle enlevée,
Mais sur un jeune front la grâce préservée.

« J'étais, me dit un jour un ami voyageur,
D'un souvenir lointain ressaisissant la fleur,
J'étais en Portugal, et la guerre civile,
Tout d'un coup s'embrasant, nous cerna dans la ville :
C'est le lot trop fréquent de ces climats si beaux;
On y rachète Éden par les humains fléaux.
Le blocus nous tenait, mais sans trop se poursuivre;
Dans ce mal d'habitude, on se remit à vivre;
La nature est ainsi : jusque sous les boulets.
Pour peu que cela dure, on rouvre ses volets;
On cause, on s'évertue, et l'oubli vient en aide;
Le marchand à faux poids vend, et le plaideur plaide;
La coquette sourit. Chez le barbier du coin,
Un Français, un Gascon (la graine en va très-loin),
Moi j'aimais à m'asseoir, guettant chaque figure :
Molière ainsi souvent observa la nature.
Un matin, le barbier me dit d'un air joyeux :
« Monsieur, la bonne affaire! (et sur les beaux cheveux
D'une enfant là présente et sur sa brune tête
Il étendait la main en façon de conquête),
Pour dix francs tout cela! la mère me les vend.
— Quoi? dis-je en portugais, la pitié m'émouvant,
Quoi? dis je à cette mère empressée à conclure,
Vous venez vendre ainsi la plus belle parure
De votre enfant; c'est mal. Le gain vous tente : eh bien,
Je vous l'achète double, et pour n'en couper rien.
Mais il faut m'amener l'enfant chaque semaine:
Chaque fois un à-compte, et la somme est certaine. »
Qui fut sot? mon barbier. Il sourit d'un air fin,
Croyant avoir surpris quelque profond dessein.
La mère fut exacte à la chose entendue :
Elle amenait l'enfant, et je payais à vue.
Puis, lorsqu'elle eut compris que pour motif secret

Je n'avais, après tout, qu'un honnête intérêt.
Elle me l'envoya seule; et l'enfant timide
Entrait, me regardait de son grand œil humide,
Puis sortait emportant la pièce dans sa main.
A force toutefois de savoir le chemin,
Elle s'apprivoisa : — comme un oiseau volage,
Que le premier automne a privé du feuillage,
Et qui, timidement laissant les vastes bois,
Se hasarde au rebord des fenêtres des toits;
Si quelque jeune fille, âme compatissante,
Lui jette de son pain la miette finissante,
Il vient chaque matin, d'abord humble et tremblant,
Fuyant dès qu'on fait signe, et bientôt revolant;
Puis l'hiver l'enhardit, et l'heure accoutumée :
Il va jusqu'à frapper à la vitre fermée;
Ce que le cœur lui garde, il le sait, il y croit;
Son aile s'enfle d'aise, il est là sur son toit;
Et si, quand février d'un rayon se colore,
La fenêtre entr'ouverte et sans lilas encore
Essaie un pot de fleurs au soleil exposé,
Il entre en se jouant, innocent et rusé;
Il vole tout d'abord à l'hôtesse connue,
En sons vifs et légers lui rend la bienvenue,
Et becquète son doigt ou ses cheveux flottants,
Comme un gai messager des bonheurs du printemps.

» Telle de Maria (c'était ma jeune fille)
Jusqu'à moi, du plus loin, la caresse gentille
Souriait, s'égayait, et d'un air glorieux
Elle accourait montrant à deux mains ses cheveux.
Je pourrais bien ici faire le romanesque,
Vous peindre Maria dans la couleur mauresque,
Quelque gitana fière, à l'œil sombre, au front d'or;
Mais je sais peu décrire et moins mentir encor.
Non, rien de tout cela, sinon qu'elle était belle.
Belle enfant comme on l'est sous ce climat fidèle,
Comme l'est tout beau fruit et tout rameau vermeil
Prêt à demain éclore au pays du soleil.
Elle avait jusque-là très-peu connu sa grâce;
Elle oubliait son heure et que l'enfance passe.
L'intérêt délicat qu'un regard étranger
Marquait pour les trésors de son front en danger
Éveilla dans son âme une aurore naissante :
Elle se comprit belle et fut reconnaissante.
Pour le mieux témoigner, en son charme innocent,
La jeune fille en elle empruntait à l'enfant;
Ses visites bientôt n'auraient été complètes
Sans un bouquet pour moi de fraîches violettes,

Qu'elle m'allait cueillir, se jouant des hasards,
Jusque sous les boulets, aux glacis des remparts.

» Souvenir odorant, même après des années!
Violettes d'un jour, et que rien n'a fanées!
J'ai quitté le pays, j'ai traversé des mers;
Ce doux parfum me suit parmi d'autres amers.
Toujours, lorsqu'en courant je me surprends encore
A contempler un front que son avril décore,
Un cou d'enfant rieuse élégamment penché,
Un nœud de tresse errante à peine rattaché,
Toujours l'idée en moi renaît pure et nouvelle :
Sur un front de quinze ans la chevelure est belle. »

SAINTE BEUVE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juin 1843.

La session touche à son terme. Vainqueur dans les questions politiques, le cabinet paraissait moins heureux dans les questions d'affaires. Ses amis avouaient tout bas leurs inquiétudes; leur confiance avait été ébranlée par les échecs qu'il avait essuyés dans les deux chambres. Que M. Guizot, disaient-ils, persiste dans son dédain pour les petites choses, que M. Duchâtel s'endorme de plus en plus dans cette nonchalance qui, au point de vue personnel, ne manque peut-être ni d'habileté ni de prudence, et la fin de la session ressemblera fort à une défaite pour le ministère, et tout le monde demeurera convaincu qu'il n'est pas en état de faire les affaires du pays. Tout paraissant en effet justifier ces prévisions, les ministres dirigeants se sont émus : une mort obscure, sans une crise éclatante, ne convenait à personne. M. Duchâtel et M. Guizot ont reparu sur la brèche; le Palais-Bourbon a été acheté; et nos établissements dans l'Océanie auront les hommes et les fonds qu'on désirait leur envoyer. Il n'y aura plus, dit-on, qu'un combat quelque peu sérieux dans la chambre des députés, au sujet de l'effectif de l'armée de terre.

L'opposition est-elle bien conseillée dans le choix des questions? Elle a fait rejeter la loi des monnaies, qui était nécessaire, urgente, et dont le rejet peut coûter quel-

ques millions au pays. On a refusé un faible secours aux victimes des désastres de Pondichéry, comme si ces infortunés étaient responsables de la mauvaise administration des fonds de l'état et devaient en porter la peine.

Pour les établissements dans l'Océanie, on ne pouvait élever sérieusement qu'une seule question : faut-il garder ou abandonner ces possessions lointaines? Nous concevons que des hommes graves, que des hommes d'état, se prennent à blâmer des entreprises qui leur paraissent plus aventureuses qu'utiles, plus propres à susciter de dangereuses querelles qu'à nous procurer des avantages politiques ou commerciaux de quelque importance. Il est permis de désirer que MM. les officiers-généraux de la marine s'en tiennent strictement à leurs instructions, et qu'ils ne se croient pas seuls chargés de savoir ce qui convient à la grandeur et à la dignité de la France. Il ne faudrait pas que tout capitaine de vaisseau voyageant dans de lointains parages imaginât d'attacher son nom à une conquête et de nous faire présent de je ne sais quelle colonie ou de je ne sais quel protectorat. Ce serait là une initiative d'autant plus fâcheuse que ces faits placent le gouvernement dans une fausse position. Soyons de bonne foi : que n'aurait-on pas dit du ministère, s'il eût refusé le protectorat de Taïti !

Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée : nous ne disons pas que la France doive se renfermer dans ses limites continentales et renoncer au rôle de grande puissance maritime et commerciale. Nous croyons au contraire que c'est là le rôle que doit jouer toute nation qui en a les moyens et qui ne veut pas décliner. La gloire et les gros profits, c'est à la mer qu'il faudra dorénavant les demander : c'est le cours naturel des choses, et on le comprend facilement. Qu'aurait-on dit, dans les temps passés, de celui qui n'aurait pas cru possible d'entretenir des relations commerciales avec la Sicile, ou qui aurait regardé comme chose impossible l'envoi d'une armée au delà du Rhin? Aujourd'hui le marché de l'Amérique du Nord est plus à notre portée que celui de la Sicile n'était à la portée de nos ancêtres, et il nous est plus facile de bombarder Saint-Jean-d'Ulloa qu'il ne l'était à Henri IV d'investir une bicoque de la Savoie. Le monde, sous le rapport des distances et de la facilité des communications, se rétrécit tous les jours. Par la même raison le marché s'agrandit, les affaires changent de face, les affaires commerciales comme les affaires politiques. Il faut suivre le courant. Le pays, qui a l'instinct des choses grandes et utiles et le pressentiment de l'avenir, se porte vers les entreprises maritimes et le commerce extérieur. Comparez les faits commerciaux d'aujourd'hui avec les faits commerciaux de vingt ans en arrière, vous serez frappé de la différence. Dans vingt ans, les faits commerciaux d'aujourd'hui paraîtront peu importants. C'est en ces matières que les hommes des vieilles idées perdent tous les jours du terrain. Le gouvernement obéit aux impulsions de son temps, lentement peut-être; peut-être aussi que la lenteur n'est pour lui que prudence et sagesse. Ce que nous désirons, c'est que dans tout ce qu'il entreprend, il puisse garder toute sa liberté d'esprit et exercer une initiative spontanée, réfléchie. Nous ne lui demandons pas de beaucoup tenter, de beaucoup entreprendre; nous lui demandons seulement de ne point opérer au hasard, d'avoir un plan, un système (tant pis pour ceux que ce mot effraie), de savoir ce qu'il veut et où il va, même en matière de commerce maritime et de colonies; nous lui demandons d'avoir de bonnes raisons pour ce qu'il se propose de faire, et pas seulement de trouver des raisons pour justifier ce qui a été fait.

Encore une fois, l'utilité de nos établissements dans l'Océanie pouvait être plus

ou moins contestée, peut-être avaient-ils besoin de toute l'éloquence de M. Guizot pour se faire accepter par la chambre; mais, une fois le principe admis, il ne fallait pas marchander avec le ministère sur le nombre d'hommes qu'il jugeait nécessaire à la sûreté de nos établissements. Lui retrancher par un amendement quelques centaines d'hommes, c'eût été assumer une grande responsabilité sans connaissance de cause. Qui peut dire que dans ces possessions si peu connues, à quatre mille lieues de la France, l'affaiblissement des garnisons n'aurait pas compromis la vie de nos soldats, de nos concitoyens, et l'honneur de notre drapeau? Pour ceux qui voulaient déterminer le gouvernement à l'abandon de l'Océanie, l'amendement était insuffisant; pour les autres, il n'était qu'une chicane au ministère. La chambre l'a repoussé. Cependant, sur la proposition de M. Guizot, il a été entendu que les huit cent cinquante hommes d'infanterie de marine qui vont à Taïti et aux îles Marquises ne seront pas remplacés dans le budget ordinaire. C'est une concession, un peu tardive peut-être, à la mauvaise humeur de plusieurs députés des centres.

Il paraît qu'il ne sera plus question cette année, ni des lois sur les chemins de fer, ni des ministres d'état, ni des patentes; bref, la chambre attend avec une impatience visible le vote du budget; c'est tout au plus si elle consent à intercaler entre le budget des dépenses et celui des recettes la loi sur la chasse. Très-probablement les braconniers auront encore une année de répit.

Le budget n'offrira qu'une question importante. La commission n'a pas vu sans inquiétude un budget qui, même pour les dépenses ordinaires, ajoutait aux *découverts* des années précédentes un excédant de dépenses de près de 34 millions Le rapporteur de la commission, homme éclairé et consciencieux, a fait précéder son travail par un tableau fidèle de l'état de nos finances. « En ne portant pas les regards au delà de l'exercice 1843, on trouve que le trésor est à découvert pour les budgets des exercices antérieurs à 1844 de 504,128,454 fr., et pour les travaux publics extraordinaires de 102,600,000 : ensemble 606,728,454 fr. »

Sans doute, l'emprunt, la réserve de l'amortissement, la dette flottante et les améliorations progressives du revenu public feront face au découvert. Après tout, la France est dans la situation d'un homme riche qui aurait une année dépensé une fois et demie son revenu. Si ce n'est là qu'un accident, s'il ne tarde pas à rétablir l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses annuelles, en comprenant dans celles-ci la somme nécessaire à l'extinction progressive de sa dette en capital et intérêts, sa fortune et son crédit n'en seront point altérés; nul ne s'alarme de quelques dépenses extraordinaires faites par un père de famille qui est à la fois riche et prudent. La France est riche; sa richesse s'accroît tous les jours: elle s'accroît d'autant plus, qu'une partie considérable des sommes dépensées par l'état a été employée comme capital d'une manière productive. Il n'est pas moins vrai que le pays aussi, quelle que soit sa richesse, a besoin de mesure et de prudence.

M. Bignon, en parlant de la situation de nos finances et des causes qui l'ont amenée, a su éviter toute exagération et a fait preuve d'une équité et d'une impartialité peu communes. « Il faut le reconnaître, dit-il, l'équilibre rompu en 1840, à la suite des événements survenus en Orient, ne pouvait pas se rétablir immédiatement. Un état de paix armée, fondé sur la nécessité de se tenir en garde contre les éventualités de la politique européenne, avait imposé à la France des sacrifices et des efforts qui devaient réagir sur l'avenir; aussi sommes-nous plus affligés que surpris de voir que malgré les louables tentatives de nos prédécesseurs pour ramener

les dépenses au niveau des recettes, et malgré l'accroissement rapide des revenus de l'état, les quatre exercices de 1840 à 1843 se balancent encore par des déficits considérables. Nous venons de rappeler les sacrifices réclamés en 1840 dans l'intérêt de la dignité et de la puissance de la France; tâchons d'en tirer quelques enseignements pour l'avenir. A Dieu ne plaise que nous nous alarmions de la situation de nos finances! .... Mais si des circonstances analogues à celles qui se produisirent inopinément en 1840 nous surprenaient? .... N'oublions pas que, si le trésor a pu facilement pourvoir aux nécessités de 1840 et de 1841, c'est que les budgets de 1838 et 1839 étaient non-seulement en équilibre, mais qu'ils léguaient aux exercices suivants 31 millions 244,184 fr. d'excédant. ...... Aujourd'hui où sont nos réserves pour y puiser aux jours difficiles? Mais que parlons nous de réserves, lorsque, malgré la situation prospère du pays, malgré l'accroissement successif des revenus de l'état, nos dépenses ordinaires suivent une progression que nos recettes ne peuvent plus atteindre? Un pareil état de choses pourrait-il se continuer? Nous ne le pensons pas. Nous conjurons donc le gouvernement de résister à cet entraînement, qui porte fatalement vers les dépenses; nous le conjurons d'amener l'équilibre dans les budgets, de n'entreprendre de nouveaux travaux qu'avec une extrême réserve, de résister à toutes les demandes qui ne se recommandent pas par un puissant et pressant intérêt général. »

C'est là, nous en tombons d'accord, un exorde on ne peut pas plus pertinent pour un rapport où l'on propose des réductions pour la somme totale de 25 millions, ce qui réduirait, pour l'année 1844, l'excédant des dépenses ordinaires à un peu moins de 15 millions, et l'excédant pour travaux extraordinaires à 37 millions.

Certes la chambre ne saurait mieux faire que de tenir grand compte des propositions de sa commission, et de prendre en sérieuse considération ses sages conseils. Il n'est pas moins vrai que les motifs tirés de l'état de nos finances ne doivent pas seuls déterminer des hommes politiques. M. Bignon l'a dit : un intérêt général et pressant peut l'emporter sur les considérations financières et commander certaines dépenses, dussent-elles retarder quelque peu la complète liquidation de l'arriéré. Apprécier au juste la situation du trésor et les circonstances politiques du pays, faire à chaque chose sa part et trouver ainsi le point où les divers intérêts se concilient, c'est un travail difficile, délicat, que rendrait impossible toute préoccupation exclusive, tout désir trop ardent d'atteindre promptement un certain but particulier. La commission voulait, avant tout, diminuer l'excédant des dépenses; on ne peut qu'applaudir à cette résolution. Elle propose dans ce but un grand nombre de réductions plus ou moins considérables; nous n'avons rien à en dire. Elle a été jusqu'à retrancher la paie d'un garçon de bureau (900 fr.) du budget du conseil d'état. Soit. L'état n'en périra pas, ni le conseil non plus. Mais elle a refusé d'améliorer la position par trop fâcheuse d'une partie de nos desservants : ici la sévérité commence à devenir excessive. Elle propose une réduction de quatorze mille hommes sur l'effectif de l'armée : ici la question devient de plus en plus délicate, et l'économie peut être un danger.

Ne dirait-on pas que l'horizon politique est dégagé de tout nuage, que la France et la dynastie de juillet n'ont plus d'ennemis, et que la France n'a plus besoin de se montrer avant tout forte et armée? Sans doute, on doit compter sur la paix, sur la paix à l'intérieur et à l'extérieur; mais nous y comptons d'autant plus que les moyens de soutenir la guerre sont tout prêts, et nous ne voudrions pas que les chambres se montrassent disposées à affaiblir notre organisation militaire. Il ne

faut pas qu'il y ait désaccord entre la situation politique du pays et les résolutions des grands corps de l'état, et que, tandis que le pays doit avant tout se préoccuper de sa puissance, les chambres ne songent qu'aux économies.

La commission compte 60 mille hommes pour l'armée d'Afrique. Il est notoire que ce chiffre n'est pas le chiffre réel. L'Algérie, avec le système adopté, système que la chambre n'a pas blâmé, demandera 25 mille hommes de plus. Ainsi, au fait, ce ne serait pas 14 mille hommes, mais près de 40 mille hommes qu'on retrancherait de l'armée disponible. Il y a plus. Certes, nous n'avons pas à nous mêler des troubles de l'Espagne ; cependant si la guerre civile déchire de nouveau ce malheureux pays, si elle étend ses fureurs et ses ravages jusqu'à nos frontières, devons-nous les laisser exposées à quelques insultes? Pourrons-nous permettre que des corps belligérants, des bandes armées, des troupes de déserteurs, de fugitifs, des partisans, en approchent sans qu'un corps d'observation surveille notre territoire et le fasse respecter? Est-ce ainsi que nous protégerions nos compatriotes du midi et notre commerce? Est-ce ainsi que la France remplirait ces devoirs d'humanité qui lui ont toujours été si chers et qui la distinguent si honorablement entre toutes les nations? Évidemment, les mêmes circonstances se reproduisant, nous serions dans la nécessité de faire ce qu'on a déjà fait plusieurs fois; nous devrions prendre vis-à-vis les factions qui divisent l'Espagne la position d'une neutralité sincère, mais armée, armée dans l'intérêt de la dignité de notre pays et aussi dans l'intérêt de l'humanité. Nous ne pouvons pas permettre que des étrangers, dans l'emportement de leurs passions politiques, viennent s'entretuer jusque sur le territoire français.

Les nouvelles d'Espagne sont loin d'être rassurantes pour les amis d'Espartero. Ce qui était le nerf de son parti, sa seule force réelle, l'armée, paraît aussi s'inquiéter de la situation politique de son pays; les défections auraient commencé. On assure que plus d'un bataillon est passé avec armes et bagages aux insurgés. L'insurrection compte dans ses rangs des chefs militaires, des officiers supérieurs. Plusieurs de ceux qui n'ont pas encore levé l'étendard de la révolte gardent une sorte de neutralité fort suspecte. Le régent reconnaîtra peut-être et trop tard que, lorsqu'on se sert de la force militaire pour vider les querelles politiques, il est bien difficile de ramener sous les lois de l'obéissance passive et de la discipline une armée qui a délibéré et disposé à son gré du pouvoir. Le 18 brumaire, on peut le blâmer ou l'approuver ; mais l'imiter! l'imiter impunément! qui pourrait s'en flatter? Il fallait le conquérant de l'Italie et le vainqueur des Pyramides pour le tenter; il fallait un pays soupirant tout entier vers le retour de l'ordre et de la puissance régulière pour réussir; il fallait le vainqueur de Marengo, l'auteur du code civil et du concordat, le réorganisateur de la France, pour consolider l'œuvre et faire oublier à l'armée un quart d'heure de violence et d'illégalité. De bonne foi, y a-t-il, y avait-il rien de semblable en Espagne?

Il est toujours téméraire de hasarder des prédictions sur la Péninsule. Les événements déjouent d'ordinaire les prévisions les mieux fondées. Il faut cependant reconnaître que la situation du régent n'a jamais été, à beaucoup près, aussi difficile qu'elle l'est dans ce moment. Tous les partis se sont réunis contre lui Que lui restait-il? L'armée et l'ambassade anglaise. L'armée paraît se diviser, et l'ambassade anglaise sera-t-elle toujours approuvée sans réserve aucune par son gouvernement?

D'ailleurs, disons-le, le gouvernement espagnol paraît toucher à cet état d'aveuglement qui est d'ordinaire le précurseur de quelque catastrophe. Après avoir

accepté les services d'un ministère honorable et qui paraissait satisfaire les vœux du pays. on lui refuse l'éloignement de deux agents subalternes, et on veut le contraindre à se servir, sous sa responsabilité, de Linage et de Zurbano! Les cortès manifestent leur adhésion au ministère qui se retire, et on les dissout. On éloigne autant que possible la réunion de la nouvelle assemblée. et, en attendant. on confie les affaires, à qui? A M. Mendizabal, qui n'a rien de plus pressé que de porter au comble le désordre des finances espagnoles, et qui paraît s'être chargé d'achever la désorganisation du pays.

Nous ne savons s'il est encore temps; mais les meilleures folies sont les plus courtes. Qu'Espartero s'empresse de rappeler aux affaires des hommes sérieux et considérables, et peut-être pourra-t-il achever avec quelque dignité la courte carrière qui lui reste à parcourir comme régent. Le moment de la force brutale paraît passé pour lui sans retour. Les horreurs de Barcelone ne se renouvelleront pas. C'est aux violences exercées en Catalogne que le gouvernement espagnol doit en grande partie les embarras dont il est assiégé et l'affaiblissement de son autorité morale. On ne blesse pas impunément les sentiments et la dignité d'une grande nation. On n'oubliera jamais que Barcelone a été traitée comme une plantation d'esclaves révoltés. Aujourd'hui, c'est par des moyens légaux, par de prudentes concessions, par des transactions honorables, que le gouvernement d'Espartero pourrait peut-être prévenir les désordres dont l'Espagne est de nouveau menacée, et arriver au terme de sa carrière sans regrets et sans remords.

La Russie ne perd pas de vue les affaires d'Orient. Son influence est d'autant plus grande, que l'Autriche n'ose plus, dans ces questions, se séparer du cabinet de Saint-Pétersbourg, et qu'au lieu de le contrecarrer ou de le contenir, elle l'appuie. Ce qui vient de se passer au sujet du gouvernement de la Servie a singulièrement relevé dans l'Orient l'opinion de la puissance russe et affaibli l'influence des autres cabinets. L'empereur Nicolas a traité le sultan comme un suzerain traite son vassal. Avec les formes polies de notre temps, avec la courtoisie quelque peu dédaigneuse d'un grand seigneur qui ne suppose pas même la possibilité d'un refus, l'empereur a dicté ses volontés à la Porte, et la Porte obéit. La Russie profite habilement de tous les avantages que lui donnent dans ces transactions sa position géographique, la fixité de ses desseins, le secret de ses délibérations, la persévérance de sa politique. Qui pourrait s'opposer efficacement à ses empiétements, à ce travail souterrain qui fera un jour déboucher la puissance russe au cœur même du sérail? L'Autriche vieillit; la Prusse a peu d'intérêt dans la question, la France et l'Angleterre ont mille choses sur les bras. Plus elles avancent dans les voies de la nouvelle civilisation, plus leurs intérêts s'étendent et se compliquent, plus par leur prospérité naissante elles offrent de prise à la mauvaise fortune, et plus la paix leur devient une impérieuse nécessité. La Russie n'est certes pas la plus puissante des nations : on a exagéré ses forces, ses moyens; mais elle est sans contredit l'état qui, par ses institutions, redoute le moins les souffrances de la guerre. Il est telle guerre où elle aurait beaucoup à gagner et fort peu de chose à perdre. Ajoutons à ces conditions sa prudence, sa lenteur, le soin qu'elle a de préparer son terrain. d'accoutumer les esprits à son influence, et de se procurer partout des adhérents ou des serviteurs; tenons compte aussi de la rare habileté avec laquelle elle a su relâcher les liens qui unissaient l'Angleterre et la France, et affaiblir ainsi la seule alliance qui soit redoutable pour elle, et nous n'aurons pas de peine à comprendre que la Russie prépare à la Turquie un sort analogue à celui de la Pologne. Seulement, la part de la Russie

sera encore plus considérable; elle comptera avec les autres puissances moins qu'elle ne fut obligée de compter avec la Prusse et l'Autriche. Des événements de cette importance n'ont pas de jour fixe; les éventualités les plus imprévues les accélèrent ou les retardent. Mais malgré le calme apparent qui règne, si on peut parler ainsi, à la surface de cette grande question, il est visible pour tout observateur attentif que le cabinet russe avance tous les jours dans son œuvre, que c'est là sa pensée constante et principale, qu'il ne laisse échapper aucune occasion de progrès, qu'il en fait naître au besoin. Le gouvernement russe joue son rôle, il obéit aux lois de sa situation et de son histoire. Il serait aussi injuste que ridicule de lui en faire un reproche. C'est bien le cas de répéter avec M. Dupin : « Chacun pour soi. » Reste seulement à savoir si l'Autriche, l'Angleterre et la France n'oublient pas trop ce principe pour elles-mêmes à l'endroit de l'Orient.

———

Après la tragédie, la petite pièce. M. Ponsard n'a pas voulu manquer à ce programme. Comme s'il avait craint de nous laisser trop longtemps sous l'impression d'une œuvre grave, il s'est hâté de nous distraire, en se jetant bien vite dans ce fossé fatal qui, comme on sait, côtoie de si près le sublime, dans le ridicule. En effet, le nouveau poëte viennois a eu, pour tout ce qu'il a écrit depuis *Lucrèce*, la main étrangement malheureuse. Au lieu de renier si obstinément les essais variés et modestes par lesquels il lui a été permis de préluder à sa tragédie dans *le Viennois* et la *Revue de Vienne*, M. Ponsard devrait bien plutôt, à notre avis, désavouer tout ce qui est sorti de sa plume depuis l'enivrement que lui ont causé les fumées du succès. D'abord le sonnet vertueux dont il a fait hommage à M[me] Dorval. a paru généralement manquer de tact et d'esprit. Ces vers martelés ne rappellent en rien le jet gracieux des stances que Voltaire, après le succès de *Zaïre*, adressait à M[lle] Gaussin. La correspondance en prose de M. Ponsard avec quelques journaux nous semble encore moins heureuse. Placé dans une situation délicate, par les hasards de la polémique. entre ses opinions littéraires d'il y a trois ans et sa reconnaissance d'aujourd'hui, M. Ponsard n'a trouvé, pour panser les blessures d'un célèbre académicien froissé dans la bagarre, que des excuses étranges, accompagnées d'injustes récriminations contre la critique. Nous ne voulons pas venir ici en aide à l'auteur de l'article sur *Lucrèce*. Il a repoussé sans peine, et comme il le devait, un blâme immérité. Au reproche d'avoir indiscrètement cherché sous de simples initiales le nom de M. Ponsard. il a répondu que ce mode de signature au bas d'articles littéraires équivalait au nom entier. et personne assurément ne le démentira Mais, en vérité, notre collaborateur aurait pu faire à M. Ponsard une réponse tout autrement catégorique. Il n'y avait rien à chercher, rien à deviner. Nous avons ouvert à l'endroit cité la *Revue de Vienne*, et nous avons reconnu que les plaintes élevées par l'auteur de *Lucrèce* portent complétement à faux. Si son nom ne figure pas en toutes lettres à la page 494, au-dessous de l'article dans lequel *Arbogaste* est si cavalièrement jugé, on lit, six feuillets plus loin, dans la table du troisième volume, page 500, que l'article intitulé *De Mademoiselle Rachel, de Corneille, de Racine et de Shakspeare* est.... de M. F. Ponsard, tout au long. De quoi donc se plaint le poëte viennois? Est-il bien loyal, pour parler comme lui, de se retrancher derrière les initiales de la page 494, quand le prétendu anonyme se trouve levé six pages plus loin? Est-il surtout bien loyal, quand on a écrit, en 1840,

l'article que nous rappelons, et quand on a conçu et composé une pièce dans la forme et dans le mètre assouplis par la nouvelle école, de se jeter à corps perdu dans les bras de ceux dont on a traité les œuvres de *friperie dédorée et hors de mode?* En outre, la lettre de M. Ponsard à M. Viennet contient des hérésies plus graves, que la critique ne peut laisser passer sans réclamation : « Je n'ai fait que *Lucrèce*, je n'ai produit au jour que *Lucrèce ;* je ne veux être jugé que sur *Lucrèce,* » s'écrie incessamment M. Ponsard. C'est-à-dire qu'il serait loisible à un écrivain de soustraire au contrôle de l'opinion publique ce qu'il a livré antérieurement à l'impression ! Nous convenons que ce procédé serait, en bien des circonstances, extrêmement commode. Il offrirait surtout de précieux avantages à ceux qui ont professé des opinions de circonstance ; on ne pourrait plus les mettre en contradiction avec leur passé, ni discuter leurs variations; il ne serait plus permis de demander à un nouvel écrivain d'où il vient et où il va ! C'est là, en vérité, une prétention exorbitante et un inconcevable mépris du droit d'examen. Dès ses premiers pas dans la carrière, M. Ponsard se montre plus intolérant, plus superbe, plus impatient de la contradiction que les maîtres de l'école aujourd'hui régnante. Ceux-ci contestent, il est vrai, la compétence de la critique contemporaine ; mais ils ne limitent pas du moins, au gré de leurs caprices ou de leurs intérêts, le champ où elle doit humblement se renfermer : ils n'ont pas encore essayé de lui faire sa part avec un sans-façon aussi despotique.

Puisque nous avons été conduits à nous occuper de nouveau de la *Revue de Vienne*, nous témoignerons toute notre surprise de la manière dédaigneuse et dénigrante dont M. Ponsard a parlé, dans sa lettre à M. Viennet, de cette ville et de cette revue. L'auteur de l'article inséré dans le dernier numéro de la *Revue des Deux Mondes* avait félicité M. Ponsard d'avoir foulé dès l'enfance cette terre à demi romaine, où la majesté du peuple-roi est empreinte dans d'impérissables ruines ; il l'avait félicité d'avoir passé sa jeunesse dans cette atmosphère érudite, au sein d'une petite colonie laborieuse et lettrée. Moins courtois envers sa patrie qu'un étranger, M. Ponsard, pour atténuer le tort de son irrévérencieuse appréciation d'*Arbogaste,* a sacrifié non-seulement sa prose, ce qui lui était bien permis, mais encore la ville et la *Revue de Vienne*. A l'entendre, ce qui l'absout, c'est qu'il n'a déposé son malencontreux jugement sur les poëtes de l'empire que *dans une petite revue d'une petite ville de province*. Comment donc ! Vienne, une petite ville de province ! Vienne, cette ancienne métropole, riche de tant de monuments romains et du moyen âge ! Vienne, qui a fourni les matériaux du magnifique ouvrage pittoresque de MM. Rey et Vietti (1) ! Vienne, si recommandable par son ardeur archéologique et littéraire ! Vienne, qui a déjà donné à la scène française un poëte tragique distingué, M. Pichat, traitée de cette façon cavalière par un de ses enfants ! Et cette *petite revue* qui, suivant M. Ponsard, ne comptait pas cinquante abonnés, cette revue, dont on fait si lestement les honneurs, il est bon qu'on sache qu'elle ne renferme pas seulement des proverbes et des contes persans signés F. P. ; on y trouve encore d'intéressants articles de biographie et d'histoire dus à MM. Colomb de Batines, Vital Berthin, Victor Teste, etc., et enfin et surtout de nombreuses et savantes dissertations archéologiques de M. Delorme, conservateur de la bibliothèque et du musée. Sans doute, M. Ponsard pouvait, s'il le trouvait convenable, se déclarer l'humble admirateur de la littérature impériale, et le reconnaissant serviteur des

(1) *Monuments romains et gothiques de Vienne en France.*

éloquents burgraves du *Constitutionnel,* à qui *Lucrèce* a rendu tout à coup la parole; mais était-il nécessaire, pour prendre cette position peu enviable, de décrier le modeste et estimable recueil où l'on a fait ses premières armes, et de repousser si dédaigneusement ses collaborateurs qu'on vient de dépasser? Pour nous, nous ne regretterons pas d'avoir fait connaissance avec la *Revue de Vienne*; nous y avons trouvé de sérieux et utiles travaux. Et, afin de prouver à M. Ponsard que nous sommes bien éloignés de vouloir fouiller dans cette mine ouverte à tous, seulement pour y chercher matière à des critiques, nous extrairons du numéro de mars 1839 les vers que M. Ch. Magnin avait indiqués avec éloge dans son article sur *Lucrèce*. Le poëte, dans cette épître à M. Delorme, parle de Vienne et de ses monuments avec un respect filial qu'il aurait dû se rappeler davantage en écrivant sa lettre à M. Viennet :

. . . .
On ne doit pas, non plus, aux colonnes antiques
Clouer, comme un affront, quelques blanches boutiques.
Un pareil assemblage attriste le regard,
Comme un hochet d'enfant sur le cou d'un vieillard.
Jadis la main d'un dieu vengea la maison sainte
Des tables de marchands qui salissaient l'enceinte.
Eh bien ! vengeons aussi le prétoire (1) insulté,
Car les siècles lui font une divinité.
Que l'artiste étranger qui vient dans ses décombres
D'Auguste et de Livie interroger les ombres,
Puisse, se détachant des choses d'aujourd'hui,
Évoquer longuement ces grands noms devant lui,
Et rêver des Romains, sans que sa rêverie
Heurte désenchantée une conciergerie.
Profaner à ce point ces débris imposants,
Ce serait nous montrer plus cruels que les ans.
Les ans n'insultent pas quand ils font leurs ravages.
Et pendant que l'on voit les peuplades sauvages
Entourer de respect et d'un culte pieux,
Comme un objet sacré, les os de leurs aïeux,
Nous, fils dénaturés, nous, la moderne Vienne,
Devons-nous outrager les restes de l'ancienne!
Ah! sachons respecter dans les vieux monuments,
D'un siècle enseveli les sacrés ossements!
Où le peuple ne voit que pierres dégradées
Le philosophe trouve un symbole *d'idées,*
Hiéroglyphe écrit par nos prédécesseurs,
Pétrifiant ainsi l'histoire de leurs mœurs.
L'artiste y reconnaît le chef-d'œuvre d'un maître.
L'antiquaire un trésor et la ville un ancêtre.
Le trafic a chez nous une assez large part;
Laissons-y quelque coin pour y cultiver l'art.
C'est ainsi qu'on verra notre Vienne nouvelle
Reconquérir un nom qui fut perdu par elle,
Et marcher dans l'espoir et dans le souvenir,
Les pieds dans le passé, le front dans l'avenir.

(1) *Prétoire* est le nom qu'on donne vulgairement à Vienne aux restes d'un monument qu'on croit avec plus de raison avoir été le temple d'Auguste et de Livie.

Ce sont là des vers qui, malgré quelques taches, ne manquent pas d'une certaine beauté, et M. Ponsard ne nous paraît pas encore assez riche de pareils morceaux pour les désavouer comme il fait, avec tant de hauteur et de dédain. Somme toute, nous aimons à croire que, dans le cas présent, c'est une vertu de M. Ponsard qui a nui à sa prudence et à ses autres qualités. On ne gagne jamais rien à se mettre du parti des sots. M. Ponsard nous aurait donné ici une trop triste idée de son goût, s'il ne nous en avait donné une bien haute de sa reconnaissance.

AFFAIRES D'IRLANDE.

Monsieur, vous avez déjà parlé de l'Irlande, mais les affaires de ce pays ont pris, dans ces derniers temps, un tel caractère de gravité, qu'il ne peut être superflu d'en parler encore. La question irlandaise paraît dominer en ce moment les autres préoccupations de l'Angleterre ; cette plaie séculaire, qui semblait se fermer peu à peu, s'est ouverte tout à coup plus large et plus vive que jamais. Les difficultés ont l'air de naître les unes des autres sous les pas du gouvernement anglais. Aux embarras extérieurs succèdent les embarras intérieurs, dont l'état de l'Irlande constitue sans contredit le plus sérieux. Il est facile de voir que l'Angleterre commence à douter de sir Robert Peel. Il a beaucoup mieux résolu les questions extérieures qu'il ne paraît devoir aplanir les difficultés intérieures Il a mis fin à la guerre dans l'Inde, à la guerre dans la Chine, aux chances de guerre en Amérique et même en Europe, mais il n'a pas eu le même bonheur quand il s'est trouvé aux prises avec les complications domestiques. Jamais peut-être homme d'état ne s'était vu placé dans une position plus magnifique, mais aussi plus périlleuse. Son pays avait en lui une confiance sans bornes ; il avait mis toute sa foi, tout son espoir dans son expérience, dans son esprit de ressources. Le vaisseau de l'état, et nul pays ne peut mieux que l'Angleterre justifier l'emploi de cette locution un peu banale, le vaisseau de l'état allait droit sur les brisants, et il fallait une main ferme et sûre pour l'arrêter dans cette course précipitée Quelque opinion qu'on pût avoir de sir Robert Peel, tout le monde néanmoins s'accordait à reconnaître qu'il était l'homme désigné par la voix publique. Il arriva donc au pouvoir en maître, en dictateur, porté par la nécessité, et il en usa sans réserve. On se souvient encore de ces séances solennelles où, au milieu d'un silence de mort et de l'anxiété universelle, le chef du gouvernement exposait ses plans dans un superbe langage. C'était le beau temps de sir Robert Peel ; ç'a été un moment unique dans sa vie, moment d'audace et de triomphe qui ne se voit pas deux fois.

Il n'a fallu que quelques mois pour retourner la médaille. Le premier ministre avait taillé dans le vif sans s'inquiéter de blesser ses amis plus encore que ses ennemis ; il avait remanié de fond en comble toute l'économie politique de l'Angleterre, parce qu'à de grands maux il fallait de grands remèdes On a attendu le résultat, puis il s'est trouvé que, malgré des ressources extraordinaires, les ressources des temps de guerre, le budget n'était pas mieux portant qu'autrefois. L'insuccès de ses mesures financières a été le premier échec de sir Robert Peel, la première atteinte portée à sa renommée d'infaillibilité. Populaire, il ne l'a jamais été, il ne l'est pas, il ne le sera jamais, parce que son caractère, public et privé, n'y prête pas. Mais on comptait sur lui comme sur un homme inépuisable en expédients ; on l'attendait à l'œuvre avec une sécurité qui avait quelque chose de très-alarmant pour lui. Aussi, qu'est-il arrivé? Il n'y a pas deux ans qu'il est au pouvoir, et déjà on commence à n'avoir plus confiance en lui. Ce n'est pas qu'on se tourne vers d'autres, car on sent qu'il

est encore l'homme indispensable, mais on est mécontent, on est découragé, et, en ce moment, sir Robert Peel trouve à peine une voix pour le défendre dans toute la presse anglaise.

Il y a une certaine injustice dans cette réaction qui se fait en Angleterre contre sir Robert Peel. On va trop vite dans le désappointement comme on avait été trop loin dans l'espoir. Si l'homme a été au-dessous des événements, c'est que les événements étaient trop forts pour les ressources humaines. Si le budget n'a pas été rétabli du premier coup, cela prouve seulement qu'il était très-malade, et qu'il a besoin d'une plus longue convalescence. Cependant il y a un point sur lequel sir Robert Peel est plus vulnérable, c'est l'Irlande.

Le gouvernement de l'Irlande a toujours été le côté faible des tories. Vous connaissez cette phrase si souvent citée que prononça sir Robert Peel quand il quitta le ministère en 1835. « L'Irlande, dit-il alors, était ma grande difficulté. » En effet, il n'était pas encore, à cette époque, assez le maître de son parti pour pouvoir le rendre modéré, et, d'un autre côté, tenter de gouverner l'Irlande par les orangistes, c'était y provoquer infailliblement une révolte et une guerre civile. Six années s'écoulèrent pendant lesquelles les whigs gouvernèrent, ou plutôt administrèrent humainement l'Irlande, et y adoucirent la violence des passions de parti, et pendant lesquelles aussi sir Robert Peel forma et organisa le parti puissant qui prit le nom de parti conservateur. Quand, en 1841, il revint au pouvoir, il semblait avoir perdu toute inquiétude au sujet de l'Irlande, résolu qu'il était à ne rien changer à la politique qu'y avaient suivi ses prédécesseurs. Ce fut là que le coup d'œil si clairvoyant de cet homme d'état fut mis en défaut. Sir Robert Peel crut avoir tout fait en nommant au gouvernement de Dublin un homme doux et faible, et il oublia que la neutralité était impossible en Irlande. Il eut un système de politique négative; il ne fit point de mal, mais il ne fit point de bien; il ne fit rien, ce qui est toujours un grand tort pour un gouvernement. Pendant un an, cette sécurité sembla justifiée; l'Irlande ne bougea pas; M. O'Connell, qu'on nous passe le mot, fit le mort; il parut se contenter de se faire nommer lord maire et de parader dans son costume officiel. Les murmures confus qui de temps à autre se faisaient jour étaient perdus dans le tumulte des grands débats dont retentissait alors le parlement anglais. On parlait de la Syrie, de la Chine, de l'Afghanistan, des céréales, de l'*income-tax*, que sais-je encore? du droit de visite, si vous voulez, et on oubliait l'Irlande et les trésors d'amertume qu'elle amassait dans l'ombre et dans le silence. Mais voici que tout à coup la *difficulté* reparaît. Le nuage, qu'on n'avait pas vu poindre à l'horizon, grossit et s'avance, et l'on s'aperçoit avec étonnement qu'il est près d'éclater.

Qu'y a-t-il donc de changé? Rien que les hommes au premier abord, car les choses semblent être restées les mêmes. Mais c'est ici, monsieur, qu'apparaissent toutes les difficultés d'un gouvernement tory et exclusivement protestant en Irlande. Il ne faut pas croire qu'on puisse secouer son passé comme on secoue la poussière de ses souliers. De durs, de cruels, de sanglants souvenirs sont associés, dans le cœur des Irlandais, au seul nom des tories. Les conservateurs d'aujourd'hui portent le poids des violences de leurs pères, et eux-mêmes, disons-le, ne sont pas exempts de reproche. Pendant les dix années qu'ils ont passées dans l'opposition, n'est-ce pas l'Irlande qui a été le but de toutes leurs attaques? Dans la chambre des lords, dans la chambre des communes, dans les banquets, dans les églises, du haut des chaires, du haut des hustings, l'Irlande et le catholicisme, le pape et O'Connell, n'étaient-ils pas chaque jour dénoncés à l'Angleterre protestante? Et notez bien que les tories étaient poussés fatalement dans cette voie, que cette conduite était une conséquence forcée de leur position. Le ministère de la réforme, le gouvernement de lord Melbourne et de lord John Russell avait avant tout pour appui l'Irlande. Le parti irlandais formait dans la chambre des communes l'appoint de la majorité; il

était comme un bouclier qu'il fallait traverser avant d'arriver jusqu'au ministère. De là vint que, pour renverser lord Melbourne et lord John Russell, il fallut d'abord abattre M. O'Connell et son parti, qu'on appelait *sa queue,* et que tous les coups destinés au ministère portèrent d'abord sur l'Irlande. L'opposition, conduite par sir Robert Peel. lord Stanley, lord Lyndhurst. eut dès lors deux objets : l'un de paralyser l'action du ministère dans la législature, et de lui enlever l'appui des Irlandais en leur prouvant qu'il ne pouvait rien pour eux, l'autre de le perdre dans l'esprit du pays en soulevant contre lui l'orgueil national et la jalousie religieuse. L'un et l'autre de ces objets furent atteints. Dans la chambre des communes, toute mesure favorable à l'Irlande fut invariablement combattue, fut rejetée, ou ne fut concédée que mutilée et à la dernière extrémité. Heureusement le gouvernement de l'Irlande, dans ses conditions actuelles, est une affaire d'administration plus que de législation; il est moins important d'y faire de nouvelles lois que d'y bien exécuter celles qui existent déjà Aussi, le ministère whig compensait-il son impuissance législative par son impartiale administration, corrigeant ainsi les choses par les hommes; mais dans le parlement, il ne pouvait rien et bien souvent le parti irlandais, fatigué d'attendre. était près de l'abandonner. L'âme droite et loyale de lord John Russell fléchissait quelquefois sous cette tâche ingrate, et il le rappelait l'autre jour dans le plus noble langage : « Ç'a été pour moi, disait-il, et ce sera toujours pour moi une consolation, que ce peuple généreux et cordial, voyant que nous voulions réellement son bonheur, nous ait récompensés en nous accordant un degré inusité, peut-être immérité, de confiance. Bien souvent je me suis pris à hésiter en voyant que nous ne pouvions rien faire pour eux et qu'ils continuaient à avoir confiance en nous; bien souvent je me suis demandé s'il n'était pas de notre devoir de leur dire franchement ce qui en était, de leur dire que nous n'étions pas dignes de leur confiance. »

Et pourtant, monsieur, les Irlandais ont eu confiance jusqu'au dernier moment. Mais la croisade anti-irlandaise et anti-catholique avait encore plus de succès au dehors qu'au dedans du parlement. C'était dans les églises, c'était dans les *meetings,* dans l'Exeter Hall, dans les journaux, plus encore que dans les chambres, qu'on excitait et qu'on soulevait les sentiments nationaux et protestants de l'Angleterre. Les Irlandais étaient des sauvages moins civilisés que ceux de la Nouvelle-Zélande; leurs prêtres étaient des « brigands en surplis, » qui faisaient du confessionnal une école d'assassinat, la reine était ouvertement menacée, et on lui rappelait son serment ecclésiastique. Tout cela réussit. monsieur; le vieux levain protestant fermenta de nouveau sur tous les points de l'Angleterre; le jour des élections arriva, l'église entra dans la lice avec toutes ses forces, et le gouvernement whig, c'est-à-dire l'Irlande, fut balayé comme par un coup de vent.

C'est là, monsieur, qu'il faut aller chercher la source. ou du moins la cause la plus immédiate du soulèvement qui se fait aujourd'hui en Irlande contre le gouvernement tory. Il faut bien se souvenir que les dernières élections ont été faites surtout par le parti de l'église dominante contre le parti de l'Irlande, et non pas précisément du catholicisme, mais de l'égalité religieuse. C'est l'Irlande, plus que le parti de la réforme, qui a été vaincue dans les élections, comme elle le fut autrefois par l'invasion.

Vous étonnez-vous maintenant que l'Irlande soit de nouveau remuée jusqu'aux entrailles? Ce gouvernement, quoi qu'il fasse, avant même qu'il agisse, n'est-il pas déjà à ses yeux une personnification nouvelle de la conquête? C'était là ce qu'il fallait comprendre, c'était là ce que devait voir sir Robert Peel. Il devait se hâter de détromper l'Irlande, de lui montrer que les conservateurs d'aujourd'hui n'étaient pas les tories d'autrefois. Il devait avancer, et il s'est borné à ne pas reculer. Il n'a pas su avoir en Irlande le rare courage, l'éclatante audace qu'il a montrés en Angleterre. Cet homme qui, aux prises avec l'aristocratie territoriale, l'aristocratie

monétaire et l'aristocratie ecclésiastique de son pays, a su faire plier toutes les volontés rebelles devant sa volonté et devant la perspective d'une banqueroute, n'a pas su dompter la turbulente minorité protestante et orangiste qui domine la camarilla de Dublin. Il a tout osé en Angleterre, il n'a rien osé en Irlande. Mal lui en a pris. *Sa* difficulté, la difficulté proverbiale, est revenue le prendre comme par surprise; elle a reparu sous la forme très-visible et très-palpable de M. O'Connell entraînant sur ses pas une bien autre *queue* que celle qu'il avait dans la chambre des communes, une queue de plusieurs millions d'hommes.

Je ne veux pas exagérer l'importance, ou du moins la signification du mouvement qui se fait aujourd'hui en Irlande. Je vous dirai tout d'abord que je crois le rappel de l'union absolument et radicalement impossible, et je crois que cette conviction est partagée par quiconque a tant soit peu étudié les affaires de la Grande-Bretagne.

Il y a quinze ou vingt ans, M. Canning s'écriait : « Révoquer l'union! autant rétablir l'heptarchie! » Proposer dans la chambre des communes la séparation de l'Angleterre et de l'Irlande, c'est comme si on proposait dans notre chambre des députés le rétablissement de la langue d'*oil* et de la langue d'*oc*, ou du royaume de Provence, ou des états de Bretagne, en un mot le démembrement de la monarchie. Placée entre le continent américain et le continent européen, la Grande-Bretagne, le royaume-uni, ne peut se maintenir que par la concentration de toutes ses forces dans une seule main. Demander à l'Angleterre le démembrement de l'union, c'est lui demander le suicide.

Le parlement anglais n'accordera jamais le rappel. Il ne reste donc à l'Irlande, si elle veut l'avoir, que la ressource des armes. C'est ici que l'Angleterre répond : *Quia nominor leo*. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les forces respectives des deux partis pour voir que l'Irlande ne pourrait tenir un seul instant contre l'énergie supérieure de la race anglaise. D'abord l'Angleterre aurait pour elle l'immense avantage de l'unité. Il ne s'agit plus ici de réforme politique, de liberté religieuse ou d'égalité civile; il s'agit d'une question nationale. Dans la grande lutte qui précéda l'émancipation des catholiques, les Irlandais avaient pour alliés tous les libéraux d'Angleterre; dans une guerre de peuple à peuple, ils auraient contre eux tous les partis. L'Angleterre seule serait déjà trop forte pour l'Irlande; mais l'Angleterre, monsieur, n'est pas seule. Elle a, au cœur même de l'Irlande, un point d'appui solide et profondément enraciné. La population y est divisée en deux parties, différentes par le sang, par la religion, par le caractère, par l'histoire. Au fond s'agite et murmure la vieille race celte, la race dépossédée, décimée et opprimée, et au-dessus d'elle surgit et domine la race saxonne et conquérante. La première est la plus nombreuse, la seconde est la plus forte. Il y a en Irlande sept millions de catholiques contre un million de protestants, mais la minorité possède la terre, l'argent, les armes; elle a la discipline, l'organisation, elle a une civilisation plus avancée, elle a enfin l'Angleterre. C'est déjà une question de savoir si le parti anglais et protestant en Irlande ne serait pas seul de force à balancer tout le parti national et catholique.

Le rappel n'est pas possible, et s'il l'était, serait-ce véritablement un bien pour l'Irlande? Je ne le crois pas. Cela est triste à dire, mais n'est malheureusement que trop vrai : l'Irlande n'est pas capable de se gouverner seule. Dieu me garde d'insulter à la fortune d'un peuple généreux et malheureux! Ce ne sont pas les Irlandais que j'accuse, c'est l'oppression qui les a faits ce qu'ils sont. Ce qu'il y a de plus funeste dans la tyrannie, c'est qu'elle dégrade celui qu'elle écrase, plus encore qu'elle ne déshonore celui qui l'impose. Les hommes de l'esprit le plus libéral sont eux-mêmes forcés de reconnaître cette sorte d'infériorité morale du peuple irlandais. « Eh quoi! dit M. Gustave de Beaumont, l'on ne comprend pas que six cents ans d'esclavage héréditaire, de misère matérielle et d'oppression

morale, aient altéré tout un peuple, vicié son sang, avili sa race et dégradé ses mœurs. L'Irlande a subi le régime du despotisme, l'Irlande doit être corrompue; le despotisme a été long, la corruption doit être immense. » Voilà la vérité; elle est pénible à entendre, mais à quoi bon la dissimuler? Que ferait l'Irlande d'un parlement national? Elle en a eu un autrefois, et il n'a été qu'un modèle de corruption. A chaque session, l'Angleterre l'achetait argent comptant. Ce fut lui qui, honteux Ésaü, vendit aux enchères sa part de liberté et l'indépendance de sa patrie. On sait le prix, le prix exact que l'union coûta à l'Angleterre dans la première année de ce siècle. Une indemnité de 375,000 fr. fut promise à tous les membres du parlement irlandais propriétaires de bourgs pourris; le gouvernement anglais en eut pour 31 millions de francs, mais le 26 mai 1800, l'acte de l'union législative fut voté à Dublin par 118 voix contre 73

Abandonner l'Irlande à elle-même, ce serait la livrer à l'anarchie; lui rendre un parlement indépendant, ce serait lui donner une boîte de Pandore, d'où sortirait bientôt la guerre civile. Admettons pour un moment que l'union soit détruite, mettons l'Angleterre en dehors; que reste-t il? Trouvons-nous une nation unie, compacte, une seule religion, une seule race? Non. Il reste l'Irlande coupée en deux, partagée entre les Celtes et les Saxons, entre les catholiques et les protestants, entre les propriétaires et les fermiers. Si les deux populations distinctes si les Anglais et les Irlandais pouvaient être confinés dans leur île respective, alors sans doute le rappel pourrait donner une sorte de paix à l'Irlande; mais, comme l'a remarqué avec raison un écrivain anglais, dans les conditions actuelles, le rappel ne ferait que mettre aux prises deux portions hostiles et incompatibles de la population sur leur propre sol. Dans toutes les guerres sanglantes qui ont ravagé l'Irlande, sous Charles Ier, sous Cromwell, à la bataille de la Boyne, à toutes les époques, ce n'était pas entre les Anglais et les Irlandais, c'était entre les enfants du même sol, entre les Irlandais Celtes et les Irlandais Saxons que régnait la plus grande animosité et l'inimitié la plus sauvage. Cette situation n'a pas changé; il y a toujours deux nations en Irlande. Le parti irlandais est trop nombreux pour être entièrement subjugué par le parti anglais; celui-ci est, à son tour, trop bien discipliné, trop vigoureusement trempé pour être dompté par le nombre : de sorte que la lutte, une fois engagée, se prolongerait éternellement, et que l'Irlande reviendrait à l'union comme à un port de refuge.

Telles sont, monsieur, les raisons qui me semblent prouver, d'abord que le rappel de l'union est impossible, ensuite que, s'il était possible, il ne pourrait être que nuisible à l'Irlande elle-même. Les deux pays ont un intérêt commun à rester unis; l'Angleterre, sans l'Irlande, tomberait au rang d'une nation de quatrième ordre; l'Irlande, sans l'Angleterre, serait privée du seul arbitre qui puisse maintenir la paix entre les deux éléments irréconciliables de sa population.

Qu'est-ce alors que le cri de rappel? C'est une machine de guerre, c'est un bélier dont se sert M. O'Connell pour battre en brèche la forteresse du protestantisme. Ce n'est pas un but, c'est un moyen. Cependant c'est ici qu'est le danger. M. O'Connell est allé trop loin pour reculer, et je ne vois pas, je l'avoue, quelle peut être l'issue du mouvement qu'il organise aujourd'hui. Je comprends bien où pouvait et où devait le mener l'agitation en faveur de l'émancipation des catholiques : c'était là une mesure praticable, et elle a été réalisée; mais le rappel, c'est la chose impossible, et quand je vois M. O'Connell engager irrévocablement l'Irlande dans cette voie, je confesse que je ne sais pas comment il en sortira. En ce moment, plusieurs millions d'hommes n'ont qu'un seul vœu dans le cœur, une seule idée dans l'imagination, un seul mot sur les lèvres, le rappel! Leur chef, leur maître, l'homme dont une parole les soulève, dont un signe les calme, ne les retient dans l'ordre qu'en leur disant : Attendez, vous l'aurez. Mais ne peut-il pas venir un jour où ils se lasseront d'attendre, où ils lui demanderont compte de ses promesses, et où lui-même peut-

être, se voyant poussé à l'extrémité, se jettera la tête la première dans une entreprise dont il sent la démence? Les chances de collision grandissent de jour en jour; les vieux souvenirs, les haines héréditaires se réveillent; les spectres des martyrs et des persécuteurs sortent de la poussière des anciens champs de bataille, et l'odeur du sang commence à monter à toutes les têtes. Voyez comme il a suffi l'autre jour de la violente sortie d'un journal pour mettre en déroute la bourse de Londres! C'était un appel aux armes, c'était le vieux cri des guerres religieuses : Israël, à vos tentes! Et au même moment, cinq mille orangistes irlandais saccageaient un village catholique. C'est une chose remarquable que les premières mesures de répression qu'ait prises le gouvernement tory aient été dirigées contre son propre parti. Pendant que le ministère offre 100 louis de prime à qui fera saisir les coupables, M. O'Connell n'a qu'à dire un mot pour que les flots du peuple rentrent dans leur lit. Pourra-t-il toujours les contenir? Quand l'appel aux armes tombe du haut des chaires, quand le signal de l'action part des bouches que le peuple est habitué à révérer, sera-t-il assez fort pour résister au torrent? Ce que l'agitation actuelle a de plus grave, c'est que le clergé presque tout entier, depuis le prêtre de campagne jusqu'à l'évêque, s'y est rallié sans réserve. Les prédications de la ligue pâlissent devant les harangues brûlantes que les évêques irlandais adressent à leurs ouailles. Écoutez l'évêque d'Ardagh : « Je défie, disait-il, tous les ministres anglais d'arrêter l'agitation dans mon diocèse. Si on nous empêche de nous rassembler en plein air, nous nous retirerons dans nos chapelles, et nous suspendrons toute autre instruction pour prêcher le rappel. S'ils assiégent nos temples, nous préparerons notre peuple aux circonstances, et s'ils nous traînent à l'échafaud, nous léguerons, en mourant, nos griefs à nos successeurs. Qu'ils y viennent, s'ils l'osent. Je ne suis rien, je suis un enfant du peuple, et je m'en fais gloire Je ne dois rien à l'aristocratie, et je n'ai pour elle qu'un mépris sans bornes... » Un autre évêque, celui de Killaloe, disait aussi : « Dieu tout-puissant! je crois qu'ils nous menacent de la guerre. En vérité, ils connaissent bien peu le peuple d'Irlande. Ne voient-ils pas que, dans l'état où il se trouve, la guerre ne peut avoir de terreurs pour lui! » Et deux à trois cent mille hommes applaudissent avec enthousiasme à ces sorties passionnées, et la presse nationale y fait écho dans un langage aussi violent. « Il y a quelque chose dans l'air, disait un journal de Dublin; nous touchons à une crise. Les nuages se sont accumulés pendant longtemps, et on disait : Oh! c'est un grain, cela passera! mais voici que l'orage envahit le firmament. Le cœur de l'Irlande bat plus vite. Surveillons la tempête, mesurons nos forces, et préparons-nous. »

La presse protestante répond de son côté : « On nous a jeté le gant; il est temps d'agir. Le triomphe de Rome en Irlande non-seulement éteindrait la lampe de vérité dans cette malheureuse terre, mais amènerait bientôt la submersion du monde entier dans les ténèbres du papisme. Nous ferons notre devoir. »

Peut-on raisonnablement croire que de semblables provocations resteront sans effet sur une population aussi inflammable que celle de l'Irlande? Ne suffit-il pas d'une étincelle pour mettre le feu à tous ces éléments qui fermentent? L'Angleterre sent le péril. Son gouvernement envoie chaque jour des troupes et des munitions en Irlande; la bourse, cet infaillible thermomètre, s'agite et suit l'orage. On ne croit pas à une révolution, mais on craint une révolte. L'Angleterre sait bien qu'elle est la plus forte, mais elle sait aussi qu'en frappant l'Irlande, elle se frapperait elle-même, et que de telles victoires lui coûteraient aussi cher que des défaites.

Quoi qu'il arrive, monsieur, soit que l'agitation du rappel se maintienne dans les limites de la constitution, soit qu'elle en sorte et se change en insurrection, elle n'en est pas moins, d'une manière ou de l'autre, un immense embarras pour le gouvernement anglais, un tiers du royaume-uni ne peut rester en état de révolte pacifique, si l'on peut parler ainsi, sans que la sécurité de l'état et les intérêts généraux en soient profondément altérés. D'un autre côté, tant que M O'Connell

se maintiendra lui-même et maintiendra son parti dans les bornes de la légalité, le gouvernement n'a pas le droit de l'inquiéter. Depuis le commencement de sa carrière politique, M. O'Connell a toujours eu une tactique uniforme; il a constamment cherché à mettre le gouvernement dans son tort, à lui faire prendre, aux yeux du public, l'initiative de l'agression. Cette fois encore. il a réussi. Ainsi, le chancelier d'Irlande a destitué des magistrats parce qu'ils avaient assisté à des *meetings*, tenus pour le rappel. A nos yeux et dans nos mœurs, rien de plus naturel, rien de plus juste; mais, dans la Grande-Bretagne, le droit de pétition et le droit de se rassembler pour pétitionner font partie intégrante de la constitution. Le nombre ne fait rien à la légalité ou à l'illégalité des réunions. Il est parfaitement légal aussi de discuter le rappel de l'union, car l'union a été faite par un parlement, et peut être défaite par un autre. Il est bien clair que les *meetings* violaient l'esprit de la loi, mais ils n'en attaquaient pas la lettre, et c'est toujours derrière la lettre que se retranche M. O'Connell.

Sir Robert Peel a évidemment affaire à forte partie. Le diable, quand il venait tourmenter Luther dans ses rêves, et argumenter avec lui en disant : « Et moi aussi je suis logicien, » n'était pas plus embarrassant qu'O'Connell venant troubler le sommeil du premier ministre, et lui disant : « Et moi aussi je sais mon droit. » Rien n'est plus curieux, plus intéressant que d'assister à la lutte de ces deux hommes, tous deux très-expérimentés, très-fins, très-rusés. O'Connell est toujours, passez-moi le mot, à cheval sur la loi. On a dit de lui qu'il conduirait une voiture à quatre chevaux à travers la constitution sans rien toucher. « Je déclare, disait-il l'autre jour, je déclare à sir Robert Peel et au duc de Wellington que j'observerai la lettre de la loi et l'esprit de la loi. Je me tiendrai dans les plus strictes limites de la légalité; aussi longtemps qu'on me laissera un point dans la constitution où je puisse placer mon pied comme sur le point d'Archimède, j'y maintiendrai la liberté de mon pays. Nous sommes prêts à rester sur le terrain constitutionnel; mais si on nous force à en sortir, alors *væ victis.* »

Un autre jour, on envoie des troupes pour surveiller le *meeting*. O'Connell leur fait l'accueil le plus cordial, les plaint de la peine inutile qu'on leur donne, puis il dit : « On envoie trente mille soldats en Irlande ! tant mieux, ce seront trente mille shillings par jour qu'ils y laisseront. Mes amis, trois hourras pour la plus brave armée du monde! » Puis il ajoute : « Nous sommes trop sûrs du succès pour nous mettre au pouvoir de nos ennemis en violant les lois; nous savons bien quel avantage nous leur donnerions. Mais pourquoi parler de ces choses oiseuses? Nous sommes trop bons garçons pour faire la guerre à qui que ce soit. »

C'est toujours ainsi qu'on le retrouve, toujours protestant de son respect pour la loi, et de son amour de la paix. En même temps, il paralyse la marche du gouvernement, et il peut prolonger cette situation aussi longtemps qu'il le voudra. Il peut puiser dans l'arsenal de la chicane des modes d'association et des procédés d'organisation que la loi ne puisse atteindre. Il peut forcer le gouvernement à entretenir une force considérable en Irlande, et se conduire de telle manière que les régiments anglais restent l'arme au bras à le regarder faire sans pouvoir l'interrompre. C'est là son but, son plan de campagne : embarrasser le gouvernement, le harasser, jeter des bâtons dans les roues du char de l'état, être incommode, être inévitable, et, avec tout cela, être parlementaire; avoir toujours le bras levé et ne jamais frapper. Quel géant, quel titan que cet O'Connell ! Jamais les temps antiques, jamais l'histoire d'aucun peuple n'ont vu un tribun de cette taille. Ne croyez pas qu'en vous le montrant surtout comme un légiste, je veuille amoindrir les proportions de cet homme extraordinaire, car je ne sais qu'admirer le plus en lui, ou de cet instinct éminemment pratique qui lui a fait faire de si grandes choses, de si grands actes, ou de cette éternelle verdeur de cœur, de cette incomparable abondance d'imagination qui font de lui un poëte du premier ordre. Quelle verve intarissable!

Quelle variété infinie! « Mes bons amis, disait-il l'autre jour, on m'a destitué. Me trouvez-vous changé? Suis-je plus maigre? » Une autre fois il débute en disant : « Mes amis, je viens vous apprendre une bonne nouvelle, et vous dire que je suis bien content d'avoir appris à lire quand j'étais jeune; car tout à l'heure, en passant sous un arc-de-triomphe élevé pour vous, j'y ai lu ces mots : Les hommes de Tipperary ne seront jamais esclaves. » Ou bien encore. quand il parle des catholiques anglais : « J'ai émancipé ces gens-là, dit-il, et j'en ai grand regret. Vous vous souvenez tous de 1829. C'est l'année où je mis à bas la suprématie protestante. Les catholiques anglais avaient alors besoin de nous ; ils ne pouvaient s'émanciper sans nous. C'était pour eux aussi difficile que de faire danser une borne milliaire au son du flageolet. » Voyez avec quelle grâce il parle de sa jeune reine qu'il appelle le *cushla-ma-chree*, le battement de cœur de l'Irlande ! Voyez dans quels termes magnifiques il célèbre la pauvreté glorieuse et les mélancoliques destinées de son église !

« Le peuple est avec vous, dit-il aux évêques; il ne vous a jamais trahi, parce que vous lui avez toujours été fidèles. Le peuple a partagé joyeusement son morceau de pain avec ses prêtres, il leur a payé en dévouement et en respect ce qu'il ne pouvait leur payer avec des biens terrestres. Où trouverez-vous une hiérarchie pareille à celle de notre église? Nous avons été dépouillés, persécutés, proscrits. le Saxon a répandu la désolation sur notre terre natale, et cependant, semblable aux superbes temples de Palmyre qui s'élèvent dans le désert, la hiérarchie d'Irlande apparaît toujours avec ses éblouissantes colonnes, les pieds sur la terre, la tête dans les cieux. Les églises ont été ravagées, les ornements d'or ont été ravis, les murs même ont été renversés, et toujours la hiérarchie surgit majestueuse, puissante et magnifique, comme les songes des archanges qui vivent dans cette éternité au sein de laquelle elle nous mène. Ah! je bénis la persécution, car elle a fait notre église plus belle et plus sainte. Les autels sacrés de la liberté s'élèveront sous ses portiques, et la jeune Irlande, l'espérance de la patrie, grandira sous son ombre en force et en vertus. »

N'est-ce pas là un poëte? un prophète frémissant sur le trépied? Ne vous semble-t-il pas entendre les divins chœurs d'Athalie :

Où menez-vous ces enfants et ces femmes?
Le Seigneur a détruit la reine des cités;
Ses prêtres sont captifs, ses rois sont rejetés;
Dieu ne veut plus qu'on vienne à ses solennités.
Temple, renverse-toi! Cèdres, jetez des flammes!
. . . .

Quelle différence y a-t-il entre Joad déplorant les fortunes tombées de Sion et O'Connell racontant les malheurs de l'Irlande. sinon que le libérateur. comme on l'appelle dans sa patrie, pleure de vraies larmes sur de vraies douleurs? L'histoire ici dépasse la poésie, la réalité fait pâlir l'invention. O'Connell est grand parce qu'il représente de grandes douleurs. Il est le poëte; mais la poésie, c'est l'Irlande, c'est la verte Érin secouant la rosée de sang et de larmes qui couvre ses collines, *first flower of the earth, first gem of the sea*, la première fleur de la terre, la première perle de la mer.

Changez O'Connell de place, transportez-le par exemple à Mâcon. département de Saône-et-Loire, chef-lieu, préfecture, etc., dans le jardin anglais ou potager de M Bouchard, et le charme est détruit, parce que la vérité n'est plus là. La différence entre les *meetings* d'Irlande et les *meetings* de Mâcon est assez bien caractérisée par la disparité des lieux de la scène et des accessoires. O'Connell est en plein air, il montre avec orgueil ses lacs et ses montagnes, et l'horizon sans bornes ; à Mâcon, nous avons des tentes, des guirlandes de feuillage, des décorations mobiles

comme on en trouve dans le passage Choiseul pour faire des théâtres de société. A Mâcon, cent cinquante personnes reconduisent chez lui leur député. et on lui donne sous ses fenêtres une sérénade avec des *solos de femmes et d'hommes (sic)*. En Irlande, O'Connell entraîne sur ses pas trois à quatre cent mille hommes, femmes et enfants. On prétend. dit-il, que je ne puis pas me faire entendre. Je suis sûr qu'il y a plus de cinquante mille personnes qui entendent chaque mot que je dis, bien plus encore, car je m'aperçois que ma voix va jusqu'à l'autre extrémité de la foule. » Hier encore, il s'écriait : « Y a-t-il un orchestre par ici ? Jouez-moi le *God save the Queen !* » Et aussitôt une *douzaine* d'orchestres font à la fois la plus fantastique explosion A Mâcon, on félicite quelques centaines d'auditeurs d'avoir bravé *les intempéries de la saison*. « Quelle glorieuse chose, s'écrie O'Cônnell, quelle glorieuse chose c'était que la tempête cette nuit! Le temps était sombre ce matin, mais je vois que rien ne peut refroidir votre ardeur. »

Que Dieu me préserve, monsieur. de déprécier injustement les progrès que peuvent faire nos mœurs politiques. Je crois certainement qu'elles ne sauraient que gagner à ces manifestations publiques, à ces communications entre les masses et ceux qui font les lois pour elles. Mais le malheur est qu'on a voulu transformer un incident assez ordinaire en un grand événement. Parce que M. de Lamartine a fait un discours où tout le monde pouvait prendre sa part, depuis le républicain jusqu'au conservateur, ce n'est pas une raison pour dire que la représentation nationale a changé de résidence, et que Rome n'est plus dans Rome. M. de Lamartine a l'esprit trop élevé pour se laisser prendre à de pareilles amplifications, de même qu'il doit avoir trop de bon sens pour croire que sa position politique ressemble à celle d'O'Connell. Aussi. avez-vous vu comme il s'en défendait lui-même, et de la meilleure foi du monde, je n'en doute pas. O'Connell sait ce qu'il veut ; il a au suprême degré l'esprit pratique, et il est populaire parce qu'il est clair. M. de Lamartine ne peut être populaire que parmi les classes lettrées ; les habitudes de son esprit le portent trop vers les abstractions pour qu'il puisse mordre sur les masses. Vive le roi ! ou vive la république! cela est clair, cela est net. Hurrah pour le rappel! cela a un sens, cela peut se crier. Mais essayez donc de loger dans la tête du peuple une phrase comme celle-ci : « A l'accomplissement régulier et pacifique des destinées de la démocratie! » C'est un peu long; c'est trop difficile à retenir, outre que ce n'est pas toujours facile à comprendre.

Et d'ailleurs. monsieur, y a-t-il place en France pour un O'Connell ? Où donc est notre Irlande? O'Connell est le représentant, le soldat et le vengeur d'une race opprimée. d'une religion proscrite. d'une terre conquise. Qu'avons nous. que pouvons-nous avoir de semblable en France? M. de Lamartine ne dit-il pas lui-même : « Rien ne nous empêche plus de composer une seule et même famille..... La révolution de 89 a enlevé toutes les barrières qui nous séparaient en trois ou quatre peuples différents. l'égalité des droits entre tous a produit enfin ce qu'elle devait produire : l'uniformité de patriotisme et la fusion de tous les intérêts en un intérêt commun. »

Résignons-nous. monsieur; il n'y a pas chez nous matière à tribun. Nous ne pouvons pas avoir un O'Connell, parce que, Dieu merci ! nous n'avons pas une Irlande. Contentons-nous de la médiocrité de nos malheurs. et ne regrettons pas que les imperfections de notre état social ne soient pas de nature à prêter au dithyrambe. Acheter un O'Connell au prix d'une Irlande, ce serait le payer un peu cher, dût-il être M. de Lamartine.

****

UN

HOMME SÉRIEUX.

I.

Vers la fin de l'année 1834, peu de temps avant l'ouverture des chambres, un jeune homme de bonne mine et d'une tournure délibérée entra, dès le point du jour, dans la rue Jean-Jacques Rousseau, et se dirigea rapidement vers l'hôtel des postes. Il était enveloppé d'un grand manteau, précaution conseillée peut-être par la prudence et motivée d'ailleurs par la précoce âpreté de la saison. Une belle barbe brune, qui lui couvrait tout le bas du visage, selon la mode adoptée dès lors par quelques lions du monde élégant, et la manière dont il portait son chapeau enfoncé sur ses yeux, achevaient de composer une physionomie mystérieuse qui, tant il est vrai que les extrêmes se touchent, pouvait convenir également à un conspirateur ou à un espion, à un débiteur persécuté ou à un amoureux en bonne fortune.

Après avoir parcouru du regard la vaste cour où il venait de pénétrer, et dont l'obscurité n'était dissipée qu'en partie par les becs de gaz auxquels les blafardes lueurs de l'aube commençaient à peine à prêter leur concours, ce personnage matinal s'approcha d'un groupe de commissionnaires qui devisaient bruyamment devant le bureau des voyageurs.

— La malle-poste de Lille est-elle arrivée? leur demanda-t-il avec un accent où perçait une secrète inquiétude.

— Non, monsieur, dirent plusieurs voix en même temps.

Rassuré par cette réponse, l'interrogateur rebroussa chemin jusqu'à la grande porte de l'hôtel. De cette place, aucune des voitures qui à pareille heure arrivent presque sans interruption ne pouvait échapper à sa surveillance. Le poste choisi, restait à conjurer l'ennui d'une faction dont la durée était incertaine, et qu'une sombre matinée d'hiver rendait peu attrayante. L'inconnu remédia, autant qu'il dépendait

de lui, à ce double inconvénient en allumant un cigare et en s'enveloppant soigneusement de son manteau; puis il s'adossa contre un des battants de la porte et demeura immobile, sans donner d'autre signe d'existence que les bouffées de fumée qui s'exhalaient à intervalles égaux du coin de sa moustache. Plusieurs voitures chargées du service des dépêches défilèrent successivement devant lui; lorsqu'un de ces tourbillons à quatre roues se ruait dans la cour, au bruit du cornet du conducteur, il se penchait pour saisir au passage le nom de ville peint sur les panneaux, et à chaque espoir déçu il reprenait sa silencieuse attitude.

Une demi-heure déjà s'était passée ainsi, sans que le patient observateur parût découragé. En ce moment, pour la dixième fois, son attention fut attirée vers la rue par un bruit de voiture. Au lieu d'une malle-poste qu'il s'attendait à voir paraître, il aperçut presque aussitôt deux fiacres roulant d'une vitesse inaccoutumée. Ces respectables véhicules, à qui l'entrée de l'hôtel était pour le moment interdite, s'arrêtèrent devant la porte simultanément, comme si un cocher unique les eût gouvernés; mais une seule portière s'ouvrit. Sans attendre que le marche-pied fût abaissé, un nouveau personnage s'élança sur le trottoir d'un air affairé, qui annonçait évidemment la crainte d'être en retard; il se précipita aussitôt vers la cour, et s'adressant au premier individu qu'il rencontra sur son passage :

— Monsieur, dit-il vivement, pourriez-vous me dire si la malle-poste de Lille est arrivée?

Avant de répondre, l'homme au manteau, car c'était lui qui à son tour se trouvait interrogé, plongea un regard perçant dans l'étroit espace qui existait entre le chapeau du nouveau venu et les replis d'un immense cache-nez qui lui emmaillotait prudemment la figure. Il n'aperçut guère que deux petits yeux bruns, surmontés de larges sourcils de semblable couleur, mais cet échantillon suffit pour lui causer une impression de mauvaise humeur qui se traduisit d'une manière assez bizarre dans sa réponse.

— *I do not understand,* baragouina-t-il en affectant assez malheureusement l'accent britannique. Remontant alors le pan de son manteau jusqu'à ses yeux, de manière à déconcerter la curiosité la plus perspicace, il tourna le dos au questionneur.

— Au diable l'Anglais! murmura ce dernier. Eh! l'ami, reprit-il en s'approchant d'un des garçons de peine dont nous avons parlé plus haut, la malle-poste de Lille est-elle arrivée?

— Je ne saurais trop vous dire, répondit le commissionnaire, mais adressez-vous à ce monsieur en manteau qui fume près de la porte; il doit savoir si Lille est arrivée, car voilà plus d'une heure qu'il l'attend.

— Il ne comprend pas le français.

— Possible, repartit le porteur de malles d'un ton précieux, mais ça me paraît un peu fort, vu qu'il le parle aussi bien que moi.

— Hum! qu'est-ce que cela veut dire? grommela le nouveau venu en enfonçant sa figure dans les profondeurs de son cache-nez; il paraît que nous sommes deux à attendre la race des Chevassu. Quel peut être ce grand sournois ? Si cet impertinent de Moréal n'était pas à Douai, je croirais le reconnaître.

Curieux et intrigué, il revint à pas de loup vers l'Anglais équivoque; mais, au moment où il allait de nouveau lui adresser la parole, l'impétueuse irruption d'une malle-poste le força de battre précipitamment en retraite. La voiture, enlevée au galop par quatre chevaux vigoureux, passa comme un ouragan entre les deux

hommes, qui lurent en même temps le nom de Lille, peint en lettres d'or sur chaque portière. En cet instant décisif, leur conduite offrit un contraste qu'il eût été assez difficile d'interpréter en faveur du premier arrivé; il fallait qu'il eût de fortes raisons pour garder l'incognito, car il s'enfonça dans le coin le plus obscur de la cour, d'où il pouvait tout voir sans s'exposer à être aperçu lui-même. L'autre, au contraire, se comporta en homme qui ne craint pas le grand jour et peut marcher tête levée. Par une précaution qui dénotait cette sorte de coquetterie masculine dont, en certains cas, les individus les moins frivoles ne sont pas complétement dépourvus, il ôta sa volumineuse cravate et découvrit un visage qui, au total, n'avait rien à gagner à cette exhibition. Des traits prononcés, un teint blafard, des cheveux noirs et plats, d'épais sourcils presque joints, des yeux pénétrants et doucereux, composaient un ensemble plus propre à attirer l'attention que la confiance, et offraient je ne sais quelle réminiscence des héros de Butler ou de Pascal.

Après avoir décrit son circuit accoutumé dans une des cours intérieures, la malle-poste revint sur ses pas et s'arrêta devant le bureau des voyageurs. Le personnage dont nous venons de dépeindre la physionomie mi-partie de puritain et de jésuite s'avança aussitôt d'un air d'empressement, et, empiétant sur les fonctions du conducteur, ouvrit une des portières et déploya le marche-pied. Le premier être qui profita de cette action courtoise fut un magnifique épagneul dont l'indiscipline avait mis plus d'une fois à l'épreuve la patience de ses compagnons de voyage. L'ardent animal bondit, d'un seul élan, à dix pieds de distance, et commença une série de gambades frénétiques, comme pour protester contre la longue réclusion qu'il venait de subir. Presque au même instant, un jeune homme coiffé d'une casquette de velours rouge, et couvert d'un surtout à peu près semblable aux cabans que portent les officiers de l'armée d'Afrique, s'élança de la voiture en brandissant un fouet de chasse et criant à tue-tête :

— Ici, Justinien ! Veux tu te faire voler, misérable? Ici, bête maudite!

Tandis que le jeune voyageur courait après son chien, que l'aspect de l'instrument de correction semblait avoir changé en lièvre, on vit s'avancer en dehors de la portière une longue figure sérieuse qui, en dépit d'un vulgaire bonnet de soie noire enfoncé jusqu'aux oreilles, ne manquait pas de dignité. Ce chef respectable appartenait à un personnage âgé de cinquante ans environ, grand, maigre et fort vert. La lenteur compassée de ses mouvements, et l'ampleur un peu théâtrale du geste par lequel il répondit aux démonstrations de l'individu qui avait baissé le marche-pied, annonçaient non moins que l'impassible gravité de son visage un homme instruit de son mérite et disposé à faire partager aux autres la haute opinion qu'il avait de lui-même.

— Bonjour, Dornier, bonjour, mon cher, dit-il en s'aidant pour mettre pied à terre de l'épaule officieuse qui s'offrait sous sa main ; je disais tout à l'heure à Henriette et à cet écervelé de Prosper que, malgré l'heure matinale et le froid, je m'attendais à vous voir assister à notre débarquement.

— Eût-il été deux heures du matin, répondit avec une sorte de transport l'être obséquieux dont on sait maintenant le nom; eussions-nous eu dix degrés au-dessous de zéro, vous deviez être bien sûr de me trouver ici. Pour rien au monde, je n'aurais cédé à un autre le plaisir d'être le premir à saluer votre heureuse arrivée à Paris, et à vous féliciter au sujet du glorieux événement qui vous y amène. Mon cher maître, car je m'honorerai toujours de vous donner ce titre, mon digne monsieur Chevassu, le département du Nord va donc enfin être représenté d'une manière digne de lui !

— Dornier, vous me flattez, dit M. Chevassu, dont le visage austère s'éclaira d'un sourire d'encouragement.

— Je ne suis que l'écho de l'opinion publique. Oui, la nouvelle de votre élection a causé une joie générale; mais j'ose dire cependant que personne autant que moi n'a pris part à votre triomphe.

— Je le sais, mon cher Dornier, je le sais.

Tout en continuant ses protestations de ravissement et en étreignant d'un air d'effusion la main que le nouveau député lui abandonnait avec condescendance, M. Dornier dirigeait sur l'intérieur de la malle-poste un feu roulant de sourires, de regards et de saluts ayant pour but unique une jeune femme qui se disposait à descendre de la voiture. Cette pantomime galante n'obtint en retour qu'une légère inclination de tête, et la personne qui en était l'objet témoigna d'une manière non équivoque son peu de sympathie en s'élançant légèrement à terre sans accepter la main qui s'apprêtait à la soutenir.

Malgré ce petit échec, M. Dornier continua ses saluts et ses sourires en homme trop aguerri à un froid accueil pour se laisser facilement déconcerter.

— Il est inutile de demander à mademoiselle Henriette des nouvelles de sa santé, dit-il d'une voix insinuante; la fraîcheur de son teint et l'éclat de ses yeux me disent qu'elle se porte à merveille.

La fille du député du Nord était une jeune personne de dix-huit ans, douée d'une de ces beautés fières et spirituelles, qui pour paraître imposantes n'ont pas besoin de mûrir. Cette dignité précoce donnait à son œil noir et étincelant plus d'empire qu'il ne semble appartenir à l'adolescence, et modifiait l'habitude un peu sardonique de son sourire. En cette circonstance, ces deux expressions se fondirent en un regard gravement dédaigneux, qui, après avoir frappé le faiseur de compliments, se détourna aussitôt, comme s'envole un oiseau quand par mégarde il s'est posé sur de la boue.

Quoiqu'il fût habitué depuis longtemps à comprimer toute émotion, M. Dornier fronça ses larges sourcils, et le frémissement de ses lèvres devenues livides trahit la violence du ressentiment que lui causait cet humiliant accueil; mais il redevint maître de lui presque aussitôt, et cette petite scène échappa au député de l'ancienne Flandre, qui d'ordinaire était trop occupé de lui-même pour accorder aux actions d'autrui une attention bien clairvoyante.

— Maintenant, arrivons au point essentiel, dit ce dernier après avoir puisé largement dans une fort belle tabatière d'or qu'il venait de tirer de sa poche; vous êtes-vous occupé de la commission dont j'ai pris la liberté de vous charger?

— J'espère que vous n'en doutez pas, répondit M. Dornier, dont la figure, par un jeu de muscles comparable à la mécanique d'un changement de décoration à vue, redevint soudain sereine et souriante. Votre appartement est retenu, et, comme vous m'avez laissé la liberté du choix, je vous ai logé rue de la Paix, hôtel Mirabeau. Ce n'est pas loin de la chambre, et vous serez là comme chez vous.

— Hôtel Mirabeau! répéta M. Chevassu en aspirant avec majesté la formidable prise qu'il tenait entre le pouce et l'index. Je n'ai pas d'objection à faire contre un pareil logis. Grand orateur, Mirabeau! fort grand orateur, et qui eût été un fort grand ministre; homme complet enfin, si une chose, une seule, ne lui eût manqué.

— Quelle chose? demanda M. Dornier du ton modeste d'un écolier interrogeant son maître.

— La vertu! répondit le nouveau député en secouant les parcelles de tabac épar-

pillées sur sa cravate et son gilet, avec l'heureuse assurance d'un homme qui ne connaît pas d'autres souillures.

— La vertu.... politique? dit M. Dornier avec une finesse sournoise.

— Il ne s'agit pas sans doute de la vertu d'un chartreux ou de celle d'un anachorète. Mirabeau....

— Mon père, dit Mlle Henriette Chevassu, qui paraissait prendre fort peu d'intérêt à cette discussion, toutes nos malles sont au bureau, et nous pourrions partir.

— Où est ton frère? Pourquoi ne s'occupe-t-il pas d'envoyer chercher une voiture?

— Il n'est sans doute pas loin, reprit la jeune fille; j'entends crier Justinien.

Des hurlements lamentables, tels qu'en pousse un chien qu'on corrige, se faisaient entendre en effet. Un instant après, Prosper Chevassu arriva, traînant par le collier le dolent animal dont l'escapade avait allumé sa colère. Il échangea une poignée de main avec Dornier, et s'adressant ensuite à sa sœur :

— A-t-on descendu mon fusil? lui dit-il; et mes fleurets? et mon cornet à piston? et ma boîte de pistolets?

— Vous ne demandez pas de nouvelles de votre code? lui dit son père avec un accent de sévérité.

— C'est que je sais qu'il est précieusement serré dans ma malle, répondit l'étudiant d'un ton léger.

M. Chevassu redoubla de gravité, et tira de sa poche un petit volume compacte, à tranche multicolore.

— Ce livre si précieusement serré dans votre malle, le voilà, dit-il; vous l'aviez laissé à Douai sur votre bureau, et c'est moi qui ai dû réparer votre oubli. Il me semble pourtant que, dans votre position, le code devrait vous intéresser au moins autant que votre cornet à piston, votre chien et tout cet attirail de guerre dont vous avez encombré la voiture.

— Mon père, répliqua Prosper sans paraître déconcerté par cette réprimande, vous savez que, si je fais mon droit, ce n'est point par goût, mais par obéissance; n'exigez donc pas que je feigne pour ce grimoire une passion à laquelle il vous serait impossible de croire.

Après avoir articulé d'un ton ferme cette protestation contre les études qui lui étaient imposées par la volonté paternelle, le jeune étourdi prit le livre, objet de son antipathie, et, ouvrant la gueule de Justinien, il le lui fourra irrespectueusement entre les mâchoires.

— Porte-moi ça, mon brave, dit-il au chien, qui accepta ce dépôt d'un air honteux et craintif, et, si tu as l'esprit de l'avaler pour ton déjeuner, apprends que tu auras bien mérité de ton maître.

— Vous voyez! dit le député en jetant à Dornier un amer sourire, auquel celui-ci répondit par un regard de compassion respectueuse.

— Tout ton bagage est dans le bureau avec nos malles, dit la jeune fille à son frère, dans le but d'opérer une diversion; tu devrais envoyer chercher des voitures.

— J'ai devant la porte deux voitures de place, l'une pour vous, l'autre pour les malles, s'empressa de dire M. Dornier.

— En vérité, vous êtes un homme incomparable, dit M. Chevassu; vous pensez à tout. Henriette, il est trop tôt pour te conduire chez ta tante; provisoirement tu vas venir avec nous à l'hôtel Mirabeau.

— Mme la marquise de Pontailly sait que la malle-poste arrive de très-bonne heure, reprit l'officieux; elle me disait hier qu'elle espérait que vous lui amèneriez mademoiselle aussitôt après votre arrivée.

— Mme la marquise de Pontailly! répéta M. Chevassu en accentuant chaque syllabe avec une affectation ironique; vous avez manqué votre vocation, mon cher; vous auriez dû naître gentilhomme. Par la comtesse d'Escarbagnas! le titre et le nom de ma sœur sonnent pompeusement dans votre bouche. Mais, si vous croyez qu'elle soit capable de se lever à cinq heures du matin pour avoir le plaisir d'embrasser sa nièce quelques instants plus tôt, vous vous trompez étrangement. Ma sœur est trop femme du grand monde pour agir d'une façon si bourgeoise. Ainsi donc, Henriette, tu auras le temps de te reposer et de déjeuner avant qu'il soit jour chez ta noble tante, et puis tu ne seras sans doute pas fâchée de faire un peu de toilette. Eh bien! qu'as-tu donc? tu ne m'écoutes pas.

Mlle Chevassu, qui jusque-là n'avait pris que fort peu de part à ce dialogue, y semblait depuis un instant complétement étrangère. Cette inattention avait une cause qu'il est nécessaire d'expliquer. La jeune fille, en regardant autour d'elle, comme il arrive souvent aux personnes qui assistent à un entretien sans intérêt, venait d'apercevoir dans un coin de la cour, à demi caché derrière une malle-poste, l'homme au manteau dont nous avons parlé en commençant ce récit. A cette découverte, qui peut-être n'était pas tout à fait imprévue, sa physionomie, jusqu'alors froide et hautaine, changea subitement d'expression et s'épanouit comme une fleur que le soleil ranime après la gelée. Une rougeur éclatante inonda son frais visage, tandis que sa tête se baissait avec une sorte de confusion; elle demeura immobile, n'osant plus lever les yeux, et savourant, dans un doux recueillement, une de ces émotions qui n'appartiennent qu'à la jeunesse et qui donnent à la beauté un charme de plus.

— Henriette, je vous parle, reprit vivement M. Chevassu.

— Je vous entends fort bien, mon père, balbutia enfin la jeune fille, arrachée de son extase par cette voix qui, nous devons l'avouer, lui parut fort discordante, quoiqu'elle appartînt à l'auteur de ses jours.

— Alors pourquoi ne me répondez-vous pas?

— Mademoiselle Henriette vient à Paris pour la première fois, dit Dornier d'un ton mielleux, il n'est pas étonnant que le bruit, le mouvement....

— C'est vrai, interrompit la jeune fille, empressée de saisir une excuse de quelque part qu'elle vînt : il me semble si étrange d'être à Paris, qu'il faut me pardonner d'être distraite.

Pendant ce temps, Prosper s'était occupé de faire transporter les bagages dans un des fiacres. En revenant, il passa près de l'homme au manteau et le regarda un instant avec attention, mais sans lui adresser la parole.

Nous pouvons partir, dit-il lorsqu'il se fut rapproché de son père; puis, avec une galanterie assez peu en usage parmi les jeunes gens qui ont des sœurs, il offrit le bras à Henriette.

— Lindor est ici, lui dit-il à voix basse d'un air mécontent; mais nous allons avoir une explication.

— Prosper, je t'en supplie..., murmura la jeune fille avec émotion.

— Je t'ai prévenue. Puisque tu ne veux pas mettre fin à ce roman sentimental, c'est à moi de me charger du dénoûment.

— De quel droit prétends-tu me donner des ordres? demanda Mlle Chevassu,

blessée de l'accent de son frère, et elle essaya de retirer le bras dont il s'était emparé.

— Du droit du plus fort d'abord, répondit l'étudiant en la retenant malgré elle, et ensuite du droit du plus raisonnable.

— Toi, raisonnable? toi, le roi des fous!

— Pour ce qui me concerne, c'est possible; mais pour ce qui t'intéresse, c'est autre chose. D'ailleurs, je te promets que tout se passera pacifiquement. Tu vas me faire le plaisir de garder Justinien, dont tu me réponds sur ta tête.

Ils étaient arrivés près de la voiture. — Prosper y fit monter sa sœur, prit ensuite son chien par le cou et le hissa dans le fiacre sans s'inquiéter des lois de la préséance, étrangement violées pourtant, puisque, grâce à cet arrangement, M. Chevassu et son ami ne passèrent qu'après l'épagneul. Lorsqu'ils se furent assis, l'étudiant, au lieu de monter à son tour, releva lestement le marchepied, ferma la portière, et cria au cocher d'une voix impérieuse :

— Rue de la Paix, hôtel Mirabeau.

— Monsieur, que signifie cette nouvelle incartade? s'écria le député en allongeant la tête en dehors du fiacre.

— Avant une heure, je vous aurai rejoints, répondit l'étudiant, sur qui la physionomie courroucée de son père ne parut produire qu'une faible impression.

La voiture partit et mit fin à ce colloque.

Au moment où il avait vu que la famille Chevassu se disposait à partir, le jeune homme au manteau s'était dirigé rapidement vers un cabriolet de place qu'il avait envoyé chercher par un commissionnaire un instant auparavant.

— Vous voyez ce fiacre brun qui a le numéro 449, dit-il au conducteur, suivez-le, et surtout ne le perdez pas de vue; votre cheval a l'air bon.

— Suffit, répondit le cocher avec un sourire d'intelligence, ce ne sont pas les deux méchantes rosses de cette carriole qui sont capables de faire affront à mon anglais.

Satisfait de cette assurance, le jeune homme avait déjà mis un pied dans le cabriolet, lorsqu'il se sentit retenu par une main étrangère qui venait de saisir le pan de son manteau.

— Monsieur de Moréal voudrait-il me faire l'honneur de m'accorder un moment d'entretien? lui dit en même temps une voix bien timbrée, dont l'accent avait quelque chose d'ironique.

Il tourna rapidement la tête, et, à la vue de Prosper Chevassu, il mit pied à terre sans pouvoir dissimuler un mouvement de dépit et d'embarras.

II.

Les deux jeunes gens demeurèrent un instant immobiles en face l'un de l'autre.

— Est-ce que vous ne me reconnaissez pas? demanda d'un air de persiflage le fils du député; je me nomme Chevassu.

— Je vous reconnais fort bien, mon cher Prosper, répondit Moréal en cherchant à cacher sa mauvaise humeur sous un sourire amical; mais je m'attendais si peu à vous trouver ici, qu'au premier abord... la surprise... et puis, vous portez maintenant des moustaches, et cela vous change la figure.

— Vous me flattez, reprit l'étudiant, qui se caressa machinalement la lèvre

supérieure; quant à votre surprise, permettez-moi de douter qu'elle soit aussi vive qu'il vous plaît de le dire.

— Elle est cependant assez naturelle; vous avouerez que pour se rencontrer ainsi, à six heures du matin, il faut un hasard...

— Vous croyez au hasard !... J'y crois fort peu, moi.

— Vous parlez en homme religieux; mettez la Providence au lieu du hasard.

— Si vous permettez, nous mettrons le dieu Cupidon; ce sera moins édifiant, mais plus clair.

— Chevassu, vous serez donc toujours le même? dit Moréal, qui ne put s'empêcher de sourire.

— Je l'espère bien. parbleu ! Je perdrais trop à changer. Mais il faut que je vous parle sérieusement, et nous ne pouvons guère dialoguer au milieu de la rue, à la façon des amoureux de Molière.

— Voulez-vous venir chez moi ?

— Non pas. De notre conversation doit résulter la paix ou la guerre, et jusque-là il convient que nous restions sur un terrain neutre. Voilà un estaminet borgne qui vient de s'ouvrir. Qu'en dites-vous?

— Cet antre immonde?

— Vous êtes ravissant ! Vous sortez de votre lit; peut-être avez-vous royalement soupé; vous avez un bon manteau; vous venez, à ce que je vois, de fumer d'excellents cigares : permis à vous de dédaigner le gîte hospitalier dont je vous parle; mais moi, qui suis à jeun depuis vingt-quatre heures, et à demi mort de froid, moi qui ai passé une nuit blanche sans même avoir la consolation d'aspirer la moindre bouffée de tabac. car mon aimable sœur est à cet égard d'une intolérance féroce, je vous déclare que, pour prévenir la congélation complète de mon individu, il est indispensable que je m'arrête ici sur-le-champ pour m'y réchauffer, en fumant un cigare ou deux.

— Entrons donc! dit Moréal avec résignation.

Et il ordonna au cocher de cabriolet de l'attendre.

Les deux jeunes gens se dirigèrent vers l'estaminet; au moment où ils allaient y entrer, un fort beau chien accourut vers eux, et se précipita sur Prosper avec tant d'élan, qu'on peut dire à la lettre qu'il lui sauta au cou; c'était le fidèle Justinien, qui, ne pouvant supporter l'absence de son maître, s'était évadé du fiacre en franchissant la portière. Par un premier mouvement de colère, l'étudiant tira de sa poche le fouet dont il s'était si libéralement servi un instant auparavant; mais. à la vue du pauvre animal qui s'aplatit sur le pavé et changea ses cris de joie en un gémissement craintif. il se sentit désarmé.

— Passe pour cette fois, dit-il en lui tirant légèrement les oreilles; commutation de peine dont l'épagneul fut si touché, qu'il recommença ses tentatives d'accolade. — Que dites-vous de son nez? reprit Prosper, qui jeta un regard de triomphe à son compagnon; la voiture était peut-être à deux mille pas d'ici quand il l'a quittée, et, pour me retrouver, il a dû traverser plusieurs rues.

— Je sais que votre chien est merveilleux, répondit Moréal en caressant, peut-être politiquement, l'intelligent animal, tandis que Prosper ouvrait la porte de l'estaminet.

L'étudiant demanda un demi-bol de vin chaud, s'assit à une table près du poêle, et se mit à allumer son cigare avec l'appétit d'un fumeur pressé de rattraper le temps perdu.

— Il est certain que notre salle de conférence n'a rien de fort majestueux, dit-il alors en promenant son regard dans le modeste établissement où il ne se trouvait, en fait de consommateurs, que trois ou quatre conducteurs de malles-postes, habitués périodiques de l'endroit; mais on peut discuter les intérêts les plus graves dans le plus humble logis. Napoléon et Alexandre n'ont-ils pas signé le traité de Tilsitt sur un vulgaire bateau?

— Le rapprochement peut paraître ambitieux, mais pour moi il est de bon augure, répondit Moréal, qui s'assit en face de son compagnon; j'espère qu'à l'exemple des deux empereurs, c'est la paix que nous allons signer, une paix plus durable que la leur.

— Établissons d'abord le point litigieux, reprit Prosper, et surtout jouons cartes sur table, c'est le meilleur moyen de s'entendre; les finasseries diplomatiques ne sont bonnes qu'à embrouiller les discussions. Vous aimez ma sœur?

— Oui, dit Moréal d'un ton grave.

— Vous l'aimez beaucoup?

— De toute mon âme.

— Fort bien. Votre passion, puisqu'il est décidé que c'est une passion, est honnête et sérieuse, digne enfin d'un galant homme. Vous désirez épouser ma sœur?

— C'est mon vœu le plus ardent.

— A merveille. Depuis un an qu'Henriette va dans le monde, on vous a vu sans cesse sur ses pas, au bal, aux promenades, à l'église, partout. Pour vous rapprocher d'elle, vous avez encouru l'anathème des douairières de votre parti, et Dieu sait qu'aucune autre ville n'en possède une plus belle collection. Douai, douairière, l'étymologie saute aux yeux. Vous qui appartenez, par votre famille, à l'opinion légitimiste, vous vous êtes fait présenter chez le préfet, chez le général, chez le maire, chez toutes les autorités, en un mot; et cette apostasie dont le faubourg Saint-Germain de Douai ne parle qu'avec une vertueuse indignation, quelle en a été l'unique cause, si ce n'est l'être charmant dont j'ai le plaisir d'être le frère? Est-ce vrai?

— Parfaitement vrai.

— Depuis un an donc, votre conduite rappelle tellement les paladins et les troubadours, qu'un étourdi de ma connaissance a eu l'audace de vous baptiser du nom de Lindor.

Moréal sourit tranquillement.

— Je suis disposé, dit-il, à pardonner à cet étourdi des offenses plus graves que celle-là

— De son côté, il ne demande pas mieux que de vivre en bonne intelligence avec vous; mais pour cela, il faut vous montrer raisonnable.

— Qu'entendez-vous par là?

L'arrivée du vin chaud interrompit un instant la conversation. L'étudiant remplit les deux verres et vida l'un d'un trait, tandis que son compagnon effleurait l'autre des lèvres par complaisance.

— Je ne vous ai parlé jusqu'à présent que de la partie romanesque de votre affaire, reprit Prosper Chevassu, elle est la moins importante, et je ne m'en occuperai pas davantage. Un jeune homme aime une jeune fille; quoi de plus naturel? Il vous a plu de concevoir une grande passion pour ma sœur, vous en aviez le droit, et il ne m'appartiendrait pas d'y former opposition, si la chose n'avait pris depuis quelque temps une tournure sérieuse. Il y a deux mois, vous avez fait des démar-

ches près de mon père, qui, tout en s'en trouvant fort honoré, n'a pas cru devoir accueillir votre demande. Après un pareil refus, persister dans le rôle d'amoureux de roman, c'est, selon moi, manquer aux égards que vous devez à ma famille, c'est placer ma sœur dans une position peu convenable, et voilà ce que je ne puis tolérer.

Le jeune étudiant avala un second verre de vin chaud, et reporta son cigare à ses lèvres, montrant ainsi à son interlocuteur qu'il était disposé à lui céder la parole.

— Mon cher Prosper, dit Moréal, qui avait écouté jusqu'alors avec beaucoup d'attention, si je vous ai bien compris, le tort que vous me reprochez, c'est d'aimer aujourd'hui ce que j'aimais hier. Ma constance, voilà mon crime à vos yeux.

— Vous ne m'avez pas compris du tout, reprit avec vivacité le frère d'Henriette; aimez avec plus de fureur que Roland, soyez plus constant qu'Amadis, cela m'est parfaitement égal. Ce qui me blesse dans votre amour, ce n'est pas son existence, c'est sa manifestation. On vous a refusé l'objet de votre martyre, par conséquent vous devez être un amant malheureux, ou je ne m'y connais pas...

— Vous vous y connaissez, interrompit Moréal avec un demi-sourire, je suis en effet un amant malheureux.

— Eh bien ! puisque telle est votre position sociale, agissez en conséquence. Nous savons comment on se comporte en pareil cas. Mourez de chagrin, entrez à la Trappe, jetez-vous à l'eau, brûlez-vous la cervelle, je n'aurai pas le plus petit mot à dire.

Moréal sourit de nouveau.

— Je ne conteste pas, dit-il, le mérite de ces divers expédients; mais il me semble que, pour être tenté d'y avoir recours, il faut être non-seulement un amant malheureux, mais un amant désespéré.

— Et vous ne l'êtes pas?

— Pas le moins du monde.

Prosper Chevassu vida son verre comme si ce propos et l'assurance avec laquelle il avait été prononcé lui eussent paru difficiles à digérer.

— L'espérance est une belle chose, dit-il ensuite en haussant les épaules, mais il ne faut pas qu'elle aille jusqu'à l'illusion. Je vois à regret que vous vous bercez de chimères qui ne se réaliseront jamais. Mon père est un homme sérieux ; il réfléchit mûrement avant de se décider, et, quand il a pris une détermination, il n'en change plus ; il a déclaré que vous ne seriez pas son gendre, c'est comme si les trois pouvoirs de l'état avaient prononcé.

— Les lois même sont sujettes à révision, reprit Moréal sans paraître ébranlé; votre père a des préventions contre moi, mais supposons que je parvienne à les vaincre.

— Vous n'y parviendrez pas.

— J'y parviendrai si vous voulez me promettre non pas de m'être favorable, mais seulement de rester neutre.

— Et voilà ce que je ne vous promettrai pas, repartit brusquement le jeune étudiant; en vous demandant de la franchise, je me suis engagé moi-même à en avoir. J'ai fort peu d'influence sur l'esprit de mon père, mais en eussé-je moins encore, je dois vous déclarer que je ne négligerai rien pour le maintenir dans sa résolution.

— Nous voici arrivés au véritable point de la discussion, du moins en ce qui vous concerne. Vous ne voulez pas que je devienne votre beau-frère?

— Ce serait pour moi beaucoup d'honneur, mais...

— Vous ne vous souciez pas de cet honneur?

— Puisque vous l'avez dit, je ne vous démentirai point.

— N'ayant rien fait pour motiver votre antipathie, j'en ignore la cause; vous plairait-il de me l'expliquer?

— Pourquoi pas? dit l'étudiant, qui aspira coup sur coup cinq ou six bouffées et posa son cigare sur la table comme si l'entretien fût devenu trop sérieux pour lui permettre de fumer plus longtemps. Mon antipathie, pour employer votre expression, n'a pas une cause, elle en a plusieurs : primo, quand on chasse avec vous, ce qui m'est arrivé plusieurs fois, vous tuez tout le gibier.

— Je vous jure, si nous devenons beaux-frères, de ne jamais tirer une pièce avant que vous l'ayez manquée.

— Entends-tu, Justinien, comme on se moque de ton maître? continua Prosper en caressant le long museau que l'épagneul levait vers lui d'un air intelligent. Secondo, toutes les fois que nous chantons ensemble, vous abusez de votre *la* de poitrine pour étouffer mon modeste baryton.

— Si cela peut vous plaire, dorénavant nous changerons de partie, et je chanterai la basse.

— Ce qui veut dire que vous me jugez incapable de chanter le ténor. Mais passons à des considérations moins frivoles. Vous appartenez à l'ancien régime, et nous sommes du nouveau; n'êtes-vous pas comte ou marquis?

— Vicomte seulement, dit Moréal en riant; vous remarquerez d'ailleurs que je ne porte pas mon titre, ne me trouvant pas assez riche pour y faire honneur.

— Mais pensez-vous que votre future femme ne voudra pas jouer à la vicomtesse? Henriette, pas plus que les autres, ne serait exempte de ce ridicule.

— Qu'est-ce que cela peut vous faire?

— A moi personnellement, rien; je suis au dessus de pareilles niaiseries. Mais, quand je serai marié à mon tour, Mme Prosper Chevassu, j'en suis sûr, s'accommodera mieux pour belle-sœur d'une bourgeoise comme elle-même que d'une femme titrée. Et puis, sur cette matière, mes idées sont bien arrêtées. Les Gaulois avec les Gaulois, les Francs avec les Francs.

— Mon cher Prosper, il n'y a plus aujourd'hui ni Gaulois ni Francs; il y a des Français.

— Ce que vous dites là ne figurerait pas trop mal dans un couplet de vaudeville, mais je persiste dans mon opinion. En fait d'alliance, il faut éviter les disparates.

— Votre tante n'a-t-elle pas épousé M. de Pontailly?

— Aussi, depuis qu'elle est marquise, nous traite-t-elle en vassaux, mon père et moi; voilà précisément l'impertinence dont je redoute la contagion pour Henriette.

— Votre sœur a trop de noblesse dans le cœur, et c'est l'offenser que de penser de la sorte.

— Oh! je sais qu'en parlant d'elle comme d'une simple mortelle, je m'expose à encourir votre indignation; mais que voulez-vous? l'œil du frère n'est pas tout à fait l'œil de l'amant.

— Pourquoi ne pas me dire tout de suite la vérité? reprit le vicomte après un instant de silence. Pourquoi ne pas m'avouer que vous avez envie de marier votre sœur à M. André Dornier?

— Et pourquoi n'en conviendrais-je pas? dit l'étudiant d'un ton sec; oui, je

désire que ma sœur épouse Dornier. Telle est aussi l'intention de mon père. En un mot, ce mariage est à peu près conclu. et voilà pourquoi il est de mon devoir de lever les obstacles qu'y apporte votre entêtement.

— Il me semble que vous pourriez laisser ce soin à M. Dornier, répondit Moréal, qui articula d'une façon assez dédaigneuse le nom de son rival.

— Je suis sûr qu'il s'en chargerait très-volontiers. répliqua Prosper avec vivacité, mais il ne me convient pas de voir ma sœur jouer le rôle de Chimène et devenir le prix du combat; jusqu'à ce qu'elle soit mariée, il n'appartient qu'à moi d'être son protecteur.

— Contre moi, mon cher Prosper? Vous n'y pensez pas! s'écria l'amant en tendant sa main au jeune légiste, qui, après un instant d'hésitation, finit par l'accepter.

— Étreinte fort pathétique, reprit ce dernier au bout d'un instant ; mais trêve d'attendrissement, et concluons. Il y a quinze jours, après l'élection de mon père, et lorsqu'il fut convenu qu'Henriette nous accompagnerait à Paris, vous avez quitté Douai sournoisement afin de venir dresser ici vos batteries. Évidemment, vous allez chercher à vous rapprocher de ma sœur en vous introduisant *per fas et nefas* dans toutes les maisons de notre connaissance où vous pourrez avoir accès. Le ferez-vous, oui ou non ?

— Je le ferai certainement, autant que cela dépendra de moi.

Prosper Chevassu se mordit les lèvres d'un air mécontent.

— Puis-je savoir, dit-il ensuite, s'il entre dans vos projets et dans vos espérances de vous faire présenter chez ma tante?

— Si Mme de Pontailly consent à me recevoir, je m'empresserai, sans aucun doute, de profiter de cette faveur.

— Faveur que vous avez peut-être déjà sollicitée?

— Directement, non.

— Indirectement alors?

— Oui.

— Et comment cette faveur serait-elle refusée à M. le vicomte de Moréal, dont les ancêtres ont figuré aux croisades ? Ma noble tante, Mme la marquise de Pontailly, née Chevassu, a trop de savoir vivre pour ne pas vous faire ouvrir à deux battants les portes de son salon ! Voilà ce que je prévoyais, et voilà, mordieu ! ce que je ne souffrirai pas.

En parlant ainsi, Prosper Chevassu gesticulait avec tant de véhémence, qu'il heurta violemment le poêle près duquel il était assis, et, pour soulager sa mauvaise humeur, il ne trouva rien de mieux qu'un déraisonnable coup de pied appliqué à l'innocent Justinien, qui se trouvait à sa portée; mais il comprit aussitôt le ridicule de cet emportement et s'efforça de sourire en se retournant vers son compagnon.

— Je dois vous l'avouer, lui dit-il d'un ton plus modéré, ce serait un très-grand malheur, à mes yeux, d'être contraint de traiter en ennemi un brave garçon tel que vous, et pourtant je vous le déclare, pour certains motifs qu'il est inutile de vous expliquer, il me sera impossible de ne pas considérer comme une provocation directe votre présence chez Mme de Pontailly.

— Voulez-vous dire que, si vous me rencontrez chez votre tante, nous devrons nous aller couper la gorge?

— Ce serait une dure extrémité; mais, comme j'ai l'habitude de faire honneur à ma parole, il faudrait en venir là.

L'étudiant, qui jusqu'alors avait laissé échapper plusieurs mouvements d'une vivacité presque puérile, prononça ces dernières paroles d'un air si sérieux, que Moréal fut frappé de ce changement et devint lui-même pensif.

— Avez-vous déjà été amoureux? dit le vicomte après un instant de silence.

Cette question adressée à un jeune homme encore mineur attira sur ses lèvres une moue dédaigneuse.

— Déjà! s'écria-t-il en ricanant; pour quel lycéen me prenez-vous? Si j'ai été amoureux? Dix fois, au moins.

— C'est beaucoup trop pour que vous puissiez me comprendre.

— Dites toujours.

— Si vous n'aviez éprouvé qu'une seule, mais véritable passion, vous approuveriez ma persévérance, au lieu d'en paraître offensé.

— En fait de passions, répliqua Prosper d'un air passablement fat, je vous avouerai que je préfère la monnaie aux billets de banque: c'est moins romantique, mais c'est plus amusant. Vous voyez bien qu'entre un céladon comme vous et un sacripant comme moi il n'y a ni sympathie ni rapprochement possible. Revenons donc à la question : chercherez-vous à revoir ma sœur?

— Par tous les moyens imaginables, dit Moréal sans hésiter.

— En ce cas, reprit l'étudiant en fronçant le sourcil, il est bien entendu que votre premier succès sera immédiatement suivi d'une petite promenade avec votre serviteur, au bois de Vincennes ou aux carrières de Montrouge.

— Comme il vous plaira, répondit froidement l'amant opiniâtre; mais je vous préviens qu'auparavant j'aurai le plaisir de souffleter authentiquement M. André Dornier, ce qui me procurera l'agrément de me battre en premier lieu avec lui et me dispensera par conséquent de me couper la gorge avec vous.

— Comment cela?

— Notre combat sera sérieux. Si M. Dornier me tue, vous me tiendrez quitte du reste; si au contraire c'est moi qui le tue...

— Je le remplacerai, interrompit avec véhémence Chevassu.

— Vous n'en ferez rien.

— Je le ferai, pardieu!

— Vous n'en ferez rien, et voici pourquoi...

Un incident puéril interrompit cette discussion orageuse. Malgré son attachement à son maître, Justinien goûtait fort peu les corrections plus ou moins motivées que celui-ci ne lui épargnait en aucune circonstance. Frappé cette fois contre toute justice, il avait eu recours à son refuge ordinaire, et, trouvant la porte entr'ouverte, il avait profité de cette issue pour s'enfuir. En ce moment, l'étudiant s'aperçut de la disparition de son chien, qu'il chercha vainement sous toutes les tables et sous le billard de l'estaminet.

— Permettez, dit-il en interrompant Moréal; ce scélérat de Justinien vient encore de faire des siennes, et si je ne le rattrape pas on me le volera. Le temps de lui administrer cinquante coups de fouet, et je suis à vous.

Il alla dans la rue, regarda de tous côtés, appela, siffla, blasphéma, interrogea les passants, et finit par s'élancer à la poursuite d'un épagneul qui de loin ressemblait au déserteur.

Après avoir attendu près d'une demi-heure, Moréal perdit patience, paya le demi-bol de vin chaud et sortit à son tour de l'estaminet.

— Peste soit de l'écervelé! pensa-t-il en montant dans le cabriolet qui l'atten-

dait à la porte; maintenant, comment savoir où loge Henriette? A la vérité, je trouverai à la questure de la chambre l'adresse de M. Chevassu; mais il me faudra attendre qu'il s'y soit fait inscrire, et le fera-t-il dès aujourd'hui? cela n'est pas probable. Si M. de Pontailly daignait enfin me répondre, le mal serait réparé; mais voilà neuf jours que je lui ai écrit, et pas un mot! C'est plus qu'impertinent, c'est désespérant. Père, frère, oncle, puisse Satan vous tordre le col à tous trois !

— Monsieur, où allons-nous? demanda le cocher.

Moréal avait passé la nuit sans fermer les yeux, ainsi qu'il convient à tout homme épris sur le point de revoir celle qu'il aime. Cette conduite sentimentale eut un résultat prosaïque, mais excusable, car il est reconnu que l'insomnie excite l'appétit. Quoiqu'il fût à peine neuf heures, le jeune amoureux s'aperçut que la passion qui lui remplissait le cœur ne produisait pas le même effet à l'égard de son estomac. Amadis, à qui l'étudiant en droit le comparait ironiquement, eût triomphé sans doute d'un besoin si vulgaire; au risque de nuire à notre héros, nous devons avouer qu'il y succomba sans résistance, tant il est vrai que tout dégénère et que les femmes d'un certain âge ont raison d'affirmer qu'aujourd'hui on ne sait plus aimer comme autrefois.

— Menez-moi au Café Anglais, dit-il au cocher.

III.

Après avoir déjeuné d'aussi bon appétit qu'eût pu faire Prosper Chevassu lui-même, Moréal lut les journaux, puis il se promena sur le boulevard et dans les passages, fuma un ou deux cigares, regarda les gravures nouvelles chez les marchands d'estampes, épuisa en un mot toutes les manières de tuer le temps qui lui vinrent à l'esprit.

— Cette journée ne finira pas, se dit-il en tirant sa montre qui marquait deux heures; si je rentrais chez moi, peut-être y trouverais-je enfin la lettre que j'attends.

Il se dirigea vers la rue Richelieu, où il s'était logé à l'hôtel de Castille. — Y a-t-il quelque chose pour moi? demanda-t-il à un gros homme à moitié endormi qui, par le vasistas de la loge, lui présentait la clef de sa chambre.

— Non, monsieur, répondit le portier avec l'impassibilité indolente qui caractérise les gens de son état.

— C'est fini, se dit Moréal en brandissant avec une sourde colère la clef qu'il tenait à la main; ce voltigeur de Louis XIV ne me répondra pas! Et il était l'ami de mon père! Je ne sais qui me retient d'aller lui couper ses ailes de pigeon. Il est bien heureux d'être vieux; sans cela, il faudrait qu'il m'expliquât un pareil procédé.

En grommelant de la sorte, il traversait la cour de l'hôtel. Déjà il avait atteint l'escalier qui conduisait à son appartement, lorsqu'il entendit les paroles suivantes, articulées ou plutôt aboyées par la voix discordante du portier :

— Monsieur, voici quelqu'un qui vous demande!

Moréal se retourna et aperçut sous le vestibule de la porte cochère un personnage dont la portraiture mérite d'être esquissée. C'était un gros petit homme, d'environ soixante-cinq ans, carré des épaules, rond de l'abdomen, et, sur ses courtes

jambes, aussi solidement campé qu'un hippopotame. Rien de plus jovial et de moins vénérable que ses joues charnues et rubicondes, sur lesquelles se détachait le relief d'un nez violacé qui semblait porter les couleurs de la dive bouteille. Deux petits yeux fort vifs, surmontés d'épais sourcils grisonnants, donnaient à ce plantureux visage l'expression railleuse qui caractérise les portraits de Rabelais. Si sensuelle en un mot, et si épicurienne, si goguenarde et si gastronomique était cette figure, que les beaux cheveux blancs qui en ombrageaient le front y paraissaient déplacés et causaient une sorte d'étonnement. On eût dit le chef d'un patriarche couronnant le masque d'un satyre.

Ce frais vieillard, prédestiné à l'apoplexie, portait un habit bleu à boutons brillants dont les revers laissaient saillir en pleine liberté un gilet de soie verdâtre, bombé par la rotondité de son contenu au point de ressembler à la carapace d'une tortue. Une cravate blanche peu serrée autour du cou, un pantalon gris sans souspieds, des bottes accompagnées de galoches, un chapeau à large bord posé sur l'oreille, et un parapluie, quoiqu'il ne plût pas, complétaient un costume où la propreté la plus scrupuleuse compensait en partie la distinction absente.

— Que me veut ce grotesque personnage? se demanda Moréal en allant au-devant du vieillard, qui, malgré son obésité, traversait la cour d'un pas leste.

Lorsqu'ils ne furent plus qu'à quelques pas l'un de l'autre, l'étranger s'arrêta brusquement :

— Corbleu ! dit-il d'une voix de basse-taille, à part la barbe que nous ne portions pas, voilà le portrait vivant de ce pauvre Moréal.

L'amant de Mlle Chevassu éprouva un battement de cœur ; l'homme qu'il traitait mentalement avec tant de dédain lui parut soudain entouré d'une auréole aristocratique.

— A qui ai-je l'honneur de parler? dit-il d'une voix émue ; serais-je assez heureux pour...

— Pontailly, parbleu ! interrompit le vieillard. Je vous aurais reconnu entre mille à votre ressemblance avec votre père. Ah çà ! vous avez dû être étonné de ne pas recevoir de réponse à votre billet? Voici le fait : je ne suis arrivé qu'hier au soir de Caen ou un maudit procès m'a retenu quinze jours. Mais montons chez vous ; j'ai fait deux lieues à pied depuis mon déjeuner et je ne serai pas fâché de m'asseoir.

Après avoir exprimé à M. de Pontailly le plaisir que lui faisait éprouver sa visite, et jamais assurance ne fut plus sincère, Moréal le conduisit au logement fort exigu, mais convenablement meublé, qu'il avait loué à l'hôtel de Castille. Il fit allumer un grand feu, installa le marquis dans le meilleur fauteuil, le débarrassa de son chapeau ainsi que de son parapluie, et l'entoura en un mot de tous les égards que la vieillesse mérite, mais qu'elle n'obtient pas toujours. M. de Pontailly accueillait avec un sourire malicieux l'empressement excessif dont il se voyait l'objet. Les premiers compliments épuisés, il fixa sur le fils de son défunt ami son petit œil perçant.

— Dans votre lettre, lui dit-il, vous me parlez d'un dépôt resté entre vos mains, et que vous désiriez me remettre comme à son légitime propriétaire. Si votre intention a été de piquer ma curiosité, je dois avouer que vous avez réussi. Voyons : de quoi s'agit-il?

Moréal ouvrit un secrétaire, et y prit un objet de forme carrée qu'il posa sur une table d'un air de vénération tel qu'un prélat portant le saint-sacrement un jour de

procession l'eût difficilement surpassé. Enlevant alors l'enveloppe de papier soyeux qui entourait ce meuble, si précieux en apparence, il découvrit une assez laide boîte de buis incrusté de filets d'ébène. En dépit du peu de valeur de la matière et de la vulgarité du travail, ce coffret produisit l'effet d'un talisman.

— Ah! maugrebleu! s'écria énergiquement M. de Pontailly, vous êtes sorcier, mon ami; vous me rajeunissez de quarante ans.

Le vieillard prit une petite clef que lui présentait Moréal, et, avec une vivacité qui démentait l'insouciance sarcastique de sa physionomie, il ouvrit le coffret. L'intérieur, contenant plusieurs doubles fonds divisés en cases de différentes grandeurs, était disposé pour recevoir les pinceaux, les crayons, les godets à couleur et tous les autres instruments à l'usage d'un peintre d'aquarelle. Un parallélogramme de papier collé sous le couvercle renfermait cette inscription, à laquelle la décoloration de l'encre assignait une date déjà ancienne :

Le marquis de Pontailly, par la grâce de la république française une et indivisible, fabricant de tabatières et de bilboquets, à son ami le vicomte de Moréal, par la grâce de la susdite république, peintre de jambons, salades, pâtés et autres comestibles.

Le marquis lut cette inscription à haute voix, puis il poussa un long et bruyant soupir, et d'un air rêveur que ne comportait guère sa face épanouie et rubiconde :

— Béranger a raison, dit-il;

Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans!

Lorsque j'ai fait ce cadeau à votre père, il y a longtemps, trop longtemps! nous n'avions guère plus de vingt ans l'un et l'autre, et nous logions dans un grenier. Joignez-y l'exil, car nous étions émigrés; pour nourriture le pain de l'étranger, *ce pain de sel*, comme dit Dante, et encore n'en avions-nous pas à discrétion; en perspective, nos biens confisqués, et la certitude d'être guillotinés si nous rentrions en France : jugez si nous devions être gais.

— Il y avait de quoi se désespérer, répondit Moréal.

— Bah! jamais je n'ai été si heureux, et, j'en suis sûr, si votre père vivait, il dirait comme moi. Qu'importait que nous fussions pauvres et proscrits? N'avions-nous pas le premier des biens? la jeunesse, la belle et invincible jeunesse! Croyez-en mon expérience, rien ne remplace vingt-cinq ans. Vieillissez donc le plus tard que vous pourrez.

— Pour cela, il faudrait suivre votre exemple, répondit le jeune homme décidé à capter la bienveillance de son interlocuteur; vous êtes, je crois, de l'âge qu'aurait mon père, et qui s'en douterait?

— Apparence trompeuse, dit le vieillard en hochant la tête; je ne suis pas trop mécontent de mon estomac, les jambes vont encore, j'ai toutes mes dents, la mémoire est bonne, et je lis sans lunettes; mais le reste, mon cher vicomte, le reste!

M. de Pontailly accompagna d'un si gros soupir ce dernier mot, auquel il attachait sans doute le sens où La Fontaine l'emploie dans la fable des *Deux Pigeons*, que Moréal ne put retenir un sourire.

— Riez, continua le vieillard en riant lui-même, un jour vous serez bien obligé de dire aussi : *quod fuit non est.*

— Mais votre santé est parfaite, monsieur le marquis, et c'est l'essentiel ; le reste n'est que du superflu.

— Superflu ! cela vous plaît à dire; quant à ma santé, elle est à la merci du premier coup de sang qui viendra réaliser les menaces de mon médecin.

— Pouvez-vous avoir une pareille idée !

— Bah ! bah ! croyez-vous que j'aie peur de la mort? Un jour plus tôt, un jour plus tard, à la volonté de Dieu ! Mais me mettre à l'eau et à la diète comme le voudrait ce docteur Sangrado, ajouter à toutes mes autres privations un carême perpétuel, jamais, mordieu ! J'aimerais mieux en finir tout de suite.

Le désir de se soustraire à l'idée importune de l'abstinence que lui ordonnait infructueusement son médecin se joignant à l'intérêt que lui inspirait un ouvrage sorti de ses mains, le marquis prit le coffret sur ses genoux et en ôta les doubles fonds, qu'il examina attentivement l'un après l'autre.

— C'était en 1797, dit-il en rappelant ses souvenirs ; nous étions à Munich, et les circonstances n'étaient pas couleur de rose. L'armée de Condé venait d'être licenciée, et nos châteaux en Espagne du commencement de la guerre étaient démolis de fond en comble. Ce n'était plus comme en 93, où nous ne doutions pas du succès, votre père surtout. Je me souviens qu'après la prise des lignes de Weissembourg, lors de la petite pointe que notre corps d'émigrés fit en Alsace, il était si assuré de rentrer avant un mois dans ses terres, qu'il s'emparait, par droit de conquête, de tous les chiens courants qui lui tombaient sous la main. Et quand nous lui demandions le motif d'une pareille confiscation, « lorsque j'ai émigré, répondait-il avec sang-froid, ces coquins de paysans de Moréal ont détruit tous mes chiens; il faut bien que je remonte ma meute. » Pauvre Moréal ! il n'a jamais goûté du gibier que devait prendre cette meute. Voilà comme nous étions tous, présomptueux et aveugles ; mais en 97 nos illusions étaient détruites. Après le traité de Campo Formio, qui eut pour résultat notre licenciement, tout espoir de rentrer en France nous fut interdit. Ceux d'entre nous qui possédaient quelques ressources s'établirent en Allemagne ou se retirèrent en Angleterre; ceux qui n'avaient plus rien, et j'étais du nombre, passèrent au service de la Russie, ou cherchèrent dans une industrie souvent assez bizarre un abri contre la misère. Ce fut à ce dernier parti que nous nous arrêtâmes, votre père et moi. Au milieu de tous ses paradoxes, Rousseau a quelquefois raison. Ce qu'il a dit de l'utilité d'enseigner un état aux enfants des riches parut, à l'époque dont je vous parle, d'une vérité frappante, et pour ma part je n'hésitai pas à en faire l'application. J'avais appris à tourner dans mon enfance ; ce délassement de mes études devint mon gagne-pain ; sans m'inquiéter de déroger, de marquis je me fis tourneur, et je me mis à fabriquer pour les honnêtes Bavarois, chez qui j'avais planté ma tente, tabatières, pipes, dévidoirs, en un mot tout ce qui concernait mon état. Vous voyez un échantillon de mon savoir-faire. Pour un gentilhomme de nom et d'armes, je n'étais, pardieu, pas trop maladroit.

M. de Pontailly tourna, retourna le coffret, et le regarda sous toutes ses faces avec une complaisance paternelle.

— Le meilleur ouvrier du faubourg Saint-Antoine aurait peine à mieux faire, dit Moréal fidèle à son système de flatterie intéressée.

— Votre père se tira d'affaire d'une autre manière ; il avait appris à peindre, et après dix ans d'études il était parvenu à représenter à la gouache quelques objets qu'on pouvait prendre à la rigueur pour les différents éléments dont se compose un

déjeuner à la fourchette, œufs sur le plat, tranche de melon, homard. fromage de Roquefort, jambon surtout; le jambon était son triomphe. En variant la disposition de ces différents mets, en entremêlant le tout de verres et de bouteilles, il arrivait à produire une suite interminable de petits tableaux qu'il vendait cavalièrement sous le nom de natures mortes. Au fond, c'était toujours le même déjeuner qui se faisait pendant à lui-même, et il fallait toute la bonhomie allemande pour mordre à de pareilles croûtes. Eh bien! ces croûtes et mes tabatières nous ont nourris, logés et vêtus, Moréal et moi, jusqu'à notre retour en France, et, comme je vous le disais tout à l'heure, jamais nous n'avons été si heureux que dans ce temps où nous étions obligés de gagner notre vie.

— Mon père parlait souvent de cette époque, et le meuble le plus précieux de sa chambre était cette boîte, qui lui rappelait le souvenir de ce qu'il appelait ses beaux jours de Munich.

—C'est comme moi, morbleu! dit avec chaleur le vieillard; les deux gouaches qu'il m'a données en retour de ce coffret occupent la plus belle place de mon cabinet, et, quoiqu'elles agacent les nerfs des artistes qui viennent chez moi, je ne les donnerais pas pour deux Raphaëls. Mais si votre père tenait à mon cadeau, continua le marquis en changeant d'intonation, il paraît que vous n'y attachez pas le même prix, puisque vous voulez me le rendre?

— N'ayant pas l'honneur d'être connu de vous, dit Moréal en hésitant, je n'aurais pas osé me permettre... mais je serais trop heureux... si l'amitié que vous aviez pour mon père...

— M'engageait à essayer de lever les obstacles qui vous empêchent d'épouser ma nièce : n'est-ce pas là ce que vous voulez dire? interrompit M. de Pontailly, qui arrêta brusquement sur le vicomte ses petits yeux pétillants de malice.

A cette attaque imprévue, Moréal resta muet un instant et faillit perdre contenance.

— Monsieur le marquis, balbutia-t-il enfin. croyez...

— Allons, jeune homme, dit le vieillard en riant avec bonhomie, remettez-vous, et ne rougissez pas comme une demoiselle. Vous aimez ma nièce et vous désirez l'épouser, il n'y a pas grand mal à cela, et puisque vous êtes le fils d'un de mes meilleurs amis, je ne demande pas mieux que de vous aider de tout mon pouvoir; à la vérité, il n'est pas très-grand.

— Quoi! monsieur, vous seriez assez bon?... je pourrais espérer?...

— Espérez, mon cher vicomte, mais modérez vos transports. En gesticulant, vous avez failli renverser cette boîte, et, si elle était cassée. je ne sais pas si je me rappellerais assez mon ancien métier pour pouvoir la raccommoder.

— Mais comment avez-vous appris?

— Rien de plus simple. Vous avez demandé ma nièce en mariage il y a deux mois. Mon beau-frère, flatté de cette démarche, quoiqu'il y ait répondu par un refus, en a fait part à M[me] de Pontailly, par qui je l'ai apprise. La coïncidence de votre lettre et de l'arrivée de ma nièce à Paris m'a fait comprendre que vous ne renonciez pas à la partie, et que vous aviez fort envie d'être admis dans une maison où doit demeurer pendant quelque temps l'objet de votre flamme. Mon coffret devait vous servir de lettre de recommandation. Ai-je deviné?

— Je suis forcé d'en convenir, dit Moréal en souriant.

— Cela étant, je vous répète que je suis disposé à vous servir pour trois raisons; la première, c'est que j'ai vécu fraternellement avec votre père; la seconde, c'est

que vous me paraissez un brave, aimable et loyal garçon, qui me conviendrait fort pour neveu; la troisième, c'est que je ne serais pas fâché de déjouer les plans d'une espèce de cuistre dont mon beau-frère est coiffé et Mme de Pontailly aussi, et qu'il est question de donner pour mari à Henriette.

— M. Dornier?

— Lui-même; nous en parlerons plus tard. Pour le moment, permettez-moi quelques questions indispensables. Je connais votre famille, votre âge, vos agréments physiques, dit le vieillard en souriant, et je sais que vous avez été bien élevé. C'est quelque chose, mais, dans notre siècle d'argent, ce n'est pas tout. Avant la révolution, votre père était riche, mais il avait des dettes; il n'est pas rentré comme moi en possession de ses bois, et ses créanciers ont dû rendre presque illusoire sa part de l'indemnité. J'ignore si madame votre mère avait de la fortune. Bref, quelle est votre position financière? Ce que je vous dis là est peu chevaleresque, mais nous sommes en 1834.

— Ma fortune est bien médiocre; seize mille livres de rentes en terres.

— C'est peu pour un Moréal, mais c'est tout ce que M. Chevassu peut exiger d'un gendre. Il va sans dire que mon aimable nièce n'est point tout à fait insensible à vos feux, et que, si on lui laissait le choix, maître Dornier ne tarderait pas à être congédié?

— Je n'oserais me flatter d'être aimé... cependant.

— Vous en êtes sûr, à merveille. Je vois que je peux me ranger de votre parti sans craindre qu'Henriette ne me regarde comme un oncle barbare. Maintenant, combinons notre plan de campagne. Je n'ai aucun crédit sur l'esprit de mon beau-frère, loin de là; si je lui parlais en votre faveur, ce serait le plus sûr moyen de gâter irrévocablement vos affaires. Ses trois cents ans de roture prouvée, et Dieu sait qu'il en est un peu plus fier que je ne le suis de mes titres, s'insurgeraient soudain contre ce qu'il appelle ma gentilhommerie. De ce côté, il est donc inutile de tenter une attaque. Voici notre seule ressource. Malgré ses airs d'importance et de domination, M. Chevassu a beaucoup de déférence pour sa sœur; entre nous, Mme de Pontailly le mènera par le nez toutes les fois qu'elle voudra en prendre la peine. Je n'ai pas besoin, j'espère, de vous en dire davantage. En ce moment, tout votre rôle se réduit à ceci : plaire à ma femme.

— Je m'y efforcerai, dit le vicomte d'un ton modeste.

— Et moi, je vous y aiderai; de la part d'un mari, le trait est méritoire, n'est-il pas vrai? Pour commencer, je dois vous prévenir que la tâche qui vous est imposée ne sera pas tout à fait aussi facile que votre bonne opinion de vous-même se le figure peut-être. Pour déterminer Mme de Pontailly à devenir votre protectrice, il faut plus que de l'amabilité, plus que de l'adresse, plus que de la flatterie, il faut du talent. Avez-vous du talent?

— Du talent? répéta Moréal d'un air ébahi qui fit sourire le vieillard.

— Quand je dis talent, reprit celui-ci, j'applique un grand mot à une chose souvent fort petite; j'aurais dû dire une de ces spécialités quelconques, politiques, scientifiques, littéraires, industrielles même, qui ajoutent à la valeur d'un homme celle de la carrière qu'il a embrassée. Le cadre, vous le voyez, est assez vaste; Maurepas aurait pu y entrer tout comme Richelieu, Chapelain aussi bien que Corneille; un nom connu du public, voilà la seule condition pour y être admis. Un mari a le droit de médire un peu de sa femme. Je vous avouerai donc que Mme de Pontailly s'engoue facilement des hommes qui ont un nom ou qui lui semblent destinés à s'en

faire un. C'est ainsi qu'en ce moment elle raffole de ce pied-plat de Dornier, qu'elle regarde comme un publiciste du premier ordre. parce qu'il a toujours à la bouche quelques bribes de Montesquieu ou de Jérémie Bentham. C'est cette influence qu'il faudrait détruire par une diversion habile. Voyons, connaissez-vous la philosophie allemande?

— Pas le moins du monde.

— Tant pis. Un salmigondis de Kant. de Fichte, de Schelling et de Hegel n'aurait pas manqué d'obtenir un grand succès près de Mme de Pontailly, et peut-être votre rival se serait-il vu distancé tout d'abord. Au moins vous possédez votre Vico? Ce serait une fière catapulte pour fracasser mons Dornier.

— Je n'ai jamais lu Vico.

— Diable! mais vous êtes bien un peu orientaliste? Savez-vous l'arabe. le chinois, le sanscrit, l'indoustani?

— Rien de tout cela. Je ne sais que le latin, et encore...

— Cela devient décourageant. Que feriez-vous de votre latin d'écolier avec une femme qui lit Tacite couramment? Quelle sera donc votre spécialité? car il vous faut absolument une spécialité. Si nous vous posions en grand voyageur? N'auriez-vous pas fait quelque petite excursion aux sources du Nil ou à Tombouctou?

— Hélas! non, dit le vicomte; tous mes voyages se réduisent à l'Italie et à la Belgique.

— Pourquoi pas à la Brie et à la Beauce? Ah! jeune homme, nous aurons bien de la peine à faire de vous un être digne d'intérêt. Voyons, cherchons encore. Avez-vous hérité du talent de votre père? êtes-vous peintre? Mme de Pontailly a un album.

— Je n'ai jamais touché un pinceau.

— Cette fois. si je ne réussis pas, je jette ma langue aux chiens. Savez-vous magnétiser? Cette niaiserie vous servirait peut-être mieux que tout le reste, car, par hasard, elle n'a pas encore pénétré dans le salon de Mme de Pontailly. et elle y aurait l'immense mérite de la nouveauté. Vous magnétiseriez Dornier et lui feriez confesser qu'il n'est qu'un vil coquin, ce qu'il n'avouerait jamais éveillé. Voilà ce qui serait un coup de maître.

— Jamais je n'ai autant regretté de ne pas posséder la puissance magnétique.

— Mais que diantre savez-vous donc? reprit le vieillard avec un dépit affecté; vous figureriez-vous, comme tant d'autres étourdis, que monter à cheval, danser, faire des armes et fumer des cigares suffisent, après les études du collége, à compléter l'éducation d'un jeune homme?

— Je sais un peu de musique, je chante au besoin, répliqua Moréal en songeant aux succès de salon que lui avait valus son *la* de poitrine.

— Vous chantez! j'en suis fort aise, dit le marquis avec une ironie renouvelée de la fourmi de la fable; ah! vous chantez! Belle recommandation près d'une femme qui a eu une voix charmante: depuis dix ans, Mme de Pontailly ne chante plus, et chez elle la musique est proscrite. Si vous n'avez que cette corde à votre arc...

Le vicomte hésita un instant.

— Il m'est arrivé quelquefois, comme à tout le monde, de faire des vers, dit il enfin avec une sorte de timidité.

— Eh! maugrebleu, que ne le disiez-vous tout de suite? Voilà une heure que je me creuse la cervelle pour vous trouver une entrée en scène, et vous l'avez dans votre poche. Ainsi donc, vous êtes poëte; je l'ai été aussi dans ma jeunesse, moi qui vous parle. Oui, mon cher vicomte, j'ai fait la cour aux muses. J'ai bu à la source

d'Hippocrène, j'ai monté Pégase. Vous voyez que je ne suis pas un profane et que vous pouvez me lire vos vers.

— Je crains qu'ils ne soient indignes de votre attention, dit le vicomte avec cette humilité plus ou moins sincère qui en pareil cas ne fait jamais défaut à un arrangeur de rimes.

— Pas de modestie, reprit le vieillard, je n'y crois plus. Lisez-moi un échantillon de vos vers, je vous dirai franchement ce que j'en pense. Il faudrait qu'ils fussent bien mauvais pour ne pas valoir ceux qui sont applaudis journellement dans le salon de ma femme.

Moréal se dirigea vers le secrétaire qu'il avait laissé ouvert, et prit dans un des tiroirs un assez gros cahier. C'était un vrai manuscrit d'amateur, correct, aligné, sans ratures, un de ces honnêtes recueils dont les pages, écrites de chaque côté, offrent une telle perfection calligraphique, qu'elles auraient tout à perdre à être imprimées; aussi ne le sont-elles jamais.

— Voyons, dit M. de Pontailly, qui allongea la main vers le poëte inédit.

— Belle écriture, reprit le vieillard en ouvrant le cahier; je vois avec plaisir que vous ne donnez pas dans le travers de beaucoup d'écrivains qui regardent les pattes de mouches comme l'enseigne du talent, et cela parce que Bonaparte écrivait comme un chat. *Découragement*, poursuivit-il en lisant les titres des différentes pièces du recueil à mesure qu'il le feuilletait; *Heures d'amertume*, bon! *Désenchantement*, bon! bon! *Jour de tristesse*, quels diables de titres! ça me paraît devoir être amusant comme les lamentations de Jérémie. *Les Pleurs de l'âme*, morbleu! parlez-moi des pleurs de la vigne. *La Mélancolie, à M. de Lamartine;* à tout seigneur tout honneur. N'est-ce pas en effet M. de Lamartine qui a inventé ce fade breuvage de la mélancolie? *A Elle*, à la bonne heure. Je suppose que c'est de ma nièce qu'il s'agit. Mais passons à une autre pièce, *Elle* ne me pardonnerait pas d'avoir lu celle-ci sans sa permission; *Illusions perdues*, à d'autres. *L'Hymne du désespoir*. Ah çà! mon cher, c'est donc une gageure? dit le marquis après avoir lu ce dernier titre, et il arrêta sur son interlocuteur un regard fin et narquois.

— Je vous disais bien que mes vers ne méritaient pas l'honneur que vous vouliez leur faire, répondit le jeune poëte un peu déconcerté.

— Il ne s'agit pas de vos vers dont je n'ai pas encore lu un seul, mais de la nature ultra-lugubre de vos méditations. Que diable! Young avait perdu sa fille, ou, pour être plus exact, sa belle-fille, Dante avait vu mourir sa Béatrice; mais vous, qu'avez-vous perdu? Vous êtes jeune, bien portant, bien né, raisonnablement riche, joli garçon, aimé par-dessus tout cela, et vous voulez que je m'intéresse à votre désenchantement, à la perte de vos illusions, à votre désespoir! Allons donc!

— L'inspiration est une déesse capricieuse; elle prend souvent son vol en dehors de la réalité.

— Qu'est-ce que c'est que ça, l'inspiration?

— C'est ce souffle poétique...

— Bah! êtes-vous dupe de ces lieux communs? L'inspiration, c'est une nuit blanche qui commence par une jatte de café noir et qui finit par une migraine.

— Cependant le feu sacré qui embrase le poëte...

— Lieux communs, vous dis-je. Le poëte fait des vers comme le tisserand fait de la toile et le bonnetier des bas. Il ne se laisse pas emporter par Pégase, il le conduit où il veut; si de préférence il le mène boire au noir Achéron, il a tort, et

je lui fausserai compagnie. Vous autres jeunes gens, vous êtes incroyables, en vérité, avec votre monomanie de désenchantement et de mélancolie; comment serez-vous donc à mon âge, si à vingt-cinq ans vous ne savez que rêvasser, pleurnicher et maudire? Mais revenons à vos vers. *La Fête romaine,* ah! enfin, voici un titre qui n'a rien de funèbre. Je suis d'autant plus compétent pour juger ce morceau, qu'en 1817 j'ai passé le carnaval à Rome, et c'était, ma foi, fort gai. Voyons votre fête romaine.

M. de Pontailly rendit à Moréal le manuscrit; il se renversa ensuite sur son fauteuil, emboîta son menton dans une de ses mains, insinua l'autre dans son gilet, ferma les yeux à demi, prit en un mot une attitude si formidablement attentive, que le jeune poëte se sentit troublé, comme s'il eût été en présence de tout un aréopage d'aristarques. Ce fut d'une voix un peu altérée par l'émotion qu'il en commença la lecture. *La Fête romaine* était le récit d'un martyre de chrétiens sous Néron; la dent des tigres et la torche des bourreaux jouaient le principal rôle dans cette scène, dont les détails rappelaient le dessin violent et le coloris exagéré de quelques productions de l'école poétique contemporaine.

Après avoir achevé sa lecture, le vicomte adressa à son auditeur un de ces regards modestement souriants par lesquels un auteur se recommande d'ordinaire à la bienveillance de son juge. L'attitude de M. de Pontailly s'était légèrement modifiée; les bras pendants le long du corps, la tête renversée sur le dos du fauteuil, la bouche entr'ouverte et les yeux clos, il semblait jouir d'un sommeil calme et bienfaisant. A cette vue, Moréal sentit la griffe de cet irritable démon qui passe pour le compagnon des poëtes; par une crispation involontaire, il froissa son manuscrit et le jeta avec dépit sur la table. Le vieillard ouvrit aussitôt les yeux, se redressa brusquement, et regardant le vicomte d'un air moqueur :

— Rassurez-vous, lui dit-il, je ne dors pas, je réfléchis. Oui, je le répète, les jeunes gens d'aujourd'hui sont d'un étrange tempérament. En fait de chant, quand ils ne se lamentent pas, ils rugissent. Vous, par exemple, dans quel guépier ne venez-vous pas de m'attirer avec votre titre fallacieux? Et moi qui m'y laisse prendre! Et vous appelez cela une fête! Romaine encore! Pasquino et Marforio, qu'en dites-vous? Une fête! dites un auto-da-fé, un festin de cannibales, une boucherie! Est-ce là votre goût? Ce n'est pas le mien. Votre fête sent l'abattoir, la poix brûlée, la chair roussie; j'aime mieux l'odeur des roses ou le parfum du vieux Falerne. Oui, je préfère l'Albane à Ribera. C'est si facile d'ailleurs de broyer du rouge et du noir. Les teintes gracieuses, au contraire, n'appartiennent pas au pinceau de tout le monde. Dans ma jeunesse, j'ai fait aussi des vers. Rassurez-vous, je les ai oubliés; ainsi je ne puis prendre ma revanche. Tout ce que je me rappelle, c'est que c'était frais, pimpant, coquet, peut-être même un peu leste. Cela sentait bien un peu son chevalier de Boufflers, mais les Iris, les Chloé, les Thémire ne s'en scandalisaient pas; car dans ce temps-là, mon cher vicomte, une seule Elvire pour muse nous aurait paru une portion un peu trop congrue. Autres temps, autres mœurs.

— Mes vers vous semblent donc bien mauvais? demanda le poëte avec un sourire un peu forcé.

— Je ne dis pas cela, répondit M. de Pontailly du ton d'Alceste interrogé par l'homme au sonnet.

Quelque intérêt que nous inspire le vicomte de Moréal, nous devons reconnaître qu'il n'était point parfait; entre autres faiblesses, il avait celle de trouver ses vers fort bons; il fut donc assez peu satisfait de la réponse évasive de son juge.

— Ce gros bonhomme, pensa-t-il, a pris à Bolingbroke sa devise : *Nil mirari.*

— Vous ne songez pas sans doute à faire imprimer vos vers? reprit le vieillard au bout d'un instant.

— Pas le moins du monde.

— Fort bien. Quoi qu'il en soit du mérite de votre *Fête romaine,* ce sont des vers, et ils suffiront pour vous assurer près de Mme de Pontailly un accueil que votre naissance et votre usage du monde obtiendraient difficilement sans cela. Voyons, voulez-vous que je vous présente aujourd'hui même?

— Je suis à vos ordres, répondit avec empressement le vicomte.

— En ce cas, changez de bottes, car vous êtes crotté, et Mme de Pontailly est à cet égard aussi exigeante que la reine Élisabeth ; envoyez chercher une voiture, et partons. Il est quatre heures ; nous trouverons ma femme chez elle.

Avant d'introduire le vicomte de Moréal chez la marquise de Pontailly, il est nécessaire de rétrograder de quelques heures et d'accompagner à l'hôtel Mirabeau quelques-uns des autres personnages de ce récit.

IV.

En descendant de voiture, Mlle Henriette, pour se soustraire aux regards langoureux et aux fades compliments d'André Dornier, avait prétexté un sommeil insurmontable, et s'était retirée dans une chambre où un lit lui avait été préparé. Le député et son ami restèrent seuls dans une espèce de salon attenant à cette chambre et formant la pièce principale du logement que le premier devait occuper. Sans penser à prendre du repos ou à satisfaire un appétit vulgaire, M. Chevassu s'occupa aussitôt de sa toilette, chose aussi essentielle pour lui que l'était la coiffure pour Mirabeau. Il voulait consacrer cette première journée à voir plusieurs de ses collègues avec lesquels il comptait marcher de conserve, ce qu'on appelle trivialement prendre langue, et connaissant l'importance des premières impressions, il était décidé à plaire. Que cette prétention ne surprenne pas de la part d'un si grave personnage. Les hommes politiques ont aussi leur coquetterie : un front en coupole, un regard fascinateur, une attitude dominatrice, un teint pâle attestant les veilles, tels sont les mâles attraits qu'ils aiment à exhiber; à l'aide d'un peu d'art, M. Chevassu possédait ces divers agréments. Son front, dépouillé aux tempes, avait atteint le développement monumental qui semble caractériser le génie, et, en ramenant habilement les cheveux de l'occiput, il lui composait un encadrement sévère et pittoresque. Son teint blafard le servait en ce sens que l'effet de la bile pouvait passer pour le résultat d'un travail assidu; enfin son œil profondément enchâssé, ses sourcils bien accusés et son nez proéminent accentuaient fortement sa physionomie, que rehaussaient d'ailleurs un air fort grave et une attitude invariablement perpendiculaire.

— J'ai une fort belle tête de tribune, se disait le nouveau député, qui déjà songeait à se faire peindre parlant à la chambre, dans sa plus noble pose d'orateur.

En attendant ce grand jour, M. Chevassu se mit à faire sa barbe. Même dans cette occupation assez grotesque d'ordinaire, il conservait toute sa dignité; étendue sur sa face, la mousse de savon devenait imposante, dans sa main le rasoir semblait majestueux.

Dornier, assis dans un fauteuil, assistait à la toilette de celui qu'il nommait son

cher maître; car, malgré sa haine pour l'ancien régime, M. Chevassu donnait volontiers aux actes les plus familiers de sa vie intime la publicité qui entrait dans les habitudes des grands seigneurs d'autrefois, et dont le prince de Talleyrand avait conservé la tradition jusqu'à nos jours.

Avant de rapporter le dialogue qui s'établit entre ces deux personnages, il est nécessaire d'expliquer les rapports qui existaient entre eux depuis plusieurs années.

Avant 1830, M. Chevassu était avocat à Douai, sa patrie. Légiste médiocre, ses consultations avaient peu d'autorité, et il perdait habituellement trois procès sur quatre; mais sa faconde déclamatoire ne laissait pas d'obtenir du succès devant le jury: aussi plaidait-il au criminel beaucoup plus souvent qu'au civil. Sa fortune d'ailleurs suffisait à assurer une existence agréable, et, s'il suivait le barreau, c'était moins pour accroître son revenu que dans le but de conserver une position. Peut-être aurait-il difficilement renoncé au plaisir de voir son nom et quelquefois ses divagations oratoires cités dans les journaux du département, quatre fois par an, à l'époque des assises. Dès lors, toutefois, la politique l'occupait un peu plus que la jurisprudence. Membre de la société : *Aide-toi, le ciel t'aidera!* il était, à Douai, le représentant zélé, actif et infatigable de ce qu'on a appelé sous la restauration le comité-directeur. Aux élections d'où sortit la chambre des 221, M. Chevassu déploya surtout une ardeur admirable. Il présida des réunions, donna des dîners, écrivit des circulaires, intrigua, cabala, pérora, intimida le procureur-général et fit passer des nuits blanches au préfet. Ce fut en cette circonstance que son fils Prosper, à peine âgé de quatorze ans, fit son entrée dans la vie politique. L'enfant se montra digne du sang dont il sortait; armé d'un fouet qu'il faisait claquer en l'honneur du côté gauche, et perché sur le siége d'une espèce de charrette à plusieurs bancs, il fit à Douai une entrée triomphale le jour même des élections, et déposa à la porte du collége une douzaine de votants en retard, raccolés par lui dans tous les coins de l'arrondissement. A cet aspect, dit-on, le préfet pâlit, et, malgré sa réserve habituelle, M. Chevassu ouvrit les bras à son fils, qui s'y précipita aux applaudissements des électeurs émus. Ce fut un touchant et patriotique spectacle.

Une circonstance expliquera la haine que l'avocat avait vouée à la restauration, et la ferveur de ses opinions libérales. Pendant dix ans, il avait sollicité, sans pouvoir l'obtenir, une place de conseiller à la cour royale de Douai. La révolution de juillet répara ce prétendu passe-droit. M. Chevassu fut nommé conseiller; mais, à cette époque, son ambition avait pris un essor qui lui fit regarder avec dédain la récompense obtenue. Une simple place de conseiller, tandis que plusieurs de ses confrères qui n'avaient pas ses titres étaient nommés d'emblée présidents de chambre, procureurs généraux, premiers présidents même, ou bien entraient à la cour de cassation! On se moquait de lui. L'avocat avait accusé la restauration d'injustice, le conseiller accusa le nouveau gouvernement d'ingratitude; mais il accepta la place, et comme, après tout, elle était inamovible, il se jeta fièrement dans l'opposition.

— Puisqu'on méconnaît mes services, j'arriverai de haute lutte, se dit-il; quand je me serai fait craindre, on sera bien obligé de compter avec moi.

Dès ce moment, M. Chevassu visa à la députation, cet indispensable viatique de tout homme qui tient à faire son chemin et à ouvrir un compte courant avec le pouvoir. Grâce à ses antécédents, il n'eut pas de peine à se faire reconnaître à Douai pour le chef de l'opposition, qui par ses soins se trouva bientôt organisée. L'opinion publique du département était tiède et ne répondait pas à la ferveur des affiliés. Dans une des premières réunions du comité dont le nouveau conseiller s'était

institué président, on décréta la création d'un journal politique, infaillible levain au moyen duquel il n'est pâte si molle qui, dans un temps donné, ne fermente et ne s'aigrisse. Les fonds indispensables furent fournis par des souscriptions volontaires. En cette occasion, les meneurs rivalisèrent de dévouement, comme il arrive toujours au début d'une entreprise. Le budget assuré, restait à composer la rédaction. Ainsi que la plupart des villes de province d'une importance secondaire, Douai offrait peu de ressources, malgré ses prétentions au surnom d'*Athènes du nord*. Quelques jeunes fabricants d'élégies, clercs de notaires pour la plupart, auraient volontiers enlacé à leur couronne de saule pleureur les branches de houx de la critique, et deux ou trois d'entre eux, quoique leur français sentît le voisinage du pays belge, paraissaient aptes à grossoyer le feuilleton. Mais, en tissant au même métier tous leurs talents réunis, on n'aurait jamais obtenu l'étoffe d'un rédacteur en chef. D'un autre côté la place de M. Chevassu commandait certains ménagements et ne lui permettait pas de descendre ostensiblement dans l'arène. D'ailleurs, comme presque tous les hommes de barreau, l'ex-avocat avait plus de confiance en sa langue qu'en sa plume; il eût parlé six heures sans reprendre haleine, mais n'eût pas écrit six lignes sans rature.

— Je dirigerai la rédaction du *Patriote Douaisien,* disait-il à ses collègues du comité, je serai l'âme du journal; mais il me faut un aide, un manœuvre, un gâcheur de phrases. Tous les hommes politiques ont leurs faiseurs. Mirabeau n'avait-il pas les siens? Et il savait les choisir : Condorcet, Cérutti, Chamfort, Cabanis! Puisque Douai ne nous offre rien, il faut écrire à Paris.

Le comité, par l'organe de son président, s'adressa donc à une de ces officines politico-littéraires qui expédient en province des hommes de talent à juste prix, à peu près comme la maison Giroux de Gand se charge d'y envoyer des châles ou des meubles. Poste pour poste, l'officine en question mit à la diligence de Douai, commission retenue et port non payé, un rédacteur en chef coté mille écus d'appointements, conformément à la commande. Ce rédacteur était M. André Dornier, dont il convient d'expliquer en peu de mots la position et le caractère.

Le moyen âge italien avait ses condottieri qui, à la tête d'une bande de soudards sans peur, mais non sans reproche, épousaient, moyennant finances, les querelles des princes ou des communes, changeaient de parti s'ils y trouvaient leur intérêt, se ménageaient entre eux comme font les loups, enfin exploitaient fort habilement la guerre civile en jouant un peu de sang contre beaucoup d'argent. A ces aventuriers peu scrupuleux il est permis de comparer certains industriels d'aujourd'hui dont la profession consiste à guerroyer la plume à la main, au service de l'opinion qui les paie, sauf à la renier s'ils trouvent meilleur salaire dans le camp ennemi. André Dornier offrait un échantillon assez curieux de ces condottieri modernes. Enfant perdu de la politique, il traitait cette mère imposante avec la plus imperturbable irrévérence. Rien n'égalait la prestesse de ses évolutions contradictoires et l'aplomb avec lequel il changeait de drapeau, selon qu'il y voyait son profit. Doctrinaire hier, républicain aujourd'hui, demain ministériel, sous deux jours il fût devenu légitimiste, pour peu qu'il y eût trouvé cinq cents francs de bénéfice. Cependant telle était l'adresse qui présidait à ses revirements les plus effrontés, que, là où tout autre se fût attiré le renom de renégat, il passait pour un écrivain consciencieux, mais égaré quelquefois par l'ardeur de son imagination. Homme d'entraînement en apparence, parfaitement maître de lui au fond, jugeant avec l'indifférence la plus dédaigneuse les opinions qu'il soutenait le plus chaleureusement, sans con-

viction comme sans principes, il avait la mobilité de l'aiguille de la boussole. Aimanté par la misère, à laquelle ne pouvait l'arracher sa vie décousue et vagabonde, son pôle nord était l'argent.

A l'époque dont nous parlons, André Dornier arrivait de Bordeaux, où il avait eu un journal républicain tué sous lui. Ce n'était pas la première fois que lui arrivait pareille catastrophe. A la solde du ministère ou à celle de l'opposition, il jouait de malheur depuis quelque temps; dans le premier cas, son journal mourait faute d'abonnés; dans le second, le ministère public se chargeait de le conduire de vie à trépas. En semblable accident, il revenait à Paris, seul point d'où il pût convenablement s'élancer dans la lice pour fournir une nouvelle course; car le moyen de faire agréer à Castelnaudary un rédacteur arrivant de Morlaix, ou à Briançon un journaliste frais émoulu de Brives-la-Gaillarde? La province est une coquette qui ne choisit ses fournisseurs qu'à Paris.

Passer de la rédaction d'un journal républicain à celle du *Patriote Douaisien*, qui devait être un organe de la gauche, n'était qu'une bagatelle pour Dornier qui avait accompli bien d'autres changements de front. Le rédacteur en chef arriva donc à Douai tête haute, comme il convenait à un homme éprouvé par les persécutions du pouvoir. Auprès du comité auquel il était adressé par l'officine parisienne, la condamnation du journal qu'il avait rédigé à Bordeaux était une si puissante recommandation, qu'il fut reçu à bras ouverts. De ses variations précédentes, il ne fut pas même question; peut-être les ignora-t-on, car elles avaient eu pour théâtre des localités assez obscures, tandis que le dernier acte de sa vie politique, l'acte qui attestait son patriotisme, s'était passé dans une grande ville. En mémoire de ce glorieux fait d'armes, Dornier fut obligé de subir force poignées de mains; mais il était aguerri à cet inconvénient, dont le dédommagea d'ailleurs un fort beau banquet donné en son honneur, et où, pour s'égayer, les convives chantèrent au dessert *la Marseillaise*.

Souple, insinuant, impénétrable sous un air d'abandon, parlant peu, écoutant chacun, ne contredisant personne, Dornier n'eut besoin que de quelques jours pour juger les citoyens à qui il avait affaire. Il reconnut facilement que, dans ce troupeau de moutons qui affectaient les allures de loups dévorants, M. Chevassu était le bélier, à cela près qu'il ne portait pas au cou sa sonnette de président. Le rédacteur en chef s'appliqua aussitôt à capter la bienveillance de cet important personnage, et par un adroit système de flatteries, encens que ne respirent pas impunément les esprits les plus modestes, il réussit au delà de ses espérances. Dornier répétait près de M. Chevassu le rôle que joua un illustre duc près de Louis XVIII; il se faisait écolier pour mener son maître. Le conseiller lui remettait-il quelque informe élucubration, il ne manquait pas de s'extasier. C'était la profondeur de Pascal, la concision de Montesquieu, la verve de Courier. Puis, sous le prétexte de quelques-unes de ces négligences de style, familières aux hommes de génie, il mettait le chef-d'œuvre en français, et lui donnait la place d'honneur dans le journal. En toute occasion, c'était la même déférence, la même admiration. Aussi, à force de se regarder dans le miroir grossissant que lui présentait journellement son faiseur, M. Chevassu finit-il par se trouver colossal.

— Quand je serai à la chambre, se disait-il, il faudra bien que Thiers et Odilon Barrot se rangent un peu.

En flattant son patron, André Dornier n'avait eu d'abord d'autre but que de l'amener, par une pente fleurie, à lui accorder un supplément de traitement, chose

qui dépendait principalement du conseiller, dont la voix était prépondérante au comité. Bientôt cependant cette ambition changea de nature et prit sa direction vers un but plus élevé, mais aussi plus difficile à atteindre. Admis dans l'intimité de M. Chevassu, Dornier voyait presque tous les jours Mlle Henriette, qui n'avait alors que seize ans. Il avait même obtenu de lui donner des leçons d'italien, car il ne négligeait rien de ce qui pouvait fortifier sa position. Précepteur d'une jeune fille spirituelle et charmante, un homme de trente-deux ans ne peut guère se dispenser d'imiter Saint-Preux. Ainsi fit André Dornier; mais, comme il avait autant de prévoyance que de sang-froid, au lieu de se lancer au courant d'une intrigue romanesque, il résolut d'assurer à ses leçons une récompense solide.

— Je suis las de cette vie errante et de ces continuelles palidonies, se dit-il un soir en sortant de chez le conseiller; il faut en finir et me caser. Où serai-je mieux qu'ici? Le bonhomme Chevassu ne voit plus que par mes yeux. Pourquoi n'épouserais-je pas sa fille? Outre qu'elle est fort jolie, elle sera riche. C'est mon affaire; bien sot si je la manque!

A dater de ce jour, Dornier redoubla d'efforts pour plaire au père et à la fille; mais, au bout d'un an, il n'avait réussi qu'à demi. A mesure qu'augmentait l'engouement de M. Chevassu, les manières de Mlle Henriette devenaient plus réservées. Bientôt la jeune fille passa de la froideur à l'éloignement et de l'éloignement à une répulsion invincible. Il est permis de croire que les regards passionnés du vicomte de Moréal, qui, à cette époque, ne pouvait la voir qu'à la promenade ou à l'église, l'affermirent dans l'aversion que commençait à lui inspirer le journaliste, si même ils n'en furent pas la cause première.

V.

Le Patriote Douaisien, cependant, poursuivait depuis deux ans une carrière mêlée de bien des vicissitudes. Au total, sa position était précaire. Les abonnés devenaient rares, et déjà le comité s'était vu forcé de faire un appel aux premiers souscripteurs, dont le dévouement parut sensiblement refroidi. Outre les germes de décadence qu'il portait dans son sein, le journal avait un ennemi acharné qui trois fois par semaine, les jours de publication, se levait matin et se tenait à l'affût, espérant toujours voir sautiller dans les colonnes du *Patriote* un petit délit bien gras, propre à régaler le jury. Ce vigilant ennemi, c'était, est-il besoin de le dire? le parquet de la cour royale, dont le zèle, en cette occasion, ardait plus encore que de coutume, car messieurs du ministère public eussent trouvé bien doux d'administrer une correction fraternelle au magistrat inamovible qui se permettait une si indécente opposition. Le procureur-général surtout, sachant fort bien que c'était à son épitoge à trois rangs d'hermine que tirait sournoisement M. Chevassu, le procureur-général, disons-nous, avait juré une guerre d'extermination à la feuille que dirigeait son adversaire. L'apparence du délit qu'il guettait vainement depuis deux ans se présenta enfin au moment où il ne l'espérait plus.

C'était en 1834, au commencement du mois de juillet. Un matin, M. Chevassu vit arriver son fils Prosper, dont nous n'avons eu rien à dire depuis quelque temps, parce qu'à l'époque où avait été fondé le journal, il commençait son cours de droit à Paris. L'année scolaire était loin d'être finie, mais les personnes qui ont eu

l'agrément de faire leur droit se rappelleront qu'après avoir pris l'inscription du mois de juillet, il n'est pas très-difficile d'obtenir un congé de ses professeurs ; or, c'est à quoi ne manquent guère les étudiants qui, ayant mangé par anticipation la pension qui devait leur suffire jusqu'au mois de septembre, se trouvent aussi dépourvus que la cigale, et n'ont rien de mieux à faire qu'à revenir dans leur famille, où ils savent que le veau gras les attend. L'année précédente, Prosper avait employé si heureusement cet expédient, qu'il n'avait pas hésité à s'en servir une seconde fois. Il arriva donc chez son père, trois jours après avoir pris sa huitième inscription. Son costume se composait d'une chemise de couleur, d'un pantalon déchiré, d'une paire de bottes trouées et d'un paletot d'hiver qui, quoique montrant la corde, n'avait pas encore assez perdu de sa laine pour convenir à la saison; sa malle était restée en gage à l'hôtel où il logeait. A la vue de Prosper râpé, mais glorieux comme un mendiant espagnol, M. Chevassu, au lieu d'ouvrir les bras, les croisa sur sa poitrine et adressa une allocution sévère à son fils. Prosper subit cet orage sans sourciller ni répondre; il savait que le courroux des pères dure peu, et qu'après avoir grondé, ils pardonnent.

— Faites venir un tailleur. Telle fut, après une péroraison véhémente, la débonnaire conclusion de M. Chevassu.

— Mon père, vous serez obéi, répondit l'étudiant en s'inclinant avec gravité.

— Vos déréglements sont inexcusables, reprit au bout d'un instant le conseiller; mais ce que je comprends moins encore, c'est la conduite de Mme de Pontailly. Qu'elle vous ait laissé revenir ici avec ces habits de voleur, elle si orgueilleuse, voilà ce qui me passe.

— Ma tante et son mari sont depuis un mois dans leur terre de Normandie; eussent-ils été d'ailleurs à Paris, je n'aurais pas cru devoir leur exposer mes besoins.

— Pourquoi cela? demanda M. Chevassu d'un ton sec; quand on ne craint pas de se mal conduire, on doit savoir s'humilier.

— Devant vous, mon père, oui : c'est mon devoir d'accepter vos réprimandes ainsi que vos bienfaits; mais il me paraîtrait indigne de vous et de moi de demander un service à des personnes qui ne partagent pas mes opinions, quels que soient d'ailleurs les liens de parenté qui nous unissent.

— A la bonne heure. dit le conseiller d'une voix radoucie; je vois avec satisfaction que, si votre conduite n'a pas été fort exemplaire, du moins vous êtes resté fidèle aux principes que je vous ai inculqués.

— Fidèle jusqu'à la mort, répondit Prosper en posant dramatiquement la main sur son cœur.

— Bien, fit M. Chevassu, qui, dans cette pantomime emphatique, reconnut son sang.

En parlant de son attachement à ses principes, l'étudiant était resté au-dessous de la vérité. Depuis l'instant où il avait glorieusement débuté dans la carrière politique par le rôle de groom d'élection, son patriotisme s'était accru de jour en jour et avait acquis à la fin une exaltation qui parfois ressemblait à un accès de fièvre chaude. Poussant à leur dernière conséquence les opinions de son père, là où l'homme mûr faisait de l'opposition, le jeune légiste était tout prêt à faire de la révolte. Tandis que M. Chevassu se contentait du titre de patriote, Prosper se proclamait audacieusement républicain. Affilié à l'une des ventes subalternes qui pullulaient alors à Paris, il s'ingéniait à se trahir par les costumes les plus séditieux.

Ainsi que tant d'autres puérils conspirateurs, il se croyait un des Gracques, parce qu'il portait des cheveux longs, une casquette rouge, des gilets à la Robespierre et un petit poignard dans la poche de sa redingote. S'il n'ouvrait guère les codes, il se délectait en revanche à la lecture du *Moniteur* de 93. Il dédaignait Toulier et méprisait Delvincourt, mais il goûtait Babeuf et admirait Saint-Just. Ce qu'il estimait dans Merlin, c'était le conventionnel et non le jurisconsulte. Ne croyez pas, toutefois, d'après cet exposé, que Prosper Chevassu fût un de ces atrabilaires démocrates, qui, réglant leurs mœurs sur celles de Sparte, croiraient trahir leur parti s'ils sacrifiaient aux grâces. Notre jeune radical, au contraire, y sacrifiait sans remords et amplement. Dans son cœur, le culte de la république n'excluait pas l'amour du bal Musard. Telle était la vie noire d'un côté, rose de l'autre, que menait Prosper à l'école de Droit. Complétons cette esquisse en disant que sur huit inscriptions il avait trouvé moyen d'en perdre cinq; mais, comme au bout de deux ans il n'avait pas encore passé son premier examen, sa conscience était tranquille.

En qualité de fils du directeur du *Patriote Douaisien*, l'étudiant recevait gratis le journal. Il le lisait assez dédaigneusement, comme font les gens qui habitent Paris à l'égard des publications de province; il le trouvait tiède, timide, arriéré, perruque. Ce dernier substantif, métamorphosé en épithète, exprimait le plus haut degré de son mépris, et il ne craignait pas de l'appliquer avec irrévérence à l'œuvre fondée par son père.

— Ces gens-là s'endorment, se disait-il souvent; mon père a passé l'âge de l'énergie, mais j'attendais mieux de Dornier; quand j'irai à Douai, il faudra que je les réveille, que je leur souffle le feu sacré. Je leur montrerai comment on fait un journal.

En arrivant dans sa ville natale, la première occupation de Prosper, après le ravitaillement de sa garde-robe, fut donc la régénération du *Patriote Douaisien;* toutefois il jugea inutile de communiquer ses projets aux parties intéressées. Un jour que le conseiller était à la campagne et que Dornier, après avoir arrêté la composition du prochain numéro, se reposait sur le prote pour la mise en pages, l'étudiant porta à l'imprimerie un factum élaboré par lui dans le plus profond secret. Tout ce qui venait de chez M Chevassu passait sans examen; on supprima donc un article insignifiant, et celui de Prosper, imprimé dans le caractère le plus honorable prit place à la tête du journal.

Le lendemain fut pour le parquet de la cour royale un de ces jours de fête dont se conserve longtemps le souvenir. A mesure qu'arrivaient les membres du ministère public, la bonne nouvelle leur était communiquée. Le numéro du *Patriote* passait de main en main, et toutes les figures s'épanouissaient à sa lecture; les substituts, au sang chaud, ne tenaient plus en place et voltigeaient çà et là, comme des goëlands qui sentent venir l'orage! plus rassis, mais non moins triomphants, les avocats-généraux supputaient, dans l'embrasure d'une fenêtre, la pénalité applicable au manifeste incendiaire qu'ils avaient sous les yeux; le procureur-général enfin, plus heureux que tous les autres ensemble, se promenait à grands pas en aspirant une incalculable quantité de prises de tabac, ce qui chez lui annonçait une satisfaction portée jusqu'au ravissement.

— Cette fois, nous le tenons!

Telle était l'exclamation qui sortait de toutes les bouches.

Deux heures plus tard, *le Patriote Douaisien* était saisi à la poste et dans ses bureaux.

Le même jour, à son retour de la campagne, M. Chevassu trouva chez lui le comité assemblé. La consternation était sur les visages, la discorde s'insinuait dans les cœurs.

— Comment avez-vous pu mettre ainsi le feu aux poudres? dirent à leur président les membres les plus modérés; il y a de quoi faire sauter le journal et nous compromettre tous.

M. Chevassu prit le numéro incriminé et lut le fatal article; lorsqu'il eut fini, sa figure, naturellement fort ovale, parut allongée de deux pouces.

— Comment avez-vous fait pour laisser passer une si virulente déclamation? demanda-t-il à son tour en se tournant vers le rédacteur en chef.

— N'est-ce pas de votre part qu'on a apporté l'article? répondit Dornier; je l'ai cru de vous, et je l'ai reçu les yeux fermés

— De ma part? répliqua le conseiller en s'animant; qui ose m'attribuer une pareille rapsodie?

— Rapsodie! s'écria Prosper, qui à ce mot s'élança de sa chaise; mais il se rassit aussitôt en disant à demi-voix, d'un air de compassion dédaigneuse : — On appelle aussi rapsodies les poésies d'Homère.

— Qui ose reconnaître mon style dans ce fatras ampoulé? reprit M. Chevassu de plus en plus animé; qui ose soutenir que ce diabolique article est de moi?

— Et de qui donc? demandèrent plusieurs voix.

— De moi, messieurs, dit Prosper, qui, pour faire cette déclaration solennelle, avait cru devoir attendre le retour de son père.

— De toi! s'écria M. Chevassu, dont la surprise fut si grande, qu'il oublia sa gravité au point de tutoyer son fils.

— De moi, mon père, reprit l'étudiant avec le plus bel aplomb. Depuis trop longtemps *le Patriote Douaisien* était embourbé dans les eaux basses du modérantisme: je l'ai envoyé en pleine mer. Maintenant le voilà lancé; vogue la galère!

— Mais, malheureux, dit l'ancien avocat en prenant une des poses dramatiques dont il avait contracté l'habitude en plaidant, mais, malheureux, ce n'est pas en pleine mer que tu nous envoies, c'est à la cour d'assises! Ils n'attendaient que cela. Je parierais que le préfet a sa liste de jurés composée d'avance. Nous serons condamnés infailliblement.

— Tant mieux, répondit Prosper d'un ton tranchant; il faut à nos doctrines le baptême de la persécution : tout le monde fera son devoir. Vous, messieurs, fondateurs du journal, vous saisirez avec joie cette nouvelle occasion de manifester votre patriotisme. Vous vous cotiserez pour payer l'amende.

Les membres du comité s'entre-regardèrent en silence avec une physionomie soucieuse. Quelques-uns, machinalement, posèrent la main sur leur poche, comme pour défendre leur bourse.

— Le gérant ira en prison; il est payé pour cela, continua Prosper.

A ces mots, un petit homme râpé, qui se tenait modestement assis dans un coin du salon, se leva et salua le jeune républicain d'un air rechigné.

— Oui, père Morlot, vous irez en prison, et vous y serez comme le poisson dans l'eau. Rassérénez-vous; on ne vous laissera manquer de rien. Pâtés de gibier, bourriches soignées, tabac de contrebande, kirsch de la Forêt-Noire! Vous aimez le kirsch, père Morlot; vos concitoyens reconnaissants videront leurs caves plutôt que de vous en laisser chômer. Nous serons condamnés, dites-vous? c'est ce que je demande. Je me proclamerai l'auteur de l'article, je défendrai le journal devant le

jury, et je vous donne ma parole d'honneur que cette fois, du moins, les hommes du pouvoir entendront la vérité Ils riront jaune, les esclaves!

— Prosper, taisez-vous, dit M. Chevassu d'une voix imposante; le mal que vous avez fait est assez grand, sans que vous cherchiez encore à l'aggraver par de nouvelles folies. C'est qu'ils n'ont que l'embarras du choix dans ce maudit article, continua-t-il en contemplant le journal avec amertume : provocation à la révolte et à la guerre civile, outrage à la personne du roi, atteinte aux droits qu'il tient du vœu de la nation et à l'ordre de successibilité au trône; tout y est. Comme le procureur-général doit se frotter les mains! Ah! Prosper, est-ce là le fruit de mes leçons? Moi qui vous ai enseigné les premiers rudiments du langage constitutionnel, moi qui vous ai montré à l'aide de quelles périphrases, de quelles atténuations, de quelles circonlocutions il y a moyen de tout dire! Pourquoi, par exemple, ne pas vous servir des expressions consacrées, l'ordre de choses, l'établissement de juillet, la pensée gouvernementale, au lieu de dire crûment, brutalement, témérairement....

— J'appelle un chat un chat, interrompit d'un ton bref l'élève en droit.

— Mon cher Prosper, dit Dornier doucement, vous oubliez que la parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée.

— Qui a dit cela? ce vieux serpent de Talleyrand; belle autorité! Non, messieurs, je me trompe, non, citoyens, la parole n'a pas été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée, mais pour la cracher à la face des tyrans. C'est ce que j'ai fait, c'est ce que je ferais encore. Vous verrez que mon article éveillera plus d'une sympathie; nous serons condamnés, c'est probable, mais nous gagnerons cinq cents abonnés; vous verrez.

L'événement du procès ne réalisa qu'à moitié cette prophétie. Les fondateurs du *Patriote Douaisien* virent en effet condamner leur journal, mais non venir les cinq cents abonnés. Comme le ministère public cherchait à frapper M. Chevassu beaucoup plus qu'à punir le gérant responsable, celui-ci en fut quitte pour trois mois de prison, mais une amende énorme mit à la plus rude épreuve le dévouement des souscripteurs. Cette épreuve fut la dernière. La caisse du comité se vida pour ne plus se remplir, et *le Patriote Douaisien* mourut subitement, faute de fonds, comme s'éteint une lampe où manque l'huile.

En voyant son œuvre anéantie, M. Chevassu éprouva un abattement momentané d'où le tira l'ex-rédacteur en chef, plus habitué que son patron à de pareils mécomptes.

— Pourquoi jetterions-nous le manche après la cognée? dit André Dornier avec sang-froid: qu'avons-nous perdu? Un journal qui n'a jamais pu se faire quatre cents abonnés, une trompette dont le son ne portait pas au delà d'un rayon de dix lieues; petit malheur, assurément! Entre nous, d'ailleurs, *le Patriote*, avant de mourir, n'a-t-il pas atteint le but où vous visiez? N'êtes-vous pas l'homme notable de l'opposition douaisienne, l'homme dont on cite les talents et les principes dans tout le département, l'homme qui sera certainement élu à la chambre, si le député actuel se décide enfin à imiter notre défunt journal? Or, le digne homme est bien malade. Qu'il meure, vous serez infailliblement nommé à sa place, et, une fois à la chambre...

— Une fois à la chambre, répéta M. Chevassu en prenant l'attitude que David a donnée à Mirabeau dans son tableau du Jeu de Paume, une fois à la chambre...

— La France comptera un grand orateur de plus, dit Dornier, dont la voix

mielleuse compléta ainsi l'idée que le conseiller n'osait exprimer hautement.

Au lieu de séparer ces deux hommes, ainsi qu'on aurait dû s'y attendre, la catastrophe du *Patriote* accrut leur intimité. Dornier prolongea son séjour à Douai, quoiqu'aucune occupation apparente ne l'y retînt plus. Tous les jours, il passait chez le conseiller de longues heures, trop courtes au gré du magistrat, qui se trouvait de plus en plus enlacé par les adroites manœuvres de son flatteur. Un soir, après l'avoir successivement comparé à Foy, à Martignac, à Berryer, à Mirabeau surtout, André Dornier, voyant son cher maître en humeur débonnaire et charmante, risqua quelques mots sur le bonheur de l'homme qui obtiendrait la main de Mlle Henriette. Cette ouverture eut un succès inespéré. Les ambitieux sont rarement avares. Plus avide de pouvoir que d'argent, le conseiller appréciait l'utilité d'un collaborateur actif autant qu'expert, qui, se tenant modestement en arrière, le laissait, lui Chevassu, se prélasser glorieusement sur le premier plan. Jadis il avait médité de faire jouer à son fils ce rôle d'écuyer politique, mais les méfaits de Prosper, et surtout sa dernière incartade dans l'affaire du *Patriote,* avaient renversé de fond en comble les espérances paternelles.

—Ce gros garçon gâtera tout, disait le magistrat en appliquant au jeune républicain le jugement porté sur François Ier par Louis XII.

M. Chevassu fut donc assez naturellement amené à désirer de rencontrer dans son gendre les qualités qu'il n'espérait plus trouver dans son fils; aussi, lorsque encouragé par la manière dont avait été accueillie sa première démarche, Dornier osa risquer une demande positive, reçut-il une réponse qui, sans être une promesse formelle, lui permettait de tout espérer.

— Nous verrons, lui dit le conseiller; je ne suis pas de ces gens qui parlent d'une manière et agissent d'une autre. Je fais profession d'idées libérales, et je ne leur donnerai pas un démenti en mariant Henriette à un gentillâtre comme ce Moréal ou à un homme vendu au pouvoir. Ma fille aura de la fortune; ainsi, que mon gendre soit riche, c'est ce qui m'importe peu. Ce que j'exige de lui, c'est de la sévérité dans les principes, de l'intelligence, de la capacité.

— Quant aux principes, je réponds des miens, répliqua Dornier sans s'inquiéter de ses variations passées; quant à l'intelligence et à la capacité, je n'ose penser que je puisse satisfaire sur ce point vos légitimes exigences; cependant, étant à si bonne école, il est impossible qu'il ne se développe pas en moi des facultés...

—C'est déjà fait, interrompit M. Chevassu d'un ton de bienveillance protectrice; depuis votre arrivée à Douai, vous êtes évidemment en progrès; vous vous formez chaque jour, je le dis à qui veut l'entendre. Peut-être nos conversations ne vous ont-elles pas nui.

— En doutez-vous? Je dois à vos enseignements tout ce que je peux valoir aujourd'hui. Avant de vous connaître, je n'étais qu'un écolier.

— Et maintenant vous pourriez professer.

— Ce que je professerai toujours du moins, c'est la plus vive reconnaissance pour vos leçons et pour vos bontés. Certes, il n'est pas besoin d'un lien nouveau pour m'attacher à vous; cependant, si vous daigniez combler mes vœux...

— Je vous le répète, mon ami, nous verrons. Mais, avant de songer à marier Henriette, tirons au clair notre grande affaire. Ce pauvre Mougin n'a pas une semaine à vivre, c'est son médecin qui me l'a dit. Une élection est imminente, et il faut que nous soyons en mesure. Ici, vous ne me servez à rien, tandis qu'à Paris vous me serez fort utile. Ces messieurs du grand comité pourraient, par un malen-

tendu, jeter quelque bâton dans mes roues. Empêchez cela, et vous m'aurez rendu un service que je n'oublierai pas.

— Je pars demain, et vous pouvez compter sur mon zèle; vous avez en moi un Seïde.

— Qui pourra devenir un Ali, dit M. Chevassu en souriant complaisamment.

— Ah! mon cher maître, s'écria Dornier d'un air d'exaltation, si vous me nommez votre fils, qu'aurai-je à envier au gendre de Mahomet?

Le surlendemain de cette conversation, l'ex-rédacteur du *Patriote Douaisien* partit pour Paris; à la fin de la semaine suivante, la mort mit sa boule noire dans l'urne de M. Mougin; un mois plus tard, l'ambitieux magistrat fut élu député. Enfin, vers le milieu de novembre, époque où commence ce récit, Ali-Dornier et Mahomet-Chevassu se retrouvaient en présence à l'hôtel Mirabeau, où nous allons assister à leur entretien.

VI.

André Dornier était assis au coin du feu, tandis que M. Chevassu, qui avait quitté sa redingote de voyage pour sa robe de chambre, se tenait debout, un pinceau à barbe d'une main, un rasoir de l'autre, devant un petit miroir de toilette suspendu à la fenêtre.

— Voyons, dit ce dernier après s'être étendu sur la face une ample couche de mousse savonneuse, Henriette est une enfant devant qui on ne peut rien dire; je ne parle pas de Prosper, c'est un fou dont je désespère. Maintenant que nous sommes seuls, causons de nos affaires. Quel est ce plan dont vous me parlez dans votre lettre, et que vous deviez m'expliquer à notre première entrevue?

— Le voici, répondit Dornier avec gravité : il y a à la chambre, entre le centre gauche et la gauche, vingt-cinq à trente députés mécontents des chefs de file actuels, et qui ne demanderaient pas mieux que de former le noyau d'une nouvelle fraction parlementaire.

— Un autre tiers-parti! j'y avais songé, interrompit M. Chevassu, qui, en toute discussion, réclamait volontiers la priorité des idées.

— Ou plutôt un quart-parti, puisque le tiers existe déjà. S'emparer de la direction de cette masse flottante, s'établir de prime-abord le chef d'une coterie importante, acheminement certain à devenir plus tard le maître d'un parti tout entier, ce serait là, ce me semble, un assez beau début.

— Un superbe début! il y a longtemps que j'ai mûri cette idée-là.

— Parmi les hommes dont je vous parle, il n'en est pas un seul capable de vous disputer sérieusement le premier rôle. La place est vacante, il faut la prendre.

— Il faut la prendre, répéta le député en promenant majestueusement le rasoir sur son épiderme; c'est ce que je me disais en route.

— Voici mon plan : vous fondez un journal.

— Hum! fit M. Chevassu, qui se rappela le vide opéré dans sa bourse par *le Patriote Douaisien.*

— J'ai prévu vos objections, et je crois être en mesure de les lever. Vous devez penser que je n'ai pas perdu mon temps depuis mon retour à Paris. Les députés dont je vous parle ont tous été vus, pratiqués, sondés par moi ou par des amis sûrs. Ils donneront leur patronage au journal; les députés ne donnent jamais que cela,

mais c'est beaucoup. Quant aux bailleurs de fonds, nous avons deux banquiers; ces gens-là, en ayant l'air de sacrifier de l'argent, trouvent toujours le moyen d'en gagner. Au besoin, nous nous passerions d'eux, car, avec les souscriptions assurées dès aujourd'hui, nous pouvons vivre pendant un an. Vous voyez donc, mon cher maître, que l'affaire marche toute seule. Cependant, comme il est très-important que vous ayez la haute main dans le journal, pour vous créer un titre, au point de vue financier, vis-à-vis des souscripteurs, il serait indispensable d'opérer un versement quelconque, cinquante mille francs, je suppose.

— Cinquante mille francs! s'écria le député en se retournant si brusquement, qu'il s'entailla le menton.

— C'est beaucoup, j'en conviens, si l'on ne regarde que la somme en elle-même; mais ce n'est rien si l'on envisage le résultat. Voici la chose en deux mots : nos trente députés sont en ce moment des épis épars, notre journal sera le lien qui les rassemblera en gerbe; or, qui tiendra le lien emportera la gerbe.

— C'est pourtant moi qui vous ai enseigné cette logique claire et concise. Vous pourriez ajouter, pour compléter l'image, que qui emportera la gerbe recueillera le grain. Sans doute, c'est tentant; mais cinquante mille francs...

— Tout autant, reprit Dornier avec un sourire jésuitique. Cependant, si je vous disais que Mme de Pontailly s'est engagée à verser pareille somme....

—Bah! s'écria M. Chevassu, ma sœur, qui est carliste, donnerait cinquante mille francs pour fonder un journal patriote!

— Peu importe à Mme de Pontailly la couleur du journal, c'est un nouvel organe littéraire qu'elle veut soutenir.

— Je la reconnais bien là, murmura le député entre ses dents; toujours pédante! moi, du moins, si j'aventure quelque argent, j'ai mon but. Le projet, j'en conviens, mérite d'être examiné mûrement, et j'y ai consacré bien des méditations. Mais j'aperçois une difficulté que vous, jeune homme, semblez n'avoir pas même entrevue. Après tout, j'ai été le candidat de la gauche; nos électeurs attendent de ma part l'opposition la plus franche et la plus vigoureuse. D'un autre côté, pour dominer la masse flottante dont il s'agit, il faudrait sans doute certaines concessions, il faudrait une sorte de programme conciliateur, il faudrait en un mot appuyer légèrement sur le centre gauche; le puis-je?

— Qui vous en empêche?

— Le député : oubliera-t-il les promesses du candidat?

— Louis XII a bien oublié les injures du duc d'Orléans.

— Plaisanter n'est pas répondre. Si je dévie d'un seul pas de la ligne que je me suis tracée dans ma circulaire électorale, que diront mes commettants?

— Si ce n'est que vos commettants, répondit Dornier de l'air dont Tartufe s'écrie : *Si ce n'est que le ciel!* je me charge de les mettre à la raison. Ce sera l'affaire d'un petit acte additionnel qui complétera votre profession de foi. Vous craignez d'être en contradiction avec votre première lettre; on leur en bâclera une seconde. Il n'est pas d'électeur qui résiste à une circulaire convenablement assaisonnée d'épices patriotiques.

— Je n'en disconviens pas; mais, vous avez beau dire, ma position est épineuse.

— Un enfant s'en tirerait. D'abord, j'espère que vous ne croyez pas au mandat impératif?

— C'est un esclavage auquel je ne me soumettrai jamais, dit avec fierté M. Chevassu.

—En outre, avec la conscience de vos puissantes facultés, vous ne vous résigneriez pas sans doute à jouer à la chambre un rôle secondaire ou stérile. Quelle que soit votre modestie, vous connaissez votre valeur. L'emploi de brouillon systématique ne peut vous convenir; vous vous sentez homme de gouvernement.

—Dornier! Dornier! interrompit le député en agitant son rasoir aussi noblement que si c'eût été un sceptre.

— Oui, je le répète, dussé-je vous déplaire, vous vous sentez homme de gouvernement. Il est donc tout simple que vous tendiez à votre centre. Et ne croyez pas que ce soit là une infidélité à vos principes; ce n'est qu'une application morale des lois de la gravitation. Un homme comme vous traverse le côté gauche, mais n'y reste pas. Permettez-moi une comparaison. La carrière politique ressemble à un chemin de fer : on part de l'embarcadère de l'opposition pour arriver au débarcadère du pouvoir. D'abord on roule à toute vapeur, gauche pure; plus tard, on tempère un peu ce premier élan, gauche dynastique; plus tard encore, on prend une allure modérée, centre gauche; enfin, à l'approche du but, on diminue la force motrice, on ralentit sa marche, on ne vole plus, on glisse doucement, lentement, *smorzando,* et l'on finit par s'arrêter, sans secousse et sans choc, au banc des ministres, où l'on s'assied.

— Mais savez-vous que vous êtes un roué? s'écria M. Chevassu, qui, malgré la rigidité de ses principes, avait écouté en souriant cette théorie parlementaire.

— Je m'honore d'être votre élève, répondit Dornier avec un salut plein de modestie.

En ce moment, Prosper entra dans la chambre, crotté, essoufflé et de fort mauvaise humeur.

— Vous n'avez pas vu mon chien? demanda-t-il avec sa brusquerie habituelle.

— Votre chien! s'écria M. Chevassu, choqué de l'allure de son fils. Osez-vous bien me demander des nouvelles de votre chien? Ne rougissez-vous pas de vous jeter ainsi, boueux comme un chiffonnier, au milieu d'une conversation sérieuse?

— Scélérat de Justinien! reprit l'étudiant, qui se laissa tomber sur un fauteuil et ôta sa casquette pour s'essuyer le front; malheur à toi si je te rattrape!

— Vous avez perdu votre chien? lui demanda Dornier d'un air pénétré qui semblait attester la part qu'il prenait à ce malheur.

— Dornier, ne lui parlez pas, dit le député sévèrement; des intérêts plus graves que ceux d'un chien perdu ou d'un étourdi incorrigible réclament notre attention. Vous disiez que ma sœur prenait pour cinquante mille francs d'actions dans ce journal; si l'affaire marche comme vous me le faites entrevoir, vous savez ce que je veux dire, je ne refuse pas de m'y associer pour un pareil capital.

— Alors victoire! dit Dornier en se frottant les mains; je réponds de dix mille abonnés avant un an.

— Un journal! s'écria Prosper, qui s'agita sur son fauteuil comme au son de la trompette un cheval de guerre dresse l'oreille; un journal! j'en suis.

M. Chevassu haussa les épaules, et laissa échapper un rire de pitié. Sans égard pour cette pantomime expressive, l'étudiant reprit la parole avec feu.

— Ah! nous faisons un journal! C'est une bonne idée, mais j'espère que ce sera un peu moins soporifique, un peu moins fade que votre *Patriote Douaisien;* Dieu veuille avoir son âme! Et vous dites que ma tante Pontailly prend des actions? Alors, c'est qu'elle a dans l'idée de faire pâturer dans votre feuilleton tous les bipèdes de sa ménagerie littéraire, poëtes inédits, faiseurs de nouvelles, fabricants de tartines historiques et philosophiques. Parbleu! si vous la laissez faire, il sera beau, votre

feuilleton ! Mais un instant, vous saurez, Dornier, que je retiens pour ma part les théâtres; c'est-à-dire, pas tous, ça m'ennuierait; mais l'Opéra, Feydeau, les Français, la Porte Saint-Martin, le Gymnase et le Vaudeville; je vous en rendrai bon compte. Ça ne vous empêche pas de me faire donner mes entrées aux autres théâtres. Il y a longtemps que j'ai envie d'avoir mes entrées; c'est fameux; on va dans les coulisses.

Pendant cette tirade, M. Chevassu avait achevé sa toilette. Il s'entoura le cou d'une cravate blanche montant jusqu'aux oreilles, ce qui, selon lui, contribuait à la dignité du port de tête, et endossa un habit noir qu'il boutonna exactement du haut en bas. Satisfait de cette tenue rigide et de sa figure de tribune qu'il examina un instant dans son miroir à barbe, il vint d'un pas majestueux s'asseoir sur un fauteuil, en face de son fils

— Prosper, lui dit-il alors du ton le plus solennel, il est temps que nous ayons une explication définitive. Dornier est mon ami, il n'est pas de trop. Écoutez-moi et pesez bien vos réponses. Je suis fort loin, assurément, de partager les préjugés de la caste nobiliaire. Les hommes sont égaux, je le sais, et le dernier des prolétaires est autant à mes yeux qu'un pair de France. Quand je m'exprime ainsi, ce n'est pas que j'entende reconnaître qu'un pair soit placé sur l'échelle sociale plus haut qu'un magistrat, par exemple, ou bien qu'un député. Non; je me sers seulement d'un terme de comparaison banal, de même qu'avant la révolution j'aurais pu dire un prince ou un duc.

— Où diable mon père veut-il en venir? se demanda Prosper en étouffant un bâillement.

— J'admets donc l'égalité des droits, mais je n'accepte pas au même degré celle des devoirs. Je m'explique. Il est dans la haute bourgeoisie quelques vieilles familles aussi honorables qu'en général celles de la noblesse sont déconsidérées, et dont les membres, depuis un temps immémorial, donnent l'exemple de toutes les vertus civiques. J'ose dire que notre famille, la famille Chevassu, a jusqu'ici toujours été du nombre. Quatre cents ans de roture prouvée sont un titre dont un autre pourrait s'enorgueillir.

— Quatre cents ans! répéta Dornier d'un air de vénération.

— Mon père a toujours dit trois cents, lui dit Prosper à l'oreille; mais il paraît que, depuis qu'il est député, nous avons un siècle de plus.

— Ce que je dis là ne doit pas vous donner une ridicule vanité, mais cela devrait vous inspirer l'envie de vous montrer digne de vos pères. Pendant ces quatre cents ans de roture prouvée, sans alliage de gentilhomme, à part le mariage de votre tante; — mais les femmes ne comptent pas, n'étant pour rien dans la ligne directe; — pendant ces quatre cents ans, dis-je, les Chevassu ont toujours été des hommes graves, des hommes austères, en un mot des hommes sérieux : François-Bénigne Chevassu, professeur à l'université de Douai dès son installation en 1562; Guillaume-Désiré Chevassu, chanoine de Saint-Amé, qui mourut en 1629; Antide-Louis-Nicolas Chevassu, avocat au parlement en 1750, tant d'autres que je passe sous silence, et moi-même, enfin, si j'ose me nommer après eux : voilà quelle est votre famille; voyons maintenant ce que vous êtes.

— Je suis un citoyen diablement ennuyé, pensa l'étudiant en s'allongeant sur le fauteuil, comme s'il se fût préparé à dormir.

— Monsieur, s'écria le député courroucé de cette impertinence, je vous ordonne de m'écouter dans une attitude plus respectueuse.

Prosper se redressa d'un air boudeur.

— Ce que vous êtes? reprit M. Chevassu en enflant sa voix, un paresseux, un étourdi, un mauvais sujet, un être indigne de mes bontés, indigne du nom qu'il porte. Ne répliquez pas. Sans que vous vous en doutiez, j'ai pris des renseignements à l'école de Droit Je sais que vous avez perdu cinq inscriptions, je sais que vous n'avez point passé d'examen, je sais que vous avez encore des dettes malgré tout ce que j'ai déjà payé l'an dernier. Et vous croyez que je tolérerai cela? Non, monsieur.

— Mon père, dit Prosper d'un ton patelin, je n'ai jamais nié mes torts; je sais qu'ils sont nombreux, mais je vous promets de mieux me conduire à l'avenir.

— Combien de fois ne m'avez-vous pas fait ce beau serment!

— Cette fois je le tiendrai, je vous le jure; quant à l'argent que vous avez payé pour moi, vous pourrez le retenir l'an prochain, quand vous arrêterez vos comptes de tutelle.

— Mes comptes de tutelle! s'écria M. Chevassu avec indignation; vous osez me demander mes comptes de tutelle! Je vous les rendrai, monsieur, je vous les rendrai fidèlement; mais, en attendant, vous aurez la bonté de vous conformer à mes ordres Au lieu de loger dans un hôtel garni, comme vous l'avez fait depuis deux ans, vous allez entrer dans une pension où je vous ai retenu une place et où votre conduite sera l'objet d'une surveillance...

— Moi, en pension! glapit Prosper, qui se leva dans un transport de colère; j'aime mieux m'engager pour l'Algérie! j'aime mieux me jeter dans la Seine!

— Voici l'adresse de votre pension, dit froidement le député en présentant à son fils une carte qu'il avait tirée de la poche de son gilet.

L'étudiant prit la carte, et, sans la lire, la jeta au feu.

A ce trait de révolte, M. Chevassu se leva à son tour et déploya sa longue taille dans toute sa perpendicularité.

— Sortez! s'écria-t-il du ton de Jupiter tonnant.

— Merci, répondit le fils insoumis.

Il sortit de la chambre sans regarder son père, ferma la porte avec fracas, et, lorsqu'il fut dans le vestibule, on l'entendit entonner à haute voix :

Plutôt la mort que l'esclavage,
C'est la devise des Français.

M. Chevassu, dont cette scène avait troublé la gravité, se rassit sur son fauteuil et demeura un instant plongé dans des réflexions chagrines. Tout en gardant l'attitude silencieuse que semblait commander la discrétion, Dornier l'observait en dessous, et, pour qui eût su la pénétrer, sa physionomie disait : s'ils pouvaient se brouiller une bonne fois, la dot de Mlle Henriette n'en serait peut-être que plus ronde.

— Dornier, faites-moi le plaisir de courir après cet étourdi, dit au bout de quelques secondes le père de Prosper, mollissant déjà dans sa colère; il a une si mauvaise tête, que je crains qu'il ne fasse quelque sottise.

Quoique ce message de conciliation convînt peu à Dornier, qui, ainsi que nous venons de le dire, espérait profiter de la discorde près de s'introduire dans la famille de son patron, il n'osa refuser le service qui lui était demandé. Quelques minutes plus tard, il avait rejoint l'étudiant à une cinquantaine de pas de l'hôtel Mirabeau.

(La suite au prochain numéro) CHARLES DE BERNARD.

LES SOCIN

ET LE SOCINIANISME.

I. — DISSIDENCES PROTESTANTES. — LÉLIO SOCIN. — ASSEMBLÉE DE VICENCE.

Il y a deux cent trente-huit ans environ, au moment où s'annonçaient déjà et s'entrevoyaient les splendeurs du XVIIe siècle, un vieillard se mourait d'épuisement et presque de misère, en Pologne, au fond du palatinat de Cracovie. Cet homme qui, pour avoir un peu de paix à sa dernière heure, s'était vu contraint d'accepter un asile dans le manoir d'un pauvre gentilhomme, appartenait par sa naissance à la plus fière aristocratie de l'Europe, et par l'élévation du génie, la fermeté du caractère, à l'élite des libres penseurs du XVIe siècle. Amis et détracteurs, disciples enthousiastes, persécuteurs infatigables, rien n'avait manqué à sa gloire; les transports d'admiration et de haine qu'avaient soulevés autour de son nom la hardiesse de ses idées et l'indomptable énergie de son éloquence devaient une fois encore éclater sur sa tombe; on eût dit que le silence ne se faisait un instant, entre la longue tourmente qui avait enveloppé sa vieillesse et celle où sa mémoire allait sombrer et s'abîmer à demi, que pour redoubler les tristesses de l'isolement où il s'éteignait. Quand ses yeux se furent pour toujours refermés, l'hôte modeste du grand sectaire creusa lui-même une fosse étroite et la recouvrit en pleurant d'une pierre sur laquelle, ne se souvenant plus sans doute que des triomphes du maître qu'il venait de perdre, il grava ces paroles superbes, qui formaient un étrange contraste avec la simplicité du monument : « Luther a démoli le toit de la moderne Babylone; Calvin en a renversé les murailles; l'homme qui sommeille ici en a détruit jusqu'aux fondements les plus reculés. »

Ces soins pieux accomplis, le castellan se mit à la tête du petit nombre de vassaux qu'il était obligé de mener contre le Turc ou le Russe, et alla se faire tuer en quelque rencontre obscure, dans les steppes de l'Ukraine ou de la Wolhynie. Celui

qu'il avait recueilli ne dormit pas longtemps dans la tombe où il s'était couché comme dans un dernier asile; les ressentiments de toute une population brisèrent l'humble pierre qui supportait sa hautaine épitaphe; d'implacables haines de religion s'assouvirent sur ses cendres, qu'elles jetèrent à tous les vents. C'étaient les cendres du lutteur le plus intrépide qui eût pris part aux bruyantes polémiques du XVIe siècle, les cendres de Faustus Socin, le second chef, mais, à vrai dire, le fondateur réel de cette fameuse secte des sociniens, à laquelle son oncle Lélio n'avait guère donné que le nom.

Faustus était mort à une époque très-critique pour sa secte, dont les gouvernements de l'Europe méditaient déjà la ruine, et pour sa mémoire, qui, à l'avénement de Descartes, devait de toute nécessité décroître et s'obscurcir. Sans doute, tout en préparant les voies à cet avénement par le seul effet de l'idée capitale, l'œuvre des Socin se distingue des doctrines purement cartésiennes aussi nettement que l'œuvre de Luther ou de Calvin; mais Lélio et Faustus ont été les précurseurs immédiats de Descartes : on concevra sans peine que, dans un tel voisinage, ils n'aient point conservé une aussi puissante originalité que le législateur de Genève ou l'ecclésiaste de Wittenberg. Il y a lieu de s'étonner cependant que, dans ce siècle où la critique philosophique, devenue enfin impartiale, a opéré de si éclatantes réhabilitations, personne n'ait essayé de rendre à leurs figures les traits caractéristiques sous lesquels elles apparaissent à qui approfondit les discussions de leur temps. N'est-ce point une chose étrange que le nom des fugitifs de Vicence, si glorieux encore à l'époque où la plume de Bayle passa aux mains de Voltaire, ne se lise plus qu'à demi sur la bannière qu'ils ont arborée dans les querelles du XVIe siècle? C'est à cette bannière pourtant que se sont ralliés les plus fermes et les plus fiers champions de la réforme, poussée à ses conséquences extrêmes, depuis le publiciste Grotius jusqu'à ces fougueux et persévérants esprits qui, à cette heure encore, entreprennent de rajeunir le dogme protestant.?

Il faudrait remonter jusqu'à l'extermination des donatistes par les Grecs du bas-empire pour rencontrer une secte aussi violemment et aussi opiniâtrément persécutée que cette secte socinienne qui, sous diverses dénominations, s'est constamment maintenue, à travers les avanies et les vicissitudes, en Allemagne, en Angleterre, en Hollande, et de nos jours se relève, sous le nom d'*unitaires*, à Paris, à Strasbourg, à Genève, à Lausanne, dans les plus grandes villes de l'Europe et des États-Unis. Ce n'est point assez que les gouvernements se soient attachés à la proscrire; à l'exception d'un très-petit nombre, les philosophes et les publicistes qui ont propagé ses principes se sont empressés de la renier et de la flétrir. On aurait peine à compter les volumes où l'on s'est efforcé d'établir que Grotius a été hostile ou favorable au socinianisme. Les écrivains qui l'opposent à Lélio et à Faustus ne s'appuient que sur les dénégations par lesquelles il a repoussé toute solidarité avec les hérésiarques de Sienne et de Vicence; mais que signifient ces dénégations pour qui a lu ses livres de controverse, où le socianisme se trouve à chaque instant développé? Bayle, qui à tout propos prodigue aux Socin le dédain et l'injure, leur est pourtant redevable des plus sûrs procédés de sa dialectique. Immédiatement après Bayle, un des critiques les plus indépendants des écoles de Hollande, l'érudit et consciencieux éditeur de la *Bibliothèque universelle*, Jean Leclerc, essayait une dernière fois de réhabiliter leur métaphysique; ne trouvant plus en Europe d'impartialité ni de tolérance, il récusait l'Occident tout entier et en appelait aux lumières naturelles d'un philosophe chinois. Plus tard, en 1758, au moment où l'Encyclopédie

publiait ses plus célèbres manifestes, il ne restait guère en France du socinianisme que le souvenir des antipathies et des haines qu'il y avait précédemment soulevées. D'Alembert faisait un crime aux ministres de Genève d'abandonner le calvinisme pour les idées des Socin. Dans sa fameuse lettre sur les spectacles. Jean-Jacques s'indignait d'une accusation pareille; mais si l'on en juge par la manière dont il cherche à justifier ces ministres, en quoi le christianisme de Rousseau diffère-t-il du christianisme de Lélio et de Faustus? Dans le siècle même où nous sommes, les sociniens, sous le nom d'unitaires, hésitent à se déclarer les disciples des deux hommes qui, dans les temps modernes, sont parvenus à constituer la croyance anti trinitaire. Quoi qu'il en soit de ces répugnances, il n'en est pas moins vrai que la doctrine des deux sectaires reprend vie sur tous les points de la chrétienté protestante. Le socinianisme est la seule réaction vigoureuse qui se soit opérée, au sein de la réforme, contre le dogme de la prédestination absolue enseigné par Luther et Calvin. Il est tout naturel qu'il se reproduise aujourd'hui que les idées calvinistes se relèvent par le *méthodisme,* aussi intolérantes qu'à l'époque où Calvin lui-même les imposait par le glaive et par le bûcher.

Lélio Socin naquit à Sienne en 1525. Sa famille, une des plus anciennes de l'Italie, s'était acquis une grande illustration dans les armes, dans les lettres, dans les luttes du barreau et des universités. Né avec le xv[e] siècle, son bisaïeul, Marianus Socin, avocat consistorial auprès du pape Pie II, le savant Enéas Sylvius, fut incontestablement un des premiers jurisconsultes, un des premiers critiques, et peut-être l'homme le plus universel de son temps. Bayle rapporte avec une certaine complaisance les détails de l'humiliation qu'il fit subir au fameux commentateur Politien, lequel, après s'être vanté de surpasser Accurse dans l'enseignement du droit public, demeura court aux questions que lui adressa Marianus. Le fils de ce dernier, Barthélemy Socin, se fit une si haute réputation d'éloquence, que tous les princes de la péninsule, les d'Est, les Médicis, les Visconti, les Sforce, etc., vinrent en foule à Bologne pour l'entendre discourir sur le droit des gens. Il s'en fallait de beaucoup, malheureusement, qu'il valût autant par les mœurs que par la science; ses prodigalités, ses débauches, ses folies et ses excès de tout genre, qui, du reste, n'avaient pas peu contribué à le rendre célèbre, l'entraînèrent à de si ruineuses dépenses, que le public fut contraint de pourvoir aux frais de son enterrement. Marianus, fils de Barthélemy et deuxième du nom dans cette brillante dynastie de jurisconsultes et de savants, est le seul des nombreux enfants de l'éloquent jurisconsulte dont l'histoire des lettres italiennes ait gardé le souvenir. A peine âgé de vingt-cinq ans, Marianus occupait à Bologne la chaire que l'illustre Alciat y avait laissée vacante par son retour à Pavie. Le malicieux Panzirole, qui a écrit la vie des hommes éminents du xvi[e] siècle, un peu trop peut-être à la façon de Lucien de Samosate, raconte que Marianus, ayant perdu sa femme après quarante-six ans de mariage, tomba dans une opiniâtre et amère tristesse; ses meilleurs amis lui conseillèrent de chercher quelque distraction dans les plaisirs du monde, dans les galanteries et les dissipations : le bon vieillard ne suivit que trop bien leurs conseils; il entreprit ces plaisirs, si l'on nous permet de parler ainsi, comme durant les plus belles années de sa vie studieuse il eût entrepris un traité de jurisprudence et de philosophie. Trois mois ne s'étaient pas écoulés qu'il était mort de lassitude et d'épuisement. Marianus était le père de Lélio Socin, le fondateur de la secte qui porte son nom.

Longtemps, on le voit, avant la crise religieuse qui a fait ressortir le génie énergique et vivace de Lélio et de son neveu Faustus, la famille des Socin avait produit

plusieurs types extrêmement remarquables de cette étrange société du XVe et du XVIe siècle, dans laquelle, en fait de science et de zèle philosophique, les classes privilégiées luttaient avec les ordres monastiques, le magistrat avec l'évêque, le gentilhomme avec le moine, l'homme du monde avec l'homme du cloître. Lélio Socin n'avait point encore franchi les premières années de la jeunesse à l'époque où s'élevèrent les plus bruyantes dissensions entre les princes de la réforme. Destiné à l'enseignement du droit, il en chercha de bonne heure les fondements dans l'Écriture, à l'exemple de ses ancêtres et de ses contemporains les plus renommés. Pour pénétrer le sens des textes sacrés, il épuisa l'étude des lettres grecques et latines, il se rendit familières les langues de l'Orient. Réglé dans ses mœurs et dans sa conduite, quelque peu séduit d'ailleurs par les maximes du stoïcisme, qui reprenait faveur au XVIe siècle, il se livra sans réserve à la controverse religieuse et philosophique. Nous pouvons, tout en repoussant les exagérations de Panzirole, suivant lequel Lélio était de force à soutenir trois cent thèses en deux jours, affirmer que les critiques et les polémistes des universités italiennes avaient pour la plupart ressenti les coups de ce bras exercé, qui, plus tard, accomplissant une tâche plus haute, s'efforça de débrouiller au XVIe siècle le chaos des controverses théologiques

Jamais ce chaos n'a eu de plus épaisses ténèbres qu'à l'époque où éclatèrent les premières dissidences protestantes. Nous ne croyons pas que les annales humaines renferment un autre exemple de la résistance désespérée, inflexible, opposée par Luther, et en général par tous les chefs de la réforme, à ceux de leurs sectateurs qui, à force d'élargir leurs prémisses, ne tendaient à rien moins qu'à les dénaturer, ou, pour mieux dire, à les anéantir. Dès le moment où l'université de Wittenberg eut aboli la messe et contesté l'autorité des évêques, Luther, qui avait pris le titre de prédicateur ou d'ecclésiaste, exerça dans l'église allemande la plus formidable puissance spirituelle qu'une révolution religieuse ait placée entre les mains d'un réformateur. Sa prédication véhémente, échauffant les esprits, établit de l'un à l'autre bout de l'Allemagne comme une longue traînée d'enthousiasme qui s'enflammait à ses moindres paroles. « Je n'ai pas eu besoin s'écriait-il, de mettre le feu à vos monastères, je n'ai pas eu besoin d'en toucher les pierres pour les renverser ; il a suffi pour cela de ma malédiction. J'ai, moi seul, fait plus de mal à votre pape que n'en aurait pu faire le plus grand monarque du monde avec les forces de vingt royaumes. » Il écrivait à un prince de la maison de Saxe : « Ne vous riez pas de ma malédiction, car elle n'est pas un vain murmure dans l'air; je souhaite que votre altesse n'éprouve point à son grand dommage que la foudre de ma parole n'est point aussi vaine que celle de Salmonée. » Le tout-puissant ecclésiaste ne tarda point à être troublé dans les joies de la victoire ; cette foudre dont il menaçait les princes, il se vit contraint de la diriger contre ses plus déterminés disciples, contre ses lieutenants les mieux éprouvés. Tout à côté de lui, dans la ville même de Wittenberg, Carlostadt fonda une doctrine nouvelle, le jour même où les électeurs de Brandebourg et de Saxe, le duc de Lunebourg, le prince d'Anhalt, le landgrave de Hesse, quatorze villes libres d'Allemagne, publiaient la fameuse protestation qui a donné leur nom aux sectes réformées. Chassé de Wittenberg, Carlostadt se réfugia en Suisse, où Zwingle, Bucer, Capito, Œcolampade, avaient pris sa défense ; ses idées repassèrent bientôt en Allemagne, plus hardies et plus opiniâtres. Luther eut beau les combattre avec toute l'énergie de sa colère, les partisans de la réforme se divisèrent en luthériens et en sacramentaires ; par ce nom de sacramentaires, on désignait les disciples de Carlostadt et de Zwingle, qui niaient la présence réelle. On essaya vainement de

concilier leurs systèmes; il n'y eut jamais entre eux qu'une sorte d'alliance politique. Les sectateurs de Luther et de Zwingle s'étant répandus en France, Calvin tria parmi leurs idées les dogmes dont il forma son symbole, et il n'eut pas de peine à effacer dans les contrées méridionales de l'Europe l'éclat de ses deux concurrents. De la vaste réforme opérée à trois reprises par Luther, Zwingle et Calvin, des centaines de sectes naquirent, aussi ennemies les unes des autres que les premiers novateurs pouvaient l'être de l'église romaine. A Wittenberg, à Leipzig, le doux et savant Melancthon enseigna les principaux dogmes du calvinisme, timidement d'abord et sous le manteau, puis ouvertement et à la face même de son maître. Sur d'autres points de l'Allemagne, Flavius Illyricus, André Osiander, Stancar, George Major, Agricola, George Calyxte, fort peu connus aujourd'hui, mais qui, à cette époque, firent à Luther la plus vive opposition et le bravèrent dans les diètes et les synodes, levèrent à leur tour l'étendard de la rébellion. Moins heureux que le roi grec, l'Alexandre de la réforme fut condamné à voir de son vivant les plus renommés capitaines et jusqu'aux plus minces lieutenants de son armée triomphante lui arracher violemment ses conquêtes, témoin les anabaptistes, qui se divisèrent en quatorze sectes, les extravagants, dont on compta six branches, les confessionnistes, qui en eurent vingt-quatre, etc. Luther, on peut l'affirmer aujourd'hui, ne pressentait point les dernières conséquences de sa protestation contre le principe de l'autorité. Le fougueux moine de Wittenberg s'attrista lui-même, à son lit de mort, de la rapidité dévorante avec laquelle s'accomplissait entre les mains de ses disciples l'œuvre de démolition qu'il avait commencée; il entendit tomber une à une toutes les pierres de l'édifice dont il s'était borné à renverser le couronnement. Luther avait suscité les sacramentaires : c'était la négation de l'ordre religieux et moral. Il avait suscité les anabaptistes : c'était la négation de l'ordre social.

Cette crise est peut-être la plus grave que l'humanité ait subie, non pas seulement au XVI[e] siècle, mais à toutes les époques où elle a mis en question le principe de ses croyances, la règle de ses mœurs, la sanction de ses lois civiles et politiques. La sombre désolation produite par les guerres des hussites, qui, durant les siècles précédents, avaient bouleversé la Hongie et la Bohême, et par les convulsions qui plus tard désolèrent la France et l'Allemagne, ne peut se comparer à ce profond malaise des esprits, qui les comprimait jusqu'au dernier degré de l'abattement et du marasme, ou les exaltait jusqu'aux plus douloureux paroxysmes du désespoir. Dans toutes les grandes œuvres du XVI[e] siècle, on retrouve les traces de ce malaise intolérable. Quelques-uns cherchèrent un refuge dans le stoïcisme; mais ce n'était là qu'une manifestation hypocrite, une affaire de mode, un stoïcisme de parade, qui n'enfanta ni un Caton ni un Épictète; stoïcisme improvisé en quelques jours par les moins désespérés et les plus frivoles, qui voulaient se donner une contenance parmi des discussions et des polémiques dont la portée leur échappait complétement. Que pouvait donc avoir de commun le lit de roses que la faveur des empereurs et des princes fit au rhéteur Juste-Lipse avec le bain que Thraséas et Sénèque rougirent de leur sang? Les plus sérieux et les plus sincères osèrent un instant rêver une œuvre plus haute et plus radicale que l'œuvre de la réformation religieuse, la révision des principes philosophiques; mais la société n'était point encore en état de soutenir une si terrible épreuve. De quel effroi n'eût-elle pas été saisie en effet, si, après avoir discuté l'essence divine, on en était venu à sonder la nature même de l'esprit humain, si, après avoir ébranlé ses croyances religieuses, on s'était avisé de mettre en question la loi même de son existence, et jusqu'à ses primitives notions!

C'est à ce moment, vers l'an 1546, que se tinrent les secrètes séances de cette fameuse assemblée de Vicence où siégèrent, au nombre de quarante, indépendamment de plusieurs gentilshommes appartenant aux rangs les plus élevés de la noblesse italienne, quelques-uns des plus éminents philosophes de la péninsule, parmi lesquels l'histoire a particulièrement distingué Valentin Gentilis, Bernard Ochin, Paruta, Gribaldi, Blandrata et Alciati. Lélio Socin, malgré sa grande jeunesse (il était âgé de vingt-un ans), dirigea les travaux de l'assemblée, et, pour avoir formulé la doctrine qu'elle promulgua, finit par y attacher son nom. Quelques biographes du XVIII[e] siècle ont étourdiment avancé que le neveu de Lélio, Faustus Socin, prenait part aussi aux délibérations de Vicence, bien que, disent-ils, Faustus ne fût encore qu'un enfant. C'eût été là un enfant d'une précocité merveilleuse, car en 1546, époque à laquelle se forma la réunion, Faustus Socin avait tout au plus sept ans; mais nous concevons sans peine qu'au risque d'un anachronisme on se soit complu à placer près de Lélio le lutteur infatigable qui, après de longues années perdues dans les plaisirs, agrandit l'œuvre de son oncle et lui donna la consécration de la gloire; — à côté du penseur qui fondait la doctrine, on aimerait à voir en effet l'homme d'action qui, un jour, devait fonder la secte.

Toutes les sociétés qui, au XVI[e] siècle, prirent le titre d'églises réformées, avaient proclamé en principe que l'unique règle de la foi était la parole de Dieu contenue dans les livres saints, et que tout fidèle était juge du sens de ces livres. Ce fut là également le point de départ de l'assemblée de Vicence; mais, pour dissiper la confusion qui, par les dissidences luthériennes ou calvinistes, enveloppait déjà l'Europe entière, elle résolut d'établir certaines lois de critique, une certaine méthode d'investigation et d'analyse à laquelle on fût tenu de se conformer toutes les fois que l'on tenterait une œuvre aussi vaste et aussi complexe que l'interprétation des livres saints. L'assemblée de Vicence admettait les deux Testaments; seulement, elle affirmait que la religion chrétienne se trouvait renfermée dans les seuls livres du nouveau; c'était en pure perte que l'on recherchait les principes et les fondements de la foi dans les livres de l'ancien, à plus forte raison dans des livres humains, comme les écrits des pères, des conciles et des souverains pontifes. A la fougueuse inspiration luthérienne elle substitua les calmes et sévères procédés de la philosophie. L'esprit du socinianisme est là dans toute sa pureté. Dès ce moment, on peut nettement distinguer le rang où la secte se tiendra parmi les opinions qui vont se disputer les consciences; on conçoit d'avance que, si les idées de l'assemblée de Vicence formulées par les deux Socin ne doivent enfanter aucune superstition, elles ne pourront fomenter le moindre fanatisme; on conçoit enfin que, si, de l'un à l'autre bout des deux siècles qu'elles vont emplir de leurs vicissitudes brillantes, elles exercent une puissante fascination sur les intelligences et les caractères d'élite, elles resteront toujours incomprises de la foule, qui finira par les maudire et les persécuter. En supprimant le dogme de la transsubstantiation, Calvin avait détaché des peuples entiers du luthéranisme. Pour l'emporter sur Calvin, les deux Socin nièrent la trinité catholique et l'union des deux natures; mais, en fait de doctrines religieuses, les masses ne se préoccupent guère des spéculations. Elles croient ou s'imaginent croire, et se reposent doucement dans cette persuasion. On les voit s'accommoder à merveille d'une doctrine incompréhensible qui leur inspire à la fois l'admiration, la crainte, le respect, la confiance : ne sont-ce pas là les dispositions et les sentiments qui, dans toutes les civilisations et à toutes les époques, ont fait vivre et prospérer les religions?

Par son enseignement moral, le socinianisme devait devenir aussi impopulaire que par sa doctrine métaphysique : en raison des lois de leur critique, les deux Socin nièrent la prédestination absolue et la corruption originelle; ils élevèrent la liberté de l'esprit humain aussi haut qu'il était possible de l'élever. Ils firent dépendre de l'homme seul sa vertu, son salut, son bien-être éternel, mais c'était pour l'obliger à l'austérité la plus rigoureuse, pour lui inculquer un remords plus vif et plus amer, dans le cas où il viendrait à se dépraver. Aussi les masses ne se prononcèrent-elles point en faveur du socinianisme; pour s'assurer leur sympathie, il aurait fallu, tout en proclamant la dignité, la puissance de l'homme, tout en reculant les limites de sa liberté morale, diminuer et amoindrir ses obligations.

L'œuvre des deux Socin embrasse tous les problèmes qui se rattachent au dogme de l'unité divine et au principe de la liberté humaine : sur ce dernier point, ils reproduisent l'opinion de Pélage; sur le premier, celle d'Arius. Il y a deux livres qui renferment le plus laborieux et le plus sublime effort que l'esprit humain ait tenté au sujet de ce dogme et de ce principe, et notamment au sujet de la trinité chrétienne, envisagée sous le double point de vue de la pure métaphysique et de la tradition. Ce sont les *Avertissements aux protestants,* de Bossuet, et les *Dogmes théologiques* d'un grand penseur depuis trop longtemps méconnu, le jésuite Pétau. Ce problème insondable, ils n'ont pu ni l'un ni l'autre le retirer des profondeurs mystérieuses où l'avaient laissé les Augustin, les Cyrille, les Chrysostôme, et tous ceux qui, durant dix-sept siècles, s'étaient agités à l'entour. L'idée capitale du christianisme, ce dogme d'un Dieu s'incarnant dans l'humanité, résolvait tous les problèmes que soulèvent la création et le gouvernement de ce monde ; elle mettait hors de cause les systèmes où s'était obscurcie l'idée de l'unité divine, depuis le déisme pur qui s'avouait impuissant à définir ou à exprimer l'Être suprême, et le reléguait loin des hommes dans les confuses régions d'une métaphysique inaccessible, jusqu'au matérialisme, ou, si l'on veut, jusqu'au fatalisme qui abandonnait tout aux chances du hasard. Mais on conçoit que, dans les sociétés savantes d'Alexandrie, de Constantinople, de Césarée, de Carthage, où la raison humaine, formée par la philosophie grecque et par les philosophies orientales, revendiquait toute son indépendance, on ne pouvait aveuglément accepter un Dieu en trois personnes parfaitement distinctes, dont la substance était pourtant une et indivisible. Aussi les uns, comme Noët et Praxée, prétendirent-ils que la substance de Jésus était distincte de la substance du père : c'était, en réalité, proclamer deux dieux, et ramener le monde aux désordres et aux superstitions de l'idolâtrie. Les autres, comme Sabellius, pour défendre l'unité divine ainsi compromise, supprimèrent les trois personnes et les remplacèrent par de simples attributs : c'était restaurer le déisme pur, le déisme grec avec toutes ses incertitudes et toutes ses ténèbres. La question formulée dans ces termes et se compliquant, en outre, des difficultés dont se hérissait l'union en Jésus de la nature divine et de la nature humaine, se débattit longtemps entre les Apollinaire, les Théodore de Mopsueste, les Nestorius, les Eutychès; les uns et les autres, bien qu'ils aient sondé les profondeurs de l'unité de Dieu, ne sont point encore les ancêtres véritables des sociniens. Les sociniens ont eu pour prédécesseurs, dans les premiers siècles de l'église, les sectaires qui, maintenant rigoureusement l'unité de l'Être suprême, admettaient en même temps son intervention dans le gouvernement de ce monde par un esprit intermédiaire, une créature privilégiée, investie de sa puissance et de sa majesté. Parmi ceux-là se distinguent Cerinthe, Paul de Samosate, Photin et Arius. — Changez le nom de l'agent inter-

médiaire entre Dieu et les hommes, au Christ substituez le prophète, et le système de Mahomet sera de tout point le même que celui d'Arius et de Photin. Les théologiens ont affirmé que Mahomet avait emprunté ce système aux hérétiques refoulés en Arabie par les persécutions impériales, de Constantin à Héraclius; mais pourquoi donc ne pas reconnaître que Mahomet s'est borné à exprimer les instincts admirables, les impérissables tendances de cette grande race arabe, qui, à trois reprises, a proclamé l'unité de Dieu dans le monde, une première fois par le judaïsme. une seconde fois par le christianisme, une troisième fois par la doctrine même du Koran?

On néglige trop peut-être, à l'époque où nous vivons, l'étude des plus vieilles dissidences chrétiennes; les philosophies actuelles gagneraient infailliblement à fouiller dans la foi et la conscience des premiers jours de notre ère, à réveiller ces querelles lointaines où, suivant les temps et suivant les fortunes, se sont accusées de si nobles et de si énergiques passions. Voyez comme, à travers la confusion des polémiques et en dépit des séditions de la basilique ou de l'hippodrome, se relèvent les fières et mélancoliques figures des penseurs profonds désignés pendant des siècles sous le nom d'hérésiarques à la haine des masses et aux mépris des savants vulgaires! On a ri souvent de leur insaisissable métaphysique et de leur théologie vétilleuse; mais pourrait-on citer un seul réformateur qui ait agité de plus hautes questions que les Arius, les Eutychès, les Théodore de Mopsueste? Dites-nous si, à des époques diverses, une foule d'esprits supérieurs. de Scot Érigène à Faust Socin ou à Bayle, n'ont pas repris leurs doctrines sous différentes formules? On a prétendu que la passion de la gloire les jetait dans la manie des systèmes : qu'avaient-ils à faire de gloire, ces pauvres moines si convaincus, si désintéressés, si austères? Qu'avaient-ils à faire de l'auréole autour de leurs fronts pâlis par la méditation et le jeûne? Il leur importait bien vraiment d'attacher quelques lambeaux de pourpre à la bure de leurs manteaux!

Les fondateurs du socinianisme ont emprunté, nous le répétons, le principe, le fonds même de leur doctrine aux plus grandes et aux plus retentissantes hérésies des premiers temps de notre ère : c'est dans les développements de cette doctrine que se retrouve leur incontestable originalité. On en sera pleinement convaincu, pour peu que l'on examine le symbole qu'ils se sont efforcés de faire prévaloir sur les croyances et les traditions du catholicisme romain. Il y a un Dieu qui a tout créé par son Verbe, et par lequel tout est gouverné. Le Verbe est son fils, et ce fils est Jésus de Nazareth. fils de Marie, conçu du Saint-Esprit, qui doit être considéré comme l'inspiration de Dieu se produisant dans le monde visible. Jésus est un homme véritable, mais un homme supérieur à tous les autres, promis par les patriarches, annoncé par les prophètes Cette expression de fils de Dieu ou de Dieu, appliquée à Jésus, n'a point dans les livres saints l'acception que lui donne l'église romaine. On lit dans l'Évangile selon saint Jean que les Juifs, menaçant de lapider Jésus parce qu'*étant homme il se faisait Dieu,* Jésus leur répondit : « N'est-il pas écrit dans votre loi : J'ai dit que vous êtes des dieux? Si donc elle appelle dieux ceux à qui la parole de Dieu était adressée, et que l'Écriture ne puisse être détruite, pourquoi prétendez-vous que je blasphème, moi que mon père a sanctifié et envoyé dans le monde, parce que j'ai dit que je suis fils de Dieu. » Juge des vivants et des morts, Jésus de Nazareth reviendra vers les hommes à la consommation des siècles. Mort et ressuscité pour les hommes, il justifiera devant Dieu ceux qui auront suivi sa loi. La trinité, la consubstantialité du Verbe, ne sont point des

dogmes révélés, mais tout simplement des opinions empruntées aux philosophies de la Grèce et de l'Orient. Dans aucun endroit de l'Écriture ne se retrouvent ces inintelligibles doctrines : on ne peut produire aucun passage qui les autorise, et auquel il ne soit aisé d'attribuer, sans fausser le moins du monde le texte, un sens plus clair, plus naturel, plus conforme aux notions communes, aux vérités primitives et immuables. Ne doit on pas plutôt s'en tenir au témoignage des évangélistes et des apôtres qui n'ont jamais parlé de la trinité catholique? « La vérité, s'écrie Jésus dans le discours sur la montagne, consiste à reconnaître que tu es le seul vrai Dieu et que le Christ est ton envoyé. » Il ne faut pas croire que les plus rigoureux trinitaires se fassent une idée nette de la façon dont les trois personnes existent en Dieu, sans diviser sa substance et sans la multiplier. Saint Augustin, après avoir épuisé toutes les ressources de la logique, a été contraint d'avouer que ce dogme est inexplicable. C'est le philosophe Justin qui le premier a proclamé la divinité de Jésus; Origène, et, avant le concile de Nicée, la plupart des docteurs ont reconnu l'inégalité des personnes. Les livres des pères foisonnent à ce sujet de contradictions et d'inconséquences. Sommes nous sûrs, d'ailleurs, que ces livres nous soient parvenus dans l'état où ils les ont composés? N'est-il pas certain, au contraire, qu'ils sont pour la plupart mutilés, altérés, falsifiés?

La véritable église de Jésus-Christ est entièrement déchue depuis que les pontifes de Rome se sont arrogé la suprême puissance spirituelle; cette église peut se reconstruire par les écrits des apôtres. L'église apostolique n'a point de chef visible; n'ayant d'autre loi que le texte même de l'Écriture, tous les chrétiens sont égaux, comme l'étaient les disciples de Jésus. « Ne vous faites pas appeler maîtres, dit Jésus dans l'évangile selon saint Mathieu : vous n'avez qu'un maître, qui est le Christ, et vous êtes tous frères. En vain le pape, se prétendant successeur de saint Pierre, affirme-t il que Jésus a établi saint Pierre au-dessus des apôtres. On a détourné le sens de toutes les expressions par lesquelles on s'imagine que la suprématie a été attribuée à saint Pierre. Est-il dans saint Paul ou dans saint Jean un seul passage où cette suprématie soit reconnue? Comment le pape exercerait il sur les autres chrétiens une autorité que saint Pierre lui-même n'a jamais eue sur saint Paul, ni sur saint Jean?

Dans les temps de persécution qui suivirent les délibérations de Vicence, presque tous les sociniens manifestaient l'espérance que le règne du Verbe se réaliserait dans ce monde; mais qu'on ne se hâte point de les accuser d'un mysticisme si peu compatible avec l'idée capitale de leur doctrine : par le règne du Verbe sur la terre, ils entendaient le triomphe définitif de leurs principes et de leurs opinions, qui, à les entendre, devait ramener l'église primitive. On voit déjà quelles modifications le culte chrétien devait subir sous l'empire d'une pareille métaphysique : les sociniens le réduisirent par la suite à la prière et au prêche. Ils admirent la cène, non plus comme un sacrement, mais comme une cérémonie qui devait, dans tous les souvenirs, perpétuer la passion du rédempteur.

De ses idées sur l'unité de Dieu, l'assemblée de Vicence inféra naturellement la liberté de l'homme. L'unité de Dieu, la liberté de l'homme abandonné à sa seule puissance, ce sont là les deux points fondamentaux, les deux points essentiels de la doctrine socinienne. Pour rendre à l'esprit l'énergie et l'indépendance que lui enlevait le fatalisme luthérien et calviniste, l'assemblée rejeta avec indignation la prescience divine des faits de la volonté, l'influence immédiate exercée par Dieu, de façon à déterminer les actes, sur les consciences. Comme Pélage, ce moine breton

qui, au IVe siècle, souleva une si générale réprobation dans l'église. les sociniens supprimèrent le dogme de la déchéance originelle, ils nièrent formellement la nécessité de la grâce et jusqu'à la nécessité du baptême; le baptême n'étant plus un sacrement de régénération, mais, si nous pouvons parler ainsi, une simple occasion de confesser publiquement le nom de Jésus-Christ, il n'y avait que les adultes qui fussent en état de le recevoir. « Le baptême qui nous sauve, dit saint Pierre dans sa première épître, est l'engagement d'une bonne conscience devant Dieu. » Tolérants envers toutes les religions, ils élargirent les voies du salut et ne firent aucune difficulté d'y admettre les hommes de toutes les opinions, de toutes les communions, de toutes les sectes, catholiques, protestants, philosophes, juifs, mahométans, idolâtres. De là leur vint ce nom de *latitudinaires* sous lequel les désignent la plupart de leurs adversaires dans les controverses du XVIIe siècle. Destituant la morale de la sanction que lui imprimaient la loi de Dieu et la loi des hommes, ils effacèrent de la première les peines éternelles, de la seconde la peine de mort. L'anéantissement absolu était le seul châtiment qui, après la vie temporelle, fût infligé aux plus grands prévaricateurs, et cette vie, si précaire et si courte, durant laquelle ils pouvaient, jusqu'au dernier instant, reconquérir leurs titres à la vie éternelle. le magistrat n'avait point le droit de la leur ôter.

En réalité, l'assemblée de Vicence réduisit le christianisme au pur déisme, et le déisme est précisément le contrepied de l'enseignement de Jésus. On objectera sans doute qu'en maintenant la médiation du Christ entre Dieu et les hommes, elle formulait à sa manière le dogme de l'unité de Dieu; mais cette médiation n'est pas moins incompréhensible que le dogme même de la trinité. C'est l'acte de foi du socinianisme, aussi souverain, aussi absolu que l'acte de foi calviniste au sujet de la divinité du Christ, que l'acte de foi luthérien au sujet de la présence réelle, que l'acte de foi catholique au sujet de tous les mystères chrétiens. Pour expliquer leur Verbe qui se manifeste, une première fois par la formation du monde, une seconde fois par la régénération de notre espèce, les sociniens de Pologne se sont évertués, mais toujours en vain, à prouver que Dieu, avant les temps, avait pu créer une âme humaine dans l'éternité. Cette confusion qui enveloppe le faîte de leur synthèse, ils ne sont jamais parvenus à l'éclaircir. Or, comme la loi suprême de leur doctrine consiste à ne rien admettre qui ne soit parfaitement démontré, parfaitement intelligible, ils ont eu beau se raidir et se cramponner à la tradition chrétienne : la force même de leur principe les a irrésistiblement entraînés au pur déisme, tel à peu près que le XVIIIe siècle a eu le courage de le proclamer.

Il est curieux d'examiner par quelle pente insensible les sociniens en sont venus à professer le déisme. Comme les ariens, les docteurs et les premiers adeptes de l'assemblée de Vicence croyaient à l'existence du Verbe avant toute créature. Après avoir formé le monde par la médiation du Verbe, Dieu, dans l'Ancien Testament, se servait de lui comme d'un interprète pour se manifester à son peuple. Les jours de régénération et de grâce étant enfin venus, le Verbe anima un corps mortel dont il ne prit que la chair sans âme et sans esprit. Ce système d'origine platonicienne ne pouvait résister à la méthode d'analyse et au principe de certitude adoptés par l'assemblée de Vicence. En 1566 déjà, au plus fort des querelles du socinianisme en Pologne, Jésus n'était plus qu'un homme semblable aux autres hommes, si ce n'est pourtant qu'il était né d'une vierge et par l'opération du Saint-Esprit. L'opération du Saint-Esprit et la virginité de Marie, voilà tout ce qui restait du dogme chrétien, et encore faut-il voir avec quel soin, au commencement du XVIIe siècle,

les sociniens de Hollande évitent les controverses qui pourraient porter sur ce débris de croyance aussi peu accessible à la raison humaine que le mystère tout entier. Pour les anti-trinitaires de Hollande, Jésus n'est qu'un prophète ravi en esprit avant qu'il se fît connaître au monde, auprès de Dieu lui-même qui, lui révélant tous les secrets de sa science, et l'investissant de toute son autorité, le pénétra de la mission régénératrice qu'il allait accomplir. Par leurs hésitations et leurs réticences, on peut juger de l'embarras que doivent éprouver les sociniens du XIXe siècle dans toutes les querelles où le dogme se trouve engagé. Faites justice, au nom de la raison évidemment impuissante à se l'expliquer, de cette mission prophétique à laquelle ils réduisent toute la religion de Jésus, et dites-nous en quoi leur doctrine diffère du déisme de Rousseau et de l'Encyclopédie! Ce n'est point avec ce déisme que le Christ eût opéré l'œuvre immense de la régénération. L'idée capitale du christianisme eut pour conséquence immédiate, non-seulement de dissiper les ténèbres où s'évanouissait le dogme de l'unité de Dieu, mais de restaurer le dogme même de l'intervention divine, le dogme de la Providence dans l'univers visible, et, par suite, toutes les lois qui dérivent des rapports entre Dieu et les hommes, lois métaphysiques, morales, politiques, en vertu desquelles se reconstituèrent les sociétés aux temps les plus mauvais de la décadence romaine. Ce dogme qui a tout réparé, ce n'est point par le pur déisme qu'il eût prévalu sur les systèmes qui, dans les sociétés anciennes, l'avaient compromis ou ruiné. Cet argument est, à notre avis, le meilleur que l'on puisse faire valoir en faveur de la synthèse chrétienne. Jésus avait proclamé une idée de Dieu suivant laquelle se reconstruisait tout un monde croulant. Que serait devenu ce monde si Sabellius, Arius, Théodore de Mopsueste, Nestorius, etc., avaient triomphé? Qui donc, au milieu des plus complètes révolutions que l'espèce humaine ait subies, eût reconstitué tout un ensemble de rapports entre Dieu et les hommes, entre les individus, entre les nations ?

Interprète et dépositaire des idées de Vicence, Lélio Socin est le premier qui, au XVIe siècle, ait contesté l'originalité du christianisme; le premier, il l'a représenté comme une des mille sectes qui se sont produites parmi les disciples des rabbins juifs, des rêveurs de l'Inde, des penseurs de la Grèce. S'il faut en croire Lélio, le christianisme primitif se réduisait à la morale essénienne; le christianisme de la tradition catholique ne s'est définitivement constitué que dans les écoles d'Alexandrie, qui à cette morale ont péniblement allié les dogmes que Pythagore emprunta aux vieilles philosophies de l'Égypte et de la Chaldée. Après avoir soulevé de bruyantes et immortelles polémiques dans les académies naissantes de Samos et d'Athènes, ces dogmes affluèrent plus abondamment encore, par le seul effet des expéditions d'Alexandre, dans cette ville où devaient battre le cœur et la grande artère de l'empire immense rêvé par le conquérant macédonien, et qui, à l'époque où écrivaient les Plotin et les Porphyre, n'avait pas cessé d'unir l'extrême Orient, l'Orient des mages, des *dustoors*, des brahmanes, à l'Occident grec et romain.

Depuis trois siècles déjà, ces idées sur la formation du christianisme défraient les philosophies qui le déduisent des doctrines et des systèmes de l'antiquité. Ces idées n'ont guère prospéré au XVIIe siècle, grâce aux protestations de Bossuet, qui, pour les combattre, déploya les prodigieuses ressources de son énergie et de son éloquence (1). Au XVIIIe, on voulait à toute force que la morale fût l'essence et la

(1) Voyez dans ses livres de controverse les passages qui concernent Crellius, le plus fameux socinien de Hollande, et Richard Simon, l'apologiste de Crellius.

base unique de la religion; on s'épuisait à démontrer que Jésus s'était borné à développer quelques-unes des opinions et des maximes de la philosophie grecque. Rousseau s'éleva un moment contre ces assertions dans la plus belle page de son *Émile;* mais les tendances générales ne tardèrent point à l'entraîner. Plus tard, et ce fut un progrès, on comprit l'importance du dogme; on comprit qu'il était impossible que des populations puissantes et de vastes empires se fussent divisés en pure perte, à propos de tel dogme ou de tel autre, mais l'on affirma gravement que le christianisme avait emprunté tous ses dogmes aux philosophies de l'Orient. De nos jours, une autre opinion a cherché un instant à s'accréditer en France : si l'on s'en rapporte à M. Salvador, c'est dans les vieux rabbins et les vieux sophistes de la société juive que Jésus a trouvé le christianisme. Jésus est un philosophe essénien qui s'est contenté d'élever à leur plus haute puissance les maximes et les leçons de ses maîtres. A peu de chose tient qu'on ne le représente hantant assidûment, avant sa prédication, les pieux *monasterion* de la Palestine, de la Syrie, de l'Égypte, s'abandonnant comme les docteurs de l'essénianisme à la vie extatique, et pratiquant leurs rudes et inutiles vertus. Toutes ces explications sont à un égal degré arbitraires et vicieuses; il suffit, pour s'en convaincre, d'étudier la pensée chrétienne dans la parole même de son auteur, dans les écrits des premiers apôtres, dans les développements nécessaires qu'elle a pris au sein de la société romaine, durant le plus long et le plus difficile travail de décomposition et de réorganisation dont le souvenir soit inscrit dans les fastes humains.

C'est là une de ces questions sur lesquelles notre siècle, le plus impartial de tous en matière de religion, peut librement se prononcer. Les ennemis du christianisme, aussi bien que ses plus déterminés défenseurs, n'ont qu'à gagner à ce qu'il ressaisisse son originalité. Il est arrivé bien souvent, dans les luttes subies par le christianisme, que des esprits fourvoyés, prenant en aversion certaines pratiques et certaines maximes qui n'appartenaient point au christianisme, s'en faisaient un prétexte pour condamner cette religion tout entière. Se sont-ils maintenus dans les termes des controverses chrétiennes, ceux qui, à différentes époques, se sont portés les défenseurs ou les adversaires du cénobitisme et du célibat des prêtres? Est-on bien sûr, quand on passe en revue les cérémonies et les choses d'accident sur lesquelles Rome et la réforme se divisaient au XVIe siècle, que le christianisme fût toujours intéressé dans leurs discussions? Nous le demandons à tous les hommes de bonne foi, les écoles nouvelles ne donnent-elles pas un démenti formel à l'histoire, quand, ranimant les idées sociniennes, elles imputent à Jésus le mysticisme essénien et les rêveries de Platon? Les polémiques religieuses ne sont point encore épuisées, et nous croyons que l'époque où nous sommes verra souvent se renouveler la lutte entre la philosophie et le christianisme : il est donc indispensable que, des deux côtés, l'on sache à quoi s'en tenir.

II. — PREMIÈRES PERSÉCUTIONS. — FAUSTUS SOCIN. — LES SOCINIENS EN POLOGNE.

Les délibérations de Vicence ne purent avoir lieu si secrètement que le gouvernement de Venise n'en fût averti. L'inquisition fit arrêter deux de ses membres, Jules Trévisanus et François de Ruego, qui, malgré leur rang, leurs titres, leur célébrité, leur fortune, furent immédiatement étranglés. Tous les autres parvinrent à

s'échapper des états de Venise; ils se dispersèrent dans les diverses contrées de l'Europe, en France, en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, en Pologne et jusqu'en Turquie. Le médecin Blandrata alla fonder en Transylvanie la première église socinienne. Alciati trouva un asile à Constantinople, où les misères de l'exil le contraignirent, dit-on, à se faire musulman. Gribaldi et Ochin, successivement expulsés de toutes les universités, moururent de la peste, le premier à Tubingue, le second dans le petit village de Slancow, en Moravie. Plus malheureux encore qu'Ochin, Valentin Gentilis fut décapité à Berne après de longues années passées dans les prisons de Lyon, de Genève, de Cracovie, de Dantzick. On s'étonne, au premier aspect, que les gouvernements de l'Europe aient sévi sans répit ni trève contre une secte si tolérante, la seule qui, au XVIe siècle, eût retranché de son symbole le dogme des châtiments éternels; mais, à une époque où les nouveautés religieuses avaient, sur divers points déjà, entraîné des secousses et des bouleversements politiques, c'était là précisément la raison de ces persécutions incessantes : les lois humaines se montraient inflexibles envers tous ceux qui leur ôtaient leur sanction la plus efficace, la terreur de la loi de Dieu.

Lélio Socin s'établit à Zurich, mais il ne s'y fixa définitivement qu'après avoir consacré quatre années à visiter la France, l'Angleterre, les Pays-Bas, la Pologne. Les plus grands savants de l'Europe, Mélancthon, Bèze, Munster, l'accueillirent avec un bienveillant empressement. L'élévation de son esprit, l'honnêteté de ses mœurs, séduisirent le peuple et le sénat de Zurich, qui lui confièrent les plus importantes affaires de leur canton. Calvin lui-même, qui venait d'exiler Bolsec et qui allait brûler Servet, se prit pour lui d'une affection extrêmement vive. L'amitié de Calvin enhardit Lélio, non seulement à exprimer ses opinions dans plusieurs conférences religieuses, mais à les professer publiquement dans deux livres, la *Paraphrase du premier chapitre de saint Jean,* où il exposa sa doctrine contre la trinité, et le *Dialogue entre Calvin et le Vatican,* où il réfuta le fameux écrit de Calvin sur le droit que s'attribuait le terrible hérésiarque de mettre à mort quiconque se séparait de sa communion. Ces deux livres convertirent aux idées de l'assemblée de Vicence les trois hommes qui, avant l'époque où Faustus en devint le premier apôtre, les ont le plus propagées dans le nord de l'Europe, le cordelier Lismonin, de Corfou, confesseur de la reine de Pologne Bonne Sforce, le Hongrois André Duditz, le Silésien George Schoman. L'affection de Calvin pour le jeune sectaire ne fut point pour cela sensiblement altérée. Dans les lettres qu'il écrivit par la suite à Socin, nous n'avons pu découvrir qu'un passage où son mécontentement se fasse jour; il est vrai qu'il y éclate tout entier et avec une foudroyante énergie : « Je vous l'ai dit à plusieurs reprises, s'écrie le législateur de Genève, et je vous le répète plus sérieusement encore que par le passé, si vous ne mettez de l'empressement à réprimer la démangeaison d'innover qui vous agite et vous possède, je crains bien que vous ne vous exposiez aux plus grands malheurs. » Le conseil était significatif, d'autant plus que Calvin y ajouta un terrible commentaire, le supplice de Michel Servet. Lélio se hâta d'en faire son profit; dès ce moment, il cessa de conférer avec les ministres du calvinisme; ses principes s'enveloppèrent dans de brillantes et poétiques allégories dont aujourd'hui le sens nous échappe tout à fait. Son extrême prudence devint célèbre dans son parti; plus tard, son neveu Faustus le proposait pour modèle aux jeunes seigneurs de la secte qui, au sein des diètes polonaises, bravaient ouvertement les nonces catholiques ou luthériens. Cette réserve eut cependant de bien graves inconvénients pour sa gloire, car, à dater de cette époque, sa vie ne jeta

plus aucune espèce d'éclat. Entre son dernier voyage en Pologne, où l'avait appelé Blandrata, qui venait d'y répandre abondamment les semences du socinianisme, et sa mort survenue à Zurich en 1562, seize années après l'assemblée de Vicence, pas un événement ne se présente qui mérite d'être signalé. Quelque temps avant de mourir, il avait voulu revoir la terre natale ; grâce aux sollicitations de Mélancthon, le roi de Pologne, Sigismond-Auguste et l'empereur Maximilien II l'avaient accrédité, en qualité d'envoyé, auprès du doge de Venise et du grand-duc de Toscane. L'inquisition n'eut point égard aux lettres de recommandation de ces deux princes : Lélio avait à peine touché le sol de l'Italie qu'il fut chassé par les persécutions du saint-office, et cette fois pour toujours. Lélio mourut obscurément et sans bruit, à peine âgé de trente-sept ans, laissant après lui de nombreux manuscrits qui échurent à son neveu Faustus.

Faustus Socin, au moment où il alla recueillir la succession de son oncle, n'avait pas encore vingt-trois ans. Son âge ne lui ayant point permis d'assister à l'assemblée de Vicence, il ne fut jamais compris dans les persécutions qui atteignirent ou dispersèrent Lélio et ses compagnons, et l'on eût dit que depuis, par la dissipation de sa vie élégante et désœuvrée, il avait pris à tâche de détourner les soupçons qu'auraient pu conserver à son égard les familiers de l'inquisition et le gouvernement de Venise. Sa mère, Agnès Petrucci, était la fille du principal magistrat de la république de Sienne ; elle avait pour alliés la plupart des grands seigneurs et des princes de la péninsule. Par l'éclat de sa naissance, par le charme et la distinction de ses manières, par la douceur habituelle de son caractère, qui, au besoin, déployait une indomptable fermeté, Faustus n'eut point de peine à se placer à la tête de la jeune noblesse italienne, la plus dissolue sans aucun doute de l'Europe du XVIe siècle, mais de laquelle, après tout, sortirent, en si grand nombre, de si beaux et de si remarquables esprits. La mort de Lélio vint surprendre Faustus à Lyon parmi les plaisirs et les fêtes. Le seul portrait que l'on eût de lui, au commencement du XVIIIe siècle, le représentait, s'il faut en croire l'auteur d'une histoire anonyme du socinianisme, comme un de ces gentilshommes au regard doux et hautain que nous a transmis le pinceau de Van Dyck. Ce n'est pas néanmoins que, de temps à autre, les lettres de Lélio n'eussent excité chez Faustus de vagues ardeurs de controverse, qui, en certaines occasions, se manifestèrent assez clairement pour qu'il se vît contraint de partager l'exil décrété en 1564 par le saint-office contre divers membres de sa famille autrement imbus que lui des idées et des principes de Lélio. Faustus alla demander un asile, emportant dans ses bagages les manuscrits de Zurich, à François de Médicis, grand-duc de Toscane, qui tenait à Florence la plus brillante cour de l'Europe, et dont il devint le commensal assidu et le favori. Les auteurs sociniens gardent un profond silence sur les circonstances qui se rattachent au séjour de Faustus Socin en Toscane ; on voit bien que de l'histoire de leur plus glorieux docteur ils voudraient arracher une page dont ils rougissent ; les uns et les autres se bornent à dire qu'oubliant ce qu'il devait à son nom et à l'œuvre commencée par son oncle, il dépensa follement douze années, les plus précieuses de sa jeunesse, dans les galanteries et la culture des lettres frivoles. Ils se taisent également sur les causes qui le déterminèrent à rompre avec tous ces enivrements, et le jetèrent sans la moindre transition sur cette arène des controverses religieuses, si âpre et si mouvante, qui avait déjà dévoré ses proches et ses amis les plus illustres, et où, durant trente ans, il demeura debout, impassible et inébranlable, livré à la colère de tous les partis, à la haine de tous les gouvernements. Ce qu'il y a de certain, c'est

que, du soir au lendemain, il répudia les plaisirs qui l'avaient absorbé jusque-là, à l'exemple de ces officiers romains qui, sous les premiers empereurs, abandonnaient subitement leurs biens et leurs charges pour embrasser le martyre ou s'enfuir aux thébaïdes; il renonça aux faveurs du grand-duc François et s'en alla ressaisir en Suisse la plume de son oncle Lélio, non pas la plume que ce dernier tenait d'une main tremblante lorsque sur sa doctrine il amoncelait les allégories et les métaphores, mais celle avec laquelle il avait écrit le *Dialogue entre Calvin et le Vatican,* et la *Paraphrase du premier chapitre de saint Jean.*

La fuite de Faustus laissa d'amers regrets à Florence dans le cœur du grand-duc, qui ne s'en consola jamais. A toutes les époques de sa vie, François de Médicis l'engagea vivement à revenir : Faustus persista héroïquement dans sa résolution. Il ne perdit point pour cela la faveur du prince, qui lui conserva la jouissance de ses biens, en dépit des décrets de confiscation lancés par le saint-siége contre tous les hérétiques indistinctement. François mit une condition à ce bienfait; il exigea de Socin qu'il n'inscrivît point son nom en tête de ses livres sur des matières de philosophie et de religion. Si l'on songe que le prince était immédiatement placé sous la main toute-puissante des papes, qui faisaient et défaisaient les grands-ducs de Toscane, on conviendra que sa conduite envers Faustus n'en était pas moins empreinte d'une haute générosité.

Arrivé en Suisse, Faustus se renferma dans la plus rigoureuse retraite; trois années s'écoulèrent ainsi dans le silence de la méditation et de l'étude, trois années durant lesquelles il composa le livre *Jésus sauveur des hommes,* où se trouve l'expression complète des idées sociniennes, et qui, dès le début, lui assigna le premier rang parmi les penseurs et les écrivains du parti. Ce livre remua l'Europe et déchaîna contre lui toutes les haines du protestantisme; sa liberté, sa vie même courant de grands risques en Suisse, il quitta précipitamment ce pays, en 1578, pour la Pologne, où l'appelait depuis longtemps le plus sincère et le plus zélé des disciples de son oncle, le médecin Blandrata, cœur ferme, esprit droit et sûr, qui au besoin, sur les débris de sa dernière idée ou de sa dernière espérance religieuse, se fût fait stoïcien, à la façon antique, à la façon d'Épictète ou de Thraséas.

Blandrata conviait Socin à une œuvre immense, hérissée de difficultés et de périls : il le conviait à réprimer l'anarchie invétérée où, depuis les premiers temps de la réforme, vivaient les innombrables églises polonaises. Ralliée aujourd'hui presque tout entière à la foi romaine, la Pologne était, au XVIe siècle, l'asile et le rendez-vous de toutes les sectes religieuses. Dès l'année 1520, un disciple de Luther s'était fixé à Dantzick, pour y établir la doctrine de son maître; il n'exerça d'abord sa mission qu'avec des précautions infinies, évitant les conférences publiques, et n'enseignant que dans les maisons ou les châteaux de quelques seigneurs puissants. Enhardi par ses succès, il ne tarda point à prêcher ouvertement contre l'église de Rome; en fort peu de mois, il se fit un parti très considérable et très-déterminé. Les nouveaux réformés chassèrent les autorités catholiques; la ville entière fut livrée à la sédition. Les catholiques, dépouillés de leurs charges, portèrent leurs plaintes à Sigismond Ier, roi de Pologne, qui vint à Dantzick, chassa les intrus, et ôta aux *évangéliques* la liberté de s'assembler.

Les évangéliques, c'était le nom qu'avaient pris les luthériens, ne s'en répandirent pas moins dans le duché de Posen, la Livonie, la Transylvanie, la Wolhynie, la grande et petite Pologne, et attendirent patiemment une occasion qui leur permît d'éclater. Cette occasion se présenta sous le fils de Sigismond Ier, le roi

Sigismond-Auguste, prince d'un caractère élevé, mais dont un invincible penchant aux plaisirs et aux débauches paralysa constamment les brillantes qualités. C'était précisément l'époque où la passion que lui avait inspirée une jeune dame de la famille Radzewil reproduisait en Pologne quelques-uns des scandales soulevés en Angleterre par les amours de Henri VIII et d'Anne de Boleyn. A l'exemple de Henri VIII, il épousa sa maîtresse, et la fit asseoir sur son trône; mais les lois du royaume l'ayant contraint à solliciter le consentement du sénat et de la diète, où siégeaient déjà un très-grand nombre de luthériens, ceux-ci exigèrent en retour que l'on tolérât dans leurs châteaux et dans leurs domaines les croyances et le culte des réformés. La Pologne entière s'ouvrit bientôt, jusqu'au fond de ses provinces les plus reculées, à toutes les opinions, à toutes les sectes; bientôt en vertu même des édits royaux et des *Pacta conventa* (1), hussites, luthériens, sacramentaires, calvinistes, sociniens, etc., y trouvèrent un sûr refuge : en accueillant, au siècle où nous sommes, ses malheureux proscrits politiques, les contrées méridionales et occidentales de l'Europe ont tout simplement rendu l'hospitalité qu'elle a si généreusement accordée, durant le XVIe siècle, à des proscrits plus malheureux encore, à ceux de nos pères vaincus dans les luttes de religion.

Parmi les sectaires réfugiés en Pologne, les derniers survenants furent les sociniens; ce furent aussi les seuls qui éprouvèrent de graves difficultés à y fonder leurs églises et leurs colléges, car, en leur qualité de nouveaux venus, ils avaient nécessairement à combattre tout à la fois les répugnances des catholiques et celles des protestants. Ces répugnances, à l'arrivée de Faustus, se manifestèrent avec une telle violence, qu'au premier aspect elles durent paraître invincibles. Un an ne s'était point écoulé, que Faustus les avait surmontées. L'éclat de son nom, sa réputation, ses manières, séduisirent plusieurs gentilshommes des plus considérables du royaume, qui embrassèrent sa doctrine et prirent ouvertement son parti. Cette alliance avec la noblesse, il la rendit plus étroite, et la cimenta par son mariage avec la fille d'un palatin, Élisabeth de Morstein. S'il faut en croire ses panégyristes, qui sur ce point ne sont pas contredits par ses ennemis, le XVIe siècle n'avait pas offert jusque-là dans un gentilhomme, dans un savant surtout, un tel assemblage de vertus et de qualités. A son arrivée en Pologne, ce pays était rempli de petites écoles que leurs principes devaient infailliblement conduire à la négation absolue de la trinité chrétienne, mais qui, faute d'avoir trouvé une formule bien nette et bien éprouvée déjà dans les discussions de leur temps, dépérissaient à vue d'œil dans la désunion et l'anarchie. Faustus Socin leur donna cette formule, si péniblement élaborée trente ans auparavant, dans les délibérations de Vicence; il fixa leurs irrésolutions, il les rallia, les disciplina, se mit à leur tête : l'église socinienne était fondée, l'église socinienne, la plus forte, la plus érudite, la plus déterminée à l'attaque et à la résistance, la mieux exercée aux luttes et aux querelles théologiques, qui se soit élevée dans le nord de l'Europe, et qui, pendant les vingt dernières années du XVIe siècle, parvint à un degré inouï de gloire et de prospérité.

Faustus avait pour métropole la ville de Racovie, dans la petite Pologne, où il tenait régulièrement des conférences et des synodes. Il y créa un collége pour la jeune noblesse de sa secte, et, au centre même du collége, une imprimerie à l'aide

(1) C'est ainsi que se nommaient les résolutions des diètes polonaises, qui devaient toujours se prendre à l'unanimité des suffrages. Ceci explique l'énorme influence exercée par la minorité luthérienne dans les délibérations de ces assemblées.

de laquelle il répandait à profusion dans le royaume ses livres, ses commentaires, ses exhortations. Doué d'une énergie à l'épreuve de tous les labeurs et de toutes les fatigues, il parcourait incessamment le pays, fondant des églises dans les grandes villes, dans les châteaux, dans les moindres villages, disputant dans les universités, à Pinczow, à Kiovie. à Sendomir, à Lublin, réduisant au silence les ministres du luthéranisme, dont il devint la terreur. au point que les plus respectés et les plus célèbres. déclinèrent bientôt toute polémique avec un si formidable lutteur. Ne pouvant plus les décider à combattre dans ce champ-clos universitaire où se pressait avidement le public, il se recueillit quelque temps, et leur lança un manifeste qui les terrassa. Nous voulons parler de son livre contre Jacques Paléologue, œuvre de génie, toute pleine de science et de critique. Ce fut là le suprême rayonnement de sa prospérité philosophique ; il lui avait fallu vingt ans pour monter à ce faîte, qui s'écroula sous lui en un jour.

Les ennemis de Socin, désespérant de le renverser par la controverse, entreprirent d'arriver au même but par l'émeute et les persécutions. L'histoire des autres sectaires n'offre pas un exemple de la haine qu'on réussit à exciter contre le fugitif de Vicence dans la noblesse luthérienne et même dans la noblesse catholique, dans la populace des villes, dans la jeunesse des universités. Par malheur. à cet instant décisif, la mort de sa femme, dont il était passionnément épris, lui enleva pour longtemps toutes les ressources de son intelligence et de son caractère. Sa douleur était si vive, disent les auteurs de la secte, qu'il ne pouvait se livrer à la moindre étude ; des mois entiers s'écoulèrent avant qu'il lui fût possible de surmonter la tristesse dont son cœur était navré, et la lassitude qui paralysait les forces de son génie. Un jour, à Cracovie, comme il était dans son lit, profondément accablé sous les maux réunis du corps et de l'âme, des furieux, la lie du peuple, le rebut des universités et des sectes, soulevés par ses adversaires, brisèrent les portes de sa maison, l'arrachèrent des bras de sa fille, et le traînèrent par les rues, étroitement garrotté avec la corde à l'aide de laquelle ils se proposaient de le pendre sur la principale place de la ville. L'illustre sectaire n'échappa que par miracle à une mort si affreuse. De toutes les victimes dévorées par les colères de la populace, aucune peut-être n'endura de plus cruels ni de plus ignominieux traitements. Un luthérien, accouru aux hurlements des assassins, parvint, au péril de sa vie, à le retirer de leurs mains, évanoui, couvert de plaies et presque mourant. Le nom de cet homme qui, dans le siècle de l'intolérance religieuse par excellence, donnait au plus redoutable ennemi de son parti un si rare et si généreux témoignage de dévouement, mérite d'être conservé : c'était un professeur de l'université de Cracovie, qui pourtant avait pris une part très-active à toutes les croisades contre le socinianisme ; il se nommait Vadovita.

Durant la nuit qui suivit cette journée horrible, Socin trouva un asile chez Abraham Blonski, un castellan qui professait ses croyances, et par les soins duquel il fut, dès le lendemain. transporté dans le petit village de Luclavie. Sa maison était démolie, rasée jusqu'aux fondements ; ses meubles avaient été pillés, ses papiers dispersés ou détruits, ses livres brûlés. Pour comble de calamité, son protecteur, son ami, François de Médicis, vint à mourir avant même qu'il fût rétabli de ses blessures, et ses biens d'Italie, les seuls qu'il possédât au monde, ayant subi la confiscation retardée par le grand-duc. il tomba tout à coup dans un complet dénuement. Faustus Socin, si manifestement favorisé d'abord par la fortune, supporta de sang froid, et sans se laisser abattre, les épreuves qu'elle tenait en réserve pour

sa vieillesse. De toutes les richesses que lui enlevèrent de si soudaines catastrophes, il ne regretta que ses manuscrits, un surtout, dans lequel, au nom des écoles chrétiennes, il avait entrepris une vaste réfutation de l'athéisme et des doctrines opposées à la révélation. Cet ouvrage, qu'il fut impossible de retrouver, malgré les plus minutieuses recherches Faustus le pleura, dit-on, avec des larmes de sang. Il eût voulu, lui-même le déclare dans les lettres qu'il écrivit par la suite à ses amis et à ses disciples, le racheter de sa vie, non pas de cette vie languissante qui s'achevait tristement sous l'effort de toutes les douleurs et de toutes les misères, mais d'une vie nouvelle, toute pleine de gloire et de triomphes, si Dieu lui eût permis de recommencer. Avant sa mort, il eut du moins la consolation d'assister à l'assemblée générale où les anti-trinitaires de Pologne cimentèrent leur union et prirent le nom de *Frères polonais*. Faustus Socin s'éteignit, dans le village de Luclavie, le troisième jour de mars 1604. Il avait repris confiance dans l'avenir de sa secte, s'il est vrai qu'à son lit de mort il se soit écrié : Avant dix ans, l'Europe s'étonnera de se réveiller socinienne. Le vieux lutteur ne savait point qu'au moment où il finissait, un homme était né déjà, qui s'appelait Descartes, et que cet homme, déplaçant les grandes questions philosophiques et substituant à la critique des textes la critique même des idées, l'étude rigoureuse et directe des facultés de l'intelligence, devait un jour rallier les esprits indépendants et les enhardir aux plus difficiles conquêtes de la pensée ; il ne prévoyait point que les plus puissants gouvernements de l'Europe allaient s'acharner à la perte de tous les siens. Hélas ! cette même Pologne qui, sous sa parole, avait tour à tour et si longtemps frémi de colère ou d'enthousiasme, ce beau pays aujourd'hui bâillonné, mais qui, au XVIe siècle, avait pour toutes les opinions, pour toutes les sectes, de si bruyantes arènes, des chaires si éloquentes, de si savantes universités, la Pologne elle-même devait donner le signal des persécutions et des anathèmes. La Pologne ne voulut rien garder de Faustus, pas même ses ossements (1). Cinquante ans après sa mort, quelques soldats de Cracovie, poussés par une haine devenue pour ainsi dire instinctive, ouvrirent de force sa tombe à Luclavie, enlevèrent ses restes, qu'ils transportèrent sur terre musulmane, et, après en avoir chargé un canon, les lancèrent à l'ennemi dans un des combats que les troupes du roi Casimir ont soutenus contre les Ottomans.

III. — BIBLIOTHÈQUE DES FRÈRES POLONAIS. — CRITIQUE ET PHILOSOPHIE SOCINIENNES.

La doctrine des deux Socin est renfermée dans les livres de Faustus, qui forment les deux premiers volumes de la *Bibliothèque des Frères polonais*, éditée par Wissowats, à Amsterdam, vers le milieu du XVIIe siècle (2). Cette collection énorme

(1) Nous laissons la responsabilité de ce fait aux ennemis de la secte, qui s'attachent, comme le père Guichard et un anonyme qui publia, en 1723, une histoire du socinianisme, à exagérer les haines dont les deux hérétiques ont été l'objet. Il y a dans leurs diatribes une ardeur de controverse, qui, à toutes les pages, semble s'allumer aux bûchers du XVIe siècle.

(2) La première édition de la *Bibliothèque des Frères polonais*, où sont également contenus les ouvrages des principaux disciples du second Socin, Slichting, Crellius, Wissowats, Wolzogue, etc., formait huit volumes *in-folio*. On peut, si l'on désire savoir à quoi s'en tenir sur la prodigieuse fécondité des écrivains de la secte, consulter la *Bibliothèque des Anti-Trinitaires* (*Bibliotheca Anti-Trinitariorum*), de Christophe Sandius.

se compose presque tout entière, si l'on excepte deux ouvrages de Faustus, *Jésus sauveur des hommes* et *le Livre sur les Devoirs de l'homme chrétien,* de traités et de commentaires sur les passages de l'Écriture qui fournissaient il y a trois cents ans, dans les écoles protestantes, le texte des plus vives controverses. C'est de la plume de Faustus que sortirent les plus remarquables de ces écrits, publiés au nom des synodes sociniens, et notamment le fameux *Catéchisme de Racovie,* auquel, après sa mort, ses disciples mirent la dernière main, et qui reproduit les principes développés dans les livres de Lélio. Bien que jusqu'à ses derniers instants Faustus se soit efforcé de se rattacher au christianisme, il est le père véritable de l'exégèse allemande, cette mortelle ennemie de la lettre chrétienne, qui a de nos jours atteint son expression la plus subtile dans la *Vie de Jésus,* par le docteur Strauss. Au XVII[e] siècle déjà, on ne songeait plus à contester l'influence qu'il a exercée sur les commentateurs modernes; nous n'en voulons pour preuve que la grande polémique dont sa méthode critique a fourni le sujet entre Bossuet et Richard Simon. Quant aux livres de Lélio, c'est à peine s'il est possible aujourd'hui d'en retrouver quelques fragments dans ces vastes nécropoles bibliographiques, où de patients érudits ont péniblement rassemblé les titres des œuvres de théologie suscitées en Europe par les querelles du moyen âge et de la renaissance. Trois écrits pourtant, si l'on s'en rapporte aux suffrages contemporains, méritaient qu'on les préservât d'un si profond discrédit, le *Dialogue entre Calvin et le Vatican,* où Lélio combattit l'intolérance calviniste, l'*Épître aux Genevois,* et la *Paraphrase du premier chapitre de saint Jean,* où il exposait les opinions que Faustus a plus tard soutenues en Pologne au sujet de la divinité du Christ, des sacrements et de la trinité.

De toutes les contrées de l'Europe où firent explosion, il y a plus de trois siècles déjà, les vieilles opinions anti-catholiques, la Pologne, où la persévérance du génie slave se combinait avec la pénétration et l'activité du génie italien, est peut-être celle où se sont reproduites avec le plus d'énergie les philosophies qui, avant le christianisme, se disputaient les consciences, ou qui, durant les premiers temps de notre ère, avaient essayé de prévaloir sur l'enseignement de Jésus. Si l'on recherchait à quel moment s'est donné le signal des discussions métaphysiques et morales qui ont tant contribué à immortaliser le règne de Louis XIV, on verrait que ce signal est presque toujours parti des universités de Pologne, dans lesquelles, bien avant de se relever en Hollande, le dualisme de Manès, le fatalisme de Zénon ou de Montan, ont eu des adversaires et des champions. Au fond, il n'y a jamais eu dans ce monde qu'une seule querelle philosophique ; à toutes les phases de l'humanité, ce sont les mêmes idées qui se heurtent, les mêmes inquiétudes, les mêmes passions qui s'agitent : les luttes intellectuelles ne diffèrent les unes des autres que par l'étendue du champ de bataille ou par la vigueur et le courage des combattants. Nulle part ce champ de bataille ne fut plus vaste ni plus tumultueux qu'en Pologne, si l'on en juge par les thèses qui se débattirent dans le fameux collége de Postnanie. Les sectaires de Pologne avaient pour la plupart dans les diètes des protecteurs, des amis, des disciples : leurs sentiments, pour parler la langue de leur siècle, purent en toute circonstance se manifester pleinement La liberté de la presse n'a pas, de nos jours, suscité dans les régions de la pure philosophie plus de hardiesses qu'il ne s'en produisit dans les domaines de l'aristocratie polonaise ; cinquante ans après, cette même aristocratie passait de la tolérance extrême à l'extrême sévérité, et proscrivait impitoyablement le socinianisme, dispersant ou exterminant jusqu'à ses plus minces fauteurs. Les sectaires de Pologne ne désertèrent jamais, nous le

répétons, les régions de la morale ou de la pure métaphysique. Faustus Socin, le plus entreprenant sans aucun doute, ne s'occupe que par occasion des lois civiles, et dans le but unique de montrer combien elles sont impuissantes quand la sanction religieuse vient à leur manquer. Assurément, le principe socinien est, au fond, le principe protestant le plus radical et, pour tout dire, le plus démocratique qui se soit proclamé au sein de la réforme; mais ce n'était ni à Vicence ni à Racovie que l'on en pouvait déduire les conséquences politiques. Avant Lélio et Faustus, le principe du radicalisme avait été déjà professé en Europe; avant eux déjà, plus de vingt sectes au xve et au xvie siècle s'étaient prononcées contre la trinité : mais ce qui distingue essentiellement les sociniens dans l'ordre religieux des anti-trinitaires qui les ont précédés, dans l'ordre social des frères de Moravie, des anabaptistes de Westphalie ou de Suisse, des mennonites de Hollande, c'est d'avoir, par une critique sévère et abondante, élevé jusqu'à l'état de science philosophique leurs idées sur l'unité divine et sur notre liberté On ne doit point oublier que la secte, se recrutant, comme nous l'avons expliqué, parmi les intelligences d'élite, était, ou peu s'en faut, exclusivement composée de métaphysiciens qu'eussent effarouchés les révolutions, et de gentilshommes qui trouvaient leur compte au maintien du gouvernement de leur pays. On comprendra sans peine qu'elle n'ait point excité d'ardentes sympathies parmi les populations des palatinats, si étroitement attachées encore à la glèbe féodale; c'est pour cela que, sur les questions sociales, Faustus s'est prescrit plus soigneusement que les autres novateurs la réserve la plus absolue; c'est pour cela que, dans son livre en réponse à Jacques Paléologue, il insiste à tout propos, — un peu trop souvent, à notre avis, — sur la nécessité de se soumettre aux gouvernements établis. On a prétendu que, pour inspirer le moins d'ombrage possible, Faustus avait conseillé aux siens de s'abstenir du métier des armes, et, en général, de toutes les charges publiques : pour nous qui avons scrupuleusement exploré les moindres recoins de sa doctrine, nous n'avons pu y découvrir une pareille recommandation, qui, du reste, eût constitué une contradiction flagrante avec l'active intervention de la noblesse socinienne dans les troubles et les déchirements intérieurs de la Pologne, et dans les guerres que ce malheureux royaume eut à soutenir contre les Cosaques et les Ottomans. Elle se trouve dans les livres de quelques-uns de ses disciples, et surtout dans ceux du baron autrichien Jean-Louis Wolzogue de Tarenfeld, qui inférait l'interdiction absolue du droit de guerre du précepte par lequel Faustus proscrivait le droit de punir par le glaive, le droit de mettre à mort les méchants. Nous rapporterons à ce sujet un bruit assez étrange, que répandirent de l'un à l'autre bout de l'Europe les détracteurs de la secte, et qui n'était point encore tout à fait tombé vers le milieu du xviie siècle, où Bayle en fit justice. On raconte que, lors d'une invasion russe, les nobles sociniens s'étant excusés de suivre la bannière nationale sur l'horreur invincible qu'ils éprouvaient pour le sang versé, on leur insinua que, s'ils voulaient bien marcher avec l'armée, ne fût-ce que pour faire nombre, on les dispenserait de mettre des balles dans leurs mousquets. La condition ne répugna point à nos philanthropes, qui prirent place aux derniers rangs, quelque peu en avant des bagages; mais, à peine arrivée en présence de l'ennemi, l'armée polonaise rompit brusquement ses lignes, écarta ses ailes et laissa de toutes parts exposés au feu des Cosaques les trop sensibles sectateurs de Socin, qui, dès les premières décharges, réclamèrent à grands cris des balles et se sentirent radicalement guéris de leur excès d'humanité. Nous rapportons ce conte comme un exemple des railleries et des épigrammes que les

austères polémistes du xvie siècle mêlaient parfois à leurs plus graves arguments.

La *Réponse à Jacques Paléologue* (1) complète la deuxième partie de l'œuvre socinienne, la plus instructive à coup sûr et la plus importante : il s'agit ici de l'effort entrepris par Faustus en faveur de la liberté humaine contre le fatalisme de toutes les époques et en particulier contre le fatalisme de Luther et de Calvin ; question immense qui, du reste, se retrouve discutée aux pages les plus remarquables de ses autres livres, entassés sans ordre par son petit fils André Wissowats, dans les deux premiers volumes de la *Bibliothèque des Frères polonais*. André Wissowats eût mieux mérité de lui, sans aucun doute, si, dégageant sa doctrine des mille incidents qui l'obscurcissent ou l'étouffent, il l'avait pieusement recueillie dans chacun de ses ouvrages, dans ses thèses en réponse à Davidis et dans la précieuse correspondance que jusqu'à ses derniers instants il entretint avec ses disciples et avec ses amis. Peut-être eût-il rendu à la secte le grand livre disparu à Cracovie, durant l'émeute suscitée contre les sociniens par les chefs du luthéranisme, et dont la perte arracha des larmes si amères au vieux Faustus

De tout temps, les sociniens se sont préoccupés du soin d'élever un monument qui renfermât leur doctrine religieuse ; bien avant l'arrivée de Faustus en Pologne, Grégoire Pauli, un des plus ardents anti-trinitaires de Racovie, avait rédigé un catéchisme où cette doctrine était imparfaitement exposée. En 1603, quelques mois avant la mort de Faustus, la réunion des églises sociniennes se trouvant enfin consommée, les églises chargèrent leur chef de réformer le catéchisme de Pauli. Faustus s'adjoignit Pierre Stoinski, jeune castellan fort considéré dans sa secte pour son érudition et son éloquence ; l'un et l'autre laissèrent le livre à peine ébauché. Un ministre de Lublin, l'Allemand Valentin Smalcius, le termina de concert avec Jérôme Moscorow, de la famille des anciens ducs de Silésie. Moscorow en fit la dédicace, laquelle, à vrai dire, n'était qu'une sorte de défi, au roi théologien Jacques Ier d'Angleterre, qui, pour toute réponse, fit brûler le manifeste unitaire de la main du bourreau. Le *Catéchisme de Racovie* ne tarda point à être remanié, augmenté. Jonas de Slichting, le brillant apologiste du socinianisme en Hollande, y ajouta de nombreux articles. Autant en firent André Wissowats et Jean Crellius, ce polémiste infatigable, si renommé au commencement du xviie siècle par ses querelles avec Grotius, et que Bossuet lui-même a combattu. Ce n'est pas tout ; quelque temps après Crellius, deux Prussiens, Martin Ruar et Joachim Stegmann, se mirent encore en devoir d'annoter et d'expliquer le symbole socinien. Pour dissiper les nuages que des modifications si nombreuses et si considérables avaient amoncelés

(1) Jacques Paléologue, qui avait pour ancêtres les derniers empereurs de Constantinople, abandonna l'île de Scio où il était né, l'Italie où il avait fait ses études, l'Allemagne où il avait suivi la fortune des principaux réformateurs, et alla chercher un refuge dans la petite Pologne, où il devint en très-peu de temps recteur du gymnase de Clausenbourg. Jacques Paléologue exagéra toutes les idées sociniennes, et nia non-seulement la divinité de Jésus, mais ce dogme de la médiation que l'assemblée de Vicence s'était efforcée de faire prévaloir sur le dogme de la trinité. Paléologue, au point de vue politique, déduisait des principes sociniens toutes les conséquences qu'ils renferment. Sa nouvelle doctrine souleva un tel scandale, que la cour de Pologne le livra au pape Grégoire XIII, qui avait lui-même sollicité son extradition. L'inquisition de Rome le fit brûler vif le 22 mars 1585. Faustus Socin fut le premier à s'indigner des exagérations de Jacques Paléologue, et c'est précisément pour réhabiliter ses principes qu'il publia contre Jacques un livre où, par occasion, il réfute ses adversaires de tous les partis.

sur les principes de Faustus, Conrad Vorstius, l'intrépide adversaire du roi Jacques, publia un petit traité où ces principes sont formulés par demandes et par réponses. Le traité de Vorstius a deux titres également connus dans la secte : on l'appelle tantôt *Précis (summa) de la doctrine des Sarmates*, et tantôt *Abrégé (compendiolum) de la doctrine des sociniens*. On ne doit point le confondre avec un autre abrégé qui se répandit en Europe au commencement du XVIIIe siècle, et dans lequel un Allemand, Daniel Hortanaccius, profondément oublié aujourd'hui, réduisait à deux cent vingt-neuf articles l'enseignement tout entier de Faustus.

Le *Catéchisme de Racovie* fait connaître aussi nettement que possible le système religieux de Faustus Socin. Il s'en faut de beaucoup, nous devons le dire, qu'il donne une idée convenable de la manière éminemment philosophique dont il l'a exposé ou défendu ; voilà pourquoi précisément il est à regretter que l'éditeur de la *Bibliothèque des Frères polonais*, André Wissowats, n'en ait point, en rassemblant avec ordre les matériaux épars dans les innombrables travaux de Faustus, formé un livre complet. En vingt endroits de ses ouvrages, le célèbre hérésiarque semble avoir indiqué les principales divisions de ce livre. Socin a minutieusement interrogé sur leurs moindres croyances, sur les moindres monuments de leurs religions, toutes les nations, tous les âges et en particulier les hommes qui, par la puissance de leur génie ou la force de leur volonté, sont parvenus à imposer leur doctrine à leurs semblables, Moïse, Mahomet, Confucius, Zoroastre ; on peut affirmer qu'à l'exception des systèmes contenus dans les livres de l'extrême Orient, les Védas, le Zend-Avesta, etc., si peu connus au XVIe siècle, Socin a soumis au creuset de son infatigable critique non-seulement les dogmes qui embrassent l'existence de Dieu, sa nature et ses attributs, mais les systèmes qui, de près ou de loin, ont pour objet l'âme humaine sous les rapports divers de son origine, de ses facultés, de ses passions, de ses besoins, de ses espérances, de sa destination sur la terre et dans le monde futur. On va se récrier peut-être sur l'immensité de ce plan. Socin n'a pas compté, hâtons-nous de le dire, toutes les vagues de l'océan d'opinions dont ce triste globe a été inondé. Il laisse en paix les sophistes qu'ont engendrés les hésitations de Socrate, ceux qui se sont épuisés à pénétrer le sens propre et réel des allégories de Platon, ceux dont la raison s'est brisée aux angles des formules péripatéticiennes. Il n'exhume point les erreurs chétives qui ont peu inquiété la marche du catholicisme. Faustus ne s'occupe, comme il convient au chef et au principal docteur d'une si grande école religieuse, que des sectaires qui, entamant les dogmes du christianisme, ont compris autrement que l'église les attributs de l'être suprême et les obligations de l'humanité.

Ces obligations, aucun hérésiarque, aucun moraliste, aucun philosophe ne les a plus rigoureusement définies que Faustus, dont le point de départ est dans les textes même de l'Écriture, qui prescrivent à l'homme de chercher le plus possible à se rapprocher de la perfection. De ce précepte, Faustus fait immédiatement dériver le principe de notre liberté. A ceux qui affirment que l'homme est, par sa nature, voué à la corruption et à l'anathème, il faut, dit Socin, demander s'il doit vivre sans pécher. Ils répondront sans doute qu'il le doit ; mais, s'il le doit, c'est qu'il le peut : s'il ne le pouvait point, il ne le devrait pas. Dieu n'a point voulu que l'homme fût vertueux ou vicieux par nature ; libre de se porter aux actions généreuses ou répréhensibles, celui-ci possède au besoin, dans son esprit, dans son cœur, dans son âme, toutes les facultés, toutes les ressources nécessaires pour persévérer dans les voies difficiles du juste et de l'honnête ; pourquoi restreindre les forces qu'il a

reçues pour le bien? Pourquoi son salut dépendrait-il d'événements accomplis avant sa naissance et de causes indépendantes de sa volonté?

Nous retrouvons ici, au sujet de la nature humaine, l'inévitable inconséquence que nous avons déjà signalée au sujet de la nature divine, et qui fait de la doctrine socinienne une simple branche du déisme ou du pur rationalisme. Les sociniens rejetaient le dogme de la déchéance originelle; mais, dans ce cas, pourquoi donc admettre le dogme de la rédemption? Il faut écarter la question théologique pour bien apercevoir, au point de vue purement philosophique, la portée des efforts entrepris par Faustus et ses disciples en faveur de la liberté de l'intelligence humaine. Faustus s'attache à prouver que le principe du libre arbitre a seul fécondé ou maintenu les religions, les philosophies, les institutions, les sciences; que le fatalisme a toujours étouffé ou ruiné les civilisations où il s'est produit. La démonstration n'était point inutile au XVIe siècle, où le fatalisme calviniste engendrait déjà dans presque tous les rangs, dans presque toutes les classes, une profonde indifférence à l'égard des institutions, des sciences, des philosophies et des religions. C'est précisément à la suite de cette démonstration que Faustus fait ressortir l'impuissance des lois civiles, en l'absence d'une sanction religieuse. Deux cents ans après, Jean-Jacques Rousseau affirmait également que jamais un état n'a pu subsister qu'il n'ait eu *la religion pour base;* Socin ne se borna point à l'affirmer, il le démontra de manière à prévenir toute réplique dans des traités extrêmement remarquables qui mettent en relief la morale du socinianisme bien plus encore que sa logique. De tous ces livres, il résulte une vérité consolante qu'il suffit d'exprimer pour réfuter les calomnies dont l'humanité a été l'objet de la part d'un si grand nombre de publicistes et d'historiens : les conventions sociales ne subsistant que par la religion, c'est-à-dire par la force des sympathies naturelles que ressentent les uns pour les autres les individus de notre espèce, la bonté de l'homme n'est-elle pas hautement établie par le seul fait de la formation et de l'existence des sociétés depuis des temps si éloignés de nous qu'ils échappent à toutes les recherches et à tous les calculs? C'est ce qu'il faut souvent rappeler à une époque où, les grandes choses se faisant par les masses, l'individu, inévitablement froissé, peut à chaque instant perdre courage, ne plus compter que sur lui-même et se laisser envahir par l'égoïsme, le plus odieux de tous les vices. Faustus Socin écrivait au XVIe siècle, au moment où s'accomplissait la rénovation religieuse. Dans ce XIXe siècle où s'opèrent les rénovations politiques, serait-il hors de propos que les voix les plus éloquentes insistassent sur les maximes du fugitif d'Italie?

S'ils substituèrent les calmes procédés de la logique à la fougueuse inspiration luthérienne, les sociniens n'en déployèrent pas moins une éloquence chaleureuse dans leurs querelles et leurs discussions. On en peut juger par la réponse à Paléologue, et notamment par les petits traités où Faustus a, pour ainsi dire, écrit l'histoire des opinions fatalistes; passant en revue les empires dont ces opinions ont marqué ou déterminé la décadence, il oppose les civilisations fondées en vertu des religions et des philosophies qui ont le principe du libre arbitre pour base et pour clef de voûte, aux régimes de confusion et de marasme que le fatalisme a de tout temps enfantés, les grandeurs de l'ancienne Rome aux misères du bas-empire, la société de Moïse à celle de Sadoch ou de Gamaliel, la doctrine du Koran aux superstitions de ses commentateurs. De nos jours, cette dernière thèse est assurément aussi neuve qu'à l'époque où Faustus essayait de réhabiliter les principes qui dominaient la civilisation des Arabes. Si la mémoire de Mahomet n'est point encore

vengée des calomnies inintelligentes par lesquelles les haines de l'Occident sont parvenues à la discréditer au moyen âge, c'est qu'il existe en histoire des préjugés si bien enracinés, que, pour les affaiblir et les extirper, ce n'est pas trop qu'on s'attache à les combattre durant trois ou quatre cents ans.

IV. — ÉDIT DE VARSOVIE. — PERSÉCUTION DE HOLLANDE. — LE SOCINIANISME AUX XVIIe ET XVIIIe SIÈCLES.

Peu de temps après la mort de Faustus, le roi Sigismond-Auguste accorda aux sociniens la liberté de conscience qui, pendant trente ans, ne leur fut point sérieusement disputée. En 1638, quelques écoliers du collége de Racovie ayant brisé à coups de pierre une croix placée sur la voie publique, la diète de Varsovie prit à l'égard de la secte une grande mesure d'extermination. Le collége de Racovie fut démoli, l'église des unitaires fermée, leur imprimerie détruite; on emprisonna, on bannit jusqu'aux plus obscurs de leurs ministres et de leurs régents. On se relâcha pourtant un peu, bientôt après, de cette rigueur sans exemple en Pologne, mais ce ne fut que pour sévir avec plus de sévérité, lorsque, en 1658, les Suédois de Gustave-Adolphe, qui avaient les sympathies des gentilshommes sociniens, se virent obligés d'évacuer le royaume. Cependant, comme avant d'abandonner leurs conquêtes les Suédois avaient expressément stipulé une amnistie générale pour ceux qui s'étaient rangés sous leurs drapeaux, la diète de Varsovie n'eut garde, on le pense bien, d'alléguer un motif politique dans l'édit de bannissement. Elle prit tout simplement prétexte des doctrines anti-trinitaires; elle déclara que, pour attirer les bénédictions de Dieu sur la Pologne, on devait nécessairement en expulser ceux qui niaient la divinité de son fils. Nous serions injuste envers Louis XIV, si, pour la sévérité des dispositions et pour la cruauté que l'on mit à les exécuter, nous comparions cette résolution de la diète à la fameuse révocation de l'édit de Nantes. Il nous faudrait, si nous tenions à caractériser les haines publiques qui se déchaînèrent contre les sociniens et les convoitises privées qui s'assouvirent sur leurs dépouilles, remonter à l'extermination des Maurisques sous le cardinal de Lerme ou sous le comte-duc d'Olivarès. Les sociniens étaient hors d'état d'opposer la plus faible résistance. Un gentilhomme de la secte, Czapliuski, lieutenant du roi à Czehrin, dans l'Ukraine, ayant fait battre de verges un Lithuanien du nom de Chmielnieski, celui-ci se réfugia chez les Cosaques Zaporoviens, les disciplina, se mit à leur tête, et satisfit cruellement sa vengeance sur la noblesse de Pologne, sur les gentilshommes sociniens surtout, dont il brûla les villes et les châteaux. Les plaintes des victimes qui disparurent dans les misères de l'exil ou dans les tortures du supplice furent si énergiques et si touchantes, que, de nos jours encore, en feuilletant les livres qui les ont recueillies, il vous semble que vous les entendez s'élever et retentir. Les malheureux dont on voulut bien épargner la vie furent bannis sous peine de mort; on confisqua leurs terres et jusqu'à leurs meubles; on épuisa sur eux, dans les chemins qui menaient à l'exil, les avanies les plus révoltantes et les exactions de tout genre; il fut rigoureusement interdit à leurs parents les plus proches de leur envoyer les plus légers secours sur la terre étrangère, ou même de leur témoigner la moindre bienveillance. Vous croiriez lire un de ces plébiscites par lesquels l'ancienne Rome retirait l'eau et le feu à ses condamnés.

Le roi Casimir, au nom duquel l'édit était promulgué, avait accordé aux sociniens trois ans pour mettre ordre à leurs affaires. Cette clause fut constamment éludée; aux catholiques et aux luthériens qui avaient des unitaires pour créanciers, le roi ordonna expressément de s'acquitter envers les proscrits; pas un n'eut égard à la recommandation du prince; ceux des unitaires que l'on fit semblant de ménager dans leur fortune ne trouvèrent pas même à vendre leur patrimoine. A peine eurent-ils quitté le sol du royaume, que la diète concéda gratuitement les terres des exilés à leurs ennemis les plus acharnés. Jamais peut-être il n'y a eu exemple d'un plus furieux ni d'un plus inintelligent fanatisme. Pour justifier tant de cruautés et de perfidies, on accusa tout bas les sociniens d'entretenir des intelligences avec leurs anciens alliés de Suède; c'était là une calomnie contre laquelle les anti-trinitaires protestèrent jusqu'à la dernière heure. Et d'ailleurs, dans ce pays morcelé, livré à toutes les dissensions et à tous les désordes, il n'y avait point de parti qui songeât à faire triompher un intérêt véritablement national. Les nobles qui se prononcèrent contre les sociniens, au nom de l'indépendance polonaise, n'avaient et ne pouvaient avoir d'autre mobile que la cupidité, et cette cupidité n'est comparable qu'à l'ignorance des théologiens qui les proscrivirent au nom de la religion. On en sera convaincu si l'on parcourt les relations que nous ont laissées les apologistes même de la persécution. Deux ans après l'édit de 1658, les unitaires demandèrent à s'expliquer avec les catholiques et les luthériens. Une conférence leur fut accordée; elle s'ouvrit à Cracovie, le 11 mars 1660, sous la présidence du palatin Jean Wiclopolski. De tous les ministres sociniens, André Wissowats, petit-fils de Faustus, fut le seul qui osa se présenter. Au nombre des catholiques qui se chargèrent de le réfuter et de le confondre, l'auteur de l'histoire anonyme du socinianisme publiée en France au commencement du XVIIIe siècle, cite les deux jésuites Henning et Cichow. On jugera par un seul trait que nous empruntons à cet écrivain, dont les sympathies sont acquises aux adversaires de Wissowats, s'il était possible que celui-ci parvînt à les désarmer : « Wissowats fit de son mieux (nous citons textuellement) par son éloquence et par ses *enjouements de parole;* on peut dire même que ses adversaires n'eurent pas sur lui toute la gloire que leur cause méritait. » Pour démontrer que Jésus n'était point Dieu, Wissowats prétendit que Jésus avait lui même avoué ne pas connaître le jour du dernier jugement. Les deux jésuites se bornèrent à répondre que cela ne prouvait absolument rien, et que Jésus serait toujours Dieu, alors même qu'il *aurait ignoré quelque chose*. Le palatin, scandalisé d'une si méchante argumentation, s'écria qu'il ne voulait point d'un Dieu qui aurait ignoré le jour du jugement dernier. La querelle s'échauffant, le gardien du couvent des cordeliers s'avança comme pour trancher le nœud de la difficulté : « Que pensez-vous de ceci? lui demanda le palatin. — Ce que j'en pense? répondit le bon père. C'est que, si tous les diables de l'enfer étaient ici pour développer la thèse de ce Wissowats, ils ne l'auraient point aussi bien soutenue que lui. — Eh ! que serait-ce donc, répliqua Wiclopolski, si tous les ministres sociniens étaient venus à la conférence? car enfin il y en a beaucoup de la force de ce Wissowats. — S'il en est ainsi, conclut le judicieux cordelier, je ne vois pas comment nous pourrons nous défendre contre ces sortes de gens. Il vaudrait mieux s'en tenir à l'exécution de l'édit. » Ces paroles du cordelier mirent fin à la conférence, et son avis fut unanimement adopté. Le 20 juillet de la même année, l'édit était exécuté dans ses moindres dispositions.

Les sociniens de Pologne ne se relevèrent point de ce coup terrible; quelques-

uns se rallièrent au catholicisme, quelques autres se perdirent dans les communions protestantes tolérées par la diète; d'autres enfin, mais en plus grand nombre, allèrent se disperser dans la Transylvanie, dans la Hongrie, la Bohême, la Prusse ducale, la Silésie, la Marche de Brandebourg, l'Angleterre. La plupart se réunirent aux anabaptistes, aux mennonites, aux frères de Moravie. Partout ils furent accueillis par des persécutions; partout les deux puissances, la puissance civile et la puissance spirituelle, s'unirent étroitement pour les décourager ou les anéantir. Parmi les gouvernements qui s'acharnèrent à leur perte, on distingua la Hollande, où pourtant la secte devait plus tard revivre dans les *arminiens* et les *remontrants*. A quatre époques peu éloignées les unes des autres, les états de Hollande déconcertèrent ou réprimèrent les tentatives que firent les sociniens pour s'établir dans les Provinces-Unies. La première de ces tentatives remonte à l'année 1585; elle valut un très-long emprisonnement au savant qui l'avait entreprise, Jean Érasme, recteur d'Anvers. La seconde eut pour chef un célèbre jurisconsulte de Malines, Corneille Daems, qu'un édit expulsa de la confédération. On sévit avec plus de rigueur contre Ostorode et Vaidove, deux Polonais qui, au commencement du XVII[e] siècle, reprirent l'œuvre si violemment interrompue d'Érasme et de Corneille Daems; ils furent condamnés à la peine du feu, laquelle, si l'on s'en rapporte à Przipcow, fut commuée en un bannissement perpétuel. Les états avaient compris dans la sentence tous les livres ou manuscrits de Socin que l'on put rassembler de l'un à l'autre bout des Provinces. L'université de Leyde, à l'examen de laquelle on avait soumis ces manuscrits et ces livres, déclara que le second Socin devait être considéré comme un fauteur du mahométisme. Vingt ans plus tard, la persécution fléchissait enfin : Adolphe Venator, ministre d'Alcmaer, hautement convaincu d'enseigner le pur socinianisme, fut tout simplement relégué dans une île de l'Escaut. Le jour même où fut condamné Venator, le 4 août 1618, une lutte décisive éclata entre les idées de Pologne et les idées de Genève, représentées et soutenues, les premières par Arminius, qui donna son nom à sa secte, les secondes par François Gomar, un des plus rudes et des plus déterminés champions qui, dans les querelles de cette époque, aient porté la bannière de Calvin : lutte à jamais mémorable, qui a pris place, dans l'histoire politique de Hollande, par les crimes de la maison d'Orange et par l'assassinat juridique du grand-pensionnaire; dans l'histoire des polémiques littéraires et philosophiques, par les plus beaux livres de Grotius, qui se rangea sous le drapeau d'Arminius et de Socin. C'est le fameux Épiscopius, le chef de l'arminianisme après le fondateur de la secte, qui adopta les idées de Socin au sujet de l'unité divine. Le débat n'avait porté jusque-là entre Arminius et Gomar que sur la grâce et la liberté de l'esprit.

Tout le monde connaît le dénoûment de ce drame si long et si lugubre. Immédiatement après la mort du prince Maurice, qui avait dressé l'échafaud de Barneveld, les états généraux, excédés des troubles et des convulsions qui pendant dix ans avaient ensanglanté la Hollande, ordonnèrent expressément aux deux partis, sinon de se réconcilier et de s'entendre, du moins de poser les armes et de se tolérer. Les vieux ennemis de Faustus, qui formaient le synode calviniste d'Amsterdam, essayèrent en vain, à l'aide de certaines distinctions théologiques, de consommer la perte de ceux de ses disciples qui s'obstinaient à porter le nom si longtemps maudit de sociniens. Les états généraux étendirent à ces derniers tous les bénéfices de l'édit de pacification. En 1658, précisément à l'époque où la diète de Varsovie étouffa le socinianisme en Pologne, le synode d'Amsterdam eut un nouvel accès

d'intolérance; il accusa formellement les états de faire en pleine Europe, des provinces de Hollande, par leur indulgence pour les fugitifs de Pologne, *un objet d'horreur et d'infection*. Étourdis par la violence de ces récriminations et de ces plaintes, les états généraux, après avoir consulté l'université de Leyde, qui cette fois, pour le plus grand honneur sans doute de la logique humaine, assimila les doctrines de Faustus au paganisme, prononcèrent contre les purs sociniens la peine de la confiscation et de l'exil. Mais ce n'était là qu'une surprise sur laquelle on ne tarda pas à revenir. Un livre parut alors qui réduisit à l'impuissance toutes les haines calvinistes, et qui, par l'éloquence et l'ampleur éclatante des développements philosophiques, par l'énergie et la clarté de la dialectique, égale assurément l'*Apologétique*, de Tertullien, et la préface dédicatoire de l'*Institution*, de Calvin. Ce livre, intitulé *Défense de la vérité injustement mise en cause*, par un chevalier polonais, continue la réponse adressée par Faustus à Jacques Paléologue; il fut publié par Jonas de Schlichting, seigneur de Buckovie, qui devint le chef de la secte quand les édits de la diète de Varsovie forcèrent les sociniens à se disperser en Europe. L'ouvrage du seigneur de Buckovie est la plus véhémente, la plus fière, la plus péremptoire réfutation des griefs que les sectes protestantes ont fait peser pendant un demi-siècle sur les continuateurs de Lélio et de Faustus. La tâche qu'il accomplit, un autre unitaire l'avait précédemment entreprise, le célèbre et trop malheureux Conrad Vorstius, proscrit par les états de Hollande sur la requête ou plutôt sur l'ordre du roi casuiste Jacques I[er] d'Angleterre, qui d'abord avait lancé contre lui un lourd traité de théologie. Le chevalier polonais n'eut pas besoin de s'y prendre à deux fois; placé, dès la publication de son apologie, à l'abri des persécutions civiles et religieuses, le socinianisme continua paisiblement de s'assimiler, non pas seulement dans la Hollande, mais dans l'Europe entière, tous les libres raisonneurs qui, depuis l'avénement de la philosophie cartésienne, s'efforçaient encore de concilier l'indépendance de l'esprit humain avec un principe d'autorité démêlé parmi les traditions chrétiennes et les dogmes des deux révélations.

Le dernier représentant du socinianisme polonais devait se produire dans l'illustre famille des Ragotzki, dont l'extrême tolérance à l'égard des sectes réformées est l'objet d'un blâme violent dans les édits des diètes de Pologne et des états généraux de Hollande. Stanislas-François-Léopold Ragotzki, prince de Transylvanie, qui, au commencement du XVIII[e] siècle, continua dans la Hongrie la grande lutte soutenue contre l'Autriche par son oncle, le fameux comte Tekeli, chercha vainement un refuge en Europe, quand il se vit contraint de briser son épée; la haine de l'Autriche le poursuivit jusque dans l'humble maison des camaldules de Grosbois, où, avec l'autorisation de Louis XIV, il vécut deux ou trois ans, sous le nom de comte de Saros, partageant son temps entre l'étude et les exercices de piété. Chassé de la chrétienté, Ragotzki alla demander un asile à la Porte ottomane, qui lui assigna pour résidence la petite ville de Rodosto, près de la mer de Marmara. Ce fut là qu'il mourut, le 8 avril 1735, ne laissant d'autre bien qu'un livre de controverse, *Méditations sur l'Écriture sainte*, où se retrouvaient les principes du socinianisme, à ce que rapportent les annales du monastère de Grosbois, auquel il avait légué son cœur et ses manuscrits. A cette date (1735), la philosophie cartésienne avait déjà pris possession de l'Europe; Ragotzki était sans aucun doute le seul qui fît encore profession publique des idées de Faustus. En lui s'éteignait une de ces fortes races slaves chez lesquelles, de génération en génération, se transmettaient les

croyances, ni plus ni moins que l'honneur de la famille ou le sentiment de la nationalité.

Bien longtemps avant la ruine de Ragotzki, les libres raisonneurs du XVIIe siècle avaient ouvert une grande école critique, l'école hollando française, qui jeta un si vif éclat par les Leclerc, les Courcelles, les Richard Simon. Bayle lui-même, en dépit de ses contradictions et de ses caprices, se rattache étroitement à cette école puissante, qui, pour sa prodigieuse érudition, mériterait assurément qu'on cherchât à la préserver de l'oubli dont elle est menacée depuis le dernier siècle. et qui, de nos jours déjà, commence à l'envelopper. C'est la seule qui ait publiquement adopté en France les principes de l'unitarisme. Pour accroître les embarras des solitaires de Port-Royal, Jurieu prétendit que le socinianisme était également professé dans cette thébaïde que s'étaient bâtie, parmi les bruits et les gloires de leur temps, les plus profonds penseurs, les plus savants jurisconsultes, les plus sévères moralistes, et, pour tout dire, les esprits les plus fortement doués et les mieux inspirés peut-être qui aient honoré le splendide règne de Louis XIV. Jurieu voulait à toute force que M. Arnauld portât la responsabilité des variations d'un homme aujourd'hui oublié, Jacques Picaut, d'Orléans, qui, après avoir déserté Port-Royal pour l'Oratoire, et l'Oratoire pour les universités de Hollande, écrivit un livre en faveur du socinianisme et se perdit dans la foule des disciples d'Arminius. M. Arnauld fit justice des insinuations de Jurieu, et celui-ci ne fut point tenté de revenir à la charge. Par le beau livre de M. Sainte-Beuve, tout le monde sait aujourd'hui que la doctrine des Socin, qui faisaient si bon marché du dogme, forme le contre-pied du jansénisme, qui, pour le conserver, n'imagina rien de mieux que de l'exagérer. Le jansénisme n'est point un fait particulier aux temps modernes : la réaction religieuse qui, au XVIIe siècle, porte le nom du fameux évêque d'Ypres, s'est produite partout où se sont discréditées les croyances dogmatiques, partout où les hautes et droites intelligences se sont alarmées des conséquences de cet affaiblissement. Mais au XVIIe siècle, la réaction entreprise par les Arnauld et les Nicole devait nécessairement échouer. Montaigne avait écrit l'*Apologie de Raymond de Sebonde;* Descartes venait de formuler sa toute-puissante méthode; l'âme de Pascal, emplie de terreurs et d'incertitudes, s'indignait hautement de se sentir à la fois si noble et si faible; Pierre Bayle, abjurant tour à tour le protestantisme et le catholicisme, selon que l'exigeaient les premières vicissitudes de sa vie, si précaire d'ailleurs par la suite, aiguisait la plume de laquelle est sorti le fameux *Dictionnaire historique.* Encore quelques années, et le scepticisme allait bruyamment inaugurer son ère. Posant la question dans ses termes les plus hardis, le XVIIIe siècle donna au débat une direction toute contraire à celle que le jansénisme lui avait imprimée; il proscrivit le dogme et proclama la morale, destituée de sanction et de preuves, comme la base et l'essence de la religion. C'était du même coup mettre hors de cause, non pas seulement le jansénisme, mais toutes les sectes du protestantisme, toutes les écoles chrétiennes dont les dissidences et les polémiques avaient précisément pour objet cette sanction et ces preuves. Aujourd'hui même, en plein XIXe siècle, la discussion se poursuit sous une face nouvelle : pour qui étudie attentivement le mouvement intellectuel, en Europe, il est bien démontré que les idées religieuses se relèvent peu à peu du discrédit où les a plongées la prédication encyclopédique; on a pu voir récemment que chacune des écoles et des sectes récusées par le dernier siècle s'efforce de reconquérir sa position première dans la mêlée sérieuse des systèmes et des opinions de ce temps.

V. — RÉACTION SOCINIENNE AU XIXe SIÈCLE. — CONCLUSIONS.

On nous permettra sans doute de nous arrêter un instant à décrire la situation des esprits à l'égard de ces graves matières. Il ne s'agit plus, comme au XVIe et au XVIIe siècle, de transformer ou de modifier les dogmes, dont la philosophie a si énergiquement contesté la réalité, l'importance, mais bien de savoir si, dans l'intérêt de la philosophie même, on ne doit point s'efforcer de les réhabiliter et de les maintenir. Qu'il soit impossible aux peuples de vivre et de prospérer sans religion. c'est là une vérité qui a couru tous les livres; il n'est pas de philosophe éminent, si l'on excepte Bayle, qui ait soutenu l'opinion opposée. C'est pourtant l'opinion de Bayle qui triomphe parmi les masses. si l'on en juge par l'indifférence où s'engourdit l'immense majorité des consciences. Il y a là un fait capital qui est le trait caractéristique de l'époque où nous vivons : c'est qu'au XIXe siècle l'indifférence a son motif, son excuse; c'est que, pour tout dire, elle s'est logiquement et nécessairement produite, de par les lois les plus hautes qui régissent la civilisation. Aux yeux de M. de Lamennais ou de M. le comte de Maistre, rien, il y a vingt ans, n'était aussi dégradé, aussi abject qu'un indifférent; c'est là une exagération sur laquelle. au seul aspect de la société actuelle, on doit se hâter de revenir. L'indifférence peut s'allier et s'allie en effet à la probité, à l'honneur, au patriotisme, aux vertus privées, aux vertus publiques; la raison de ce fait, c'est qu'un niveau intellectuel s'est établi entre les communions et les sectes; bien en dehors des formules, il a surgi une doctrine purement morale et commune à tous. Il y a aujourd'hui en France des hommes qui ne sont plus ni juifs, ni protestants, ni catholiques, et d'autres qui vont encore à l'église, au temple, à la synagogue; dans toutes les grandes circonstances de la vie et sur les cas les plus graves, ces hommes ne pensent-ils pas de la même façon? La lutte des symboles a produit comme une vaste résultante qui résume ce que la morale humaine a jamais eu de grand et de vrai. Mais, s'il est certain que l'indifférent n'est pas aujourd'hui aussi dégradé qu'on l'a prétendu, il n'est pas moins évident qu'une pareille situation est pleine de périls qu'il faut conjurer; il n'est pas moins évident que la notion du juste et de l'honnête, quelque intelligible qu'elle soit à l'heure présente, manquant de sanction et de preuves irréfragables, peut s'altérer à la longue dans tous les rangs, dans toutes les classes; il est évident, en un mot, qu'il faut réinstaller dans la foi publique cette sanction et ces preuves, dût on restaurer les anciennes, dans le cas où les philosophies modernes ne pourraient en établir de nouvelles. Il n'y a pas en Europe un seul penseur quelque peu illustre qui n'ait énergiquement signalé déjà les terribles symptômes du malaise qu'enfante le scepticisme, et par lequel a péri le monde romain tout entier.

Quand le moment sera venu pour les intelligences d'adopter un parti décisif, il est hors de doute que le socinianisme en séduira un très-grand nombre. Si l'on parcourt les publications protestantes qui ont paru naguère à Paris, à Strasbourg, à Neuchatel, à Genève, à Lausanne, dans les principales villes de l'Angleterre et de l'Allemagne, on s'apercevra aisément qu'il cherche à se reconstituer. Sur les divers points de la chrétienté calviniste et luthérienne, les principes de l'unitarisme se sont spontanément et simultanément reproduits par tous les moyens de publicité possibles, sermons, prêches, conférences, livres, brochures, journaux. Nous n'avons pas besoin de rappeler avec quel éclat les libres penseurs de Genève ont re-

tranché de leur symbole les dogmes qui maintenaient une distinction essentielle entre le calvinisme et la doctrine des Socin, que ces mêmes penseurs ont clandestinement professée durant environ un siècle. Les chefs actuels de la confession d'Augsbourg nous paraissent plus fatalement encore entraînés vers cette doctrine, à moins pourtant qu'en dépit de toute raison ils ne s'obstinent à s'égarer dans les voies inextricables et fantastiques du mysticisme, ou, pour employer le mot propre, du super-naturalisme, où ils se sont depuis quelque temps engagés. Les protestants de ce côté du Rhin ne se sont point aussi nettement prononcés contre la divinité du Christ; mais chacun de leurs livres témoigne à toutes les pages de leur intolérable malaise, entre ce dogme qui leur pèse et les embarrasse, et le pur déisme, qui, désarmant la morale et la sapant sans relâche à sa base évangélique l'abandonne à la merci des passions et des appétits matériels (1).

Le socinianisme est plus ouvertement professé dans l'Amérique du Nord, où l'on a tout récemment réédité la *Bibliothèque des Frères polonais*. L'illustre président Jefferson a réfuté dans ses lettres quelques-unes des accusations qui ont si longtemps pesé sur la mémoire des Socin; par-dessus tout, il s'efforce de réhabiliter la jeunesse de Faustus. « Comment, dit-il, un homme qui aurait perdu sa jeunesse dans les galanteries et les plaisirs serait-il venu à bout de l'immense labeur accompli par Faustus en Pologne? On a pris pour de l'oisiveté les habitudes de rêverie où ce grand esprit se mûrissait et se préparait en silence aux luttes de l'avenir. » Quant à son système métaphysique, Jefferson en déduit le déisme, qui, en effet, s'y trouve renfermé; il se compose, pour lui, d'allégories et d'images derrière lesquelles s'abrite le rationalisme, et il affirme qu'il n'était point autre chose pour Lélio et pour Faustus Jefferson se méprend étrangement sur la doctrine des premiers sociniens, qui repoussaient avec énergie toute imputation de déisme, car ils sentaient que déduire le déisme de leurs principes, c'était les réfuter d'une façon péremptoire au point de vue chrétien. Il est naturel, du reste, qu'aux États-Unis, dans ce pays de radicalisme, on ait poussé à leurs conséquences extrêmes, en religion comme en politique, les principes des deux Socin. Dans l'ordre politique, les sociniens d'Amérique descendent plus directement de Jacques Paléologue, le vrai socialiste de la secte, dont au XVIe siècle les hardiesses alarmèrent tous les gouvernements.

Les doctrines de Vicence, importées à Londres par le célèbre Ochin, s'y sont également maintenues en dépit de Henri VIII, de la reine Marie, de la reine Élisabeth, du roi Jacques Ier, qui livraient impitoyablement leurs apôtres aux flammes, de Cromwell lui même, qui les laissait mourir de faim dans les prisons de Newgate et de la Tour. Les sociniens anglais se sont appelés successivement *indépendants*, *familistes*, *quakers*, *brownistes*, *érastiens*, *tolérants*; ils forment aujourd'hui une société nombreuse qui se nomme la *Société des Amis*. Durant les deux derniers siècles, ils se sont efforcés de rattacher à leur secte les plus illustres penseurs de la Grande-Bretagne, Whiston, Locke, Clarke, Shaftesbury, Bolingbroke, Hume, Newton lui-même. Ils y sont parvenus pour ce qui concerne les auteurs du *Christianisme primitif* et de *l'Évangile dévoilé*, Whiston et Bury, que le célèbre docteur Priestley a continués un peu avant 1789. Peut être aussi, en dépit de l'*Essai sur l'entendement humain*, ont-ils le droit de revendiquer Locke, qui, dans son *Christianisme raisonnable*, reproduit en effet quelques-unes des propositions de Faustus. Il est évi-

(1) Voyez, entre autres, l'*Orthodoxie moderne*, par l'un des pasteurs les plus éclairés de l'église réformée de Paris, M. Athanase Coquerel.

dent que tous les autres appartiennent exclusivement à la philosophie pure : nous ne voyons pas en quoi leur déisme rationaliste procède du théisme socinien.

Si l'unitarisme doit être, aux États-Unis et en Angleterre, dès à présent, regardé comme un des agents les plus vigoureux et les plus actifs des principes protestants, c'est aussi dans ces deux pays que s'agite son plus vieux et son plus implacable adversaire, le fataliste et intolérant *méthodisme,* qui, en ce moment porte si haut et si loin la bannière de Calvin Depuis le commencement du XVIIIe siècle, où il a eu pour chefs les deux frères Wesley d'Oxford et George Witefield de Glocester, le méthodisme a pris déjà de considérables développements. En 1807, l'Europe et l'Amérique renfermaient cinq cent quarante mille méthodistes; en 1816, on pouvait doubler ce chiffre; à l'heure où nous sommes, leurs prédicateurs ont pénétré dans chacun des continents, dans chacune des îles où se fait sentir l'influence anglaise. Dans la Grande-Bretagne et dans les plus anciens états de l'Union américaine, le méthodisme a ses docteurs, ses savants, ses polémistes, nous serions tenté d'ajouter sa littérature. Ce sont ses adeptes qui, dans les contrées les plus reculées des deux Indes, fondent, à l'ombre du pavillon ou des comptoirs britanniques, ces journaux dont les titres nous arrivent de temps à autre, par la voie des correspondances lointaines, depuis que l'infatigable et remuante civilisation de l'Europe a pris à tâche de forcer dans ses retranchements, jusqu'ici réputés inaccessibles, la barbarie mystérieuse de l'extrême Orient.

Le méthodisme ne s'est établi chez nous que sous la restauration : la philosophie du XVIIIe siècle, les convulsions politiques de 89 et de 93, les guerres de l'empire et par-dessus tout les transports de haine que soulevait en France le nom de l'Angleterre, il n'en fallait pas davantage pour lui interdire l'entrée de ce pays. En 1825, des wesleyens de Jersey et de Guernesey parcoururent, à diverses reprises, nos départements qu'ils encombrèrent de leurs livres et de leurs brochures. Leurs prédications n'obtinrent d'abord qu'un succès fort médiocre ; repoussés par les protestants aussi énergiquement pour le moins que par les catholiques, c'est à peine si dans tout le royaume, à Condé, à Meaux, à Cherbourg, à Charenton, à Toulouse (nous citons les villes où on leur fit le meilleur accueil), ils recrutèrent une centaine d'adhérents. Depuis cette époque, il est incontestable que le méthodisme a eu raison de bien vives antipathies et de répugnances bien opiniâtres. De l'un à l'autre bout de la France, il rallie à cette heure un grand nombre de consciences calvinistes et luthériennes, au sein même des consistoires, à mesure que nos sociétés réformées se réveillent de leur indifférence et de leur torpeur. La secte méthodiste a également essayé d'entamer le catholicisme; mais, à l'exception d'un prêtre de l'ancien comté de Foix, qui, du haut de sa chaire et à la face de son autel, invitait, il y a trois ans au plus, tous les paysans de sa paroisse à renier leurs croyances, nous ne pensons pas qu'on puisse citer dans les rangs des catholiques de sérieuses défections. Il y a ceci de remarquable, que cette paroisse dissidente n'est autre que la paroisse où est né Pierre Bayle et où s'écoulèrent les meilleurs jours de sa jeunesse tourmentée, la paroisse dont sa famille a eu pendant deux siècles l'administration spirituelle, et que lui-même eût, selon toute apparence, paisiblement gouvernée, si les persécutions de M. de Bâville ne l'avaient contraint d'aller gagner en Hollande le pain qui lui manquait en France, et dont l'amertume fut du moins, sur la fin, adoucie par une immense et rayonnante célébrité.

Le méthodisme et le socinianisme, ayant en France l'un et l'autre un foyer considérable, le premier à Montauban, le second à Strasbourg, indépendamment d'une

foule de petites écoles disséminées sur les divers points du royaume, une lutte acharnée doit inévitablement s'établir entre ces deux tendances extrêmes qui depuis trois siècles s'entre-choquent dans le protestantisme. A vrai dire, cette lutte a commencé déjà par les remarquables brochures publiées contre les méthodistes par M. Athanase Coquerel. Suivant M. Coquerel, le mouvement d'idées qui, de nos jours, s'opère au sein de la réformation, doit logiquement s'accomplir en faveur de l'unitarisme. Sur ce point, l'opinion de l'éloquent prédicateur est aussi la nôtre. Nulle autre secte, pour qui n'approfondit point les discussions philosophiques, ne fait si bien la part des deux principes qui se disputent les sociétés depuis leur origine, le principe de liberté, par lequel s'améliore incessamment notre espèce, et le principe d'autorité, qui, dans le monde métaphysique et moral, maintient l'ordre aussi bien que dans les étroits domaines de la politique. Au XVIIe siècle, le socinianisme était la dernière halte des esprits qui, pour aboutir au rationalisme, se détachaient par degrés des opinions religieuses; c'est la première qu'ils fassent au XIXe, lorsque, pour se reprendre à ces opinions, ils désertent les régions de la pure philosophie. Mais, en dépit des circonstances qui de nos jours le favorisent, nous ne croyons pas qu'il puisse longtemps conserver les avantages de sa position actuelle. En montrant de quelles ténèbres l'idée de l'Être suprême s'enveloppe, au faîte de sa synthèse, nous avons expliqué pourquoi, il y a deux cents ans, il fut impossible aux écoles sociniennes de retenir les penseurs qui se sentaient entraînés vers le déisme; c'est par le même défaut, par les mêmes hésitations, les mêmes incertitudes qu'il rebutera, dans les temps où nous sommes, les âmes inquiètes qui, suivant la route contraire, aspirent à un dogme où se retrouve nette et précise l'expression de l'unité de Dieu.

Moins injuste envers les Socin que les deux derniers siècles, l'époque où nous sommes leur assignera un rang élevé dans la famille des libres penseurs. Parmi les membres de cette famille immortelle, il en est sans aucun doute qui, pour définir les facultés de l'esprit, ont d'un regard plus sûr et plus ferme sondé les profondeurs de sa nature : il n'en est pas qui aient plus énergiquement proclamé l'excellence de cette nature et l'indépendance de ces facultés. S'ils ont fléchi dans l'étude, ou, pour mieux dire, dans la contemplation de l'essence divine, c'est qu'aux extrêmes confins des régions métaphysiques qu'il nous est donné d'embrasser et de parcourir, ils se sont efforcés d'abattre la barrière infranchissable qui sépare la religion de la philosophie, le dogme révélé des idées acquises par les légitimes opérations de l'esprit. Le dogme qui moralise l'homme et détermine ses actes, c'est la philosophie qui met l'homme en état de le recevoir : ce n'est pas elle qui a mission de le formuler. De l'existence des effets on infère l'existence de la cause : l'essence même de la cause, comment la pénétrer et comment la définir? La notion des êtres, si claire et si distincte qu'elle soit, que nous apprend-elle sur leur origine? Que nous apprend-elle sur leur fin? On sait combien à ce faîte se *troublait* l'âme de Rousseau, qui, dans les extases mêlées d'incertitudes et de perplexités où le ravissaient les *sublimes contemplations,* a exprimé la vraie philosophie de son siècle : « A mesure que j'approche de l'éternelle lumière, s'écrie l'auteur de l'*Emile,* son éclat m'éblouit, me trouble, et je suis forcé d'abandonner toutes les notions terrestres qui m'aidaient à l'imaginer....... J'ai beau me dire, Dieu est ainsi : je le sens, je me le prouve; je n'en conçois pas mieux comment Dieu peut être ainsi... Je m'humilie et lui dis : Être des êtres! je suis parce que tu es; c'est m'élever à ma source que de te méditer sans cesse. Le plus digne usage de ma raison est de s'anéantir

devant toi : c'est mon ravissement d'esprit, c'est le charme de ma faiblesse de me sentir accablé de ta grandeur! »

Les deux Socin ont soumis la religion tout entière au contrôle absolu de la pensée humaine; trop peu avancés encore dans les voies philosophiques, ils n'entrevoyaient pas les écueils où devaient l'entraîner en dernier résultat ses investigations ardentes et précipitées. A l'homme qui plus tard lui a imposé le principe de certitude suivant lequel elle a réalisé toutes les notions qu'elle peut acquérir et juger, il appartenait de la ramener à son véritable point de départ et à son but véritable. On se souvient en quels termes Descartes protestait de son respect pour le dogme révélé : il suffirait de rappeler, si l'on mettait en question la sincérité de Descartes, qu'au XVIIe siècle ses deux plus illustres disciples se nommaient Malebranche et Bossuet. Cette harmonie parfaite que Bossuet et Malebranche ont rêvée entre la foi et la raison, et qui pour nous subsiste déjà dans l'ordre politique, par la séparation des deux puissances, nous ne savons s'il est réservé à notre âge de la voir réaliser dans l'ordre purement métaphysique : ce qu'il y a de sûr du moins, c'est que sa part du labeur intellectuel imposé aux époques où la civilisation grandit consiste à tout entreprendre pour l'y établir. Nos pères ont fait leur tâche, accomplissons la nôtre; grâce à eux, nous ne sommes plus superstitieux ni fanatiques : mais qui ne se sent de temps à autre inquiet et troublé? Serait-ce un progrès bien digne de nous, après tant de polémiques et de controverses, que d'avoir abouti au scepticisme?

X. Durrieu.

LE

MOIS DE MAI A LONDRES.

Le mois de mai est ce qu'on appelle, à Londres, *la saison* par excellence. C'est l'époque de l'année où l'aristocratie anglaise quitte ses châteaux pour la capitale, et l'isolement superbe de la vie féodale pour le mouvement tumultueux de la vie mondaine. C'est le temps où les séances du parlement sont le plus remplies, le plus agitées, et où se passent d'ordinaire ces grandes luttes qui décident du sort du pays; le temps où les théâtres font tous leurs efforts pour attirer le public indifférent, où les livres nouveaux se multiplient, où les œuvres d'art se produisent, où les concerts se donnent, où les *exhibitions* s'ouvrent, où les voyageurs qui se sont envolés vers toutes les parties du monde reviennent s'abattre sur le sol natal avec leur moisson de souvenirs et d'anecdotes. C'est le moment des grands dîners publics, des *meetings* nombreux, des anniversaires de toutes les sociétés de bienfaisance, de science, de littérature, de piété, de politique, qui abondent à Londres. C'est enfin la saison où le climat de cette sombre cité est habituellement le plus doux et le plus salubre, où les brouillards de l'hiver se dissipent un peu, où les parcs et les squares sont dans tout l'éclat de leur magnifique verdure, où les environs se parent de toutes leurs beautés, où Windsor offre aux promeneurs ses ombrages séculaires, Epsom ses courses, Richmond sa vue pittoresque, Chiswick ses belles fleurs, Hamptoncourt ses galeries, et Greenwich ces petits poissons exquis si avantageusement connus dans toute l'Europe sous le nom de *white baits*.

J'ai donc voulu faire comme tout le monde, et, au commencement du mois qui vient de finir, j'ai pris, moi aussi, la route de Londres. J'y ai trouvé tout ce que j'y cherchais, excepté le beau temps. Le mois de mai n'a été nulle part cette année, et en Angleterre encore moins qu'ailleurs, le mois aimable, *lovely*, que célèbrent avec tant d'amour les poëtes anglais. Voltaire a dit quelque part que le mois de mai était l'emblème des réputations usurpées, et il n'a eu malheureusement que trop raison cette fois. Je ne sais pas s'il y a un soleil en Angleterre ; tout ce que je puis dire, c'est que je ne l'ai pas vu. J'ai fait la première épreuve du temps qui m'at-

tendait en mettant le pied sur le paquebot de Calais à Douvres. La mer était détestable, le vent contraire, l'horizon chargé de pluie. Il a fallu sept longues heures pour faire un trajet qui en demande ordinairement trois. Il est vrai que j'avais eu le tort de m'embarquer, par esprit national, dans un des paquebots français qui font le service des postes entre les deux pays. Ce paquebot, qui a nom *l'Estafette*, est bien le plus détestable véhicule qui existe. Je le dénonce à la vindicte publique. J'ai eu la douleur de voir le paquebot anglais, parti en même temps que le nôtre du quai de Calais, nous devancer fièrement en mer et arriver à Douvres trois heures avant nous. Ajoutez que ce spectacle affligeant se reproduit à peu près tous les jours. Je ne puis comprendre comment l'administration des postes peut conserver, sur un pareil point, de si mauvais instruments. Nous avons ailleurs des bateaux à vapeur égaux, sinon supérieurs, à ceux des Anglais. Nos constructeurs valent au moins les leurs, et eux-mêmes en conviennent. Comment se fait-il donc qu'entre les deux pays, sur le point où la communication est la plus régulière, quand les deux pavillons sont en présence tous les jours sous les yeux de tous les voyageurs de l'Europe qui passent et repassent le détroit, nous puissions accepter volontairement une infériorité si marquée?

Mais oublions les ennuis du voyage et arrivons à Londres. Pourvu que la mer soit bonne et que l'on ne prenne pas le bateau français, on peut arriver aujourd'hui de Paris à Londres en moins de trente heures, par Calais et Douvres. Je doute que les chemins de fer ajoutent jamais beaucoup à une pareille vitesse. Dans tous les cas, les deux nations sont intéressées à rendre leurs communications aussi actives que possible, car elles ont encore beaucoup à s'apprendre réciproquement. Dès qu'on touche le sol britannique, on sent qu'on entre dans un monde nouveau, très-différent du nôtre, opposé même sous bien des rapports Quand on y a séjourné quelque temps, on s'aperçoit que les différences sont moins profondes qu'elles n'avaient paru d'abord; on comprend qu'un travail se fait en Angleterre comme en France pour rapprocher l'état social, moral et politique des deux pays. Mais ce qui domine encore, c'est la différence. La comparaison entre Londres et Paris est naturellement ce qui préoccupe le plus un observateur français dans la capitale de l'Angleterre; à tout instant, on est frappé par des oppositions ou par des analogies. Je vais raconter mes impressions simplement, naturellement, comme elles me sont venues, mêlant ce qui est permanent avec ce qui est passager, et ce qui caractérise le spectacle de l'Angleterre en général avec ce qui est propre au mois où je l'ai vue.

Parlons d'abord, en peu de mots, de l'aspect matériel. L'aspect matériel de Londres a des ressemblances et des différences avec celui de Paris. Les deux villes sont bâties sur la rive septentrionale du fleuve qui les arrose; un grand faubourg, le bourg de Southwark, occupe à Londres l'autre rive de la Tamise, comme le faubourg Saint-Germain occupe l'autre rive de la Seine à Paris. Seulement le faubourg de Londres est industriel, tandis que le faubourg de Paris est scientifique et administratif; les usines remplacent à Southwark les écoles et les autres établissements publics du quartier d'outre-Seine. Dans les deux villes, il y a une Cité, noyau originaire et primitif qui a produit ensuite un développement gigantesque; mais la vie des affaires est demeurée dans la Cité de Londres, c'est encore là qu'est le siége de l'activité commerciale, tandis qu'à Paris la Cité proprement dite a perdu toute son importance. Il est vrai que les quartiers de Saint Denis et de Saint Martin peuvent être considérés comme les appendices immédiats de la Cité de Paris, et

que là aussi le commerce s'est conservé et a grandi ; mais il y a loin de cette activité, si grande qu'elle soit déjà et si rapide que puisse être son accroissement, à l'immense agitation d'hommes, de capitaux et de marchandises qui fait de la Cité de Londres le centre commercial du monde entier.

La ville neuve, la capitale, est située, à Londres comme à Paris, à l'ouest de la Cité. La belle rue qui longe la Tamise et qui joint les nouveaux quartiers aux anciens, le *Strand*, peut être comparée à notre rue Saint-Honoré. La grande artère de Regent-Street, qui tombe en ligne presque perpendiculaire sur le Strand, a beaucoup de rapports avec la rue de Richelieu. L'immense Oxford-Street, avec son prolongement d'Holborn, rappelle les boulevards. Piccadilly, qui conduit à Hyde-Park, le long de Green-Park, est dans une direction analogue à celle de la rue de Rivoli. La situation d'Hyde-Park ressemble beaucoup à celle des Champs-Élysées, et les deux parcs unis de Saint-James et de Green-Park représentent assez bien la position du jardin des Tuileries. Le rapport est d'autant plus grand, que le palais de la reine, Buckingham-Palace, donne sur Saint-James's-Park, comme le palais des Tuileries sur le jardin. Seulement la Tamise, au lieu de se prolonger en ligne à peu près droite, comme la Seine à Paris, le long des parcs, fait tout à coup un brusque retour vers le sud; le nouvel espace compris entre les parcs et le fleuve contient le bourg de Westminster, comme si la Seine, prenant la direction de la rue du Bac, avait laissé sur sa rive nord, entre elle et les Tuileries, une portion considérable du faubourg Saint-Germain.

Cette différence dans la direction des deux fleuves suffit pour changer entièrement la physionomie de cette partie importante des deux capitales. Le principe de formation est pourtant, dans les deux cas, identiquement le même. Dans l'une et l'autre ville, le palais de la royauté était primitivement hors des murs, entouré de jardins, et quand le nombre des habitants s'est accru, quand le goût d'une vie moins pressée s'est répandu parmi eux, quand cette population riche et brillante des capitales est venue s'ajouter à la population active et industrieuse de l'antique cité, la foule des constructions nouvelles s'est portée vers la demeure des rois, et n'a pas tardé à l'entourer de son flot toujours croissant. Ce débordement de maisons a suivi naturellement les grandes lignes qui lui étaient tracées par les anciennes routes ; en cherchant toujours l'air et la lumière, la ville s'est portée de plus en plus au dehors. De vastes espaces sont restés encore vides au milieu, comme le parc de Saint-James et les Tuileries, comme les Champs-Élysées et Hyde-Park ; mais ce reste de campagne est pressé de toutes parts par les nouveaux quartiers. Il n'y a pas jusqu'au parc du Régent, situé à l'extrémité nord-ouest de Londres, qui n'ait à Paris son analogue en petit : c'est le parc de Mousseaux. Westminster seul nous manque, mais Westminster et ce qu'il renferme manquent aussi bien dans l'histoire politique de la France que dans l'histoire du développement de Paris.

Le dessin de Londres est donc au fond le même que celui de Paris; la différence, c'est qu'il est plus grand. Londres est moins une ville qu'un pays, une province entière. Il n'y a pas d'octroi comme à Paris, et on ne sait pas où finit la ville. Tous les jours, de nouveaux villages des environs sont absorbés dans l'immense unité. Les rues des quartiers neufs sont plus larges qu'ici ; ce sont moins des rues que des routes bordées de maisons. Même dans les vieux quartiers, partout où le terrible incendie de 1666 a fait place nette, on a reconstruit sur une plus large échelle. Comme chaque famille un peu aisée occupe une maison distincte, la population est moins ramassée que chez nous ; les trottoirs sont plus ouverts, les places plus nombreuses.

Tout le monde sait ce qu'est un *square*. C'est une place assez grande pour qu'un beau jardin planté d'arbres en occupe le milieu. La nouvelle ville a beaucoup de ces *squares* qui manquent à Paris. Les Anglais y retrouvent ce qu'ils cherchent par dessus tout, un peu de retraite et de silence, l'aspect de la verdure, enfin un souvenir de la campagne au milieu de Londres. L'Anglais n'est pas naturellement citadin ; il aime le grand air et la vue des champs : les squares lui donnent à peu près ce qu'il désire, mais au prix de distances énormes, qui accroissent démesurément l'enceinte de la capitale.

Par la même raison, les parcs sont plus grands à Londres que les jardins publics à Paris. Green-Park est une véritable campagne, Hyde-Park encore mieux. Chez nous, la ville envahit tout. C'est un des traits les plus anciennement remarqués dans le génie des deux peuples que leur manière différente de concevoir les jardins. En Angleterre, un parc est une vaste prairie couverte de troupeaux, semée d'arbres jetés sans ordre, et traversée autant que possible par une rivière naturelle ou factice. Il y a loin de là à notre jardin des Tuileries, avec ses terrasses, ses statues, ses parterres, sa grande allée droite, ses doubles rangs d'orangers et ses arbres taillés. La beauté des parcs anglais, c'est l'espace, car c'est ce qui leur donne le plus de ressemblance avec un paysage naturel; la beauté des nôtres, c'est l'ordre, l'harmonie, la noblesse du dessin, la distribution des ornements ; l'espace n'y entre que comme élément de grandeur. Le jardin des Tuileries est naturellement moins vaste que le parc de Saint-James, parce qu'il est plus travaillé. Quant aux Champs-Élysées, ce n'est pas précisément un jardin, mais une avenue. Là encore se retrouve sous une autre forme la même différence entre les goûts des deux nations Dans l'origine, Hyde-Park n'était pas plus grand que les Champs-Élysées, mais Hyde-Park a été respecté, et les Champs-Élysées ne le sont pas. De toutes parts, on a bâti dans leur enceinte. Les Anglais auraient placé la grande avenue sur un des côtés pour ne pas couper cette masse de verdure ; nous l'avons, nous, ouverte au milieu. Où les Anglais auraient mis des pelouses, nous avons élevé des maisons. Au lieu de cabanes pour les troupeaux, nous avons eu des restaurants, des cafés et des théâtres, et au lieu d'une rivière qui serpente, des fontaines de bronze doré.

Ainsi, quand les Anglais semblent chercher à s'éloigner les uns des autres, les Français tendent, au contraire, à se rapprocher. Quand chez les uns la campagne triomphe de la ville, chez les autres c'est la ville qui chasse la campagne. Lequel vaut le mieux? c'est très-contesté. Pour mon compte, j'admire sans doute les vertes prairies et les horizons paisibles des parcs anglais; mais, s'il faut absolument choisir, j'avoue que je préfère la manière française, ce qui paraîtra sans doute très-surprenant chez un Français. Le jardin des Tuileries est pour moi l'idéal d'un jardin public. J'aime les champs autant qu'un autre, mais les vrais champs. Ces orangers en fleurs, ces nymphes gracieuses de marbre blanc, ces eaux jaillissantes, ces larges terrasses, ne me déplaisent pas à la ville. Les somptueux marronniers n'en sont que plus beaux à mes yeux, quand leurs larges masses sont alignées pour former une allée ou disposées en demi-cercle pour entourer un bassin d'un amphithéâtre de verdure. Il me semble que la main de l'homme ajoute encore à la majesté de ces arbres incomparables en les groupant dans un ordre solennel. Dans les Champs-Élysées eux-mêmes, j'admire cette ligne unique au monde qui se termine par l'Arc-de-Triomphe, et qu'anime tout le mouvement d'une des entrées de Paris les plus fréquentées. J'aime ces élégantes constructions semées sous les ombrages et qui en peuplent le vide, ces fontaines *qui ne se taisent ni jour ni nuit,* et ces spectacles de

tout genre qui appellent à grand bruit les promeneurs distraits. Quand je veux de la solitude et du silence. je sais qu'il faut les chercher ailleurs.

Je ne regrette de Londres qu'un peu de gazon. Le gazon tient lieu de tout en Angleterre; c'est presque le seul ornement des promenades publiques; en revanche, il manque trop à Paris. Je sais qu'on donne pour raison la différence du climat, mais cette excuse n'est pas suffisante. Que nous ne prétendions pas à ces immenses prairies qui ressemblent à de grandes nappes de velours vert, je le comprends; mais avec un peu de soin. il serait possible d'avoir à Paris assez de fraîche verdure pour réjouir et reposer les yeux de temps en temps. Il y a dans les parterres des Tuileries de petites pelouses parfaitement entretenues qui ont, à bien peu de chose près, tout l'éclat de la verdure anglaise. Il ne s'agirait que de les multiplier. Au pied des fontaines des Champs-Élysées, par exemple, rien ne serait plus facile que d'en avoir de pareilles. Ces fontaines isolées sur un sol aride où leur eau, en s'échappant, ne forme que de la boue, offrent à l'œil un spectacle imparfait et pénible. Il suffirait d'interdire aux pas des promeneurs un espace plus ou moins grand autour de ces fontaines, en le défendant par une barrière, et d'y semer du gazon qui réussirait infailliblement sous cette rosée perpétuelle. On pourrait même y jeter çà et là quelques massifs d'arbustes à fleurs qui accompagneraient les fontaines sans les cacher. Soit que les arbres des Champs-Élysées aient été trop rapprochés sur plusieurs points, soit pour toute autre cause, beaucoup d'entre eux languissent et meurent : il faut songer à remplir les clairières et peut-être à les étendre pour donner de l'air. Quelques tapis de gazon bien distribués atteindraient admirablement ce double but, et ajouteraient en outre par eux-mêmes à la décoration intérieure des Champs-Élysées. Il y a assez d'espace pour qu'on puisse se permettre cet embellissement, sans craindre de priver le public d'un terrain utile à la circulation.

Quoi qu'il en soit, revenons à Londres, et plaçons-nous cette fois dans les rues. Le mouvement à Londres est moins généralement réparti qu'à Paris ; il se concentre dans certains quartiers où il paraît plus considérable. C'est surtout par le nombre des chevaux et des machines roulantes de tout genre qu'il est extraordinaire. La ligne qu'il parcourt commence à l'ouest dans Oxford-Street, descend vers la Tamise par Regent-Street, tombe dans le Strand par l'est de Pall-Mall et Trafalgar-Square, suit le Strand dans toute sa longueur, entre dans la Cité par Temple-Bar, passe le long de Fleet-Street, tourne autour de Saint-Paul, s'étend d'un bout à l'autre de Cheapside, et va se perdre à l'est dans le fond de la Cité par le carrefour qui s'ouvre devant Mansion-House, et dont une des branches aboutit au pont de Londres. Le tout forme un développement d'environ deux lieues de France. Le fracas ne commence guère avant onze heures du matin, et ne dure pas au delà de sept heures du soir, en cette saison; mais pendant ces huit heures de jour, il arrive souvent que les voitures sont littéralement sur deux files : le moindre obstacle amène dans quelques minutes un encombrement prodigieux. Il y a peu d'habitants de Londres qui ne passent au moins une fois par jour sur un des points de cette ligne, et Londres a près de deux millions d'habitants. D'autres parties de la ville deviennent aussi très-populeuses à certaines heures. Ainsi Piccadilly. qui a un mille anglais de long, ou un peu moins d'une demi-lieue, est entièrement plein entre cinq et sept heures, quand on va au parc ou qu'on en revient.

Le reste de la ville est moins animé. C'est trop grand. Puis, il y a à Londres beaucoup moins de boutiques qu'à Paris; on rencontre souvent des rues entières

qui n'en ont pas une. Ici, toutes les maisons paraissent ouvertes ; là-bas, hors des quartiers marchands proprement dits, elles sont presque toutes fermées. Les magasins eux-mêmes n'ont pas cet air hospitalier et prévenant qu'ils ont chez nous. On ne rencontre nulle part ces cafés si brillants et si riches qui semblent inviter l'étranger. Quand on est perdu dans les rues immenses de Londres, on ne sait où entrer, pour peu qu'on ne soit pas parfaitement au fait des habitudes du pays, soit pour lire un journal, soit pour se rafraîchir et se reposer un peu. Les tavernes, les *coffee-rooms*, affectent un air de mystère et de retraite. Ce n'est jamais sur la rue même que s'ouvre la salle où l'on peut s'asseoir ; c'est sur le derrière ou au premier étage, hors de la portée des yeux indiscrets. Ces salles sont d'ailleurs peu commodes et peu ornées. Tout y est pour la nécessité, rien pour l'agrément ou le luxe. Le public proprement dit, ce maître capricieux et exigeant que tout sert en France, est peu estimé en Angleterre. On ne fait rien pour lui qu'à la dérobée et sans beaucoup d'égards. Voyez plutôt cette affiche commune de tous les spectacles : *M.*** informe respectueusement la noblesse, la gentry et le public.* Le public ne vient qu'en troisième lieu ; la grande noblesse, *nobility,* et la petite noblesse, *gentry*, n'en font pas partie.

C'est surtout le soir qu'éclate la différence dans la manière de vivre des deux pays. A l'heure où tout le monde semble sortir de chez soi à Paris, à Londres tout le monde y rentre. Dès le tomber du jour, les trois quarts des boutiques se ferment, le mouvement des quartiers les plus fréquentés s'arrête, on ne rencontre plus dans les rues que des étrangers ou des gens qui ont l'air de n'avoir ni feu ni lieu. Personne ne marche, en Angleterre, que pour ses affaires. Le tableau si vivant de nos boulevards chargés de promeneurs ne s'y retrouve nulle part. Quiconque se promène ne va pas à pied, mais en voiture ou à cheval ; personne d'ailleurs ne songe à se promener le soir, mais avant dîner. C'est avant dîner qu'il faut voir Hyde-Park, avec ses centaines d'équipages à deux ou à quatre chevaux, et ses milliers de cavaliers et de cavalières qui galopent sur le gazon. Tant pis pour qui n'a ni voiture ni cheval, la vie de Londres n'est pas arrangée pour lui. On dîne généralement à sept heures et demie, et le reste de la soirée est à peine suffisant pour les réunions et les bals. Quand on est entré dans ce genre de vie, on trouve qu'il a bien ses agréments, il est d'ailleurs assez généralement adopté à Paris pour l'hiver ; mais ce qui dépayse à Londres, c'est de le voir usité au printemps, c'est-à-dire à l'époque où il finit ici. Puis à Paris, à l'heure où les salons sont pleins, il reste toujours assez de foule inoccupée et curieuse pour peupler les lieux publics et les spectacles ; à Londres, quiconque ne va pas dans le monde se renferme hermétiquement dans son intérieur.

On a fait souvent la description d'une maison anglaise. Un étage souterrain pour les cuisines, un rez de chaussée contenant une salle à manger et un parloir, un premier étage avec deux salons, l'un grand et l'autre petit, un second étage avec les chambres à coucher, un troisième sous le toit pour les enfants et les domestiques ; deux fenêtres par étage, trois au plus, donnant sur la rue ; une grille au dehors, défendant l'approche de la maison et entourant le fossé qui donne du jour aux cuisines ; une petite porte s'ouvrant sur le trottoir et portant le plus souvent le nom du propriétaire sur une plaque de cuivre au-dessus du marteau : voilà le modèle unique, universel. Il y a peut-être cent mille maisons à Londres dans ce genre, et des millions dans toute la Grande-Bretagne. L'extérieur de ces habitations est très-laid ; elles sont bâties en briques d'un ton jaunâtre et faux qui ne tardent pas à devenir complétement noires. La porte et les fenêtres sont découpées dans le mur, sans

aucun ornement d'architecture. En revanche, l'intérieur est charmant. Tout y est parfaitement propre, élégant et commode. Chaque pièce a un tapis; l'escalier lui-même en a un, dans les maisons les plus bourgeoises. L'ameublement est comme la maison; il est le même à peu près partout. sauf la différence des fortunes. Partout les mêmes tables, les mêmes siéges, rangés dans le même ordre; il n'y manque que des glaces. Cet ornement indispensable de nos demeures françaises est fort rare en Angleterre. Si jamais les deux pays se rapprochent par un traité de commerce, les glaces devront être pour nous un objet d'exportation considérable.

C'est là que tout bon Anglais se retire tant qu'il peut, pour jouir en paix du confort selon ses goûts, avec sa femme et ses enfants. Ceux qui n'ont pas encore de ménage ont les clubs. On sait ce que c'est qu'un club anglais; quelques sociétés de ce genre se sont organisées à Paris, mais l'institution est bien loin d'être chez nous ce qu'elle est devenue à Londres, où elle est un produit naturel du sol, des idées, des mœurs et des habitudes. Un club est une réunion de mille ou douze cents souscripteurs qui se cotisent pour élever un palais magnifique et y vivre en commun avec toutes les jouissances du luxe le plus raffiné. sans dépenser trop d'argent. Tout membre d'un club peut n'avoir en dehors qu'une modeste chambre à coucher; il trouve tout le reste à l'établissement commun : salles de lecture avec tous les journaux et toutes les revues, bibliothèque avec les livres nouveaux et un bon choix de livres anciens, salons et cabinets avec tout ce qu'il faut pour écrire, réfectoire où l'on peut prendre ses repas à toutes les heures du jour et à peu près au prix coûtant, jusqu'à des salles de bain et des cabinets de toilette, le tout bien chauffé, bien éclairé, et rempli de laquais en grande livrée attentifs au moindre signe. Plusieurs de ces clubs sont de véritables monuments; les plus beaux sont dans Pall-Mall, comme l'Athenæum, le Reform-Club, le Traveller's-Club, qui ont été élevés à grands frais par les premiers architectes de Londres. Il y en a en tout une vingtaine environ, et comme une même personne est quelquefois de plusieurs clubs à la fois, on peut évaluer à douze ou quinze mille le nombre de ceux qui ont adopté cette manière de vivre.

Ce chiffre comprend la plus grande partie de la population flottante de Londres. Le reste est composé d'étrangers proprement dits. qui sont toujours très-peu nombreux dans la capitale de l'Angleterre. C'est ce qui explique le peu de ressources qu'offre cette grande ville à ceux qui n'en sont pas. même dans le temps de ce qu'on appelle la saison. Les Anglais tiennent par dessus tout à ne pas se confondre avec des gens qu'ils ne connaissent pas, et qui peuvent leur être inférieurs par le rang, l'éducation ou le caractère. De là cet air inhospitalier qui frappe à Londres tout d'abord. En revanche, quand la première glace est rompue, quand les rapports sont établis d'homme à homme et qu'on ne craint plus de se compromettre avec vous, les Anglais sont les plus affables et les plus hospitaliers des hommes. Toute la question est de franchir cette porte si soigneusement fermée. Dès qu'on est admis dans l'intérieur, tout est dit. Voilà pourquoi ceux qui passent quelque temps en Angleterre, vivant de la vie anglaise, s'y plaisent généralement beaucoup. Mais la première apparence est effrayante, surtout quand on arrive à Londres par un de ces jours où le ciel bas et chargé comprime les brouillards de la Tamise et la fumée de charbon qui s'échappe incessamment des usines de Southwark. Le nuage noir et humide qui ne peut pas se dissiper dans les airs, se rabat alors sur la ville, et la couvre comme d'un voile de deuil. De pareils jours font comprendre le spleen et toutes ses conséquences fatales. On dit que le soleil de

mai triomphe ordinairement de ces horribles vapeurs; j'aime à le croire.

Il paraît que la saison n'a pas été aussi brillante cette année qu'elle l'est généralement. On en donne plusieurs raisons, d'abord la mort du duc de Sussex, qui a mis la cour en deuil; puis l'accouchement de la reine, qui a fait suspendre les réceptions du palais, et enfin, mais ce dernier motif ne s'indique qu'à voix basse, quoiqu'il soit peut-être le meilleur, l'*income-tax*, dont l'effet se fait sentir jusque dans les plus grandes fortunes d'Angleterre. Malgré cette observation, qui paraît vraie, il y a eu pendant le mois de mai beaucoup de réunions. Les journaux, qui rendent compte en Angleterre de tout ce qui se passe dans ce qu'on appelle *la haute vie, high life*, ont eu tous les jours à enregistrer ou un grand dîner, ou une fête champêtre, ou un raout, ou même un bal. L'ambassadeur de France a donné, entre autres, un grand concert qui a réuni tout ce que Londres renferme de femmes élégantes et de personnages éminents. Deux princes étrangers, le prince héréditaire de Wurtemberg et le prince héréditaire de Mecklembourg-Strelitz, futur époux de la princesse Augusta de Cambridge, qui sont à Londres en ce moment, ont été naturellement les héros de ces fêtes. Tout récemment enfin, le baptême de la nouvelle fille de la reine est venu donner une nouvelle impulsion aux plaisirs du monde ; la reine a reparu au palais de Buckingham, le roi de Hanovre est arrivé, et tout annonce que la fin de la saison sera plus animée que le commencement. Il avait été question un moment que la reine passât l'été à la campagne, mais les réclamations du commerce de Londres ont fait, dit-on, abandonner ce projet. On voit qu'à Londres, comme à Paris, il y a de ces exigences de *boutique* dont on peut parler avec dédain, mais que tout le monde est forcé de respecter.

Du reste, on a bien besoin du mouvement des salons pour s'amuser un peu. Les théâtres, qui pourraient seuls suppléer au monde, sont dans une situation déplorable. Nous, qui nous plaignons, nous avons encore la première littérature dramatique du monde. Des deux grands théâtres nationaux anglais, l'un est fermé, c'est Covent-Garden ; l'autre, Drury-Lane, ne se soutient qu'avec peine, malgré la direction intelligente de Macready. Le théâtre de Haymarket ne joue plus que des traductions ou des imitations de pièces françaises, dont on se contente de défigurer les titres et de changer quelques scènes. Ainsi *la Part du Diable*, de MM. Scribe et Auber, qui se joue *tous les soirs* depuis deux mois, s'appelle à Londres *le Petit Diable, Little Devil*. Triste et dérisoire satisfaction donnée à l'amour-propre national! La bonne compagnie ne va qu'à deux théâtres, à l'Opéra d'abord, où la troupe italienne joue le même répertoire qu'à Paris et où Mlles Elssler et Cerito dansent des ballets plus ou moins bien arrangés avec des fragments épars pris dans les nôtres, et, ensuite, au théâtre français, où Mlle Déjazet et Levassor ont transporté avec un véritable succès les nouveautés les plus hasardées du Palais-Royal et des Variétés. La réaction tentée par Bulwer et Macready en faveur du drame national n'a pas réussi. On a joué récemment une tragédie nouvelle, *Athelwold*, qui n'a eu qu'un médiocre succès. De loin en loin, on donne encore quelque représentation des drames de Bulwer, mais sans beaucoup de retentissement. Le public en est resté à son ancien goût pour les pièces à machines, et c'est une féerie absurde intitulée *Fortunio* qui a seule le privilége d'attirer la foule au théâtre de Drury-Lane.

Grâce à Macready, on peut encore jouer quelquefois Shakspeare. S'il est vrai, comme on le dit, que ce dernier champion de l'ancien théâtre songe à se retirer, Shakspeare lui-même est menacé de disparaître de la scène anglaise. Je suis heureux d'avoir pu assister à quelques-unes de ses pièces avant que la catastrophe,

qui est à peu près inévitable, se réalise. Pour se justifier de leur indifférence à l'égard de leur grand poëte, les Anglais disent qu'il est détestablement joué. Je ne saurais en juger, faute de moyens de comparaison ; mais il me semble que *Macbeth*, le *Conte d'hiver* et *Comme il vous plaira*, les seules pièces de Shakspeare que j'aie pu voir, ne sont pas trop mal exécutées. Elles le sont probablement beaucoup mieux aujourd'hui qu'elles ne l'ont été du temps de Shakspeare lui-même. A tout instant, on devine, dans la mise en scène et dans le jeu des acteurs, la tradition de Garrick et de son école, c'est-à-dire de cette époque de renaissance où le vieux poëte oublié fut mieux compris et mieux apprécié qu'il ne l'avait été par ses contemporains. Mais que voulez-vous? Il y a juste cent ans de cela, et cent ans c'est bien long, même pour une impulsion littéraire aussi forte que celle qui fut donnée alors au génie national. Shakspeare lui-même n'a pas moins de deux siècles et demi ; il est antérieur de près d'un siècle à nos grands tragiques français, et qui sait ce que sera devenu, dans cent ans d'ici, ce mouvement de restauration qui s'accomplit si heureusement aujourd'hui, au profit de notre théâtre classique, sous les auspices de Mlle Rachel?

Dans tous les cas, si Shakspeare a vieilli pour les Anglais, il ne pouvait pas en être de même pour moi, qui le voyais pour la première fois. Rien ne remplace, quoi qu'on en dise, l'action théâtrale, et il manque toujours quelque chose à la lecture solitaire pour faire bien comprendre les œuvres dramatiques. Je n'avais jamais si bien senti l'énergie tragique de *Macbeth* que lorsque j'ai vu ce poëme terrible marcher et se dérouler devant moi. La moitié fantastique et surnaturelle qui est indissolublement unie à la moitié humaine du drame a besoin elle-même d'être réalisée sur la scène pour avoir son véritable caractère. Alors seulement les sorcières de Macbeth n'ont plus rien de commun avec toutes les apparitions qu'on a pu voir sur d'autres théâtres ; alors seulement elles sont bien elles-mêmes, c'est-à-dire de vraies sorcières bien repoussantes, des êtres bien bas et bien malfaisants, couverts de vêtements sales et déchirés, genre de merveilleux qui n'appartient qu'aux sombres climats du Nord, et qui est parfaitement approprié à cette histoire de trahison et de sang. Macbeth, c'est le crime volontaire, et les conseillers hideux qui le guident ne représentent pas, comme dans le théâtre grec, des divinités toutes puissantes qui commandent à la volonté même; non, ils sont les personnifications des mauvaises pensées dans ce qu'elles ont de plus vil et de plus abject. Macbeth devient roi par l'assassinat, il s'élève au faîte des grandeurs humaines; mais plus l'éclat de sa couronne est grand, plus les images de son crime doivent être ignobles. Non-seulement la leçon morale en est plus forte, mais l'effet théâtral en est plus grand. C'est ce qui ne se comprend bien qu'au théâtre même.

Certes, s'il est quelque genre de composition qui semble n'avoir pas besoin de la scène, c'est la comédie telle que l'a conçue Shakspeare, comédie toute de caprice, de fantaisie et de spirituelle divagation ; on dirait même que la représentation doit lui être contraire, tant elle est idéale. Eh bien! même pour *Winter's tale* et *As you like it*, il est impossible de se faire une idée exacte de cette comédie étrange et charmante sans la voir. Chose bizarre et tout à fait inattendue, au moins pour moi, on est plus frappé des inconséquences et quelquefois des absurdités dont elle abonde, à la lecture qu'à la représentation. L'imagination de Shakspeare, cette fée divine qui transforme à son gré tout ce qu'il lui plaît, vous saisit avec plus de force quand elle se manifeste par des personnages vivants, et vous transporte plus facilement à leur suite dans ce monde fabuleux et impossible qu'elle aime à parcourir.

Quand je vois la gracieuse Perdita penchée sur le sein de son bien-aimé, quand je l'entends prononcer ces vers délicieux si empreints du parfum des fleurs sauvages, j'admets bien plus volontiers que la Bohême est une île, et je donne au diable de grand cœur la géographie qui viendrait me gâter ce rêve d'amour. Quand Hermione est là devant moi, debout et immobile comme le marbre, quand j'assiste aux angoisses du roi son époux, qui se demande si c'est bien une statue, j'oublie tout ce qu'une telle situation a de forcé pour ne sentir que ce qu'elle a de poétique, et dès que la statue descend la première marche de son piédestal, le cri de bonheur de Léontès me pénètre tout entier. Enfin, quand j'écoute les piquantes folies que l'amour inspire à Rosalinde, je ne m'étonne plus qu'Orlando s'égare dans la forêt des Ardennes à la suite de sa maîtresse, déguisée en chasseur, et je suis tout prêt à faire comme lui, même au risque d'y rencontrer la lionne, qui ne s'y trouve pourtant pas habituellement.

Il est doublement malheureux que ces ravissantes inventions de l'esprit le plus aimable vieillissent pour les Anglais, quand rien ne se présente pour les remplacer. On pourrait presque prévoir dès aujourd'hui le moment où il n'y aura plus de théâtre en Angleterre. Le théâtre n'est pas un plaisir anglais. Il suppose une population généralement impressionnable, inactive, et sensible aux jouissances de l'imagination. Ces qualités ne sont que des exceptions dans ce pays. Où le positif tient une si grande place, il en reste peu pour l'idéal. La musique essaie de suppléer à cette décadence de l'art dramatique. Les concerts, qui se donnent en général dans la journée, sont assez suivis. Suivant l'usage, les exécutants qui sont venus à Paris cet hiver sont maintenant à Londres; ce sont toujours les mêmes noms qui font le tour de l'Europe. Il y a aussi des concerts historiques et spéciaux, les uns composés de chants écossais, les autres de mélodies irlandaises. Au fond, les Anglais n'aiment pas beaucoup plus la musique que le théâtre. Ils vont au concert parce que c'est la mode, mais sans y trouver un grand plaisir.

La littérature est comme le théâtre; elle dort. Il n'a paru pendant cette saison que deux nouveautés qui aient fait quelque bruit. L'une est le journal de lady Sale, la fameuse prisonnière de l'Afghanistan; l'autre est un livre de cet original de Carlyle, intitulé: *Passé et Présent*. L'ouvrage de lady Sale, si curieusement attendu, est loin d'avoir l'intérêt du récit du lieutenant Eyre (1). Quant à Carlyle, c'est toujours le même style, moitié hébreu, moitié allemand, toujours le même esprit de dénigrement contre son temps; seulement, cette fois le pamphlet est doublé d'une légende. Voilà déjà quelque temps que Bulwer, le fécond Bulwer, n'a rien publié. Depuis les poésies de Milnes et celles de mistress Norton, aucun recueil de vers n'est sorti de la foule. M. Ainsworth continue à mettre au jour la suite de ses romans mélodramatiques, mais ce n'est pas là de la littérature. Tous les contemporains de la grande époque s'en vont peu à peu. Southey vient de mourir. Wordsworth et Moore sont bien vieux. Les revues seules se maintiennent. La publication la plus intéressante qu'on ait faite depuis longtemps à Londres est le recueil des articles que M. Macaulay a publiés dans la *Revue d'Édimbourg*. M. Macaulay est un homme d'infiniment d'esprit qui a écrit des articles fort bien faits et qu'on relit toujours avec plaisir. Il figure parmi les premiers écrivains comme parmi les premiers hommes politiques de l'Angleterre.

Le mois de mai est, comme je l'ai dit, l'époque choisie pour les expositions

(1) Voyez le récit du lieutenant Eyre dans la *Revue* du 15 février dernier.

annuelles de beaux arts. Une moitié du vaste bâtiment de la galerie nationale est consacrée à l'exposition de peinture et de sculpture. En même temps s'ouvre dans Pall-Mall une *exhibition* particulière pour les aquarelles, car les Anglais conservent leur goût, et je dirais presque leur prédilection, pour ce dernier genre. On a beaucoup de préjugés sur le continent contre l'art anglais, et il faut convenir que l'aspect général de l'exposition de cette année lui est en effet très-peu favorable. Une décadence marquée chez les anciens peintres, peu de talents nouveaux, peu ou point d'originalité dans les ouvrages, une grande faiblesse de dessin, un coloris froid ou exagéré, une extrême précipitation d'exécution qui décèle l'industrie beaucoup plus que l'art, voilà ce qui frappe au premier abord dès qu'on jette les yeux sur la galerie de peinture. Les mêmes caractères généraux se retrouvent, quoique avec moins d'intensité, dans la galerie de sculpture. Les aquarelles elles-mêmes sont sur la voie du déclin. Cependant, quand on y regarde de plus près, on trouve dans le nombre quelques œuvres estimables et même distinguées qui font revenir un peu sur la sévérité du premier jugement.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans la peinture anglaise actuelle, c'est l'abandon à peu près complet de l'ancienne manière nationale. L'aspect général des tableaux exposés cette année n'a rien qui les distingue de toute autre exposition étrangère. Deux ou trois hommes sont seuls restés fidèles aux traditions anglaises, et Dieu sait dans quels écarts ils sont tombés. Le fameux Turner est arrivé par exemple à un degré d'excentricité qui passe toute idée. Ses tableaux sont de véritables barbouillages de jaune et de rouge où il est absolument impossible de distinguer quoi que ce soit. On dirait d'un enfant qui s'est emparé d'une palette toute chargée et qui a pris plaisir à en confondre les couleurs. Les sujets ne sont pas moins bizarres que l'exécution; il y a un *Soir du Déluge* et un *Matin après le Déluge* qui ont l'air de véritables plaisanteries. On se demande s'il est possible qu'un homme de la renommée de M. Turner ait présenté sérieusement au public de pareilles énigmes. C'est à qui devinera ce que l'artiste a voulu représenter; les uns y ont vu Moïse, les autres l'arche, ceux-ci la tour de Babel, ceux-là le disque du soleil sortant de l'immensité de l'Océan; d'autres enfin soutiennent qu'il n'y a rien, le déluge ayant tout englouti, et je serais fort tenté d'être de ce dernier avis.

M. Turner a été pourtant un homme de beaucoup de talent, je dirais presque un homme de génie. Dans le nombre immense des tableaux qu'il a produits, il y en a qui sont de l'effet le plus original et le plus frappant. Il a porté à son plus haut degré l'art des oppositions, ces contrastes piquants d'ombre et de lumière, et surtout cette magie de l'*à-peu-près* qui, en laissant aux objets leur forme distincte et caractéristique, leur donne cependant une apparence insolite et fantasque dont s'amuse l'imagination. La nature anglaise se prête merveilleusement à ce genre de peinture; on peut même dire qu'il ne pouvait naître que sous ce ciel brumeux. N'y cherchez pas cette fermeté de dessin et cette égalité de coloris qui ne sont possibles qu'avec la pure lumière de la Grèce ou de l'Italie; c'est quelque chose d'indécis dans le trait et en même temps de heurté dans la couleur, comme les objets qui ne sont éclairés que par moment et que frappe un rayon de soleil entre deux nuages. Reynolds avait le premier donné l'exemple de cette peinture hardie et toute locale, mais en gardant dans l'innovation cette mesure que conservent d'ordinaire les inventeurs. Après lui, Gainsborough avait fait un pas de plus en appliquant cette méthode au paysage, qui la supporte mieux que la figure. Turner est venu, qui est allé plus loin encore que Gainsborough, et qui a tiré de la donnée primitive

tout ce qu'elle pouvait produire. Tant qu'il a conservé une ombre de dessin, il a pu faire de la lumière ce qu'il a voulu.

Mais il y a des bornes à tout, même à la fantaisie. A force de prendre des libertés avec la forme, il ne faut pas en venir à la supprimer tout à fait. En suivant toujours la voie où elle était engagée, l'école anglaise devait aboutir à ce je ne sais quoi qui n'a plus de nom, de sens et de figure. Il semble que M. Turner ait voulu tirer les conséquences extrêmes du genre, et faire lui-même la charge de sa propre manière. Il y a réussi. Jusqu'ici, ses tableaux les plus capricieux avaient pu être reproduits par la gravure, et ils y avaient en général beaucoup gagné. Peu de forme suffit pour fournir des oppositions de blanc et de noir; mais, si peu qui suffise, il en faut toujours un peu, et je défie quelque graveur que ce soit de rien tirer des deux tableaux du déluge, si ce n'est des cercles concentriques d'ombre et de lumière. Un élève de M. Turner, qui a obtenu en France plus de succès que son maître, M. Martin, va un peu moins loin; il a exposé cette année un tableau dont on comprend au moins le sujet. C'est le roi normand Canut s'asseyant au bord de l'Océan et ordonnant au flux de ne plus monter. Mais si ce n'est pas tout à fait la même exagération, c'est toujours le même système. L'imperfection du dessin et la fausseté de la couleur ne sont pas rachetées, dans le nouveau tableau de M. Martin, par l'effet grandiose qui avait fait le succès de ses premières compositions. Il faut espérer que ces derniers excès perdront l'école fantastique, et que l'art anglais, désormais averti du danger qui l'attend, cherchera à se développer dans une voie plus régulière.

M. Leslie est un autre représentant de la période mourante de l'art anglais, mais dans une direction différente. Sa spécialité est la peinture de genre, cette autre grande face de l'art national; il est le successeur d'Hogarth et de Wilkie, mais le successeur bien affaibli. Deux tableaux de lui, l'un représentant une scène du *Vicaire de Wakefield*, l'autre une scène du *Malade imaginaire*, portent tous les caractères de la décadence. Son *Couronnement de la reine* attire beaucoup l'attention à cause des portraits qui s'y trouvent, le duc de Wellington, lord Melbourne, la belle duchesse de Sutherland, l'archevêque de Cantorbery, la reine elle-même; malheureusement tous ces personnages sont sans vie. C'est de la peinture de cour, si jamais il en fut. M. Leslie a fait beaucoup mieux dans d'autres temps. M. Maclise se soutient davantage. Sa scène de la réception de l'auteur par les acteurs, dans *Gil Blas*, offre quelques détails heureux, malgré la crudité systématique de la couleur et l'absence complète d'harmonie. Qu'il y a loin de là cependant à ces toiles si obscurément peintes, il est vrai, mais si brillantes d'esprit, de verve et d'observation, que prodiguait Hogarth, le Molière de la peinture, et même à ces jolies petites compositions de Wilkie, qui ressemblent à des vaudevilles de Scribe! Il n'y a qu'un temps pour chaque période dans les arts, et ce qui s'est fait une ou deux fois avec succès ne peut plus se refaire.

Les paysagistes qui cherchent à être plus précis que M. Turner sont nombreux. Les principaux me paraissent MM. Stanfield et Creswick. La manière de M. Stanfield est un peu froide et assez monotone, mais elle a de la fermeté et des qualités solides; ses sujets sont presque tous tirés de Venise ou de Naples : c'est l'éternel palais ducal de Saint-Marc, ou la vue de la Giudecca, ou le château d'Ischia. Rien n'est moins national, comme on voit. Venise est fort à la mode en Angleterre; c'est le pays du monde où il y a le plus de Canaletti ou soi-disant tels; toutes les galeries publiques ou privées en sont pleines. La manière de M. Stanfield n'est pas plus

anglaise que ses sujets; ses vues sont égales et semblables à ce qu'on fait maintenant en France dans ce genre : il reproduit la lumière du Midi tout aussi bien que nos meilleurs paysagistes pittoresques; il fait comme eux absolument. Dans le nombre des tableaux qu'il a exposés, est une vue du Medway, près de l'embouchure de la Tamise, qui ressemble à toutes nos bonnes marines françaises d'aujourd'hui. De son côté, M. Creswick est un paysagiste naturaliste qui a aussi beaucoup d'analogues parmi nous. Ses sites sont pris dans le pays de Galles. Il a surtout exposé un *glen* ou vallée étroite qui a beaucoup de charme et de vérité. Les rochers sont peints avec une exactitude presque géologique, et en même temps avec un sentiment assez sûr de la nature sauvage. C'est un de ces réduits profonds et solitaires, une de ces fentes ombreuses que se creuse un libre ruisseau des montagnes, quelque chose comme la grotte de Gèdre dans les Pyrénées.

Parmi les nouveaux peintres de figures, on a distingué MM. O'Neil, Duncan et Poole. *La fille de Jephté,* de M. O'Neil, est un tableau gracieux, qui n'a que le tort d'être une imitation sensible de Léopold Robert. M. Duncan a représenté le prince Charles-Édouard dormant dans une caverne, après la bataille de Culloden, sous la garde de Flora Mac-Donald et de ses Écossais. Cette scène romanesque serait rendue avec bonheur si le coup de lumière qui éclaire les principaux personnages pouvait être compris. Il fait nuit au dehors, la grotte est obscure, et cependant le prince et Flóra sont éclairés comme par un rayon de soleil. L'auteur a voulu sans doute supposer un foyer allumé qui jette sur eux ses reflets, mais la lumière du feu est bien différente de celle du jour, et cette différence n'est pas observée. En général, les peintres anglais ont besoin de se prémunir beaucoup contre les écarts dans la distribution de la lumière; si grand que soit un effet, il faut avant tout qu'il soit possible. Le tableau de M. Poole me paraît le plus remarquable des trois; il y a là l'annonce d'un véritable talent. Le sujet est terrible; c'est un fanatique à peu près nu parcourant les rues de Londres pendant la peste de 1665, et exhortant le peuple à la pénitence. L'exécution et la composition sont pleines d'une sombre énergie. Enfin, au nombre des nouveaux exposants, il en est un que je ne puis oublier: c'est le comte d'Orsay, notre brillant et spirituel compatriote, qui ne se contente pas d'être le roi de la mode à Londres, et qui est encore un artiste applaudi.

Sir William Allan a exposé un tableau qui a naturellement un grand succès; il est ainsi désigné sur le livret : *Waterloo,* 18 *juin* 1815, *sept heures et demie du soir*. C'est une bataille dans le genre de Bellangé. Le moment choisi, dit toujours le livret, est celui où Napoléon tente un dernier effort pour tourner la gauche de l'armée alliée. Le centre du tableau est occupé par une colonne de la garde impériale, qui marche à l'attaque sous les ordres du maréchal Ney; cette colonne est foudroyée de front par une batterie et attaquée en même temps à droite et à gauche par deux brigades de l'armée anglaise. Sur le devant du tableau est l'empereur avec son état-major; le duc de Wellington paraît à peine dans le fond, sur une position défendue de toutes parts par l'artillerie. Je cite cette composition parce qu'elle me paraît caractéristique. En France, quand nous représentons une victoire, nous mettons le général français sur le premier plan, s'exposant bravement à tous les dangers, et nous nous gardons bien de montrer les troupes françaises attaquant l'ennemi au nombre de trois contre un. En Angleterre, on entend autrement la fierté nationale, et on a raison : on grossit l'obstacle pour élever le succès. Plus il a fallu d'efforts pour réduire la garde impériale, plus il a été beau d'y réussir; plus le vaincu est grand, plus le vainqueur le sera. C'est le même sentiment qui a fait faire

une réception si brillante et si populaire au maréchal Soult. Le duc de Wellington ne s'y est pas trompé; il a acheté le tableau. A sa place, un général français se serait cru presque insulté.

J'ai remarqué une autre toile qui n'a certes que bien peu de mérite comme œuvre d'art, mais qui est curieuse aussi comme souvenir historique. C'est une soirée chez sir Joshua Reynolds; là sont les portraits de tous les principaux contemporains de l'illustre artiste, le grand orateur Burke, Horace Walpole, l'ami de Mme Dudeffant. la spirituelle lady Montague, l'universel docteur Johnson, David Garrick et mistress Siddons, ce couple souverain du théâtre, l'aimable auteur du *Vicaire de Wakefield,* Olivier Goldsmith, les lords Mulgrave et Burghers, enfin tout le XVIIIe siècle anglais, et dans le nombre miss Burney, depuis Mme d'Arblay, dont les mémoires, récemment publiés, sont pleins de détails intimes sur cette époque. Les Anglais aiment beaucoup en général ces résurrections d'une société tout entière; on ne saurait en choisir une plus intéressante. Cette période, qui a précédé immédiatement la révolution française, a plus d'importance qu'on ne paraît le croire communément. Elle a préparé tout ce qui a suivi. Les temps de critique et d'examen sont moins brillants que les temps de création, mais ce sont eux qui sèment, les autres recueillent. L'Angleterre littéraire et politique de Pitt, de Fox, de Scott et de Byron, est fille de l'Angleterre raisonneuse de Burke, de Walpole, de Johnson et de Garrick. La société anglaise d'alors eut même beaucoup d'influence sur la direction des idées en France; c'était le moment où ce qu'on a appelé l'*anglomanie* commençait à se répandre à la cour de Versailles.

Enfin nous arrivons au meilleur tableau de cette exposition, sans comparaison possible avec aucun autre, le grand tableau de Landseer. Edwin Landseer est évidemment le premier artiste vivant de la Grande-Bretagne. Son tableau de cette année sort un peu de son genre habituel, mais il y touche encore par les points essentiels. C'est un portrait de l'*honorable* Ashley Ponsonby, comme dit le livret. Cet *honorable* est un enfant de douze à quatorze ans (on donne en Angleterre l'épithète d'honorable à tous les fils de lords), monté sur un poney et suivi de deux chiens. Le talent de Landseer pour donner de l'expression aux animaux se montre tout entier dans cette scène. Le cheval a un air intelligent et fidèle; les chiens vivent familièrement avec lui, et tous trois ont l'air de s'entendre parfaitement pour aimer et protéger leur jeune maître. L'enfant a déjà tout l'orgueil de la noblesse sur le front ; il a laissé tomber son bonnet écossais, qu'un des chiens porte dans sa gueule, et sa blonde tête est exposée nue à l'air fortifiant des campagnes. Il est vêtu de velours rouge comme le célèbre enfant de Lawrence; ses jambes sont couvertes de fortes guêtres qui lui ont servi pour marcher dans la rosée des prairies et dans les broussailles des bois ; derrière sa selle pendent deux lapins morts, fruit de sa chasse matinale. Autour de lui, le paysage est calme et le ciel couvert; c'est un bon temps et un beau pays de chasse. Il est difficile de rendre tout ce qu'il y a de poésie dans cet ensemble. Si l'on n'y retrouve pas l'inexplicable effet de regard et d'attitude du jeune Lambton, cet autre *honorable* du même âge, on y sent plus de bonhomie et de vérité. C'est la nature et la vie anglaise prises sur le fait, c'est le goût de la chasse, des chevaux et des chiens déjà personnifié dans l'enfance, l'enfance qui est si belle en Angleterre!

Ce tableau capital n'a pas, je ne sais pourquoi, tout le succès qu'il mérite. On lui préfère assez généralement à Londres un *Agar et Ismaël* d'Eastlake, qui est placé immédiatement à côté, et qui me paraît bien inférieur. Je n'ai pas besoin de

dire que les portraits abondent au salon. L'Angleterre est le pays des portraits. Tous les trois royaumes sont là, lords et ladies, baronnets et esquires, charmantes *miss* et révérends docteurs, les M. P. (membres du parlement), les R. N. (marine royale), les M. A. (membres de l'académie), etc., etc., sans en excepter Dwarkanaut Tagore, ce banquier hindou fabuleusement riche, qui a été tant à la mode l'année dernière dans les salons de Londres, et qui a été si mal reçu depuis par ses compatriotes pour avoir eu commerce avec des chrétiens. Le portrait de la reine est, suivant l'usage, répété de tous les côtés; les deux premiers portraitistes actuels de Londres, MM. Shee et Grant, ont fait chacun le leur, mais sans beaucoup de succès. Le meilleur portrait de *Her Majesty* est encore celui de Winterhalter. Parmi les autres portraits de M. Grant, on distingue celui de lord Wharncliffe, président du conseil privé, une grande toile assez bien couverte, et ce qu'il y a de mieux, en effet, dans cette galerie de personnages de tous les rangs et de toutes les conditions. Quant à M. Shee, ou, pour parler plus exactement, sir Martin Archer Shee, il est président de l'Académie royale et chevalier. Voilà tout ce qu'on en peut dire. Il a un talent convenable et qui ne paraît pas trop au-dessous de sa position, quand on oublie qu'il a succédé à sir Thomas Lawrence.

A propos de l'Académie royale, je dois dire que les plaintes qui s'élèvent tous les ans à Paris contre le jury d'exposition se renouvellent à Londres contre l'académie, et avec plus de force que chez nous. La chose est plus grave à Londres, car l'académie pourrait, à la rigueur, fermer les portes de la galerie nationale à quiconque n'est pas de ses quarante membres ou de ses vingt associés. Ces sortes d'établissements ont, en Angleterre, un caractère privé qu'ils n'ont pas ici. L'académie est une association comme une autre, qui fait son exposition à ses frais; on s'en aperçoit en payant à la porte le schelling de rigueur. Elle n'admet les étrangers à exposer que parce qu'elle le trouve bon; que ce soit par vrai libéralisme ou par spéculation, peu importe; elle n'en a pas moins un droit absolu d'exclusion sur tout ce qu'on lui présente. Il est vrai qu'elle use modérément de ce privilége. Le nombre des exposants en 1843 est d'environ huit cents, et le nombre des ouvrages exposés est de près du double. De pareils chiffres ne sont guère conciliables avec les reproches de monopole qu'on adresse à l'académie. On a essayé plusieurs fois de faire une exposition en dehors de celle de la *Galerie nationale*, mais cette tentative n'a pas beaucoup mieux réussi à Londres qu'à Paris. Faut-il en conclure que tout est pour le mieux? Je n'en sais rien, et je ne me charge pas de résoudre cette difficulté, qui se débattra tant qu'il y aura au monde des artistes et des juges.

Quand on entre dans la galerie de sculpture, on est frappé au premier abord de la quantité de bustes qu'elle renferme. Toujours la manie des portraits. Malheureusement aucun de ces bustes ne mérite d'être cité. Il n'en est pas de même de quelques statues en marbre de M. Baily. M. Baily est un sculpteur gracieux et habile. Sa statue du docteur Wood a le tort de trop rappeler celle de Watt, par Chantrey, qui orne une des chapelles de Westminster; mais ses deux figures d'Hélène et de Psyché sont pleines de charme et d'élégance. On ne rend pas assez justice, en général, à la statuaire anglaise. Flaxman était le digne rival de Canova, et Chantrey, qui vient de mourir, a laissé quelques monuments admirables. M. Baily n'est pas indigne d'être cité après ces maîtres. Quant à l'architecture, dont les plans occupent une salle particulière, elle est toujours au même point de stérilité. Seulement la mode a changé. Naguère on n'aimait que le genre grec; tout ce qui se bâtissait à

Londres offrait une série interminable de colonnades et de frontons. Aujourd'hui c'est le genre gothique qui prévaut, ce qu'on appelle en Angleterre le style *tudor*, par allusion aux monuments du temps de Henri VII, comme la chapelle de Westminster. Le nouveau palais du parlement, dont l'immense façade se développe déjà le long de la Tamise, est construit dans le style *tudor*. Il n'en faut pas davantage pour que tout le monde adopte ce style. C'est à qui aura un château ou une maison avec des tourelles, des ogives élancées, des trèfles, des colonnettes, et tous les ornements du gothique le plus fleuri.

A côté du local occupé par l'Académie royale de musique et de sculpture est celui de la société des peintres d'aquarelles. Là s'ouvre une autre exhibition qui ne contient guère moins de quatre cents ouvrages. On y retrouve cette année tous les noms déjà connus pour leurs succès dans ce genre : Copley Fielding, avec ses grandes vues recueillies dans toute l'Europe, et qui rendent les dégradations de l'horizon avec un art si délicat ; Nash, avec ses intérieurs de vieux châteaux et de vieilles abbayes, aux détails si curieusement travaillés et à la lumière si bien distribuée ; Prout, avec ses rues et ses places publiques des villes les plus pittoresques du continent, Venise, Nuremberg, Munich, Rome, Rouen, Vérone ; Hunt, avec ses figures populaires ; Bartholomew, avec ses fleurs et ses fruits ; de Wint, avec ses paysages nationaux ; Cattermole, avec ses scènes animées : je ne pourrais les nommer tous. Sur cette salle plane le souvenir de Bonington, comme celui de Lawrence sur les portraits, celui de Chantrey sur les statues, celui de Wilkie sur les tableaux de genre, et la mémoire de ce grand artiste jette bien quelque ombre sur ses successeurs. Le spectacle des aquarelles n'en est pas moins, dans son ensemble, plus satisfaisant que celui des tableaux. L'art paraît stationnaire, ce qui n'est jamais un très-bon signe, mais ce qui suffit pour le moment. Il y a à l'autre bout de Pall-Mall une autre société de *Water colours*, mais j'avoue que je ne l'ai pas vue. Celle dont je viens de parler est la plus ancienne et la plus estimée. Presque tout ce qu'elle contient a été déjà acheté par les amateurs.

Tel est en somme l'état des arts en Angleterre, autant du moins qu'on peut en juger par un rapide coup d'œil jeté sur deux mille ouvrages. La moyenne des talents est sensiblement au-dessous de ce qu'elle est chez nous, et le nombre des artistes éminents est aussi moins considérable. Quand on a nommé Landseer et peut-être Baily, on a tout dit. Il est vrai que les arts n'ont pas en Angleterre les mêmes encouragements que chez nous. La grande peinture est tout à fait abandonnée, faute de commandes. L'état ne dépense rien pour les arts ; la religion nationale a des formes sévères qui repoussent l'imagination. Il n'y a donc de ressources que pour les paysages, les tableaux de salon, les portraits, genres faciles qui provoquent une concurrence énorme, et qui conduisent au métier par une pente à peu près irrésistible. On parle d'un projet qui serait une bien bonne fortune pour les artistes anglais. Il est question de décorer magnifiquement les salles du nouveau parlement. Voilà certes une belle occasion pour se montrer. De tout temps, la décoration d'un grand édifice public a marqué un pas dans l'histoire des arts d'un pays. Déjà, dit-on, beaucoup se préparent. Nous verrons bien alors si c'est l'occasion seule qui manque aux Anglais pour produire des œuvres d'un grand style. En attendant, l'exemple du salon de 1843 autorise à dire que l'art anglais n'est pas en progrès.

Les sociétés de beaux-arts ne sont pas les seules qui montrent leurs résultats au public à cette époque de l'année. Il en est d'autres qui ouvrent aussi des exhibi-

tions non moins intéressantes et non moins recherchées. Telle est, par exemple, la société d'horticulture, dont le jardin est à Chiswick, à deux lieues de Londres. Tout à Londres est matière à société. Ce qui est en France fondation publique est exécuté en Angleterre par une association de souscripteurs. Le jardin zoologique de Regent's-Park, qui contient plus d'animaux rares que notre Jardin-des-Plantes, appartient à la société zoologique. Il y a de même une société géologique. une société asiatique, une société linnéenne, une société d'antiquaires, etc. La plupart de ces sociétés sont fort riches, tant par le nombre de leurs souscripteurs que par les autres sources de revenu qu'elles savent se créer. La société d'horticulture est une des plus florissantes; elle a pour président le duc de Devonshire. Le droit d'entrée dans les jardins de Chiswick, le jour de l'exposition, se paie très-cher Une foule élégante s'y porte cependant, et on m'a assuré qu'il se fait quelquefois, ce jour-là, jusqu'à cent mille francs de recette. Il est en effet difficile de rien voir de plus délicieux que ce vaste tapis vert semé d'arbres rares, et où s'élèvent de distance en distance des tentes immenses remplies de fleurs. Là s'étalent les merveilleux produits de cette grande horticulture anglaise, qui exploite le monde entier par ses correspondances. qui a ses journaux, ses voyageurs, ses concours, et qui remue tous les ans plusieurs millions. La grande serre de Chiswick est surtout admirable; c'est un immense palais de verre où les arbres des pays chauds peuvent prendre tout leur développement, et que décorent ce jour-là de véritables montagnes de fleurs éclatantes. Des milliers de promeneurs errent sur la pelouse, autour de ces serres et de ces tentes. au milieu de ces massifs d'arbres verdoyants, pendant que la musique des deux régiments de la garde joue des airs nationaux.

Quant aux sociétés qui n'ont pas d'aussi jolies choses à montrer, elles fêtent aussi le mois de mai à leur manière, par des dîners publics et des *meetings*. Toute association en Angleterre a au moins un grand dîner par an. J'ai assisté à un de ces banquets annuels; c'était celui de la société établie pour venir au secours des hommes de lettres malheureux et qu'on appelle *Literary Fund,* institution excellente et qu'il serait bien utile de transporter en France. Il y avait environ cent cinquante convives, presque tous littérateurs ou artistes; on en compte souvent beaucoup plus. L'année dernière, la séance avait été présidée par le prince Albert; cette année, le président a été le duc de Sutherland. Les tables avaient été dressées dans une belle salle de la taverne des francs-maçons qui sert habituellement à cet usage. Après dîner, on a entendu le rapport sur les opérations de la société pendant l'année. Deux souverains, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, avaient envoyé des souscriptions. Le président a porté la santé de ces deux princes, et les ministres de Russie et de Prusse, MM. de Brunow et de Bunsen, qui étaient du nombre des convives, ont répondu au milieu des applaudissements universels. J'ai regretté de ne pas voir le nom de la France parmi les pays étrangers qui avaient souscrit. Quand il s'agit de protection pour l'intelligence, la France devrait toujours être en première ligne. Après les toasts pour les monarques donateurs sont venus ceux pour les principaux littérateurs présents et pour les principaux genres littéraires. Chacun remerciait à son tour; c'est le savant et respectable M. Hallam qui a répondu au nom des historiens. Ces toasts, qu'accompagnent de bruyants hourras, remplissent ordinairement toute la soirée.

La moquerie française fera sur ces réunions mangeantes toutes les plaisanteries qu'il lui plaira, la société du *Literary Fund* ne dîne pas seulement : depuis cin-

quante-quatre ans qu'elle existe, elle a fait beaucoup de bien, et elle en fait encore beaucoup tous les jours. Dans le courant de la seule année 1842, elle a distribué à des écrivains indigents ou à leurs familles pour plus de trente mille francs de secours. Or, il n'est pas douteux que le dîner annuel ne soit pour beaucoup dans la conservation de l'institution. Ce dîner a été présidé successivement par des princes du sang et par les plus grands seigneurs de l'Angleterre; il sert à établir entre les littérateurs et les artistes qui composent la société des relations cordiales et fraternelles. L'usage des toasts et des remercîments qui les suivent a évidemment pour but d'amener les plus distingués des convives à entretenir successivement l'assemblée, ce qui double l'intérêt de curiosité. Les autres sociétés qui ont des dîners anniversaires, comme le *Literary Fund*, s'en trouvent également bien. Quant aux *meetings*, ils ont un autre but qu'ils ne remplissent pas moins. Ce que les dîners sont pour le maintien des fondations, les *meetings* le sont pour la propagande; ce sont les sociétés religieuses ou politiques qui se servent de ce moyen puissant pour vulgariser leurs doctrines, et on sait à quels résultats considérables elles arrivent quelquefois.

Chaque jour, pendant toute la durée du mois de mai, c'était un *meeting* nouveau de quelqu'une de ces sociétés. La grande salle d'Exeter-Hall, près du Strand, ou la salle du commerce nouvellement élevée dans la Cité, sont le siége ordinaire de ces réunions curieuses. On y a vu successivement la société des missionnaires wesleyens, la société des missionnaires anglicans, la fameuse société biblique, la société de tempérance, et une foule d'autres. Là aussi les plus hauts personnages du pays sont appelés à la présidence, et bien peu d'entre eux déclinent cet honneur. Parmi les présidents ont figuré, cette année, lord Chichester, l'évêque de Londres, lord Morpeth, lord John Russell, l'évêque de Winchester, lord Cholmondeley, lord Ashley, lord Carnavon, l'évêque de Norwich, l'évêque de Salisbury, etc. Les journaux contiennent le lendemain un compte-rendu détaillé de ces assemblées, et les discours qui s'y tiennent, les rapports qui y sont lus, retentissent quelquefois dans toute l'Europe. C'est dans un *meeting* de ce genre que se sont élevées les réclamations passionnées du protestantisme anglais contre l'occupation des îles Marquises par les Français et l'introduction de missionnaires catholiques dans les îles de la Société; c'est dans un autre qu'on a pu apprendre avec étonnement quels efforts inouïs fait la société biblique pour répandre la Bible dans le monde, et quel nombre immense d'exemplaires du saint livre inonde par elle les deux continents.

Au premier rang de ces associations actives, marche sans comparaison l'association pour la liberté de commerce, qui porte le nom de *ligue contre les lois sur les céréales (anti-corn law league)*. Celle-là a tenu à elle seule presque autant de *meetings* que toutes les autres ensemble; elle en a un à peu près tous les jours. L'orateur habituel de ces réunions est M. Cobden, membre du parlement, qui ne manque pas d'une certaine éloquence populaire. Les journaux annoncent ordinairement la veille l'heure de l'ouverture du *meeting;* de tous côtés, des affiches placardées dans la ville invitent le peuple à y assister. A l'heure dite, le président s'assied au fauteuil, la foule remplit la salle, l'orateur prononce un discours, le peuple applaudit et s'en va; le lendemain, on recommence. C'est ainsi que se sont accomplies les plus grandes révolutions dans l'état politique de l'Angleterre. On n'obtient rien dans ce pays que par la patience ; une prédication continue, incessante, est le seul moyen de répandre dans le public les idées nouvelles ; les journaux n'y suffiraient pas. Les Anglais sont pour l'habitude ce que nous sommes pour la nouveauté ; ils

ont besoin d'être habitués de longue main à une idée pour s'y attacher. Les frais de ces *agitations* sont couverts par des souscriptions volontaires, et les progrès que fait la doctrine sont ordinairement appréciés par le progrès des souscriptions. Ainsi, la ligue contre la loi sur les céréales gagne du terrain, car les recettes augmentent, et avec les recettes les moyens de propagation. Sur tous les points de l'Angleterre, elle tient des *meetings*.

Ceci nous amène à la politique proprement dite. Il est difficile de parler une heure en Angleterre sans s'occuper de politique. Les affaires publiques jouent un rôle considérable dans la vie de tout Anglais. C'est par là qu'ils sont grands, admirables, et véritablement supérieurs à tout le reste de l'Europe. Nous avons beaucoup de chemin à faire pour arriver à cette étroite communauté d'intérêts et de pensées qui fait que les affaires de tous sont bien réellement celles de chacun. Un gouvernement libre n'est qu'une grande association dont tous les membres ont un droit égal et une valeur propre; c'est ce que les Anglais comprennent parfaitement. Les citoyens savent très-bien dans ce pays-là que, si les choses vont mal, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, et ils agissent comme des gens qui ont sérieusement la responsabilité de leur propre destinée. Il ne vient à l'idée de personne d'attribuer à je ne sais quel pouvoir occulte et imaginaire ce qui est le produit de la volonté nationale, manifestée par ses organes réguliers. L'état n'est pas distinct de ceux qui le composent, et le gouvernement n'est pas autre chose, pour tout le monde, que la majorité. Quand en serons-nous là en France? Quand rendrons-nous justice à nos institutions? Quand saurons-nous que ce qui nous arrive désormais de bon ou de mauvais, nous le devons à nous-mêmes. à nous seuls, et que, si nous voulons être bien conduits, c'est à nous de prendre la bonne voie? Le jour où nous en serons venus là, nous serons le plus puissant peuple du monde, car voyez ce que l'Angleterre a fait avec une population égale à la moitié de la nôtre, avec un génie national moins riche et moins fécond; mais quoi? la nation anglaise était libre quand nous ne l'étions pas, et depuis que nous le sommes, nous ne voulons pas croire à notre liberté.

On dit quelquefois, pour expliquer la supériorité des Anglais sur nous dans la politique, qu'ils la doivent à la nature aristocratique de leur gouvernement. Je ne crois pas que ce soit exact. La société en Angleterre est aristocratique, le gouvernement ne l'est pas. Quel que soit le respect qui s'attache extérieurement à la chambre des lords, la véritable autorité est dans la chambre des communes; les hommes qui sont à la tête de tous les partis, même du parti tory, sont désignés par le talent, non par la naissance. Sir Robert Peel est le fils d'un marchand, et son successeur désigné, l'homme qui est en ce moment l'espoir du parti conservateur, M. Gladstone, a la même origine. Ce n'est pas à cause de son aristocratie, mais malgré son aristocratie, que l'Angleterre est un grand et fort pays. L'unique principe de sa puissance est la liberté de discussion. Donnez-moi, disait Burke, une royauté tyrannique, une aristocratie corrompue, un peuple avili, mais laissez-moi la liberté de discussion, et tout ira bien; le mot est profond et vrai. C'est par la liberté de discussion que l'Angleterre a corrigé, peu à peu, les défauts de sa constitution aristocratique, et qu'elle arrivera quelque jour à s'en débarrasser complétement; c'est par la liberté de discussion qu'elle a créé son esprit public, ses mœurs politiques, sa richesse matérielle, sa puissance extérieure. Nous devons donc l'atteindre et la dépasser même, car nous avons aujourd'hui le même levier qu'elle, avec l'aristocratie de moins. Déjà, Dieu merci, la liberté porte chez nous des fruits qui frappent

tous les yeux; les Anglais eux-mêmes sont étonnés des progrès immenses que nous avons faits depuis 1815 et surtout depuis 1830. Il ne nous manque plus que cette connaissance de nous-mêmes que le temps seul peut donner.

Certes ce ne sont pas les difficultés qui manquent en ce moment en Angleterre. Il en naît au contraire de toutes parts qui tiennent presque toutes à la conservation des abus et des privilèges aristocratiques. La nation tient tête de sang-froid à ces orages; elle ne sait pas encore comment elle en sortira, mais elle sait qu'elle en sortira, et cela lui suffit. Tous les ressorts de cette puissante machine sont tendus, tous les esprits sont en éveil, mais sans rien perdre de ce calme imposant de la force que de bien autres embarras ne sauraient troubler. Il n'y a pas de plus grand spectacle au monde que celui-là. Plus la société est mauvaise et tourmentée, plus l'instrument de gouvernement paraît solide et beau; la tempête même le fortifie. En voyant de près cette noble confiance des Anglais, on ne peut s'empêcher de la partager. On sent, quoi qu'il arrive, que le libéralisme des institutions sauvera encore une fois le pays. Suivant toute apparence, la crise finira par être plus salutaire que nuisible, en ce qu'elle se terminera par quelque nouveau pas dans la voie de la réforme sociale. C'est toujours par là que finissent les crises en Angleterre depuis longtemps. Ainsi s'accomplira lentement et pacifiquement, sous les auspices de la liberté, la grande révolution nationale, pourvu que les circonstances extérieures ne viennent pas tout compliquer; et cette révolution peut aller bien loin, plus loin qu'on ne croit, sans toucher aux sources de la prospérité du pays, au contraire. Quand la société anglaise serait renversée de fond en comble, quand son système financier serait changé, quand ses colonies seraient perdues, l'Angleterre sera toujours prospère, tant qu'elle conservera ce qui a fait sa gloire, l'habitude de la liberté.

Deux grandes questions, qu'on peut appeler extérieures, préoccupaient tous les esprits à Londres le mois dernier, et continuent encore à y exciter sérieusement l'attention : l'une est la division de l'église d'Écosse, l'autre est l'agitation de l'Irlande pour le rappel. Eh bien! il ne faut pas croire que ces complications, quelque graves qu'elles soient, produisent en Angleterre, sur l'opinion publique, la moitié seulement de l'effet qu'elles produiraient chez nous. Les Anglais ont le caractère plus froid et l'esprit moins prompt que les Français, ils n'ont pas cette vivacité d'imagination qui double le mal présent par la prévoyance du mal à venir; ils sont d'ailleurs habitués depuis des siècles à tous les tumultes de la liberté, et le désordre peut être poussé bien loin avant de les inquiéter. Cette querelle intestine dans l'église d'Écosse, qui aurait pu être partout ailleurs le signal d'une révolution, a été vue avec déplaisir sans doute, avec regret, mais sans une alarme réelle. Chacun pressent vaguement qu'il y aura là une source d'embarras pour l'avenir, car l'histoire politique de l'Écosse est tout entière dans son histoire religieuse, et la question touche de près aux conditions mêmes du traité d'union entre les deux pays. Mais pour le moment d'aussi grosses difficultés ne sont pas soulevées; la séparation du 18 mai s'est effectuée sans désordre matériel; le chef actuel du mouvement, le célèbre docteur Chalmers, a parlé un langage modéré et sage dans l'assemblée de la nouvelle *église libre d'Écosse;* le gouvernement lui-même se montre disposé à faire des ouvertures de conciliation. Le présent semble se calmer; c'est bien. Quant à l'avenir, il prendra soin de lui-même.

L'affaire d'Irlande est autrement grave. Ici, ce n'est plus seulement des principes qu'il s'agit, les conséquences commencent à se montrer, et elles apparaissent redou-

tables. L'Irlande est la plus grande plaie de l'Angleterre; c'est en Irlande que le vieux système de monopole et de privilége a porté ses plus détestables effets. Nul ne peut prévoir où s'arrêtera cette agitation gigantesque qui réunit aujourd'hui des centaines de mille hommes sur les pas d'O'Connell. Whigs et tories s'accusent réciproquement de ce qui se passe; les tories reprochent aux whigs d'avoir fortifié l'Irlande par leurs ménagements; les whigs reprochent aux tories de l'avoir soulevée par leurs menaces, et tous deux ont raison. D'un côté, personne en Angleterre ne veut entendre parler du rappel de l'union; de l'autre, trois millions d'Irlandais le réclament à grands cris. La question paraît insoluble; mais ce n'est pas la première fois qu'elle paraît ainsi. De tout temps, l'Irlande a été une question insoluble pour l'Angleterre. On a essayé successivement de la force et de la modération, rien n'a complétement réussi, mais aussi rien n'a complétement échoné. Ce ne sont que des palliatifs sans doute, mais enfin ce sont des palliatifs. Lequel faut il employer cette fois? On n'en sait rien encore et on attend. Le gouvernement ne prendra un parti que lorsqu'il y sera forcé par les événements et qu'une opinion publique quelconque sera formée en Angleterre sur la question. En attendant, on cherche à deviner ce que veut réellement O'Connell; on sait que c'est un légiste, un avocat, qui ne sortira pas volontairement de la légalité, et on se demande dans quelle espérance il s'est engagé si avant; on se met en mesure de résister par les armes, s'il y a lieu, mais on espère qu'il se présentera quelque biais qui permettra de tout concilier.

Pour aggraver encore cette situation, deux mesures présentées par le ministère ont rencontré dans le parlement une opposition sérieuse; l'une est le bill pour l'éducation des enfants dans les manufactures, l'autre est le bill pour l'introduction des blés du Canada. Ces deux bills sont loin de faire en France le même bruit que les *meetings* irlandais; ils sont cependant bien autrement importants aux yeux des Anglais. Ce sont là les véritables questions intérieures. L'organisation d'un système général d'éducation pour les enfants pauvres est à la fois un des plus pressants besoins et une des plus grandes difficultés de l'Angleterre. Le ministère whig a échoué dans son plan; le ministère tory pourrait bien à son tour échouer dans le sien. Le peu de moyens d'éducation qui existent aujourd'hui ont été établis par les dissidents, et le nouveau bill a pour but de réorganiser les écoles en les mettant sous la direction de l'église et de l'état. Quiconque connaît les passions religieuses de l'Angleterre doit comprendre par ce seul mot quelle violente colère ces clauses ont dû exciter parmi les dissidents. Or, ils sont nombreux, influents et actifs; ce sont eux qui ont forcé le gouvernement à émanciper les noirs. Quant au bill sur le blé, il alarme des intérêts plus puissants encore. Il ne s'agit pour le moment que d'une réduction à peu près insignifiante sur les blés et farines qui proviennent du Canada; mais le parti agricole a vu dans cette réduction ce qu'elle est en effet, une tendance à réduire la protection exagérée qui couvre les céréales nationales, et il n'entend pas raillerie sur ce point. Sir Robert Peel a donc sur les bras en même temps, indépendamment de l'églige d'Écosse et d'O'Connell, et les dissidents qui jettent feu et flamme contre lui au sujet de l'*abominable factories bill*, et une grande portion de son propre parti, qui l'accuse presque de connivence avec les radicaux pour dépouiller les grands propriétaires de leurs revenus.

Cette double querelle a été dans toute sa force pendant le mois de mai. Le bill sur l'éducation n'a pas été discuté en parlement, mais l'agitation contre ce bill a été poussée aussi loin que possible. Treize mille pétitions, portant trois millions

de signatures, ont protesté au nom de la liberté religieuse. En même temps. la question du Canada était agitée dans la chambre des communes. Le ministère a fait de grands efforts pour vaincre la résistance de ses amis; lord Stanley, quoique malade, est venu aux communes prononcer un discours éloquent en faveur de la mesure ; sir Robert Peel a déclaré solennellement, dans une réunion de membres tories. qu'il donnerait sa démission, si le bill ne passait pas. Le bill a passé, mais une défection de plus de quarante voix tories a voté contre, et le ministère n'a dû son succès qu'aux voix des whigs et des radicaux qui se sont joints à lui sur cette question. De tels incidents ne constituent pas une position ministérielle bien forte. Malgré tout cela, sir Robert Peel est encore le maître; il se maintient dans le rôle intermédiaire qu'il a si résolument adopté. Peu importe d'ailleurs. Quand même il tomberait personnellement, sa politique ne périrait pas avec lui.

Voulez-vous voir maintenant le lieu où se passent les scènes politiques, allons à la chambre des communes. J'ai souvent entendu des provinciaux se plaindre à Paris du peu de solennité qu'avaient à leurs yeux les séances de notre chambre des députés Que diraient-ils s'ils voyaient une séance du parlement d'Angleterre? Dans une salle longue et étroite, décorée avec une extrême simplicité, s'étendent deux rangées de bancs à droite et à gauche. Au milieu est une sorte de chaire où s'assied le *speaker* ou président, coiffé de sa célèbre perruque. Devant cette chaire est une table chargée de papiers Sur les bancs, à droite du *speaker,* siégent les ministres et les membres du parti ministériel ; sur les bancs de gauche siége l'opposition. La table sépare les chefs des deux partis. D'un côté, voilà sir Robert Peel, lord Stanley, M. Goulburn, sir James Graham, M. Gladstone, tous les ministres députés; de l'autre, lord John Russell, lord Palmerston, M. Labouchère, M. Baring, M. Macaulay, tous les anciens ministres whigs. La plupart des membres sont arrivés à la chambre à cheval et ont encore la cravache à la main. Tous gardent leur chapeau sur la tête pendant la séance. C'est un mouvement perpétuel d'entrées et de sorties. d'allées et de venues, un bruit de conversations particulières. bien autrement sans façon que chez nous. De petites tribunes sont disposées dans le haut pour le public ; mais, pourvu qu'ils soient accompagnés par un membre, les curieux peuvent entrer dans la chambre même et s'asseoir familièrement parmi les députés. On en est quitte pour sortir quand il y a un vote, c'est-à-dire une *division*.

La séance s'ouvre habituellement à quatre heures. Elle commence par des remises de pétitions et des motions sans importance. La discussion ne s'engage véritablement qu'entre cinq et six. Vers sept heures, les trois quarts des membres sortent pour aller dîner, puis on revient, et la séance se prolonge assez ordinairement jusqu'à onze heures ou minuit. Les formes de la discussion sont très-simples. Chacun parle de sa place et sans demander la parole. Toutes les formalités qu'on a jugées nécessaires en France, pour maintenir l'ordre, n'existent pas. Chacun peut faire, séance tenante, autant de motions qu'il lui plaît, et adresser aux ministres des interpellations sur quoi que ce soit. Les ministres peuvent, à leur gré. ou refuser péremptoirement de répondre, ou répondre immédiatement, ou prendre un délai. Je ne suis pas de ceux qui regrettent que nos chambres n'aient pas adopté la disposition matérielle des chambres anglaises. Cette nécessité de se couper en deux partis bien distincts, qui siégent sur des bancs opposés, n'est pas conciliable avec notre état social. et commence à ne plus l'être avec l'état social d'Angleterre. Ce n'est pas au moment où le besoin des partis intermédiaires se fait jour chez nos voisins, que nous devrions renoncer à ce qui les facilite. Je ne crois pas non plus que l'habitude

de parler de sa place soit bonne à transporter chez nous, elle pourrait amener de la confusion; mais, sous tous les autres rapports, nous n'aurions qu'à gagner à adopter les formes expéditives du parlement anglais ; elles sont autrement vives et naturelles que les nôtres.

L'aspect de la chambre des lords est encore plus simple que celui de la chambre des communes. Les séances de ce corps superbe, où une tête couronnée vient de réclamer sa place, se tiennent dans une salle qui n'est pas plus grande et plus ornée que celle d'un de nos plus modestes tribunaux. La disposition est à peu près la même que dans la chambre des communes. Le sac de laine du lord chancelier est à la même place que la chaire du *speaker;* il n'y a de plus que le trône royal à l'un des bouts, et à l'autre, la barre où comparaissent les communes le jour de l'ouverture du parlement. Dans cet étroit espace, sur ces bancs incommodes, se pressent les hommes les plus riches et les plus considérables du monde entier. Ce vieillard, assis sur les bancs ministériels, avec les jambes allongées, les bras croisés sur sa poitrine, et le chapeau enfoncé sur les yeux, c'est le duc de Wellington; auprès de lui est lord Aberdeen, ministre des affaires étrangères. De l'autre côté, voilà lord Lansdowne, lord Melbourne, lord Clarendon; cet orateur qui parle sur tout et toujours bien, c'est lord Brougham. Les séances des lords sont en général beaucoup plus courtes que celles des communes; la discussion y est encore plus familière. J'y ai vu, entre l'évêque d'Exeter et le lord chancelier, une petite querelle de bonne compagnie qui ne se serait pas passée autrement dans un salon.

Qui le croirait? ce qui a le plus préoccupé la chambre des lords pendant le mois dernier, ce n'est ni l'Irlande, ni l'Écosse, ni même tel ou tel bill ministériel, mais une question d'un tout autre ordre, et dont le simple énoncé surprendra probablement beaucoup. Lady Townshend, femme de lord Townshend, pair d'Angleterre, a eu plusieurs enfants qui passent pour n'être pas légitimes. L'aîné de ces enfants, qui est membre de la chambre des communes, a pris le nom de lord Leicester, titre que porte ordinairement l'héritier de la pairie des Townshend. Un frère du lord, qui hériterait de la pairie si les enfants de lady Townshend n'en héritaient pas, a intenté une action devant la chambre pour faire déclarer l'illégitimité de ces enfants. En conséquence, les lords ont procédé publiquement à la plus singulière des enquêtes. De nombreux témoins ont été entendus, des avocats ont longuement plaidé dans les deux sens, et la chambre a fini par admettre les réclamations de la famille Townshend. Il est à remarquer, pour rendre cette histoire plus caractéristique, que la recherche de la paternité est interdite en Angleterre comme en France devant les tribunaux ordinaires; mais le parlement est au-dessus des lois. Tous les jours, des affaires privées sont portées devant le parlement; lui seul, par exemple, peut prononcer un divorce, car le divorce est une exception aux lois, et le parlement est seul investi du droit de faire de telles exceptions, par le moyen de ce qu'on appelle une loi privée, *private bill.* Le nombre de ces bills privés est considérable en Angleterre. En France, nous n'avons, je crois, que les lettres de grande naturalisation qui aient le caractère de bills privés.

Pour achever cette revue du mois de mai à Londres, il faudrait maintenant raconter quelques promenades dans les environs. Mais qui ne connaît, de réputation au moins, Richmond et Greenwich, Hamptoncourt et Windsor? Qui n'a entendu parler des gracieux aspects que présente la Tamise, à quelques lieues au-dessus de Londres, quand ce fleuve superbe, qui va tout à l'heure porter des milliers de navires, n'est encore qu'une jolie rivière peuplée de cygnes, et dont les eaux claires

serpentent sous les plus beaux ombrages du monde? Qui ne sait quels sont les charmes de cette campagne, où tout est soigné comme dans un parc, et où la richesse printanière des arbres et des haies, véritables prodiges de végétation, fait comprendre pourquoi l'Angleterre est la patrie de la poésie descriptive? Qui ne connaît les salles de Holbein à Hamptoncourt, et celles de Van Dyck à Windsor, ces deux châteaux royaux, dont l'un est si plein du souvenir terrible de Henri VIII, et l'autre de la mélancolique mémoire de Charles I[er]? Qui n'a admiré la position de l'hôpital de Greenwich, au bord de son fleuve, avec cette noble architecture d'Inigo Jones, qui en fait le plus beau monument de l'Angleterre assurément? Les habitants de Londres vont prendre l'air à Greenwich, à Richmond ou à Windsor, comme les bourgeois de Paris vont à Saint-Cloud, à Versailles et à Saint-Germain. L'habitude d'y aller le dimanche commence même à se répandre parmi le peuple, malgré les réclamations des dévots.

Le mois de mai se termine par les courses d'Epsom. C'est le 31 qu'a lieu, tous les ans, la course du Derby, le plus grand événement de l'année en Angleterre. Aucune séance du parlement n'excite la moitié de l'intérêt qui s'attache au Derby. Dès le matin, la route de Londres à Epsom est encombrée de voitures et de cavaliers. Sur une longueur d'environ six lieues de France, c'est une file aussi serrée que dans les rues les plus fréquentées de Londres, à l'heure la plus active de la journée. Soixante ou quatre vingt mille curieux arrivent ainsi sur l'immense plateau où doit se faire la course. Un ordre admirable s'établit comme de soi-même dans cette multitude. Des écuries en plein vent reçoivent les chevaux; les voitures se rangent le long de l'hippodrome et deviennent les loges où chacun se prépare à voir le grand spectacle. Je ne suis pas connaisseur en *sport*, et je ne puis dire si la course de cette année a été belle. Dix-neuf chevaux ont couru, et le gagnant s'appelle *Catherstone;* voilà tout ce que j'en sais. Le prix était de 4,500 louis. Comme le cheval gagnant était le favori, les pertes des parieurs n'ont pas été grandes ; mais j'ai ouï dire que, si le cheval *Gaper,* qui a balancé quelques instants la victoire, avait maintenu son avantage, son propriétaire, lord George Bentinck, aurait gagné 50,000 livres sterling ou plus de 1,200,000 fr. Dès la fin de la course, des pigeons sont lâchés, et des hommes à cheval partent pour annoncer à l'Angleterre entière le nom du vainqueur. On le sait ordinairement à Londres une heure après.

Mais ce n'est pas tout d'aller à Epsom, il faut en revenir. Le retour d'Epsom est un autre genre de course; ce sont alors les postillons et les cochers qui luttent entre eux au grand péril de ceux qu'ils conduisent. D'innombrables accidents arrivent dans le trajet; ce ne sont que traits qui cassent, voitures qui versent, chevaux qui se blessent, n'importe : rien n'arrête le tourbillon. En arrivant à Londres, on trouve la population presque tout entière qui s'est portée le long des avenues de la ville, pour voir le défilé, et qui accompagne les plus intrépides de ses cris et de ses applaudissements. J'ai vu les Anglais gais ce jour-là. On se demande beaucoup en France quels sont les meilleurs moyens d'améliorer les races de chevaux. Il est clair que ce sont les courses. Une journée comme celle d'Epsom, en se renouvelant tous les ans, répand singulièrement dans toutes les classes la passion des chevaux; on en parle longtemps à l'avance, on s'en entretient encore longtemps après. C'est de l'*agitation* pour l'amélioration des races un véritable *meeting*. Qui peut évaluer ce qui se dépense d'argent et d'efforts pour gagner le Derby? Il y avait cette année cent cinquante-six poulains inscrits. Chacun de ces précieux animaux a été élevé avec

un soin infini, et la plupart d'entre eux deviendront infailliblement de très-beaux chevaux. En toutes choses, les grands résultats s'obtiennent en excitant l'intérêt particulier, en provoquant l'amour-propre. Un million dépensé annuellement en France pour prix de courses ferait plus pour le progrès de nos races que tous les haras du monde. L'exemple des courses anglaises ne permet pas d'en douter.

Deux jours après Epsom, j'arrivais à Douvres à sept heures du matin, après avoir vu en passant la cathédrale de Cantorbéry. Cette fois, je me gardai bien de prendre le bateau français, et, après deux heures et demie de traversée, j'arrivais à Calais. La matinée était magnifique; j'avais retrouvé le soleil aux portes de France. La mer, unie comme une glace, ne ressemblait guère à ce que je l'avais vue un mois auparavant. Peu à peu, les côtes blanches et escarpées de l'Angleterre s'abaissèrent, mais sans disparaître, et les côtes basses de France sortirent des eaux. On apercevait très-distinctement les deux rives à la fois. En les voyant si rapprochées et la mer si belle, en me rappelant l'aimable accueil que j'avais reçu, les sympathies que j'avais rencontrées, j'ai fait des vœux pour que beaucoup de Français aillent, chaque année, passer le mois de mai à Londres.

LÉONCE DE LAVERGNE.

LETTRES

SUR LE CLERGÉ.

II.

Y A-T-IL ENCORE DES JÉSUITES ?

Savez-vous, monsieur, la grande nouvelle? Depuis la publication de ma première lettre, les jésuites ont disparu. Auparavant on les rencontrait partout; ils marchaient fièrement, et ils regardaient les gens avec un air adorable de supériorité. Actuellement on n'en voit plus un seul Si vous parlez de ces bons pères, on vous répond que ce sont là des fantômes, qu'il n'y a plus de jésuites, et qu'il ne faut pas se battre contre des moulins à vent. *S'effacer et attendre,* voilà, à ce qu'on assure, le mot d'ordre venu du dehors. Aussi, pendant quelques jours, les rôles ont été intervertis. Tandis que M. de Larochejaquelain déclarait à la chambre des députés qu'il ne croyait plus aux jésuites, dont il n'avait craint l'influence que sous une dynastie qu'il voulait conserver, les chefs du parti légitimiste, à la chambre des pairs, déploraient d'un ton doucereux certaines imprudences de leurs adhérents. On prêchait partout la paix et l'oubli, comme si l'attaque ne fût pas venue de la congrégation. Tant que *l'Univers*, la *Gazette du Midi* et vingt autres journaux ont insulté et calomnié les hommes les plus considérables de la France; tant que M. l'évêque de Chartres et M. l'évêque de Belley ont lancé des mandements contre l'Université, on n'a rien dit; mais quand, depuis les *Débats* jusqu'au *National*, la presse

s'est émue, quand on a senti que le pays était prêt à s'indigner, on a compris la faute que l'on avait commise, et l'on s'est donné l'air de victimes qui allaient être égorgées sur l'autel de la philosophie et de l'Université. Pauvres et innocentes brebis que les auteurs du *Monopole universitaire,* et de bien d'autres libelles semblables! C'est toujours la fable du loup et de l'agneau. Pendant des années entières, la congrégation a dirigé ses violentes diatribes contre des gens qui ne s'occupaient point d'elle, et lorsque enfin quelques réponses fermes, mais polies, sont arrivées à ses oreilles, elle s'est mise à crier à la calomnie et à la persécution. Oh! la bonne et plaisante invention! *Pends-toi, brave Escobar,* tu n'étais pas là!

Que n'a-t-on pas dit contre les leçons que M. Michelet et M. Quinet ont données récemment au collége de France! C'était vraiment l'abomination de la désolation! On demandait la suppression ou tout au moins la suspension de ces cours où l'on avait la hardiesse de démasquer les jésuites. Le gouvernement a résisté à ces perfides conseils, et il a bien fait. Les néo-catholiques ont essayé d'étouffer violemment la voix des professeurs; mais, quand ils ont vu que le gouvernement ne cédait pas, ils ont renoncé à un projet qui aurait pu amener de vives représailles, et l'agitation s'est apaisée. Comment, en effet, M. le ministre de l'instruction publique serait-il intervenu dans cette affaire, lorsque M. le ministre de la justice et des cultes n'a pas cru devoir intervenir dans les prédications qui, depuis plusieurs années, se font, dans tant d'églises de provinces et jusque dans Paris, contre plusieurs professeurs et contre l'Université tout entière?

N'importe, il faut admettre que c'est l'Université qui persécute ses adversaires. Cela est si vrai, que le dernier dimanche de mai, dans une église située au centre de Paris, le prédicateur a demandé charitablement qu'on priât pour les jésuites persécutés et même pour leurs persécuteurs. A ce mot, monsieur, je m'aperçois de ma bévue. J'avais commencé par vous dire qu'il n'y avait plus de jésuites, et voilà que maintenant il faut prier pour leur succès! Ils existent donc? Je ne sais pas comment il s'est fait qu'en retraçant leur marche je me suis égaré avec eux. Voyez un peu ce que c'est de ne pas suivre l'*omnium brevissima* et d'oublier un instant la géométrie! Parlons sérieusement; on a perdu bien vite le souvenir du mot d'ordre. Pendant que M. de Larochejaquelein disait à la chambre qu'il n'y avait plus de jésuites, *l'Ami de la Religion,* mieux informé ou plus hardi qu'on ne pouvait l'être devant les représentants du pays, déclarait que les jésuites existaient chez nous, et que tout le monde le savait (1). Cette déclaration officielle suffirait; d'ailleurs les preuves sont tellement nombreuses qu'un tel aveu devient presque superflu.

Que veut-on dire lorsqu'on affirme qu'il y a des jésuites? Non-seulement on entend par là qu'il existe à Lyon, à Paris et dans beaucoup d'autres villes de France des établissements où se réunissent des ecclésiastiques soumis aux lois de saint Ignace, et qui reconnaissent pour leur supérieur le général des jésuites à Rome, non-seulement on entend que ce sont là les successeurs directs et immédiats de ces jésuites repoussés deux fois de France par les rois *très-chrétiens,* et dont l'ordre fut aboli par Clément XIV aux applaudissements de toute l'Europe; mais on veut exprimer surtout que les jésuites actuels ont les mêmes maximes et la même conduite que les anciens, qu'ils commettent les mêmes fautes et qu'ils présentent les mêmes

(1) « La présence des jésuites parmi nous n'a jamais été un mystère pour personne, » attendu qu'ils ne se cachent point, et qu'ils n'ont aucune raison pour se cacher. » (*L'Ami de la Religion* du 18 mai 1843.)

dangers : de sorte que, si l'on ne connaissait en aucune manière l'ordre auquel appartiennent les ecclésiastiques dont il s'agit, il serait facile de prouver que ce sont là des jésuites, par leurs maximes, par leur conduite, par les discussions qu'ils amènent, par l'oppression qu'ils font peser sur le clergé, par la violence de leur polémique et par les symptômes d'une agitation que leur présence a toujours produite. D'ailleurs, d'où partent ces attaques continuelles contre les libertés de l'église gallicane, si ce n'est de la congrégation? Permettez, monsieur, que j'entre dans quelques détails au sujet de cette démonstration *à posteriori* de l'existence des jésuites.

Considérée dans ses rapports avec la société, toute religion doit avoir principalement pour objet de répandre chez les hommes les idées morales et la pratique de la vertu. C'est, disait Turgot, parce qu'elle est utile, et non parce qu'elle est vraie, qu'une religion est adoptée par l'état. A cet égard, l'utilité du catholicisme bien entendu ne saurait être niée par personne, et l'on a dû généralement reconnaître que les maximes de l'Évangile, si elles étaient rigoureusement pratiquées, nous feraient tous vivre en frères. Si donc, à certaines époques, on voit les peuples chrétiens, agités par des passions religieuses, oublier cet esprit de charité évangélique, si surtout ce sont les chefs, les pasteurs, qui donnent l'exemple de la violence et de l'emportement, il faut penser que la morale de l'Évangile a reçu quelque grave atteinte, et qu'un nouveau principe s'est introduit dans la société. Or, l'histoire est là pour attester que depuis trois siècles la plupart des troubles religieux, des discussions intestines qui ont eu lieu entre catholiques et catholiques, au sujet de la foi, furent suscités par les jésuites. Sans aller chercher au Paraguay ou au Japon le souvenir des batailles livrées par les disciples de saint Ignace, il suffira de jeter un coup d'œil sur l'histoire religieuse de la France, à partir du XVIe siècle. Deux livres qui ont paru récemment, et que le fond et la forme recommandent également au public, font mieux connaître que tout ce qu'on avait écrit jusqu'ici l'action funeste des jésuites sur la société française.

Dans *les Prédicateurs de la Ligue*, M. Labitte a présenté un tableau fidèle des maux incalculables que l'influence des jésuites répandit à cette époque sur la France. Ce livre, rédigé sans passion, mais avec liberté, nous montre la chaire sacrée envahie alors par des énergumènes qui dénonçaient hardiment dans les églises ceux qu'ils ne cessaient d'attaquer dans leurs pamphlets. *Port-Royal* de M. Sainte-Beuve, écrit avec tant de vérité et de finesse, nous montre ces mêmes jésuites, au XVIIe siècle, poursuivant avec un incroyable acharnement des hommes pieux et respectables, s'attaquant à toutes les gloires de la France pour enlever l'enseignement aux solitaires de Port-Royal; car, il ne faut pas l'oublier, ce n'est pas d'aujourd'hui que datent les querelles qu'on suscite à l'Université. Les reproches qu'on adresse à la philosophie spiritualiste ne sont qu'un prétexte, et plusieurs siècles avant qu'il fût question de M. Cousin et de M. Jouffroy, les ordres religieux avaient toujours tenté de s'emparer de l'instruction publique, même lorsque l'Université était ecclésiastique et ne pouvait donner lieu à aucune critique en matière de foi. On connaît, au XIIIe siècle, la grande querelle des ordres mendiants avec l'Université. Plus tard, ce furent les jésuites qui, s'attaquant à ce grand corps, s'efforcèrent, par tous les moyens et sans pouvoir prétexter l'intérêt de la religion, d'accaparer l'instruction. Ce qu'ils avaient obtenu par ruse et par violence, ils se gardèrent bien de vouloir l'accorder à d'autres, et ils firent défendre aux illustres disciples de Saint-Cyran d'enseigner une morale qui ne leur paraissait pure et su-

blime que dans les livres de Sanchez et d'Escobar. Mais je ne veux pas ici anticiper sur un sujet que je réserve pour une autre occasion. En vous rappelant des faits si connus, je n'ai eu d'autre but, monsieur, que de vous fournir un moyen de constater l'existence des jésuites en France par l'observation des mêmes symptômes qu'on avait remarqués dans les siècles passés. Si des ministres de Dieu, oubliant la charité évangélique et le respect que l'on doit aux églises, abusent de la chaire pour calomnier et pour insulter des hommes honorables, pour dénigrer l'Université tout entière; si des ecclésiastiques, si des évêques accumulent dans des pamphlets ou dans des mandements toutes les invectives, toutes les injures contre des professeurs que la France aime et respecte, ne reconnaissez-vous pas à ces marques le même esprit qui anima les prédicateurs de la ligue et qui inspira leurs successeurs? Voilà les jésuites : je les reconnais à leurs œuvres, à l'abus qu'ils font de la parole de Dieu, à leurs violences, au trouble qu'ils jettent dans la société. Et il ne faut pas croire qu'il s'agisse ici de faits déjà oubliés, ni que les partisans de la congrégation aient cru devoir modifier leurs allures. Les faits actuels abondent, et l'on n'a que l'embarras du choix.

Lorsque après les mandements des prélats les plus fougueux de France, après les injures quotidiennes dont les journaux ultrà-catholiques étaient remplis, parut le *Monopole universitaire*, du chanoine Desgarets, toute la presse s'émut des injures et des calomnies renfermées dans cet ouvrage, dont le style rappelle ce que les plumes jésuitiques ont jamais produit de plus déplorable. Pour atténuer l'effet que produisait ce livre, on commença d'abord par répandre tout doucement que c'était là une saillie individuelle; on déplora partout le zèle aveugle qui avait animé l'auteur. A la chambre des pairs, les chefs du parti légitimiste firent allusion à cet ouvrage, et l'archevêque de Paris lui-même, allant visiter un de nos grands établissements universitaires, prononça des paroles que les journaux ont répétées, et qui contenaient un blâme indirect des violences jésuitiques. Or, comme les réponses à ces attaques arrivaient précisément au milieu de ces demi-désaveux, et que d'ailleurs il y avait un nombre incroyable de personnes qui, sans savoir au juste ce qu'elles faisaient ni quels étaient les fils qui les dirigeaient, s'appliquaient à prêcher l'oubli des injures, il en résulta que les gens qu'on avait battus à outrance, et qu'on forçait à se défendre, eurent l'air d'agresseurs. Cependant cette espèce de *paix de l'église* ne fut pas de longue durée. Ceux qui demandent à tout propos la liberté de l'enseignement voulurent étouffer les libres paroles que des hommes de talent et de cœur prononçaient au collége de France : se voyant en trop petit nombre pour en imposer à un immense auditoire, ils battirent en retraite, et les violences recommencèrent de plus belle dans les journaux. *L'Ami de la Religion, l'Univers,* la *Gazette du Midi,* reprirent le cours de leurs invectives habituelles; M. l'évêque de Chartres recommença la série de ses mandements et de ses lettres, et, comme si tout cela était insuffisant, la congrégation vient de faire paraître à Lyon un second pamphlet beaucoup plus virulent que le premier. Ce sont probablement les lauriers cueillis par M. Desgarets qui ont porté l'auteur de ce nouvel écrit à attaquer avec une ardeur sans égale tous ceux qui ne fléchissent pas le genou devant les jésuites. Pour montrer l'excès de l'aveuglement dans lequel l'auteur de ce libelle est tombé, il suffira de dire qu'il poursuit de ses injures un homme que la France entière a entouré de sa vénération, et qui possède la plus solide piété. En s'attaquant à M. Royer-Collard, qu'on avait toujours respecté, ce nouvel athlète a prouvé qu'il voulait se faire distinguer dans son parti par l'étrangeté et la bizarrerie de ses emportements.

Ce n'est pas seulement par leurs actes que les partisans de la congrégation se font reconnaître ; se mettant en révolte ouverte contre l'Évangile, ils foulent aux pieds la charité, et, au lieu de reconnaître leurs erreurs, ils prêchent la persécution, ils veulent légitimer l'emploi de l'injure. Il faut lire à cet égard *l'Univers* du 25 mai dernier, où se trouvent à la fois un grand article sur *le zèle et la modération*, et une lettre du *respectable auteur du Monopole universitaire*. Dans l'article, les rédacteurs de *l'Univers* répondent à leurs amis, « qui s'accrochent à leurs vêtements » pour les retenir, criant qu'ils les compromettent, » que le zèle doit tout excuser. A ceux qui leur recommandent la modération, ils conseillent le zèle, et ils répètent le serment prêté par les chevaliers du Temple, de combattre à outrance les infidèles : exemple admirablement choisi, pour des gens qui font profession d'humilité et de foi; car on sait bien que les templiers furent des modèles de piété, de charité, et de toutes les vertus chrétiennes. Aussi, animé par le souvenir de ces illustres guerriers, *l'Univers* a déclaré, il y a huit jours, qu'il n'accepterait *ni paix ni trève*. Quant à M. Desgarets, il dit dans sa lettre, que s'il y a des injures dans son livre, elles sont une conséquence immédiate et nécessaire des blasphèmes qu'il attribue aux professeurs de l'Université. « D'ailleurs, ajoute-t-il, les mots propres m'ont » toujours paru préférables aux périphrases, et, dès ma jeunesse, j'ai fort goûté ce » vers de Boileau :

« J'appelle un chat un chat, et Rollet un fripon. »

Certes, Boileau est un auteur très-estimable, mais il me semble qu'il existe un livre qui, pour M. le chanoine Desgarets, devrait avoir encore plus d'autorité que les vers de l'auteur du *Lutrin*. Dans cet autre livre, que nous pourrions au besoin faire connaître à l'auteur du *Monopole universitaire*, il est écrit qu'on ne doit pas appeler *raca* son prochain. L'Évangile prêche la charité; les néo-catholiques ne veulent pas respecter ce précepte fondamental : ce ne sont donc pas de véritables chrétiens. Que sont-ils alors? Lisez les œuvres du père Garasse, monsieur, et vous le saurez.

Mais nos adversaires ne peuvent-ils pas se reconnaître à d'autres signes? S'ils voulaient modérer leur *zèle*, s'ils pouvaient, par hypothèse, cesser d'injurier et de calomnier les gens avec lesquels ils sont en discussion, n'y aurait-il plus aucun moyen de les démasquer? Si fait, monsieur; à moins qu'on ne veuille fermer les yeux à la lumière, il est impossible de se laisser tromper. Quand on voit les doctrines décriées du probabilisme et des restrictions mentales se relever en France, quand on rencontre, dans des ouvrages destinés à l'instruction d'une jeunesse qu'il faudrait toujours garantir de la moindre souillure, toutes les infamies, toutes les turpitudes qui donnèrent une si triste célébrité à l'ouvrage de Sanchez, il faut se rendre à l'évidence, et reconnaître que les jésuites sont parmi nous.

Vous connaissez déjà probablement, monsieur, la morale de ces nouveaux casuistes, par des extraits qui ont paru dans les *Débats* et dans d'autres journaux. On y retrouve la plupart des maximes que Pascal avait si victorieusement réfutées dans *les Provinciales*. Ce sont deux ouvrages destinés à l'enseignement dans les séminaires, et dénoncés à la France dans un opuscule publié récemment à Strasbourg sous le titre de *Découvertes d'un Bibliophile*, qui ont fait ouvrir les yeux aux hommes qui ne veulent pas que la véritable morale soit enlacée et étouffée dans des distinctions subtiles et dangereuses. Il faut des lumières surnaturelles, et dont

je me trouve absolument privé, pour se purifier à la source du père Moullet ou de l'abbé Rousselot. Dans un *Compendium* de théologie morale qu'on a adopté dans les séminaires de l'Alsace, l'abbé Moullet énonce les propositions les plus pernicieuses. L'obéissance passive y est prêchée comme un devoir rigoureux. « Le subordonné » obéissant dans une bonne intention à son chef, dit l'auteur de ce livre, agit méri- » toirement, quoique, par le fait, il agisse contre la loi de Dieu. » De cette manière, un supérieur criminel ou dépravé sera certain de plonger dans le crime ou dans la débauche ses subordonnés, qui lui obéiront en toute sûreté de conscience. La théorie du probabilisme, telle qu'elle est enseignée dans cet ouvrage, est subversive de toute société ; elle tend à établir que lorsqu'un homme croit à *peu près* également probable que la loi est bonne ou mauvaise, il peut enfreindre la loi, « car une loi » douteuse et incertaine ne saurait donner lieu à aucune obligation. » — D'où il résulte que, si un voleur n'était pas excessivement persuadé de la justice de la loi qui lui défend d'enlever le bien d'autrui (et le cas pourrait arriver), il ne serait nullement tenu à être honnête homme. C'est probablement pour des motifs semblables que M. Moullet déclare que *les contrebandiers sont exempts de péché et ne sont tenus à aucune restitution.* La théorie des restrictions mentales est exposée par ce théologien dans toute sa pureté. Aussi, après avoir demandé à quoi est tenu un homme qui a prêté serment d'une manière fictive et pour tromper, l'auteur répond que « il n'est tenu à rien en vertu de la religion. »

On ne finirait pas, monsieur, si l'on voulait citer toutes les énormités qui se lisent dans le livre de l'abbé Moullet. Si nous devions nous enfoncer dans cette voie de turpitudes où l'auteur du *Compendium* s'était déjà beaucoup trop avancé, et où l'abbé Rousselot s'est égaré tout à fait, la recette pour commettre un adultère sans se damner mériterait une mention particulière. M. Rousselot, qui est professeur au séminaire de Grenoble, a tiré de la théologie de Saettler tout ce qui est relatif au sixième commandement, en y ajoutant des questions nouvelles et des notes. On croit rêver en lisant ce livre destiné à des jeunes gens *(in gratiam neo-confessariorum et discipulorum)*, et dans lequel les questions les plus hideuses sur la bestialité, sur le vice qu'on ne nomme pas, sont traitées avec un calme, avec une sérénité de conscience, qui étonneraient dans un libertin des plus dépravés. Que dire d'un ouvrage imprimé en 1840 et répandu à profusion par toute la France, dans lequel on traite gravement et sérieusement la question des *incubes* et des *succubes?* Que penser d'un théologien qui, par des *attamen* et des distinctions subtiles, s'efforce d'excuser ou d'atténuer les péchés les plus honteux? L'avortement, action si horrible, est réduit à de telles proportions, que, si la morale de M. Rousselot était adoptée, il se commettrait des milliers de ces crimes tous les jours. Que diraient les mères de famille, si on leur faisait savoir que certains confesseurs apprendront à leurs filles qu'elles sont *absolument maîtresses de leur corps,* et que personne n'a le droit de les empêcher d'en disposer comme bon leur semble ? Voilà pourtant les maximes qu'inculque le professeur de Grenoble, qui s'arrête à discuter si c'est un péché que de porter perruque, et qui croit qu'une femme allant au bal masqué commet une faute presque aussi grave que si elle violait la foi conjugale.

Comme je veux éviter le scandale, je n'entrerai point dans des détails qui seraient révoltants. Je me bornerai à déclarer que c'est là le plus *mauvais livre* que j'aie jamais lu, et que, si de telles maximes pouvaient être adoptées et pratiquées généralement chez nous, le peuple français, si souvent calomnié dans les feuilles ultrà-catholiques, deviendrait la nation la plus corrompue du monde. Il est

impossible de ne pas reconnaître à cet enseignement une compagnie qui, il y a déjà deux siècles, avait confondu toutes les notions du bien et du mal. En voyant reparaître les principes de Sanchez, de Molina, d'Escobar, on peut dire hardiment : Voilà les jésuites !

Aujourd'hui ces maximes sont encore plus dangereuses qu'elles ne l'étaient il y a deux siècles ; car, si alors elles trouvaient un correctif dans cette partie du clergé qui combattait les jésuites, actuellement, loin de repousser de tels livres, on déclare qu'ils sont adoptés partout. M. l'évêque de Chartres en prend la défense, et l'abbé Rousselot, au lieu de se cacher, comme il aurait dû le faire, se pose fièrement dans les journaux, et parle (hypothétiquement il est vrai) de donner des *soufflets* aux rédacteurs du journal des *Débats*. C'est toujours la même morale et la même charité.

Si quelque chose pouvait faire mieux comprendre la nécessité impérieuse de placer par une loi tous les établissements d'instruction sous la surveillance de l'Université, c'est l'effet produit par les extraits insérés dans les journaux de ces deux ouvrages adoptés dans les séminaires. Malgré l'immense danger que l'emploi de ces livres présente, le gouvernement se trouve dénué de moyens pour faire cesser ce scandale. Les évêques, comme de raison, ont pris parti pour le *probabilisme*, et la théorie des restrictions mentales continue d'être enseignée. Il ne restait au ministère qu'à citer l'abbé Rousselot devant les tribunaux pour outrage aux mœurs; mais ce moyen extrême était, il faut le reconnaître, d'un emploi fort délicat, car, en admettant même une condamnation, le livre flétri par les tribunaux aurait très-probablement servi toujours de texte dans l'intérieur des établissements ecclésiastiques où l'autorité civile ne saurait exercer aucune espèce de contrôle, et M. Rousselot, admis aux honneurs du martyre, n'aurait fait que grandir dans l'opinion de ses collègues. Pourtant le gouvernement aurait trouvé dans le verdict du jury une force immense pour demander aux chambres un moyen de pénétrer dans les séminaires et d'en arracher ces catéchismes d'impureté.

Si les preuves alléguées pour démontrer l'existence des jésuites en France n'étaient pas suffisantes, l'ultrà-montanisme qui fait tous les jours de nouveaux progrès dans le clergé, l'horreur profonde que l'on témoigne dans les journaux ultrà-catholiques pour les libertés de l'église gallicane et pour la célèbre déclaration de 1682, œuvre immortelle de Bossuet, prouveraient seuls la présence des jésuites au milieu de nous. Pourquoi faut-il que la congrégation fasse oublier au clergé français ses glorieux précédents? Et pourtant, qu'il le sache bien, c'est uniquement en restant gallican, c'est en repoussant toute suggestion étrangère qu'il pourra reprendre son autorité.

A présent, monsieur, nous avons de quoi convaincre les plus incrédules. Oui, les jésuites sont en France : non-seulement cela résulte de leurs aveux répétés, mais on les reconnaît à leurs œuvres, à la violence de leur polémique, à l'agitation qu'ils répandent dans le pays, à l'oppression qu'ils font peser sur le clergé, à leur morale tant de fois flétrie et qu'ils n'abandonnent jamais, au probabilisme, à leurs célèbres restrictions mentales, à leur aversion contre les libertés de l'église gallicane. Oui, ils sont au milieu de nous, autour de nous; ce sont toujours les mêmes hommes, ils ont les mêmes doctrines, et ils amènent les mêmes dangers. Ceux qui douteraient encore auraient des raisons pour ne pas vouloir se rendre à l'évidence.

Ce ne serait pas assez d'avoir prouvé l'existence des jésuites, si l'on ne pouvait donner aussi quelques renseignements sur leurs forces, sur leurs moyens d'action,

et sur leurs projets ultérieurs. A cet égard, monsieur, je puis vous communiquer quelques faits que j'ai puisés à des sources sûres et dont je crois pouvoir répondre. Le nombre total des jésuites en France, qui, sous la restauration, s'élevait à peine au delà de quatre cents, est aujourd'hui de neuf cents environ. Ils ont presque doublé depuis treize ans. Ils sont établis dans la plupart des diocèses, par petites communautés qui ordinairement se composent d'une vingtaine d'individus au plus. Les maisons de Paris et de Lyon en contiennent seules un plus grand nombre. Voici comment ils procèdent pour s'établir dans une ville. Un beau jour arrive un ecclésiastique, doux, souple, insinuant, et muni de bonnes recommandations. Bientôt il offre de prêcher gratuitement dans l'église principale. Le conseil de fabrique ne demande pas mieux naturellement que d'avoir un prédicateur sans bourse délier. L'offre est acceptée, elle se renouvelle, et le jésuite prolonge son séjour au grand contentement des douairières de l'endroit. Au bout d'un certain temps arrive un camarade, puis un second, puis un troisième; alors on ne peut plus vivre isolément, et l'on demande à l'évêque la permission de se réunir et d'avoir une église. A ce moment, la maison est fondée, elle s'accroît rapidement, et rien ne saurait l'ébranler.

Les maisons de province correspondent avec celles de Paris; elles sont aussi en relation directe avec le général, qui est à Rome. La correspondance des jésuites est organisée d'une manière merveilleuse, et, chaque jour, le général reçoit une foule de rapports qui se contrôlent mutuellement. Cette correspondance, si active, si variée, a pour objet de fournir aux chefs tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin. Il existe dans la maison centrale, à Rome, d'immenses registres où sont inscrits les noms de tous les jésuites, de leurs affiliés et de tous les gens, amis ou ennemis, à qui ils ont affaire. Dans ces registres sont rapportés, sans altération, sans haine, sans passion, les faits relatifs à la vie de chaque individu. C'est là le plus gigantesque recueil biographique qui ait été jamais formé depuis que le monde existe. La conduite d'une femme légère, les fautes cachées d'un homme d'état, sont racontées dans ce livre avec une froide impartialité. Ces biographies sont véritables, parce qu'elles doivent être utiles. Quand on a besoin d'agir sur un individu, on ouvre le livre, et l'on connaît immédiatement sa vie, son caractère, ses qualités, ses défauts, ses projets, sa famille, ses amis, ses liaisons les plus cachées. Concevez-vous, monsieur, toute la supériorité d'action que donne à une compagnie cet immense livre de police qui embrasse le monde entier? Je ne vous parle pas légèrement de ces registres : c'est de quelqu'un qui l'*a vu* et qui connaît parfaitement les jésuites que je tiens ce fait. Il y a là matière à réflexions pour les familles qui admettent facilement dans leur sein des membres d'une communauté où l'étude de la biographie est si habilement exploitée.

Il y a peu de temps qu'un journal quotidien, ayant parlé de la maison que les jésuites ont à Lyon, s'attira quelques plaisanteries au sujet d'une découverte dont, au reste, on ne contestait pas la vérité. Si les jésuites voulaient se tenir dans l'ombre, je m'abstiendrais de les désigner plus particulièrement; mais, puisque nous avons vu qu'ils déclarent *n'avoir aucune raison pour se cacher*, je serai plus explicite, car ici, chose singulière, il ne s'agit pas d'obtenir un aveu des jésuites, qui s'annoncent dans les journaux, dans les églises, partout : il s'agit de démontrer leur existence à des gens qui n'auraient qu'à ouvrir les yeux pour voir. Que les jésuites soient utiles ou dangereux, que leur doctrine soit bonne ou mauvaise, cela peut à la rigueur être sujet à contestation, et puisqu'il y a des évêques qui repoussent *les*

Provinciales, il peut y avoir des gens qui défendent les jésuites ; mais, quant à nier leur existence, cela n'est pas soutenable. Ceux qui, sans sortir de Paris, voudraient s'assurer *de visu* de leur existence, n'auraient qu'à se rendre près du Panthéon, dans la rue des Postes, et là demander au premier passant la maison des jésuites. Tout le monde la leur indiquera. C'est un grand établissement : il y a une magnifique bibliothèque, un beau cabinet de physique, un laboratoire de chimie très-bien garni. Ils ont des professeurs pris dans les sommités de la science, et l'on rencontre parmi ces pères des hommes fort instruits. Ce sont en général des gens de bonne compagnie, liés avec tout le faubourg Saint-Germain, et dirigeant la conscience des plus jolies femmes de Paris. Cette rue des Postes, qui était si déserte autrefois, est devenue le rendez-vous des équipages les plus élégants, depuis que les disciples de saint Ignace ont quitté la rue du Regard pour aller s'installer sur la montagne Sainte-Geneviève.

C'est par les donations surtout que les jésuites se procurent l'argent nécessaire à leurs établissements. Ils ont un grand nombre de prête-noms qui, moyennant quelques indulgences, reçoivent ces donations et les transmettent scrupuleusement à d'autres individus qui ont la confiance de la congrégation ; des contre-lettres mettent les jésuites à l'abri de tous les événements. Les biens qu'ils ont amassés de cette manière sont fort considérables, mais parfois ce n'est pas sans protestation de la part des parents, qu'ils accaparent les dons des personnes pieuses. On parle beaucoup depuis quelque temps d'un très-riche héritage qu'ils auraient recueilli à Lyon. Il paraît, du reste. qu'ils aiment mieux les rentes sur l'état que les immeubles. Les dames du Sacré-Cœur sont pour eux une autre source de revenus abondants, par les aumônes qu'elles savent se procurer dans le monde. Lors de la fondation de l'ordre, saint Ignace, impatienté par les tracasseries que lui suscitaient certaines dames espagnoles dont il avait eu la direction, obtint du pape une bulle portant que jamais les jésuites ne se chargeraient de la direction d'aucune communauté de femmes. Cette règle a été enfreinte dans ces derniers temps par une dérogation expresse, et les dames du Sacré-Cœur, dont les constitutions furent presque calquées sur celles des jésuites, sont dirigées par ces bons pères, qui ont trouvé en elles un utile auxiliaire, et un puissant moyen d'action sur toutes les classes de la société.

Quant au but que se proposent les jésuites, c'est toujours la même chimère : savoir la domination universelle. Établissant d'abord que la gloire de la compagnie est la gloire de Dieu, *et vice versa*, ils arrivent à ne plus voir dans le monde qu'eux seuls et à tout sacrifier à leur gloire, à leur pouvoir. Le bien et le mal n'existent plus d'une manière absolue : ce qui est utile à la compagnie est bien ; ce qui lui nuit est mal. C'est de la meilleure foi du monde qu'ils se sont faits ainsi le centre de toutes choses, et qu'ils se considèrent comme les seuls représentants de Dieu sur la terre. En France, ces idées ne peuvent pas encore se produire au grand jour, mais, dans d'autres pays, où leur domination est plus assurée, ils avouent des prétentions qui nous reportent au siècle de Grégoire VII. Ainsi, il n'y a pas longtemps qu'en Belgique l'archevèque de Malines, créature des jésuites, a demandé sérieusement qu'à l'église le trône du roi Léopold fût abaissé, afin que le chef du clergé se trouvât placé plus haut que le chef de l'état.

Mais je dois m'arrêter, monsieur, car je n'ai pas la prétention d'esquisser un tableau de la situation actuelle des jésuites. Nous savons maintenant, à n'en plus douter, qu'ils existent. Soyons tous sur nos gardes, le peuple, pour repousser, sans

colère, mais avec fermeté, des hommes que déjà, à deux reprises, la France a expulsés de son sein; le clergé, pour résister à des tendances qui le compromettraient gravement, et qui amèneraient infailliblement une réaction déplorable; le gouvernement, pour maintenir envers et contre tous la liberté illimitée de conscience et pour prévenir les causes d'agitation. En définitive, les emportements du parti jésuitique auront profité au pays, et le gouvernement trouvera maintenant plus de facilité pour faire adopter par les chambres une bonne loi sur l'enseignement. M. Villemain nous l'a promise pour l'année prochaine; le moment est favorable, et il faut savoir en profiter. Chacun veut la conservation de la religion, chacun veut que les idées morales soient répandues dans le peuple; mais, tout en désirant la liberté de l'enseignement, la France entière entend que l'éducation se fasse sous la surveillance de l'état, et qu'aucun parti, aucune congrégation ne puisse tenter, sous un prétexte quelconque, de former dans l'ombre des ennemis au pays.

Je vous avais annoncé, monsieur, que dans cette lettre je traiterais de la liberté de l'enseignement. Avant d'entreprendre cette grave question, j'ai dû m'arrêter un instant sur un point incident qu'il était nécessaire d'éclaircir. Délivré de ce soin, je pourrai désormais remplir plus aisément la promesse que je vous avais faite. On verra alors qui, de l'Université ou du clergé, veut le monopole et repousse la liberté.

G. Libri.

REVUE LITTÉRAIRE.

Il est à craindre que le roman ne périsse à notre époque pour avoir régné d'une façon trop exclusive. Du temps de Mme de Sévigné, la classe de lecteurs à qui la frivolité est le plus permise, c'est-à-dire le public même des femmes, se reprochait des heures passées à s'attendrir sur de feintes douleurs et de chimériques aventures. Les plus languissantes duchesses, les plus pétillantes marquises, avaient leur opinion sur les pamphlets théologiques et tenaient à honneur de lire tous les livres d'histoire qui n'étaient pas écrits en latin. C'est après s'être éclairées sur la grâce suffisante, que de belles dames dont les amours entraînaient cependant encore les escalades et les duels, se permettaient de prêter l'oreille aux plaintes de Mandane et aux soupirs de Cyrus. Aussi le roman ressemblait alors au lutin qui se glisse le soir, entre le rouet et le prie-dieu, dans la chambre des filles. Armé de toutes les séductions des êtres maudits et des choses défendues, craint et adoré, il apportait les accents d'un monde d'ardentes délices, où l'on souhaitait en tremblant d'être ravi. De nos jours, le roman a perdu tout le piquant attrait de ses mystérieuses allures; il marche la tête haute, et il n'est point d'intérieurs où il ne s'installe à toutes les heures du jour. C'est un amant changé en mari. Ses entretiens, que ni tuteurs, ni duègnes n'interrompent; ses caresses, dont nul secret remords ne relève la douceur, sont d'une monotonie fatigante. Pourquoi les mœurs en sont-elles venues à ce point, qu'on laisse entrer le matin dans la famille par la porte du journal l'esprit conteur, galant et futile, qui se blottissait jadis en tapinois sous les oreillers? C'est pour ce pauvre esprit lui-même un irréparable malheur; il est devenu radoteur et pesant; il profite de ce qu'on lui permet de parler à son aise pour s'étendre en discours d'une longueur cruelle. Les œuvres d'imagination de ce temps-ci se sont multipliées d'une manière effrayante, et ce n'est pas tout encore. Depuis quelques années, elles prennent de fabuleuses dimensions. Trop de romans et des romans trop longs, voilà ce qui explique la crise littéraire dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

Ce n'est point seulement en France, c'est aussi dans presque tous les pays où il existe une littérature, que le roman se débat contre des appétits gloutons et dédaigneux qu'il a créés et s'épuise maintenant à vouloir satisfaire. En Angleterre, on rit encore des saillies humoristiques de Charles Dickens, mais l'auteur de *Pelham*

périt par une fécondité presque égale à celle de l'auteur des *Mystères de Paris ;* et qu'est devenu ce conteur américain qui, séparé de nous par l'Océan, trouva le moyen de jeter dans nos veillées le bruit de ses forêts? La dernière œuvre de Cooper, *le Feu follet*, est un roman maritime dont la lecture est aussi ennuyeuse qu'un voyage sur mer par un calme plat. Sans intrigue, sans incidents, sans peinture de passions ou de caractères, sans rien enfin qui éveille la curiosité, flatte l'esprit ou fasse battre le cœur, ce triste ouvrage nous promène pendant quatre volumes à travers le plus long et le plus diffus des dialogues. Comment un semblable livre est-il sorti de la plume qui traça le portrait de Bas-de-Cuir? C'est qu'en Amérique, encore plus que chez nous, le vent de l'industrie souffle sur l'art. M. Cooper s'est mis à expédier des romans en Europe comme ses compatriotes y expédient des ballots de sucre ou de coton. Nous éprouvons à constater de semblables faits une tristesse réelle. Il n'est rien dans la vie qui soit d'une mélancolie plus déchirante que de s'ennuyer avec les êtres qui vous charmaient. Dieu garde tous les gens qui aiment de bâiller à la voie qui les faisait pleurer ou sourire! c'est un supplice affreux. Eh bien! ce supplice, les écrivains dont la verve nous a enchantés naguère nous le font connaître en se négligeant. Ceux qui ont encore vivantes dans un coin de leur âme les fraîches et brillantes images des *Pionniers* et de *la Prairie* doivent éprouver un véritable chagrin à parcourir les pages du *Feu follet*. Il est un homme dont l'exemple a été funeste et qui lui-même eût perdu sans doute au régime qu'il s'obstinait à suivre un talent altéré déjà quand la mort vint le frapper : je veux parler de l'admirable romancier qui nous a donné *le Monastère, Rob-Roy* et *Redgauntlet*. Des gens qui font ou ne font point le métier d'écrire, c'est un point que nous ignorons complétement et que leur style éclaircit fort peu, ont conçu la singulière et profane idée de prolonger sous son nom l'œuvre industrielle qu'il avait malheureusement entreprise, mais que longtemps encore il eût pu conduire avec plus d'éclat que ses audacieux continuateurs. Semblables à ces marchands qui fabriquent à Paris des vins de Chypre ou de Frontignan, des spéculateurs ont imaginé de produire et de débiter en France des romans de sir Walter Scott. *Allan Cameron* et *Aymé Verd* sont les œuvres qu'ils ont mises au jour. Qu'on nous permette de dire quelques mots de ces deux livres, quoiqu'en vérité nous ignorions presque si les produits de cette nature sont du ressort de l'examen littéraire.

On sait quel sentiment de tendre sympathie sir Walter Scott avait pour la cause des Stuarts, quoiqu'il fût lui-même protestant et orangiste. Ses héros n'ont jamais les cheveux coupés qu'à demi. Il ne faut pas qu'une vieille cornemuse écossaise joue trop près de leurs oreilles la marche du roi Charles à Worcester ou à Dunbar, car ils sont tout disposés alors à oublier, comme Waverley, qu'ils ont dans leur poche un brevet signé de Guillaume. L'auteur de *Redgauntlet* a le cœur si profondément imprégné d'un amour instinctif pour tout ce qui tient aux traditions chevaleresques de l'antique royauté, que ses œuvres s'élèvent et s'éclairent toutes les fois qu'elles sont traversées par la figure mélancolique de quelque rejeton des Stuarts. Cependant cet amour, malgré ce qu'il a de vif et d'impérieux, sait toujours se contenir sous un voile, et c'est là même ce qui lui donne son plus grand attrait. On sent chez le romancier étranger ce combat des réflexions positives contre les entraînements voisins de l'illusion et de la rêverie, d'où naissent les situations émouvantes de l'âme. Les auteurs d'*Allan Cameron* se sont emparés du sentiment royaliste de Walter Scott sans en comprendre la grâce discrète et les délicatesses infinies. Imaginez-vous Mme de Sévigné ayant réellement crié : Vive le roi! au

milieu de toute la cour, après avoir dansé un menuet avec Louis XIV, au lieu de n'avoir eu ce cri que dans sa pensée, et vous aurez une idée de la manière dont s'expriment les enthousiasmes jetés dans les pages d'*Allan Cameron*. Une absence complète de mesure et même de convenance dans l'admiration et les haines, voilà ce que présente ce roman apocryphe à la place de ce tact exquis, l'éminente qualité de Walter Scott, celle dont il tirait constamment des effets propres à charmer l'esprit, quelquefois même à toucher le cœur. Ni les détails de l'action, ni ceux du style, ne compensent ce défaut d'intelligence dans la conception du livre. L'action est à la fois languissante et hâtive ; le style est le seul côté par lequel les auteurs du prétendu roman de Walter Scott aient donné quelque apparence de vérité à leur mensonge : il est peu de traductions réelles qui soient plus complétement incolores. *Aymé Verd*, le second produit qui soit sorti de leurs ateliers, n'a pas été fabriqué avec plus d'adresse et de bonheur. *Allan Cameron* était une imitation de *Woodstock*, *Aymé Verd* est une imitation de *Quentin Durward*.

Quand il plaisait au romancier écossais de faire quitter à son imagination les noires cimes de ses montagnes ou les vertes plaines de l'Angleterre pour l'envoyer se jouer sur les riants coteaux de notre pays, il montrait une connaissance beaucoup plus étendue et plus profonde de la France que les Français qui viennent d'usurper son nom. Aspects de lieux, observations de mœurs, rien ne rappelle dans *Aymé Verd* cette merveilleuse plume, qui valait à elle seule le pinceau d'un peintre de paysage et celui d'un peintre d'intérieur. De même que ce livre n'est écrit, pour ainsi dire, dans aucune langue, puisque son style, ainsi que celui d'*Allan Cameron*, se borne à vouloir imiter le style des traductions, de même il semble construit sur une action qui ne se passe dans aucun pays. Aussi ne nous arrêterons-nous point plus longtemps sur deux productions de cette nature. *Aymé Verd* et *Allan Cameron* n'ont d'autre importance que de constater ce funeste mouvement d'industrie qui semble vouloir de plus en plus devenir le caractère honteusement distinctif de la littérature contemporaine. Ces deux ouvrages, qui, au point de vue de l'art, n'exciteraient, s'ils avaient été offerts au public avec franchise et bonne foi, que l'indulgent sourire qu'attirent certaines imitations maladroites des grands maîtres sur les lèvres d'un connaisseur ; ces deux ouvrages, présentés sous le nom de sir Walter Scott avec toute l'impudeur de la spéculation moderne, éveillent au fond du cœur une sorte d'indignation. Rien ne sera-t-il maintenant à l'abri de cet esprit insolent et dévastateur qui, pour accomplir ses desseins, se défait de tout généreux respect? Un malencontreux éditeur n'essayait-il pas, il y a quelques jours, de commettre ce grossier sacrilége, d'achever l'œuvre la plus délicate qui soit jamais sortie des mains de Byron, une œuvre dont des doigts de fée risqueraient d'altérer les contours, en un mot le poëme de *Don Juan?* Ainsi que l'on fait pénétrer dans les retraites verdoyantes d'un parc, à travers les fiers peupliers et les saules rêveurs, la ligne brutale d'un chemin de fer, on envahit, pour y entreprendre de bruyants travaux, le domaine paisible et sacré où repose la mémoire d'un poëte. Horace meurt en disant qu'il a élevé un monument d'airain à la postérité. Des spéculateurs, pour débiter les moellons qu'ils tirent de leurs carrières, couronneront le sommet de l'élégant édifice d'un chapiteau de plâtre. Voilà qui est intolérable. Nous nous sommes élevés bien des fois contre ceux qui abusent de leur propre renommée ; que doit-on penser des gens qui compromettent dans leurs manœuvres commerciales des réputations étrangères?

Les auteurs d'*Allan Cameron* et d'*Aymé Verd* nous ont fait connaître un genre

de spéculation nouvelle; M. Frédéric Soulié nous ramène aux spéculations ordinaires de la littérature industrielle. *Le Château des Pyrénées,* l'un de ses plus récents ouvrages, est tout simplement un roman fort long (il se compose de cinq volumes), qui semble écrit pour le public des théâtres du boulevard. Ce château des Pyrénées, ainsi qu'on le suppose sans peine, est tout rempli de terreur et de mystère. Il a des cachots où jamais autre lumière que celle des torches et des lanternes sourdes n'a fait glisser de rayon; il a des tourelles qui frappent au loin l'esprit du voyageur d'une impression plus funèbre que les longs bras du gibet, et enfin il renferme sous le pavé humide de ses cours des souterrains regorgeant de pierreries et d'or comme une caverne des *Mille et Une Nuits*. Jugez de l'action elle-même d'après les lieux où elle se passe. Dès le premier volume, les prisonniers, les juges et les assassins entrent en scène et se gourmandent dans des dialogues mêlés de bruits de chaînes, et interrompus par des coups de poignard. Entre tous ces hommes effrayants, dans ces épaisses ténèbres, apparaissent çà et là quelques blanches héroïnes cherchant contre des violences de toute nature un refuge au pied des crucifix. Puis on voit des enfants abandonnés, des bergers qui ne se doutent pas qu'ils sont fils de princes, des princes cachés sous des habits de bergers. Quatre volumes tout entiers contiennent les efforts désespérés que font ces mystérieux personnages pour débrouiller les inextricables énigmes de leurs destinées; enfin, au dernier chapitre du tome cinquième, la mort fait avec sa faux ce qu'Alexandre fit avec son épée; elle dénoue en les coupant tous les nœuds qui unissent ces êtres divers les uns aux autres. La tombe s'ouvre également pour le traître et pour l'homme vertueux, pour la femme pure et pour la femme coupable. La toile baisse au moment où finit ce long drame sur un nombre prodigieux de cadavres dont chacun porte les marques d'un genre différent de trépas. Mais à présent, pourquoi tous ces gens-là se sont-ils tués ? Quels intérêts, quelles passions remplissaient leur cœur de si profonds désespoirs et de si implacables haines? Pourquoi, pendant le cours de ces cinq volumes, les hommes ont-ils rugi, les femmes ont-elles pleuré ? Voilà ce qu'il nous serait très-difficile d'expliquer. Le critique Geoffroy, qui faisait sur le théâtre de Racine comparé à celui d'Euripide des dissertations très-ingénieuses et très-savantes, allait quelquefois, pour obéir aux nécessités de son métier, entendre un de ces interminables mélodrames dont l'obscurité est traditionnelle sur la scène des boulevards. Un jour qu'il avait été assisté à une de ces représentations excentriques, au lieu de l'analyse de la pièce il écrivit simplement en rentrant chez lui pour son article du lendemain quelques bribes de l'étrange prose qui avait frappé ses oreilles. Je crois que rien ne pouvait donner une idée plus exacte du mélodrame dont Geoffroy voulait rendre compte, que ces citations, par cela même qu'elles avaient de décousu. Qu'on nous permette d'appliquer un instant au roman de M. Soulié le procédé dont s'est servi avec succès le critique du *Journal de l'Empire*. Un des personnages du *Château des Pyrénées* s'adresse à deux vieillards dont l'un vient de lui déclarer qu'il est son père : « Vous êtes, leur crie-t-il, deux vieux scélérats. — Misérable! dit Pastourel. — Monsieur, fit d'Auterive avec colère, il se sert de termes peu séants, mais il a raison... — Il a raison, s'écria Barati, ton fils a raison. Giacomo... — Tu devrais savoir, malheureux enfant, reprit Pastourel, que personne ne sort d'ici sans ma volonté; ébranle si tu peux cette porte,... appelle du fond de cette salle d'où personne n'entendra tes cris... Vous êtes armés, messieurs, et je le suis aussi. Voulez-vous essayer à qui demeurera la victoire? Commençons, et la faim vengera dans quelques jours le vaincu de son vainqueur... Pendant ce temps, Barati s'était

baissé et avait ramassé le pistolet que lui avait arraché d'Auterive; mais, au moment où il se dirigeait vers lui, la lampe s'éteignit tout à coup, un bruit horrible et sinistre se fit entendre, la salle parut s'ébranler, et un silence absolu, des ténèbres profondes régnèrent dans cette salle. »

Nous déclarons qu'après avoir lu en conscience tous les chapitres dont se compose le volumineux roman de M. Soulié, nous sommes à peu près dans la situation d'esprit où doivent être ceux qui viennent de lire ce fragment. Nous sommes sûr d'avoir assisté à un drame des plus effrayants, mais ce drame a obstinément gardé pour nous le secret de ses terreurs. Quoique M. Soulié se soit autrefois essayé avec assez de succès, dans *le Lion amoureux* et dans *Un Rêve d'amour*, à l'étude des sentiments intimes, à Dieu ne plaise que nous voulions l'engager à quitter ses histoires pleines de combinaisons et d'intrigues pour des récits comme ceux de Mme de Duras ou de Mme de Souza! On se moque avec raison de ces critiques qui auraient conseillé au Caravage de peindre des bergères et à l'Albane de faire des brigands. L'auteur des *Mémoires du Diable*, sur le théâtre et dans le roman, peut faire mouvoir de fortes machines, et c'est là une qualité qu'on aurait grand tort de traiter dédaigneusement. Toutefois l'esprit de combinaisons ne peut pas exempter un écrivain qui aspire à faire une œuvre de quelque valeur, de soin et de clarté dans le style. La négligence toujours croissante que met M. Soulié à écrire ses interminables ouvrages a fini par empreindre d'un sceau tout à fait vulgaire un talent que sa nature ne garantissait pas assez de la trivialité. La forme et le fond sont tellement inséparables dans le monde de l'art, que les altérations du style se communiquent bien vite à la pensée. *Le Château des Pyrénées* appartient sous tous les rapports à la grande famille des œuvres de la littérature populaire. Il s'adresse à ce public épris du fracas et des ténèbres qui exige de ses poëtes ce qui asservit le vulgaire aux tyrans, c'est-à-dire qui leur demande d'inspirer la terreur et de s'entourer d'un mystère que nul œil ne peut percer.

Il semble que certains romanciers aient pris à tâche de se défaire de la critique en la mettant hors d'haleine par la rapidité de la course où ils l'engagent sur leurs traces. Il n'y a plus d'intervalles entre leurs œuvres. Ces impitoyables conteurs ne donnent point à leur auditoire un moment pour respirer après leurs récits. Une série d'aventures est à peine terminée qu'une autre série commence. Vous entendez encore murmurer à vos oreilles le dernier soupir d'une héroïne qui est sacrifiée ou d'un traître dont on fait justice, qu'une autre héroïne et un autre traître exigent toute la sollicitude de votre intérêt, toutes les forces de votre attention. Presque en même temps que *le Château des Pyrénées*, M. Frédéric Soulié faisait paraître deux romans qui, réunis l'un à l'autre, composent cinq nouveaux volumes. L'un de ces ouvrages, *le Bananier*, aspire à être une étude des mœurs américaines; l'autre, *les Prétendus*, veut être une peinture du monde. Il n'est personne qui n'ait présente à l'esprit quelque description d'un de ces festins de la Rome des Césars, où l'on s'efforçait de réunir sur une table tout ce que le monde entier pouvait offrir de rare et d'inconnu. Pour ces convives qu'à leur attitude nonchalante on croirait ne devoir descendre jamais des lits de pourpre où ils sont étendus, des esclaves nus ont plongé au fond des flots, des hommes armés ont parcouru les profondeurs des forêts. Nos romanciers sont obligés de traiter le public dont ils veulent satisfaire les innombrables et bizarres appétits de la même façon que les amphitryons du temps de Caligula et d'Héliogabale traitaient leurs hôtes. Il faut qu'ils lui servent des mets qui le flattent et s'il se peut, le surprennent par la diversité des lieux qu'ils rappellent

et des images qu'ils évoquent. Hier ils ont été battre les forêts de la Bohême pour revenir avec une histoire de brigands et de vieux châteaux, aujourd'hui ils vont à New-castle ou à Philadelphie pour rapporter un récit de fabriques et d'ouvriers, demain ils visiteront les campagnes qui entourent Paris et Londres, afin de surprendre quelque chronique de villas et d'élégants. Pour que l'esprit ne s'épuise pas à toutes ces excursions et ne finisse point par devenir comme un voyageur blasé qui voit chaque pays qu'il parcourt à travers les noires vapeurs du spleen, il faut qu'il s'y livre avec réserve, en attendant l'heure où l'y entraînent ses seuls instincts. Pressés toujours par des nécessités implacables, les conteurs en titre du public n'apportent point cette retenue dans leur besoin de pérégrination. Leur imagination, éternellement en marche, occupée sans cesse à chercher des aspects nouveaux, se fatigue vite, et n'aperçoit bientôt plus sur tous les objets qu'une même teinte ingrate et uniforme qu'elle est condamnée à reproduire.

Ainsi M. Soulié, en transportant un de ses drames dans les paysages du Nouveau-Monde, ne présente pas à nos yeux une nuance qui les avertisse qu'ils errent sur un horizon inaccoutumé. Vous avez vu quelquefois aux expositions du Louvre de ces peintures désignées au livret sous cette inscription : *Plaine de la Mitidjah*, que vous aviez prises d'abord pour des vues de la plaine Saint-Denis. *Le Bananier* rappelle ces tableaux. Si parmi ses personnages ne figurait pas un grand nombre de nègres, ce roman pourrait aussi bien se passer sur la lisière du bois de Romainville que sur les confins des forêts vierges où s'étalent encore dans une splendeur intacte les primitives merveilles de la création. Le fils d'un négociant du Hâvre a fait un voyage au canton de Matouba, dans la Basse-Terre, pour épouser la fille du correspondant de son père. Ce jeune homme, nommé Clémenceau, est sollicité en faveur des nègres par un sentiment que l'auteur appelle *une philanthropie d'épicier*. Si nous nous sommes résigné à écrire cette expression, c'est qu'elle suffit, nous en sommes convaincu, pour donner une idée complète du livre dans lequel elle se trouve, si complète qu'elle nous dispense même d'une plus ample analyse. On peut juger de la manière dont M. Soulié doit développer une passion qu'il désigne par des termes de cette nature. Et les arguments dont se sert M. Clémenceau pour soutenir ses utopies, et ceux que tous les personnages qu'il rencontre emploient pour détruire ses illusions, toutes les dissertations dont ce roman abonde portent un même caractère de fastidieuse et je dirais volontiers d'irritante vulgarité. Quand les écrivains doués de l'imagination la plus élevée, de la plus mordante verve, de la plus entraînante éloquence, viennent échouer presque tous dans cette périlleuse entreprise du roman social, on peut facilement comprendre quels résultats a obtenus la tentative de M. Frédéric Soulié. Je ne sais point, même en pensant au livre immortel de Cervantes, s'il pourrait exister un récit romanesque aux proportions assez vastes et assez puissamment combinées pour contenir cette grande question de l'esclavage, qui tient encore incertaine à l'heure qu'il est la conscience des nations civilisées. Mêlées aux intrigues que forge l'auteur du *Château des Pyrénées*, et surtout traitées dans la langue qu'il manie, imaginez-vous ce que deviennent des idées qu'auraient pu soulever à peine l'enthousiaste bon sens d'où naquit *Don Quichotte*, le triomphant esprit qui créa *Candide*.

Les Prétendus, entièrement différents dans leur sujet du *Château des Pyrénées* et du *Bananier*, ont un rapport intime avec ces deux œuvres dans la trivialité de leur forme. Une veuve, la marquise d'Houdailles, riche de deux cent mille francs de revenus et belle comme une fille de quinze ans obligée de se passer de dot,

vient faire un séjour de quelques semaines à la campagne auprès de son frère, M. Ménier. Ce frère est marié, à telle enseigne même qu'il est atteint du genre de fléau qui appartient exclusivement à l'hymen : M. Ménier, qui a épousé une demoiselle comme George Dandin, a le même sort que le gendre de Mme de Sotenville. Sa femme, Claire de Perdignan, entretient depuis nombre d'années une liaison qui commence presque à devenir respectable avec le comte de Cancelle. Voilà où est le nœud de l'intrigue. Ce comte de Cancelle a aimé autrefois la marquise d'Houdailles avant son mariage, et, pour qu'il ne retourne pas à ses anciennes amours, il faut que la veuve se réengage bien vite dans une nouvelle union. C'est ce que comprend Mme Ménier; elle convoque donc, aussitôt qu'elle apprend l'arrivée de sa belle-sœur dans son château, toute une armée de prétendus. Or, cette armée a le grand inconvénient d'entourer des yeux les plus clairvoyants et des oreilles les plus subtiles, des oreilles et des yeux d'amants, l'intérieur de M. Ménier. Ce qui avait été pendant huit ans un mystère se découvre en quelques jours. On sait que M. de Cancelle aime les deux belles-sœurs et reçoit les faveurs de l'une d'elles :

Laquelle des deux est l'infâme?
Est-ce ma sœur? Est-ce ma femme?

dit M. Ménier, en s'appliquant les deux vers d'une ballade qu'une fatalité singulière l'a poussé à chanter à la fin d'un repas. Tous les prétendus sont aussi intéressés que lui à résoudre la question qu'il se pose. La catastrophe qui amène le dénoûment les aide puissamment à obtenir cette solution. Claire de Perdignan, dans un accès de fureur jalouse, se tue et tue son amant. Un des prétendus convoqués épouse la marquise d'Houdailles. Quant à M. Ménier, il y avait dans son existence un fait que nous n'avons point révélé plus tôt, parce qu'à ce fait comme à l'expression que nous tirions tout à l'heure du *Bananier,* il aurait fallu suspendre toute analyse. Le mari de Claire se consolait des coquetteries de sa femme envers les autres et de ses duretés envers lui par un commerce avec Catherine. Or, Catherine, vous frémissez d'avoir compris, Catherine était une cuisinière. La fille des Perdignan est à peine descendue au tombeau que sa servante prend sa place. M. Ménier, que le romancier représente comme un modèle de délicatesse et d'honnêteté, fait succéder à son ignoble adultère un mariage plus ignoble encore Il tire de la cuisine ses honteuses amours pour les produire à la lumière des cierges sacrés qui brûlent sur le maître-autel de l'église. Il est une classe de lectrices auxquelles le roman de M. Frédéric Soulié plaira infiniment sans doute, et, à vrai dire, c'est cette classe, qu'il n'est pas besoin de désigner, que le romancier semble avoir eue toujours en vue dans son style. Une seule citation peut suffire à justifier de la façon la plus complète ce qu'il paraîtrait peut-être y avoir de trop sévère dans notre jugement. Un jeune gentilhomme, le vicomte Victor de Perdignan, un des prétendus de la marquise d'Houdailles, prie son oncle de lui épargner des plaisanteries sur une maladresse qu'il vient de commettre à l'égard de la belle veuve. En définitive, s'écrie-t-il, je suis bien sûr de triompher de mes rivaux. Ceci est une traduction préalable; citons maintenant dans son langage l'auteur que nous voulons faire connaître. « Ah! mon oncle, dit Victor, ne *m'asticotez pas...* Je vous le répète, je les *enfoncerai* tous dans le *dix-septième dessous.* » Quelles réflexions ajouter après une semblable phrase! Si M. Soulié n'y prend point garde, son nom pourra s'entourer peut-être d'une popularité semblable à celle qui environne certains noms qu'on ne doit point écrire

dans ce recueil, mais, comme eux, il devra pour toujours être effacé de la liste des noms littéraires.

M. de Balzac, quoique son talent soit certainement d'un ordre beaucoup plus élevé que celui de M. Frédéric Soulié, a, parmi le bagage de romans nouveaux avec lequel il se présente en ce moment au public, une œuvre qui s'adresse à peu près aux mêmes instincts que *le Château des Pyrénées*. *Le Château des Pyrénées* est un mélodrame des boulevards, *la Ténébreuse affaire* est un procès de cour d'assises. L'un de ces livres nous fait songer aux chaînes de carton, aux cachots de toile, aux brigands à longue barbe et vêtus de rouge; l'autre, plus hideux parce qu'il est plus vrai, nous fait respirer l'air échauffé des salles d'audience et prendre le honteux plaisir que les passions auxquelles manquent les luttes du cirque viennent, dans les sociétés modernes, demander à l'asile de la justice. M. de Balzac, qui récemment nous a découvert, dans une préface, le rôle de législateur qu'il jouait à l'insu de son siècle en publiant *César Birotteau*, *l'Illustre Gaudissart*, et tant d'autres ouvrages où se trouveront écrites, à ce qu'il nous assure, les lois d'une société à venir; M. de Balzac a toujours eu avec le code et les tribunaux une querelle personnelle. Sa joie est de nous montrer tout ce qu'ont fait de victimes les institutions sociales qu'il aspire à réformer. *La Ténébreuse affaire* n'est pas autre chose qu'une de ces funestes erreurs dont aucune mesure législative ne pourra jamais préserver la justice des hommes, mais que rendent heureusement fort rares des précautions intelligentes et nombreuses. Dans une préface très-longue et très-obscure, l'auteur de *la Comédie humaine* nous insinue que son livre repose tout entier sur des faits réels. Celui qui remplit le personnage de traître dans ce drame judiciaire en trois volumes, l'ancien intendant Malin, devenu, par la grâce de Bonaparte, sénateur et comte de Gondreville, aurait passé, il y a quelques années, au repos de la vie éternelle d'un repos provisoire au fond d'un des fauteuils du Luxembourg. L'auteur de *la Ténébreuse affaire* aurait reçu des lettres de différents personnages saisis d'étonnement aux révélations contenues dans son œuvre, il aurait même soutenu une discussion qui nous eût semblé fort désagréable avec des amis ou parents de l'ancien sénateur accusant ses récits d'être mensongers. Cette préface est-elle un artifice de romancier, ou bien se lie-t-elle, pour quelques hommes instruits de secrets que nous n'avons nulle envie de connaître, à un véritable scandale? Malgré les efforts de l'auteur pour donner à ses ouvertures un air de vérité, les idées que nous nous sommes formées sur la dignité de l'écrivain nous font pencher pour la première hypothèse. Au reste, qu'il soit entièrement tiré de la vie réelle ou qu'il ait pris naissance au pays de l'imagination, le roman de M. de Balzac éveille un intérêt d'une nature exactement semblable à celui qu'excitent toutes les causes renfermées dans les fastes criminels. La critique littéraire doit donc se borner à blâmer l'ensemble de cet ouvrage, dont les détails ne sont point de sa compétence.

Honorine n'a rien de commun avec ce premier roman. C'est un livre éclos tout entier, au contraire, d'une soudaine aspiration vers l'idéal. « Idéal, idéal, fleur bleue dont les racines fibreuses plongent au fond de notre âme... on ne peut t'arracher sans faire saigner le cœur, sans que de ta tige brisée suintent des gouttes rouges.... » M. de Balzac a cela de singulier, qu'avec un fonds d'idées naturellement rabelaisiennes, il a toujours éprouvé un faible pour le langage et quelquefois pour les sentiments des filles de Gorgibus. Un jour cette invocation, dont il a fait une épigraphe placée en tête d'*Honorine*, s'est présentée à son esprit, et il a revêtu de son style le plus maniéré

l'étrange histoire que voici : un conseiller d'état, désigné seulement sous le nom du comte Octave et appartenant à la famille de ces grands hommes politiques qui, dans les romans de M. de Balzac, exercent une influence occulte sur les destinées de la France, a pris pour femme une jeune fille, belle, spirituelle et bien née, qu'il met tous ses soins à rendre heureuse. Or, un jour la comtesse Octave disparaît en adressant à son mari la moins consolante des lettres d'adieu, car elle lui apprend qu'elle vient de livrer son corps à un séducteur qui, depuis longtemps, s'était emparé de son âme. En pareil cas, le plus débonnaire des époux ne peut s'empêcher de ressentir quelque dépit contre sa femme. Le comte Octave, qui est un homme tout exceptionnel, se borne à faire un examen de conscience, c'est-à-dire à se demander, en repassant tous les actes de sa vie, comment il a pu mériter la disgrâce que le ciel lui envoie. Cet examen lui apprend qu'il est sans reproche. Vous pensez peut-être alors qu'il va se venger par le dédain, ou du moins par l'oubli de celle qui l'a si cruellement outragé. Point du tout; le comte, il est vrai, n'a jamais eu aucun de ces torts que les lois de la société, ou même les règles du monde, peuvent prévoir et réprouver, il a toujours été galant, empressé, tendre; mais, après bien des réflexions, il découvre qu'il ne possède pas ce qui pouvait seul faire le bonheur d'une femme passionnée et rêveuse.

Le malheureux manquait d'idéal. Il n'avait pas au fond du cœur la *fleur bleue d'où suintent des gouttes rouges*. Comment s'étonner après cela de ne pas avoir été aimé? Pénétré dès lors d'une profonde humilité en songeant à ce qu'il y a eu jusqu'à cet instant d'insuffisance dans son amour, et d'une fougueuse admiration en pensant aux instincts d'enthousiasme impatient qui ont entraîné sa femme, il sent naître en lui, pour celle dont il a été abandonné, le plus aveugle des dévouements. La comtesse Octave s'était enfuie avec un homme dont l'âme cachait peut être une fleur bleue, mais renfermait à coup sûr des sentiments infiniment moins solides que celle du conseiller d'état. Ce triste personnage abandonne sa maîtresse parce qu'elle n'a pas eu la précaution d'emporter, ainsi que cela se pratique dans un enlèvement sagement médité, une cassette pleine de pierreries. « Le misérable, dit le comte dans un transport d'indignation à un honnête jeune homme auquel il raconte ses mésaventures, le misérable laisse la chère créature enceinte et sans un sou ! » Heureusement le mari est là pour servir de providence à la femme que délaisse l'amant. Sans se faire connaître, en employant les moyens secrets que sa haute position dans l'état met à son service, il entoure de soins de toute sorte *la chère créature*. Il obtient à prix d'or, de l'un des plus habiles accoucheurs de Paris, qu'il se déguise, pour aller la délivrer, en petit chirurgien de faubourg. La comtesse, après avoir mis au monde un enfant qui ne vit pas, veut, malgré les propositions de secours que le comte lui fait faire par des intermédiaires, soutenir son existence à l'aide d'un travail manuel. Cependant, comme on se l'imagine, une femme qui a quitté son mari par amour de l'idéal ne peut se livrer qu'à un travail choisi et délicat. Elle prendra l'état de prédilection de tous les romanciers qui se décident à rendre actives les blanches mains de leurs héroïnes, elle sera fleuriste. Le comte Octave n'a pas plutôt appris cette résolution que les commandes viennent en foule trouver la belle comtesse. Il n'est pasde jours où on ne lui demande des fleurs, et toutes ses fleurs lui sont payées aussi cher que si ses doigts les avaient cueillies dans le jardin des fées. *L'amant Sylphe*, de Marmontel, n'est qu'un ignorant et un lourdaud, en matière d'attentions galantes, à côté de ce mari invisible. Des revendeuses à la toilette vont proposer pour quelques louis, à la comtesse Octave, des cachemires, qui, offerts par un

amant ou par un époux, pourraient rétablir ou troubler la paix d'un ménage. La sollicitude du conseiller d'état s'étend jusqu'aux plus petits détails de cette existence, qu'il occupe toutes les facultés de son esprit à embellir. Il entend que les jouissances gastronomiques ne fassent pas plus défaut à sa femme que celles de la parure. Pendant de l'accoucheur dont nous venons de parler, une émule féminine de Vatel, qu'on a déterminée à cacher sous le voile de l'incognito une célébrité appréciée par tous ceux qui connaissent les annales des dîners politiques, a été attachée à la fleuriste. Faut-il parler maintenant de la maison qu'habite la noble ouvrière? C'est un charmant pavillon auprès d'un jardin avec des boudoirs tendus de soie et des salons dorés. Rien ne manque à cette féerie qu'un beau prince sortant tout à coup d'un buisson de roses pour se déclarer l'auteur de toutes ces merveilles. Malheureusement le conseiller d'état se rend la justice qu'il ne peut pas jouer le rôle d'un beau prince, surtout vis-à-vis de sa femme. Il est bien dur cependant d'appliquer le principe évangélique du secret à des bienfaits d'une semblable nature. Et, d'ailleurs, le comte Octave sait-il si sa femme, en apprenant les ruses ingénieuses de sa délicate passion, ne trouvera point que la fleur bleue commence à pousser dans son âme et à y jeter d'attrayants parfums?

Après de longues hésitations, il se décide à user d'un stratagème aussi bizarre que périlleux pour arriver à reconquérir celle qu'il a jadis possédée. Il détermine son secrétaire, jeune homme d'un caractère honnête et d'une intelligence distinguée qu'il avait déjà pris pour confident de son patient amour, à s'aller loger sous un nom d'emprunt dans la maison qu'habite la comtesse. Ce secrétaire, dont le visage est beau et expressif, tâchera d'intéresser la fleuriste par un air d'indifférence et de mélancolie dû à de mystérieux malheurs; quand il aura capté sa confiance, au lieu d'user de ce résultat pour faire réussir une entreprise personnelle, il abordera en vertueux serviteur la partie la plus délicate de sa mission. Il fera peu à peu apparaître l'ombre du mari et se retirera dès qu'on en sera venu à souhaiter que cette ombre se change en réalité. Le jeune homme se met avec ardeur et dévouement à cette singulière tâche. C'est alors que commence la partie ténébreuse de ce roman et que, pour employer l'expression d'un philosophe, nous nous égarons entièrement dans les souterrains de la psychologie. Quelle serait, pour me servir encore d'un terme philosophique, quelle serait, d'après les *données du sens commun,* la conduite que devrait tenir Honorine? Il semble qu'une fois la confiance établie entre elle et le beau messager, elle n'ait que deux partis à prendre, l'un, dont on s'étonnera sans doute qu'Octave ne se soit pas plus effrayé, de faire une nouvelle expérience de l'amour avec le négociateur de son mari; l'autre, celui qui comblerait tous les vœux du conseiller d'état, de retourner simplement auprès d'un époux dont elle connaît maintenant les trésors de délicatesse. Il est possible qu'en définitive Honorine arrive à une de ces résolutions, mais elle ne les prendra jamais l'une ou l'autre que d'une façon incomplète, avec toute sorte de réserves, et amenée à ce résultat par la série des scènes les plus compliquées qui puissent se passer au fond du cœur. Honorine, en apprenant la conduite de son mari, sent une souffrance aiguë au lieu de transports de reconnaissance et de tendresse. A chaque proposition qui lui est faite au nom de l'honnête magistrat, elle pousse un cri de désespoir. « Je l'estime, je le respecte, je le vénère, il est bon, il est tendre, mais je ne puis plus aimer... Je suis les pieds dans les cendres de mon Paraclet. » Voilà quelle est sa réponse. Il faut dire aussi que le regard mélancolique du négociateur est pour quelque chose dans sa répugnance à repasser le seuil de la maison conjugale. Cependant après mille marches,

mille détours dans le domaine de la passion qui exigeraient. pour être expliqués et compris, une carte de l'âme semblable à celle du Tendre, elle se décide un jour à rejoindre son époux, mais elle le rejoint la mort dans le cœur. Le pauvre homme, malgré tous ses soins, n'a pu faire naître en lui la qualité que sa femme cherchera toujours. Dévorée par le besoin de l'idéal, elle meurt d'une maladie de langueur après quelques années passées en apparence au sein de la plus complète félicité.

Ce qui est encore plus bizarre dans ce roman que la donnée psychologique sur lequel il repose, c'est le style dans lequel il est écrit. Si le XVIIe siècle a eu un langage déclamatoire, au moins le bon sens qui triomphait alors l'avait purgé du phébus. Le phébus a reparu de nos jours, comme bien d'autres choses à la fois surannées et puériles dont on pouvait se croire délivré. Je ne m'imagine point que les voûtes de l'hôtel Rambouillet aient jamais entendu un langage d'une affectationplus étrange que celui d'Honorine. Grâce cependant aux protestations persévérantes faites par des intelligences d'élite dans quelques régions littéraires et dans quelques régions sociales, le faux et détestable goût qu'un caprice avait ressuscité touche à la fin de son règne. Le livre même dont nous parlons est la preuve de cette révolution heureuse. *Honorine* produit sur l'esprit le même effet que certaines gravures d'il y a dix années. C'est cette femme incomprise de 1830, sur qui tout est devenu banal jusqu'à la plaisanterie. La soif de l'idéal. il faut l'espérer. n'est pas éteinte au fond des âmes; sans cette aspiration vers un bien infini, il n'existe pas plus de qualités littéraires que de qualités sociales; le génie a les ailes brisées comme la vertu. Mais qu'il faut se garder de confondre ce sentiment précieux et fécond avec l'inquiet et stérile malaise qui usurpe trop souvent sa place! L'une de ces passions inspire les généreuses actions et les nobles pensées, l'autre en tarit la source. L'une se traduit en paroles abondantes et souples, l'autre parle une langue difficile et maniérée. A cette dernière considération surtout, il est permis de croire que ce n'est point le véritable amour de l'idéal qu'on respire dans *Honorine*.

Honorine a sa contre-partie véritable dans *Dinah Piédefer*, le dernier ouvrage de M. de Balzac. Ces deux livres représentent les deux côtés qu'offre l'esprit de ce romancier. De l'un s'élèvent les odeurs mystiques du *Lys dans la Vallée*, de l'autre les exhalaisons malsaines et nauséabondes du *Grand Homme de Province à Paris*. Ce qui les unit par un lien commun. c'est le sentiment dans lequel réside le caractère distinctif de l'auteur. c'est-à-dire un curieux amour de détails de l'existence intimes jusqu'à en être quelquefois honteux. *Dinah Piédefer* est une satisfaction que M. de Balzac a voulu donner sans doute à ce besoin d'études scabreuses par lequel s'est signalée l'œuvre principale de ses débuts. la *Physiologie du Mariage;* c'est aussi une tentative faite pour répandre de nouveau, au dehors, une malheureuse passion dont nombre de ses écrits portent déjà les marques, cet orgueil douloureux qui chez lui se traduit en haine contre tous les hommes et toutes les choses par lesquels ses prétentions sont réprimées.

Dinah, la nouvelle héroïne de M. de Balzac, est un personnage de la même nature que Mme de Bargeton. C'est une de ces femmes supérieures des petites villes que l'auteur des *Illusions perdues* se plaît et excelle à peindre. Elle a épousé un propriétaire du Berry. M. de la Baudraye. que sa fortune met à la tête de la société de Sancerre. M. de la Baudraye, est-il besoin de le dire? n'a rien qui puisse répondre aux instincts de sa femme. Il n'a pas d'autre passion que cet amour du sol qui, chez les gens de la campagne, devient un sentiment aussi exclusif, aussi impé-

rieux, quelquefois même aussi farouche que l'amour de l'or chez les trafiquants des villes. Avec un semblable mari, Dinah doit chercher une distraction. Le préfet, M. de Chargebœuf, le receveur des contributions, M. Gravier, et le procureur du roi, M. de Clagny, constituent à eux trois les seules formes sous lesquelles cette distraction puisse se présenter; or, nulle de ces formes n'est séduisante. M. de Chargebœuf est le type de ces fonctionnaires qui, jeunes encore et célibataires, font planer au-dessus de toutes leurs pensées, même de celles qui devraient être les plus désintéressées et les plus ardentes, l'espérance d'un riche mariage et d'un prochain avancement. M. Gravier a le tort d'avoir chanté des romances et de les avoir chantées sous l'empire. Quant à M. de Clagny, il appartient au corps plus respectable que conquérant de la magistrature; il a des sourcils d'une épaisseur effrayante, et sollicite un cœur du ton dont il solliciterait une tête. Aussi Dinah fait des vers et attend. Or, un beau jour Sancerre voit arriver dans ses murs deux des célébrités qu'elle se glorifie d'avoir données à Paris, Lousteau le critique et le docteur Horace Bianchon. On juge de la manière dont Dinah accueille les deux illustres enfants de Sancerre. Elle qui regarde Paris comme un Éden dont elle est exilée, elle n'a pas assez de prévenantes caresses pour ceux qui lui apportent des accents de la patrie de son âme. Bianchon, que les femmes occupent infiniment moins que la science, laisse à Lousteau les profits de l'enthousiasme qu'inspirent les traditions parisiennes. Au bout de quelques mois, le journaliste se sépare de la belle provinciale; mais l'amour ne s'est point borné à enfoncer ses traits dans le cœur de Dinah, il a eu des résultats d'une nature beaucoup plus matérielle que ceux qui sont exprimés par cette innocente métaphore. Un matin, Lousteau voit arriver dans une chambre de garçon où traînent un chapeau de grisette, des cigares à demi fumés et des pages griffonnées d'articles, la reine de Sancerre, Mme de la Baudraye, qui se jette à son cou et lui révèle un secret aussi mal accueilli par les amants qu'il est bien reçu par les maris. La passion qui a pris son essor sous les grands chênes du parc de la Baudraye vient s'abattre à l'entre-sol d'une maison parisienne. Encore si elle ne mettait qu'un être de plus dans l'étroite cage où elle va s'enfermer; mais Lousteau est menacé d'être père. C'est à cet endroit du livre de M. de Balzac que commence une série de scènes blessantes qu'on lit avec un véritable malaise, et parfois même de sérieux mouvements d'indignation. Le romancier qui, dans un appétit irrésistible de nouveauté, s'est imaginé récemment d'explorer des pays d'où doivent également s'écarter les pas et les yeux des honnêtes gens, n'a jamais présenté à ses lecteurs plus répugnante peinture que celle de l'intérieur de Lousteau. Fielding a presque gâté son charmant roman de *Tom Jones* en faisant accepter à son héros une sorte de salaire pour ce qui doit être le plus étranger en ce monde à toute considération d'intérêt. Dancourt, avec tout le charme de son dialogue amusant, léger et moqueur, n'a pu empêcher son chevalier à la mode d'inspirer un sentiment de mépris qui paralyse l'effet des saillies les plus joyeuses par l'action glaciale du dégoût. Il n'est point de style éloquent ni de style enjoué qui puisse anéantir ce qu'il y aura d'éternellement révoltant dans le tableau d'un homme qui tire les ressources de son existence du nécessaire ou même du superflu de la femme dont il est aimé. Je ne sais rien, après le spectacle d'un affront supporté par une âme avilie, dont soit plus cruellement offensé l'honneur, c'est-à dire la pudeur virile. Eh bien! le roman de M. de Balzac nous peint dans ses détails les plus abjects cette honteuse situation. Ce sont les secours que Mme de la Baudraye doit à un héritage récemment recueilli qui font vivre le journaliste. A la peinture d'un cœur dégradé le roman-

cier en joint une autre non moins hideuse, celle d'une intelligence agonisante. Lousteau appartient à cette triste classe d'écrivains qui, à force de remplacer par des inspirations factices l'inspiration réelle qu'on puise dans l'amour du beau et dans la conscience du bien, flétrissent leur talent et finissent par le rendre stérile. Le travail est devenu chez lui une souffrance, chaque pensée lui coûte une lutte douloureuse contre une indolence plus tyrannique de jour en jour. Alors il a recours à une de ces bassesses que rend insupportables à la pensée l'odieux mélange du ridicule et du pénible. Il imagine d'exploiter le cerveau de celle dont il vide déjà la bourse. C'est à Dinah, qu'on appelait autrefois la Sapho de Sancerre, qu'il s'en remet du soin d'écrire ses articles; puis, tandis que cette femme s'attèle, pour le faire vivre, au joug qu'il n'a plus la force de traîner, il se livre à une existence d'obscures débauches; toutes les nuits, il revient trouver, l'haleine imprégnée des odeurs de l'orgie, sa maîtresse, dont une veille laborieuse a fatigué l'esprit et le regard. Il arrive cependant une heure où Mme de la Baudraye s'aperçoit qu'elle est si souvent obligée de rougir pour celui qui est l'objet de son dévouement, que ce dévouement lui devient impossible. Par suite d'un calcul d'intérêt et d'un changement de situation qu'explique complaisamment le romancier, M. de la Baudraye, dont le caractère n'est pas un des moins choquants du livre, consent à reprendre sa femme. Dinah, établie à Paris dans un riche hôtel par son mari, qui vient d'être créé comte et de faire ériger un majorat en faveur du fils de Lousteau, parvient, au bout de quelques mois, à rentrer en grâce avec le monde. Comme le monde même, elle a presque oublié son ancien amant, lorsqu'un soir que, belle et parée, elle se dispose à partir pour le bal, elle voit entrer dans son salon le journaliste, qui, pressé par ses créanciers, vient demander l'aumône à son ancienne maîtresse. Alors, par un monstrueux caprice, Dinah, au lieu de secourir l'homme qu'elle a aimé avec une main pudique et un cœur rendu à la chasteté par la souffrance, se jette de nouveau et subitement dans les bras de ce misérable. Cette fois seulement, la liaison qu'elle renoue avec Lousteau n'aura même plus, pour se faire pardonner, les témérités généreuses d'un dévouement qui se montre tout entier et au grand jour; elle sera cachée par l'hypocrisie. Mme de la Baudraye reste femme du monde et femme vertueuse, se fait nommer dame de charité, se met de toutes les quêtes, et conserve un secret commerce avec son indigne amant. C'est à cet endroit de son existence que se termine l'histoire de Dinah. Il n'est pas un seul des ouvrages de M. de Balzac où se montre d'une façon plus saisissante et plus complète que dans ce dénoûment l'attraction continuellement ressentie par l'auteur de la *Physiologie du Mariage* pour les irritantes saveurs de la corruption.

Le style est loin de racheter, dans *Dinah Piédefer,* la choquante intimité des détails où nous fait entrer à chaque instant le sujet. Le déshabillé du langage y est souvent aussi complet que celui de la pensée. M. de Balzac n'est pas encore parvenu tout à fait au même point que M. Soulié, mais nous ne doutons point qu'il n'y arrive en peu de temps. Lui aussi, comme romancier, manque de cette distinction native qui pourrait seule paralyser l'influence des habitudes mercantiles. Ce milieu entre l'affectation et la vulgarité dans lequel réside le naturel, c'est-à-dire ce qui constitue le ton des bons livres comme celui de la bonne compagnie, lui est complétement inconnu. Lorsque ce n'est point Mlle de Scudéry qu'il rappelle, on ne peut dire à quels écrivains il fait songer. La forme de *Dinah Piédefer* est donc continuellement défectueuse; quant à ce qui regarde le fond même, ce livre renferme, on doit le reconnaître, deux parties bien distinctes. Dans la première, on retrouve,

quoique très-affaibli, le talent incontestable de M. de Balzac pour les peintures de la vie de province. L'auteur d'*Eugénie Grandet* est le seul de nos romanciers qui puisse donner un caractère mélancolique et railleur à des observations d'habitude empreintes d'un sceau vulgaire, qui sache trouver une sorte de mystérieuse poésie pour le salon aux ornements de mauvais goût où le curé fait un boston avec des douairières, tandis que le procureur du roi débite des compliments plus empesés, plus raides que sa cravate, à une femme de trente ans toute *lamartinisée*, pour créer un mot qui serve de pendant au *jean-paulisé* d'Hoffmann. Tant que Dinah reste à Sancerre, le roman a de l'intérêt et quelque grâce ; mais une fois l'héroïne à Paris, le charme disparaît, on ne rencontre plus, dans ces pages qui tout à l'heure faisaient sourire, que des révélations dont on rougit, et un fiel dont on se lasse. L'amour-propre de M. de Balzac a été tellement meurtri, qu'il a maintenant acquis un gonflement excessif et une sensibilité douloureuse. Voilà tout le secret de l'amertume qu'on trouve au fond de chaque nouvelle tentative littéraire que fait l'auteur de *Quinola* et de *Vautrin*. Le public, chez qui ce sentiment constant de haine ne peut éveiller nulle sympathie, l'a repoussé dans deux drames tués de leur chute, et, il y a quelques mois, dans un pamphlet mort par suite d'abandon. M. de Balzac ne veut point profiter de ces leçons successives ; toute la bile qu'il ne peut plus déverser ailleurs, il la met aujourd'hui dans le roman. La préface de *la Comédie humaine* ne renferme pas plus d'épigrammes acerbes contre la critique que *Dinah Piédefer*. Encore, nous ne nous servons du mot *épigrammes* que pour employer une expression polie et littéraire, car c'est injures qu'il faudrait dire. M. de Balzac transporte dans une autre arène les procédés qu'au XVIe siècle et même, à ce qu'il paraîtrait, au nôtre, ont les champions qui s'engagent dans les tournois théologiques : de sorte qu'en définitive il y a dans le roman de *Dinah* un mauvais goût d'une nature différente, mais dont le lecteur a le droit d'être tout aussi blessé que de celui qui triomphe dans *Honorine*.

Jusqu'à présent, il ne s'est point trouvé sous notre plume de noms nouveaux : excepté les faux ouvrages de Walter Scott, nous n'avons examiné que les produits des pourvoyeurs habituels du public. Il est cependant, au milieu des œuvres que hasardent ceux autour desquels la lumière ne s'est point faite encore, deux livres qui se recommandent l'un par d'aimables qualités, l'autre par des traces de consciencieuse étude : *le Beau d'Angennes*, de M. Auguste Maquet, *Édouard Aubert*, de M. Alfred Leroux. *Le Beau d'Angennes* est un roman d'une facile lecture, et, ce qui nous semble un fort grand mérite, n'annonçant aucune autre prétention que celle d'amuser. M. d'Angennes est un gentilhomme du temps de Louis XV, aussi bien tourné que M. de Létorière ; mais les grâces de sa personne lui sont funestes, au lieu de lui être utiles. Il a le malheur de captiver en même temps Mme de Saint-Prie, la maîtresse du duc de Bourbon, et Mme de Pléneuf, la mère de Mme de Saint-Prie. La fille et la mère sont presque d'une égale beauté ; le malheur ne serait donc point très-grand, s'il pouvait cultiver à la fois les deux liaisons que lui vaut sa bonne mine. C'est, hélas ! ce qui est impossible. Ces deux femmes sont animées l'une à l'égard de l'autre d'une intraitable jalousie. Après une série d'aventures, sa double intrigue, qui avait commencé par deux brevets de capitaine expédiés à son adresse le même jour, finit par deux lettres de cachet qui amènent chez lui à la même heure un détachement de gardes françaises et une escouade de mousquetaires. En faisant résistance aux soldats, il reçoit un coup d'épée qui l'affranchit de la Bastille, mais prive le service du roi et celui des belles d'un des corps les plus

charmants qu'ait jamais renfermés un des élégants uniformes du XVIIIe siècle. De l'invention et de la rapidité, voilà ce qui donne de l'attrait à ce livre. Ce qui manque encore à M. Auguste Maquet, et ce qu'il est bien à désirer cependant de voir pénétrer dans le roman, c'est cette force de pensée et de langage due à l'étude au moins autant qu'à la nature, d'où naissent toutes les qualités de l'écrivain, même la légèreté. *Le Beau d'Angennes* est une composition où il y a de la facilité, mais de la faiblesse. M. Maquet a placé son action dans le XVIIIe siècle, et rien dans les paroles que prononcent ses personnages n'indique qu'ils portent la poudre, qu'ils vivent au temps des petits soupers et du bon plaisir. Sans entraver un roman de considérations sociales et de détails historiques, on peut et l'on doit, quand ce roman se passe à une autre époque que la nôtre, chercher à le faire constamment sentir par une étude savamment cachée du temps que l'on a choisi. Si vous me transportez au XVIIIe siècle, sachez me mettre dans cette atmosphère pleine d'un chaud parfum de volupté que je respire en lisant *le Sopha* et *les Liaisons dangereuses*. Que chaque regard dont s'éclairent les yeux humides de la présidente, chaque sourire qui relève aux deux coins la bouche mignonne de la marquise, chaque mot qui tombe des lèvres paresseuses du chevalier, soient un regard, un sourire, un mot, que le pinceau de Boucher aurait pu me peindre et la plume de Laclos me transcrire. Ce qu'on peut craindre pour M. Auguste Maquet, qui est encore à l'époque féconde des débuts, mais dont *le Beau d'Angennes* n'est pas le premier, ni je crois même le second roman, c'est qu'il ait pris, dans des travaux faits avec négligence et peut-être déjà trop nombreux, quelques-unes de ces habitudes de précipitation qui perdent la littérature actuelle. Nous sommes persuadé cependant que le temps des études heureuses et des rapides progrès est bien loin d'être passé pour lui.

Il est impossible de voir deux destinées littéraires s'annoncer d'une façon plus différente que celle de M. Maquet et celle de M. Leroux. Édouard Aubert est l'opposé d'un mousquetaire; c'est un garçon honnête et religieux qui sacrifie toutes les jouissances de sa jeunesse aux scrupules de sa conscience. Le roman de M. Leroux n'a pas été précédé par d'autre œuvre que par le sincère et enthousiaste recueil de vers qui doit être dans les bagages de tout homme de vingt ans d'une constitution morale bonne et généreuse au moment où il entre dans la vie. M. Leroux a franchement produit au jour, il y a, je crois, une année, ses jeunes poésies, et maintenant il lance dans le public un roman qui prouve que son talent commence à mûrir et que son âme est toujours candide. Une pauvre famille de Bretagne a employé des économies laborieusement acquises à l'éducation d'un enfant sur qui reposent ses espérances et son orgueil. Cet enfant, Édouard Aubert, devient un homme intelligent et instruit, mais nul soin n'a pu faire naître en lui un germe que le ciel n'y avait pas déposé, le germe de ce génie victorieux dont les ailes peuvent seules faire franchir au fils du pauvre les abîmes qui séparent les régions où il est né des régions auxquelles il aspire. Édouard Aubert reconnaît vite son impuissance. Arrivé à cet instant plein d'angoisses de la vie où l'on décide soi-même de sa destinée, il comprend qu'il n'y a point pour lui moyen de parvenir avec honneur aux lieux d'où sa condition l'éloigne. Son talent n'est pas de force à le porter aux cimes qu'il a un instant entrevues, et son front rougit à la seule pensée de l'aide honteuse que pourrait lui offrir l'intrigue. Quel parti prendra-t-il donc? Une ressource encore pourrait rester à son amour-propre, celle de maudire la société qui le condamne à languir dans des rangs infimes; mais cette triste ressource, son bon sens et sa droiture lui défendent d'en user. Edouard Aubert, après la douleur insé-

parable de la fatale découverte qu'il a faite dans son propre cerveau, se résigne courageusement. Il supportera la médiocrité de son intelligence, comme il s'était habitué à supporter celle de sa fortune. Il quittera Paris, où n'a rien à faire celui que l'ambition abandonne, et, de retour dans son pays natal, il mettra au service d'un petit nombre des lumières qui auraient été perdues s'il avait voulu s'obstiner à les faire briller pour tous. Ce qui rend cette résolution douloureuse au suprême degré et fait tout le sujet du roman, c'est qu'une autre âme que celle d'Édouard a rêvé la gloire pour le nom dont l'obscurité va s'emparer. Aubert était aimé par une jeune fille noble et riche qui lui a cruellement appris combien mentent les poëtes quand ils prétendent que le génie se trouve dans un sourire ou dans un regard. Jamais sourire et regard n'ont exercé plus de puissance sur un cœur que ceux dont s'illuminent la bouche et les yeux d'Hélène n'en exerçaient sur le sien, et son esprit est resté stérile. Il a la force d'apprendre à celle dont il est aimé le parti que lui dicte son honneur. Dût-il, par ce spectacle, faire succéder un mortel dédain à la passion qu'il inspirait, il lui montre la plaie de son impuissance. Tout ce qu'il pouvait redouter arrive. Hélène s'attache à un autre homme qu'elle épouse, et il ne lui reste plus pour intérêt dans sa vie que la résignation à pratiquer. Je me trompe pourtant, il n'est point de sentiers si désolés de l'existence où ne se rencontre encore parfois quelque fleur inespérée dont le parfum saisit tout à coup. Au fond du pays où il s'est confiné, Édouard trouve le dévouement et bientôt l'amour d'une paysanne de seize ans à la nature noble et intelligente, qui avait été la compagne de son enfance. Il conçoit la pensée de se consacrer à Madeleine, dont il s'est fait le précepteur. Après l'avoir aimée d'une affection presque paternelle, il a senti sa jeunesse se réveiller avec toute sorte de doux frissons et de tendres murmures auprès d'une fille fraîche et jolie dont ses cheveux rencontraient sans cesse la joue rosée. Mais un prêtre, homme austère et âgé, dans lequel Édouard a une confiance absolue, par qui, aux plus ardentes années de sa vie, il s'est toujours laissé diriger, lui persuade que son caractère, empreint d'une trace ineffaçable de mélancolie, ne fera point le bonheur de Madeleine, qu'il vaut beaucoup mieux pour la jeune fille qu'elle épouse le fils d'un riche fermier des environs, dont l'humeur et les habitudes seront plus en harmonie avec son éducation primitive. Édouard se laisse persuader, et, saisi d'une maladie soudaine après ce second sacrifice, il meurt de la mort calme et édifiante que sa vie avait préparée. On voit qu'aucune donnée ne peut être plus morale que celle de ce livre. Nous croyons même que la couleur puritaine y est un peu exagérée : le premier sacrifice d'Édouard Aubert peut se comprendre; son dernier a sa source dans un sentiment de vertu si éthéré, qu'il échappe presque à l'intelligence. Il aurait pu, ce nous semble, en matière d'amour, s'en rapporter plus à lui-même qu'à son bon ami le curé. On ne saurait trop prendre garde à cette exagération, qui détruit tout l'effet des idées auxquelles elle se mêle. C'est une chose mauvaise et regrettable sans doute que l'irritation produite dans l'esprit des hommes par une perfection de cœur trop complète; mais enfin, puisque cette irritation a lieu, puisqu'elle constitue un fait qu'il est impossible de méconnaître, il ne faut point aller trop rudement à l'encontre. Cependant, comme en ce moment nos romanciers ne nous prodiguent point les Grandisson, le roman de M. Leroux, avec son héros si parfaitement vertueux, peut exciter l'intérêt qu'éveille une chose rare, sinon une chose nouvelle. Ce qui, dans ce livre, peut aussi paraître piquant, c'est le soin extrême avec lequel il a été composé, et la brièveté de l'histoire qu'il contient: *Édouard Aubert* ne forme qu'un seul volume. Si le style de M. Leroux est parfois

un peu raide et déclamatoire, malgré ses prétentions à une simplicité excessive, il est habituellement correct, et, par l'arrangement soigneux des mots aussi bien que par les sentiments qu'il exprime, il donne toujours une idée honnête de celui qui l'a écrit.

A des titres différents, M. Leroux et M. Maquet doivent être encouragés. Que l'un et l'autre suivent les routes contraires où la nature de leurs esprits semble vouloir les entraîner, et que tous deux cependant cherchent leur moyen de succès dans un même sentiment, l'amour désintéressé et sérieux de la carrière qu'ils ont choisie. Le moment est propice aux sérieuses tentatives Mais quels sont les talents qui remplaceront les talents qui maintenant s'épuisent, c'est encore un mystère. Il est à coup sûr pourtant des règnes qui vont expirer. Des symptômes rassurants annoncent que le public se lasse enfin d'une littérature qui n'a son principe dans aucune passion généreuse. Si nous voulions, et nous en aurions peut-être le droit, faire parler les chiffres dans une question que tant d'écrivains cherchent à rendre une question commerciale. on verrait que la valeur matérielle de certaines œuvres est descendue au même niveau que leur valeur morale. Désirons avec ardeur qu'il arrive enfin au roman une de ces bonnes fortunes que depuis quelque temps on se met à espérer pour le théâtre. Il serait triste de voir disparaître, même pour un instant, un genre de littérature qui s'accorde si bien avec les facultés merveilleusement intelligentes et observatrices qu'ont reçues comme un caractère distinctif les hommes de notre époque. Ce qui nous manque, c'est la patience. L'âme s'enivre de l'activité qui se découvre et s'organise dans les puissances de la matière On veut que partout la vie circule avec plus de vitesse, que la pensée ainsi que le corps augmente la rapidité de sa marche A ceux-là seulement qui sauront calmer cette fièvre, l'art décernera ses palmes. L'esprit est glorieux et divin par cela même que ses lois n'ont rien à démêler avec celles qui régissent les choses. Il a son mouvement éternel et uniforme, comme celui de l'être dont il émane, qu'il ne doit chercher ni à précipiter ni à ralentir sous peine de le briser Dans le domaine terrestre, livrons-nous au plaisir de traverser plus vite que nos pères les plaines des flots et les longues routes; mais, dans les régions de l'esprit, ne pensons pas à marcher plus rapidement que Descartes; dans celles du cœur, ne songeons point à nous avancer d'un pas plus rapide que l'abbé Prévost et Jean-Jacques.

G. DE MOLÈNES.

POÈMES PHILOSOPHIQUES.

N° IV.

LE MONT DES OLIVIERS.

I.

Alors il était nuit et Jésus marchait seul,
Vêtu de blanc ainsi qu'un mort de son linceul;
Les disciples dormaient au pied de la colline.
Parmi les oliviers, qu'un vent sinistre incline,
Jésus marche à grands pas en frissonnant comme eux;
Triste jusqu'à la mort, l'œil sombre et ténébreux,
Le front baissé, croisant les deux bras sur sa robe
Comme un voleur de nuit cachant ce qu'il dérobe;
Connaissant les rochers mieux qu'un sentier uni,
Il s'arrête en un lieu nommé Gethsémani.
Il se courbe, à genoux, le front contre la terre;
Puis regarde le ciel en appelant : Mon Père!
— Mais le ciel reste noir, et Dieu ne répond pas.
Il se lève étonné, marche encore à grands pas,
Froissant les oliviers qui tremblent. Froide et lente
Découle de sa tête une sueur sanglante.
Il recule, il descend, il crie avec effroi :
Ne pouviez-vous prier et veiller avec moi?

Mais un sommeil de mort accable les apôtres,
Pierre à la voix du maître est sourd comme les autres.
Le fils de l'homme alors remonte lentement.
Comme un pasteur d'Égypte il cherche au firmament
Si l'ange ne luit pas au fond de quelque étoile.
Mais un nuage en deuil s'étend comme le voile
D'une veuve, et ses plis entourent le désert.
Jésus, se rappelant ce qu'il avait souffert
Depuis trente-trois ans, devint homme, et la crainte
Serra son cœur mortel d'une invincible étreinte.
Il eut froid. Vainement il appela trois fois :
Mon Père! — Le vent seul répondit à sa voix.
Il tomba sur le sable assis, et, dans sa peine,
Eut sur le monde et l'homme une pensée humaine.
— Et la terre trembla, sentant la pesanteur
Du Sauveur qui tombait aux pieds du Créateur.

II.

Jésus disait : O Père, encor laisse-moi vivre!
Avant le dernier mot ne ferme pas mon livre!
Ne sens-tu pas le monde et tout le genre humain
Qui souffre avec ma chair et frémit dans ta main ?
C'est que la Terre a peur de rester seule et veuve
Quand meurt celui qui dit une parole neuve ;
Et que tu n'as laissé dans son sein desséché
Tomber qu'un mot du ciel par ma bouche épanché.
Mais ce mot est si pur, et sa douceur est telle,
Qu'il a comme enivré la famille mortelle
D'une goutte de vie et de divinité,
Lorsqu'en ouvrant les bras, j'ai dit : Fraternité.

— Père, oh! si j'ai rempli mon douloureux message,
Si j'ai caché le Dieu sous la face du sage,
Du sacrifice humain si j'ai changé le prix,
Pour l'offrande des corps recevant les esprits,
Substituant partout aux choses le symbole,
La parole au combat, comme aux trésors l'obole,
Aux flots rouges du sang les flots vermeils du vin,
Aux membres de la chair le pain blanc sans levain;
Si j'ai coupé les temps en deux parts, l'une esclave
Et l'autre libre; — au nom du passé que je lave
Par le sang de mon corps qui souffre et va finir,
Versons-en la moitié pour laver l'avenir !

Père libérateur! jette aujourd'hui, d'avance,
La moitié de ce sang d'amour et d'innocence
Sur la tête de ceux qui viendront en disant :
« — Il est permis pour tous de tuer l'innocent. »
Nous savons qu'il naîtra, dans le lointain des âges,
Des dominateurs durs escortés de faux sages,
Qui troubleront l'esprit de chaque nation
En donnant un faux sens à ma Rédemption
— Hélas! je parle encor que déjà ma parole
Est tournée en poison dans chaque parabole ;
Éloigne ce calice impur et plus amer
Que le fiel, ou l'absinthe, ou les eaux de la mer.
Les verges qui viendront, la couronne d'épine,
Les clous des mains, la lance au fond de ma poitrine,
Enfin toute la croix qui se dresse et m'attend,
N'ont rien, mon Père, oh! rien qui m'épouvante autant!

Quand les Dieux veulent bien s'abattre sur les mondes,
Ils n'y doivent laisser que des traces profondes,
Et si j'ai mis le pied sur ce globe incomplet,
Dont le gémissement sans repos m'appelait,
C'était pour y laisser deux Anges à ma place
De qui la race humaine aurait baisé la trace,
La Certitude heureuse et l'Espoir confiant
Qui, dans le paradis, marchent en souriant.
Mais je vais la quitter, cette indigente terre,
N'ayant que soulevé ce manteau de misère
Qui l'entoure à grands plis, drap lugubre et fatal,
Que d'un bout tient le Doute et de l'autre le Mal.

Mal et Doute! En un mot je puis les mettre en poudre.
Vous les aviez prévus, laissez-moi vous absoudre
De les avoir permis — C'est l'accusation
Qui pèse de partout sur la création! —
Sur son tombeau désert faisons monter Lazare.
Du grand secret des morts qu'il ne soit plus avare,
Et de ce qu'il a vu donnons-lui souvenir;
Qu'il parle. — Ce qui dure et ce qui doit finir,
Ce qu'a mis le Seigneur au cœur de la Nature,
Ce qu'elle prend et donne à toute créature,
Quels sont avec le ciel ses muets entretiens,
Son amour ineffable et ses chastes liens,
Comment tout s'y détruit et tout s'y renouvelle,
Pourquoi ce qui s'y cache et ce qui s'y révèle ;
Si les astres des cieux tour à tour éprouvés
Sont comme celui-ci coupables et sauvés;
Si la terre est pour eux ou s'ils sont pour la terre;
Ce qu'a de vrai la fable et de clair le mystère,

D'ignorant le savoir et de faux la raison;
Pourquoi l'âme est liée en sa faible prison;
Et pourquoi nul sentier entre deux larges voies,
Entre l'ennui du calme et des paisibles joies
Et la rage sans fin des vagues passions,
Entre la léthargie et les convulsions;
Et pourquoi pend la Mort comme une sombre épée
Attristant la Nature à tout moment frappée;
Si le juste et le bien, si l'injuste et le mal
Sont de vils accidents en un cercle fatal,
Ou si de l'univers ils sont les deux grands pôles,
Soutenant terre et cieux sur leurs vastes épaules;
Et pourquoi les Esprits du mal sont triomphants
Des maux immérités de la mort des enfants;
Et si les Nations sont des femmes guidées
Par les étoiles d'or des divines idées,
Ou de folles enfants sans lampes dans la nuit,
Se heurtant et pleurant et que rien ne conduit;
Et si, lorsque des temps l'horloge périssable
Aura jusqu'au dernier versé ses grains de sable,
Un regard de vos yeux, un cri de votre voix,
Un soupir de mon cœur, un signe de ma croix,
Pourra faire ouvrir l'ongle aux Peines éternelles,
Lâcher leur proie humaine et reployer leurs ailes;
Tout sera révélé dès que l'homme saura
De quels lieux il arrive et dans quels il ira.

III.

Ainsi le divin Fils parlait au divin Père.
Il se prosterne encore, il attend, il espère,
Mais il renonce et dit: « Que votre volonté
» Soit faite et non la mienne et pour l'éternité. »
Une terreur profonde, une angoisse infinie
Redoublent sa torture et sa lente agonie.
Il regarde longtemps, longtemps cherche sans voir.
Comme un marbre de deuil tout le ciel était noir.
La Terre sans clartés, sans astre et sans aurore,
Et sans clartés de l'âme ainsi qu'elle est encore,
Frémissait. — Dans le bois il entendit des pas,
Et puis il vit rôder la torche de Judas.

Cte Alfred de Vigny.

POÉSIE.

STANCES A M. ALFRED DE MUSSET.

J'ai lu ta vive Odyssée
Cadencée,
J'ai lu tes sonnets aussi,
Dieu merci !

Pour toi seul l'aimable muse
Qui t'amuse,
Réserve encor des chansons
Aux doux sons.

Par le faux goût exilée
Et voilée,
Elle va dans ton réduit
Chaque nuit.

Là, penchée à ton oreille,
Qui s'éveille,
Elle te berce aux concerts
Des beaux vers.

Elle sait les harmonies
Des génies,

Et les contes favoris
Des péris;

Les jeux, les danses légères
Des bergères.
Et les récits gracieux
Des aïeux.

Puis, elle se trouve heureuse,
L'amoureuse,
De prolonger son séjour
Jusqu'au jour,

Quand du haut d'un char d'opale,
L'aube pâle,
Chasse les chœurs clandestins
Des lutins.

Si l'aurore mal apprise
L'a surprise,
Peureuse, elle part sans bruit,
Et s'enfuit,

En exhalant dans l'espace
Qui s'efface,
Le soupir mélodieux
Des adieux.

Fuis, fuis le pays morose
De la prose,
Ses journaux et ses romans
Assommants.

Fuis l'altière période
A la mode,
Et l'ennui des sots discours
Longs ou courts.

Fuis les grammes et les mètres
De nos maîtres,
Jurés-experts en argot
Visigoth.

Fuis la loi des pédagogues
Froids et rogues,
Qui soumettraient tes appas
Au compas.

Mais reviens à la vesprée,
Peu parée,
Bercer encor ton ami
Endormi.

CHARLES NODIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 juin 1843.

Les affaires d'Espagne prennent tous les jours un aspect plus sombre, et il devient tous les jours plus difficile d'en prévoir l'issue. L'insurrection n'est plus concentrée sur les côtes de la Méditerranée, à Barcelone, à Valence ; l'Aragon, la Galice, l'Andalousie, sont aussi en pleine révolte. Les capitaines généraux ont vu leur autorité méconnue à Burgos, à la Corogne, à Séville, et ils ont dû se retirer sans pouvoir partout se faire suivre par les troupes qu'ils commandaient. L'insurrection paraît avoir deux caractères qui la distinguent de toutes celles qui l'ont précédée. D'un côté, une partie de l'armée abandonne ouvertement la cause du régent, et si une autre partie assez considérable lui demeure fidèle, il est aussi, à ce qu'il paraît, des corps qui, sans participer à la révolte, préfèrent demeurer l'arme au bras, spectateurs de la lutte; ils ne veulent pas contribuer à la chute d'Espartero ; encore moins veulent-ils être d'aveugles instruments entre les mains de Zurbano. D'un autre côté, l'insurrection se montre cette fois moins violente et moins désordonnée ; il y a quelque chose de grave, de réfléchi, et par cela même de redoutable, dans sa marche et dans ses résolutions. Des hommes considérables la dirigent, et leurs conseils sont écoutés, leur autorité n'est pas méconnue.

La population de Barcelone vient, dit-on, de prendre une détermination qui l'honore et qui prouve en même temps que sa résistance n'est pas l'effet d'un mouvement éphémère. Le commandant du fort de Monjouich ayant eu le triste courage de renouveler ses menaces de bombardement et de destruction, les habitants auraient résolu de quitter leurs foyers, d'évacuer la ville et de se réfugier en rase campagne, sous des tentes. Le commandant de Monjouich brûlera la ville, s'il veut; il ne lui sera pas donné d'ajouter le meurtre à l'incendie.

Au milieu de cette conflagration presque générale, le régent avait à choisir entre les concessions et les armes, entre la modération et la violence, entre la raison et la force. Le parti de la force l'a emporté. On reprochait à Espartero d'avoir tout sacrifié, les principes d'un gouvernement régulier, la dignité des cortès et du cabinet, l'accord entre les divers pouvoirs de l'état, à deux favoris qui certes ne valaient pas de tels sacrifices : qu'a-t-il fait? Il a appelé auprès de lui d'autres hommes également repoussés par l'opinion publique, et c'est sous les inspirations,

par les conseils, dans l'intérêt de ces hommes, que l'Espagne sera probablement mise à feu et à sang, et qu'on amoncellera ruines sur ruines à Valence, à Barcelone et à Séville. *Proh Deus!* Il n'y a pas un de ces hommes qui vaille la plus chétive masure du plus chétif des villages. Philippe II a été appelé le Tibère de l'Espagne, et l'histoire n'a pas menti; Espartero veut-il en être appelé l'Attila? il n'en a pas le droit. Attila était un conquérant, et il ne ravageait pas les bourgades des Huns.

Le régent marche lentement sur Valence. C'est à Valence qu'il paraît vouloir frapper le premier coup. Ce n'est que dans les premiers jours de juillet qu'il paraîtra devant la ville qu'il se propose de châtier. Nous ne ferons certes pas de vœux pour une répression qui dépasserait toute mesure, qui ne respecterait rien, ni le sexe ni l'âge, et qui confondrait dans ses sévérités, avec les auteurs du mouvement, les personnes inoffensives, désarmées, étrangères à tout dissentiment politique. Le bombardement de Barcelone nous a montré ce qu'on peut attendre de l'humanité et de la prudence des *ayacuchos*. Nous pouvons bien tenir notre jugement en suspens sur les querelles des partis dans les pays étrangers, nous pouvons laisser à d'autres le soin de décider entre Lopez et Espartero, entre le parti militaire et la coalition; mais la cruauté, la vengeance aveugle, le mépris des lois, nous révoltent, et notre indignation est la même, quels que soient les auteurs de ces faits, qui ne sont plus de notre temps ni de nos mœurs. Ainsi que nous l'avons fait lors du bombardement de Barcelone, nous élèverons toujours notre faible voix contre quiconque foulera aux pieds les lois de l'humanité et de la justice. Nous n'avons jamais eu de sympathie pour les hommes qui font consister la politique dans le mépris de tous les principes, et qui voudraient nous ramener au moyen âge, au règne de la force matérielle.

Espartero avait une belle et grande mission à remplir. Quelle qu'en eût été l'origine, le pouvoir du régent était désormais un fait accompli, reconnu, à la condition toutefois d'en faire oublier les commencements par une administration régulière et strictement conforme aux principes du gouvernement constitutionnel et aux intérêts nationaux. L'insurrection qui élevait Espartero et remettait en ses mains les destinées de l'Espagne avait-elle pour but de livrer la nation aux caprices d'un général et aux intrigues de ses favoris? S'attendait-elle qu'il briserait pour des motifs frivoles un cabinet qu'il venait de former, les cortès qu'il venait de convoquer? Quoi! les rois constitutionnels laissent à leurs ministres le choix des fonctionnaires les plus éminents, et le général Espartero brise tout, bouleverse tout dans un pays qui a un si grand besoin de paix et de repos, parce que son ministère ne veut pas pour agents, dont il est seul responsable, deux officiers du régent. Non; si fantasque et capricieux qu'il puisse être, il est impossible de croire que c'est là la cause des résolutions extrêmes qu'Espartero vient de prendre. Quel que soit son orgueil, il n'aurait pas compromis pour si peu de chose son propre avenir et l'avenir de la monarchie. Évidemment ce n'était là qu'un prétexte, mais un prétexte qu'il désirait, qu'il cherchait, qu'il attendait avec impatience, et qu'il a saisi avec empressement. Ce qu'il voulait, c'était le triomphe de ses amis politiques; il aimait mieux être le chef des *ayacuchos* que le régent de l'Espagne et l'homme de la nation. Napoléon parvint au consulat pour dompter tous les partis et mettre fin aux discordes civiles; Espartero semble n'avoir pris le pouvoir que pour être l'homme et l'instrument d'un parti, et pour fournir de nouveaux aliments à la guerre civile. Chacun proportionne ses entreprises à sa taille. Napoléon consul quittait Paris pour franchir le Saint-Bernard et se rendre à Marengo; Espartero quitte Madrid, hier

pour faire bombarder la première ville commerciale de l'Espagne, aujourd'hui pour aller ravager Valence.

Pourra-t-il mettre à exécution ces terribles projets? Nul ne le sait.

Qui pourrait en effet dire à l'avance quelle sera, au moment décisif, l'énergie des insurgés, la fermeté des troupes du régent, l'attitude de cette partie des populations et de l'armée qui paraît encore incertaine?

Si Espartero obtient un premier succès, un succès décisif, éclatant, il est possible, probable même que l'insurrection se décourage sur tous les points, et que le triomphe des ayacuchos se trouve assuré.

Mais avant que ce succès puisse être obtenu, des événements considérables peuvent d'heure en heure venir surprendre le régent, déranger ses combinaisons, lui donner fort à penser, et le ramener peut-être à des idées plus saines et à de plus sages résolutions. Il a déjà appris que le soulèvement devient de plus en plus redoutable, et que ses proclamations, que ses exhortations comme ses menaces, loin de l'arrêter, paraissent lui avoir donné une impulsion plus générale et plus vive.

Les lieutenants d'Espartero se sont montrés barbares par leurs menaces, impuissants dans leurs tentatives. Grenade et Barcelone ont bravé impunément leur colère ; Zurbano, au lieu de forcer les passages pour investir Barcelone, s'est retiré le 25 d'Igualada sur Cervera. La dépêche télégraphique n'explique pas cette retraite, mais le commentaire est facile. Zurbano, engagé dans des défilés, pressé par l'insurrection qui occupe les hauteurs dominantes et les débouchés, n'a probablement effectué sa retraite que par un accord avec le général Castro et le colonel Prim. Il aura reconnu que hors d'état de marcher sur la ville qu'il voulait faire bombarder et réduire en cendres, qu'exposé à être lui-même écrasé dans la fausse position où sa fougue imprudente l'avait placé, il ne pouvait sauver son corps d'armée que par une convention. Il aura donné contre-ordre au commandant de Monjouich et obtenu ainsi la permission de se retirer. Quoi qu'il en soit, la retraite de Zurbano est un fait important. Qu'il ait dû capituler avec les généraux de l'insurrection, ou qu'il ait dû s'ouvrir de force le passage qui était le moins difficile à franchir et le moins bien gardé, la nouvelle de sa retraite aura du retentissement en Espagne. Peut-être aussi a-t-il trouvé dans ses troupes peu d'élan, peu de résolution ; peut-être lui ont-elles fait comprendre, par leur contenance morne et froide, qu'elles ne s'associeraient pas à ses projets de vengeance, et qu'elles ne se croyaient pas appelées sous le drapeau national pour satisfaire aux caprices de quelques chefs de parti.

A Palencia, le soulèvement s'est opéré d'autant plus facilement, que les troupes y ont adhéré. Le général Amor a pris le commandement des troupes et de la milice. D'un autre côté, le général Serrano, le ministre de la guerre du cabinet Lopez, est rentré en Espagne, et sa présence donnera plus de consistance encore, plus de relief, plus d'unité à l'insurrection.

Espartero joue avec hardiesse, nous en tombons d'accord, sa dernière carte. Le succès peut couronner son audace, et jusqu'ici il n'a pas encore contre lui de faits vraiment décisifs; les chances, après tout, sont encore pour lui. Il peut sortir vainqueur de la lutte où il s'est engagé.

Mais serait-ce là une victoire dont il pourrait se réjouir? Nullement. Vainqueur ou vaincu, il n'y aurait que déchéance pour lui. Vaincu, il y aurait déchéance matérielle ; vainqueur, il n'échapperait pas à la déchéance morale. L'insurrection ne sera pas écrasée sans effusion de sang, sans guerre civile, sans que la victoire se

souille de mille cruautés. De tous ces faits l'opinion publique, l'opinion publique en Espagne, en Europe, en demanderait un compte sévère au régent. « Vous n'aviez, on lui dirait, qu'à vous conformer aux règles les plus vulgaires du régime constitutionnel, et l'Espagne eût attendu, paisible, tranquille, la majorité de la reine, et vous seriez resté l'homme du pays, l'homme ayant bien mérité de la nation. Vous avez préféré le rôle de chef de parti, vous avez immolé à une faction le repos, le bonheur, la dignité de l'Espagne : vous avez triomphé, mais que sont quelques jours d'un pouvoir dont certes nul ne vous envie la possession? »

Là est la faute, la faute grave, incroyable du régent : il va se placer dans une situation sans issue satisfaisante pour lui. Qu'il tire l'épée, qu'il la plonge dans le sang de ses compatriotes, et il est perdu. Vaincu, il ne lui resterait que la fuite; vainqueur, il verrait s'éloigner de lui tout homme qui se respecte. Il ne trouverait au bout de sa courte carrière politique qu'un douloureux isolement.

Aussi, au risque d'encourir le reproche de niaiserie et de crédulité, avons nous encore quelque espérance d'un retour soudain à la raison et au bon sens. Nous ne pouvons pas nous résoudre à croire qu'un homme, qui est après tout un homme des plus intelligents et des plus distingués de l'Espagne, s'obstine à fermer les yeux sur l'abîme où s'efforcent de le précipiter l'égoïsme, la cupidité, les mauvaises passions de ses divers conseillers. Le régent est encore le chef du gouvernement, le gardien de la reine, l'homme de l'avenir. Il n'a pas été vaincu; les chances de la lutte matérielle sont encore pour lui. Il est donc maître de lui-même, maître de la situation. Il peut sans honte modifier ses résolutions, arrêter sa marche, appeler dans ses conseils des hommes considérables, offrir avec honneur aux partis une transaction, et mettre fin, sans effusion de sang, à la crise qui menace l'Espagne d'une horrible guerre civile. Nous le disions, il y a quinze jours, nous le répéterons, qu'il s'épargne des malheurs et des regrets, qu'il songe sérieusement à l'avenir de son pays et à son propre avenir.

Pressé par la nécessité, le régent a laissé Madrid dans une situation périlleuse. Un régiment de cavalerie, la milice et Mendizabal, voilà pour la reine et pour la capitale toutes les garanties d'ordre et de paix publique qu'on leur a laissées. Il n'y a certes pas luxe de précautions. Dans cet état de choses, les miliciens de Madrid s'exagèrent leur importance, ils se croient les souverains maîtres; rien n'est plus naturel. A en juger par les premiers symptômes de cette exaltation, il est à craindre que le gouvernement n'échappe des mains des autorités, et ne devienne la proie d'une sorte de comité de salut public tiré du sein de la milice et soutenu par ses baïonnettes. Est-ce Mendizabal qui opposera une digue à ces débordements? Que le régent n'oublie pas qu'il est chargé d'un dépôt sacré, et que le maintien de l'ordre public dans la capitale est le premier de ses devoirs. Si des excès étaient commis, ils le seraient en son nom, par ses amis, dans l'intérêt de sa puissance; il en serait moralement responsable. Qu'il s'empresse de rentrer dans Madrid avec des paroles de paix et de conciliation; toute autre voie peut aboutir au désordre et à d'incalculables malheurs.

O'Connell continue en Irlande le cours de ses incroyables travaux. Cet homme doit être de fer. Mais au milieu de tout ce bruit, de cette agitation incessante, de ces innombrables rassemblements, de cette foule qu'O'Connell fait à son gré hurler, grogner et rire, on se demande : à quoi cela mène-t-il? Quel est le but réel, pratique, de tant d'efforts? O'Connell n'est pas un esprit chimérique : loin de là; il entend à merveille les affaires de ce bas monde. La séparation de l'Irlande n'est donc

pas le but qu'il se propose. Il veut sans doute quelque chose, mais autre chose que le *repeal*. Le *repeal* n'est qu'un moyen, un cri de guerre, la formule d'une pétition, comme on l'a dit des incendies à Constantinople. Nous sommes loin de supposer que tout se borne, pour O'Connell, à vouloir quelque chose pour lui et pour ses amis. Non, sans doute. C'est pour l'Irlande qu'il parle, qu'il s'agite, qu'il travaille. Nous ignorons ce qu'il veut ; mais nous reconnaissons que, sans songer au *repeal*, il y a beaucoup à donner à l'Irlande sans être généreux, en n'étant que juste. C'est là ce que l'Angleterre a peine à comprendre. Elle n'aime pas qu'on lui dise qu'à l'endroit de l'Irlande elle a des dettes à payer. Rien n'est cependant plus vrai. La réunion, utile à l'Angleterre. utile à l'Irlande. impliquait, pour être réalisée tôt ou tard, l'idée de l'égalité civile entre les deux pays. L'émancipation a introduit ce principe dans le droit; il reste à le faire pénétrer dans les faits. L'Irlande ne sera tranquille, la réunion ne sera complète que lorsque les Irlandais, les Irlandais catholiques, ne seront plus des parias comparativement aux Anglais. Les biens de l'église et les dîmes, voilà les deux forces répulsives qui empêchent toute fusion entre l'Angleterre et l'Irlande. Pour nous. avec nos principes. nos idées, nos habitudes, il y a là une situation incroyable, des faits qui nous paraissent monstrueux. Une poignée de protestants, maîtres de toutes choses en Irlande et exigeant des populations catholiques des sommes énormes pour solder un culte qu'elles détestent, nous offre un spectacle si éloigné de tout ce qui se passe autour de nous, que nous avons peine à concevoir comment un pareil ordre de faits peut exister en Europe en l'an de grâce 1843. Il n'est pas moins vrai que ces faits paraissent tout naturels et tout simples à la grande majorité des Anglais, même aux hommes les plus éclairés et les plus considérables parmi eux. Ils ont été élevés dans les idées de l'*église établie*. Ces idées leur semblent aussi conformes au bon sens qu'elles nous paraissent. à nous, singulières; tandis que nous n'y voyons que les restes caducs d'un système qui s'en va, elles sont pour eux les bases toujours solides d'un système que rien ne doit ébranler. Là est le danger dans la situation respective de l'Angleterre et de l'Irlande. L'Irlande, un des peuples les moins avancés de l'Europe. veut cependant par instinct et par intérêt l'application d'un principe nouveau, de l'égalité civile, poussé jusqu'à ses dernières conséquences. L'Angleterre, un des peuples les plus civilisés du monde moderne, repousse de toutes ses forces un principe qui, par ses applications, bouleverserait toute son organisation politique et porterait le trouble jusque dans les familles, un principe qui la blesse dans toutes ses opinions, dans toutes ses habitudes. et qu'elle veut d'autant moins reconnaître en Irlande, qu'il ne tarderait pas, ainsi reconnu et sanctionné, à lever son drapeau au milieu de la vieille Angleterre. Parmi les Anglais, les uns, c'est le grand nombre, sont sincèrement convaincus de l'excellence du système établi; leur église en particulier, avec ses richesses, ses honneurs. ses priviléges, son influence. leur paraît le fondement nécessaire de la chose publique, le *palladium* de l'Angleterre ; d'autres commencent à la vérité à douter de la légitimité et de l'innocuité de l'établissement, mais ils ne se dissimulent pas qu'y porter la main ce serait faire une révolution. Or. certes, ils ne veulent pas de révolution. Que reste-t-il ? Quelques hommes qui mettent beaucoup de hardiesse dans leur langage. précisément parce qu'ils savent que l'audace de leurs paroles n'aura pas de conséquences, et enfin une très-faible minorité dont les faits seraient peut-être en harmonie avec les discours, mais dont l'impuissance est telle, qu'elle ne peut pas même se flatter d'inspirer quelque crainte.

Bref. l'Angleterre et l'Irlande ne partent pas des mêmes principes, ne parlent

pas en réalité le même langage; elles auront peine à s'entendre sur le fond des choses. Qu'est-ce à dire? Que la séparation est raisonnable, conforme à la nature des choses, utile à l'une et à l'autre partie? C'est là sans doute la conséquence que pourrait tirer un de ces esprits purement logiques qui voudraient faire de la politique une sorte de géométrie. Ce n'est pas ainsi que se comportent les choses de ce monde. La séparation ne sera jamais consentie par l'Angleterre et serait funeste à l'Irlande.

Indépendamment de tout intérêt matériel, la réunion de l'Irlande est pour l'Angleterre une question d'honneur et de dignité nationale. Le parlement ne se déjugera pas; après avoir consenti à un acte aussi important que l'acte d'émancipation, après avoir admis des catholiques à siéger dans son sein, après avoir ainsi surmonté, pour l'amour de la paix et par les conseils d'une sage politique, de profondes répugnances, des antipathies invétérées, l'Angleterre ne voudra pas que ces nobles efforts lui soient inutiles, et qu'ils n'aient d'autre résultat que la séparation de l'Irlande. Ce qui était destiné à cimenter l'union des deux pays ne devrait-il donc servir qu'à la rompre?

L'Irlande de son côté, l'Irlande pauvre, si peu accoutumée à un travail actif, intelligent, régulier, que deviendrait-elle séparée de l'Angleterre, livrée à elle-même, n'ayant plus d'ateliers anglais ouverts à ses ouvriers, ni de capitaux anglais pour ses exploitations? L'Angleterre et l'Irlande se trouvent dans des conditions économiques qui rendent l'union intime des deux pays utile à l'un et à l'autre. En Angleterre, le capital surabonde; l'Irlande en manque; mais elle offre au capital anglais un sol fertile et des bras. Se séparer de l'Angleterre, raviver les antipathies des deux pays, serait aussi insensé que si on voulait élever un mur de séparation et rendre toute communication impossible entre le faubourg Saint-Antoine et la Chaussée-d'Antin.

Ces considérations n'échappent certes pas aux hommes qui exercent le plus d'influence en Irlande. Encore une fois, la demande du *repeal* nous paraît plutôt un moyen que le but réel de leurs efforts. Que va-t-il donc arriver? O'Connell veut de l'agitation; il ne veut pas d'émeute; du bruit, pas de désordre. De son côté, le gouvernement prend ses précautions, mais ne veut point se faire agresseur. Le bruit ne trouble pas son jugement. Les deux joueurs sont on ne peut pas plus habiles. Le gouvernement contient ses troupes; O'Connell gouverne ses *meetings* comme s'ils étaient des corps d'armée. C'est un ensemble qui ne laisse pas d'offrir un spectacle curieux, intéressant, et qui a ses beautés.

Mais enfin ce drame sans action, tout en récits, durera-t-il éternellement? Le gouvernement peut sans doute garder longtemps sa position; O'Connell le peut-il? Ne finira-t-on pas par se lasser de tous ces sermons politiques dont le thème est connu d'avance, et dont les formes elles-mêmes, par la force des choses, commencent à n'être plus si variées? La multitude voudra-t-elle se payer toujours de paroles, d'encouragements, de vaines promesses? Et s'il lui prenait fantaisie de passer de la parole à l'action, du rassemblement à l'émeute, que ferait M. O'Connell? Dirigerait-il l'insurrection, ou s'empresserait-il de l'abandonner, de la livrer à elle-même, de laisser tomber sur elle toute la sévérité des lois?

Le gouvernement, quels que soient son calme, sa force, son impassibilité, peut-il sans péril laisser se former en Irlande un foyer ardent d'hostilités contre le système établi? Peut-il voir d'un œil indifférent des millions d'hommes s'associer contre lui par tous les liens de la nationalité, de la religion, des souvenirs les plus amers et des souffrances présentes?

Disons le, s'il n'y a jusqu'ici danger pour personne en Irlande, il y a du moins embarras et difficulté pour tout le monde. Le danger qui n'existe pas encore pourrait naître d'un instant à l'autre. La multitude pourrait échapper au frein qu'O'Connell lui impose. Les agents de l'administration pourraient tout compromettre par une imprudence. Le gouvernement pourrait se trouver entraîné malgré lui à déployer la force. La guerre civile ensanglanterait l'Irlande, ce qui serait chose déplorable pour l'Angleterre et plus encore pour l'Irlande elle-même, dont elle retarderait le progrès et augmenterait les souffrances.

Il y a beaucoup à faire pour l'Irlande, et nous sommes convaincus que nul n'a la prétention de tout obtenir du premier coup. Ce qu'il faut aux Irlandais, c'est la preuve, la conviction, que le gouvernement n'oublie pas leurs intérêts et qu'il se préoccupe incessamment de leur situation et de leur avenir. Une mesure équitable, une concession de quelque valeur dissiperait probablement l'orage qui s'est formé. Sans doute la question ne serait pas complétement résolue, on la verrait renaître au bout de quelques années; mais à chaque jour suffit sa peine : cela est surtout vrai en politique, où il est souvent aussi dangereux de s'obstiner à ne rien faire qu'imprudent de trop entreprendre à la fois. Le gouvernement anglais est remarquable par cette sagesse pratique qui ne s'engoue pas d'un principe et qui se contente de réaliser successivement ce qui est possible. C'est essentiellement pour les affaires de l'intérieur un gouvernement de transaction; on peut, si l'on veut, le taxer d'empirisme; toujours est-il qu'il réalise de grands progrès sans secousses, sans révolutions. Il s'agit aujourd'hui d'appliquer cette conduite active et prudente aux affaires de l'Irlande.

La chambre des députés a terminé aujourd'hui la discussion du budget des dépenses. Le gouvernement a obtenu les deux points qui lui tenaient le plus à cœur, l'effectif et les fonds pour Vincennes. Il a été visible, il faut l'avouer, que la majorité s'est séparée de la commission du budget toutes les fois que la question lui semblait une question de gouvernement, une question politique; elle a presque toujours suivi l'avis de la commission dans les questions qui lui paraissaient de pure administration. Pour ces questions, le débat est descendu quelquefois, ce nous semble, jusqu'à la lésinerie et à la chicane.

Le cabinet n'a point reçu de coup mortel; mais la chambre ne lui a pas épargné les coups d'épingles. Le bruit d'une modification du ministère s'est renouvelé ces jours-ci. L'expérience a prouvé plus d'une fois que ces transformations partielles sont plus difficiles que ne le pensent les nouvellistes. Quoi qu'il en soit, les partis s'ajournent à la session prochaine : la législation et la politique y apporteront chacune un lot considérable, de grandes et capitales questions. La session actuelle laissera à la session prochaine, entre autres, les lois sur la réforme des prisons, sur l'organisation du conseil d'état, sur le recrutement de l'armée, sur les patentes, et plusieurs lois sur les chemins de fer. Nous ne parlons pas du projet sur les ministres d'état; ce n'est peut-être qu'un enfant mort-né.

D'ici à la session prochaine, le cabinet a plus d'une question délicate à résoudre; il aura aussi à dire à la chambre ce qu'il aura pu faire relativement au droit de visite. En fait de projets de lois, celui qui doit le plus attirer l'attention du cabinet, c'est la loi de l'instruction secondaire. Ce sera là probablement un des grands débats de la session.

QUELQUES VÉRITÉS

SUR

LA SITUATION EN LITTÉRATURE.

Il y a quelques années, il a été fait dans cette *Revue* une sorte d'appel à tous les talents qui, nés à peu près en même temps que le siècle, se trouvaient approcher de l'âge toujours redoutable de la maturité (1). Depuis lors le jeune siècle, comme on disait autrefois, s'est fait de plus en plus mûr, ou, si l'on aime mieux, de moins en moins jeune. Les années à tout âge vont vite, mais surtout celles du milieu. De plus en plus donc, chaque jour, on perd sensiblement de vue le port, le rivage, l'amphithéâtre du golfe bien-aimé, ces contours dont chaque point pour chacun sont marqués d'un regret, d'un souvenir. On a franchi la rade, on est en pleine mer, sur l'espace *où l'on ne vendange pas;* le vaisseau file ses nœuds avec une rapidité monotone, et l'on ne compte plus. Qu'aperçoit-on, qu'espère-t-on à l'horizon, dans un prochain ou lointain avenir? Aucune terre n'apparaît, aucune pointe d'île ne perce, aussi loin que la vue s'étend. Ce n'est point d'ailleurs le rôle de la critique de prédire sans cesse le lendemain, d'outre-passer les horizons; elle l'a voulu trop faire jusqu'ici. Qu'elle se borne à relever les hauteurs, à reconnaître les signes, et à constater.

Certes, bien que quarante-trois ans soient beaucoup dans la vie d'un siècle, il serait téméraire de prétendre décider de sa physionomie générale à cet âge de son existence. A prendre en effet les trois derniers siècles à leur année 43, on n'aurait guère pu deviner, en littérature (pour ne parler que de cela), tout ce qu'ils ont enfanté de plus original et de plus grand.

Au XVIe siècle, en 1543, le brillant mouvement de renaissance imprimé par Fran-

(1) *Dix ans après en littérature*, mars 1840.

çois Ier était sans doute en plein développement, mais il n'avait pas produit sa floraison ni ses fruits dans toutes les branches. On avait Marot, Calvin, on avait surtout Rabelais; mais le grand réveil poétique de la pléiade n'était pas encore sonné; on n'avait pas Montaigne, ni même les douceurs prochaines d'Amyot, ni tout ce qui remplit si bien, en érudition, en doctrine parlementaire, en histoire, en poésie, en style, la seconde moitié de cette riche et confuse époque.

Au XVIIe siècle, en 1643, on avait Corneille, et c'était l'année de Rocroy; mais comment deviner alors, malgré de tels augures, les destinées merveilleuses du règne-enfant et les splendeurs de Louis XIV?

Au XVIIIe siècle, bien qu'il fût plus facile, à pareille date, de prévoir ce qui ne devait être, à proprement parler, qu'une suite, une continuation, cette continuation allait dépasser les prémisses et les couronner dans des proportions tout à fait surprenantes et glorieuses. On n'avait, en 1743, presque aucun des grands monuments de l'époque, pas encore l'*Esprit des Lois* (1748), pas encore l'*Histoire naturelle* (1749), pas l'*Encyclopédie* (1751), rien de Jean-Jacques, et Voltaire, déjà si brillant, n'était pas encore arrivé, par les années et par l'exil, à cette sorte de dictature universelle dont ses licences et ses ricanements purent à peine atténuer la majesté.

Ainsi donc, en constatant aujourd'hui ce que nous autres, XIXe siècle, nous sommes à cet âge qui est censé celui de la maturité, nous ne prétendons aucunement engager l'avenir littéraire ni préjuger le lendemain. A conjecturer pourtant, comme il est permis, d'après l'ensemble et le train courant des générations survenantes, l'imagination pourrait sembler dorénavant avoir moins de chances pour les grandes œuvres, que l'érudition et la critique pour les travaux historiques dans tous les sens, et que l'esprit pour les charmants gaspillages de tous genres. Mais ceci n'est qu'un aspect immédiat, et il suffirait de deux ou trois de ces nobles esprits qui sont toujours une exception, et qui peuvent toujours sortir de la grande loterie providentielle, pour donner à la conjecture d'heureux démentis.

Ce qui est, ce qui s'est déjà accompli et parcouru, ce que nous possédons, voilà une matière plus sûre; tenons-nous à en toucher, à en presser quelques points essentiels et à les caractériser. La critique ne peut guère prétendre à plus pour éclairer et pour avertir. Que s'est-il passé littérairement de saillant, de sensible à tous, depuis quelques années?

Et quelle disette d'abord, ou du moins quelle stérile abondance! Signaler la halte, le ralentissement graduel et continu, c'est proclamer ce que chacun s'est déjà dit. Pendant que les hommes en possession de la vogue et de la faveur publique continuaient plus ou moins heureusement d'en user ou d'en abuser, que trop souvent ils traînaient sans relâche, sans discrétion, qu'ils appesantissaient leur genre, ou qu'ils le bouleversaient brusquement un beau matin plutôt que de le renouveler, quelles œuvres vraiment nouvelles, quelles apparitions inattendues sont venues varier et rafraîchir le tableau?

Deux faits notables, deux phénomènes littéraires, sont venus, l'un pas plus tard qu'hier, l'autre depuis quelques années déjà, fournir à l'attention avide un sujet, un aliment tant désiré, sur lequel on a vécu à satiété et qui par bonheur (cela reste vrai du moins pour l'un des deux) n'est pas près de s'épuiser encore. Je ne prétends pas du tout évaluer ici ces deux faits en eux-mêmes, et je ne les atteste que comme symptômes. On a eu au théâtre Mlle Rachel, qui nous a rendu toute une veine dramatique de chefs-d'œuvre, lesquels avaient naguère semblé moins actuels, moins

nouveaux; on a eu hier une tragédie qui a attiré la foule, et qui, par des qualités diverses et sérieuses, a mérité de faire bruit.

Qu'il ait pu y avoir, durant ces derniers temps, en d'autres branches d'étude et de culture, d'autres productions qui fassent honneur à l'époque et qui lui seront comptées un jour, je suis loin de le vouloir contester; mais, à ne consulter que l'époque elle-même et son impression purement présente, ces deux accidents sont les seuls qui, dans l'ordre de poésie, aient mis les imaginations en émoi et qui aient vivement piqué l'attention publique.

Or, pour qui sait voir et observer, ces deux faits (que je n'entends encore une fois ni égaler ni juger en eux-mêmes) sont un grand enseignement, une mesure très-sensible de l'état du goût, du degré de température, et du *niveau* d'aujourd'hui. Tous les deux se rapportent à ce qu'on appelle la *réaction,* et ils en marquent comme deux temps, coup sur coup, dans leur applaudissement sonore.

Tandis que, sous la restauration, on aimait surtout dans Talma finissant et grandissant un novateur, une espèce d'auteur et de poëte dramatique (et non, certes, le moindre), qui rendait ou prêtait aux rôles un peu conventionnels et refroidis de la scène française une vie historique, une réalité à demi shakspearienne, — il arrive que ce qu'on a surtout aimé dans notre jeune et grande actrice, ç'a été un retour à l'antique, à la pose majestueuse, à la diction pure, à la passion décente et à la nature ennoblie, à ce genre de beauté enfin qui rappelle les lignes de la statuaire.

Dans la pièce de M. Ponsard (je ne prends qu'un point), on a également applaudi quelque chose de calme et d'élevé avant tout; on a été jusqu'à oublier, jusqu'à méconnaître (et l'auteur a paru l'oublier lui-même un moment) les détails et les procédés d'exécution qui rattachent le plus cette œuvre aux innovations modernes, pour y voir une sorte d'hommage rétrospectif à des formes abolies.

Ces deux événements, ces deux succès, très-sensibles parce qu'ils ont éclaté au théâtre et dans les circonstances les plus propres à les faire ressortir, ne sont au reste qu'une indication de ce qui se passe ailleurs et à côté dans toute l'étendue d'une certaine couche sociale : en religion, politique, arts, modes et costumes, réaction sur toute la ligne.

Réaction, après tout, superficielle et sans grand fond, secousse et agitation légère d'esprits blasés, ennuyés, qui se retournent par dégoût, et qui essaient aujourd'hui de ce qu'ils ont rebuté hier, pour ressentir quelque chose! — Réaction légitime à certains égards, en tant qu'elle est provoquée par les excès, les abus violents, les pesanteurs ou les fatuités de l'école régnante, de celle du moins qui était faite pour régner!

Toutes les grandes et vraies réactions ont leurs causes profondes. Il y a eu, en 1800, une réaction sociale complète, et elle était, si l'on s'en souvient, assez motivée. Il s'agissait, après des désastres inouïs et des ruines de tout genre, de tout recomposer, de retrouver sous les sanglants décombres la statue de la loi, la pierre et le calice de l'autel, le trône lui-même avec ses degrés. On a retrouvé alors, ou, au besoin, on a réinventé tout cela : il y a eu, dans la grande reconstruction, du vrai, du solide et de l'authentique; il y est entré aussi bien du mensonger, de l'apocryphe et du postiche. Un excès, dans ces grands revirements des nations, en amène et en favorise toujours un autre contraire : le flux est égal au reflux. Mais de nos jours, au milieu des respects et des hommages individuels et publics volontiers dé-

cernés à la religion après le triomphe encore plus complet qu'espéré d'une politique conservatrice, venir réagir au delà dans le même sens et en passant outre, pousser par système et par mode à l'aristocratie, au despotisme, à l'ultramontanisme, c'est ne prouver autre chose que l'ennui de l'âme qui s'agite à vide et la vanité de l'esprit qui se monte à froid. En littérature seulement, c'est-à-dire roman, poëme et théâtre, on a pu trouver avec plus de fondement, en effet, que les promesses avaient quelque peu menti, que les saturnales duraient et s'étendaient avec insolence, que la boue des rues et l'ordure des bornes remontaient trop souvent jusqu'au balcon, que les grands talents à leur tour donnaient le pire signal et manquaient à leur vocation première, qu'ils s'égaraient, qu'ils gauchissaient à plaisir dans des systèmes monstrueux ou creux, en tout cas infertiles ; en un mot qu'ils n'amusaient plus et qu'ils avaient cessé de charmer. Dès lors, en un tel état de choses, tout ce qui est et sera un peu naturel et élevé, un peu simple et moral, un peu neuf par là même, a retrouvé de grandes chances de plaire, d'intéresser et presque de saisir. Ce qu'on appelle réaction en littérature n'a aucun sens raisonnable, ou n'a que celui-là.

Depuis les cinq ou six dernières années, cette disposition est manifeste dans le monde, et n'a fait que se confirmer à chaque occasion, en maint exemple grand ou petit; mais, si elle a ses motifs que je viens de dire, ses avantages relatifs, son bon sens rapide et ses délicatesses, la disposition d'esprit que nous reconnaissons ici et que nous saluons à son heure manque pourtant trop essentiellement de doctrine, d'inspiration à soi, d'originalité et de fécondité, pour devenir le ton d'un siècle, à moins que ce siècle ne soit prédestiné avant le temps aux douces vertus négatives et au régime du déclin.

On ne saurait assez admirer vraiment le train singulier des esprits et le va-et-vient des opinions en ce capricieux et toujours gai pays de France. Il y a treize ans, une révolution s'accomplissait après une lutte prolongée, régulière, d'idées et de convictions, qui semblaient ardentes et profondes. La solution mixte improvisée à cette révolution pouvait déplaire à une portion notable des esprits et des cœurs : on pouvait désirer, concevoir du moins une autre issue, un autre cours donné aux choses, un autre lit au torrent; mais tous, et ceux même qui se prononçaient pour la solution mixte, étaient très-persuadés qu'il allait y avoir pour bien des années dans le corps social une plénitude de séve, une provision, une infusion d'ardeurs et de doctrines, une matière enfin plus que suffisante aux prises de l'esprit. Et voilà que, dès 1837, le calme presque universel s'établissait ; et, pour réduire la question aux limites de notre sujet, voilà que, littérairement, ce calme social d'apparence propice n'enfantait rien et ne faisait que mettre à nu le peu de courant; que de guerre lasse, et à force de tourner sur soi-même, on se reportait d'un zèle oiseux vers le passé, non pas seulement le haut et grand passé, mais celui de toute espèce et de toute qualité, et l'on déjeunait des restes épicés de Crébillon fils comme pour mieux goûter le Racine; voilà que les générations survenantes, d'ordinaire enthousiastes de quelque nouvelle et grande chimère et en quête d'un héroïque fantôme, entraient bonnement dans la file à l'endroit le plus proche sans s'informer; que sans tradition ni suite, avec la facilité de l'indifférence, elles se prenaient à je ne sais quelles vieilles cocardes reblanchies, et, en morale comme dans l'art, aux premiers lambeaux de rubans ou de doctrines, aux us et coutumes de carnaval ou de carême.

Et quasi cursores vitæ lampada tradunt,

a dit l'antique poëte dans une magnifique image : c'est comme un flambeau qu'il faut recevoir et saisir, en entrant, l'héritage de la vie ; quelques-uns l'ont pris comme un cierge, et beaucoup comme un cigare. Et la jeunesse a pu être trompée en cela par bon nombre de ceux qui précédaient; il a passé dans tous les rangs comme un souffle de relâchement et de confusion. Tandis que la portion positive du siècle suivait résolument, tête baissée, sa marche dans l'industrie et le progrès matériel, la partie dite spirituelle se dissipait en frivolités et ne savait faire à l'autre ni contre-poids ni accompagnement.

Ce que les anciens moralistes nommaient tout crûment la sottise humaine est sans doute à peu près la même en tout temps, en tout pays ; mais en ce temps-ci et en France, comme nous sommes plus rapides, cette sottise en personne se produit avec des airs d'esprit, de légèreté, avec des vernis d'élégance qui déconcertent. On est *mouton* comme sous Panurge, mais on l'est avec des airs de *lion*.

Un semblable résultat pourtant (si c'était là un résultat) aurait trop de quoi surprendre et déjouer; il ressemblerait à une attrape. Ce ne peut pas être, ce semble, pour un tel avortement, pour un tel jeu d'actions et de réactions sans cause suffisante, pour de tels engouements successifs et contraires, que tant d'efforts, tant d'essais distingués, tant d'idées enfin ont été dépensées depuis plus de cinquante ans, et que, sans remonter plus haut, les hommes consciencieux et laborieux ont semé une foule de germes aux saisons dernières de la restauration, en ces années de combat et de culture.

Vous tombiez satisfaits dans une autre espérance,

s'écriait Marie-Joseph Chénier vers 1800. Mais ces générations dont nous parlons ici, et desquelles nous nous glorifions d'être, ne sont pas tombées ; elles vivent encore, elles n'ont pas tout à fait abdiqué et peuvent dire un dernier mot. Puis ce pays-ci, ne l'oublions pas, est très-élastique; l'opinion, sous sa mobilité, a peut-être ses lois, elle a certainement ses ressorts imprévus. Aujourd'hui ressemble si peu à avant-hier, que demain ne ressemblera peut-être pas à aujourd'hui. Sans donc la faire pire qu'elle n'est, continuons de presser la situation, d'en rechercher les causes, d'en noter du moins à vue de pays quelques circonstances.

Une des premières sources du mal, nous l'avons plus d'une fois signalé, ç'a été, à un certain moment, la retraite brusque et en masse de toute la portion la plus distinguée et la plus solide des générations déjà mûries, des chefs de l'école critique, qui ont déserté la littérature pour la politique pratique et les affaires. Les services que ces hommes éclairés ont rendus en politique peuvent être reconnus, mais sont incontestablement moindres que ceux qu'ils auraient rendus à la société en restant maîtres du poste des idées et en y ralliant par la presse ceux qui survenaient à l'aventure. Leur absence dans la critique littéraire n'a pas peu contribué à rompre toute tradition, à laisser le champ libre à l'industrialisme et à tous les genres de cupidités et de prétentions. Leur retraite, pour tout dire, a fait *trouée* au centre.

Livrés à eux-mêmes, sans surveillance immédiate exercée par des pairs en intelligence, les hommes d'imagination, sentant de plus le cadre qui les contenait brisé à l'entour, ont exagéré leurs défauts, ont pris leurs licences et leurs aises. Rien de plus difficile, de plus impossible, on le croira, que de régler les hommes d'imagination, de les discipliner et de les classer, de les diriger aux œuvres qui les appellent et qui leur siéraient; mais il faut convenir, à leur décharge, que jamais, à

aucun moment. on ne s'est moins occupé de ce soin qu'aujourd'hui. L'époque est bien riche en talent, en esprit, en monnaie d'œuvres; quelques connaisseurs des mieux informés pensent mêmeque, si l'on rassemblait tout ce numéraire en circulation, aucun temps peut-être n'aurait à se vanter d'être aussi riche que nous. Je pencherais volontiers au fond pour cet avis, mais je crains fort que le relevé ne se fasse pas et que l'héritage ne reste un jour en voie de liquidation. Le fait est que l'ensemble, la composition, a manqué à d'admirables éléments; le chef de l'orchestre a surtout fait défaut, et, par le tort des circonstances, n'a jamais pu se rencontrer. Nous sommes nés dans des entre-deux sans cesse coupés, non pas sous un seul astre continu, et force nous a été de croître à travers toutes sortes de régimes vacillants et recommençants. Rendons, rendons enfin admiration et justice à ces hommes qui ont imposé leur nom à leur siècle, Périclès, Auguste, Léon X et Louis XIV; oui, ils ont été pour beaucoup dans la grandeur et la majesté de l'âge qu'on les a trop accusés d'accaparer; leur absence totale et prolongée est bien capable aujourd'hui de faire apprécier leur rôle : ils ont empêché les génies et les talents de s'égarer, de se dissiper, les médiocres de passer sur le corps des plus grands ; ils ont maintenu les proportions, les rangs, les vocations, la balance des arts. Boileau ne put être tout Boileau que du jour où Louis XIV dit tout haut en plein Versailles : « M. Des Préaux s'y connaît en vers mieux que moi. » Aujourd'hui que ce genre de déférence et de patronage va peu à nos idées, que dans les conditions actuelles il courrait risque d'être peu accepté des hommes de talent, que tout poëte dirait volontiers tout d'abord au maître, s'il y en avait un : « Je m'y connais en matière d'état mieux que toi; » et que, de leur côté, des gouvernants illustres, et en général capables sur tout sujet, vaquent à beaucoup de choses qu'ils croient plus essentielles que le soin des phrases, lesquelles ils manient eux-mêmes à merveille, qu'arrive-t-il et que voit-on ? L'anarchie entre les hommes de talent est complète ; chacun se fait centre, chacun se nomme roi, Mævius comme Virgile, Vadius comme Molière (si Molière et Virgile il y a) ; mais le Vadius et le Mævius, c'est-à-dire un peu de sottise, se glissent même sous la pourpre et la soie des plus grands et de ceux qui se croient le plus gentilshommes.

Une des plaies les plus inhérentes à la littérature actuelle, c'est assurément la fatuité; Byron, qui en recélait une bonne dose dans son génie, l'a inoculée ici chez beaucoup, et d'autres en avaient déjà cultivé le germe. Depuis lors, la plupart des gens de talent en vers et en prose sont fats plus ou moins, c'est-à-dire affichent ce qu'ils n'ont pas, affectent ce qu'ils ne sont pas, même les critiques, ce qui devrait sembler assurément de moindre nécessité. Prenez des noms, je ne m'en charge pas, mais essayez. C'est d'un pompeux, ou d'un pimpant, ou d'un négligé, ou d'un discret, ou d'un libertin affectés. Oh ! qu'on me rende la race de ces honnêtes gens de talent qui faisaient tout bonnement de leur mieux, avec naturel, travail et sincérité !

Une petite histoire de la fatuité en littérature serait celle du goût lui-même. Sous Louis XIII on était fat, sous Louis XIV on ne l'était pas. En ce judicieux et glorieux règne littéraire, je ne vois guère de fats parmi les écrivains de renom que Saint-Évremond, Bussy, c'est-à-dire, des restes de la précédente régence,—un peu Bouhours. Fontenelle, décidément, commence; c'est *le pédant le plus joli du monde*. La fatuité, qu'on le sache bien, n'est qu'une variété, qu'on a tort de croire élégante, du pédantisme.

La fatuité combinée à la cupidité, à l'industrialisme, au besoin d'exploiter fructueusement les mauvais penchants du public, a produit, dans les œuvres d'imagina-

tion et dans le roman, un raffinement d'immoralité et de dépravation qui devient un fait de plus en plus quotidien et caractéristique, une plaie ignoble et livide qui chaque matin s'étend. Il y a un fonds de *De Sade* masqué, mais non point méconnaissable. dans les inspirations de deux ou trois de nos romanciers les plus accrédités : cela gagne et chatouille bien des simples. Pour les femmes, même honnêtes. c'est un ragoût; elles vont, elles courent dès le réveil, sans le savoir, à l'attrait illicite et voilé Comme je ne me pique pas le moins du monde d'être agréable aujourd'hui, je dirai, même aux dames, toute ma pensée : « Tout le monde (c'est la » Bruyère qui parle (1)) connoît cette longue levée qui borne et qui resserre le lit » de la Seine, du côté où elle entre à Paris avec la Marne qu'elle vient de recevoir : » les hommes s'y baignent au pied pendant les chaleurs de la canicule; on les voit » de fort près se jeter dans l'eau, on les en voit sortir, c'est un amusement : quand » cette saison n'est pas venue. les femmes de la ville ne s'y promènent pas encore, » et, quand elle est passée, elles ne s'y promènent plus. » Certes, sur cette levée où se promenaient les bourgeoises du temps de La Bruyère, il y avait plus d'honnêtes femmes que de celles qui ne l'étaient pas, et pourtant elles s'y promenaient et y faisaient foule — innocemment. De même, pour les belles lectrices, il y a je ne sais quelle attraction, mais ici moins naïve et plus perfide, sous ces combinaisons qu'elles pressent avec anxiété sans les bien démêler. — Reprenant donc ma pensée première, j'oserai affirmer, sans crainte d'être démenti, que Byron et De Sade (je demande pardon du rapprochement) ont peut-être été les deux plus grands inspirateurs de nos modernes, l'un affiché et visible, l'autre clandestin, — pas trop clandestin. En lisant certains de nos romanciers en vogue, si vous voulez le fond du coffre, l'escalier secret de l'alcôve, ne perdez jamais cette dernière clef.

L'improbité est un mot bien dur à articuler : il ne demeure que trop constant néanmoins que cette qualification flétrissante pourrait, sans trop d'impropriété, s'appliquer à bien des actes et des relations où des gens de talent obérés s'engagent et se dégagent tour à tour. Les vrais rapports de l'éditeur et de l'auteur sont rompus, et il semble trop souvent que c'est à qui des deux exploitera l'autre. L'influence de cet ordre de causes secrètes et intestines sur les idées et sur les œuvres est incalculable.

Le vers se sent toujours des bassesses du cœur;

le vers plus que la prose, mais la prose elle-même aussi. On a dit d'un philosophe moderne qui ne pouvait s'accommoder de la petite morale à laquelle il manquait, et qui cherchait à en inventer une toute nouvelle, tout emphatique, à l'usage du genre humain, « que chez lui le creux du système était précisément *adéquat* au creux du gousset. » Mais ce genre de considérations va trop au vif et passerait le ressort de la juridiction critique.

L'argent, l'argent, on ne saurait dire combien il est vraiment le nerf et le dieu de la littérature d'aujourd'hui. On suivrait le filon et ses retours jusqu'en de singuliers détails. Si tel écrivain habile a, par places, le style vide, enflé, intarissable, chargé tout d'un coup de grandes expressions néologiques ou scientifiques venues on ne sait d'où. c'est qu'il s'est accoutumé de bonne heure à battre sa phrase, à la tripler et quadrupler *(pro nummis)* en y mettant le moins de pensée possible : on

(1) Chapitre *de la ville*.

a beau se surveiller ensuite, il en reste toujours quelque chose. Un homme d'esprit, qui avait trempé autrefois dans le métier, disait en plaisantant que le mot *révolutionnairement,* par sa longueur, lui avait beaucoup rapporté. Si tel romancier à la mode résiste bien rarement à gâter ses romans encore naissants après le premier demi-volume, c'est que, voyant que le début donne et réussit, il pense à tirer l'étoffe au double, et à faire rendre au sujet deux tomes, que dis-je? six tomes, au lieu d'un. Au théâtre, ce qui décidera un spirituel dramaturge à lâcher cinq actes assez flasques au lieu de trois bien vifs, c'est qu'il y a plus forte *prime* pour les cinq. Toujours et au fond de tout l'argent, le dieu caché, *cæcus.*

Une plaie moins matérielle, et en même temps plus saisissable, plus ostensible, qui tient de près à l'ambition personnelle des hommes de talent et à leur prétention d'être chacun un roi absolu, c'est la façon dont ils s'entourent, dont ils se laissent entourer. Tous les scrupules à cet égard ont disparu, toute répulsion a cessé. Autour des noms les plus honorés, il n'est pas rare de trouver, comme des clients sous le patron, les plumes les plus abjectes et les plus viles, flattant ici et blessant là, célébrant qui les accepte et insultant qui les méprise : c'est à ce double emploi qu'elles doivent leur faveur et leur *sportule.* J'entends par *sportule* la protection banale et à la fois empressée, le pied d'égalité avec les meilleurs.

En ce XVIIIe siècle qu'on ne donne pas d'ordinaire pour une époque de grande pureté morale, tant s'en faut! ni d'harmonie idéale comme les grands siècles tant cités, les choses pourtant étaient loin de se passer de la sorte. C'était une époque de partis, soit; mais les partis y nourrissaient des doctrines ardentes, fécondes, et à beaucoup d'égards généreuses. On ne refusait pas les soldats qui s'offraient, mais les soldats, une fois engagés, restaient en général fidèles et servaient à leur rang. On n'y compte guère de *condottieri* ni de *coupe-jarrets* littéraires. Voltaire avait son armée, et toute armée traîne ses goujats; ceux-ci étaient rejetés à l'arrière-garde du moins, toutes les premières lignes restaient imposantes, honorables. Le folliculaire surtout était mis à sa place; les honnêtes gens gardaient le devant et le dessus. Mais, quand les grandes doctrines sont taries, qu'on ne peut plus que les simuler encore par simple gageure et jeu; quand les questions d'ambition personnelle et d'amour-propre débordent, que la popularité à tout prix est la conseillère, on devient facile et de bonne composition; les acceptions distinctes s'effacent; tous les efforts de l'Académie, bien loin de pouvoir rétablir les nuances entre les synonymes, ne sauraient maintenir leur sens moyen au commun des mots; les termes d'*homme de talent,* d'*écrivain consciencieux,* se prodiguent pêle-mêle à chaque heure, comme de la grosse monnaie effacée. De nos jours, je le crains, Voltaire aurait dû héberger à Ferney Fréron.

Le déclassement est complet. Des écrivains d'un talent réel, mais secondaire, et qui ne visent pas à le perfectionner ni à le mûrir, le poussent de vitesse, pour toute conduite, et le montent comme en une orgie. Désespérant de la postérité, n'y croyant pas, sentant bien, si jamais ils y pensent, qu'elle ne réserve son attention calme qu'à des efforts constants, élevés, désintéressés, ils convoitent le présent pour y vivre et en jouir, et ils le convoitent si bien, avec tant d'ardeur et de fougue, qu'ils semblent parfois l'avoir conquis tout entier d'un seul bond, d'un seul assaut. Mais, comme la conscience de leur usurpation les tient, pareils à ces empereurs nés d'une émeute, c'est à qui *dévorera son règne d'un moment.* En quatre ou cinq années (terme moyen), ils ont usé une réputation qui a eu des airs de gloire, et avec elle un talent qui finit presque par se confondre dans une certaine pétulance

physique. Ils se sont mis tout d'abord sur le pied de ces chanteurs que la grosse musique fatigue et qui se cassent la voix.

L'épicuréisme, mais un épicuréisme ardent, passionné, inconséquent, telle est trop souvent la religion pratique des écrivains d'aujourd'hui, et presque chacun de nous, hélas! a sa part dans l'aveu. Comment, après cela, s'étonner que l'arbre porte ses fruits? Dante inscrivait à la fin de chaque livre de son poëme sa devise immortelle, son vœu sublime : *Stelle ... alle stelle !* La devise de bien des nôtres serait en franc gaulois : *Courte et bonne!*

Ce hasard et cette fougue dans les impulsions, cette absence de direction et de conviction dans les idées, jointe au besoin de produire sans cesse, amènent de singulières alternatives de disette et de concurrence, des revirements bizarres dans les entreprises, un mélange d'indifférence pour les sujets à choisir et d'acharnement inouï à les épuiser. Par exemple, n'en est-il pas aujourd'hui de certaines époques historiques comme du parc de Maisons ? on les découpe, on les met en lots. Ainsi le XVIIIe siècle, ainsi les deux régences qu'exploite à l'envi une escouade d'écrivains, dont quelques-uns d'ailleurs bien spirituels. Demain ce sera les pères de l'église ; avant-hier, c'était le moyen âge. On traite ces époques comme des terrains vides où la spéculation se porte et où l'on bâtit.

On pourrait pousser longtemps cette suite de remarques ; mais, en réunissant des traits que je crois vrais de toute vérité, je ne prétends pas former un tableau. Il y a surtout à dire, à répéter, à la décharge des hommes de talent de nos jours, qu'il circule dans l'atmosphère quelque chose de dissolvant, et que là où se tient le gourvernail, on n'a rien fait, ni sans doute pu faire, pour y obvier. Napoléon était de ceux qui sentent tout ce qu'une grande époque littéraire ajoute à la gloire d'un règne ; il essaya de classer, d'échelonner sur les degrés du trône les gens de lettres de son temps, de dire à l'un : *Tu es ceci ;* et à l'autre : *Tu feras cela.* Par malheur, il n'admettait à aucun degré l'indépendance de la pensée, et il oubliait que le talent n'est pas un vernis qu'on commande sur la toile à volonté ; il faut que tout le tableau ressorte du même fond. La restauration, qui avait des traditions banales de protection des arts et des lettres, n'a presque jamais su les appliquer avec quelque discernement et quelque élévation ; elle demandait avant tout qu'on fût d'un parti, et ce parti rétrécissait tout ce qu'il touchait. Depuis lors le pouvoir a perdu son prestige; il a paru, sur bien des points, demander grâce pour lui, bien loin d'être en mesure de rien décerner. L'habileté, d'abord, et la haute prudence ont dû être employées aux choses urgentes; quand on travaille à la pompe durant l'orage, on songe peu à ce qui semble uniquement le jeu des passagers. Et depuis que l'orage est loin, on peut croire que les passagers sauront bien organiser leurs délassements eux-mêmes. Mais il s'agit ici de plus que d'un délassement de l'esprit; il s'agit de la vie morale et intellectuelle d'un temps et d'un peuple. Je me permets tout bas de penser que ce laisser-aller est une erreur ; rarement les moindres choses (à plus forte raison les grandes) s'organisent d'elles-mêmes. Il faut une main, un œil vigilant et haut placé. Le public, le monde, qui, dans nos idées, semble depuis longtemps le juge naturel et l'arbitre des talents et des œuvres, ne remplit cette fonction que très-imparfaitement. Et d'abord, on peut demander toujours de quel monde il s'agit. Est-ce celui de la presse, des journaux, de la publicité proprement dite? On sait ce qu'il est devenu au sein de son triomphe, depuis la désorganisation des partis. Le vrai y est sans cesse à côté et à la merci du faux ; à un très-petit nombre d'exceptions près l'éloge s'y achète, l'insulte y court le trottoir, l'indus-

trie y trône en souveraine. Quiconque voudrait se régler sur les décisions de ce juge banal ou vénal se trouverait posséder un joli code de bon goût! Heureusement, il y a hors de cela une opinion qui se fait et qui compte, le *monde* proprement dit. Or, ce monde-là est avant tout un curieux aimable, il ne craint rien tant que l'ennui; il a son goût vif, mobile, ses délicatesses. Aux œuvres, aux hommes qui se produisent et qui ont le don de l'amuser, de le fixer un instant, il est empressé, accueillant, facile; il offre d'abord tout ce qu'il peut offrir, une sorte d'égalité distinguée : il vous accepte, vous êtes en circulation et reconnu auprès de lui, après quoi il ne demande guère plus rien. La vie du talent a d'autres conditions; l'égalité, s'il est permis de le dire, l'égalité toute flatteuse en si bon lieu est peu son fait et son but définitif : il aspire à plus, à autre chose, à être discerné et apprécié en lui-même. Ce qu'il gagne en goût dans le monde, il le perd en originalité, en audace, en fécondité. Massillon disait, à propos de son petit Carême, que, lorsqu'il entrait dans cette grande avenue de Versailles, il sentait *comme un air amollissant.* Le monde, moins solennel, plus attirant que la royale avenue, a également la tiédeur de son milieu. Loin d'enflammer, comme il devrait, ceux qu'il récompense, il les intimide plutôt et leur ôte de leur veine. On craint de compromettre désormais une fortune qu'on sent tenir un peu du caprice et du hasard : on arrive, si l'on n'y prend pas garde, au *silence prudent.* Les engouements, les banalités, les injustices dont est bientôt témoin le talent arrivé, et qui sont inévitables dans toute foule, même choisie, lui inoculent l'ironie et le découragent. C'est presque là le contraire du foyer qui échauffe et qui tend à élever. La solitude, la réflexion, le silence, et un juge clairvoyant et bienveillant dans une haute sphère, un de ces juges investis par la société ou la naissance, qui aident un peu par avance à la lettre de la postérité, et qui, au lieu d'attendre l'écho de l'opinion courante, la préviennent et y donnent le ton, ce sont là de ces bonheurs qui sont accordés à peu d'époques, et dont aucune (sans qu'on puisse trop en faire reproche à personne) n'a été, il faut en convenir, plus déshéritée que celle-ci.

Combien de fois n'avons-nous pas rêvé par l'association libre une institution qui jusqu'à un certain point y suppléerait! Un journal, une *revue* dont l'établissement porterait sur des principes et dont le cadre comprendrait une élite honnête, est un idéal auquel, dès l'origine, il a été bien de viser, et auquel ici même on n'a pas désespéré d'atteindre. La critique, en causant de ces choses, ne peut avoir d'autre prétention que de proposer ses doutes et de faire naître dans les esprits élevés de généreux désirs. En attendant, jalouse d'entamer du moins ce qui est possible immédiatement, la critique n'a qu'à s'appliquer de plus près et avec plus de rigueur à ce qui est, pour en tirer enseignement et lumière. Trop longtemps, jeune encore, elle a mêlé quelque peu de son vœu, de son espérance, à ce qu'elle voulait encore moins juger qu'expliquer et exciter. Cette *Revue* a publié, de la plupart des poëtes et romanciers du temps, des portraits qui, eu égard au peintre comme aux modèles, ne peuvent être considérés en général que comme des portraits de jeunesse : *Juvenis juvenem pinxit.* Le temps est venu de refaire ce qui a vieilli, de reprendre ce qui a changé, de montrer décidément la grimace et la ride là où l'on n'aurait voulu voir que le sourire, de juger cette fois sans flatter, sans dénigrer non plus, et après l'expérience décisive d'une seconde phase. Je me suis dit souvent qu'on ne connaissait bien un homme d'autrefois que lorsqu'on en possédait au moins deux portraits. Celui de jeunesse, bien qu'il passe plus vite et qu'il cesse en quelques printemps de ressembler, est pourtant très-essentiel. Voyons un peu par nous-mêmes ce

qui en est de nos contemporains et comme ils se transforment plus ou moins complétement sous nos yeux. Quand on ne connaît les gens, surtout ceux de sensibilité et d'imagination, qu'à partir d'un certain âge, et durant la seconde moitié de leur vie, on est loin de les connaître du tout comme les avait faits la nature : les doux tournent à l'aigre, les tendres deviennent bourrus; on n'y comprendrait plus rien, si l'on n'avait pas le premier souvenir. Le portrait y supplée. Quel curieux portrait de Dante jeune on a retrouvé, il y a environ deux ans, à Florence! C'est pur, doux, uni, presque souriant; le dédain y perce, y percera bientôt, mais voilé d'abord sous la grâce sévère :

Tu dell' ira maestro e del sorriso
Divo Alighier, ...

avait dit Manzoni (1). Quand on ne connaissait Dante que par son vieux masque chagrin, on avait peine à y reconnaître ce maître du sourire. J'ai vu à Ferney un portrait de Voltaire qui avait alors à peu près quarante ans, mais dont l'œil velouté et encore tendre montrait tout ce qu'il avait dû avoir de charmant, tout ce qui allait disparaître et s'aiguiser, faute de mieux, dans le petit regard malicieux du vieillard. Les portraits de jeunesse, pour les écrivains, ont donc avec raison leur moment, leur charme unique et leur éclair même de vérité : ne nous en repentons pas, mais osons passer franchement aux seconds.

La première règle à se poser dans cette série recommençante serait de se garder de cette sorte de sévérité qui naît moins du fond des choses que du contraste et du désaccord entre les espérances exagérées et le résultat obtenu. Il faudrait souvent s'oublier soi-même et sa part d'illusions d'autrefois; ne pas en vouloir aux autres d'avoir en mainte occasion déçu nos rêves, desquels, après tout, ils ne répondaient pas; tâcher de les considérer, non plus avec un rayon de soleil dans le regard, non pas tout à fait avec le sourcil trop gris d'un Johnson ; ne jamais substituer l'humeur au coloris; voir enfin, s'il est possible, les œuvres et les hommes sous le jour où nous les offre ce moment présent, déjà prolongé. La carrière des écrivains dont la naissance date environ de celle du siècle se prête tout à fait à ce second point de vue. L'espèce de halte qui dure depuis plusieurs années met naturellement un intervalle, une distance commode, entre les premiers groupes et ce que l'avenir réserve. L'époque a l'air de se trancher par son milieu; on peut embrasser la marche de la première moitié avec quelque certitude. A cet âge qu'accuse le chiffre moyen du cadran commun, artistes et poëtes, on est entré généralement dans la manière définitive. Le temps des essais, des escarmouches brillantes, est dès longtemps passé ; on a déjà dû livrer sa grande bataille. Combien en est-il qui l'aient gagnée? Combien même qui aient osé et pu se recueillir assez pour la livrer sérieusement? Ce sont des questions qui ne sauraient se décider avec quelque fruit et avec tout leur piquant qu'en reprenant un à un les noms les plus autorisés de nos jours. Ce projet d'une série nouvelle des *poëtes et romanciers (seconde phase)* est une veine féconde : nous-même ou d'autres, plus tard, la perceront.

SAINTE BEUVE.

(1) Dans le petit poëme d'*Urania*.

UN

HOMME SÉRIEUX.

SECONDE PARTIE.[1]

VII.

Après avoir rejoint Prosper, André Dornier, remplissant la mission qu'il venait de recevoir, lui proposa de remonter près du député.

— Retourner vers ce despote! s'écria l'étudiant indiscipliné; non, pardieu! j'ai assez comme ça de nos quatre cents ans de roture. J'aime mieux aller me promener sur les boulevards; venez-vous avec moi?

Dornier prit le bras de l'élève en droit, et tous deux descendirent la rue de la Paix.

— Est-il prodigieux, mon père! continua Prosper; c'est depuis qu'il est député que lui viennent ces idées fabuleuses. En pension! pourquoi pas le fouet? Ce qui l'a mis si fort en colère, c'est que je vous aie demandé cette part de feuilleton; il a toujours sur le cœur mon article du *Patriote*. Eh bien! j'y tiens à ce feuilleton, et surtout à mes entrées aux théâtres. C'est vous qui serez rédacteur en chef, n'est-ce pas?

— Probablement.

— Alors je regarde l'affaire comme conclue.

(1) Voyez la livraison du 15 juin 1843.

— Cependant, si votre père s'y oppose, il me sera bien difficile...

— Bah! mon père! il ne voit que par vos yeux. Maintenant c'est votre affaire, je ne m'en mêle plus. Changeons de propos. Avez-vous fait entendre raison à mes créanciers?

— J'ai fait de mon mieux, mais ce sont des vautours difficiles à apprivoiser.

– Des vautours! dites des requins! Mon tailleur?...

— Consent à réduire de cent cinquante francs son mémoire, qui reste donc fixé à sept cents; mais il veut être payé dans un mois.

— Et le maître de l'hôtel où je logeais?

— Il prétend que ce qu'il a trouvé dans la malle qu'il a retenue en gage ne vaut pas trente francs.

— Je la lui laisse pour quinze. Et il veut aussi être payé?

— Avant quinze jours; c'est là tout le délai que j'ai pu obtenir. Depuis qu'il sait que votre père est député, il est intraitable. Votre portier réclame aussi une trentaine de francs.

— Au diable! Allons, je vois que, tout compris, mon passif doit s'élever à deux mille francs.

— Un peu plus. Croyez, mon cher Prosper, que si j'avais eu des fonds, vous seriez depuis longtemps hors d'embarras; mais vous connaissez ma position.

— Sans doute; je sais que ce n'est pas l'obligeance qui vous manque. Diable! deux mille francs!

— Tout ce que j'ai pu faire depuis que je suis ici, c'est d'obtenir que vos créanciers ne s'adressent pas encore à votre père, comme leurs lettres vous en menaçaient. Cependant le délai qu'ils ont accordé est si court! Avez-vous de l'argent?

— Six cents misérables francs; car mon père, cette fois, n'a voulu me payer d'avance que trois mois de ma pension.

— Que ferez-vous donc?

— Ce que j'ai déjà fait l'an dernier. J'irai à Coblentz.

— Je ne comprends pas.

— Coblentz, pardieu! c'est mon brave oncle Pontailly. S'il avait été ici au mois de juillet, je ne serais pas arrivé à Douai dans le costume de l'enfant prodigue.

— Mais n'avez-vous pas dit à votre père que dans aucun cas vous ne voudriez emprunter de l'argent à des gens qui n'ont pas vos opinions?

— Bah! est-ce que vous avez donné aussi dans cette plaisanterie-là? Je vous croyais plus fort. L'argent, mon cher, n'a pas d'opinion. D'ailleurs, à part les petits services qu'il m'a rendus, j'aime beaucoup mon oncle l'émigré. C'est un gaillard qui boit sec, qui ne peut pas souffrir les jésuites, et qui se soucie de ses parchemins comme moi de mon code civil. Sans compter qu'il a reçu deux coups de sabre au combat de Berstheim, et une balle dans l'épaule à la retraite de Biberach. — C'est mon homme; il m'appelle jacobin, je lui réponds chouan, et nous sommes les meilleurs amis du monde. L'avez-vous beaucoup vu depuis votre arrivée?

— Quelquefois; mais j'ai vu plus souvent madame votre tante, pour qui votre père m'avait donné une lettre.

— Voilà une femme qui me déteste, et elle est dans son droit; je me moque des Trissotins qui peuplent son salon et je salis ses tapis. Il faudra que j'aille la voir tout à l'heure, crotté comme je suis Ça la fera enrager. A propos, vous savez que votre rival est ici?

— M. de Moréal!

— Est-ce que vous ne l'avez pas vu ce matin dans la cour de l'hôtel des postes?

— C'était donc lui... enveloppé d'un grand manteau...

— Brun. C'était lui-même. Pour un amoureux, vous pouvez vous flatter d'être myope; je n'ai eu besoin que d'un coup d'œil pour le reconnaître.

— C'était pour lui parler que vous nous avez quittés?

— Oui. Service pour service : vous m'avez été utile vingt fois; en retour, je vous ai promis de vous débarrasser de votre rival, et, quoiqu'il soit entêté comme un mulet, je tiendrai ma promesse. Comptez sur moi; nous deviendrons frères par alliance comme nous le sommes déjà en principes républicains.

Ces derniers mots suffiront pour faire connaître le double rôle que jouait Dornier afin de s'emparer de l'esprit de ceux dont il avait besoin : patriote accommodant près de M. Chevassu, dont il connaissait les vues ambitieuses, il se montrait démocrate exalté avec le communiste Prosper.

— Puisque nous voilà sur le chapitre de la république, continua ce dernier, où en sommes-nous? L'émeute va-t-elle bien?

— Rien de sérieux jusqu'à présent. Quelques rassemblements chaque soir à la porte Saint-Denis.

— On m'y verra, pas plus tard qu'aujourd'hui. Je recruterai mes amis de l'école; il y a parmi eux des gaillards déterminés. Il faut que vous soyez des nôtres; quand nous ne ferions que rosser trois ou quatre sergents de ville, ce sera toujours cela.

En devisant ainsi, les deux amis avaient suivi le boulevard et étaient arrivés devant le passage des Panoramas. En ce moment, Prosper sentit entre ses jambes un corps étranger, dont la brusque irruption le fit trébucher. Il se retourna vivement, et aperçut à ses pieds le vagabond Justinien. Le pauvre animal n'avait plus de collier, mais, par compensation, sa tête était ornée d'un bouchon de paille, insigne de la condition vénale où il était tombé depuis le matin, et, malgré ses efforts pour s'échapper, il était mené en laisse par un jeune homme à figure judaïque, coiffé d'une casquette de peau de loutre et vêtu d'une sale redingote à brandebourgs.

— Justinien! s'écria l'étudiant en saisissant brusquement la corde qui entourait le cou de l'épagneul.

— Voulez-vous me rendre mon chien? dit à son tour le juif, qu'avait un instant déconcerté cette brusque agression.

— Ton chien! reprit Prosper courroucé; dis le chien que tu m'as volé.

— Voleur toi-même! beugla le marchand de chiens en s'avançant d'un air furieux.

Dans l'état démocratique de nos mœurs, l'homme de la meilleure compagnie peut se trouver exposé au contact d'un rustre et se voir contraint, comme le fut à Londres le maréchal de Saxe, d'user pour sa défense d'armes dont l'emploi semble interdit par le code du point d'honneur. Sans posséder la vigueur herculéenne du maréchal, Prosper était nerveux, alerte, déterminé, et il méprisait trop l'étiquette pour que la crainte de compromettre sa dignité le fît reculer devant un danger qui se présentait sous un aspect trivial. Au lieu de chercher à éviter la lutte dont il se voyait menacé, il mit dans la main de Dornier la corde qui attachait Justinien.

— Gardez mon chien, lui dit-il, pendant que je vais donner une leçon à ce drôle.

En même temps, et sans aucun de ces tâtonnements préliminaires où se complaisent les amateurs du pugilat parisien, l'étudiant d'un bond sauta sur le juif. Il

lui appliqua simultanément un vigoureux coup de poing sur l'oreille gauche et un coup de pied non moins énergique sur le jarret droit. Frappé, ou, pour mieux dire, fauché à la fois en sens contraire, au sommet et à la base, l'industriel perdit l'équilibre et tomba sur le trottoir.

Un cercle nombreux s'était formé. et plusieurs bravos saluaient la prouesse de l'élève en droit, lorsqu'un nouveau personnage, porteur d'un frac bleu, d'un chapeau à cornes et d'une longue rapière, s'ouvrit un passage à travers les curieux, et vint gravement se poser entre les combattants.

— Ah çà, jeune homme, dit-il en s'adressant à Prosper, est-ce que vous ne pourriez aller vous battre plus loin? Et que vous a donc fait ce malheureux ?

— Il m'a volé mon chien, répondit brusquement l'étudiant.

— Ne l'écoutez pas, s'écria l'israélite. qui se relevait péniblement: c'est un scélérat de républicain qui veut me prendre mon chien parce que je suis l'ami du gouvernement. Vous voyez bien qu'il a un bonnet rouge; tous les soirs il est des émeutes; tout à l'heure encore il disait mille horreurs des sergents de ville.

Un peu plus embarrassé que le roi Salomon. mais évidemment influencé par la dernière allégation du vaincu, le mainteneur de l'ordre public regardait alternativement d'un air sévère les deux antagonistes.

— Tout cela est bel et bon, dit-il enfin en élevant la voix; mais vous allez me suivre; vous vous expliquerez ailleurs. Êtes-vous sourd, jeune homme? ajouta-t-il en s'adressant à l'élève en droit, qui ne faisait pas mine de bouger.

De tout temps il a existé une violente antipathie entre les étudiants des écoles et les archers de la bonne ville de Paris. Il est superflu de dire que Prosper Chevassu nourrissait au plus haut degré ce sentiment d'hostilité. La haine du sergent de ville faisait partie de ses convictions politiques.

— Je vous défends de m'appeler jeune homme, dit-il, les yeux fièrement fixés sur le sergent.

— Qu'est-ce qu'il dit? s'écria celui-ci d'un air menaçant.

— Il dit que vous êtes un impertinent et qu'il se moque de vous.

— Ah ! c'est comme ça !

Le sergent s'avança vers l'étudiant en allongeant une large main rougeâtre, qui, les doigts écartés, ne ressemblait pas mal à un jeune crabe.

— Dornier, partez vite avec Justinien, dit tout bas Prosper à son ami.

Au même instant, il fit un saut pour éviter la patte crochue près de se poser sur son épaule. et par ce mouvement il se trouva côte à côte avec le sergent. Sans hésiter, il lui porta la main sous le menton et le poussa rudement à la renverse, tandis que d'un habile croc-en-jambe il le retenait sur place. Abasourdi par cette attaque imprévue, le sergent de ville n'évita pas le destin du juif, qu'il remplaça sur les dalles du trottoir. où il tomba comme un bœuf qu'on assomme.

— Vive la liberté! s'écria Prosper. qui, après avoir poussé ce cri de victoire, s'ouvrit un passage à travers la foule et s'élança dans la rue Vivienne. Il avait disparu avant que le sergent de ville. étourdi de sa chute. fût parvenu à se relever.

— Gueux de républicain! dit celui-ci en promenant un regard courroucé sur les spectateurs riant de sa mésaventure; je te reconnaîtrai avec ta casquette rouge.

Au dénoûment de cette nouvelle lutte, Dornier s'était esquivé en emmenant Justinien. Craignant d'être suivi par l'un ou l'autre des vaincus, il fit sauter le chien dans le premier cabriolet de louage qu'il aperçut, y monta lui-même et revint à l'hôtel Mirabeau.

— Vous ne ramenez donc pas cet insolent ? lui demanda M. Chevassu.

— Voici toujours son chien, répondit Dornier, qui raconta la scène dont il venait d'être témoin.

— Mais c'est scandaleux! s'écria le père de Prosper avec indignation; c'est épouvantable! comment! un pugilat en pleine rue ! Et c'est mon fils, c'est un Chevassu qui joue ce rôle de portefaix, qui ne rougit pas de se commettre avec des êtres ignobles, de se vautrer dans le ruisseau !

— C'était sur le trottoir, dit Dornier d'un air simple.

— Trottoir ou ruisseau, qu'importe? reprit M. Chevassu en s'irritant de cette espèce de contradiction; n'allez-vous pas le soutenir? Je vous dis que ce mauvais sujet traînera mon nom dans la boue, si je n'y mets ordre. Oh! s'il y avait encore des lettres de cachet!

— Eh quoi! monsieur, s'écria le confident du député en jouant la stupéfaction, est-ce bien vous qui regrettez les lettres de cachet?

— Oui, je les regrette. s'écria M. Chevassu avec emportement, et si la Bastille existait encore, elle me ferait raison de ce drôle.

— Oh! la Bastille! vous n'y pensez pas!

— La Bastille avait du bon; elle préservait les pères de la honte dont menaçait de les couvrir un fils indigne. Oui, la Bastille... c'est-à-dire non, reprit le député libéral en revenant à lui; le chagrin que me cause ce vaurien me met hors de moi et me fait dire des choses... Ne faites pas attention à ce qui vient de m'échapper; surtout, Dornier, ne le répétez à personne : vous m'entendez. Si mes commettants savaient que j'ai paru regretter un seul instant les monstruosités de l'ancien régime...

— C'est alors que, pour les maintenir dans le devoir, nous aurions besoin d'une fière circulaire.

— Tous mes projets contrariés, renversés peut-être par mon fils! lui en qui j'espérais trouver un compagnon de mes travaux, un ami politique, un second moi-même! lui à qui, une fois pair, je voulais transmettre ma députation! Qu'est-ce que je dis là?... ne répétez pas cela non plus, Dornier; il est inutile que mes commettants puissent supposer...

— Que vous songez à la pairie; c'est parfaitement inutile. Cela ferait de la peine à ces braves gens de penser qu'après leur avoir promis d'être leur mandataire à la vie et à la mort, vous prévoyez déjà un divorce.

— Indigne Prosper! reprit le député en se croisant les bras d'un air sombre.

— Je vous plains sincèrement, dit Dornier de sa voix la plus hypocrite Oui, je comprends votre chagrin; il est cruel pour un père, et quel père! de ne pas trouver dans son fils les qualités dont il lui donne l'exemple. Vous savez si j'aime Prosper, et cependant, quelle que puisse être la partialité de l'amitié, je suis forcé de convenir qu'il est dans une mauvaise voie. Sans doute, il est jeune, et il y a encore de la ressource; mais qu'il réponde jamais aux vues sérieuses que vous aviez sur lui, c'est un espoir auquel j'ose à peine me livrer.

— Et moi j'y renonce, interrompit le député avec l'accent du découragement.

— Mais, continua Dornier de plus en plus insinuant, pour un instrument qui ne répond pas à votre attente, devez-vous abandonner votre œuvre? Manquez-vous d'amis dévoués qui, sous la règle de votre supériorité incontestable. seront fiers et heureux de s'associer à vos travaux? Il en est un du moins, et c'est celui qui vous parle, dont l'attachement, j'oserai dire filial, vous consolerait, vous fortifierait peut-

être, si vous vous décidiez enfin à y répondre par l'accomplissement d'une promesse bien chère. Un gendre, n'est-ce pas aussi un fils? Accordez-moi ce titre, mon cher maître, et puis montons hardiment à l'assaut du pouvoir; André Dornier sera votre Achate fidèle : à vos côtés pendant la lutte, devant vous à l'heure du danger, derrière après la victoire.

— Oui, Dornier, vous serez mon gendre, s'écria M. Chevassu entraîné par cette chaude péroraison; déjà je l'avais résolu; je ne différerai pas plus longtemps; aujourd'hui même je parlerai à Henriette.

Il est inutile de décrire le ravissement d'André Dornier, qui se voyait arrivé au but.

— Au revoir! dit le député en mettant enfin un terme aux protestations de dévouement et de reconnaissance dont il se voyait accablé. Je ne pense pas qu'en faveur de notre arrivée ma sœur daigne changer quelque chose à ses habitudes; nous ne la trouverons chez elle qu'à quatre heures : y viendrez-vous?

— Pouvez-vous en douter? s'écria Dornier, qui, avant de sortir, saisit avec transport la main de son futur beau-père et fit le geste de la porter à ses lèvres.

— C'est un brave et loyal garçon, se dit, après qu'il fut parti, M. Chevassu, et, tout considéré, j'ai raison de lui donner ma fille. Il n'est pas riche, mais il ne manque pas de talent, et, en lui continuant mes leçons, j'achèverai d'en faire un homme d'un vrai mérite.

Aussitôt après le départ d'André Dornier, Henriette entra dans la chambre où était son père. Au lieu de dormir ainsi qu'elle en avait prétexté le besoin, la jeune fille s'était livrée à un soin beaucoup plus important à son âge : elle avait remplacé son peignoir de voyage par celle de ses robes qu'elle trouvait la plus jolie. N'ayant pas vu depuis son enfance Mme de Pontailly, Mlle Chevassu ne pensait pas sans émotion à leur prochaine entrevue; c'était à ses yeux un événement aussi solennel qu'une présentation à la cour. Près de paraître, petite provinciale, devant une grande dame de Paris, elle avait cru indispensable d'appeler un peu de coquetterie à l'aide de sa fraîche beauté, qui n'avait nul besoin d'un pareil secours. Mais, au moment où elle vint rejoindre son père, une émotion plus vive encore que celle de la toilette agitait la jeune fille. Une froide pâleur couvrait ses joues, ses yeux étincelaient, quoique son regard parût fixe; sa démarche était rapide et saccadée.

— Mon père, dit-elle avec explosion, je n'épouserai jamais M. Dornier.

— Qu'est-ce que vous dites? répondit M. Chevassu, étourdi de cette brusque attaque.

— Je n'épouserai jamais M. Dornier, répéta la jeune fille d'une voix altérée, mais résolue.

— Et d'où savez-vous que vous devez l'épouser? demanda le député en évitant d'engager immédiatement le combat; vous nous écoutiez donc? Écouter aux portes! Ah! Henriette!

— Je n'écoutais pas aux portes; mais vous parliez si haut, qu'involontairement je vous ai entendus. M. Dornier est un homme que je déteste, et jamais, je vous le jure, jamais je ne l'épouserai.

— Vous l'épouserez, mademoiselle, repartit M. Chevassu, irrité de l'accent de sa fille; vous l'épouserez, c'est moi qui à mon tour vous le jure. Il ne sera pas dit que je ne trouverai dans ma famille qu'insolence et révolte. Je vous montrerai que j'ai une volonté de fer qui saura faire plier vos caprices. Oui, dussé-je avoir recours à la rigueur, vous m'obéirez.

— En tout, mon père, cela excepté.

— Vous épouserez Dornier, ou je vous ferai enfermer dans une maison d'éducation.

— Votre fils à la Bastille! votre fille au couvent! dit Henriette avec ironie; je vous croyais député du côté gauche.

— Taisez-vous, mademoiselle, je vous l'ordonne, répondit M. Chevassu d'un ton courroucé : il ne vous appartient pas de discuter avec moi.

— Je vous croyais partisan de la liberté de discussion.

— Pour la seconde fois je vous ordonne de vous taire. Une obéissance passive, voilà votre devoir.

— Je croyais vous avoir entendu dire vingt fois que nul n'était tenu à l'obéissance passive.

— Vous croyiez! vous croyiez! répondit M. Chevassu en prenant son chapeau pour se soustraire à cette logique de jeune fille, qui opposait ainsi aux prétentions du père les opinions du citoyen; ce que vous devez croire, c'est que je ne vais pas perdre un temps précieux à écouter vos enfantillages. Il faut que je sorte. Votre frère ne tardera pas sans doute à rentrer; vous lui direz de m'attendre. A quatre heures, je viendrai vous prendre pour vous conduire chez votre tante. D'ici là vous avez le temps de réfléchir : vous connaissez ma volonté; qu'à mon retour je vous trouve raisonnable et soumise.

Sans écouter sa fille, qui, pour la quatrième fois, lui répétait qu'elle ne serait jamais la femme d'André Dornier, le député sortit de la chambre, et un instant après de l'hôtel.

— Il serait un peu fort, se dit-il en montant dans la voiture qu'il avait envoyé chercher, il serait un peu dérisoire que moi, qui me sens de force à porter l'état sur mes épaules, je ne pusse pas venir à bout d'un écolier et d'une petite fille!

VIII.

Avant d'introduire le lecteur dans le salon de la marquise de Pontailly, chez qui doivent se passer plusieurs scènes de ce récit, qu'on nous permette une métaphore très-rebattue. Depuis la création du monde, on compare la vie à un fleuve, que les chansons bachiques recommandent de descendre en chantant. Le conseil est bon, sans doute, mais il est un instant où il devient difficile de le suivre; c'est lorsque vers l'horizon de la ligne déjà parcourue commencent à disparaître les rives fleuries de la jeunesse. En ce moment critique, un secret ennui serre le cœur, quel qu'ait été jusqu'alors l'agrément du voyage. Les femmes surtout, et parmi toutes les autres celles qui ont été belles, se tournent alors en arrière pour suivre d'un triste regard leurs jours de triomphe près de s'évanouir, et cherchent, lutte insensée! à résister au courant qui les entraîne. Quelques-unes cependant sortent victorieuses de cette épreuve. Douées d'une sorte de philosophie pratique, elles acceptent d'un esprit soumis les dures et immuables conditions de la vie; le souvenir des fleurs du printemps ne leur rend pas amers les fruits de l'automne; en un mot, elles savent vieillir, science rare et désirable.

Mme de Pontailly appartenait à la classe de ces femmes raisonnables; mais sa

résignation venait d'un caractère égoïste plutôt que d'un cœur religieux. Fort attachée à la vie, elle n'en dédaignait rien, et si le banquet de l'âge mûr lui semblait moins savoureux que celui de la jeunesse, elle n'avait pas perdu l'appétit pour cela. Elle pensait qu'on ne doit pas jeter l'orange avant d'en avoir exprimé tout le suc, décidée qu'elle était à manger même l'écorce. Au lieu de se rattacher par des regrets stériles à un passé qui ne renaît jamais, elle s'efforçait de tirer parti du présent, modifiant ses habitudes selon le progrès de ses années, réglant ses goûts sur la marche du temps, et ne demandant à chaque saison que les produits qu'elle comporte.

Dès son entrée dans le monde, la marquise s'était représenté la vie comme une route où il convient de se préparer des relais appropriés aux accidents successifs du terrain. Coquette dans sa jeunesse, plusieurs disaient galante, elle avait parcouru cette première période, doucement emportée par les chevaux fringants de l'amour. Vers quarante ans, lorsque cet attelage, passablement essoufflé, lui parut enfin avoir mérité un repos qu'il eût été imprudent de lui refuser plus longtemps, elle le congédia philosophiquement, et le remplaça par les mules hargneuses du bel esprit; après les délicieuses mélodies de la passion, l'harmonie de leurs grelots lui sembla d'abord un peu discordante ; mais elle s'y habitua et finit par s'y plaire. C'est ainsi que la marquise, aimant mieux quitter l'amour que d'en être abandonnée, de coquette était devenue bas-bleu, et cela systématiquement. Habituée au tourbillon du monde, elle n'eût pas supporté le délaissement où tombent les femmes qui ne savent rien substituer aux avantages de la jeunesse. Son esprit non moins que sa vanité redoutait la solitude. Il lui fallait un entourage, une cour, et, plutôt que d'y renoncer, elle se résigna de propos délibéré à en modifier les éléments. Dans son salon, les hommes aimables furent insensiblement remplacés par les hommes instruits, les séducteurs par les beaux esprits, les fats par les pédants. A l'époque où se passe ce récit, Mme de Pontailly, qui avait quarante-six ans, était franchement entrée dans son rôle de femme savante, et elle était résolue à filer cette nouvelle scène de sa vie jusqu'à ce qu'un autre changement de décoration devînt nécessaire. Ménagère de ses ressources, elle réservait pour son déclin la médisance, le jeu et la dévotion, ces trois vertus théologales des vieilles femmes.

Rien de plus régulier que l'existence de Mme de Pontailly pendant les sept mois de l'année qu'elle passait à Paris. A part le samedi, qui était son jour de réception, tous les soirs elle allait dans le monde. Le matin, à deux heures précises, elle montait en voiture et rendait des visites ; à quatre heures, non moins exactement, elle rentrait chez elle; c'était le moment important de la journée, l'instant qui, pour la marquise, équivalait à celui où un roi constitutionnel réunit le conseil de ses ministres. Jusqu'à l'heure du dîner, Mme de Pontailly recevait dans son salon une cohue d'hommes célèbres à un titre quelconque ou d'aspirants en qui elle croyait reconnaître le germe de l'illustration. Membres des diverses académies, littérateurs français ou étrangers, savants chauves, poëtes chevelus, chacun était le bien accueilli, pourvu qu'il apportât son tribut, obole intellectuelle, qui rappelait à la partie classique de cette docte réunion le péage perçu par Caron au bord du Styx.

Quel que fût l'engouement de la marquise pour les hommes qui, à tort ou à raison, lui semblaient avoir du talent, elle y apportait pourtant une certaine restriction, et sur un point surtout se montrait exigeante. Ainsi que le vieil émigré l'avait dit à Moréal, elle était d'une sévérité vétilleuse à l'égard de la toilette. Homère crotté, Dante mal vêtu, Shakspeare en sabots, eussent été assez mal reçus dans

son sanctuaire, dont l'étiquette effarouchait surtout les artistes, race inculte et débraillée.

Quatre heures et demie venaient de sonner. Mme de Pontailly, vêtue d'une robe de velours noir et coiffée d'un riche bonnet orné de rubans incarnats, était assise sur une causeuse, à l'un des angles de la cheminée de son salon. Fort belle dans sa jeunesse, la marquise avait conservé un grand air, une tournure noble, et acquis cet embonpoint qui ne messied pas à la maturité. Sa figure rappelait celle de son frère; c'était la même physionomie sérieuse, la même dignité un peu raide, et parfois emphatique.

Sur une demi-douzaine de chaises ou de fauteuils rangés en demi-cercle devant le feu siégeait un pareil nombre d'individus plus ou moins vieux et plus ou moins laids, qui tous, à en juger par leur attitude gourmée, semblaient se croire des demi-dieux en présence d'une divinité supérieure. C'étaient, dans l'ordre où ils se trouvaient assis à partir de la causeuse, un pair de France, l'homme politique du sextuor; un historien dont le principal talent consistait à posséder la véritable prononciation des noms romans et tudesques; un gentilhomme russe, despote dans ses terres, mais libéral à Paris; un Italien, auteur de tragédies classiques, clair de lune d'Alfieri; un général mexicain aussi muet que le *techichi* de son pays natal, mais qui, aux yeux de la maîtresse du logis, avait le mérite d'arriver de loin; enfin un romancier, le plus jeune de tous, et l'un des entrepreneurs de la littérature échevelée qui avait cours à cette époque.

Chez elle, Mme de Pontailly avait l'habitude de conduire la conversation, à peu près comme le président de la chambre dirige les discussions politiques. Son ordre du jour était arrêté d'avance, et les interlocuteurs devaient s'y soumettre. Tel jour il fallait parler politique, tel autre littérature, tel autre beaux-arts, tel autre sciences exactes. Mme de Pontailly s'intéressait à tout, comprenait tout, parlait de tout; mais, cette universalité n'étant pas le partage de tout le monde, malheur au poëte qui arrivait le jour de la chimie, malheur au naturaliste qui tombait au milieu d'une conversation philologique : ils se trouvaient réduits au silence.

En ce moment, l'ordre du jour était la poésie. La marquise s'était promis d'examiner à fond dans la séance les mérites respectifs de M. de Lamartine et de M. Victor Hugo; mais, malgré ses efforts, la discussion, jusqu'alors, ne répondait pas à ses espérances. Le thème choisi ne plaisait à personne. Le pair de France eût mieux aimé narrer les petites intrigues parlementaires que ranimait l'approche de la session; l'historien mérovingien n'aurait pas été fâché de rectifier certaines erreurs touchant Hlodovigh; le Russe, en fait de littérature française, en était encore à Voltaire et à Jean-Baptiste Rousseau; l'Italien aurait volontiers parlé de ses vers, mais ceux des autres le touchaient peu; le Mexicain savait à peine le français; le faiseur de romans enfin méprisait la poésie, comme le renard de la fable les raisins.

— Que ces gens-là ont peu de souplesse et d'étendue dans l'esprit! se disait la marquise, impatientée de voir à chaque instant languir la discussion, malgré ses efforts pour la ranimer; tirez-les de leurs préoccupations habituelles, ils ne savent plus que dire. Ne viendra-t-il donc aujourd'hui aucun de mes poëtes?

La porte s'ouvrit en ce moment, et M. de Pontailly parut, accompagné du vicomte de Moréal.

Quoiqu'il vînt rarement dans le salon de sa femme, le marquis en connaissait les mœurs, dont il se moquait parfois devant elle sans pitié. Dans l'antichambre, il avait dit à son protégé :

— Voici le moment de payer de votre personne. Le cénacle doit être assemblé ; si c'est jour de science sociale ou d'érudition, si l'on réforme le gouvernement ou si l'on commente Niebuhr, vous êtes à peu près sûr de manquer votre entrée ; mais si c'est jour de poésie, et j'en crois sentir le fumet, vous avez la partie fort belle. Mme de Pontailly vous demandera probablement de dire quelques vers ; il faudra vous exécuter.

— C'est que je récite fort mal, ainsi que vous avez dû vous en apercevoir.

— De l'assurance, et vous vous en tirerez. Vous êtes un joli garçon, et vous avez un timbre de voix agréable ; servez-vous de vos avantages ; on vous fera place à l'angle de la cheminée, en face de ma femme. C'est là la tribune. Posez-vous de trois quarts, dans une attitude modeste, mais pleine d'aisance ; une main dans votre gilet, l'autre pendant négligemment le long de la tablette. Défilez sans vous presser votre petit chapelet ; de temps en temps, un regard au plafond ; quand on a l'œil expressif, et vous l'avez, cela ne manque jamais son effet. Pas de *fête romaine,* surtout ! Quelque chose de gracieux, croyez-moi, et, si c'est possible, un hymne en l'honneur du beau sexe. Les femmes souffrent qu'on médise d'elles en prose, mais en vers elles veulent être adorées à genoux. Rappelez-vous cela.

M. de Pontailly traversa le salon, salua d'un air assez narquois les personnages qui s'y trouvaient, et s'avança vers sa femme.

— Madame, lui dit il en lui montrant Moréal, permettez-moi de vous présenter le fils d'un ami que je regretterai toujours, le vicomte de Moréal, qui joint à des qualités dont la liste serait trop longue le talent de faire des vers charmants.

La marquise, nous l'avons dit, exerçait un certain empire sur l'esprit de M. Chevassu, et, selon l'usage, regardait cet empire comme un droit incommutable. Deux mois auparavant, lorsque son frère lui avait écrit qu'il venait de rejeter la demande en mariage de M. de Moréal, elle s'était trouvée fort choquée, et avait vu dans cette décision prise sans la consulter une atteinte à sa légitime influence. Depuis, il est vrai, elle s'était engouée d'André Dornier pour l'amour de l'économie politique, mais, tout en le regardant comme le futur mari de sa nièce, elle gardait rancune à M. Chevassu. La visite de Moréal, qui, sans cette circonstance, l'eût embarrassée, la surprit, mais ne lui déplut pas. Elle vit dans cet incident imprévu un moyen de contrarier son frère, et elle n'était pas femme à se refuser ce petit plaisir. Un coup d'œil sur le vicomte, dont la physionomie était animée, la tournure élégante et la tenue irréprochable, la confirma d'ailleurs dans sa disposition bienveillante, et ce fut d'un air gracieux qu'elle lui répondit :

— Les amis de M. de Pontailly sont les miens, monsieur, et vous n'aviez pas besoin d'une autre recommandation ; cependant le talent ne saurait vous nuire près de moi, car je me fais un devoir de l'admirer. Puisque vous êtes poëte, vous allez nous tirer d'embarras. Nous parlions des deux maîtres de la poésie contemporaine, M. de Lamartine et M. Victor Hugo. Nous hésitions à prononcer entre ces deux grands écrivains ; mais vous, qui cultivez leur art, vous avez certainement une opinion arrêtée, et votre avis doit faire autorité. Auquel des deux, monsieur, accordez-vous la préférence ?

Cette question, qui eût pu servir de programme à un concours académique de province, étourdit un peu le vicomte, quoiqu'il possédât à fond la matière litigieuse. Il s'attendait à débiter de mémoire des vers, mais non à être obligé d'improviser en prose, et surtout il redoutait de commettre une maladresse en manifestant une opinion contraire à celle de la marquise. A ce dernier égard, son protecteur lui vint en aide adroitement. La plupart des femmes préfèrent M. de Lamartine à M. Victor

Hugo, par la même raison qui, sous Louis XIV, leur faisait préférer Racine à Corneille. Mme de Pontailly partageait le goût général de son sexe, et son mari l'avait entendue plusieurs fois développer son opinion. Levant l'index, sans que ce geste fût remarqué de personne, Moréal excepté, le marquis traça en l'air un L majuscule. Averti par ce signe du chemin qu'il devait suivre, quel que fût d'ailleurs son avis personnel, le vicomte prit la parole avec une facilité d'élocution qu'il ne se connaissait pas. Dans un parallèle semé d'aperçus ingénieux, comme on dit en style de feuilleton, il caractérisa la manière des deux illustres poëtes, établit les points par où ils se rapprochent et ceux par où ils diffèrent, donna à chacun d'eux un tribut d'éloges convenable, et, après avoir paru hésiter quelque temps à décerner la palme, finit par l'offrir à l'auteur des *Méditations*.

— Il me semble impossible de traiter une question littéraire avec plus de goût, de convenance et d'impartialité, dit la marquise ravie de retrouver dans le jugement formulé par le vicomte son opinion personnelle; voilà ce que j'appelle de la critique. Messieurs, n'est-ce pas aussi votre avis?

L'assentiment fut unanime, quoique le triomphateur du jour commençât à déplaire à tout le monde.

— Moréal est du métier; il n'est pas étonnant qu'il se connaisse en poésie, dit le marquis empressé d'appuyer le succès de son nouvel ami.

— Ce qui serait étonnant, reprit Mme de Pontailly avec un sourire tout aimable, c'est que, parlant si bien de son art, M. de Moréal fût moins heureux en le cultivant. Me trouverez-vous trop indiscrète, monsieur, si dès le premier jour je mets à contribution votre muse?

— Madame, fit Moréal, qui s'inclina modestement en se disant tout bas : le gros émigré avait raison, je n'éviterai pas le calice.

— Si je vous parais importune, continua la marquise de plus en plus gracieuse, prenez-vous-en à votre excellente critique; c'est elle qui m'inspire le plus vif désir d'entendre quelques-uns de vos vers.

— Allons, place à la tribune, dit M. de Pontailly au romancier qui était assis à l'angle de la cheminée en face de la maîtresse du logis.

L'homme de lettres recula son fauteuil avec un ricanement sourd. Moréal s'approcha de la cheminée, s'y accouda négligemment selon les prescriptions de son protecteur, et leva les yeux au plafond d'un air rêveur qui allait fort bien à son expressive physionomie :

—Puisque madame la marquise aime la poésie de M. de Lamartine, dit-il après un instant de réflexion apparente, peut-être aura-t-elle de l'indulgence pour quelques vers que j'ai osé placer sous l'invocation du grand poëte, hommage indigne de lui sans doute...

— Je suis tout oreilles, interrompit Mme de Pontailly, qui était devenue d'une humeur radieuse en voyant que son jour de poésie, dont elle avait été sur le point de désespérer, prenait enfin une certaine tournure.

Le vicomte récita de son mieux ses stances *à la Mélancolie*. Quoique aussi médiocre que puissent l'être d'honnêtes vers d'amateur, ce morceau poétique obtint un succès complet.

— Charmant! charmant! dit la marquise en frappant légèrement à plusieurs reprises les bouts de ses doigts l'un sur l'autre.

— Charmant! charmant! répétèrent en chœur les assistants, qui intérieurement donnaient le poëte à tous les diables.

Pendant que Moréal débitait son élégie, plusieurs membres du cénacle étaient successivement arrivés. En pareil cas, les domestiques avaient une consigne particulière, ils n'annonçaient pas, et chacun savait ce que cela voulait dire. Alors on s'insinuait dans le salon à petit bruit, on saluait en silence la maîtresse de la maison, qui répondait non moins silencieusement par un signe de tête, et l'on se joignait, toujours muet, au groupe des auditeurs. Cette étiquette était rigoureusement observée; en cette circonstance cependant, un des arrivants la viola; ce fut André Dornier. A la vue de son rival victorieusement installé à la place la plus enviée du salon et tirant, en manière de feu d'artifice, ses fusées poétiques, l'ex-rédacteur du *Patriote* recula de surprise et frémit de dépit. Dans son trouble, il heurta une chaise qui tomba sur le parquet.

— Paix donc! s'écria la marquise en adressant à l'interrupteur un geste d'impatience.

Dornier salua humblement, puis, se remettant de son émotion, il vint se placer en face du poëte, qui l'avait aperçu, et essaya, par son regard hostile, d'exercer sur lui la fascination qui soumet, dit on, le rossignol au serpent. Cette manœuvre n'obtint pour résultat qu'un sourire de mépris qui redoubla la sourde colère de Dornier.

— Ah! il ne se tient pas pour battu, se dit-il; soit: guerre à mort!

— Eh bien! monsieur Dornier, dit le marquis en s'avançant un sourire caustique sur les lèvres, que dites-vous de ces vers? Ne vous semblent-ils pas fort jolis?

— Ce sont donc des vers? répondit le journaliste en jouant ironiquement la surprise.

— Que serait-ce donc? De la prose?

— Je ne dis pas que ce soit de la prose.

— Il faut bien cependant que ce soit l'un ou l'autre. M. Jourdain lui-même en convient.

— Je ne suis pas M. Jourdain, aussi n'en conviens-je pas.

— Quelle diantre de malice allez-vous nous décocher? Vous avez un air de persiflage qui ne promet rien de bon.

Ce colloque avait lieu près de la causeuse où était assise M[me] de Pontailly, qui y prêtait l'oreille, car elle était curieuse de connaître l'opinion de Dornier.

— Que vous dirai-je, monsieur le marquis? reprit celui-ci en baissant la voix de manière à n'être entendu que des deux époux; la prose et les vers sont deux choses réelles et vivantes auxquelles je ne saurais assimiler une chose qui n'a ni réalité ni vie, une chose qui n'existe pas. Ce que vient de réciter ce monsieur n'est donc, à mes yeux, ni de la poésie ni de la prose; c'est ce je ne sais quoi de Tertullien qui n'a de nom dans aucune langue.

Que Dornier trouvât mauvaise l'élégie de son rival, c'était fort naturel; qu'il en fît la satire, c'était de bonne guerre; mais qu'il osât critiquer implicitement, par une acerbe raillerie, l'opinion qu'avait manifestée M[me] de Pontailly, c'est ce qui parut à celle-ci une audace quelque peu impertinente.

— Monsieur, dit-elle au critique en le regardant d'un air glacial, pour juger la poésie, il ne suffit pas toujours d'avoir écrit quelques articles dans les journaux. On peut être très-fort en économie politique, et ne rien comprendre à la langue de Racine.

Dornier, qui avait cru nuire à son rival en le tournant en ridicule, s'aperçut qu'il avait en réalité blessé l'amour-propre de la marquise; pour réparer cette faute, il

prit un air si contrit, que Mme de Pontailly fut désarmée; voulant faire oublier au journaliste humilié la vivacité hautaine qu'elle venait de mettre dans ses paroles, elle le regarda d'un œil radouci et lui fit signe de se pencher vers elle.

— Je sais, lui dit-elle tout bas, pour quel motif vous en voulez tant aux vers de M. de Moréal : vous êtes rivaux, et dans ce cas il est permis de se déchirer un peu. Mais comprenez-vous mon frère qui n'est pas encore venu m'amener ma nièce? Est-ce qu'ils ne seraient pas arrivés aujourd'hui ?

— Ils sont arrivés ce matin, madame, répondit Dornier, charmé d'obtenir un moment d'entretien confidentiel; mais, avant de venir ici, M. Chevassu a dû faire deux ou trois visites à quelques-uns de ses collègues. Sans doute vous ne tarderez pas à le voir.

— Mon frère se porte bien? reprit Mme de Pontailly qui, depuis qu'elle était marquise, trouvait le nom de Chevassu déplorablement bourgeois et le prononçait le moins possible.

— A merveille, madame. et mademoiselle votre nièce aussi.

— Il y a six ans que je ne l'ai vue; elle promettait d'être bien; aujourd'hui, m'avez-vous dit, elle est fort jolie?

— Fort belle, dit Dornier d'un air pénétré.

— A qui ressemble-t-elle ?

— Après ce que je viens de dire, ne l'avez-vous pas deviné?

— Comment! grave publiciste, de la flatterie! du madrigal! C'est Montesquieu écrivant *le Temple de Gnide.*

En remarquant le sourire prétentieux qui accompagna ces dernières paroles, Dornier se dit : Voilà ma sottise réparée; en me parlant, elle se trouve de l'esprit.

— Je ne vous demande pas de nouvelles de M. Prosper, continua la marquise en changeant de ton; je suppose qu'il est toujours aussi mal élevé.

— Il est bien jeune.

— Ce n'est pas une excuse, et mon frère est à son égard d'une faiblesse impardonnable. Depuis qu'il fait son droit, monsieur mon neveu n'est pas venu ici une seule fois sans me faire rougir par ses manières; parlant haut, contredisant tout le monde, un abominable parfum de cigare; enfin, et c'est tout dire. toujours crotté. Fi donc! rien que d'y penser, il me semble sentir l'odeur du tabac. Pour neutraliser cette impression désagréable, j'aurais besoin de respirer encore quelque suave poésie.

A ces mots, Mme de Pontailly se tourna vers le vicomte, qui, quoiqu'il se fût mêlé à la conversation générale, suivait du regard l'entretien de son rival et de la marquise.

— Monsieur de Moréal, lui dit-elle avec une inflexion de voix caressante, je n'ai trouvé à vos vers qu'un seul défaut : c'est d'être trop courts. N'aurons-nous pas encore le plaisir de vous entendre?

— Mais cette femme est donc la Messaline de la poésie! pensa le vicomte; *nondum satiata.*

Au même instant, Dornier se disait : — Aurait-elle l'intention de nous soumettre, le beau Moréal et moi, à un système de bascule? elle a un tel besoin d'hommages, qu'un courtisan de plus ne doit pas lui paraître à dédaigner.

— M. et Mlle *de* Chevassu! dit en ouvrant la porte le domestique chargé d'annoncer les visites.

Le député, qui avait déjà le pied dans le salon, s'arrêta net, et se tournant vers le laquais :

— Je m'appelle Chevassu sans *de*, lui dit-il d'une voix sévère; tâchez de ne pas l'oublier.

Ayant ainsi purifié sa vénérée roture de la tache nobiliaire dont elle venait d'être souillée, M. Chevassu traversa gravement le salon et se dirigea vers la marquise, qui, non moins majestueuse, se leva, sans faire un seul pas pour aller à sa rencontre. Le frère et la sœur s'abordèrent sans grande démonstration d'amitié; mais Mme de Pontailly embrassa d'un air d'affection sa nièce, quoiqu'en secret elle la trouvât peut-être un peu plus jolie qu'elle ne l'eût désiré. Les émotions éprouvées par la jeune fille le matin à l'hôtel des postes, et plus tard dans son entretien avec son père, avaient ajouté leur lustre à sa beauté, comme un orage avive encore les charmes d'un paysage. Il semblait impossible que ces yeux si vifs et ces joues si fraîches pussent jamais briller de plus d'éclat, et pourtant une flamme nouvelle les envahit soudain. Le jais du regard devint diamant, les roses du visage s'épanouirent; Henriette venait d'apercevoir Moréal, dont les yeux ne l'avaient pas quittée depuis qu'elle était entrée dans le salon. La marquise remarqua le trouble de la jeune fille et en comprit aisément la raison; pour l'aider à dissimuler, elle la fit asseoir sur la causeuse et lui adressa successivement plusieurs questions qui devaient lui donner le temps de se remettre.

Après avoir échangé avec son beau-frère une poignée de main assez froide et embrassé en revanche sa nièce sur les deux joues, M. de Pontailly rejoignit le vicomte, qui se tenait à l'écart.

— Vous êtes un heureux mortel, lui dit-il en souriant d'un air malin, ma nièce est jolie comme un ange, la poudre lui serait allée divinement.

— Trop jolie pour mon bonheur! répondit Moréal avec un soupir; je l'aime tant, et j'ai si peu d'espoir!

— Que vous faut-il donc? croyez-vous que je n'aie pas vu le regard qu'elle vous a lancé? Mordieu! quel regard! A votre âge, j'aurais traversé des flammes pour en obtenir un pareil.

— Vous croyez qu'elle m'a regardé? dit le vicomte en essayant de dissimuler son ravissement.

— Comme si vous ne vous en étiez pas aperçu, hypocrite! Et votre rival! quel magnifique dédain en répondant à son salut! Décidément, la partie est égale, trois contre trois!

— Votre neveu est contre moi, c'est-à-dire contre nous, ajouta Moréal en se reprenant.

— Le jacobin Prosper! de quoi se mêle-t-il? Je me charge de le mettre à la raison; j'ai une revanche à prendre avec la république!

M. Chevassu aperçut en ce moment le vicomte; à cette vue, il fronça le sourcil et d'un signe appela Dornier.

— Pourquoi, lui dit-il, ne m'avez-vous pas prévenu que je trouverais ici M. de Moréal?

— C'est la première fois que je l'y vois, répondit Dornier; vous devez croire que sa présence ne me plaît pas plus qu'à vous-même. Je ne sais comment il s'y est pris pour s'introduire ici. Quand je suis arrivé, il était là près de la cheminée, déclamant comme un histrion. Il paraît qu'il fait des vers.

— Ah! il fait des vers? dit le député d'un air dédaigneux.

— Détestables, j'ose le dire.

— Bons ou mauvais, peu importe; pour moi, un individu qui fait des vers est jugé.

C'est comme cette barbe qui lui couvre la figure, est-ce convenable? est-ce décent? Il n'y a rien de sérieux dans cet homme-là.

— Vous savez qu'il chante? dit Dornier empressé d'ajouter ce nouveau délit au dossier criminel de son rival.

— Oui, c'est un gazouilleur de romances. Il faut que je demande sur-le-champ à ma sœur comment il se fait qu'elle reçoive chez elle ce monsieur.

Le député s'approcha de Mme de Pontailly et lui adressa quelques paroles à voix basse.

— Pourquoi je reçois M. de Moréal? répondit la marquise du même ton, mais avec un accent de hauteur, et pourquoi ne le recevrais-je pas?

— Après ce que je vous ai écrit il y a deux mois, il me semble...

— Il me semble, à moi, que je suis la maîtresse de recevoir dans mon salon qui je veux. Vous n'avez pas même daigné me demander un conseil dans la lettre dont vous parlez; vous voudrez bien me permettre de suivre votre exemple.

Voyant au ton de sa sœur qu'il n'obtiendrait rien d'elle, M. Chevassu s'éloigna d'un air mécontent.

— Eh bien! lui demanda Dornier, Mme de Pontailly vous a-t-elle expliqué...

— Je me chargerais plutôt de faire passer à la chambre un budget de deux milliards que d'arracher à ma sœur une parole de bon sens quand elle s'est mis quelque sornette en tête.

La porte du salon s'ouvrit, et au milieu de cette réunion de personnes soignées dans leur costume, polies dans leurs manières, châtiées dans leur langage, apparut soudain un être brusque, négligé, professant autant de mépris pour l'euphuisme que pour l'étiquette. C'était Prosper Chevassu.

L'étudiant se fraya un passage à travers les assistants, dont quelques-uns, auxquels il était inconnu, le regardaient avec surprise, ne concevant pas que cette figure incongrue fût admise dans le salon de Mme de Pontailly. Enchanté de l'effet qu'il produisait et dont il espérait qu'enragerait sa tante, Prosper s'avança vers elle, et, comme s'il eût été entraîné par la tendresse du népotisme, il se précipita dans ses bras. La marquise abhorrait, en public surtout, les scènes d'effusion, et tout ce que le prince de Condé parlant de Pichegru nommait *épanchement de corps-de-garde*. Elle se jeta donc en arrière pour se soustraire à cette inconvenante accolade qu'elle n'évita pourtant qu'en partie.

— Monsieur, dit-elle alors à son neveu en lui lançant un regard de majestueux courroux, il paraît que l'école de droit n'est pas celle du savoir-vivre. Ce n'est point ainsi qu'on aborde une femme. On peut lui baiser la main lorsqu'elle daigne vous la présenter, mais ces embrassades, même quand on est parent, sont d'un goût détestable.

— Ne vous fâchez pas, ma chère tante, répondit Prosper sans s'émouvoir; je croyais qu'on ne baisait la main des femmes que lorsqu'elles étaient vieilles, et vous êtes si jeune!

— Et vous si mal élevé, dit la marquise en baissant la voix, que je rougis d'être votre tante.

— Oh! vous rougissez, reprit l'étudiant, qui peut-être allait faire quelque impertinente allusion aux petits artifices de toilette qu'emploie parfois une femme aux approches de la cinquantaine, mais un regard suppliant de sa sœur l'arrêta. — Me permettez-vous de dîner avec vous dans ce modeste négligé? dit-il en revanche pour attirer l'attention de sa tante sur un costume où la fantaisie l'emportait sur la correction.

— Je ne vous invite pas, répondit la marquise en prenant son plus grand air.

— Que vous êtes bonne, ma chère tante ! vous allez toujours au-devant de mes désirs.

L'étudiant s'inclina d'un air de moqueuse gratitude, et, content d'avoir mis sa tante de mauvaise humeur, il alla serrer cordialement la main de M. de Pontailly.

— Te voilà, bon sujet, lui dit le vieillard ; incorrigible, à ce que je vois. A l'air de ma femme, je devine que tu viens déjà de lui débiter quelque sottise ; tu as tort. On ne doit jamais se brouiller avec sa tante lorsqu'elle est riche et sans enfants, et, si tu continues, tu finiras par te brouiller sérieusement avec la tienne.

— Hélas ! c'est fait, répondit Prosper avec une contrition affectée ; disgracié par sa tante, proscrit par son père, telle est, pour le moment, la condition de votre infortuné neveu. Si vous lui fermez aussi vos bras, il ne lui reste qu'à mourir.

— Je te ne fermerai pas mes bras, mais je te donnerai un conseil. Un peu d'étourderie se fait excuser, trop finit par déplaire à tout le monde. Qu'as-tu fait encore à ton père ?

—Rien du tout ; je suis le modèle des fils ; c'est mon père, au contraire, qui outrage toutes les lois divines et humaines. Ne parle-t-il pas de me mettre en pension ?

— Il a raison ; si j'étais à sa place, il y a longtemps que cela serait fait.

— Vous, mon oncle, c'est bien différent.

— En quoi ?

— Vous êtes de l'ancien régime, et une mesure despotique ne serait qu'une application de vos principes ; mais mon père, un député du côté gauche, attenter à la liberté d'un citoyen, car je suis un citoyen...

— Pas encore, maître Prosper ; d'ailleurs, citoyen ou non, un fils doit avant tout obéir à son père.

— Ah ! vous recevez M. de Moréal ? dit en changeant de conversation l'étudiant, qui venait d'apercevoir le vicomte.

— Il est mon ami, répondit le vieillard, qui appuya sur ce mot, et je désire qu'il devienne le tien. Vous vous connaissez déjà, je crois ?

— Oui, nous nous connaissons, dit Prosper, dont la physionomie était devenue soudain fort sérieuse.

— Dans le salon de ta tante, c'est à toi de le prévenir ; va lui parler.

— Vous venez de me dire qu'un fils doit avant tout obéir à son père ; le mien, si je le consultais, me défendrait de me lier avec M. de Moréal ; cependant, puisque cela peut vous plaire, je vais le saluer.

L'étudiant se dirigea vers le vicomte, qui l'accueillit par un sourire amical.

— Vous vous rappelez notre entretien de ce matin ? lui dit-il en fronçant le sourcil ; à quand notre petite promenade à Saint-Mandé ?

— Comment ! mon cher Prosper, dit Moréal, vous persistez...

— L'entêtement est contagieux. Serez-vous libre demain matin ?

— Non. Après-demain si vous voulez.

— Après-demain soit. A huit heures du matin, à l'entrée du bois, des épées, chacun un seul témoin.

— C'est convenu, dit le vicomte d'un ton calme.

Les deux jeunes gens se séparèrent.

Un instant après, Moréal se rapprocha sans affectation d'André Dornier, qui faisait semblant d'examiner un album dans l'embrasure d'une fenêtre.

— Monsieur, lui dit-il d'un air hautain, je viens vous demander l'explication du regard que vous avez fixé sur moi lorsque je disais mes vers.

— Quand je suis au théâtre, j'ai l'habitude de regarder les acteurs, répondit Dornier d'un ton non moins dédaigneux.

— Vous n'êtes point au théâtre, et je ne suis pas un acteur. Permis à vous de trouver mes vers détestables, mais à vous défendu de me regarder insolemment.

— Je n'ai pas attendu votre permission, et voici comment je réponds à votre défense.

André Dornier arrêta sur le vicomte un regard de défi, et ils échangèrent pendant un instant une provocation muette, mais passionnée.

— Fort bien, reprit Moréal, vous comprenez à demi mot; nous visons au même but, et nous nous gênons mutuellement. L'un de nous est de trop.

— Si c'est un duel qu'il vous faut, je suis à vos ordres.

— Demain à huit heures, à l'entrée du bois de Vincennes; je vous laisse le choix des armes.

— C'est bien, je serai au rendez-vous; mais quittons-nous. M. de Pontailly nous surveille.

Les deux rivaux composèrent leurs physionomies et se séparèrent d'un air tranquille.

Six heures allaient sonner, et le salon se vidait peu à peu. Malgré son désir de prolonger sa visite et d'échanger encore avec la jeune fille qu'il aimait quelques-uns de ces regards fugitifs qui, dans le monde, sont souvent le seul bonheur permis à la passion, Moréal comprit qu'il fallait se retirer. Il prit congé de la marquise, qui lui octroya de la manière la plus gracieuse le droit de revenir, renouvela ses remercîments à son protecteur, et, après avoir contemplé Henriette une dernière fois, il sortit. Dornier se retira un instant après, accompagné de Prosper, qui était trop orgueilleux pour essayer de rentrer en grâce près de son père et de sa tante.

IX.

Lorsque les deux amis furent dans la rue, Prosper dit à Dornier :

— Je me bats après-demain.

— Et moi, demain, répondit le journaliste.

— Avec Moréal?

— Oui; et vous, avec qui?

— Pardieu! toujours avec Moréal. Il m'avait bien dit ce matin, l'endiablé qu'il est, qu'il s'arrangerait de manière à commencer avec vous.

Prosper raconta l'entretien qui avait eu lieu dans l'estaminet.

— Mais je n'en aurai pas le démenti, dit-il en finissant; ce matin je n'avais pour mobile que mon amitié pour vous et le désir de reconnaître en une fois les services que vous me rendez en toute occasion; maintenant, c'est pour moi une question d'amour-propre. Si, après avoir été prévenu, je me laissais escamoter mon duel, ce petit monsieur aurait trop le droit de se moquer de moi. Vous allez me promettre de me laisser passer le premier.

Les journalistes, en province surtout, sont exposés assez souvent à d'autres combats que ceux de la polémique. Lorsqu'il était entré dans cette carrière, Dornier

en avait accepté les charges, et deux fois déjà il avait été obligé de quitter la plume pour l'épée. D'ailleurs, s'il n'était pas duelliste, il ne manquait point de courage, et, quoiqu'il se fût difficilement décidé à se battre sans y être pour ainsi dire contraint moralement, une fois son parti pris, il se présentait de bonne grâce sur le terrain. En cette occasion, il avait délibérément accepté la provocation du vicomte, qu'il regardait comme le plus sérieux obstacle à ses projets, parce que le but lui semblait assez tentant pour qu'il ne se laissât pas arrêter par un obstacle; mais la proposition de l'étudiant lui présenta l'affaire sous un jour nouveau.

— Tout à l'heure j'ai fait une sottise, pensa-t-il; au lieu de lutter de fanfaronnade avec ce jeune coq, j'aurais dû gagner du temps, ne fût-ce que quarante-huit heures. Mais qui pouvait prévoir la fantaisie belliqueuse de cet écolier? Oui, j'ai fait une lourde sottise; il fallait laisser le champ libre à ces deux étourdis. Vainqueur ou vaincu, Moréal n'aurait plus été à craindre; car, mort, tout était dit, et, meurtrier du frère d'Henriette, c'était désormais entre elle et lui un abîme infranchissable, sans compter que, dans ce dernier cas, la petite serait devenue un parti magnifique. Quel besoin avais-je de gâter une si belle position?

— Vous ne me répondez pas? reprit Prosper; je vous dis qu'il faut demain me céder votre place, sauf à prendre la mienne après-demain, s'il y a lieu.

— C'est impossible, répondit Dornier assez faiblement.

— Rien n'est impossible, et, si vous refusez, nous nous brouillerons.

— Je pourrais vous céder un plaisir, mais un danger...

— Je vous dis que c'est pour moi une question d'honneur. Je suis sûr que notre gentilhomme rit en lui-même du tour qu'il m'a joué, et c'est une satisfaction que je ne veux pas lui laisser. Voyons, est-ce arrangé?

— Mais comment voulez-vous que je manque à un rendez-vous de cette nature? Ce serait me déshonorer. Je suis inscrit le premier, je dois passer le premier.

— Erreur; dès ce matin j'avais pris date; mon titre est donc plus ancien que le vôtre. Quant au blâme que vous redoutez, nous allons trouver en dînant un moyen d'arranger cela de manière que l'homme le plus pointilleux n'ait pas le plus petit mot à dire.

Les deux amis entrèrent dans un restaurant du boulevard des Italiens, et, leur premier appétit apaisé, ils reprirent la discussion. Ainsi qu'il arrive souvent, plus André Dornier persistait dans ses objections, plus Prosper s'opiniâtrait à son projet. L'étudiant épuisa une foule de raisonnements plus ou moins sophistiques pour convaincre son compagnon; mais celui-ci, qui au fond n'attendait pour céder qu'un argument plausible, comprit qu'il était tout à fait impossible d'accepter sans honte un semblable arrangement, et il continua, bien malgré lui, à se retrancher derrière les grands mots d'honneur et d'amitié.

— Tout ce que vous me dites est inutile, dit-il à la fin à l'élève en droit d'un ton qui n'admettait pas de réplique; si demain il vous arrivait malheur par ma faute, je ne me le pardonnerais jamais. C'est à moi de me battre le premier, et je me battrai.

— Ah! tu le prends sur ce ton-là! se dit Prosper, tout à fait irrité par la contradiction; eh bien! nous verrons.

L'étudiant venait de concevoir un plan, superbe selon lui, pour mettre André Dornier dans l'impossibilité de se battre le lendemain; mais il n'eut garde de le lui communiquer.

— Il est huit heures et demie, dit-il en jetant sa serviette sur la table; demandons la carte, et allons faire un tour à la porte Saint-Denis. Je serais bien aise de voir comment s'y comporte l'émeute.

Vingt minutes plus tard, les deux amis descendaient la pente du boulevard Bonne-Nouvelle.

A la fin de 1834, les émeutes avaient singulièrement dégénéré; la guerre civile était réduite aux proportions d'un charivari; la canne des agents de police avait remplacé la fusillade. L'émotion populaire, dont la seule idée réjouissait le cœur du républicain Prosper, n'était plus qu'une scène assez bruyante, il est vrai, jouée par quelques jeunes prolétaires amis de toute espèce de tapage, et à laquelle assistaient un beaucoup plus grand nombre de promeneurs oisifs, attirés par ce spectacle gratuit. Voici comment se passait la représentation. Au commencement de la soirée, on voyait s'établir à la porte Saint-Denis et à la porte Saint-Martin deux pelotons de la garde municipale à pied, flanqués l'un et l'autre d'une escouade de sergents de ville et d'auxiliaires sans uniforme, mais reconnaissables à leurs longues redingotes bleues, à leurs physionomies peu gracieuses, et surtout à une énorme canne qui, si l'on en croyait leur vigoureuse apparence, n'était pas uniquement destinée à assurer leur marche. Quelques patrouilles de la garde municipale à cheval circulaient d'une porte à l'autre, surveillant chaque groupe, ainsi que les chiens des bergers surveillent un troupeau, avec cette différence cependant qu'à la première alerte les cavaliers avaient pour consigne de tomber sur les moutons, recommandés au plat de leurs sabres. Insensiblement la foule devenait plus compacte; des bandes de jeunes citoyens en blouse arrivaient du boulevard, de la ville et des faubourgs; les rassemblements se formaient; on se pressait, on s'entassait, on sifflait, on huait, on entonnait des chants patriotiques : la fête était commencée. De temps en temps alors, une patrouille, quittant son allure paisible, mettait ses chevaux au trot et balayait la chaussée du boulevard, comme en automne un coup de vent emporte les feuilles mortes; d'autres fois, de l'un des postes d'infanterie s'élançaient une vingtaine de ces auxiliaires à mine peu avenante dont nous avons parlé; brandissant leurs cannes en bâtonistes consommés, ils se précipitaient sur le groupe voisin, saisissaient au hasard quelques individus plus ou moins prévenus d'avoir sifflé, et, araignées avides, traînaient ces mouches étourdies dans un trou creusé à l'intérieur de la porte Saint-Denis, et qui d'escalier devenait en ce cas geôle provisoire. Vers onze heures, la foule s'écoulait, les gardes municipaux rentraient dans leurs casernes, les mouchards dans leurs tanières; on conduisait en prison une trentaine de pauvres diables, qui, moins coupables que d'autres bien souvent, avaient eu le mauvais lot à la loterie de l'émeute, et tout était dit. Le lendemain soir on recommençait.

Lorsque Prosper et son compagnon furent arrivés à l'endroit où le boulevard incline vers la porte Saint-Denis, l'émeute promettait de devenir intéressante, et les connaisseurs commençaient à s'en montrer satisfaits.

— *Ça chauffe*, disait-on dans les différents groupes.

— Est-ce que vous voulez pénétrer dans cette cohue? demanda Dornier en s'arrêtant.

— Sans doute; rien n'est amusant comme une émeute, mais, pour en jouir, il faut être bien placé.

— Ne sommes-nous pas bien ici ? De cette hauteur, on découvre tout le boulevard entre les deux portes.

— Un peu plus loin nous serons encore mieux, dit Prosper, qui ne perdait pas de vue son projet.

Ils continuèrent d'avancer à travers la masse des curieux; mais au bout d'une centaine de pas leur marche fut interrompue par une de ces paniques soudaines qui se renouvelaient tous les quarts d'heure. Un flot d'émeutiers en déroute les refoula brusquement vers l'entrée de la rue Saint-Denis.

— Quel plaisir trouvez-vous à vous mêler à cette populace? dit Dornier lorsqu'il put enfin s'arrêter; je n'ai jamais vu pareilles figures de bandits.

— Cette populace, c'est le peuple; ces bandits sont nos frères, répondit l'étudiant d'un ton de reproche. Ce dédain aristocratique sied mal à un républicain.

— Parlez moins haut; ce n'est pas ici le cas de crier sur les toits sa profession de foi.

— Je proclamerais la mienne sur l'échafaud. Mais voilà l'alerte passée; maintenant nous pouvons avancer.

— N'en avez vous pas assez?

— Nous n'avons encore rien vu.

— Si fait, car, pour ma part, je vois là-bas les gardes municipaux qui se mettent en mouvement; il va y avoir une charge.

— Avez-vous peur? demanda Prosper avec un accent de moquerie.

— Sans avoir peur, il est permis, je crois, de ne pas se soucier d'être foulé aux pieds des chevaux ou assommé par les agents de police. Je vous déclare que, si vous persistez à rester ici, je vous quitte.

La démonstration des gardes municipaux produisit son effet ordinaire. Une masse d'individus en blouse prit la fuite devant le peloton de cavaliers qui la poursuivit au trot en distribuant des coups de plat de sabre aux moins alertes. Les deux amis, pour éviter d'être renversés par les fuyards ou par les chevaux, s'effacèrent de leur mieux contre une boutique, et, lorsque le détachement les eut dépassés, ils se trouvèrent à peu près isolés sur le trottoir. La vue des casques et des sabres avait exalté la guerroyante humeur de l'élève en droit; quoiqu'il eût résolu d'être prudent, son républicanisme lui porta soudain au cerveau, et il ne put résister à la tentation de mêler sa voix aux clameurs séditieuses dont retentissait au loin le boulevard.

— A bas les municipaux! cria-t-il avec force; vive la liberté!

— Prosper, êtes-vous fou? lui dit Dornier en lui mettant la main sur la bouche; avez-vous envie de nous faire arrêter? — Et il essaya, mais inutilement, d'entraîner l'obstiné républicain.

Au même instant, les hommes armés de cannes firent à leur tour irruption sur les émeutiers dispersés par la cavalerie.

— Voici le moment, pensa traîtreusement l'étudiant en droit. — Vous avez raison, dit-il à haute voix, il est temps de battre en retraite.

Les deux amis prirent leur course du côté de la rue Saint-Denis; presque aussitôt Prosper, heurtant son compagnon comme par mégarde, le fit trébucher et tomber sur le trottoir; Dornier essaya de se relever, mais déjà deux agents de police l'avaient pris au collet.

— Le seul moyen de me débarrasser de lui, s'était dit Prosper Chevassu en dînant, c'est de le mener à l'émeute et de le faire coffrer. Avec la protection des trente ou quarante députés qu'il connaît, il en sera quitte pour un ou deux jours d'arrêts, et, pendant ce temps-là, je pourrai vider ma querelle avec Moréal.

L'étudiant ne pouvait exécuter son projet sans s'exposer un peu, mais il comptait sur son adresse et sur sa remarquable légèreté pour s'esquiver au moment critique : il fut trompé pourtant dans son attente, et confirma la vérité des vers de La Fontaine :

Tel, comme dit Merlin, cuide engeigner autrui,
Qui souvent s'engeigne soi-même.

Au moment d'atteindre l'angle de la rue Saint-Denis, l'étudiant se heurta violemment contre un sergent de ville qui accourait pour lui barrer le passage.

— La casquette rouge ! s'écria ce dernier avec un accent de triomphe. J'étais bien sûr de vous retrouver, mon gaillard; cette fois, vous ne m'échapperez pas comme ce matin.

Prosper essaya de lutter contre la main vigoureuse qui déjà s'efforçait de l'entraîner ; mais un agent de police, venant à l'aide du sergent, acheva de rendre la résistance inutile.

Un instant plus tard, l'étudiant, après avoir fait une fort belle défense, rejoignit André Dornier dans le trou de la porte Saint-Denis, où se trouvaient déjà entassés une dizaine de prisonniers.

— Dornier, êtes-vous là? demanda Prosper, qui, dans les ténèbres de cette étrange prison, n'entrevoyait que des formes confuses appuyées contre les murs ou accroupies sur les marches de l'escalier.

— Sans doute je suis là... grâce à vous... répondit d'une voix altérée le journaliste.

L'étudiant se dirigea en tâtonnant du côté d'où venaient ces paroles.

— Parlez bas, lui dit à l'oreille Dornier lorsqu'ils se furent rapprochés ; surtout plus de noms propres et pas de fanfaronnades séditieuses : il y a sans doute ici des mouchards, et notre position n'est pas assez agréable pour chercher à l'aggraver.

— Vous me semblez ému, répondit Prosper; je vous croyais plus de fermeté.

— Croyez-vous que ce soit si amusant d'être ici ?

— Il est certain qu'il serait plus agréable d'être au bal de l'Opéra; mais un républicain...

— Parlez donc plus bas.

— Un philosophe, si vous l'aimez mieux, doit savoir supporter la mauvaise fortune ; pour moi, s'il y avait moyen de fumer un cigare, je ne me plaindrais pas du sort.

— Quand vous aurez passé quinze jours en prison, vous changerez de langage.

— Bah ! quinze jours... et quand même; Béranger et tant d'autres n'ont-ils pas été en prison? Savez-vous qu'une petite captivité pour un motif politique n'est pas du tout à dédaigner? Cela pose un homme.

Nous laisserons les deux interlocuteurs, l'un fort mécontent, l'autre presque consolé, enfermés dans la cage de pierre de la porte Saint-Denis.

Le lendemain à sept heures du matin, le vicomte de Moréal, déjà complétement habillé, se promenait dans sa chambre lorsqu'on frappa bruyamment à la porte.

— Voici Cendrecourt, se dit-il en pensant à un de ses amis qu'il avait mis en réquisition la veille pour être son témoin.

La porte ouverte, au lieu du jeune homme qu'il attendait, le vicomte vit entrer M. de Pontailly. Le marquis était vêtu d'une ample redingote bleue militairement

boutonnée jusqu'au cou; il avait remplacé son parapluie par un gros jonc à pomme d'or, et son chapeau à larges bords était penché sur l'oreille droite encore plus que de coutume.

— Ah! mon garçon, je vous y prends, dit le vieillard, qui d'un regard avait exploré la chambre; est-ce pour tirer des pigeons que vous avez préparé cette boîte de pistolets que je vois sur votre bureau? J'avais bien deviné hier, en voyant de quel air vous dialoguiez avec Dornier, qu'aujourd'hui nous aurions une petite escarmouche. Aussi, vous voyez que j'ai été matinal. Allons, contez-moi l'affaire. Vous savez que vous m'avez promis de vous laisser diriger par moi.

— Je ne trouverai jamais un meilleur guide, répondit le vicomte.

— Ainsi, vous devez vous battre? reprit le marquis d'un air mécontent.

— Oui; mais ne me blâmez pas avant de m'avoir entendu. Si je me bats aujourd'hui avec M. Dornier, c'est pour ne pas me battre demain avec votre neveu.

— Quoi! Prosper aussi!

— Prosper, que j'aimerais beaucoup s'il voulait me le permettre, a mis dans sa tête de marier sa sœur à M. Dornier, et, comme je le gêne, il a imaginé un infaillible moyen de se débarrasser de moi : c'est de me percer le flanc. Je vous avouerai, monsieur le marquis, que je me soucie médiocrement de lui donner cette petite satisfaction.

Je vous crois, parbleu! Prosper est un entêté qui ne démordra pas de sa résolution, quelque extravagante qu'elle puisse être, et je comprends que s'il vous provoque...

— Il l'a fait déjà.

— Hier?

— Deux fois : le matin à son arrivée, et dans votre salon.

— Comment ai-je fait pour ne pas m'en apercevoir? Vous avez raison, la position se complique.

— C'est pour la simplifier que j'ai ce matin une rencontre avec M. Dornier.

— Où?

— Au bois de Vincennes.

— A quelle heure?

— A huit heures.

— Il est sept heures passées, dit le marquis en regardant la pendule; envoyez chercher une voiture et partons.

— Comment! monsieur, vous voulez...

— Être votre témoin, comme j'ai été deux fois celui de votre père.

— C'est un honneur que je voudrais avoir mérité... mais... j'attends un de mes amis.

— Écrivez-lui un mot que vous laisserez chez le concierge. Dépêchez-vous; nous devrions être en route.

Moins d'une heure après cet entretien, M. de Pontailly et Moréal descendaient de voiture au lieu désigné pour le rendez-vous. Pour une raison connue du lecteur, ils n'y trouvèrent personne. Ils attendirent plus d'une heure, d'abord avec patience, ensuite avec étonnement. Enfin la vivacité du marquis ne lui permit pas de se taire plus longtemps.

— Il est neuf heures et demie, dit-il en tirant sa montre; ce drôle se moque de vous. Je l'ai toujours soupçonné de n'être pas franc du collier.

— Quelque empêchement peut-être, dit le vicomte.

—Le duel n'admet pas plus d'empêchement que les dettes de jeu n'admettent de délai. Notre homme ne viendra pas parce qu'il a peur, voilà tout; mais je connais son adresse; retournons à Paris, et prenons-le d'assaut dans son domicile; il faudra bien qu'il m'explique sa conduite, car c'est moi qui prends l'affaire maintenant. Un poltron de cette espèce prétendre à la main de ma nièce! Je serai, parbleu! ravi de lui dire à ce sujet ma manière de voir.

De retour à Paris, le marquis et le vicomte se rendirent aussitôt à un hôtel garni de la rue des Petits-Champs, où s'était logé le défaillant; là ils apprirent que M. Dornier n'était pas rentré depuis la veille.

—Le lièvre a changé de gîte, dit le vieillard en riant; car, malgré sa susceptibilité à l'endroit du point d'honneur, l'aventure prenait à ses yeux une tournure si bouffonne, qu'il jugea inutile de la traiter désormais sérieusement. Ma foi, cherche sa piste qui voudra. Je crois que ce qu'il y a de mieux à faire, c'est d'en rester là. Votre rival vient de se suicider, et cela vaut mieux pour vous que de l'avoir tué vous-même. Battons le fer tandis qu'il est chaud; allons trouver M. Chevassu.

— Vous devez comprendre, répondit le vicomte, qu'après le refus que j'ai essuyé il y a deux mois, il m'est impossible de me présenter chez M. Chevassu, à moins qu'il ne m'y appelle lui-même.

—C'est juste; je ne pensais plus à cela. Eh bien! vous m'attendrez dans la voiture. Au total, la journée est bonne; nul doute qu'en apprenant la lâche conduite de Dornier, mon beau-frère ne rompe avec lui sur-le-champ.

X.

La plupart des députés, pendant leur séjour à Paris, se logent presque aussi modestement que le font les étudiants; oiseaux de passage, jusqu'à ce qu'ils retournent à leur nid, le moindre gîte leur suffit, comme à l'hirondelle. Quelques-uns, cependant, y attachent une certaine importance, et M. Chevassu était de ce nombre. Le logement qu'il occupait à l'hôtel Mirabeau était assez grand pour qu'il y pût recevoir plusieurs de ses collègues, et il s'y était installé en homme décidé à retrouver, du moins en partie, les agréments et les ressources de son propre logis. Avant son départ de Douai, le député avait fait mettre au roulage une caisse énorme contenant un choix des livres de sa bibliothèque qu'il prévoyait devoir lui être le plus indispensables dans le cours de la session. C'était le *Moniteur* depuis 1830, le *Bulletin des Lois,* une foule de brochures politiques, et enfin la collection complète du *Patriote douaisien,* nécropole d'articles d'opposition d'où le nouveau membre du côté gauche comptait bien exhumer pour la tribune plus d'une tirade à effet. Fort aristocrate dans ses habitudes, malgré ses principes démocratiques, M. Chevassu aurait trouvé au-dessous de sa dignité d'aller consulter, dans une bibliothèque publique ou dans un cabinet de lecture, les livres dont il pouvait avoir besoin. Quant à travailler à la chambre, comme font plusieurs députés, Dornier lui avait insinué qu'un homme d'état, pour conserver son prestige, doit toujours sortir de son cabinet armé de toutes pièces, et paraître tout savoir sans jamais avoir l'air de rien apprendre.

En ce moment, M. Chevassu, enveloppé d'une belle robe de chambre sérieuse en sa couleur, était assis devant un grand bureau garni d'une étagère où il avait

fait ranger ses livres. Un manuscrit fort raturé était ouvert devant lui, et il le feuilletait avec une attention mêlée d'impatience. S'il nous était permis de trahir un secret commun à un assez grand nombre d'orateurs, nous avouerions au lecteur que ce cahier si souvent revu et corrigé n'était autre chose que l'improvisation par laquelle le nouveau député voulait signaler son début. M. Chevassu appelait ainsi le travail du cabinet au secours de l'inspiration de la tribune, non pas qu'il crût manquer d'esprit comptant, ou qu'il se défiât de son éloquence, mais il attachait une telle importance à son premier pas dans la carrière parlementaire, qu'il lui semblait impossible d'y apporter trop de préparation et de soins.

— Un homme comme moi ne doit aborder la tribune que par un coup d'éclat, s'était-il dit après son élection.

Quel serait ce coup d'éclat? Si les exemples ne manquaient pas. tous offraient des inconvénients. Il y avait le début foudroyant, l'apostrophe de Mirabeau à M. de Brézé; mais ce n'est qu'au milieu des orages d'une révolution naissante qu'on peut faire gronder un pareil tonnerre; — le début spirituel, la réplique de Pitt à lord Nugent, mais l'esprit était-il bien le meilleur moyen de réussir à la chambre? — le début libéral, la motion de Burke contre la taxe du timbre imposée aux colonies d'Amérique, mais ici la multiplicité des abus rendait fort difficile le choix du point d'attaque. Après avoir ainsi passé en revue les commencements d'une dizaine d'orateurs célèbres à des titres divers, M. Chevassu se trouva un peu plus embarrassé qu'auparavant. A force d'y réfléchir cependant, une inspiration lui vint qui lui parut heureuse.

— Je suis député du département du Nord, se dit-il, mais en même temps j'appartiens à la France entière. Si donc il m'était possible d'entamer d'abord une question locale, et, partant de là, d'ouvrir adroitement une discussion d'intérêt général, je frapperais deux coups au lieu d'un : d'une part, je charmerais mes commettants en plaidant leur cause; de l'autre, j'établirais magistralement ma position à la chambre.

Après avoir mûri cette idée, M. Chevassu s'occupa de l'exécuter. A son instigation, une pétition fut adressée à la chambre par les fabricants de sucre indigène, qui dans le département du Nord possédaient plus de deux cents usines. En partant pour Paris, le député emporta cette requête, qu'il s'était chargé de déposer sur le bureau, et à propos de laquelle il avait résolu de paraître à la tribune pour la première fois.

Sur ce thème simple et en apparence naïf, la betterave, voici quelles fioritures parlementaires avait brodées le futur grand orateur. Selon lui, la question des sucres contenait virtuellement toutes les autres. Elle pouvait être envisagée sous deux faces, l'intérieur et l'extérieur. A l'intérieur, elle se rattachait évidemment à tous les griefs de l'opposition : l'oubli des promesses de 1830, l'inexécution du programme de l'Hôtel-de-Ville, le penchant aux idées rétrogrades, la corruption des agents du pouvoir, la falsification des listes électorales, la haine de toute espèce de réforme. A l'extérieur, l'éloquent tribun prenait un essor encore plus vaste : avec l'aisance d'un aigle qui domine tous les pics de montagnes, il planait sur les plus ardues questions du moment : question d'Orient, question espagnole, question belge, question d'Alger; et dans cette revue à vol d'oiseau, quelle variété d'épisodes, quelles transitions inattendues, quel luxe de métaphores, quelle audace de prosopopées! Peinture amère de l'humble attitude du cabinet en face de l'étranger, défi à la perfide Albion, protestation en faveur de la nationalité polonaise, élégie

sur l'esclavage des noirs, dissertation philosophique sur la décadence de l'empire turc, tableau prophétique du duel gigantesque de la Russie et de l'Angleterre marchant l'une contre l'autre des confins opposés de l'Asie; triste retour sur l'abaissement de la France, réduite à contempler sans y prendre part ce magnifique spectacle; hommage patriotique au tombeau de Sainte-Hélène : tout cela à propos de betterave; rien n'était oublié dans cette pièce d'éloquence. Pour conclusion, l'orateur douaisien, revenant à son légume, établissait pathétiquement qu'accroître d'un seul centime par kilogramme le tarif du sucre indigène, ce serait tout simplement jeter la France dans l'abîme.

Assez content de son œuvre, M. Chevassu cependant n'était pas complétement satisfait. Une chose lui manquait, c'était le suffrage de Dornier, dont il s'était fait une si agréable habitude, que désormais il ne pouvait plus s'en passer.

— Il m'avait cependant promis de venir ce matin, se disait le député en relisant les feuillets de son improvisation. Qui peut le retenir? Ce n'est pas que j'aie besoin de lui le moins du monde, mais je serais bien aise de connaître son opinion sur mon discours.

Au bruit de la porte qui s'ouvrait, M. Chevassu tourna la tête, s'attendant à voir paraître Dornier; lorsqu'il eut reconnu son beau-frère, sa figure prit une expression de contrariété qu'il ne dissimula qu'avec peine.

— Quel honneur inattendu, monsieur le marquis! dit-il d'un air pincé en faisant mine de se lever.

— Restez donc, répondit M. de Pontailly d'un ton de cordialité; entre nous, doit-il être question de cérémonies?

— Veuillez vous asseoir, reprit le député avec la dignité d'un ministre qui donne une audience.

— Arrivé d'hier et déjà au travail! dit le vieillard en prenant un fauteuil.

— Je n'ai pas comme vous, par droit de naissance, le privilége de ne rien faire.

— Votre naissance! mais elle est, parbleu, fort bonne, répliqua le marquis avec un sourire équivoque; trois cents ans d'excellente roture, m'avez-vous dit?

— Quatre cents, dit M. Chevassu, qui laissa tomber ces paroles d'un air de superbe insouciance.

— Peste! s'il était encore d'usage de faire ses preuves de 1399, vous pourriez presque monter dans les carrosses de notre royauté bourgeoise.

— J'ai la présomption de croire qu'en ce cas je pourrais me passer de mes ancêtres.

— Je sais qu'un homme de votre valeur se recommande par lui-même...

— Et surtout n'attache aucun prix aux hochets de la vanité. Une vie laborieuse et, j'ose l'espérer, utile à mes concitoyens, voilà mon lot; l'estime publique, voilà mon but.

— Il se croit déjà à la tribune, pensa le vieillard, qui reprit tout haut : Une justice à vous rendre, c'est que vous marchez à ce but sans vous accorder le moindre repos. Toujours à l'œuvre; mais que faites-vous-là? un discours écrit, je suppose? Je croyais que vous improvisiez.

— Un discours écrit! dit le député en jetant négligemment son manuscrit dans un des casiers du bureau; non vraiment, j'ai une assez grande habitude de parler en public pour avoir quelque confiance en ma facilité d'élocution. Ce sont tout bonnement des notes pour une affaire particulière dont je dois conférer avec Dornier, qui devrait déjà être ici.

— Ah! vous attendez M. Dornier? reprit le marquis. empressé d'aborder le sujet de sa visite ; je serai charmé de le rencontrer, car voilà plus de quatre heures que je cours après lui ; mais êtes-vous bien sûr qu'il vienne?

— Ce serait la première fois qu'il manquerait à un rendez-vous.

— A ma connaissance, ce serait au moins la seconde.

— Avec moi, pourtant, il est fort exact; il sait que je n'aime pas attendre.

— En cela, tout député de la gauche que vous êtes, vous ressemblez à Louis XIV. Pour en revenir à notre homme, il se peut en effet qu'une liasse de papier lui paraisse moins terrible que la pointe d'une épée; ainsi, peut-être viendra-t-il, et je vais l'attendre.

— Comment parlez-vous d'épée à propos de Dornier?

— Comme on parle de poudre à propos de lièvre.

— Lièvre... Voilà une expression...

— Peu parlementaire, j'en conviens, mais parfaitement appropriée au sujet. Je suis venu ici, mon cher beau-frère, pour vous prévenir que votre ami Dornier n'est autre chose qu'un drôle, un poltron, un lâche que je mettrai ignominieusement à la porte de chez moi, s'il ose désormais s'y présenter.

— Qu'a-t-il donc fait? dit le député en regardant le marquis d'un air d'étonnement.

— Demandez plutôt ce qu'il n'a pas fait. Hier, chez moi, vous y étiez, il se dispute avec Moréal pour un motif que vous devinez peut-être. Rendez-vous pris pour ce matin ; à huit heures, nous sommes sur le terrain, le vicomte et moi; point de Dornier. Une heure, deux heures se passent, point de Dornier. Nous revenons à Paris, et nous allons le chercher à son hôtel; point de Dornier : le drôle a délogé hier au soir, tant lui semble précieuse la conservation de sa personne. Que dites-vous de cela?

— Ce que je dis? répondit avec gravité M. Chevassu, je dis que dédaigner les provocations d'un duelliste, c'est le fait d'un homme sage et honorable. Si Dornier avait commis la folie insigne de se battre avec M. de Moréal, je ne la lui aurais jamais pardonnée.

— Parlez-vous sérieusement? dit le marquis d'un air ébahi.

— Je parle toujours sérieusement.

— Quoi! la poltronnerie de ce pédant ne vous indigne pas?

— Je n'appelle pas poltronnerie la modération du caractère.

— Mais, vous-même, vous sentiriez-vous capable d'une pareille modération?

Le député du Nord se redressa sur son fauteuil.

— Je me sentirai toujours capable de conformer mes actions à mes principes, dit-il en accentuant solennellement chaque parole; à mes yeux, le duel est un déplorable reste des abus de la féodalité; or, je suis l'ennemi des abus. Sans répéter tout ce que les philosophes, Rousseau en tête, ont écrit sur la matière, je dois vous dire que, pour moi, c'est là une question sociale digne de tout l'intérêt du législateur.

— Je vous ferai observer, mon cher beau-frère, que nous ne sommes pas à la chambre; laissons donc là les questions sociales et restons dans notre sujet. Vous approuvez Dornier?

— Entièrement.

— Et à sa place vous auriez fait comme lui?

— A sa place! répéta M. Chevassu choqué de l'expression; il ne m'est pas très-

facile à moi magistrat, à moi député, de me supposer à la place d'un jeune homme de talent sans doute, mais encore sans consistance. Le rapprochement manque donc d'exactitude: mais, pour vous répondre catégoriquement, je vous dirai, par exemple, qu'à la place de Mirabeau, qui, dès qu'il fut à l'assemblée constituante, n'accepta plus de duel, j'aurais fait comme lui.

— Pouvez-vous bien vous comparer, vous homme honnête et intègre, à ce renégat, à ce coquin de Mirabeau? s'écria M. de Pontailly, chez qui s'était soudain rallumée à ce nom une de ses plus véhémentes antipathies du temps de l'émigration.

Le député hocha la tête de l'air d'un homme qui veut bien un instant oublier sa supériorité pour convaincre par la discussion un adversaire opiniâtre.

— Coquin! renégat! c'est bientôt dit, reprit-il; mais des mots injurieux ne sont pas des raisons. Mirabeau...

— Au diable! s'écria brusquement le vieillard; parlons de Dornier. Sa lâche conduite ne vous empêcherait donc pas de lui accorder la main de votre fille?

— Dornier a le courage civil, et c'est celui dont je fais le plus de cas.

— Le courage civil? Qu'est-ce que c'est que cette nouvelle invention-là? De mon temps, nous ne connaissions qu'une sorte de courage; y en a-t-il deux aujourd'hui?

— La fermeté du citoyen peut n'avoir rien de commun avec l'audace du soldat.

— Propos de peureux! s'écria le vieillard avec emportement.

— Sachez, monsieur le marquis, dit le député en s'échauffant à son tour, que jamais un sentiment de peur n'a approché de mon âme.

— C'est possible; mais, à vous entendre, on en douterait, répliqua M. de Pontailly, entraîné malgré lui par la chaleur de la discussion.

— Est-ce pour m'insulter que vous êtes venu chez moi? s'écria M. Chevassu d'une voix imposante.

— Non, mais c'est pour vous empêcher de faire une sottise.

— Je ne vous reconnais pas le droit de me donner des conseils.

— Je vous en donnerai un cependant...

— Que je me dispenserai d'entendre, dit le député en se levant.

— Allons, Chevassu, reprit le marquis après un instant de silence, calmez-vous; je n'ai pas eu l'intention de vous offenser. Nous sommes deux vieux fous, moi surtout qui, comme votre aîné de quinze ans, devrais vous donner l'exemple. Par malheur, j'ai toujours eu une mauvaise tête, et vous me l'avez échauffée avec votre diable de théorie du courage civil. Qui a jamais entendu parler de pareille chose? courage civil!

— Il est tout simple qu'un membre de la défunte aristocratie ne comprenne pas ce mot, répondit le député d'un air d'ironie.

— A la bonne heure; mais il doit m'être permis de ne pas être, à mon âge, au courant des modes du jour. Voyons, mon cher Chevassu, quittez cet air fâché. S'il m'est échappé quelques expressions qui vous aient déplu, je vous en fais mes excuses.

Le député accueillit ces paroles sans se dérider, et il se contenta de s'incliner au lieu de répondre.

— Maintenant, causons amicalement, comme il convient entre frères, continua le marquis sans paraître remarquer l'expression peu fraternelle des traits de son interlocuteur. Vous êtes engoué de Dornier; mais enfin est-il le seul homme qui

puisse vous convenir pour être le mari d'Henriette? A ce sujet, Mme de Pontailly et moi n'avons-nous pas le droit de vous donner notre avis? La fortune de votre sœur revient de droit à vos enfants, puisque nous n'en avons pas. Moi-même je suis riche, je n'ai pas de proches héritiers, et Henriette me plaît beaucoup. Il me semble que ces différentes considérations devraient vous engager au moins à m'écouter.

— Je sais ce que vous allez me dire, répondit froidement M. Chevassu : vous voulez me parler de M. de Moréal; c'est inutile, mon parti est pris irrévocablement. Jamais un gentilhomme ne sera mon gendre.

— Je remercie votre bourgeoisie au nom de la noblesse, dit le marquis avec un salut un peu moqueur; à vrai dire, il me semblait que la révolution avait détruit le préjugé de la naissance; j'osais même croire que nous étions tous égaux.

— Me ferez-vous l'honneur de déjeuner avec moi? répondit le député d'un ton sec.

— Non, pardieu, dit M. de Pontailly en se levant.

Les deux beaux-frères se quittèrent fort mécontents l'un de l'autre, ainsi qu'il arrivait à peu près toutes les fois qu'ils se trouvaient en présence.

— Eh bien ! s'empressa de demander au marquis Moréal, qui pendant cet entretien était resté dans la voiture.

— Eh bien! je suis un sot, répondit le vieillard; hier je vous dis que la plus sûre manière de gâter vos affaires était de m'en mêler, et aujourd'hui je m'en mêle, croyant la réussite immanquable après notre ridicule aventure de ce matin. J'ai eu raison hier et tort aujourd'hui : voilà tout.

— Ainsi, M. Chevassu...

— Un bloc de granit; mais ne vous désespérez pas, j'espère amener à nous Mme de Pontailly, et ce serait un puissant auxiliaire : c'est aujourd'hui son jour de réception; venez ce soir.

— Cet empressement ne déplaira-t-il pas?

— A qui? dit le marquis en riant; à ma nièce?

— Ou à Mme de Pontailly?

— Ne craignez pas cela. L'empressement d'un jeune homme bien élevé ne déplaît jamais.

En rentrant chez lui, le marquis se rendit aussitôt près de sa femme, et il lui raconta les événements de la matinée. Mme de Pontailly n'admettait nullement la distinction établie par son frère entre le courage civil et le courage militaire. A ses yeux, comme à ceux de la plupart des femmes, la bravoure chez un homme devait primer toutes les autres qualités, et même le talent. Ce fut donc avec autant d'indignation que de surprise qu'elle écouta le récit de l'action fort peu chevaleresque attribuée à Dornier.

— Je ne me consolerai jamais d'avoir reçu un être pareil dans mon salon, dit-elle avec dépit.

— C'est dommage qu'il manque de cœur, car il a du talent, reprit le vieillard avec une ironie cachée; n'est-il pas très-fort en économie politique?

— Très-fort n'est pas le mot, répondit la marquise abusée par l'air candide de son mari; il a du jargon, de l'acquit même; mais au fond ses connaissances sont fort superficielles, et elles ne supporteraient pas un examen sérieux.

Aussi prompte à se refroidir qu'elle l'était à s'engouer, Mme de Pontailly en ce moment n'accordait plus aucune espèce de mérite à l'homme qui pendant plus de

six semaines avait été son favori. En revanche, elle reporta complaisamment sa pensée sur le jeune poëte qui lui avait été présenté la veille.

— Puisque vous avez vu ce matin votre ami de Moréal, dit-elle à son mari, pourquoi ne pas l'avoir invité à dîner?

— Je n'aurais pas osé me le permettre sans être sûr que cela ne vous déplairait pas, répondit M. de Pontailly, ravi de voir sa femme entrer d'elle-même dans le chemin où il désirait l'amener.

— Mais au contraire. M. de Moréal est fort bien; ses vers, d'ailleurs, ont un véritable mérite, et, que cela convienne ou non à mon frère, il sera toujours bien accueilli chez moi.

— Cette fois, je crois que nous sommes quatre contre trois, pensa l'émigré, qui espéra, d'après ces paroles de sa femme, qu'elle était désormais acquise à la cause de son jeune ami.

XI.

Le soir, le vicomte arriva de si bonne heure dans le salon de Mme de Pontailly, que son protecteur l'accueillit par un de ces sourires railleurs qui lui étaient habituels.

— Je vois avec plaisir, dit le vieillard, qu'en ce siècle où tout dégénère, la race des amoureux est restée la même qu'autrefois. A votre âge, j'étais ainsi; ma montre avançait toujours.

Moréal murmura quelques mots d'excuse.

— Pensez-vous que je vous en veuille parce que vous me rappelez mes vingt-cinq ans? reprit le marquis en riant; tout au contraire, et la preuve, c'est que si vous trouvez l'occasion de parler à votre idole, je ne vous défends pas d'en profiter. D'ailleurs, j'aime mieux vous accorder cette permission que de vous exposer à la tentation de vous en passer.

— Combien vous êtes bon! répondit Moréal, et jugez quelle doit être ma reconnaissance! depuis plus de deux mois, il m'a été impossible de lui adresser un seul mot.

— Pauvre garçon, dit le marquis avec un mélange de persiflage et de véritable sympathie.

Le vicomte fut accueilli par Mme de Pontailly avec une visible bienveillance. Charmé de cette réception, il ne tarda pas à jouir d'un bonheur plus grand encore et depuis longtemps désiré. La foule, qui remplit bientôt le salon, lui procura une de ces occasions prévues par l'émigré, et que les amants ne laissent pas échapper. Les femmes de la connaissance de la marquise ne venaient guère chez elle le matin, sachant qu'à cette heure elles risquaient d'interrompre une docte conversation dont en général elles goûtaient peu les délices. Les réunions des samedis soirs étaient donc toujours fort nombreuses, et il fut facile à Moréal d'avoir avec Henriette un assez long entretien sans que personne y fît attention, ou du moins voulût y mettre obstacle. M. Chevassu avait consacré cette soirée à l'une de ces conférences préparatoires qu'ont entre eux les députés des différentes coteries, à mesure qu'ils arrivent à Paris. Quant à Prosper et à Dornier, depuis près de vingt-

quatre heures la préfecture de police leur avait accordé la moins enviée des hospitalités. Fidèle à son rôle de protecteur bienveillant, le marquis, par une inattention apparente, favorisait l'entretien des deux amants, et Mme de Pontailly, qui l'avait remarqué d'abord sans s'en formaliser, sembla même, un peu plus tard, l'encourager par un indulgent sourire; mais peu à peu il lui vint, au sujet de sa tolérance, certains scrupules dont les causes méritent d'être expliquées.

L'amour ressemble à ces parfums qui laissent une indestructible senteur au vase qui s'en est imprégné. Depuis plus de six ans qu'elle avait renoncé aux triomphes brigués d'abord par sa coquetterie, la marquise plus d'une fois avait respiré malgré elle quelques-uns de ces perfides aromes, enivrants encore, quoique affaiblis par le temps. Pour prévenir le retour de ces dangereux entraînements qui ne peuvent trouver d'excuse que dans l'ardente inexpérience de la jeunesse, Mme de Pontailly, nous l'avons dit, s'était imposé le régime du bel-esprit, ainsi qu'autrefois les anachorètes conjuraient les piéges du démon par les macérations et le jeûne. Chaque fois qu'elle sentait remuer dans son âme les tendres désirs qu'avait proscrits sa raison, elle jetait héroïquement quelques pelletées de science ou de littérature sur ces colombes mal étouffées. C'est ainsi qu'elle avait étudié successivement le latin, l'astronomie, la botanique, les langues étrangères; mais sous ce laborieux amoncellement, qui, par la variété de ses couches, rappelait différents terrains décrits par la géologie, couvait toujours ce feu secret qui ne meurt pas plus dans le cœur de la femme que ne s'éteint dans les entrailles de la terre le foyer où s'alimentent les volcans.

Depuis surtout qu'elle approchait des limites de la maturité, la marquise éprouvait assez souvent un désir involontaire de revoir, pour leur dire un dernier adieu, les agréables sentiers qu'avait parcourus sa jeunesse. Comme en automne les arbres, travaillés d'une séve surabondante, poussent de verdoyants rameaux à travers leurs feuilles jaunies, elle se surprenait parfois à mêler à ses manières imposantes quelques vives allures où se trahissait le reverdissement prochain de la coquetterie. Cette disposition menaçante qu'elle se reprochait en secret, sans parvenir à la dompter, prit, pendant la soirée dont nous parlons, un développement aussi rapide qu'imprévu. A la vue du groupe gracieux que formaient sa nièce et le vicomte causant tout bas en paraissant regarder ensemble les dessins d'un album, Mme de Pontailly ressentit un intérêt qui peu à peu se changea en un sentiment pénible. Par un retour mélancolique sur elle-même, elle se dit qu'elle aussi avait été jeune et aimée, et à ce souvenir tous les plaisirs de sa vie présente lui parurent insipides. Dans l'existence de la plupart des femmes, la chose sérieuse c'est l'amour; la marquise vint à se demander si elle n'avait pas banni de la sienne un peu prématurément cette émotion divine et incomparable. Sa beauté avait-elle donc perdu toute fraîcheur et tout éclat? Son esprit était-il moins brillant, son goût moins châtié, sa conversation moins étincelante, sa grâce moins majestueuse? Quarante six ans, était-ce donc l'hiver? Était-ce même l'automne? Mieux que la plupart des femmes de son âge, Mme de Pontailly avait le droit de croire à l'inaltérable maintien de ses attraits. D'ailleurs un être quelconque, masculin ou féminin, vieux ou jeune, beau ou laid, spirituel ou sot, peut quelquefois douter de lui-même au point de s'adresser cette question : Suis-je capable de plaire? Mais arrive-t-il jamais qu'il y réponde par la négative?

Lorsqu'un artiste émérite voit jouer par un jeune rival le rôle où il a jadis excellé, la passion du théâtre lui envoie soudain au cerveau ses fumées les plus

enivrantes. Tout en le détestant, il se passionne avec l'acteur qui le remplace ; avant lui, il dit les vers à demi voix, et, pour ne pas faire les gestes, il a besoin d'un continuel effort. Que ne donnerait-il pas pour remonter, fût-ce un seul jour, sur la scène qu'il a illustrée autrefois, pour disputer à son heureux successeur les applaudissements qu'il lui voit prodiguer ?

En regardant les deux amants, la marquise finit par éprouver une impression comparable à celle que nous venons de décrire. Dans cette scène gracieuse, elle reconnut son rôle d'autrefois, et il lui parut qu'en se l'appropriant, sa nièce lui montrait peu de respect. On se résigne à laisser sa fortune à un héritier, mais on n'aime guère à la lui voir entamer par anticipation d'hoirie. Rayonnante de jeunesse et de grâce, encore embellie par l'amour, Henriette déplut à sa tante, dès que celle-ci la vit exercer ce don de plaire qu'elle-même avait possédé si longtemps. Ce dépit naissant ne fut modéré par aucun de ces sentiments affectueux que la parenté développe quelquefois entre deux femmes ; presque étrangères l'une à l'autre, la marquise et sa nièce ne pouvaient se porter une affection bien vive. A vrai dire, leur indifférence était réciproque, mais en ce moment cette indifférence commença, d'un côté du moins, à se changer en antipathie. Disposée jusqu'alors à la tolérance, Mme de Pontailly se sentit prise tout à coup d'un accès de pruderie tel que pour elle-même elle en avait fort rarement éprouvé de semblables. Elle se dit qu'en lui confiant Henriette, son frère lui avait imposé le devoir d'une active surveillance, et son métier de chaperon se dressa soudain devant elle tout embéguiné de rigorisme.

— Cette petite fille, pensa la marquise, se figure-t-elle que je vais rester débonnaire spectatrice de ses tête-à-tête avec M. de Moréal? car, au milieu de tout ce monde, c'est un vrai tête-à-tête qu'ils se sont ménagé. Je vais lui apprendre que l'emploi de duègne complaisante n'est ni de mon âge ni dans mon caractère.

Mme de Pontailly s'approcha de la table près de laquelle causaient les deux amants, et s'adressant à sa nièce d'un ton sévère :

— Voudriez-vous, dit-elle, aller donner l'ordre de faire servir le thé?

La jeune fille, confuse, s'empressa d'obéir, mais non sans avoir jeté au vicomte un regard de regret.

— Trouvez-vous dans cet album quelque dessin digne de votre attention? dit alors la marquise à Moréal avec un sourire aigre-doux.

— Tout y est charmant, madame, répondit le vicomte ; ce paysage surtout....

— Ce paysage! mais c'est une marine.

— Sans doute, reprit avec embarras le jeune amoureux ; c'est ce que je veux dire : un paysage maritime.

— Où voyez-vous le paysage? Ce sont deux navires en pleine mer.

— En pleine mer, madame ; vous avez parfaitement raison ; peut-être ai-je donné au mot paysage un sens un peu trop étendu. Cependant....

— Allons, reprit la marquise en riant d'un air moqueur, ne dépensez pas votre esprit à soutenir une thèse impossible ; avouez plutôt qu'absorbé par une contemplation plus agréable, vous n'avez pas regardé une seule des pages de mon album.

— C'est maintenant surtout qu'il me serait difficile de les regarder, répondit le vicomte, qui espéra se tirer d'affaire par cette galanterie banale.

— Mme de Pontailly s'était assise sur le fauteuil que venait de quitter sa nièce ; en entendant les dernières paroles de Moréal, elle prit une de ces attitudes plus provoquantes que majestueuses, que Junon eût volontiers empruntée à Vénus avec

sa ceinture, mais qu'il lui était facile de s'emprunter à elle-même, à l'aide du souvenir.

— Vous faites de fort jolis vers, dit-elle d'un ton enjoué ; mais vous abusez du droit des poëtes.

— Quel droit, madame? demanda le vicomte.

— Celui de farder un peu trop la vérité.

— Je vous jure, madame, que, si j'ai un seul mérite, c'est celui d'une sincérité à toute épreuve.

— Je ne m'y fierai pas. Voudriez-vous, par exemple, que je prisse au sérieux le compliment que vous venez de m'adresser?

— Non, certes, pensa le vicomte, qui reprit tout haut : Au risque de vous déplaire, je répéterai encore que, quel que soit l'attrait de cet album, il ne peut se comparer au plaisir de vous entendre.

— Pourquoi ne pas dire tout de suite : Au bonheur de vous voir? dit Mme de Pontailly avec une raillerie affectée; ce serait d'une galanterie plus précise et plus habile, car, vous devez le savoir, une femme tient toujours un peu plus à sa beauté qu'à son esprit ; Mme de Staël n'était pas fort contente qu'on louât exclusivement son génie.

— C'est que chez elle il n'y avait réellement que cela à louer....

— Tandis que chez vous, au contraire, madame, la beauté unie à l'esprit compose un de ces ensembles... Allons donc... Faut-il que je vous souffle votre rôle ?

— Si je voulais jouer un rôle près de vous, madame, je désirerais qu'il eût du moins le mérite de la nouveauté...

— Et j'éviterais ces fades compliments qui ont dû vous ennuyer tant de fois. J'achève votre pensée, n'est-il pas vrai? Eh bien! vous auriez raison; il est toujours de bon goût de sortir des sentiers battus. Mais comment supposer qu'il puisse vous venir la fantaisie de jouer un rôle près de moi? continua la marquise en minaudant.

— Ah çà ! où cette précieuse veut-elle en arriver? se demanda le vicomte ; il me semble qu'elle me pousse furieusement vers le pays de Tendre.

Cette conversation, dont la tournure commençait à embarrasser Moréal, fut interrompue par M. de Pontailly, qui vint présenter à sa femme un pair d'Angleterre qu'elle n'avait pas encore vu dans son salon. Le vicomte profita de cet incident pour s'éloigner; mais, auparavant, il ne put s'empêcher de remarquer l'air de contrariété soudainement répandu sur les traits de la marquise.

— C'est singulier, se dit-il ; M. de Pontailly m'a bien dit que sa femme s'engouait très-facilement, mais ce sourire agaçant, ce regard en coulisse, c'est autre chose que de l'engouement; si je ne craignais d'être un fat, je penserais que c'est là de la bonne et franche coquetterie.

Vers la fin de la soirée, le marquis prit à part Moréal :

— Prosper n'est pas venu, et cela ne m'étonne pas, lui dit-il, il a sans doute deviné que vous me parleriez de sa folle incartade, et il craint que je ne lui lave la tête; mais il n'y perdra rien. Demain, j'irai vous prendre, et, sur le terrain même, je mettrai à la raison cet écervelé.

— Vous me rendrez là un grand service, répondit le vicomte; je serais désolé d'être obligé de répondre sérieusement à sa provocation.

— Soyez tranquille. Je me charge de lui ôter l'idée de recommencer.

Le lendemain matin, à huit heures, M. de Pontailly et Moréal arrivèrent à Saint-

Mandé. De nouveau ils attendirent longtemps, et, en définitive, ils ne virent arriver personne.

— Ceci devient incompréhensible, dit à la fin le vieil émigré : que M. Dornier soit un poltron, je n'ai pas de peine à le croire ; mais Prosper n'est pas homme à manquer volontairement à un pareil rendez-vous. Il faut qu'il lui soit arrivé quelque chose. Connaissez-vous son adresse ?

— Ne loge-t-il pas avec M. Chevassu? dit le vicomte.

— Non, et même ils sont brouillés pour le moment. Avant-hier, il nous a quittés brusquement sans nous dire où il allait demeurer. Sans doute il sera retourné à l'hôtel qu'il habitait avant les vacances. Il faut y aller, car je commence réellement à être inquiet.

M. de Pontailly ordonna au cocher de les conduire à l'ancien logis de l'étudiant, sur la place de l'Odéon. A la vue d'un vieillard bien vêtu et porteur d'une de ces respectables cannes à pomme d'or qui, au théâtre, sont un des emblèmes de la paternité, le maître de l'hôtel s'empressa d'ôter la calotte grecque qui d'habitude semblait faire partie de sa tête, tant elle y restait fixée invariablement.

— C'est sans doute à monsieur Chevassu le député que j'ai l'honneur de parler? dit-il avec un sourire obséquieux ; j'ai appris avec la plus grande satisfaction par mes journaux l'élection d'un si honorable citoyen. Non, monsieur, je n'ai pas encore eu le plaisir de voir monsieur votre fils que nous aimons tous, car c'est un charmant jeune homme, mais sa chambre est prête, et sans doute il ne tardera pas à venir l'occuper. En attendant, s'il vous plaisait, pour n'avoir pas fait une course inutile, de jeter les yeux sur ce petit mémoire...

—Qu'est-ce que c'est que ça? demanda le vieillard à la vue d'une feuille de papier couverte de chiffres, que l'hôtelier avait prestement tirée d'un des tiroirs de son bureau.

— C'est la note des dépenses faites par monsieur votre fils pendant les trois derniers mois de son séjour : loyer de sa chambre, nourriture, frais de billard, etc. ; le total, au plus juste prix, s'élève à huit cent trente...

— Je ne suis pas le père de M. Chevassu, interrompit brusquement le marquis, et je n'ai aucune envie de payer ses mémoires.

— Si monsieur n'est pas le père de M. Prosper, peut-être est-il du moins cet oncle riche et estimable dont il me parlait quelquefois en termes si...

— Cet oncle d'Amérique, voulez-vous dire ? s'écria le vieillard en s'échauffant ; ce bonhomme d'oncle qui sert de caissier à son coquin de neveu ? Non, monsieur, je ne suis pas cet oncle-là ; je vous le répète, je suis venu ici pour vous demander l'adresse de M. Chevassu, et non pour payer ses dettes.

Le maître de l'hôtel remit sa calotte grecque sur sa tête.

— Si je savais où demeure maintenant M. Chevassu, répondit-il aigrement, j'aurais déjà eu le plaisir de lui rendre ma visite. Créancier d'une somme de huit cent trente trois francs cinquante centimes, il m'est excessivement désagréable ..

Sans écouter les doléances de l'hôtelier, M. de Pontailly remonta en voiture.

— Je suis, ma fois, bien bon d'être inquiet de cet étourdi, dit-il à son compagnon ; il aura retrouvé hier ses amis de l'école de droit, et, pour célébrer son arrivée, ils auront organisé une de ces parties de plaisir qui ont souvent un lendemain et même un surlendemain. Sans doute il a oublié votre rendez-vous *inter pocula;* quand la fête sera finie, nous le reverrons. Payer ses dettes ! non, pardieu ! je ne me mettrai pas sur ce pied-là. J'avais bien envie d'envoyer ce pauvre diable à mon

honorable beau-frère, qui, avec ses prétentions au gouvernement de la France, joue dans son petit ménage le rôle du soliveau de la fable.

— Ce n'est pas à mon égard qu'il se montre roi débonnaire, répondit le vicomte en souriant.

— Ni au mien ; mais c'est tout simple, nous sommes gentilshommes. Du reste, si M. Chevassu reste insensible à votre mérite, il n'en est pas de même de Mme de Pontailly; ce que j'espérais est arrivé. Vous avez détrôné Dornier dans son estime; vous êtes le grand homme du jour. Pendant six semaines. nous n'avons vécu que de dissertations politiques et de théories constitutionnelles; nous voici maintenant, Dieu sait pour combien de temps, au régime de la poésie. Quel que soit mon dévouement à vos intérêts, je ne vous réponds pas de me montrer fort assidu aux séances, mais je tâcherai de trouver un remplaçant. Que diriez-vous de ma nièce? aime-t-elle les vers?

Le vieillard accompagna ces derniers mots d'un regard malicieux.

— Je crois du moins que Mlle Henriette aime trop son oncle pour jamais lui désobéir, répondit Moréal en souriant.

— Et son oncle l'aime trop à son tour, pour ne pas désirer vivement de la voir heureuse. Je la connaissais à peine jusqu'à ce jour, mais elle m'a séduit tout de suite. Entre nous, je crois qu'elle a un peu peur de sa tante, et, en y mettant de l'adresse, c'est moi qui parviendrai peut-être à être son confident. Cela vous déplairait-il?

— N'avez-vous pas déjà la bonté d'être le mien?

— Vous ne vous repentirez pas de votre confiance ; aujourd'hui même je vais parler sérieusement à Mme de Pontailly, et, si elle se charge de soutenir vos intérêts près de son frère, il faudra bien qu'il cède, dussent tous les illustres roturiers ses ancêtres sortir de leurs tombes pour empêcher cette mésalliance.

A son retour chez lui, le marquis exécuta sa promesse; mais, au premier mot qu'il dit à sa femme, il fut obligé de reconnaître qu'en la regardant déjà comme une alliée, il avait commis une erreur ou tout au moins anticipé sur l'avenir. Mme de Pontailly écouta en silence la requête du vieillard, et quand, en finissant, il lui demanda son appui pour les deux amants, elle répondit avec froideur :

— J'ai peine à croire que, connaissant la volonté de son père, ma nièce ait été assez étourdie, je dirai même assez légère, pour donner à M. de Moréal des espérances capables de justifier la démarche qu'il a faite près de vous. Mon frère, je le sais, élève fort mal ses enfants, mais ce n'est pas une raison pour que moi, leur tante, je les encourage dans leur indocilité. Déjà vous gâtez Prosper, qui certes n'a que trop de penchant à mal faire; vous êtes d'une tolérance inouïe pour ses détestables manières, vous cherchez à pallier ses sottises; l'an dernier, vous lui avez donné de l'argent pour payer ses dettes : autant de fort mauvais services à lui rendre. Vous me permettrez, à l'égard d'Henriette, de ne pas imiter votre exemple.

— Craignez-vous que votre nièce ne fume des cigares ou ne fasse des dettes ? demanda le marquis en riant.

— Non, mais elle pourrait faire pis.

— Le mot est fort.

— Sans doute, mais il est juste. Ces jeunes filles élevées en province ont toutes la tête remplie d'idées romanesques, Henriette surtout, qui a perdu sa mère de fort bonne heure, et dont mon frère, au milieu de ses préoccupations politiques, paraît s'être très-peu occupé; mais je l'observerai, et, si je vois que

les assiduités de M. de Moréal aient pour elle quelque danger, j'y mettrai ordre.

— Comment! auriez-vous l'inhumanité de bannir ce pauvre vicomte?

— Je ne dis pas cela, répondit la marquise d'un ton plus doux; sans le bannir, il m'est facile de prévenir les entrevues qu'il pourrait avoir avec Henriette. Je me suis déjà aperçue que l'éducation de cette petite fille a été fort négligée; le matin, à l'heure de mes visites, elle ferait une assez pauvre figure dans mon salon; j'ai donc décidé qu'elle consacrerait ce moment-là à l'étude du piano; — vous savez que je n'aime pas la musique. De la sorte je lui épargnerai de l'ennui et à moi aussi.

— Vous n'aimez pas la musique? c'est-à-dire vous ne l'aimez plus, répliqua l'émigré, contrarié de la tournure que prenait la conversation : il y a dix ans, quand vous chantiez encore, vous ne rêviez que musique.

— C'est possible, répondit Mme de Pontailly d'un ton sec, mais maintenant que je suis une vieille femme, j'ai le droit, je pense, d'avoir des goûts un peu moins frivoles.

— Vous une vieille femme! jamais vous ne m'avez paru si belle! s'écria le vieillard, qui essaya de conjurer par ce compliment la visible mauvaise humeur de sa femme.

— Belle ou laide, répondit la marquise avec un sourire un peu dédaigneux, en me chargeant de ma nièce pendant son séjour à Paris, j'ai pris l'engagement d'être sa seconde mère. Je réponds d'elle à mon frère, et je connais toute l'étendue de cette responsabilité.

— Mais en quoi donc cette responsabilité vous empêche-t-elle de plaider près de votre frère la cause de ce pauvre Moréal?

— Ce serait inutile; quand mon frère a pris une résolution, rien ne l'en fait dévier.

— Allons donc! que vous disiez cela à des étrangers pour soutenir la réputation d'homme de caractère qu'ambitionne Chevassu, ce serait d'une bonne sœur; mais à moi! ne sais-je pas que vous faites de lui ce que vous voulez?

— Je ne crois pas cependant que j'en fasse jamais le beau-père de M. de Moréal.

Après cette réponse, qui laissait tout en question, Mme de Pontailly sonna et demanda sa voiture.

— Donnez-moi au moins un mot d'espérance que je puisse transmettre à mon protégé, répondit le vieillard; il sait que je dois vous parler; en le revoyant, que lui dirai-je?

La marquise, qui allait sortir, s'arrêta au milieu de la chambre, et fixant sur son mari un regard d'une expression indéfinissable :

— Vous lui direz, répondit-elle, que, s'il désire obtenir ma protection, il peut bien prendre la peine de me la demander à moi-même.

— Ma foi, se dit M. de Pontailly lorsqu'elle fut sortie, si ma femme avait dix ans de moins, je croirais qu'elle vient de me donner la singulière commission de lui arranger un rendez-vous avec Moréal.

CHARLES DE BERNARD.

(La troisième partie au prochain numéro.)

BOUCHER.

I.

Dans l'histoire de la peinture en France aux XVIIe et XVIIIe siècles, on voit deux écoles ou plutôt deux familles de peintres se produire presque en même temps et régner tour à tour : l'une grande et forte, qui puise sa vie dans les saintes inspirations de Dieu et de la nature, qui embellit encore la beauté humaine par le souvenir du ciel et la lumière de l'idéal; l'autre gracieuse et coquette, qui n'attend pas l'inspiration, qui se contente d'être jolie, de sourire, de charmer même aux dépens de la vérité et de la grandeur. Ce qu'elle cherche, ce n'est pas la beauté pure et naïve où rayonne le divin sentiment : elle ne veut que séduire. La première famille représente l'art dans toute sa splendeur, la seconde n'est que le mensonge de l'art. Au XVIIe siècle, le Poussin et Mignard sont les chefs de ces deux familles; l'un a la beauté de la force et de la naïveté, l'autre celle de la grâce et de l'esprit. Ce contraste si éclatant se reproduit au XVIIIe siècle, en s'affaiblissant, par les Vanloo et Boucher. Les Vanloo, soit qu'ils n'aient pas attendu l'heure de l'inspiration, soit qu'ils n'aient pu s'élever assez haut pour saisir la souveraine beauté, sont partis avec la noble ardeur du Poussin et n'ont abouti qu'à la grandeur théâtrale; ils sont restés à mi-chemin, mais au moins ils ont toujours gardé un souvenir du point de départ. Quand le talent a fait défaut, le but a sauvé l'œuvre. On ne peut oublier ces francs artistes venus de la Flandre avec la séve de leurs prairies : un grand peintre d'aujourd'hui, qui prend la beauté partout où il la trouve, a dans son cabinet, parmi les œuvres les plus aimées, *la Femme nue* du vieux Jacques Vanloo.

On connaît déjà l'histoire de la grande famille des peintres français, du moins jusqu'à la fin du XVIIe siècle, par les belles et savantes pages qui ont paru dans cette *Revue* sous le titre d'*Eustache Lesueur*. Au XVIIIe siècle, malgré la noble tentative des Vanloo, l'art sérieux se débattait et expirait, vaincu par l'école profane

de Watteau et de Boucher. Après avoir étudié dans les Vanloo cette agonie de la grande peinture, n'est il pas curieux de contempler dans Boucher le caprice qui règne en maître sans tradition et sans avenir? Boucher, quel que soit le jugement, quel que soit le dédain des uns ou la bienveillance des autres, tient à jamais une place dans l'histoire de l'art. On ne peut nier ce peintre qui régna quarante ans accablé de fortune et de renommée, ce peintre protestant, à force de licence, contre les maîtres reconnus, ouvrant une école fatale à tout ce qui est noblesse, grandeur et beauté, mais non pas dénuée d'une certaine grâce coquette, d'une certaine magie de couleur, enfin d'un certain charme inconnu jusque-là. David, qui fut son élève, se rappela toujours, au milieu de ses froids Romains, les souriantes images de Boucher; Girodet lui-même, qui recherchait la grandeur et le sentiment dans la simplicité, n'a jamais dédaigné ce peintre. Il recueillait avec sollicitude tous ses dessins à la sanguine, il s'y arrêtait en rêvant comme à des souvenirs de folle jeunesse. « Nous avons vieilli, disait-il à ce gracieux spectacle des bergères de cour; les retrouverons-nous jamais? Ce sont des maîtresses trompeuses longtemps oubliées qui nous apparaissent dans les ennuis du mariage. » Il est de bon goût de nier Boucher, on accuse par là de grands airs sérieux ; mais, pour le critique de bonne foi, Boucher existe comme Louis XV existe pour l'historien.

Mignard, le premier en France, se laissa séduire par le mensonge de la grâce mondaine que proscrit l'art. L'art n'admet que le mensonge qui s'appelle l'idéal, c'est-à-dire tout ce qui ennoblit, tout ce qui élève, tout ce qui poétise la vérité. Ayant à faire le portrait des dames de la cour, Mignard ne les peignit pas comme elles étaient, mais comme elles voulaient être. De là tous ces sourires qui ne sont pas de ce monde et qui nous enchantent, de là tous ces regards levés au ciel, mais encore humides de volupté. On comprend qu'il fut le plus applaudi entre tous les peintres de portraits; il mentait, tout le monde le savait, ses modèles comme lui-même, mais personne n'était si malavisé que de lui reprocher ses jolis mensonges pas une de ses duchesses qui ne se trouvât d'une ressemblance frappante. Les peintres menteurs sont les peintres des femmes. Aussi celui-ci fit non-seulement une fortune brillante, il fit école, école charmante et dangereuse qui ne s'éteignit qu'à force d'abuser du mensonge. Sur les pas de Mignard, mais avec une allure plus piquante et plus fine, on vit briller Watteau. Mignard avait gâté ou embelli, selon qu'il vous plaira, les grandes dames de la cour; Watteau s'en prit aux comédiennes, aux bourgeoises, aux paysannes; on ne sait pas toutes les folles et ravissantes mascarades qu'il a créées en se jouant. Un autre menteur vint qui s'appelait Lemoine; celui-là fit des mensonges plus sérieux, des mensonges mythologiques; son œuvre la plus curieuse et la plus célèbre fut François Boucher, son élève, le menteur par excellence, le portrait le plus fidèle de son temps.

Lemoine avait surtout étudié à l'école de Rubens; comme ce grand maître, il avait sacrifié la pureté de la ligne à l'éclat de la couleur. Le plafond de la chapelle de la Vierge à Saint-Sulpice et le salon d'Hercule à Versailles forment l'œuvre capitale de Lemoine. Certes, à en juger par ces peintures, ce n'était pas là un artiste sans force et sans grâce, mais il alla droit au mauvais goût, en recherchant la richesse plutôt que la grandeur, la magie plutôt que la beauté.

Lemoine, Coypel, De Troy, Largillière et les Boulogne étaient alors chefs d'école; Watteau, plus franchement artiste qu'eux tous, ne passait à leurs yeux que pour un décorateur d'Opéra. Cependant il était plus vrai dans son mensonge charmant que tous ces chefs d'école qui saisissaient la vérité de travers. Depuis la mort de

Lesueur, la France attendait un grand peintre. Elle devait attendre longtemps. Lebrun avait attiré les regards qui se détournaient du Poussin et de Lesueur, dont on ne reconnaissait pas encore la sublime royauté. On étudiait au hasard, tantôt à Rome d'après Carle Marate et l'Albane, qu'on prenait pour de grands peintres, tantôt à Paris d'après Lebrun et Mignard, qu'on croyait plus grands que le Poussin et Lesueur. En 1750, avant les critiques de Diderot, le marquis d'Argens, qui était un homme d'esprit, jugeant d'après les idées de son temps, déclarait que Mignard égalait le Corrège, Lebrun Michel-Ange, et Lemoine Rubens.

Après la mort de Mignard et de Lebrun, Lemoine prit la première place ; il en était plus digne que les De Troy et les Coypel. Lui seul laissa un élève reconnu, François Boucher, dont le marquis d'Argens parle ainsi : « Génie universel qui rassemble en lui les talents de Véronèse et du Gaspre, choisissant dans la nature ses plus gracieux airs de tête. »

Boucher est né à l'heure où mourait Bossuet; il ne restait plus que des vestiges du grand règne. Fontenelle seul, ce pressentiment du XVIIIe siècle, se montrait debout grand comme un nain sur la tombe de Corneille, du Poussin, de Molière, de Lesueur et de La Fontaine. La France était épuisée par ses magnifiques enfantements; les saintes mamelles de la mère-patrie étaient presque desséchées, quand Boucher y suspendit ses lèvres. Qui le croirait cependant? Boucher fut une des plus saisissantes expressions de tout un siècle. En effet, durant cinquante ans, le XVIIIe siècle ne fut-il pas, comme Boucher, folâtre, riant de tout, courant du caprice à la moquerie, s'enivrant de légers mensonges, remplaçant l'art par l'artifice, vivant au jour le jour, sans souvenirs, sans espérances, dédaignant la force pour la grâce, éblouissant les autres et lui-même par des couleurs factices? Quand la poésie et le goût s'égaraient si volontiers avec l'abbé de Voisenon et Gentil-Bernard, quand la musique chantait par la voix de Philidor, qui s'étonnera que la peinture ait joué avec le pinceau de Boucher?

II.

Ce peintre est né à Paris en 1704. A voir un de ses tableaux, on sent tout de suite qu'il a habité les pierres et non les champs. Il n'a jamais pris le temps de regarder ni le ciel, ni la rivière, ni la prairie, ni la forêt; on se demande même s'il a jamais vu sans prisme un homme, une femme ou un enfant tel que Dieu les fait. Boucher a peint un nouveau monde, le monde des fées, où tout s'agite, aime, sourit d'une autre façon qu'ici-bas. C'est un enchanteur qui nous amuse, nous distrait, nous charme et nous éblouit aux dépens de la raison, du goût et de l'art; il rappelle un peu ce vers du cardinal de Bernis, digne poëte d'un tel peintre :

> A force d'art, l'art lui-même est banni.

Il y avait eu des peintres du nom et de la famille de Boucher : un entre autres qui a laissé de merveilleux dessins à la sanguine sur des sujets mythologiques. Celui-là fut le maître de Mignard; Mignard donna des leçons à Lemoine, Lemoine à Boucher, de sorte que ce peintre put recueillir les traditions de son bisaïeul. Par malheur il eut le mauvais esprit de ne prendre à la tradition que ce que lui avaient ajouté de faux Mignard et Lemoine.

Les biographes disent qu'il était né peintre. Pour les biographes, un peintre célèbre ou un poëte illustre est toujours né peintre ou poëte. Le moyen de les démentir? Boucher n'a jamais eu la ferveur d'un artiste sérieux, il n'a jamais sacrifié à la religion de l'art. Il est devenu peintre sans plus de façon que s'il fût devenu journaliste. C'était le beau temps où Voisenon se faisait prêtre en écrivant des opéras. La foi manquait à tout le monde, dans les arts, dans les lettres, au pied de l'autel, jusque sur le trône. Louis XV croyait-il à la royauté? Mais comment accuser Boucher? Ne se fût-il pas couvert de ridicule s'il eût été un artiste sérieux, étudiant avec patience, pâlissant sous les grands rêves? Il aima mieux être de son siècle, de son temps et de son âge. Il commença par être jeune, par jeter au premier vent venu toutes les roses de ses vingt ans; il eut deux ateliers : l'un c'était celui de Lemoine; l'autre, le plus hanté, c'était l'Opéra. Boucher n'était-il pas là sur son vrai théâtre? N'était-ce pas à l'Opéra qu'il trouvait ses paysages et ses figures? Paysages d'opéra, figures d'opéra, sentiments d'opéra, voilà presque Boucher. Les deux ateliers contrastaient singulièrement : dans le premier, Lemoine, grave, triste, dévoré d'envie et d'orgueil, mécontent de tout, de ses élèves et de lui-même; dans le second, tout le riant cortége des folies humaines, l'or et la soie, l'esprit et la volupté, la bouche qui sourit et la jupe qui vole au vent. C'était le beau temps où Camargo trouvait ses jupes trop longues pour danger la gargouillade. Pour voir de plus près toutes ces merveilles, Boucher demanda la grâce de peindre un décor. Il ramassa le pétillant pinceau de Watteau pour créer à grands traits des nymphes et des naïades. Car le Vanloo vint se joindre à lui; en peu de temps ils se rendirent maîtres de tous les décors et de tous les espaliers (c'était le nom des choristes du temps).

Il florissait alors, dans le monde et hors du monde, un cercle de beaux esprits comme le comte de Caylus, Duclos, Pont de Veyle, Maurepas, Montcrif, Voisenon et Crébillon le gai; Collé et quelques enfants prodigues de la bourgeoisie y avaient leurs entrées, grâce à leur esprit ou à leur gaieté. C'était le jockey club ou la jeune académie du temps. On y faisait sur toutes choses des couplets et des complaintes en forme de gazette qui couraient la ville et la cour, des parades qui se jouaient dans les salons et en plein vent, des contes licencieux qu'on se passait comme des nouvelles à la main. C'était de la vraie littérature d'opéra; aussi Boucher fut accueilli avec faveur dans la société de *ces messieurs;* c'était le nom qu'ils prenaient. Plus tard d'Alembert jugea *ces messieurs* un peu durement en disant de leurs œuvres communes : « C'est une crapule plutôt qu'une débauche d'esprit. » Duclos, le représentant de cette académie de mauvais goût, était peint ainsi par Mme de Rochefort, en ce qui touchait les passions du cœur; il parlait du paradis que chacun se fait ici-bas à sa manière : « Pour vous, Duclos, voici de quoi composer le vôtre quand vous êtes amoureux : la première venue. » Ce portrait pouvait s'appliquer à Boucher et à tous les membres du cercle.

Au lieu de suivre pas à pas une biographie toute parsemée d'anecdotes galantes plus ou moins curieuses, j'aime mieux reproduire une aventure qui montre Boucher au plus beau temps de sa vie, cherchant l'art et l'amour dans la vérité, les fuyant dès qu'il les a trouvés pour retomber plus avant dans le mensonge de l'art et de l'amour. Non, je ne vous raconterai pas toutes les folâtreries de Boucher à l'Opéra, ces épanouissements de gaieté licencieuse où le cœur n'était pour rien. C'est là un thème suranné; tous les faiseurs de mémoires ont passé par là, cette raison seule doit nous en détourner. A quoi bon d'ailleurs évoquer l'ombre de ces amours sans feu ni lieu, sans foi ni loi, qui ne lançaient que des flèches émoussées? Suivons donc

Boucher dans ces jours rares où son cœur fut en jeu, où son talent devint presque sévère. Il est bon d'être jeune et de rire, mais quoi de plus triste qu'un homme qui rit toujours?

Boucher se dégoûta lui-même assez vite de l'Opéra; ces semblants de peinture qu'il créait comme par magie pour décorer *Castor et Pollux,* de Rameau et de Gentil-Bernard; ces semblants d'amour qu'il cueillait, — roses fanées sans épines, et Dieu sait tout ce que vaut une épine qui défend une rose! — ces semblants de peinture et d'amour l'avaient égaré, ébloui, enchanté tant que la main blanche de la jeunesse sema avec une folle ardeur des primevères odorantes sur son chemin. Mais la jeunesse la plus riche et la plus prodigue est aussi la plus vite épuisée: Boucher s'éveilla un matin triste et désenchanté, sans savoir pourquoi. Il finit par comprendre qu'il avait jusque-là profané son cœur et son art, qu'il venait de perdre ainsi toute l'aurore éblouissante de sa vie. Il releva la tête avec un reste de fierté native. « Il est toujours temps de bien faire, » dit-il un jour à son maître, dont il ne suivait plus les leçons que de loin en loin. De son boudoir il fit un atelier, il retourna toutes les galantes ébauches appendues de toutes parts : l'amour oiseleur, l'amour moissonneur, l'amour vendangeur, vous devinez tout ce gai et sémillant poëme où l'amour n'a pas le temps de soupirer. Il ferma sa mythologie mille fois entr'ouverte : il acheta une Bible; mais, s'il avait lu la mythologie avec ferveur, il eut à peine la force de feuilleter la Bible et d'y promener un regard distrait. Par malheur pour lui, il savait la mythologie par cœur, Cupidon lui cachait l'enfant Jésus, les amours lui cachaient les anges, les nymphes de Vénus lui cachaient les vierges du paradis. Cependant il ne se découragea pas du premier coup. Il persista à feuilleter le livres des livres, il vit Rachel à la fontaine; le malheureux peintre prédestiné! il se rappela tout de suite Vénus au bain et Camargo qui posait souvent pour les faiseurs de Vénus. Il ferma la Bible, se disant que, pour oublier les minois chiffonnés de l'Opéra, il fallait tout simplement voir des figures naïves; mais où les trouver alors, à moins de les prendre au berceau? Qui sait? le travail est un noble préservateur; peut-être, en descendant chez le peuple, il retrouvera quelque figure angélique où l'esprit ou plutôt le démon du siècle n'aura point passé, une figure digne de lui faire comprendre la grande simplicité de la Bible. Boucher chercha donc des inspirations en plein vent, résolu de traverser la grande ville dans tous les sens, résolu même d'aller, s'il le fallait, étudier en pleine campagne, sous le soleil de la prairie ou à l'ombre de quelque sainte église de village. Durant près de trois semaines, il vécut seul; il finit par se délivrer peu à peu, lambeau par lambeau, de tous ses mordants souvenirs d'Opéra. « Que fais-tu donc? lui demanda un jour le comte de Caylus. — Je fais pénitence, » répondit-il d'un air distrait.

La volonté est la souveraine maîtresse du monde. Un homme de bonne volonté peut tout conquérir : une vertu sauvage, une gloire inespérée, le génie même, cette échelle du ciel que Dieu n'accorde çà et là que pour joindre le ciel à la terre, sauf à la briser quand l'homme monte trop vite ou trop lentement. A force de volonté, qui le croirait? Boucher jeta un voile sur le passé, il brisa les prismes trompeurs qui l'aveuglaient sur ce monde, il découvrit un autre horizon, une nouvelle lumière. C'est qu'une fille de son voisinage, que jusque-là il avait à peine remarquée, tant sa candeur sublime lui semblait niaise et fade, lui apparut tout d'un coup belle de la souveraine beauté, cette beauté qui est l'image du ciel.

Son atelier ou son boudoir était rue de Richelieu. Non loin de là, dans la rue Sainte-Anne, il passait presque tous les jours devant la boutique d'une fruitière;

sur le seuil de la porte, une jeune fille lui apparaissait souvent sans trop le frapper, quoiqu'elle fût belle, simple et touchante. Séduit par les mines de Camargo, pouvait-il être sensible à une si douce et si chaste beauté? Un jour, après trois semaines d'austère solitude, il s'arrêta émerveillé devant la boutique de la fruitière. C'était au temps des cerises. Des paniers fraîchement cueillis allèchaient les passants par leurs couleurs charmantes; des tresses de feuillage cachaient à moitié le fruit encore un peu vert. Mais ce ne fut pas pour les cerises que s'arrêta Boucher. A son passage, la fille de la fruitière, bras nus, cheveux dénoués, servait une voisine. Il fallait la voir prendre délicatement des cerises d'une main délicate, les passer sans autre balance dans le giron de la voisine, accorder un divin sourire pour les quatre sous dont on la payait. Le peintre eût donné quatre louis pour les cerises, pour la main qui les servait, et surtout pour le divin sourire. Quand la voisine se fut éloignée, il avança de quelques pas sans trop savoir ce qu'il allait dire. Il était passé maître en l'art de la galanterie; pas une femme qu'il ne sût attaquer par le bon côté, de face, de profil ou en lui tournant le dos; il avait été à bonne école; depuis longtemps il s'était dit, comme plus tard Danton à propos des ennemis : « De l'audace, de l'audace et encore de l'audace. » Il avait raison; traiter une femme en ennemi n'est-ce pas la vaincre? Cependant d'où vient que Boucher, ce jour-là, perdit toute sa force et toute son audace, à la vue de cette jeune fille si faible et si simple? C'est que la force ne s'éveille que devant la force. Le serpent qui perdit Ève ne vint la surprendre dans sa faiblesse que parce que l'esprit du mal ne connaissait pas encore les femmes.

Boucher, qui s'était avancé résolument comme un homme qui est sûr du but, franchit, tout pâle et tout ému, le seuil de la fruitière, fort en peine de dire quelque chose de raisonnable. La jeune fille le regarda avec tant de calme et de sérénité, qu'il reprit un peu de raison.

— Mon Dieu, mademoiselle, ces cerises sont si fraîches, qu'elles m'ont séduit au passage.

— Combien en voulez-vous, monsieur?

— Tout ce qu'il vous plaira; je passerais ma vie dans ce monde et dans l'autre à voir cette belle et blanche main me servir des cerises.

— Ce serait bien long, surtout pour moi qui ne m'amuse pas trop à ce métier; cueillir des cerises, passe encore, mais les vendre! Combien en voulez-vous, monsieur?

— Attendez, dit Boucher un peu enhardi, laissez-moi vous dire que vous êtes belle, et que je serais ravi de faire votre portrait.

— Ah! vous êtes donc peintre? C'est bien la peine de faire mon portrait. Ma belle-mère trouve que c'est déjà trop de l'original, et tout le monde est de l'avis de ma belle-mère.

— Excepté moi et quelqu'un encore.

— Qui donc? demanda la jeune fille avec curiosité.

— Vous-même, et peut-être quelqu'un encore.

— Je ne comprends pas.

— Je me trompais, dit Boucher, qui avait vu toute la candeur de Rosine dans sa surprise.

A cet instant, une femme encore verte, quoique sur le déclin de la jeunesse, sortit de l'arrière-boutique d'un air assez grimaçant.

— Pourquoi tous ces discours-là? demanda-t-elle en maîtresse de maison et en belle-mère.

— Pour la chose du monde la plus simple, répondit Boucher; je viens acheter des cerises : je n'ai pas d'argent, mais j'offre de les payer par un portrait.

— Mon portrait? dit la belle-mère en s'épanouissant.

C'était une coquette sur le retour qui ne manquait pas d'une certaine beauté brutale.

— Oui, votre portrait, dit le peintre en s'inclinant avec grâce; mais auparavant, madame, je veux faire celui de votre fille, ma main sera plus sûre pour faire le vôtre.

— Merci, merci, dit la fruitière piquée; payez vos cerises, et que tout soit dit.

— Cependant, ma mère, dit Rosine, nous ne serions pas fâchées d'avoir notre portrait à si bon compte.

— Et encore, dit Boucher pour appuyer cette réflexion naïve, je vous donnerai les cadres par dessus le marché.

La belle-mère se laissa séduire; le peintre demanda une poignée de cerises, les mangea avec un certain charme en songeant que Rosine les avait touchées de ses jolis doigts, inscrivit sa demeure avec de la craie sur un mur de la boutique, et, saluant la belle-mère avec grâce et Rosine avec admiration, alla se promener par la ville.

Le lendemain, vers midi, la fruitière et Rosine vinrent à l'atelier. Grande fut leur surprise quand elles virent toutes les folles richesses éparpillées dans cette curieuse demeure d'un artiste insouciant qui prenait l'argent d'une main pour le répandre de l'autre. La fruitière croyait trouver un pauvre diable dans son grenier, se chauffant au soleil et vivant de miettes, comme Lazare. — Je me suis trompée, dit-elle en s'excusant, et puisque vous êtes un homme d'honneur, je vous confie ma fille.

Vous comprenez que Boucher n'eut garde de la retenir; il fit asseoir la jeune fille sur un divan, tailla son crayon, et se mit à l'œuvre de l'air du monde le plus grave. Rosine avait la beauté qui s'ignore, celle qui touche plutôt qu'elle ne séduit. Il y avait dans la pureté de son profil un doux souvenir des lignes antiques. Elle était brune, mais sa chevelure prenait à la lumière ces belles teintes dorées qui charmaient le Titien ; ses yeux étaient d'une couleur vague, comme le ciel à certaines soirées d'automne; sa bouche, un peu grande peut-être, avait une divine expression de candeur, « une expression, disait Boucher, que Rosine gâtait en parlant, plutôt par les paroles que par le mouvement des lèvres. Aussi, les heures les plus douces que j'ai passées avec elle étaient les plus silencieuses; j'aimais toujours ce qu'elle allait dire, et presque jamais ce qu'elle disait. »

L'artiste avait été séduit avant l'homme. Boucher avait commencé par voir un divin modèle; mais, tout épris de son art qu'il était alors, il finit bientôt par ne plus guère voir qu'une femme en Rosine. Son cœur, qui n'avait jamais eu le loisir d'aimer dans la cohue des passions plus que profanes de l'Opéra, sentit qu'il n'était pas stérile; les fleurs de l'amour s'y montrèrent sous les flammes de la volupté. Boucher devint amoureux de Rosine, non pas en homme qui se fait un jeu de l'amour, mais en poëte qui aime avec les larmes dans les yeux ; amour tendre, pur, digne du ciel, où il s'élève et d'où il est descendu. Rosine aima Boucher. Comment ne l'eût-elle pas aimé, celui qui lui disait deux fois qu'elle était belle, une fois avec ses lèvres et une fois avec son talent? car Rosine ne se reconnut vraiment belle qu'en voyant la tête de vierge que le peintre avait créée d'après celle de la jeune fille. Qu'arriva-t-il? Vous le devinez : ils s'aimaient, ils se le dirent. Un jour, après

de trop tendres regards, le pinceau tomba des mains de l'artiste! la jeune fille baissa les yeux... — Ah! pauvre Rosine, s'écrie Diderot en y pensant plus tard, que ne vendiez-vous des cerises ce jour-là!

La vierge qui devait être le chef-d'œuvre de Boucher n'était point achevée; la figure était belle, mais le peintre n'avait pas encore pu y répandre le divin sentiment qui fait le charme d'une telle œuvre. Il espérait, il désespérait, il se recueillait et regardait Rosine; enfin il était à cette barrière fatale, la barrière du génie, où s'arrêtent les talents sans force, — que çà et là le hasard fait franchir à ceux qui osent. Son amour pour l'art ou pour Rosine n'avait pu élever Boucher au delà; le sentiment biblique ne l'avait pas détaché des choses d'ici-bas, et, adorant la vierge Marie en Rosine, il adorait aussi, le profane! une nouvelle maîtresse. La conversion n'était pas complète. Il hésitait entre l'amour divin, qui espère, et la volupté terrestre, qui se souvient; entre l'art sévère, qui touche par la grandeur, et l'art souriant, qui séduit par la grâce. Il en était là de son œuvre, quand une nouvelle figure vint changer le cours de ses idées.

Il y avait quinze jours que Rosine posait, il n'y en avait pas deux que, sur un regard de la jeune fille, le peintre avait laissé tomber son pinceau. C'était un matin, vers onze heures; Boucher préparait sa palette, Rosine dénouait sa chevelure.

— Savez-vous, lui disait-elle, que ma belle-mère commence à perdre patience?... Savez-vous que je m'habitue trop doucement à venir ici?... Savez-vous...

— Je sais tout cela, répondait Boucher d'un air distrait et d'un ton un peu brusque.

On sonna à la porte de l'atelier; Rosine alla ouvrir, comme si elle eût été de la maison.

— Monsieur Boucher! demanda une jeune fille ou une jeune femme qui franchit en rougissant le seuil de la porte.

— Qu'ai-je à faire pour vous? dit Boucher en regardant dans une glace la nouvelle venue. — Diable! poursuivit-il comme en se parlant à lui-même, elle est bien jolie!

Il fit un pas à sa rencontre.

— Monsieur Boucher, je suis une pauvre fille sans pain. Si je n'avais pas ma mère malade et dénuée de tout, je parviendrais à vivre de mon aiguille; mais, pour ma mère, je me résigne à devenir modèle. On m'a dit que j'avais une jolie main et une figure passable; voyez, monsieur, croyez-vous que je puisse poser pour quelque chose?

L'inconnue avait dit tout cela avec un air de trouble indéfinissable; mais ce qui frappa surtout le peintre pendant qu'elle parlait, ce fut sa beauté coquette et séduisante. Adieu la Bible, adieu Rosine, adieu l'amour simple et grand. La nouvelle venue venait d'apparaître aux yeux de Boucher comme la fantaisie qu'il avait rêvée jusque-là. C'était bien cette muse, moins belle que jolie, moins touchante que gracieuse, qu'il avait recherchée avec tant d'ardeur. Il y avait dans cette figure ce qu'on trouve au ciel et à l'Opéra, un souvenir de la divinité transmis par le démon, ce qui agite du même coup le cœur et les lèvres, enfin ce je ne sais quoi qui charme et qui enivre sans élever l'âme dans les splendeurs du rêve. Elle était vêtue en simple fille du peuple, ce qui contrastait un peu avec la délicatesse de ses traits et de ses mouvements. Boucher, quoique assez bon physionomiste, ne découvrit ni art ni étude dans cette beauté; elle masquait l'art et l'étude par de grands airs d'innocence. Il s'y laissa prendre. Qui s'en étonnerait, en songeant qu'il avait cru

trouver la nature à l'atelier de Lemoine ou à l'Opéra? Rosine était sa première leçon sérieuse. c'était, la nature dans toute sa majesté naïve et vraie; mais les instincts du peintre, instincts trompeurs ou viciés, ne pouvaient l'élever jusque-là. En voyant venir l'inconnue, il crut retrouver une figure de connaissance, une figure qu'il aurait vue dans un autre pays, ou même dans un autre monde. Aussi, quoiqu'elle fût vêtue en fille du peuple, il l'accueillit comme une amie.

— Quoi! mademoiselle, lui dit-il d'un air d'admiration, vous dites que vous êtes passablement belle? dites donc passionnément.

— Point du tout, dit-elle avec le plus joli sourire du monde.

— En vérité, mademoiselle, vous venez à propos; je cherchais un beau sentiment à répandre sur cette vierge; peut-être vais-je le trouver chez vous. Inclinez un peu la tête sur le cœur, posez la main sur ce fauteuil.—Vous, Rosine, détournez le rideau rouge.

Boucher ne vit pas le regard douloureux que lui lança la jeune fille; elle obéit en silence, tout en se demandant si elle n'était plus bonne qu'*à détourner le rideau*. Elle alla s'asseoir dans un coin de l'atelier pour voir tout à son aise et sans être vue celle qui venait troubler son bonheur. Mais à peine était-elle sur le divan, que Boucher, qui aimait la solitude à deux, lui conseilla de retourner chez sa belle-mère, tout en lui recommandant bien de venir le lendemain de bonne heure. Elle sortit sans dire un mot, la mort dans le cœur, pressentant qu'elle serait oubliée pour celle qui restait en tête-à-tête avec son amant. Elle essuya ses larmes au bas de l'escalier. — Hélas! que va dire ma belle-mère en me voyant si triste? — Elle se promena dans la rue pour donner à sa tristesse le temps de s'évanouir.—D'ailleurs, reprit-elle, en attendant un peu, je la verrai descendre à son tour; je pourrai découvrir ce qui se passe dans son cœur. C'est décidé, je veux l'attendre.

Elle attendit. Plus d'une heure se passa; le modèle posait pour tout de bon. Boucher gâtait à plaisir sa belle figure de vierge en voulant y mêler deux types.

Enfin la jeune fille sortit de l'allée avec un certain embarras, comme si elle eût commis une mauvaise action. Il avait plu dans la matinée, la rue était presque impraticable pour de jolis pieds. L'inconnue s'enfuit légère comme une chatte du côté du Palais-Royal. Elle s'arrêta devant une maison de pauvre apparence, regarda autour d'elle avec défiance, et disparut sous la porte d'entrée. Rosine l'avait suivie; la voyant disparaître, elle remarqua la maison, et, n'osant aller plus loin dans sa curiosité, elle se décida à retourner aussi au logis. Mais une main invisible la retenait malgré elle; il fallait qu'elle regardât à toutes les fenêtres de la maison : un pressentiment l'avertissait qu'elle reverrait l'inconnue. En effet, tout à coup, à sa grande surprise, elle crut la reconnaître qui sortait dans un tout autre costume. Cette fois, la jeune fille était vêtue en grande dame; robe de taffetas à queue qu'elle s'efforçait de mettre dans sa poche, mantelet, talons rouges, tous les accessoires.

— Et où va-t-elle dans cet équipage? se demanda Rosine, qui la suivait presque pas à pas.

La dame alla droit à un carrosse doré qui l'attendait devant le Palais-Royal. Un laquais se précipita au-devant d'elle pour ouvrir la portière. Elle s'élança dans le carrosse en femme habituée à y monter tous les jours.

—Je l'avais deviné, murmura Rosine; il y avait dans ses manières, dans sa façon de parler, dans la fierté adoucie de son regard, je ne sais quoi qui m'étonnait. Elle avait beau prendre toutes sortes de masques, on finissait par la reconnaître.— Hélas! l'a-t-il reconnue, lui?

Le lendemain, Rosine se fit un peu attendre; cependant le cruel ne lui dit pas, en la revoyant, ce doux mot qui console les absents, absents du cœur ou de la maison : Je vous attendais.

— Eh bien! lui dit-elle après un silence, vous ne me parlez pas de votre grande dame?

— Ma grande dame? Je ne comprends pas.

— Vous ne l'avez donc pas deviné? Ce n'était pas une fille du peuple, comme elle le disait, mais une belle dame, qui n'a pas grand'chose à faire. Je l'ai vue monter dans son carrosse. Quel carrosse! quels chevaux! quels laquais!

— Que dites-vous là? Vous voulez me tromper; c'est un mensonge.

— C'est la vérité. Croyez donc maintenant à ces grands airs d'innocence!

— Quelle singulière aventure! dit Boucher en se passant la main sur le front. Reviendra-t-elle? Qui donc a pu l'amener ici? Elle ne m'a rien demandé.

A cet instant, Rosine vint appuyer ses mains jointes sur l'épaule du peintre.

— Elle ne vous a rien demandé? dit-elle avec une expression triste et charmante.

Boucher baisa le front incliné de sa maîtresse.

— Rien, dit-il; c'est une énigme, je m'y perds.

— Hélas! elle reviendra.

— Qui sait? Elle devait revenir ce matin. Voilà donc pourquoi elle ne voulait pas être payée pour la première séance.

— Aujourd'hui, je n'aurai garde d'ouvrir la porte.

— Pourquoi? Quel enfantillage! Seriez-vous jalouse?

— Vous êtes bien cruel! Est-ce que vous irez ouvrir la porte, vous?

— A coup sûr.

Rosine s'éloigna en soupirant.

— Alors, dit-elle avec des larmes dans les yeux, la porte se refermera sur moi.

Rosine, pleurant d'amour et de jalousie, était d'une beauté adorable; mais Boucher, par malheur pour elle et pour lui-même, ne voyait que la mystérieuse inconnue.

— Vous ne savez ce que vous dites, Rosine; c'est de la folie.

Boucher avait parlé un peu durement; la pauvre fille, blessée au cœur, s'avança vers la porte, et, d'une voix affaiblie, elle murmura un triste adieu. Sans doute elle espérait qu'il ne la laisserait point partir, qu'il viendrait à la porte, qu'il la prendrait dans ses bras et la consolerait par un baiser; mais il n'en fit rien : il oubliait, l'ingrat, que Rosine n'était pas une fille d'Opéra, il croyait qu'elle *faisait semblant* comme toutes ces comédiennes sans cœur et sans foi. Rosine ne faisait pas semblant. elle écoutait sa naïve et simple nature; elle avait donné tout ce qu'elle pouvait donner, plus que son cœur, plus que son âme; il n'était pas étonnant qu'elle se révoltât d'être aimée si légèrement, comme par hasard. Elle ouvrit la porte, elle se tourna vers Boucher; un seul regard tendre l'eût ramenée à ses pieds; il se contenta de lui dire comme il eût dit à la première venue : Ne faites pas tant de façons. je n'aime pas les grands airs.

Ces paroles indignèrent Rosine. C'est fini, dit-elle, et au même instant elle ferma la porte. Le bruit de ses pas vint jusqu'au cœur de Boucher; il voulut s'élancer vers l'escalier, mais il s'arrêta à la pensée qu'elle reviendrait. Une autre serait revenue, Rosine ne revint pas. Avec elle, Boucher perdit tout espoir de vrai talent. La vérité était venue à lui dans toute sa force, sa grandeur et sa beauté; il ne put

s'élever jusqu'à elle. Il se mit à la recherche de cette mystérieuse apparition qui personnifiait si poétiquement sa muse.

En vain il courut le beau monde, en compagnie de Pont de Veyle et du comte de Caylus. Il fut de toutes les fêtes et de tous les spectacles, de toutes les promenades et de tous les soupers : il ne découvrit pas celle qu'il cherchait avec une si folle ardeur. Rosine n'était pas tout à fait bannie de sa pensée, mais dans ses souvenirs la pauvre fille n'apparaissait jamais seule, il voyait toujours son image en regard de celle de la dame inconnue. Un jour cependant, comme il contemplait sa vierge inachevée, il sentit que Rosine était encore dans son cœur; il se reprocha l'abandon où il la laissait; il résolut d'aller sur-le-champ lui dire qu'il l'aimait et qu'il l'avait toujours aimée. Il descendit et s'avança vers la rue Sainte-Anne, malgré un encombrement de fiacres et d'équipages. Une jeune fille passait de l'autre côté de la rue, un panier à la main. Il reconnut Rosine. Hélas! ce n'était plus que l'ombre de Rosine, la douleur l'avait ravagée, l'abandon l'avait abattue sous ses mains glaciales. Il voulut traverser la rue pour la joindre; un carrosse l'arrêta au passage, une femme mit la tête à la portière.

— C'est elle! s'écria-t-il tout éperdu.

Il oublia Rosine, il suivit le carrosse résolu à toute aventure; le carrosse le conduisit à un hôtel de la rue Saint-Dominique. Le peintre se présenta fièrement, une demi-heure après, sous le nom de Carle Vanloo, afin d'être reçu par la dame. Il fut reçu par le mari avec toutes sortes de bonnes grâces.

— Quoi! M. Carle Vanloo, l'espoir de la peinture! Soyez le bien-venu.

— Je crois, monsieur le comte, avoir ouï dire que Mme la comtesse ne dédaignerait pas mon pinceau pour faire son portrait.

— Elle ne m'en a pas dit un mot; mais je vais vous conduire dans son oratoire.

Tout aventureux qu'il était, Boucher voulut presque rebrousser chemin; mais comme il était aussi embarrassant de battre en retraite sans raison que d'affronter le péril, il se laissa conduire à l'oratoire.

Ici l'histoire se complique; si elle ne m'éloignait de mon sujet, je prendrais plaisir à vous raconter ce qui se passa dans l'oratoire, comment Boucher y fut accueilli sous le nom de Carle Vanloo; comment il apprit (M. le comte s'était retiré en mari qui connaît la bienséance) que la curiosité jointe à un peu d'ennui avait conduit la comtesse à son atelier pour faire juger sa beauté, une bonne fois pour toutes, par un homme compétent qui n'aurait pas de raisons pour mentir; comment le peintre parvint, à force de séductions, à décider la comtesse à laisser faire son portrait, — c'était laisser faire bien des choses; — comment enfin... mais vous avez deviné la suite. — Vous avez deviné qu'ils s'aimèrent, que l'amour passa vite comme il faisait alors, que Mme la comtesse se consola ailleurs, que le peintre... Revenons à Rosine.

Après l'ivresse de cette passion, la jeune fille délaissée revint flotter dans les souvenirs de Boucher. En voyant sa vierge où l'artiste profane avait mêlé l'impression de deux beautés, il vit bien que Rosine était la plus belle. La comtesse l'avait plus ardemment séduit, mais une fois le charme passé, il comprit encore que Rosine avait la beauté idéale qui ravit les amants et donne du génie aux peintres. Oui, dit-il avec regret, je me trompais comme un enfant; la beauté divine et humaine, la vraie lumière, le sentiment céleste, c'était Rosine; la séduction, le mensonge, l'expression qui ne vient ni du ciel ni du cœur, c'est la comtesse. J'ai gâté ma vierge comme un fou; mais il est temps encore...

Il n'était plus temps. Il courut chez la fruitière, il demanda Rosine.

— Elle est morte, lui dit la belle-mère.

— Morte! s'écria Boucher pâle de désespoir.

— Oui, monsieur le peintre, morte comme on meurt à dix-huit ans, des peines du cœur. Je ne parle que par ouï dire, elle a confié à une tante qui la veillait à ses derniers jours qu'elle mourait pour avoir trop aimé — A propos, vous avez oublié de faire mon portrait? et le sien? je n'y pensais plus.

— Il n'est pas fini! dit le peintre tout défaillant.

Rentré à l'atelier, il s'abandonna à sa douleur; il se jeta à genoux devant la vierge inachevée, il maudit cette fatale passion qui l'avait détourné de Rosine, il jura de vivre désormais dans le souvenir sanctifié de cette sœur des anges. Après avoir gémi durant une heure, il voulut, comme par inspiration soudaine, retoucher à sa figure de vierge. « Non! non! dit-il tout à coup, en voulant effacer ce qu'il y a de la comtesse n'effacerai je point cette divine trace de ma pauvre Rosine? » Il descendit la toile du chevalet, la porta d'une main défaillante à l'autre bout de l'atelier, et l'appendit au-dessus du sopha où Rosine s'était assise pour la dernière fois devant ses yeux. Il ne confia son profond chagrin qu'à deux ou trois amis, comme le comte de Caylus, Pont de Veyle et Duclos. Quand on remarquait chez lui la vierge inachevée, il se contentait de dire : « Ne me parlez pas de cela, car vous me rappellerlez que l'heure du génie a sonné pour moi. »

III.

En ce beau temps, à moins d'être Rosine, on ne mourait pas de chagrin, on se consolait de tout; Boucher se consola. Il se rejeta avec plus d'extravagance dans toutes les folies de la vie mondaine. Il avait passé à côté de la créature humaine telle que Dieu l'a faite, il passa à côté du paysage tel qu'il s'épanouit au soleil. Un jour qu'il redevenait raisonnable, ce ne fut qu'une vaine lueur, il sortit de Paris pour la première fois depuis son enfance. Où alla-t-il? Il ne l'a point dit; mais, selon une lettre à Lancret, il trouva la nature fort désagréable, trop verte, mal éclairée. N'est-il pas plaisant de voir un artiste de la force de Boucher trouver à redire à l'œuvre du plus grand artiste pour la couleur et pour la lumière? Raphaël et Michel-Ange étaient bien vengés d'avance, car vous verrez tout à l'heure que Boucher n'était pas au bout de ses critiques. Ce qu'il y a de plus plaisant, c'est que Lancret répondait à Boucher : « Je suis de votre sentiment; la nature manque d'harmonie et de séduction. » J'aime à me représenter Boucher au milieu d'une bonne campagne un peu rude, cherchant à comprendre, mais ne comprenant rien à ce grand spectacle digne de Dieu lui-même, n'entendant pas toutes ces hymnes d'amour que la nature élève au ciel par la voix des fleuves, des forêts, des oiseaux, des fleurs et de la créature humaine; ne voyant pas cette sublime harmonie où se confondent la main de Dieu et la main des hommes, la main qui crée et la main qui travaille. Au milieu de toutes ces merveilles, Boucher devait continuer son chemin comme un exilé qui foule un sol étranger. Il cherchait ses dieux. Où est Pan? où est Narcisse? où est Diane chasseresse? Il appelait, nul ne lui répondait, pas même Écho. Il cherchait les mortels qui lui étaient familiers; mais où les trouver, ces fêtes galantes et champêtres? Il ne voyait pas même une bergère dans la prairie. Rentré

dans son atelier, il se pâmait de joie sans doute en retrouvant ses jolis paysages roses, où l'enchantement des fées était répandu. On le surnommait le peintre des fées avec beaucoup de sens; il n'a vécu, il n'a aimé, il n'a peint que dans le monde des fées.

Après ces deux échecs décisifs, Boucher s'abandonna plus que jamais à la coquetterie espiègle et à la grâce maniérée de son talent. Son atelier redevint un boudoir très-hanté des comédiennes. Il n'avait pas vingt-six ans; il était recherché partout, d'abord pour son talent, ensuite pour sa bonne mine. Les académiciens seuls le repoussaient, parce qu'il avait les allures dédaigneuses d'un gentilhomme, parce qu'il se moquait un peu de la gravité de ces messieurs, peut-être aussi parce qu'il se moquait de l'art. Mais quels étaient alors les académiciens! A part Jean-Baptiste Vanloo et Boulogne, ces messieurs avaient-ils le droit de repousser Boucher? Aux yeux de tous les juges sensés, il remporta le prix de Rome; cependant l'Académie ne jugea pas ainsi. Il n'en partit pas moins pour Rome : troisième et dernière tentative pour trouver l'art et la nature; mais il donna raison à l'Académie, car il perdit son temps dans la cité des arts. Il trouva Raphaël fade et Michel-Ange bossu ; il osa le dire tout haut : pardonnez-lui cette profanation ou cet aveuglement. « Critiquer Dieu, passe encore; mais Raphaël, mais Michel-Ange! » C'est Diderot qui parle ainsi.

Boucher était parti pour Rome avec Carle Vanloo ; il revint seul, sans argent, sans études, niant tous les chefs-d'œuvre. Que pouvait-on augurer alors d'un pareil peintre? On ne désespéra pas de lui cependant. « Son esprit l'a perdu, son esprit le sauvera, » disait le comte de Caylus : mot juste et profond qui peint bien le talent de Boucher. En effet, à peine de retour, il redevint à la mode; il n'eut qu'à peindre pour être applaudi; il eut des commandes à la cour, à l'église, au théâtre; tous les grands hôtels, tous les châteaux splendides, s'ouvrirent à son gracieux talent. Il travailla le jour et la nuit, se moquant de tout le monde et de lui-même, créant comme par magie des Vénus dans des chœurs d'anges et des anges armés de flèches. Il avait bien le temps d'y regarder de si près. Il allait, il allait, rapide comme le vent, achevant le même jour une *Visitation* pour Saint Germain-des-Prés, une *Vénus à Cythère* pour Versailles, un dessin pour des décors d'opéra, un portrait de duchesse et un tableau de mauvais lieu, inspiré tout à tour par Dieu et Satan, ne croyant plus à la gloire, se donnant corps et âme à la fortune. Durant tout le reste de sa vie, il ne se fit pas moins de cinquante mille livres de revenu, c'est-à-dire cent mille livres d'aujourd'hui. Il mena grand train. Outre son revenu, il fit des dettes; il afficha la philosophie du temps; il se moqua de tout ce qui était noble, digne et grand; il mit en doute Dieu et tout ce qui nous vient de Dieu, la vertu du cœur, les aspirations de l'âme. Il donna des fêtes royales, une entre autres qui lui coûta plus d'une année de travail, fête célèbre appelée la fête des dieux. Il avait voulu représenter l'olympe et toutes les divinités païennes. Il s'était déguisé en Jupiter ; sa maîtresse, déguisée en Hébé, c'est-à-dire très-court vêtue, avait passé la nuit à verser de l'ambroisie à tous les dieux et à toutes les déesses de contrebande. Les académiciens, surpris de ces hauts faits, se décidèrent à accueillir Boucher, dont l'école bruyante avait effacé l'Académie. Boucher, nommé, n'en devint pas davantage académicien. Il continua de vivre en enfant prodigue et de peindre en artiste sans foi.

Il ne se contentait pas de peindre, il gravait et sculptait; il a gravé un grand nombre de sujets de Watteau; il a sculpté en petit des groupes et des figurines

pour Sèvres. Sa gravure et sa sculpture sont dignes de ses meilleurs tableaux ; c'est la même grâce, le même esprit et le même sourire. En se multipliant ainsi, Boucher se répandait partout : on voyait en même temps ses amours joufflus sur les chenets, ses nymphes sur les pendules, ses gravures dans les livres, ses tableaux de toutes parts.

Boucher cependant ne vendait pas ses œuvres à un très-haut prix ; il devait son grand revenu à sa prodigieuse facilité. Mme Geoffrin lui avait acheté deux de ses plus jolis tableaux moyennant deux mille écus ; ce ne furent pas d'ailleurs les plus mal payés. L'impératrice de Russie les racheta à Mme Geoffrin moyennant trente mille livres. Mme Geoffrin alla au plus vite trouver Boucher et lui dit : « Je vous avais bien dit que les tableaux sont placés chez moi à hauts intérêts; voilà vingt-quatre mille livres qui vous reviennent pour *l'Aurore* et *Thétis*. » Ce n'était pas la première fois que la bonne Mme Geoffrin se livrait à ce commerce ; elle avait commencé avec Carle Vanloo.

Peu de temps après son retour de Rome, il devint amoureux d'une jeune fille de la bourgeoisie, Mlle Marie Perdrigeon. C'était, selon les mémoires, une des plus belles femmes de France, peut-être la plus belle. Son portrait est à Versailles. Raoux l'a représentée en vestale. Vous pouvez la voir entretenant le feu sacré. — le feu sacré de qui? — non pas de Boucher ni d'elle-même, car, s'il y a du feu sacré dans ce tableau, il est dans les regards de la vestale. Boucher l'aima si éperdument, que, n'espérant pas la séduire, il se résigna à en passer par le mariage, « quoique, disait-il plaisamment, le mariage ne fût pas dans ses habitudes. » Devenue sa femme, elle posa souvent pour ses vierges et ses Vénus; on la reconnaît çà et là dans l'œuvre de Boucher. Mais ce qui était plus digne de lui et d'elle-même, elle lui donna deux filles charmantes, qui semblèrent se modeler sur les plus fraîches et les plus jolies images du peintre. Elle mourut à vingt-quatre ans, « trop belle, disait Boucher inconsolable, pour vivre longtemps sous le ciel de Paris. » Moins de dix-sept ans après son mariage, Boucher mariait ses filles à deux peintres qui n'étaient pas de son école, Deshays, qui eut presque du génie, et Baudouin, qui eût été le La Fontaine de la peinture, si la naïveté ne lui eût fait défaut. Mme Boucher et ses deux filles passèrent leur vie dans l'éclat du monde et dans les larmes. Toutes belles et toutes charmantes qu'elles étaient, elles se virent souvent délaissées pour des filles d'Opéra ou d'autres femmes de hasard. Boucher, Deshays et Baudouin avaient mordu à la grappe amère des mauvaises passions; ils ne furent qu'un instant sensibles à la grâce et à la vertu de l'épouse; le chaste parfum du foyer ne tint point leur cœur sous le charme ; il fallait une plus folle ivresse à ces âmes perdues, il fallait une coupe moins pure à ces lèvres souillées. Ce n'était point assez des cheveux odorants de l'épouse pour enchaîner leur amour, ils recherchaient les bras lascifs, les étreintes mortelles, toutes les chaînes aiguës de la volupté. Ils en moururent tous les trois en même temps, en moins d'une année, le plus jeune le premier, Boucher le dernier, après avoir été témoin du désespoir de ses complices. Deshays était peut-être le seul grand peintre venu après Lesueur; il avait le sentiment de l'idéal et de la grandeur. Aussi Boucher, homme de bon sens quelquefois, voyant un pareil élève dans son atelier, se garda bien de lui donner des leçons; il se contenta de lui donner sa fille, lui disant dans sa gaieté : « Étudie avec elle. » Pour Baudouin, c'était Greuze et Boucher en miniature, ou, selon Diderot, « du Fontenelle brouillé avec du Théocrite. »

Boucher poursuivit donc sa carrière dans la même voie fatale où il s'était perdu

sur les pas de son maître. Malgré tout l'argent qu'il gagnait et toutes les glorioles de chaque jour, il ne fut jamais heureux : il lui a toujours manqué la conscience du cœur et celle du talent. Il avait trop bien le sentiment de ses fautes d'homme et de ses fautes de peintre; il comprenait qu'il gaspillait en vaines étincelles le peu de feu sacré que le ciel avait allumé dans son âme aux beaux jours de sa jeunesse; il pressentait que son œuvre périrait avec lui. Pour se distraire de ces désolantes idées, il épuisa toutes les distractions. Sur la fin de sa vie, il se rapprocha un peu de la nature; il lui fit bâtir, comme pour faire amende honorable, une espèce de temple, c'est à-dire un cabinet d'histoire naturelle, où Buffon a plus d'une fois étudié. A sa mort, ce cabinet fut vendu cent mille livres. Ce fut tout ce que Boucher laissa d'une grande fortune. C'était, disait-il, pour payer son enterrement.

Il ne cessait pas d'aller dans le monde. Mme Geoffrin, qui avait recueilli la société de Mme de Tencin, donnait deux dîners par semaine, le lundi aux artistes, le mercredi aux gens de lettres. Marmontel, qui ne dînait guère alors qu'à la condition de dîner en ville, était à table chez Mme Geoffrin le lundi et le mercredi Dans ses mémoires, il passe en revue les convives; il dit à propos des artistes : « Je n'avais pas de peine à m'apercevoir qu'avec de l'esprit naturel ils manquaient presque tous d'instruction et de culture. Le bon Carle Vanloo possédait à un haut degré tout le talent qu'un peintre peut avoir sans génie; mais l'inspiration lui manquait, et, pour y suppléer, il avait fait peu de ces études qui élèvent l'âmeet qui remplissent l'imagination de grands objets et de grandes pensées. Vernet, admirable dans l'art de peindre l'eau, l'air, la lumière et le jeu de ces éléments, avait tous les modèles de ces compositions très-vivement présents à la pensée, mais hors de là, quoique assez gai, c'était un homme du commun. Latour avait de l'enthousiasme; mais, le cerveau déjà brouillé de politique et de morale dont il croyait raisonner savamment, il se trouvait humilié lorsqu'on lui parlait peinture. S'il fit mon portrait, ce fut pour la complaisance avec laquelle je l'écoutais réglant les destins de l'Europe. Boucher avait du feu dans l'imagination, mais peu de vérité, encore moins de noblesse; il n'avait pas vu les grâces en bon lieu; il peignait Vénus et la Vierge d'après les nymphes des coulisses, et son langage se ressentait, ainsi que ses tableaux, des mœurs de ses modèles et du ton de son atelier. »

Mme de Pompadour et Mme Dubarry aimaient le talent de Boucher. Quoi de plus naturel? Ce talent ne semblait-il pas fait pour les peindre, ces reines de hasard? N'étaient-ce pas encore deux de ces muses à qui il demandait ses inspirations? N'avaient-elles pas la grâce coquette, l'œil pervers et la bouche souriante qui faisaient le charme des femmes de Boucher?

Il devint premier peintre du roi à la mort de Carle Vanloo; il fut élevé à cette dignité sans surprendre personne. On ne s'étonnait de rien alors que Mme Dubarry était assise sur le trône de Blanche de Castille. D'ailleurs, tel roi, tel peintre. Louis XIV et Lebrun, Louis XV et Boucher n'avaient-ils pas la même majesté?

De toute cette génération couronnée de roses fanées, Boucher mourut le premier, au printemps de 1770, le pinceau à la main, quoiqu'il fût malade depuis longtemps. Il était seul dans son atelier; un de ses élèves voulut entrer : « N'entrez pas, » dit Boucher, qui peut-être se sentait mourir. L'élève referma la porte et s'éloigna. Une heure après, on trouva le peintre François Boucher expirant devant un tableau de Vénus à sa toilette.

Il donna le branle : tous les peintres galants, tous les abbés galants, tous les poëtes galants, le suivirent bientôt chez les morts, le roi de France à leur tête,

appuyé sur son lecteur ordinaire, Moncrif, qui ne lui avait jamais rien lu, et sur son fameux bibliothécaire, Gentil-Bernard, qui ne feuilletait que les jupes de l'Opéra. J'aime à me représenter ce tableau moitié funèbre et moitié bouffon de tous ces hommes d'esprit qui partaient gaiement, mais qui s'obstinaient à dire un bon mot avant de mourir, pour mourir comme ils avaient vécu. En peu d'années, on vit descendre dans la tombe tout ce qui avait été l'esprit, la joie, l'ivresse, la folie du XVIIIe siècle. Sans parler de Mme de Pompadour, de Boucher, de Louis XV et des comédiennes célèbres, comme Mme Favart et Mlle Gaussin, ne voit-on pas dans le lugubre cortége Crébillon et ses contes libertins, Marivaux et ses fines comédies, l'abbé Prévost et sa chère Manon, Panard et ses vaudevilles, Piron et ses saillies, Dorat et ses madrigaux, l'abbé de Voisenon et les enfants de Favard, son œuvre la plus certaine? Qui encore? Rameau, Helvétius, Duclos, Voltaire, Jean-Jacques Rousseau ; est-ce assez? Que va-t-il donc rester pour finir le siècle? Il restera la reine Marie-Antoinette, qui a aussi vécu de cette folle vie, qui a souri comme les femmes de Boucher, qui sera punie pour tout ce beau monde, qui mourra sur la guillotine, autre calvaire, entre une fille de joie, Mme Dubarry, et un hideux roi de la populace, Hébert, qui mourra avec la dignité du Christ, couronnée de cheveux blanchis durant une nuit d'héroïque pénitence.

IV.

Cette histoire de Boucher a sa logique, la vie du peintre concorde avec son œuvre ; il n'y a pas plus de vérité dans cette passion que dans cette peinture : il faut pourtant prendre l'une et l'autre comme l'expression d'une époque. C'est par là, d'ailleurs, que Boucher a survécu ; il a cela pour lui qu'il fut bien de son temps, qu'il nous en montre un côté très-vrai dans son mensonge, et, parce que le portrait est ressemblant, il a un charme qui plaît de prime-abord et qui vaut la peine d'être étudié. Boucher ne doit trouver en nous qu'un blâme presque bienveillant ; son individualité subsiste, on la regarde encore même qu'on ne l'accepte plus. Non, cette peinture n'a pas une valeur absolue dans les annales de l'art ; c'est à peine un épisode d'un intérêt très-restreint, puisque c'est une dégénérescence. Entre deux époques sérieuses, cette frivole période s'efface. Le XVIIIe siècle est le fils prodigue et débraillé d'un âge digne et grave. Boucher est à Lesueur ce que Fontenelle est à Corneille. L'afféterie, le faux goût, ont tourmenté les types, l'esprit a gâté le naturel, et la beauté, cette loi éternelle de l'art, n'est plus désormais qu'un gracieux caprice.

Boucher semble-t-il réclamer un jugement approfondi? En disant qu'il fut le peintre des grâces coquettes, n'a-t-on pas tout dit? En consultant plus familièrement sa personne et son œuvre, on n'ose prononcer ainsi d'un seul mot. Plus d'une grande inspiration a passé dans son âme, plus d'une fois le souvenir de Rosine a tressailli dans son cœur. La nature a sur nous des droits éternels ; nous avons beau la fuir, elle nous ressaisit toujours. Ne jugeons donc pas Boucher au passage, feuilletons son œuvre d'une main patiente. N'y a-t-il donc rien de grand ni rien de beau sous ces séductions mensongères? La lumière du soleil et la lumière de l'art n'ont-elles jamais éclairé ces paysages et ces figures? Boucher n'a-t-il pas une seule fois saisi la vérité de la nature et de l'art?

La grande galerie du Louvre n'a pas un seul de ses tableaux. Il me semble cependant qu'il a bien mérité une petite place en belle lumière entre ses amis Watteau et Greuze. Qui donc se plaindrait de voir comment peignait il y a cent ans celui qui devint premier peintre du roi, directeur de l'Académie et des Gobelins? Pour ceux qui étudient, il y aurait à faire de curieuses comparaisons; pour ceux qui ne cherchent qu'une distraction de l'esprit, il y aurait de jolis horizons de plus. On a en France une singulière façon d'être national. On fait si bien l'hospitalité aux étrangers, qu'il ne reste plus de place pour les gens du pays. Depuis quelques années, il est vrai, on a daigné accorder un asile à Boucher dans une galerie mal éclairée, celle du bord de l'eau, qui ressemble fort au cimetière de l'art, à en juger par le silence et la solitude qui y règnent. Il y a donc là deux tableaux du peintre de Louis XV, les premiers chapitres de ses *Amours pastorales*. Rien n'est plus doux au regard; on s'avance émerveillé, l'œil se perd dans le mystère voluptueux du paysage, on sourit à ces reines déguisées en bergères. On se détache du présent, on suit au vol ces colombes amoureuses, on s'égare tout ému dans ces bosquets odorants. Où va-t-on? sur les bords du Lignon, ou dans les sentiers de Cythère? De quel Éden rose et fleuri foule-t-on l'herbe naissante? Le rêve ne dure qu'un instant; ce paradis terrestre n'a jamais existé nulle part. Ces bergers n'ont jamais vécu, ce sont de pâles ombres de Watteau que Boucher a ranimées avec des roses. On s'en éloigne bientôt sans garder le charme qui vous avait saisi à la première vue, car Boucher avait surtout l'art de répandre un air de magie sur toutes ses fautes.

J'ai sous les yeux trois ou quatre de ses tableaux : *l'Ivresse des Amours, Jupiter enlevant Europe, Mercure enseignant à lire à Cupidon, l'Escarpolette* et *le Panier fleuri*. Ce dernier tableau est le plus joli. Le voici en deux mots : la bergère Astrée sommeille pieds nus, cheveux au vent, à deux pas d'une fontaine, contre une haie touffue et sans épines, du moins les épines sont cachées; les jolis moutons blancs ruminent ou bondissent sur la prairie, où il y a plus de fleurs que de brins d'herbe; le chien, tout enrubanné, veille sur le troupeau et en même temps sur l'imprudente bergère; le ciel est d'une sérénité divine. Cependant quelques nuages çà et là, les nuages de l'amour. Il se fait un silence presque nocturne, à peine si on entend sourire la brise; mais n'entend-on pas battre le cœur d'Astrée? Elle sommeille, mais elle rêve; on voit, au frémissement de ses jolis pieds, que c'est un rêve d'amour. Patience, le tableau s'anime : le berger Aminthe vient du bosquet voisin, vrai bosquet de Cythère ; il porte à la main un beau panier de fleurs, des fleurs de toutes les saisons; le peintre les a cueillies sans ouvrir son almanach. Il y a même dans ce bouquet une fleur de nouvelle espèce à demi cachée par les autres; cette fleur, qui gâte un peu le bouquet, mais qui ne gâte rien à l'affaire, c'est un billet doux. Le berger s'avance avec mystère, il sourit au chien vigilant, il suspend son panier fleuri à la haie touffue, contre le bras de la dormeuse qui ne dort plus, mais qui fait semblant. — Que celle qui n'a pas fait semblant de dormir lui jette la première pierre. — Astrée écoute donc, les yeux fermés; elle entend le vent qui passe dans les roseaux, le murmure rafraîchissant de la fontaine ; quoi encore? Vous le devinez : elle entend les roucoulements du ramier et les soupirs du berger Aminthe; elle respire un doux parfum de verdure, mais surtout l'enivrant parfum du panier fleuri. O pauvre innocente ! prends garde à l'amour, il est là qui saisit une flèche! Le berger Aminthe s'est avancé d'un pas, sa bouche en a fait deux; ici le chien jappe malgré les caresses du traître, mais le chien avertit trop tard la dormeuse, le baiser est

surpris. Presque tout Boucher se retrouve dans ce seul tableau; c'est là son esprit amoureux, sa grâce factice, son paysage qui soupire et qui sourit.

Au cabinet des estampes, les deux volumes de Boucher ne renferment pas le quart de son œuvre. Il faut encore chercher ailleurs les meilleures gravures faites d'après lui et quelquefois par lui-même; ainsi il a gravé de main de maître le seul bon portrait de Watteau qui nous reste. En voyant ces deux hommes, Watteau et Boucher, on ne découvre pas du tout le caractère de leur talent; ils sont sans grâce et presque sans esprit : Watteau est dur et lourd, Boucher a un certain air romain. En les voyant et en voyant leur œuvre, Lavater serait fort embarrassé. Pour Boucher, le physionomiste donnerait raison à son système en se rejetant sur le costume; en effet, Boucher était vêtu comme Dorat, avec la même grâce et la même recherche.

S'il vous prend la fantaisie ou la curiosité de consulter l'œuvre de Boucher au cabinet des estampes, vous trouverez d'abord une *Rachel* qui rappelle un peu sa chère Rosine, à l'autre page un *Christ* théâtral des plus drôles, à la suite une *Descente de Croix* qui a bien le sentiment des descentes de la Courtille; des *Saints* qui n'iront jamais dans le paradis; des *Éléments* et des *Saisons* représentés par des amours joufflus, avec des vers du même goût; des *Muses* qui ne vous inspirent pas; un *Enlèvement d'Europe* qui rappelle Mme Boucher; Vénus à tous les âges; d'assez curieuses imitations de David Teniers; un portrait de Boucher au temps où il se faisait peintre flamand : il est dans tout l'attirail champêtre, vêtu d'une pelisse et coiffé d'un bonnet de coton. Après avoir échoué dans la vérité, il revient à la grâce. Après ces imitations de David Teniers, vous trouverez les *Amours pastorales,* qui sont les chefs-d'œuvre de Boucher. Il y a là de l'imagination, de la volupté, de la grâce, de la magie et même du paysage. Saluez ensuite *Babet la bouquetière*, une *Erato,* celle qui inspirait Boucher et non pas la muse des Grecs; des vendangeuses, des jardinières, des mendiantes, des moissonneuses, silhouettes piquantes presque dignes de Callot; saluez ces Chinoises qui semblent se détacher de votre paravent, de votre éventail ou de vos porcelaines orientales. Revenons en France. Par malheur, Boucher resta toujours un peu chinois. Mais patience, voilà de la vraie comédie, la comédie de Molière, toutes les scènes sont là saisies d'une manière piquante et presque naturelle. Les derniers Valères ne sont pas morts, ni les dernières Célimènes. Messieurs les comédiens ordinaires du roi trouveront beaucoup à étudier là, s'ils ne l'ont pas fait. Pour mon compte, je me contenterais bien de la façon dont Boucher joue les comédies de Molière.

Le second volume s'ouvre par les *Grâces,* les Grâces au bain, les Grâces partout; revient *Cupidon,* toujours Cupidon, cette fois enchaîné par les Grâces, avec ces vers du cardinal de Bernis :

> Que de volages enchaînés
> Avec la ceinture des Grâces!

La ceinture des Grâces est une guirlande de fleurs. Vient ensuite, on ne pouvait pas mieux la placer, Mme de Pompadour; mais le peintre l'a prise trop vieille pour en faire une Grâce. La scène change. Nous trouvons des gravures allemandes d'après Boucher. Boucher gravé par des Allemands sérieux : quelle traduction grotesque! Ici le peintre nous montre son écriture; c'est l'écriture claire et gracieuse de Jean-Jacques Rousseau. Nous passons aux sujets religieux; mais ne craignez rien, Bou-

cher saura rire encore. Ce sont les dessins du bréviaire de Paris, faits sans doute après des dessins de petites maisons ; c'est une assez jolie satire : ainsi il fait planer la Foi sur les Invalides et l'Espérance sur le Louvre et les Tuileries. L'archevêque et le roi n'ont pas compris. Nous ne sommes pas au bout; il y a encore une belle foire de campagne, de jolis dessins de romans, des cris de Paris assez franchement jetés, une poétique composition d'une séance de bonne aventure en plein champ, un olympe où tous les dieux sont hardiment créés.

Toutes ces créations ne font pas un grand peintre, mais ne protestent-elles pas avec raison contre certains airs dédaigneux dont on accable Boucher? Pour bien juger un artiste de second ordre, il faut le voir dans son siècle, en face de son œuvre et de ses contemporains, après l'avoir vu à distance. Il faut l'entendre, pour ainsi dire, et non prononcer comme par défaut. Si Boucher pouvait nous parler, il nous dirait : « J'ai vu ce qui se passait autour de moi, j'ai vu que la religion, la royauté, le génie, toutes les grandes choses, s'altéraient, succombaient, s'effaçaient. Pouvais-je devenir un génie au milieu de tous ces nains; d'ailleurs en avais-je l'étoffe? Je me suis mis à la taille de tout le monde. On riait, on faisait l'amour, on se grisait après souper. J'ai ri, j'ai fait l'amour, je me suis grisé, vous pouvez le voir à mes tableaux. Les prêtres se jouaient de la religion, les rois de la royauté, les poëtes de la poésie, ne trouvez pas étonnant que je me sois joué de la peinture. Je n'ai fait de mal à personne, du moins par ma volonté. J'ai gagné deux millions à coups de pinceau, c'était autant de pris sur les riches; j'en ai fait si bon usage, que j'ai laissé à peine de quoi me faire enterrer. Maintenant, si vous voulez savoir à qui je dois mon mauvais talent, je vous répondrai que je n'en sais rien; j'ai aimé Watteau, j'ai aimé Rubens, j'ai aimé Coustou. »

Watteau, Rubens, Coustou, voilà les trois maîtres de Boucher, mais il n'a jamais eu l'esprit étincelant du peintre des *Fêtes galantes,* ni la touche splendide du grand coloriste flamand, ni la noblesse adorable du sculpteur français. Il faut dire que le marbre ennoblit. A côté de ces trois maîtres, Boucher peut encore se montrer çà et là ; plus d'un homme épris du passé sourira à sa grâce coquette, à son imagination follement enjouée, à la vapeur bleuâtre de ses paysages, aux mystères voluptueux de ses bosquets, à ses figures si fraîches, qu'elles semblent nourries de roses, selon l'expression d'un ancien.

Pour bien étudier Boucher, il faudrait visiter les châteaux royaux où il a traduit à grands traits toutes les scènes de la mythologie. Ses plus jolis chefs-d'œuvre licencieux étaient à Trianon ; on en retrouve quelques-uns dans une galerie du boulevard Beaumarchais. Ce sont des panneaux qui se métamorphosent au gré des visiteurs. Si vous êtes un homme, vous verrez les amours de Vénus ; si vous êtes une dame, les panneaux feront un demi-tour, et vous verrez des scènes d'Évangile à la façon de Boucher.

Diderot n'aimait pas Boucher; Diderot, qui fondait une encyclopédie, qui inventait le drame bourgeois, qui ouvrait une école de mœurs, ne devait rien comprendre au peintre de Mme de Pompadour et de Mme Dubarry, d'autant plus qu'il se laissait un peu guider dans ses idées sur la peinture par Greuze, ennemi né de Boucher. Voici d'ailleurs comment Diderot juge ce peintre dans tout son franc parler :

« J'ose dire que Boucher n'a pas vu un instant la nature, du moins celle qui est faite pour intéresser mon âme, la vôtre, celle d'un enfant bien né, celle d'une femme qui sent; entre une infinité de preuves que j'en donnerais, une seule suffira : c'est que, dans la multitude de figures d'hommes et de femmes qu'il a peintes, je défie

qu'on en trouve quatre propres au bas-relief, encore moins à la statue. Il y a trop de mines, de petites mines, de manières, d'afféterie, pour un œil sévère. Il a beau me les montrer nues, je vois toujours le rouge, les mouches, les pompons et toutes les fanfioles de la toilette. Croyez-vous qu'il ait jamais eu dans sa tête quelque chose de cette image honnête et charmante de Pétrarque :

E'l riso, e'l canto, e'l parlar dolce, humano?

Ces analogies fines et délicates qui appellent sur la toile les objets et qui les lient par des fils imperceptibles, sur mon Dieu! il ne sait ce que c'est. Toutes ces compositions font aux yeux un tapage insupportable, c'est le plus mortel ennemi du silence que je connaisse. Quand il fait des enfants, il les groupe bien; mais qu'ils restent à folâtrer sur les nuages; dans toute cette innombrable famille, vous n'en trouverez pas un à employer aux actions réelles de la vie, à étudier sa leçon, à lire, à écrire, à tisser du chanvre. Ce sont des natures romanesques, idéales, de petits bâtards de Bacchus et de Silène. Ces enfants-là, la sculpture s'en accommoderait assez sur le tour d'un vase antique. Ils sont gras, joufflus, potelés. Si l'artiste sait pétrir le marbre, on le verra. Ce n'est pas un sot pourtant; c'est un faux bon peintre, comme on est un faux bel-esprit. Il n'a pas la pensée de l'art, il n'en a que le concetti. » Après ce préambule, Diderot daigne pourtant déclarer, à propos de quatre pastorales, que « Boucher a des moments de raison, qu'il a créé là un poëme charmant. » Plus tard il revient un peu de sa sévérité. « J'ai dit trop de mal de Boucher, je me rétracte; j'ai vu de lui des enfants bien naïvement enfants. Boucher est gracieux et n'est pas sévère, mais il est difficile d'allier la grâce à la sévérité. »

A la suite de ce jugement, ne peut-on pas reproduire celui de Grimm : « On l'appelait le peintre des Grâces, mais ses Grâces étaient maniérées; c'était un maître bien dangereux pour les jeunes gens. Le piquant et la volupté de ses tableaux les séduisaient, et, en voulant l'imiter, ils devenaient détestables et faux. Plus d'un élève de l'Académie s'est perdu pour s'être livré à cette séduction. On pouvait appeler Boucher le Fontenelle de la peinture : il avait son luxe, sa recherche, son précieux, ses grâces factices; mais il avait plus de chaleur que Fontenelle, qui, étant plus froid, était aussi plus sage et plus réfléchi que Boucher. On pourrait faire un parallèle assez intéressant entre ces deux hommes célèbres : l'un et l'autre, dangereux modèles, ont égaré ceux qui ont voulu les imiter. L'un aurait perdu le goût en France, s'il ne s'était pas montré immédiatement après lui un homme qui, joignant le plus grand agrément à la simplicité et à la force du style, nous a dégoûtés pour jamais du faux bel-esprit; l'autre a peut-être perdu l'école française sans ressource, parce qu'il ne s'est pas trouvé à l'Académie de peinture un *Voltaire* pour préserver les élèves de la contagion. »

Boucher, qui a eu plus de cent élèves, n'a pas laissé d'école. Fragonard seul, parmi ses élèves, a rappelé souvent la façon du maître; aussi Fragonard s'est-il perdu plus avant dans l'oubli avec une nature mieux douée. Greuze, tout en dédaignant Boucher avec son ami Diderot, a rappelé aussi la fraîcheur et le sourire de ce peintre. En effet, Boucher n'est-il pour rien dans *la Cruche cassée?*

David fut aussi élève de Boucher sans doute parce qu'il était son cousin; mais là les leçons du maître n'ont pas laissé de traces dans le disciple. Tout en aimant Boucher, David craignit de suivre son exemple. Telle est la funeste condition d'un excès dans les arts que la réaction qui le suit ramène de prime abord l'excès

opposé. Pour les esprits sérieux, Boucher qui s'en va explique peut-être David qui vient; l'un raidira la grandeur après que l'autre aura maniéré la grâce. Boucher n'aura été qu'un peintre de fantaisie pour avoir enjolivé la nature; David ne sera le plus souvent qu'un peintre de convention, parce qu'il cherchera la vérité dans les types d'une statuaire idéale. Ainsi tous les deux, l'un dans les vallons presque oubliés, l'autre près des fiers sommets, auront manqué le but et combattu sans triompher. La nature était là pourtant, toujours là, elle prodiguait ses merveilles sous leurs pieds, elle leur ouvrait par-delà les monts ses horizons infinis. O peintre menteur des bergères d'opéra, de vrais moutons paissaient sur le flanc des collines, de vraies forêts pendaient sur les vallées profondes, un pâtre appelait au son de sa trompe toutes les vaches du hameau, Jacqueline allait casser sa cruche à la fontaine, Marianne chantait à sa fenêtre, Marguerite berçait son enfant en filant à la quenouille; vous n'avez pas su voir, et vous avez fait une nature sans parfum, sans saveur, sans vie, vous avez fait de l'âme humaine un éternel sourire sur la face de comédiennes fardées. Que n'avez-vous su deviner André Chénier ou vous rappeler Théocrite?

Et pourtant les dédaigneux auront beau dire, Boucher vivra dans l'histoire de la peinture française. Il n'a point élevé son front jusqu'à cette couronne d'or que le génie a mise sur la tête de Poussin et de Lesueur, il n'a pu saisir dans sa main profane la chaîne du divin sentiment qui a inspiré tous les grands peintres, qui part en France de Poussin pour aboutir à Géricault après avoir touché le front de Lesueur et de quelques autres moins sévères; mais, comme un autre Anacréon, Boucher s'est couronné de pampre avec ses maîtresses, et, d'une main distraite, il a effeuillé cette guirlande de fleurs qui est la ceinture des Grâces, cette guirlande qui était, il y a bientôt un siècle, la ceinture de la France.

A. Houssaye.

POETÆ MINORES.[1]

I.

REVUE DU PREMIER SEMESTRE DE 1843.

La poésie tient évidemment la première place dans les manifestations diverses de la pensée : plus vraie en quelque sorte que l'histoire, car elle puise directement dans le cœur de l'homme les sentiments qu'elle exprime; plus haute encore que la philosophie, car elle rend claires par l'enthousiasme les difficiles déductions de la logique, car elle enferme dans le rhythme et revêt d'une forme à la fois populaire et sublime les vérités immortelles que la spéculation ne sait que démontrer, la poésie hérite de ce qu'il y a de meilleur dans ce que nous sentons, de ce qu'il y a de plus grand dans ce que nous pensons. Elle est comme un effort et un retour du rayon divin tombé en notre âme et qui tend à remonter d'où il est venu, c'est-à-dire à l'éternelle source de toute beauté. Les poetes véritables ne sauraient donc obtenir une trop large place dans l'histoire littéraire aussi bien que dans la critique. Il faut que les plus rebelles adversaires de la poésie en conviennent, c'est à l'amour pur, c'est au culte désintéressé des beaux vers que semblent se reconnaître tout d'abord les âmes bien nées. Quelle pente naturelle n'a pas aussitôt un cœur délicat pour ceux qui retrouvent leur langue dans cette langue préférée, pour ceux qui d'eux-mêmes se réfugient en ces sphères sereines, où s'avive le goût de ce qui est bien, de ce qui est vrai, et où se rencontre le charme qui ne se flétrit pas, cet *æternum leporem* dont parle Lucrèce, c'est-à-dire le don de l'inspiration soumis à

(1) Dans la bonne latinité, on prend *minores* sans trop de défaveur par opposition à *majores*; on peut le prendre aussi dans le sens de *pejores*.

la loi sainte du travail, l'essor de la pensée fixé à jamais sous les liens puissants du style?

C'est à l'active intervention de la poésie que notre période littéraire devra ses plus durables monuments, le plus vif éclat de sa gloire. Quelle que soit l'opinion, enthousiaste ou dégoûtée, que l'on professe sur l'ensemble du mouvement intellectuel qui s'est accompli en France depuis vingt-cinq ans; quelque jugement, sévère ou favorable, que doive prononcer définitivement l'avenir sur cette confusion étrange des nobles penchants et des pires instincts, sur ce mélange de promesses brillantes et de tristes avortements, il y a, selon nous, un accent contemporain que recueillera sans nul doute l'attention des siècles futurs, il est un legs saint qui est assuré de ne pas périr dans ce possible naufrage. Cette originale création de notre époque, et qui lui assurera dans l'histoire un caractère vraiment distinctif, c'est évidemment le lyrisme. Ailleurs tout, presque tout était trouvé; là tout était à faire. Qu'on y veuille songer, il n'y a eu, dans aucune littérature, de plus merveilleux prosateurs que les nôtres; il n'y a eu nulle part un plus grand théâtre que le théâtre français. Ce sont là assurément, pour un troisième âge littéraire, de dures conditions, des antécédents difficiles, et, en quelque sorte, un idéal désespérant.

En s'attaquant tout d'abord et sans crainte aux genres les plus divers, en se jetant à la fois dans les routes les plus opposées, notre époque a montré de nobles ambitions qu'il faut se garder de méconnaître. Aussi, tout en protestant contre les exagérations vaniteuses et les folles tentatives, on ne saurait trop applaudir à ce que, dès le début, il y a eu de généreux dans ce désir de conquêtes intellectuelles, à ce qu'il y a eu d'excitateur dans cette impatience du nouveau et de l'inconnu. Voilà d'ordinaire comment se préparent les grandes choses. Malheureusement, ces louables efforts ont dégénéré peu à peu. La mesure a bientôt disparu, et trop souvent les caprices individuels ont compromis, par une fatale obstination, l'originalité véritable; trop souvent aussi l'industrie s'est mise à la place de l'amour de l'art. Or, pour lutter avec avantage contre un passé si éclatant, ou plutôt pour continuer dignement une généalogie si glorieuse, la génération nouvelle n'aurait pas eu trop de la plénitude même de ses forces. Mais on sait comment elle les gaspilla, en s'abandonnant à tous les hasards des ambitions désordonnées et des fantaisies maladives. De là tant de résultats désastreux, tant de défaites imprévues. Cependant une belle part restera encore à notre époque, sur les points où les rivalités étaient moins redoutables, dans l'ordre où les comparaisons avec le passé n'offraient point le même danger. Là, sur ce terrain plus vierge, dans ces champs jusqu'ici peu abordés, le succès ne nous paraît pas contestable. Si la lutte en effet se prolonge au théâtre sans qu'on en puisse prévoir l'issue; si, sur toute la ligne littéraire, le combat est au moins douteux partout où la défaite n'est pas consommée, il est évident en revanche que la victoire reste, que le triomphe nous est garanti dans des genres qui certainement ne sont pas secondaires.

Le lyrisme, l'histoire, la critique, voilà, jusqu'à ce jour au moins, les évidentes créations de notre ère littéraire, celles que, selon nous, on serait mal venu à repousser. Dans les sciences historiques, il y avait à faire mieux que les chroniqueurs n'avaient fait, autrement que n'avaient fait les maîtres les plus légitimement accrédités : l'impartialité pouvait se joindre à la profondeur, et l'exactitude pouvait ne pas interdire la clarté. Après avoir parlé pendant des siècles au nom de je ne sais quelle rhétorique de convention, la critique française, à son tour, avait à se renouveler ou plutôt à se fonder : il lui restait à prendre l'initiative par les théories, à

expliquer selon l'esthétique les lois éternelles de l'art, à tirer des déductions fécondes du rapprochement des littératures; il lui restait surtout à expliquer le présent par le passé, l'écrivain par l'homme, l'œuvre par le siècle, c'est à-dire à joindre l'entreprise de l'historien et du moraliste à celle de l'érudit. Dans les régions incomparablement supérieures qu'elle habite, la poésie lyrique avait plus à faire encore. Nous étions surtout pauvres par le contraste des richesses voisines. D'une part, le génie méridional étalait avec orgueil les joyaux populaires du *Romancero*, et on le voyait, ici s'agiter aux énergiques accents des canzones dantesques, là se bercer dans les divines langueurs de Pétrarque. D'un autre côté, la muse du Nord venait à nous avec son concert d'hymnes inconnus : tantôt c'étaient les vagues soupirs de cette rêverie allemande qui se complaît à redire les plus fugitives aspirations, les plus secrètes défaillances de l'âme; tantôt c'était le rire amer de l'ironie mêlé à ce que l'enthousiasme a de plus sublime, en un mot ces cris soudains et profonds qui s'échappent des lèvres de Byron, quand, le visage sillonné d'éclairs, il semble sortir des abîmes de l'infini. A côté de trésors si éblouissants et si divers, le lyrisme français, vraiment déshérité, n'avait à produire d'autres témoignages que les strophes mythologiques de J.-B. Rousseau ou les tirades déclamatoires de Le Brun.

A ce triple appel des sciences historiques, de la critique et du lyrisme, il a été répondu comme il convenait au génie de la France. Plus d'un monument, que la gloire dès à présent consacre, est là qui atteste ces conquêtes nouvelles de notre siècle. Pour parler seulement de ce qui nous touche aujourd'hui, il est permis d'affirmer que la poésie aura une grande part, la meilleure part peut-être, dans ces brillantes évolutions de l'intelligence contemporaine. Le mouvement lyrique qui a commencé d'une façon si inattendue, dès les premières années de la restauration, s'est continué depuis avec éclat; il a été varié et puissant. Rien n'a échappé à la lyre ni dans la profondeur de nos sentiments ni dans la diversité de nos passions : la lyre a été l'interprète fidèle et goûtée des émotions de la vie intime, comme des agitations de la vie sociale. Qu'il ait abandonné son âme à toute l'indépendance du doute, ou qu'il lui ait imposé la paix sous le joug de la foi; qu'il se soit oublié aux affections du foyer, ou que, descendant dans l'arène, il ait emprunté leurs entraînements aux partis; qu'enfin, devant ce merveilleux spectacle des créatures et des choses, il ait cherché les mystérieux rapports de la vie qui circule dans la nature et du besoin d'aimer qui respire dans l'homme, le poëte, en tout cela, n'a cessé d'être un peintre vrai. Et faisait-il en effet autre chose qu'exprimer, sous une forme meilleure, sous une forme choisie et définitive, ce qui était confus et caché au sein de tous, ce qui mourait sans écho au fond des cœurs? C'est là un beau triomphe pour le lyrisme de notre ère, un triomphe qui lui assure la durée.

En proclamant sa sympathie pour l'ensemble de cette rénovation poétique, pour tant d'œuvres diversement originales, la critique est bien loin de remplir un devoir qui lui coûte; elle n'a au contraire qu'à rester fidèle à ses instincts. Toutefois cette adhésion, précisément parce qu'elle est sincère, impose une vigilance plus active et nécessite une intervention en quelque sorte continue. Il ne faut pas laisser compromettre la cause qu'on aime. Aussi, en abordant le détail, en s'approchant des talents et en considérant de près les directions qu'ils ont suivies, en voyant d'où plusieurs sont partis et où quelques-uns sont arrivés, il y aurait bien des restrictions à faire, bien des déviations à déplorer. De quels excès le goût, même le moins timoré, n'aurait il point à se plaindre! Que de réserves ne faudrait-il pas établir, tantôt contre les aberrations de la pensée, tantôt contre le

dévergondage de la forme, le plus souvent contre l'alliance presque nécessaire des idées mauvaises et du mauvais style! Mais, entre ces abus regrettables, il y en a un qui me frappe surtout, parce qu'il est devenu presque général, parce qu'en se prolongeant il ne manquerait pas d'être pris pour un symptôme assuré de décadence. Ce défaut, dont bien peu se défient, c'est la diffusion. Plus que jamais la sobriété manque, cette sobriété savante qui affermit l'inspiration par la réflexion, et qui rend éternel l'élan du penseur par la patience de l'écrivain.

Quand on songe aux œuvres déjà si étendues de quelques-uns de nos poëtes les plus aimés, les plus célèbres, le doute arrive, quoi qu'on fasse, et on se demande si l'avenir, occupé de lui-même, ne sera pas tenté de laisser dans l'ombre, sans les distraire de leur volumineux entourage, tant de pages vraiment belles, vraiment dignes de vivre. Sans doute, aux yeux des contemporains, la valeur du poëte n'est pas diminuée par ces jeux puissants d'une pensée qui s'épanouit en une profusion d'images, et qui se répète, comme un écho séduisant, en vingt métaphores successives : il y a même dans ce jet rapide, dans cette continuité brillante de la production, un charme particulier, quelque chose de l'irrésistible empire qu'exerce sur la foule une improvisation chaleureuse. Et cependant, n'est-ce pas beaucoup risquer, quand on est réellement poëte, que de se complaire à ces éclats, à ces triomphes d'un jour et de transporter ainsi dans l'art les succès passagers de la tribune? La poésie certainement a le même fonds que l'éloquence; mais l'une s'adresse à ceux qui lisent, l'autre à ceux qui écoutent. Le poëte remplace le débit par le rhythme, ce qui passe par ce qui dure : c'est, si l'on peut dire, l'éloquence saisie en sa vivacité, fixée dans son action, et rendue ainsi immortelle. Qu'on y prenne garde, la faculté poétique a besoin, avant tout, d'une forte discipline : or, ce qui fait défaut actuellement, ce n'est ni le talent ni même le génie ; c'est bien plutôt le sens qui contient, la volonté qui dirige, le travail qui châtie, et, pour tout dire, la patience qui, sans se lasser, va de l'à-peu-près à la perfection.

S'il restait un doute sur l'opportunité de ces remarques, il n'y aurait, pour être convaincu, qu'à passer des créateurs aux imitateurs. C'est une loi inévitable de l'histoire de l'art que les défauts des maîtres apparaissent avec toute leur saillie, et se révèlent, en s'exagérant, dans les compositions de leur école. Sans doute, à l'heure qu'il est, il n'y a pas, à proprement parler, d'écoles poétiques : les centres qui avaient réussi à se constituer dans les dernières années de la restauration se sont trouvés brusquement dissous par une révolution politique, et, depuis, on n'a eu aucune occasion décisive, on n'a fait aucun effort sérieux pour se rallier autour d'un principe commun, pour courir la même fortune sous le même drapeau. Qu'est-il trop souvent advenu, pour les maîtres eux-mêmes, de cet esprit d'isolement? Quelques-uns, atteints par le dégoût, se sont réfugiés dans le silence, ou n'ont plus demandé que rarement à la muse, à la seule muse, les inspirations qui hier leur venaient aussi d'un cercle ami et solidaire ; d'autres, enfermés résolument en eux-mêmes, ont fini par professer le culte de leur propre pensée et par s'imaginer que le monde les suivait en ces dangereuses solitudes, où le fétichisme individuel n'est plus, à la longue, qu'une forme de l'impuissance. De là, plus d'un résultat fâcheux ; ici, une forme tourmentée, le manque de souffle, l'épuisement, quelquefois même un silence prématuré ; là, au contraire, une abondance malheureuse à qui tous les prétextes, toutes les occasions sont bonnes, et qui, satisfaite du bruit, prend la notoriété pour la gloire.

Dans les dernières années, cette complète dispersion des groupes poétiques, cette

disposition du public à écouter chacun sans subir la tyrannie de personne, la liberté par conséquent laissée au premier venu de suivre ses propres instincts sans être aussitôt ramené aux cadres de convention par le despotisme d'une école exclusivement régnante, tout cela a fait illusion à bien des talents secondaires jusque-là plus modestes et aussi à presque tous les débutants. On en a vu plus d'un prendre naïvement ses plagiats pour des nouveautés. Les plus décidés affichent ces prétentions à l'esprit inventif dans leur préface; d'autres, plus humbles, les glissent seulement à la fin d'un sonnet sur l'art ou d'une ode sur la mission sacrée des poëtes: bref, on les retrouve partout. Rien cependant n'est moins justifié que de pareilles ambitions; ce qui manque en effet à toutes les poésies nouvelles, c'est précisément, c'est surtout l'originalité. Non-seulement tous les nouveaux arrivants ont des airs de famille, mais le plus souvent c'est une assemblée de Sosies: il n'y a que l'habit qui diffère. Qu'on se plaigne, après cela, de l'indifférence du public; le public continuera à passer outre, par un sentiment dont il ne se rend point compte peut-être, mais qui est parfaitement fondé. Le premier droit en effet de ceux qui lisent, c'est de fuir l'ennui; leur premier soin, c'est d'éviter le double emploi : or qui s'arrêterait à contempler ces innombrables copies, quand l'original est là qui en dispense? Beaucoup de talent peut être dépensé dans ces pastiches, dans cette reproduction quelquefois habile de l'œuvre ou du procédé des maîtres : c'est du talent perdu. Aujourd'hui quelque chose d'analogue à ce qui a lieu au-dedans de chaque esprit d'élite semble aussi s'accomplir en dehors : cette diffusion, en effet, que nous notions tout à l'heure au sein des principaux génies contemporains, a en quelque sorte passé au sein de la foule. La faculté poétique, à mesure qu'elle se distendait dans les individus, s'est en même temps dispersée en un cercle plus nombreux. Peu à peu les mystères de l'initiation poétique sont devenus des lieux communs, et il y a maintenant pour les débuts en vers incomparablement plus d'auteurs que de lecteurs.

Assurément, dans les volumes de poésies qui depuis treize ans se succèdent sans qu'on le sache avec une si active régularité, il y a eu plus d'une fois, il y a encore çà et là telle page harmonieuse qu'on croirait arrachée aux *Méditations*, telle strophe éclatante qui serait digne des *Orientales*, telle rêverie charmante qui ne déparerait pas les *Consolations;* mais, dans les conditions actuelles, cela suffit-il? Une certaine mélodie de facture et de nombre, une certaine mise en œuvre du sentiment par l'image, sont dorénavant des qualités presque vulgaires. Encore une fois, la facilité de versification est devenue si commune, qu'elle n'est plus assez, à elle seule, pour constituer le talent. Évidemment il y a, à l'heure qu'il est, une certaine habileté mécanique et de métier qu'on a trouvé moyen d'introduire dans ce qu'il y a au monde de plus individuel, dans la rêverie. C'est ainsi que la verve bouffonne après Rabelais, l'humour après Sterne, la fantaisie après Hoffmann, devinrent aussi des banalités entre les mains des imitateurs. Au XVIII[e] siècle, tout bon écolier de rhétorique rimait sa tragédie dans le goût de la *Sémiramis* et du *Manlius :* aujourd'hui il n'est pas de lauréat de collége qui ne possède en portefeuille, entre un roman social et une épopée intime, des *Brises du Soir* ou des *Echos du Cœur* destinés à un plus grand succès que celui des *Feuilles d'Automne;* il n'est pas de bachelier d'hier qui, à la lueur du punch et dans la fumée des cigares, n'ait évoqué trois ou quatre héros fringants et fantasques, auprès desquels le Mardoche et le Paez d'Alfred de Musset semblent de vrais bourgeois. Pauvre imitation, et la pire de toutes, que celle qui copie la boutade et singe le caprice!

Mais au moins faudrait-il, avec ces sceptres d'emprunt, ne pas se donner des

airs de conquérant, ne pas afficher à tout propos les façons royales. Dans les époques littéraires régulièrement constituées, tout a son ordre et sa mesure : les talents secondaires reconnaissent naturellement leur place. Aujourd'hui ce sentiment, qui fait chacun s'apprécier et se tenir à son rang véritable, devient à chaque instant plus rare. En poésie surtout, on dirait que le premier plan n'est plus réservé exclusivement aux gloires légitimes, aux vrais rois de la lyre : tout nouveau venu se croit le droit de s'y installer. Ces folles ambitions veulent être relevées, et à leur tour les *poetæ minores* doivent fournir une série d'études qui peut-être ne sera pas sans profit. Après tout, une pareille classification est un hommage indirect rendu aux maîtres, et c'est à leurs propres prétentions, qui seules en ont donné l'idée, que s'en devront prendre les mécontents. Et puis, que voulez-vous? De nos jours, la fortune n'est propice à aucune royauté, quoique les royautés abondent : c'est un malheur des temps, et il faut bien se résigner à ce que la critique, après tant d'autres, se passe l'innocente fantaisie d'arracher quelques couronnes. Dans une époque d'ailleurs où le lyrisme compte de si éminents interprètes, le second rang ne devrait-il pas paraître désirable encore et satisfaire des vanités même susceptibles ? Mais qu'est devenu l'esprit de discipline et qui reconnaît une hiérarchie? Devant tant d'exigences ambitieuses, maintenons ses priviléges au bon sens : *majores audire, minori dicere,* voilà un devoir et un droit qu'Horace, en un autre sens, proclamait il y a deux mille ans ; nous voudrions remplir l'un et profiter de l'autre.

Aujourd'hui, il ne sera question que de vers, de vers tout récents. Et d'abord la première question, la question préalable qu'on a à s'adresser, c'est de savoir si ce mépris du public pour la poésie dont parlent bien haut les préfaces, si cette déchéance définitive de la muse dont il est question à chaque page des volumes nouveaux, sont des faits avérés et incontestables. Pour ma part, je pense précisément le contraire. Sans doute de ce qu'on ne les remarque pas, bien des poëtes concluent aussitôt au dépérissement du goût poétique : induction forcée et qui trahit les blessures de l'amour-propre. Cette admiration des œuvres consacrées, en même temps que cette indifférence pour tant de nouveautés banales, montrent au contraire dans le public une sympathie persistante pour tout ce qui est invention, un dégoût de plus en plus marqué pour tout ce qui n'est qu'imitation. Des dispositions pareilles sont excellentes, et on ne saurait trop les encourager, car il y faut voir le gage d'un favorable accueil pour tout ce qui aura vraiment la jeunesse et la vie.

On a vu quelle était, suivant nous, la situation de l'esprit lyrique en France. Tandis que la plupart des talents acceptés se laissent envahir, les uns par le dédain, les autres par le découragement, aucun génie nouveau ne se révèle, aucune lyre n'attire l'oreille par des accents qui lui soient propres. Sur tous les points, c'est un concert si monotone, qu'aucune note ne demeure distincte dans le souvenir; sur tous les points aussi, par une contradiction étrange, ce sont des aspirations incroyables à l'originalité et à la puissance inventive. En somme, l'acharnement verbeux des imitateurs est aussi infécond que le silence prolongé des maîtres. Si l'on veut s'enquérir avec quelque certitude de la vérité de ces assertions, il n'y a qu'à aborder le détail, il n'y a qu'à jeter un rapide regard sur les recueils poétiques qui ont paru dans ces derniers mois.

Pour rester fidèle à la chronologie, faisons d'abord leur place aux ambitions surannées. Chacun sait avec quelle hâte l'esprit de parti, dans les dernières années de la restauration, s'empara de M. Guiraud pour en faire un candidat à l'Institut

La candidature fut heureuse. Or les trônes tombent, et les fauteuils académiques survivent aux révolutions. Qu'est-il arrivé de là? Après 1830, sous le soleil excitateur de juillet, la vanité satisfaite de l'académicien et la vanité blessée du poëte monarchique ont persuadé à l'auteur des *Machabées* qu'il était appelé à une mission de régénérateur. C'est un effet trop fréquent de ces grandes commotions politiques d'éveiller de la sorte, dans certains esprits mal en garde contre eux-mêmes, des ambitions démesurées, une sorte d'activité fébrile et malheureuse. Les buts les plus divers ont tour à tour tenté M. Guiraud : comme les néophytes des premiers siècles, on l'a vu dépouiller subitement le vieil homme. L'élégie n'était-elle pas désormais un cadre mesquin pour le poëte qui s'imaginait saisir un rôle à part, en se faisant l'écho tardif de la barbare logomachie qu'avaient inventée et usée les humanitaires du radicalisme et les néo-catholiques du feuilleton? Philosophie, roman, épopée, M. Guiraud s'est donc essayé à tout, en mêlant à tout, sans plan, sans méthode, de vagues théories d'immobilité et de creuses aspirations vers le progrès, en un mot les vieilles nouveautés du socialisme et les vieilleries renouvelées de la théocratie. Un article remarqué et très-spirituel de M. Lerminier a initié de reste les lecteurs de la *Revue* à ces prétentieuses élucubrations, où Dieu et l'homme sont également compromis dans une genèse burlesque. Nous sommes très-disposé à ne pas contester au poëte l'originalité de sa philosophie : nous soupçonnons même que personne ne s'avisera de réclamer l'honneur de l'invention. Toutefois, dans ses compositions littéraires, M. Guiraud ne retrouve pas le même tour d'imagination créatrice. *Flavien* voulait faire oublier *les Martyrs*; on sait ce qu'il en est advenu.

Une œuvre épique pour le poëte, un système pour le penseur, sont d'ordinaire l'effort et la préoccupation patiente d'une vie tout entière. M. Guiraud dédaigne ces vains scrupules, qui peuvent arrêter ceux qui n'ont que du génie : M. Guiraud, mieux doué, *mens divinior*, traverse les entraves sans même s'en apercevoir. Après les élégies des odes, après les odes des tragédies, après les tragédies des romans dévots, après les romans une épopée en prose, après l'épopée enfin une ontologie et un système du monde : on pouvait raisonnablement croire que l'auteur des *Petits Savoyards* s'en tiendrait là. Mais n'est-ce pas folie de se fier aux conquérants? Aussi M. Guiraud vient-il d'ajouter une province de plus à son empire. Il fallait bien que Lamartine eût son tour après Châteaubriand : *Jocelyn* devait être éclipsé comme l'avaient été *les Martyrs*. Voilà en effet qu'entre une lettre à *l'Univers* contre la philosophie de l'Université (il est vrai que cette philosophie ne ressemble guère à celle de M. Guiraud), et une missive à la *Gazette de France* sur le vote universel, l'infatigable écrivain trouve le temps de publier un poëme à la fois intime et social, un poëme où il est beaucoup question de lui et quelque peu question de Dieu. *Le Cloître de Villemartin* (1) n'a pas moins de six mille vers; M. Guiraud fait payer cher le droit de le juger.

L'impression générale qu'on garde de cette lecture est singulièrement confuse, ou, pour parler la langue délicate et nuancée de l'auteur, elle est *chaotique* et *brouillardée*. On doit convenir sans doute que s'il y a dans la poésie moderne un genre libre, un genre qui n'impose pas la régularité et qui n'astreigne pas aux compartiments, c'est le poëme lyrique tel que l'a entendu Byron, tel que l'a réalisé chez nous Lamartine. La description s'y entremêle volontiers au récit, l'élégie s'y rencontre à côté du drame, les élans de l'ode y ont leur place auprès des spéculations

(1) Un vol. in-8°.

du penseur. J'irai au delà et j'accorderai que, dans quelques œuvres exceptionnelles, une certaine confusion extérieure n'est qu'un raffinement voulu. Sous l'apparence du rêve et du hasard se déguisent quelquefois des calculs profonds : c'est un art que ce désordre savant de l'atelier. Il faudrait être bien naïf pour ne voir dans *les Nuées* ou dans le *Faust* que de capricieuses boutades. Hoffmann, en ses plus étranges compositions, se sert au moins de la raison comme point de départ, et ses extrêmes fantaisies ne sont même que du bon sens retourné. L'ordre est au fond de toute composition durable. Joseph Chénier y pensait sans doute quand il a dit que le génie c'était tout simplement la raison sublime. Or on peut accorder à l'œuvre de M. Guiraud le sublime, si M. Guiraud y tient; mais il est bien difficile qu'on lui accorde la raison. Je mets au défi l'analyse la plus scrupuleusement consciencieuse de reproduire, dans son désordre, dans son bizarre enchevêtrement, le nouvel ouvrage de l'auteur de *Flavien*.

Pour comprendre le titre mystérieux du livre, il est indispensable de recourir aux notes. On y apprend donc, entre autres choses instructives, que récemment encore se voyait à Perpignan une vaste chapelle, bâtie au XIIIe siècle, et qui faisait autrefois partie du monastère des grands carmes. Il y a quelques années, l'administration du génie militaire, ayant eu besoin de l'emplacement, procéda sans pitié à la démolition. Averti et indigné, M. Guiraud, en son zèle archéologique, s'exécuta héroïquement; devenu adjudicataire des matériaux, il les fit patiemment transporter à trente lieues de là, dans le parc de son château de Villemartin. Cela fait, M. Guiraud se sentit désireux de pouvoir dire : « Mon cloître » tout comme il dit à chaque instant dans ses vers : « Mes bois, ma chose, mes jardins. » Soutenu à la fois par ses prédilections de propriétaire et par son mysticisme gothique, le poëte se mit donc à reconstruire *de ses propres mains* l'édifice ruiné; après trois ans de travaux assidus, la chapelle était debout, et dès lors M. Guiraud put s'y promener à l'aise, s'y agenouiller, y rêver, y rimer surtout. C'est le dithyrambe du poëte en l'honneur de l'architecte qui forme aujourd'hui un gros volume appelé *le Cloître de Villemartin*.

Le livre s'ouvre par une dédicace à « l'épouse adorée, » pages touchantes et simples, qui font honneur au cœur de l'homme plus encore qu'au talent de l'écrivain. Malheureusement, ce ton gracieux et modéré ne se prolonge pas. Chaque matin, M. Guiraud fait un pèlerinage à sa chapelle, et chaque pèlerinage amène, sans suite, au hasard, deux ou trois rêveries sur l'église et sur la société, deux ou trois souvenirs de la vie de l'auteur, que l'auteur se met à redire tout au long et à enchâsser laborieusement et confusément dans d'interminables rimes. Tout à coup le voilà qui commence, avec de grandes protestations de repentir, le récit de quelque aventure amoureuse du temps de *son ardente jeunesse,* du temps de *sa vie adultère.* Le lecteur mondain, qui n'a pas tant de scrupules, se sent alléché et prend goût à la chose; aussi attend-il avec impatience, et comme une distraction qui lui est bien due, ces anecdotes *fabuleuses en tout.* Mais à peine le poëte a-t-il débuté, qu'il s'interrompt pour faire une sortie philosophique qui bientôt est interrompue elle-même par un hymne religieux auquel succède à l'instant quelque amplification de politique sociale. On dirait une série de parenthèses qui s'ouvrent sans cesse les unes après les autres sans se fermer jamais. Quant à l'histoire dont il devrait être question, elle reparaît quand elle peut; le poëte l'abandonne, la reprend, la laisse, la continue, en ne cessant d'intercaler à travers tout ce qui lui vient à l'esprit. C'est une dérive perpétuelle, arrêtée çà et là par les digues factices des chapitres. Rien

ne se tient; tout est jeté pêle-mêle, sans qu'il y ait même quelque chose du pittoresque désordre, des groupes fortuits et frappants que produit quelquefois la confusion, cette confusion du moins où l'art n'est pas tout à fait absent.

Deux histoires sentimentales, incessamment rompues par des épisodes, incessamment divisées par des incidents, forment le fond même et la contexture du livre. — Dans la première, il s'agit d'une jeune fille que le poëte ne nomme pas, et dont il s'éprit en la voyant faire l'aumône à la porte d'une église. Cette passion silencieuse grandissait chaque jour; deux mois déjà s'étaient écoulés, quand la belle inconnue accepta *en toute confiance* le mari auquel son père l'avait promise à son insu. Un poëte monarchique ne hante pas les quartiers bourgeois; aussi est-ce en plein faubourg Saint-Germain, dans ces nobles lieux

où les hôtels princiers
Se défendent encor contre les épiciers,

que la fête du mariage eut lieu, au grand désappointement sans doute de l'amoureux qui n'avait rien dit. Le bal fut splendide. Cependant, au milieu de cette noce aristocratique, le père de la fiancée, *souriant des deux yeux,* étalait une joie bruyante qui avait quelque chose de fébrile; aussi la jeune fille l'observait-elle avec inquiétude, quand tout à coup elle s'aperçoit qu'une lettre vient de lui être remise, que son père la froisse avec désespoir, et qu'il s'enfuit éperdu hors des salles de la fête. Sans quitter sa parure de bal, l'enfant épouvantée s'élance, poursuit le malheureux, et finit par le joindre sur les quais, au moment où il allait se jeter dans la Seine. Le père avait perdu au jeu sa fortune et la dot de sa fille, qui le remmena et lui rendit le calme en lui promettant de se faire sœur grise. Si cette anecdote commune et usée a été prise dans la réalité, on peut reprocher à l'auteur de n'avoir pas revêtu une combinaison si mélodramatique des couleurs de la poésie, qui a le don de tout aviver, de tout rajeunir; si, au contraire, ce n'est là qu'une donnée de l'imagination, les objections sont plus légitimes encore, et on est en droit de dire à M. Guiraud que le prosaïsme vulgaire de son invention correspond parfaitement au prosaïsme trivial de son style.

Le second récit se fonde également sur l'amour, mais cette fois sur un amour qui parle, qui parle même très-longuement. Donc Albert (n'est-ce pas le poëte lui-même, n'est-ce pas Olympio amoureux?) était dans *ses terres natales,* quand il apprit que la mère d'Aurélie, devenue veuve, venait de se réfugier avec son enfant dans un couvent de Venise, et que la jeune fille voulait se vouer décidément au cloître. L'affection pour celle

Qu'honorait autrefois son plus intime hommage

se ranime alors dans le cœur d'Albert, qui, jaloux de Jésus, craint de se voir enlever par le ciel l'âme qui ferait son bonheur sur la terre. Aussi le poëte n'hésite pas : il part, et *son cœur de vingt ans* essaie de l'emporter sur Dieu. Il offre tout à Aurélie, sa vie, son château,

Et le doux reconfort d'un salon de Paris.

Il y a des arguments irrésistibles: après trois longs mois de combats, qui paraissent encore plus longs dans les vers de M. Guiraud, Dieu fut vaincu, et Aurélie se vit

ramenée en France par son fiancé. Mais la santé de la jeune fille s'était perdue dans ces luttes, et bientôt il fallut demander du soleil au climat des Pyrénées. Cependant la mère pleurait près de son enfant malade, et Albert s'efforçait de la distraire par des lectures, par des vers, par des conversations de toute sorte sur l'Angleterre et sur la semaine sainte, sur les étoiles et sur Carthage. De tout cela, M. Guiraud, impitoyable biographe, n'épargne pas une ligne à ses lecteurs. Enfin arrive le dénoûment : on est dans un pauvre village de la Catalogne, et Aurélie y languit entre les *rideaux soyeux* de son appartement. Sentant la mort venir, elle veut que la mort la trouve unie à Albert; un autel est donc placé près du lit nuptial, et le mariage se trouve consommé. Quand la cérémonie est achevée, on s'imagine qu'Albert va rester près de sa femme mourante : pas le moins du monde. Albert juge à propos de faire une promenade; seulement il promet de revenir le soir. Le soir arrive, le mari entre, et, à la lueur de la lampe, il découvre

> Tant d'objets enchantés à son cœur idolâtre,
> La robe, le corset, le bouquet d'oranger.

Toute cette scène nocturne est incroyable, et on se demande à quoi l'auteur a songé dans ce rapprochement de la poésie des sens et de la poésie ascétique, dans ce mélange bizarre de désirs humains et d'aspirations célestes que vient couronner la mort.

La moralité inattendue que M. Guiraud tire de tout ceci, dans ses méditations intermédiaires, dans ses notes justificatives, ainsi que dans son épilogue, c'est que la théocratie est le *meilleur* gouvernement, c'est qu'il faut être ultramontain pour être sauvé, c'est enfin qu'on doit réformer le Code pénal, réhabiliter la femme et surtout bannir l'égalité,

> Vulgaire et dernier mot de ces pompeuses phrases.

Les deux figures féminines autour desquelles M. Guiraud a groupé les éléments secondaires de sa composition ne sauraient exciter à aucun titre la sympathie des lecteurs. Quelque faible cependant que soit la partie sentimentale du *Cloître de Villemartin,* il faut reconnaître que le ton y est un peu plus simple, le style un peu moins chargé, la marche enfin plus naturelle que dans les tirades socialistes et mystiques auxquelles M. Guiraud revient incessamment. On ne saurait s'imaginer l'effet singulier que produit le rapprochement de tant d'idées hétérogènes, de tant de sujets disparates Tout est *matière* à versification pour M. Guiraud. Tantôt le cloître de Villemartin amène le cloître de Saint-Just, et alors, pendant dix pages, il n'est question que de Charles-Quint au *regard fauve et terne,* que de ce maître du monde finissant par abdiquer le sceptre,

> Lui qui n'avait rempli que de mondanités
> Le cours impérial de ses prospérités;

tantôt c'est une incroyable sortie contre la culture antique, contre cette belle littérature latine surtout, qui n'aurait été, en somme, qu'un *prurit fiévreux*. L'art païen tout entier est compris dans l'anathème, et M. Guiraud s'écrie :

> Ma nature avec lui n'a rien de sympathique.

On s'en aperçoit de reste. Cependant, tant que l'auteur se borne à entremêler des démonstrations religieuses au récit de ses propres aventures, des hymnes sur les missionnaires de Chine à des malédictions contre Espartero, tant qu'il ne sort pas de la sphère des rêveries individuelles, il n'y a là que du ridicule; mais à côté de ces songes inoffensifs, M. Guiraud laisse percer contre nos institutions, contre la société elle-même, des haines étranges qui doivent être relevées. Non, il n'est pas permis de dire que la révolution de juillet a été *sans motif*, il n'est pas permis de peindre ceux qui l'ont faite comme

S'en allant au château boire des vins de rois,
Et faisant châtier, par des mains mercenaires,
Sur un frêle berceau des torts imaginaires.

Ce n'est pas non plus à un membre de l'Académie française, d'un corps officiel et légal, qu'il appartient d'imprimer, même dans un poëme intime, que le gouvernement de 1830 n'a répondu à la faim que par des *balles à foison* et *des phrases de préfet*. S'il est vrai que la poésie élève l'âme, comment M. Guiraud a-t-il été ramasser de pareilles calomnies dans les pamphlets pour en faire le thème de ses inspirations? Le poëte est entraîné par cet esprit de violence jusqu'à méconnaître et les bienfaits de la civilisation moderne et la légitimité même de notre organisation sociale. Dire que la science du gouvernement, c'est

L'art d'extraire de l'or des sueurs populaires;

avancer que la société actuelle et nos *barbares lois* réservent le peuple

Aux ordures du bagne, aux hontes du poteau,
Et, pour dernière aumône, au glaive du bourreau,

c'est livrer la muse aux sectes incendiaires, c'est la traîner aux carrefours de l'émeute. Heureusement, il ne s'agit que de la muse de M. Guiraud, muse inconséquente et qui se fait démagogique tout en chantant l'aristocratie, tout en calomniant l'égalité.

On le voit, M. Guiraud a complétement méconnu, dans son nouveau livre, la nature et les vraies tendances de son talent; ce qui lui convient, c'est l'élégie facile, molle, légèrement tendre, qui se complaît aux vers libres, et qui se tient à la sensibilité et à la grâce. Il y a dans *le Cloître de Villemartin* tout un chant épisodique que je croirais volontiers de la même date que *les Petits Savoyards;* M. Guiraud y parle de la mort de sa mère, de mille souvenirs d'intérieur, avec une sensibilité vraie qu'il fait partager au lecteur. Sans doute, dans la trame un peu lâche de ce rhythme énervé, on ne rencontre jamais l'accent soudain qui fait tressaillir, le vers inspiré qui se détache et sonne tout à coup avec éclat; mais, aux bons endroits, il y a un certain abandon, une certaine mélodie languissante où l'on se berce, et qui, en réalité, ne sont pas sans charme; par malheur, l'emphase revient vite, revient incessamment et tient le dé. Ce goût pour le phébus philosophique sert mal M. Guiraud, et ajoute encore, par les néologismes, à ses habitudes de négligence et d'incorrection. Je ne parle pas des prosaïques trivialités, on en a pu juger. Il y a à chaque instant des vers comme celui-ci :

Et tout mon *cœur* s'émeut au fond de mes *entrailles*,

ce qui fait qu'on s'écrie aussitôt avec Berchoux :

> Mais de son estomac je distingue son cœur.

Au temps de Fréron et de La Harpe, quand la critique vivait surtout de détails et se plaisait aux petites escarmouches de style, le poëme de M. Guiraud eût défrayé pendant un mois l'*Année littéraire* et le *Mercure*. On en eût donné vingt *extraits* et des citations à épuiser les italiques d'une imprimerie. Aujourd'hui, chacun le comprend, cette guerre mesquine n'est plus de mise ; on laisse volontiers le rudiment aux gens de collége et la syntaxe aux pédants. Il faut bien remarquer cependant que M. Guiraud, pour un académicien du Dictionnaire, prend avec la prosodie, avec la langue, des libertés par trop familières. Passe encore pour ces doubles substantifs que le poëte accouple incessamment, passe pour les *obusiers-forbans,* le *monde-éternité,* les *arbres-colosses,* et cent autres gentillesses ; mais on ne devrait pas oublier la grammaire jusqu'à écrire :

> Où quelque vieille église et son svelte clocher
> *Pose* admirablement au sommet d'un rocher.

M. Guiraud appartient à cette école douteuse, incertaine, qui hésite entre la régularité descriptive de la poésie impériale et l'indépendance conquérante de la poésie contemporaine. On ne retrouve dans ses paysages ni les lignes sévères de David, ni les tons brillants, ni la lumière éthérée de la moderne peinture. De là un genre composite qui, au lieu d'unir les éléments contraires dans une harmonieuse unité, emprunte à tous sans que ces emprunts amènent et constituent une manière propre et distincte. Comme M. Guiraud est très-loin de manier la langue en maître, comme l'idiome rebelle se dérobe au contraire sous sa main peu sûre, cette hésitation entre les procédés divers, cet embarras de l'imitation, passent du fond dans la forme et ajoutent encore à l'impropriété et à la pesanteur du style. Ce n'est pas tout, par la multiple variété de ses ambitions, par l'effort exagéré qu'il impose à un talent fait pour soulever le léger fardeau de la muse élégiaque, M. Guiraud compromet de plus en plus ce don aimable de l'émotion tendre qu'on s'était plu naguère à lui reconnaître. Ces nerveux ébranlements, cette fièvre volontaire, conviennent mal à une nature délicate et, qu'on me passe le mot, à un tempérament quelque peu lymphatique. J'entendais dire à l'un des plus spirituels confrères de M. Guiraud à l'Académie que c'était là « du Chapelain mou. » Le jugement est cru, il est vrai. Aujourd'hui, la muse des *Petits Savoyards* doit être harassée de tant d'aventureuses excursions, et, pour nous servir d'un mot de M. Guiraud, elle fera bien d'accepter momentanément

> Ce besoin de repos que tout être réclame.

C'est par un conseil analogue que nous nous voyons contraint de débuter avec l'auteur des *Rimes héroïques* (1). M. Guiraud, en effet, c'était le poëte déjà sur le retour et se débattant en efforts pour tâcher de rajeunir ; M. Barbier, au contraire, c'est le poëte jeune et original qu'atteint avant l'âge une vieillesse prématurée. Le chantre des *Iambes* a bruyamment débuté dans la littérature contemporaine. Il ne faut pas s'en étonner : une révolution l'avait fait poëte. *La Curée* et les satires qui

(1) Un vol. in-18.

forment le premier recueil de M. Auguste Barbier ne veulent pas être distraites du milieu, pour ainsi dire, où elles se sont produites. Ce qu'il y a de factice dans le procédé de l'écrivain, ce tour uniforme d'énumération descriptive et de personnifications symboliques, ce parti pris de la crudité, tout cela était racheté par la sincérité énergique de l'indignation, par le feu d'un entraînement réel. On ne saurait le nier, cette muse débraillée, qui est loin maintenant de nous être avenante, a été, durant quelques heures, la muse de la France. L'éclat sans doute fut très-court; mais les *Iambes* ne seraient pas regardés désormais comme un événement de l'histoire littéraire, que leur succès aurait cependant sa place dans l'histoire politique. Il y a là une date : M. Barbier aussi a eu ses trois jours. Mais ces sortes de réussites soudaines, ces accès subits et fébriles de la célébrité sont dangereux. Quand c'est à l'ébranlement d'alentour, quand c'est à la secousse même des événements qu'un esprit doit ainsi son inspiration, il lui faut une trempe vraiment forte pour résister à l'épreuve. Un moment vient en effet, et il est prompt, où le flot populaire qui vous avait soulevé sur sa cime retombe et s'affaisse; un moment vient où l'appui manque et où il ne faut plus compter que sur soi-même. Cette poésie, que j'appellerai extérieure, avait cependant pénétré assez profondément M. Barbier pour ne pas se retirer tout aussitôt. Le rayon, au contraire, que l'astre de juillet avait laissé tomber en son âme, sembla, dans le *Pianto*, recevoir du soleil d'Italie une lumière nouvelle, un éclat plus vif. Quoique l'idée soit souvent absente ou disparaisse sous le rhythme, quoique la brutalité triviale de l'expression vienne çà et là rappeler mal à propos le souvenir des *Iambes*, quelques parties de ce poëme resteront comme une œuvre qu'une certaine sérénité calme, qu'un amour grave de l'art, que je ne sais quel reflet enfin du ciel de Naples recommanderont à l'avenir. Poëte du carrefour dans les *Iambes*, M. Barbier devint dans le *Pianto* un poëte de l'atelier, le poëte aimé des artistes. Notre sympathie, malgré ses réserves, accompagne jusque-là le chantre de *Melpomène* et du *Campo Santo;* mais il nous est impossible de suivre plus loin M. Auguste Barbier. La décadence évidente qui commençait dans *Lazare* s'est continuée, en s'augmentant, dans les *Nouvelles Satires* et dans les *Chants civils ;* aujourd'hui elle atteint le dernier terme par les *Rimes héroïques*. Le fait est avéré, et la complète indifférence du public ne doit laisser aucun doute à cet égard. L'homme qui écrivait naguère un iambe sanglant contre *la popularité* a beau flatter aujourd'hui les populaires instincts, il a beau emprunter son vocabulaire au socialisme : la foule a décidément détourné ses regards, elle ne lui rendra pas son attention. Le poëte des *Iambes*, le poëte du *Pianto*, le chantre qu'avait inspiré la mélancolie après la colère, appartient désormais au passé. Aujourd'hui, M. Barbier est séparé de lui-même par un abîme.

La source de l'inspiration semble complétement tarie chez l'auteur des *Rimes héroïques*. Au lieu du penseur, on n'a plus qu'un moraliste d'école; au lieu du coloriste habile, qu'un rhéteur qui versifie. Quand la poésie, au lieu d'être la traduction spontanée d'une émotion de l'âme, se rabat aux cadres convenus, à deux ou trois idées générales ou plutôt à deux ou trois mots creux qu'elle emploie résolument à propos de tout, alors elle abdique, elle n'est plus qu'un exercice puéril, une gymnastique de langage. Nous craignons que M. Barbier n'en soit arrivé là. Cette idée vague du bien et du beau, cet idéal indéfini, ces expressions résonnantes d'égalité, de liberté, d'humanité, qui maintenant reparaissent à chaque ligne dans ses vers, donnent à tout ce qui sort de sa plume un ton de prédication parfaitement monotone et assoupissant. La poésie, selon l'auteur des *Rimes héroïques*,

Est une savante harmonie,
Mise en la bouche du *génie*,
Afin de donner plus d'éclats
Aux bonnes choses d'ici-bas.

Rien de mieux; mais c'est précisément cet éclat dont l'absence est de plus en plus frappante dans les dernières productions de celui qui avait rencontré les *Iambes*. Aujourd'hui M. Barbier écrit pour satisfaire bien moins un besoin de son âme qu'une habitude de son esprit. Les thèmes qu'il prend, les sujets qu'il traite, ne correspondent ni au sentiment ni à l'imagination : ce sont des programmes de morale, pour lesquels il cherche le prétexte d'un événement ou d'un nom propre. Après la lecture de chaque pièce, on est tenté d'écrire en marge le vers d'Alfred de Musset :

Admirable matière à mettre en vers latins.

Les *Rimes héroïques* sont un recueil de sonnets. Il y a longtemps que cette vieille forme du sonnet, illustrée par Pétrarque et par Shakspeare, a été remise en honneur dans la littérature nouvelle : depuis les originales tentatives de *Joseph Delorme*, plus d'un poëte s'y est essayé avec bonheur. Une pensée délicate, un trait spirituel, quelque fine nuance du sentiment, s'enchâssent à merveille dans ce cadre inflexible, et, sous la maille pressée du rhythme, ils acquièrent je ne sais quel relief plus saisissant. Mais choisir au hasard, dans l'histoire, des noms obscurs et des noms éclatants pour en faire, de parti pris, une sorte de galerie de sonnets, c'est tout simplement rimer des étiquettes pour des portraits. Toujours deux quatrains et deux tercets, soit qu'il s'agisse d'un homme inconnu ou d'une renommée glorieuse, d'un fait ignoré ou d'une révolution qui a changé le monde; quatorze vers pour le Christ, quatorze vers pour Colomb, quatorze vers pour Jeanne d'Arc : l'inspiration de M. Barbier a toujours la même mesure; il est vrai qu'elle est partout la même. On sait l'aventure de Benserade, qui voulait mettre l'histoire de France en rondeaux. Les sonnets de M. Barbier me font l'effet de ces petites médailles de plâtre par lesquelles on représente la série de nos rois : toutes sont du même module, la plupart se ressemblent, et on pourrait le plus souvent changer les noms sans inconvénient. De même, dans les *Rimes héroïques*, bien des titres seraient transposés sans que le lecteur s'en aperçût. Aucune empreinte n'est nette, aucun trait n'est marqué avec décision; nulle part l'accent ne jaillit, nulle part le poëte ne se révèle par l'éclair d'une idée, par une image étincelante, par une expression trouvée.

Jamais le style de M. Auguste Barbier n'avait été aussi insuffisant, jamais l'auteur n'avait tant accordé à la périphrase vulgaire, aux épithètes parasites, et, pour parler franc, aux chevilles de toute sorte. La période est mal arrêtée dans ses contours; envahie par l'incise, elle laisse l'idée en proie au despotisme du mot et de la rime. D'un autre côté, la métaphore ne vient plus d'elle-même comme une saillie naturelle de la pensée; c'est une nécessité poétique dont l'auteur, tant bien que mal, se tire par le métier. Ainsi, ayant à parler d'un guerrier qui s'élance et s'ouvre un chemin à travers les piques ennemies, M. Barbier use de l'assimilation que voici :

... Comme un fort moissonneur que l'on voit dans la plaine
Presser les épis mûrs contre son sein voûté...

Des images si détournées sont la marque évidente de l'épuisement. L'impropriété des termes, par malheur, vient, comme une conséquence funeste, s'ajouter à

tout cela. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, M. Barbier fait *foudroyer* les Anglais à Jeanne d'Arc avec les *lueurs de sa lance*. C'est là du Scarron héroïque. L'ancien auteur des *Iambes* a gardé de sa première manière l'habitude du mot cynique et de l'expression sans vergogne qui déjà tout à l'heure nous choquait dans le *Pianto*. Au milieu du style terne, effacé, et en quelque sorte estompé des *Rimes héroïques*, ces traits appuyés, ces grossiers coups de crayon, blessent encore davantage. M. Barbier a perdu le sentiment de la mesure. Dire les *reins de l'océan* au lieu des flots, dire la *séquelle infâme* au lieu de la populace, ne prouve absolument que l'absence de goût. C'est le procédé de l'empire retourné : les poëtes d'alors employaient l'expression noble, vous employez le mot bas; ils disaient *coursier*, vous dites *rosse*. J'aime encore mieux le pompeux que le trivial.

La donnée de chacun des sonnets de M. Barbier étant banale, aucune pensée ne se détachant sur ce fond uniformément médiocre, il n'y a d'autre objection générale à faire à l'auteur, sinon de répéter encore, sinon de répéter toujours, que l'inspiration est totalement absente de son livre. Vous n'avez même plus là, comme le disait M. Raynouard, avec son accent provençal, *cé coup dé fouet* qui retentissait encore quelquefois dans *Lazare*. Aujourd'hui, avec M. Barbier, on traverse vraiment les limbes poétiques; c'est toujours le même site morne, le même horizon noyé. A peine dans deux ou trois sonnets, comme ceux de *Doria* et de *Santa-Rosa*, reparaît-il quelque rare éclat, quelque vague souvenir du *Pianto*. Le lecteur, du reste, ne serait pas convaincu de la triste déchéance d'un talent poétique qui donnait de si brillantes promesses, qu'une remarque de détail, une remarque caractéristique, suffirait à transformer ses incertitudes en regrets. On est d'abord écrivain par les nuances; or, les nuances se marquent surtout par le choix des qualificatifs. Eh bien! il n'est pas de poëte peut-être des plus mauvaises époques de notre littérature, qui ait usé, autant que le fait aujourd'hui M. Barbier, d'épithètes oiseuses et communes. Ce sont les fureurs *barbares*, les ouragans *sombres*, la balle *rapide*, l'onde *frémissante*, la guerre *implacable*, tout l'attirail enfin de la versification de collége.

Il est difficile d'expliquer comment, du sein d'une position indépendante, M. Barbier s'obstine à imposer à une muse à ce point fatiguée et affaiblie ces efforts sans résultats qu'aucune nécessité ne lui commande. Le premier devoir de tout écrivain, c'est le respect du public. Or, quand le public vient, à plusieurs reprises, de marquer si résolument son indifférence à l'auteur de *Pot-de-Vin* et des *Chants civils*, est-ce le vrai moyen de reconquérir son attention que de persister dans la même voie fatale, que de lui jeter dédaigneusement quelques sonnets grossis en volume à l'aide d'extraits informes de la *Biographie Universelle* et du *Magasin Pittoresque?* On nous permettra de le dire, c'est au contraire appeler l'industrie au secours des défaillances de l'art. Nous n'hésitons pas à le déclarer, si le chantre des *Iambes* et du *Pianto* résiste plus longtemps aux avertissements désintéressés de ceux-là même qui goûtaient naguère son talent, il n'aura été qu'un poëte de hasard : l'avenir alors ne tiendra pour lui en réserve que l'isolement et l'impuissance.

Assurément, s'il y a un vœu sincère, c'est celui que nous formons de voir les faits démentir nos craintes, de voir les hommes tromper nos prévisions. Par malheur, plus d'un enseignement se peut déjà tirer de l'examen attentif des deux recueils poétiques qui jusqu'ici ont passé sous nos yeux. Voilà des écrivains de valeur sans doute, et de réputations très-diverses; cependant chacun d'eux a eu son moment. Le poëme des *Petits Savoyards* mena M. Guiraud à l'Académie, et les *Iambes* rendirent presque populaire le nom de M. Barbier. Avec des efforts, avec la patience, ces

talents, si inégaux qu'ils fussent, pouvaient, celui-ci croître, celui-là se maintenir dans une sphère modeste. Aujourd'hui, la prétention les a jetés hors des routes sûres, tous deux se sont égarés sous les ambitieux aiguillons. M. Guiraud a cru découvrir la poésie sociale, M. Barbier la poésie humanitaire; toute vraie poésie alors s'est retirée d'eux. L'invention leur a fait absolument défaut, et il s'est trouvé que l'imitation, dans leurs livres, n'avait même plus la fraîcheur de la jeunesse.

Cette maladie littéraire paraît être épidémique; elle a passé jusqu'en province, et, au fond de la Normandie, M. Alphonse Le Flaguais se montre à nous comme une de ses plus complètes victimes. M. Le Flaguais, par son obstination infatigable, est devenu le type d'une famille littéraire chaque jour moins amusante, et chaque jour cependant plus nombreuse. Mieux que personne il nous semble représenter, dans sa vraie nuance, le poëte *incompris*. Au surplus, c'est un peu de sa faute, si l'auteur de *Marcel* (1) a tant à se plaindre des amers désenchantements. Que voulez-vous? M. le conservateur de la bibliothèque de Caen rêve la monarchie terrestre, rien que cela. Alexandre et Napoléon n'étaient, auprès de lui, que des écoliers. Les poëtes donc, au dire du rapsode neustrien, doivent gouverner le monde; les poëtes sont plus grands que les rois, ils ont à eux *l'univers*. Sans doute M. Le Flaguais ne se dissimule pas que nous sommes dans des temps mauvais, où les royautés s'en vont, où les rois craignent l'échafaud et le poignard; il croit même, par analogie, que la poésie a maintenant ses bourreaux:

.... Ils l'ont saisie avec leurs mains fangeuses,
Ils l'ont assassinée...

Mais le chantre de *Marcel* accepte ces dures conditions de la royauté poétique; il en a pris son parti, le sceptre vaut bien quelques sacrifices :

... J'abandonne ma vie
Aux dangers de la poésie.
. . . .
Je chanterai *toujours* et ne fléchirai pas.

Nous croyons sans hésiter à cette dernière menace; l'auteur, par ses nombreux volumes, l'a plus que justifiée d'avance. On a ses aises, au reste, avec M. Le Flaguais, car c'est un combat qu'il faut accepter; les représailles ne seront pas ménagées. L'homme *au front bas*, le *lâche* dont la plume est un *couteau*, c'est-à-dire tout juge indépendant de *Marcel*, se verra frappé sans miséricorde :

Oh! prenez garde enfin! sans y saisir la foudre
J'ai plané dans les cieux...

Et ailleurs :

Arrière donc, profanateurs,
Vous qui nous proposez la guerre!
Arrière, ou sous nos coups tombez, vils détracteurs!

Nous citons : on le voit, c'est se résigner de bonne grâce. Dans nos jours de démocratie, il faut être poli, même envers les rois.

(1) Un vol. in-18.

Marcel est une offrande à la religion de l'idéal; c'est du moins ce qu'on apprend dans l'incroyable préface qu'un ami de l'auteur a placée en tête du volume. M. Le Flaguais ne descend pas à la prose; tout prince a son maître des cérémonies, tout monarque a son introducteur des ambassades. L'ami de M. Le Flaguais nous enseigne que la poésie doit désormais gravir la *cime des choses humaines*, et qu'elle est en même temps une *martyre livrée aux bêtes du cirque*. C'est encore une aménité pour la critique. Évidemment M. Le Flaguais a des rancunes : pour nous, nous n'en montrerons pas envers lui, nous serons bref en parlant de son livre. — *Marcel* est le titre collectif et arbitraire d'un nombreux recueil d'hymnes et d'élégies. On a vu le ton des hymnes, et cela suffit; les élégies, sans valoir grand'chose, valent un peu mieux. Il y en a même quelques-unes, plus élégantes et plus tendres, comme *le Vieux Nid*, qui pourraient être distinguées, si elles ne se perdaient dans l'uniformité commune, dans l'abondance médiocre de l'ensemble. En général, toutes ces pièces se ressemblent; c'est toujours la même facilité verbeuse; toujours la même poésie s'échappe, fade et incolore, de la veine constamment ouverte. M. Le Flaguais revoit tout ce qu'on a vu, répète tout ce qu'on a dit. L'amour, qui l'inspire le plus souvent, semble chez lui un thème volontaire et non pas un écho de la passion. Les éternels désespoirs du poëte laissent le lecteur très rassuré sur son compte. On n'est pas inquiet du sort d'un amant qui peut dire à sa maîtresse :

Entre nous deux, Anna, je connais la distance,
Mais quand j'aurai la gloire, elle sera pour toi;

il y a des promesses qui sont des espérances, et les espérances consolent. Autre part, M. Le Flaguais dit :

. . . . Mais le baiser de ma pensée,
Au moins tu l'as reçu, voluptueux mouchoir.

On conviendra que l'auteur de *Marcel*, dans ses amertumes, a de douces compensations.

A toutes les époques, M. Le Flaguais eût versifié; il y a des vocations malheureuses. Seulement, au XVIIIe siècle, il n'eût rimé que de petits vers à la Dorat, et, sous l'empire, des épopées descriptives comme Parseval. Tout cela alors eût tenu son rang et fait une certaine figure : mais en montant dans les hautes sphères, le lyrisme contemporain a tué les petits poëtes. Cet essor forcé, cette nécessité d'enfler la voix, ont fait illusion aux adeptes secondaires de la lyre, qui ont cru dès lors avoir en eux tous les sentiments qu'ils chantaient après les maîtres. De là toutes ces ambitions olympiennes, toutes ces adorations du moi, qui, comme le reste, ne sont qu'un plagiat, le plagiat le plus triste de tous. Ainsi, toujours et partout nous retrouvons l'imitation sous les dehors de l'originalité.

On doit ranger M. Alex. de Saillet dans l'inépuisable classe des *incompris*, à la suite de M. Le Flaguais. Cependant j'aime encore mieux *Marcel* que *Ciel et Terre* (1). En quelque région qu'on descende, à quelque espèce que l'on s'arrête, il y a toujours les *minimi* après les *minores* : il n'est si petit astre qui n'ait ses satellites. Dès le début, l'auteur de *Ciel et Terre* s'écrie avec un ton de maître :

(1) Un volume in-8°.

Quand le poëte parle, il doit être écouté.

Or, c'est donner tout d'abord un problème pour un axiome. A vrai dire, nous doutons que le public résolve la question au profit de M. de Saillet, quoique ses amis lui aient persuadé de ne pas priver le monde de ses *petits chefs-d'œuvre.* L'auteur ne s'est pas servi de la prose, parce que, selon lui, les idées y prennent des allures convenues : il a donc cru rencontrer une forme à lui en usant du mètre poétique ; mais, hélas! pensées et expressions, rien n'est neuf dans *Ciel et Terre.* Ces sentiments peuvent être honnêtes, malheureusement ils sont partout; mille fois ils ont été mieux exprimés. La poésie maussade de M. de Saillet est de celles qui n'ont aucune physionomie et dont on ne se souvient plus même avant d'avoir fermé le livre, qu'on a hâte d'ailleurs de quitter. Quelques accords gracieux, épars çà et là, ne suffisent point, et on se fatigue à les chercher. Le plus souvent, ce sont de pâles contre-épreuves des *Méditations,* effacées encore par un langage terne et quelquefois incorrect. M. de Saillet dit, à un endroit :

La lyre et l'océan sont deux immensités.

Un autre volume de vers, *le Nyctalope* (1), de M. Marie Cournier, répondait d'avance à cette assimilation ambitieuse quand il y était question des poëtes

Noyés dans l'océan des vers qu'on ne lit pas.

Ce ton épigrammatique convient au talent fin et moqueur de M. Cournier, qui se range lui-même, et que nous classons à regret dans les *incompris.* Il y a, selon nous, deux parties très-distinctes et contradictoires dans *le Nyctalope,* l'une d'observation légère et souriante qui mérite d'être encouragée, l'autre de misanthropie *méconnue* qui avoisine le ridicule. En un mot, on découvre à la fois dans M. Cournier un barde déclamateur qui n'a droit qu'au dédain et un écrivain spirituel qui, une fois dégagé, serait digne d'être produit. Il semble que chaque jeune poëte doive forcément payer son tribut à l'implacable idole de l'imitation. Heureux ceux qui, comme M. Cournier, ont un coin qui leur appartienne, un petit champ qui leur soit propre : *Cui pauca relicti jugera ruris erant.* L'auteur du *Nyctalope* n'a pas été heureux dans le choix de son plagiat; les lamentations de Gilbert et de Chatterton ne sont plus acceptables. Le rôle est usé. Venir nous répéter que le poëte a forcément son *calvaire,* qu'il est *né pour souffrir*, et que

S'il ne veut pas se vendre, on le laisse mourir ;

ou bien encore parler modestement du *souffle de Dieu* et de ce *quelque chose d'en haut* qu'on sent en soi, c'est se faire l'écho de toutes les folles et vaniteuses accusations qui traînent depuis quinze ans dans des recueils aussitôt oubliés que mis au jour. N'est-il pas bien neuf aussi de s'écrier :

. . . . L'amère ironie,
Aussitôt qu'il paraît, crache sur le génie!

A quelle époque, au contraire, la littérature a-t-elle été plus ouverte, l'accès plus universellement facile, l'accueil plus avenant? C'est à peine s'il faut un peu de talent

(1) Un vol. in-18.

pour être démesurément loué. Les inquiétudes de M. Cournier sont tout à fait imaginaires : si un vrai poëte se produisait aujourd'hui, l'indifférence du public se transformerait tout à coup en enthousiasme, nous n'en doutons pas; mais c'est précisément parce que la foule aime les bons vers, qu'elle lit si peu ceux qu'on publie. Ces airs de rapsode persécuté vont mal à M. Cournier, et nous l'aimons bien mieux quand, dans une pièce adressée à son volume, il s'écrie avec pressentiment :

Mon fils, ta mort est légitime!

Cet héroïsme d'un poëte m'étonne un peu plus que celui de Brutus. Il reste heureusement à M. Cournier une veine qu'il fera bien de poursuivre, c'est la veine comique; chez lui, le trait de la satire s'aiguise encore par un vers leste, facile et agréablement tourné. En s'exerçant au dialogue, au jeu de la répartie, en mêlant avec plus de soin encore les délicatesses du sentiment aux saillies malignes de l'observation, peut-être l'auteur du *Nyctalope* réussirait-il sur la scène? Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il semble fait pour échouer dans le lyrisme.

On se lasse vite de ce qui est à la fois triste et risible. Le groupe des *incompris* pourrait nous retenir longtemps encore si nous visions à être complet. Mais ne serait-il pas aussi inutile que fastidieux de chercher, en insistant, d'autre exemples? Ce qu'on a vu nous en dispense : l'uniformité des prétentions ne serait même pas égayée par la variété des ridicules. Toujours la même jérémiade se reproduit débitée sur le même ton : il y a de quoi lasser la plus robuste patience. — Pour faire trève à ces lamentations monotones de la poésie solitaire, écoutons un instant la poésie mondaine. M. de Chambure et M. de La Boulaye sont des poëtes de salon.

Le *Transeundo* (1), de M. de Chambure, est un recueil de vers quelque peu languissants, mais simples et isolément agréables. Aux yeux de M. de Chambure, la poésie est l'occupation la plus délicate de l'esprit, comme l'amour est l'occupation la plus délicate du cœur; cependant la publication de *Transeundo* ne lui inspire aucune illusion vaniteuse. L'auteur déclare lui-même qu'aux hommes complétement doués appartient le privilége exclusif de faire accepter leurs vers par la foule ; pour lui, l'offrande qu'il présente aujourd'hui à la muse est en même temps, est surtout un dernier hommage à la fée de la jeunesse. C'est le suprême adieu du voyageur au seuil où il *ne doit plus revenir*. Des vers, ainsi donnés comme un humble et discret tribut, ne veulent pas être jugés avec rigueur. L'homme d'ailleurs s'efface avec modestie dans tout le volume, et c'est à peine si, à un seul endroit, la nature du poëte éclate et se trahit par ce vers où il est dit que, s'il a chanté,

C'était pour obéir aux volontés des cieux.

Les sujets les plus simples suffisent d'ordinaire à M. de Chambure : une brise du soir, un lever de soleil, les halliers d'aubépine, les genêts en fleurs, le prolongement lointain des peupliers, les mille bruits de la vie dans les choses, ici le bourdonnement d'une ruche, là le gazouillement des nids au sein des arbres, plus loin un char de moissonneurs qui roule dans le sable ou le mugissement d'un bœuf qui s'achemine pensif, tels sont les thèmes ordinaires de l'auteur de *Transeundo*. C'est

(1) Un vol. in-18.

un amant de la nature, non pas sombre et atteint au cœur, comme Lucrèce ou Obermann, mais mélancolique, résigné, aimant à lire sur le bord d'un bois une page élégiaque de Schiller ou de Wordsworth. La petite rivière qui, au fond du paysage, déroule son rubun d'azur, est une parfaite image de cette poésie murmurante et fraîche. Le tableau des *Moissonneurs*, de Léopold Robert, revient souvent : il n'y manque que le soleil. A Rome, la muse pudique de M. de Chambure n'aurait chanté que Diane la chaste ou la vestale sans tache. Écarter ainsi toute passion de la poésie, n'est-ce pas se refuser l'émotion des sentiments? n'est-ce pas se borner forcément à un public de jeunes filles? En somme, *Transeundo* est une gracieuse aquarelle, quelque peu pâle de ton, mais qui plaît comme une vue de chalet ou de village : cela repose un moment.

Quoique M. Victor de La Boulaye paie aussi en passant son tribut aux airs divins que se donnent sans exception tous nos poëtes, quoiqu'il dise :

Chantons pour accomplir ce que le ciel ordonne,

on sent vite que ce n'est là qu'un travers passager chez l'auteur de l'*Itinéraire poétique* (1). Ce volume, en effet, se rattache évidemment par son origine à une vie distraite et inoccupée; quelquefois même le parfum aristocratique se trahit plus qu'il ne faudrait. Ainsi l'auteur dit quelque part, à propos des éternels hymens de la nature :

Le *salon* nuptial rit de mille couleurs;

c'est le parc vu du boudoir. M. de La Boulaye est trop, dans ses vers, ce qu'on est dans le monde, froid, poli, aimable, élégant ; l'homme ne se trahit nulle part, les choses du cœur demeurent voilées comme un mystère réservé pour la solitude et qu'en public il ne faut toucher que discrètement et à la dérobée. Assurément, quand tant d'écrivains dénoncent sans pudeur à ceux qui lisent les nudités de leur âme, quand une personnalité, quelquefois révoltante, ne craint pas de s'étaler dans la plupart des pages contemporaines, c'est une marque de bon goût d'enfouir en soi-même le trésor des intimes souvenirs, de ne pas crier dans les carrefours ce qui doit être un secret entre la muse et la conscience; cependant, poussée à l'excès, cette réserve a dans l'art, et particulièrement dans la poésie, un grave inconvénient. Quand on se refuse les inépuisables sources de l'émotion individuelle, il faut retomber forcément dans les sujets de convention ou dans le caprice. En quittant l'auteur de l'*Itinéraire poétique*, on se souvient certainement d'une personne distinguée, mais on ne l'a qu'entrevue dans une visite.

La plupart des vers de M. de La Boulaye ont été écrits en de lointains voyages ; à lire cependant ces pièces, datées l'une de l'Etna, l'autre de Grenade, celle-ci de Thèbes, celle-là du Niagara, on ne sent point assez qu'on change de climat, on se croit toujours dans les zones tempérées; ici encore le soleil est absent. Ce qui plaira surtout dans l'*Itinéraire poétique*, c'est le goût sincère que l'auteur y laisse partout éclater pour l'art des vers, c'est son amour attentif de la forme; c'est son respect pour le travail patient,

Et le mot tant cherché qui paraît tout venu.

(1) Un vol. in-18.

La satire va mal à M. de La Boulaye. Quand, par exemple, à propos des excès du théâtre moderne, il parle des *pourceaux du parterre,* on voit que son habituelle élégance est dépaysée. Ce qui lui réussit bien mieux, c'est l'épître morale, finement didactique et raisonneuse. Il y en a une à M. Émile Deschamps sur le style, qui est le meilleur morceau du recueil. On regrette seulement que le poëte, en s'habituant ailleurs à développer ses métaphores, en noyant trop souvent l'idée dans l'image, n'ait pas toujours mis à profit la leçon piquante qu'il donne, avec entente et bon goût, à l'auteur des *Poésies Étrangères.* En résumé, on peut dire que l'*Itinéraire poétique* est un joli volume de vers, mais ce n'est pas autre chose.

Toute cette poésie mondaine a son agrément, et je ne sais quel parfum suave en reste. Est-ce elle pourtant qui nous donnera ce que jusqu'ici nous cherchons, sans l'avoir rencontré, un poëte original? Assurément non. Serons-nous plus heureux en interrogeant le groupe dispersé et peu fourni aujourd'hui des indisciplinables et des excentriques? Dans la préface des *Cariatides* (1), M. Théodore de Banville craint précisément d'avoir à un trop haut degré cet esprit créateur qui partout nous semble faire défaut. Pour se rassurer à cet égard, il n'a qu'à relire encore les *Orientales,* et surtout les *Contes d'Espagne :* dès le premier coup d'œil il retrouvera là, à une autre date, cette originalité qui effraie tant sa candeur. L'auteur des *Cariatides* entre dans la poésie botté, éperonné, la cravache en main, se permettant toutes les boutades, traitant le goût comme un laquais et la délicatesse comme une vivandière. Ainsi qu'il le dit, sa muse est une fille qui fume *du tabac de caporal;* sa maîtresse étale des blasons de marquise, et les femmes qu'il chante ont des *cheveux bleus* et des *braises dans les yeux.* Rien ne manque enfin à l'idéal du poëte échevelé, tel qu'on l'entendait vers 1832.

Il ne serait pas prudent de chicaner M. de Banville sur les détails, car il y a chez lui le parti pris de toutes les singularités, de tous les excès. Tantôt l'auteur des *Cariatides* traîne un gros sabre de matamore, tantôt il joue de la rapière contre la langue, avec le dégagé d'un gentilhomme; tantôt enfin il taquine à plaisir les règles avec la mutinerie d'un page de cour. Poëmes, odes, fantaisies, M. de Banville manie tout cela, dans d'inépuisables évolutions, avec une verve merveilleuse qui souvent n'est pas sans grâce. Seulement sa main, à la fois débile et forte, laisse incessamment retomber l'armure qu'il soulève. C'est un de ces vieillards de vingt ans comme Byron en a tant produit. Il est impossible de gaspiller à tout hasard plus de talent réel : M. de Banville attrape même çà et là quelques-uns de ces vers frappés et lumineux dont les vrais poëtes ont le secret; mais c'est pour redescendre au plus vite à toutes les trivialités de la recherche, à ce qu'il y a de plus vulgaire dans le caprice. Un pareil début indique une singulière précocité de facture. Qui cependant oserait en tirer une induction décisive? Il peut sortir également de là un poëte distingué ou un écrivain détestable. Comme il y a toujours de la ressource avec les gens d'esprit, on doit espérer que M. de Banville, après cette phase d'engoûment et la première écume une fois jetée, s'apercevra qu'il y a autre chose à faire que de tordre sa pensée en chinoiseries de toutes sortes et d'agiter sans fin la muse, pour parler la langue des *Cariatides,*

Comme un polichinelle au bout d'un fil d'archal.

C'est la fantaisie aussi, mais cette fois mieux contenue et réglée, qui fait le

(1) Un vol. in-18.

charme d'un petit recueil intitulé tout simplement *Vers* (1). M. Ernest Prarond. Le scepticisme de l'auteur dépiste les classifications. C'est tout simplement un homme d'esprit et le seul de tous nos poëtes qui ne croie point au génie méconnu et aux rapports quotidiens des rimeurs avec Dieu. C'est bien quelque chose. Peut-être M. Prarond pousse-t-il le doute sur lui-même un peu trop loin : en général, le ton grave, le lyrisme sérieux, lui vont mal ; la pensée alors n'arrive pas aussi nette, et plus d'un ton criard s'échappe çà et là qui détonne, mais, dans le genre leste et dégagé, quand sa muse est en jupon court et en bavolet, l'auteur a ses aises et prend sa revanche. Plus d'un sonnet galamment troussé, plus d'un rondeau coquet et sémillant se rencontre dans ces pages sans ambition. D'ordinaire le trait final est de bonne venue et sent son Villon ; enfin, c'est un composite agréablement assaisonné de rêverie et d'ironie dont voici au hasard une note :

> Des choses qu'on n'a plus je regrette surtout
> L'amour un peu musqué, la langue de nos pères,
> Leurs modes, leur esprit, leurs nymphes, leurs bergères,
> Et jusqu'aux mots vieillis qu'a laissé choir le goût :
> Elvire avait alors des *appas* et des *charmes,*
> Des mouches, des paniers, vieux atours superflus,
> Du rouge, une pudeur accessible aux *alarmes,*
> Des choses qu'on n'a plus.

M. Prarond ne paraît pas prétendre à être autre chose qu'un poëte sans conséquence, et cependant il a, plus que d'autres qui y visent, un cachet personnel.

Poëte sans conséquence ! C'est bien malgré lui que M. Belmontet, dont le genre spécial est d'adapter le style de Lucain ou plutôt de Brébeuf à tous les bulletins officiels, se résignerait à un rôle si chétif. L'auteur des *Deux Règnes* (2), au contraire, prétend marcher en avant de la civilisation et se faire le missionnaire des beautés idéales : je n'invente pas. Il est temps, selon lui, que la poésie se constitue politiquement, car elle a son *apostolat*. M. Belmontet a sans doute oublié que ce mot-là est dangereux et que l'apostolat mène d'ordinaire au martyre.

Il y a place pour tout le monde au soleil. L'illusion est étrange de la part de M. Belmontet, quand il croit au dépérissement de toute poésie qui ne ressemble pas à la sienne. C'est la mort se prenant pour la vie. S'il y a, en effet, un genre qui semble avoir disparu pour jamais, n'est-ce pas le dithyrambe de circonstance, le panégyrique contemporain ? Cela est bon pour le *Moniteur*. Telle que l'entend M. Belmontet, la poésie ressemblerait à ces villes alignées, comme Turin ou Nancy, où, de tous les points, se découvrent la même place centrale, le même horizon immuable. Chez l'auteur des *Deux Règnes,* on n'aperçoit toujours que les Tuileries et la place Vendôme. Même dans un grand poëte, cela serait monotone, et M. Belmontet ne se tire de la monotonie que par des trivialités emphatiques et un grandiose burlesque. Qu'il célèbre, en effet, la *révolution tricolore* ou le *grand aide-de-camp de Dieu*, c'est-à-dire Napoléon, l'auteur ne sait que recourir à la vieille artillerie de la versification, à ce cortége d'apostrophes, d'exclamations, d'interpellations, que traînait après lui l'ancien lyrisme. La muse de M. Belmontet ne cesse un seul instant de faire la grosse voix. Toujours et partout, ce sont des métaphores

(1) Un vol. in-18.
(2) Un vol. in-8°.

gigantesques. une rhétorique enflée, tout le clinquant et le faux sublime d'une poésie qui se bat les flancs. Pour atteindre à l'énergie. M. Belmontet s'imagine qu'il n'y a qu'à appuyer le pinceau. De là un alliage assez triste des lieux communs classiques et du plus mauvais néologisme d'aujourd'hui. C'est quelque chose comme du Le Brun ampoulé et une *Némésis* moins vigoureuse, le tout brodé sur un fond d'Esménard. Pour l'auteur des *Deux Règnes*, l'Angleterre, c'est toujours la perfide Albion, *le nid des tyrans ;* le maître des vents, c'est encore Éole. Il semble vraiment qu'on entende mugir ces vents furieux au fond de chacune des strophes de M. Belmontet.

C'est l'empereur, avec le prestige de sa gloire, qui ne cesse de présider à l'inspiration des *Deux Règnes*. Bonaparte est pour M. Belmontet ce que Voltaire est à certain académicien, ce que Racine est à certain critique : dès qu'on nomme un de ces grands hommes, ces messieurs se retournent et prennent cela pour une personnalité. Il y a des sympathies compromettantes. A force de vouloir grandir Napoléon, l'auteur ne réussit à faire du Titan qu'une marionnette démesurée. On dirait ce héros auquel Rabelais, dans ses fantaisies de conteur, donne tour à tour une stature de géant ou une taille ordinaire.

M. Belmontet a un style étrange. Quand l'empereur distribue des croix, il nomme cela des *poitrines récompensées;* Henri V exclu du trône s'appelle *un roi commencé.* Ailleurs, il y a des *murailles qui tremblent de deuil.* La logique, au surplus, n'est pas la qualité distinctive de M. Belmontet ; ainsi le poëte s'écrie tout à coup :

> L'homme est un vaste tout allant où Dieu nous mène;

et deux vers plus loin :

> L'humanité, c'est Dieu...

d'où il faut sans doute conclure que l'humanité marche toute seule. En accumulant à satiété les mots de grand homme, de grand peuple, de grand trône, M. Belmontet, séduit par l'épithète, croit rencontrer aussi une grande poésie digne de son grand sujet. Ce goût de l'énorme, cette prédilection pour les sonores redondances, sont continus chez l'auteur des *Deux Règnes;* il lui est impossible de rien dire simplement. Ici, il s'agit des élans de l'honneur :

> ... Puissances génitales
> Qui font les grandes nations ;

là, c'est le sceptre qui, dans nos temps de démocratie,

> N'est que la croix d'un grand calvaire
> Sur le volcan des passions.

Quand tout un livre est écrit d'un semblable style, la vraie critique, c'est la citation.

On trouve imprimés à la suite des *Deux Règnes* les *réclames* des journaux complaisants et les billets de félicitation reçus par le poëte. Il y a des lettres de ministres, il y en a de généraux, il y en a de secrétaires des commandements; M. Belmontet a un faible pour tout ce qui est officiel. Comment résister? On lui écrit de Montauban que ses vers sont « taillés dans l'airain; » M. Soumet lui affirme que sa

poésie a « la majesté du cercueil, » et Lamartine que c'est « bien mieux que bien. » A ces assurances se vient joindre la grave autorité du journal *le Notariat*, qui donne aux odes du poëte un brevet « d'énergie. » Devant des juges si diversement compétents, il n'y a rien à répondre ; M. Belmontet appelle tout cela des *témoignages de gratitude*. Pour compenser, du reste, nos objections de tout à l'heure, il suffira de citer l'autographe suivant du plus débonnaire complimenteur de notre temps. Le billet de M. Émile Deschamps ne sera pas sans prix dans l'histoire littéraire des *minores* et des *minimissimi :* « Bravo ! mon cher Belmontet; c'est encore plus beau d'exécution que de composition, si cela est possible. Je raffole de votre ode, qui est aussi haute que la gloire qu'elle célèbre. Jamais, cher poëte, vous n'avez fait vous-même rien de si complétement beau. Quelle forme sculptée ! quelles rimes ! quelle large harmonie ! comme l'art chez vous est au niveau de la pensée ! Merci et bravo encore. » Les auteurs dramatiques se plaignent de manquer de sujets de comédies ; il y en a un pourtant qui serait piquant. On pourrait prendre pour titre : *Les Poëtes entre eux*.

L'examen particulier auquel nous nous sommes livré jusqu'ici semble avoir précisé dans les détails, justifié dans l'ensemble, nos assertions du commencement. Presque partout, sous l'affectation d'une manière distincte ou nouvelle, n'avons-nous pas eu à constater en effet une tendance permanente à l'imitation? Le plus souvent, la couleur individuelle est tellement insaisissable, qu'on ne s'aperçoit pas quand on change de volume ; c'est toujours le même auteur qu'on lit, ici plus correct, là plus négligé. Partout se découvrent des horizons pareils à travers le même voile brumeux de poésie. Chez les femmes qui font des vers, cette identité continue de sentiments, cette ressemblance de mélodie facile, sont plus manifestes encore. Ainsi, nous avons sous les yeux trois recueils écrits, l'un à Paris par Mlle Mélanie de Grandmaison, l'autre à Dijon par Mlle Antoinette Quarré, un troisième à Riom par Mme Félicie Bayle-Mouillard. Voilà des volumes d'origines bien diverses : il semble qu'une jeune personne du monde parisien, une lingère bourguignonne et la femme d'un magistrat de province, précédemment couronnée par l'Institut pour un livre de philosophie morale, ne devraient ni puiser aux mêmes sources d'inspiration, ni user d'une langue absolument analogue. C'est pourtant ce qui est arrivé. Mon Dieu ! je n'en disconviens pas, il y a quelque talent dans les *Roses et Soucis* (1) de Mlle de Grandmaison, il y en a plus encore dans le volume de Mme Mouillard et dans les poésies de Mlle Quarré ; c'est tant pis. Cette égale répartition du don poétique sur tous les points montre à n'en pas douter comment la facture, comment l'image, comment une certaine forme mélodieuse sont de plus en plus sous la main de tous. En lisant attentivement ces volumes de vers, on remarque certainement plus d'une élégie tendre, plus d'une ode élégante, plus d'une méditation gracieuse ; mais, dès le lendemain, aucune n'a laissé de trace vive dans la mémoire : on garde seulement l'impression d'une certaine harmonie assoupissante. C'est qu'aucun de ces morceaux ne porte avec lui son empreinte, et que, distrait du recueil où il est inséré et transposé dans le recueil voisin, il ne ferait pas disparate, et semblerait même à sa place. La plupart du temps, il ne s'agit que de souvenirs de Lamartine repris, développés, commentés. Je me rappelle une pièce de Mme Bayle-Mouillard appelée *Poésie et Sommeil :* ce titre-là pourrait servir également d'épigraphe aux recueils de ces trois dames.

(1) Un vol. in-8°.

Quand des œuvres sont à ce degré incolores, à ce degré dénuées de sceau personnel, il n'y a de remarques possibles que les remarques générales. C'est toujours la même eau tiède et fade qui s'échappe en jets pareils. Ésope au moins, dans son repas des langues, déguisait l'uniformité des mets sous la variété piquante de l'assaisonnement : ici le goût n'est même pas éveillé par la différence des apprêts. Jamais cependant il n'y a eu plus de femmes poëtes, *poetriæ minores;* en laissant à part les muses plus ou moins bruyantes du monde parisien, on en pourrait encore compter plus d'une par département qui imprime ses vers pour l'Académie du lieu et fait état de publicité provinciale. Ce n'est pas tout : le même fait se répète absolument de même en Angleterre, et l'exemple, passant par l'Allemagne, commence à se propager au delà des Alpes. Sur tous les points de l'Europe, les échos féminins se répondent; partout on fait du piano un trépied et on redit, pour la millième fois, dans une langue flasque et sans relief, des sentiments usés que n'avivent même pas la fraîcheur du coloris et le brillant des nuances. Et notez, malgré cette monotonie insipide, qu'aucun but cependant n'a paru trop élevé aux femmes pour leur essor, qu'aucune ambition, si étrange et si démesurée qu'elle fût, ne leur a manqué. L'arène tumultueuse du théâtre ne les a pas trouvées plus craintives que les prédications du socialisme, et on les a vues tour à tour se faire sans scrupule réformatrices, philosophes, théologiennes, dramaturges, critiques, poëtes surtout, poëtes malgré tout, poëtes toujours. Les moindres recoins de l'art ont été envahis sans façon par elles; aussi serait-on aujourd'hui mal venu à rappeler cette délicatesse modeste et discrète qui n'était pourtant qu'une grâce de plus, et qu'autrefois on avait la bonhomie de prendre pour un devoir. Nous ne nous y risquerons pas : plus d'une muse a l'humeur guerrière, et on doit, par politesse au moins, convenir que les Clorindes sont dangereuses. Je ne saurais d'ailleurs me complaire à égorger longtemps des colombes; le livre de Mme Bayle-Mouillard m'a enseigné combien la critique est cruelle

> Au poëte qui sent le dieu se révéler
> Et se voit abreuvé de fiel...

Je n'insisterai pas. Si le cœur seul est poëte, ainsi que le veut André Chénier, il appartient assurément à la femme de chanter; il lui appartient, comme dit en un joli vers Mlle de Grandmaison, de

> Nonchalamment rêver à ce qu'elle a dans l'âme.

Mais au lieu de se tenir à l'élégie tendre et mélancolique, à ce que la passion éveille en elles d'infinies tendresses, à ce que le sentiment exhale dans leur cœur de suaves parfums, pourquoi les modernes muses veulent-elles soulever les durs fardeaux réservés aux mains viriles? Le dithyrambe politique et l'ode humanitaire, comme on en trouve trop dans les recueils de Mme Mouillard et de Mlle Quarré, vont mal à ces voix frêles et déliées. Ce n'est pas de cette façon que l'attention fatiguée du public se laissera reprendre aux accents de celles qui l'invoquent si obstinément. Désespérant au surplus de se faire lire, certaines femmes de lettres ont pris récemment le parti de se faire écouter, ou plutôt de s'écouter les unes les autres. Les samedis de Mlle de Scudery, les fabuleuses séances du salon d'Arténice, revivent dans leur splendeur, et c'est sérieusement, assure-t-on, que M. de Castellane songe à créer une académie pour les femmes. Heureusement, quand ces dames seront lasses de leurs

lectures réciproques, elles en reviendront comme naguère à se faire imprimer. Le mot piquant de M. de Latouche retrouvera alors son application :

Publiez-les, vos vers, et qu'on n'en parle plus.

Tant que cette poésie énervante, si souvent rencontrée par nous, ne fait que détourner un moment les jeunes esprits des carrières sérieuses, tant qu'elle ne se glisse qu'au foyer domestique ou dans les boudoirs, il n'y a encore que demi-mal: c'est l'affaire des parents ou des maris d'acquitter les mémoires de l'imprimeur : il suffit de ranger cela au chapitre des vanités dispendieuses. Toutefois quand ce mal, en quelque sorte endémique, descend dans les régions même de l'atelier, quand il donne à ceux qui travaillent le dégoût de ce qui les fait vivre et l'ambition de ce qui doit les conduire à la misère, alors l'arme tombe des mains, et le ridicule de tout à l'heure n'inspire plus que la tristesse. Ce n'est pas que nous voulions interdire la poésie aux ouvriers; Burns et Jasmin sont des arguments sans réplique. Mais, chez les ouvriers, la poésie que n'accompagne pas le talent est bien autrement dangereuse que dans les salons. Là, elle n'engage que l'amour-propre; ici, elle compromet la vie. Qui nierait pourtant qu'un bon ouvrier vaut mieux qu'un méchant poëte? Par malheur toutes les vanités se ressemblent, et la vanité populaire est aussi rétive que la vanité aristocratique. On en a vu dans ces derniers temps de trop convaincants exemples.

Ces réflexions nous sont suggérées par un poëme intitulé *Remi, ou Croyance et Martyre* (1), que vient de publier l'auteur de quelques strophes assez remarquables insérées précédemment dans les *Poésies sociales des Ouvriers*. Comment ne pas dire tout d'abord à M. Francis Tourte qu'il est dans la plus fausse voie, et que, malgré quelque mérite et une certaine chaleur de diction, son poëme est un très-médiocre poëme? comment lui dissimuler que cette muse endimanchée qui, pour parler avec l'auteur, a appris à lire aux enseignes, ne dit rien de neuf et ne sait qu'introduire en des rimes incorrectes le patois du fouriérisme? Le livre serait fort innocent sans toutes ces prétentions. Ce n'est pas que M. Tourte renonce au travail; mais on voit trop les efforts que cette résolution lui coûte, quand il s'écrie dans sa préface : « J'ai vaincu l'inspiration..... J'ai fait du géant un pygmée. » Voilà à nu les résultats de cette poésie envahissante et souffreteuse que nous déplorions à l'instant. Ailleurs, ces postures d'athlète n'amèneraient que le sourire.

Il va sans dire que le Remi de M. Tourte est une *âme incomprise*, un *Monthyon inconnu*, un *autre Christ*, lequel sert à démontrer que la charité est l'*auge du prolétaire*, que les manufacturiers sont des négriers et des inquisiteurs, et autres assertions des temps d'émeute. Or on ne sait vraiment comment l'honnête Remi, docteur en médecine et héros de cette histoire, se trouve amener par ses aventures biographiques tant d'amplifications industrielles et humanitaires. Remi est un étudiant austère et morose qui finit par devenir un praticien sans clientèle. Il allait entrer dans les armées impériales, quand une pièce de vers contre l'esprit de conquête le força de se réfugier au plus vite sur les côtes de Normandie. Pourquoi aussi s'avisait-il de faire des vers? M. Tourte conviendra que la poésie a ses dangers. A peine enseveli dans sa retraite, Remi fut appelé auprès d'une jeune et belle mourante qu'il sauva, et dont il finit par s'éprendre. C'était une riche héritière anglaise :

(1) Un vol. in-8°.

la mère consentit au mariage, et bientôt on partit pour Londres avec l'espérance de faire entendre raison au père de la fiancée,

Au superbe Néron de la communauté.

La requête de Remi, quoique rédigée *sur vélin*, fut mal accueillie. On juge du désespoir de notre docteur. Ce n'était pas assez : brutalement provoqué par le frère de la jeune fille, Remi, dans ce duel inattendu, devint meurtrier malgré lui. Revenu en France, où la faillite d'un notaire ami ne tarda pas à le ruiner, le héros du poëme alla s'établir à Bièvre et y pratiquer obscurément son art avec toute sorte de vertus. Les dévouements ne lui coûtaient pas, et il se dépouillait pour les malheureux. C'est ainsi que sa vie se passait en bonnes œuvres, quand un jour une insurrection d'ouvriers eut lieu à Bièvre contre un riche industriel. Aussitôt, en bienfaiteur aimé du canton, l'honnête médecin s'efforce de calmer l'orage. Mais, tandis qu'il pérore, la justice arrive : on le prend pour le chef de la révolte, on l'arrête, et bientôt la prison le tue sans qu'il daigne se justifier.

Voilà toute l'histoire. M. Tourte serait probablement fort embarrassé de dire à quel titre il déduit d'une pareille fable de creuses théories d'association et de fraternité. Il est fâcheux que le style ne vienne pas relever la pauvreté de cette invention. Ce sont incessamment des *portes éventrées*, des *calus de l'athéisme*, des *brises soyeuses*, des *baisers corrosifs*, en un mot, la langue forcée et sans naturel des écrivains qui croient grossir l'idée en grossissant le mot. Les épithètes de *crispé* et de *tordu*, qui reviennent à chaque instant, correspondent trop bien à la manière de l'auteur et la caractérisent plus qu'il ne faudrait. Quelques détails heureux, certains souffles de poésie çà et là ne nous semblent point racheter suffisamment ce qu'il y a de malsain dans ce poëme avorté. En somme, la muse populaire du travail a inspiré M. Tourte moins heureusement encore que n'avait fait, pour ses devanciers de tout à l'heure, la muse mondaine des loisirs. L'inspiration véritable, on le voit, est partout absente, aussi bien dans l'atelier que dans le salon.

Si je ne m'abuse, les pages qu'on vient de lire ont rendu évidente, par les faits, la conclusion anticipée que nous énoncions dès l'abord. Il y a plus de dix ans déjà que ce mouvement poétique, mal connu des intéressés eux-mêmes qui s'ignorent les uns les autres, se reproduit avec une infatigable et monotone régularité : rien cependant ne décourage les poëtes, et leur obstination n'a d'égal que l'indifférence de la foule. Si, en face d'un pareil spectacle, la critique a toujours les mêmes déductions à tirer, les mêmes conseils à émettre, a-t-on le droit de s'en prendre à elle? Ce n'est point elle, c'est l'art qui est tenu à la variété. Devant les mobiles fantaisies de l'imagination, devant les créations du sentiment, la critique représente un élément fixe, immobile; elle applique toujours de la même manière des lois qui toujours sont les mêmes; en un mot, elle parle au nom du bon sens. Je sais bien qu'à en juger par les œuvres de beaucoup de poëtes, le bon sens est chose variable et accessible aux transformations; mais le monde n'est pas tout à fait de cette opinion.

Nous n'hésitons pas à le répéter, le fatal esprit de vertige qui a frappé plusieurs chefs est descendu en même temps jusque dans les régions inférieures de la poésie. Partout aux sages lenteurs d'un travail sobre s'est substituée la stérile abondance d'une improvisation hâtive. En s'habituant à donner la poésie comme une révélation d'en haut, on s'est répété que les révélations étaient spontanées, subites, et

chacun sait si la remarque a été mise à profit. Dieu pourtant ne s'est reposé que le septième jour : dans leurs assimilations ambitieuses, les poëtes s'en devraient souvenir. Aujourd'hui, la dissolution absolue des groupes littéraires isole chacun dans son talent ou dans son orgueil : nulle part on n'est maintenu ou corrigé par les avertissements d'alentour. De là ces étranges éruptions de vanités solitaires, de là cette persistante accumulation d'œuvres où l'absence d'originalité ne se trahit que mieux par la prétention. Ce n'est pas que nous voulions faire de l'art une aristocratie exclusive et réserver ses faveurs à quelques privilégiés ; il faudrait être bien ignorant ou bien aveugle pour ne pas reconnaître, au contraire, qu'il y a quelque chose de contagieux dans le génie, qu'on est nombreux dans les grandes époques, et que les talents enfin, au lieu de se faire ombrage, s'illuminent les uns les autres. Or s'il est incontestable, comme il nous paraît, que le lyrisme de notre âge tiendra une place notable dans l'histoire littéraire, il semblerait qu'à côté de ses représentants les plus glorieux, la poésie contemporaine devrait pouvoir compter aussi bien des adeptes moins illustres, bien des disciples fervents et heureux. Pour cela, il eût fallu chez ceux qui ne marchaient pas les premiers une certaine discipline, un certain sentiment des forces qui leur étaient départies; il eût fallu, de la part des jeunes générations appelées à continuer ce mouvement, une intervention propre, un peu d'inspiration nouvelle. Malheureusement aucune de ces espérances ne s'est jusqu'ici réalisée. Tandis que les maîtres s'égaraient trop souvent dans des voies fâcheuses, les natures secondaires, abandonnées à elles-mêmes, se firent illusion sur leur rôle, et, prétendant à l'esprit inventif, n'arrivèrent qu'à défigurer leurs plagiats en les exagérant; d'un autre côté, les écrivains qui offraient à la poésie le tribut de la jeunesse, se voyant saufs, dès le début, de toute solidarité littéraire, s'imaginèrent bientôt apporter des créations quand ils ne donnaient que des copies. Chez ceux qui n'avaient pas le sceptre l'indiscipline, chez ceux qui débutaient le manque d'originalité, chez tous les suggestions de l'amour-propre amenèrent la situation mauvaise où nous sommes, situation inquiétante et d'où l'on ne saurait se tirer qu'en recommandant de plus en plus le travail à qui a le talent, le silence à qui n'est pas doué. Le conseil rajeunit avec les siècles :

Mediocribus esse poetis
Non homines, non Di, non concessere columnæ.

Il faut bien que les débutants en soient convaincus, quand une école est régnante et qu'elle a eu des interprètes écoutés, on ne peut aspirer à la remplacer ou à la poursuivre dignement qu'à la condition de s'appartenir, qu'en ayant la main assez robuste pour porter à son tour le drapeau. Or, rien de pareil ne se révèle dans ces innombrables holocaustes que la vanité vient sans cesse offrir aux pieds de la déesse implacable. Partout, quoiqu'il se déguise, l'esprit d'imitation est manifeste. Une remarque me frappe : presque tous les poëtes célèbres de notre époque ont rencontré dès le premier jour leur veine, l'élan propre de leur talent; presque tous ont conquis du premier coup la place qui leur était due. Aujourd'hui, au contraire, il n'y a que des essais ternes, sans avenir, sans vie ; aucun astre ne se lève, et l'œil se perd à l'horizon dans cette pâle voie lactée où chaque étoile scintille de près, et s'efface à distance en un entassement de lumière opaque et indistincte. Lorsqu'on est arrivé à une pareille dispersion de la faculté poétique, qu'a de mieux à faire le public que de réserver son attention exclusive aux génies

vraiment créateurs? Sans doute il est bon que le monde ne cesse pas d'apporter discrètement son offrande à la muse, il est bon que l'amour désintéressé de l'art produise çà et là des essais délicats et sans prétention : rien n'est plus légitime. et nous en avons vu plus d'un exemple qui méritait le regard; mais quand, au lieu de servir à condenser la pensée sous une forme plus vive, le rhythme ne sait que l'énerver et la distendre; quand, au lieu d'être une distraction aimable, la poésie devient, chez ceux qui ne sont pas ses vrais élus, une carrière maladive et dangereuse; en un mot, quand elle n'amène que des exigences sans cause et des aspirations sans résultat, on ne fait, en se montrant sévère, qu'accomplir un strict devoir. En ces temps de trouble moral et d'anarchie littéraire, il est bon qu'un lieu se trouve encore où l'on n'hésite pas à protester contre les superbes exigences, contre les orgueilleuses aberrations. Après avoir rendu hommage, par une suite d'études sympathiques et indépendantes, aux plus glorieux représentants de l'art contemporain, pourquoi n'essaierait-on pas aussi de restituer leur vraie place à tant de souverainetés douteuses? pourquoi craindrait-on de toucher à tant de sceptres fragiles? La petite histoire a ses enseignements comme la grande; il y a là toute une galerie piquante et instructive qu'il ne faut pas dédaigner. Après tout, cette classification de *minores* est plus bienveillante qu'elle ne semble : à combien de *minimi*, en effet, à combien de *pejores*, qui autrement n'eussent obtenu que le silence, ne donnera-t-elle pas asile? Et puis, y aurait-il beaucoup d'habileté à se piquer, en cet âge de rénovation poétique, d'être mis au second rang? Il est toujours imprudent de se ranger entre les *majores;* les royautés qui se proclament elles-mêmes sont rarement acceptées par la foule. Qu'importent d'ailleurs les irritables susceptibilités de l'amour-propre? Puisque les poëtes inférieurs prétendent avoir une mission, il faut bien que le bon sens à son tour ait la sienne.

CHARLES LABITTE.

DU

TARIF DES DOUANES.

AUX

ÉTATS-UNIS.

I.

Les États-Unis d'Amérique occupent aujourd'hui une place si importante dans le corps des nations civilisées, que les délibérations de leur gouvernement ont presque toujours du retentissement en Europe. A plus forte raison doit-on s'en occuper quand les mesures que le congrès adopte sont de nature à exercer une grande influence sur le commerce et l'industrie des autres nations. Aussi la nouvelle de l'adoption du tarif des douanes de septembre 1842 produisit-elle une grande sensation en Angleterre et en France. Cet acte important, réuni à la vérité à d'autres mesures financières que n'approuvait pas le président John Tyler, avait été deux fois repoussé par lui et ne devint loi de l'Union qu'en sacrifiant tout ce qui n'en faisait pas absolument partie. Les réclamations des négociants européens, leurs vives instances pour intéresser la diplomatie à obtenir des modifications, firent, pendant quelque temps, espérer que les États-Unis reviendraient sur cette grande mesure; mais une nouvelle session du congrès vient de se terminer, et le *tarif* n'a pas été remis en question. Il est devenu ce qu'on appelle un fait accompli, et on peut, à cette heure, rechercher les causes qui ont déterminé cette résolution. Pour mieux l'apprécier, nous nous placerons, autant que possible, au point de vue amé-

ricain. Ce n'est pas que nous fassions abnégation de ceux des intérêts de la France qui peuvent être compromis; tous nos vœux tendent à ce que des concessions réciproques et équitables garantissent l'activité de relations commerciales dont nous croyons même que l'Amérique n'a pas toujours suffisamment apprécié la valeur. Dans cette rapide esquisse, nous avons principalement désiré suivre historiquement la marche des faits, des opinions, des sentiments, qui ont amené le peuple américain sur le terrain du système protecteur. Ce n'est pas la France qu'il avait en vue en formulant les articles de son nouveau tarif; les enseignements du passé faisaient désirer à l'Amérique de compléter son émancipation, en créant chez elle les forces productives qui doivent lui être utiles dans la guerre comme dans la paix. Nous ne dissimulerons pas que nous faisons ce vœu avec elle, et que, sous ce rapport, nous pensons que la science économique n'a pas de vérités tellement absolues qu'elles ne puissent se modifier devant de puissantes considérations politiques.

Les impôts perçus au profit des gouvernements sur l'introduction, la circulation, la vente, la consommation et la sortie des denrées et des marchandises, ont été généralement établis comme sources de revenu : c'est sous ce seul point de vue qu'ils sont encore considérés par les peuples qui sont restés à un état imparfait de civilisation, et chez qui l'étude des lois économiques n'a fait aucun progrès; mais les nations éclairées ont reconnu l'influence considérable que les droits de douanes exercent sur le travail intérieur, la production et le développement de la richesse publique. Elles se sont servies de la puissance du tarif comme d'un moyen d'excitation pour les nationaux, et aussi comme d'un moyen d'affaiblissement à l'égard de leurs rivaux; et avant de fixer le taux des droits à imposer, chacun des états s'est réservé d'examiner sous l'empire de quelles circonstances s'opère chez lui la production générale, et les différences qui peuvent exister entre sa situation et celle des autres états avec lesquels il est en rapport de commerce.

D'assez grandes difficultés se révèlent au législateur quand les lois de la production ne sont pas homogènes dans le sein du pays qu'il est appelé à gouverner. Si le peuple, répandu sur un vaste territoire se trouve, par les mœurs, la situation sociale, les climats, les sols divers et le génie plus ou moins porté aux arts industriels, fractionné en grandes divisions ayant des intérêts opposés, le problème de conciliation n'aura jamais de solution définitive, et se reproduira sans cesse. Les fractions qui se croiront lésées resteront dans un état de sourde agitation vis-à-vis de cette loi de la majorité numérique, souvent imperceptible, qui clot les délibérations de tous les gouvernements représentatifs. Telle est au vrai la situation particulière des États-Unis

Le contrat politique qui a fait un tout des divers états de l'Union a respecté chez chacun d'eux une indépendance trop grande pour qu'elle ne soit pas nuisible aux développements d'une fusion complète. Le lien fédéral ne possède pas une force coërcitive assez puissante pour que toutes les résolutions ne se trouvent pas affaiblies par la crainte de conduire la discussion jusque sur les limites de la menace de séparation. Si l'on se reporte aux origines diverses de ce peuple nouveau, aux causes qui ont favorisé son rapide accroissement, aux influences qu'exercent des situations sociales modifiées de diverses manières, on se rend compte sans peine des intérêts croisés qui entretiennent les divisions.

Considérée géographiquement, cette grande région des États-Unis offre le développement d'un littoral maritime immense sur l'Océan Atlantique à l'est, et le golfe

du Mexique au sud. Au nord, les possessions anglaises, dans la ligne du Saint-Laurent et des lacs, bornent ce territoire, qui, prolongé à l'ouest, atteindrait l'Océan Pacifique. Au sud-ouest, le Mexique et le Texas achèvent de le limiter. Une partie de cette vaste étendue n'est encore possédée que nominalement par l'Union américaine; elle doit servir, à mesure que se développera la population, de théâtre à l'esprit d'entreprise des générations qui se succéderont : c'est le pays reculé de l'ouest, au delà des Montagnes Rocheuses. Il a fourni un asile, en attendant que la civilisation l'envahisse, aux débris des tribus sauvages que, depuis la fondation des colonies, l'Européen a constamment refoulées devant lui.

La partie virile de l'Union se compose aujourd'hui de vingt-six états membres de la confédération et votant au congrès, de trois *territoires* que leur population encore trop faible n'a pu élever au même rang, et du *district* fédéral de Colombia, dont la capitale est Washington, siége du gouvernement central.

Sous le point de vue des intérêts privés, dont l'influence sur les votes politiques est si grande, on peut partager les États-Unis en quatre grandes divisions, dont nous examinerons la tendance et les vues. Ce sont :

1° La région du nord-est, comprenant dix états, dont la population, suivant le cens de 1840, est de 6 millions 853,797 habitants libres et de 3,370 esclaves ;

2° La région du sud-est, comprenant cinq états et le *district*, peuplée de 2 millions 394,975 libres et de 1 million 396,975 esclaves;

3° La région du nord-ouest, comprenant quatre états et deux territoires, peuplée de 2 millions 967,476 libres et de 364 esclaves;

4° La région du sud-ouest, comprenant sept états et un territoire, peuplée de 2 millions 377.205 libres et de 1 million 86,404 esclaves.

Si l'on ajoute à cette population 6,100 marins qui n'y sont pas compris, on trouve le chiffre de 14 millions 581,653 libres et de 2 millions 487,113 esclaves; en total, 17 millions 62,566 habitants.

En 1810 (trente ans auparavant), le cens de la population fut trouvé de 6 millions 48,450 libres et de 1 million 191,364 esclaves; en total, 7 millions, 239,814.

Si l'on groupe en nombres ronds les deux régions du nord, par opposition avec celles du sud, on trouve que la population actuelle libre est :

Pour le nord	9,800,000	14,600,000
Pour le sud.	4,800,000	
La population esclave entièrement au sud.		2,500,000
Total. . . .		17,100,000

Dans cette augmentation de 150 pour 100 en trente ans, augmentation qui a été proportionnellement plus rapide dans les dix dernières années, les divers états ont éprouvé une progression inégale. Elle a été faible dans les états du sud-est, qui n'ont recueilli presque aucune partie de l'immigration européenne, plus considérable dans ceux des états du nord-est qui sont le siége de l'industrie et du commerce, très-grande aussi dans les états nouveaux du nord-ouest et du sud-ouest, sur lesquels les populations étrangères se sont déversées, et qui ont également attiré les hommes à entreprises des états du littoral. Pour rendre nos observations plus intelligibles, nous croyons devoir consacrer quelques lignes à l'énumération des divers états que nous regardons comme faisant partie des grandes divisions que nous avons indiquées.

La région nord-est est formée de six états qui ont porté le nom de *Nouvelle-Angleterre : Maine, New-Hampshire, Vermont, Massachussets, Rhode-Island, Connecticut*, et qui ont ensemble 2,233,000 habitants Ces états doivent leur existence première aux colons puritains que la persécution religieuse avait chassés de la mère-patrie. L'esprit d'entreprise, l'amour du travail, l'agriculture et la navigation ont fait triompher cette population vigoureuse de l'âpreté et de la stérilité d'un sol ingrat. Nous y joignons, en raison de la similitude d'intérêts, les quatre états plus avancés au sud : *New-York, New-Jersey. Pensylvanie, Delaware*, qui représentent 4.602,000 habitants. Cette partie de l'Union a eu son origine principale dans les colonies étrangères recouvrées par l'Angleterre avant d'avoir acquis un grand développement, et pour le surplus dans la concession accordée à W. Penn et à la secte des quakers. Là se trouvent le centre principal du commerce extérieur et de la navigation, le siége des richesses accumulées, d'une civilisation croissante, et la route presque obligée des pays de l'ouest. L'esclavage, qui règne encore dans les autres états maritimes, a disparu de cette région.

La région du sud est comprend : le *Maryland*, la *Virginie*, la *Caroline du Nord*, la *Caroline du Sud* et le district de *Columbia*. Ces états sont des colonies anciennes qui ont pris part à la guerre de l'indépendance avec celles du nord-est. Principalement agricoles, ils ont retenu l'esclavage, et l'avantage de beaux ports leur assure un commerce direct avec les peuples étrangers.

Les états nouveaux ont été formés des pays sur lesquels le traité de 1783 et des acquisitions subséquentes ont reconnu les droits de l'Union. A l'exception des Florides et des états qui sont baignés par le golfe du Mexique, ils se trouvent renfermés dans la grande vallée du Mississipi et des eaux qui en sont tributaires, et dont la seule issue est à la Nouvelle-Orléans. La Grande-Bretagne avait transmis à l'Union fédérale ses prétentions sur le territoire qui est situé entre les monts Alleghanis et le Mississipi, et dont. par le traité de 1763, la France lui avait abandonné la propriété. A cette dernière époque, l'Espagne avait acquis l'investiture, sous le nom de Louisiane. de cette contrée vaste et sans limites définies qui s'étend à l'ouest du Mississipi et de fait jusqu'à la mer Pacifique. En 1800, elle rétrocéda à la France cette admirable portion du globe, et, deux ans plus tard, un nouveau traité en mit en possession les États-Unis, dont les limites actuelles furent enfin fixées en 1821 par la réunion des Florides. La division de ces états nouveaux résulte des conditions sociales qu'ils ont reconnues.

La région du nord-ouest, qui n'admet pas l'esclavage, se compose des quatre états suivants : *Ohio*, *Indiana*, *Illinois*, *Michigan*, et des deux territoires de *Wisconsin* et de *Jowa*. Là se portent incessamment les cultivateurs qui abandonnent la vieille Europe, et qui, décidés à labourer eux-mêmes des champs acquis à bas prix, ont couvert de riches moissons et de nombreux troupeaux les terres vierges où ils sont venus chercher une nouvelle patrie.

La région du sud-ouest, à laquelle nous rattachons le golfe du Mexique, comprend sept états : le *Kentucky*, le *Tenessée*, l'*Arkansas*, le *Missouri*, la *Louisiane*, le *Mississipi*, l'*Alabama*, et le territoire des *Florides*. La culture du tabac, du coton, du sucre, y est aidée par la population esclave, transportée en grande partie des anciens états sur un sol dont la fertilité surpasse toutes les espérances que les hommes entreprenants qui ont peuplé ces contrées auraient osé concevoir.

Dans cette division naturelle des états de l'Union se trouve l'explication de leurs intérêts divers et des difficultés qu'on éprouve à les concilier. La politique est venue

à son tour compliquer la question : le parti whig ou modéré est partisan du système manufacturier, et le parti radical réserve tous ses efforts pour la protection de l'agriculture et de ses produits. Pour apprécier leurs raisons, on ne peut mieux faire que d'examiner la route que les États-Unis ont parcourue jusqu'au moment où ils se sont assis au milieu des nations.

II.

Nulle histoire n'est plus digne d'intérêt que celle des hommes à qui est réservée la tâche de fonder des colonies nouvelles qui deviennent quelquefois des états considérables. Condamnés ordinairement sans retour à ne plus revoir la mère-patrie, ils ont une longue lutte à soutenir avant de recueillir quelque fruit de leur laborieux dévouement. Ils ont souvent peu d'aide à attendre du gouvernement de leur ancien pays, et, quand il s'occupe d'eux, c'est moins dans la vue de leur prospérité que dans la perspective des avantages qu'il peut lui-même en attendre. Les colons de la Nouvelle-Angleterre avaient, pour nécessité première, à demander à un sol rebelle les moyens de pourvoir aux besoins les plus immédiats de l'existence; le second point était de se procurer des moyens d'échange pour arriver aux aisances de la vie, et passer enfin aux jouissances de la richesse.

Les produits de la chasse, bientôt ceux de la pêche, les fourrures recueillies des mains des sauvages, la navigation, l'exploitation des forêts primitives, et quelques arts grossiers, les mirent à même de payer les articles qu'il leur fallait recevoir de la métropole. Tant que la Grande-Bretagne conserva la domination de ces précieuses colonies, elle mit ses soins les plus constants à traverser tout développement de travail industriel qui pût arriver à faire concurrence à la métropole; mais il lui était difficile de comprimer l'esprit d'entreprise qui cherchait à briser ses entraves. Les tentatives se renouvelaient sans cesse pour remplacer par le produit domestique les articles de l'usage le plus journalier, ceux où la main-d'œuvre avait la moindre part, et dont la matière première se trouvait à portée. Dès la fin du XVIIe siècle, les colons cherchaient à tirer parti de la laine de leurs troupeaux, du chanvre et du lin dont la culture les occupait. Ils fabriquèrent d'abord pour leur propre consommation quelques draps de l'espèce la plus grossière. L'Angleterre s'en émut bien vite, et un acte du parlement de 1699 défendit d'embarquer dans aucun port des plantations d'Amérique, et à quelque destination que ce fût, de la laine recueillie, filée ou manufacturée dans ces colonies. Vingt ans plus tard, en 1719, la chambre des communes proclamait que l'établissement de manufactures dans les colonies avait pour but de diminuer leur dépendance de la Grande-Bretagne, et la politique venait ainsi en aide aux prohibitions réclamées par l'intérêt particulier.

Un rapport demandé par la chambre des communes, et qui lui fut soumis en 1732, montre que, malgré le haut prix du travail manuel dans les colonies naissantes, la condition des manufactures américaines s'était sensiblement améliorée. La législation locale du Massachussets avait encouragé la fabrication du papier. La Pensylvanie, New-York, Connecticut et Rhode-Island trouvaient des ressources dans la culture des céréales et dans l'élève des bestiaux et des moutons. La laine, qui se trouvait sans débouchés et par conséquent sans valeur, avait réveillé la fabrication de draps ordinaires pour l'usage domestique. Le chanvre et le lin, également abon-

dants. se transformaient en toiles grossières, en sacs, sangles, cordes, d'un meilleur service que les mêmes objets tirés de l'étranger. Des cuirs, du fer à la vérité inférieur à celui de la métropole, trouvaient, avec quelques articles de moindre importance, place dans cette production dévolue aux besoins locaux. Les exportations de ces divers états consistaient en grains, bois, merrains, goudron, poix, porcs, bestiaux, chevaux, fourrures et produits de pêche. Ces articles servaient également au trafic qui se faisait avec les colonies tropicales étrangères, d'où l'on retirait du sucre, du rhum, du cacao, du coton, et enfin de l'argent qui venait à son tour solder les envois de la métropole.

Cet esprit d'industrie continuant à porter ombrage à l'Angleterre, le parlement, à la suite de ce rapport de 1732, recommanda au bureau de commerce de considérer les moyens à employer pour rejeter les colonies sur la production des articles qui pouvaient être utiles à la métropole et principalement sur celle des munitions navales. Une série d'actes particuliers fut la suite de cette recommandation. Tous avaient pour but d'entraver ou de décourager quelque branche de fabrication, par exemple, celles du fer, des chapeaux, et quarante années s'écoulèrent dans cette lutte sourde entre les pouvoirs de la métropole et les colons américains, qui regardaient les mesures dont ils étaient victimes comme autant d'atteintes portées à leurs droits naturels. Ces griefs contribuèrent, avec les exactions de la couronne, à développer les germes d'une désaffection qui se termina par la déclaration d'indépendance.

La Nouvelle-Angleterre et les états qui en sont voisins, et que nous avons désignés comme la section du nord-est, étaient le siége principal de l'industrie naissante que la métropole cherchait à comprimer; les états du sud-est, à l'exception de la Virginie, n'étaient guère qu'agricoles. Leur climat plus doux y permettait le développement de cultures spéciales, qui, loin de faire concurrence aux produits de la Grande-Bretagne, lui fournissaient au contraire de nombreux moyens d'échange. Le tabac, le riz, l'indigo, en outre de nombreux articles produits concurremment avec le nord, servaient de base à un commerce important. Telle était la situation, lorsque vint à surgir la guerre de l'indépendance.

La mer, presque entièrement fermée pendant les sept ou huit années que dura cette grande lutte, ne permettait plus aux colonies américaines de recevoir leur approvisionnement accoutumé de marchandises d'Europe. Il fallut s'adresser à l'industrie imparfaite de chaque localité pour en obtenir les choses les plus nécessaires à la vie domestique ; il fallut surtout faire de grands efforts pour créer des armes et tout le matériel que la défense exigeait. Sans doute, à la paix de 1783, ces états confédérés auraient dû persévérer dans cette voie; mais le lien qui les unissait était encore trop faible. Chacune des anciennes colonies, jalouse de son indépendance, avait de la peine à se courber sous une législation commune. La maxime des négociants de Salem, que plus le commerce est libre, plus la prospérité est certaine, prévalut. Le tarif ne subit d'autre calcul que celui du revenu, et le peu d'élévation des droits entraîna des importations exagérées, hors de proportion avec la valeur des produits que l'on pouvait offrir en échange. Le numéraire apporté par les deux puissances belligérantes, la France et l'Angleterre, pour solder les troupes et les frais de guerre, et qui avait enrichi le pays, disparut bientôt. Il s'ensuivit une détresse universelle, la ruine des manufactures, de l'agriculture, et enfin du commerce, qui tomba victime de ses propres erreurs. Des mesures désastreuses, et que la nécessité seule pouvait justifier, en furent la conséquence. L'année 1786 fut

marquée par une insurrection qui mit en péril la société elle-même, et, après avoir été sur les bords de l'abîme, la confédération ne fut sauvée que par l'adoption d'une constitution nouvelle.

Cette constitution, qui sert encore aujourd'hui de lien aux états de l'Union, fut mise en vigueur en 1789, et le second acte passé dans le premier congrès fut le *tarif des douanes*. L'agriculture et le commerce étaient alors populaires, leur voix prédominante, et la cause des manufactures naissantes fut sacrifiée. Dans l'enfance de leurs établissements, les fabricants avaient à lutter avec de faibles capitaux, un petit nombre de machines, peu d'expérience et une grande cherté de main d'œuvre, contre leurs rivaux à l'étranger, qui possédaient en revanche des capitaux immenses, un crédit sans limite, une expérience de vieille date, une protection complète sur leurs marchés intérieurs, des salaires très-bas, et en outre des primes et des encouragements lors de l'exportation. Telle était la situation relative de l'industrie locale, lorsque la protection insuffisante qui lui fut accordée se réduisit au degré le plus bas. On en jugera en considérant que de 24,341,504 dollars de marchandises étrangères qui payèrent les droits à la valeur en 1789-90

21,742,291	dollars	étaient taxés	à 5 pour 100
1,587,365	—	—	à 7 1/2
1,004,367	—	—	à 10
5	—	—	à 12 1/2
7,576	—	—	à 15

Ces droits, bien inférieurs à ceux que l'état de Pensylvanie avait établis en 1785, avant que le congrès fût investi du pouvoir, n'étaient aussi légers que sur les produits manufacturés; les matières premières étaient imposées en raison inverse, car, par exemple, les articles fabriqués de coton et ceux de chanvre payaient 5 pour 100, tandis que le coton brut et le chanvre supportaient un droit fixe égal à 12 pour cent, et les objets de consommation générale, le café, les mélasses, le sucre, le thé, de 16 à 40 pour 100; le charbon, 10, le fromage 57 et le sel 75 pour 100. En même temps la navigation américaine était favorisée par un tarif différentiel énorme sur les droits de tonnage et de cabotage.

L'agriculteur et l'armateur crurent avoir tout fait après s'être protégés contre la concurrence étrangère, en se réservant d'obtenir à bas prix les articles manufacturés. Le tarif dura ainsi une vingtaine d'années, pendant lesquelles la navigation américaine, recueillant les fruits de sa neutralité au milieu de la lutte dans laquelle les puissances de l'Europe étaient engagées, contribua à développer la prospérité de l'Union; mais, malgré toute sa puissance, l'Amérique ne pouvait pas éviter de prendre part au conflit. Le congrès, en 1807, fut obligé de proclamer l'embargo, et les états de la confédération se trouvèrent au dépourvu de tous les articles que leur fournissait la Grande-Bretagne, et dans le cas de réfléchir de nouveau sur l'importance que pouvaient avoir des manufactures nationales. La chambre des représentants ordonna, en 1809, la réimpression d'un rapport fait au congrès, en 1791, par le général Hamilton, sur l'état de l'industrie à cette époque, et chargea M. Albert Gallatin de nouvelles recherches sur la situation actuelle. D'autres travaux, exécutés par des officiers publics et résumés par Tench Coxe, estimèrent le produit total des manufactures américaines, en 1810, à 127 millions 694,602 dollars, ou plus de 670 millions de francs.

La guerre de 1812, survenue sur ces entrefaites, en achevant de fermer la porte

aux produits étrangers, donna à l'esprit public une nouvelle direction vers l'industrie intérieure. Un capital considérable y fut consacré, et les manufactures prirent un développement immense. bien que passager, car en 1815 le retour de la paix fut le signal de leur ruine. Les ports étant rouverts, la Grande-Bretagne versa dans le pays une telle quantité d'articles fabriqués, que les marchés américains en regorgèrent. Beaucoup de maisons anglaises furent ruinées; mais du même coup le manufacturier américain fut écrasé. Ce fut alors que la politique anglaise se révéla clairement dans cette phrase prononcée par M. Brougham devant le parlement assemblé : « Il vaut bien la peine que l'on subisse des pertes sur la première exportation, puisque par là on étouffe dans le berceau les manufactures naissantes des États-Unis, auxquelles la guerre a procuré l'existence contre l'ordre naturel des choses. »

Cependant l'esprit national croyait à l'importance de la protection que réclamait l'industrie américaine, et en 1816 la législation commença à être dirigée vers ce but. Le tarif de 1816 fut un pas dans cette voie, mais un pas timide encore et embarrassé, et n'obtenant les suffrages complets d'aucun des intéressés.

Les États-Unis avaient grandi, et leur puissance s'était développée avec leurs acquisitions nouvelles et les tentatives de mise en valeur d'un riche héritage inexploré. On commença, dès l'époque où nous sommes arrivés, à ressentir le poids de l'influence du sud-ouest et du nord-ouest dans les délibérations du congrès. L'agriculteur de ces contrées, dont la colonisation marchait rapidement, était soutenu par les habitants des vieux états du sud est. Tous ensemble voulaient que la protection accordée à l'industrie manufacturière du nord-est ne fût que temporaire et décroissante, et tous les tarifs ont contenu des dispositions à cet effet; par exemple le droit sur les étoffes de laine, porté à 25 pour 100 en juin 1816, devait être réduit à 20 pour 100 au mois de juin 1819.

Nous ne pouvons entrer ici dans des considérations sur chacun des articles de ce tarif de 1816. qui éprouva quelques modifications en 1818. Dans l'année 1824 eut lieu une révision des droits sur les articles manufacturés de coton et de laine. La Grande-Bretagne répondit à cette mesure en abaissant le droit d'entrée des laines brutes de 6 deniers st. à 1 denier, afin que ses fabriques pussent continuer leurs exportations. Les manufacturiers américains s'adressèrent en conséquence au congrès, et le résultat de leur réclamation fut le célèbre tarif de 1828, qui éleva considérablement les droits sur les articles de laine.

Une période de prospérité dans les finances américaines et l'extinction presque totale de la dette fédérale firent de nouveau examiner la question du revenu. Deux partis se formèrent : l'un du commerce libre, proposant l'abaissement à un taux égal et très-bas de tous les droits sur les marchandises importées; l'autre, admettant la réduction des droits sur tous les articles qui ne pouvaient être produits dans le pays, ni faire concurrence au travail américain, et demandant à maintenir le tarif sur le reste. Après une vive polémique, ce dernier système prévalut dans le congrès, et, en juillet 1832, fut adopté le tarif modifié qui devait être mis en vigueur l'année suivante. La résistance de l'état de la Caroline du sud faillit amener la séparation de l'Union, et entraîna l'acte de compromis dû à la sagesse des négociations de M. Henry Clay. Le tarif modifié fut voté dans l'hiver de 1833, mis en vigueur au 30 juin de la même année, et devait durer jusqu'au 30 juin 1842. Les dispositions principales de ce tarif étaient que tout droit établi qui dépasserait 20 pour 100 de la valeur de l'article tarifé serait diminué d'année en année, de

manière à être réduit à ce taux à l'expiration de la loi. Cet acte énumère encore les articles qui devront, après cette époque, être reçus en franchise, et, cherchant à limiter le pouvoir des législations à venir, il déclare qu'après le 30 juin 1842 aucun droit d'importation ne pourra excéder 20 pour 100, et encore que *ces droits ne seront établis que dans le but de se procurer le revenu nécessaire à une administration économique du gouvernement.*

A cette époque de 1833, la décadence des états du sud-est était déjà marquée; ainsi les exportations avaient été :

	En 1821.	En 1822.
De l'état de Virginie.	1,078,000 doll.	530,000 doll.
De la Caroline du Sud.	3,000,000	1,213,000
De l'état de New-York. . . .	23,000,000	57,000,000

Cette comparaison nous montre avec quelle rapidité le mouvement du commerce et de la navigation se transportait dans le nord et principalement à New-York, qui, plus heureusement situé, avait attiré les affaires de Boston et de Salem, aussi bien que celles de Richmond et de Charleston. Les états de la Nouvelle Angleterre se sont rattachés, pendant la durée du tarif de 1833, à l'industrie manufacturière, dont les produits, dans le seul état de Massachussets, dépassent la valeur de 90 millions de dollars, et occupent 120,000 personnes. La petite ville de Lowell, qui ne date que de 1824, a atteint en 1840 une population de 21.000 habitants, dont 9,000 ouvriers, les deux tiers du sexe féminin, fournissent par an 60 millions de yards d'étoffes où s'emploient 20 millions de livres de coton.

Quoique les variations commerciales dépendent de causes diverses dont nous ne pouvons examiner ici l'ensemble, nous pensons devoir exposer le mouvement du commerce des États-Unis pendant les trois années qui viennent de s'écouler, et sous l'empire du tarif de 1833. Nous le répartissons entre les trois régions maritimes, ne pouvant y comprendre le nord-ouest, qui est forcé d'emprunter les territoires du nord-est ou du sud-ouest pour communiquer avec les peuples étrangers.

La valeur des exportations a été :

	En 1839.	En 1840.	En 1841.
Pour les états du nord-est. .	49,890,133 d.	53,393,360 d.	52,095,146 d.
— — sud-est. .	27,051,269	28,587,923	23,462,636
— — sud-ouest. et du golfe.	44,087,014	50,104,663	46,294,021
TOTAL. . .	121,028,416 d.	132,085,946 d.	121,851,803 d.

La valeur des importations a été :

	En 1839.	En 1840.	En 1841.
Pour les états du nord-est. .	136,818.450 d.	87,146,807 d.	108,040,700 d.
— — sud-est. .	11,781,575	8,369,513	8,782,611
— — sud-ouest. . et du golfe.	13,492,107	11,624,923	11,122,866
TOTAL. . .	162,092,132 d.	107,141,243 d.	127,946,117 d.

Les principaux articles exportés ont été en valeur :

PRODUITS AMÉRICAINS. . .	En 1839.	En 1840.	En 1841.
Coton	61,238,982 d.	63,870,307 d.	54,330,341 d.
Tabac	9,832,943	9,883,957	12,576.703
Riz	2,460,198	1,942,076	2,010,107
Farine	6,925,170	10,143,615	7,759,646
Porc.	1,771,230	1,894,894	2,621,537
Articles manufacturés de coton.	2,975,033	3,549,607	3,112,546
Articles divers	18,330,533	22,611.178	23,971.842
	103 534.091 d.	113,895.634 d.	106,382,722 d.
Marchandises étrangères réexportées	17,494,325	18,190,312	15,469,081
	121,028,416 d.	132,085,946 d.	121,851,803 d.

Les principaux articles importés ont été en valeur :

	En 1839.	En 1840.	En 1841.
Manufactures de laine . .	17,594,536 d.	8,628,752 d.	11,012,468 d.
— — coton . .	14,692,397	6,504,484	12,841,533
— — soie. . .	21,752,369	9,835,757	17,188,235
Verreries	962,322	565,429	571.459
Fer brut et ouvré. . . .	12.038,205	6,712,691	8,885,885
	67,039,829 d.	32,245.113 d.	50,499,580 d.
Articles divers.	72,960,279	55,341,948	54,836,787
Thé.	2.428,419	5,427,010	3.362,186
Café.	9,744,103	8.546,222	10,444,882
Sucre.	9,919,502	5,580,950	8,802,742
TOTAL. . .	162,092,132 d.	107,141,243 d.	127,946,177 d.

L'on voit par ce tableau que, dans le cours de trois années, les exportations ont été au-dessous des importations d'une valeur réelle et appréciable, sauf le bénéfice des frets, d'une somme ronde de 22 millions de dollars ou plus de 115 millions de francs. Les cinq années précédentes, 1834 à 1838, présentent une différence dans le même sens de 140 millions de dollars ou 735 millions de francs. Cet état de choses, en rendant les États-Unis débiteurs de sommes de plus en plus importantes envers les états européens, avait, dès 1837, amené une crise commerciale des plus violentes, et dont les suites ne sont pas encore effacées. L'exportation presque complète du numéraire effectif réduisit presque toutes les banques à une suspension de paiement, terminée, pour la plus grande partie d'entre elles, par la faillite. L'équilibre de la société en fut entièrement rompu, et, malgré la résistance de l'esprit de spéculation, le mal devint si grave, que le congrès dut prendre en considération les remèdes que l'on pouvait y apporter.

III.

Quand on examine les dispositions du tarif de 1842, on reste convaincu que la pensée qui l'a dicté n'est pas celle de l'accroissement du revenu fédéral. L'aggra-

vation des droits sur presque toutes les marchandises manufacturées montre que l'on n'a pas eu égard aux recettes qui eussent été le fruit d'impôts modérés. On a voulu garder le pays contre son propre entraînement à une consommation exagérée de marchandises étrangères. On a laissé francs de droits le café et le thé, qui auraient pu devenir deux grandes sources de revenu, parce qu'on les a considérés comme des substances alimentaires d'un usage général, et dont le prix pouvait influer sur le taux de la main-d'œuvre. Pour être conséquent, le congrès eût dû modérer les droits sur les vins, afin que l'usage n'en fût pas seulement réservé à la fortune.

Le tarif a été établi dans le but de développer le travail industriel, et, dans ce sens, il est particulièrement favorable à la région du nord-est et à l'état de Virginie appartenant à celle du sud-est, et qui, par l'activité et le génie de ses habitants, est placé d'une manière avancée dans toutes les branches de la production. On a accordé aux états du sud-ouest leur part de protection par l'impôt du sucre brut, maintenu à deux cents et demi par livre, ou 60 à 75 pour 100 sur le coût primitif dans les colonies étrangères ; à ceux du centre et du nord-ouest, par la répulsion des spiritueux étrangers, par la taxe élevée de tous les produits agricoles. On leur a assuré encore des avantages indirects par les consommations obligées des travailleurs des autres états.

Les États-Unis, tout en se le dissimulant à eux-mêmes, sont entrés cette fois d'une manière plus ferme dans le système commercial adopté par toutes les nations de l'Europe, le système de protection au travail industriel et agricole de l'intérieur, voie dans laquelle ils s'étaient placés dès leur origine à l'égard de leur système maritime. Heureusement pour eux, ils se sont arrêtés à des tarifs élevés sans recourir à la prohibition, la pire de toutes les protections, car elle engourdit au lieu d'avertir et d'exciter. S'ils persévèrent, il est hors de doute qu'ils devront demander aux contributions des divers états, par l'impôt de la propriété, par l'accise ou les taxes locales, les moyens de pourvoir aux dépenses du gouvernement fédéral et à la défense commune. Le temps ne peut être éloigné où la douane produira si peu, qu'alors se révélera la nécessité de compter avec le collecteur des taxes. Le lien qui réunit les diverses parties de l'Union devra, dans cette circonstance, être rendu encore plus solide et plus puissant. Ce résultat ne sera pas atteint sans de vives résistances ; le tarif n'est populaire dans le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest, que pour le petit nombre d'articles que ces pays étendus peuvent fournir. On ne peut s'y figurer que le manufacturier du nord-est ait quelque droit à faire accepter ses produits à un taux supérieur à celui de l'étranger, taux qu'à la vérité la concurrence intérieure réduira, mais qui, en attendant, est le prix du concours des diverses régions dans une nationalité commune.

L'Angleterre, pour être libre dans ses luttes maritimes, cherche à naturaliser dans l'Inde la culture du coton américain. Ses premiers essais n'ont pas réussi ; mais, si elle parvient à vaincre les causes qui les ont fait échouer, elle développera dans les contrées dont elle est souveraine cette culture importante, comme elle l'a fait pour celle de l'indigo, ravi au Mexique, à Guatimala, à Saint-Domingue, à la Louisiane, à la Caroline et à l'île Maurice, pour se concentrer au Bengale et dans les provinces voisines. Si le coton est transplanté, les États-Unis perdent une grande partie de leurs moyens d'échange, et c'est pour eux une bonne politique que de favoriser à l'avance la consommation intérieure qui tend chaque jour à s'accroître.

Des autres cultures américaines, le tabac et le riz seront toujours des articles

d'exportation des États-Unis : ce sont des produits exceptionnels auxquels tous les peuples ont recours; mais les céréales, les farines, les animaux domestiques, les bois, les merrains, sont repoussés ou surtaxés dans la Grande-Bretagne et presque partout en Europe. Un débouché naturel pourrait se trouver dans les possessions anglaises des mers d'Amérique et d'Afrique; mais, comme le démontre un rapport au congrès du 14 avril 1842, les entraves pour la navigation américaine y sont multipliées à tel point, qu'elles équivalent à une répulsion, et que le principe de concession réciproque en est entièrement détruit. Les griefs nombreux des deux côtés forment à eux seuls une longue et intéressante histoire.

Le chiffre officiel des importations et des exportations a quelquefois besoin d'être rectifié par le calcul des circonstances particulières qui accompagnent le mouvement commercial; mais la part des erreurs est faible aux États-Unis, où les prix du commerce servent de base aux évaluations, et où le tableau comprend même les métaux précieux qui servent de mesure aux autres valeurs. On peut déduire, de l'excédant des importations sur les exportations, que l'Amérique n'a soutenu la disproportion du numéraire circulant avec les besoins des échanges que par un système vicieux de banques intérieures et de circulation. Cependant l'émission immodérée du papier ne peut plus se reproduire, et la valeur des marchandises importées doit arriver à une égalisation rapprochée avec celle des produits donnés en échange. Les frets de transport gagnés pour les deux tiers par le pavillon américain, les remises appartenant aux opérations de fonds publics, doivent entrer pour quelque chose dans le calcul de cette balance, qui exigerait de nombreuses investigations pour arriver à un degré suffisant d'exactitude; l'état des changes et les envois de numéraire à travers l'Atlantique suffisent cependant pour indiquer la situation réciproque des puissances commerçantes.

Depuis 1841, la Russie, le Portugal, la France, la Belgique, les États-Unis, l'union allemande, ont aggravé les impôts sur les produits étrangers. Si l'on étudie avec soin les changements adoptés par la Grande-Bretagne, on verra que, pénétrée de l'idée du malaise qui afflige ses populations laborieuses, voyant le cercle se retrécir autour d'elle, elle cherche à retenir quelque portion de son ancienne influence en diminuant le prix de la main-d'œuvre par l'allégement des droits sur les articles de consommation, et peut-être à engager les autres nations à des concessions libérales. C'est sur elle que le tarif des États-Unis pèse du plus grand poids. Elle a si longtemps, ou de droit ou de fait, voué à l'interdiction l'industrie des Américains, qu'elle s'étonne aujourd'hui du vide immense que la cessation de la demande produit dans ses ateliers. La France doit éprouver un dommage moins grand, car ses exportations en Amérique comprennent principalement des marchandises pour lesquelles la concurrence américaine n'est pas excitée au même degré.

Le temps nous apprendra quelles auront été les conséquences finales du tarif de 1842; quelques-unes peuvent être prévues dès ce moment, et chaque jour amène déjà à cet égard des révélations.

On ne peut cependant regarder que le dernier mot ait été dit aux États-Unis sur cette grande question. L'élection prochaine du président remettra en présence les deux partis politiques qui se disputent le pouvoir. L'un d'eux est favorable à un système de protection, seulement à l'égard de l'intérêt agricole, et s'il obtenait le succès, il se pourrait que les taxes actuelles subissent de grandes réductions. En attendant, des deux côtés, on discute les arguments opposés, et

nous allons reproduire avec impartialité quelques-unes des raisons alléguées pour et contre.

Les partisans d'un tarif modéré sur les produits étrangers s'appuient sur l'exemple de l'Angleterre, où un système de haute protection pour la production nationale a produit d'un côté l'excès de la richesse pour les propriétaires et les manufacturiers, et de l'autre, le dernier degré de la pauvreté et de la misère pour les ouvriers et les journaliers. La surabondance du travail offert sous toutes les formes a amené la dépréciation des salaires, pendant que des taxes élevées agissant sur tous les articles d'importation ont empêché l'abaissement du prix de la nourriture et de toutes les choses nécessaires à l'existence.

L'Angleterre, disent-ils, aurait pu encore conserver l'empire des marchés du monde, si elle eût admis de l'étranger, à des droits légers, les denrées servant à la nourriture, en échange de ses produits manufacturés, que l'on eût alors reçus avec moins de répugnance. Mais elle a fait peser sur le manufacturier et ses ouvriers de lourds impôts pour l'avantage de l'agriculteur. Elle a taxé l'agriculteur pour l'avantage du manufacturier, et tous les deux en considération de la navigation maritime. Les colonies sont imposées pour le bien de la mère-patrie, qui, à son tour, supporte des taxes destinées à la protection coloniale. Il en résulte un cercle complet de taxes, dont le montant, après avoir acquitté les frais de recouvrement, sert à maintenir la puissance et la gloire du pays, à qui l'on sacrifie le bonheur et le bien-être de la masse du peuple, à ce point qu'un sixième de la population est chaque jour à la veille de mourir de faim.

Passant à des considérations plus immédiates, les adversaires du système de protection remarquent qu'il ne favorise que huit ou dix des états de l'Union (ceux que nous avons compris dans la division du nord-est). Ils établissent que, dans la production de la laine, la fabrication des lainages, l'industrie du fer et de la fonte, les tanneries des cuirs et les manufactures de coton, cette région livrait à la consommation intérieure, en 1840, pour 102 millions de dollars (535,500,000 fr.), tandis que tout le reste de l'Union ne fournissait dans les mêmes articles que pour 23 millions de dollars (130,750,000 fr.); que par conséquent la protection était trop ouvertement établie en leur faveur; que cette protection devait nécessairement agir à l'étranger de manière à nuire à l'exportation des produits agricoles des états moins bien partagés sous le rapport de l'industrie. Les débouchés, ainsi paralysés, ne seraient pas, au reste, le seul de leurs griefs, car les droits élevés en moyenne à 35 pour 100 imposaient les consommateurs des états agricoles d'une somme énorme au profit des états du nord-est.

Au reste, ce système entraînerait des conséquences qui n'avaient pas été prévues. Les états producteurs de coton feraient en sorte d'établir des manufactures rivales de celles du nord. L'agriculteur de l'ouest en ferait autant pour ses laines, et chacun voudrait élever les animaux domestiques et cultiver les céréales qu'il avait coutume de demander à ses voisins. La lutte intérieure ramènerait les embarras de la concurrence extérieure.

D'un autre côté, les partisans du système protecteur disent qu'il est impolitique de laisser au commerce la faculté de se régler par lui-même; que la société, ne pouvant faire un partage, entre les commerçants, des opérations auxquelles le pays devrait se limiter pour rester dans une situation prospère, il s'ensuit que les voies de circulation sont sans cesse engorgées, et conduisent à la ruine et aux désastres. Peut-être, si l'étranger, en échange des articles manufacturés qu'il fournit, recevait

libéralement le blé et les produits de l'Amérique sous des taxes modérées des deux côtés, les états de l'Union auraient quelque tort de soulever la question qui s'agite. Cependant alors un simple changement de législation en Europe, sur les grains par exemple. amènerait la baisse des principales denrées de l'Amérique; le numéraire serait exporté, et avec lui disparaîtrait la confiance due aux effets servant de *medium* circulant. L'impossibilité, sans numéraire ni crédit. d'acquitter les dettes, plongerait de nouveau dans la banqueroute les classes engagées dans les affaires. Le prix des salaires, celui des produits, descendraient à un taux tellement avili, que l'on pourrait fabriquer à aussi bas prix qu'en Angleterre. Telle est la perspective qu'offre le commerce libre considéré dans ses diverses phases, mais peut-on penser que ce soit là résoudre la difficulté?

Serait-il sage d'engager un peuple dans sa ruine. parce qu'une fois ruiné. le prix du travail et des denrées tombera tellement qu'il sera avantageux de recommencer des entreprises? Et ces entreprises auront-elles des chances de durée? A la première lueur de prospérité, ne verra-t-on pas de nouveau se succéder les cargaisons britanniques, amenant à leur suite la répétition des désastres antérieurs?

La véritable et saine politique du gouvernement américain, ajoutent-ils, doit être de lutter contre la politique agressive de ses rivaux. de repousser les restrictions par des restrictions, les droits par des droits, de protéger et de favoriser ses manufactures comme la Grande-Bretagne protége son agriculture, de garder ainsi le peuple de l'abîme sans fond de la dette étrangère et de la banqueroute, d'étendre la sphère de l'industrie, et de poser des bases profondes à l'indépendance nationale.

Les conséquences de l'acte de navigation, qui n'eût pas porté si haut la puissance de l'Angleterre, si dès le milieu du XVIIe siècle la France, la Hollande, l'Espagne, y eussent répondu par de semblables dispositions, n'échappent point aux regards des défenseurs du système de protection. Forcé de nous borner, nous ne pousserons pas plus loin l'exposition des raisons alléguées par les partisans du commerce libre et par ceux de la protection du travail; nous jetterons seulement un dernier coup d'œil sur ce qui se passe actuellement en Amérique.

Dans les états du nord est, l'industrie manufacturière est en voie de progrès et s'y maintiendra jusqu'au jour où le prix de la main-d'œuvre formera équilibre avec le tarif. Tel qu'il est. ce tarif permet de payer la main-d'œuvre d'une manière libérale; il assure à l'ouvrier dans la société un rang honorable et tel qu'aucun des travailleurs de la vieille Europe ne peut jamais espérer d'en occuper un semblable. Là les matières premières produites par les autres états de l'Union, et aussi les denrées destinées à la subsistance, trouvent des consommateurs de plus en plus importants. Les prix des articles fabriqués se réduisent par la concurrence et le progrès, et une exportation croissante indique les résultats que déterminent chaque jour l'accumulation des capitaux et l'intelligence portée dans le travail.

Les sections du sud-est et du sud-ouest continuent à élever des plaintes sur le renchérissement que le système de protection amène à sa suite, et sans doute les récriminations dureront longtemps encore. Elles ne deviendront moins vives que lorsque l'intérêt politique aura consolidé le système adopté par le congrès. Les cultures spéciales de ces deux régions du sud assurent leur prospérité, et combien ne s'applaudiraient-elles pas d'avoir contribué à fonder dans le nord des manufactures de coton, et de trouver des consommateurs à l'intérieur, si la Grande-Bretagne venait à bout de naturaliser dans l'Inde la production de cette plante! En attendant, les débouchés restent ouverts pour les produits d'une culture immense, et si

les prix ne sont plus aussi élevés, cela est dû à la chute des spéculations soutenues par un crédit poussé jusqu'à l'extravagance, et à la réaction qui a ramené la sécurité dans les transactions.

Les fertiles contrées du nord-ouest n'ont presque rien à attendre de l'Europe. Les céréales, les animaux domestiques qu'elles élèvent avec tant de facilité, sont repoussés de presque tous les marchés. Les terres à défricher valent à peine 1 dollar et demi l'acre (19 fr. 45 c. l'hectare), et le laborieux émigrant trouve dans le plus faible capital le moyen de fonder pour sa famille une aisance qu'il n'aurait jamais pu entrevoir dans sa mère-patrie. Cette terre de promission, répondant aux moindres efforts, effraie les vieux états de l'Europe par l'abondance dont elle les menace, et nos lois douanières n'auront chaque année d'autre tâche que de repousser quelque produit qui se sera fait jour au moment où l'on se croyait en sécurité contre cette invasion. Les lois européennes sur les grains. les bestiaux, les laines, sur tout ce qui peut alimenter ou vêtir l'homme, ont justifié et jusqu'à un certain point provoqué les dispositions des tarifs américains.

En résumé, et en considérant l'influence du tarif sur l'Union américaine tout entière, nous trouvons qu'il lui assure le retour d'un change plus constamment favorable avec les pays d'Europe, le rétablissement à l'intérieur des moyens de circulation nécessaires pour que l'action des banques puisse exister sans danger, une sécurité plus grande en cas de guerre, et enfin, malgré toutes les résistances, la perspective d'une nouvelle combinaison du revenu public offrant plus de garanties que celle qui a existé jusqu'à ce jour. Peut-être des modifications partielles dans la longue nomenclature des articles taxés seront-elles bientôt reconnues nécessaires ; mais, en donnant des exceptions au système, elles le consacreront. Elles seront le prix de concessions analogues de la part des états européens et le résultat de traités discutés avec maturité. Des deux parts, les négociateurs comprendront combien une conciliation importe à la prospérité de l'Amérique et à celle de l'Europe.

D.-L. Rodet.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1843.

Nous entrons dans la saison morte pour la politique. On dirait, à l'apathie qu'on rencontre partout, sur toutes choses, que les esprits n'ont plus de séve, qu'ils se dépouillent et laissent tomber leurs idées comme les feuilles tombent en automne. La presse elle-même n'a plus ni fécondité ni énergie : en publiant tous les jours le même nombre de lignes, elle ne croit plus remplir une grande et noble mission; elle paie une dette; elle ne veut que s'acquitter envers ses abonnés.

Il y a là quelque chose de plus que ce besoin de repos qu'on éprouve chaque année à la fin de la session législative. Il y a pour tout le monde du malaise et un peu de dégoût : nul n'est content de soi ni des autres. La session n'aura été fructueuse et satisfaisante pour personne. Nul ne s'en trouve plus fort qu'il n'était; nul n'en emporte de vives espérances et une vue nette de son avenir.

L'opposition ne peut certes pas se féliciter de ses efforts. Les conservateurs ont repoussé à peu près toutes ses tentatives. Les vieilles questions qu'elle a essayé de rajeunir n'ont trouvé de sympathie ni dans la chambre ni dans le pays. En les proposant à une assemblée nouvellement élue, l'opposition espérait peut-être des adhésions nombreuses parmi les nouveaux députés. Peut-être a-t-elle cru qu'il fallait mettre promptement à l'épreuve les esprits incertains et gagner de vitesse le parti conservateur. Le succès n'a point justifié cette politique. Ces questions étaient de vieilles questions, des questions épuisées pour tout le monde, et les nouveaux députés, la plupart du moins, étaient bien décidés à ne pas épouser des querelles qui sont désormais sans intérêt pour le pays. A tort ou à raison, le public ne veut plus entendre parler de réformes et d'innovations dans notre organisation politique. Il se dit que toute machine dont les rouages seraient, sous prétexte de perfectionnement, incessamment dérangés, ne fonctionnerait guère et ne donnerait pas de résultats. En s'obstinant dans ces questions inopportunes, l'opposition se séparerait de plus en plus du pays, qui veut aujourd'hui une politique active, vouée aux affaires et au développement des forces nationales.

Les conservateurs, aidés par les fausses manœuvres de l'opposition, ont promptement rallié un nombre considérable de députés et assuré la prépondérance de leur parti dans la chambre. Il n'y a pas d'illusion possible : la majorité est aux conser-

vateurs. Cette majorité est d'autant plus solide et certaine qu'elle n'est pas l'œuvre du ministère; elle s'est, pour ainsi dire, faite d'elle-même. Elle a accepté le ministère que la couronne lui présentait, mais elle ne vient pas de lui; elle ne se dissoudrait point, si le ministère se retirait. Tout ministère intelligent, capable, la retrouverait, à la seule condition d'être un ministère franchement conservateur.

Mais cette indépendance de la majorité vis-à-vis du cabinet, heureuse à certains égards, n'a pas été sans inconvénients pour le pouvoir. La majorité a manqué souvent de discipline et de conduite. Ferme, compacte, docile dans les questions de gouvernement, dans les questions qui touchaient aux intérêts les plus chers aux conservateurs, elle a été plus d'une fois volontaire, incertaine dans les questions d'affaires. Elle paraissait alors vouloir s'emparer de l'administration du pays; on aurait dit que les ministres n'étaient à ses yeux que les premiers commis de ses commissions; elle a porté la main aux choses de détail les plus minutieuses et les moins dignes de fixer l'attention d'une législature. Ce fait est grave. Il donnerait, s'il se renouvelait, des habitudes qui ne seraient guère compatibles avec les principes de notre système administratif. Les affaires publiques s'en ressentiraient, car cette intervention, au lieu d'être une force, ne serait qu'une entrave. Après tout, cependant, il ne faudrait pas trop s'alarmer de ces faits. La chambre a été loin d'apporter aux questions d'affaires cette attention soutenue, cet esprit de suite, cette action persévérante, qui peuvent faire craindre un empiétement d'un pouvoir sur l'autre, un trouble dans la distribution des pouvoirs politiques. Ses excursions dans le domaine de l'administration n'étaient pas l'effet d'un système, l'application d'un principe; elles n'étaient que des actes d'indépendance.

La chambre n'avait pas la prétention de gouverner; elle voulait seulement faire sentir que nul ne la gouvernait. Elle a peu fait, mais elle a trop souvent empêché de faire. La session aura été fort longue, mais à peu près stérile. Les députés se retirent avec le sentiment de n'avoir pas suffisamment mis à profit le temps qu'ils ont consacré à la chose publique. Le pays doit remercier la chambre de l'attitude politique qu'elle a prise, mais il en attendait davantage pour l'expédition des affaires.

Le ministère, à son tour, n'est sans doute pas très-content de lui-même et de la situation que la session lui a faite. Il a eu des succès, et rien ne paraît menacer son existence. Il n'est pas moins certain qu'après tout la seconde partie de la session l'a plutôt affaibli que fortifié. Il a été évident que les chambres ne comptaient pas assez avec lui. Il n'avait pas la direction et le gouvernement de la majorité : au lieu d'exercer cette initiative d'en haut qui appartient à un gouvernement fort et résolu, il s'est trop appliqué à suivre les volontés de ses amis, à s'en faire l'instrument. Cette attitude lui a donné dans l'opinion une place moins élevée que celle à laquelle il pouvait aspirer. Tranchons le mot : il a eu peur de la majorité, et il a eu tort d'en avoir peur, car la majorité, à son début dans la carrière législative, a bien montré qu'elle croyait difficilement pouvoir se passer de lui. La chambre aurait eu quelques moments d'humeur, comme le parlement anglais en a éprouvé à l'égard de sir Robert Peel; mais en définitive elle lui aurait su gré d'une direction plus ferme et d'une session mieux remplie et plus utile au pays. Tout le monde y aurait gagné. La chambre et le ministère se seraient séparés en meilleurs termes et sans récriminations réciproques. Ces remarques ne sont peut-être pas inutiles à la veille d'une modification du cabinet. Il paraît certain que le ministère de la marine doit désormais être regardé comme vacant. La santé de M. l'amiral Roussin lui commande, dit-on, le repos le plus absolu de corps et d'esprit. Si le ministère s'adjoint,

pour un département aussi important que celui de la marine et des colonies, un homme qui vienne confirmer, pour ainsi dire, le cabinet dans ses habitudes d'hésitation, de timidité, de résignation, il s'exposera, pour la session prochaine, au danger que doivent le plus redouter des hommes considérables et qui se respectent : au danger de tomber, non par la politique, mais par les affaires.

La crise qui agite l'Espagne n'aura pas ce nous semble, une prompte issue. A la vérité, l'insurrection s'est de plus en plus étendue; les esparteristes n'occupent plus que la capitale et un petit nombre de villes; les insurgés s'organisent et préparent des coups décisifs. Toujours est-il que les corps d'armée que commandent Espartero, Van-Halen, Seoane et Zurbano, ne sont pas dissous, que le régent dispose toujours de forces redoutables, surtout en artillerie et en cavalerie, et qu'il est toujours maître de Madrid et gardien de la reine. L'issue de la lutte est donc incertaine: cette longue incertitude s'explique par la constitution sociale de l'Espagne. On ne peut pas nier que le mouvement contraire à Espartero ne soit assez général; il s'est propagé de Barcelone jusqu'à Séville et à Badajoz; il a passé l'Èbre et envahi les provinces basques. Cependant le mouvement n'est pas national dans le sens strict du mot; ainsi que tout ce qui se fait en Espagne, c'est là un fait essentiellement municipal. A la vérité, la plupart des villes suivent l'impulsion, adhèrent au *pronunciamento;* mais il y a toujours quelque chose de local, de décousu dans un fait espagnol, quelque général qu'il soit. Dans un pays unitaire, un mouvement de la sorte aurait été du premier coup irrésistible ; il aurait éclaté à Madrid, ou bien les insurgés se seraient tous, par une pensée première et commune, jetés comme un torrent sur Madrid, pour y occuper le siége du gouvernement et y proclamer, par l'organe des cortès, la déchéance d'Espartero. Rien de semblable jusqu'ici en Espagne. Madrid ne signifie rien pour les Espagnols; il fera son *pronunciamento,* si bon lui semble; on se passera de lui, s'il persévère dans sa fidélité à Espartero. Un Espagnol conçoit parfaitement que toute l'Espagne soit gouvernée par des juntes locales, tandis que le régent occuperait encore pendant deux mois, six mois, un an, deux ans, la capitale et la banlieue.

Il est vrai que les nouvelles les plus récentes annoncent la marche sur Madrid de divers corps d'insurgés. Si cette nouvelle se confirme, il se pourrait qu'une lutte sanglante éclatât aux portes, au sein même de la capitale. Le régent peut-il assumer la responsabilité d'un fait de cette nature?

Sans vouloir pénétrer dans les mystères de l'avenir, on ne peut pas ne pas reconnaître que la position personnelle d'Espartero est sérieusement compromise, quelle que soit d'ailleurs l'issue de la lutte. Qu'a-t-il devant lui dans l'hypothèse la plus favorable ? Une régence de quelques mois et au bout des haines sans nombre, des haines implacables, espagnoles, et pas la moindre chance de pouvoir continuer à jouer un rôle quelconque dans son pays, et cela lors même qu'il parviendrait à dissiper l'insurrection sans effusion de sang, sans cruautés, sans tyrannie. Or, pour peu qu'on connaisse l'Espagne, on sait que cela est impossible. Ses ennemis ne se soumettront pas sans une lutte acharnée, et ses amis ne lui permettraient pas d'être clément et modéré, le voulût-il.

En attendant, la reine est toujours à Madrid, protégée, dit-on, par un régiment de ligne et des milices. Il est difficile de se persuader que les deux partis ne méditent pas de s'emparer de ce précieux dépôt pour s'en faire une force morale et peut-être un moyen de transaction. On disait aujourd'hui que les esparteristes de la capitale avaient imaginé un coup de main pour amener la reine au camp d'Es-

partero, mais que, ce projet ayant été déjoué, l'exécution en était désormais impossible. Peut-être n'était-ce là qu'un faux bruit, une de ces calomnies que les partis se jettent à la tête l'un de l'autre. Quoi qu'il en soit, il nous paraît évident que le premier devoir du régent dans ces difficiles conjonctures est de songer à la sûreté de la reine. Comment peut-il la laisser ainsi exposée aux coups de main des hommes les plus audacieux, les plus aventureux de l'un ou de l'autre parti, n'ayant pour toute garantie qu'un régiment et quelques miliciens?

Le régent, dit-on, marche sur Ocana; les uns pensent que ce mouvement a pour but de se rapprocher de la capitale; les autres n'y voient qu'une tentative pour rejoindre Van-Halen dans l'Andalousie. Mais le régent voudra-t-il s'enfoncer ainsi dans l'Andalousie en laissant la reine à Madrid? Et s'il marche sur Madrid, sera-ce seulement pour y livrer des combats qui pourraient jeter la capitale dans la plus violente anarchie?

Il ne reste, ce nous semble, qu'une voie honorable ouverte au régent : c'est de rentrer effectivement à Madrid, mais pour rapporter, vu les circonstances, le décret de dissolution des cortès, pour convoquer sur-le-champ le parlement et lui déclarer que, plutôt que de le conserver au prix d'une guerre civile, il préfère déposer le pouvoir que la nation lui avait confié. A la tête d'une armée encore fidèle et dévouée, c'est là un rôle qui ne manque pas de grandeur, et les Espagnols ne sont pas insensibles à la grandeur et au courage.

Mais nous n'avons garde d'insister sur une pensée qui paraîtra sans doute fort romanesque aux ambitieux de bas étage, si nombreux de nos jours. Ce qui méritera peut-être davantage leur attention, c'est la situation des colonies espagnoles. Là commandent, avec un pouvoir qu'on peut dire absolu, les hommes les plus dévoués au régent, les *ayacuchos* les plus ardents et les plus résolus. Que feront-ils en recevant les nouvelles d'Espagne? Il vaut la peine d'y regarder.

Le gouvernement anglais temporise encore à l'égard de l'Irlande. La question s'agite au sein du parlement, mais sans incident remarquable. On peut cependant citer le discours de sir J. Graham comme un fait qui n'est guère propre à calmer les esprits, et qui pourrait faire supposer de la part du gouvernement anglais des intentions très-sévères et des projets violents à l'endroit de l'Irlande. Nous avons cependant peine à croire qu'on songe sérieusement à se jeter dans cette voie. Elle n'est plus de notre temps ni de nos mœurs. A peine serait-elle concevable si les Irlandais n'avaient absolument aucune réclamation fondée à proposer, aucune demande légitime à faire valoir. En est-il ainsi? A part quelques fanatiques, il n'y a pas d'homme consciencieux qui puisse répondre affirmativement. L'Irlande est un malade qu'il faut ménager, traiter avec douceur, guérir peu à peu; l'Angleterre ne doit pas oublier que les maux de l'Irlande sont en partie son œuvre.

Un duel entre des personnes connues et qui a eu de funestes résultats a vivement préoccupé les esprits en Angleterre. Les hommes pieux et les philanthropes se sont émus. Un membre du parlement, M. Turner, a interpellé sir Robert Peel pour savoir si dans la prochaine session du parlement le gouvernement présenterait un bill pour prévenir le duel. La réponse du ministre a été marquée au coin de cette prudence éclairée qui le distingue. Le gouvernement de la reine, a-t-il dit, ne pouvait encore prendre aucun engagement au sujet d'une question si grave, si délicate, et qui mériterait d'être mûrement étudiée; mais l'honorable membre n'est pas lié par les scrupules du gouvernement : la voie de l'initiative lui est ouverte, et le ministre l'engageait à s'en servir. Ainsi une motion sur le duel ne tardera proba-

blement pas à être présentée au parlement. Nous en sommes bien aises. La discussion y pénétrera sans doute dans toutes les profondeurs de cette grande et belle question, et il en jaillira des lumières qui pourront être utiles pour d'autres législations. On a beaucoup dit qu'une bonne loi spéciale sur le duel était chose impossible. C'est là, ce nous semble, une erreur. Parce qu'il y a eu sur le duel plus d'une loi absurde, faut-il en conclure qu'il n'est pas donné aux hommes de faire sur cette matière délicate une loi raisonnable? Que veut-on en définitive? Laisser tout duel impuni? traiter tout duel comme un meurtre ou comme une tentative de meurtre? Qui ne voit pas que ce sont là deux extrêmes, et deux extrêmes qui en réalité se confondent et n'en font qu'un? C'est l'impunité du duel. On ne fera jamais accepter à un jury une doctrine qui revient à dire qu'un combat loyal, pour des motifs plus ou moins graves, est une tentative de meurtre. Le duel est un fait *sui generis*. Il peut être un délit; il peut mériter une répression plus ou moins sévère, selon les circonstances et la position morale du délinquant. C'est au législateur de faire les distinctions nécessaires et de promulguer une loi qui fasse la part de toutes choses, et qui, par des sévérités excessives, ne laisse pas complétement impunis même les faits qui seraient dignes de répression.

Les affaires de Serbie semblent terminées. Ce que voulait la Russie, c'était l'annulation du choix fait sans son assentiment et une élection nouvelle faite sous ses auspices et avec son autorisation. L'Europe sanctionnera-t-elle longtemps par son silence les prétentions du cabinet russe? Sera-t-il donc reconnu en Serbie et dans tout l'Orient que les décisions de la Porte ne signifient absolument rien, et que l'empereur de Russie n'a qu'à écrire une lettre pour que tous les firmans soient à l'instant même lacérés? Veut-on persuader aux provinces du Danube que c'est vers la Russie qu'elles doivent désormais tourner leurs regards, que c'est son protectorat qu'il faut invoquer, que c'est à ses désirs qu'il faut se conformer, en attendant le jour où l'on devra, comme sujets, obéir à ses ordres? C'est ainsi qu'on laisse s'achever peu à peu la ruine de la Porte, comme s'il fallait renoncer à tout espoir de la sauver.

La lutte entre Buenos-Ayres et Montevideo devient de plus en plus acharnée. L'armée de Rosas serre de très-près la ville de Montevideo; peut-être en est-elle maîtresse à cette heure, et Dieu sait quelles horreurs peuvent, dans ces climats, se permettre les vainqueurs. On dit qu'un grand nombre de Français établis à Montevideo, au lieu de rester spectateurs d'une lutte qui ne les concerne pas, ont épousé la cause des unitaires, et qu'ils se sont enrôlés sous la bannière de Paz, malgré les représentations de notre consul. Si le fait est vrai, il est on ne peut pas plus déplorable; il nuit à l'influence et paralyse l'intervention protectrice des représentants de la France. De simples particuliers n'ont pas le droit de jeter ainsi leur pays dans de graves difficultés diplomatiques, et de lui préparer des embarras pour satisfaire leurs fantaisies et leurs passions politiques. Tant qu'on conserve la qualité de Français, on ne doit pas s'immiscer dans des querelles étrangères à la France. Ce n'est qu'en respectant les principes d'une neutralité que rien ne doit altérer, et en se conformant aux instructions des représentants de son pays, qu'on a droit à leur protection. Nos agents sont chargés de protéger les intérêts français et non les caprices et les témérités du premier venu. Ces faits sont d'autant plus coupables, qu'ils peuvent devenir le prétexte des calomnies que l'étranger se plaît si souvent à répandre contre la France et son gouvernement. C'est ainsi que cette espèce de club ou de comité de salut public, comme on voudra l'appeler, qui vient de se former à

Madrid, et qui est composé, dit-on, de la députation provinciale, de la municipalité et des chefs esparteristes de la garde nationale, a publié et distribué un manifeste qui contient contre la France et le gouvernement français les imputations les plus fausses. Certes, nul n'a plus respecté que notre gouvernement l'indépendance et la dignité de l'Espagne; les actes et les paroles du gouvernement à ce sujet sont également irréprochables. Et il est plus que surprenant que des hommes d'Espartero, qu'un parti qui n'est connu que par sa déférence pour l'étranger, ose accuser la France d'influence illégitime et d'intrigues; ces sottes diatribes ne méritent pas l'honneur d'une réfutation. Nous voulons bien qu'il y ait encore des Pyrénées, et en vérité il serait difficile de dire, l'histoire à la main, de quel avantage ont jamais été, pour la France, le voisinage et l'amitié politique de l'Espagne; mais de notre respect pour l'indépendance de l'Espagne le parti d'Espartero aurait tort de conclure que la France devrait supporter l'établissement au delà des Pyrénées d'un système avoué et permanent d'hostilités contre elle. Le premier besoin d'une nation, c'est de se protéger elle-même et de se défendre. Que le gouvernemlen espagnol n'ait pour nous ni amitié ni sympathie, soit : c'est son droit; mais si de la froideur et de l'indifférence il passait à des vues hostiles et à des pensées nuisibles à son voisin, commencerait alors le droit de la France.

— Il y a vingt ans déjà que le gouvernement prussien et l'Académie de Berlin poursuivent, avec persévérance, l'exécution d'un recueil général des inscriptions grecques. Ce concours prêté aux lettres par la politique, ce vaste et curieux monument élevé, sous les auspices de l'administration, à l'archéologie et à la science historique, étaient faits pour éveiller ailleurs de nobles jalousies, pour piquer d'honneur l'érudition française. M. le ministre de l'instruction publique, mu par une pensée à la fois scientifique et nationale, a conçu l'idée d'une collection plus utile encore et bien autrement vaste. Il ne s'agit de rien moins que d'un ample et complet répertoire des inscriptions latines où viendront, dans un ordre meilleur, se fondre tous les recueils antérieurs, toutes les publications partielles, tous les documents dispersés, sans compter les résultats des investigations nouvelles et les innombrables textes épigraphiques que nos conquêtes d'Alger apportent chaque jour à la science. Un pareil monument, on le conçoit, ne peut être exécuté qu'avec le concours, et, si l'on peut dire, avec la collaboration de tout le monde ; heureusement l'appel fait par M. Villemain ne peut manquer d'être entendu dans tout le territoire de l'ancienne société romaine. L'exécution d'une semblable tâche revenait de droit à la France : la France est restée romaine plus qu'aucune autre nation, et c'est elle aussi qui a donné la première à l'Europe l'exemple de ces grandes entreprises d'érudition, qui, quoi qu'on en dise, n'ont été dépassées nulle part. En confiant à des hommes aussi entendus en ces matières que le sont MM. Leclerc, Letronne et Patin, les soins et la surveillance d'une collection que l'état seul pouvait entreprendre, le ministre de l'instruction publique a donné à son projet des garanties d'exécution sérieuse. C'est là un acte fait pour attirer à l'administration de M. Villemain les sympathies du monde savant.

— La littérature contemporaine a quelque peu abusé de la Bretagne, et nous avons eu tour à tour des contes, des poésies, des drames armoricains, toute une série de livres ennuyeux et prétentieux, où je ne sais quel faux air de couleur locale tenait trop souvent lieu de pensée, de plan et de style. La manie dure encore,

et chaque jour cette pauvre contrée défraie, bien malgré elle, les inspirations des peintres qui la dépoétisent. Ce n'est pas toutefois la faute de la Bretagne, qui restera, malgré tout, pour l'observateur, une des plus curieuses et des plus originales provinces de la France. Entre les peintures plus fidèles et vraiment frappantes de cette civilisation à part, tout le monde a depuis longtemps distingué *les Derniers Bretons* (1) de M. Émile Souvestre. Ce livre, dont les meilleurs parties ont été insérées autrefois dans la *Revue* et ne sont pas oubliées de nos lecteurs, reparaît aujourd'hui avec des additions curieuses sur une poésie populaire trop peu étudiée et sur des mœurs si inconnues, quoique si souvent décrites. M. Émile Souvestre a beaucoup corrigé et corrigé avec bonheur : ce zèle, trop rare et appliqué ici à une œuvre vraiment littéraire, mérite d'être noté et ne peut qu'ajouter au légitime succès d'un livre déjà accueilli avec faveur.

— On sait qu'il paraît à Naples, depuis longtemps déjà, un recueil qui a pour titre : *le Progrès des Sciences, des Lettres et des Arts*, et dont la publication atteste chez les Napolitains un goût prononcé pour les études sérieuses. Les plus hautes questions d'économie politique, de législation, de philosophie, d'histoire, y sont traitées avec soin et quelquefois avec bonheur. Un ancien officier, M. Luigi Blanch, est un des premiers collaborateurs de ce recueil, et y publie principalement de nombreux articles sur une matière toute spéciale, l'histoire de la science militaire. Tous les journaux militaires de l'Europe ont rendu compte avec éloge, il y a quelques années, d'un volume publié par M. Luigi Blanch sur ce sujet, et qui n'était autre chose que la réunion d'une série d'articles extraits du *Progrès*. La seconde édition de ce volume vient de paraître à Naples. La pensée première de cet ouvrage est parfaitement exprimée par ces mots de M. Cousin dans une de ses éloquentes leçons de 1828 : « Donnez-moi l'état militaire d'un peuple, sa manière de faire la guerre, et je me charge de retrouver tous les autres éléments de son histoire. Vous avez tous lu Thucydide : voyez la manière de combattre des Athéniens et des Lacédémoniens; Athènes et Sparte sont là tout entières. » Partant de ce principe, l'écrivain napolitain s'attache à raconter les différentes variations de l'art de la guerre, depuis les anciens jusqu'à nos jours, en les rattachant aux changements opérés dans l'état social des peuples et dans l'ensemble des connaissances de l'esprit humain. C'est la philosophie de l'histoire appliquée à l'histoire de la guerre. La philosophie de l'histoire est à Naples chez elle. C'est là qu'elle est née, dans les méditations solitaires de Vico, cet esprit si bizarre et si inventif. M Blanch est un disciple de Vico, et des plus éclairés. Comme l'illustre auteur de *la Science nouvelle*, il aime à dégager les lois générales de l'enchaînement des faits particuliers. Il examine successivement la tactique de tous les célèbres capitaines, tant anciens que modernes, et il montre que les principes de ces grand stratégistes leur ont toujours été donnés par l'état de société du temps où ils vivaient. Son livre est divisé en neuf chapitres ou discours; l'un traite de la guerre dans l'antiquité, l'autre de la guerre au moyen âge, celui-ci de Gustave-Adolphe, celui-là de Frédéric II, cet autre enfin de la guerre sous la révolution française et de Napoléon, et chacun de ces chapitres peut être lu avec fruit, non-seulement par le tacticien, mais par le philosophe, l'historien, le législateur, par tous ceux enfin qui veulent se rendre compte des règles qui président au développement de l'ac-

(1) Édition compacte en un vol. in-18.

tivité humaine et qui se reproduisent invariablement dans tous les ordres de faits.

— Sous le titre de *Notice sur les Collections musicales de la bibliothèque de Cambrai et des villes du département du Nord* (1), il a paru un ouvrage plein de consciencieuses recherches sur l'histoire de la musique au xve et au xvie siècles. Versé à la fois dans la pratique et dans la théorie de cet art, l'auteur, M. Edmond de Coussemaker, avait plus d'une difficulté à vaincre pour mener à bien la tâche qu'il s'était assignée. Rien de plus rare que les ouvrages des compositeurs de cette époque, ouvrages écrits en général pour l'église, n'ayant reçu qu'une publicité orale, et dont les manuscrits, enfouis dans les maîtrises des vieilles cathédrales, des bibliothèques d'abbayes, ont été, pour la plupart, détruits lors de notre première révolution. Quelques-unes de ces compositions ont été gravées, il est vrai, à partir du commencement du xvie siècle; mais en général on n'en rencontre çà et là que des débris. C'est dans la belle bibliothèque de Cambrai que M. de Coussemaker a principalement puisé les matériaux composant l'ouvrage qu'il vient de publier. Ces matériaux, moins nombreux que bien choisis, se divisent en imprimés et en manuscrits. Les documents manuscrits sont d'autant plus précieux, que presque tous contiennent des compositions inédites de musiciens inconnus jusqu'à nos jours, et appartenant à la fin du xve siècle. L'auteur fait de ces compositions une analyse très-exacte, en l'enrichissant de détails biographiques sur des compositeurs dont les noms nous sont révélés pour la première fois, tels que Cabilliau, Pierre des Cornets, Ducrocq. Afin de donner une idée de leur talent, M. de Coussemaker a placé à la fin du volume plusieurs petites pièces religieuses et profanes qui ne laissent pas de doute, pour l'époque où elles ont été écrites, sur le perfectionnement des formes matérielles et artificielles de l'harmonie, sur une nouvelle direction de la musique d'église, et sur la naissance du drame musical. Certes cette époque est bien digne d'attention, car elle fut l'aurore d'une révolution immense dans l'art de composer la musique d'église, révolution complétée par le divin Palestrina.

L'ouvrage de M. de Coussemaker n'est pas seulement recommandable aux yeux de ceux qui s'occupent de la science musicale et de son histoire; il renferme une foule de particularités intéressantes pour les gens du monde. Ainsi, parmi les directeurs du pupitre de la cathédrale de Cambrai, l'auteur cite Laurent Devos, frère du fameux peintre, né à Anvers en 1535, et reproduit sur les derniers moments de ce digne et infortuné maître de chapelle un passage inédit du chroniqueur Jean Doudelet, aussi curieux que touchant. Devos devait sa place à l'archevêque de Berlaymont, qui l'honorait de son amitié, et auquel il avait voué la plus tendre reconnaissance. Le baron d'Inchy, gouverneur de Cambrai, ayant usurpé par des moyens odieux le pouvoir de ce prélat, qu'il chassa de la ville, et traité les bourgeois de la manière la plus tyrannique, Devos composa un motet à grands chœurs tiré de différents psaumes, et peignant les malheurs et les troubles de la cité cambraisienne. Il eut le courage de faire exécuter ce morceau après les vêpres, un jour de fête solennelle, en présence du gouverneur, qui ordonna qu'on le saisît aussitôt et qu'on le conduisît en prison. « Finalement, dit le chroniqueur, maître Laurent Devos fut pendu et étranglé sur le marché dudit Cambrai, comme autre séculier, n'ayant nul

(1) Un vol. in-8°.

égard à son état de prêtrise, et cependant qu'il faisait ses préparations à la mort et qu'il parlait au peuple, remontrant que c'était à tort que l'on le faisait mourir, plusieurs tambours sonnaient autour de lui, afin qu'il ne fût ouï du peuple faisant ses justifications. Ses enfants de chœur y étaient présents, faisant de grands regrets sur la mort de leur maître et lui donnant l'adieu. Ainsi finit ses jours ce bon maître de chant. »

Après avoir analysé toutes les richesses que contient le dépôt de Cambrai, M. de Coussemaker s'occupe des ouvrages appartenant aux bibliothèques de Dunkerque, Lille, Douai et Valenciennes. Il prouve par des documents authentiques que, dès 1575, la musique religieuse était cultivée, dans cette dernière ville, avec solennité. Enfin, il termine sa notice en citant le texte de vingt-six chansons des XIII[e] et XIV[e] siècles. Les quatre premières ont été mises en musique à trois parties par Adam de La Hale, surnommé le bossu d'Arras, auteur du *Jeu de Robin et Marion*, espèce d'intermède dramatique annonçant déjà la naissance de l'opéra comique. Ces chansons ont toute la naïveté de l'époque, et ne manquent ni de grâce ni d'harmonie. L'ouvrage de M. de Coussemaker, qui n'a été tiré qu'à cent dix exemplaires, forme un beau volume orné de planches de musique et d'un dessin colorié, aussi curieux qu'original, qui sert de frontispice au manuscrit 124 de la bibliothèque de Cambrai.

L'ÉGLISE D'IRLANDE.

Dans ma précédente lettre, j'ai dit quelles étaient les causes purement politiques, les causes accidentelles de l'agitation qui règne en Irlande ; il me reste à dire quelles en sont les causes permanentes. Que l'avénement des tories au pouvoir, et la position particulière de M. O'Connell aient exercé une grande influence sur la situation actuelle, je le veux bien; mais croire qu'un changement de ministère, ou la disparition de M. O'Connell de la scène publique ramènerait la tranquillité en Irlande, ce serait s'abuser singulièrement. Ce n'est pas M. O'Connell qui a créé l'agitation, c'est l'agitation qui a créé M. O'Connell. L'Angleterre a pour habitude invariable de ne s'occuper de l'Irlande que quand des troubles sérieux y appellent forcément son attention; puis quand ces troubles sont passés ou comprimés, elle retombe dans son orgueilleuse indifférence. Ainsi le mouvement actuel en faveur du rappel pourra être étouffé, ou pourra s'éteindre de lui-même; mais ce serait une folie d'imaginer qu'il ne se reproduira pas un an ou deux ans après, et par intermittences, tant que les causes générales qui l'ont produit seront laissées intactes. Il y a eu des insurrections en Irlande avant M. O'Connell, il y en aura après lui. M. O'Connell se vante, et avec raison, d'avoir su remplacer par des mouvements pacifiques

et organisés les révoltes sanglantes, souvent barbares, qui désolaient autrefois l'Irlande. On peut dire que la paix repose aujourd'hui sur la vie de cet homme. et on peut à peine dire s'il aura lui-même la force de dominer toujours ce mouvement, qu'il a soulevé. L'Angleterre a beau l'accuser et le maudire, elle a beau vouloir rejeter sur lui la responsabilité du sang qui serait versé dans la lutte; l'Angleterre se ment à elle-même. Elle sait bien que le mal a une autre origine. L'agitation peut enflammer les griefs; elle ne les crée pas. S'il n'y avait pas en Irlande des causes radicales de révolution, M. O'Connell ne serait pas si puissant. En excitant les passions populaires, il pourrait produire une révolte accidentelle; mais, malgré tout son ascendant et toute son éloquence, il ne réunirait pas toute une nation dans un seul sentiment et dans une seule idée, si ce sentiment et cette idée n'étaient pas déjà au fond des cœurs. Écartons donc, monsieur, les questions de personnes, et sir Robert Peel, et lord John Russell, et M. O'Connell lui-même. Avant eux, il y avait l'Irlande, après eux il y aura encore l'Irlande. J'ai cherché à montrer précédemment que le rappel de l'union entre l'Angleterre et l'Irlande était impraticable, et que lors même qu'il serait praticable, il ne pourrait être que funeste à l'Irlande elle-même. Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire, et que l'Irlande, ne pouvant obtenir le rappel, ne puisse pas, ne doive pas obtenir autre chose? Certainement non. Depuis bientôt trois mois, le parlement anglais s'occupe de l'Irlande. Les discours pleuvent, mais de ce flux de paroles que sort-il? Rien. Pourquoi? Est-ce parce qu'on ne sait que faire? Non : c'est parce qu'on ne veut pas. parce qu'on n'ose pas faire. On sait bien où est le mal, mais on a peur du remède L'Angleterre n'ose pas aborder de front la question principale, la grande difficulté, l'église.

L'église protestante d'Irlande, *fons, origo mali!* c'est là qu'est le mal, c'est là qu'est la plaie. L'église protestante est, en Irlande, l'église de l'étranger, le bagage de la conquête, la personnification de plus de quatre siècles de tyrannie. Tant que cet arbre exotique, transplanté par la force sur le sol irlandais, continuera de pomper et d'absorber la substance de tout un peuple qui refuse de s'asseoir à son ombre maudite, tant que sept millions d'hommes verront leur religion nationale insolemment réduite à l'état de servage par le culte de sept cent mille hommes, jamais l'Irlande ne connaîtra la paix, et jamais l'Angleterre, qu'elle le sache bien, ne connaîtra le repos. Un homme qui ne parle pas légèrement, parce que ses paroles ont la plus grande influence, lord John Russell, disait il y a peu de jours dans la chambre des communes : « L'état de l'Irlande n'a jamais été réglé depuis le temps où la fiction de la loi était qu'il n'y avait pas de catholiques, que les protestants seuls existaient aux yeux de la loi, et que la loi ne connaissait pas les catholiques. Les institutions présentes sont encore en grande partie fondées sur cette fiction. Vous avez admis les catholiques au partage des droits politiques et civils. Alors vous devez organiser l'Irlande conformément à l'état politique et civil que vous avez reconnu aux Irlandais par l'acte d'émancipation. »

Et lord John Russell ajoute, avec toute l'autorité de son nom, de son caractère et de son talent, qu'il est absolument impossible que l'église d'Irlande puisse rester constituée comme elle l'est aujourd'hui. Cependant, après avoir fait cette confession, lord John Russell est-il disposé à aller plus loin? Hélas! non. Le chef du parti libéral s'arrête en se rappelant qu'il est protestant et qu'il est Anglais. Il ne conclut pas, ou plutôt il conclut en disant qu'il ne veut point détruire la suprématie de l'église établie en Irlande, parce que ce serait mettre en danger la suprématie de l'église établie en Angleterre et de l'église établie en Écosse.

Et quand cela serait, qu'est-ce que cela prouve? Faudra-t-il donc toujours que l'Irlande paie pour l'Angleterre et pour l'Écosse? La question de l'église, en Irlande, ne doit-elle pas être traitée purement et simplement comme une question irlandaise? Aux yeux des partisans de l'égalité religieuse, l'église protestante d'Irlande a le double vice, d'abord de constituer une religion d'état, ensuite de ne représenter que la religion de la minorité. Dans tous les pays où il existe une religion d'état, cette religion a du moins le mérite ou l'excuse d'être celle de la majorité; l'Irlande seule présente cette anomalie d'une église dominante de droit, et de fait rejetée et détestée par l'immense majorité de la population à laquelle elle est imposée. On dira peut-être que je considère ici l'Irlande comme un pays indépendant, et non comme une partie d'un tout, comme une annexe du royaume-uni de la Grande-Bretagne. Mais à ce compte, l'Écosse n'est-elle pas également une partie de ce tout, et cependant l'Écosse n'a-t-elle pas une religion d'état qui est celle de la majorité, n'a-t-elle pas une église indépendante et séparée de l'église d'Angleterre? Si l'Angleterre pose en principe que l'état ne doit reconnaître qu'une seule religion, pourquoi ce principe n'est-il pas appliqué à l'Écosse comme à l'Irlande? Pourquoi le culte presbytérien est-il privilégié, quand le culte catholique est exclus? L'Angleterre a une église nationale, l'Écosse a une église nationale, l'Irlande seule a une église étrangère. Les églises d'Angleterre et d'Écosse ont pour elles le nombre, le fait, qui finissent par devenir le droit ; l'église d'Irlande n'a ni le droit ni le fait : elle n'a que la force, et la force n'a jamais suffi pour lui faire prendre racine dans le pays qu'elle opprime.

Quand le sanguinaire et despotique Henri VIII se fit en Angleterre le chef de la réformation, il créa promptement des prosélytes à l'aide de la confiscation et de la distribution des biens ecclésiastiques. La persécution et le règne éclatant et populaire d'Élisabeth continuèrent cette œuvre de transformation; mais ce qui contribua par-dessus tout à *protestantiser* l'Angleterre, ce fut le caractère essentiellement national qu'assuma, presque dès son origine, le nouveau culte. L'idée du catholicisme romain s'associa, dans l'esprit de la nation, à l'idée de la domination étrangère; les nobles s'étaient faits protestants pour avoir part aux dépouilles de l'église, le peuple se convertit à son tour par patriotisme. Cela explique comment le pouvoir temporel fut immédiatement investi du pouvoir spirituel, et l'a gardé intact jusqu'à nos jours, et comment la religion anglicane, œuvre du roi et des nobles, devint, par suite de circonstances purement politiques, la religion du peuple et de la majorité.

En Écosse, au contraire, la réformation partit du peuple pour remonter aux grands; mais le mouvement, quoique inverse de celui de l'Angleterre, fut également national. Les tentatives réitérées des souverains anglais pour introduire la hiérarchie épiscopale dans l'église républicaine de l'Écosse ne firent qu'attacher plus profondément le peuple à son culte national; l'Angleterre fut obligée de capituler et de reconnaître en Ecosse une église indépendante. Il y eut donc en Écosse, comme en Angleterre, une religion dominante, et cette religion fut également celle de la majorité.

Ce fait de la suprématie légale de l'église presbytérienne en Écosse est très-important en ce qu'il prouve que le maintien de l'église protestante en Irlande est, pour l'Angleterre, une question politique et non une question religieuse, une affaire d'opportunité, et non une affaire de principe. L'Écosse a été traitée comme un pays uni, l'Irlande comme un pays conquis, et c'est ce qui a fait que la religion nationale de l'Irlande n'a jamais eu une existence légale.

Le protestantisme est entré en Irlande avec la conquête, et y est resté avec les conquérants; il devait y rencontrer, dès l'origine, une résistance non-seulement religieuse, mais aussi nationale. Henri VIII et Élisabeth firent en Irlande ce qu'ils avaient fait en Angleterre, ils confisquèrent et distribuèrent toutes les propriétés religieuses; mais le peuple s'attacha plus que jamais à son clergé dépouillé et proscrit. Il y avait entre eux une solidarité nationale qui avait sa source dans des événements bien antérieurs aux guerres religieuses. A l'époque de la conquête normande, au XIIe siècle, le clergé irlandais avait partagé courageusement le sort de la population indigène. Le clergé séculier était alors composé par une classe d'hommes beaucoup plus cultivés qu'on n'aurait dû l'attendre dans l'état presque barbare du pays. C'étaient en général des Irlandais élevés dans les universités d'Espagne, et même des Espagnols émigrés. Une chose curieuse à remarquer aujourd'hui, c'est que cette Irlande, qui est le dernier boulevard de l'église de Rome dans les îles britanniques, fut octroyée à l'Angleterre par deux papes, par les bulles d'Adrien IV et d'Alexandre III.

Ce fut, au reste, pour cette raison, que les biens monastiques furent en général respectés lors de la conquête par Henri II. Les monastères servirent d'asile à la population indigène. les conquérants eurent à lutter pendant près de quatre siècles, et ne purent achever leur œuvre qu'à l'aide de la réformation. A cette époque, la confraternité du clergé et du peuple irlandais fut cimentée de nouveau par la persécution que souffrit à son tour le clergé. La résistance, qui n'avait jusque là été que nationale, devint aussi religieuse; les Anglais ne furent plus seulement des Saxons, ils furent encore des hérétiques.

Les soixante années qui suivirent l'introduction de la réforme en Irlande sont des plus sanglantes que l'histoire ait jamais eu à raconter. La possession de la terre changea entièrement de mains; les biens du clergé régulier furent distribués à des nobles anglais, et les dignités et les revenus du clergé séculier passèrent à peu près intactes aux dignitaires de l'église protestante. Ce fut dès cette époque que commença ce système qui est devenu la plaie de l'Irlande, et qu'on appelle l'*absenteisme*. Le clergé protestant, presque entièrement composé d'Anglais, resta en Angleterre au lieu de résider en Irlande, et dépensa dans son pays les revenus qu'il tirait du pays conquis. Il afferma ses bénéfices à des entrepreneurs qui lui payaient une somme fixe, et qui acquéraient en échange le droit d'exploiter et de pressurer les tenanciers de la terre. Telle fut l'origine de l'*absenteisme,* qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, et qui est une des principales sources de la misère de l'Irlande.

En se contentant de cette occupation matérielle du territoire, le clergé protestant abandonnait lui même toute chance de domination morale. Aussi le clergé catholique conserva-t il toute son influence; des communications actives furent maintenues, malgré les lois pénales, entre l'Irlande et l'Espagne, et entretinrent le feu sacré dans l'*Ile des Saints*.

De meilleurs jours semblèrent se préparer pour l'Irlande quand la révolution de 1640 força Charles Ier à recourir aux catholiques irlandais; mais le bras implacable de Cromwell n'en retomba que plus lourdement sur ce malheureux pays. Le passage de Cromwell fut comme celui d'une colonne de feu. Les Irlandais tremblent encore quand ils entendent prononcer ce nom terrible, et l'autre jour vous avez vu M. O'Connell, dans une de ses harangues, rappeler, au milieu d'un frémissement universel, le souvenir des cruautés sanglantes du protecteur. La domination de Cromwell fut la plus périlleuse épreuve qu'eut jamais à traverser le catholicisme

en Irlande, car elle comprenait un système, non-seulement de conquête, mais de conversion. Les enfants furent enlevés à leurs familles pour être confiés à des maîtres protestants; les propriétaires protestants et le clergé protestant furent forcés de résider sur leurs terres, et les lois portées contre les catholiques et leur clergé furent tellement cruelles, qu'en moins de deux ans presque toute la population catholique se fut réfugiée dans le Connaught. Cette province fut le seul champ d'asile qui lui fût ouvert, et c'est de là que vient le proverbe irlandais: Va au diable ou en Connaught *(go to hell or to Connaught)*.

Cependant, après Cromwell, le catholicisme se releva comme un arbre après un coup de vent; la restauration et les règnes de Charles II et de Jacques II lui donnèrent un temps de repos. Ce temps fut court; la révolution de 1688 ramena la domination exclusive du protestantisme, et la bataille de la Boyne décida du sort du catholicisme. Dès lors commença le système de la persécution légale; tout l'arsenal des lois fut mis en usage contre la religion du sol. Une des plus remarquables de ces lois fut celle qui, sans proscrire directement les prêtres, bannissait à perpétuité les évêques et tous ceux qui pouvaient conférer des ordres, de sorte que la ligne hiérarchique étant interrompue, et le clergé ne pouvant non plus se recruter par les prêtres étrangers, le culte catholique aurait dû s'éteindre avec la génération des prêtres vivants. Ce qu'il faut remarquer surtout dans le caractère de ces lois pénales, c'est qu'elles sont dirigées non pas contre les Irlandais, mais contre les catholiques, et qu'un Irlandais qui se fait protestant est admis à toutes les immunités dont jouit le culte dominant. Rien ne prouve mieux que la lutte établie entre l'Angleterre et l'Irlande a pour principe l'antagonisme des religions plus que celui des races. Les événements qui s'accomplirent depuis cette époque en Irlande sont mieux connus. Les grands principes de liberté politique et religieuse, et le libéralisme philosophique, proclamés par la révolution américaine et la révolution française, réagirent sur l'état de l'Irlande. A la fin du XVIIIe siècle, les catholiques obtinrent le droit de voter aux élections; le droit d'être élu devait nécessairement suivre le droit d'élire, et vous savez comment le gouvernement tory de 1829, emporté par l'opinion publique, proposa lui-même l'acte de l'émancipation des catholiques.

Lord Alvanley, monsieur, dans une brochure qu'il a publiée il y a déjà quelque temps (1), et dans laquelle l'état de l'Irlande était examiné avec beaucoup de sagacité, a fait une remarque très juste au sujet de l'acte d'émancipation : c'est que cet acte ne remédia à aucun des griefs matériels des catholiques, et ne leur conféra que des droits politiques. Les catholiques, en entrant dans le parlement, y passèrent donc immédiatement à l'état d'opposition, et furent réformistes par nécessité. Ainsi les deux principaux griefs des catholiques étaient l'obligation de payer la dîme à une église qui leur était hostile, et la composition des cours ecclésiastiques, qui ont, comme on sait, une juridiction civile très-étendue, et dont les juges étaient en général des ministres protestants. L'acte d'émancipation ne porta remède à aucun de ces griefs; il ne fit donc en dernier résultat que des mécontents, en Angleterre comme en Irlande : en Angleterre parce qu'il souleva contre le gouvernement le parti protestant, en Irlande parce qu'il ne profita pas aux masses, et que la classe moyenne et la classe pauvre, bien que représentées au parlement, trouvèrent qu'après tout leurs intérêts matériels n'avaient éprouvé aucune amélioration, et qu'elles étaient toujours obligées de payer deux églises.

(1) *The State of Ireland considered.*

De la sorte, le gouvernement conservateur, en admettant les catholiques dans le parlement, ne fit que grossir les rangs du parti de la réforme. Dès ce jour, l'influence de l'Irlande plana sur la politique intérieure de l'Angleterre; pendant douze ans, elle domina le gouvernement; depuis deux ans, elle l'embarrasse, aujourd'hui elle le paralyse. L'acte d'émancipation et la révolution de juillet portèrent les whigs au pouvoir, et ce fut avec l'aide des Irlandais que les whigs firent passer le bill de réforme. Le parti libéral en Angleterre devint l'allié naturel du parti catholique en Irlande; M. O'Connell et ses amis secondèrent les réformes politiques, et, en échange, lord John Russell et son parti appuyèrent les réformes religieuses. J'ai dit, monsieur, dans une précédente lettre, comment les Irlandais, formant dans la chambre des communes l'appoint de la majorité ministérielle, devinrent de plus en plus les arbitres du gouvernement, et comment, pour cette raison, le sentiment protestant de l'Angleterre finit par se soulever contre les whigs et les renverser. C'était pour des considérations religieuses que certains des membres les plus importants du parti whig s'étaient jetés dans le parti tory. Le vieux lord Grey, fatigué et croyant qu'il était temps de s'arrêter, s'était retiré des affaires, abandonnant la réforme à sa pente. Lord Stanley et sir James Graham étaient sortis avec éclat du ministère dès qu'il s'était agi d'employer une partie des revenus de l'église d'Irlande à l'éducation du peuple sans acception de communions. C'était enfin la question de l'*appropriation* qui avait amené, en 1835, la chute du ministère de sir Robert Peel, et c'est peut-être encore sur cette question que s'engagera bientôt la lutte. Le ministre de l'intérieur, sir James Graham, a déclaré formellement, il y a peu de jours, que ni lui ni ses collègues ne consentiraient à ce que les revenus de l'église protestante fussent appliqués à des usages catholiques; mais sir Robert Peel et le duc de Wellington n'avaient-ils pas aussi déclaré qu'ils ne concéderaient jamais cet acte d'émancipation, qu'ils ont pourtant fini par proposer eux-mêmes?

Tout ce qui précède, monsieur, tend à établir que la religion protestante, la religion de l'état, la religion de la loi, n'a jamais pu devenir, en Irlande, la religion populaire. Le culte proscrit au contraire, a été fécondé par le sang, et des siècles de persécution n'ont fait que l'enraciner plus avant dans le cœur du peuple. Et comme le clergé catholique exerçait une influence politique en même temps que religieuse, il a constitué à côté et en dehors de l'état un pouvoir indépendant et irresponsable qui était à l'abri des lois, parce qu'il agissait sur les consciences et sur les sentiments, et qui était incompatible avec la sécurité de toute espèce de gouvernement. C'est ce caractère politique du clergé qui le rend surtout redoutable; c'est le clergé qui, en Irlande, fait les élections; c'est lui qui est à la tête des associations : à tous les *meetings*, les paroisses arrivent par bandes conduites par leurs prêtres, et le rappel est prêché du haut des chaires aussi bien que du haut des *hustings*. Le gouvernement a beau faire; il n'est pas de force à lutter contre le pouvoir spirituel, contre cette puissance insaisissable et incontrôlable qu'il peut concilier, mais qu'il ne vaincra pas.

Quelle a été, dans ces derniers temps, la condition du clergé catholique en Irlande? Jusqu'à la révolution française, il avait été composé en grande partie par des prêtres élevés dans les séminaires de France, d'Italie et d'Espagne. Ici, je laisse un protestant rendre lui-même justice au caractère de ce clergé : « La mémoire de ces prêtres, dit lord Alvanley, est encore fraîche auprès de beaucoup de contemporains, et la conduite douce, conciliante et *gentlemanly* du vieux prêtre français

et espagnol est souvent mise en contraste avec celle des partisans politiques qui composent le clergé actuel. » La révolution et la guerre générale interrompirent ces communications religieuses de l'Irlande avec l'Europe ; le clergé indigène devint peu à peu moins éclairé, sans cesser d'être aussi populaire. Au contraire, se recrutant de plus en plus dans les classes inférieures, partageant des passions souvent ignorantes et aveugles, mais toujours patriotiques, il établit encore plus profondément son empire sur les masses. Aujourd'hui, les prêtres sont tout-puissants en Irlande; ils y règnent sans contrôle, et le peuple n'est qu'un instrument entre leurs mains.

Le gouvernement anglais, instruit par une expérience de plusieurs siècles, doit comprendre que nul pouvoir politique ne déracinera de l'Irlande sa religion nationale, et que nulle législation pénale n'y détruira l'empire que le clergé exerce sur le peuple. C'est une entreprise inutile à laquelle tout gouvernement qui ne sera pas absolument dénué d'intelligence devra renoncer. La répression est une œuvre évidemment impossible ; l'Angleterre, par intérêt autant que par justice, ferait donc mieux d'employer la conciliation. Le clergé irlandais est hostile au gouvernement, mais est-ce bien là la véritable tendance du clergé catholique? Non : l'élément catholique est de sa nature conservateur, il est essentiellement porté vers l'ordre, vers l'autorité ; ce n'est que par exception qu'il se fait révolutionnaire, et l'Irlande est depuis des siècles sous le poids d'une législation exceptionnelle. C'est le pouvoir temporel qui, en se mettant en hostilité directe avec le pouvoir spirituel, le jette forcément dans des voies démocratiques et radicales. L'intérêt politique de l'Angleterre est donc de chercher à s'attacher le clergé catholique, de le rallier à la loi en rendant la loi humaine et juste et de le faire rentrer dans le sein de l'état en lui assurant une existence légale. Ici se présente la question du paiement du clergé catholique par l'état. La proposition en a été faite plusieurs fois, et à différentes époques, par les protestants *politiques*, mais elle a rencontré jusqu'à présent des obstacles insurmontables, et dans la résistance des protestants rigides, et dans le refus du clergé catholique lui-même. L'église anglicane, étant l'église de l'état, refuse au pouvoir politique le droit de reconnaître un autre culte que le sien, et d'admettre qu'il y ait deux sources de vérité. Le souverain étant le chef de l'église comme le chef de l'état, et exerçant le pouvoir spirituel en même temps que le pouvoir temporel, ne peut scinder la double nature de ses fonctions, et faire une distinction entre les membres de la communauté politique et les membres de la communauté religieuse. Tel est le principe maintenu par l'église établie. Cependant ce principe n'est déjà plus intact. Il y a été dérogé non-seulement, comme je l'ai dit plus haut, à l'égard de la religion presbytérienne d'Écosse qui est reconnue comme religion de l'état, mais aussi à l'égard du culte catholique lui-même Vous avez entendu parler du séminaire de Maynooth Cet établissement date de 1795; il a été fondé par le gouvernement protestant pour l'éducation des prêtres catholiques, et aujourd'hui encore il est entretenu par une subvention que la chambre des communes vote chaque année. A l'époque de l'union législative, M. Pitt, qui comprenait l'importance de faire rentrer le clergé irlandais dans le cercle des institutions légales, avait formé le projet de reconnaître le culte catholique et de donner des salaires à ses ministres. Les évêques y avaient consenti, le pape avait donné son adhésion, mais le roi George III se refusa à toute concession, et sa détermination amena la retraite de M. Pitt. Il est à croire que, si une mesure de ce genre avait accompagné l'acte d'émancipation de 1829, une grande partie des troubles qui se

sont succédé depuis ce temps en Irlande auraient été prévenus. Aujourd'hui, monsieur, il est trop tard.

Il est trop tard, parce que c'est le clergé catholique qui, à son tour, refuse un salaire. Depuis un quart de siècle, il a pris un caractère politique qu'il ne voudrait plus abdiquer aujourd'hui. Ce qui fait sa force, c'est qu'il partage tous les griefs, toutes les misères, toutes les souffrances du peuple; c'est qu'il est, comme lui, opprimé par la loi. C'est cette communauté héréditaire et sacrée qui fait sa toute-puissance. Le jour où le prêtre catholique consentirait à renier sa part du fardeau, le jour où la loi cesserait de peser sur lui sans cesser de peser sur le peuple, ce jour-là il perdrait tout son pouvoir. Un prêtre payé par les Saxons ne serait plus le prêtre national.

On peut donc regarder comme certain que le clergé irlandais refuserait aujourd'hui de recevoir un traitement de l'état. En 1837, cette question fut soulevée, et les évêques catholiques déclarèrent unanimement leur résolution de ne dépendre que du peuple. Cette déclaration a été répétée plusieurs fois depuis, et l'est encore en ce moment. L'entretien du culte catholique par l'état laisserait d'ailleurs intact l'établissement anglican; l'Irlandais catholique serait toujours obligé de payer deux églises; seulement, le jour où le denier du pauvre qu'il donne volontairement pour l'entretien de son culte serait réclamé par la loi pour le même objet, il cesserait de regarder ses prêtres comme ses protecteurs, et voilà pourquoi le clergé n'y consentira pas.

Aussi longtemps que l'église de la minorité sera l'église privilégiée, rien ne sera réglé d'une manière permanente en Irlande. On l'a dit avec raison, tous les autres griefs de l'Irlandais ne se font sentir que par intervalles : celui de l'église est pour lui une douleur continuellement brûlante; il ne peut faire un pas sans être poursuivi par ce souvenir; chaque fois qu'il entend la cloche de son village, chaque fois qu'il traverse une pièce de terre convertie en glèbe, chaque fois qu'il paie l'impôt qui a remplacé la dîme, il sent se réveiller en lui la mémoire de tout ce qu'il souffre, de tout ce qu'ont souffert ses pères et de tout ce que souffriront ses enfants.

La constitution de cette église est une véritable monstruosité. Il y a en Irlande quatre principaux cultes : le culte catholique, le culte anglican, le culte presbytérien, et le culte méthodiste ou wesleyen. Les anglicans sont environ 700,000; les presbytériens et les wesleyens réunis forment à peu près le même nombre; les catholiques sont plus de 7 millions. Le culte presbytérien reçoit de l'état une certaine subvention qui lui a été constituée par le *regium donum ;* le culte catholique et le culte wesleyen sont entretenus par des souscriptions volontaires; quant au culte anglican, voici quelle est sa position temporelle.

L'Irlande est divisée en 4 provinces ecclésiastiques, celles d'Armagh, de Dublin, de Cashel et de Tuam, et en 32 diocèses, qui comprennent 1 387 bénéfices et 2.450 paroisses. Le clergé se compose de 4 archevêques, 18 évêques, 326 doyens, chanoines, etc., 1,333 ministres et 752 vicaires. Les revenus de cette église sont de plus de 20 millions de francs, consacrés tout entiers au traitement du clergé, car la construction et l'entretien des édifices du culte sont l'objet de subventions spéciales. Durant les débats qui eurent lieu en 1835 sur la question de l'appropriation, il a été déclaré que les revenus des évêchés seuls constituaient à chaque titulaire un traitement d'environ 175,000 francs. Par la répartition, certains évêques se trouvent avoir 200, 300 et même 400,000 francs de rente.

Ainsi voilà plus de 20 millions prélevés sur une population de 9 millions d'indi-

vidus pour payer le culte de 700,000 d'entre eux; et sur ce nombre de 700,000, 400,000 se trouvent réunis dans la seule province d'Armagh, qui est le foyer du protestantisme en Irlande. Il y a des paroisses où l'on compte 1,500 catholiques, et pas un seul protestant, d'autres où il y a 3,450 catholiques et 15 protestants, d'autres où il y a 5,393 catholiques et 12 protestants. Ces chiffres ont été cités dans la chambre des communes. Le ministre protestant considère quelquefois comme un avantage de n'avoir qu'un très-petit nombre de coreligionnaires dans sa paroisse, parce qu'il est ainsi dispensé de toute besogne. Ces revenus de l'église protestante en Irlande augmentent chaque année, et, d'un autre côté, le nombre des protestants eux-mêmes décroît régulièrement. Il y a deux cents ans, ils étaient aux catholiques dans la proportion de 1 à 3; aujourd'hui ils sont dans la proportion de 1 à 10.

L'église d'Irlande ne peut donc être considérée que comme une branche de l'église d'Angleterre, comme un établissement purement anglais, représentant chez le peuple conquis la suprématie du peuple conquérant, et elle n'y est maintenue que parce qu'on regarde sa chute comme devant mettre en danger la suprématie de l'église protestante dans l'Angleterre elle-même. Mais n'y a-t-il pas autant de péril pour l'église d'Angleterre dans le honteux scandale dont l'église d'Irlande offre le spectacle? Toute la haine dont l'une est l'objet retombe sur l'autre; l'église d'Irlande est condamnée à périr avant peu d'années, cela est évident comme la clarté du jour, et il arrivera que, pour n'avoir pas voulu s'en séparer à temps, l'église d'Angleterre sera entraînée dans sa chute, et que l'arbre tout entier tombera parce qu'on n'aura pas voulu en sacrifier une branche parasite et vermoulue.

C'est là une vérité que comprennent les amis les plus sages et les plus éclairés de l'église protestante en Angleterre, et c'est pour cette raison qu'ils ont essayé à plusieurs reprises d'introduire de larges réformes dans l'église d'Irlande. Certainement, si le parlement anglais avait adopté le plan proposé, il y a quelques années, par lord John Russell, et qui avait pour objet de réduire l'établissement anglican en Irlande à de plus justes proportions, et d'appliquer le surplus des revenus ecclésiastiques à l'éducation générale du peuple, cette mesure de justice et de conciliation aurait efficacement contribué à maintenir la paix en Irlande. Ce que le gouvernement whig n'a pas pu faire, le gouvernement tory est assez fort aujourd'hui pour l'accomplir. Malgré les déclarations contraires des ministres, cette solution des difficultés actuelles semble être la seule possible.

La grande objection qui est faite au système de l'appropriation, c'est que les biens de l'église sont une propriété de même nature que la propriété particulière, et que l'état n'a pas le droit de les détourner de l'usage auquel ils ont été consacrés dans l'origine. La question des biens de main-morte est depuis longtemps résolue en France, mais elle ne l'est pas encore en Angleterre, tant s'en faut. Et cependant la doctrine de l'inviolabilité des biens de main-morte n'est-elle pas une anomalie, surtout dans les pays protestants? N'est-ce pas un principe protestant, s'il en fut, que l'église est la créature de la loi, et que la loi, qui l'a faite, peut la défaire? Or, aux yeux de la loi, le prêtre est un fonctionnaire public, comme le magistrat, comme le soldat. C'est la loi qui a imposé la dîme, et la loi peut la réduire ou la supprimer au besoin. Quant aux biens qui proviennent de dons volontaires, le principe aujourd'hui admis est que la volonté du donateur doit être observée tant qu'elle le peut être conformément à l'intérêt public, mais que, lorsque les circonstances changent, la destination du don doit changer aussi, puisqu'il est présumé que le donateur, s'il était en vie, disposerait autrement de sa propriété.

Je n'ai pas à discuter ici un principe qui fait partie du droit public français; je veux seulement faire remarquer que l'église d'Angleterre a moins qu'aucune autre le droit de se prévaloir de l'inviolabilité des biens ecclésiastiques, car les biens dont elle jouit elle-même étaient. dans l'origine, ceux de l'église catholique, et ont été transférés à l'église protestante par les bénéfices de la loi, précisément en vertu du principe que l'état peut disposer des biens des communautés.

Du reste, monsieur, en admettant que le parlement anglais consente à affecter une certaine portion des revenus de l'église protestante d'Irlande à l'éducation du peuple sans acception de religions, cette mesure ne pourrait encore avoir qu'un effet temporaire. Il faut bien le redire, rien ne sera définitivement réglé en Irlande tant que l'Angleterre y maintiendra une église privilégiée, et tant que cette église sera celle de la minorité. Les catholiques ne demandent pas la suprématie pour leur culte; ils ne demandent que l'égalité, et il faudra bien qu'on en vienne là. Tôt ou tard, on aboutira au système établi en France, à l'égalité de tous les cultes reconnus par l'état. Les biens de l'église d'Irlande seront repris par l'état, et rentreront dans le trésor public comme la propriété de la nation. L'état, à son tour, devra se charger de subvenir à l'instruction religieuse du peuple et à l'entretien des ministres des différents cultes ; mais alors les fonds affectés à cet usage seront répartis dans de justes proportions. Remarquez bien que je ne parle ici que de l'Irlande. car, quant à l'Angleterre, il se passera encore bien des années avant que la constitution de l'église établie y subisse une pareille révolution. En Angleterre, l'église protestante est dans une situation régulière, politiquement parlant; elle est l'église de la majorité, tandis qu'en Irlande, sa position est le plus odieux paradoxe qui ait jamais existé. Au fond de toutes les agitations de l'Irlande, il y a deux causes, les relations des propriétaires avec les tenanciers, et la suprématie de l'église protestante. La première cause échappe à l'influence de la législation; il est à peu près impossible que la loi s'en mêle sans porter atteinte au principe de la propriété : c'est donc une question morale plutôt que politique. Pour ce qui regarde l'autre grief de l'Irlande, l'église, la législature a le pouvoir d'y remédier. Qu'elle use donc de ce pouvoir pendant qu'il en est temps encore, car, tant que cette source éternelle de révolte ne sera pas tarie, l'Irlande pourra être domptée, étouffée, écrasée, comme elle le serait sans aucun doute en cas d'insurrection ouverte, mais elle ne sera jamais *pacifiée.*

****

FIN DU TOME SECOND.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.


BOEKKAART
GEMAAKT